

SÉNAT

TABLE NOMINATIVE

SESSIONS DE 1992

A

ABADIE (François), sénateur des Hautes-Pyrénées (RDE).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992) ; puis vice-président (*JO Lois et décrets* du 9 octobre 1992).

ADNOT (Philippe), sénateur de l'Aube (ND).

Elu secrétaire du Sénat (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire (*JO Lois et décrets* du 23 décembre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre le chômage d'exclusion (30 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'abolition des frontières fiscales à l'intérieur de la communauté économique européenne en matière de taxe sur la valeur ajoutée et de droits indirects (18 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant mise en oeuvre par la République française de la directive du conseil des communautés européennes CEE n° 91-680 complétant le système commun de la taxe sur la valeur ajoutée et modifiant, en vue de la suppression des contrôles aux frontières, la directive CEE n° 77-388 et de la directive CEE n° 92-12 relative au régime général, à la détention, à la circulation et au contrôle des produits soumis à accise (18 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi relatif aux produits soumis à certaines restrictions de circulation (20 décembre 1992).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à compléter la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés afin de faire bénéficier les directeurs d'établissements d'enseignement privés des avantages financiers et des décharges de service d'enseignement accordés aux directeurs d'écoles publiques [n° 234 (91-92)] (14 janvier 1992) - **Enseignement privé**.

Avis, présenté au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 402 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle [n° 448 (91-92)] (24 juin 1992) - **Politique économique et sociale**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Environnement** [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 14 (24 novembre 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 18 décembre 1992) (p. 4200) - Ministère : Collectivités locales - **Communautés de commune et parcs naturels régionaux** - **Communautés de communes**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'anticipation de la suppression du taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée** [n° 364 (91-92)] - (18 juin 1992) - **Après l'art. unique** (p. 1820) : se déclare favorable à l'amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Masseret (suspension de l'application des dispositions des paragraphes II à VIII de l'article 56 modifié de la loi n° 90-669 du 30 juillet 1990 relative à la révision des évaluations des immeubles retenus pour la détermination des impôts directs locaux ; calcul de l'assiette de la taxe d'habitation).

- **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle** [n° 402 (91-92)] - (29 juin 1992) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 2162) : volet insertion du RMI - Lutte contre le chômage de longue durée - Disparité entre les départements - Bilan financier du RMI - (p. 2163) : éléments chiffrés - Méfiance à l'égard des élus locaux - Généralisation du fonds d'aide aux jeunes et accès à une fourniture minimale d'eau et d'énergie - Aide médicale : carte « santé » et assurance personnelle - Conseil départemental d'insertion,

CDI, et commission locale d'insertion, CLI - Imputation sur les crédits d'insertion - (p. 2164) : cogestion de l'État et des collectivités locales - Rôle des départements - Aide médicale - Transfert de charges vers les collectivités locales - **Art. 1^{er} (aménagement du dispositif d'insertion)** - Art. 36 de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 (programme annuel départemental d'insertion, PDI) (p. 2184) : son amendement n° 80 : relation du président du conseil général et du préfet avec le CDI ; adopté - (p. 2186) : ses amendements n° 81 : rôles respectifs du préfet, du président du conseil général et du CDI ; adopté ; et n° 82 : assouplissement de l'utilisation des crédits nécessaires aux bénéficiaires du RMI ; retiré - **Art. 37 (autres compétences du conseil départemental d'insertion et rôle en matière d'évaluation)** (p. 2188) : ses amendements de coordination n° 83, n° 84 ; adoptés ; n° 85 ; retiré et n° 86 ; rejeté - **Art. 39 (conventions pour la mise en oeuvre du programme départemental d'insertion)** (p. 2193) : son amendement n° 89, rédactionnel ; retiré - **Art. 40 (décisions prises par arrêté en cas de désaccord entre le préfet et le président du conseil général ou de non-respect du délai d'adoption du programme départemental)** : son amendement de conséquence n° 90 ; adopté - **Art. 42-1 (missions de la commission locale d'insertion, CLI)** (p. 2196) : son amendement de cohérence n° 91 ; adopté - **Art. 42-2 (composition des commissions locales d'insertion)** : son amendement n° 92 : composition du bureau ; adopté - **Art. 42-3 (élaboration du programme local d'insertion)** (p. 2198) : son amendement de conséquence n° 93 ; adopté - **Art. 2 (Titre III bis nouveau de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 : lutte contre l'exclusion sociale)** - **Art. 43 de la loi précitée (dispositif de réponse à l'urgence sociale et de lutte contre la pauvreté)** (p. 2202) : son amendement n° 97 : caractère facultatif des fonds d'aide aux jeunes ; retiré - **Art. 43-2 (p. 2204)** : son amendement de suppression n° 98 ; adopté - **Art. 43-2 (fonds départementaux d'aide aux jeunes en difficulté)** (p. 2205) : son amendement de suppression n° 99 ; adopté - **Art. 43-3 (fonds locaux d'aide aux jeunes)** : son amendement de suppression n° 100 ; adopté - **Art. 43-4 (financement du fonds départemental)** : son amendement de suppression n° 101 ; adopté - **Art. 43-5 (droit d'accès à une fourniture minimum d'eau et d'énergie)** : sur l'amendement n° 44 de la commission (ouverture du droit à une fourniture, d'eau et d'électricité aux personnes en état de grande précarité), son sous-amendement n° 103 ; adopté - **Art. 43-6 (aides pour les dépenses d'électricité et de gaz)** (p. 2207) : son amendement n° 105 : suppression des transferts de charges en direction des collectivités ; adopté.

Suite de la discussion - (30 juin 1992) - **Art. 23 (par priorité) (aides financières aux jeunes)** (p. 2240) : son amendement de suppression n° 107 ; adopté - **Art. 6 (réforme de l'aide médicale)** (p. 2255) : son amendement de suppression n° 106 ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la mise à disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services [n° 412 (91-92)]** - (20 octobre 1992) - **Art. 8 (dépenses de personnel)** (p. 2726) : son amendement n° 49, soutenu par M. Alfred Foy : remise à jour du niveau des effectifs pour le calcul de la compensation financière du transfert de charges opéré dans le cadre du projet de loi en matière de direction départementale de l'équipement ; adopté.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur les négociations du GATT [n° 69 (92-93)]** - (26 novembre 1992) (p. 3501) : avenir de l'agriculture en jeu - Réforme de la politique agricole commune catastrophique si les agriculteurs ne sont pas associés à cette évolution - (p. 3502) : mandat donné par la France au Gouvernement pour mener à bien ces négociations.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1992 [n° 89 (92-93)]** - (18 décembre 1992) - **Après l'art. 28 bis** : son amendement n° 61, identique à l'amendement n° 62 de M. Jean-Pierre Masseret ; transformation de l'exonération de taxe intérieure sur les produits pétroliers, TIPP, en une exonération de TIPP sur le mélange ; adopté - **Art. 30 (création de deux zones d'investissement privilégié dans certains cantons des départements du Nord et du Pas-de-Calais)** (p. 4374) : son amendement n° 63 : extension de l'article 30 ; adopté.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social - Nouvelle lecture [n° 173 (92-93)]** - (22 décembre 1992) -

Art. 35 quater (service départemental d'incendie et de secours) (p. 4725) : son amendement n° 64 : suppression de la référence au seuil des 500 000 habitants ; adopté.

AILLIÈRES (Michel d'), sénateur de la Sarthe (UREI).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992) ; puis vice-président (*JO* Lois et décrets du 9 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national relatives à la réserve du service militaire (21 décembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 256 (91-92)] autorisant l'adhésion à l'accord relatif à un programme international de l'énergie (tel qu'amendé au 19 mai 1980) [n° 296 (91-92)] (15 avril 1992) - **Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 115 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, modifiant certaines dispositions du code du service national relatives à la réserve du service militaire [n° 134 (92-93)] (16 décembre 1992) - **Service national.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national relatives à la réserve du service militaire [n° 173 (92-93)] (22 décembre 1992) - **Service national.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 4 décembre 1992) (p. 3656) - Ministère : Budget - Surcompensation entre régimes spéciaux - **Fonction publique territoriale.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'adhésion à l'accord relatif à un programme international de l'énergie (tel qu'amendé au 19 mai 1980) [n° 256 (91-92)]** - (29 avril 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 936, 937).

- **Projet de loi autorisant la ratification du Traité d'amitié et de solidarité entre la République française et la République de Pologne [n° 248 (91-92)]** - (29 avril 1992) - En remplacement de M. Michel Poniatowski, rapporteur de la commission des affaires étrangères - **Discussion générale** (p. 940, 941).

- **Projet de loi modifiant le code forestier et portant diverses dispositions en matière de chasse - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 423 (91-92)]** - (24 juin 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1974) : avec le groupe de l'UREI, s'abstiendra lors du vote de ce texte.

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national relatives à la réserve du service militaire [n° 115 (92-93)]** - (21 décembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale et Art. 1 à 3 ; après l'art. 5** : son intervention présentée par M. Xavier de Villepin (p. 4602, 4609) - **Art. 4 (périodes d'exercice ; possibilité d'utilisation de réservistes volontaires pour occuper une fonction militaire dans les armées)** (p. 4608) : son amendement n° 3 (possibilité pour les disponibles et les réservistes volontaires de servir lors d'opérations en dehors des territoires des Etats membres de l'UEO) ; retiré.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 173 (92-93)] - (22 décembre 1992) - Rapporteur - Discussion générale (p. 4694) : conditions de l'emploi de réservistes lors d'opérations sur des théâtres extérieurs - Statut du réserviste - Egalité entre les réservistes pères et mères de quatre enfants au moins au regard de la libération des obligations du service militaire - Suppression de l'adjectif « militaires » qualifiant les fonctions imparties dans les armées à certains réservistes - Plan « Réserves 2000 » - Avis favorable sur le texte issu des travaux de la CMP.

ALDUY (Paul), sénateur des Pyrénées-Orientales (rattaché administrativement au groupe UC).

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 15 mai 1992) (p. 1152) - Ministère : Intérieur - *Vagabondage et mendicité* - **Sécurité publique.**

Questions orales sans débat :

n° 304 (*JO Débats* du 17 avril 1991) (p. 495) - Ministère : Intérieur - *Maintien de la sécurité à Perpignan* - (Caduque avril 1992) - **Police.**

n° 443 (*JO Débats* du 10 juin 1992) (p. 1501) - Ministère : Equipement - *Avenir de la liaison TGV Montpellier-Perpignan-Barcelone* - (Réponse : *JO Débats* du 27 juin 1992) (p. 2110) - **Trains à grande vitesse (TGV).**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne » [n° 334 (91-92)] - Suite de la discussion - (10 juin 1992) - Art. 1^{er} A (consécration constitutionnelle de la langue française comme langue de la République)** (p. 1541) : culture et langues régionales.

Suite de la discussion - (11 juin 1992) - Art. 1^{er} (nouvelle numérotation des titres XIV et XV de la Constitution) (p. 1559) : contrôle démocratique des actions menées par la Communauté européenne - **Comité des régions.**

ALLONCLE (Michel), sénateur de la Charente (RPR).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992) ; puis secrétaire (*JO Lois et décrets* du 9 octobre 1992).

- Délégué suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale ; de nouveau délégué titulaire de ces assemblées (*JO Lois et décrets* du 22 octobre 1992).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions de code du service national relatives à la réserve du service militaire (21 décembre 1992).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)]

considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Défense - Gendarmerie [n° 59 (92-93)]** tome 5 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail [n° 428 (91-92)] - (3 juillet 1992) - Art. 1^{er} A (concours de l'apprentissage aux objectifs éducatifs de la nation)** (p. 2421) : son amendement n° 29, soutenu par M. Jean Simonin : mention de l'obtention de titres professionnels homologués ; retiré - **Art. 5 (procédure d'agrément de l'entreprise)** (p. 2432) : son amendement n° 30, soutenu par M. Jean Simonin : artisanat : extension à l'ensemble de la France des procédures applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ; rejeté - (p. 2433) : son amendement n° 31, soutenu par M. Jean Simonin : raccourcissement des délais dans le cadre des retraits d'agrément ; adopté - **Art. 7 (coordination et harmonisation - Rôle du maître d'apprentissage - Salaire de l'apprenti)** (p. 2436) : son amendement n° 32, soutenu par M. Jean Simonin : retour à la fixation semestrielle de la rémunération de l'apprenti ; retiré - **Art. 8 (financement de la formation des maîtres d'apprentissage)** (p. 2439) : son amendement n° 33, soutenu par M. Jean Chérioux : dispositions fiscales relatives aux entreprises artisanales ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 9 (inspection de l'apprentissage)** (p. 2442) : ses amendements, soutenus par M. Jean Chérioux, et relatifs à l'inspection de l'apprentissage dans l'artisanat, n° 34 ; rejeté ; et n° 35 ; retiré.

ALLOUCHE (Guy), sénateur du Nord (S).

Secrétaire du Sénat jusqu'au 1^{er} octobre 1992.

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois, puis vice-président (*JO Lois et décrets* du 24 avril 1992).

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Juge titulaire de la Haute Cour de justice ; de nouveau juge titulaire (*JO Lois et décrets* du 28 octobre 1992).

Membre suppléant de la commission d'accès aux documents administratifs ; de nouveau membre suppléant de cette commission (*JO Lois et décrets* du 29 février 1992).

- Vice-président de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques jusqu'au 11 juin 1992.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (16 janvier 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux (21 janvier 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives (18 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République (14 janvier 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature (15 janvier 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes (24 janvier 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens (3 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la Nation, l'Etat et la paix publique (24 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (3 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code civil et relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits (9 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives (10 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la procédure pénale (11 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire (21 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales (22 décembre 1992).

DÉPÔTS

Proposition de loi organique, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le nombre de sénateurs élus dans les départements et à abaisser l'âge d'éligibilité des sénateurs [n° 227 (90-91)] (1^{er} mars 1991) - Elections - Reprise le 28 octobre 1992.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le tableau n° 6, annexé à l'article L. 279 du code électoral, fixant le nombre de sénateurs représentant les départements, ainsi que le tableau n° 5 annexé à l'article L.0. 276 du code électoral relatif à la répartition des sièges de sénateurs entre les séries [n° 228 (90-91)] (1^{er} mars 1991) - Elections - Reprise le 28 octobre 1992.

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 33 (JO Débats du 10 décembre 1992) (p. 3876) - Ministère : Industrie - *Situation de l'industrie textile* - (Réponse : JO Débats du 16 décembre 1992) (p. 4018) - Industrie textile.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions**

d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 227 (91-92)] - (16 janvier 1992) - **Discussion générale** (p. 205) : convention de Schengen - (p. 206) : harmonisation des législations - Droit d'asile - Responsabilité des transporteurs - Coût pour les compagnies aériennes - Amendes - Reconduite à la frontière - Zones de transit - (p. 207) : commission consultative des droits de l'homme - (p. 210) : zones de transit - **Art. 3 (obligations et responsabilité du transporteur)** (p. 215) : soutient l'amendement n° 11 de M. Claude Estier (choix de l'autorité judiciaire pour prononcer l'amende) - **Art. 7 bis (maintien en zone de transit de l'étranger non admis et du demandeur d'asile)** (p. 230) : soutient l'amendement n° 17 de M. Claude Estier (délai plus court assorti d'un contrôle de l'autorité judiciaire) - Zones de transit - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 236) : contrôle des flux migratoires - Constitutionnalité de l'article 7 bis - Avec le groupe socialiste, ne prendra pas part au vote sur l'ensemble du texte.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux** [n° 183 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (21 janvier 1992) - **Art. 24 (indemnités des conseillers généraux) - Art. 14 de la loi du 10 août 1871 (régime indemnitaire des membres des conseils généraux)** (p. 340) : assemblées départementales et régionales - Commissions permanentes - **Art. 36 (modalités de fiscalisation d'indemnités parlementaires)** (p. 371) : intervient sur l'amendement n° 152 de la commission (prélèvement libératoire).

- **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 243 (91-92)] - (22 janvier 1992) - **Discussion générale** (p. 391, 392) : convention de Schengen - Amendements de l'Assemblée nationale relatifs aux associations - Police de l'air et des frontières - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 396) : avec le groupe socialiste, ne prendra pas part au vote.

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République - Nouvelle lecture** [n° 245 (91-92)] - (23 janvier 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 465) : vote du groupe socialiste contre ce projet de loi dénaturé par le Sénat.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux - Nouvelle lecture** [n° 246 (91-92)] - (24 janvier 1992) - **Art. 37** (p. 491) : soutient l'amendement n° 17 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (nouvelle rédaction de cet article) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 492) : décentralisation - Accès aux fonctions électives - Finances locales - Travaux du Parlement - Fiscalisation des indemnités - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable au texte tel qu'il résulte des travaux du Sénat.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - (2 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1439) : paix et sécurité - Yougoslavie - Concurrence internationale - Europe politique - (p. 1440) : souveraineté nationale - Elargissement de la communauté européenne - Droit de vote et d'éligibilité des ressortissants communautaires aux élections municipales - (p. 1441) : citoyenneté européenne - Immigration - Droit de vote de tous les étrangers - (p. 1442) : révision constitutionnelle.

Suite de la discussion - (16 juin 1992) - **Art. 2 (insertion dans la Constitution d'un titre XIV : « Des Communautés européennes et de l'Union européenne »)** - **Art. 88-2 de la Constitution (droit de vote et éligibilité aux élections municipales des ressortissants communautaires résidant en France)** (p. 1708) : notion de citoyenneté élargie - **Sur l'ensemble** (p. 1738, 1739) : construction européenne.

- **Projet de loi sur la zone d'attente des ports et des aéroports et portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France** [n° 386 (91-92)] - (17 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1763) : Conseil constitutionnel - Demandeurs d'asile - Office français de protection des réfugiés et apatrides, OFPRA - Commission nationale consultative des droits de l'homme - (p. 1764) : durée du maintien en zone d'attente - Compétence du juge judiciaire - Aménagement de salles d'audience sur l'emprise portuaire ou aéroportuaire - Associations humanitaires - Amendements du

groupe socialiste - Vote de ce projet de loi par le groupe socialiste - **Art. 1^{er} (zone d'attente)** (p. 1767 à 1772) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 1 (immédiate information de l'étranger de ses droits et de ses devoirs), n° 2 (réduction du délai d'intervention du juge judiciaire), n° 3, de conséquence, et n° 4 (audience publique dans une salle aménagée sur l'emprise portuaire ou aéroportuaire : possibilité de prononcer le huis clos), et n° 5 (possibilité pour les juges de vérifier sur place à tout moment les conditions du maintien en zone d'attente) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1773) : vote de ce projet de loi par le groupe socialiste.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques** [n° 10 (92-93)] - (1^{er} décembre 1992) - **Avant l'art. 8 A** (p. 3559) : se déclare opposé à l'amendement n° 201 de M. Jean Dumont (possibilité pour les formations politiques présentant un candidat dans vingt circonscriptions de bénéficier des fonds publics).

- **Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement** [n° 12 (92-93)] - (10 décembre 1992) - **Discussion générale** (commune avec la proposition de loi n° 13) (p. 3905) : modification des régimes de déclaration des patrimoines des membres du Gouvernement, des parlementaires et d'un certain nombre d'élus fixés par les lois organique et ordinaire du 11 mars 1988 - Absence de contrôle réel et efficace des déclarations effectuées - Rôle de la commission pour la transparence financière de la vie politique - Publicité des déclarations de situation patrimoniale - (p. 3906) : contrôle des déclarations - Défavorable à l'extension aux conseillers généraux et régionaux de l'obligation de déclaration de patrimoine - Favorable à une plus grande transparence et à une restriction de la publicité des déclarations de patrimoine - Rôle de la commission pour la transparence financière de la vie politique.

- **Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certains mandats électoraux ou fonctions électives** [n° 13 (92-93)] - (10 décembre 1992) - **Discussion générale** (commune avec la proposition de loi n° 12) : voir intervention sous le projet n° 12 (p. 3905, 3906).

- **Questions orales avec débat jointes : industrie du textile et de l'habillement** - (15 décembre 1992) - Présente sa question sur l'industrie du textile et de l'habillement (p. 4018, 4019, 4026).

ALTHAPE (Louis), sénateur des Pyrénées-Atlantiques (RPR).

Elu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

AMELIN (Jean), sénateur de la Marne (RPR).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial.

ANDIGNE (Hubert d'), sénateur de l'Orne (RPR).

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

ARPAILLANGE (Pierre), premier président de la Cour des comptes.

INTERVENTIONS

- **Dépose sur le bureau du Sénat le rapport annuel de la Cour des comptes** (24 juin 1992) (p. 1969).

ARRECKX (Maurice), sénateur du Var (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission des affaires culturelles (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

ARTHUIS (Jean), sénateur de la Mayenne (UC).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992) ; puis rapporteur général (*JO* Lois et décrets du 9 octobre 1992).

- Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

Membre titulaire du Conseil national du crédit (*JO* Lois et décrets du 24 décembre 1992).

Membre titulaire du conseil de surveillance du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance (*JO* Lois et décrets du 24 décembre 1992).

Membre ès qualités de la commission des comptes et des budgets économiques de la nation.

- Rapporteur de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques jusqu'au 11 juin 1992.

- Membre de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme jusqu'au 12 juin 1992.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1993 (2 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1992 (18 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux produits soumis à certaines restrictions de circulation (20 décembre 1992).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. René Ballayer, tendant à indemniser les familles qui subissent une dépréciation de leur fonds en raison de l'installation de lignes de distribution d'énergie électrique [n° 388 (91-92)] (5 juin 1992) - **Energie.**

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête chargée de recueillir tous éléments d'information sur le fonctionnement

des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques, créée en vertu d'une résolution adoptée par le Sénat le 10 décembre 1991 [n° 400 (91-92)] (11 juin 1992) - **Juridictions administratives.**

Rapport, fait en qualité de rapporteur général, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 465 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale, portant règlement définitif du budget de 1990 [n° 17 (92-93)] (21 octobre 1992) - **Lois de règlement.**

Rapport, fait en qualité de rapporteur général, au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi organique [n° 479 (91-92)] adoptée par l'Assemblée nationale modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances pour instituer un contrôle du Parlement sur la participation de la France au budget des Communautés européennes [n° 18 (92-93)] (21 octobre 1992) - **Lois de finances.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [n° 56 (92-93)] tomes 1, 2, 3 (24 novembre 1992) - **Lois de finances.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 92 (92-93)] (9 décembre 1992) - **Lois de finances.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 116 (92-93)], adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture [n° 137 (92-93)] (16 décembre 1992) - **Lois de finances.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1992 [n° 89 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale [n° 141 (92-93)] (16 décembre 1992) - **Lois de finances rectificatives.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de résolution de M. Hubert Haenel [n° 90 (92-93)], tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire [n° 151 (92-93)] (18 décembre 1992) - **Commissions d'enquête parlementaires.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1992 [n° 172 (92-93)] (21 décembre 1992) - **Lois de finances rectificatives.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1992 [n° 185 (92-93)] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture [n° 188 (92-93)] (23 décembre 1992) - **Lois de finances rectificatives.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Deuxième lecture** [n° 233 (91-92)] - (15 janvier 1992) - **Art. 1^{er} (hiérarchie du corps judiciaire et avancement)** (p. 172) : conditions d'examen du projet de loi - Indépendance de la magistrature - Privilèges de juridiction - Souhaite que les contribuables aient la possibilité de se constituer partie civile dans les affaires politico-financières - (p. 173, 174) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - Partis politiques - Financement de la vie publique - Justice.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1990** [n° 465 (91-92)] - (29 octobre 1992) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 2912, 2913) : lois de règlement : délai d'examen - Information du Parlement - Loi de finances initiale pour 1990 : croissance de la dépense publique ; déficit budgétaire - Dissimulation de la charge de la dette dans le

cadre des opérations de reprise des obligations renouvelables du Trésor, ORT - (p. 2914) : recettes - Compte d'avance aux collectivités locales - Gestion des fonds de concours - Report des crédits - Déficit budgétaire - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'adoption de ce projet de loi.

- **Proposition de loi organique modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances pour instituer un contrôle du Parlement sur la participation de la France au budget des Communautés européennes** [n° 479 (91-92)] - (29 octobre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2923, 2924) : nature des ressources propres transférées au budget des Communautés européennes - Information et contrôle du Parlement - Pouvoirs des rapporteurs spéciaux - « Retours » des Communautés européennes vers la France - (p. 2925) : article 88-4 de la Constitution - Propose l'adoption de cette proposition de loi organique sous réserve de l'adoption des amendements de la commission - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 2929, 2930) : s'oppose aux amendements de Mme Paulette Fost, n° 7 (institution d'une loi d'orientation budgétaire) et n° 8 (fixation par une loi de finances rectificative du plafond du prélèvement sur recettes de l'Etat opéré pour l'année suivante au profit du budget de la CEE) - **Art. 1^{er} (inscription dans la loi de finances de la participation de la France au budget des Communautés européennes)** (p. 2931, 2932) : son amendement n° 1 : fixation par le Parlement du montant prévisionnel ; adopté - Ressources propres du budget de la CEE : droits de douane et sur les produits agricoles - TVA - (p. 2933) : contrôle démocratique du financement de la CEE - **Art. 2 (information du Parlement sur le budget des Communautés européennes)** (p. 2934) : son amendement n° 2 : information du Parlement sur les versements en retour des Communautés européennes vers la France ; adopté - (p. 2935) : ses amendements n° 3, de précision, et n° 4 : élargissement de la liste des documents susceptibles d'être communiqués au Parlement ; adoptés - **Après l'art. 2** (p. 2936) : son amendement n° 5 : extension des pouvoirs des rapporteurs spéciaux de la commission des finances au contrôle des flux financiers entre la France et les Communautés européennes ; adopté après modifications par le sous-amendement n° 6 de M. Jacques Oudin, pour lequel il s'en remet à la sagesse du Sénat.

- **Projet de loi de finances pour 1993** [n° 55 (92-93)].

Discussion générale :

(24 novembre 1992) - Rapporteur général - (p. 3377) : hommages à MM. Maurice Blin et Roger Chinaud - Plus-values fiscales de 1986 à 1990 - (p. 3378) : loi de finances rectificative en juin 1993 - Recours à la question préalable - Hypothèse de croissance irréaliste - Environnement international - Ralentissement des rentrées fiscales - (p. 3380) : crédit d'impôt-recherche - Lutte contre le chômage - Emploi - Bouclage du budget par des recettes temporaires - Minoration des dépenses - Surcompensation des régimes sociaux - Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, CNRACL - Compte d'affectation spéciale sur le produit de cessions d'actif - Dotation des entreprises publiques - (p. 3381) : sous-estimation de la charge de la dette - Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur, COFACE - Banque française du commerce extérieur, BFCE - Augmentation des salaires de la fonction publique - Plan Soisson et protocole Durafour - Création d'emplois civils - (p. 3382) : déficit budgétaire pour 1993 - Création d'emplois par les entreprises - Drame du chômage - Logique de l'entreprise contre logique de l'Etat - Délocalisation des entreprises - Désindustrialisation de la France - Budgétisation des allocations familiales - Retraite par capitalisation - Remboursement de la TVA - (p. 3383) : échec de la politique de modernisation du secteur public - Réforme de la fiscalité française - Accords de Maastricht - Place des Parlements nationaux dans le budget communautaire - Dépôt d'une question préalable - (p. 3395) : prévision du déficit budgétaire en trompe-l'oeil - Propositions budgétaires de la droite.

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) - Rapporteur général (p. 3468) : transports collectifs - Prélèvements obligatoires et délocalisations industrielles - (p. 3469) : chômage - Divorce entre la logique d'Etat et la logique d'entreprise.

Suite de la discussion - (26 novembre 1992) - Rapporteur général - **Question préalable** (p. 3478) : sa motion n° 1, tendant à opposer la question préalable ; adoptée - Inflation -

Excédent commercial - Chômage - Déficit budgétaire - Charge de la dette - Surévaluation de certaines recettes - (p. 3479) : sous-estimation des dépenses et de la charge de la dette - Lutte contre le chômage - Ponction fiscale - Europe - Allègement des charges pesant sur les emplois - Budgétisation des cotisations d'allocations familiales - Réforme fiscale - Loi de finances au printemps 1993 - Absence de majorité pour voter le projet de budget - Vote de la question préalable - (p. 3481) : plus-values fiscales de 1988 à 1990 - Situation du Gouvernement difficile depuis 1990 - (p. 3483) : déficit budgétaire - Déficit de la protection sociale.

Nouvelle lecture [n° 116 (92-93)] - (17 décembre 1992) - Rapporteur général - Discussion générale (p. 4213) : échec de la CMP - Modifications apportées par l'Assemblée nationale - Position du Gouvernement à l'égard des observations formulées par le Sénat - Prévisions de l'INSEE et de l'OCDE - Contradiction entre la politique fiscale et les mesures prises - (p. 4214) : perspectives économiques - (p. 4216) : irréalisme du Gouvernement pour l'évaluation des recettes - Rythme des exportations - (p. 4217) : déficit prévisible pour 1993 - **Question préalable** : sa motion n° 1, tendant à opposer la question préalable ; adoptée.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1992** [n° 89 (92-93)] - (18 décembre 1992) - Rapporteur général - Discussion générale (p. 4340) : progression sans précédent du déficit - Diminution des ressources de l'Etat - Ralentissement de l'activité internationale - Impuissance de l'Etat à rationaliser ses dépenses - Causes des ouvertures de crédit - (p. 4341) : date tardive de présentation du projet de loi de finances rectificative - Position de la commission des finances en faveur de l'examen du texte - Importance de la partie fiscale - Préoccupation de morale fiscale - (p. 4342) : instruments du redressement économique - Mesures absentes de la loi de finances rectificative : fonds de soutien à l'équipement et à l'aménagement du territoire, soutien à l'activité de l'immobilier, régime plus neutre en matière de fiscalité des revenus de l'épargne et du patrimoine - **Art. 4 et état A (équilibre général)** (p. 4355) : vote de la majorité sénatoriale : conséquences d'un constat - **Art. 13 (assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée de la fourniture d'eau dans le cadre du service public pour les regroupements de communes de plus de 3 000 habitants)** (p. 4358) : son amendement n° 23 : prise en compte des groupements de moins de 3 000 habitants ; adopté - **Après l'art. 14** : son amendement n° 24 : prorogation du dispositif prévoyant l'application du taux réduit de TVA aux oeuvres d'art originales ; retiré - Accepte l'amendement n° 72 du Gouvernement (prorogation du dispositif prévoyant l'application du taux réduit de TVA aux oeuvres d'art originales et taxation en France des acquisitions intracommunautaires de biens réalisées par les particuliers) - (p. 4360) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 18 de M. Jean Cluzel (baisse du taux de TVA applicable à la pratique sportive) - **Avant l'art. 17** : accepte l'amendement n° 64 de M. François Louisy (taux de l'octroi de mer applicable aux marchandises introduites dans les régions de Guadeloupe et de Martinique à partir du 1^{er} janvier 1993) - **Art. 19 (harmonisation des droits d'accises en matière d'alcool et de boissons alcooliques)** (p. 4362) : s'oppose à l'amendement n° 57 de M. Roland Courteau (maintien du tarif actuel des droits d'accises pour les vins aromatisés à 11 F. par litre) - (p. 4364) : sur les amendements de M. Emmanuel Hamel, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 51 (exonération de droits d'accises sur les produits alcooliques utilisés dans la production d'arômes alimentaires) et demande le retrait du n° 52 (modification de l'article 403 du code général des impôts consécutive à son amendement n° 51) - Accepte l'amendement n° 50 de M. Gérard César (taux d'accises des vins mousseux) - (p. 4365) : sur les amendements de M. Roland Courteau, s'oppose au n° 59 (établissement du taux d'accises des vins mousseux à 37 F.) et accepte le n° 58 (établissement du taux d'accises des vins mousseux à 22 F.) - **Art. 22 (aménagement de la réglementation de la garantie sur les métaux précieux)** (p. 4366) : son amendement rédactionnel n° 25 ; adopté - **Art. 27 (transposition en droit français de la directive communautaire relative à l'harmonisation des structures des droits d'accises sur les huiles minérales)** (p. 4369) : son amendement n° 26 : suppression de la référence à la taxe intérieure de consommation sur les denrées tropicales ; adopté - Accepte l'amendement n° 80 du Gouvernement (application au « white spirit » du taux du fioul utilisé comme combustible

à usage ménager) - **Après l'art. 28 bis** (p. 4370) : accepte les amendements identiques n° 61 de M. Philippe Adnot et n° 62 de M. Jean-Pierre Masseret (transformation de l'exonération de taxe intérieure sur les produits pétroliers, TIPP, en une exonération de TIPP sur le mélange) - **Avant l'art. 29 A** (p. 4371) : son amendement n° 27 : exclusion partielle de la résidence principale de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune ; adopté - **Art. 29 A (extension de l'imputation sur le revenu global des déficits fonciers aux frais indissociables des travaux engagés dans le cadre d'opérations groupées de restauration immobilière)** (p. 4372) : son amendement n° 28 : possibilité de déduire les indemnités d'éviction engagées ou versées et introduction d'une date d'entrée en vigueur des dispositions de l'article ; adopté (par priorité) - S'oppose à l'amendement n° 3 de M. Jacques Valade (rétablissement des dispositions de la loi Malraux, plus favorables aux propriétaires investisseurs dans les secteurs sauvegardés) - **Art. 30 (création de deux zones d'investissement privilégié dans certains cantons des départements du Nord et du Pas-de-Calais)** (p. 4374) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 63 de M. Philippe Adnot (extension de l'article 30) - (p. 4375) : accepte l'amendement n° 82 du Gouvernement (portée de l'interdiction communautaire relative au cumul d'aides dans les zones d'investissement privilégié créées par l'article 30) - **Après l'art. 30** (p. 4378, 4379) : sur les amendements de M. Paul Caron, souhaite le retrait du n° 19 (prélèvement de taxes professionnelles d'un groupement de communes à fiscalité propre) et s'oppose au n° 22 (prélèvement par le conseil général sur le fonds départemental de la taxe professionnelle des sommes permettant le remboursement des emprunts contractés avant le 1^{er} janvier 1993) - Son amendement n° 29 : institution d'un fonds d'équipement et d'aménagement du territoire ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 54 de M. Pierre Mauroy (indemnité des délégués des communautés urbaines) - **Après l'art. 31** (p. 4381) : accepte l'amendement n° 4 de M. Jean Chérioux (bénéfice pour les particuliers faisant des dons aux centres communaux d'action sociale, aux caisses des écoles ou aux associations culturelles, des avantages analogues à ceux des particuliers qui consentent des dons aux associations reconnues d'utilité publique) - **Art. 31 bis (imposition des porteurs de parts de fonds communs d'intervention sur les marchés à terme)** : accepte les amendements de précision n° 73 et n° 74 du Gouvernement - **Art. 32 (régime fiscal des transferts d'actifs réalisés par une entreprise)** : son amendement n° 30 : application du dispositif aux seuls transferts d'actifs permettant de dispenser économiquement l'entreprise française d'un engagement lui incombant ; adopté - Problème de certains transferts d'actifs à l'étranger - (p. 4382) : son amendement n° 31 : prise en compte des retenues à la source ; adopté - (p. 4383) : son amendement n° 32 : régime de sanctions applicables en cas de non-respect des dispositions de l'article 32 ; adopté - Sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 84 du Gouvernement - (p. 4384) : demande le retrait de l'amendement n° 10 de M. Auguste Cazalet (application des dispositions de l'article aux éléments d'actif transférés à compter du 1^{er} janvier 1993) - Son amendement n° 33 : date d'application des dispositions de l'article ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 83 du Gouvernement (date d'entrée en vigueur de l'article 32) - **Art. 34 (adaptation du régime fiscal des titres à revenu fixe détenus par les sociétés d'assurance et de capitalisation)** (p. 4385) : son amendement rédactionnel n° 34 ; adopté - **Art. 37 (option des sociétés civiles pour l'impôt sur les sociétés)** : son amendement n° 35 : extension de l'option prévue par l'article 37 aux sociétés civiles professionnelles ; adopté - **Art. 38 (exonération du paiement des droits de timbre pour les victimes de pluies torrentielles)** (p. 4386) : accepte l'amendement n° 85 du Gouvernement (extension de la mesure d'exonération aux victimes de dommages causés par les inondations du mois de septembre dans plusieurs départements) - **Après l'art. 38** : son amendement n° 81 : exonération des droits de succession pour toutes les indemnités versées ou dues à des personnes contaminées par le virus du sida à l'occasion d'une transfusion sanguine ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° 53 de M. Emmanuel Hamel (application à l'indemnisation des victimes du sida décidée par les tribunaux de la même exonération de l'actif successoral prévue pour les sommes allouées par le fonds d'indemnisation des transfusés) - **Art. 39 (droits d'examen et de délivrance des documents relatifs à la navigation intérieure et à la navigation maritime de plaisance)** (p. 4387) : son amendement rédactionnel n° 36 ; adopté - **Après l'art. 39**

ou après l'art. 52 : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 75 du Gouvernement (prolongation du délai d'écoulement des immeubles en franchise de droit de mutation jusqu'au 31 décembre 1995) - **Art. 40** (conditions de suppression d'exonération de la part communale de taxe foncière sur les propriétés bâties) : son amendement de suppression n° 37 ; adopté - **Après l'art. 40** (p. 4388) : accepte les amendements, n° 76 du Gouvernement (maintien de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les agriculteurs partant à la retraite) et n° 11 de M. Philippe François (possibilité pour les groupements de communes d'instituer la taxe professionnelle de zones ou la taxe professionnelle communautaire dès l'exercice fiscal 1993) - **Après l'art. 40 bis** (p. 4389) : son amendement n° 38 : relèvement du taux de la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers ; adopté - **Art. 41** (remplacement du régime de l'étalement pour les revenus exceptionnels ou différés sur un système de caution) : son amendement n° 39 : modalités de calcul de l'impôt pour la prise en compte des revenus exceptionnels et des revenus différés ; adopté - **Art. 42** (régime fiscal du « pécule » des footballeurs professionnels) (p. 4390) : son amendement n° 40 : définition du régime fiscal des déductions faites sur les salaires mensuels en vue de constituer un pécule de départ en retraite ; adopté - **Après l'art. 42** (p. 4391) : accepte l'amendement n° 65 de M. Etienne Dailly (possibilité pour les associés de syndicats d'étales d'amortir les parts de propriété indivise du cheval) - **Art. 42 bis** (prorogation du délai de transfert sur le PEA de titres détenus par le souscripteur) : son amendement n° 41 : retour à la rédaction initiale du projet de loi ; adopté - **Art. 43** (adaptation du statut fiscal des sociétés de développement régional et de certaines sociétés à statut particulier) (p. 4392) : s'oppose à l'amendement n° 77 du Gouvernement (possibilité pour les sociétés de développement régional (SDR) d'opter pour le régime des sociétés de capital-risque) - **Art. 44** (régime fiscal des titres non cotés) : accepte l'amendement rédactionnel n° 78 du Gouvernement - (p. 4393) : s'oppose à l'amendement n° 71 de M. Etienne Dailly (modification de la date d'entrée en vigueur de ce nouveau régime fiscal) - **Après l'art. 44** : son amendement n° 42 : aménagement du régime d'imposition des gains retirés de la cession de parts d'OPCVM de taux et abaissement à 25 % du taux de prélèvement sur les produits d'intermédiation bancaire ; adopté - **Art. 46** (conditions d'exercice du droit de communication et modification du régime des sanctions) : demande le retrait de l'amendement n° 7 de M. Jacques Oudin (suppression du paragraphe II de l'article relatif à l'aménagement du régime des sanctions en matière de droit de communication) - Ses amendements, n° 43 : annexion au procès-verbal des observations du contribuable et remise à l'intéressé d'une copie du procès-verbal ; et n° 44 : suppression du paragraphe III de l'article relatif à la majoration du montant des amendes pour opposition à l'exercice du contrôle fiscal ; adoptés - **Après l'art. 46** (p. 4395) : accepte l'amendement n° 8 de M. Roger Romani (transmission par l'administration fiscale aux collectivités locales des rôles généraux des impôts directs locaux comportant des impositions émises à leur profit) - **Art. 47** (dispositions applicables pour le contrôle des comptes à usage privé et professionnel) : accepte l'amendement n° 79 du Gouvernement (inapplication du caractère rétroactif aux litiges en cours) - **Après l'art. 47** : sur les amendements de M. Alain Vassel, demande le retrait du n° 47 (possibilité pour les centres de gestion agréés agricoles de tenir la comptabilité d'adhérents ayant une activité agricole) et s'oppose aux n° 48 (substitution des commissaires aux comptes aux experts comptables de leur rôle de vérification des dossiers des centres de gestion) et n° 49 (modalités de centralisation des documents comptables des adhérents des centres de gestion agréés) - **Art. 49** (adaptation des modalités de recouvrement des taxes d'urbanisme) (p. 4396) : s'oppose à l'amendement n° 86 du Gouvernement (maintien du principe de l'exigibilité immédiate en cas de non-paiement dans les délais de la première fraction de la taxe et possibilité de surseoir pour la seconde) - **Art. 50** (modification du plafond de la redevance relative à l'inscription sur la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables) (p. 4397) : accepte l'amendement de suppression n° 87 du Gouvernement - **Art. 52** (taxe pour demande d'agrément d'utilisation, de dissémination ou de mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés) (p. 4399) : sur les amendements identiques de la commission des affaires culturelles et de M. Ernest Cartigny, s'oppose aux n° 13 et n° 66 (rétablissement de l'affectation au ministère de la

recherche des taxes perçues à l'occasion d'une demande d'utilisation des organismes génétiquement modifiés à des fins de recherche), n° 16 et n° 69 (affectation du produit de la taxe au budget du ministère de l'environnement, selon des modalités définies par décret), n° 17 et n° 70 (affectation du produit de la taxe destinée à couvrir les frais pour la commission d'études de la dissémination des produits au ministère de l'agriculture) et accepte les n° 15 et n° 68 rédactionnels, et n° 14 et n° 47 (affectation de la taxe lors de la première utilisation des organismes génétiquement modifiés au ministère de l'environnement) - **Après l'art. 52** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 9 de M. Jacques Delong (réduction de 75 % du droit de consommation sur dix litres d'alcool pur pour les récoltants familiaux de fruits bouilleurs de cru) - (p. 4400) : s'oppose à l'amendement n° 46 de M. Robert Vizet (abattement pour charges de famille dans le calcul de la taxe d'habitation) - **Art. 58** (liquidation de la Caisse nationale de l'énergie) (p. 4401) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 20 (date de dissolution de la Caisse nationale de l'énergie), et n° 21 (sort des droits et obligations ainsi que des biens de la Caisse nationale de l'énergie après la dissolution de celle-ci) - **Après l'art. 58** (p. 4402) : accepte l'amendement n° 1 de M. Michel Charasse (possibilité pour les entreprises publiques d'émettre à l'encontre de leurs débiteurs des titres de recettes ayant force exécutoire).

- **Conclusions du rapport de M. Jean Arthuis**, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de résolution (n° 90, 92-93), de M. Hubert Haenel tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire [n° 151 (92-93)] - (20 décembre 1992) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 4560) : examen des conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public - Détermination des relations qu'entretient la SNCF avec les collectivités locales - Rôle de la SNCF en matière d'aménagement du territoire - Signature d'un contrat de plan avec l'Etat en 1990 - Versement de plusieurs dotations à la SNCF - Dégradation de la situation financière - Amélioration de la sécurité - Développement du réseau à grande vitesse - Nécessaire amélioration de l'efficacité des transports ferroviaires régionaux - Au nom de la commission des finances, se déclare favorable à l'adoption de cette proposition de résolution.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1992** - *Nouvelle lecture* [n° 185 (92-93)] - (23 décembre 1992) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 4744) : immobilier et travaux publics - Régime fiscal des transferts d'actifs réalisés par une entreprise - Droit de communication aux collectivités locales des rôles généraux des impôts - Modification substantielle de l'équilibre par le Gouvernement - (p. 4745) : dégradation des conditions de travail du Parlement - Déficit « glissant » - Prévisions économiques - Sécurité sociale - Grands programmes routiers - Indemnités des élus locaux et des parlementaires - Collectivités locales - (p. 4746) : prix du tabac - Propose le rejet de l'article d'équilibre - (p. 4747) : discussion du collectif budgétaire en première lecture - Echec de la commission mixte paritaire et remaniement de l'article d'équilibre par le Gouvernement entre les deux lectures.

ARZEL (Alphonse), sénateur du Finistère (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

- Membre de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme jusqu'au 12 juin 1992.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion

du projet de loi modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales (22 décembre 1992).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec MM. Edouard Le Jeune et Louis de Catuelan, visant à supprimer la répartition intercommunale des dépenses de fonctionnement des écoles publiques accueillant des enfants de plusieurs communes [n° 216 (90-91)] (31 janvier 1991) - Communes - Reprise le 21 octobre 1992.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 18 décembre 1992) (p. 4199) - Ministère : Equipement - Application de la loi littoral et révision des POS - Mer et littoral.

INTERVENTIONS

- Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement [n° 485 (91-92)] - (2 juillet 1992) (p. 2396, 2397) : agriculture française - Politique agricole commune, PAC - Délocalisation - Importations de pommes de terre.

AUBRY (Martine), ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

Ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle le 2 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat : *Projet de loi* relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage [n° 514 (91-92)] (17 septembre 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992) - Travail.

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de Mme Paulette Fost : *Emploi (Politique de l'emploi)* (JO Débats du 16 octobre 1992) (p. 2682).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 407 de Mme Marie-Claude Beaudeau : *Emploi (Politique de l'emploi à Paris)* (JO Débats du 16 mai 1992) (p. 1186).

n° 416 de M. Henri Collette : *Chômage (Objectifs du Gouvernement à l'égard du chômage de longue durée)* (JO Débats du 16 mai 1992) (p. 1185).

INTERVENTIONS

- *Projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle* [n° 402 (91-92)] - (29 juin 1992) - Discussion générale (p. 2158) : bilan global du RMI - Volet insertion du RMI - Lutte contre le chômage de longue durée - Contrats de retour à l'emploi, emploi-solidarité, de qualification - Assurance chômage - Indemnisation des salariés intermittents du spectacle - (p. 2159) : contrôle des déclarations faites aux ASSÉDIC - Mesures exo-jeunes - Contribution « Delalande » - Licenciement des salariés de plus de 55 ans - Régime de l'UNEDIC - (p. 2160) : lutte contre l'exclusion sociale et professionnelle.

Suite de la discussion - (30 juin 1992) - **Art. 18 (par priorité)** (*renouvellement des contrats emploi-solidarité et aménagement du dispositif de sortie pour certaines catégories de bénéficiaires*) (p. 2232, 2233) : insertion des jeunes et des chômeurs de longue durée - Rôle des chefs d'entreprise - Contrats de retour à l'emploi, CRE - Contrats emploi-solidarité, CES - Départements d'outre-mer - Mesures « exo-jeunes » - Contribution « Delalande » - Déficit de l'assurance chômage - (p. 2234) : s'oppose à l'amendement n° 127 de Mme Marie-Claude Beaudeau (proposition d'un contrat à durée obligatoirement indéterminée à un salarié sortant d'un contrat emploi-solidarité) - **Après l'art. 18** : s'oppose à l'amendement n° 128 de Mme Marie-Claude Beaudeau (possibilité pour l'utilisateur des organismes paritaires exerçant une mission de service public de se faire accompagner par une personne de son choix) - **Art. 19 (par priorité)** (*contrat de retour à l'emploi : fixation par décret des conditions de l'aide forfaitaire de l'Etat*) (p. 2235) : accepte l'amendement rédactionnel n° 74 de la commission - **Après l'art. 5 (par priorité)** : accepte l'amendement n° 59 de la commission (application du RMI dans les départements d'outre-mer) - **Art. 19 ter (par priorité)** (*application des dispositions du projet de loi aux départements d'outre-mer*) : accepte l'amendement de suppression n° 69 de la commission - **Après l'art. 19 ter** (p. 2236) : son amendement n° 111 : prorogation d'un an des différents délais fixés par la loi d'orientation pour la ville en rapport avec l'élaboration des programmes locaux de l'habitat ; adopté - **Art. 20 bis (par priorité)** (*prorogation du dispositif « exo-jeunes »*) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 75 de la commission (prorogation de l'« exo-jeunes » jusqu'au 31 octobre 1992) - **Art. 20 ter (par priorité)** (*élargissement de la notion de licenciement pour motif économique*) (p. 2237) : accepte l'amendement n° 1 de M. Xavier de Villepin (soumission à la procédure de licenciement collectif pour motif économique des licenciements s'inscrivant dans un plan concerté de compression des effectifs pour motif économique) - **Art. 21 (par priorité)** (*affiliation au régime de l'assurance-chômage des groupements d'intérêt public pour leurs agents non statutaires, et des employeurs publics pour les intermittents du spectacle qu'ils engagent occasionnellement*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 76 de la commission - **Art. 22 bis (par priorité)** (*rapport de la commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL*) (p. 2238) : accepte les amendements de la commission n° 70 (modification du délai prévu pour le dépôt du rapport de la CNIL) et n° 71, rédactionnel - **Art. 22 ter (par priorité)** (*augmentation temporaire de la contribution « Delalande »*) : sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 77 de suppression et au n° 78 (exclusion du champ d'application des plans sociaux présentés aux comités d'entreprises ou aux délégués du personnel ou notifiés à l'autorité administrative compétente avant le 10 juin 1992) - S'oppose aux amendements de M. Xavier de Villepin, n° 2 (suppression de l'effet rétroactif de la disposition portant de 3 mois à 6 mois la contribution « Delalande ») et n° 3 (application de ces dispositions à compter de la promulgation de la loi) - **Art. 22 quater (par priorité)** (*fixation par décret du montant de la contribution « Delalande » à compter du 1^{er} août 1992*) (p. 2240) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 79 de la commission - **Art. 23 (par priorité)** (*aides financières aux jeunes*) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 72 de la commission et n° 107 de la commission saisie pour avis - **Art. 25 (par priorité)** (*rapport au Parlement sur les logements vacants dans les agglomérations*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 73 de la commission - **Après l'art. 25** (p. 2241) : s'oppose à l'amendement n° 131 de M. Claude Estier (titularisation des personnels non titulaires affectés à la mise en oeuvre du dispositif du RMI au cours des années d'expérimentation et en fonction à la date du renouvellement de la loi).

- *Projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail* [n° 428 (91-92)] - (3 juillet 1992) - Discussion générale (p. 2409) : formation en alternance - Négociation collective sur l'apprentissage - Compétence des régions - (p. 2410) : loi du 23 juillet 1987 - Plan de développement de l'apprentissage et de l'alternance sous statut scolaire arrêté par le conseil des ministres du 26 février 1992 - Crédit d'impôt pour l'apprentissage et l'alternance - Taxe d'apprentissage - (p. 2411) : rémunération des apprentis - Modulation de la durée

du contrat d'apprentissage - Procédure d'agrément de l'entreprise - Maître d'apprentissage - Coopération avec l'éducation nationale - Négociation de branche sur la formation professionnelle - Apprentissage dans le secteur public - (p. 2412) : dispositions relatives à la formation professionnelle - Demande l'adoption de ce projet de loi - (p. 2419) : alternance sous statut scolaire - Contrats de qualification - (p. 2420) : taxe d'apprentissage - Protection des apprentis - Système allemand d'apprentissage - Centres de formation d'apprentis, CFA : amélioration des programmes de formation générale - Chambres de commerce et d'industrie - Compétence des régions - Financement - Tribunaux compétents - **Après l'art. 1^{er} A** (p. 2422) : son amendement n° 77 : mention de l'obtention de titres professionnels homologués ; retiré au profit de l'amendement sur le même objet, à l'article 1^{er}, n° 1 de la commission, qu'elle accepte - (p. 2423) : s'oppose à l'amendement n° 38 de M. Paul Souffrin (objectif d'obtention d'une première qualification professionnelle de niveau 5) - **Art. 1^{er} B (parties au contrat d'apprentissage)** ; sur les amendements de la commission, accepte le n° 2 (référence au titre d'ingénieur) et demande le retrait du n° 3 (autorisation du contrat d'apprentissage dans une entreprise d'un Etat membre de la CEE), au profit de son amendement sur le même objet n° 70 ; adopté - **Art. 1^{er} (adaptation de la durée du contrat au niveau de compétence de l'apprenti)** (p. 2424) : s'oppose aux amendements de M. Paul Souffrin n° 39, de suppression et n° 40 (alignement de la durée du contrat sur la durée du cycle de formation en faisant l'objet) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 22 de la commission saisie pour avis - S'oppose à l'amendement n° 4 de la commission (modulation de la durée du contrat : fixation des modalités par les conseils régionaux) - **Après l'art. 1^{er}** (p. 2425) : s'oppose à l'amendement n° 41 de M. Paul Souffrin (centres de formation d'apprentis, CFA : définition de principes et contrôle pédagogique de l'éducation nationale) - (p. 2426) : s'oppose à l'amendement n° 5 de la commission (fixation de la fraction de la taxe d'apprentissage destinée à l'apprentissage) - **Art. 2 (délégation par le CFA de tout ou partie des enseignements)** (p. 2427) : s'oppose aux amendements de M. Paul Souffrin, n° 42, de suppression, et n° 43 (suppression de la possibilité offerte aux entreprises de dispenser elles-mêmes une partie des enseignements délivrés en centre de formation) - **Art. 3 (initiative de la création d'un CFA et contenu de la convention)** : accepte les amendements de la commission n° 6, rédactionnel, et n° 7 (groupements d'employeurs) - S'oppose à l'amendement n° 44 de M. Paul Souffrin (représentation des organisations syndicales représentatives au sein du conseil de perfectionnement) - **Art. 4 (intervention des branches professionnelles dans la fixation de la durée de la formation)** (p. 2428) : s'oppose aux amendements de M. Paul Souffrin n° 45, de suppression, et n° 46 (fixation de la durée minimale des cours) - S'oppose à l'amendement n° 8 de la commission (nouvelle rédaction renforçant le rôle de la région) - Sur le même objet, son amendement n° 71 ; devenu sans objet - Accepte l'amendement n° 9, rédactionnel, de la commission - **Après l'art. 4** (p. 2429) : s'oppose à l'amendement n° 23 de la commission saisie pour avis (prise en compte des spécificités locales dans les programmes de formation) - (p. 2430) : s'oppose aux amendements de M. Paul Souffrin n° 47 (statut national des personnels enseignants des CFA) et n° 48 (mention de l'interdiction du travail du dimanche et du travail de nuit dans le contrat d'apprentissage) - **Art. 5 (procédure d'agrément de l'entreprise)** (p. 2431) : s'oppose à l'amendement n° 49 de M. Paul Souffrin (conditions requises de l'entreprise) - Accepte l'amendement n° 10 de la commission (nouvelle rédaction prenant en compte la taille de l'entreprise), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 72 ; adopté - (p. 2432) : s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Paul Souffrin (double agrément de l'entreprise et du maître d'apprentissage) - Accepte l'amendement n° 24 de la commission saisie pour avis (adjonction à la demande d'agrément d'une évaluation de la capacité d'accueil de l'entreprise en matière d'apprentissage) - (p. 2433) : s'oppose aux amendements identiques n° 26 de M. Edouard Le Jeune et n° 30 de M. Michel Alloncle (artisanat : extension à l'ensemble de la France des procédures applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle) - Accepte l'amendement n° 11 de la commission (renvoi à décret de la définition des conditions dans lesquelles l'agrément de l'employeur peut être transféré à l'entreprise ; référence au non-renouvellement) - S'oppose à l'amendement n° 31 de M. Michel Alloncle (rac-

courcissement des délais dans le cadre des retraits d'agrément) - **Art. 6 (procédure en cas de non-respect des règles d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail)** (p. 2434) : accepte l'amendement n° 12 de la commission (amélioration de la protection de l'apprenti par une nouvelle rédaction de l'article L. 117-5-1 nouveau du code du travail), sous réserve de l'adoption de ses sous-amendements n° 73, n° 74, n° 75 et n° 76 ; adoptés - **Après l'art. 6** (p. 2435) : s'oppose à l'amendement n° 51 de M. Paul Souffrin (salaire des apprentis) - **Art. 7 (coordination et harmonisation - Rôle du maître d'apprentissage - Salaire de l'apprenti)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 13 de la commission - (p. 2436) : s'oppose aux amendements identiques n° 32 de M. Michel Alloncle et n° 53 de M. Paul Souffrin (retour à la fixation semestrielle de la rémunération de l'apprenti), ainsi qu'à l'amendement n° 14 de la commission (report au 1^{er} janvier 1993 de l'alignement de la rémunération du contrat d'apprentissage sur celle du contrat de qualification) - **Après l'art. 7** (p. 2437 à 2439) : s'oppose aux amendements de M. Paul Souffrin, n° 54 (interdiction des dérogations à la durée légale du travail pour les apprentis), n° 55 (interdiction du travail de nuit), n° 56 (représentation des apprentis au sein des CFA), n° 57 (droits syndicaux), n° 58 (participation des délégués syndicaux et du personnel), n° 59 (maîtres d'apprentissage au sein de l'entreprise), n° 60 (prise en compte des apprentis dans le calcul des effectifs des entreprises) et n° 61 (droit de vote et d'éligibilité aux élections professionnelles) - **Art. 8 (financement de la formation des maîtres d'apprentissage)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 62 de M. Paul Souffrin - Accepte l'amendement rédactionnel n° 80 de la commission - Oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 33 de M. Michel Alloncle (dispositions fiscales relatives aux entreprises artisanales) - Sur le même objet, s'oppose à l'amendement n° 28 de M. Edouard Le Jeune (dispositions fiscales relatives aux entreprises artisanales) - **Après l'art. 8** : accepte l'amendement n° 25 de la commission saisie pour avis (participation expérimentale de certains IUFM à la formation des enseignants en CSA et des maîtres d'apprentissage), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 78 ; adopté - (p. 2441) : s'oppose aux amendements de M. Paul Souffrin, n° 63 (nouveau système de financement de l'apprentissage) et n° 64 (suppression des exonérations patronales) - **Art. 9 (inspection de l'apprentissage)** (p. 2442) : s'oppose aux amendements n° 65 de M. Paul Souffrin et n° 34 de M. Michel Alloncle (inspection de l'apprentissage dans l'artisanat) - **Art. 10 (consultation et information du comité d'entreprise)** (p. 2443) : accepte les amendements rédactionnels de la commission, n° 15 et n° 16 - (p. 2444) : accepte l'amendement n° 17 de la commission (consultation du comité d'entreprise sur les conditions de mise en oeuvre des conditions d'aide au choix professionnel des élèves de classe préparatoire à l'apprentissage), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 79 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 67 de M. Paul Souffrin (extension des domaines de consultation du comité d'entreprise) - **Après l'art. 10 bis** (p. 2445) : accepte les amendements identiques, n° 36 de M. Claude Estier et n° 37 de M. Jacques Machet (nouvelle rédaction de l'article L. 211-5 du code du travail et de l'article L. 58 du code des débits de boissons afin de permettre aux jeunes filles mineures l'emploi dans les débits de boissons, et l'accès aux formations préparant au CAP café-brasserie) - **Art. 11 (introduction, à titre expérimental, de l'apprentissage dans le secteur public)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 68 de M. Paul Souffrin - **Art. 13 (dispositions spécifiques aux contrats d'apprentissage dans le secteur public)** (p. 2446) : sur le salaire de l'apprenti, s'oppose à l'amendement n° 69 de M. Paul Souffrin et accepte l'amendement n° 18 de la commission - **Avant l'art. 15** (p. 2447) : accepte l'amendement n° 19 de la commission (contrôle des organismes chargés de réaliser le bilan de compétences) - **Art. 16 (droit au congé individuel de formation des salariés titulaires d'un contrat à durée déterminée)** : accepte l'amendement n° 20 de la commission (simplification du dispositif).

- **Projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage** [n° 514 (91-92)] - (4 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 2981) : développement du travail à temps partiel - Réduction des horaires collectifs de travail - (p. 2982) : réticences et craintes des salariés et des employeurs - Objectifs du travail à temps

partiel - Mesures destinées à l'encouragement du travail à temps partiel - Développement de la préretraite progressive - Dispositions relatives à l'assurance chômage - (p. 2983) : allocations versées aux demandeurs d'emploi - Union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce, UNEDIC - Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce, ASSEDIC - Lutte contre le travail clandestin - Déclaration préalable d'embauche obligatoire pour les employeurs - Exonération à l'embauche du premier salarié par les associations - Exonération pour l'embauche sous contrat à durée indéterminée d'un jeune - **Question préalable** (p. 2996) : s'oppose à la motion n° 26 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Economie française et situation internationale - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 2997 à 2999) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 27 (réduction de la durée du travail sans diminution de salaire), n° 28 (initiative du salarié), n° 29 (établissement d'une durée plancher pour le travail à temps partiel), n° 30 (remplacement de l'avis du comité d'entreprise par l'accord de celui-ci), n° 31 (possibilité de prévoir par convention ou accord collectif d'entreprises ou d'établissements des dispositions plus favorables au salarié), n° 32 (alignement du contrat à temps partiel sur les contrats à durée indéterminée), n° 33 (mentions obligatoires du contrat) et n° 34 (fractionnement de la durée quotidienne du travail) - **Art. 1^{er}** (*régimes légal et conventionnel des heures complémentaires* - Art. L. 214-4-3 du code du travail) (p. 3000) : s'oppose aux amendements n° 35 de Mme Michelle Demessine (impossibilité pour une convention de prévoir une mesure défavorable aux salariés) et n° 48 de M. Jean Madelain (possibilité de modifier la limite d'heures complémentaires par voie d'accords de branches étendus ou par voie d'accords d'entreprises) - S'oppose à l'amendement n° 4 de la commission (répartition partielle des heures complémentaires sur l'année) - (p. 3001) : s'oppose à l'amendement n° 36 de Mme Michelle Demessine (suppression des alinéas prévoyant la diminution du délai de prévenance par voie de convention) et accepte les amendements n° 5 (renforcement des garanties offertes aux salariés) et n° 6 (dispositions relatives à l'initiative du temps partiel par le salarié et introduction de garanties nouvelles en faveur des salariés) de la commission, et sur ce dernier, le sous-amendement n° 24 de M. Claude Estier - **Après l'art. 1^{er}** (p. 3002) : s'oppose aux amendements n° 37 (recours aux heures complémentaires) et n° 38 (dégration à la durée hebdomadaire de temps partiel) de Mme Michelle Demessine - **Avant l'art. 2** : s'oppose à l'amendement n° 39 de Mme Michelle Demessine (reprise d'une disposition de l'ordonnance du 26 mars 1982 relative à la prise en compte des effectifs à temps partiel pour déterminer le nombre de représentants du personnel) - **Art. 2** (*régime des heures complémentaires pour les contrats de travail conclus avant la date de promulgation de la loi*) (p. 3003) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 40 de Mme Michelle Demessine - **Art. 3** (*institution d'un abattement sur les cotisations sociales patronales - Division nouvelle et art. L. 322-12 nouveau du code du travail*) (p. 3004) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 41 de Mme Michelle Demessine - Sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 7 (possibilité de répartition annuelle d'une partie des heures complémentaires), s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 8 de coordination et accepte le n° 9 (inclusion, parmi les garanties mentionnées sur le contrat, d'une période minimale de travail continu et du nombre de coupures admises dans une même journée) - Oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 23 de M. Roger Lise (bénéfice d'un abattement de 30 % pour les agents non titulaires des collectivités territoriales d'outre-mer) - **Art. 4** (*rétroactivité des dispositions relatives à l'abattement de cotisations sociales*) (p. 3005) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 42 de Mme Michelle Demessine et accepte les amendements de la commission n° 10 rédactionnel et n° 11 (impossibilité de mettre en oeuvre le dispositif d'embauches compensatrices avant la promulgation de la loi) - **Après l'art. 4** (p. 3006) : s'oppose à l'amendement n° 43 de Mme Michelle Demessine (litige relatif au nombre d'heures de travail effectuées) - **Art. 5** (*conventions de préretraites progressives*) (p. 3007) : accepte l'amendement rédactionnel n° 12 de la commission - (p. 3008) : s'oppose à l'amendement n° 44 de Mme Michelle Demessine (suppression du caractère modulable sur un an du temps partiel) ainsi qu'à l'amendement n° 13 de la commission (mode de calcul des prestations de sécurité sociale d'un salarié en préretraite progressive) - **Après l'art. 5**

(p. 3009) : s'oppose à l'amendement n° 14 de la commission (introduction dans le code de la sécurité sociale des dispositions relatives à la protection sociale contre les accidents du travail des tuteurs bénévoles et renvoi à un décret) - **Art. 6** (*institution de l'allocation unique dégressive* - Art. L. 351-2 du code du travail) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 45 de Mme Michelle Demessine - **Après l'art. 6** : accepte l'amendement de coordination n° 15 de la commission - **Art. 7** (*modalités d'attribution et de calcul de l'allocation unique dégressive*) (p. 3010) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 46 de Mme Michelle Demessine ainsi qu'à l'amendement n° 16 de la commission (prise en compte de la durée d'affiliation au régime d'assurance chômage) - Son amendement n° 50 : prise en compte de la durée de l'activité salariée antérieure ; devenu sans objet - **Art. 8** (*modalités de financement de l'allocation d'assurance chômage* - Art. L. 351-3-1 du code du travail) : accepte l'amendement rédactionnel n° 17 de la commission - (p. 3011) ; s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 18 de la commission (suppression, à partir du 1^{er} janvier 1993, de toute référence à la contribution forfaitaire pour frais de dossiers) - **Après l'art. 8** : accepte l'amendement n° 47 de Mme Michelle Demessine (charge pour l'employeur de la contribution Delalande en cas d'absence de faute grave) ; sur celui-ci, son sous-amendement n° 51 ; rejeté - **Art. 9** (*procédure de recouvrement par les ASSEDIC des contributions et majorations de retard* - Art. L. 351-6, L. 353-2 et L. 143-11-6 du code du travail) (p. 3012) : demande le retrait de l'amendement n° 19 de la commission (information de l'autorité administrative compétente des difficultés rencontrées par les ASSEDIC pour recouvrer les contributions) - Son amendement n° 52 : envoi au directeur départemental du travail et de l'emploi d'une copie de la mise en demeure notifiée à l'employeur défaillant lorsque celle-ci est restée sans effet ; adopté - (p. 3013) : accepte l'amendement n° 20 de la commission (délai de prescription de cinq ans à l'action civile en recouvrement des contributions et des majorations de retard) ; sur celui-ci, son sous-amendement n° 53 ; adopté - **Après l'art. 10** : son amendement n° 3 : exonération de la contribution Delalande pour la rupture d'un contrat de travail d'un salarié de plus de cinquante ans ; adopté - (p. 3014) : s'oppose à l'amendement n° 21 de la commission (exonération de la contribution Delalande en cas d'inaptitude physique au travail) - **Art. 11** (*généralisation de la déclaration préalable d'embauche auprès des organismes de protection sociale* - Art. L. 320 du code du travail) : accepte l'amendement rédactionnel n° 22 de la commission et sur celui-ci, le sous-amendement n° 25 de M. Claude Estier - **Après l'art. 11** (p. 3015) : ses amendements n° 1 : prorogation, en faveur des associations, de la mesure portant exonération des charges sociales pour le premier salarié ; et n° 2 : prorogation de la mesure exo-jeunes jusqu'au 31 décembre 1992 ; adoptés - **Sur l'ensemble** (p. 3016) : remerciements au rapporteur et aux intervenants - Qualité du travail.

Deuxième lecture [n° 97 (92-93)] - (17 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4219) : recrutement et libertés individuelles dans l'entreprise - Rapport Lyon-Caen - Concertation - (p. 4220) : équilibre entre le droit des personnes et les libertés de gestion des entreprises - Régime spécifique des intermittents du spectacle - Révision des conventions et accords collectifs - Représentativité des organisations syndicales de salariés - Evolution de la vie conventionnelle - Reconduction de l'exonération à l'embauche du deuxième et du troisième salarié pour les artisans des zones rurales - Rôle des directeurs départementaux du travail - (p. 4221) : bénéfice de l'abattement de cotisations sur le temps partiel - Calcul des horaires - **Art. 1^{er}** (p. 4225) : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Jean Madelain (modalités de calcul des heures complémentaires) - (p. 4226) : s'oppose à l'amendement n° 41 de Mme Michelle Demessine (suppression de la dernière phrase du premier alinéa et des deuxième et troisième alinéas du texte présenté par l'article premier) - Sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 3 (possibilité d'annualiser, à titre exceptionnel, une partie des heures complémentaires) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 4 de coordination - **Après l'art. 1^{er}** (p. 4227) : s'oppose à l'amendement n° 42 de Mme Michelle Demessine (légalisation et rémunération des heures complémentaires réalisées au-dessus du plafond de l'horaire contractuel pendant les stages de formation) - Son amendement n° 61 : dérogation au principe selon lequel la durée de la formation rémunérée ne

peut être supérieure à la durée du travail réalisée normalement ; adopté - **Art. 3** (p. 4229) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 43 de Mme Michelle Demessine, aux amendements de la commission n° 5 (rétablissement de la rédaction adoptée par le Sénat en première lecture), n° 6 (rétablissement du texte voté par le Sénat en première lecture), n° 7 (suppression de l'alinéa ajouté par l'Assemblée nationale relatif aux mentions écrites sur la transformation du contrat à temps plein en contrat à temps partiel), n° 8 (cas de l'embauche résultant du licenciement d'un salarié sous contrat à durée indéterminée), n° 9 (procédure de contrôle par l'administration du respect par l'employeur des conditions ouvrant droit à l'abattement) et n° 10 (délai de décision de l'administration), ainsi qu'aux amendements n° 29 de M. Jean Madelain (modalités de détermination du droit à abattement par le contrat) et n° 1 de M. Ernest Cartigny (inscription dans le contrat des clauses permettant le bénéfice de l'abattement) - **Art. 4** (p. 4230) : accepte les amendements de la commission, n° 11 de coordination et n° 12 (modalités d'application de l'obligation d'embauche compensatoire) - **Art. 4 bis** (p. 4231) : s'oppose aux amendements n° 33 de suppression de M. Jean Madelain, n° 13 de la commission (suppression de la deuxième phrase du premier alinéa de l'article L. 212-1-1 du code du travail relative à l'action du juge) et n° 45 de Mme Michelle Demessine (bénéfice du doute en faveur du salarié) - **Art. 8** : s'oppose à l'amendement n° 14 de la commission (suppression de la référence à la contribution forfaitaire pour frais de dossier) - **Après l'art. 10 bis** (p. 4232) : s'oppose à l'amendement n° 34 de M. Jean Madelain (exonération de la contribution Delalande en cas de rupture du contrat de travail pour inaptitude physique) - **Art. 11** : son amendement n° 62 : caractère obligatoire de la déclaration préalable d'embauche à compter du 1^{er} janvier 1994 ; adopté - **Après l'art. 13** : son amendement n° 60 : exonération des charges sociales des employeurs pour l'embauche du deuxième et du troisième salarié dans les entreprises de zone rurale ; adopté - **Titre V (dispositions relatives au recrutement et aux libertés individuelles)** : s'oppose à l'amendement n° 20 de la commission (suppression de la division et de son intitulé) - **Art. 14 (protection des libertés individuelles et de la vie privée)** (p. 4233) : s'oppose aux amendements n° 15 de suppression de la commission et n° 46 de Mme Michelle Demessine (droits des personnes et libertés individuelles et collectives) - **Art. 15 (collecte d'informations et méthodes d'évaluation)** (p. 4234) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 16 de la commission - **Art. 16 (non-discrimination)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 17 de la commission - **Art. 17 (information du comité d'entreprise)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 18 de la commission - **Art. 18 (intervention du délégué du personnel en cas d'atteinte aux droits des personnes ou aux libertés individuelles)** (p. 4235) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 19 de la commission ainsi qu'aux amendements de Mme Michelle Demessine, n° 51 (droits des personnes et libertés individuelles), n° 52 (décisions prises à l'initiative de l'inspection du travail), n° 53, n° 54 (suppression de la collaboration entre l'employeur et le délégué) et n° 55 (versement de l'astreinte à la victime) - **Avant l'art. 19** (p. 4236) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Charles de Cuttoli (prise en compte de la situation des salariés français à l'étranger lors de leur retour en France) - **Art. 20 (financement des centres de formation d'apprentis à recrutement national)** : s'oppose à l'amendement n° 21 de la commission (initiative du conseil régional pour le financement des centres nationaux) - **Art. 21 (reclassement ou licenciement d'un salarié devenu physiquement inapte à son emploi)** (p. 4237) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 35 de M. Jean Madelain ainsi qu'aux amendements n° 56 et n° 57 de Mme Michelle Demessine (versement du salaire au profit du salarié) - **Art. 22 (révision des conventions et accords collectifs)** (p. 4238) : s'oppose à l'amendement n° 58 de Mme Michelle Demessine (modalités de révision des négociations collectives) - **Art. 23 (ouverture du droit d'opposition aux avenants conclus antérieurement à la promulgation de la loi)** (p. 4239) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 59 de Mme Michelle Demessine et accepte l'amendement n° 22 de la commission (impossibilité d'effet rétroactif par l'exercice du droit d'opposition) - **Art. 24 (danger grave et imminent sur un chantier du secteur du bâtiment et des travaux publics)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 23 de la commission - **Art. 31 (conditions d'attri-**

bution des aides de l'Etat aux entreprises) (p. 4240) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 24 de la commission.

Nouvelle lecture [n° 167 (92-93)] - (20 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4547) : échec de la commission mixte paritaire, CMP - Assurance chômage - Exonération de charges sociales - Intermittents du spectacle - Travail clandestin - Déclaration préalable à l'embauche - Recrutement et libertés individuelles dans l'entreprise - **Art. 1, 3, 4, 8, 11** (p. 4548 à 4551) : s'oppose aux amendements de la commission n° 1, n° 2, et n° 4, accepte son amendement n° 3 et s'en remet à la sagesse du Sénat pour son amendement n° 5, relatifs au rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture - **Titre V (dispositions relatives au recrutement et aux libertés individuelles)** - **Art. 14, 15, 16, 17 et 18** (p. 4551 à 4553) : s'oppose aux amendements n° 6, n° 7, n° 8, n° 9, n° 10 et n° 11 de la commission (suppression de cet intitulé et des articles qui s'y rapportent) - **Art. 20** (p. 4553) : s'oppose à l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture) - **Art. 31** : s'oppose à l'amendement n° 13 de la commission (suppression de cet article).

AUTAIN (François), sénateur de la Loire-Atlantique (S).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

Elu secrétaire du Sénat (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles, en démissionne ; puis membre de la commission des affaires sociales (*JO Lois et décrets* du 9 avril 1992).

Membre de la commission des affaires culturelles (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Délégué suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (*JO Lois et décrets* du 16 avril 1992) jusqu'au 1^{er} octobre 1992.

- Membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur les conditions dans lesquelles il a été décidé d'admettre sur le territoire français M. Georges Habache, dirigeant du Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.) (*JO Lois et décrets* du 23 avril 1992).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art (21 décembre 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 12 juin 1992) (p. 1574) - Ministère : Industrie - **Problèmes de l'énergie nucléaire civile - Energie nucléaire.**

Questions orales sans débat :

n° 383 (*JO Débats* du 21 novembre 1991) (p. 2553) - Ministère : Industrie - **Calendrier de réalisation de la centrale nucléaire du Carnet (Loire-Atlantique)** - (*Retirée* : avril 1992) - **Energie nucléaire.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Deuxième lecture** [n° 233 (91-92)] - (15 janvier 1992) - **Discussion générale** (p. 171) : indépendance des magistrats - Statut du parquet - Détachement judiciaire.

- **Projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et**

modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement [n° 5 (91-92)] - (21 avril 1992) - Discussion générale (p. 697) : directives européennes (p. 698) : importance du texte - Etablissements classés - Après l'art. 7 (p. 708) : son amendement n° 19 : coordination de la délivrance du permis de construire et de l'autorisation d'exploiter pour les établissements classés ; retiré - Art. 20 (conditions de communication des informations fournies à l'appui des demandes d'autorisation, de dissémination et de mise sur le marché) (p. 714) : se déclare opposé à l'amendement n° 14 de la commission (protection des données confidentielles et transmission de ces données à Bruxelles) et, sur celui-ci, favorable au sous-amendement n° 20 de M. Jacques Habert - Explication de vote sur l'ensemble (p. 716) : avec les membres du groupe socialiste, votera ce projet de loi.

- Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la presse et l'audiovisuel [n° 331 (91-92)] - (12 mai 1992) - Discussion générale (p. 1069, 1070) : paysage audiovisuel - La Cinq - Prémption par le Gouvernement de la fréquence de La Cinq au profit de ARTE - Câble - (p. 1071) : ARTE - Programmes éducatifs - Secteur public audiovisuel - FR 3 - Budget de l'audiovisuel - Redevance - (p. 1072) : recettes publicitaires - Radiodiffusion - Presse.

- Projet de loi relatif à la validation d'acquis professionnels, pour la délivrance de diplômes et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale [n° 456 (91-92)] - (1^{er} juillet 1992) - Discussion générale (p. 2320) : validation des acquis professionnels - Enseignement privé - Contribution de l'Etat aux dépenses de fonctionnement - Enseignement public - Calendrier scolaire - (p. 2321) : professeurs de lycées professionnels - Création des commissions paritaires d'établissements - Universités - Avis favorable du groupe socialiste sur ce projet de loi - Avant l'art. 15 (p. 2336) : se déclare opposé à l'amendement n° 15 de la commission (subvention des collectivités territoriales aux établissements privés) - Art. 18 (extension du principe de parité au cas des documentalistes et des directeurs d'école) (p. 2339) : abstention du groupe socialiste sur cet article - Explication de vote sur l'ensemble : avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de loi.

Nouvelle lecture [n° 496 (91-92)] - (8 juillet 1992) - Art. 14 bis (p. 2518) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - Explication de vote sur l'ensemble : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'adoption de ce projet en raison de l'adoption d'un amendement tendant à donner aux collectivités locales la possibilité de subventionner les dépenses d'investissement de l'enseignement privé.

- Projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle - Nouvelle lecture [n° 489 (91-92)] - (8 juillet 1992) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 2544) : au nom du groupe socialiste, votera contre ce projet de loi.

- Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques [n° 10 (92-93)] - (1^{er} décembre 1992) - Discussion générale (p. 3553, 3554) : au nom du groupe socialiste, s'oppose à la suppression du titre I^{er} relatif à la création du service central chargé de la prévention de la corruption et votera contre l'ensemble des amendements présentés sur ce titre par la commission - Titre II (financement des campagnes électorales des partis politiques) (p. 3557) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° 110 de la commission (suppression du titre II et de son intitulé).

Suite de la discussion - (2 décembre 1992) - Art. 11 (communication du barème des prix et des conditions de vente des prestataires de service) (p. 3590) : se déclare opposé à l'amendement n° 120 de la commission (nouvelle rédaction du premier paragraphe de cet article relatif à l'application du principe de transparence aux prestations de service) - Art. 18 quater (prestations de publicité) (p. 3605) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° 102 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis (nouvelle rédaction).

- Projet de loi relatif aux relations de sous-traitance dans le domaine du transport routier de marchandises [n° 77 (92-93)] - (10 décembre 1992) - Discussion générale (p. 3918) : progression de l'importance du transport routier de marchandises depuis 1986 - Nuisances du transport routier - Libéralisation des tarifs en 1986 - Multiplication des petites entreprises sous-traitantes - (p. 3919) : concurrence sauvage - Irrespect des réglementations - Sanction pénale en cas de pratique de prix trop bas - Assainissement des conditions de prix et de concurrence - Groupe socialiste défavorable à certains amendements - Explication de vote sur l'ensemble (p. 3923) : abstention du groupe socialiste sur ce texte tel qu'il a été modifié.

- Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques - Nouvelle lecture [n° 152 (92-93)] - (19 décembre 1992) - Titre II (p. 4428) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° 12 de la commission (suppression du Titre II et de son intitulé) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 4448) : démantèlement de ce projet de loi par le Sénat - Au nom du groupe socialiste, ne votera pas le projet de loi ainsi amendé.

AUTHIE (Germain), sénateur de l'Ariège (S).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des lois ; en démissionne, puis membre de la commission des affaires étrangères (JO Lois et décrets du 22 mai 1992) ; en démissionne, puis membre de la commission des lois (JO Lois et décrets du 25 juin 1992).

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992) ; puis vice-président (JO Lois et décrets du 9 octobre 1992).

- Juge suppléant de la Haute Cour de justice ; de nouveau juge suppléant (JO Lois et décrets du 28 octobre 1992).

Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour les communautés européennes jusqu'au 1^{er} octobre 1992.

Membre titulaire du Conseil national des services publics départementaux et communaux.

- Membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques jusqu'au 11 juin 1992.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mise à la disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services (20 octobre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République (14 janvier 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature (15 janvier 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (16 janvier 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur (21 octobre 1992).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des lois, à la suite d'une mission effectuée à La Réunion et à Mayotte du 5 au 13 mars 1992 [n° 493 (91-92)] (7 juillet 1992) - La Réunion et Mayotte.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 473 (JO Débats du 21 octobre 1992) (p. 2732) - Ministère : Industrie - *Mesures en vue d'enrayer la crise du secteur de la production d'aluminium - Industrie.*

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la mise à disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipe-**

ment et à la prise en charge des dépenses de ces services [n° 412 (91-92)] - (20 octobre 1992) - Discussion générale (p. 2707) : adaptation du régime financier des directions départementales de l'équipement aux lois de décentralisation - (p. 2708) : aménagement rural et coordination des services extérieurs de l'Etat - Rôle du service public - Système du compte de commerce - Organisation des services de l'équipement - Le groupe socialiste votera ce projet de loi.

AVICE (Edwige), ministre de la coopération et du développement.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

B

BAILET (Honoré), sénateur des Alpes-Maritimes (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

BALARELLO (José), sénateur des Alpes-Maritimes (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission nationale consultative des gens du voyage créée en application du décret n° 92-262 du 24 mars 1992 (*JO Lois et décrets* du 13 mai 1992).

- Membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques jusqu'au 11 juin 1992.

Vice-président de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme ; en démissionne (*JO Lois et décrets* du 10 avril 1992).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique du sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine, et modifiant le code de la santé publique (16 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage (18 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (18 décembre 1992).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 349 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, modifiant le régime du travail dans les ports maritimes [n° 357 (91-92)] (21 mai 1992) - Mer et littoral.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant le régime du travail dans les ports maritimes** [n° 349 (91-92)] - (26 mai 1992) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 1381) : rôle des ports français dans le commerce extérieur - Grand marché intérieur, CEE - Statut des dockers - Réforme de la filière portuaire - Droit du travail - Manutention - Transport par conteneurs - Gestion de l'emploi des dockers par les bureaux centraux de la main-d'œuvre, BCMO - Versement des indemnités de garantie en cas d'inemploi par la Caisse nationale de garantie des ouvriers dockers, CAINAGOD - Adaptation aux nouvelles techniques de manutention - (p. 1382) : monopole syndical - Augmentation du taux d'inemploi malgré une importante réduction des effectifs depuis 1980 - Statut des dockers - Code des ports maritimes - Mensuralisation - Déperéquation - Maintien à côté des dockers mensuralisés des dockers intermittents et des doc-

kers occasionnels - Plans sociaux de réduction d'effectifs - (p. 1383) : convention collective nationale - Urgence de cette réforme pour rendre les ports français compétitifs - **Art. 1^{er}** (*modification du livre V de la première partie du code des ports maritimes*) (p. 1404) : financement du plan social d'un port par les entreprises nouvelles.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - (2 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1435) : révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Maastricht - Principe de subsidiarité - Modifications géopolitiques - « Déficit démocratique » - Saisine pour avis du Parlement sur tous les projets d'actes communautaires de nature législative - Transferts de compétences - Monnaie unique - (p. 1436) : politique commune des visas - Droit de vote et d'éligibilité des ressortissants européens aux élections municipales - Amendements de l'Assemblée nationale - Droit de vote de tous les étrangers - Votera le projet de loi constitutionnelle amendé.

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale** [n° 3 (92-93)] - (17 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3163, 3164) : justice et opinion publique - Moyens de la justice - Statut de la magistrature - Bien-fondé de la réforme - (p. 3165) : secret de l'instruction - Entrée en vigueur de la réforme - Postes de magistrats - Notion d'inculpation - Garde à vue - Collégialité - Instruction - (p. 3366) : mise en oeuvre de la procédure accusatoire - Régime des nullités - Moyens de la justice - Suppression des pouvoirs des préfets en matière de police judiciaire - Durée des instructions.

- **Projet de loi de finances pour 1993** [n° 55 (92-93)].

Discussion générale :

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3447) : budget du logement - Crise du logement - Organismes d'HLM - (p. 3448) : contraintes administratives et financières subies par les HLM - Financement du logement par les collectivités locales - Construction de logements aidés en diminution - Fiscalité contraignante pour les propriétaires bailleurs - Logements vacants - Insuffisance du projet de budget du logement - (p. 3449) : réhabilitation des logements - Accession sociale à la propriété - Sous-consommation des crédits des prêts d'accession à la propriété, PAP - Investissement locatif privé - Propositions fiscales insuffisantes - (p. 3450) : aides à la personne - 1 % logement.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques** [n° 10 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (3 décembre 1992) - **Art. 35** (*contrats des sociétés d'économie mixte, des organismes privés d'HLM et des sociétés d'économie mixte de construction de logements sociaux*) (p. 3640) : son amendement n° 218 : soumission des contrats passés par des organismes privés d'HLM à des règles de publicité et de mise en concurrence suivant des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat ; adopté - (p. 3641) : organismes d'HLM.

BALLAYER (René), sénateur de la Mayenne (UC).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Jean Arthuis, tendant à indemniser les familles qui subissent une dépréciation de leur fonds en raison de l'installation de lignes de distribution d'énergie électrique [n° 388 (91-92)] (5 juin 1992) - **Energie**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes

de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Economie et finances** - Commerce et artisanat - [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 10 (24 novembre 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 12 juin 1992) (p. 1579) - Ministère : Postes - *Maintien des bureaux de poste en milieu rural* - **Services publics**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux** - *Nouvelle lecture* [n° 246 (91-92)] - (24 janvier 1992) - **Art. 28** (p. 483) : se déclare favorable à l'amendement n° 9 de la commission (nouvelle rédaction de cet article).

BANGOU (Henri), sénateur de la Guadeloupe (apparenté au groupe C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques, à la suite d'une mission effectuée aux Etats-Unis du 15 au 27 septembre 1991, pour étudier la situation actuelle de l'économie américaine, notamment son agriculture, et la position de ce pays dans le cadre des négociations du GATT [n° 254 (91-92)] (24 janvier 1992) - **Etats-Unis d'Amérique**.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 431 (JO Débats du 26 mai 1992) (p. 1372) - Ministère : Education - *Diminution du nombre d'étudiants en médecine originaires des DOM et notamment de Guadeloupe* - (Réponse : JO Débats du 27 juin 1992) (p. 2101) - **Départements et territoires d'outre-mer**.

n° 508 (JO Débats du 25 novembre 1992) (p. 3411) - Ministère : Logement - *Situation du logement social en Guadeloupe* - (Réponse : JO Débats du 5 décembre 1992) (p. 3715) - **Logement social**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - *Suite de la discussion* - (9 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1494) : départements et territoires d'outre-mer, DOM-TOM - CEE - Crise économique des DOM-TOM - Programme d'options spécifiques à l'éloignement et l'insularité des départements d'outre-mer, POSEIDOM - (p. 1495) : Guadeloupe et loi de décentralisation de 1982.

- **Projet de loi relatif à l'octroi de mer** [n° 411 (91-92)] - (1^{er} juillet 1992) - **Discussion générale** (p. 2297) : ressources des communes - Exonérations - Fonction économique de l'octroi de mer - Nouvel octroi de mer - Exigences communautaires - **Art. 1^{er} (opérations taxables)** (p. 2301) : sur l'amendement n° 2 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), son sous-amendement n° 39 ; rejeté - **Art. 14 (répartition du produit de l'octroi de mer)** (p. 2310) : son amendement n° 41 : prise en compte des cinq dernières années pour l'indexation des ressources ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1993** [n° 55 (92-93)].

Discussion générale :

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3426) : budget des départements et territoires d'outre-mer - Crise économique

- Canne à sucre - Cyclone Hugo - (p. 3427) : extension de l'assistanat dans les DOM-TOM - Fonds d'investissement des départements d'outre-mer, FIDOM - Crise de la banane.

BARBIER (Bernard), sénateur de la Côte d'Or (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Président de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification ; de nouveau membre de cette délégation (JO Lois et décrets du 16 octobre 1992), puis président (JO Lois et décrets du 28 octobre 1992).

Membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial jusqu'au 14 octobre 1992.

Membre suppléant du Conseil national de l'habitat.

Membre du comité de contrôle du Fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés d'origine nationale (JO Lois et décrets du 28 novembre 1992).

Membre titulaire du conseil supérieur de l'électricité et du gaz.

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice (JO Lois et décrets du 25 novembre 1992) ; puis secrétaire (JO Lois et décrets du 27 novembre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'octroi de mer (1^{er} juillet 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux caisses de crédit municipal (5 mai 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au plan d'épargne en actions (25 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1992 (18 décembre 1992).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, sur le contrôle des entreprises publiques : objectifs et conditions du projet de rapprochement Thomson-CEA-Industrie [n° 258 (91-92)] (12 février 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992) - **Entreprises**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification, sur le VIII^e Colloque de réflexion économique organisé le 14 mai 1992 : I - Perspectives à moyen terme, II - Evolution à long terme des dépenses de santé et incidence macro-économique [n° 455 (91-92)] (25 juin 1992) - **Prévisions et projections économiques**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification, sur les résultats de projections macro-économiques [n° 52 (92-93)] (18 novembre 1992) - **Plan**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Industrie** - [n° 56 (92-93)] tome 3, annexe 21 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours** [n° 312 (91-92)] - (13 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1095) : comités départementaux de tourisme - Organisation territoriale du tourisme - Directive européenne sur les voyages à forfait - (p. 1096) : politique de développement du tourisme - Tourisme rural et formation des agriculteurs - Patrimoine historique et naturel - **Art. 3** (*exclusion du champ d'application de la loi*) (p. 1103) : soutient l'amendement n° 33 de M. Marcel Lucotte (accroissement de la possibilité conférée aux transporteurs aériens ou ferroviaires de vendre d'autres titres de transport que ceux qu'ils vendent au titre de leur activité principale) - **Art. 12** (*assouplissement du régime applicable aux personnes offrant des produits touristiques à titre complémentaire et non prépondérant*) (p. 1110) : son amendement n° 34 : référence aux organismes gestionnaires de palais ou centres de congrès ; retiré.

– **Projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises - Nouvelle lecture** [n° 2 (92-93)] - (28 octobre 1992) - **Art. 2** (p. 2891) : délais de paiement pour les achats de boissons alcooliques - Défavorable à une réduction du délai de paiement à trente jours.

BARRAUX (Bernard), sénateur de l'Allier (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 4 décembre 1992) (p. 3649) - Ministère : Premier ministre - **Barrage de Chambonchard - Bâtiment et travaux publics.**

Questions orales avec débat :

n° 30 (JO Débats du 3 octobre 1991) (p. 2562) (Erratum : JO 1^{er} août 1991) (p. 1636) - Ministère : Agriculture - **Situation de l'apiculture française** - (Caduque avril 1992) - **Apiculture.**

INTERVENTIONS

– **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 485 (91-92)] - (2 juillet 1992) (p. 2398) : département de l'Allier - Elevage de charolais - Politique agricole commune, PAC.

BATAILLE (Jean-Paul), sénateur du Nord (UREI).

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la validation d'acquis professionnels pour la délivrance de diplômes et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale (JO Débats du 1^{er} juillet 1992).

BAUDOT (Jacques), sénateur de la Meurthe-et-Moselle (UC).

Elu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

BAUMET (Gilbert), sénateur du Gard (RDE).

Puis *ministre délégué au commerce et à l'artisanat* dans le Gouvernement Bérégovoy le 2 octobre 1992 (JO Lois et décrets du 3 octobre 1992).

Démissionne de son mandat sénatorial le 14 octobre 1992 (JO Lois et décrets du 15 octobre 1992).

En qualité de ministre délégué au commerce

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 511 de M. Jean-Jacques Robert : **Commerce et artisanat** (*Autorisation d'ouverture du centre commercial régional Francilia en ville nouvelle de Sénart*) (JO Débats du 12 décembre 1992) (p. 3968).

n° 512 de M. Roger Husson : **Sidérurgie** (*Situation de la sidérurgie et des houillères en région Lorraine*) (JO Débats du 12 décembre 1992) (p. 3965).

n° 516 de M. Roger Lise : **Départements et territoires d'outre-mer** (*Situation de l'emploi en Martinique*) (JO Débats du 12 décembre 1992) (p. 3967).

n° 518 de M. Marcel Bony : **Agriculture** (*Agriculture de montagne et réforme de la politique agricole commune*) (JO Débats du 12 décembre 1992) (p. 3963).

En qualité de sénateur

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois ; puis membre de la commission des affaires sociales (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques jusqu'au 11 juin 1992.

Membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur les conditions dans lesquelles il a été décidé d'admettre sur le territoire français M. Georges Habache, dirigeant du Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.) (JO Lois et décrets du 23 avril 1992) jusqu'au 18 juin 1992.

BAYLE (Jean-Pierre), sénateur des Français établis hors de France (S).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires étrangères.

- Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

- Membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur les conditions dans lesquelles il a été décidé d'admettre sur le territoire français M. Georges Habache, dirigeant du Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.) (JO Lois et décrets du 23 avril 1992) ; puis vice-président (JO Lois et décrets du 30 avril 1992) jusqu'au 18 juin 1992.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 222 (91-92)] adopté par l'Assemblée

nationale autorisant l'approbation de la convention de coopération judiciaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine [n° 293 (91-92)] (15 avril 1992) - **Traités et conventions.**

Participation au rapport d'information fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée sur le traité de l'Union européenne [n° 307 (91-92)] (23 avril 1992) - **Communautés européennes.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 342 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République des Philippines, signée à Manille le 7 février 1990 [n° 367 (91-92)] (27 mai 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 26 mai 1992) - **Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 343 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'avenant n° 2 à la convention générale du 20 janvier 1972 sur la sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Turquie, signé à Ankara le 17 avril 1990 [n° 368 (91-92)] (27 mai 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 26 mai 1992) - **Traités et conventions.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée sur la VI^e Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires qui s'est tenue à Lisbonne les 4 et 5 mai 1992 [n° 401 (91-92)] (11 juin 1992) - **Communautés européennes.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 340 (91-92)] autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière civile et commerciale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay [n° 414 (91-92)] (17 juin 1992) - **Traités et conventions.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, en application de l'article 22, alinéa 1, du Règlement sur les modalités et les conséquences du retrait des FFA (Forces françaises en Allemagne) [n° 472 (91-92)] (1^{er} juillet 1992) - **Défense.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux** [n° 183 (91-92)] - Suite de la discussion - (21 janvier 1992) - **Après l'art. 31** (p. 358) - se déclare favorable à l'amendement n° 95 de la commission (indemnité des membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger) - **Après l'art. 36** (p. 359) : son amendement n° 142 : application des dispositions du présent projet aux membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger après consultation de ce dernier ; adopté.

Nouvelle lecture [n° 246 (91-92)] - (24 janvier 1992) - **Art. 31 ter** (membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger) (p. 486) : intervient à propos de l'amendement n° 13 de la commission (indemnité des membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger).

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : portée du traité sur l'Union européenne résultant du Conseil européen de Maastricht** - (22 avril 1992) (p. 733 à 735) : intervient dans le débat consécutif à la question de M. Jacques Genton.

- **Projet de loi autorisant l'adhésion au traité sur la non prolifération des armes nucléaires** [n° 249 (91-92)] - (29 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 945, 946).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention de coopération judiciaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine** [n° 222 (91-92)] - (29 avril 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 939).

- **Projet de loi relatif aux circonscriptions électorales pour l'élection des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger** [n° 285 (91-92)] - (13 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1119) : modifications géopolitiques - Allemagne - Tableau des circonscriptions électorales - Avis favorable du groupe socialiste.

- **Conclusions du rapport de M. Charles de Cuttoli**, fait au nom de la commission des lois, sur sa proposition de loi (n° 255, 91-92), déposée avec plusieurs de ses collègues, relative aux conditions d'exercice du mandat des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger [n° 283 (91-92)] - (13 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1123) : projet de loi sur l'exercice des mandats locaux - Modalités de calcul des indemnités des membres élus du CSFE - Frais liés à l'exercice du mandat - Mode de scrutin des membres élus du CSFE - Budget du CSFE - (p. 1124) : mode de scrutin des délégués représentant les Français de l'étranger - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1128, 1129) : au nom du groupe socialiste, s'abstiendra sur l'ensemble du texte - Indemnisation des frais des membres élus du CSFE - Budget du CSFE.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République des Philippines**, signée à Manille le 7 février 1990 [n° 342 (91-92)] - (15 juin 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1666, 1667).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant n° 2 à la convention générale du 20 janvier 1972 sur la sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Turquie**, signé à Ankara le 17 avril 1990 [n° 343 (91-92)] - (15 juin 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1669).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente amicale et de coopération entre la République française et la Roumanie** [n° 346 (91-92)] - (15 juin 1992) - En remplacement de M. Guy Penne, rapporteur - **Discussion générale** (commune avec les projets n° 345 et n° 347) (p. 1674, 1675).

- **Projet de loi autorisant l'adhésion de la France à la convention pour la reconnaissance mutuelle des inspections concernant la fabrication des produits pharmaceutiques** [n° 315 (91-92)] - (15 juin 1992) - En remplacement de M. Guy Penne, rapporteur - **Discussion générale** (p. 1677).

- **Projet de loi relatif à l'installation de réseaux de distribution par câble de services de radiodiffusion sonore et de télévision** [n° 318 (91-92)] - (15 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1681) : historique du câblage en France depuis dix ans - Fibre optique et câble coaxial - Apparition de trois nouvelles chaînes par voie hertzienne terrestre - Distribution par satellite - Préservation de l'industrie cinématographique - Régime dérogatoire applicable au câble pour cinq ans en matière de diffusion d'oeuvres cinématographiques - Chaîne franco-allemande ARTE - Principe du droit au câble - Accélération de l'essor du câble - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet - **Art. 4 (article 23 et 24 de la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990)** (p. 1687) : soutient l'amendement n° 13 de M. Claude Estier (fixation possible au-delà de deux ans des délais s'appliquant aux spécifications techniques d'ensemble) - **Après l'art. 4** : soutient l'amendement n° 14 de M. Claude Estier (modifications de la loi n° 66-457 du 2 juillet 1966 relative à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion).

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - Suite de la discussion - (16 juin 1992) - **Art. 2 (insertion dans la Constitution d'un titre XIV : « Des Communautés européennes et de l'Union européenne »)** - **Art. 88-2 de la Constitution (droit de vote et éligibilité aux élections municipales des ressortissants communautaires résidant en France)** (p. 1707) : droit de vote des Français résidant en Europe aux élections locales ; règle de la réciprocité.

- **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution** [n° 433 (91-92)] - (25 juin 1992) - **Après l'art. 3** (p. 2048) : soutient les amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 7 (institution et rôle du juge de l'exécution) et n° 8

(prorogation de l'article 95 de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution).

- **Projet de loi modifiant le code civil et relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits** [n° 408 (91-92)] - (25 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 2053) : transposition de la directive européenne du 25 juillet 1985 dans le droit interne - Modification des règles de la responsabilité civile et création d'un système d'indemnisation des victimes des dommages causés par le défaut d'un produit commercialisé - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2064) : désapprouve les amendements adoptés par le Sénat - Abstention du groupe socialiste sur ce projet.

- **Projet de loi relatif au plan d'épargne en actions - Nouvelle lecture** [n° 490 (91-92)] - (8 juillet 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2567) : regrette l'échec de la commission mixte paritaire - Favorable au principe du plan d'épargne en actions, PEA - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

BAYLET (Jean-Michel), ministre délégué au tourisme.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

Ministre délégué au tourisme le 2 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours** [n° 312 (91-92)] - (13 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1091) : secteur économique du tourisme - Agences de voyages - PME - Parts de marché - (p. 1092) : réglementation - Tourisme d'accueil et destination France - Régime d'habilitation - Protection du consommateur - Directive européenne sur les voyages à forfait - Concertation - (p. 1098) : secteur économique du tourisme - (p. 1099) : diversification des professionnels du tourisme - Comités départementaux de tourisme - Associations loisirs accueil - Organisation territoriale du tourisme - Espace touristique européen - (p. 1100) : tourisme rural et formation des agriculteurs - Patrimoine culturel - Garantie européenne minimale des agences de voyage - PME - Tourisme social - Profession de guide-interprète - Concurrence européenne - Fonds de réserve - Agents immobiliers - Formation des étrangers et organisation de stages linguistiques - **Art. 1^{er} (champ d'application de la loi)** (p. 1101) : s'oppose à l'amendement n° 38 de M. Louis Minetti (activité des guides-interprètes ou des accompagnateurs) et accepte l'amendement rédactionnel n° 1 de la commission - **Art. 2 (définition du forfait touristique)** (p. 1102) : accepte l'amendement rédactionnel n° 2 de la commission - **Art. 3 (exclusion du champ d'application de la loi)** (p. 1103) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 3 rédactionnel et s'oppose au n° 4 (référence à un « montant au plus équivalent » pour qualifier des prestations autres que celles qui correspondent à l'activité principale du transporteur aérien) - S'oppose à l'amendement n° 25 de M. Pierre Vallon (limitation des possibilités de délivrance de billets de transport terrestre par les transporteurs aériens) - (p. 1104) : s'oppose à l'amendement n° 33 de M. Marcel Lucotte (accroissement de la possibilité conférée aux transporteurs aériens ou ferroviaires de vendre d'autres titres de transport que ceux qu'ils vendent au titre de leur activité principale) et accepte l'amendement de cohérence n° 6 de la commission - **Art. 4 (conditions d'exercice de la profession d'agents de voyages)** : s'oppose à l'amendement n° 39 de M. Louis Minetti (rétablissement de la notion de moralité) et accepte l'amendement rédactionnel n° 7 de la commission - (p. 1105) : accepte l'amendement n° 27 de M. Pierre Vallon (élargissement de la garantie à la délivrance de prestations de substitution) et s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Louis Minetti (interdiction pour les personnes ne remplissant pas les conditions requises en France de s'y installer après avoir obtenu une autorisation dans un autre pays de la CEE) - (p. 1106) : s'oppose aux amendements de M. Louis Minetti n° 41 (introduction d'une clause de réciprocité pour la délivrance des autorisations

d'exercer l'activité d'agent de voyages entre les pays membres de la CEE) et n° 42 (exigence minimale d'une expérience de trois ans pour l'exercice de l'activité d'agent de voyages en France) - **Art. 6 (conventions de mandataire)** (p. 1107) : s'oppose à l'amendement n° 43 de M. Louis Minetti (accroissement de l'exigence de capacités professionnelles pour l'exercice de l'activité d'agent de voyages) - **Art. 8 (bénéficiaires des opérations)** : intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (remplacement du mot « ressortissants » par le mot « membres ») - (p. 1108) : s'oppose aux amendements n° 28 de M. Pierre Vallon (renvoi à une circulaire ou à un décret pour préciser les mentions figurant dans les brochures publicitaires desdites associations) et n° 9 de la commission (limitation à un nombre d'exemples de voyages donnés par lesdites associations) - **Art. 9 (conditions d'attribution de l'agrément)** : accepte les amendements de la commission n° 10 rédactionnel et n° 11 de précision - S'oppose à l'amendement n° 29 de M. Pierre Vallon (alignement du niveau de garantie des associations sur celui des agences de voyages) - **Art. 10 (limites du champ de l'agrément)** (p. 1109) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 44 de M. Louis Minetti (suppression de la mention des associations et organismes sans but lucratif dans la décision accordant l'agrément à leur fédération ou à leur union) - **Art. 11 (réglementation applicable aux organismes locaux de tourisme)** : s'oppose à l'amendement n° 45 de M. Louis Minetti (rôle d'intérêt général des organismes locaux de tourisme et concertation avec l'ensemble des intervenants dans le domaine touristique situé sur leur territoire) - (p. 1110) : accepte l'amendement rédactionnel n° 13 de la commission - **Art. 12 (assouplissement du régime applicable aux personnes offrant des produits touristiques à titre complémentaire et non prépondérant)** (p. 1111) : accepte l'amendement n° 15 de la commission (régime d'habilitation) et demande le retrait de l'amendement n° 34 de M. Bernard Barbier (référence aux organismes gestionnaires de palais ou centres de congrès) - **Titre IV (précédemment réservé p. 1110)** (p. 1112) : accepte l'amendement n° 14 de la commission (« De l'habilitation à réaliser certaines opérations à titre non prépondérant ou complémentaire ») - **Art. 13 (conditions d'exercice de la profession de guide-interprète)** : visites guidées - Notion de visite à titre onéreux - Monuments classés - **Art. 17 (contenu du contrat)** (p. 1113) : sur les amendements de la commission, accepte les n° 16 et n° 17 rédactionnels et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 18 (transposition de la directive européenne sur les voyages à forfait) - **Art. 20 (modification du contrat par le vendeur)** (p. 1114) : accepte les amendements de la commission n° 19 (amélioration de la protection du consommateur par une information écrite) et n° 20 rédactionnel - **Art. 23 (responsabilité vis-à-vis de l'acheteur)** (p. 1115) : s'oppose à l'amendement n° 21 de la commission (cas supplémentaire d'exonération de responsabilité du vendeur) - **Art. 25 (activités annexes)** : accepte l'amendement n° 22 de la commission (extension des activités annexes aux locations de meublés saisonniers à usage de vacances) - **Art. 29 (sanctions pénales)** (p. 1116) : accepte les amendements de la commission n° 23 et n° 24 (extension de la lutte contre les pratiques illégales à l'égard de l'ensemble des professionnels du tourisme).

- **Conclusions du rapport de M. Jacques de Menou, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur sa proposition de loi (n° 317, 91-92), déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à faciliter le développement du tourisme rural** [n° 381 (91-92)] - (17 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1790, 1791) : tourisme rural : statistiques - Hébergement en milieu rural - Aménagement du territoire - Dérogations à la réglementation en matière de non-cumul emploi-retraite ou préretraite - Agritourisme - Engagement pris par le Gouvernement d'un prochain débat général sur l'interdiction du cumul emploi-retraite - **Art. 1^{er} (dérogation à l'interdiction du cumul emploi-retraite des salariés)** (p. 1793) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Fernand Tardy (activité d'hébergement réalisés sur des biens patrimoniaux) - **Art. 2 (dérogation à l'interdiction du cumul emploi-retraite des exploitants agricoles)** : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Fernand Tardy (même objet que l'amendement n° 1) - **Art. 3 (dérogation à l'interdiction du cumul emploi-préretraite agricole)** : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Fernand Tardy (même objet que les amendements n° 1 et n° 2) - **Après l'art. 3** (p. 1794) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 4 de M. Fer-

nant Tardy (exclusion des revenus provenant de la gestion de biens patrimoniaux touristiques de l'assiette des cotisations de protection sociale agricole).

– **Projet de loi fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours** - *Deuxième lecture* [n° 431 (91-92)] - (30 juin 1992) - Discussion générale (p. 2227, 2228).

– **Proposition de loi portant répartition des compétences dans le domaine du tourisme** - *Deuxième lecture* [n° 432 (91-92)] - (3 novembre 1992) - Discussion générale (p. 2950) : intervention des départements dans le domaine du tourisme - (p. 2951) : progression des résultats du tourisme français - Amendements du Gouvernement et de l'Assemblée nationale - Procédures contractuelles des collectivités locales - Partenariat - Mouvements associatifs - Reconnaissance législative des offices du tourisme - (p. 2952) : régions et départements d'outre-mer - Dimension intercommunale de l'action touristique - Stations classées - Amélioration du texte - (p. 2957) : souci de cohérence - **Art. 1^{er} A** (*principe du partage des compétences en matière de tourisme*) : souhaite le retrait de l'amendement n° 2 de M. Marc Boeuf (protection de l'environnement dans le domaine du tourisme) - **Art. 1^{er} B** (*compétences de l'Etat dans le domaine du tourisme*) (p. 2958) : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Louis Minetti (place des associations de vacances et de loisirs) - (p. 2959) : accepte l'amendement de précision n° 4 de la commission et s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Louis Minetti (concours de l'Etat aux actions engagées par les associations de tourisme social et familial) - **Art. 1^{er} D** (*coordination des interventions des collectivités territoriales dans le domaine du tourisme*) (p. 2960) : accepte l'amendement n° 5 de la commission (suppression du 1^{er} alinéa de l'article précisant les possibilités de coordination des interventions des collectivités territoriales dans le domaine du tourisme et rétablissement de l'ensemble des consultations rendues obligatoires par la loi du 29 juillet 1982) - **Art. 1^{er}** (*établissement d'un schéma d'aménagement touristique départemental*) : accepte l'amendement n° 6 de la commission (suppression de la notion de définition des actions à mener en matière de développement touristique dans les zones rurales par le schéma départemental) et s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Louis Minetti (participation du schéma départemental au développement complémentaire du tourisme et du loisir) - **Après l'art. 2** (p. 2961) : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Louis Minetti (examen annuel du rapport financier du comité départemental du tourisme par le conseil général siégeant en séance plénière) - **Art. 3** (*nature juridique et composition du comité départemental du tourisme*) (p. 2962) : accepte l'amendement rédactionnel n° 7 de la commission et s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Louis Minetti (représentation équilibrée des intervenants en matière de tourisme dans le département) - **Art. 4** (*missions du comité départemental du tourisme*) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Louis Minetti (collaboration des associations de tourisme social et familial) et accepte l'amendement n° 8 de la commission (coordination des actions de promotion du comité départemental du tourisme avec celles du comité régional de tourisme) - **Art. 5** (*ressources du comité départemental du tourisme*) (p. 2963) : son amendement n° 24 : examen du rapport financier du comité départemental du tourisme par le conseil général siégeant en séance plénière ; adopté - **Art. 6** (*offices de tourisme*) (p. 2964) : accepte les amendements de la commission n° 9 et n° 11, rédactionnels, et n° 10 (référence à la loi du 13 juillet 1992 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours) et s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Louis Minetti (collaboration des associations de tourisme et de loisirs) - (p. 2965) : accepte l'amendement n° 12 de la commission (compétence des structures de coopération intercommunale dans le domaine du tourisme) - Son amendement n° 25 : examen du rapport financier annuel de l'office du tourisme par le conseil municipal ou l'organe délibérant du groupement de communes ; adopté - **Après l'art. 6** : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Louis Minetti (composition des comités régionaux de tourisme) - **Art. 7** (*dispositions spécifiques aux départements d'outre-mer*) (p. 2966) ; accepte l'amendement n° 13 de la commission (organisations régionales et départementales du tourisme dans les régions et départements d'outre-mer) - **Après l'art. 7** : son amendement n° 23 : examen annuel du rapport financier du comité régional

du tourisme par le conseil régional siégeant en séance plénière ; adopté - **Art. 8** (*décrets en Conseil d'Etat*) (p. 2967) : accepte l'amendement de coordination n° 14 de la commission - **Sur l'ensemble** (p. 2968) : se réjouit du consensus - Qualité du travail - Remerciements au Sénat.

BEAUDEAU (Marie-Claude), sénateur du Val-d'Oise (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992) ; puis secrétaire (*JO Lois et décrets* du 9 octobre 1992).

- Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes jusqu'au 1^{er} octobre 1992.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Etablissement national des convalescents de Saint-Maurice.

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992).

Membre suppléant de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension (*JO Lois et décrets* du 9 décembre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail (22 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux relations entre les médecins et l'assurance maladie (24 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre le chômage d'exclusion (30 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale (14 octobre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique du sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine, et modifiant le code de la santé publique (16 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage (18 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (18 décembre 1992).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à l'interdiction du travail de nuit pour les femmes et visant à renforcer les protections dans les secteurs où il est indispensable [n° 504 (91-92)] (21 juillet 1992 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992) - **Code du travail**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 4 décembre 1992) (p. 3647) - Ministère : Santé - *Politique de la recherche et de la prévention contre le SIDA* - **Politique sociale**.

Questions orales sans débat :

n° 344 (JO Débats du 3 octobre 1991) (p. 2570) - Ministère : Intérieur - *Accroissement du nombre d'incendies d'entrepôts dans les zones industrielles du Val-d'Oise* - (Caduque avril 1992) - **Incendies.**

n° 407 (JO Débats du 14 avril 1992) (p. 630) - Ministère : Premier ministre - *Politique de l'emploi à Paris* - (Réponse : JO Débats du 16 mai 1992) (p. 1186) - **Emploi.**

n° 408 (JO Débats du 14 avril 1992) (p. 630) - Ministère : Travail - *Application de la loi sur les rémunérations des personnels de l'hôtellerie* - (Retirée : décembre 1992) - **Hôtels et restaurants.**

n° 417 (JO Débats du 29 avril 1992) (p. 923) - Ministère : Handicapés - *Réévaluation du pouvoir d'achat des handicapés* - (Réponse : JO Débats du 16 mai 1992) (p. 1187) - **Handicapés (prestations et ressources).**

n° 436 (JO Débats du 2 juin 1992) (p. 1451) - Ministère : Equipement - *Amélioration de la circulation routière dans le nord de l'Île-de-France* - (Réponse : JO Débats du 13 juin 1992) (p. 1653) - **Circulation routière.**

n° 437 (JO Débats du 2 juin 1992) (p. 1451) - Ministère : Equipement - *Amélioration des systèmes d'assainissement, d'évacuation et de traitement des eaux dans le Val-d'Oise* - (Réponse : JO Débats du 13 juin 1992) (p. 1654) - **Eau et assainissement.**

n° 469 (JO Débats du 21 octobre 1992) (p. 2732) - Ministère : Equipement - *Sécurité des riverains de l'aéroport Charles-de-Gaulle* - (Réponse : JO Débats du 7 novembre 1992) (p. 3107) - **Aéroports.**

n° 504 (JO Débats du 21 novembre 1992) (p. 3367) - Ministère : Equipement - *Financement du schéma directeur d'Île-de-France* - (Réponse : JO Débats du 5 décembre 1992) (p. 3717) - **Routes.**

n° 505 (JO Débats du 21 novembre 1992) (p. 3367) - Ministère : Santé - *Transfert de la maternité de l'hôpital sud d'Echirolles (Isère)* - (Réponse : JO Débats du 5 décembre 1992) (p. 3711) - **Santé publique.**

n° 509 (JO Débats du 25 novembre 1992) (p. 3412) - Ministère : Famille et personnes âgées - *Application en France de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant* - (Réponse : JO Débats du 5 décembre 1992) (p. 3708) - **Droits de l'homme.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail [n° 270 (91-92)]** - (28 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 890) : structures d'accueil collectives - Convention internationale des droits de l'enfant - Statut des assistantes maternelles - Ecoles maternelles - (p. 891) : crèches - Politique européenne de la petite enfance - Transfert de charges de l'Etat sur les collectivités territoriales - Agrément - (p. 892) : formation - Rémunérations - Avec le groupe communiste, s'abstiendra sur ce texte - **Art. 1^{er} (agrément préalable)** (p. 896) : son amendement n° 27 : durée de l'agrément fixée à deux ans ; rejeté - (p. 898) : intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (limitation du nombre des enfants accueillis par une assistante maternelle) - Son amendement n° 29 : modalités de renouvellement de l'agrément ; réservé puis devenu sans objet (p. 909) - **Art. 2 (régime des agréments)** - **Art. 123-1-1 du code de la famille et de l'aide sociale (délais d'instruction)** (p. 899) : son amendement n° 30 : décision de l'agrément subordonnée à une formation initiale ; rejeté - **Art. 123-1-2 (validité de l'agrément en cas de déménagement)** (p. 901) : son amendement n° 31 : garantie de la qualité de l'accueil ; rejeté - **Art. 3 (contrat d'accueil)** (p. 907) : son amendement n° 32 : consultation de l'assistante maternelle préalablement à la décision ; adopté - **Art. 4 (décret d'application)** : son amendement n° 33 : accompagnement professionnel des assistantes maternelles employées par les centres de placement familiaux ; rejeté - **Art. 5 (qualité d'agents non titulaires)** : son amendement n° 34 : création d'une sous-commission du comité technique

paritaire départemental pour prendre en charge le suivi de la profession ; rejeté - **Après l'art. 5** (p. 908) : son amendement n° 35, soutenu par Mme Paulette Fost : contribution financière de l'Etat ; devenu sans objet - **Art. 6 (compétence du service départemental de protection maternelle et infantile)** (p. 909) : son amendement n° 36 : transfert à l'Etat du financement de la formation ; rejeté - **Art. 7 (formation des assistantes maternelles à titre non permanent)** (p. 910) : son amendement n° 39 : durée minimale des actions de formation ; devenu sans objet - (p. 911) : se déclare opposée à l'amendement n° 22 de M. André Jourdain (réduction de la durée minimale de formation) - **Art. 9 (rémunération des assistantes maternelles à titre permanent)** : son amendement n° 40 : caractère mensuel de la rémunération ; devenu sans objet - **Art. 11 (coordination)** (p. 912) : son amendement n° 42, soutenu par Mme Paulette Fost : maintien des indemnités pour les assistantes maternelles accueillant des enfants à titre permanent de façon intermittente ; rejeté - **Après l'art. 11** : son amendement n° 43, soutenu par Mme Paulette Fost : droit aux congés payés pour les assistantes maternelles ; rejeté - **Avant l'art. 12** (p. 913) : son amendement n° 44 : charge des congés payés ; rejeté - **Art. 12 (cumul du salaire et des indemnités de congés payés)** : son amendement n° 45 : majoration pour les congés et repos non pris en raison du maintien de l'enfant ; rejeté - **Art. 13 (indemnités d'attente)** (p. 914) : son amendement n° 46 : maintien de la rémunération et des droits aux congés payés pendant les deux premiers jours d'absence d'un enfant ; rejeté - (p. 915) : son amendement n° 47 : prise en compte des conditions de l'accueil antérieur ; rejeté - **Après l'art. 13** : son amendement n° 48 : prolongation du délai pour la rupture du contrat de travail ; rejeté - (p. 916) : son amendement n° 49 : instauration d'une procédure préalable au licenciement ; rejeté - **Après l'art. 14** : son amendement n° 50, soutenu par Mme Paulette Fost : extension aux assistantes maternelles employées par des personnes morales de droit privé des droits élémentaires de l'ensemble des salariés ; rejeté - **Art. 17 (régime provisoire des assistantes maternelles à titre non permanent)** (p. 918) : se déclare opposé à l'amendement n° 24 de M. André Jourdain (coordination avec son amendement n° 22 à l'article 7) - **Art. 18 (régime transitoire des assistantes maternelles à titre permanent)** (p. 919) : se déclare opposée à l'amendement n° 70 du Gouvernement (allongement de la durée de formation pour les assistantes maternelles qui exercent depuis moins de cinq ans) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 921) : engagements du Gouvernement - Propositions du groupe communiste - Eléments positifs de ce projet de loi - Avec le groupe communiste, s'abstiendra.

- **Projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale [n° 314 (91-92)]** - (21 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1331) : abus d'autorité en matière sexuelle sur le lieu de travail - Harcèlement sexuel - (p. 1332) : droits des femmes - Egalité professionnelle - Réintégration en cas de licenciement - Licenciements abusifs - (p. 1333) : association européenne contre les violences faites aux femmes dans le travail, AVFT - Au nom du groupe communiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet - **Art. 1^{er} (définition des actes de harcèlement sexuel réprimés par le projet de loi)** - **Art. L. 122-46 du code du travail (protection du salarié contre l'abus d'autorité en matière sexuelle)** (p. 1338) : ses amendements, rédactionnels, n° 13, n° 14 et n° 16 ; n° 15 : extension de la définition des agissements fautifs aux allusions et aux suggestions ; et n° 17 : fixation de la valeur de l'indemnité par le tribunal ; devenus sans objet - **Art. L. 122-47 (responsabilité disciplinaire de l'employeur)** : ses amendements n° 18, rédactionnel, et n° 19 : conditions d'exercice par l'employeur de son pouvoir de sanction à l'encontre des responsables d'actes de harcèlement ; devenus sans objet - **Art. 2 (application des dispositions sanctionnant le harcèlement sexuel à la gestion du personnel dans l'entreprise)** (p. 1343) : ses amendements, soutenus par M. Jean Garcia, n° 20 : prise en compte dans la liste des interdictions du domaine de la sanction disciplinaire ; et n° 23 : nullité de plein droit des actes illicites ; devenus sans objet - **Après l'art. 2** (p. 1344) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 24 : prise en compte de la notion d'abus d'autorité dans le domaine sexuel dans le code pénal ; et n° 25 : répression du harcèlement sexuel ; rejetés - (p. 1345) : son amendement n° 26, soutenu par M. Robert Pagès : protection des agents de

la fonction publique ; devenu sans objet - **Après l'art. 4** (p. 1348) : ses amendements n° 29 : affichage de droit sur les lieux de travail des condamnations prononcées à la suite des procédures engagées par les victimes ; et n° 30 : extension à la fonction publique de l'affichage de droit sur le lieu de travail des condamnations prononcées lors des procédures engagées par les victimes ; rejetés - **Art. 5 (pouvoirs du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail)** (p. 1349) : son amendement de suppression n° 31 ; adopté - **Après l'art. 5** (p. 1350) : son amendement n° 32, soutenu par M. Robert Pagès : compétence des inspecteurs du travail en matière de protection des victimes du harcèlement sexuel ; retiré - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1350) : extension du champ d'application du texte à la fonction publique - Au nom du groupe communiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

- **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail - Deuxième lecture [n° 359 (91-92)]** - (17 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1776, 1777) : formation - Coût pour les départements - Demande la prise en charge par l'Etat - Procédure d'agrément - Concertation avec l'employeur. - **Art. 1^{er}** (p. 1778) : se déclare opposée à l'amendement n° 2 de la commission (suppression de la motivation du refus d'agrément) - **Art. 2 - Art. 123-1-1 du code de la famille et de l'aide sociale** (p. 1779) : ses amendements n° 12 : suppression de l'agrément tacite ; et n° 13 : subordination de l'agrément à une formation initiale ; rejetés - (p. 1780) : se déclare opposée à l'amendement n° 3 de la commission (modification ou retrait de l'agrément ; suppression de la commission consultative paritaire départementale) - **Art. 3** (p. 1781) : se déclare opposée à l'amendement n° 4 de la commission (notion d'accueil discontinu) - **Avant l'art. 7** : son amendement n° 14 : prise en charge par l'Etat des coûts de formation des assistantes maternelles imposés au département ; rejeté - **Art. 7** (p. 1782) : son amendement n° 15 : augmentation de la durée de formation obligatoire ; rejeté - **Art. 13** (p. 1783) : se déclare opposée à l'amendement n° 5 de la commission (procédure de licenciement : suppression de l'entretien préalable) - **Art. 14 bis (extension aux assistantes maternelles employées par les personnes morales de droit privé du droit d'expression reconnu aux salariés par le code du travail)** (p. 1784) : se déclare opposée à l'amendement de suppression n° 6 de la commission - **Art. 15** : se déclare opposée à l'amendement n° 7 de la commission (allongement du délai prévu pour la formation des assistantes maternelles accueillant des mineurs à titre permanent) - Son amendement n° 16 : allongement de la durée de formation prévue ; rejeté - **Après l'art. 18** (p. 1786) : se déclare opposée à l'amendement n° 9 de la commission (dispense de l'obligation de formation pour les assistantes maternelles à titre permanent et non permanent) - **Seconde délibération - Art. 17** (p. 1788) : se déclare opposée à l'amendement de conséquence n° 1 de la commission - **Art. 18** : s'oppose à l'amendement n° 2 de la commission (suppression de la motivation du refus d'agrément) - **Explication de vote sur l'ensemble** : abstention du groupe communiste sur ce projet de loi.

- **Conclusions du rapport de M. Jacques de Menou, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur sa proposition de loi (n° 317, 91-92), déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à faciliter le développement du tourisme rural [n° 381 (91-92)]** - (17 juin 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1794) : vote de cette proposition de loi par le groupe communiste.

- **Projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale - Deuxième lecture [n° 434 (91-92)]** - (29 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 2145, 2146) : principe d'égalité - Comité d'entreprise - **Art. 1^{er}** - **Art. L. 122-46 du code du travail** (p. 2146) : se déclare opposée à l'amendement n° 1 de la commission (infraction de dénonciation calomnieuse) - (p. 2147) : se déclare opposée à l'amendement n° 2 de la commission (suppression du principe de nullité de plein droit de la mesure prise à l'encontre du salarié) - **Art. L. 122-47** (p. 2148) : se déclare opposée à l'amendement n° 3 de la commission (substitution des mots : « tout salarié » aux mots : « toute personne ») -

Art. 5 (p. 2150) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 6 de la commission.

- **Projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 450 (91-92)]** - (29 juin 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2154) : vote du groupe communiste contre les conclusions de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle [n° 402 (91-92)]** - (29 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 2167) : lutte contre la pauvreté et le chômage - RMI - Réinsertion professionnelle et sociale - Logement - Santé publique - (p. 2168, 2169) : bilan du RMI - Montant de l'allocation de soutien - Politique de l'emploi - Transfert de responsabilités et des charges financières vers les collectivités locales - **Art. 1^{er} (aménagement du dispositif d'insertion)** - **Art. 36 de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 (programme annuel départemental d'insertion)** (p. 2186) : son amendement n° 112 : association des entreprises à la formation professionnelle et à l'embauche par le canal du conseil départemental d'insertion ; rejeté - **Avant l'art. 2** (p. 2201) : son amendement n° 113, soutenu par M. Louis Minetti : dépôt d'un projet de loi d'orientation sur l'ensemble des mesures à prendre pour combattre et prévenir les situations de pauvreté ; rejeté - **Art. 2 (Titre III bis nouveau de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 : lutte contre l'exclusion sociale)** - **Art. 43 de la loi précitée (dispositif de réponse à l'urgence sociale et de lutte contre la pauvreté)** (p. 2202) : son amendement n° 114, soutenu par M. Louis Minetti : réaffirmation du droit de réquisition des maires sur les logements vacants ; rejeté - **Art. 43-4 (financement du fonds départemental)** (p. 2205) : son amendement n° 115, soutenu par M. Louis Minetti : financement du fonds d'aide à l'insertion des jeunes en difficulté par l'Etat seul ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 43-5 (droit d'accès à une fourniture minimum d'eau et d'énergie)** (p. 2207) : son amendement n° 116 : ouverture du droit à une fourniture d'eau et d'énergie à tout allocataire du RMI et réglementation des coupures d'eau ; devenu sans objet.

Suite de la discussion - (30 juin 1992) - **Art. 18 (par priorité) (renouvellement des contrats emploi-solidarité et aménagement du dispositif de sortie pour certaines catégories de bénéficiaires)** (p. 2233) : son amendement n° 127, soutenu par M. Paul Souffrin : proposition d'un contrat à durée obligatoirement indéterminée à un salarié sortant d'un contrat emploi-solidarité ; rejeté - **Après l'art. 18** (p. 2234) : son amendement n° 128, soutenu par M. Paul Souffrin : possibilité pour l'usager des organismes paritaires exerçant une mission de service public de se faire accompagner par une personne de son choix ; rejeté - **Art. 2 bis (forfait pour jardin personnel)** (p. 2244) : ses amendements, soutenus par M. Paul Souffrin, n° 117 : suppression du forfait logement ; et n° 118 : absence de prise en compte des allocations familiales dans le calcul du RMI ; irrecevables (article 40 de la Constitution) - **Art. 3 (prise en compte d'un enfant à naître pour l'attribution du RMI aux moins de vingt-cinq ans)** (p. 2245) : ses amendements, soutenus par M. Paul Souffrin, n° 119 : extension du bénéfice du RMI aux jeunes ayant moins de vingt-cinq ans ; rejeté ; et n° 120 : rapprochement entre le RMI et l'impôt de solidarité sur la fortune, ISF ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 4 (allocation de revenu minimum d'insertion : attribution, versement, suspension)** (p. 2248) : son amendement n° 121, soutenu par M. Paul Souffrin : suppression de la possibilité de suspension du versement de l'allocation si, dans les trois mois, un contrat d'insertion n'est pas conclu ; rejeté - (p. 2249) : son amendement n° 122, soutenu par M. Paul Souffrin : suppression de la possibilité de suspension du versement de l'allocation pour non-renouvellement du contrat du fait de l'intéressé et sans motif légitime ; rejeté - (p. 2251) : son amendement n° 123 : versement de l'allocation de RMI en cas d'hospitalisation ; rejeté - **Art. 6 (réforme de l'aide médicale)** (p. 2255) : son amendement n° 124 : création d'un fonds national de l'aide médicale alimenté par une contribution sociale assise sur l'ensemble des revenus financiers ; devenu sans objet - **Art. 13 (prise en charge des cotisations de l'assurance personnelle pour les personnes admises au bénéfice de l'aide médicale)** (p. 2258) : son amendement n° 125 : création d'une cotisation spéciale assise sur les bénéfices que

les compagnies d'assurance et les banques retirent de leurs activités liées à la protection sociale; devenu sans objet - **Art. 17 (vérification des déclarations pour l'admission à l'aide médicale)** (p. 2259) : son amendement n° 126 : suppression des dispositions relatives à l'informatisation des données nécessaires à l'attribution de l'aide médicale; devenu sans objet - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2260) : grande loi d'orientation relative à la lutte contre le chômage et la pauvreté - Au nom du groupe communiste, s'abstiendra.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 477 (91-92)]* - (7 juillet 1992) - **Discussion générale** (p. 2486, 2487) : incrimination de l'auto-avortement - Contraception - Au nom du groupe communiste, demande un scrutin public sur l'ensemble du livre II.

- **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle** - *Nouvelle lecture [n° 489 (91-92)]* - (8 juillet 1992) - **Discussion générale** (p. 2527) : échec de la commission mixte paritaire - Montant de l'allocation du RMI et extension de son bénéfice aux jeunes âgés de moins de 25 ans - Transfert des charges financières vers les collectivités territoriales - Aide médicale - Le groupe communiste ne votera pas le projet de loi dans sa forme actuelle - Lutte contre la pauvreté.

- **Projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 6 (92-93)]* - (22 octobre 1992) - **Discussion générale** (p. 2840) : organisations féminines - Dispositions nouvelles - Embauche - Rôle du CHSCT - Huis clos.

- **Projet de loi modifiant le livre V du code de la santé publique et relatif à la pharmacie et au médicament** - *Deuxième lecture [n° 470 (91-92)]* - (4 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 2976) : champ d'activité des pharmacies hospitalières - Autorisation de mise sur le marché - Médicaments destinés à l'exportation - Avec le groupe communiste, votera contre ce projet de loi - **Art. 19 (certification des médicaments destinés à l'exportation)** (p. 2980) : son amendement n° 6 : certification du médicament par le ministère; rejeté.

- **Projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage [n° 514 (91-92)]** - (4 novembre 1992) - **Question préalable** (p. 2993) : soutient la motion n° 26 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Evolution du travail à temps partiel - Conséquences de l'exonération des charges - (p. 2994) : conséquences du projet de loi sur l'emploi - Statistiques du chômage - Chômage de longue durée - Propositions du groupe communiste - (p. 2995) : conséquences financières du projet de loi - (p. 2996) : absence de création d'emplois - Augmentation des licenciements et du chômage - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 2997, 2998) : soutient les amendements de Mme Michelle Demessine, n° 28 (initiative du salarié) et n° 32 (alignement du contrat à temps partiel sur les contrats à durée indéterminée).

- **Projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)].**

Discussion générale :

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3445) : projet de budget du logement - Construction de logements - Logements sociaux - Expulsions - (p. 3446) : plan de Mme Marie-Noëlle Lienemann pour les sans-abris - Plan d'urgence pour le logement social - Opposition au projet de budget.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit [n° 35 (92-93)]** - (9 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3842, 3843) : bruit et santé - Riverains des aéroports - Déréglementation des transports aériens - Industrie aéronautique - Aéroports de Paris - Demande le couvre-feu pour les aéroports français - (p. 3844) : déréglementation du transport aérien - Lutte contre le bruit et progrès de l'industrie aéronautique - **Avant l'art. 13** (p. 3858, 3859) : soutient les amendements n° 65 (création d'une commission compétente pour les décisions de création

ou d'extension d'infrastructures aéroportuaires après consultation des associations de riverains) et n° 66 (interdiction des atterrissages et décollages de nuit sur les aéroports situés à proximité des zones urbanisées) de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Après l'art. 15** (p. 3863, 3864) : soutient l'amendement n° 69 de Mme Danielle Bidard-Reydet (participation des élus des départements et des communes exposés aux nuisances sonores, et des associations de riverains aux décisions concernant le développement et les conditions d'exploitation des aéroports) - **Après l'art. 21** (p. 3871) : soutient l'amendement n° 74 de Mme Danielle Bidard-Reydet (mise à l'étude de la construction d'un troisième aéroport pour la région d'Ile-de-France).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique de sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine et modifiant le code de la santé publique [n° 71 (92-93)]** - (16 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4106, 4107) : rapport Degos - Sécurité transfusionnelle - Don bénévole du sang - Directives européennes - (p. 4108) : assimilation des produits stables dérivés du sang à des médicaments - Vote du groupe communiste contre ce projet de loi sous-tendu par l'idée de profit - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 4116) : se déclare opposée à l'amendement n° 94 de la commission (titre additionnel relatif à l'Agence du médicament) - **Art. 1^{er}** - **Art. L. 666-7 du code de la santé publique (utilisation du sang et de ses composants)** (p. 4121) : son amendement n° 46 : suppression de l'assimilation des produits stables aux médicaments; rejeté - **Art. L. 666-8 (tarifs de cession des produits labiles)** (p. 4122) : son amendement n° 47 : réintroduction des produits dérivés; rejeté - **Art. L. 666-10 (autorisation des importations de produits labiles)** (p. 4124) : son amendement n° 48, soutenu par M. Jean Garcia : limitation au sang et aux produits dérivés collectés suivant les règles du non-profit et du bénévolat; rejeté - Vote du groupe communiste contre l'amendement de coordination n° 9 de la commission - **Art. L. 666-11 (hémovigilance)** (p. 4125) : se déclare opposée à l'amendement de coordination n° 10 de la commission - Son amendement n° 49 : application du dispositif d'hémovigilance aux produits stables comme aux produits dérivés du sang; rejeté - **Art. 2 (chapitre II (nouveau) du code de la santé publique : « Du comité de sécurité transfusionnelle et de l'Agence française du sang »)** - **Art. L. 667-1 du code de la santé publique (comité de sécurité transfusionnelle)** (p. 4127) : son amendement n° 50 : composition du comité; rejeté - **Art. L. 667-8 (statut du personnel de l'Agence française du sang)** (p. 4130) : son amendement n° 51, soutenu par Mme Michelle Demessine : appartenance du personnel à la fonction publique; rejeté - **Art. L. 667-11 (création du fonds d'orientation de la transfusion sanguine)** (p. 4131) : son amendement n° 52 : suppression des dispositions prévoyant le financement du fonds d'orientation par une contribution des centres de transfusion; rejeté - **Art. L. 667-12 (ressources de l'Agence)** (p. 4133) : son amendement n° 53 : prise en charge totale par l'Etat; rejeté - **Art. 3 (chapitre III (nouveau) du code de la santé publique : « Des établissements de transfusion sanguine »)** - **Art. L. 668-1 du code de la santé publique (activités et statut des établissements de transfusion sanguine)** (p. 4135) : son amendement n° 54 : régime de la loi de 1901 pour les associations entre établissements de transfusion; rejeté - **Art. L. 668-4 (autorisation spécifique à l'exercice de certaines activités)** (p. 4136) : son amendement de suppression n° 55; rejeté - **Art. L. 668-5 (conditions de recours à des produits labiles issus de collectes faites en dehors du territoire français)** (p. 4137) : son amendement n° 56; autorisation limitée aux seuls produits collectés selon les principes du non-profit et du bénévolat; rejeté - **Art. 4 (chapitre IV (nouveau) du livre VI du code de la santé publique : « Des schémas d'organisation de la transfusion sanguine »)** - **Intitulé du chapitre IV** (p. 4139) : son amendement n° 57 : « Organisation de la transfusion sanguine »; rejeté - **Art. L. 669-1 du code de la santé publique (ressorts territoriaux des schémas)** : son amendement n° 58 : commissions départementales; rejeté - **Art. L. 669-2 (conditions d'élaboration des schémas)** (p. 4140) : son amendement n° 59 : commissions régionales; rejeté - **Art. L. 669-3 (contenu des schémas)** : son amendement n° 60 : missions de l'Agence française du sang; rejeté - **Art. L. 669-4 (commissions régionales et interrégionales d'organisation de la transfusion sanguine)** (p. 4141) : son amendement de suppression n° 61; rejeté - **Art. 5 (chapitre V (nouveau) du livre VI du code de la santé publique : « Des**

médicaments dérivés du sang et du Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies » - *Intitulé du chapitre V* (p. 4142) : son amendement n° 62 : « Des produits dérivés du sang et des laboratoires de fractionnement » ; rejeté - *Art. L. 670-1 (application du régime des médicaments aux produits stables dérivés du sang)* (p. 4143) : son amendement n° 63 : non-assimilation à des médicaments des produits concernés ; rejeté - *Art. L. 670-2 (laboratoires français du fractionnement et des biotechnologies)* : son amendement n° 64 : application des règles de non-profit aux laboratoires de fractionnement ; rejeté - *Art. L. 670-3 (application des dispositions relatives à la préparation et à la vente en gros des produits pharmaceutiques)* (p. 4144) : son amendement de suppression n° 65 ; rejeté - *Art. L. 670-4 (conditions de délivrance des autorisations de mise sur le marché de médicaments dérivés du sang)* (p. 4145) : son amendement n° 66 : nouvelle rédaction ; rejeté - *Après l'art. 9* (p. 4148, 4149) : ses amendements, n° 67 : diffusion des campagnes de promotion de don du sang par les médias audiovisuels ; et n° 68 : collecte du sang en entreprise ; rejetés - *Explication de vote sur l'ensemble* (p. 4155) : vote du groupe communiste contre ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage** - *Deuxième lecture* [n° 97 (92-93)] - (17 décembre 1992) - **Art. 18 (intervention du délégué du personnel en cas d'atteinte au droit des personnes ou aux libertés individuelles)** (p. 4235) : soutient l'amendement n° 55 de Mme Michelle Demessine (versement de l'astreinte à la victime) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4240) ; avec le groupe communiste, vote contre ce projet de loi.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° 87 (92-93)] - (17 décembre 1992) - **Art. 2 (statut des personnes pratiquant la vente par démarchage)** (p. 4250) : se déclare opposée à l'amendement de coordination n° 6 de la commission - Soutient l'amendement n° 101 de Mme Michelle Demessine, identique à l'amendement n° 7 de la commission (suppression du paragraphe 1 bis de l'article 2, supprimant la présomption de protection sociale et celle de contrat de travail existant entre les artistes et les organisateurs de spectacles) - **Art. 4 (procédure complémentaire de reconnaissance des maladies professionnelles, fondée sur une expertise individuelle)** (p. 4252, 4253) : soutient les amendements, n° 102 (maintien du caractère professionnel d'une maladie) et n° 103 de Mme Michelle Demessine (composition du comité régional de reconnaissance des maladies professionnelles).

Suite de la discussion - (18 décembre 1992) - **Art. 8 bis (par priorité) (unification du régime des accidents de la circulation liés au travail)** (p. 4288) : se déclare opposée à l'amendement de suppression n° 68 de M. Jacques Machet - **Art. 16 (par priorité) (adaptation de l'interdiction de partage d'honoraires à l'exercice des professions médicales sous forme de société)** (p. 4290) : soutient l'amendement de suppression n° 114 de Mme Michelle Demessine - **Art. 19 (par priorité) (exercice des activités de laboratoire d'analyse de biologie sous forme de société et réglementation de la sous-traitance dans ce secteur)** (p. 4296) : soutient l'amendement n° 116 de Mme Michelle Demessine (suppression de la possibilité pour certaines formes de société d'exercice libéral d'exploiter un laboratoire d'analyse de biologie médicale) - **Art. 6 (conditions de l'ouverture des activités de réassurance aux institutions de prévoyance)** (p. 4303) : soutient l'amendement de suppression n° 107 de Mme Michelle Demessine - **Art. 6 bis (transfert du portefeuille de contrats entre institutions de prévoyance)** (p. 4304) : soutient l'amendement de suppression n° 108 de Mme Michelle Demessine - **Art. 6 ter (possibilité de subrogation des institutions de prévoyance dans les droits d'un assuré pour le paiement des prestations à caractère indemnitaire)** : soutient l'amendement de suppression n° 109 de Mme Michelle Demessine - **Art. 6 quater (émission de titres participatifs par les institutions de prévoyance)** (p. 4305) : soutient l'amendement de suppression n° 110 de Mme Michelle Demessine - **Art. 9 (statut social des correspondants locaux de presse)** (p. 4306) : soutient l'amendement n° 111 de Mme Michelle Demessine (priorité donnée à la volonté contractuelle des parties) - **Art. 13 (tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles)** (p. 4308) : avec le groupe communiste, se déclare opposée à l'amendement n° 17 de la commission (suppression du paragraphe II de l'article 13 ten-

dant à valider rétroactivement la tarification des accidents du travail de 1989) - Soutient l'amendement n° 112 de Mme Michelle Demessine (suppression du paragraphe III de l'article 13 prévoyant un abattement du montant des cotisations pour les employeurs au titre de l'année 1993) - **Après l'art. 35 (par priorité)** (p. 4315) : avec le groupe communiste, sur l'amendement n° 120 de M. Michel Charasse, se déclare opposée au paragraphe I (report d'application des dispositions relatives à la départementalisation des services d'incendie de la loi d'orientation relative à l'administration territoriale de la République) et favorable au paragraphe II (service départemental d'incendie de la ville de Marseille) - Départementalisation - **Art. 20 (réforme des conditions de garantie et d'exercice de la réassurance applicable aux mutuelles)** (p. 4318) : soutient l'amendement de suppression n° 117 de Mme Michelle Demessine.

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique du sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine et modifiant le code de la santé** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 160 (92-93)] - (21 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4591) : centres de transfusion sanguine - Passage à l'économie de marché - Agence française du sang - Vote du groupe communiste contre les conclusions de la CMP.

BECART (Jean-Luc), sénateur du Pas-de-Calais (C).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 18 décembre 1992) (p. 4198) - Ministère : Premier ministre - *Politique de lutte contre la pauvreté* - **Politique sociale.**

Questions orales avec débat :

n° 21 (*JO* Débats du 19 juin 1992) (p. 1859) - Ministère : Agriculture - *Réforme de la politique agricole commune* - **Politique agricole commune (PAC).**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'adhésion au traité sur la non prolifération des armes nucléaires** [n° 249 (91-92)] - (29 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 944, 945).

- **Projet de loi modifiant le chapitre III du titre II du livre V du code de la santé publique relatif à la pharmacie vétérinaire** - *Deuxième lecture* [n° 396 (91-92)] - (26 juin 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2082) : délivrance de médicaments - Utilisation de produits interdits - Création d'une agence des médicaments - Abstention du groupe communiste sur ce texte.

- **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 441 (91-92)] - (26 juin 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2079) : formation professionnelle - Agrément tacite - Charges nouvelles - Procédure préalable de licenciement - Droit d'expression des assistants et assistantes - Abstention du groupe communiste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement** [n° 385 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (26 juin 1992) - **Art. 1^{er} (modification de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets)** - *Paragraphe I*

(*objectifs de la loi*) (p. 2085) : soutient les amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 83 (technologies) et n° 84 (stockage de déchets provenant de pays étrangers) - *Paragraphe IV (utilisation et recouvrement des sommes consignées et pouvoir du préfet d'imposer des déchets refusés)* (p. 2087) : soutient l'amendement n° 85 de Mme Danielle Bidard-Reydet (suppression de l'expression : « sur le territoire national ») - *Après le paragraphe XII* (p. 2094) : soutient l'amendement n° 86 de Mme Danielle Bidard-Reydet (limitation apportée à l'acheminement des déchets).

- **Projet de loi relatif à l'octroi de mer [n° 411 (91-92)]** - (1^{er} juillet 1992) - **Art. 1^{er} (opérations taxables)** (p. 2301) : son amendement n° 35, soutenu par M. Robert Pagès : nouvelle rédaction de cet article ; rejeté - Sur l'amendement n° 2 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), ses sous-amendements n° 36 et n° 38, soutenus par M. Robert Pagès ; rejetés - **Art. 10 (taux de l'octroi de mer)** (p. 2308) : son amendement n° 40, soutenu par M. Robert Pagès : suppression du paragraphe V de cet article relatif au rôle de la commission des Communautés européennes sur les demandes d'exonération de l'octroi de mer ; rejeté.

- **Conclusions du rapport de M. Michel Souplet**, fait au nom de la commission des affaires économiques et du Plan sur sa proposition de loi (n° 509, 1991-1992) déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à rendre obligatoire l'addition de 5 p. 100 de carburant d'origine agricole aux carburants pétroliers [n° 26 (92-93)] - (4 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3023) : utilité du développement du carburant d'origine agricole - Jachère des terres - Politique agricole commune, PAC - Négociations du GATT - Avec le groupe communiste, votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage - Deuxième lecture [n° 97 (92-93)]** - (17 décembre 1992) - **Art. 1^{er} (régimes légal et conventionnel des heures complémentaires)** (p. 4225) : soutient l'amendement n° 41 de Mme Michelle Demessine (suppression de la dernière phrase du premier alinéa et des deuxième et troisième alinéas du texte présenté par l'article premier) - **Art. 3 (institution d'un abattement sur les cotisations sociales patronales)** (p. 4228) : soutient l'amendement de suppression n° 43 de Mme Michelle Demessine - **Art. 14 (protection des libertés individuelles et de la vie privée)** (p. 4233) : soutient l'amendement n° 46 de Mme Michelle Demessine (droits des personnes et libertés individuelles et collectives) - **Art. 18 (intervention du délégué du personnel en cas d'atteinte au droit des personnes ou aux libertés individuelles)** (p. 4235) : soutient l'amendement n° 53 de Mme Michelle Demessine, tendant à supprimer la collaboration entre l'employeur et le délégué - **Art. 22 (révision des conventions et accords collectifs)** (p. 4238) : soutient l'amendement n° 58 de Mme Michelle Demessine (modalités de révision des négociations collectives) - **Art. 23 (ouverture du droit d'opposition aux avenants conclus antérieurement à la promulgation de la loi)** (p. 4239) : soutient l'amendement de coordination n° 59 de Mme Michelle Demessine.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1992 - Nouvelle lecture [n° 185 (92-93)]** - (23 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4746) : dérive des finances publiques - Dette publique cumulée - Politique dite de désinflation compétitive - Agriculture - Chômage - Sécurité sociale - Le groupe communiste et apparenté votera contre le projet de loi de finances rectificative.

BELCOUR (Henri), sénateur de la Corrèze (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques jusqu'au 1^{er} octobre 1992.

Membre suppléant de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de

pension instituée par l'article L. 8 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

- Membre de la commission d'enquête sur le système trans-fusionnel français en vue de son éventuelle réforme jusqu'au 12 juin 1992.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 4 décembre 1992) (p. 3658) - Ministère : Affaires sociales - *Difficultés de la Caisse de retraite des médecins français* - Médecins.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux relations entre les médecins et l'assurance maladie [n° 393 (91-92)]** - (24 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1985) : lien entre la conjoncture économique et le déficit de la sécurité sociale - Dérive vers le rationnement - Collèges électoraux pour l'élection des membres des unions professionnelles - Alternatives à l'hospitalisation - (p. 1986) : hospitalisation à domicile - Participation des mutuelles - Votera la motion tendant à opposer la question préalable.

BELIN (Gilbert), sénateur du Puy-de-Dôme (S).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

BELLANGER (Jacques), sénateur des Yvelines (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification ; de nouveau membre de cette délégation (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992).

Membre titulaire de la commission nationale d'urbanisme commercial (*JO Lois et décrets* du 15 octobre 1992).

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice (*JO Lois et décrets* du 25 novembre 1992).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire (*JO Lois et décrets* du 23 décembre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux relations entre transporteurs routiers de marchandises donneurs d'ordres et sous-traitants (10 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du régime pétrolier (16 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi relatif à la lutte contre le bruit (15 décembre 1992).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Urbanisme** - [n° 58 (92-93)] tome 15 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux** [n° 183 (91-92)] - (20 janvier 1992) - **Art. 1^{er}** (garanties accordées aux conseillers municipaux dans l'exercice de leur mandat) - **Art. L. 121-37 du code des communes** (compensation des pertes de revenus subies du fait des absences) (p. 285) : se déclare opposé aux amendements de suppression n° 27 de la commission et n° 159 de M. Paul Souffrin - **Art. L. 121-40 (plafonnement du temps d'absence autorisée)** (p. 290) : se déclare opposé à l'amendement n° 187 de M. Etienne Dailly (cas des entreprises employant moins de 100 salariés où l'élu exerce en outre un mandat de délégué du personnel ou de délégué syndical).

Suite de la discussion - (21 janvier 1992) - **Art. 13 (droit des élus départementaux à la formation)** - **Art. 13 de la loi du 10 août 1871 (voyages d'étude)** (p. 319) : intervient à propos de l'amendement de suppression n° 59 de la commission - **Après l'art. 16** (p. 320) : se déclare opposé à l'amendement n° 19 de M. Josselin de Rohan (rapport présenté par le ministre de l'intérieur devant le Parlement sur l'application des Titres I^{er} et II de la présente loi) - **Art. 24 (indemnités des conseillers généraux)** - **Art. 15 de la loi du 10 août 1871 (conditions d'indemnisation des membres du conseil général autres que les parlementaires pour leurs frais de déplacement dans le département)** (p. 342) : se déclare défavorable à l'amendement n° 3 de M. Yvon Bourges (application aux élus départementaux des régimes indemnitaires de la fonction publique et charges de fonctionnement des groupes politiques au sein des assemblées départementales).

- **Projet de loi relatif aux caisses de crédit municipal** [n° 292 (91-92)] - (5 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 987) : caisses de crédit municipal - Crise de liquidités - Concertation - Pouvoirs et responsabilités des communes-sièges - Statut juridique - Décentralisation - Avis favorable du groupe socialiste.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail** [n° 428 (91-92)] - (3 juillet 1992) - **Discussion générale** (p. 2415) : emploi - Apprentissage - Formation en alternance sous statut scolaire - (p. 2416) : attachement au caractère national des diplômes - Financement ; taxe d'apprentissage - Vote de ce texte par le groupe socialiste - **Après l'art. 10 bis** (p. 2245) : soutient l'amendement n° 36 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction de l'article L. 211-5 du code du travail et de l'article L. 58 du code des débits de boissons afin de permettre aux jeunes filles mineures l'emploi dans les débits de boissons, et l'accès aux formations préparant au CAP café-brasserie) .

- **Projet de loi relatif aux relations entre les professions de santé et l'assurance-maladie** - **Nouvelle lecture** [n° 78 (92-93)] - (21 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4614) : vote de ce projet de loi par le groupe socialiste - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4628) : abstention du groupe socialiste sur ce projet de loi modifié par le Sénat.

- **Projet de loi modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire** [n° 83 (92-93)] - (21 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4633, 4634) : nécessité de ne pas assimiler l'organisation de funérailles à un acte commercial - Bilan négatif du service public des pompes funèbres établi par le rapport de la mission interministérielle de 1989 - Inadaptation de la législation en vigueur - Suppression du monopole communal - Redéfinition du service public - Sanctions pour renforcer les conditions de la transparence et promouvoir la concurrence - Période

transitoire - Accord du groupe socialiste sur ce texte - **Art. 2 (règlement national et règlement municipal)** - **Art. L. 362-1-2 du code des communes (possibilité pour les conseils municipaux d'arrêter un règlement municipal)** (p. 4643) : se déclare opposé à l'amendement n° 8 de la commission (nouvelle rédaction de l'article prévoyant le respect du règlement national par le règlement municipal et la suppression de la référence à l'observatoire local) - **Art. 23 (période de transition)** (p. 4657) : se déclare favorable à l'amendement n° 33 de la commission (période transitoire égale pour les régies et les concessions) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4659) : instauration de la transparence et de l'égalité devant la loi - Avec le groupe socialiste, votera le texte ainsi modifié.

- **Projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques** - **Nouvelle lecture** [n° 169 (92-93)] - (21 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4662) : directives paysagères - Vote du groupe socialiste contre le texte modifié par le Sénat.

BELOT (Claude), sénateur de la Charente-Maritime (rattaché administrativement au groupe UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire (*JO* Lois et décrets du 23 décembre 1992).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'octroi de mer (1^{er} juillet 1992).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Economie et finances** - Charges communes - [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 7 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1993** [n° 55 (92-93)].

Discussion générale :

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3424) : fin possible du libre échange - (p. 3425) : accroissement de la dette publique - L'Etat emprunte pour payer les intérêts de la dette - Les collectivités territoriales doivent faire face au désengagement de l'Etat - L'esprit d'entreprise n'est pas favorisé - Entreprises publiques - (p. 3426) : compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur, COFACE - Insuffisance des prévisions budgétaires - Problème de l'agriculture - Biocarburants - Budget à contre-courant de la conjoncture.

Ben GUIGA (Monique), sénateur des Français établis hors de France (S).

Elue sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes (*JO* Lois et décrets du 16 octobre 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 4 décembre 1992) (p. 3646) - Ministère : Affaires étrangères - *Crédits destinés à l'Agence de l'enseignement français à l'étranger* - Enseignement.

Questions orales sans débat :

n° 476 (JO Débats du 28 octobre 1992) (p. 2877) - Ministère : Affaires étrangères - *Protection sociale des Français de l'étranger* - (Réponse : JO Débats du 21 novembre 1992) (p. 3353) - Français de l'étranger.

BERARD (Jacques), sénateur de Vaucluse (RPR).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

Membre de la commission des lois (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire (21 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités (12 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (26 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et à la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur (21 octobre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives (10 décembre 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 16 octobre 1992) (p. 2673) - Ministère : Premier ministre - *Concours financiers aux communes sinistrées du Vaucluse* - Catastrophes naturelles.

BERCHET (Georges), sénateur de la Haute-Marne (RDE) Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Juge suppléant de la Haute Cour de justice ; de nouveau juge suppléant (JO Lois et décrets du 28 octobre 1992).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

Membre titulaire du Conseil national des transports.

Membre suppléant du Conseil national de l'information statistique.

- Vice-président de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées jusqu'au 14 mai 1992.

- Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire (JO Lois et décrets du 23 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises (2 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code forestier (9 juin 1992).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Transports terrestres** - [n° 58 (92-93)] tome 18 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 485 (91-92)] - (2 juillet 1992) (p. 2359) : politique agricole commune, PAC - Revenu des agriculteurs - (p. 2360) : Haute-Marne - Céréales - Bovins - Charges d'exploitation - Impôts fonciers - Biocarburants - Conditions nouvelles de la PAC.

- **Projet de loi de finances pour 1993** [n° 55 (92-93)].

Discussion générale :

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3441) : projet de budget des transports terrestres - Désengagement de la SNCF en province - Aménagement du territoire - Inégalités des régions.

BEREGOVOY (Pierre), ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

Premier ministre le 2 avril 1992 (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

En qualité de ministre de l'économie, des finances et du budget

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif aux sociétés civiles de placement immobilier, aux sociétés de crédit foncier et aux fonds communs de créances [n° 271 (91-92)] (12 mars 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992) - Sociétés.

En qualité de Premier ministre

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Déclaration de politique générale, prononcée par M. Jack Lang, ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la

culture [n° 280 (91-92)] (8 avril 1992) - **Gouvernement (déclarations).**

Projet de loi relatif aux circonscriptions électorales pour l'élection des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger [n° 285 (91-92)] (9 avril 1992) - **Français de l'étranger.**

Projet de loi modifiant le chapitre III du titre II du livre V du code de la santé publique relatif à la pharmacie vétérinaire [n° 286 (91-92)] (9 avril 1992) - **Pharmacie (industrie).**

Projet de loi, présenté par M. Paul Quilès, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique et M. Jean-Pierre Sueur, Secrétaire d'Etat aux collectivités locales, relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique [n° 310 (91-92)] (28 avril 1992) - **Collectivités territoriales.**

Projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale [n° 314 (91-92)] (30 avril 1992) - **Travail.**

Projet de loi autorisant l'adhésion de la France à la convention pour la reconnaissance mutuelle des inspections concernant la fabrication des produits pharmaceutiques [n° 315 (91-92)] (30 avril 1992) - **Traités et conventions.**

Projet de loi relatif à l'installation de réseaux de distribution par câble de services de radiodiffusion sonore et de télévision [n° 318 (91-92)] (6 mai 1992) - **Communication audiovisuelle.**

Déclaration du Gouvernement, prononcée par M. Jean-Noël Jeanneney, sur la presse et l'audiovisuel [n° 331 (91-92)] (12 mai 1992) - **Communication audiovisuelle.**

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Emirats arabes unis relative à l'entraide judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale [n° 338 (91-92)] (13 mai 1992) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu [n° 339 (91-92)] (13 mai 1992) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière civile et commerciale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay [n° 340 (91-92)] (13 mai 1992) - **Traités et conventions.**

Projet de loi sur la zone d'attente des ports et des aéroports et portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 386 (91-92)] (5 juin 1992) - **Etrangers.**

Projet de loi relatif à la colombophilie [n° 387 (91-92)] (5 juin 1992) - **Animaux.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble une déclaration) [n° 421 (91-92)] (17 juin 1992) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre la République française et les Emirats arabes unis sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole interprétatif) [n° 422 (91-92)] (17 juin 1992) - **Traités et conventions.**

Déclaration du Gouvernement, prononcée par M. Louis Mermeas, ministre de l'agriculture et de la forêt, sur la réforme de la politique agricole commune [n° 485 (91-92)] (2 juillet 1992) - **Gouvernement (déclarations).**

Projet de loi relatif aux procédures de passation de certains contrats dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications [n° 506 (91-92)] (31 juillet 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992) - **Marchés publics.**

Projet de loi autorisant l'approbation du protocole au Traité sur l'Antarctique, relatif à la protection de l'environnement [n° 510 (91-92)] (20 août 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant la ratification du Traité entre la France et la Russie [n° 511 (91-92)] (20 août 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992) - **Traités et conventions.**

Projet de loi relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art [n° 512 (91-92)] (27 août 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992) - **Arts et spectacles.**

Projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage [n° 514 (91-92)] (17 septembre 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992) - **Travail.**

Projet de loi portant réforme du régime pétrolier [n° 517 (91-92)] (23 septembre 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992) - **Hydrocarbures.**

Projet de loi organique rendant applicable l'article 8 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 sur la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques aux opérations électorales régies par la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 [n° 519 (91-92)] (30 septembre 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992) - **Vie politique et sociale.**

Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit [n° 35 (92-93)] (4 novembre 1992) - **Environnement.**

Déclaration du Gouvernement, prononcée par M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture sur les négociations du GATT [n° 63 (92-93)] (25 novembre 1992) - **Gouvernement (déclarations).**

Déclaration du Gouvernement, prononcée avec M. Jean-Pierre Soisson, ministre de l'agriculture sur les négociations du GATT [n° 69 (92-93)] (26 novembre 1992) - **Gouvernement (déclarations).**

Projet de loi portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales [n° 81 (92-93)] (2 décembre 1992) - **Collectivités territoriales.**

Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à la conciliation et à l'arbitrage au sein de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe [n° 193 (92-93)] (23 décembre 1992) - **Traités et conventions.**

Projet de loi relatif à la protection des occupants et des acquéreurs de biens immeubles à usage d'habitation ou à usage professionnel et d'habitation [n° 194 (92-93)] (24 décembre 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Logement.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Christian Bonnet : **Projets ou propositions de loi (Inflation normative)** (JO Débats du 15 mai 1992) (p. 1142).

de Mme Hélène Luc : **Traités et conventions (Référendum sur le traité de Maastricht)** (JO Débats du 15 mai 1992) (p. 1147).

de M. Charles Lederman : **Référendum (Conséquences des résultats du référendum du 20 septembre 1992 sur la politique européenne de la France)** (JO Débats du 16 octobre 1992) (p. 2675).

de M. Xavier de Villepin : **Francophonie (Conférence de Libreville)** (JO Débats du 16 octobre 1992) (p. 2678).

de M. Josselin de Rohan : **Communautés européennes (Compromis du Luxembourg et négociations du GATT)** (JO Débats du 18 décembre 1992) (p. 4201).

INTERVENTIONS

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 280 (91-92)] - (8 avril 1992) - Lue à la tribune par M. Jack

Lang, ministre de l'éducation nationale (p. 539) : élections régionales et cantonales - Formations politiques traditionnelles - (p. 540) : Europe - Chômage - Accords de Maastricht - Stabilité monétaire - (p. 541) : reprise économique - TVA - Emplois - Préretraites - Service national - Syndicalisme - Jeunesse défavorisée - Insécurité - (p. 542) : corruption - Financement de l'activité politique - Education nationale - Sécurité sociale - Environnement - Modernisation du service public - Intégration des immigrés - (p. 543) : désarmement - Agriculture - Départements et territoires d'outre-mer - Ecologie - (p. 544) : modes de scrutin - Majorité présidentielle.

- **Questions orales avec débat jointes : politique générale du Gouvernement** - (16 avril 1992) - Intervient dans le débat constitutif aux questions jointes de MM. Ernest Cartigny, Claude Estier, Robert Vizet, Jacques Habert, Roger Romani, Daniel Hoeffel et Jean-Claude Gaudin (p. 672 à 677).

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - (2 Juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1419) : révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Maastricht - Modifications géopolitiques - (p. 1420) : politique étrangère et de sécurité commune - Croissance économique et solidarité - Monnaie unique - Banque centrale européenne - Souveraineté nationale - (p. 1421) : droit de vote et d'éligibilité des ressortissants de la Communauté aux élections locales et européennes - Citoyenneté européenne.

Congrès du Parlement :

(23 juin 1992) - (p. 4) : révision de la Constitution selon la procédure de l'article 89 - Signature du traité d'Union européenne à Maastricht le 7 février 1992 - Suède, Finlande, Autriche et Suisse, futurs membres de la Communauté.

- **Déclaration du Gouvernement sur les négociations du GATT** [n° 63 (92-93)] - (25 novembre 1992) - Lue à la tribune par M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture (p. 3434 à 3436).

- **Déclaration du Gouvernement sur les négociations du GATT suivie d'un débat** [n° 69 (92-93)] - (26 novembre 1992) (p. 3488) : position de la France dans les négociations internationales du GATT - Vote de cohésion nationale à l'Assemblée nationale - (p. 3489) : les accords de Washington sont inacceptables - Défense des intérêts de l'agriculture française - Réforme de la politique agricole commune - Europe solidaire - Vote négatif de l'opposition à l'Assemblée nationale - (p. 3490) : difficultés des négociations à venir - Hommage à M. René Monory - Détermination du Gouvernement à faire prévaloir les intérêts fondamentaux de la France - Utilisation éventuelle du droit de veto - L'Europe doit respecter la France.

BERGE-LAVIGNE (Maryse), sénateur de la Haute-Garonne (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques ; de nouveau membre de cette délégation (*JO* Lois et décrets du 16 octobre 1992).

- Membre de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme jusqu'au 12 juin 1992.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant mise en oeuvre par la République française de la directive du conseil des communautés européennes CEE n° 91-680 complétant le système commun de la taxe sur la valeur ajoutée et modifiant, en vue de la suppression des contrôles aux frontières, la directive CEE n° 77-388 et de la directive CEE n° 92-12 relative au régime général, à la détention, à la circulation et au contrôle des produits soumis à accise (18 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'anticipation de la suppression du taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée (18 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux produits soumis à certaines restrictions de circulation (20 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'octroi de mer (1^{er} juillet 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1993 (2 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1992 (18 décembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Economie et finances** - Commerce extérieur - [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 9 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la presse et l'audiovisuel** [n° 331 (91-92)] - (12 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1077, 1078) : télévision éducative - Coopération interministérielle - Service public - ARTE.

- **Projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale** [n° 314 (91-92)] - (21 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1329) : droits des femmes - Harcèlement sexuel - Licenciements abusifs - Travail des femmes - Chômage féminin - (p. 1330) : harcèlement sexuel - Association européenne contre les violences faites aux femmes dans le travail, AVFT - Abus de pouvoir - (p. 1331) : harcèlement sexuel - Droits des victimes - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1351) : regrette la suppression de l'article 5 relatif à l'action de prévention exercée par le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, CHSCT - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

Deuxième lecture [n° 434 (91-92)] - (29 juin 1992) - **Art. 2** (*application des dispositions sanctionnant le harcèlement sexuel à la gestion du personnel dans l'entreprise*) (p. 2148, 2149) : se déclare opposée à l'amendement n° 4 de la commission (suppression des dispositions relatives au contenu des entretiens d'embauche ou des questionnaires remplis par les demandeurs d'emploi ou les salariés) - **Art. 5** (*pouvoirs du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail*) (p. 2150) : vote du groupe socialiste contre l'amendement de suppression n° 6 de la commission - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2152) : souhaite un accord en CMP.

- **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle** [n° 402 (91-92)] - (29 juin 1992) - **Art. 1^{er}** (*aménagement du dispositif d'insertion*) - **Art. 42-4 de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988** (*nature et échéancier du contrat*) (p. 2200) : soutient l'amendement n° 130 de M. Claude Estier (implication des intervenants locaux dans la mise en oeuvre de l'insertion).

- **Projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 462 (91-92)] - (30 juin 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2269) : gestion des déchets - Protec-

tion de l'environnement - Avis favorable du groupe socialiste sur ce texte.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 477 (91-92)] - (7 juillet 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2500) : banalisation de l'auto-avortement - A titre personnel, ne votera pas le texte élaboré par la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et à la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur** [n° 487 (91-92)] - (21 octobre 1992) - **Avant le titre 1^{er}** (p. 2821) : se déclare favorable à l'amendement n° 117 de M. Charles Lederman (auto-avortement).

- **Projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 6 (92-93)] - (22 octobre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2842, 2843) : se réjouit de l'adoption d'un tel texte - Avec le groupe socialiste, votera le texte issu des travaux de la CMP.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1990** [n° 465 (91-92)] - (29 octobre 1992) - **Discussion générale** (p. 2916, 2917) : désinflation - Rigueur de gestion - Diminution de la pression fiscale - Progression de la dette publique - Reports des crédits - Vote de ce projet de loi par le groupe socialiste.

- **Proposition de loi organique modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances pour instituer un contrôle du Parlement sur la participation de la France au budget des Communautés européennes** [n° 479 (91-92)] - (29 octobre 1992) - **Discussion générale** (p. 2928) : croissance de la contribution de la France au budget de la CEE - Contrôle parlementaire - **Explication de vote sur l'ensemble** : vote du groupe socialiste contre cette proposition de loi organique modifiée par le Sénat.

- **Projet de loi modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales** [n° 348 (91-92)] - (8 décembre 1992) - **Art. 18 bis (accouchement anonyme)** (p. 3759) : inclusion du principe de l'accouchement anonyme dans le code civil - Primauté de la parenté sociale - Recherche en maternité - (p. 3760) : au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de cet article.

BERNADAUX (Jean), sénateur de la Meurthe-et-Moselle (UC)
Elu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

BERNARD (Jean), sénateur de la Marne (RPR) Elu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire (*JO* Lois et décrets du 23 décembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° 87 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (18 décembre 1992) - **Après l'art. 35** (p. 4334) : soutient l'amendement n° 85 de M. Jacques Machet (dérogation aux dispositions en faveur du parrainage).

BERNARD (Roland), sénateur du Rhône (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992) ; puis secrétaire (*JO* Lois et décrets du 9 octobre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique** - *Deuxième lecture* [n° 361 (91-92)] - (24 juin 1992) - **Art. 1^{er}** (réservé jusqu'après l'examen des articles du livre IV annexé) - **Art. 432-12 du code pénal (délit d'ingérence)** (p. 1955) : se déclare favorable à l'amendement n° 26 de la commission (reprise du texte adopté par le Sénat en première lecture).

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national relatives à la réserve du service militaire** [n° 115 (92-93)] - (21 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4603, 4604) : présence de militaires français dans l'ancienne Yougoslavie - Plan « Réserves 2000 » - Définition du temps de crise pouvant nécessiter le recours aux réservistes - Union de l'Europe occidentale, UEO - Vote de ce projet de loi par le groupe socialiste.

BERNARDET (Daniel), sénateur de l'Indre (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

BESSE (Roger), sénateur du Cantal (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Hubert Haenel, relative au droit d'installation dans l'artisanat, et à la protection des consommateurs [n° 308 (90-91)] (30 avril 1991) - **Commerce et artisanat** - Reprise le 29 octobre 1992.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours** [n° 312 (91-92)] - (13 mai 1992) - **Art. 13 (conditions d'exercice de la profession de guide-interprète)** ; son intervention présentée par M. Emmanuel Hamel (p. 1112).

BESSON (Jean), sénateur de la Drôme (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

BETTENCOURT (André), sénateur de la Seine-Maritime (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - Suite de la discussion - (9 juin 1992) - Discussion générale (p. 1497) : Danemark - Droit de vote et d'éligibilité des ressortissants de la Communauté européenne aux élections municipales - (p. 1498) : citoyenneté européenne - Participation du Parlement à l'oeuvre communautaire - Fédéralisme - Monnaie unique - Mécanisme de majorité qualifiée - Conseil européen - Europe de la défense - Souveraineté nationale - (p. 1499) : référendum français.

BIALSKI (Jacques), sénateur du Nord (S) - *Questeur du Sénat*. Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

Elu questeur du Sénat (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi modifiant le régime du travail dans les ports maritimes** [n° 349 (91-92)] - (26 mai 1992) - Discussion générale (p. 1386) : compétitivité des ports français - CEE - Grand marché intérieur - (p. 1387) : modernisation des équipements et des infrastructures portuaires - Malaise social - Modification du statut des dockers de 1947 - Mensualisation - Rôle de la Caisse nationale de garantie des ouvriers dockers, CAINAGOD - Droit du travail - Importance des taux de chômage - (p. 1388) : développement des dessertes terrestres - Modernisation de la gestion portuaire - Aménagement de l'espace portuaire - Insuffisante productivité de la manutention en raison d'un surnombre de dockers - Mensualisation - Maîtrise du taux d'inemploi des dockers intermittents - Adaptation de l'organisation du travail aux réalités économiques - Annonce dès 1970 de la mensualisation des dockers par M. Chalandon - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

– **Projet de loi relatif aux relations entre les médecins et l'assurance maladie** [n° 393 (91-92)] - (24 juin 1992) - Discussion générale (p. 1980) : protection sociale - Rôle des médecins dans la maîtrise des dépenses - Infirmiers - (p. 1981) : plafonds d'activité.

BIANCO (Jean-Louis), ministre des affaires sociales et de l'intégration.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

Ministre de l'équipement, du logement et des transports le 2 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

En qualité de ministre des affaires sociales et de l'intégration

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi, présenté avec M. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés, relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail [n° 270 (91-92)] (12 mars 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992) - Action sanitaire et sociale.

En qualité de ministre de l'équipement

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à la protection des occupants et des acquéreurs de biens immeubles à usage d'habitation ou à usage pro-

fessionnel et d'habitation [n° 194 (92-93)] (24 décembre 1992) ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - Logement.

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Joël Bourdin : **Bâtiment et travaux publics** (*Situation financière du secteur du bâtiment*) (JO Débats du 16 octobre 1992) (p. 2677).

de M. Serge Vinçon : **Aviation civile** (*Situation d'Air France*) (JO Débats du 16 octobre 1992) (p. 2680).

de M. Georges Mouly : **Autoroutes** (*Autoroute A89 Bordeaux-Clermont Ferrand*) (JO Débats du 18 décembre 1992) (p. 4201).

de M. Jean-Jacques Robert : **Transports ferroviaires** (*Tracé pour l'interconnexion sud de l'Île-de-France*) (JO Débats du 18 décembre 1992) (p. 4209).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 436 de Mme Marie-Claude Beaudou : **Circulation routière** (*Amélioration de la circulation routière dans le nord de l'Île-de-France*) (JO Débats du 13 juin 1992) (p. 1653).

n° 437 de Mme Marie-Claude Beaudou : **Eau et assainissement** (*Amélioration des systèmes d'assainissement, d'évacuation et de traitement des eaux dans le Val-d'Oise*) (JO Débats du 13 juin 1992) (p. 1654).

n° 493 de M. Roger Lise : **Départements et territoires d'outre-mer** (*Crise du secteur du bâtiment dans le département de la Martinique*) (JO Débats du 28 novembre 1992) (p. 3519).

n° 500 de M. Paul Moreau : **Banques et établissements financiers** (*Situation de la banque française commerciale Océan indien*) (JO Débats du 28 novembre 1992) (p. 3518).

n° 469 de Mme Marie-Claude Beaudou : **Aéroports** (*Sécurité des riverains de l'aéroport Charles-de-Gaulle*) (JO Débats du 7 novembre 1992) (p. 3107).

n° 471 de M. Roger Husson : **Trains à grande vitesse (TGV)** (*Conditions de réalisation du TGV-Est*) (JO Débats du 7 novembre 1992) (p. 3108).

n° 479 de M. Guy Robert : **Pharmacie** (*Nécessité du maintien d'une pharmacie dans la commune de Romagne (Vienne)*) (JO Débats du 7 novembre 1992) (p. 3110).

n° 480 de Mme Françoise Seligmann : **Autoroutes** (*Réalisation de l'autoroute A86 à Antony (Hauts-de-Seine)*) (JO Débats du 7 novembre 1992) (p. 3109).

n° 513 de M. Roger Husson : **Anciens combattants et victimes de guerre** (*Situation des anciens combattants d'Alsace-Moselle*) (JO Débats du 12 décembre 1992) (p. 3966).

n° 515 de M. Marcel Bony : **Transports ferroviaires** (*Désengagement du transport ferroviaire en milieu rural*) (JO Débats du 12 décembre 1992) (p. 3964).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la mise à disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services** [n° 412 (91-92)] - (20 octobre 1992) - Discussion générale (p. 2699) : décentralisation - Organisation et financement des directions départementales de l'équipement, DDE - Concertation - Etat, départements, communes - Statut des personnels - Subdivisions territoriales - (p. 2700) : services publics et événements exceptionnels - Parc départemental de l'équipement - Conventions de mise en oeuvre des prestations des parcs départementaux de l'équipement - Organisation des DDE - Instance nationale de conciliation - Neutralité financière de la décentralisation - (p. 2711) : procédure d'urgence - Indemnités des corps techniques des conseils généraux - Relations financières entre les départements, les communes et l'Etat - Tech-

nostructure du ministère de l'équipement - Unité du service public - Rapprochement des DDE et des directions départementales de l'agriculture et de la forêt - (p. 2712) : concertation avec les personnels - Rôle du parc départemental - Système du compte de commerce - **Art. 1^{er}** (*mise à disposition du département*) (p. 2713) : accepte les amendements rédactionnels de la commission n° 1, n° 2 et n° 3 - **Art. 2** (*activités du parc de l'équipement*) (p. 2714) : s'oppose à l'amendement n° 44 de M. Félix Leyzour (mention de l'activité du parc de l'équipement dans un compte d'activité particulier) ainsi qu'à l'amendement n° 32 de la commission saisie pour avis (surveillance des opérations par la commission d'évaluation des charges) - Accepte l'amendement n° 31 de la commission saisie pour avis (mise en place d'un compte de commerce) - **Art. 3** (*convention relative au parc de l'équipement*) (p. 2715) : accepte les amendements de la commission n° 4 rédactionnel, n° 5 (remplacement des mots « représentant de l'Etat dans le département » par le mot « préfet ») et n° 53 rédactionnel - (p. 2716) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 55 (assouplissement de la limitation de l'évolution annuelle du montant des prestations du département afin de prendre en compte les situations exceptionnelles) et n° 54 de coordination, et s'oppose au n° 6 (soumission pour information du projet de convention et du projet d'avenant au comité technique paritaire de la direction départementale de l'équipement) - (p. 2717) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 7 (report de la date limite pour la signature de la convention) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 8 (ouverture d'un nouveau délai pour la signature de la convention) - **Art. 3 bis** (*retrait du département du parc de l'équipement*) (p. 2718) : sur les amendements de la commission, accepte les n° 9 et n° 11 rédactionnels, n° 10 (remplacement des mots « représentant de l'Etat dans le département » par le mot « préfet »), et s'oppose au n° 12 (réduction du délai prévu pour régler le désengagement du parc) - (p. 2719) : sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 13 de cohérence et le n° 14 rédactionnel - **Art. 4** (*absence de convention relative au parc de l'équipement*) : sur les amendements de la commission, accepte les n° 15 et n° 17 de coordination, ainsi que le n° 16 rédactionnel - **Art. 5** (*convention relative à la mise à disposition des services de l'équipement*) (p. 2720) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 18, rédactionnel, et les n° 19 (remplacement des mots « représentant de l'Etat dans le département » par le mot « préfet ») ; n° 56 (prorogation de la date d'expiration de la convention) et n° 20 (report de la date limite pour la signature de la convention) ; s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 21 (ouverture d'un nouveau délai pour la conclusion de la convention après le prochain renouvellement des conseils généraux) - **Art. 6** (*adaptation de l'organisation des services*) (p. 2721) : compromis autour de l'idée de service public - (p. 2722) : sur les amendements de la commission, accepte les n° 23, n° 57 et n° 25, tendant à remplacer les mots « représentant de l'Etat dans le département » par le mot « préfet », le n° 24, rédactionnel, et s'oppose au n° 22 (réduction de six à trois mois du délai dont dispose le préfet pour établir le projet d'organisation), ainsi qu'aux amendements n° 45 de suppression de M. Félix Leyzour, et n° 46 de M. Camille Cabana (possibilité pour le conseil général, s'il estime que le projet d'organisation ne répond pas aux conditions posées par le présent article, de saisir la commission nationale de conciliation) - **Art. 7** (*absence de convention relative à la mise à disposition des services de l'équipement*) (p. 2723) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 27 (report de la date limite pour la signature de la convention), et le n° 28 rédactionnel, et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 29 (conséquence de l'ouverture d'un nouveau délai pour la signature des conventions relatives aux services de l'équipement autres que le parc) - **Après l'art. 7** (p. 2724, 2725) : s'oppose à l'amendement n° 30 de la commission (création d'une commission nationale de conciliation) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 52 de M. Jean-Louis Carrère (création d'une instance de conciliation et caractère suspensif du recours devant cette instance) - **Art. 10** (*par priorité*) (*compensation financière des transferts de charge*) : s'oppose à l'amendement n° 41 de la commission saisie pour avis (rétablissement des dispositions supprimées par l'Assemblée nationale dans une nouvelle rédaction) - **Art. 8** (*dépenses de personnel*) (p. 2726, 2727) : sur les amendements de la commission saisie pour avis, accepte le n° 33 de conséquence, le n° 34 de coordination, les

n° 35 et n° 36 faisant référence aux effectifs du département et s'oppose au n° 37 (communication des vacances de postes par le préfet et intervention de la commission instituée par l'article 94 de la loi du 7 janvier 1983 en cas de désaccord) - S'oppose à l'amendement n° 49 de M. Philippe Adnot (remise à jour du niveau des effectifs pour le calcul de la compensation financière du transfert de charges opéré dans le cadre du projet de loi en matière de direction départementale de l'équipement) - **Art. 9** (*droit d'option des agents non titulaires*) (p. 2728) : sur les amendements de coordination de la commission saisie pour avis, accepte le n° 38 et s'oppose au n° 39 - (p. 2729) : s'oppose à l'amendement n° 43 de M. Alfred Foy (titularisation du personnel non titulaire et parité entre les fonctions publiques) et accepte l'amendement de coordination n° 40 de la commission saisie pour avis - **Après l'art. 11** : accepte l'amendement n° 42 de la commission saisie pour avis (prise en compte de la réouverture du délai de conclusion de convention entre le département et l'Etat).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 34 (92-93)] - (12 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3140) : accord en commission mixte paritaire, CMP - Création d'une instance de conciliation par la loi pour une durée déterminée - Prise en compte du principe selon lequel l'année de référence doit être celle qui précède la sortie effective de l'article 30 - Principe du maintien des prestations réciproques rompu par certains conseils généraux - (p. 3141) : calendrier d'application de la loi - Projet favorable au renforcement du service public de l'équipement.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques [n° 10 (92-93)]** - Suite de la discussion - (3 décembre 1992) - **Art. 27** (*appel public de candidatures*) (p. 3632) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 146 de la commission et n° 249 de M. Charles Lederman - Sur les amendements de M. Claude Estier, s'oppose au n° 207 (conditions de soumission à une offre des candidats étrangers) et accepte le n° 208 (rétablissement de l'adverbe « notamment ») - **Après l'art. 27** (p. 3633) : accepte l'amendement n° 147 de la commission (suppression de la disposition de la loi du 6 février 1992 relative à la publicité préalable des délégations de service public des collectivités locales) - **Art. 28** (*durée et renouvellement des conventions de délégation de service public*) (p. 3634) : s'oppose aux amendements de la commission, n° 148 (possibilité pour les collectivités locales d'apprécier plus librement la durée des conventions de délégations de service public) et n° 149 (possibilité d'autoriser des prolongations de conventions de délégations de service public) - S'oppose à l'amendement n° 209 de M. Claude Estier (possibilité pour l'assemblée délibérante de la collectivité de prolonger la durée de la convention sans avoir à recourir de nouveau à l'appel d'offres annuel mais à la condition expresse de se prononcer chaque année par un vote pour certaines conventions dont le montant est fixé par arrêté ministériel et notamment pour les transports scolaires) - **Art. 29** (*exceptions*) (p. 3636) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 150 de la commission et à l'amendement n° 1 de M. Jean-Jacques Robert (exclusion du champ d'application du chapitre IV consacré aux délégations de service public des syndicats d'intérêt collectif agricole pour l'électrification) - **Art. 30** (*délibération sur le principe de la délégation*) (p. 3637) : accepte l'amendement rédactionnel n° 151 de la commission - **Art. 31** (*appel public de candidatures pour les délégations de service public des collectivités locales*) : s'oppose à l'amendement de conséquence n° 152 de la commission - **Art. 32** (*choix du délégataire*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 153 de la commission - **Art. 33** (*négociation directe*) (p. 3638) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 154 de la commission - **Art. 34** (*pièces à joindre aux conventions de délégation de service public transmises aux préfets ; application aux groupements et aux établissements publics*) : accepte l'amendement de précision n° 155 de la commission - **Art. 34 bis** (*entrée en vigueur de la réglementation des délégations de service public*) : s'oppose à l'amendement n° 156 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 35** (*contrats des sociétés d'économie mixte, des organismes privés d'HLM et des sociétés d'économie mixte de construction de logements sociaux*) (p. 3639) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 157 du Gouvernement (application du dispositif du premier paragraphe « sous réserve » des dispositions

déjà existantes) - (p. 3640) : s'oppose aux amendements identiques n° 217 de M. Jean Huchon et n° 218 de M. José Balarello (soumission des contrats passés par des organismes privés d'ILM à des règles de publicité et de mise en concurrence suivant des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat) - **Art. 36** (*extension de la compétence de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés*) (p. 3642) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 158 de la commission et à l'amendement n° 46 de M. Jean-Marie Rausch. (exclusion des établissements industriels et commerciaux non soumis aux règles de la comptabilité publique et exerçant leur activité dans des conditions proches de celles des entreprises privées) - **Art. 37** (*extension du référé précontractuel*) (p. 3643) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 159 de la commission.

- **Projet de loi relatif aux relations de sous-traitance dans le domaine du transport routier de marchandises** [n° 77 (92-93)] - (10 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3916) : développement et maîtrise de la sous-traitance du transport routier - Crise des transports routiers de l'été dernier - Définition de l'infraction relative à la pratique de prix trop bas conclus entre les professionnels - Caractère irremplaçable et importance économique du secteur routier - Croissance des trafics - Politique des « flux tendus » - Limitation du champ d'application de ce projet aux relations entre professionnels - (p. 3917) : couverture de tous les cas de sous-traitance du transport routier - Preuve de la transaction et du prix versé - Rôle des agents du contrôle routier - Responsabilisation de l'opérateur de transport - Rééquilibrage des rapports commerciaux entre les donneurs d'ordres et les sous-traitants - **Art. 4** (*répression des donneurs d'ordres qui contractent à un prix insuffisant*) (p. 3922) : s'oppose aux amendements de la commission n° 1 (abaissment à trois cent mille francs et en cas de récidive à six cent mille francs de l'amende sanctionnant les donneurs d'ordres qui contractent à un prix insuffisant) et n° 2 (suppression du 7ème alinéa de cet article relatif à la possibilité pour le transporteur ou le loueur évincé en raison d'un prix trop bas de se porter partie civile) - **Art. 5** (*conditions de constatation des infractions*) (p. 3923) : accepte l'amendement rédactionnel n° 3 de la commission - **Art. 6** (*rapport sur l'application de la loi*) : s'oppose à l'amendement n° 4 de la commission (définition des conditions d'application de la loi aux transports internationaux par décret en Conseil d'Etat).

- **Projet de loi portant réforme du régime pétrolier - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 148 (92-93)] - (20 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4541) : accord en commission mixte paritaire, CMP - Modernisation de la loi de 1928 - Approvisionnement pétrolier de la France dans les meilleures conditions de sécurité - Modalités de contrôle des stocks - Etat garant de la sécurité de l'approvisionnement - **Art. 12** (p. 4543) : son amendement n° 1 : possibilité d'effectuer les contrôles en l'absence du propriétaire ou de son représentant ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 4544).

- **Projet de loi relatif aux relations de sous-traitance dans le domaine du transport routier de marchandises - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 149 (92-93)] - (20 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4545) : montant des peines - Champ d'application de la loi - Transport national et international - Assainissement de la concurrence et amélioration de la sécurité routière.

BIARNES (Pierre), sénateur des Français établis hors de France (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

BIASINI (Emile), secrétaire d'Etat aux grands travaux.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

Secrétaire d'Etat aux grands travaux le 4 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (JO Lois et décrets du 5 avril 1992).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 459 de M. Bernard Laurent : **Entreprises nouvelles** (*Fiscalité applicable aux créations d'entreprises*) (JO Débats du 24 octobre 1992) (p. 2854).

n° 462 de M. Gérard LARCHER : **Police** (*Construction d'un nouveau commissariat de police à Rambouillet*) (JO Débats du 24 octobre 1992) (p. 2851).

n° 463 de M. Gérard LARCHER : **Elevage** (*Situation des éleveurs de chevaux de course*) (JO Débats du 24 octobre 1992) (p. 2851).

n° 464 de M. Robert Vizet : **Réfugiés** (*Sécurité des demandeurs du droit d'asile Turcs d'origine kurde*) (JO Débats du 24 octobre 1992) (p. 2849).

n° 467 de M. Pierre Lacour : **Chasse** (*Difficultés d'application de l'article 16 de la loi du 6 juillet 1992 relatif à l'indemnisation des dégâts de gibier*) (JO Débats du 24 octobre 1992) (p. 2853).

BIDARD-REYDET (Danielle), sénateur de la Seine-Saint-Denis (C).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992) ; puis secrétaire (JO Lois et décrets du 9 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique (22 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (26 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'installation de réseaux de distribution par câble de services de radiodiffusion sonore et de télévision (26 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la validation d'acquis professionnels pour la délivrance de diplômes et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale (1^{er} juillet 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 12 juin 1992) (p. 1577) - Ministère : Environnement - **Sommet de Rio - Environnement.**

Questions orales sans débat :

n° 336 (JO Débats du 22 juin 1991) (p. 1969) - Ministère : Education - **Suppression d'une classe d'école primaire à Pantin** - (Retirée : avril 1992) - **Enseignement primaire.**

n° 454 (JO Débats du 18 juin 1992) (p. 1796) - Ministère : Education - *Fermeture et vente du cinéma « Le Carrefour » à Pantin (Seine-Saint-Denis)* - (Réponse : JO Débats du 27 juin 1992) (p. 2103) - Cinéma.

n° 455 (JO Débats du 18 juin 1992) (p. 1796) - Ministère : Education - *Fermeture de deux classes maternelle et primaire à Pantin (Seine-Saint-Denis)* - (Réponse : JO Débats du 27 juin 1992) (p. 2104) - Enseignement primaire.

n° 456 (JO Débats 18 juin 1992) (p. 1797) - Ministère : Intérieur - *Prévention de la délinquance et surveillance du quartier des Courtilières à Pantin (Seine-Saint-Denis)* - (Réponse : JO Débats du 27 juin 1992) (p. 2106) - Sécurité publique.

n° 461 (JO Débats du 3 octobre 1992) (p. 2583) - Ministère : Recherche - *Délocalisation du Centre national du machinisme agricole et du génie rural des eaux et forêts d'Antony* - (Réponse : JO Débats du 24 octobre 1992) (p. 2855) - Délocalisation.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement [n° 5 (91-92)]** - (21 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 698) : office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques - Biotechnologie - Environnement - (p. 699) : directives européennes - Rôle du Parlement - Renvoi aux décrets - Autorité administrative - Dissémination d'organismes modifiés - Commission de génie génétique - Conséquences de l'apparition des biotechnologies - Transports - **Art. 3 (organes consultatifs)** (p. 702) : ses amendements, relatifs à la composition des commissions, n° 21 ; retiré ; et n° 22 ; devenu sans objet - **Art. 20 (conditions de communication des informations fournies à l'appui des demandes d'autorisation, de dissémination et de mise sur le marché)** (p. 712) : activités de défense - Secret militaire - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 716) : directives européennes - Parlement français - Procédure réglementaire.

- **Projet de loi relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique [n° 310 (91-92)]** - (25 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1363) : lois de décentralisation - Collectivités territoriales - Accès à la lecture et aux oeuvres cinématographiques - (p. 1364) : bibliothèques centrales de prêt, BCP - Extension des bibliobus en zones rurales - Lecture publique - Bibliothèques municipales à vocation régionale - Bibliothèque de France - Bibliothèques universitaires - Cinéma - Subvention des salles de cinéma par les collectivités locales - Fréquentation des salles de cinéma - Exploitants indépendants et grands groupes - Promotion du cinéma français - Abstention du groupe communiste sur le texte de ce projet de loi tel qu'il est présenté.

- **Projet de loi relatif au dépôt légal - Deuxième lecture [n° 351 (91-92)]** - (5 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1471) : financement du dépôt légal - Accès des personnes handicapées aux documents déposés - Les sénateurs du groupe communiste et apparenté s'abstiendront lors du vote du projet de loi.

- **Projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement - Deuxième lecture [n° 362 (91-92)]** - (22 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1916) : directives européennes - Information du public - Développement du génie génétique - Sauvegarde de l'environnement - **Art. 3** (p. 1917) : son amendement n° 13 : présence des représentants des associations de consommateurs et d'associations de protection de l'environnement dans la composition de la commission du génie génétique ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement [n° 385 (91-92)]** - (22 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1934) : déchets ménagers - Déchets industriels -

Environnement - Développement de la recherche - Information du public - Importation de déchets - Décharges - Exemple de l'Ile-de-France - Stockage souterrain - (p. 1935) : élimination des déchets - Fiscalité - Collectivités territoriales.

Suite de la discussion - (26 juin 1992) - **Art. 1^{er} (modification de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets) - Paragraphe 1 (objectifs de la loi)** (p. 2085) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Luc Bécart, n° 83 : technologies ; et n° 84 : stockage de déchets provenant de pays étrangers ; rejetés - **Paragraphe IV (utilisation et recouvrement des sommes consignées et pouvoir du préfet d'imposer des déchets refusés)** (p. 2087) : son amendement n° 85, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : suppression de l'expression « sur le territoire national » ; devenu sans objet - **Après le paragraphe XII** (p. 2094) : son amendement n° 86, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : limitation apportée à l'acheminement des déchets ; rejeté - **Paragraphe XV (plans départementaux)** (p. 2118) : son amendement n° 87 : renforcement du rôle et du pouvoir des assemblées territoriales concernées ; devenu sans objet - (p. 2119) : son amendement n° 88 : mise en conformité avec la présente loi dans un délai de trois ans de tous les schémas ou plans arrêtés antérieurement ; adopté - **Art. 5 (modifications de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) - Paragraphe 1 (stockage souterrain de déchets)** (p. 2125) : son amendement n° 89 : stockage souterrain en couche géologique profonde des produits dangereux ; rejeté - **Paragraphe IV (durée maximale d'exploitation)** (p. 2127) : son amendement n° 90 : prise en compte de tous les facteurs de nuisance des décharges et autres installations ; rejeté - **Art. 6 (introduction de dispositions relatives aux stockages souterrains dans la loi du 15 juillet 1975) - Art. 11-3 de la loi du 15 juillet 1975 (exploitation concomitante d'activité minière et de stockage)** (p. 2131) : son amendement n° 91 : nécessité d'éviter toute concomitance entre le stockage des déchets et l'exploitation minière ; rejeté - **Art. 7 (introduction de dispositions financières dans la loi du 15 juillet 1975) - Art. 22-3 de la loi précitée (déclaration du tonnage réceptionné)** (p. 2135) : ses amendements n° 92 : renforcement des moyens en personnels assermentés affectés dans les départements ; et n° 93 : suppression de la troisième phrase du premier alinéa du paragraphe II relative à l'avis de passage des agents assermentés ; rejetés - **Art. 9 (modifications de l'article 24 de la loi du 15 juillet 1975)** (p. 2137) : son amendement n° 94 : opposition au stockage des déchets étrangers sur le territoire français ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2138, 2139) : protection de l'environnement - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie - Renforcement du nombre des inspecteurs assermentés - Avis favorable du groupe communiste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la validation d'acquis professionnels, pour la délivrance de diplômes et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale [n° 456 (91-92)]** - (1^{er} juillet 1992) - **Question préalable** (p. 2323) : soutient la motion n° 17 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable - Accès à des études de qualité - Droit à une formation de haut niveau - Dégradation des conditions d'accueil et d'enseignement - Financement du système éducatif - Chômage - Enseignement privé - (p. 2324) : système éducatif - Forfait d'externat - Contexte européen - **Art. 1^{er} (validation d'acquis professionnels pour l'obtention des diplômes de l'enseignement supérieur)** (p. 2327) : soutient l'amendement n° 18 de Mme Hélène Luc (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 2 (validation des acquis professionnels pour l'obtention de diplômes de l'enseignement technologique)** (p. 2329) : soutient l'amendement n° 20 de Mme Hélène Luc (vérification des connaissances par le jury) - **Art. 3 (création de commissions paritaires d'établissements)** (p. 2330) : soutient les amendements de Mme Hélène Luc, n° 21 (recrutement et promotion des ingénieurs) et n° 22 de coordination - **Art. 5 (délégation des pouvoirs aux présidents d'université en matière de recrutement et de gestion des personnels)** (p. 2331) : soutient l'amendement de suppression n° 24 de Mme Hélène Luc - **Après l'art. 6** (p. 2332) : soutient l'amendement n° 26 de Mme Hélène Luc (accès pour les directeurs de l'Ecole pratique des hautes études à l'éméritat) - **Art. 10 (limitation d'âge des enseignants-chercheurs)** (p. 2333) : soutient l'amendement n° 27 de Mme Hélène Luc (report de l'âge normal de la retraite jusqu'à la fin de l'année universitaire avec l'accord des person-

nels intéressés) - **Après l'art. 13** (p. 2334) : soutient l'amendement n° 28 de Mme Hélène Luc (établissement à caractère médical, sanitaire ou social) - **Avant l'art. 15** (p. 2337) : se déclare opposée à l'amendement n° 15 de la commission (subvention des collectivités territoriales aux établissements privés) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2339) : avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail [n° 428 (91-92)]** - (3 juillet 1992) - **Discussion générale** (p. 2417, 2418) : lacunes du système d'apprentissage - Critique la loi du 23 juillet 1987 et la création d'une filière unique jusqu'au niveau d'ingénieur - Service des intérêts du patronat - Financement de l'apprentissage - Centres de formation d'apprentis, CFA - Procédure d'agrément - Apprentissage dans le secteur public ; juridiction compétente en cas de litige - Vote du groupe communiste contre ce projet de loi - **Après l'art. 1^{er} A** (p. 2423) : soutient l'amendement n° 38 de M. Paul Souffrin (objectif d'obtention d'une première qualification professionnelle de niveau 5) - **Art. 1^{er} (adaptation de la durée du contrat au niveau de compétence de l'apprenti)** (p. 2424) : soutient l'amendement n° 40 de M. Paul Souffrin (alignement de la durée du contrat sur la durée du cycle de formation en faisant l'objet) - **Art. 2 (délégation par le CFA de tout ou partie des enseignements)** (p. 2426, 2427) : soutient les amendements de M. Paul Souffrin, n° 42, de suppression, et n° 43 (suppression de la possibilité offerte aux entreprises de dispenser elles-mêmes une partie des enseignements délivrés en centre de formation) - **Art. 3 (initiative de la création d'un CFA et contenu de la convention)** : soutient l'amendement n° 44 de M. Paul Souffrin (représentation des organisations syndicales représentatives au sein du conseil de perfectionnement) - **Après l'art. 4** (p. 2430) : soutient les amendements de M. Paul Souffrin n° 47 (statut national des personnels enseignants des CFA) et n° 48 (mention de l'interdiction du travail du dimanche et du travail de nuit dans le contrat d'apprentissage) - **Art. 5 (procédure d'agrément de l'entreprise)** (p. 2432) : soutient l'amendement n° 50 de M. Paul Souffrin (conditions requises de l'entreprise) - **Après l'art. 6** (p. 2435) : soutient l'amendement n° 51 de M. Paul Souffrin (salaire des apprentis) - **Art. 7 (coordination et harmonisation - Rôle du maître d'apprentissage - Salaire de l'apprenti)** (p. 2436) : soutient l'amendement n° 53 de M. Paul Souffrin (retour à la fixation semestrielle de la rémunération de l'apprenti) - **Après l'art. 7** (p. 2438, 2439) : soutient les amendements de M. Paul Souffrin, n° 58 (participation des délégués syndicaux et du personnel), n° 59 (maîtres d'apprentissage au sein de l'entreprise), n° 60 (prise en compte des apprentis dans le calcul des effectifs des entreprises) et n° 61 (droit de vote et d'éligibilité aux élections professionnelles) - **Art. 8 (financement de la formation des maîtres d'apprentissage)** : soutient l'amendement de suppression n° 62 de M. Paul Souffrin - **Après l'art. 8** (p. 2441) : soutient les amendements de M. Paul Souffrin, n° 63 (nouveau système de financement de l'apprentissage) et n° 64 (suppression des exonérations patronales) - **Art. 9 (inspection de l'apprentissage)** (p. 2442) : soutient l'amendement n° 65 de M. Paul Souffrin (suppression de la référence à l'enseignement supérieur) - (p. 2444) : soutient l'amendement n° 67 de M. Paul Souffrin (extension des domaines de consultation du comité d'entreprise) - **Art. 11 (introduction, à titre expérimental, de l'apprentissage dans le secteur public)** (p. 2445) : soutient l'amendement de suppression n° 68 de M. Paul Souffrin - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2448) : vote du groupe communiste contre ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la validation d'acquis professionnels pour la délivrance de diplômes et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale - Nouvelle lecture [n° 496 (91-92)]** - (8 juillet 1992) - **Discussion générale** (p. 2513) : texte insuffisant pour une formation de qualité - Déréglementation de l'enseignement supérieur - Enseignement privé - Insuffisance des moyens accordés à l'éducation - Au nom du groupe communiste, se déclare opposée à l'adoption de ce projet - **Art. 1^{er}** (p. 2514) : soutient l'amendement n° 1 de Mme Hélène Luc (présentation d'un bilan de l'application de cette loi par le Gouvernement devant le Parlement dans le délai de six mois) - **Art. 4** : soutient l'amendement de suppression n° 2 de Mme Hélène Luc - **Art. 5** (p. 2515) : soutient l'amendement de suppression n° 3 de Mme Hélène Luc -

Art. 10 : soutient l'amendement n° 4 de Mme Hélène Luc (décision de report de l'âge normal de la retraite après accord des personnes intéressées) - - **Art. 14 bis** (p. 2518) : au nom du groupe communiste, se déclare opposée à l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Explication de vote sur l'ensemble** : au nom du groupe communiste, se déclare opposée à l'adoption de ce projet.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 491 (91-92)]** - (8 juillet 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2523) : sélection impitoyable dans les entreprises - Amortissement des dépenses de formation - Au nom du groupe communiste, se déclare opposée à l'adoption de ce projet.

- **Projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage [n° 514 (91-92)]** - (4 novembre 1992) - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 2998) : soutient l'amendement n° 30 de Mme Michelle Demessine (remplacement de l'avis du comité d'entreprise par l'accord de celui-ci) - **Art. 1^{er} (régimes légal et conventionnel des heures complémentaires - Art. L. 214-4-3 du code du travail)** (p. 3001) : soutient l'amendement n° 36 de Mme Michelle Demessine (suppression des alinéas prévoyant la diminution du délai de prévenance par voie de convention) - **Art. 4 (rétroactivité des dispositions relatives à l'abatement de cotisations sociales)** (p. 3005) : soutient l'amendement de suppression n° 42 de Mme Michelle Demessine.

- **Projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)].**

Discussion générale :

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3457) : budget du sport en constante régression - Désengagement de l'Etat - (p. 3458) : enseignement scolaire - Manque en personnel administratif - Réforme de l'enseignement supérieur - Plan « Université 2000 » - Budget de la recherche et du développement - Abandon du programme Hermès.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit [n° 35 (92-93)]** - (9 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3836) : bruit et santé - (p. 3837) : recherche scientifique et prévention des nuisances sonores - Laboratoire de sensibilisation au bruit de l'hôpital Cochin - Pouvoirs des maires - Bruit dans l'entreprise - Riverains d'autoroutes - Nuisances du transport routier par camions - Protection des riverains contre les nuisances sonores liées au transport ferroviaire - Urbanisme - (p. 3838) : indemnisation des riverains des aéroports - **Art. 1^{er} (objectifs de la loi)** (p. 3848) : son amendement n° 57 : priorité du développement de la recherche scientifique en matière de lutte contre les nuisances sonores ; devenu sans objet - **Intitulé du Titre I^{er}** : son amendement n° 58 : « Prévention des nuisances sonores » ; adopté - **Art. 2 (prescriptions applicables aux objets susceptibles de provoquer des nuisances sonores élevées)** (p. 3849) : son amendement n° 60 : mention des utilisateurs des objets visés ; devenu sans objet - **Art. 5 (dérogation)** (p. 3851) : son amendement n° 61 : maintien des dispositions des codes de l'aviation civile, de la route ou du travail quand elles sont plus protectrices ; devenu sans objet - **Art. 6 (prescriptions applicables aux activités bruyantes)** : son amendement n° 62 : activités bruyantes exercées dans les entreprises ; devenu sans objet - (p. 3853) : son amendement n° 63 : délai de mise en conformité ; devenu sans objet - **Art. 11 (classement des infrastructures de transport terrestre en fonction de leur impact sonore)** (p. 3856) : son amendement n° 64, soutenu par Mme Hélène Luc : renforcement du dispositif ; devenu sans objet - **Avant l'art. 13** (p. 3858, 3859) : ses amendements, soutenus par Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 65 : création d'une commission compétente pour les décisions de création ou d'extension d'infrastructures aéroportuaires après consultation des associations de riverains ; et n° 66 : interdiction des atterrissages et décollages de nuit sur les aéroports situés à proximité des zones urbanisées ; rejetés - **Après l'art. 13** (p. 3861) : son amendement n° 67 : taxe d'atténuation des nuisances sonores au voisinage des hélicoptères en milieu urbain ; rejeté - **Art. 14 (taux de la taxe)** (p. 3862) : sur l'amendement n° 26 de la commission (affectation du produit de la redevance à un compte spécial de prévention et de réparation des dom-

mages résultant des nuisances phoniques), son sous-amendement n° 68, soutenu par Mme Hélène Luc ; devenu sans objet - **Après l'art. 15** (p. 3863, 3864) : ses amendements n° 69, soutenu par Mme Marie-Claude Beauveau : participation des élus des départements et des communes exposés aux nuisances sonores, et des associations de riverains aux décisions concernant le développement et les conditions d'exploitation des aéroports ; n° 70, soutenu par Mme Hélène Luc : affectation au produit de la taxe au fonds d'aide aux riverains des grands aéroports ; et n° 71 : commission d'atténuation des nuisances sonores ; rejetés - **Art. 16** (*recherche et constatation des infractions*) (p. 3866) : son amendement n° 72 : non obligation d'information du procureur de la République dans le cas des agents des douanes ; rejeté - **Art. 19** (*procédure d'injonction sous astreinte*) (p. 3869) : son amendement n° 73 : ajournement de peine ; rejeté - **Après l'art. 21** (p. 3871) : son amendement n° 74, soutenu par Mme Marie-Claude Beauveau : mise à l'étude de la construction d'un troisième aéroport pour la région d'Ile-de-France ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** : abstention du groupe communiste.

- **Discussion des conclusions du rapport de M. Bernard Laurent**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 260, 91-92) de M. Ernest Cartigny, tendant à modifier l'article L. 112-16 du code de la construction et de l'habitation pour ce qui concerne les nuisances dues à certaines activités [n° 50 (92-93)] - (9 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3875, 3876) : vote du groupe communiste contre cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 143 (92-93)] - (20 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4539) : réduction des émissions sonores et des activités bruyantes à l'intérieur des entreprises - Réduction des nuisances dues aux hélicoptères - Perception et gestion de la taxe par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ADEME - Absence de couvre-feu pour l'activité aéroportuaire - (p. 4540) : absence de prévention pour le développement de la recherche scientifique - Abstention du groupe communiste sur le texte de la commission mixte paritaire, CMP.

- **Projet de loi portant réforme du régime pétrolier - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 148 (92-93)] - (20 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4544) : remise en cause des dispositions fondamentales de la loi de 1928 - Attribution d'une liberté d'action quasi totale aux compagnies pétrolières - Au nom du groupe communiste, se déclare opposée à l'adoption de ce projet.

- **Projet de loi relatif aux sociétés civiles de placement immobilier, aux sociétés de crédit foncier et aux fonds communs de créances - Deuxième lecture** [n° 125 (92-93)] - (20 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4559) : crise du logement - Société civile de placement immobilier, SCPI, fondée sur la recherche de la rentabilité maximale - Spéculations immobilières - Au nom du groupe communiste, se déclare opposée à l'adoption de ce projet.

- **Conclusions du rapport de M. Jean Arthuis**, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de résolution (n° 90, 92-93), de M. Hubert Haenel tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire [n° 151 (92-93)] - (20 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4561) : privatisation du secteur public - Amoindrissement des missions de service public - Nombreuses suppressions d'emplois en application des contrats de plan SNCF-Etat - Mise en cause de la sécurité - Optique de rentabilité financière - Destruction du maillage régional - Souhaite la relance du trafic ferroviaire de marchandises et le développement du transport combiné - Prélèvements financiers excessifs - (p. 4562) : importance de l'endettement - Défavorable au principe d'une participation financière des collectivités locales - Au nom du groupe communiste, se déclare opposée à cette proposition de résolution.

BILLARDON (André), ministre délégué à l'énergie le 2 octobre 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (*JO Lois et décrets* du 3 octobre 1992).

INTERVENTIONS

- **Conclusions du rapport de M. Michel Souplet**, fait au nom de la commission des affaires économiques et du Plan sur sa proposition de loi (n° 509, 1991-1992) déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à rendre obligatoire l'addition de 5 p. 100 de carburant d'origine agricole aux carburants pétroliers [n° 26 (92-93)] - (4 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3019) : conséquences de la nouvelle PAC et de la mise en jachère des terres - Diversification des marchés - Ethanol et ester d'huile végétale - Exonération de la taxe intérieure sur les produits pétroliers, TIPP, pour les biocarburants - Soutiens publics - Commission consultative pour les carburants de substitution - (p. 3020) : handicap constitué par l'obligation d'incorporation - Risques sur l'amélioration de la compétitivité et sur la meilleure adaptation du produit aux débouchés - Prise en compte du contexte communautaire - Effets pervers de la vente de biocarburants telle qu'elle est proposée dans la proposition de loi - Dangers de l'obligation d'incorporation - Nécessité du dialogue et de la négociation - (p. 3025) : rôle des biocarburants en face de l'introduction de la jachère - (p. 3026) : compétitivité et amélioration de la qualité - Mission confiée à M. Raymond Lévy - Exemple américain - Défisiscalisation - Négociations du GATT - Directives européennes - Enjeu majeur des biocarburants - **Art. unique** (*obligation d'incorporation*) (p. 3029) : priorité de la question des biocarburants pour le Gouvernement - Gestion interprofessionnelle.

- **Projet de loi portant réforme du régime pétrolier** [n° 517 (91-92)] - (5 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3043) : consommation pétrolière française - Dépendance à l'égard du pétrole - Pouvoirs publics - (p. 3044, 3045) : politique de sécurité des approvisionnements - Libéralisation de l'activité pétrolière - Stocks pétroliers - Capacité de transport maritime des raffinés sous pavillon français - Contrôle et sanctions - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 3052, 3053) : demande le retrait de l'amendement n° 1 de M. Philippe François (incorporation obligatoire et progressive de biocarburants dans les essences, supercarburants, gazole et fioul domestique) et, sur ce dernier, du sous-amendement n° 50 de M. Jean-Pierre Masseret - **Demande de réserve** - (p. 3054) : demande la réserve du vote sur l'amendement n° 1 (incorporation obligatoire et progressive de biocarburants dans les essences, supercarburants, gazole et fioul domestique) - **Art. 1^{er}** (*régime de liberté des produits pétroliers*) (p. 3055) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (inversion des termes de l'article) et, sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 39 de M. Félix Leyzour - **Demande de réserve** : demande la réserve du vote sur l'amendement n° 2 de la commission - **Demande de vote unique** : demande, conformément à l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, que le Sénat se prononce par un seul vote sur l'article 1^{er}, en ne retenant que l'amendement n° 2 de la commission, à l'exclusion de tout sous-amendement et de tout amendement tendant à insérer un article additionnel - **Avant l'art. 1^{er}** (*suite*) : biocarburants - Procédure du vote unique - **Projet de loi de finances pour 1993 - Art. 2** (*principe des stocks stratégiques*) (p. 3056) : accepte les amendements de la commission, n° 3 rédactionnel, n° 4 (limitation de l'obligation de stockage au plus au quart des quantités nettes de pétrole brut ou de produits pétroliers importées ou introduites) et n° 5 (francisation du terme « fuel ») - S'oppose à l'amendement n° 40 de M. Louis Minetti (promotion de l'activité du raffinage français) - **Art. 3** (*gestion des stocks stratégiques*) (p. 3057) : s'oppose à l'amendement n° 41 de M. Louis Minetti (contrôle de l'Etat sur les stocks stratégiques) et à l'amendement n° 6 de la commission (suppression de la possibilité pour le comité professionnel d'emprunter) - Ses amendements, n° 30 : substitution des mots « ce comité » aux mots « cet établissement » ; et n° 28 : réglementation du droit de veto des représentants de l'Etat auprès du comité professionnel sur les délibérations de ce dernier ; devenus sans objet - (p. 3058) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 7 (suppression de la faculté, pour le comité professionnel, de recourir à la société anonyme de gestion des stocks de sécurité, SAGESS, pour des opérateurs agréés) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 8 rédactionnel - (p. 3059) : s'oppose à l'amendement n° 9 de la commission (suppression des prélèvements pour frais d'assiette

et de recouvrement) - Ses amendements n° 27 : plafonnement du taux du prélèvement à 4 % et fixation des modalités de répartition par arrêté du ministre chargé du budget ; devenu sans objet ; et n° 29 : régime transitoire ; adopté - **Art. 4 (constitution des stocks stratégiques)** : s'oppose à l'amendement n° 10 de la commission (possibilité pour les opérateurs agréés de s'acquitter de la seconde part de leur obligation de stockage, soit par le versement de la rémunération au comité professionnel, soit par le recours aux services de la SAGES) - **Art. 7 (information de l'autorité administrative)** (p. 3062, 3063) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 12 rédactionnel et s'oppose au n° 14 (anonymat des informations avant leur transmission à d'autres autorités publiques) - Son amendement n° 31 : 1°) prévision d'un délai pour répondre à l'autorité administrative avant que ne se déclenche une procédure coercitive ; adopté ; 2°) prise en compte de tous les cas où l'obligation d'information est nécessaire ; adopté - **Art. 8 (notification des opérations relatives aux installations de raffinage)** : s'oppose à l'amendement n° 15 de la commission (nouvelle rédaction) et sur ce dernier, son sous-amendement n° 32 ; rejeté - **Art. 11 (pouvoirs du Gouvernement en cas de crise)** (p. 3064, 3065) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 16 de la commission (nouvelle rédaction) - Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 52 de M. Philippe de Gaulle ; son sous-amendement n° 51 ; devenu sans objet - **Art. 12 (sanctions en cas de manquement aux obligations d'information)** (p. 3066, 3067) : s'oppose à l'amendement n° 17 de la commission (nouvelle rédaction des paragraphes I et II de cet article) et sur ce dernier au sous-amendement n° 49 de M. Louis Minetti - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de M. Louis Minetti n° 43 (possibilité pour les agents du ministère chargé des hydrocarbures et pour les agents des douanes de contrôler les stocks stratégiques) et n° 44 (remplacement des mots « est mis à même de » par le mot « peut ») - Son amendement n° 53 : contrôle par des agents assermentés dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat ; devenu sans objet - (p. 3068) ; accepte l'amendement rédactionnel n° 18 de la commission - **Art. 14 (sanctions en cas de manquement aux obligations de constitution de stocks stratégiques)** (p. 3069) : s'oppose à l'amendement n° 46 de M. Louis Minetti (possibilité donnée aux agents des douanes de dresser procès-verbal), ainsi qu'aux amendements de la commission n° 21 (délai accordé aux opérateurs pétroliers pour répondre aux demandes d'information formulées par l'administration) et n° 22 (introduction d'une mise en demeure avant la sanction et désignation de l'astreinte comme sanction pécuniaire) - Son amendement n° 34 : limitation du montant de l'astreinte journalière et caractère incitatif de l'astreinte ; adopté - **Art. 15 (recouvrement des astreintes et des amendes)** (p. 3070) : ses amendements n° 35 : caractère administratif des sanctions du non respect de la loi ; et n° 36 : remplacement des mots « en matière de contributions directes » par les mots « en matière de douane » ; adoptés - **Art. 16 (sanctions en cas de manquement aux obligations de notification des opérations relatives aux installations de raffinage)** : son amendement n° 37 : remplacement des sanctions prévues par des sanctions administratives ; adopté - (p. 3071) : s'oppose à l'amendement n° 24 de la commission (atténuation de l'ensemble des sanctions prévues) - **Après l'art. 18** : son amendement n° 38 : dispositions transitoires dans l'attente de la création et du fonctionnement du comité professionnel ; adopté - **Après l'art. 19** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 47 de M. Louis Minetti (rapport du Gouvernement sur les coûts de production, de transport et de transformation des produits pétroliers, sur la spéculation et la formation des prix) - **Sur l'ensemble** (p. 3072, 3073) : remerciements - Réforme du régime pétrolier.

BIMBENET (Jacques), sénateur du Loir-et-Cher (RDE).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires sociales.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992) ; puis vice-président (*JO* Lois et décrets du 9 octobre 1992).

- Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques ; de nouveau membre de cette délégation (*JO* Lois et décrets du 16 octobre 1992).

Membre suppléant au comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDESTOM).

Membre suppléant de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension instituée par l'article L. 8 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

- Membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques jusqu'au 11 juin 1992.

- Vice-président de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme jusqu'au 12 juin 1992.

Membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur les conditions dans lesquelles il a été décidé d'admettre sur le territoire français M. Georges Habache, dirigeant du Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.) (*JO* Lois et décrets du 23 avril 1992) ; puis secrétaire (*JO* Lois et décrets du 30 avril 1992) jusqu'au 18 juin 1992.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre le chômage d'exclusion (30 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle et modifiant le code du travail (3 juillet 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale (14 octobre 1992).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Logement social** - [n° 60 (92-93)] tome 11 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage** [n° 514 (91-92)] - (4 novembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3016) : avec le groupe du RDE, votera ce texte - Félicitations et remerciements au rapporteur et au ministre.

- **Projet de loi de finances pour 1993** [n° 55 (92-93)].

Discussion générale :

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3421) : crise d'identité de la société française - Perspectives de la croissance française - Conjoncture internationale - Secteurs les plus touchés par la crise : le bâtiment et l'agriculture - Politique de la ville - Organismes HLM - Logements neufs mis en chantier en 1993 - (p. 3422) : crise de l'immobilier - Accords du GATT - Réforme de la PAC - Négociations de l'Uruguay Round.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° 87 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (18 décembre 1992) - **Après l'art. 13 sexies** (p. 4310) : son amendement n° 100 : élargissement du champ d'action du fonds additionnel au fonds social ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - (p. 4311) : son amendement n° 99 : création d'une ligne budgétaire au sein du BAPSA ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

BLAIZOT (François), sénateur de la Charente-Maritime (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées jusqu'au 14 mai 1992.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le bruit (15 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques (15 décembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 485 (91-92)] - (2 juillet 1992) (p. 2395) : politique agricole commune, PAC - Prix - (p. 2396) : coût de l'agriculture - Limitation de la production - Suppression de la taxe intérieure sur les produits pétroliers, TIPP - Biocarburants - Etats-Unis - Complexité des procédures.

- **Projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques** [n° 85 (92-93)] - (15 décembre 1992) - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 4038) : son amendement n° 19 : création de « commissions départementales des sites, perspectives et paysages » ; retiré - **Après l'art. 13** (p. 4055) : se déclare favorable à l'amendement n° 62 de la commission (modification de la composition de la commission départementale des sites et de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages).

BLANC (Jean-Pierre), sénateur de la Savoie (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi sur la zone d'attente des ports et des aéroports et portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France** [n° 386 (91-92)] - (17 juin 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1773) : vote de ce projet de loi par le groupe de l'Union centriste.

BLANC (Paul), sénateur des Pyrénées-Orientales (RPR).

Elu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (*JO* Lois et décrets du 16 octobre 1992).

BLIN (Maurice), sénateur des Ardennes (UC).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des finances.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes ; de nouveau membre de cette délégation (*JO* Lois et décrets du 16 octobre 1992).

Membre titulaire du Haut Conseil du secteur public.

Membre titulaire du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

- Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire (*JO* Lois et décrets du 23 décembre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant mise en oeuvre par la république française de la directive du conseil des communautés européennes CEE n° 91-680 complétant le système commun de la taxe sur la valeur ajoutée et modifiant, en vue de la suppression des contrôles aux frontières, la directive CEE n° 77-388 et de la directive CEE n° 92-12 relative au régime général, à la détention, à la circulation et au contrôle des produits soumis à accise (18 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'anticipation de la suppression du taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée (18 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au plan d'épargne en actions (25 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'octroi de mer (1^{er} juillet 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux caisses de crédit municipal (5 mai 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit (25 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1993 (2 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1992 (18 décembre 1992).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée sur le traité de l'Union européenne [n° 307 (91-92)] (23 avril 1992) - **Communautés européennes**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Défense - Exposé d'ensemble et dépenses en capital** - [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 42 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant**

le code du travail [n° 428 (91-92)] - (3 juillet 1992) - **Art. 5** (*procédure d'agrément de l'entreprise*) (p. 2432) : soutient l'amendement n° 26 de M. Edouard Le Jeune (artisanat : extension à l'ensemble de la France des procédures applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle).

- **Projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)]**.

Discussion générale :

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3461) : budget de la défense - Diminution des crédits - Artifices budgétaires - Report de charges en 1993 - Grandes différences entre les budgets votés et les budgets exécutés - Absence de loi de programmation militaire - Enseignements de la guerre du Golfe - (p. 3462) : repenser la défense de la France - Régression du marché mondial des armes - Trois projets d'équipements de combat particulièrement lourds - Modernisation de la totalité de l'armement français - Rajeunissement de la doctrine de défense - (p. 3463) ; nécessaire coopération en matière d'armement à l'échelle européenne - Budget de routine décevant.

BOEUF (Marc), Sénateur de la Gironde (S).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires sociales.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques jusqu'au 1^{er} octobre 1992.

Membre suppléant au conseil d'administration de l'Établissement public d'hospitalisation de Fresnes.

Membre titulaire de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension instituée par l'article L. 8 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

Membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles ainsi que de la section de l'assurance des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Membre titulaire de la commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution des aides financées par le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord en situation de chômage de longue durée, âgés de plus de cinquante-sept ans (*JO Lois et décrets* du 24 janvier 1992).

- Membre de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme jusqu'au 12 juin 1992.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique du sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine, et modifiant le code de la santé publique (16 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (18 décembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant les articles L. 393, L. 394, L. 395, L. 402, L. 404 et L. 405 et abrogeant l'article L. 401 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre [n° 240 (91-92)]** - (15 avril 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 646) : le groupe socialiste votera ce projet de loi - Réforme du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre.

- **Projet de loi fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours [n° 312 (91-92)]** - (13 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1094) : secteur économique du tourisme - Concertation

- Assouplissement des conditions d'exercice de la profession - Associations loisirs accueil - Comités départementaux de tourisme - (p. 1095) : organisation territoriale du tourisme - Directive communautaire sur les voyages à forfait - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1117) : au nom du groupe socialiste, votera ce projet de loi.

- **Proposition de loi portant répartition des compétences dans le domaine du tourisme - Deuxième lecture [n° 432 (91-92)]** - (3 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 2954) : importance du tourisme dans l'économie - Rôle de l'Etat, des départements et des communes - Comités départementaux du tourisme - Contrats de plan - (p. 2955) : richesse touristique de la France - Rôle des régions dans la politique du tourisme - Dimension économique du tourisme - **Art. 1^{er} A (principe de partage des compétences en matière de tourisme)** (p. 2957) : son amendement n° 2 : protection de l'environnement dans le domaine du tourisme ; retiré - **Art. 7 (dispositions spécifiques aux départements d'outre-mer)** (p. 2966) : son amendement n° 3, identique à l'amendement n° 13 de la commission (organisations régionales et départementales du tourisme dans les régions et départements d'outre-mer) ; retiré.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° 87 (92-93)]** - (17 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4244, 4245) : texte de progrès - Couverture sociale - Répartition du revenu - Politique de santé - Caisse mutualiste de garantie - Vie associative - Auto-avortement - Avec le groupe socialiste votera ce texte - **Art. 2 (statut des personnes pratiquant la vente par démarchage)** (p. 4250) : son amendement n° 50, identique à l'amendement n° 7 de la commission : suppression du paragraphe 1 bis de l'article 2, supprimant la présomption de protection sociale et celle de contrat de travail existant entre les artistes et les organisateurs de spectacles ; retiré au profit de celui-ci.

Suite de la discussion - (18 décembre 1992) - **Art. 8 bis (par priorité) (unification du régime des accidents de la circulation liés au travail)** (p. 4290) : dispositions réglées au détour d'un DMOS - Se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 68 de M. Jacques Machet - **Après l'art. 19 quater (par priorité)** (p. 4298) : soutient l'amendement n° 55 de M. Franck Sérusclat (prise en compte du nouveau statut des pharmaciens à usage intérieur des établissements de santé publics ou privés) - **Après l'art. 6** (p. 4304) : avec le groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° 89 de M. Jean Madelain (développement de couvertures sociales complémentaires de prévoyance) - **Après l'art. 12** (p. 4307) : avec le groupe socialiste, se déclare favorable à l'amendement n° 14 de la commission (introduction du texte de la proposition de loi déposée par M. Jacques de Menou et tendant à faciliter le développement du tourisme rural) - **Après l'art. 13 sexies** (p. 4313) : son amendement n° 95 : titularisation des personnels non titulaires de la fonction publique affectés à la gestion du RMI ; rejeté - **Après l'art. 20** (p. 4320) : se déclare opposé à l'amendement n° 97 de M. Jean-Paul Delevoye (garanties d'organismes susceptibles de mettre en oeuvre la retraite par rente pour les élus locaux) - Système mutualiste - **Art. 20 quinquies (dispositions concernant les salariés en congé parental, à leur retour dans l'entreprise)** (p. 4322) : se déclare opposé à l'amendement n° 35 de la commission (participation du salarié à une action de formation) - **Art. 21 C (maintien dans les lieux de toute personne partageant un logement avec un locataire en cas de décès de celui-ci)** (p. 4325) : soutient l'amendement de coordination n° 56 de M. Franck Sérusclat - **Après l'art. 32** (p. 4330) : soutient l'amendement n° 57 de M. Claude Cornac (extension de la mesure de suspension des poursuites en faveur des rapatriés) - **Art. 34 (maintien dans les lieux des clients des hôtels, pensions de famille et meublés)** (p. 4331) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 61 de la commission saisie pour avis - **Après l'art. 35** (p. 4333) : se déclare opposé à l'amendement n° 47 de la commission (suppression de l'application de la cotisation rétroactive réclamée aux personnes s'affiliant à la caisse des Français de l'étranger) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4337) : disparition d'articles de progrès et introduction d'amendements dénaturant le texte - Avec le groupe socialiste, votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'attribution de la carte de combattant [n° 106 (92-93)]** - (21 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4579) : évolution de la nature des conflits - Respect du droit international et du maintien de la

paix - Participation personnelle à cinq actions de feu ou de combat - Conditions d'attribution de la carte du combattant - Droit à la reconnaissance de la France des premiers résistants - Délai de la souscription d'une rente mutualiste majorée par l'Etat - Egalité entre les générations du feu - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

BOHL (André), sénateur de la Moselle (UC).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Délégué suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale jusqu'au 1^{er} octobre 1992.

Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes jusqu'au 1^{er} octobre 1992.

Membre suppléant de la commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution des aides financées par le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord en situation de chômage de longue durée, âgés de plus de cinquante-sept ans (*JO* Lois et décrets du 24 janvier 1992).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail (22 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux relations entre les médecins et l'assurance maladie (24 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage (18 décembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 23 (91-92)] modifiant le livre V du code de la santé publique et relatif à la pharmacie et au médicament [n° 333 (91-92)] (12 mai 1992) - **Pharmacie**.

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 3 au 5 février 1992 par une délégation chargée d'étudier les régimes de protection sociale dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle [n° 420 (91-92)] (17 juin 1992) - **Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 470 (91-92)] modifié par l'Assemblée nationale modifiant le livre V du code de la santé publique et relatif à la pharmacie et au médicament [n° 24 (92-93)] (28 octobre 1992) - **Pharmacie**.

Proposition de loi, tendant à assouplir la procédure du vote par procuration [n° 139 (92-93)] (16 décembre 1992) - **Elections**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant le livre V du code de la santé publique et relatif à la pharmacie et au médicament** [n° 23 (91-92)] - (19 mai 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1243) : directives communautaires - Projet de loi relatif à l'Agence du médicament - Code de la santé publique - Système français de transfusion sanguine - Amendements - Pharmacie hospitalière et pharmacie d'officine - Médicaments inutilisés - (p. 1244) : médicaments dépourvus d'autorisation de mise sur le marché - **Art. 1^{er}** (*Art. L. 511-1 du code de la santé*

publique - intégration de certaines directives européennes en droit français ; définitions) (p. 1251) : son amendement n° 1 : précisions relatives à la définition de la préparation magistrale ; réservé puis adopté (p. 1253) - Ses amendements n° 2 : définition de la préparation hospitalière ; n° 3 : introduction de la notion de produit officinal divisé ; et n° 4 rédactionnel ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 50 de M. Paul Souffrin (définition des préparations effectuées dans les pharmacies des établissements de santé) - **Art. 4** (*Art. L. 568 du code de la santé publique - définition de l'officine*) (p. 1254) : accepte l'amendement n° 32 de M. Franck Sérusclat (précisions relatives au rôle du pharmacien) - Son amendement rédactionnel n° 5 ; retiré - **Après l'art. 4** : son amendement n° 6 : obligation de détention de certains produits par l'officine ; adopté - **Art. 6** (*Chapitre 1^{er} bis du Titre II du Livre V du code de la santé publique - règles applicables aux pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et des établissements médico-sociaux traitant des malades*) - **Art. L. 595-1 du code de la santé publique (établissements autorisés à créer une pharmacie à usage intérieur)** (p. 1256) : son amendement n° 7 : nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article L. 595-1 consécutive à la loi portant réforme hospitalière ; adopté - Sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 37 de M. Franck Sérusclat - (p. 1257) : s'oppose à l'amendement n° 51 de M. Paul Souffrin (contrôle des établissements comportant des pharmacies à usage intérieur) - **Art. L. 595-2 (conditions de gestion des pharmacies à usage intérieur)** : son amendement n° 8 : nouvelle rédaction de l'article L. 595-2 et notamment précisions du contenu de l'activité des pharmacies à usage intérieur ; adopté - (p. 1258) : sur son amendement n° 8, accepte les sous-amendements n° 38 et n° 39 de M. Franck Sérusclat - Accepte l'amendement de coordination n° 34 de M. Franck Sérusclat et s'oppose à l'amendement n° 52 de M. Paul Souffrin (énumération des principales fonctions du pharmacien chargé d'assurer la gestion d'une pharmacie à usage intérieur) - **Art. L. 595-3 (création, transfert ou suppression d'une pharmacie à usage intérieur ; régime d'autorisation)** : son amendement n° 9 : autorisation de la suppression d'une pharmacie par le représentant de l'Etat ; adopté - **Art. L. 595-4 (retrait et suspension de l'autorisation de création d'une pharmacie à usage intérieur)** (p. 1259) : son amendement n° 10 : réduction du délai permettant au représentant de l'Etat de fermer une pharmacie intérieure en cas d'urgence ; adopté - **Art. L. 595-5 (détention et délivrance de médicaments dans les établissements de santé ne disposant pas de pharmacie intérieure)** : son amendement rédactionnel n° 11 ; adopté - (p. 1260) : ses amendements n° 12 : gestion des médicaments par un pharmacien ; n° 13 : modalités d'entrée en vigueur d'une convention conclue entre une pharmacie et un établissement ; adoptés - S'oppose aux amendements de M. Franck Sérusclat, n° 42 de précision et n° 41 (responsabilité de la délivrance de médicaments confiée à un pharmacien) ainsi qu'à l'amendement n° 54 de M. Paul Souffrin (responsabilité du pharmacien attaché à l'établissement) - **Art. L. 595-6 (effets et expérimentations de médicaments dans les établissements)** : ses amendements n° 14 et n° 15 rédactionnels ; et n° 16 : information du pharmacien en cas d'essais s'appliquant aux matériels stériles ; adoptés - **Art. L. 595-7 (cession exceptionnelle de médicaments, par une pharmacie à usage intérieur, à une autre pharmacie à usage intérieur ou au public)** (p. 1261) : accepte les amendements de M. Franck Sérusclat n° 43 et n° 44 rédactionnels ainsi que le n° 36 (légalisation des actions humanitaires) - Demande le retrait de l'amendement n° 55 de M. Paul Souffrin (information de l'autorité départementale lorsque l'approvisionnement est réalisé avant la demande) - **Après l'art. L. 595-7** (p. 1262) : son amendement n° 17 : conditions de cession de médicaments au public par une pharmacie à usage intérieur ; adopté - **Distribution de médicaments - Budget global - Après l'art. L. 595-9** (p. 1263) : accepte l'amendement n° 45 de M. Claude Huriet (information du pharmacien d'un service de dialyse à domicile ou d'un établissement pénitentiaire en cas d'expérimentation envisagée sur des médicaments) - **Art. L. 595-10 (mesures réglementaires d'application des dispositions relatives aux pharmacies à usage intérieur)** (p. 1264) : son amendement n° 18 : détermination par un décret en Conseil d'Etat, des critères arrêtant la liste des médicaments réservés à l'hôpital et pouvant être cédés au public ; adopté - **Après l'art. 6** : demande le retrait de l'amendement n° 56 de M. Paul Souffrin (accession à la profession de préparateur en pharmacie) - **Art. 11** (*Art. L. 596 - définition des établisse-*

ments pharmaceutiques) (p. 1265) : s'oppose à l'amendement n° 57 de M. Paul Souffrin (dérogation permettant à certains établissements publics de créer un établissement pharmaceutique) - **Art. 12** (*Art. L. 596-1 - distribution et exportation des médicaments par des organismes humanitaires*) (p. 1266) : demande le retrait de l'amendement n° 46 de M. Claude Huriet (avis du syndicat national de l'industrie pharmaceutique pour la création, auprès d'un organisme humanitaire, d'un établissement pharmaceutique) - Ses amendements rédactionnels n° 19, n° 20, n° 21 et n° 22 ; adoptés - **Après l'art. 12** : son amendement n° 23 : conditions d'organisation des collectes de médicaments inutilisés ; adopté - **Art. 17** (*Art. L. 601, 1^{er} et 2^{ème} alinéas - autorisation de mise sur le marché*) : son amendement rédactionnel n° 24 ; adopté - **Art. 18** (*Art. L. 601-2 - dérogations au régime juridique de l'autorisation de mise sur le marché*) (p. 1268) : son amendement n° 25 : inscription dans la loi des trois cas de dérogation au régime de l'autorisation de mise sur le marché ; adopté - Sur celui-ci, accepte les sous-amendements n° 47 et n° 48 de M. Claude Huriet - Demande le retrait de l'amendement n° 59 de M. Paul Souffrin (application des normes françaises aux médicaments importés) - **Art. 19** (*Art. L. 603 - certification des médicaments destinés à l'exportation*) (p. 1269, 1270) : ses amendements n° 26 rédactionnel et n° 27 de coordination ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 60 de M. Paul Souffrin (autorisation de mise sur le marché national pour le médicament exporté) et accepte l'amendement n° 49 de M. Franck Sérusclat (déclaration, au ministre chargé de la santé par le fabricant dépourvu d'autorisation de mise sur le marché pour un médicament exporté, des raisons de l'absence d'autorisation) - **Art. 20** (*Art. L.604 et L. 604-1 - commercialisation et retrait de commercialisation ; déclaration administrative*) (p. 1271) : ses amendements de coordination n° 28 et n° 29 ; adoptés - **Art. 21** (*aménagements formels à divers articles du code de la santé publique*) : son amendement rédactionnel n° 62 ; adopté - **Art. 23** (*fabrication industrielle de médicaments par les établissements publics de santé*) (p. 1272) : s'oppose à l'amendement n° 61 de M. Paul Souffrin (suppression de la référence à la date du 31 décembre 1991 impliquant que seuls les établissements fabricant industriellement des médicaments peuvent demander l'autorisation prévue) - **Après l'art. 23** : accepte, à titre personnel, l'amendement n° 63 du Gouvernement (alignement du régime de fixation des prix des médicaments de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon sur celui des départements d'outre-mer) - Son amendement n° 64 : délivrance des médicaments dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon ; adopté.

Deuxième lecture [n° 470 (91-92)] - (4 novembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2975) : modifications apportées par l'Assemblée nationale - Autorisation de mise sur le marché - Exportation de médicaments - Création de pharmacies d'officine à Saint-Pierre-et-Miquelon - Projet de loi relatif à l'Agence du médicament - **Art. 6 - Art. L. 595-6 du code de la santé publique** (p. 2978) : son amendement de précision n° 1 ; adopté - **Art. 18** (p. 2979) : son amendement n° 2 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 19** (p. 2980) : s'oppose à l'amendement n° 6 de Mme Marie-Claude Beaudeau (certification du médicament par le ministère) - **Art. 25** (p. 2981) : renonce au rétablissement de l'article 25 supprimé par l'Assemblée nationale - Souhaite un dialogue pour la suppression du régime dérogatoire applicable à la création de pharmacies d'officine à Saint-Pierre-et-Miquelon.

BOILEAU (Roger), sénateur de la Meurthe-et-Moselle (UC).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre suppléant du comité de l'éthique du loto sportif.

BONNET (Christian), sénateur du Morbihan (UREI).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire du Comité des finances locales ; de nouveau membre titulaire de ce comité (*JO Lois et décrets* du 8 mai 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République (14 janvier 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (16 janvier 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (3 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives (10 décembre 1992).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Marcel Lucotte et les membres du groupe de l'UREI et rattachés administrativement, relative à l'instauration d'une indemnité de retraite minimale pour les maires ayant effectué au moins deux mandats [n° 52 (90-91)] (18 octobre 1990) - Reprise par ses auteurs le 29 avril 1992 - **Maires**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 10 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques [n° 61 (92-93)] (25 novembre 1992) - **Vie politique et sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur : 1° la proposition de loi organique [n° 12 (92-93)] adoptée par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement, 2° la proposition de loi [n° 13 (92-93)] adoptée par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certains mandats électoraux ou fonctions électives, [n° 93 (92-93)] (9 décembre 1992) - **Partis et groupements politiques**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques [n° 100 (92-93)] (9 décembre 1992) - **Vie politique et sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 152 (92-93)] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques [n° 153 (92-93)] (18 décembre 1992) - **Vie politique et sociale**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 15 mai 1992) (p. 1142) - Ministère : Premier ministre - **Inflation normative - Projets ou propositions de loi**.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République - Deuxième lecture** [n° 117 (91-92)] - (9 janvier 1992) - **Art. 8** (p. 56, 57) : se déclare opposé aux dispositions de cet article organisant un débat sur les orientations budgétaires au sein du conseil municipal - Se déclare favorable à l'amendement n° 13 de la commission (retour au texte adopté par le Sénat en première lecture).

– **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 485 (91-92)] - (2 juillet 1992) (p. 2368) : négociations du GATT - Espagne - Italie - Allemagne - Politique agricole commune, PAC - (p. 2369) : mesures d'accompagnement - Taxe foncière sur les propriétés non bâties - Endettement - Bio-énergie - Bretagne - Appellation régionale - Charges des exploitations.

– **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques** [n° 10 (92-93)] - (1^{er} décembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3529) : conditions d'élaboration de ce texte - (p. 3530) : instabilité du cadre juridique - Service central de prévention de la corruption - Régime de financement des activités politiques - Transparence des activités économiques et de celles des collectivités locales - (p. 3531) : secteur de la publicité et des prestations de service - Urbanisme commercial et activité immobilière - Collectivités locales - Surabondance de la réglementation - (p. 3532) : caractère circonstanciel de ce texte - **Titre I^{er}** (*service central de prévention de la corruption*) (p. 3554) : son amendement n° 103 : suppression du titre I^{er} et de son intitulé ; adopté - **Titre II** (*financement des campagnes électorales des partis politiques*) (p. 3556) : son amendement n° 110 : suppression du titre II et de son intitulé ; adopté - **Avant l'art. 8 A** (p. 3558) : s'oppose à l'amendement n° 201 de M. Jean Dumont (possibilité pour les formations politiques présentant un candidat dans vingt circonscriptions de bénéficier des fonds publics) - (p. 3560) : s'oppose à l'amendement n° 204 de M. Claude Estier (placement des fonds destinés au règlement de la campagne électorale) - (p. 3561) : s'oppose à l'amendement n° 215 de M. Jean Cluzel (pouvoir d'appréciation du juge pour sanctionner les infractions aux différentes élections) - **Art. 8 A** (*dévolution du solde d'actif des associations de financement électorales ou des mandataires financiers*) : son amendement de suppression n° 111 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 205 de M. Claude Estier (interdiction des reversements d'un compte de campagne à un autre compte de campagne pour une même élection) - **Art. 8 B** (*rapport annuel de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques*) : son amendement de suppression n° 112 ; adopté - **Art. 8** (*nouvelles règles applicables aux dons des personnes morales aux candidats aux élections publiques*) (p. 3563) : son amendement de suppression n° 113 ; adopté - (p. 3564) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 220 (suppression du financement des campagnes électorales par les personnes morales privées), n° 221 de coordination, et n° 222 de conséquence.

Suite de la discussion - (2 décembre 1992) - Rapporteur - **Après l'art. 8** (p. 3575 à 3578) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 223 (limitation des dons des personnes morales dans leur ensemble à 50 000 francs), n° 224 (limitation du financement des campagnes électorales par les entreprises privées), n° 225 (augmentation du montant minimal des dons en espèces à un candidat), n° 226 (suppression de la limitation du montant global des dons en espèces faits au candidat), n° 227 (suppression de la participation au financement des activités politiques par les sociétés dont l'Etat est actionnaire), n° 228 (publication intégrale des comptes par la commission des comptes de campagne), n° 229 (adjonction aux membres de la commission des comptes de campagne d'un membre désigné par chaque formation ayant présenté plus de cinq candidats aux dernières élections législatives), n° 230 (suppression de la possibilité donnée à la commission des comptes de campagne de demander à des officiers de police judiciaire de procéder à toute investigation jugée nécessaire pour l'exercice de sa mission) et n° 231 (modification de la répartition des sommes versées par l'Etat aux partis et groupements politiques) - **Art. 8 bis** (*abaissement du plafond des dépenses électorales pour l'élection des députés*) : son amendement de suppression n° 114 ; adopté - **Art. 8 ter** (*taux de*

prise en charge par l'Etat d'une fraction de certaines dépenses électorales des candidats ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés) (p. 3579) : son amendement de suppression n° 115 ; adopté - **Art. 9** (*nouvelles règles applicables aux dons des personnes morales aux partis et groupements politiques*) (p. 3580) : son amendement de suppression n° 116 ; adopté - (p. 3582) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 233 (interdiction du financement des partis politiques par les entreprises privées), n° 234 (limitation des ressources provenant des entreprises privées dans les budgets annuels des partis), n° 235 de conséquence, n° 236 (suppression de la déduction fiscale des dons émanant des personnes morales de droit privé), n° 237 (suppression de dispositions établissant la conformité à l'objet social des dons consentis par une entreprise privée à des candidats ou partis politiques), n° 238 et n° 239 de coordination, ainsi qu'à l'amendement n° 251 de M. Robert Vigouroux (limitation du plafonnement des dons des personnes morales à 25 % ou à 2 millions de francs) - **Après l'art. 9** (p. 3583) : s'oppose à l'amendement n° 240 de M. Charles Lederman (consultation des représentants du personnel et accord des organes dirigeants et associés pour les dons effectués par les personnes morales à un candidat) - **Art. 9 bis** (*modification des règles d'attribution de l'aide financière de l'Etat aux partis politiques*) : son amendement de suppression n° 117 ; adopté - **Art. 10** (*applicabilité à Mayotte*) (p. 3584) : son amendement de suppression n° 118 ; adopté - **Après l'art. 10** : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 242 (répartition du temps d'antenne entre les groupes politiques) et n° 243 (suppression des restrictions au droit d'affichage) - **Art. 10 bis** (*report de la date d'entrée en vigueur des dispositions relatives au financement des campagnes électorales après les prochaines élections législatives*) (p. 3585) : son amendement de suppression n° 119 ; adopté - **Avant l'art. 11** (p. 3586, 3587) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 245 (mesure d'aide en faveur de la presse écrite), n° 246 (suppression des coupures publicitaires) et n° 247 (obligation pour les ministères ou les établissements publics nationaux d'acheter des espaces publicitaires dans la presse écrite) - **Art. 11** (*communication du barème des prix et des conditions de vente des prestataires de service*) (p. 3589 à 3591) : ses amendements n° 120 : nouvelle rédaction du premier paragraphe de cet article relatif à l'application du principe de transparence aux prestations de service ; n° 121 : suppression de la mention relative à l'établissement du contrat en autant d'exemplaires qu'il y a de parties ; et n° 122 : limitation à cinq ans au plus de la peine d'exclusion des marchés publics ; adoptés - **Art. 12** (*sanctions pour absence de facturation ou pour omission d'une mention obligatoire sur une facture*) (p. 3592) : son amendement n° 123 : nouvelle rédaction ; adopté - **Chapitre II** (*prestations de publicité*) : son amendement n° 124 : suppression du chapitre II et de son intitulé ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 18 quater - **Art. 13** (*prestations de publicité*) (p. 3593) : son amendement de suppression n° 125 ; adopté - **Après l'art. 13** (p. 3596) : s'oppose à l'amendement n° 206 de M. Claude Estier (réglementation du cumul des mandats) - **Avant l'art. 14** (p. 3597) : s'oppose à l'amendement n° 250 de M. Philippe Marini (limitation des possibilités d'acquisition d'espaces publicitaires par un seul acheteur d'espaces publicitaires) - **Art. 14** (*prestations de publicité*) : son amendement de suppression n° 126 ; adopté - **Art. 15** (*prestations de publicité*) (p. 3598) : son amendement de suppression n° 127 ; adopté - (p. 3599) : s'oppose à l'amendement n° 90 de la commission des affaires culturelles saisi pour avis (suppression de la « surcommission de préconisation » pour tous les prestataires de conseil en plan média ou de préconisation de support) - **Art. 16** (*prestations de publicité*) (p. 3600) : son amendement de suppression n° 128 ; adopté - **Art. 17** (*prestations de publicité*) : son amendement de suppression n° 129 ; adopté - **Art. 18** (*prestations de publicité*) (p. 3602) : son amendement de suppression n° 130 ; adopté - **Art. 18 bis** (*prestations de publicité*) : son amendement de suppression n° 131 ; adopté - **Art. 18 ter** (*prestations de publicité*) : son amendement n° 132 : fixation de la date d'entrée en vigueur des articles 11 et 12 ; adopté - **Art. 18 quater** (*prestations de publicité*) : son amendement de suppression n° 133 ; retiré au profit de l'amendement n° 102 (nouvelle rédaction) de la commission des affaires culturelles saisi pour avis - **Chapitre II (suite)** (p. 3605) : son amendement de suppression n° 124 ; adopté (précédemment réservé p. 3592) - **Art. 19** (*dépôt des contrats conclus à l'occasion d'opérations d'équi-*

pement commercial auprès du préfet et de la chambre régionale des comptes) (p. 3606) : son amendement n° 134 : nouvelle rédaction ; adopté - (p. 3607) : sur les amendements de la commission des affaires économiques saisie pour avis, estime que les n° 50, rédactionnel, et n° 51 (délai de communication des contrats passés à l'intérieur d'une opération d'urbanisme commercial au préfet et à la chambre régionale des comptes) sont satisfaits par son amendement n° 134 précité, et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 52 (plafond de l'amende) - **Art. 20** (*critères de décision des commissions départementales ; identification des enseignes*) (p. 3607) : son amendement n° 135 : suppression du critère de la nécessité de la concurrence entre chaque forme de commerce ; adopté ; sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 53 de la commission des affaires économiques saisie pour avis - (p. 3609) : ses amendements n° 136 : suppression de la prise en compte des travaux de l'observatoire départemental d'équipement commercial pour la décision prise par la commission départementale d'équipement commercial ; retiré ; et n° 137 : suppression de la référence à la taille des établissements pour l'obligation d'indication de l'enseigne du futur exploitant dans les projets soumis à la commission départementale ; adopté - (p. 3610) : accepte l'amendement rédactionnel n° 55 de la commission des affaires économiques saisie pour avis - **Art. 21** (*composition des commissions départementales d'équipement commercial*) (p. 3611) : son amendement n° 138 : modification de la composition de la commission départementale d'équipement commercial dans les départements autres que Paris ; adopté - (p. 3612) : sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 57 de la commission des affaires économiques saisie pour avis - s'oppose à l'amendement n° 186 de M. Paul Girod (modification de la composition de la commission départementale d'équipement commercial dans les départements autres que Paris) - (p. 3613) : son amendement n° 139 : modification de la commission départementale d'équipement commercial dans le département de Paris ; adopté - (p. 3614) : ses amendements n° 140, rédactionnel, et n° 141 : cas où l'un des membres de la commission a représenté certains intérêts ; adoptés - **Art. 22** (*votes au sein des commissions départementales d'équipement commercial*) : son amendement n° 142 : suppression de la mention de la signature du procès-verbal de la commission départementale par le président et le secrétaire ; adopté - **Art. 23** (*décisions des commissions départementales d'équipement commercial*) (p. 3614, 3615) : sur les amendements de la commission des affaires économiques saisie pour avis, accepte les n° 63, rédactionnel, et n° 64 (impossibilité pour les commissions d'autoriser ou de refuser partiellement les projets présentés) - S'oppose au n° 65 de coordination - **Art. 24** (*composition de la commission nationale d'équipement commercial*) (p. 3616) : son amendement n° 143 : institution d'une commission nationale d'appel ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 218 de M. Charles Lederman, ainsi qu'à l'amendement n° 66 de la commission des affaires économiques saisie pour avis (institution d'une instance de recours régionale et composition de celle-ci) - **Art. 26** (*dispositions transitoires*) (p. 3619) : s'oppose à l'amendement n° 68 de la commission des affaires économiques saisie pour avis (suppression du délai de mise en conformité de deux mois) - Ses amendements n° 144 : allongement du délai de conformité à quatre mois ; et n° 145 : point de départ du délai de recours dans le cas d'une autorisation tacite ; adoptés.

Suite de la discussion - (3 décembre 1992) - Rapporteur - **Art. 27** (*appel public de candidatures*) (p. 3630) : son amendement de suppression n° 146 ; adopté - (p. 3632) : accepte l'amendement de suppression n° 249 de M. Charles Lederman et s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 207 (conditions de soumission à une offre des candidats étrangers) et n° 208 (rétablissement de l'adverbe « notamment ») - **Après l'art. 27** : son amendement n° 147 : suppression de la disposition de la loi du 6 février 1992 relative à la publicité préalable des délégations de service public des collectivités locales ; adopté - **Art. 28** (*durée et renouvellement des conventions de délégation de service public*) (p. 3633, 3634) : ses amendements n° 148 : possibilité pour les collectivités locales d'apprécier plus librement la durée des conventions de délégations de service public ; et n° 149 : possibilité d'autoriser des prolongations de conventions de délégations de service public ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 209 de M. Claude Estier (possi-

bilité pour l'assemblée délibérante de la collectivité de prolonger la durée de la convention sans avoir à recourir de nouveau à l'appel d'offres annuel mais à la condition expresse de se prononcer chaque année par un vote pour certaines conventions dont le montant est fixé par arrêté ministériel et notamment pour les transports scolaires) - **Art. 29** (*exceptions*) (p. 3636) : son amendement de suppression n° 150 ; adopté - **Art. 30** (*délibération sur le principe de la délégation*) (p. 3637) : son amendement rédactionnel n° 151 ; adopté - **Art. 31** (*appel public de candidatures pour les délégations de service public des collectivités locales*) : son amendement de conséquence n° 152 ; adopté - **Art. 32** (*choix du délégataire*) : son amendement de suppression n° 153 ; adopté - **Art. 33** (*négociation directe*) (p. 3638) : son amendement de suppression n° 154 ; adopté - **Art. 34** (*pièces à joindre aux conventions de délégation de service public transmises aux préfets ; application aux groupements et aux établissements publics*) : son amendement de précision n° 155 ; adopté - **Art. 34 bis** (*entrée en vigueur de la réglementation des délégations de service public*) : son amendement n° 156 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 35** (*contrats des sociétés d'économie mixte, des organismes privés d'HLM et des sociétés d'économie mixte de construction de logements sociaux*) (p. 3639) : son amendement n° 157 : application du dispositif du premier paragraphe « sous réserve » des dispositions déjà existantes ; adopté - (p. 3640) : accepte les amendements identiques n° 217 de M. Jean Huchon et n° 218 de M. José Balarello (soumission des contrats passés par des organismes privés d'HLM à des règles de publicité et de mise en concurrence suivant des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat) - **Art. 36** (*extension de la compétence de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés*) (p. 3641, 3642) : son amendement de suppression n° 158 ; adopté - Estime que ce dernier satisfait l'amendement n° 46 de M. Jean-Marie Rausch (exclusion des établissements industriels et commerciaux non soumis aux règles de la comptabilité publique et exerçant leur activité dans des conditions proches de celles des entreprises privées) - **Art. 37** (*extension du référé précontractuel*) (p. 3643) : son amendement de suppression n° 159 ; adopté - **Art. 38** (*publicité des cessions de terrains constructibles ou de droits de construire des collectivités locales*) (p. 3666) : son amendement de suppression n° 160 ; adopté - **Après l'art. 39** (p. 3668, 3669) : à titre personnel, s'oppose aux amendements du Gouvernement, n° 266 et n° 267 relatifs aux opérations réalisées par les marchands de biens - **Art. 40** (*participation des constructeurs à la réalisation d'équipements publics dans le cadre d'opérations d'aménagement*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 74 de la commission des affaires économiques saisie pour avis - **Art. 41** (*participations d'urbanisme ponctuelles*) (p. 3671) : son amendement n° 161 : suppression du paragraphe III de cet article ; retiré au profit de l'amendement de suppression n° 75 de la commission des affaires économiques saisie pour avis - **Art. 42** (*publicité des contributions et actions en répétition*) - **Art. L. 332-28 du code de l'urbanisme (publicité des contributions)** (p. 3672) : son amendement n° 162 : admission de la demande de raccordement comme fait générateur de la participation demandée pour la réalisation des services publics industriels ou commerciaux ; adopté - **Art. L. 332-29 (publicité des contributions)** : son amendement n° 163 : suppression de la référence aux mentions portées sur le registre ; adopté - **Art. L. 332-30 (actions en répétition)** : ses amendements n° 164 : ouverture aux ayants droit de l'exercice de l'action en répétition ; et n° 165 : prescription par dix ans de l'action en répétition ; adoptés - **Après l'art. 42** (p. 3673) : à titre personnel ; accepte l'amendement n° 261 du Gouvernement (exonération de la participation des constructions édifiées dans une zone d'aménagement concerté située dans le périmètre d'un programme d'aménagement d'ensemble) - **Art. 44** (*cessions d'actions des sociétés anonymes d'HLM*) : à titre personnel, accepte l'amendement rédactionnel n° 262 du Gouvernement - **Art. 45** (*opérations sur le capital social des organismes privés d'habitation à loyer modéré*) (p. 3674) : accepte l'amendement n° 77 de la commission des affaires économiques saisie pour avis (nature des organismes privés d'HLM concernés) - **Après l'art. 45** (p. 3675) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 78 de la commission des affaires économiques saisie pour avis (règles de plafonnement du prix de cession des actions des sociétés immobilières dont 50 % au moins du capital ont été souscrits ou acquis au titre du 1 % patronal) et n° 263 du Gouvernement (règles de plafonne-

ment du prix de cession des actions des sociétés immobilières dont 50 % au moins du capital a été souscrit ou acquis au titre du 1 % et inscription dans les statuts desdites sociétés de clauses conformes à des clauses types fixées par décret - **Art. 46** (*collecte du « 1 % logement »*) (p. 3677) : s'oppose à l'amendement n° 210 de M. Claude Estier (rétablissement de l'obligation de transfert à une association agréée dans des délais raisonnables de l'intégralité des éléments d'actif et de passif résultant de l'encaissement des ressources au titre de la participation des employeurs) et accepte les amendements de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 80 et n° 81 rédactionnels, et n° 82 (situation particulière des sociétés anonymes de crédit immobilier et des entreprises publiques soumises au contrôle de l'Etat) - **Art. 46 ter** (*dissolution administrative d'un CIL*) (p. 3678) : son amendement de suppression n° 166 ; adopté - **Art. 46 quater** (*dissolution administrative d'un CIL*) : son amendement de suppression n° 167 ; adopté - **Art. 48** (*application aux salariés des CIL et de l'ANPEEC des interdictions frappant les administrateurs de ces organismes*) (p. 3679) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 85 de la commission des affaires économiques saisie pour avis (extension de ces règles déontologiques aux autres organismes collecteurs du 1 %) - **Art. 49** (*sanctions pénales*) : s'oppose à la première partie (mention de l'intention délictueuse) ainsi qu'à la seconde (délits commis à des fins personnelles) de l'amendement n° 264 du Gouvernement - Son amendement n° 168 : modification de la définition de l'infraction ; adopté - **Art. 50** (*exploitation en régie par les communes de services d'intérêt public à caractère administratif*) (p. 3681) : son amendement de précision n° 169 ; adopté - Accepte l'amendement n° 2 de M. Yvon Bourges (conditions du financement des groupes d'élus par les collectivités territoriales) - **Art. 52** (*communication des avis et observations des chambres régionales des comptes aux assemblées délibérantes des collectivités locales*) (p. 3685) : son amendement n° 170 : inscription à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante des observations de la chambre régionale des comptes et consultation de celles-ci au siège de la collectivité locale ou de l'organisme par tout membre de l'assemblée à sa demande ; adopté - **Avant l'art. 53** : s'oppose à l'amendement n° 192 de M. Paul Girod (administration des sociétés d'économie mixte sous la forme de sociétés anonymes à directeur) - Estime que la commission des lois devra se saisir de ce sujet lors de la prochaine session - **Art. 53** (*contrôle des sociétés d'économie mixte locales*) (p. 3686, 3687) : ses amendements, n° 171 : suppression de l'adverbe « notamment » et de la référence au cas où une société d'économie mixte exerce des prérogatives de puissance publique pour le compte de la collectivité ; et n° 172 : information des collectivités locales actionnaires en cas de participation au capital d'une société commerciale sans information préalable à la prise de participation ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 256 de M. Jacques Rocca Serra (subordination de la prise de participation d'une société d'économie mixte au capital d'une société commerciale à l'information et l'accord de la collectivité locale actionnaire majoritaire) - **Avant l'art. 55** (p. 3688) : au nom de la commission des finances saisie pour avis, son amendement n° 28 : alignement sur le droit commun de la décentralisation du régime de la loi du 16 juillet 1980 relative aux astreintes prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public ; adopté - Accepte l'amendement n° 28 de la commission des finances saisie pour avis - **Art. 55** (*extension de la compétence de la Cour de discipline budgétaire et financière aux autorités territoriales*) : au nom de la commission des finances saisie pour avis, son amendement n° 29 : actes des élus locaux à raison desquels ils sont justiciables de la Cour de discipline budgétaire et financière ; adopté - Accepte l'amendement n° 29 de la commission des finances saisie pour avis - (p. 3689) : ses amendements n° 173 : correction d'une erreur de référence ; et n° 174 : soumission à la Cour de discipline budgétaire et financière du vice-président d'un groupement de collectivités locales dès lors qu'il bénéficie d'une délégation ; adoptés - **Art. 56** (*délit d'obstacle à l'exercice des pouvoirs des membres de la Cour des comptes ou des chambres régionales des comptes*) (p. 3690) : au nom de la commission des finances saisie pour avis, ses amendements n° 32 et n° 33 qualifiant la faute d'intentionnelle ; adoptés - Accepte les amendements de la commission des finances saisie pour avis, n° 32 et n° 33 - Accepte l'amendement n° 268 du Gouvernement (simplifica-

tion de la saisine des juridictions compétentes dans le cas du délit d'entrave aux investigations des magistrats financiers) - **Art. 56 bis** (*procédure devant la Cour des comptes et les chambres régionales des comptes*) - Au nom de la commission des finances saisie pour avis, son amendement de suppression n° 34 ; adopté - Son amendement de suppression n° 175 ; adopté - **Art. 56 ter** (*procédure devant la Cour des comptes et les chambres régionales des comptes*) (p. 3691) : au nom de la commission des finances saisie pour avis, son amendement n° 35 : nouvelle rédaction ; adopté - Accepte l'amendement n° 35 de la commission des finances saisie pour avis - **Art. 56 quater** (*associations subventionnées*) : son amendement n° 178 : application du texte aux associations dont la subvention est supérieure à 500 000 F ou représente plus de 50 % du budget de l'association lorsque celui-ci atteint 250 000 F ; retiré - **Art. 57** (*contrôle de légalité des décisions des sociétés d'économie mixte locales exerçant des prérogatives de puissance publique*) (p. 3692) : son amendement n° 179 : exercice de prérogatives de puissance publique par les sociétés d'économie mixte pour le compte des groupements de collectivités locales ; adopté - **Art. 58** (*effet suspensif attribué aux demandes de sursis à exécution du préfet*) : son amendement de suppression n° 180 ; adopté - **Après l'art. 58** (p. 3693) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 213 de M. Paul Graziani (création des communautés de communes en zone urbaine) - **Intitulé du projet de loi** (p. 3694) : son amendement n° 181 : « projet de loi portant diverses dispositions relatives à certaines activités économiques et à certaines procédures publiques » ; adopté.

- **Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement [n° 12 (92-93)]** - (10 décembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec la proposition de loi n° 13) (p. 3904) : modification de la loi du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie publique - (p. 3905) : extension par l'Assemblée nationale de la liste des éléments soumis à déclaration et élargissement du champ d'application de la loi de 1988 aux parlementaires européens et à tous les conseillers régionaux et généraux - Rôle de la commission pour la transparence financière de la vie politique - Défavorable à l'assujettissement des conseillers généraux et régionaux à l'obligation de déclaration de patrimoine - **Art. 1^{er}** (*article L.O. 135-1 du code électoral*) (p. 3907) : son amendement n° 4 : délai de déclaration du patrimoine d'un membre du Parlement ; adopté - (p. 3908) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Robert Pagès (prise en compte de la situation patrimoniale des enfants mineurs du déclarant) - Son amendement n° 5 : conditions de fixation du modèle du formulaire sur lequel doit être effectuée la déclaration du patrimoine ; adopté - (p. 3909) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Robert Pagès (publication au Journal officiel de l'état récapitulatif des biens et dettes du déclarant ainsi qu'éventuellement de ceux de son conjoint et de ses enfants mineurs dans les deux mois qui suivent son entrée en fonction) - Ses amendements, n° 6 de conséquence, et n° 7 : suppression de l'obligation d'adresser chaque année à la commission pour la transparence financière de la vie politique copie de la déclaration d'impôt ; adoptés - **Après l'art. 1^{er}** : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Robert Pagès (abaissement du plafond des dépenses électorales pour les candidats à l'élection présidentielle) - **Art. 2** (*modalités du transfert à la Commission pour la transparence financière de la vie politique et compétence jusqu'à présent exercée par les Bureaux des deux assemblées du Parlement*) : son amendement n° 8 : application des dispositions de la présente loi organique pour les sénateurs au fur et à mesure du renouvellement des séries à compter du prochain renouvellement triennal du Sénat ; adopté - **Art. 3** (*article L.O. 136-1 du code électoral*) : son amendement rédactionnel n° 9 ; adopté.

- **Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certains mandats électoraux ou fonctions électives [n° 13 (92-93)]** - (10 décembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec la proposition de loi organique n° 12) : voir intervention sous la proposition de loi organique n° 12 (p. 3904, 3905) - **Art. 1^{er}** (*article premier de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique*) (p. 3910) : son amendement n° 7 : délai de déclaration du patrimoine d'un membre du Gouvernement ; adopté - (p. 3911) : son amendement n° 8 : suppression pour tout

membre du Gouvernement de l'obligation d'adresser au plus tard le 2 avril de chaque année copie de la déclaration d'impôt au président de la Commission pour la transparence financière de la vie politique ; adopté - **Art. 2 (extension de l'obligation de déclaration de patrimoine aux parlementaires européens et à de nouvelles catégories d'élus locaux)** : son amendement n° 9 : suppression des conseillers généraux et régionaux de la liste des élus titulaires de fonctions électives soumis à l'obligation de déclaration de patrimoine ; adopté - (p. 3912) : son amendement n° 10 : suppression de l'obligation pour les membres du Parlement européen et les élus locaux d'adresser une copie de la déclaration annuelle de revenus au président de la Commission pour la transparence financière de la vie politique ; adopté - **Art. 3 (extension des pouvoirs d'investigation de la Commission pour la transparence financière de la vie politique)** : son amendement n° 11 : suppression de la possibilité pour la Commission pour la transparence financière de la vie politique de demander toutes informations aux services de l'Etat chargés par la loi de procéder au contrôle du patrimoine ou des revenus des personnes ; adopté - (p. 3913) : son amendement n° 12 : suppression du rapport de la Commission pour la transparence financière de la vie politique établi sur les conditions dans lesquelles chaque déclarant nommément désigné s'est acquitté de ses obligations ; adopté - **Art. 4 (article 4 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988)** : ses amendements de coordination n° 13 et n° 14 ; adoptés - **Art. 5 (article L. 195 du code électoral)** (p. 3914) : son amendement de coordination n° 15 ; adopté - Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Alain Vasselle (inéligibilité des membres du Gouvernement qui n'ont pas déposé la déclaration relative à la transparence financière de la vie politique) - **Après l'art. 5** : son amendement de coordination n° 16 ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques - Nouvelle lecture [n° 152 (92-93)]** - (19 décembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4425) : échec de la commission mixte paritaire - Texte de fin de législature - Intitulé du projet de loi - Procédure d'urgence - **Titre I^{er}** (p. 4427) : ses amendements de suppression n° 6, n° 7, n° 8, n° 9, n° 10 et n° 11 ; adoptés - **Titre II** (p. 4428) : son amendement n° 12 : suppression du Titre II et de son intitulé ; adopté - **Art. 8 AA (pouvoir d'appréciation du juge pour la sanction des infractions aux différentes élections)** : son amendement n° 13 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 8 A, 8 B et 8** : ses amendements de suppression n° 14, n° 15 et n° 16 ; adoptés - **Art. 8 bis** (p. 4429) : son amendement de suppression n° 17 ; adopté - **Art. 8 ter A (audition de la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques)** : son amendement de suppression n° 18 ; adopté - **Art. 8 ter, 9 et 9 bis A** (p. 4430) : ses amendements de suppression n° 19, n° 20 et n° 21 ; adoptés - **Art. 9 bis B, 9 bis C, 9 bis, 10 et 10 bis** (p. 4431) : ses amendements de suppression n° 22, n° 23, n° 24, n° 25 et n° 26 ; adoptés - **Art. 11 et 12** (p. 4432) : ses amendements n° 27 et n° 28 tendant au rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adoptés - **Chapitre II** : son amendement n° 29 : suppression du chapitre II et de son intitulé ; adopté - **Art. 13, 14, 15, 16, 17, 18, 18 bis et 18 ter A** (p. 4433, 4434) : ses amendements de suppression n° 30, n° 31, n° 32, n° 33, n° 34, n° 35, n° 36 et n° 37 ; adoptés - **Art. 18 ter et 18 quater** : ses amendements n° 38 et n° 39 tendant au rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adoptés - **Art. 19 et 20** (p. 4435) : ses amendements n° 40 et n° 41 tendant au rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adoptés - **Art. 21** (p. 4436) : ses amendements n° 42 et n° 43 tendant au rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adoptés - **Art. 23** (p. 4437) : ses amendements n° 44 et n° 75 tendant au rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adoptés - **Art. 24** : son amendement n° 45 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 27** (p. 4438) : son amendement n° 46 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 28** : son amendement n° 47 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; et n° 48 : limitation à une seule fois de la possibilité de prolonger la délégation de service public ; adoptés - **Art. 29** (p. 4439) : son amendement de suppression n° 49 ; adopté - **Art. 31** : son amendement n° 50 :

rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 32 et 33** (p. 4440) : ses amendements de suppression n° 51 et n° 52 ; adoptés - **Art. 34 bis** : son amendement n° 53 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 35** : ses amendements n° 54 et n° 55 tendant au rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adoptés - **Art. 36, 37 et 38** (p. 4441) : ses amendements de suppression n° 56, n° 57 et n° 58 ; adoptés - **Art. 39 bis, 39 ter et 40** (p. 4442) : ses amendements de suppression n° 59, n° 60 et n° 61 ; adoptés - **Art. 41 et 45 ter** (p. 4443) : ses amendements de suppression n° 62 et n° 63 ; adoptés - **Art. 46** (p. 4444) : son amendement n° 64 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 46 ter et 46 quater** : ses amendements de suppression n° 65 et n° 74 ; adoptés - **Art. 46 quinquies (modalités du contrôle de l'Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction, ANPEEC, sur les organismes collecteurs du « 1 % logement »)** : son amendement n° 66 : extension du contrôle de l'ANPEEC à l'ensemble des organismes collecteurs ; adopté - **Art. 52, 53, 54 bis, 56, 58, 58 ter et intitulé du projet de loi** : ses amendements présentés par M. Jean-Marie Girault (p. 4446 à 4448) .

BONY (Marcel), sénateur du Puy-de-Dôme (S).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées jusqu'au 14 mai 1992.

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire (*JO Lois et décrets* du 23 décembre 1992).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques (15 décembre 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 15 mai 1992) (p. 1151) - Ministère : Aménagement du territoire - *Aménagement du territoire et transports terrestres* - Aménagement du territoire.

Questions orales sans débat :

n° 515 (*JO Débats* du 3 décembre 1992) (p. 3621) - Ministère : Equipement - *Désengagement du transport ferroviaire en milieu rural* - (Réponse : *JO Débats* du 12 décembre 1992) (p. 3964) - *Transports ferroviaires*.

n° 518 (*JO Débats* du 4 décembre 1992) (p. 3701) - Ministère : Agriculture - *Agriculture de montagne et réforme de la politique agricole commune* - (Réponse : *JO Débats* du 12 décembre 1992) (p. 3963) - *Agriculture*.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au dépôt légal [n° 247 (91-92)]** - (14 avril 1992) - **Art. 1^{er}** (*champ d'application du dépôt légal*) (p. 615) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à

l'amendement n° 1 de la commission (condition de subordination des logiciels et autres supports informatiques au dépôt légal et extension de la portée du dépôt légal des supports informatiques aux programmes sources) et sur ce dernier, aux sous-amendements de M. Jacques Thyraud, n° 25 et n° 26 - **Art. 3 (modalités d'application du dépôt légal)** (p. 618) : intervient sur l'amendement rédactionnel n° 4 de la commission - **Art. 5 (détermination des personnes soumises à l'obligation de dépôt)** (p. 620, 621) : se déclare favorable aux amendements de la commission n° 7, n° 8, n° 9, n° 10 rédactionnels ainsi qu'au n° 11 (rédaction désignant la future chaîne culturelle européenne) - (p. 621) : se déclare opposé à l'amendement n° 24 de M. Jacques Thyraud (extension aux producteurs des éditions informatiques de l'obligation du dépôt légal et exclusion des produits informatiques importés) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 627) : textes d'application - Financement - Programmes sources - Le groupe socialiste s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 485 (91-92)] - (2 juillet 1992) (p. 2361) : politique agricole commune, PAC - Marché de la viande - Quotas laitiers - Espace montagneux - Marché ovin - Puy-de-Dôme - (p. 2362) : utilisation des herbages - Aménagement du territoire - Chute des revenus des agriculteurs - Programme d'accompagnement national - Zones de montagne.

BORDAS (James), sénateur d'Indre-et-Loire (UREI).

Elu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre suppléant de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence (*JO Lois et décrets* du 20 novembre 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 4 décembre 1992) (p. 3659) - Ministère : Premier ministre - Politique de lutte contre le chômage - **Politique sociale**.

(*JO Débats* du 18 décembre 1992) (p. 4207) - Ministère : Affaires étrangères - **Droit d'ingérence humanitaire et intervention en Somalie** - **Action humanitaire**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales** [n° 348 (91-92)] - (8 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3737) : famille - Enfant - Egalité entre les partenaires de l'entreprise familiale - Ouverture du grand marché européen - Conjoint de nationalité différente - Convention internationale sur les droits de l'enfant du 20 novembre 1989 - Saisine du juge des enfants dans les conditions de l'article 375 du code civil - (p. 3738) : audition du mineur par le juge aux affaires familiales, JAF - Exercice conjoint de l'autorité parentale par les parents naturels - Recherche judiciaire de la filiation - Usage des empreintes génétiques - Paternité biologique et paternité sociologique - Harmonisation des législations nationales - Défavorable au principe d'un juge unique pour les affaires familiales - Accouchement secret - Amélioration de la fiscalisation du financement des allocations familiales, de l'utilisation des aides au logement et du paiement des pensions alimentaires.

BOROTRA (Didier), sénateur des Pyrénées-Atlantiques (UC).

Elu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur (21 octobre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives (10 décembre 1992).

BOUQUEREL (Amédée), sénateur de l'Oise (RPR).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

BOURDIN (Joël), sénateur de l'Eure (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

De nouveau au membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Relations culturelles, scientifiques et techniques** - [n° 57 (92-93)] tome 11 (24 novembre 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 16 octobre 1992) (p. 2676) - Ministère : Economie - **Situation financière du secteur du bâtiment - Bâtiment et travaux publics**.

Questions orales sans débat :

n° 442 (*JO Débats* du 10 juin 1992) (p. 1501) - Ministère : Equipement - **Décision relative au tracé de l'autoroute A 28** - (Réponse : *JO Débats* du 20 juin 1992) (p. 1898) - **Autoroutes**.

BOURGES (Yvon), sénateur de l'Ille-et-Vilaine (RPR).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992) ; puis vice-président (*JO Lois et décrets* du 9 octobre 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 4 décembre 1992) (p. 3645) - Ministère : Affaires étrangères - **Politique de la France à l'égard de la Bosnie-Herzégovine**, **Politique extérieure**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux [n° 183 (91-92)] - Suite de la discussion** - (21 janvier 1992) - **Art. 24 (indemnités des conseillers généraux) - Art. 14 de la loi du 10 août 1871 (régime indemnitaire des membres des conseils généraux)** (p. 338) ; son amendement n° 1, soutenu par M. Jacques de Menou ; présidents des commissions permanentes ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 15 de la loi précitée (conditions d'indemnisation des membres du conseil général autres que les parlementaires pour leurs frais de déplacement dans le département)** (p. 341) : son amendement n° 2 : remboursement des frais de déplacement des parlementaires ; adopté - (p. 342) : son amendement n° 3, soutenu par M. Jacques de Menou : application aux élus départementaux des régimes indemnitaires de la fonction publique et charges de fonctionnement des groupes politiques au sein des assemblées départementales ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques [n° 10 (92-93)] - Suite de la discussion** - (3 décembre 1992) - **Art. 50 (exploitation en régie par les communes de services d'intérêt public à caractère administratif)** (p. 3681, 3682, 3684) : son amendement n° 2 : conditions du financement des groupes d'élus par les collectivités territoriales ; adopté - Groupes dits politiques - Législation sur les indemnités correspondant à l'exercice des mandats locaux - Position du préfet d'Ille-et-Vilaine.

BOURGOING (Philippe de), sénateur du Calvados (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Vice-président de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques jusqu'au 11 juin 1992.

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice (*JO* Lois et décrets du 25 novembre 1992).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire (*JO* Lois et décrets du 23 décembre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives (18 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales (22 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature (15 janvier 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code civil et relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits (9 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la procédure pénale (11 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire (21 décembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 306 (91-92)] modifié par l'Assemblée nationale, relatif à la modernisation des entreprises coopératives [n° 311 (91-92)] (29 avril 1992) - **Economie sociale**.

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives [n° 450 (91-92)] (24 juin 1992) - **Economie sociale**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens - Deuxième lecture [n° 212 (91-92)]** - (22 avril 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 767) : avec le groupe de l'UREI, votera le texte ainsi amendé.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique [n° 13 (91-92)]** - (22 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 775) : nécessité de la réforme - Nouvelles incriminations - Intérêts fondamentaux de la nation - (p. 776) : classification et définition des armes - Infractions politiques - Avec le groupe de l'UREI, votera le texte amendé.

Suite de la discussion - (23 avril 1992) - **Art. 1^{er} (les dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et des délits contre la nation, l'Etat et la paix publique sont fixées par le livre IV annexé à la présente loi (réservé jusqu'après l'examen des articles du code pénal qui y sont annexés) - Titre III (des atteintes à l'autorité de l'Etat) - Chapitre II (Des atteintes à l'administration publique commises par des personnes exerçant une fonction publique) - Section 3 (Des manquements au devoir de probité) - Art. 432-12 du code pénal (délit d'ingérence)** (p. 830) ; intervient sur l'amendement n° 150 de M. Charles Jolibois (1° effets de l'érosion monétaire ; 2° délit d'ingérence ; 3°) et 4°), rédactionnels) - Elus des petites communes - Ingérence.

- **Projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives - Deuxième lecture [n° 306 (91-92)]** - (6 mai 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1003) : statut de la coopération - Sociétés coopératives - Sociétés ouvrières coopératives de production, SCOP - Sortie du statut coopératif - Régime fiscal des coopératives - (p. 1004) : sociétés d'intérêt collectif agricole, SICA - Coopératives maritimes et artisanales - Impartageabilité des réserves en cas de sortie du statut coopératif - Extension des moyens juridiques des sociétés coopératives d'habitation à loyer modéré, HLM - Au nom de la commission des lois, se déclare favorable à l'adoption de ce projet sous réserve du maintien du régime de déductibilité des ristournes des coopératives de commerçants détaillants - **Apport de capitaux extérieurs - Art. 11 (revalorisation des parts sociales)** (p. 1005) : son amendement de coordination n° 5 ; adopté - **Art. 12 ter (ouverture du capital des unions d'économie sociale)** (p. 1006) : son amendement n° 6 : incorporation des organismes de mutualité agricole dans la liste des sociétaires et suppression de toute référence à la quotité de capital détenu par les associés extérieurs ; adopté - **Art. 13 bis (certificats coopératifs d'associés)** (p. 1007) : accepte l'amendement de coordination n° 1 du Gouvernement - **Art. 19** : son amendement rédactionnel n° 7 ; adopté - **Art. 25 (incorporation des réserves)** (p. 1008) : son amendement n° 8 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 30** : son amendement n° 9 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture relatives aux modalités d'imputation des pertes sur le rembourse-

ment des parts sociales dans les sociétés coopératives artisanales ; adopté - **Art. 39** : son amendement n° 10 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture relatives au remboursement des parts sociales dans les sociétés coopératives maritimes ; adopté - **Après l'art. 46 bis** : accepte l'amendement n° 14 du Gouvernement (modalités de calcul des frais de liquidation des prêts consentis aux accédants à la propriété sociale) - **Art. 49 bis (fonds de garantie des sociétés de caution mutuelle)** (p. 1010) : son amendement n° 11 : suppression du paragraphe II qui fixe les modalités de constitution du fonds de garantie ; adopté - **Après l'art. 51 quater** : son amendement de coordination n° 12 ; adopté - **Art. 52 A (taux des rémunérations des parts des coopératives agricoles)** (p. 1011) : son amendement n° 13 : limitation de l'intérêt versé au capital souscrit par les associés coopérateurs ; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 1013) : rappelle que les statuts des coopératives peuvent prévoir l'émission de parts sociales.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique** - *Deuxième lecture* [n° 361 (91-92)] - (24 juin 1992) - **Art. 1^{er}** (réservé jusqu'après l'examen des articles du livre IV annexé) - *Art. 432-12 du code pénal* (p. 1954) : sur l'amendement n° 25 de la commission (reprise du texte adopté par le Sénat en première lecture), son sous-amendement n° 46 ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 450 (91-92)] - (29 juin 1992) - Rapporteur - *Discussion générale* (p. 2153) : accord en CMP.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 477 (91-92)] - (7 juillet 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2501) : avec le groupe de l'UREI votera le texte tel qu'il ressort des travaux de la CMP.

- **Projet de loi relatif aux procédures de passation de certains contrats dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications** [n° 506 (91-92)] - (28 octobre 1992) - *Discussion générale* (p. 2899) : transposition en droit interne de la directive communautaire du 17 septembre 1990 - Limitation du rôle du Parlement - Importance de l'enjeu économique de l'Europe des marchés publics - Introduction d'un système chiffré de préférence communautaire - Modification de la directive en vue de son extension au marché des services - (p. 2900) : amendement gouvernemental relatif à la première application du principe de subsidiarité - Au nom du l'UREI, se déclare favorable à l'adoption du texte de ce projet, tel qu'il résultera des travaux du Sénat.

- **Conclusions du rapport de M. Michel Souplet**, fait au nom de la commission des affaires économiques et du Plan sur sa proposition de loi (n° 509, 1991-1992) déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à rendre obligatoire l'addition de 5 p. 100 de carburant d'origine agricole aux carburants pétroliers [n° 26 (92-93)] - (4 novembre 1992) - *Discussion générale* (p. 3024) : caractère obligatoire de l'incorporation de carburants agricoles dans les carburants pétroliers - Mission d'information sur l'avenir de l'espace rural - Exonération de la taxe intérieure sur les produits pétroliers pour les biocarburants - Directives européennes - Mission confiée à M. Raymond Lévy, ancien président de Renault - Nécessité d'investissements - Réduction de la dépendance énergétique - Avec le groupe de l'UREI, votera les conclusions de la commission des affaires économiques - **Art. unique (obligation d'incorporation)** (p. 3029) : votera ce texte.

- **Conclusions du rapport de M. Charles Jolibois**, fait au nom de la commission élue spécialement pour son examen conformément à l'article 86, alinéa 3, du règlement, sur la proposition de résolution (n° 49, 92-93) de M. Jacques Sourdille déposée avec plusieurs de ses collègues portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de Justice [n° 101 (92-93)] - (10

décembre 1992) - **Art. unique** (p. 3902) : au nom de la majorité du groupe de l'UREI, se déclare opposé à l'amendement n° 1 de M. Marc Lauriol (renvoi de M. Laurent Fabius devant la commission d'instruction de la Haute Cour de justice).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique de sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine et modifiant le code de la santé publique** [n° 71 (92-93)] - (16 décembre 1992) - **Art. 2 (chapitre II (nouveau) du code de la santé publique** : « Du comité de sécurité transfusionnelle et de l'Agence française du sang ») - *Art. L. 667-6 du code de la santé publique (administration de l'Agence française du sang)* (p. 4129) : soutient l'amendement n° 81 de Mme Anne Heinis (représentation des établissements publics de santé au sein du conseil d'administration) - *Art. L. 667-11 (création du fonds d'orientation de la transfusion sanguine)* (p. 4131) : financement du fonds - Conséquences pour les centres de transfusion sanguine - Exemple du centre de Caen - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4155) : centre hospitalier universitaire et centre régional de transfusion sanguine de Caen - Vote de ce projet de loi par le groupe de l'UREI.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° 87 (92-93)] - *Suite de la discussion* - (18 décembre 1992) - **Après l'art. 21 ter** (p. 4326) : son amendement n° 93, soutenu par M. Bernard Seillier : introduction dans les statuts des coopératives de consommateurs d'une clause de sauvegarde permettant de conserver la majorité simple pour les associés coopérateurs ; adopté.

BOUSCH (Jean-Eric), sénateur de la Moselle (RPR).

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'administration territoriale de la République et à la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales [n° 476 (91-92)] (1^{er} juillet 1992) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République** - *Nouvelle lecture* [n° 245 (91-92)] - (23 janvier 1992) - **Art. 65 ter (groupement d'intérêt public pour la mise en oeuvre des programmes de coopération décentralisés)** (p. 464) : votera l'amendement de suppression n° 204 de la commission - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 465) : remerciements à M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.

BOUVIER (Raymond), sénateur de la Haute-Savoie (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992) ; puis secrétaire (*JO Lois et décrets* du 9 octobre 1992).

- Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre suppléant du Comité des finances locales ; de nouveau membre suppléant de ce comité (*JO Lois et décrets* du 8 mai 1992).

Membre titulaire du Haut Conseil du secteur public (*JO Lois et décrets* du 25 juin 1992).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion

du projet de loi modifiant le titre VI du Livre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire (21 décembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux [n° 183 (91-92)] - Suite de la discussion -** (21 janvier 1992) - **Avant l'art. 24** (p. 337) : soutient l'amendement n° 105 de M. Paul Girod (cas des membres du Gouvernement titulaires de mandats électoraux).

BOYER (André), sénateur du Lot (RDE).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; de nouveau membre suppléant de cet Office (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée au Chili et en Argentine, du 23 janvier au 1^{er} février 1992 [n° 278 (91-92)] (2 avril 1992) - **Amérique du Sud**.

BOYER (Eric), sénateur de La Réunion (apparenté au groupe RPR).

Elu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992).

BOYER (Jean), sénateur de l'Isère (UREI).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre suppléant de la Commission nationale d'urbanisme (*JO Lois et décrets* du 15 octobre 1992).

- Membre de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées jusqu'au 14 mai 1992.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le bruit (15 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques (15 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du régime pétrolier (16 décembre 1992).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques, à la suite d'une mission effectuée aux Etats-Unis du 15 au 27 septembre 1991, pour étudier la situation actuelle de l'économie américaine, notamment son agriculture, et la position de ce pays dans le cadre des négociations du GATT. [n° 254 (91-92)] (24 janvier 1992) - **Etats-Unis**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Plan** - [n° 58 (92-93)] tome 11 (24 novembre 1992).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 481 (*JO Débats* du 4 novembre 1992) (p. 2969) - Ministère : Equipement - *Crise de l'immobilier* - (*Réponse : JO Débats* du 21 novembre 1992) (p. 3356) - **Logement**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale [n° 314 (91-92)]** - (21 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1333) : harcèlement sexuel - Droits des femmes - Agressions sexuelles - Discrimination fondée sur le sexe - Licenciements abusifs - Abus d'autorité en matière sexuelle sur le lieu de travail - (p. 1334) : évolution du droit du travail - Construction d'une Europe sociale.

BOYER (Louis), sénateur du Loiret (UREI).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; de nouveau membre titulaire de cet Office (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public d'hospitalisation de Fresnes.

Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 3 au 5 février 1992 par une délégation chargée d'étudier les régimes de protection sociale dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle [n° 420 (91-92)] (17 juin 1992) - **Sécurité sociale**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Santé et politique hospitalière** - [n° 60 (92-93)] tome 2 (24 novembre 1992).

BRACONNIER (Jacques), sénateur de l'Aisne (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Vice-président de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification ; de nouveau membre de cette délégation (*JO* Lois et décrets du 16 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux relations entre transporteurs routiers de marchandises donneurs d'ordres et sous-traitants (10 décembre 1992).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - *Routes et voies navigables* - [n° 58 (92-93)] tome 12 (24 novembre 1992).

BREDIN (Frédérique), ministre de la jeunesse et des sports.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (*JO* Lois et décrets du 3 avril 1992).

Ministre de la jeunesse et des sports le 2 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (*JO* Lois et décrets du 3 avril 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités** [n° 356 (91-92)] - (11 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1583) : catastrophe du stade de Furiani à Bastia - Pratique sportive en France - Argent et sport professionnel - (p. 1584) : statuts commerciaux des clubs professionnels : société d'économie mixte ; société à but sportif - Statut associatif - Hygiène et sécurité des lieux de sport - (p. 1585) : dispositions visant à renforcer la sécurité en matière d'installations et de manifestations accueillant du public - Homologation préfectorale obligatoire de toutes les installations sportives - Installations provisoires - Pouvoir de police du maire - Billetterie - (p. 1586) : responsabilité des fédérations sportives et des ligues nationales dans l'organisation des manifestations - Délits commis dans les stades - Dispositions sociales et fiscales au bénéfice des sportifs de haut niveau - Métiers du sport ; diplômes - Garanties du droit à l'information en matière sportive ; chaînes de télévision - (p. 1587) : renforcement des compétences des fédérations sportives ; règlement disciplinaire ; contrôle de légalité a posteriori - Représentation des collectivités territoriales à la Commission nationale du sport de haut niveau - Demande l'adoption de ce projet de loi - (p. 1598) : inadéquation et fréquent dévoiement du statut associatif des clubs professionnels - Ligues de football - Retransmissions audiovisuelles des manifestations sportives - Sécurité des installations - (p. 1599) : pouvoir de police des maires - Exclusion des garanties et cautionnements d'emprunts par les collectivités territoriales - Sport à l'école - Contrats d'aménagement du temps de l'enfant - Fiscalité des sportifs de haut niveau - Profession d'intermédiaire - Enfants et sport de haut niveau - (p. 1600) : Institut national du sport et de l'éducation physique, INSEP - Fédérations sportives - Sport et argent - Sécurité des installations - Délinquance dans les stades - Indemnisation des victimes de la catastrophe de Furiani - Budget du ministère de la jeunesse et des sports - **Art. 1^{er}** (*responsabilité de l'Etat dans le domaine des formations conduisant aux professions des activités physiques et sportives*) (p. 1601) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (nouvelle rédaction) sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 67 ; adopté - Sur l'amendement n° 2 de la commission (amélioration de la rédaction), son sous-amendement n° 68 ; rejeté - S'oppose au sous-amendement n° 51 de la commission des lois saisie pour avis - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 précité - **Art. 3** (*régime des associations sportives « à statut renforcé »*) (p. 1603) : accepte l'amendement n° 3 de la commission (référence à l'article 29 relatif à la procédure d'alerte, de la loi du 1^{er} mars 1984 relative à la prévention et au

règlement amiable des difficultés des entreprises) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 69 ; adopté - Accepte l'amendement rédactionnel n° 4 de la commission - **Art. 4** (*protection des marques des groupements sportifs*) : accepte l'amendement de coordination n° 5 de la commission - **Après l'art. 4** (p. 1604) : s'oppose à l'amendement n° 95 de Mme Hélène Luc (réglementation des transferts et des rémunérations des sportifs) - **Art. 5** (*capital social des sociétés à but sportif et des sociétés d'économie mixte sportives*) : sur les amendements de la commission, demande le retrait du n° 6, de coordination, et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 7 (établissement de l'intitulé initial des sociétés « à objet sportif ») - (p. 1605) : accepte l'amendement n° 8 de la commission (cessions d'actions et appel à l'épargne publique) sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 70 ; adopté ; sur le même amendement, accepte le sous-amendement n° 53 de la commission des lois saisie pour avis - S'oppose à l'amendement n° 96 de Mme Hélène Luc (possibilité pour chaque membre de l'association sportive de demander la communication de tout contrat aux commissaires aux comptes) - **Art. 6** (*interdiction d'être actionnaire de plusieurs sociétés sportives*) (p. 1606, 1607) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 9 de la commission (nullité des cessions d'actions non conformes aux dispositions de la loi) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 71 ; rejeté - Accepte les sous-amendements n° 56 et n° 59 de la commission des lois saisie pour avis - **Après l'art. 6** : s'oppose à l'amendement n° 10 de la commission (conditions de participation des groupements sportifs aux compétitions nationales) - **Art. 7** (*contrôle des intermédiaires*) (p. 1608) : sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 11 (obligation d'avoir un représentant établi en France pour les intermédiaires français ou étrangers établis hors de France) et accepte le n° 12 (interdiction d'exercer la profession d'intermédiaire aux personnes ayant déjà fait l'objet d'une interdiction d'exercice des professions industrielles, commerciales ou libérales) - **Art. 8** (*conventions d'objectifs conclues entre l'Etat et les fédérations ; règlement-type disciplinaire*) (p. 1609) : s'oppose aux amendements de Mme Hélène Luc n° 97 (droit des sportifs licenciés de faire appel des décisions disciplinaires prises par la fédération sportive à leur encontre devant le tribunal de grande instance) et n° 98 (élargissement de la possibilité de convention avec l'Etat à toutes les fédérations sportives) - (p. 1610) : s'oppose aux amendements de la commission n° 13 (extension de l'application du règlement-type et suppression de la référence à l'avis du Comité national olympique) et n° 14 (possibilité pour le ministre chargé des sports d'annuler les décisions disciplinaires prises par les fédérations sportives agréées dans le cadre de leur mission de service public) - **Art. 10** (*contrôle de légalité des actes des fédérations délégataires*) (p. 1611) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 15 de la commission - Accepte les amendements n° 61 et n° 62 de la commission des lois saisie pour avis (procédure de sursis à exécution) - **Art. 11** (p. 1612) : accepte l'amendement n° 16 de la commission (réduction du délai de suppression de l'appellation « fédération française » pour les fédérations qui n'ont pas de délégation) sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 72 ; adopté - **Art. 11 bis** (*conditions d'agrément des manifestations sportives par les fédérations délégataires*) : s'oppose à l'amendement n° 93 de M. Franz Duboscq (nouvelle rédaction) - **Art. 12** (*dispositions relatives à la cession des droits d'exploitation des événements sportifs et à l'accès à l'information sportive*) - **Art. 18-1 de la loi du 16 juillet 1984** (*droit d'exploitation des manifestations et compétitions sportives*) (p. 1613) : s'oppose à l'amendement n° 17 de la commission (affirmation du droit d'expression des sportifs participant à la manifestation ou à la compétition) - **Art. 18-2** (*droit à l'information sportive*) : s'oppose à l'amendement n° 18 de la commission (renforcement du droit de citation) et sur cet amendement au sous-amendement n° 100 de Mme Hélène Luc - **Art. 18-3** (*prohibition du gel des droits*) (p. 1615) : sur la fixation par décret des modalités d'application des dispositions de cet article, s'oppose à l'amendement n° 19 de la commission et accepte l'amendement n° 90 de Mme Françoise Seligmann - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 20 de la commission (fixation par décret des modalités d'application) et sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 91 de Mme Françoise Seligmann.

Suite de la discussion - (12 juin 1992) - **Art. 12 bis** (*procédure obligatoire de conciliation*) (p. 1629, 1630) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 21 de la commission - **Art. 13** (*rôle des collectivités territoriales*) (p. 1631) : sur l'amendement n° 63 de la commission des lois saisie pour avis, qu'elle accepte (exclusion de la possibilité d'accorder des garanties d'emprunt et des cautionnements aux clubs sportifs), son sous-amendement n° 73 ; rejeté - S'oppose à l'amendement n° 22 de la commission (exclusion de la possibilité d'accorder des garanties d'emprunt et des cautionnements aux clubs sportifs) - **Art. 13 bis** (*rôle des comités d'entreprise*) (p. 1632) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 23 de la commission (participation au financement des activités physiques et sportives de l'entreprise) - **Art. 15** (*assurance sportive*) : s'oppose à l'amendement n° 101 de Mme Hélène Luc (dissociation du prêt de l'assurance du prix de la licence sportive) - **Après l'art. 16** (p. 1633) : s'oppose à l'amendement n° 94 de M. Serge Vinçon (construction obligatoire par les collectivités territoriales des installations sportives nécessaires à l'éducation physique et sportive) - **Art. 17** (*modification de l'affectation des équipements sportifs financés partiellement par une collectivité publique*) : son amendement n° 74 ; recours à décret ; adopté - **Art. 17 ter** (*sécurité des équipements et des manifestations sportives*) - **Avant l'art. 42-1 de la loi du 16 juillet 1984** (p. 1634) : s'oppose à l'amendement n° 24 de la commission (commission nationale de sécurité des enceintes sportives) - **Art. 42-1** (*homologation des enceintes sportives*) (p. 1635, 1636) : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Lesein (maintien et adaptation des procédures existantes) - Ses amendements n° 76, n° 77 et n° 78 : modification de la rédaction ; devenus sans objet - **Art. 42-2** (*conditions d'autorisation d'ouverture au public des installations provisoires aménagées dans des enceintes sportives*) : s'oppose à l'amendement n° 26 de la commission (compétences de la commission de sécurité) - **Art. 42-3** (*responsabilités des fédérations délégataires en matière d'organisation des manifestations sportives*) (p. 1637) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 27 de la commission - **Art. 42-4** (*accès de personnes en état d'ivresse à une enceinte où se déroule une manifestation sportive*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 28 de la commission et accepte l'amendement n° 64 de la commission des lois saisie pour avis (amélioration de la rédaction) - **Art. 42-5** (*introduction de boissons alcoolisées dans une enceinte où se déroule une manifestation sportive*) (p. 1638) : accepte l'amendement n° 65 de la commission des lois saisie pour avis (relèvement du montant de l'amende) - **Art. 42-6** (*manifestations sportives organisées dans des enceintes non homologuées ou en violation de l'homologation*) : accepte l'amendement n° 29 de la commission (nouvelle rédaction prévoyant notamment l'extension du délit de « double billetterie ») - **Art. 42-7** (*incitation à la violence et à la haine dans les stades*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 30 de la commission - **Art. 42-9** (*application de la procédure de l'homologation aux installations existantes*) (p. 1639) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 32 de la commission - Son amendement rédactionnel n° 79 ; devenu sans objet - **Art. 18** (*conditions d'accès à l'exercice rémunéré des professions des activités physiques et sportives*) (p. 1640) : sur l'amendement n° 33 de la commission (liste des conditions d'homologation), ses sous-amendements n° 80 et n° 81 ; rejetés - S'oppose au sous-amendement n° 102 de Mme Hélène Luc ; s'oppose à l'amendement n° 33 précité - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 34 de la commission (motif d'interdiction professionnelle : référence à l'article L. 630 du code de la santé publique relatif à l'incitation à l'usage des stupéfiants) - (p. 1641) : s'oppose à l'amendement n° 103 de Mme Hélène Luc (responsabilité pénale des dirigeants de club en cas d'infraction à la loi) - **Art. 19** (*autorisations spécifiques d'exercice rémunéré d'une profession rémunérée relative aux activités physiques et sportives*) : s'oppose à l'amendement n° 104 de Mme Hélène Luc (extension de la dérogation à tous les ressortissants étrangers) - **Art. 20** (*conditions d'exploitation des établissements d'activités physiques et sportives*) : accepte l'amendement n° 92 de Mme Françoise Seligmann (substitution de la notion de pratique à la notion d'organisation des activités physiques et sportives) - **Art. 21** (*conditions d'application des articles 43, relatif aux conditions de diplôme, et 47, relatif à l'exploitation des établissements*) (p. 1642) : s'oppose à l'amendement n° 35 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 25** (*recherche et*

constatation des infractions) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 106 de Mme Hélène Luc - **Art. 26** (*application de la loi du 16 juillet 1984 à la collectivité territoriale de Mayotte et à la Nouvelle-Calédonie*) (p. 1643) : ses amendements n° 82 et n° 83 : non application à la Nouvelle-Calédonie ; adoptés - **Art. 27** (*régime fiscal des dépenses exposées par les sportifs de haut niveau pour l'acquisition d'un diplôme ou d'une qualification professionnelle*) (p. 1644) : s'oppose à l'amendement n° 43 de la commission des finances saisie pour avis (notion de frais professionnels réels engagés dans la perspective d'une reconversion professionnelle par les personnes tirant un revenu de leur pratique sportive) - Son amendement n° 112 : retour au texte initial du Gouvernement prévoyant l'établissement d'une liste de sportifs de haut niveau ; rejeté - (p. 1645) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de coordination n° 44 de la commission des finances saisie pour avis et n° 36 de la commission - **Art. 28** (*conditions d'assujettissement aux cotisations sociales des sommes attribuées par l'Etat, les collectivités territoriales, les fédérations sportives et les entreprises, aux sportifs de haut niveau*) : sur l'amendement n° 45 de la commission des finances saisie pour avis (nouvelle rédaction), son sous-amendement n° 85 ; rejeté - S'oppose à l'amendement n° 45 précité - Sur le même objet, son amendement n° 84 ; devenu sans objet - **Après l'art. 31** (p. 1646) : s'oppose à l'amendement n° 107 de Mme Hélène Luc (relèvement du taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés pour les entreprises produisant des objets sportifs) - **Art. 32** (*modification de la loi du 29 juin 1989 relative à la prévention et à la répression de l'usage des produits dopants à l'occasion des compétitions et des manifestations sportives*) (p. 1647) : son amendement de coordination n° 86 ; adopté - **Art. 33** (*entrée en vigueur de la loi*) : s'oppose à l'amendement n° 38 de la commission (report au 1^{er} janvier 1996 de l'application des dispositions imposant aux clubs sportifs qui dépassent les seuils de se constituer en société) - Son amendement n° 87 : réduction du délai d'application de la loi ; adopté - (p. 1648) : s'oppose à l'amendement n° 39 de la commission (date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à la reconnaissance des diplômes) - Sur le même objet, son amendement n° 88 ; adopté - S'oppose à l'amendement de coordination n° 40 de la commission - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 41 de la commission (suppression du paragraphe prévoyant l'abrogation de la loi du 16 juillet 1984) - **Après l'art. 33** (p. 1649) : s'oppose à l'amendement n° 108 de Mme Hélène Luc (augmentation du montant de l'abattement prévu pour la taxe sur les salaires due par les associations sportives).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 460 (91-92)] - (30 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 2217, 2218).

BRISEPIERRE (Paulette), sénateur des Français établis hors de France (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la commission des affaires étrangères (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel, de nouveau membre titulaire (*JO* Lois et décrets du 10 décembre 1992).

Membre titulaire de la Commission nationale des Bourses de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la validation d'acquis professionnels pour la délivrance de diplômes et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale (1^{er} juillet 1992).

DÉPÔTS

Proposition de loi organique, déposée avec M. Charles de Cuttoli et M. Paul d'Ornano, tendant à modifier et compléter la

loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République [n° 18 (90-91)] (9 octobre 1990) - Reprise par ses auteurs le 23 avril 1992 - Elections.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux** [n° 183 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (21 janvier 1992) - **Après l'art. 31** (p. 359) : son amendement n° 4, soutenu par M. Charles de Cuttoli : autorisations d'absence des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger ; adopté - (p. 360) : ses amendements, soutenus par M. Charles de Cuttoli, n° 5 : protection particulière en faveur des membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger ; et n° 6 : séjour en France des membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger ; retirés - **Art. 34** (*entrée en vigueur de la loi*) (p. 364) : son amendement n° 7, soutenu par M. Charles de Cuttoli : application aux membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger ; adopté.

BRIVES (Louis), sénateur du Tarn (RDE).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Juge titulaire de la Haute Cour de justice ; de nouveau juge titulaire (*JO Lois et décrets* du 28 octobre 1992), puis président (*JO Lois et décrets* du 18 décembre 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 12 juin 1992) (p. 1573) - Ministère : Affaires européennes - *Révision des zonages des fonds structurels communautaires* - **Communauté économique européenne (CEE)**.

(*JO Débats* du 4 décembre 1992) (p. 3644) - Ministère : Agriculture - *Renégociation des fonds de la CEE et XIe Plan* - **Communauté économique européenne (CEE)**.

Questions orales avec débat :

n° 10 (*JO Débats* du 24 mai 1991) (p. 1040) - Ministère : Agriculture - *Politique de maîtrise des eaux* - (Caduque : avril 1992) - **Eau et assainissement**.

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 485 (91-92)] - (2 juillet 1992) (p. 2381) : allègement des charges - (p. 2382) : installation des jeunes agriculteurs - Tarn-et-Garonne - Aides directes - Revenu des agriculteurs.

C

CABANA (Camille), sénateur de Paris (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre de la commission d'enquête, chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques, jusqu'au 11 juin 1992.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mise à la disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services (20 octobre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon (16 décembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi de M. Pierre-Christian Taittinger [n° 307 (90-91)] tendant à lutter contre le squattage des locaux d'habitation [n° 284 (91-92)] (9 avril 1992) - **Logement**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, portant validation d'actes administratifs [n° 303 (91-92)] (21 avril 1992) - **Fonction publique territoriale**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 103 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 92-11 du 4 janvier 1992 d'habilitation relative à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer [n° 129 (92-93)] (16 décembre 1992) - **Territoires d'outre-mer**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 105 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon [n° 136 (92-93)] (16 décembre 1992) - **Collectivités territoriales d'outre-mer**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon [n° 146 (92-93)] (17 décembre 1992) - **Collectivités territoriales d'outre-mer**.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 451 (JO Débats du 18 juin 1992) (p. 1796) - Ministère : Equipement - *Suite donnée au rapport du Conseil d'Etat consacré à la réforme du droit de l'urbanisme* - (Réponse : 27 juin 1992) (p. 2112) - **Urbanisme**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la mise à disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement**

et à la prise en charge des dépenses de ces services [n° 412 (91-92)] - (20 octobre 1992) - **Discussion générale** (p. 2705) : département de Paris et statut local de la voirie - (p. 2706) ; conseils généraux - Unité du service public et décentralisation : organisation des services de l'équipement, statut des personnels - Voirie communale - Parcs départementaux et subdivisions territoriales - (p. 2707) : réseau routier : partage entre l'Etat et les collectivités locales - **Art. 6 (adaptation de l'organisation des services)** (p. 2722) : son amendement n° 46 : possibilité pour le conseil général, s'il estime que le projet d'organisation ne répond pas aux conditions posées par le présent article, de saisir la commission nationale de conciliation ; adopté.

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale [n° 3 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (20 novembre 1992) - **Après l'art. 165** (p. 3346) : son amendement n° 223, soutenu par M. Emmanuel Hamel : poursuite de l'action publique ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques [n° 10 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (3 décembre 1992) - **Art. 35 (contrats des sociétés d'économie mixte, des organismes privés d'HLM et des sociétés d'économie mixte de construction de logements sociaux)** (p. 3641) : organismes d'HLM - **Art. 40 (participation des constructeurs à la réalisation d'équipements publics dans le cadre d'opérations d'aménagement)** (p. 3670) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 74 de la commission des affaires économiques saisie pour avis - **Art. 53 (contrôle des sociétés d'économie mixte locales)** (p. 3687) : intervient sur l'amendement n° 172 de la commission (information des collectivités locales actionnaires en cas de participation au capital d'une société commerciale sans information préalable à la prise de participation) - Sociétés d'économie mixte et code des marchés publics - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3695) : au nom du groupe du RPR, votera le projet de loi ainsi amendé - Remerciements adressés au rapporteur de la commission des lois.

- **Projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 92-11 du 4 janvier 1992 d'habilitation relative à l'adaptation de la législation applicable dans les départements d'outre-mer [n° 103 (92-93)]** - (16 décembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4157) : application des lois dans les départements d'outre-mer - Assemblées territoriales - Organisation judiciaire - Propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 91-1380 du 28 décembre 1991 d'habilitation relative à l'adaptation de la législation applicable à la collectivité territoriale de Mayotte [n° 104 (92-93)]** - (16 décembre 1992) - En remplacement de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur - **Discussion générale** (p. 4159) : conseil général de Mayotte - Accélération du processus de modernisation juridique - Propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon [n° 105 (92-93)]** - (16 décembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4162, 4163) : jurisprudence du Conseil d'Etat sur le principe de spécialité législative des territoires d'outre-mer - Elections législatives en Polynésie française - Consultation des assemblées territoriales - Commission nationale et commissions locales du droit de l'outre-mer - Propose l'adoption de ce projet de loi - **Après l'art. 2** (p. 4164, 4165) : son amendement n° 12 : application à la collectivité territoriale de Mayotte de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications ; retiré - **Art. 12 (adaptation de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication)** : son amendement de rectification n° 13 ; adopté - **Art. 24 bis (dispositions modifiant la législation électorale)** (p. 4169) : accepte l'amendement n° 8 du Gouvernement (modification de la date limite de déclaration des candidatures entre les deux tours de scrutin en Polynésie française) - **Art. 35 bis (adaptation de dispositions du code des douanes au territoire des îles Wallis-et-Futuna)** (p. 4171, 4172) : son

amendement de rectification n° 14 ; adopté - **Art. 44** (*installation du nouveau conseil d'administration de la caisse de prévoyance sociale de Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 4174) : son amendement n° 15 : réduction du délai ; retiré - **Après l'art. 47** (p. 4176) : accepte l'amendement n° 9 du Gouvernement (application à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon du régime de l'épargne logement prévu aux articles L. 315-1 à L. 315-10 du code de la construction et de l'habitation) - **Après l'art. 47 ter** (p. 4177) : demande le retrait de l'amendement n° 3 de M. Albert Pen (plan social des dockers à Saint-Pierre-et-Miquelon) - Accepte l'amendement n° 19 du Gouvernement (autorisation d'ouverture de casinos à Saint-Pierre-et-Miquelon) - (p. 4178) : accepte l'amendement n° 5 de M. Albert Pen (octroi au conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon de la compétence d'immatriculation de navires armés au commerce) - **Art. 48 A** (*extension du régime de la tutelle aux prestations sociales*) (p. 4179) : accepte l'amendement de suppression n° 10 du Gouvernement - **Art. 48 B** (*conseils de la culture, de l'éducation et de l'environnement dans les régions de Guadeloupe, Guyane, de Martinique et de la Réunion*) (p. 4180) : son amendement de rectification n° 16 ; adopté - **Art. 48 ter** (*taxe spéciale de consommation dans les régions de Guadeloupe, Guyane, Martinique et de la Réunion*) (p. 4181, 4182) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de M. Georges Othily (augmentation de la part de la dotation affectée à la collectivité régionale) - **Art. 49** (*adaptation de la loi n° 46-173 du 23 mai 1946 portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur*) (p. 4183) : son amendement n° 17 : autorisation d'exercer en métropole pour les personnes non diplômées autorisées à exercer dans les DOM-TOM ; rejeté - **Art. 50 bis** (*adaptation de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat*) (p. 4184) : son amendement n° 18 : commission départementale d'équipement commercial ; adopté - **Après l'art. 50 quater** (p. 4185) : accepte l'amendement n° 11 du Gouvernement (extension aux DOM et à Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi du 25 octobre 1946 instituant le Centre national de la cinématographie) - **Après l'art. 51** (p. 4186, 4187) : sur les amendements de M. Albert Pen, accepte le n° 6 (compétences du président du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon en matière de relations internationales) et demande le retrait du n° 7 (régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon : garantie des droits des travailleurs intermittents, notamment les dockers).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 146 (92-93)] - (19 décembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** : son intervention présentée par M. Albert Pen (p. 4478).

CABANEL (Guy), sénateur de l'Isère (UREI ; puis rattaché administrativement au groupe du RDE) **Réélu sénateur le 27 septembre 1992.**

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires étrangères.
- Membre de la commission des lois (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).
- Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes ; puis secrétaire de cette délégation (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992).
- Membre du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire (*JO Lois et décrets* du 13 novembre 1992).
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire (21 décembre 1992).
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales (22 décembre 1992).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée au Chili et en Argentine, du 23 janvier au 1^{er} février 1992 [n° 278 (91-92)] (2 avril 1992) - **Amérique du Sud.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 249 (91-92)] autorisant l'adhésion au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires [n° 295 (91-92)] (15 avril 1992) - **Traités et conventions.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée sur le traité de l'Union européenne [n° 307 (91-92)] (23 avril 1992) - **Communautés européennes.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 15 mai 1992) (p. 1149) - Ministère : Equipement - **TGV Lyon-Turin - Transports ferroviaires.**

(*JO Débats* du 18 décembre 1992) (p. 4205) - Ministère : Equipement - **Difficultés du transport aérien intérieur - Transports aériens.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'adhésion au traité sur la non prolifération des armes nucléaires [n° 249 (91-92)]** - (29 avril 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 942 à 943, 946 et 947).

CALDAGUES (Michel), sénateur de Paris (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.
- De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).
- Vice-président de la délégation parlementaire pour les communautés européennes ; de nouveau vice-président de cette délégation (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992).
- Membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur les conditions dans lesquelles il a été décidé d'admettre sur le territoire français M. Georges Habache, dirigeant du Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.) (*JO Lois et décrets* du 23 avril 1992) jusqu'au 18 juin 1992.
- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice (*JO Lois et décrets* du 25 novembre 1992).
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national relatives à la réserve du service militaire (21 décembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 227 (91-92)]** - (16 janvier 1992) - **Après l'art. 5** (p. 225) : statut de réfugié politique - **Art. 7 bis** (*maintien en zone de transit de l'étranger non admis et du demandeur d'asile*) (p. 234) : se déclare opposé à l'amendement n° 17 de M. Claude Estier

(délai plus court assorti d'un contrôle de l'autorité judiciaire) - Zones de transit.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 243 (91-92)] - (22 janvier 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 396) : avec le groupe du RPR, votera ce texte.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (16 juin 1992) - **Art. 2** (insertion dans la Constitution d'un titre XIV : « Des Communautés européennes et de l'Union européenne ») - **Art. 88-1 de la Constitution** (transferts des compétences nécessaires à l'établissement de l'Union économique et monétaire et à la politique commune des visas) (p. 1694, 1695) : Union économique et monétaire - Clause de réciprocité - Drogations au Traité de Maastricht - Consultation du Parlement français avant le passage à la troisième phase - Souligne que cet article appelle les plus grandes réserves - (p. 1703) : condition, de réciprocité mise à l'entrée dans l'Union économique et monétaire - Rôle du Parlement.

- **Projet de loi relatif au plan d'épargne en actions** [n° 389 (91-92)] - (25 juin 1992) - **Art. 10** (définition d'un seuil spécifique d'imposition pour les cessions de titres d'OPCVM de capitalisation court terme) (p. 2035) : son amendement n° 13 : report de la date des dispositions de cet article au 1^{er} janvier 1996 lorsque le montant des cessions dont il s'agit provient de titres souscrits avant le 21 juin 1992 et aura été versé sur un PEA dans les trois mois de leur réalisation ; rejeté.

- **Conclusions du rapport de M. Charles Jolibois**, fait au nom de la commission élue spécialement pour son examen conformément à l'article 86, alinéa 3, du règlement, sur la **proposition de résolution** (n° 49, 92-93) de **M. Jacques Sourdille** déposée avec plusieurs de ses collègues portant mise en accusation de **M. Laurent Fabius**, ancien Premier ministre, de **Mme Georgina Dufoux**, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de **M. Edmond Hervé**, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de Justice [n° 101 (92-93)] - (10 décembre 1992) - **Art. unique** (p. 3901) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de **M. Marc Lauriol** (renvoi de **M. Laurent Fabius** devant la commission d'instruction de la Haute Cour de justice).

CALMEJANE (Robert), sénateur de Seine-Saint-Denis (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 434 (JO Débats du 2 juin 1992) (p. 1450) - Ministère : Economie - **Respect par les compagnies d'assurances des obligations découlant des arrêtés reconnaissant un état de catastrophe naturelle** - (Réponse : 20 juin 1992) (p. 1896) - **Catastrophes naturelles**.

CAMOIN (Jean-Pierre), sénateur des Bouches-du-Rhône (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Est nommé membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur les conditions dans lesquelles il a été décidé d'admettre sur le territoire fran-

çais **M. Georges Habache**, dirigeant du Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.) (JO Lois et décrets du 23 avril 1992) jusqu'au 18 juin 1992.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la validation d'acquis professionnels pour la délivrance de diplômes et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale (1^{er} juillet 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art (21 décembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 456 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif à la validation d'acquis professionnels pour la délivrance de diplômes et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale [n° 469 (91-92)] (30 juin 1992) - **Enseignement**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la validation d'acquis professionnels pour la délivrance de diplômes et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale [n° 486 (91-92)] (3 juillet 1992) - **Enseignement**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 496 (91-92)], adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, relatif à la validation d'acquis professionnels pour la délivrance de diplômes et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale [n° 497 (91-92)] (8 juillet 1992) - **Enseignement**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Enseignement supérieur** - [n° 57 (92-93)] tome 6 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la validation d'acquis professionnels, pour la délivrance de diplômes et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale** [n° 456 (91-92)] - (1^{er} juillet 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2319) : éducation nationale - Utilisation de l'informatique dans l'éducation nationale - Universités - Validation des acquis professionnels - Diplômes technologiques - (p. 2320) : enseignement privé - **Art. 1^{er}** (validation d'acquis professionnels pour l'obtention des diplômes de l'enseignement supérieur) (p. 2327) : son amendement n° 7 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - **Art. 2** (validation des acquis professionnels pour l'obtention de diplômes de l'enseignement technologique) (p. 2329) : son amendement n° 8 : membres non enseignants des jurys de validation ; adopté - (p. 2329) : sur les amendements de **Mme Hélène Luc**, s'oppose au n° 19 (insertion des mots « pour les formations allant jusqu'au niveau V ») et accepte le n° 20 (vérification des connaissances par le jury) - **Art. 3** (création de commissions paritaires d'établissements) (p. 2330) : s'oppose aux amendements de **Mme Hélène Luc**, n° 21 (recrutement et promotion des ingénieurs) et n° 22 de coordination - **Art. 4** (statut dérogatoire des universités nouvelles) : son amendement n° 9 : rétablissement du délai initial de cinq ans ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 23 de **Mme Hélène Luc** - **Art. 5** (délégation des pouvoirs aux présidents d'université en matière de recrutement et de gestion des personnels) (p. 2331) : son amendement de suppression n° 10 ; adopté - **Art. 6** (participation de personnalités extérieures au recrutement d'enseignants-chercheurs des grands établissements) : s'oppose à l'amendement n° 25 de **Mme Hélène Luc** (dérogation aux dispositions de l'article 37 de la loi de 1984 pour la seule Ecole nationale des Chartres tout en confirmant la disposition similaire prise en faveur du Conservatoire national des arts et métiers) - **Après l'art. 6** (p. 2332) : accepte l'amendement n° 26 de **Mme Hélène Luc**

(accès pour les directeurs de l'École pratique des hautes études à l'éméritat) - **Art. 10** (*limitation d'âge des enseignants-chercheurs*) (p. 2333) : son amendement n° 11 : substitution des mots de « jusqu'à la fin de l'année universitaire au plus tard à ceux de « jusqu'au 31 août » ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 27 de Mme Hélène Luc (report de l'âge normal de la retraite jusqu'à la fin de l'année universitaire avec l'accord des personnels intéressés) - **Art. 12** (*acquisition de la propriété des biens des établissements publics locaux d'enseignement*) (p. 2334) : son amendement n° 12 : droit de remboursement au titre du fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) ; adopté - **Art. 13** (*sort des biens en cas de dissolution de l'établissement ou de fermeture d'une formation spécialisée*) : son amendement n° 13 : droit à remboursement au titre du fonds de compensation pour la TVA ; adopté - **Après l'art. 13** (p. 2335) : accepte l'amendement n° 28 de Mme Hélène Luc (établissement à caractère médical, sanitaire ou social) - **Art. 13 bis** (*sort des biens en cas de dissolution de l'établissement ou de fermeture d'une formation spécialisée*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 5 du Gouvernement - **Après l'art. 13 bis** : son amendement n° 14 : possibilité pour les départements et les régions de bénéficier du fonds de compensation pour la TVA au titre des subventions versées aux collèges et aux lycées pour leurs dépenses d'équipement en matériel ; adopté - **Art. 14** (*extension de la durée de l'année scolaire*) (p. 2336) : s'oppose à l'amendement n° 29 de Mme Hélène Luc (nouvelle rédaction de cet article) - **Avant l'art. 15** : son amendement n° 15 : subvention des collectivités territoriales aux établissements privés ; adopté - **Art. 18** (*extension du principe de parité au cas des documentalistes et des directeurs d'école*) (p. 2339) : son amendement n° 16 : avantages financiers et décharges de service liés à la direction des écoles publiques ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - Accepte l'amendement n° 6 du Gouvernement (personnel de documentation).

Nouvelle lecture [n° 496 (91-92)] - (8 juillet 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2512) : échec de la commission mixte paritaire - Subventions des établissements d'enseignement privé - Amélioration de la parité de traitement entre l'enseignement privé et l'enseignement public - Loi Debré du 31 décembre 1959 - (p. 2513) : reprise pour l'essentiel de la rédaction retenue en première lecture par le Sénat - Enseignants chercheurs - Droit à remboursement au titre du fonds de compensation pour la TVA des collectivités territoriales - **Art. 1^{er}** (p. 2514) : son amendement n° 5 : information des étudiants sur les possibilités de validation des acquis professionnels et personnels offertes par le droit existant ; adopté - **Art. 4** : son amendement n° 6 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 5** (p. 2515) : son amendement n° 7 : limitation aux personnels non enseignants des possibilités de délégation de pouvoir prévues à cet article ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 3 de Mme Hélène Luc - **Art. 6 bis** : son amendement n° 8 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 10** (p. 2516) : s'oppose à l'amendement n° 4 de Mme Hélène Luc (décision de report de l'âge normal de la retraite après accord des personnes intéressées) - Son amendement n° 9 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 12** : son amendement n° 10 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 13 - Art. 13 bis A - Art. 13 ter et Art. 14 bis** (p. 2517) : ses amendements n° 11, n° 12, n° 13 et n° 14 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adoptés.

- **Projet de loi relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art** [n° 512 (91-92)] - (27 octobre 1992) - **Discussion générale** (p. 2866) : allègement du coût d'assurance des grandes expositions temporaires - Franchise - (p. 2867) : insuffisance du projet - Nécessité d'extension aux collectivités territoriales - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2875) : avec le groupe du RPR, rejettera le texte.

CANTEGRIT (Jean-Pierre), sénateur des Français établis hors de France (rattaché administrativement au groupe UC).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre de la commission permanente pour la protection sociale des Français de l'étranger instituée par le décret n° 92-437 du 19 mai 1992 (*JO Lois et décrets* du 19 juin 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République des Philippines, signée à Manille le 7 février 1990 [n° 342 (91-92)]** - (15 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1667).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant n° 2 à la convention générale du 20 janvier 1972 sur la sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Turquie, signé à Ankara le 17 avril 1990 [n° 343 (91-92)]** - (15 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1669).

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe d'Égypte relatif au régime de protection sociale des étudiants, signé à Paris le 13 avril 1990 [n° 344 (91-92)]** - (15 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1671).

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° 87 (92-93)] - Suite de la discussion** - (18 décembre 1992) - **Art. 24** (*intégration d'ingénieurs des instruments de mesures dans le corps des ingénieurs des mines*) (p. 4328) : au nom de M. Pierre Laffitte et en son nom personnel, se déclare favorable à l'amendement n° 60 de la commission saisie pour avis (rétablissement de l'article supprimé par l'Assemblée nationale) - **Après l'art. 35** (p. 4333) : se déclare favorable à l'amendement n° 47 de la commission (suppression de l'application de la cotisation rétroactive réclamée aux personnes s'affiliant à la caisse des Français de l'étranger) - Gestion de la caisse de sécurité sociale des Français de l'étranger.

CARAT (Jacques), sénateur du Val-de-Marne (S).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires culturelles.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992) ; puis vice-président (*JO Lois et décrets* du 9 octobre 1992).

- Membre titulaire du conseil d'administration de la société nationale Radio France ; de nouveau membre titulaire de Radio France (*JO Lois et décrets* du 10 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique (22 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'installation de réseaux de distribution par câble de services de radiodiffusion sonore et de télévision (26 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités (12 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (26 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art (21 décembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 247 (91-92)] relatif au dépôt légal [n° 281 (91-92)] (8 avril 1992) - **Dépôt légal**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 310 (91-92)] relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique [n° 352 (91-92)] (20 mai 1992) - **Collectivités locales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 351 (91-92)] modifié par l'Assemblée nationale, relatif au dépôt légal [n° 374 (91-92)] (27 mai 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 26 mai 1992) - **Dépôt légal**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique [n° 453 (91-92)] (25 juin 1992) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 459 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique [n° 463 (91-92)] (30 juin 1992) - **Collectivités territoriales**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Cinéma - Théâtre dramatique** - [n° 57 (92-93)] tome 2 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement** [n° 184 (91-92)] - (20 janvier 1992) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 183) - Voir intervention sous le projet n° 183 (p. 271 à 272).

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux** [n° 183 (91-92)] - (20 janvier 1992) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 184) (p. 271) : élus locaux - Formation - Indemnités - Fiscalisation - (p. 272) : maires - Cumul des mandats - Petites communes - Retraites.

Suite de la discussion - (21 janvier 1992) - **Art. 18 bis (barème de l'indemnité des maires)** (p. 330) : son amendement n° 191 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - **Art. 24 (indemnités des conseillers généraux)** - **Art. 14 de la loi du 10 août 1871 (régime indemnitaire des membres des conseils généraux)** (p. 341) : rôle des présidents de commissions - **Art. 28 (retraite des élus municipaux)** (p. 345) : ses amendements n° 192 et n° 193 : nouvelle rédaction de cet article ; retirés - **Avant l'art. 30** (p. 354) : son amendement n° 195 : possibilité pour les collectivités territoriales de participer au régime de retraite déjà instauré ; retiré - **Avant l'art. 32** (p. 362) : intervient à propos de l'amendement n° 15 de la commission

saisie pour avis (possibilité pour les départements et les régions de conserver le système déjà mis en place).

Nouvelle lecture [n° 246 (91-92)] - (24 janvier 1992) - **Art. 28** (p. 483) : se déclare favorable à l'amendement n° 9 de la commission (nouvelle rédaction de cet article).

- **Projet de loi relatif au dépôt légal** [n° 247 (91-92)] - (14 avril 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 605, 606) : nouveaux médias de communication - Chaînes commerciales de télévision - Editions informatiques - Sanctions - Champ d'application - (p. 607) : exceptions - Dépôt sélectif de documents - Organismes de gestion du dépôt légal - Conseil scientifique du dépôt légal - Films importés - (p. 608) : programmes sources - Supports informatiques - Avis favorable de la commission des affaires culturelles sous réserve de l'adoption de ses amendements - **Art. 1^{er} (champ d'application du dépôt légal)** (p. 613, 616) : son amendement n° 1 : condition de subordination des logiciels et autres supports informatiques au dépôt légal et extension de la portée du dépôt légal des supports informatiques aux programmes sources ; adopté - Sur ce dernier, s'oppose aux sous-amendements de M. Jacques Thyraud n° 25 et n° 26 - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 21 de M. Jacques Thyraud (dépôt légal volontaire de certains progiciels ou autres supports informatiques) - **Art. 2 (finalités du dépôt légal)** (p. 617) : accepte l'amendement n° 22 de M. Jacques Thyraud (suppression de la référence à l'information des autorités de l'Etat) - **Art. 3 (modalités d'application du dépôt légal)** (p. 618) : ses amendements n° 2, n° 3 et n° 4, rédactionnels, ainsi que le n° 5 : suppression du terme de « procédés » ; adoptés - **Art. 4 (dépôt des logiciels, des bases de données et des systèmes experts)** (p. 619) : son amendement de suppression n° 6 ; adopté - **Art. 5 (détermination des personnes soumises à l'obligation de dépôt)** : son amendement rédactionnel n° 7 ; adopté - (p. 620) : son amendement rédactionnel n° 8 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 24 de M. Jacques Thyraud (extension aux producteurs des éditions informatiques de l'obligation du dépôt légal et exclusion des produits informatiques importés) - (p. 621) : ses amendements n° 9 et n° 10 rédactionnels ainsi que le n° 11 : rédaction désignant la future chaîne culturelle européenne ; adoptés - **Art. 6 (organismes ou services responsables du dépôt légal)** (p. 622) : son amendement rédactionnel n° 12 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 18 de M. Charles Lederman (octroi à la Bibliothèque nationale de la maîtrise du dépôt légal) - **Art. 9 (insertion d'un alinéa nouveau dans l'article 49 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986)** (p. 623) : son amendement n° 13 : missions de l'Institut national de l'audiovisuel ; adopté - **Art. 10 (codification des missions exercées par le Centre national de la cinématographie)** (p. 624) : ses amendements n° 14 : missions du Centre national de la cinématographie ; et n° 15, rédactionnel ; adoptés - **Art. 11 (applicabilité de la législation relative au dépôt légal dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte)** (p. 625) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 17 de M. Daniel Millaud (inapplicabilité à la Polynésie française) - Procédure de consultation des territoires d'outre-mer - **Art. 12 (abrogation de la loi du 21 juin 1943)** (p. 625) : son amendement n° 16 : abrogation également de l'article 55 de la loi n° 85-660 du 3 juillet 1985 relative aux droits d'auteurs et aux droits des artistes interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle ; adopté - **Après l'art. 12** (p. 626) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Charles Lederman (financement du dépôt légal gagé par un relèvement de l'impôt de solidarité sur la fortune).

- **Projet de loi relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique** [n° 310 (91-92)] - (25 mai 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1359) : lecture publique - Collectivités locales - Salles de cinéma - Bibliothèques centrales de prêt, BCP - Bibliothèques municipales - Dotation générale de décentralisation des communes, DGD - Bibliothèque de France - (p. 1360) : DGD - Dotation globale d'équipement, DGE - BCP - Lecture publique - Bibliothèques municipales - Modernisation et équipement informatique des bibliothèques municipales - Bibliothèque de France - Bibliothèques municipales à vocation régionale - Constitution d'un réseau bibliographique national - (p. 1361) : Bibliothèque de France - Bibliothèques municipales d'importance régionale - Cinéma - Subvention des

salles de cinéma par les communes et les départements - Collectivités locales - Exonération possible de taxe professionnelle pour les entreprises de spectacle cinématographique - Prime au rachat de salles de cinéma par les collectivités locales - Au nom de la commission des affaires culturelles, sous réserve de l'adoption de ses amendements, se déclare favorable à l'adoption de ce projet - **Art. 1^{er}** (*intégration des crédits d'équipement des bibliothèques centrales de prêt dans la dotation générale de décentralisation*) (p. 1366) : son amendement n° 1 : intégration des crédits liés à la compensation des charges d'investissement des bibliothèques centrales de prêt à la dotation générale de décentralisation des départements ; adopté - **Art. 2** (*répartition des crédits transférés entre la dotation générale de décentralisation des départements et la dotation générale de décentralisation des communes*) (p. 1367) : son amendement de suppression n° 2 ; adopté - **Art. 3** (*instauration d'un concours particulier pour les bibliothèques au sein de la dotation générale de décentralisation des départements*) : son amendement de coordination n° 3 ; adopté - **Art. 4** (*les bibliothèques municipales à vocation régionale*) (p. 1368) : son amendement de suppression n° 4 ; retiré - Accepte l'amendement n° 14 de la commission saisie pour avis (création et définition des bibliothèques municipales d'intérêt national) - **Art. 5** (*achèvement du programme de construction des bibliothèques centrales de prêt*) : son amendement de précision n° 5 ; adopté - **Après l'art. 5** (p. 1369) : accepte l'amendement n° 15 de la commission saisie pour avis (substitution à l'actuelle dénomination « bibliothèque centrale de prêt » celle de « bibliothèque départementale de prêt ») - **Art. 6** (*subventions versées par les communes aux entreprises d'exploitation cinématographique*) : ses amendements n° 6 : attribution des subventions versées par les communes aux entreprises d'exploitation cinématographique qui, quel que soit le nombre de leurs salles, réalisent en moyenne hebdomadaire moins de 2 200 entrées ; et n° 7 : exclusion du bénéfice des subventions versées par les communes aux entreprises d'exploitation cinématographique des établissements spécialisés dans la projection de films à caractère pornographique ou d'incitation à la violence ; adoptés - S'oppose à l'amendement de suppression n° 16 de la commission saisie pour avis (p. 1370) : sur son amendement n° 6, s'oppose à titre personnel au sous-amendement n° 18 de la commission saisie pour avis - **Art. 7** (*subventions versées par les départements aux entreprises d'exploitation cinématographique*) : ses amendements n° 8 : attribution des subventions versées par les départements aux entreprises d'exploitation cinématographique qui, quel que soit le nombre de leurs salles, réalisent en moyenne hebdomadaire moins de 2 200 entrées ; et n° 9 : exclusion du bénéfice des subventions versées par les départements aux entreprises d'exploitation cinématographique des établissements spécialisés dans la projection de films à caractère pornographique ou d'incitation à la violence ; adoptés.

- **Projet de loi relatif au dépôt légal - Deuxième lecture** [n° 351 (91-92)] - (5 juin 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1470, 1471) : notion d'importateur de documents soumis à l'obligation de dépôt légal - Conseil scientifique du dépôt légal - Polynésie française - Dépôt des programmes sources des éditions informatiques - Propose d'adopter le projet de loi tel qu'il a été voté par l'Assemblée nationale.

- **Projet de loi relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique - Nouvelle lecture** [n° 459 (91-92)] - (30 juin 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2223, 2224) - **Art. 1^{er}** : son amendement n° 1 : intégration des crédits correspondant à la compensation des charges d'investissement des bibliothèques centrales de prêts dont la compétence a été transférée aux départements dans la dotation générale de décentralisation des départements ; adopté - **Art. 2** : son amendement de suppression n° 2 ; adopté - **Art. 3** (p. 2225) : son amendement de coordination n° 3 ; adopté - **Art. 4** : son amendement n° 4 : bibliothèques municipales à vocation régionale ; adopté - (p. 2226) : sur son amendement n° 4, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 5 de M. Jean Clouet.

CARON (Paul), sénateur de la Seine-Maritime (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Membre de la commission des affaires étrangères (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre ès qualités de la commission nationale du sport de haut niveau jusqu'au 1^{er} octobre 1992.

- Membre de la commission d'enquête, visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées, jusqu'au 14 mai 1992.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités (12 juin 1992).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 356 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités [n° 390 (91-92)]. (5 juin 1992) - Sports.

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 14 (*JO Débats* du 13 mai 1992) (p. 1085) - Ministère : Jeunesse et sports - *Bilan des jeux olympiques d'hiver d'Albertville* - Sports.

n° 15 (*JO Débats* du 13 mai 1992) (p. 1085) - Ministère : Jeunesse et sports - *Politique menée à l'égard des associations de loisirs et d'éducation populaire* - Associations.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant le régime du travail dans les ports maritimes** [n° 349 (91-92)] - (26 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1384) : ports français - Commerce extérieur - (p. 1385) : organisation de la manutention - Importance du port de Rotterdam - Augmentation du chômage - Développement de la mensualisation des dockers - Adaptation des effectifs des dockers aux besoins réels du trafic - Assouplissement des règles de gestion du domaine public - Au nom du groupe de l'Union centriste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités** [n° 356 (91-92)] - (11 juin 1992) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 1589) : catastrophe du stade de Furiani en Corse - Sport à l'école - (p. 1590) : Fonds national de développement du sport, FNDS - Défaut d'information du Parlement : rappelle ses demandes relatives au bilan des Jeux olympiques d'hiver d'Albertville et au financement public de la compétition automobile ; circuit automobile de Magny-Cours - Dispositions fiscales et sociales en faveur des sportifs de haut niveau ; élargissement des bénéficiaires par l'Assemblée nationale - (p. 1591) : reconversion et formation professionnelle - Exonération des cotisations sociales ; propose l'extension du bénéfice au Comité national olympique et sportif français, CNOSF.

Suite de la discussion - (12 juin 1992) - Rapporteur pour avis - **Intitulé du titre II** (p. 1643 à 1645) : son amendement n° 42 : dispositions fiscales relatives aux sportifs ; réservé jusqu'après l'article 31 - **Art. 27** (*régime fiscal des dépenses exposées par les sportifs de haut niveau pour l'acquisition d'un diplôme ou d'une qualification professionnelle*) : ses amendements n° 43 :

notion de frais professionnels réels engagés dans la perspective d'une reconversion professionnelle par les personnes tirant un revenu de leur pratique sportive ; et n° 44, de coordination ; adoptés - **Art. 28** (*conditions d'assujettissement aux cotisations sociales des sommes attribuées par l'Etat, les collectivités territoriales, les fédérations sportives et les entreprises, aux sportifs de haut niveau*) : son amendement n° 45 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 29** (*étalement des salaires-imposables des sportifs perçus dans le cadre de leur activité sportive*) : son amendement de coordination n° 46 ; adopté - **Art. 30** (*étalement du revenu imposable des sportifs non salariés provenant de l'activité sportive*) (p. 1646) : ses amendements de coordination n° 47 et n° 48 ; adoptés - **Art. 31** (*exonération des sportifs de la taxe professionnelle pour leur activité sportive*) : son amendement de coordination n° 49 ; adopté - **Intitulé du titre II (suite)** : son amendement n° 42, précédemment réservé ; adopté - **Avant l'art. 32** : son amendement n° 50 : division additionnelle : « titre II - Dispositions diverses » ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la validation d'acquis professionnels, pour la délivrance de diplômes et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale [n° 456 (91-92)]** - (1^{er} juillet 1992) - **Avant l'art. 15** (p. 2338) : se déclare favorable à l'amendement n° 15 de la commission (subvention des collectivités territoriales aux établissements privés).

- **Projet de loi relatif à la mise à disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services [n° 412 (91-92)]** - (20 octobre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2729, 2730) : relations entre l'Etat et les départements en matière d'équipement - Décentralisation - Qualité des travaux du Sénat et des commissions - Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi.

- **Conclusions du rapport de M. Michel Souplet, fait au nom de la commission des affaires économiques et du Plan sur sa proposition de loi (n° 509, 1991-1992) déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à rendre obligatoire l'addition de 5 p. 100 de carburant d'origine agricole aux carburants pétroliers [n° 26 (92-93)]** - (4 novembre 1992) - **Art. unique (obligation d'incorporation)** (p. 3027) : votera cette proposition de loi - Apport de cette disposition pour les agriculteurs.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques [n° 10 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (2 décembre 1992) - **Art. 13 (prestations de publicité)** (p. 3594) : soutient l'amendement n° 23 de M. Xavier de Villepin (suppression des dispositions relatives au contrat de mandat) - **Art. 14 (prestations de publicité)** (p. 3598) : soutient l'amendement n° 11 de M. Xavier de Villepin (rétablissement de la commission d'agence).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit [n° 35 (92-93)]** - (9 décembre 1992) - **Après l'art. 7** (p. 3854) : sur l'amendement n° 52 de M. Jean Simonin (réglementation du trafic d'hélicoptères), son sous-amendement n° 91 ; adopté - **Art. 13 (institution d'une taxe d'atténuation des nuisances sonores au voisinage des aérodromes)** (p. 3860) : soutient l'amendement n° 77 de M. Edouard Le Jeune (riverains des aérodromes militaires) - **Art. 15 (modalités de recouvrement de la taxe)** (p. 3865) : soutient l'amendement n° 78 de M. Daniel Millaud (responsabilité de l'exploitant d'aéronefs, pour les dommages résultant du bruit causé par les atterrissages et les décollages, limitée à la responsabilité pour faute).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1992 [n° 89 (92-93)]** - (18 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4347) : détérioration des finances publiques - Doublement du déficit budgétaire - Charges de la dette publique - (p. 4348) : pessimisme du Conseil économique et social sur l'analyse du Gouvernement quant aux perspectives d'évolution du contexte économique international - Avec le groupe de l'Union centriste, votera contre ce projet de loi - **Après l'art. 14** (p. 4359) : soutient l'amendement n° 18 de M. Jean Cluzel (baisse du taux de TVA applicable à la pratique sportive) - **Après l'art. 30** (p. 4378) : ses amendements, n° 19 : prélèvement de taxes professionnelles d'un groupement de communes à fiscalité propre ; retiré ; et n° 22 : prélèvement par

le conseil général sur le fonds départemental de la taxe professionnelle des sommes permettant le remboursement des emprunts contractés avant le 1^{er} janvier 1993 ; rejeté.

CARRERE (Jean-Louis), sénateur des Landes (S).

Elu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Juge titulaire de la Haute Cour de justice (*JO Lois et décrets* du 28 octobre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la mise à disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services [n° 412 (91-92)]** - (20 octobre 1992) - **Après l'art. 7** (p. 2724) : son amendement n° 52 : création d'une instance de conciliation et caractère suspensif du recours devant cette instance ; retiré - (p. 2725) : se déclare opposé à l'amendement n° 30 de la commission (création d'une commission nationale de conciliation).

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques [n° 10 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (2 décembre 1992) - **Art. 11 (communication du barème des prix et des conditions de vente des prestataires de service)** (p. 3588) : crise du secteur publicitaire - Clarification de la situation des intermédiaires : statut ; compatibilité avec les pratiques et la réglementation européenne ; transactions financières - (p. 3589) : annonceurs - Problème du hors-médias - Titre du projet de loi - Le groupe socialiste soutiendra le Gouvernement - **Art. 13 (prestations de publicité)** (p. 3595) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé aux amendements identiques de suppression n° 125 de la commission et n° 88 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis - **Après l'art. 13** (p. 3596) : soutient l'amendement n° 206 de M. Claude Estier (réglementation du cumul des mandats) - **Art. 14 (prestations de publicité)** (p. 3598) : se déclare opposé aux amendements identiques de suppression n° 126 de la commission, n° 37 de M. Ernest Cartigny et n° 89 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis.

CARTIGNY (Ernest), sénateur de Seine-Saint-Denis (Président du groupe RDE).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Secrétaire de la délégation parlementaire pour les communautés européennes ; de nouveau membre de cette délégation (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation de jeux.

Membre titulaire de la commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution des aides financées par le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord en situation de chômage de longue durée, âgés de plus de cinquante-sept ans (*JO Lois et décrets* du 24 janvier 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant mise en oeuvre par la République française de la directive du conseil des communautés européennes CEE n° 91-680 complétant le système commun de la taxe sur la

valeur ajoutée et modifiant, en vue de la suppression des contrôles aux frontières, la directive CEE n° 77-388 et de la directive CEE n° 92-12 relative au régime général, à la détention, à la circulation et au contrôle des produits soumis à accise (18 juin 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'anticipation de la suppression du taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée (18 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit (25 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1992 (18 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux caisses de crédit municipal (5 mai 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1993 (2 décembre 1992).

DÉPÔTS

Proposition de résolution, déposée avec MM. Marcel Lucotte, Charles Pasqua et Daniel Hoefel, tendant à créer une commission d'enquête sur l'accueil en France, le mercredi 29 janvier 1992, du dirigeant d'une organisation terroriste [n° 252 (91-92)] (7 février 1992) - **Commissions d'enquête parlementaires**.

Proposition de loi, tendant à modifier l'article L. 112-16 du code de la construction et de l'habitation pour ce qui concerne les nuisances dues à certaines activités [n° 260 (91-92)] (21 février 1992 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992) - **Environnement**.

Proposition de loi, déposée avec les membres du groupe RDE, tendant à instituer des mesures fiscales en faveur de la prévention et de la lutte contre l'incendie en milieu forestier [n° 217 (90-91)] (1^{er} février 1991) - **Forêts (incendies)** - Reprise le 23 octobre 1992.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Comptes spéciaux du Trésor** - [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 44 (24 novembre 1992).

Proposition de loi, déposée avec M. Pierre Laffitte, tendant à privatiser la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes [n° 181 (92-93)] (22 décembre 1992) - **Tabacs et allumettes**.

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 10 (JO Débats du 16 avril 1992) (p. 657) - Ministère : Premier ministre - **Politique générale du Gouvernement** - (Réponse : 17 avril 1992) (p. 672) - **Politique générale**.

Question orale européenne avec débat :

n° 3 (JO Débats du 23 mai 1992) (p. 1004) - Ministère : Affaires européennes - **Application du droit communautaire par les collectivités territoriales - Communauté économique européenne (CEE)**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions**

d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 227 (91-92)] - (16 janvier 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 237) : avec le groupe du RDE, votera le texte issu des travaux du Sénat.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement** [n° 184 (91-92)] - (20 janvier 1992) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 183) - Voir intervention sous le projet n° 183 (p. 267 à 268).

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux** [n° 183 (91-92)] - (20 janvier 1992) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 184) (p. 267) : rémunérations - Fiscalité - Décentralisation - (p. 268) : autorisations d'absence - Crédits d'heures - Garanties professionnelles - Rémunérations - Communes rurales - Fiscalité - Se déclare défavorable à ce projet de loi.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 251 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (11 février 1992) - **Discussion générale** (p. 514) : session extraordinaire - **Affaire Habache** - Commission d'enquête - Politique française au Moyen-Orient - (p. 515) : crise politique et morale - Motion de censure - Autorité de l'Etat - Pouvoirs du Parlement.

- **Questions orales avec débat jointes : politique générale du Gouvernement** - (16 avril 1992) - Présente sa question (p. 663 à 665).

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : portée du traité sur l'Union européenne résultant du Conseil européen de Maastricht** - (22 avril 1992) (p. 735, 736) : intervient dans le débat consécutif à la question de M. Jacques Genton.

- **Projet de loi autorisant l'adhésion au traité sur la non prolifération des armes nucléaires** [n° 249 (91-92)] - (29 avril 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 948) : au nom du groupe du RDE, se déclare favorable à ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives - Deuxième lecture** [n° 306 (91-92)] - (6 mai 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1012) : au nom du groupe du RDE, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

- **Projet de loi fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours** [n° 312 (91-92)] - (13 mai 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1117) : au nom du groupe du RDE, votera le projet de loi ainsi amendé.

- **Projet de loi relatif au code de la propriété intellectuelle (partie législative)** [n° 301 (91-92)] - (15 mai 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1236) : vote de ce projet de loi par le groupe du RDE.

- **Projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale** [n° 314 (91-92)] - (21 mai 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1350) : suppression de l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail - Nécessité d'établir la preuve des faits - Au nom du groupe du RDE, se déclare favorable à l'adoption de ce projet tel qu'il résulte des travaux du Sénat.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (3 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1458) : ratification du traité de Maastricht - Réunion des ministres des affaires étrangères à Oslo - S'associe au rapporteur pour demander une suspension de séance.

Suite de la discussion - (10 juin 1992) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1531) : intervient contre la motion n° 41 de M. Paul Masson tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Pour suite du débat sur la révision constitutionnelle - Pouvoir constituant du Sénat - La majorité des sénateurs du groupe du RDE ne votera pas la motion.

Suite de la discussion - (16 juin 1992) - **Art. 2 (insertion dans la Constitution d'un titre XIV : « Des Communautés européennes et de l'Union européenne »)** - **Art. 88-2 de la Constitu-**

tion (droit de vote et éligibilité aux élections municipales des ressortissants communautaires résidant en France) (p. 1712) : sur l'amendement n° 14 de la commission (possibilité d'accorder aux seuls citoyens de l'Union résidant en France le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales et détermination des conditions d'application du présent article par une loi organique votée dans les mêmes termes par les deux assemblées), son sous-amendement n° 40 ; adopté - (p. 1714) : son amendement n° 9 : interdiction aux ressortissants des Etats membres de la Communauté résidant en France d'exercer les fonctions de maire ou d'adjoint au maire ou de participer à l'élection des sénateurs ; retiré - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1735) : traité de Maastricht - Révision de la Constitution - La majorité des sénateurs du groupe du RDE votera l'adoption du projet de loi constitutionnelle.

- **Projet de loi relatif à l'anticipation de la suppression du taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée [n° 364 (91-92)]** - (18 juin 1992) - **Après l'art. unique** (p. 1816) : se déclare favorable aux amendements du Gouvernement, n° 1 (doublement du taux de réduction d'impôt lorsque le propriétaire d'un logement neuf prend l'engagement de le louer pendant neuf ans à usage de résidence principale) et n° 2 (extension de la réduction d'impôt pour grosses réparations aux dépenses d'équipement sanitaire élémentaire, aux travaux d'accessibilité des logements aux handicapés, à l'installation d'une porte blindée et d'un interphone en vue de renforcer la sécurité des immeubles).

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « Des Communautés européennes et de l'Union européenne » - Congrès du Parlement - (23 juin 1992) - Explication de vote** (p. 11) : renforcement du système bicaméral - Droit de vote et d'éligibilité des ressortissants communautaires aux élections municipales - Article 24 de la Constitution - Vote négatif du Danemark - Construction européenne souhaitée par les Douze - Europe, première puissance économique du monde - (p. 12) : au nom de la majorité des sénateurs du groupe du RDE, se déclare favorable à l'adoption de ce projet de loi constitutionnelle.

- **Projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement [n° 385 (91-92)] - Suite de la discussion** - (26 juin 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2139) : avis favorable du groupe du RDE sur ce projet de loi.

- **Proposition de loi organique modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances pour instituer un contrôle du Parlement sur la participation de la France au budget des Communautés européennes [n° 479 (91-92)]** - (29 octobre 1992) - **Art. 2 (information du Parlement sur le budget des Communautés européennes)** (p. 2935) : se déclare favorable à l'amendement n° 2 de la commission (information du Parlement sur les versements en retour des communautés européennes vers la France) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2939) : vote de cette proposition de loi organique par le groupe du RDE.

- **Proposition de loi portant répartition des compétences dans le domaine du tourisme - Deuxième lecture [n° 432 (91-92)]** - (3 novembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2967) : avec le groupe du RDE, votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale [n° 3 (92-93)]** - (17 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3171) : entrée en vigueur du nouveau code pénal - Garde à vue - Suppression de l'inculpation - (p. 3172) : mise en détention - Collégialité des juges - Moyens de la justice.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques [n° 10 (92-93)] - Suite de la discussion** - (2 décembre 1992) - **Art. 14 (prestations de publicité)** (p. 3598) : son amendement de suppression n° 37, soutenu par M. Pierre Laffitte ; adopté - **Art. 15 (prestations de publicité)** : son amendement de suppression n° 38, soutenu par M. Pierre Laffitte ; adopté - **Art. 16 (prestations de publicité)** (p. 3600) : son amendement de suppression n° 39, soutenu par M. Pierre Laffitte ; adopté - **Art. 17 (prestations de publicité)** (p. 3601) : ses amendements de suppression n° 40 et de coordination n° 94, soutenus par M. Pierre Laffitte ; adoptés - **Art. 18 (pres-**

tations de publicité) (p. 3602) : son amendement de suppression n° 41, soutenu par M. Pierre Laffitte ; adopté - **Art. 18 bis (prestations de publicité)** : son amendement de suppression n° 42, soutenu par M. Pierre Laffitte ; adopté - **Art. 18 ter (prestations de publicité)** : son amendement de suppression n° 43, soutenu par M. Pierre Laffitte ; retiré au profit de l'amendement n° 132 (fixation de la date d'entrée en vigueur des articles 11 et 12) de la commission - **Art. 18 quater (prestations de publicité)** (p. 3603) : son amendement de suppression n° 44, soutenu par M. Pierre Laffitte ; retiré au profit de l'amendement n° 102 (nouvelle rédaction) de la commission des affaires culturelles saisie pour avis.

- **Projet de loi modifiant le code civil et relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits - Deuxième lecture [n° 11 (92-93)]** - (9 décembre 1992) - **Art. 1^{er} (de la responsabilité du fait de défaut de sécurité des produits) - Art. 1386-15 du code civil (extinction de la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits)** (p. 3825) : son amendement de suppression n° 1 ; retiré au profit de l'amendement identique n° 11 de la commission - **Art. 1386-16 (prescription de trois ans pour l'action en réparation)** (p. 3826) : son amendement de suppression n° 2 ; retiré au profit de l'amendement identique n° 12 de la commission.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit [n° 35 (92-93)]** - (9 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3872) : nuisances de l'autoroute A 86 en Seine-Saint-Denis - Vote de ce texte par le groupe du RDE.

- **Discussion des conclusions du rapport de M. Bernard Laurent, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 260, 91-92) de M. Ernest Cartigny, tendant à modifier l'article L. 112-16 du code de la construction et de l'habitation pour ce qui concerne les nuisances dues à certaines activités [n° 50 (92-93)]** - (9 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3874, 3875) : autoroute A 86 - Jurisprudence relative aux troubles de voisinage - Riverains des aéroports - Extension de l'exonération légale prévue pour certaines activités économiques par l'article L. 112-16 du code de la construction et de l'habitation.

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale - Deuxième lecture [n° 70 (92-93)]** - (11 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4005) : travaux de la commission - Avis favorable du groupe du RDE sur le texte tel qu'il ressort des travaux du Sénat.

- **Projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage - Deuxième lecture [n° 97 (92-93)]** - (17 décembre 1992) - **Art. 3 (institution d'un abattement sur les cotisations sociales patronales)** (p. 4228) : son amendement n° 1 : inscription dans le contrat des clauses permettant le bénéfice de l'abattement ; retiré.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° 87 (92-93)] - Suite de la discussion** - (18 décembre 1992) - **Art. 25 (par priorité) (retransmission des compétitions de sport mécanique)** (p. 4281) : à titre personnel, ne participera pas au vote de l'amendement n° 140 du Gouvernement (absence de poursuite jusqu'à l'entrée en vigueur de la réglementation européenne) - **Art. 19 (par priorité) (exercice des activités de laboratoire d'analyse de biologie sous forme de société et réglementation de la sous-traitance dans ce secteur)** (p. 4296) : sur l'amendement rédactionnel n° 136 du Gouvernement, soutient le sous-amendement n° 145 de M. Etienne Dailly.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1992 [n° 89 (92-93)]** - (18 décembre 1992) - **Art. 52 (taxe pour demande d'agrément d'utilisation, de dissémination ou de mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés)** (p. 4398) : ses amendements, soutenus par M. Pierre Laffitte et identiques aux amendements de la commission des affaires culturelles, n° 66 (identique au n° 13) (rétablissement de l'affectation au ministère de la recherche des taxes perçues à l'occasion d'une demande d'utilisation des organismes génétiquement modifiés à des fins de recherche), n° 69 (identique au n° 16) (affectation du produit de la taxe au budget du ministère de l'environnement, selon des modalités définies par décret), n° 70 (identique au n° 17) (affectation du produit de la taxe destinée à couvrir les frais pour la commission d'études de la dissémination des produits au ministère de l'agriculture) ; rejetés ; et n° 67 (iden-

tique au n° 14) (affectation de la taxe lors de la première utilisation des organismes génétiquement modifiés au ministère de l'environnement) et rédactionnel n° 68 (identique au rédactionnel n° 15); adoptés.

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique du sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine et modifiant le code de la santé - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 160 (92-93)]** - (21 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4601) : vote des conclusions de la CMP par le groupe du RDE.

CASTAING (Robert), sénateur du Gers (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique (22 juin 1992).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (26 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'installation de réseaux de distribution par câble de services de radiodiffusion sonore et de télévision (26 juin 1992).

CATHALA (Laurent), secrétaire d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

Secrétaire d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés le 4 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (JO Lois et décrets du 5 avril 1992).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi, présenté avec M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail [n° 270 (91-92)] (12 mars 1992; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992) - **Action sanitaire et sociale**.

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Jean Garcia : **Politique sociale** (*Politique de lutte contre la pauvreté et le chômage*) (JO Débats du 4 décembre 1992) (p. 3656).

de M. Henri Belcour : **Médecins** (*Difficultés de la Caisse de retraite des médecins français*) (JO Débats du 4 décembre 1992) (p. 3659).

de M. James Bordas : **Politique sociale** (*Politique de lutte contre le chômage*) (JO Débats du 4 décembre 1992) (p. 3660).

de M. Jean Puech : **Personnes âgées** (*Dépendance des personnes âgées*) (JO Débats du 18 décembre 1992) (p. 4199).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 422 de M. Claude Prouvovoyeur : **Exploitants agricoles** (*Améliorations pour les retraités des non-salariés agricoles*) (JO Débats du 6 juin 1992) (p. 1467).

n° 426 de M. Jean Simonin : **Marché unique européen** (*Conséquences du Marché unique européen pour les personnels des douanes*) (JO Débats du 6 juin 1992) (p. 1468).

n° 427 de M. Henri Collette : **Personnes âgées** (*Politique du Gouvernement face à l'augmentation du nombre de personnes âgées dépendantes*) (JO Débats du 6 juin 1992) (p. 1469).

n° 496 de Mme Hélène Luc : **Transports** (*Augmentation du trafic de poids lourds traversant Choisy-le-Roi (Val-de-Marne)*) (JO Débats du 5 décembre 1992) (p. 3716).

n° 498 de M. Kléber Malecot : **Assistants sociaux** (*Recrutement direct d'assistants sociaux par les départements*) (JO Débats du 5 décembre 1992) (p. 3714).

n° 499 de M. Kléber Malecot : **Impôts et taxes** (*Réforme de la fiscalité immobilière*) (JO Débats du 5 décembre 1992) (p. 3713).

n° 502 de M. Pierre Schiélé : **Pollution et nuisances** (*Réalité de la contamination radioactive due à la catastrophe de Tchernobyl*) (JO Débats du 5 décembre 1992) (p. 3710).

n° 504 de Mme Marie-Claude Beaudeau : **Routes** (*Financement du schéma directeur d'Ile-de-France*) (JO Débats du 5 décembre 1992) (p. 3717).

n° 505 de Mme Marie-Claude Beaudeau : **Santé publique** (*Transfert de la maternité de l'hôpital sud d'Echirolles (Isère)*) (JO Débats du 5 décembre 1992) (p. 3711).

n° 507 de M. Jean-Jacques Robert : **Enseignement** (*Scolarisation des enfants des gens du voyage*) (JO Débats du 5 décembre 1992) (p. 3709).

n° 508 de M. Henri Bangou : **Logement social** (*Situation du logement social en Guadeloupe*) (JO Débats du 5 décembre 1992) (p. 3715).

n° 509 de Mme Marie-Claude Beaudeau : **Droits de l'homme** (*Application en France de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant*) (JO Débats du 5 décembre 1992) (p. 3708).

n° 510 de M. Roger Lise : **Départements et territoires d'outre-mer** (*Situation du centre hospitalier régional Lameynard à la Martinique*) (JO Débats du 5 décembre 1992) (p. 3712).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail [n° 270 (91-92)]** - (28 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 883) : modes de garde des jeunes enfants (données chiffrées) - Dénomination de la profession - Obligation d'agrément - (p. 884) : aide aux familles pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée - Formation - Modes de rémunération - Charges pour les départements - (p. 885) : relations entre les assistantes maternelles et les services qui les emploient - (p. 894) : transfert de charges - Crédits destinés à la formation des assistantes maternelles - (p. 895) : crèches collectives - Politique de la petite enfance - Contrat d'accueil - Demande d'agrément - Convention internationale des droits de l'enfant - **Art. 1^{er} (agrément préalable)** (p. 896) : s'oppose aux amendements n° 56 (substitution du terme « assistant parental » à celui d'« assistante maternelle ») et n° 59 (accord de l'agrément à titre personnel) de M. Franck Sérusclat - (p. 897) : s'oppose à l'amendement n° 27 de Mme Marie-Claude Beaudeau (durée de l'agrément fixée à deux ans) - Accepte l'amendement n° 58 de M. Franck Sérusclat (substitution du terme « épanouissement » au terme « développement ») - Accepte les amendements n° 7 de la commission (limitation du nombre des enfants accueillis par

une assistante maternelle) et n° 1 de M. Jean Chérioux (introduction de la notion de famille d'accueil) - **Art. 2 (régime des agréments)** - *Art. 123-1-1 du code de la famille et de l'aide sociale (délais d'instruction)* (p. 900) : s'oppose aux amendements n° 30 de Mme Marie-Claude Beaudéau (décision de l'agrément subordonnée à une formation initiale), identiques n° 8 de la commission (délai de décision d'agrément tacite) et n° 2 de M. Jean Chérioux et n° 61 de M. Franck Sérusclat (bénéfice d'un temps de formation avant l'accord de l'agrément) - *Art. 123-1-2 (validité de l'agrément en cas de déménagement)* (p. 901) : s'oppose à l'amendement n° 31 de Mme Marie-Claude Beaudéau (garantie de la qualité de l'accueil) - *Art. 123-1-4 (information des parents et des organismes de sécurité sociale)* (p. 902) : s'oppose à l'amendement n° 9 de la commission (responsabilité du département) - *Art. 123-1-5 (sanctions en cas d'absence d'agrément)* : son amendement de coordination n° 68 ; adopté - *Après l'art. 123-1-5 (par priorité)* (p. 903) : son amendement n° 69 : obligation à l'assistante maternelle de communiquer aux présidents de conseils généraux les coordonnées des familles confiant des enfants ; adopté - *Art. 123-1-5 (suite)* : demande le retrait des amendements n° 10 (modalités de mise en demeure d'une assistante maternelle dépourvue d'agrément par le président du conseil général) et n° 11 de coordination de la commission - **Art. 3 (contrat d'accueil)** : accepte l'amendement n° 12 de la commission (précision relative à la conclusion du contrat) - (p. 904) : s'oppose à l'amendement n° 62 de M. Franck Sérusclat (remplacement des mots : « d'accueil » par les mots : « de séjour ») et accepte l'amendement n° 13 de la commission (définition de la notion de famille d'accueil) - (p. 905) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Jean Chérioux (introduction de la notion d'accueil discontinu) et accepte l'amendement n° 14 de la commission (extension de la mensualisation en cas d'alternance entre l'accueil familial et l'accueil en établissement spécialisé) - (p. 906) : accepte l'amendement n° 67 de M. Franck Sérusclat (prise en compte des couples vivant en concubinage) - (p. 907) : accepte l'amendement n° 32 de Mme Marie-Claude Beaudéau (consultation de l'assistante maternelle préalablement à la décision) - **Art. 4 (décret d'application)** : s'oppose à l'amendement n° 33 de Mme Marie-Claude Beaudéau (accompagnement professionnel des assistantes maternelles employées par les centres de placement familiaux) - **Art. 5 (qualité d'agents non titulaires)** (p. 908) : s'oppose à l'amendement n° 34 de Mme Marie-Claude Beaudéau (création d'une sous-commission du comité technique paritaire départemental pour prendre en charge le suivi de la profession) - **Art. 6 (compétence du service départemental de protection maternelle et infantile)** (p. 909) : s'oppose à l'amendement n° 36 de Mme Marie-Claude Beaudéau (transfert à l'Etat du financement de la formation) - **Art. 7 (formation des assistantes maternelles à titre non permanent)** (p. 910) : s'oppose aux amendements n° 22 de M. André Jourdain (réduction de la durée minimale de formation) et n° 39 de Mme Marie-Claude Beaudéau (durée minimale des actions de formation) - **Art. 9 (rémunération des assistantes maternelles à titre permanent)** (p. 911) : accepte l'amendement n° 16 de la commission (garantie de la rémunération) et s'oppose à l'amendement n° 40 de Mme Marie-Claude Beaudéau (caractère mensuel de la rémunération) - **Art. 11 (coordination)** (p. 912) : s'oppose à l'amendement n° 42 de Mme Marie-Claude Beaudéau (maintien des indemnités pour les assistantes maternelles accueillant des enfants à titre permanent de façon intermittente) - **Après l'art. 11** (p. 913) : s'oppose à l'amendement n° 43 de Mme Marie-Claude Beaudéau (droit aux congés payés pour les assistantes maternelles) - **Avant l'art. 12** : s'oppose à l'amendement n° 44 de Mme Marie-Claude Beaudéau (charge des congés payés) - **Art. 12 (cumul du salaire et des indemnités de congés payés)** (p. 914) : s'oppose à l'amendement n° 45 de Mme Marie-Claude Beaudéau (majoration pour les congés et repos non pris en raison du maintien de l'enfant) - **Art. 13 (indemnités d'attente)** : s'oppose à l'amendement n° 46 de Mme Marie-Claude Beaudéau (maintien de la rémunération et des droits aux congés payés pendant les deux premiers jours d'absence d'un enfant) - (p. 915) : accepte l'ensemble de l'amendement n° 65 de M. Franck Sérusclat (prise en compte de certaines situations (première partie de l'amendement : sur les mots « dans les meilleurs délais » ; adoptée) - (deuxième partie de l'amendement : sur les mots « après consultation de l'assistante maternelle » ; rejetée) - S'oppose aux amendements,

n° 47 de Mme Marie-Claude Beaudéau (prise en compte des conditions de l'accueil antérieur) et n° 17 de la commission (formation de l'assistante maternelle aux besoins d'enfants requérant des soins particuliers) - **Après l'art. 13** (p. 916) : sur les amendements de Mme Marie-Claude Beaudéau, s'oppose au n° 48 (prolongation du délai pour la rupture du contrat de travail) et accepte le n° 49 (instauration d'une procédure préalable au licenciement) - **Après l'art. 14** : s'oppose à l'amendement n° 50 de Mme Marie-Claude Beaudéau (extension aux assistantes maternelles employées par des personnes morales de droit privé des droits élémentaires de l'ensemble des salariés) - **Art. 15 (formation des assistantes maternelles à titre permanent)** (p. 917) : s'oppose aux amendements, n° 6 de M. Jean Chérioux (substitution d'un délai de cinq ans au délai de deux ans pour la formation des assistantes maternelles) et n° 71 de la commission (substitution d'un délai de trois ans au délai de deux ans pour la formation des assistantes maternelles à titre permanent) - **Art. 17 (régime provisoire des assistantes maternelles à titre non permanent)** (p. 918) : s'oppose aux amendements n° 24 de M. André Jourdain (coordination avec son amendement n° 22 à l'article 7) et n° 25 de M. Emmanuel Hamel (réduction de la durée des agréments) - **Art. 18 (régime transitoire des assistantes maternelles à titre permanent)** (p. 919) : son amendement n° 70 : allongement de la durée de formation pour les assistantes maternelles qui exercent depuis moins de cinq ans ; adopté - **Après l'art. 19** : s'oppose à l'amendement n° 18 de la commission (date d'entrée en vigueur de certains articles) - (p. 920) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 19 de la commission (adaptations des modalités de calcul de la dotation globale de fonctionnement versée aux départements) - **Intitulé du projet de loi** (p. 921) : accepte l'amendement n° 57 de M. Franck Sérusclat (dans l'intitulé du projet de loi, après les mots : « relatif aux », ajouter les mots : « assistants maternels etc ») - **Sur l'ensemble** : améliorations apportées par les amendements - Consultations du Gouvernement et de la commission.

Deuxième lecture [n° 359 (91-92)] - (17 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1774) : procédure de licenciement de l'assistante maternelle - Retrait ou modification d'agrément : commission consultative paritaire départementale - Formation des assistantes maternelles à titre non permanent - (p. 1775) : dispositions tendant à limiter les charges supplémentaires pour les départements - **Art. 1^{er}** : accepte l'amendement rédactionnel n° 1 et s'oppose à l'amendement n° 2 de la commission (suppression de la motivation du refus d'agrément) - **Art. 2 - Art. 123-1-1 du code de la famille et de l'aide sociale** (p. 1779, 1780) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudéau n° 12 (suppression de l'agrément tacite) et n° 13 (subordination de l'agrément à une formation initiale) - S'oppose à l'amendement n° 3 de la commission (modification ou retrait de l'agrément : suppression de la commission consultative paritaire départementale) - **Art. 3** (p. 1781) : s'oppose à l'amendement n° 4 de la commission (notion d'accueil discontinu) - **Avant l'art. 7** (p. 1782) : s'oppose à l'amendement n° 14 de Mme Marie-Claude Beaudéau (prise en charge par l'Etat des coûts de formation des assistantes maternelles imposés au département) - **Art. 7** : s'oppose à l'amendement n° 15 de Mme Marie-Claude Beaudéau (augmentation de la durée de formation obligatoire) - **Art. 13** (p. 1783) : s'oppose à l'amendement n° 5 de la commission (procédure de licenciement : suppression de l'entretien préalable) - **Art. 14 bis (extension aux assistantes maternelles employées par les personnes morales de droit privé du droit d'expression reconnu aux salariés par le code du travail)** (p. 1784) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 6 de la commission - **Art. 15** : s'oppose à l'amendement n° 7 de la commission (allongement du délai prévu pour la formation des assistantes maternelles accueillant des mineurs à titre permanent) - S'oppose à l'amendement n° 16 de Mme Marie-Claude Beaudéau (allongement de la durée de formation prévue) - **Art. 17** (p. 1785, 1786) : ses amendements n° 17, n° 18 et n° 19 : dispositions transitoires et dérogatoires au profit des assistantes maternelles à titre non permanent ; réservés jusqu'après l'article 18 - S'oppose à l'amendement n° 8 de la commission (suppression de l'obligation de formation pour les assistantes maternelles à titre non permanent actuellement agréées) - **Art. 18** : s'oppose à l'amendement n° 10 de la commission (alignement du régime dérogatoire applicable aux assistantes maternelles accueillant des mineurs à titre permanent sur celui qui est applicable aux

assistantes maternelles accueillant des mineurs à titre non permanent) - **Après l'art. 18** : s'oppose à l'amendement n° 9 de la commission (dispense de l'obligation de formation pour les assistantes maternelles à titre permanent et non permanent) - **Art. 17 (suite)** (p. 1787) : ses amendements n° 17 et n° 19 ; rejetés ; n° 18 ; devenu sans objet (précédemment réservés, p. 1786) - **Après l'art. 18 (suite)** : son amendement n° 11 : prorogation du dispositif transitoire ; adopté - **Seconde délibération - Art. 17** (p. 1788) : s'oppose à l'amendement de conséquence n° 1 de la commission - **Art. 18** : s'oppose à l'amendement n° 2 de la commission (suppression de la motivation du refus d'agrément).

- **Projet de loi modifiant le chapitre III du titre II du livre V du code de la santé publique relatif à la pharmacie vétérinaire - Deuxième lecture [n° 396 (91-92)]** - (26 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 2079) : directives communautaires - **Distribution des médicaments vétérinaires - Art. 2 bis** (p. 2081) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) et, sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 5 de M. Pierre Louvot - **Art. 12** (p. 2082) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 de la commission (suppression du second alinéa de cet article relatif à la délivrance des auto-vaccins à usage vétérinaire).

- **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 441 (91-92)]** - (26 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 2077) : travaux du Parlement - Formation.

- **Projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement [n° 385 (91-92)] - Suite de la discussion** - (26 juin 1992) - **Art. 1^{er}** (modification de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets) - **Paragraphe 1 (objectifs de la loi)** (p. 2085) : accepte les amendements rédactionnels n° 1 et n° 2 de la commission - S'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 83 (technologies) et n° 84 (stockage de déchets provenant de pays étrangers) - **Paragraphe II (définition du déchet ultime)** (p. 2086) : accepte l'amendement rédactionnel n° 3 de la commission - **Paragraphe III (stockage des seuls déchets ultimes à compter du 1^{er} juillet 2002)** (p. 2087) : accepte l'amendement n° 4 de la commission (nouvelle rédaction de ce paragraphe) - S'oppose au n° 70 de M. Jean Simonin (nouvelle rédaction de ce paragraphe) - **Paragraphe IV (utilisation et recouvrement des sommes consignées et pouvoir du préfet d'imposer des déchets refusés)** : son amendement n° 95 : possibilité pour le président du tribunal administratif de faire échec au caractère suspensif du recours formé contre une mesure de consignation ; adopté - Accepte l'amendement n° 5 de la commission (transfert de dispositions) - (p. 2088) : s'oppose à l'amendement n° 85 de Mme Danielle Bidard-Reydet (suppression de l'expression « sur le territoire national ») - **Après le paragraphe IV** : sur l'amendement n° 6 de la commission (sort des déchets refusés), qu'il accepte, ses sous-amendements n° 97 ; rejeté ; et n° 96 ; adopté - **Paragraphe IV bis (contenu du droit à l'information)** (p. 2089) : s'oppose aux amendements de la commission, n° 7 (nouvelle rédaction de l'alinéa relatif à la communication de documents par l'exploitant) et n° 8 (nouvelle rédaction de l'alinéa relatif aux commissions locales) et, sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 69 de la commission - (p. 2090) : accepte l'amendement rédactionnel n° 9 de la commission - **Paragraphe V (remboursement en cas d'incident ou d'accident)** : sur les amendements de la commission, accepte le n° 10 (remboursement des frais par les associations de protection de l'environnement) et s'oppose au n° 11, rédactionnel - (p. 2091) : son amendement n° 98 : remboursement des frais par des associations de protection de l'environnement ; adopté - **Paragraphe VI (étude d'impact)** : sur les amendements de la commission, accepte les n° 12, de précision, n° 14 rédactionnel, n° 15 de coordination, et s'oppose au n° 13, rédactionnel - **Paragraphe VII (garanties financières)** (p. 2092) : sur les amendements de M. Michel Souplet accepte le n° 77 (description des garanties financières dans le dossier de demande d'autorisation lors de son dépôt) et s'oppose au n° 76 (amende exigée dans le cas de manquement à la constitution des garanties) - S'oppose aux amendements de la commission n° 17

(affectation des deux tiers du produit des amendes à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ADEME) et n° 18 (conditions dans lesquelles les installations existantes devront constituer leur garantie) - **Paragraphe IX (aliénation à titre onéreux d'une installation)** (p. 2093) : son amendement n° 99, de précision ; adopté - Accepte l'amendement n° 19 de la commission (responsabilité en cas de dommages éventuels) - **Paragraphe XI (information de l'administration sur le courtage et le négoce des déchets)** (p. 2094) : s'oppose à l'amendement n° 78 de M. Michel Souplet (nouvelle rédaction de cet article) - **Paragraphe XII (réglementation du courtage, du négoce et du transport)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 20 de la commission - **Paragraphe XIV (plans pour l'élimination de déchets)** : sur l'amendement n° 21 de la commission (nouvelle rédaction de ce paragraphe), qu'il accepte, son sous-amendement n° 100 ; adopté - Accepte les sous-amendements identiques n° 65 de M. Pluchet et n° 79 de M. Michel Souplet - **Paragraphe XIV bis (plans régionaux ou interrégionaux - plan national)** : sur l'amendement n° 22 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), qu'il accepte, son sous-amendement n° 101 : I - Différentes catégories de plans ; II, rédactionnel ; adoptés ; et III : notion de déchets ultimes ; rejeté.

- **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle - Nouvelle lecture [n° 489 (91-92)]** - (8 juillet 1992) - **Discussion générale** (p. 2524) : rapport entre l'Etat et les collectivités locales - Crédits d'insertion - Fonds d'aide aux jeunes - Aide médicale - (p. 2528, 2529) : collaboration entre le préfet et le président du conseil général - Intervention de la communauté locale dans la mise en oeuvre du dispositif d'insertion - Crédits d'insertion - Responsabilité financière des départements et lois de décentralisation - **Art. 1^{er} A (droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence)** : s'oppose à l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 1^{er} (aménagement du dispositif d'insertion)** **Art. 34 de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 (direction conjointe du dispositif d'insertion par le préfet et par le président du conseil général)** (p. 2531) : s'oppose à l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 35 (composition du conseil départemental d'insertion, CDI)** : s'oppose à l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 36 (programme annuel départemental d'insertion, PDI)** (p. 2532) : s'oppose à l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 37 (autres compétences du conseil départemental d'insertion et rôle en matière d'évaluation)** : s'oppose à l'amendement n° 5 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - Son amendement n° 45 : possibilité pour le conseil départemental d'insertion de proposer toutes études et enquêtes sur les phénomènes spécifiques de pauvreté et de précarité observés dans le département ; devenu sans objet - **Art. 38 (financement des actions inscrites au programme départemental d'insertion)** (p. 2533) : s'oppose à l'amendement n° 6 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 39 (conventions pour la mise en oeuvre du programme départemental)** : accepte l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 40 (décisions prises par arrêté en cas de désaccord entre le préfet et le président du conseil général ou de non-respect du délai d'adoption du programme départemental)** : s'oppose à l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 41 (procédure de reports de crédits)** : s'oppose à l'amendement n° 9 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 42-1 (missions de la commission locale d'insertion, CLI)** (p. 2534) : s'oppose à l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 42-2 (composition des commissions locales d'insertion)** : son amendement n° 46 : modification de la composition de la commission locale d'insertion ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture sauf pour ce qui concerne la compo-

sition de la commission locale d'insertion) - **Art. 42-3 (élaboration du programme local d'insertion)** (p. 2535) : s'oppose à l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 42-4 (nature et échéancier du contrat)** : s'oppose à l'amendement n° 13 de la commission (suppression des premiers mots du dernier alinéa du texte « la nature des engagements réciproques et ») - **Art. 42-5 (actions pouvant faire l'objet d'un contrat d'insertion)** : s'oppose à l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 2 (titre III bis nouveau de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 : lutte contre l'exclusion sociale)** - **Art. 43 de la loi précitée (dispositif de réponse à l'urgence sociale et de lutte contre la pauvreté)** (p. 2536) : s'oppose à l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement des termes « fonds locaux ») - **Avant l'art. 43-2** : s'oppose à l'amendement n° 19 de la commission (suppression du chapitre II et de son intitulé) - **Art. 43-2 (fonds départementaux d'aide aux jeunes en difficulté)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 16 de la commission - **Art. 43-3 (fonds locaux d'aide aux jeunes)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 17 de la commission - **Art. 43-4 (financement du fonds départemental)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 18 de la commission - **Art. 43-5 (droit d'accès à une fourniture minimum d'eau et d'énergie)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 43-6 (aides pour les dépenses d'électricité et de gaz)** (p. 2537) : s'oppose à l'amendement n° 21 de la commission (suppression de la convention passée dans chaque département entre le préfet et le ou les représentants d'EDF-GDF relative aux modalités de gestion des aides et aux actions préventives éducatives en matière de maîtrise d'énergie) - **Art. 4 (l'allocation de revenu minimum d'insertion : attribution, versement, suspension)** - (p. 2538) : s'oppose aux amendements de la commission n° 22, n° 23, n° 24, n° 25 et n° 26, tendant au rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture - **Art. 4 bis et 4 ter (ticket modérateur des bénéficiaires du RMI et cotisation d'assurance personnelle des jeunes de moins de 25 ans)** (supprimés par l'Assemblée nationale) (p. 2539) : s'oppose aux amendements de rétablissement n° 27 et n° 28 de la commission - **Art. 5 (abrogations)** : s'oppose à l'amendement n° 29 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Titre II (dispositions portant modification du code de la famille et de l'aide sociale)** : s'oppose à l'amendement n° 30 de la commission (suppression du titre II et de son intitulé) - **Art. 6 (réforme de l'aide médicale)** (p. 2540) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 31 de la commission - **Art. 7 (modifications apportées au titre III du code de la famille et de l'aide sociale)** (p. 2541) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 32 de la commission - **Art. 8 (modification de dispositions du titre IV du code de la famille et de l'aide sociale)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 33 de la commission - **Art. 12 (affiliation obligatoire au régime de l'assurance personnelle des personnes admises au bénéfice de l'aide médicale)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 34 de la commission - **Art. 13 (prise en charge des cotisations de l'assurance personnelle pour les personnes admises au bénéfice de l'aide médicale)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 35 de la commission - **Art. 16 (convention entre l'Etat et les organismes de sécurité sociale en matière d'aide sociale)** (p. 2542) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 36 de la commission - **Art. 17 (vérification des déclarations pour l'admission à l'aide médicale)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 37 de la commission - **Art. 22 bis (rapport de la commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 38 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 22 ter (augmentation temporaire de la contribution « Delalande »)** : s'oppose à l'amendement n° 39 de la commission (exclusion des plans sociaux présentés aux comités d'entreprises ou aux délégués du personnel avant le 10 juin 1992) - **Art. 22 quater (fixation par décret du montant de la contribution « Delalande » à compter du 1^{er} août 1992)** (p. 2543) : s'oppose à l'amendement n° 40 de la commission (suppression de deux conditions d'exonération de la contribution « Delalande ») - **Art. 23 (aides financières aux jeunes)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 41 de la commission - **Art. 25 (rapport au Parlement**

sur les logements vacants dans les agglomérations) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 42 de la commission - **Après l'art. 25** (p. 2544) : s'oppose à l'amendement n° 43 de la commission (suppression de la représentation parlementaire dans certaines instances régionales).

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° 87 (92-93)] - Suite de la discussion** - (18 décembre 1992) - **Après l'art. 32** (p. 4330) : accepte l'amendement n° 57 de M. Claude Cornac (extension de la mesure de suspension des poursuites en faveur des rapatriés) - (p. 4331) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 86 de M. Jacques Machet (choix des enfants mineurs au moment du rapatriement) .

Nouvelle lecture [n° 173 (92-93)] - (22 décembre 1992) - **Art. 20 bis A (retraite par rente des élus locaux - supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 4716, 4717) : s'oppose aux amendements identiques n° 46 de la commission et n° 1 de M. Jean-Paul Delevoye (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture dans une nouvelle rédaction) - **Art. 20 quater (autorisations d'absence pour les examens obligatoires de surveillance de la grossesse)** : s'oppose à l'amendement n° 47 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 20 quinquies (bilan de compétence et action de formation professionnelle pour les personnes bénéficiant d'un congé parental d'éducation)** (p. 4718) : s'oppose à l'amendement n° 48 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 20 decies (date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à l'aide médicale)** (supprimé par l'Assemblée nationale) : s'oppose à l'amendement n° 49 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Après l'art. 20 decies** (p. 4719) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 3 de M. Michel Charasse (intégration dans le corps des sous-préfets des fonctionnaires actuellement détachés comme sous-préfets mais n'appartenant pas à ce corps) - **Art. 21 A (plan de reclassement des salariés licenciés)** (p. 4720, 4721) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 50 de la commission ainsi qu'aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 6 (reclassement de l'ensemble des salariés de l'entreprise) et n° 7 (suppression de la mention des mesures d'aménagement de la durée du travail dans la liste des dispositions pouvant figurer dans le plan de reclassement) - Licenciemens économiques et plan de reclassement des salariés - **Art. 21 B (institution de commissions départementales de la formation professionnelle, de l'emploi et de l'apprentissage)** (p. 4722) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 51 de la commission ainsi qu'à l'amendement n° 8 de Mme Michelle Demessine (fréquence des réunions de la commission) - **Art. 24 (intégration d'ingénieurs des poids et mesures dans le corps des ingénieurs des mines)** (supprimé par l'Assemblée nationale) ; accepte l'amendement n° 53 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture dans une nouvelle rédaction) - **Art. 25 (retransmission des compétitions de sport mécanique)** (p. 4723) : son amendement n° 14 ; retiré au profit de l'amendement identique n° 54 de la commission - S'oppose à l'amendement n° 55 de la commission (aménagement de la période transitoire avant l'apparition d'une réglementation européenne) - **Art. 30 (reconnaissance de la qualité d'ayant-droit pour la personne vivant avec un assuré social et n'étant ni son conjoint, ni son concubin)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 56 de la commission - **Art. 34 (maintien dans les lieux des clients des hôtels, pensions de famille et meublés)** (p. 4724) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 57 de la commission - Ses amendements n° 15 : rectification d'une erreur matérielle ; et n° 16 de cohérence ; devenus sans objet - **Art. 35 (obligation de relogement des habitants d'un immeuble faisant l'objet d'un arrêté de péril)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 58 de la commission - **Art. 35 ter (aggravation des pénalités s'appliquant à l'inobservation des règles posées par l'article L. 480-4 du code de l'urbanisme)** (p. 4725) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 59 de la commission - Son amendement rédactionnel n° 17 ; devenu sans objet - **Art. 35 quater (service départemental d'incendie et de secours)** : s'oppose à l'amendement n° 64 de M. Philippe Adnot (suppression de la référence au seuil des 500 000 habitants) - **Art. 36 (modalités de liquidation des pensions de reversion - supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 4727) : oppose l'article 40 de la Constitution à

l'amendement n° 61 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture dans une nouvelle rédaction) - **Art. 38** (*régime de l'assurance volontaire des Français de l'étranger - supprimé par l'Assemblée nationale*) : s'oppose à l'amendement n° 62 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Après l'art. 47** : s'oppose à l'amendement n° 63 de la commission (report de la date limite pour le droit d'option accordé aux agents de l'Etat en poste dans les services départementaux).

CATUELAN (Louis de), sénateur des Yvelines (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire du Conseil supérieur de l'Etablissement national des invalides de la marine.

Membre suppléant du Conseil national des Transports.

Membre titulaire de la commission supérieure du crédit maritime mutuel.

Membre suppléant de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code forestier (9 juin 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du régime pétrolier (16 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux relations entre transporteurs routiers de marchandises donneurs d'ordres et sous-traitants (10 décembre 1992).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec MM. Edouard Le Jeune et Alphonse Arzel, visant à supprimer la répartition intercommunale des dépenses de fonctionnement des écoles publiques accueillant des enfants de plusieurs communes [n° 216 (90-91)] (31 janvier 1991) - **Communes** - Reprise le 21 octobre 1992.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur les modalités de mise en valeur du patrimoine maritime et sur la création d'une Fondation nationale pour le patrimoine culturel maritime et fluvial [n° 9 (92-93)] (15 octobre 1992) - **Mer et littoral**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 517 (91-92)] portant réforme du régime pétrolier (urgence déclarée) [n° 25 (92-93)] (28 octobre 1992) - **Hydrocarbures**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution - **Marine marchande** - [n° 58 (92-93)] tome 20 (24 novembre 1992).

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du régime pétrolier [n° 148 (92-93)] (18 décembre 1992) - **Hydrocarbures**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 12 juin 1992) (p. 1575) - Ministère : Intérieur - Répartition des charges de financement des écoles publiques - Enseignement.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France** [n° 227 (91-92)] - (16 janvier 1992) - **Art. 3** (*obligations et responsabilité du transporteur*) (p. 218) : difficulté d'adopter les mêmes dispositions pour les transports aériens et routiers et pour les transports maritimes.

- **Projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises** [n° 174 (91-92)] - (9 avril 1992) - **Discussion générale** - Son intervention, présentée par M. Daniel Millaud (p. 555, 556).

- **Projet de loi modifiant le code forestier - Deuxième lecture** [n° 300 (91-92)] - (30 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 958, 959) : indemnisation des dégâts de gibier - Surabondance du gros gibier - Permis de chasse - **Art. 13** (*dispositions en matière de chasse*) (p. 965) : se déclare favorable à l'amendement n° 4 de la commission (paiement de la cotisation fédérale par les chasseurs) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 967) : au nom du groupe centriste, votera ce texte - Ateliers de productions agricoles hors sol.

- **Conclusions du rapport de M. Jacques de Menou**, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur sa proposition de loi (n° 317, 91-92), déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à faciliter le développement du tourisme rural [n° 381 (91-92)] - (17 juin 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1794) : vote de cette proposition de loi par le groupe de l'Union centriste.

- **Projet de loi modifiant le code civil et relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits** [n° 408 (91-92)] - (25 juin 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2064) : dispositions relatives à l'extension de la responsabilité insatisfaisantes pour le producteur - Se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

- **Projet de loi portant réforme du régime pétrolier** [n° 517 (91-92)] - (5 novembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3046) : dépendance à l'égard du pétrole - Sécurité des approvisionnements pétroliers - Activités pétrolières - Marché unique européen - (p. 3047) : libre circulation des produits pétroliers - Stocks stratégiques - Société anonyme de gestion de stocks de sécurité, SAGESS, et comité professionnel - Obligation d'information générale de l'autorité administrative à la charge des opérateurs pétroliers - Sanctions et contrôle de l'administration - (p. 3048) : obligation de pavillon - Immatriculation aux Terres australes et antarctiques françaises, dite immatriculation TAAF - Pavillon EUROS - Marine marchande - Flotte pétrolière française - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 3052) : accepte l'amendement n° 1 de M. Philippe François (incorporation obligatoire et progressive de biocarburants dans les essences, supercarburants, gazole et fioul domestique) et, sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 50 de M. Jean-Pierre Masseret - **Art. 1^{er}** (*régime de liberté des produits pétroliers*) (p. 3054) : son amendement n° 2 : inversion des termes de l'article ; réservé puis adopté dans le vote unique (p. 3055) - (p. 3055) : sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 39 de M. Félix Leyzour - **Art. 2** (*principe des stocks stratégiques*) (p. 3056) : ses amendements, n° 3 rédactionnel, n° 4 : limitation de l'obligation de stockage au plus au quart des quantités nettes de pétrole brut ou de produits pétroliers importées ou introduites ; et n° 5 : francisation du terme « fuel » ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 40 de M. Louis Minetti (promotion de l'activité du raffinage français) - **Art. 3** (*gestion des stocks stratégiques*) (p. 3057) : s'oppose à l'amendement n° 41 de M. Louis Minetti (contrôle de l'Etat sur les stocks stratégiques) - Son amendement n° 6 : suppression de la possibilité pour le comité professionnel d'emprunter ; adopté - (p. 3058) : sur les amendements du Gouvernement, s'oppose au n° 30 (substitution des mots « ce comité » aux mots « cet établissement ») et accepte le n° 28 (réglementation du droit de veto des représentants de l'Etat auprès du comité professionnel sur les délibérations de ce dernier) - Ses amendements n° 7 : suppression de la faculté, pour le comité professionnel, de recourir à la SAGESS pour des opérateurs agréés ; et n° 8 rédactionnel ; adoptés - (p. 3059) : son amendement n° 9 : suppression des prélèvements pour frais d'assiette et de recouvrement ; adopté - Sur les amendements du Gouvernement, s'oppose au n° 27 (plafonnement du taux du

prélèvement à 4 % et fixation des modalités de répartition par arrêté de M. le Ministre chargé du budget) et accepte le n° 29 (régime transitoire) - **Art. 4 (constitution des stocks stratégiques)** : son amendement n° 10 : possibilité pour les opérateurs agréés de s'acquitter de la seconde part de leur obligation de stockage, soit par le versement de la rémunération au comité professionnel, soit par le recours aux services de la SAGESS ; adopté - **Art. 6 (obligation de pavillon)** (p. 3060) : son amendement n° 11 : suppression de l'énoncé des objectifs ; adopté - (p. 3061) : s'oppose aux amendements n° 25 de M. Jacques Rocca Serra (nouvelle rédaction) et n° 48 de M. Louis Minetti (maintien de la capacité de la flotte pétrolière à son niveau actuel) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 26 de M. Guy Penne (retrait de l'assiette de l'obligation du pétrole extrait du sous-sol national ainsi que du pétrole non destiné à la consommation énergétique nationale) - **Art. 7 (information de l'autorité administrative)** (p. 3062) : ses amendements n° 12, rédactionnel ; adopté ; et n° 14 : anonymat des informations avant leur transmission à d'autres autorités publiques ; retiré - Accepte la première partie (1^o) prévision d'un délai pour répondre à l'autorité administrative avant que ne se déclenche une procédure coercitive) et la deuxième partie (2^o) prise en compte de tous les cas où l'obligation d'information est nécessaire) de l'amendement n° 31 du Gouvernement - **Art. 8 (notification des opérations relatives aux installations de raffinage)** (p. 3063) : son amendement n° 15 : nouvelle rédaction ; adopté - Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 32 du Gouvernement - **Art. 11 (pouvoirs du Gouvernement en cas de crise)** (p. 3064) : son amendement n° 16 : nouvelle rédaction ; adopté - (p. 3065) : sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 52 de M. Philippe de Gaulle - **Art. 12 (sanctions en cas de manquement aux obligations d'information)** (p. 3066) : son amendement n° 17 : nouvelle rédaction des paragraphes I et II de cet article ; adopté - Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 49 de M. Louis Minetti - S'oppose à l'amendement n° 43 de M. Louis Minetti - (p. 3067) : s'oppose à l'amendement n° 53 du Gouvernement (contrôle par des agents assermentés dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat), ainsi qu'à l'amendement n° 44 de M. Louis Minetti (remplacement des mots « est mis à même de » par le mot « peut ») - Son amendement rédactionnel n° 18 ; adopté - **Art. 13 (sanctions en cas de manquement à l'obligation de pavillon)** (p. 3068) : ses amendements n° 19, de cohérence, et n° 20 : caractère facultatif de la décision ordonnant le paiement par le ministre chargé de la marine marchande ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 45 de M. Louis Minetti (remplacement des mots « est mise à même de » par le mot « peut ») - **Art. 14 (sanctions en cas de manquement aux obligations de constitution de stocks stratégiques)** (p. 3069) : ses amendements n° 21 ; délai accordé aux opérateurs pétroliers pour répondre aux demandes d'information formulées par l'administration ; adopté ; et n° 22 : introduction d'une mise en demeure avant la sanction et désignation de l'astreinte comme sanction pécuniaire ; rejeté - S'oppose à l'amendement n° 46 de M. Louis Minetti (possibilité donnée aux agents des douanes de dresser procès-verbal) - (p. 3070) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 34 du Gouvernement (limitation du montant de l'astreinte journalière et caractère incitatif de l'astreinte) - **Art. 15 (recouvrement des astreintes et des amendes)** : son amendement de cohérence n° 23 ; devenu sans objet - Accepte les amendements du Gouvernement n° 35 (caractère administratif des sanctions du non respect de la loi) et n° 36 (remplacement des mots « en matière de contributions directes » par les mots « en matière de douane ») - **Art. 16 (sanctions en cas de manquement aux obligations de notification des opérations relatives aux installations de raffinage)** (p. 3071) : s'oppose à l'amendement n° 37 du Gouvernement (remplacement des sanctions prévues par des sanctions administratives) - Son amendement n° 24 : atténuation de l'ensemble des sanctions prévues ; devenu sans objet - **Après l'art. 18** : accepte l'amendement n° 38 du Gouvernement (dispositions transitoires dans l'attente de la création et du fonctionnement du comité professionnel) - **Après l'art. 19** : s'oppose à l'amendement n° 47 de M. Louis Minetti (rapport du Gouvernement sur les coûts de production, de transport et de transformation des produits pétroliers, sur la spéculation et la formation des prix) - **Sur l'ensemble** (p. 3073) : commission d'enquête sur la marine marchande.

- **Projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)].**

Discussion générale :

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3464, 3465) : projet de budget de la marine marchande - Programme de sauvetage de la flotte - Diminution des crédits du budget de la marine marchande - Flotte exsangue - Pavillon de complaisance - Propositions de mesures indispensables - Coût de l'assurance - (p. 3466) : création du Conservatoire national du patrimoine marin : absence de crédits.

- **Projet de loi relatif aux relations de sous-traitance dans le domaine du transport routier de marchandises [n° 77 (92-93)]** - (10 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3920) : avantages du transport fluvial.

- **Projet de loi portant réforme du régime pétrolier - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 148 (92-93)]** - (20 décembre 1992) - Rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 4540) : accord en commission mixte paritaire, CMP - Maintien des obligations de stockage - Large pouvoir de contrôle de l'autorité administrative - Obligation de pavillon - Gestion des stocks stratégiques - Pavillon des Kerguelen - Délai de transmission des documents et information à l'autorité administrative - (p. 4541) : modalités de contrôle des stocks - Suppression de l'article 18 bis A enjoignant au Gouvernement français de prendre des initiatives internationales de prévention de la pollution maritime - **Art. 12** (p. 4543) : accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement (possibilité d'effectuer les contrôles en l'absence du propriétaire ou de son représentant).

CAUPERT (Joseph), sénateur de la Lozère (UREI).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre de la commission d'enquête, visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées, jusqu'au 14 mai 1992.

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement [n° 485 (91-92)]** - (2 juillet 1992) (p. 2389) : politique agricole commune, PAC - Lozère - Aménagement de l'espace rural - Zones défavorisées - Prime à la vache allaitante - Ovins.

CAVALIER-BENEZET (Francis), sénateur du Gard (NI).

Elu sénateur le 20 décembre 1992, en remplacement de M. Gilbert Baumet, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 22 décembre 1992).

CAZALET (Auguste), sénateur des Pyrénées-Atlantiques (RPR).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire de la Commission centrale de Classement des débits de tabac ; de nouveau membre titulaire de cette commission (JO Lois et décrets du 5 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution des aides financées par le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord en situation de chômage de longue durée, âgés de plus de cinquante-sept ans (JO Lois et décrets du 24 janvier 1992).

Membre titulaire de la commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution financées par le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord (JO Lois et décrets du 19 décembre 1992).

• Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'octroi de mer (1^{er} juillet 1992).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - Anciens combattants - [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 4 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1992** [n° 89 (92-93)] - (18 décembre 1992) - **Art. 32** (*régime fiscal des transferts d'actifs réalisés par une entreprise*) (p. 4383) : son amendement n° 10, soutenu par M. Emmanuel Hamel : application des dispositions de l'article aux éléments d'actif transférés à compter du 1^{er} janvier 1993 ; retiré - **Après l'art. 52** (p. 4387) : son amendement n° 12, soutenu par M. Emmanuel Hamel : prolongation du délai d'écoulement des immeubles en franchise de droit de mutation jusqu'au 31 décembre 1995 ; retiré.

CESAR (Gérard), sénateur de la Gironde (apparenté au groupe RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1992** [n° 89 (92-93)] - (18 décembre 1992) - **Art. 19** (*harmonisation des droits d'accises en matière d'alcool et de boissons alcooliques*) (p. 4364) : son amendement n° 50, soutenu par M. Emmanuel Hamel : taux d'accises des vins mousseux ; adopté (par priorité).

CHAMANT (Jean), sénateur de l'Yonne (RPR) - Vice-président du Sénat.

Réélu vice-président du Sénat (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mise à la disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement

et à la prise en charge des dépenses de ces services (20 octobre 1992).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code civil et relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits (9 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la procédure pénale (11 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon (16 décembre 1992).

INTERVENTIONS

En qualité de président de séance

- **Communication de la commission nationale consultative des droits de l'homme** sur une disposition du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945, modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (16 janvier 1992) (p. 194).

- **Ouverture de la troisième session extraordinaire de 1991-1992** (7 février 1992) (p. 497).

- **Conférence des présidents** - (7 février 1992) (p. 503) : annonce que la conférence des présidents a reporté le débat sur la déclaration de politique générale du Gouvernement - (p. 504) : dépôt d'une motion de censure à l'Assemblée nationale.

- **Convocation du Parlement en session extraordinaire** (30 juin 1992) (p. 2241).

- **Fait part de l'émotion de ses collègues devant les difficultés de circulation en France** (7 juillet 1992) (p. 2455).

- **Démission de M. Gilbert Baumet**, sénateur du Gard (14 octobre 1992) (p. 2615).

- **Contestation de l'élection de sénateurs** (14 octobre 1992) (p. 2815).

- **Souhaits de bienvenue au président du Sénat australien** (29 octobre 1992) (p. 2911).

CHAMBRIARD (Jean-Paul), sénateur de la Haute-Loire (UREI).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national relatives à la réserve du service militaire (21 décembre 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 12 décembre 1992) (p. 1565) - Ministère : Agriculture - Réforme de la PAC et zones de montagne - Politique agricole commune (PAC).

CHARASSE (Michel), ministre délégué au budget.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

ministre du budget le 2 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

Démissionne de ses fonctions ministérielles le 2 octobre 1992 (JO Lois et décrets du 3 octobre 1992).

Sénateur du Puy-de-Dôme (S).

Elu sénateur le 27 septembre 1992.

En qualité de ministre chargé du budget

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre du comité directeur du fonds d'aide et de coopération (JO Lois et décrets du 26 novembre 1992).

Membre suppléant du comité directeur du FIDESTOM (JO Lois et décrets du 19 décembre 1992).

Membre suppléant du conseil de surveillance de la Caisse française de développement (art. 12-C des statuts annexés au décret n° 92-1176 du 3 octobre 1992) (JO Lois et décrets du 24 décembre 1992).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Xavier de Villepin : Lycées (Situation du lycée de Tokyo) (JO Débats du 15 mai 1992) (p. 1145).

de M. André Delelis : Cadastre (Révision des évaluations cadastrales) (JO Débats du 15 mai 1992) (p. 1155).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'anticipation de la suppression du taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée [n° 364 (91-92)]** - (18 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1805, 1806) : taux majoré de la TVA - Allègement de la charge des ménages - Recettes - Baisses de TVA - Véhicules automobiles et matériels électroniques - Collectif budgétaire - Dépenses supplémentaires de 1992 - (p. 1807) : bénéficiaires du RMI - Taux de réduction d'impôt - Soutien au logement - **Après l'art. unique** (p. 1809) : droits du Parlement - Fiscalité - Avis du Conseil d'Etat - (p. 1811) : collectif budgétaire - Amendements du Gouvernement - Mesures financières entièrement nouvelles - Jurisprudence du Conseil constitutionnel - Logement - Prérrogatives du Parlement - (p. 1814) : ses amendements, n° 1 : doublement du taux de réduction d'impôt lorsque le propriétaire d'un logement neuf prend l'engagement de le louer pendant neuf ans à usage de résidence principale ; et n° 2 : extension de la réduction d'impôt pour grosses réparations aux dépenses d'équipement sanitaire élémentaire, aux travaux d'accessibilité des logements aux handicapés, à l'installation d'une porte blindée et d'un interphone en vue de renforcer la sécurité des immeubles ; adoptés - (p. 1819) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Masseret (suspension de l'application des dispositions des paragraphes II à VIII de l'article 56 modifié de la loi n° 90-669 du 30 juillet 1990 relative à la révision des évaluations des immeubles retenus pour la détermination des impôts directs locaux ; calcul de l'assiette de la taxe d'habitation) - **Intitulé** (p. 1820) : son amendement n° 4 : « Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal » ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'abolition des frontières fiscales à l'intérieur de la communauté économique européenne en matière de taxe sur la valeur ajoutée et de droits indirects [n° 373 (91-92)]** - (18 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1823) : libre circulation des marchandises - Achat de véhicules automobiles - Particuliers - Entreprises - TVA perçue sur les importations - (p. 1824) : fraude - Service des impôts et des

douanes - Contrôle de la circulation des marchandises - Produits soumis aux droits indirects - Suppressions d'emplois - (p. 1826) : contrôles aux frontières - Personnel des douanes - **Art. 5 (régime des prélèvements)** (p. 1828) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 25 de M. Robert Vizet - **Art. 6 (localisation des livraisons de biens)** : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Robert Vizet (application de la règle de la territorialité aux véhicules terrestres) - **Art. 7 (régime des ventes à distance pour les expéditions à destination d'un autre Etat membre de la CEE)** (p. 1829) : accepte l'amendement rédactionnel n° 1 de la commission - **Art. 8 (régime des ventes à distance pour les expéditions à destination de la France)** : accepte l'amendement n° 45 de la commission (montant retenu pour le seuil des ventes à distance) - **Art. 9 (localisation des acquisitions intracommunautaires)** (p. 1830) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (obligation pour l'acquéreur de faire la preuve que l'acquisition effective a eu lieu dans un autre Etat membre) - **Art. 11 (localisation des prestations de transport intracommunautaire)** : accepte les amendements rédactionnels n° 3 et n° 4 de la commission - **Art. 16 (possibilité pour les personnes bénéficiaires du régime dérogatoire d'opter pour le paiement de la TVA sur leurs acquisitions intracommunautaires)** (p. 1831) : accepte l'amendement de coordination n° 5 de la commission - **Art. 21 (base d'imposition à la TVA)** (p. 1832) : accepte les amendements de la commission n° 6 (suppression du maintien de la taxation sur le montant total de la transaction intracommunautaire pour les intermédiaires agissant au nom et pour le compte d'entreprises situées dans la Communauté), et n° 7 et 8, rédactionnels - **Art. 24 (modalités d'exercice du droit à déduction)** (p. 1833) : accepte les amendements de la commission n° 9 et n° 10, rédactionnels, n° 11 de coordination, et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 27 de M. Robert Vizet (possibilité pour les entreprises de produire des factures) - **Art. 26 (non application de la règle du décalage d'un mois aux commissionnaires assimilés à des acheteurs-revendeurs)** (p. 1835) : accepte l'amendement n° 12 de la commission (cas des commissionnaires intervenant à l'importation) - **Art. 44 (régime des véhicules de transport neufs)** (p. 1837) : accepte l'amendement de précision n° 14 de la commission - **Art. 53 (adaptation du régime de la taxe sur les tabacs fabriqués)** (p. 1838) : accepte l'amendement n° 15 de la commission (suppression de la référence à la taxe sur les produits vendus en France à l'occasion d'une vente à distance opérée à partir d'un autre Etat membre) - **Après l'art. 55** (p. 1839) : demande le retrait de l'amendement n° 35 de M. Emmanuel Hamel (application de la contribution sociale de solidarité aux entreprises du commerce international) - **Art. 59 (exigibilité de l'accise)** (p. 1840) : son amendement n° 37 : opérateur exerçant de manière indépendante une activité économique ou organisme exerçant une activité d'intérêt général ; adopté - **Art. 72 bis (entrepôts agréés réalisant des opérations de vente à distance)** (p. 1841) : son amendement de coordination n° 38 ; adopté - **Art. 93 (droit de consommation sur les tabacs applicable dans les départements d'outre-mer et en Corse)** (p. 1842) : accepte les amendements de la commission n° 16 (affectation du droit de consommation sur les tabacs au budget des départements de la Guyane et de la Réunion) et n° 17 de coordination - **Art. 113 (pouvoir de contrôle de l'administration des douanes dans les cas d'échange de marchandises communautaires soumises à des prescriptions spéciales)** (p. 1844) : accepte l'amendement n° 23 de la commission (suppression de la formule selon laquelle l'administration des douanes est « habilitée » à mettre en oeuvre ses droits de contrôle) - **Après l'art. 114** (p. 1845) : s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Robert Vizet (rôle des transitaires en douane) - (p. 1846) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 32 de M. Jean-Pierre Masseret (sécurité maritime et lutte contre la pollution marine) - **Art. 115 bis (alignement du régime de perception et de recouvrement de la taxe spéciale sur le prix des places de spectacle cinématographique sur celui de la TVA)** (p. 1848) : accepte l'amendement n° 24 de la commission (contentieux et sanctions) - **Après l'art. 117** ; s'oppose à l'amendement n° 31 de M. Robert Vizet (dépôt par le Gouvernement avant le 1^{er} janvier 1994 d'un rapport d'information sur les conditions d'application de la présente loi) - **Art. 106 (sanction du défaut de présentation ou de tenue des registres concernant le travail à façon et les transferts de biens)** (p. 1849) ; précédemment réservé p. 1844) : accepte l'amendement n° 46 de la commis-

sion (garanties minimales accordées au contribuable) - **Art. 108** (institution d'un droit d'enquête en entreprise et d'un droit de contrôle des véhicules à usage professionnel) - **Art. L. 80 F** du livre des procédures fiscales (droit d'enquête) (p. 1851 ; précédemment réservé p. 1844) : sur l'amendement n° 18 de la commission, qu'il accepte (droit de communication dont dispose l'enquêteur), son sous-amendement n° 40 ; adopté - Accepte l'amendement n° 47 de la commission (droit d'accès aux locaux de l'entreprise) - (p. 1852) : accepte l'amendement n° 33 de M. Jacques Larché (substitution de la notion de compte rendu d'audition à celle de procès-verbaux d'audition) - Son amendement n° 39 : procès-verbal après chaque intervention relatant les opérations effectuées ; adopté - **Art. L. 80 G** du livre précité (déroulement de la procédure) : ses amendements n° 41 et n° 42 : cas des assujettis qui sont des personnes morales ; adoptés - **Art. L. 80 H** du livre précité (caractère contradictoire du procès-verbal dont fait l'objet la fin de l'enquête) (p. 1853) : s'oppose à l'amendement n° 20 de la commission (augmentation du délai laissé aux contribuables pour formuler leurs observations) - Sur l'amendement rédactionnel n° 21 de la commission qu'il accepte, son sous-amendement n° 43 ; adopté - **Art. L. 80 I** du livre précité (possibilité d'intervention de l'administration des douanes) (p. 1854) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 28 (possibilité pour les agents des douanes appartenant à la catégorie C d'enquêteur) et n° 29 (possibilité pour les agents des douanes d'engager des poursuites), ainsi qu'à l'amendement n° 34 de M. Jacques Larché (contestation soulevée à propos de l'application du présent article) - **Art. L. 80 J** du livre précité (possibilité pour les agents des douanes de procéder au contrôle des véhicules de transport à usage professionnel en vue de prévenir les manquements aux règles de facturation sur les opérations intracommunautaires entrant dans le champ d'application de la TVA) (p. 1855) : accepte l'amendement n° 22 de la commission (possibilité pour les agents des douanes de se faire communiquer les documents professionnels en possession du conducteur de véhicule) - **Art. 109 ter** (fusion de la déclaration statistique des échanges de biens entre les Etats membres et de l'état récapitulatif des clients) (p. 1856 ; précédemment réservé p. 1844) : déclaration des opérations intracommunautaires - Déclaration unique - Entreprises - Son amendement n° 44 : sanction en cas de non-respect des obligations déclaratives ; adopté - **Art. 34** (création d'un état récapitulatif) (p. 1858 ; précédemment réservé p. 1836) : son amendement n° 36 : dépôt mensuel de l'état récapitulatif et de la déclaration unique ; adopté - (p. 1859) : accepte l'amendement rédactionnel n° 13 de la commission - **Sur l'ensemble** : travaux du Sénat.

- **Projet de loi relatif à l'octroi de mer** [n° 411 (91-92)] - (30 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 2281) : décisions du conseil des communautés européennes - Maintien de l'octroi de mer - Financement des communes - Production locale - Nouveau régime - Exonérations - Conseils régionaux - Entreprises - Marché unique entre la Guyane et les Antilles - (p. 2282) : équilibre entre les entreprises et l'administration locale - Intérêt financier des collectivités locales.

Suite de la discussion - (1^{er} juillet 1992) - **Discussion générale (suite)** (p. 2291) : économie locale - Indexation de la dotation globale garantie à répartir entre les communes - Droit communautaire.

- **Projet de loi portant mise en oeuvre par la République française de la directive du Conseil des Communautés européennes n° 91/680/CEE complétant le système commun de la taxe sur la valeur ajoutée et modifiant, en vue de la suppression des contrôles aux frontières, la directive n° 77/388/CEE, et de la directive n° 92/12/CEE relative au régime général, à la détention, à la circulation et au contrôle des produits soumis à accise** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 473 (91-92)] - (8 juillet 1992) - **Discussion générale** (p. 2545) : accord en commission mixte paritaire, CMP - Modalités de recouvrement et procédure contentieuse applicable à la sanction pour omission dans la déclaration publique - Application des sanctions prévues par l'article 109 ter relatif à la fusion de la déclaration statistique et de l'état récapitulatif des clients - (p. 2546) : obligation pour les entreprises de déclarer deux valeurs, l'une statistique, et l'autre fiscale - Contrôle des boutiques hors taxes - Contribution sociale de solidarité - Modification du régime de TVA des

commissionnaires - Transposition en droit interne de la directive du 16 décembre 1991.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal - Nouvelle lecture** [n° 488 (91-92)] - (8 juillet 1992) - **Discussion générale** (p. 2554) : instauration de la taxe professionnelle par une loi du 27 juillet 1975 - Conséquences fiscales au regard des droits de succession de l'indemnisation des personnes victimes de la contamination par le SIDA - (p. 2555) : application de la DGF de 1991 et calcul éventuel de la régularisation - Evolution de la dotation de développement rural, DDR - Formule transitoire adoptée par le comité des finances locales - (p. 2557) : dénonce l'évolution de la TVA depuis 1990 - Modalités de calcul et de répartition de la dotation de solidarité urbaine, DSU.

En qualité de sénateur

NOMINATIONS

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux produits soumis à certaines restrictions de circulation (20 décembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Coopération et développement** - [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 5 (24 novembre 1992).

Proposition de loi, déposée avec M. Paul Loridant et les membres du groupe socialiste et apparentés, relative au recouvrement des créances publiques [n° 82 (92-93)] (2 décembre 1992) - **Créances**.

Proposition de loi, portant modifications de l'article 89 de la loi n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République [n° 88 (92-93)] (8 décembre 1992) - **Départements**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale** [n° 3 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (18 novembre 1992) - **Après l'art. 1^{er} B** (p. 3191) : son amendement n° 1 : modification de l'article 16 du code de procédure pénale relatif aux fonctions des agents des douanes titulaires ; adopté.

Deuxième lecture [n° 70 (92-93)] - (11 décembre 1992) - **Après l'art. 1^{er} AA** (p. 3949) : son amendement n° 2 : rôle des agents des douanes ; adopté.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° 87 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (18 décembre 1992) - **Art. 25 (par priorité) (retransmission des compétitions de sport mécanique)** (p. 4274) : son amendement n° 3 : établissement de règles transitoires jusqu'à l'entrée en vigueur d'une réglementation européenne ; retiré - Moyens d'existence des sports motorisés - Souhait d'une réglementation internationale uniforme et d'une réglementation européenne - (p. 4278) : continuité des courses automobiles - Lutte contre la drogue et l'alcoolisme - **Après l'art. 25 (par priorité)** (p. 4281) : son amendement n° 5 : exclusion de la presse professionnelle du champ d'application de la loi relative à la publicité sur le tabac ; adopté - **Art. 8 bis (par priorité) (unification du régime des accidents de la circulation liés au travail)** (p. 4290) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 68 de M. Jacques Machet et favorable à l'amendement n° 13 de la commission (A13) - **Après l'art. 18 (par priorité)** (p. 4294) : intervient sur l'amendement n° 92 de Mme Anne Heinis (exonération des établissements publics de santé du paiement de la taxe sur les salaires) - **Demande de priorité** (p. 4299) : demande l'examen en priorité de ses amendements, n° 1 et n° 2, tendant à insérer une division et un article additionnels après l'article 19 quater - **Après l'art. 19 quater (par priorité)** : ses amendements, n° 1 : insertion d'une division

additionnelle : « mesures relatives à l'aide sociale » ; réservé et retiré (p. 4302) ; et n° 2 : aide sociale mise à la charge des collectivités locales ; retiré - Progression des charges d'aide sociale - (p. 4300) : loi de 1975 relative aux handicapés : allocation compensatrice - Loi relative au RMI : récupération sur succession - (p. 4301) : prise en charge des personnes âgées demandant à bénéficier de l'aide médicale - Règles de l'aide sociale relatives à l'obligation alimentaire et aux récupérations sur succession - Intérêts des collectivités locales - (p. 4302) : fonctionnement des COTOREP - Abus découlant d'injustices et lézant les finances des collectivités locales - **Demande de priorité** (p. 4313) : demande l'examen en priorité de ses amendements n° 4 et n° 120 ainsi que des amendements, n° 63 de M. Charles Jolibois (modification de la date d'entrée en vigueur des dispositions de l'article 89 de la loi d'orientation relative à l'administration territoriale de la République), n° 80 de M. Jean Cluzel (modification de la date d'entrée en vigueur de l'article relatif à la départementalisation des services d'incendie de la loi d'orientation relative à l'administration territoriale de la République), ainsi que des sous-amendements n° 147 et n° 132 - **Après l'art. 35 (par priorité)** : son amendement n° 4 : intégration dans le corps des sous-préfets, de certains fonctionnaires détachés ; rejeté - (p. 4314) : son amendement n° 120 : I : report d'application des dispositions relatives à la départementalisation des services d'incendie de la loi d'orientation relative à l'administration territoriale de la République ; II : service départemental d'incendie de la ville de Marseille ; adoptés ; et III : exclusion des départements de plus de 500 000 habitants ayant départementalisé les matériels et dotés d'un centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (CODIS) et d'un centre de transmission de l'alerte (CTA) ; rejeté - (p. 4316) : départementalisation des personnels.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1992 [n° 89 (92-93)]** - (18 décembre 1992) - **Après l'art. 58** (p. 4401) : son amendement n° 1, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : possibilité pour les entreprises publiques d'émettre à l'encontre de leurs débiteurs des titres de recettes ayant force exécutoire ; adopté.

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale - Nouvelle lecture [n° 156 (92-93)]** - (19 décembre 1992) - **Art. 1^{er} AB (supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 4452) : son amendement de rétablissement n° 110 ; adopté.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social - Nouvelle lecture [n° 173 (92-93)]** - (22 décembre 1992) - **Art. 20 bis A (retraite par rente des élus locaux) (supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 4717) : se déclare favorable aux amendements identiques n° 46 de la commission et n° 1 de M. Jean-Paul Delevoye (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture dans une nouvelle rédaction) - Association des maires de France - Loi du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux et contraintes supplémentaires imposées par le Gouvernement - **Après l'art. 20 decies** (p. 4718) : son amendement n° 3 : intégration dans le corps des sous-préfets des fonctionnaires actuellement détachés comme sous-préfets mais n'appartenant pas à ce corps ; adopté - **Art. 35 (obligation de relogement des habitants d'un immeuble faisant l'objet d'un arrêté de péril)** (p. 4724) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 58 de la commission - Occupation de l'immeuble par des squatters - **Art. 35 quater** (p. 4726) : se déclare favorable à l'amendement n° 64 de M. Philippe Adnot (suppression de la référence au seuil des 500 000 habitants) - Services de secours et d'incendie - Date de mise en application - Bataillon de marins-pompiers de la ville de Marseille - Départementalisation des personnels et des bâtiments.

CHARMANT (Marcel), sénateur de la Nièvre (S).

Elu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et à la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur (21 octobre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire (21 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mise à la disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services (20 octobre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code civil et relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits (9 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la procédure pénale (11 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales (22 décembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant le code civil et relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits - Deuxième lecture [n° 11 (92-93)]** - (9 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3818, 3819) : exonération de responsabilité pour risques de développement - Cumul du régime de responsabilité actuellement en vigueur et du nouveau régime - **Art. 1^{er} (de la responsabilité du fait de défaut de sécurité des produits) - Art. 1386-9 du code civil (exonération pour conformité aux règles impératives émanant des pouvoirs publics)** (p. 3822) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 7 de la commission - **Art. 1386-14 (prohibition et clauses limitatives ou exonératoires de responsabilité)** (p. 3825) : se déclare opposé à l'amendement n° 10 de suppression pour coordination de la commission - **Art. 7 (extension de la garantie au louage de meubles)** (p. 3827) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 14 de la commission.

CHAUMONT (Jacques), sénateur de la Sarthe (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire du conseil de surveillance de la Caisse française de développement (art. 12-C des statuts annexés au décret n° 92-1176 du 3 octobre 1992) (JO Lois et décrets du 24 décembre 1992).

- Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire (JO Lois et décrets du 23 décembre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au plan d'épargne en actions (25 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit (25 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'octroi de mer (1^{er} juillet 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux produits soumis à certaines restrictions de circulation (20 décembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Affaires étrangères** [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 1 (24 novembre 1992).

CHAUTY (Michel), sénateur de la Loire-Atlantique (RPR).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

CHERIOUX (Jean), sénateur de Paris (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques ; de nouveau membre de cette délégation (JO Lois et décrets du 16 octobre 1992).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la mutualité.

Président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes ; de nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992), puis président (JO Lois et décrets du 9 octobre 1992).

- Membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur les conditions dans lesquelles il a été décidé d'admettre sur le territoire français M. Georges Habache, dirigeant du Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.) (JO Lois et décrets du 23 avril 1992) jusqu'au 18 juin 1992.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux (21 janvier 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle et modifiant le code du travail (3 juillet 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique du sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine, et modifiant le code de la santé publique (16 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage (18 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (18 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail (22 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux relations entre les médecins et l'assurance maladie (24 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre le chômage d'exclusion (30 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale (14 octobre 1992).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 183 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux [n° 239 (91-92)] (15 janvier 1992) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, portant création du statut de patriote, victime de la captivité en Algérie [n° 259 (91-92)] (17 février 1992 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992) - **Anciens combattants et victimes de guerre**.

Proposition de loi, présentée avec plusieurs de ses collègues, instituant un règlement municipal d'aide sociale [n° 484 (91-92)] (2 juillet 1992) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à créer une faculté nouvelle de participation des salariés au conseil d'administration ou au conseil de surveillance d'une société anonyme [n° 332 (90-91)] (22 mai 1991) - **Participation des salariés** - Reprise le 20 octobre 1992.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la participation des salariés à la gestion de l'entreprise [n° 392 rect. (90-91)] (18 juin 1991) - **Participation des salariés** - Reprise le 20 octobre 1992.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution - [n° 60 (92-93)] tome 3 (24 novembre 1992) - **Politique familiale**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage [n° 167 (92-93)] (20 décembre 1992) - **Travail**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France** [n° 227 (91-92)] - (16 janvier 1992) - **Art. 5 (reconduite à la frontière)** (p. 221) : se déclare opposé aux amendements n° 14 de M. Claude Estier (délai accordé à l'étranger auquel le récépissé de la demande de carte de séjour a été retiré) et n° 26 de M. Charles Lederman (délai accordé à tout étranger auquel a été retiré le récépissé de la demande de carte de séjour).

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement** [n° 184 (91-92)] - (20 janvier 1992) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 183) - Voir intervention sous le projet n° 183 (p. 255 à 257).

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux** [n° 183 (91-92)] - (20 janvier 1992) - Rapporteur

pour avis - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 184) (p. 255) : navette parlementaire - Communes - Retraites - Retraites « par rente » - (p. 256) : capitalisation - Communes rurales - Fiscalisation des indemnités - Retraites - Gratuité des fonctions électives - (p. 257) : dispositions légales - Interruption de l'activité professionnelle - Régimes de retraite - Autonomie des collectivités locales - Souhaite l'adoption de ses amendements.

Suite de la discussion - (21 janvier 1992) - **Art. 17** (*régime indemnitaire des élus municipaux*) (p. 328) : intervient à propos de l'amendement n° 63 de la commission (fraction des indemnités de fonction versée aux élus municipaux) - **Art. 28** (p. 348) : son amendement n° 8 : suppression du texte proposé pour l'article L. 123-11 du code des communes relatif au système de capitalisation par rente ; adopté - (p. 349) : son amendement n° 9 : régime d'assurance vieillesse ; retiré - **Après l'art. 31** (p. 354) : son amendement n° 14 : possibilité pour les collectivités locales de participer au financement des régimes de retraite ; retiré - **Art. 30** (*retraite des conseillers généraux*) (p. 355) : ses amendements, n° 10 de précision ; adopté ; et n° 11 de coordination ; retiré - (p. 356) : son amendement de coordination n° 12 ; retiré - **Avant l'art. 32** (p. 361) : son amendement n° 15 : possibilité pour les départements et les régions de conserver le système déjà mis en place ; adopté - **Après l'art. 33 bis** (p. 363) : son amendement n° 16 : modification de la codification ; adopté.

Nouvelle lecture [n° 246 (91-92)] - (24 janvier 1992) - **Art. 28** (p. 483) : intervient à propos de l'amendement n° 9 de la commission (nouvelle rédaction de cet article).

- **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail** [n° 270 (91-92)] - (28 avril 1992) - **Art. 1^{er}** (*agrément préalable*) (p. 898) : se déclare favorable à l'amendement n° 7 de la commission (limitation du nombre des enfants accueillis par une assistante maternelle) - Son amendement n° 1 : introduction de la notion de famille d'accueil ; retiré - **Art. 2** (*régime des agréments*) - **Art. 123-1-1 du code de la famille et de l'aide sociale (délais d'instruction)** (p. 899) : son amendement n° 2, identique à l'amendement n° 8 de la commission (délai de décision d'agrément tacite) ; adopté - **Art. 123-1-4 (information des parents et des organismes de sécurité sociale)** (p. 901) : son amendement n° 3 : responsabilités du président du conseil général ; retiré au profit de l'amendement n° 9 de la commission (responsabilité du département) - Libertés individuelles - CNIL - **Art. 123-1-5 (sanctions en cas d'absence d'agrément)** (p. 902) : son amendement n° 4 : action du président du conseil général auprès des personnes accueillant des mineurs sans avoir obtenu d'agrément préalable ; retiré - **Art. 3** (*contrat d'accueil*) (p. 904) : son amendement n° 5 : introduction de la notion d'accueil discontinu ; adopté - (p. 906) : se déclare opposé à l'amendement n° 67 de M. Franck Sérusclat (prise en compte des couples vivant en concubinage) - **Art. 15 (formation des assistantes maternelles à titre permanent)** (p. 917) : son amendement n° 6 : substitution d'un délai de cinq ans au délai de deux ans pour la formation des assistantes maternelles ; retiré.

- **Projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale** [n° 314 (91-92)] - (21 mai 1992) - **Art. 1^{er}** (*définition des actes de harcèlement sexuel réprimés par le projet de loi*) (p. 1336) : harcèlement sexuel - Droits de la femme - Abus d'autorité en matière sexuelle - (p. 1337) : établissement de la preuve - **Art. 373 du code pénal - Art. L. 122-46 du code du travail (protection du salarié contre l'abus d'autorité en matière sexuelle)** (p. 1341) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de la commission (nouvelle rédaction de l'article L. 122-46 du code du travail afin de l'harmoniser avec la rédaction adoptée par le Sénat, lors de la réforme du code pénal) - **Après l'art. 5** (p. 1346) : se déclare favorable à l'amendement n° 6 de la commission (extension à la fonction publique des dispositions adoptées relatives à la protection d'un salarié victime ou témoin d'un harcèlement sexuel).

Deuxième lecture [n° 434 (91-92)] - (29 juin 1992) - **Art. 1^{er}** - **Art. L. 122-46 du code du travail** (p. 2146, 2147) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de la commission (infraction de dénonciation calomnieuse) - **Art. 5 (pouvoirs du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail)** (p. 2149,

2150) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 6 de la commission - **Art. 7 (possibilité de huis clos à la demande de la victime)** (p. 2151) : se déclare favorable à l'amendement n° 8 de la commission (possibilité de huis clos à la demande de l'une ou l'autre partie) - **Art. 9 (affichage de la loi)** (p. 2152) : application des dispositions du projet de loi aux ministres.

- **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle** [n° 402 (91-92)] - (29 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 2169) : nouvelle pauvreté - Bilan du RMI - Cogestion de l'Etat et des collectivités locales - Aide aux jeunes - Transfert des charges vers les collectivités locales - Aide médicale - (p. 2170) : mesures en faveur des familles les plus démunies - Aide sociale à l'enfance de la ville de Paris - Avec le groupe du RPR, ne votera le projet de loi que s'il est profondément modifié par les amendements des commissions - (p. 2176) : commission sociale de l'assemblée des présidents de conseils généraux - **Art. 1^{er}** (*aménagement du dispositif d'insertion*) - **Art. 34 de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 (direction conjointe du dispositif d'insertion par le préfet et par le président du conseil général)** (p. 2181) : son amendement n° 133 : nouvelle rédaction ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 8 de la commission - **Art. 35 (composition du conseil départemental d'insertion, CDI)** (p. 2182) : son amendement n° 134 : nouvelle rédaction ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 9 de la commission - **Art. 36 (programme annuel départemental d'insertion, PDI)** (p. 2184) : son amendement n° 135 : nouvelle rédaction ; rejeté - (p. 2187) : se déclare favorable à l'amendement n° 80 de la commission saisie pour avis (relation du président du conseil général et du préfet avec le CDI) - **Art. 37 (autres compétences du conseil départemental d'insertion et rôle en matière d'évaluation)** (p. 2187) : son amendement n° 136 : nouvelle rédaction ; retiré - **Art. 38 (financement des actions inscrites au programme départemental d'insertion)** (p. 2190) : son amendement n° 137 : nouvelle rédaction ; retiré - **Après l'art. 38** (p. 2192) : son amendement n° 138 : suppression de la règle des reports obligatoires ; rejeté - **Art. 39 (conventions pour la mise en oeuvre du programme départemental d'insertion)** (p. 2192) : son amendement n° 139 : nouvelle rédaction ; rejeté - **Art. 41 (procédure de reports de crédits)** (p. 2194) : se déclare opposé à l'amendement n° 129 de M. Claude Estier (possibilité pour le préfet d'affecter à des actions d'insertion, après avis du conseil départemental d'insertion, une part des crédits non consommés) - **Art. 42-1 (missions de la commission locale d'insertion, CLI)** (p. 2195) : son amendement n° 140 : nouvelle rédaction ; retiré - **Art. 42-2 (composition des commissions locales d'insertion)** (p. 2197) : son amendement n° 141 : nouvelle rédaction ; retiré - **Art. 42-4 (nature et échéancier du contrat)** (p. 2199) : son amendement n° 142 : nouvelle rédaction ; retiré - **Art. 43-1 (conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale)** (p. 2203) : son amendement de suppression n° 143 ; rejeté.

Suite de la discussion - (30 juin 1992) - **Art. 4 (allocation de revenu minimum d'insertion : attribution, versement, suspension)** (p. 2247) : son amendement n° 144 : mise à disposition du conseil général de tous les éléments permettant d'avoir une connaissance précise de la situation de ressources et de famille de l'intéressé, ainsi que de la situation de ce dernier au regard de l'insertion ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 48 de la commission - (p. 2250) : son amendement n° 145 : indication du département comme destinataire de la liste des allocataires du RMI ; retiré.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail** [n° 428 (91-92)] - (3 juillet 1992) - **Art. 8** (p. 2439) : soutient l'amendement n° 33 de M. Michel Alloncle (dispositions fiscales relatives aux entreprises artisanales) - **Art. 9 (inspection de l'apprentissage)** (p. 2442) : soutient les amendements de M. Michel Alloncle, n° 34 et n° 35 (inspection de l'apprentissage dans l'artisanat).

- **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle** - **Nouvelle lecture** [n° 489 (91-92)] - (8 juillet 1992) - **Discussion générale** (p. 2527, 2528) : conseils

général - Absence de concertation entre l'Etat et les collectivités territoriales - Aide aux familles - Aide médicale - **Art. 1^{er}** - *Art. 42-2 de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988* (p. 2534) : se déclare favorable à l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture sauf pour ce qui concerne la composition de la commission locale d'insertion).

- **Projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage** [n° 514 (91-92)] - (4 novembre 1992) - **Art. 4** (*rétroactivité des dispositions relatives à l'abatement de cotisations sociales*) (p. 3006) : votera l'article 4 - Nécessité d'accord entre les partenaires sociaux - Rejet d'une interférence de la loi dans le domaine relevant de procédures contractuelles.

- **Projet de loi de finances pour 1993** [n° 55 (92-93)].

Discussion générale :

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3444) : raison du refus de débattre - Déformation des propos des rapporteurs pour avis.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques** [n° 10 (92-93)] - (1^{er} décembre 1992) - **Avant l'art. 8 A** (p. 3558, 3559) : se déclare opposé à l'amendement n° 201 de M. Jean Dumont (possibilité pour les formations politiques présentant un candidat dans vingt circonscriptions de bénéficier des fonds publics).

Suite de la discussion - (3 décembre 1992) - **Art. 50** (*exploitation en régie par les communes de services d'intérêt public à caractère administratif*) (p. 3683, 3684) : se déclare favorable à l'amendement n° 2 de M. Yvon Bourges (conditions du financement des groupes d'élus par les collectivités territoriales) - Financement des groupements dits politiques des assemblées municipales - Conseil de Paris.

- **Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certains mandats électoraux ou fonctions électives** [n° 13 (92-93)] - (10 décembre 1992) - **Art. 2** (*extension de l'obligation de déclaration de patrimoine aux parlementaires européens et à de nouvelles catégories d'élus locaux*) (p. 3911) : se déclare favorable à l'amendement n° 9 de la commission (suppression des conseillers généraux et régionaux de la liste des élus titulaires de fonctions électives soumis à l'obligation de déclaration de patrimoine) - **Art. 3** (*extension des pouvoirs d'investigation de la Commission pour la transparence financière de la vie politique*) (p. 3913) : se déclare favorable à l'amendement n° 12 de la commission (suppression du rapport de la Commission pour la transparence financière de la vie politique établi sur les conditions dans lesquelles chaque déclarant nommé désigné s'est acquitté de ses obligations).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique de sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine et modifiant le code de la santé** [n° 71 (92-93)] - (16 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4102, 4103) : contamination des hémophiles et des transfusés par le virus du sida - Donneurs à risque - Collecte dans les prisons - Statistiques européennes sur les donneurs contaminés - (p. 4104) : dépistage des transfusés contaminés avant 1985 - (p. 4113) : dépistage des transfusés - **Art. 3** (*chapitre III (nouveau) du code de la santé publique : « Des établissements de transfusion sanguine »*) - **Art. L. 668-1 du code de la santé publique (activités et statut des établissements de transfusion sanguine)** (p. 4136) : se déclare favorable à l'amendement n° 87 du Gouvernement (cohésion avec les dispositions de la loi hospitalière s'appliquant à certains grands établissements publics) - **Après l'art. 10** (p. 4149, 4150) : soutient l'amendement n° 111 de la commission (dépistage de l'infection par le virus du sida pour les personnes transfusées entre 1980 et 1985).

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° 87 (92-93)] - (17 décembre 1992) - **Après l'art. 35** (par priorité) (p. 4248) : amélioration de la situation des veuves.

Suite de la discussion - (18 décembre 1992) - **Art. 8 bis** (par priorité) (*unification du régime des accidents de la circulation liés au travail*) (p. 4290) : intervient sur l'amendement de suppression n° 68 de M. Jacques Machet - Procédure législative et

règlement de problèmes au détour d'articles additionnels d'un DMOS - **Après l'art. 19 quater** (par priorité) (p. 4300) : se déclare opposé à l'amendement n° 2 de M. Michel Charasse (aide sociale mise à la charge des collectivités locales) - Proposition de loi présentée par M. Lucien Neuwirth et relative aux finances des collectivités locales - **Après l'art. 20** (p. 4320) : soutient l'amendement n° 97 de M. Jean-Paul Delevoeye (garanties d'organismes susceptibles de mettre en oeuvre la retraite par rente pour les élus locaux) - **Après l'art. 35** (p. 4335) : soutient l'amendement n° 98 de M. Roger Husson (mesures en faveur des avocats et experts comptables exerçant conjointement la profession d'administrateur judiciaire et de mandataire judiciaire à la liquidation des entreprises).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1992** [n° 89 (92-93)] - (18 décembre 1992) - **Après l'art. 31** (p. 4380) : son amendement n° 4, soutenu par M. Emmanuel Hamel : bénéfice pour les particuliers faisant des dons aux centres communaux d'action sociale, aux caisses des écoles ou aux associations culturelles, des avantages analogues à ceux qui consentent des dons aux associations reconnues d'utilité publique ; adopté.

- **Projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 142 (92-93)] - (20 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4534) : se déclare favorable aux conclusions du rapporteur qui s'oppose aux amendements du Gouvernement - Mépris à l'égard des élus locaux.

- **Projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage** - *Nouvelle lecture* [n° 167 (92-93)] - (20 décembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4547) : échec de la commission mixte paritaire, CMP - Annualisation des heures complémentaires - (p. 4548) : déclaration préalable d'embauche et lutte contre le travail clandestin - Recrutement et libertés individuelles dans l'entreprise - Rôle des contrôleurs du travail - Financement des études et des actions de promotion auprès des jeunes par l'Association pour la gestion des formations en alternance, AGEFAL - Suppression par l'Assemblée nationale des articles relatifs à l'exonération de la contribution en cas d'incapacité physique et des dispositions relatives à la réinsertion des Français de l'étranger de retour en France - Rémunération à temps plein de stagiaires munis d'un contrat de travail à temps régulier - Exonération de charges sociales pour l'embauche d'un deuxième ou d'un troisième salarié dans les zones rurales défavorisées - Dépôt d'amendements par la commission visant à rétablir pour l'essentiel le texte adopté par le Sénat en deuxième lecture - **Art. 1, 3, 4, 8, 11** (p. 4548 à 4551) : ses amendements n° 1, n° 2, n° 3, n° 4, et n° 5 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture ; adoptés - **Titre V (dispositions relatives au recrutement et aux libertés individuelles)** - **Art. 14, 15, 16, 17 et 18** (p. 4551 à 4553) : ses amendements n° 6, n° 7, n° 8, n° 9, n° 10 et n° 11 : suppression de cet intitulé et des articles qui sy rapportent ; adoptés - **Art. 20** (p. 4553) : son amendement n° 12 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture ; adopté - **Art. 31** : son amendement n° 13 : suppression de cet article ; adopté.

- **Projet de loi modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire** [n° 83 (92-93)] - (21 décembre 1992) - **Art. 4** (*délivrance de l'habilitation*) (p. 4644) : son amendement n° 51, identique à l'amendement n° 42 de M. Robert Pagès : suppression de l'habilitation pour les régies municipales ; adopté - **Art. 6** (*suspension et retrait de l'habilitation*) (p. 4647) : son amendement n° 52, soutenu par M. Jean-François Le Grand ; extension du champ d'application des sanctions aux violations du règlement municipal ; devenu sans objet - **Art. 15** (*sanctions pénales*) (p. 4650) : son amendement de coordination n° 54, soutenu par M. Jean-François Le Grand ; devenu sans objet - **Art. 17** (*chambres funéraires*) (p. 4652) : son amendement n° 55, soutenu par M. Jean-François Le Grand : maintien des compétences actuelles des communes en matière de création de chambres funéraires ; retiré - **Art. 20** (*crématoriums*) (p. 4654) : son amendement n° 56, soutenu par M. Jean-François Le Grand : soustraction des régies au principe de l'habilitation par l'Etat ; adopté - **Art. 23** (*période de transition*) (p. 4655) : son amendement n° 57, soutenu par M. Jean-Fran-

çois Le Grand : date d'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi ; retiré.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social - Nouvelle lecture** [n° 173 (92-93)] - (22 décembre 1992) - **Art. 15** (*entraves à l'interruption volontaire de grossesse*) (p. 4711) : se déclare favorable à l'amendement n° 34 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 19 sexies** (*proposition de dépistage de l'infection par le HIV à l'occasion des examens prénuptiaux et prénataux*) (p. 4715) : projet de loi relatif à la transfusion sanguine - Information - **Art. 36** (*modalités de liquidation des pensions de reversion - supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 4726) : soutient l'amendement n° 61 de la commission : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture dans une nouvelle rédaction - Calcul en matière de pension de reversion et bonification pour enfant.

CHERVY (William), sénateur de la Creuse (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992) ; puis secrétaire (*JO Lois et décrets* du 9 octobre 1992).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Logement** - [n° 58 (92-93)] tome 14 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant le chapitre III du titre II du livre V du code de la santé publique relatif à la pharmacie vétérinaire - Deuxième lecture** [n° 396 (91-92)] - (26 juin 1992) - **Art. 2 bis** (p. 2081) : son amendement n° 6, soutenu par M. Robert Laucournet : nouvelle rédaction de cet article ; retiré.

- **Projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques** [n° 85 (92-93)] - (15 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4035) : conjonction entre la protection de la nature et la politique du paysage - Historique de la législation sur les sites - (p. 4036) : situation actuelle des paysages peu satisfaisante - Nécessité de définir des objectifs et des moyens ambitieux pour sauvegarder les paysages - Urbanisation rampante des vallées alluviales et du littoral - Désordre constaté dans beaucoup de paysages urbains ou ruraux naturels - Intégration des paysages dans les préoccupations locales - L'Etat doit intervenir en encadrant les décisions locales inopportunes - Prise en compte des paysages dans les plans d'occupation des sols - Volet paysager du permis de construire - (p. 4037) : soutien du groupe socialiste au projet de loi - **Art. 12** (*indemnisation des commissaires enquêteurs*) (p. 4052) : se déclare défavorable à l'amendement de suppression n° 56 du Gouvernement.

CHINAUD (Roger), sénateur de Paris (UREI).

Elu vice-président du Sénat (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

NOMINATIONS

- Rapporteur général de la commission des finances.

Membre de la commission des affaires culturelles (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire du Conseil national du crédit jusqu'au 23 décembre 1992.

Membre titulaire de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations jusqu'au 3 novembre 1992.

Membre ès qualités de la Commission des comptes et des budgets économiques de la nation jusqu'au 7 octobre 1992.

Membre titulaire du Haut conseil du secteur public jusqu'au 1^{er} novembre 1992.

Membre titulaire du conseil de surveillance du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance jusqu'au 23 décembre 1992.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux caisses de crédit municipal (5 mai 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant mise en oeuvre par la République française de la directive du conseil des Communautés européennes CEE n° 91-680 complétant le système commun de la taxe sur la valeur ajoutée et modifiant, en vue de la suppression des contrôles aux frontières, la directive CEE n° 77-388 et de la directive CEE n° 92-12 relative au régime général, à la détention, à la circulation et au contrôle des produits soumis à accise (18 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'anticipation de la suppression du taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée (18 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit (25 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au plan d'épargne en actions (25 juin 1992).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, sur le contrôle des entreprises publiques : objectifs et conditions du projet de rapprochement Thomson-CEA-Industrie [n° 258 (91-92)] (12 février 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992) - **Entreprises**.

Proposition de résolution, tendant à modifier l'article 47 bis du Règlement du Sénat [n° 272 (91-92)] (27 mars 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992) - **Parlement**.

Rapport, fait avec M. Paul Loridant au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 316 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale, portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit [n° 336 (91-92)] (13 mai 1992) - **Banques et établissements financiers**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, sur la Caisse des dépôts et consignations [n° 394 (91-92)] (9 juin 1992) - **Banques et établissements financiers**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 373 (91-92)], adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant mise en oeuvre par la République française de la directive du conseil des Communautés européennes CEE n° 91-680 complétant le système commun de la taxe sur la valeur ajoutée et modifiant, en vue de la suppression des contrôles aux frontières, la directive CEE n° 77-388 et la directive CEE n° 92-12 relative au régime général, à la détention, à la circulation et au contrôle des produits soumis à accise [n° 403 (91-92)] (11 juin 1992) - **Impôts et taxes**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 364 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif à l'anticipation de la sup-

pression du taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée [n° 405 (91-92)] (11 juin 1992) - **Taxe sur la valeur ajoutée.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 389 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif au plan d'épargne en actions [n° 415 (91-92)] (17 juin 1992) - **Épargne.**

Rapport, fait avec M. Paul Loridant, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 409 (91-92)] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit [n° 416 (91-92)] (17 juin 1992) - **Banques et établissements financiers.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant mise en oeuvre par la République française de la directive du conseil des Communautés européennes CEE n° 91-680 complétant le système commun de la taxe sur la valeur ajoutée et modifiant, en vue de la suppression des contrôles aux frontières, la directive CEE n° 77-388 et la directive CEE n° 92-12 relative au régime général, à la détention, à la circulation et au contrôle des produits soumis à accise [n° 473 (91-92)] (1^{er} juillet 1992) - **Impôts et taxes.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'anticipation de la suppression du taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée [n° 474 (91-92)] (1^{er} juillet 1992) - **Taxe sur la valeur ajoutée.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au plan d'épargne en actions [n° 481 (91-92)] (2 juillet 1992) - **Épargne.**

Rapport, fait avec M. Paul Loridant, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit [n° 482 (91-92)] (2 juillet 1992) - **Banques et établissements financiers.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 488 (91-92)] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture portant diverses dispositions d'ordre fiscal [n° 494 (91-92)] (7 juillet 1992) - **Taxe sur la valeur ajoutée.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 490 (91-92)], adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, relatif au plan d'épargne en actions [n° 495 (91-92)] (7 juillet 1992) - **Épargne.**

INTERVENTIONS

En qualité de président de séance

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat de Mauritanie** (27 octobre 1992) (p. 2868).

- **Convocation du Parlement en session extraordinaire** (20 décembre 1992) (p. 4546).

- **Clôture de la première session ordinaire de 1992-1993** (20 décembre 1992) (p. 4564).

- **Ouverture de la première session extraordinaire de 1992-1993** (21 décembre 1993) (p. 4570).

- **Election de M. Francis Cavalier-Bénézet, sénateur du Gard, en remplacement de M. Gilbert Baumet, démissionnaire** (21 décembre 1992) (p. 4589)

En qualité de sénateur

- **Projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises - Deuxième lecture** [n° 308 (91-92)] - (7 mai 1992)

- **Discussion générale** (p. 1022) : délai de règlement des paiements publics - Dotation globale de fonctionnement.

- **Conclusions du rapport de M. Charles de Cuttoli, fait au nom de la commission des lois, sur sa proposition de loi**

(n° 255, 91-92), déposée avec plusieurs de ses collègues, relative aux conditions d'exercice du mandat des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger [n° 283 (91-92)] - (13 mai 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1128) : à titre personnel, votera cette proposition de loi - Article 40 de la Constitution - Dépenses publiques - Budget du CSFE - Salariés relevant du droit français ou du droit local.

- **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution** (n° 272, 91-92) de M. Roger Chenaud, tendant à modifier l'article 47 bis du règlement du Sénat [n° 320 (91-92)] - (14 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1138, 1139) : article 40 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances - Jurisprudence du Conseil constitutionnel - Lois de finances rectificatives - Droits du Parlement - **Art. unique** (non-application des dispositions de l'article 47 bis du règlement du Sénat à la discussion des projets de loi de finances rectificative) - Intervient sur cet article.

- **Projet de loi portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit** [n° 316 (91-92)] - (20 mai 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1285) : ouverture du capital des entreprises d'assurance publiques - Statut des sociétés centrales d'assurance - Compagnie Total - (p. 1286) : « endogamie du secteur public » - Lutte contre le chômage - (p. 1287) : non affectation des ressources budgétaires - Augmentation des fonds propres des entreprises publiques d'assurance - Equilibre budgétaire - Capacité du marché financier - Statut de la Caisse nationale de prévoyance, CNP, et répartition de son capital - (p. 1288) : la Poste, réseau distributeur des produits de la CNP - **Art. 1^{er}** (alignement de la composition du capital des entreprises publiques d'assurance sur le droit commun du secteur public) (p. 1297) : son amendement n° 5 : suppression de l'appartenance au secteur public ; adopté - (p. 1298) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 33 de M. Robert Vizet - **Art. 1^{er} bis** (abrogation et modification de certaines dispositions du code des assurances) (p. 1299) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 34 de M. Robert Vizet - **Art. 2** (transformation du statut de la Caisse nationale de prévoyance) : évaluation et future répartition du capital de la CNP - Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance, CENCEP - (p. 1300) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 35 de M. Robert Vizet - **Art. 4** (situation des personnels de la Caisse nationale de prévoyance) : s'oppose à l'amendement n° 36 de M. Robert Vizet (accroissement des garanties données aux personnels de la Caisse nationale de prévoyance) - **Art. 7** (entrée en vigueur des dispositions prévues aux articles 5 et 6) (p. 1301) : son amendement de cohérence n° 6 ; adopté.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - Suite de la discussion - (10 juin 1992) - **Après l'art. 1^{er} A** (p. 1542, 1543) : lois de finances - Rôle du Parlement - Dépenses obligatoires - Loi organique - Se déclare défavorable à l'amendement n° 11 de M. Jacques Oudin (détermination par le Parlement français de la contribution au budget de la Communauté).

Suite de la discussion - (11 juin 1992) - **Art. 2** (insertion dans la Constitution d'un nouveau titre XIV : « des Communautés européennes et de l'Union européenne ») (p. 1559) : inconstitutionnalité du traité de Maastricht et révision de la Constitution - (p. 1560) : caducité du traité de Maastricht - Pouvoir constituant du Sénat - Danemark - Grande Bretagne - Révision de la Constitution indépendamment du traité de Maastricht.

Suite de la discussion - (16 juin 1992) - **Art. 2** (insertion dans la Constitution d'un titre XIV : « Des Communautés européennes et de l'Union européenne ») - **Art. 88-2 de la Constitution** (droit de vote et éligibilité aux élections municipales des ressortissants communautaires résidant en France) (p. 1717) : se déclare favorable à l'amendement n° 26 de M. Charles Pasqua (limitation du droit de vote des ressortissants de la Communauté aux seules élections européennes) - Population étrangère vivant en France et Français de l'étranger - Election des sénateurs - (p. 1718) : citoyenneté européenne - Droit de vote de tous les étrangers - (p. 1726) : pouvoir constituant du Parlement - Conseil constitutionnel.

- **Projet de loi relatif à l'anticipation de la suppression du taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée** [n° 364 (91-92)]

- (18 juin 1992) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 1803; 1804) : taux majoré de la TVA - Directives communautaires - Loi du 26 janvier 1991 portant diverses mesures d'ordre économique et financier - Achat de véhicules - Fragilité des marchés - Prérogatives du Parlement en matière fiscale - (p. 1805) : équilibre budgétaire - Jurisprudence du Conseil constitutionnel - Moins-values fiscales - Impact de la baisse du taux de TVA - Accepte l'article unique de ce projet de loi - **Après l'art. unique** (p. 1810) : augmentation de la construction - Logements locatifs - Taux majoré de la TVA - Modification du titre du projet de loi - Consultation du Conseil constitutionnel - Equilibre économique et financier - Déficit budgétaire pour 1992 - Moins-values de recettes fiscales - Cessions partielles d'actifs - (p. 1811) : avis du Conseil d'Etat - Secteur du bâtiment - Logement - Prérogatives du Parlement - (p. 1814) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements du Gouvernement, n° 1 (doublement du taux de réduction d'impôt lorsque le propriétaire d'un logement neuf prend l'engagement de le louer pendant neuf ans à usage de résidence principale) et n° 2 (extension de la réduction d'impôt pour grosses réparations aux dépenses d'équipement sanitaire élémentaire, aux travaux d'accessibilité des logements aux handicapés, à l'installation d'une porte blindée et d'un interphone en vue de renforcer la sécurité des immeubles) - (p. 1819) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Masseret (suspension de l'application des dispositions des paragraphes II à VIII de l'article 56 modifié de la loi n° 90-669 du 30 juillet 1990 relative à la révision des évaluations des immeubles retenus pour la détermination des impôts directs locaux ; calcul de l'assiette de la taxe d'habitation) - **Intitulé** (p. 1820) : accepte l'amendement n° 4 du Gouvernement (« Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal »).

- **Projet de loi relatif à l'abolition des frontières fiscales à l'intérieur de la Communauté économique européenne en matière de taxe sur la valeur ajoutée et de droits indirects [n° 373 (91-92)]** - (18 juin 1992) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 1821) : textes communautaires - Libre circulation des marchandises - Contrôle douanier et fiscal - TVA perçue sur les importations - Régimes particuliers - Obligations des assujettis à la TVA - (p. 1822) : échanges d'informations entre les Etats - Produits soumis aux droits d'accise - Tabac - Alcool - Produits pétroliers - Nouveau dispositif - Départements d'outre-mer - (p. 1823) : service des impôts et des douanes - Accepte ce projet de loi - **Art. 5 (régime des prélèvements)** (p. 1828) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 25 de M. Robert Vizet - **Art. 6 (localisation des livraisons de biens)** : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Robert Vizet (application de la règle de la territorialité aux véhicules terrestres) - **Art. 7 (régime des ventes à distance pour les expéditions à destination d'un autre Etat membre de la CEE)** (p. 1829) : son amendement rédactionnel n° 1 ; adopté - **Art. 8 (régime des ventes à distance pour les expéditions à destination de la France)** : son amendement n° 45 : montant retenu pour le seuil des ventes à distance ; adopté - **Art. 9 (localisation des acquisitions intracommunautaires)** : son amendement n° 2 : obligation pour l'acquéreur de faire la preuve que l'acquisition effective a eu lieu dans un autre Etat membre ; adopté - **Art. 11 (localisation des prestations de transport intracommunautaire)** (p. 1830) : ses amendements rédactionnels n° 3 et n° 4 ; adoptés - **Art. 16 (possibilité pour les personnes bénéficiant du régime dérogatoire d'opter pour le paiement de la TVA sur leurs acquisitions intracommunautaires)** (p. 1831) : son amendement de coordination n° 5 ; adopté - **Art. 21 (base d'imposition à la TVA)** : ses amendements n° 6 : suppression du maintien de la taxation sur le montant total de la transaction intracommunautaire pour les intermédiaires agissant au nom et pour le compte d'entreprises situées dans la Communauté ; et n° 7 et 8, rédactionnels ; adoptés - **Art. 24 (modalités d'exercice du droit à déduction)** (p. 1833) : ses amendements n° 9 et 10, rédactionnels, et n° 11 de coordination ; adoptés - (p. 1834) : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Robert Vizet (possibilité pour les entreprises de produire des factures) - **Art. 26 (non application de la règle du décalage d'un mois aux commissionnaires assimilés à des acheteurs-revendeurs)** : son amendement n° 12 ; cas des commissionnaires intervenant à l'importation ; adopté - **Art. 44 (régime des véhicules de transport neufs)** (p. 1837) : son amendement de précision n° 14 ; adopté - **Art. 53 (adaptation du régime de la taxe sur les tabacs fabriqués)** (p. 1838) : son

amendement n° 15 : suppression de la référence à la taxe sur les produits vendus en France à l'occasion d'une vente à distance opérée à partir d'un autre Etat membre ; adopté - **Art. 59 (exigibilité de l'accise)** (p. 1840) : accepte l'amendement n° 37 du Gouvernement (opérateur exerçant de manière indépendante une activité économique ou organisme exerçant une activité d'intérêt général) - **Art. 72 bis (entrepôts agréés réalisant des opérations de vente à distance)** (p. 1841) : accepte l'amendement de coordination n° 38 du Gouvernement - **Art. 93 (droit de consommation sur les tabacs applicable dans les départements d'outre-mer et en Corse)** (p. 1842) : ses amendements n° 16 : affectation du droit de consommation sur les tabacs au budget des départements de la Guyane et de la Réunion ; et n° 17, de coordination ; adoptés - **Art. 113 (pouvoir de contrôle de l'administration des douanes dans les cas d'échange de marchandises communautaires soumises à des prescriptions spéciales)** (p. 1844) : son amendement n° 23 : suppression de la formule selon laquelle l'administration des douanes est « habilitée » à mettre en oeuvre ses droits de contrôle ; adopté - **Après l'art. 114** (p. 1845) : s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Robert Vizet (rôle des transitaires en douane) - (p. 1846) : s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Jean-Pierre Masseret (sécurité maritime et lutte contre la pollution marine) - **Art. 115 bis (alignement du régime de perception et de recouvrement de la taxe spéciale sur le prix des places de spectacle cinématographique sur celui de la TVA)** (p. 1847) : son amendement n° 24 : contentieux et sanctions ; adopté - **Après l'art. 117** (p. 1848) : s'oppose à l'amendement n° 31 de M. Robert Vizet (dépôt par le Gouvernement avant le 1^{er} janvier 1994 d'un rapport d'information sur les conditions d'application de la présente loi) - **Art. 106 (sanction du défaut de présentation ou de tenue des registres concernant le travail à façon et les transferts de biens)** (p. 1849) ; précédemment réservé p. 1844) - Son amendement n° 46 : garanties minimales accordées au contribuable ; adopté - **Art. 108 (institution d'un droit d'enquête en entreprise et d'un droit de contrôle des véhicules à usage professionnel)** - **Art. L. 80 F du livre des procédures fiscales (droit d'enquête)** (p. 1850, 1851 ; précédemment réservé p. 1844) : ses amendements n° 18 : droit de communication dont dispose l'enquêteur ; et n° 47 : droit d'accès aux locaux de l'entreprise ; adoptés - Sur son amendement n° 18, accepte le sous-amendement n° 40 du Gouvernement - Soutient l'amendement n° 33 de M. Jacques Larché (substitution de la notion de compte rendu d'audition à celle de procès-verbaux d'audition) - (p. 1852) : accepte l'amendement n° 39 du Gouvernement (procès-verbal après chaque intervention relatant les opérations effectuées) - **Art. L. 80 G du livre précité (déroulement de la procédure)** : accepte les amendements du Gouvernement n° 41 et n° 42 (cas des assujettis qui sont des personnes morales) - **Art. L. 80 H du livre précité (caractère contradictoire du procès-verbal dont fait l'objet la fin de l'enquête)** (p. 1853) : ses amendements n° 20 : augmentation du délai laissé aux contribuables pour formuler leurs observations ; retiré ; et n° 21 de précision ; adopté - Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 43 du Gouvernement - **Art. L. 80 I du livre précité (possibilité d'intervention de l'administration des douanes)** (p. 1854) : soutient l'amendement n° 34 de M. Jacques Larché (contestation soulevée à propos de l'application du présent article) - **Art. L. 80 J du livre précité (possibilité pour les agents des douanes de procéder au contrôle des véhicules de transport à usage professionnel en vue de prévenir les manquements aux règles de facturation sur les opérations intracommunautaires entrant dans le champ d'application de la TVA)** (p. 1855) : son amendement n° 22 : possibilité pour les agents des douanes de se faire communiquer les documents professionnels en possession du conducteur de véhicule ; adopté - **Art. 109 ter (fusion de la déclaration statistique des échanges de biens entre les Etats membres et de l'état récapitulatif des clients)** (p. 1855 ; précédemment réservé p. 1844) : système actuel de collecte des données - Déclaration des opérations intracommunautaires - (p. 1858) : accepte l'amendement n° 44 du Gouvernement (sanction en cas de non-respect des obligations déclaratives) - **Art. 34 (création d'un état récapitulatif)** (p. 1858 ; précédemment réservé p. 1836) : accepte l'amendement n° 36 du Gouvernement (dépôt mensuel de l'état récapitulatif et de la déclaration unique) - Son amendement rédactionnel n° 13 ; adopté.

- **Projet de loi portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et**

de crédit - *Deuxième lecture* [n° 409 (91-92)] - (25 juin 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2007) : modernisation du statut de la caisse nationale de prévoyance, CNP - Relations avec La Poste - Statut juridique et structure du capital de l'UAP, du GAN et des AGF - Modifications du statut de la caisse centrale de réassurance, CCR - **Art. 1^{er}** (p. 2008) : son amendement n° 1 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 7 bis A** (p. 2010) : son amendement de suppression n° 2 ; adopté.

- **Projet de loi relatif au plan d'épargne en actions** [n° 389 (91-92)] - (25 juin 1992) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 2019) : insuffisance de l'épargne longue - Diminution du taux d'épargne des ménages - (p. 2020) : arrêt de la croissance du pouvoir d'achat des Français - Croissement de la pression fiscale au cours de la décennie écoulée - Rôle néfaste du déficit budgétaire - Succès des SICAV monétaires - Expérience des privatisations de 1987 - (p. 2021) : élargissement du marché français des actions - Dénonce la fiscalité des échanges - Absence de formule remplaçant le compte d'épargne en actions - Caractéristiques du PEA - Etroitesse du marché français des actions - Insuffisance des fonds propres des entreprises - Absence de développement des retraites complémentaires par capitalisation - (p. 2022) : imposition des SICAV - **Art. 1^{er}** (*conditions d'ouverture du plan d'épargne en actions*) (p. 2026) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Robert Vizet (réservation du plan d'épargne en actions aux personnes peu fortunées) - **Art. 2** (*emploi des versements effectués dans le plan*) (p. 2027) : accepte l'amendement n° 14 de M. Xavier de Villepin (incorporation des actions des sociétés d'investissement dont les actifs sont composés pour plus de 75 % d'actions, de certificats d'investissement ou de certificats coopératifs d'investissement de sociétés françaises à la liste des catégories de titres éligibles au PEA) - Son amendement rédactionnel n° 3 ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° 2 de M. Xavier de Villepin (soumission des SICAV d'actions françaises des portefeuilles collectifs à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun) et accepte son amendement de coordination n° 15 - Son amendement n° 4 : impossibilité pour les unités de compte dans lesquelles sont exprimés les actifs placés sur les contrats de capitalisation d'être constitués de titres ne répondant pas aux conditions fixées de façon générale par le code des assurances ; adopté - Accepte l'amendement n° 25 du Gouvernement (éligibilité des titres des sociétés de développement régional et des sociétés de capital-risque aux plans d'épargne en actions) - (p. 2029) : son amendement n° 5 : possibilité pour les souscripteurs de parts de fonds communs de placement à risque d'opter entre l'avantage spécifique que la législation fiscale confère à la détention de ces titres et leur inscription sur un plan d'épargne en actions ; adopté - **Art. 3** (*avantages fiscaux du plan d'épargne en actions*) (p. 2030) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 18 de M. Robert Vizet - **Art. 4** (*effets de la sortie du plan d'épargne en actions*) : son amendement n° 6 ; réduction de 6 à 5 ans du délai au-delà duquel les retraits effectués sur le PEA n'entraînent plus l'imposition du gain net réalisé depuis l'ouverture du plan selon le régime des plus-values ; adopté - (p. 2031) : son amendement n° 23 : absence de prélèvement fiscal dans certains cas limitativement énumérés sur le gain net d'une cession réalisée de façon anticipée ; adopté - (p. 2032) : son amendement n° 7 : suppression du dispositif visant à imposer au taux de 25 % le gain net réalisé sur le PEA lorsque le retrait intervient avant l'expiration de la deuxième année ; adopté - **Art. 6** (*dérogation temporaire au principe du versement en numéraire*) : son amendement rédactionnel n° 8 ; adopté - **Après l'art. 6** : son amendement n° 9 : maintien du régime actuel du sursis d'imposition et abrogation du mécanisme institué par la loi du 26 juillet 1991 relatif au report en matière d'imposition des plus-values dégagées à l'occasion d'une opération d'échange de titres consécutifs à des fusions et opérations assimilées ou à des offres publiques ; adopté - **Art. 7** (*détermination des plus-values réalisées postérieurement à la clôture du plan*) (p. 2034) : son amendement n° 10 : interdiction d'exonérer à des fins d'exonération totale d'imposition les dispositions relatives à la taxation des plus-values sur cessions de titres postérieurement à leur retrait du PEA ou à la clôture du plan par les actionnaires bénéficiaires de sociétés ; adopté - **Art. 9** (*obligation déclarative*) : interrogation sur la date d'ouverture possible d'un PEA - **Après l'art. 9** (p. 2035) : son amendement n° 27 : possibilité d'ouvrir un PEA

à compter du 14 septembre 1992 ; adopté - **Art. 10** (*définition d'un seuil spécifique d'imposition pour les cessions de titres d'OPCVM de capitalisation court terme*) (p. 2035) : son amendement n° 11 : abaissement du seuil d'imposition des plus-values ; retiré - (p. 2037) : accepte l'amendement rédactionnel n° 26 du Gouvernement - (p. 2039) : s'oppose aux amendements, n° 13 de M. Michel Caldaugués (report de la date des dispositions de cet article au 1^{er} janvier 1996 lorsque le montant des cessions dont il s'agit provient de titres souscrits avant le 21 juin 1992 et aura été versé sur un PEA dans les trois mois de leur réalisation) et n° 1 de M. Xavier de Villepin (report du bénéfice de la franchise fiscale des cessions effectuées avant le 31 décembre 1993 lorsque leur montant est destiné à être transféré sur un PEA) - Son amendement n° 12 : abaissement de 35 % à 15 % du taux du prélèvement sur les revenus procurés par les placements bancaires non privilégiés ; adopté - **Après l'art. 10** (p. 2041) : son amendement n° 24 : suppression de la règle de l'annuité fictive pour l'ensemble des porteurs qu'il s'agisse de particuliers ou d'entreprises ; retiré - (p. 2042) : accepte les amendements du Gouvernement n° 19 (exonération à compter du 3 juin 1992 de l'imposition de l'annuité fictive applicable au régime fiscal des obligations pour les personnes physiques détenant des titres non inscrits à un actif professionnel), n° 20 (exonération de droit de timbre des transactions sur obligations non cotées à Paris), n° 21 (en cas de défaut de livraison de titre ou de règlement en espèces à la date prévue, la contrepartie de la partie défaillante est déliée de ses obligations de règlement ou de livraison) et n° 22 (possibilité pour les obligations d'être libellées et payées en ECU).

- **Projet de loi portant mise en œuvre par la République française de la directive du conseil des Communautés européennes n° 91/680/CEE complétant le système commun de la taxe sur la valeur ajoutée et modifiant, en vue de la suppression des contrôles aux frontières, la directive n° 77/388/CEE, et de la directive n° 92/12/CEE relative au régime général, à la détention, à la circulation et au contrôle des produits soumis à accise - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 473 (91-92)] - (8 juillet 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2544) : accord en commission mixte paritaire sur les dix-neuf articles restant en discussion - Nouvelle rédaction de l'article 109 ter relatif à la fusion de la déclaration statistique et de l'état récapitulatif des clients - Introduction de la déclaration unique - (p. 2545) : favorable au principe d'un coefficient forfaitaire - Contribution sociale de solidarité acquittée par les entreprises de négoce international.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal - Nouvelle lecture** [n° 488 (91-92)] - (8 juillet 1992) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 2551) : mesures fiscales en faveur de travaux immobiliers particuliers - Suspension de l'entrée en vigueur de la taxe départementale sur le revenu, TDR - (p. 2552) : dégrèvement pour les nouveaux contribuables assujettis à la TDR qui résident chez leurs parents - (p. 2553) : suppression de l'article 2 relatif à l'investissement immobilier - Gravité de la situation actuelle du secteur du bâtiment et des travaux publics - Adoption d'un article additionnel visant à exonérer de droit de succession les indemnités versées aux personnes contaminées par le virus du SIDA dans le cadre de transfusions sanguines - Calcul de la régularisation de la dotation globale de fonctionnement, DGF, pour 1991 - (p. 2554) : au nom de la commission des finances, propose l'adoption conforme de ce projet adopté avec modification en nouvelle lecture par l'Assemblée nationale.

- **Projet de loi relatif au plan d'épargne en actions - Nouvelle lecture** [n° 490 (91-92)] - (8 juillet 1992) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 2561, 2562) : adoption de cinq articles en termes identiques par les deux assemblées - Echec de la commission mixte paritaire, CMP - Souscription des plans d'épargne en actions, PEA, à compter du 14 septembre 1992 - Abrogation de la règle de l'imposition par annuités fictives pour les détenteurs de certaines obligations - Suppression du droit de timbre exigible en matière de transaction sur obligations non cotées sur la place de Paris - Renforcement des garanties juridiques - Fixation d'une base juridique aux transactions libellées et réglées en ECU - Encouragement à la constitution d'une épargne longue - Déficit global d'épargne en France - Evolution vers une fiscalité plus neutre en matière de revenu de l'épargne - Reprise de la plupart des dispositifs

adoptés par le Sénat en première lecture - Abaissement de six à cinq ans de la limite au-delà de laquelle l'exonération de toute imposition est définitivement acquise aux souscripteurs d'un PEA - (p. 2563) : souhaite un abaissement du taux du prélèvement libératoire effectué sur les revenus de l'épargne placée en produits d'intermédiation bancaire - Au nom de la commission des finances, se déclare favorable à l'adoption de ce texte, sous réserve de l'adoption de ses amendements - **Art. 4** (p. 2564) : son amendement n° 1 : suppression du deuxième alinéa du III de cet article relatif à l'imposition des gains réalisés en cas de retrait ou de rachat anticipé au cours des deux premières années suivant l'ouverture d'un PEA ; adopté - **Art. 6 bis** (p. 2565) : son amendement n° 2 : rétablissement de cet article relatif au régime des échanges de titres réalisés dans le cadre de fusions ou d'opérations assimilées et d'offres publiques d'échange ; adopté - **Art. 10** (p. 2566) : son amendement n° 3 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture et fixation à compter du 1^{er} janvier 1993 d'un taux de 30 % au lieu de celui de 15 % initialement retenu lors de l'examen en première lecture ; adopté.

- **Projet de loi portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 482 (91-92)] - (8 juillet 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2567) : accord en commission mixte paritaire, CMP - (p. 2568) : modernisation du statut de la caisse centrale de réassurance - Transposition des directives européennes en matière d'assurance et de crédit - Pris en charge du coût des études géotechniques par l'assureur lors de la procédure d'indemnisation des catastrophes naturelles - Se déclare favorable au nom de la commission des finances au texte de la CMP.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° 87 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (18 décembre 1992) - **Art. 25 (par priorité) (retransmission des compétitions de sport mécanique)** (p. 4277, 4278) : se déclare opposé à l'amendement n° 140 du Gouvernement (absence de poursuite jusqu'à l'entrée en vigueur de la réglementation européenne) - Pression fiscale supplémentaire.

CHUPIN (Auguste), sénateur du Maine-et-Loire (UC).

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.
- Membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial.

CLOUET (Jean), sénateur du Val-de-Marne (UREI).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des finances.
- De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992) ; puis vice-président (JO Lois et décrets du 9 octobre 1992).
- Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.
- Membre suppléant du comité des finances locales (JO Lois et décrets du 8 mai 1992).
- Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire (JO Lois et décrets du 23 décembre 1992).
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique (22 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au plan d'épargne en actions (25 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1993 (2 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant mise en oeuvre par la République française de la directive du conseil des Communautés européennes CEE n° 91-680 complétant le système commun de la taxe sur la valeur ajoutée et modifiant, en vue de la suppression des contrôles aux frontières, la directive CEE n° 77-388 et la directive CEE n° 92-12 relative au régime général, à la détention, à la circulation et au contrôle des produits soumis à accise (18 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'anticipation de la suppression du taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée (18 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit (25 juin 1992).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de réforme des comptabilités communales [n° 302 (91-92)] (17 avril 1992) - **Finances locales**.

Avis, présenté au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 310 (91-92)] relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique [n° 358 (91-92)] (21 mai 1992) - **Collectivités locales**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Education nationale et culture** - I - Education nationale - 2 - Enseignement supérieur - [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 11 (24 novembre 1992).

Proposition de loi tendant à la reconnaissance du « Statut de prisonnier de guerre détenu par les japonais après le coup de force du 9 mars 1945 » [n° 180 (92-93)] (22 décembre 1992) - **Anciens combattants et victimes de guerre**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 12 juin 1992) (p. 1572) - Ministère : Intérieur - **Campement de sans-logis au bois de Vincennes** - **Logement**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises** [n° 174 (91-92)] - (9 avril 1992) - **Après l'art. 1^{er}** (p. 561) : au nom du groupe de l'UREI, se déclare favorable à l'amendement n° 12 de la commission pour permettre l'ouverture de la navette (sanction du non-respect de la parole donnée par une pénalité progressive et proportionnelle au retard constaté) - **Après l'art. 2** (p. 566) : intervient sur l'amendement n° 9 de M. Jacques Oudin (préservation des droits de la défense en cas d'ordonnance rendue par le président du tribunal de grande instance) .

- **Projet de loi relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique** [n° 310 (91-92)] - (25 mai 1992) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 1361) : bibliothèques -

Soutien financier aux entreprises de projection cinématographique par les communes et par les départements - Bibliothèques centrales de prêt, BCP - Bibliothèques départementales de prêt - Dotation générale de décentralisation, DGD - (p. 1362) : financement des BCP - Définition des bibliothèques municipales à vocation régionale - Bibliothèque de France - DGD - Lecture publique - Cinéma - Mécanismes d'aide au cinéma - Subvention des exploitations cinématographiques par les communes urbaines ou rurales - Action des collectivités territoriales - (p. 1363) : exploitation directe d'un cinéma par une commune - Dépôt par la commission des finances d'un amendement de suppression des dispositions relatives au cinéma - **Art. 1^{er}** (*intégration des crédits d'équipement des bibliothèques centrales de prêt dans la dotation générale de décentralisation*) (p. 1366) : son amendement n° 10 : intégration des crédits liés à la compensation des charges d'investissement des bibliothèques centrales de prêt à la dotation générale de décentralisation des départements ; adopté - **Art. 2** (*répartition des crédits transférés entre la dotation générale de décentralisation des départements et la dotation générale de décentralisation des communes*) (p. 1367) : son amendement de suppression n° 11 ; adopté - **Art. 3** (*instauration d'un concours particulier pour les bibliothèques au sein de la dotation générale de décentralisation des départements*) : accepte l'amendement de coordination n° 3 de la commission - **Art. 4** (*les bibliothèques municipales à vocation régionale*) (p. 1368) : son amendement n° 14 : création et définition des bibliothèques municipales d'intérêt national ; adopté - **Après l'art. 5** (p. 1369) : son amendement n° 15 : substitution à l'actuelle dénomination « bibliothèque centrale de prêt » de celle de « bibliothèque départementale de prêt » ; adopté - **Art. 6** (*subventions versées par les communes aux entreprises d'exploitation cinématographique*) : son amendement de suppression n° 16 ; retiré - (p. 1370) : sur l'amendement n° 6 de la commission (attribution des subventions versées par les communes aux entreprises d'exploitation cinématographique qui, quel que soit le nombre de leurs salles, réalisent en moyenne hebdomadaire moins de 2 200 entrées), son sous-amendement n° 18 ; rejeté - **Art. 7** (*subventions versées par les départements aux entreprises d'exploitation cinématographique*) : son amendement de suppression n° 17 ; rejeté.

Nouvelle lecture [n° 459 (91-92)] - (30 juin 1992) - **Art. 4** (p. 2225) ; sur l'amendement n° 4 de la commission (bibliothèques municipales à vocation régionale), son sous-amendement n° 5 ; adopté.

- **Rappel au règlement** (14 octobre 1992) (p. 2614) : sans-abris de Vincennes.

- **Rappel au règlement** (21 octobre 1992) (p. 2745) : personnes sans abris près du château de Vincennes.

CLUZEL (Jean), sénateur de l'Allier (UC).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des finances.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992) ; puis vice-président (*JO Lois et décrets* du 9 octobre 1992).

- Membre suppléant du Conseil national de la cinématographie.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit (25 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant mise en oeuvre par la République française de la directive du conseil des Communautés européennes CEE n° 91-680 complétant le système commun de la taxe sur la valeur ajoutée et modifiant, en vue de la suppression des contrôles aux frontières, la directive CEE n° 77-388 et la directive CEE n° 92-12 relative au régime général, à la détention, à

la circulation et au contrôle des produits soumis à accise (18 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'anticipation de la suppression du taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée (18 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au plan d'épargne en actions (25 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux produits soumis à certaines restrictions de circulation (20 décembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, sur l'audiovisuel français à la veille du marché unique européen [n° 384 (91-92)] (3 juin 1992) - **Communication audiovisuelle**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, sur la situation de la presse française à la veille du marché unique européen [n° 427 (91-92)] (18 juin 1992) - **Presse**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Education nationale et culture - II - Culture et communication - Presse** - [n° 56 (92-93)] tome 3 - annexe 13 (24 novembre 1992).

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, sur la situation de l'audiovisuel en 1992 [n° 86 (92-93)] (8 décembre 1992) - **Communication audiovisuelle**.

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 27 (*JO Débats* du 20 juin 1991) (p. 1849) - Ministère : Agriculture - *Situation de l'élevage* - (Caduque avril 1992) - **Élevage**.

n° 13 (*JO Débats* du 30 avril 1992) (p. 948) - Ministère : Agriculture - *Situation économique du secteur de l'élevage* - **Élevage**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au dépôt légal** [n° 247 (91-92)] - (14 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 608) : dépôt légal des oeuvres audiovisuelles - Coût du dépôt légal - (p. 609) : financement - Institut national de l'audiovisuel, INA - Budget de l'audiovisuel pour 1993 - Situation de la presse - (p. 610) : le groupe de l'Union centriste fera dépendre son vote de la réponse sur les moyens de financement du dépôt légal - **Après l'art. 12** (p. 626) : intervient sur l'amendement n° 19 de M. Charles Lederman (financement du dépôt légal gagé par un relèvement de l'impôt de solidarité sur la fortune) - **Irrecevabilité** (article 40 de la Constitution) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 627) : financement du dépôt légal - Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la presse et l'audiovisuel** [n° 331 (91-92)] - (12 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1063) : directive « télévision sans frontières » - Débat parlementaire - Prémption par le Gouvernement de la fréquence de La Cinq au profit de ARTE - (p. 1064) : La Cinq - Chaîne culturelle européenne - Financement des chaînes du secteur public - FR 3 - Langues régionales - (p. 1065) : prémption par le Gouvernement de la fréquence de La Cinq au profit de ARTE - Mission culturelle des chaînes généralistes - Coopération franco-allemande - Europe - Redevances - Recettes publicitaires - CSA - (p. 1066) : câble - Entreprises de presse.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 485 (91-92)] - (2 juillet 1992) (p. 2374) : négo-

ciations de l'« Uruguay Round » - Production laitière - Politique agricole commune, PAC - Responsabilité des pouvoirs publics.

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale [n° 3 (92-93)]** - (17 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3177) : réformes de la justice - Préparation du texte - Bica-mérisme - Principe de la liberté individuelle - (p. 3178) : moyens humains et financiers - Renforcement des droits de la défense - Information - Soutient avec les membres du groupe de l'Union centriste, le rapport et les amendements de la commission des lois.

Suite de la discussion - (19 novembre 1992) - **Art. 32 nonies** (*perquisitions dans les locaux d'une entreprise de presse ou de communication audiovisuelle*) (p. 3275) : son amendement n° 5, soutenu par M. Emmanuel Hamel : présence d'un avocat lors d'une perquisition dans une entreprise de presse ; rejeté - **Art. 32 decies** (*journaliste entendu comme témoin*) (p. 3276) : son amendement rédactionnel n° 6, soutenu par M. Emmanuel Hamel ; rejeté.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur les négociations du GATT [n° 69 (92-93)]** - (26 novembre 1992) (p. 3500) : 1992 : l'année de tous les sacrifices pour l'agriculture française - Mauvaise politique agricole menée par les gouvernements depuis de nombreuses années - Accord de Washington : absence de concessions américaines - Conséquences insupportables pour les agriculteurs - Erreur de ne pas avoir lié la réforme de la politique agricole commune à celle du GATT - Les démocrates américains sont plus protectionnistes que les républicains - Négociations sans faiblesse - (p. 3501) : groupe sénatorial de l'élevage - Utilisation éventuelle du compromis de Luxembourg - Absence de solidarité du Parlement européen - Famine dans le monde - Crise de civilisation.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques [n° 10 (92-93)]** - (1^{er} décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3542) : caractère endémique et accroissement de la corruption - Financement des campagnes électorales et des partis politiques - Inflation législative - Déclaration d'urgence - (p. 3543, 3544) : organisation de la vie politique - Fonction publique - Mandats électifs - Service interministériel de lutte contre la corruption - Transparence des prestations publicitaires et des procédures d'urbanisme commercial - Les sénateurs du groupe de l'Union centriste suivront la position de la commission des lois - **Avant l'art. 8 A** (p. 3560) : son amendement n° 215, soutenu par M. Xavier de Villepin : pouvoir d'appréciation du juge pour sanctionner les infractions aux différentes élections ; adopté - (p. 3561) : décision des tribunaux administratifs invalidant certaines élections cantonales et déclarant inéligibles les personnes mises en cause.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° 87 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (18 décembre 1992) - **Après l'art. 25 (par priorité)** (p. 4281) : son amendement n° 79, soutenu par M. Jean Madelain, identique à l'amendement n° 5 de M. Michel Charasse : exclusion de la presse professionnelle du champ d'application de la loi relative à la publicité sur le tabac ; retiré au profit de celui-ci - **Après l'art. 35 (par priorité)** (p. 4314) : son amendement n° 80, soutenu par M. Jean Madelain : modification de la date d'entrée en vigueur de l'article relatif à la départementalisation des services d'incendie de la loi d'orientation relative à l'administration territoriale de la République ; retiré au profit de l'amendement n° 120 de M. Michel Charasse (I : report d'application des dispositions relatives à la départementalisation des services d'incendie de la loi d'orientation relative à l'administration territoriale de la République ; II : service départemental d'incendie de la ville de Marseille ; III : exclusion des départements de plus de 500 000 habitants ayant départementalisés les matériels et dotés d'un centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (CODIS) et d'un centre de transmission de l'alerte (CTA)).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1992 [n° 89 (92-93)]** - (18 décembre 1992) - **Après l'art. 14** (p. 4359) : son amendement n° 18, soutenu par M. Paul Caron : baisse du taux de TVA applicable à la pratique sportive ; retiré.

COLLARD (Henri), sénateur de l'Eure (RDE).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme jusqu'au 12 juin 1992.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit (25 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au plan d'épargne en actions (25 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'octroi de mer (1^{er} juillet 1992).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Equipement, logement, transports et espace** - I - Urbanisme, logement et services communs - [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 15 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant le régime du travail dans les ports maritimes [n° 349 (91-92)]** - (26 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1385) : statut des dockers de 1947 - Monopole syndical d'embauche - Renovation du régime de travail dans les ports maritimes - (p. 1386) ; coût élevé des ports français - Mensualisation - Financement du chômage des dockers - Coût de la grève - Réforme du statut des dockers - Au nom du groupe du RDE, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

- **Projet de loi relatif aux relations entre les médecins et l'assurance maladie [n° 393 (91-92)]** - (24 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1981) : concertation avec les professions médicales - Conventions tarifaires - Budget global - Taux d'évolution - Responsabilité des médecins dans l'évolution des dépenses - (p. 1982) : lien entre le déficit de la sécurité sociale et la conjoncture économique - Revalorisation des actes médicaux - Consommation de tabac et d'alcool - Indemnisation des transfusés.

- **Projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (25 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3431) : budget du logement - Diminution des mises en chantier de logements - Impuissance des pouvoirs publics - Frais pour l'accession à la propriété - (p. 3432) : livret A de la caisse d'épargne - Nécessité de trouver de nouvelles ressources pour les prêts au logement - Modification de la fiscalité immobilière - Favorable à la question préalable.

COLLETTE (Henri), sénateur du Pas-de-Calais (RPR).

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Délégué titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à compléter le code électoral en vue de la prise en considération du vote blanc [n° 483 (91-92)] (2 juillet 1992) - **Elections.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 15 mai 1992) (p. 1153) - Ministère : Mer - *Politique portuaire de la France* - Ports.

Questions orales sans débat :

n° 396 (JO Débats du 8 avril 1992) (p. 535) - Ministère : Intérieur - *Situation de la police nationale* - (Réponse : 11 avril 1992) (p. 590) - Police.

n° 397 (JO Débats du 8 avril 1992) (p. 535) - Ministère : Economie - *Traitement des médaillés militaires* - (Réponse : 11 avril 1992) (p. 589) - Anciens combattants et victimes de guerre.

n° 404 (JO Débats du 8 avril 1992) (p. 536) - Ministère : Premier ministre - *Avenir de la région Nord - Pas-de-Calais dans la perspective de l'ouverture des frontières européennes* - (Réponse : 16 mai 1992) (p. 1182) - Marché unique européen.

n° 410 (JO Débats du 17 avril 1992) (p. 679) - Ministère : Premier ministre - *Politique portuaire de la France* - (Retirée : mai 1992) - Ports.

n° 416 (JO Débats du 29 avril 1992) (p. 923) - Ministère : Travail - *Objectifs du Gouvernement à l'égard du chômage de longue durée* - (Réponse : 16 mai 1992) (p. 1185) - Chômage.

n° 419 (JO Débats du 30 avril 1992) (p. 949) - Ministère : Equipement - *Politique gouvernementale vis-à-vis du logement social* - (Réponse : 16 mai 1992) (p. 1183) - Logement social.

n° 420 (JO Débats du 30 avril 1992) (p. 949) - Ministère : Postes - *Avenir du service public de La Poste en milieu rural* - (Réponse : 16 mai 1992) (p. 1189) - Postes et télécommunications.

n° 421 (JO Débats du 30 avril 1992) (p. 949) - Ministère : Premier ministre - *Avenir des retraites* - (Réponse : 16 mai 1992) (p. 1184) - Pensions de retraite.

n° 427 (JO Débats du 13 mai 1992) (p. 1086) - Ministère : Affaires sociales - *Politique du Gouvernement face à l'augmentation du nombre de personnes âgées dépendantes* - (Réponse : 6 juin 1992) (p. 1469) - Personnes âgées.

n° 435 (JO Débats du 2 juin 1992) (p. 1450) - Ministère : Premier ministre - *Application de la loi d'orientation sur la ville* - (Réponse : 13 juin 1992) (p. 1650) - Villes.

n° 441 (JO Débats du 10 juin 1992) (p. 1501) - Ministère : Affaires sociales - *Politique à l'égard des centres de formation des travailleurs sociaux* - (Réponse : 27 juin 1992) (p. 2109) - Institutions sociales et médico-sociales.

n° 449 (JO Débats du 16 juin 1992) (p. 1690) - Ministère : Intérieur - *Application de la loi relative aux conditions d'exercice des mandats locaux* - (Réponse : 27 juin 1992) (p. 2106) - Collectivités territoriales.

COLLIN (Yvon), sénateur du Tarn-et-Garonne (RDE).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national relatives à la réserve du service militaire (21 décembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - Suite

de la discussion - (9 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1491) : débat sur la révision constitutionnelle - Référendum français - « Déficit démocratique » - (p. 1492) : technocratie - Union économique et monétaire - Citoyenneté européenne - Droit de vote des ressortissants communautaires aux élections municipales - Droit de vote de tous les étrangers - Association du Parlement aux décisions communautaires - Votera le projet de révision constitutionnelle - (p. 1493) : construction européenne.

COLLOMB (Francisque), sénateur du Rhône (Rattaché administrativement au groupe UC).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992) ; puis secrétaire (JO Lois et décrets du 9 octobre 1992).

- Est nommé membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur les conditions dans lesquelles il a été décidé d'admettre sur le territoire français M. Georges Habache, dirigeant du Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.) (JO Lois et décrets du 23 avril 1992) jusqu'au 18 juin 1992.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques, à la suite d'une mission effectuée aux Etats-Unis du 15 au 27 septembre 1991, pour étudier la situation actuelle de l'économie américaine, notamment son agriculture, et la position de ce pays dans le cadre des négociations du GATT [n° 254 (91-92)] (24 janvier 1992) - **Etats-Unis d'Amérique**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Industrie** - [n° 58 (92-93)] tome 4 (24 novembre 1992).

CORNAC (Claude), sénateur de la Haute-Garonne (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national relatives à la réserve du service militaire (21 décembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° 87 (92-93)] - Suite de la discussion - (18 décembre 1992) - **Après l'art. 32** (p. 4330) : son amendement n° 57, soutenu par M. Marc Boeuf : extension de la mesure de suspension des poursuites en faveur des rapatriés ; adopté.

COSSE-BRISSAC (Charles-Henri de), sénateur de la Loire-Atlantique (UREI).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

DÉPÔTS

Proposition de résolution, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur l'aménagement de la Loire, le maintien de son débit et la protection de son environnement [n° 277 (91-92)] (1^{er} avril 1992 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992) - **Commissions d'enquête parlementaires.**

COSTES (Marcel), sénateur du Lot (S).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'applications et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées jusqu'au 14 mai 1992.

COURRIERE (Raymond), sénateur de l'Aude (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives (10 décembre 1992).

COURTEAU (Roland), sénateur de l'Aude (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le bruit (15 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises (2 juin 1992).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques, à la suite d'une mission effectuée aux Etats-Unis du 15 au 27 septembre 1991, pour étudier la situation actuelle de l'économie américaine, notamment son agriculture, et la position de ce pays dans le cadre des négociations du GATT [n° 254 (91-92)] (24 janvier 1992) - **Etats-Unis d'Amérique.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 16 octobre 1992) (p. 2674) - Ministère : Intérieur - **Catastrophe naturelle dans les départements du Midi - Catastrophes naturelles.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises [n° 174 (91-92)] - (9 avril 1992) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 578) :** nouveaux usages commerciaux - Réduction des délais de paiement - Le groupe socialiste votera ce projet de loi.

- **Conclusions du rapport de M. Jacques Larché**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 252, 91-92) de MM. Marcel Lucotte, Charles Pasqua, Daniel Hoeffel et Ernest Cartigny, tendant à créer une commission d'enquête sur l'accueil en France, le mercredi 29 janvier 1992, du dirigeant d'une organisation terroriste [n° 253 (91-92)] - (15 avril 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble (p. 657) :** abstention du groupe socialiste.

- **Projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises - Deuxième lecture [n° 308 (91-92)] - (7 mai 1992)**
- **Art. 2 (produits alimentaires périssables)** (p. 1028) : réduction du délai maximal de règlement - Eleveurs - Négociations interprofessionnelles - (p. 1031, 1032) : sur l'amendement n° 9 de la commission, son sous-amendement n° 16 ; adopté - Son amendement n° 15 : soumission de l'ensemble des vins à la réglementation fixant la réduction des délais de paiement ; devenu sans objet - Sur l'amendement n° 19 de M. Etienne Dailly (unification des délais de paiement à trente jours nets à l'exception des trente jours fin de mois pour les boissons alcooliques), son sous-amendement n° 23 ; devenu sans objet - **Explication de vote sur l'ensemble (p. 1039) :** marché unique - Concertation - Le groupe socialiste votera ce texte.

Nouvelle lecture [n° 2 (92-93)] - (28 octobre 1992) - Art. 2 (p. 2891) : transactions commerciales sur le vin - Délais de paiement pour les achats de boissons alcooliques passibles des droits de circulation prévus à l'article 438 du code général des impôts - **Explication de vote sur l'ensemble (p. 2893) :** nécessaire réduction des délais de paiement pour les petites entreprises, pour les éleveurs et les viticulteurs - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

- **Projet de loi relatif aux procédures de passation de certains contrats dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications [n° 506 (91-92)] - (28 octobre 1992) - Discussion générale (p. 2897) :** ouverture des marchés publics à la concurrence communautaire - Principe de libre circulation des marchandises et de libre prestation des services - Préparation de l'ouverture des marchés publics aux pays d'Europe centrale et orientale dans le cadre des accords d'association - Prochaine ouverture du grand marché intérieur - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

- **Projet de loi portant réforme du régime pétrolier [n° 517 (91-92)] - (5 novembre 1992) - Art. 6 (obligation de pavillon)** (p. 3060) : soutient l'amendement n° 25 de M. Jacques Rocca Serra (nouvelle rédaction).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit [n° 35 (92-93)] - (9 décembre 1992) - Discussion générale (p. 3834) :** bruit et santé - Bruit et circulation automobile - (p. 3835) : situation dans les pays de la CEE - Homologation des matériels et engins bruyants - Soumission des activités bruyantes à autorisation ou prescription générale - Fonds spécial de réparation des dommages résultant de nuisances phoniques - Fonds d'indemnisation des riverains d'aérodromes - Droit pour les associations agréées de défense de l'environnement de se porter partie civile en matière de bruit - (p. 3836) : pouvoir de police des maires - Vote de ce projet de loi par le groupe socialiste - **Art. 6 (prescriptions applicables aux activités bruyantes)** (p. 3852, 3853) : son amendement n° 53 : décret en Conseil d'Etat fixant les délais et conditions de mise en conformité des activités existantes ; devenu sans objet - **Avant l'art. 13 (p. 3857, 3858) :** son amendement n° 54 : fonds spécial de réparation des dommages résultant des nuisances phoniques pour les bâtiments d'habitation et recevant du public ; adopté - **Art. 14 (taux de la taxe)** (p. 3862) : sur l'amendement n° 26 de la commission (affectation du produit de la redevance à un compte spécial de prévention et de réparation des dommages résultant des nuisances phoniques), son sous-amendement n° 55 ; adopté - **Art. 16 (recherche et constatation des infractions)** (p. 3865) : soutient l'amendement n° 75 de Mme Françoise Seligmann (agents commissionnés : extension

aux agents des services chargés de la culture et de la communication) - **Après l'art. 20** (p. 3869) : son amendement n° 56 : droit pour les associations agréées de se porter partie civile ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3871, 3872) : vote de ce projet de loi par le groupe socialiste.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1992** [n° 89 (92-93)] - (18 décembre 1992) - **Art. 19** (*harmonisation des droits d'accises en matière d'alcool et de boissons alcooliques*) (p. 4362) : directives européennes - Vins mousseux et champagne - Son amendement n° 57 : maintien du tarif actuel des droits d'accises pour les vins aromatisés à 11 F. par litre ; rejeté - (p. 4365) : ses amendements, n° 59 : établissement du taux d'accises des vins mousseux à 37 F. ; et n° 58 : établissement du taux d'accises des vins mousseux à 22 F. ; devenus sans objet.

COUVE de MURVILLE (Maurice), sénateur de Paris (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Services du Premier Ministre - I - Services généraux** - [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 28 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (10 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1514) : refuse de participer à ce débat sur les incidences constitutionnelles du traité de Maastricht « artificiellement maintenu » après le vote négatif du peuple danois.

CRESSON (Edith), *premier ministre*.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (*JO Lois et décrets* du 3 avril 1992).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi modifiant les articles L. 393, L. 394, L. 395, L. 402, L. 404 et L. 405 et abrogeant l'article L. 401 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre [n° 240 (91-92)] (16 janvier 1992) - **Anciens combattants et victimes de guerre**.

Déclaration de politique générale, prononcée par M. Lionel Jospin, ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, [n° 251 (91-92)] (7 février 1992) - **Politique générale**.

Projet de loi relatif au dépôt légal [n° 247 (91-92)] (28 janvier 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 24 janvier 1992) - **Dépôt légal**.

Projet de loi autorisant la ratification du Traité d'amitié et de solidarité entre la République française et la République de Pologne [n° 248 (91-92)] (28 janvier 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 24 janvier 1992) - **Traités et conventions**.

Projet de loi autorisant l'adhésion au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires [n° 249 (91-92)] (28 janvier 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 24 janvier 1992) - **Traités et conventions**.

Projet de loi autorisant l'adhésion à l'accord relatif à un programme international de l'énergie (tel qu'amendé au 19 mai 1980) [n° 256 (91-92)] (12 février 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992) - **Traités et conventions**.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation de coopération et de développement économiques relatif à la protection sociale des membres du personnel employés par ladite organisation sur le territoire français, signé à Paris le 24 septembre 1991 [n° 257 (91-92)] (12 février 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992) - **Traités et conventions**.

Projet de loi relatif à la partie législative du livre premier (nouveau) du code rural [n° 263 (91-92)] (5 mars 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992) - **Code rural**.

Projet de loi autorisant l'approbation des statuts du Groupe d'étude international du cuivre [n° 267 (91-92)] (12 mars 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992) - **Traités et conventions**.

Projet de loi autorisant l'approbation des statuts du Groupe d'étude international de l'étain [n° 268 (91-92)] (12 mars 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992) - **Traités et conventions**.

Projet de loi autorisant l'approbation des statuts du Groupe d'étude international du nickel [n° 269 (91-92)] (12 mars 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992) - **Traités et conventions**.

Projet de loi, présenté avec M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, et M. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés, relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail [n° 270 (91-92)] (12 mars 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992) - **Action sanitaire et sociale**.

Projet de loi relatif aux sociétés civiles de placement immobilier, aux sociétés de crédit foncier et aux fonds communs de créances [n° 271 (91-92)] (12 mars 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992) - **Sociétés**.

CROZE (Pierre), sénateur des Français établis hors de France (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Délégué suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale jusqu'au 1^{er} octobre 1992.

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Tourisme** - [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 34 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours** [n° 312 (91-92)] - (13 mai 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1116, 1117) : rapports sur le budget du tourisme - Modernisation et concentration du secteur des voyages et des séjours - Au nom du groupe de l'UREI, votera le projet de loi ainsi amendé.

- **Conclusions du rapport de M. Charles de Cuttoli**, fait au nom de la commission des lois, sur sa proposition de loi (n° 255, 91-92), déposée avec plusieurs de ses collègues, relative aux conditions d'exercice du mandat des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger [n° 283 (91-92)] - (13 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1124) : indemnisation des frais de séjour et des billets de transport des délégués représentant les Français de l'étranger.

- **Projet de loi de finances pour 1993** [n° 55 (92-93)] - Suite de la discussion - (25 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3442) : projet de budget du tourisme - Désengagement de l'Etat - Diminution des dépenses en capital - Excédent du solde touristique de la France - Création d'emplois grâce au tourisme - Restructuration nécessaire de l'industrie française du tourisme - Délégation aux investissements et aux produits touristiques.

CRUCIS (Michel), sénateur de la Vendée (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée au Chili et en Argentine, du 23 janvier au 1^{er} février 1992 [n° 278 (91-92)] (2 avril 1992) - **Amérique du Sud**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 257 (91-92)] autorisant l'approbation de l'Accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation de coopération et de développement économiques relatif à la protection sociale des membres du personnel employés par ladite organisation sur le territoire français, signé à Paris le 24 septembre 1991 [n° 297 (91-92)] (15 avril 1992) - **Traités et conventions**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 345 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification du Traité d'entente et d'amitié entre la République française et la République de Hongrie [n° 370 (91-92)] (27 mai 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 26 mai 1992) - **Traités et conventions**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 422 (91-92)] autorisant la ratification d'un accord entre la République française et les Emirats arabes unis sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole interprétatif) [n° 28 (92-93)] (28 octobre 1992) - **Traités et conventions**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'organisation de coopération et de développement économiques relatif à la protection sociale des membres du personnel employés par ladite organisation sur le territoire français, signé à Paris le 24 septembre 1991** [n° 257 (91-92)] - (29 avril 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 937, 938).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente et d'amitié entre la République française et la République de Hongrie** [n° 345 (91-92)] - (15 juin 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec les projets n° 347 et n° 346) : son intervention présentée par M. Bernard Guyomard (p. 1673, 1674).

- **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre la République française et les Emirats arabes unis sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole interprétatif)** [n° 422 (91-92)]

- (12 novembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3126, 3127).

CURIEN (Hubert), ministre de la recherche et de la technologie.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

ministre de la recherche et de l'espace le 2 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

INTERVENTIONS

- **S'associe à l'hommage rendu par M. le Président du Sénat à la mémoire de M. Paul Séramy**, sénateur de Seine-et-Marne (21 avril 1992) (p. 693).

- **Projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement** [n° 5 (91-92)] - (21 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 695) : recherche - Accord préalable de l'administration - Règles communautaires - **Art. 1^{er} (définitions)** (p. 700) : son amendement n° 23 : définition de la notion d'utilisation ; adopté - **Art. 2 (champ d'application de la loi)** (p. 701) : son amendement n° 24 : clarification du champ d'application de la loi ; adopté - **Art. 5 (utilisation confinée des organismes génétiquement modifiés)** (p. 703) : accepte l'amendement n° 5 de la commission (regroupement des dispositions figurant aux articles 5 et 6) ; sur celui-ci, son sous-amendement n° 26 ; retiré - **Art. 6 (définition du confinement)** (p. 705) : sur l'amendement n° 6 de la commission qu'il accepte (prévision d'un dispositif spécifique de contrôle de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés dans le cadre des activités de recherche, d'enseignement et de développement), ses sous-amendements n° 27, n° 29 et n° 33 ; adoptés ; n° 28 ; retiré - **Art. 20 (conditions de communication des informations fournies à l'appui des demandes d'autorisation, de dissémination et de mise sur le marché)** (p. 714) : s'oppose à l'amendement n° 14 de la commission (protection des données confidentielles et transmission de ces données à Bruxelles) et, sur celui-ci, au sous-amendement n° 20 de M. Jacques Habert - **Art. 21 (versement représentatif des frais d'instruction)** : demande le retrait de l'amendement de suppression n° 15 de la commission - Son amendement n° 35 : nouvelle rédaction de l'article 21 en conformité avec l'article 6 ; adopté - **Art. 25 (recouvrement des sommes consignées ou avancées par l'Etat)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 16 de la commission - **Art. 27 (sanctions pénales applicables en cas de non-respect d'une mesure de suspension, de retrait, d'interdiction, de consignation ou d'une mise en demeure)** (p. 716) : accepte l'amendement rédactionnel n° 17 de la commission.

Deuxième lecture [n° 362 (91-92)] - (22 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1914, 1915) : enquête auprès du public - **Art. 6** (p. 1920) : sur l'amendement n° 4 de la commission (fixation par la loi du taux applicable pour le versement représentatif des frais d'instruction des demandes d'agrément), qu'il accepte, son sous-amendement n° 14 ; adopté - **Art. 21** (p. 1924) : sur l'amendement n° 10 de la commission (fixation par la loi d'un taux unique applicable jusqu'au 1^{er} janvier 1992 pour le versement représentatif des frais d'instruction des demandes), son sous-amendement n° 19 ; adopté - **Art. 24** : son amendement rédactionnel n° 23 ; adopté - **Art. 20** (p. 1926 ; précédemment réservé p. 1923) - Son amendement n° 18 : suppression du second alinéa du paragraphe II de cet article relatif à la divulgation d'informations confidentielles ; adopté.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 468 (91-92)] - (1^{er} juillet 1992) - **Discussion générale** (p. 2325, 2326) - Accepte le texte de la CMP.

CUTTOLI (Charles de), sénateur des Français établis hors de France (RPR).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des lois.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992) ; puis vice-président (*JO Lois et décrets* du 9 octobre 1992).

- Juge titulaire de la Haute Cour de justice ; de nouveau juge titulaire (*JO Lois et décrets* du 28 octobre 1992).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

Membre titulaire du conseil d'administration de la Société nationale de programme Radio France internationale ; de nouveau membre titulaire (*JO Lois et décrets* du 10 décembre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et à la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur (21 octobre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux (21 janvier 1992).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative aux conditions d'exercice du mandat des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger [n° 255 (91-92)] (12 février 1992 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992) - Français de l'étranger.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur sa proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, [n° 255 (91-92)] relative aux conditions d'exercice du mandat des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger [n° 283 (91-92)] (9 avril 1992) - Français de l'étranger.

Proposition de loi organique, déposée avec M. Paul d'Ornano et Mme Paulette Briseperrière, tendant à modifier et compléter la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République [n° 18 (90-91)] (9 octobre 1990) - Reprise par ses auteurs le 23 avril 1992 - Elections.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 285 (91-92)] relatif aux circonscriptions électorales pour l'élection des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger [n° 319 (91-92)] (6 mai 1992) - Français de l'étranger.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement** [n° 184 (91-92)] - (20 janvier 1992) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 183) - Voir intervention sous le projet n° 183 (p. 270 à 272).

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux** [n° 183 (91-92)] - (20 janvier 1992) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 184) (p. 270) : Conseil supérieur des Français de l'étranger, CSFE - Statut et rôle des membres du CSFE - (p. 271) : organisation et fonctionnement du CSFE.

Suite de la discussion - (21 janvier 1992) - **Après l'art. 31** (p. 357) : intervient à propos de l'amendement n° 95 de la commission (indemnité des membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger) - (p. 359) : soutient l'amendement n° 4 de Mme Paulette Briseperrière (autorisations d'absence des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger) -

Après l'art. 36 (p. 360) : se déclare favorable à l'amendement n° 142 de M. Jean-Pierre Bayle (application des dispositions du présent projet aux membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger après consultation de ce dernier) - **Après l'art. 31 (suite)** (p. 361) : soutient les amendements de Mme Paulette Briseperrière, n° 5 (protection particulière en faveur des membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger) et n° 6 (séjour en France des membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger) - **Art. 34 (entrée en vigueur de la loi)** (p. 364) : soutient l'amendement n° 7 de Mme Paulette Briseperrière (application aux membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger).

Nouvelle lecture [n° 246 (91-92)] - (24 janvier 1992) - **Art. 31 ter (membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger)** (p. 485) : intervient à propos de l'amendement n° 13 de la commission (indemnité des membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger).

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique** [n° 13 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (23 avril 1992) - **Art. 1^{er} (les dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique, sont fixées par le livre IV annexé à la présente loi (réservé jusqu'après l'examen des articles du code pénal qui y sont annexés) - Titre 1^{er} (des atteintes aux intérêts fondamentaux de la nation) - Art. 410-1 du code pénal (intérêts fondamentaux de la Nation)** (p. 792) : son amendement n° 1 : protection des Français établis hors de France ; adopté.

- **Projet de loi relatif aux circonscriptions électorales pour l'élection des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger** [n° 285 (91-92)] - (13 mai 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1117) : mode de scrutin - (p. 1118) : tableau des circonscriptions électorales - Modifications géopolitiques - Indemnités forfaitaires et autorisations d'absence des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger - Avis favorable de la commission des lois.

- **Conclusions du rapport de M. Charles de Cuttoli**, fait au nom de la commission des lois, sur sa proposition de loi (n° 255, 91-92), déposée avec plusieurs de ses collègues, relative aux conditions d'exercice du mandat des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger [n° 283 (91-92)] - (13 mai 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1120, 1121) : projet de loi relatif à l'exercice des mandats locaux - Mode de scrutin des membres du CSFE - Fonctionnement et compétences du CSFE - Amendements du Sénat sur le projet de loi relatif à l'exercice des mandats locaux : autorisations d'absence et indemnités des membres élus du CSFE - (p. 1122) : comité du suivi - Bureau permanent du CSFE - Budget du CSFE - (p. 1126, 1127) : calcul de l'indemnité des membres du CSFE - **Art. 2 (autorisations d'absence des salariés élus)** : employeur relevant du droit français - Elus locaux.

- **Projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et à la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur** [n° 487 (91-92)] - (21 octobre 1992) - **Après l'art. 163 ter** (p. 2791) : ses amendements n° 88 et n° 89 : dispositions modifiant le code de la nationalité ; adoptés - **Après l'art. 221** (p. 2803) : son amendement n° 90 : funérailles et volonté du défunt ; adopté.

- **Projet de loi modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales** [n° 348 (91-92)] - (8 décembre 1992) - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 3739) : ses amendements de forme, n° 53 et n° 54 ; adoptés - **Art. 1^{er} (libre choix des prénoms de l'enfant par les parents)** (p. 3740) : son amendement n° 57 : élévation à quinze jours du délai dans lequel une déclaration de naissance doit être faite en pays étranger ; adopté - (p. 3742) : son amendement n° 58 : absence de prise en compte pour les Français nés à l'étranger, dans les actes et procédures en France, des énonciations et mentions des actes étrangers relatifs aux nom et prénoms qui seraient contraires à la loi française ; retiré - **Après l'art. 3** (p. 3747) : son amendement n° 59 : déclarations de décès dans les pays étrangers dans un délai de dix jours ; rejeté - **Après l'art. 4** (p. 3749) : ses amendements rédactionnels, n° 60 ; retiré ; n° 61 ; adopté ; et n° 62 : extension de la

procédure de rectification des erreurs matérielles commises lors de la rédaction des actes de naissance et de mariage de toute personne née à l'étranger aux mentions qui sont apportées à ces actes ; adopté - (p. 3750) : son amendement n° 63 : simplification administrative des rectifications des actes d'état civil des Français ayant vécu en Algérie ou dans les anciens territoires français d'outre-mer ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage - Deuxième lecture [n° 97 (92-93)] - (17 décembre 1992) - Avant l'art. 19**

(p. 4235) : son amendement n° 40 : prise en compte de la situation des salariés français à l'étranger lors de leur retour en France ; adopté.

- **Projet de loi modifiant le code civil relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales - Deuxième lecture [n° 150 (92-93)] - (22 décembre 1992) - Art. 4 ter (rectification administrative des actes de l'état civil) (p. 4683) : nature des rectifications -** Votera l'article ainsi modifié.

D

DAILLY (Etienne), sénateur de la Seine-et-Marne (RDE) - Vice-président du Sénat.

Réélu vice-président du Sénat (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire du Conseil national des assurances.

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice (*JO* Lois et décrets du 25 novembre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature (15 janvier 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux (21 janvier 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de Loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes (24 janvier 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens (3 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives (18 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique (24 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives (10 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (3 décembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 272 (91-92)] de M. Roger Chinaud, tendant à modifier l'article 47 bis du Règlement du Sénat [n° 320 (91-92)] (6 mai 1992) - **Parlement**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 271 (91-92)] relatif aux sociétés civiles de placement

immobilier, aux sociétés de crédit foncier et aux fonds communs de créances [n° 322 (91-92)] (6 mai 1992) - **Sociétés**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la ratification des Traités [n° 328 (91-92)] (7 mai 1992) - **Traités et conventions**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur :

- la proposition de loi organique [n° 461 (91-92)], adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social ;

- la proposition de loi organique [n° 168 (91-92)] de M. Alain Poher, Président du Sénat, tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social [n° 464 (91-92)] (30 juin 1992) - **Conseil économique et social**.

Proposition de loi, modifiant la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion [n° 518 (91-92)] (28 septembre 1992 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992) - **Sondages et enquêtes**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur les propositions de résolution :

1) [n° 20 (92-93)] de M. Michel Poniatowski et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le règlement du Sénat pour l'application de l'article 88-4 de la Constitution ;

2) [n° 36 (92-93)] de M. Jacques Larché tendant à insérer dans le règlement du Sénat les dispositions nécessaires à la mise en oeuvre de l'article 88-4 de la Constitution sur les résolutions européennes ;

3) [n° 47 (92-93)] de Mme Hélène Luc et les membres du groupe communiste, tendant à insérer dans le règlement du Sénat les dispositions nécessaires à la mise en oeuvre de l'article 88-4 de la Constitution relatif à l'examen des actes communautaires par le Parlement ; [n° 109 (92-93)] (10 décembre 1992) - **Parlement**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution de M. Hubert Haenel [n° 90 (92-93)] tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire [n° 154 (92-93)] (18 décembre 1992) - **Transports**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 125 (92-93)] modifié par l'Assemblée nationale relatif aux sociétés civiles de placement immobilier, aux sociétés de crédit foncier et aux fonds communs de créances [n° 155 (92-93)] (18 décembre 1992) - **Sociétés**.

Proposition de loi, déposée avec M. François Lesein, tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des Assemblées parlementaires, en vue de réprimer les dépositions sciemment inexactes effectuées sous serment par les témoins entendus par les Commissions d'enquête parlementaires [n° 170 (92-93)] (20 décembre 1992) - **Parlement**.

INTERVENTIONS

En qualité de président de séance

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires suisses** (16 janvier 1992) (p. 217).

- **Communication de l'Assemblée nationale** relative à l'élection de M. Henri Emmanuelli, en qualité de président de l'Assemblée nationale (23 janvier 1992) (p. 407).

- **Hommage à un haut fonctionnaire du Sénat** (23 janvier 1992) (p. 465) .

- **Ajournement du Sénat** (11 février 1992) (p. 517).

- **Souhaits de bienvenue à M. le Président du Bundesrat** (11 juin 1992) (p. 1567).

- **Rappels au règlement** de MM. Gérard Larcher, Michel Dreyfus-Schmidt et Robert Vizet - (17 juin 1992) (p. 1757,

1758) : propos tenus en Conseil des ministres par M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, déclarant non conforme à la Constitution l'article 88-2 du projet de loi de révision constitutionnelle, tel qu'il a été voté après l'adoption d'un amendement du Sénat.

- **Communication de M. le Président du Sénat** - (17 juin 1992) (p. 1773, 1774) : donné lecture de la lettre adressée par M. Alain Poher, Président du Sénat, à M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, suite aux propos tenus par ce dernier en Conseil des ministres et déclarant non conforme à la Constitution l'article 88-2 du projet de loi de révision constitutionnelle, tel qu'il a été voté après l'adoption d'un amendement du Sénat.

- **Convocation du Parlement en Congrès** (22 juin 1992) (p. 1912).

- **Clôture de la seconde session ordinaire de 1991-1992** (30 juin 1992) (p. 2282).

- **Ouverture de la quatrième session extraordinaire de 1991-1992** (1^{er} juillet 1992) (p. 2291).

- **Rappel au règlement de M. Geoffroy de Montalembert** - (2 juillet 1992) (p. 2381) : portera à la connaissance de M. le Président du Sénat le contenu de l'intervention de M. Geoffroy de Montalembert.

- **Ajournement du Sénat** (8 juillet 1992) (p. 2571).

- **Rappel au règlement de M. Robert Vizet** - (18 décembre 1992) (p. 4316, 4317) : précise que la commission *ad hoc* est convoquée le dimanche 20 décembre 1992.

- **Ordre du jour** - (18 décembre 1992) (p. 4317, 4318) : informe ses collègues de l'ordre du jour chargé et de l'organisation de la suite des débats.

En qualité de sénateur

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux** [n° 183 (91-92)] - (20 janvier 1992) - **Art. 1^{er}** (*garanties accordées aux conseillers municipaux dans l'exercice de leur mandat*) - **Art. L. 121-40 du code des communes (plafonnement du temps d'absence autorisé)** (p. 289) : son amendement n° 187 : l'élu exerce en outre un mandat de délégué du personnel ou de délégué syndical ; adopté - **Art. 6** (*garanties accordées aux membres de conseils généraux*) - **Art. 4 de la loi du 10 août 1871 (plafonnement du temps d'absence autorisé)** (p. 297) : son amendement de coordination n° 188 ; adopté.

Suite de la discussion - (21 janvier 1992) - **Art. 28** (*retraite des élus municipaux*) (p. 347) : sur l'amendement n° 87 de la commission (institution de la Caisse autonome de retraite des élus locaux), son sous-amendement n° 189 ; adopté - **Art. 36** (*modalités de fiscalisation d'indemnités parlementaires*) (p. 369) : son amendement n° 190 : suppression de l'expression « dans les conditions de droit commun » ; devenu sans objet.

Nouvelle lecture [n° 246 (91-92)] - (24 janvier 1992) - **Art. 31 ter** (*membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger*) (p. 486) : intervient à propos de l'amendement n° 13 de la commission (indemnité des membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger) - **Art. 35** (p. 489) : intervient à propos de l'amendement n° 14 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 36** (p. 490) : son amendement n° 16 : adoption de l'expression « dans les conditions du droit commun des traitements et salaires » ; adopté.

- **Conférence des présidents** - (7 février 1992) (p. 503) : conformité des conclusions de la conférence des présidents à l'ordre du jour prioritaire prévu par le Gouvernement - Date d'ouverture du débat - (p. 504) : au nom du groupe du RDE, votera les conclusions de la conférence des présidents - Débat de l'Assemblée nationale.

- **Projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises** [n° 174 (91-92)] - (9 avril 1992) - **Art. 1^{er}** (*contenu de la facture*) (p. 557) : intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (référence au caractère contractuel de la date) - **Après l'art. 1^{er}** (p. 559) : pénalités et agios - Date de livraison - (p. 560) : au nom du groupe du RDE, se déclare favorable à

l'amendement n° 12 de la commission pour permettre le fonctionnement de la navette (sanction du non-respect de la parole donnée par une pénalité progressive et proportionnelle au retard constaté) - Complexité du dispositif - Artisans - Conditions de vente - (p. 561) : sanction du non-respect de la parole donnée - **Après l'art. 1^{er}** (suite) (p. 575) : son amendement n° 21 : prise en compte par le juge de l'état de dépendance économique dans l'appréciation des infractions de revente à perte et de non respect des règles de facturation commises par les fabricants et caractère contraventionnel de l'amende ; adopté (précédemment réservé p. 563) - (p. 577) : pouvoirs du juge.

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : portée du traité sur l'Union européenne résultant du Conseil européen de Maastricht** - (22 avril 1992) (p. 738, 739) : intervient dans le débat consécutif à la question de M. Jacques Genton.

- **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail** [n° 270 (91-92)] - (28 avril 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 921) : avec le groupe du RDE, votera ce texte.

- **Projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises - Deuxième lecture** [n° 308 (91-92)] - (7 mai 1992) - **Après l'art. 1^{er}** (p. 1025, 1026) : son amendement n° 18 : prise en compte par le juge de l'état de dépendance économique dans l'appréciation des infractions de revente à perte et de non-respect des règles de facturation commises par les fabricants et caractère contraventionnel de l'amende ; adopté - **Art. 2** (*produits alimentaires périssables*) (p. 1032, 1033) : son amendement n° 19 : unification des délais de paiement à trente jours nets à l'exception des trente jours fin de mois pour les boissons alcooliques ; rejeté.

- **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution** (n° 272, 91-92) de M. Roger Chenaud, tendant à modifier l'article 47 bis du règlement du Sénat [n° 320 (91-92)] - (14 mai 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1136, 1137) : examen par le Sénat de la seconde partie de la loi de finances rectificative pour 1991 - Ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances - Conseil constitutionnel - (p. 1138) : ordonnance du 2 janvier 1959 ; commission des finances ; pouvoirs d'investigation reconnus aux rapporteurs spéciaux - (p. 1139) : article 40 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 - Lois de finances ; droit d'amendement du Parlement - (p. 1140) : Conseil constitutionnel - **Art. unique** (*non-application des dispositions de l'article 47 bis du règlement du Sénat à la discussion des projets de loi de finances rectificative*) (p. 1141) : intervient sur cet article.

- **Projet de loi modifiant le livre V du code de la santé publique et relatif à la pharmacie et au médicament** [n° 23 (91-92)] - (19 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1247) : projet de loi relatif à l'Agence du médicament - Commissions mixtes paritaires - Définition d'une officine - Délivrance de médicaments - (p. 1248) : expérimentations - Pharmacie d'officine à Saint-Pierre-et-Miquelon - **Après l'art. 23** (p. 1272) : création d'une officine à Saint-Pierre-et-Miquelon - Se déclare favorable à l'amendement n° 64 de la commission (délivrance des médicaments dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1273) : avec le groupe du RDE, votera le texte ainsi amendé.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - (2 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1448) : référendum danois et refus de ratification du traité de Maastricht - Renégociation du traité de Maastricht - Débat sur la révision constitutionnelle - Travaux du Sénat.

Suite de la discussion - (9 juin 1992) - **Rappel au règlement** (p. 1483, 1484) : demande une suspension de séance plus longue compte tenu de la liste des organismes devant se réunir.

Suite de la discussion - (10 juin 1992) - **Art. 1^{er} A** (*consécration constitutionnelle de la langue française comme langue de la République*) (p. 1537) : renégociation du traité de Maastricht

- Etat de droit - Constitution - Décision du Conseil constitutionnel - (p. 1538) : entrée en vigueur du traité de Maastricht - Référendum français - Renégociation du traité de Maastricht - Electorat et éligibilité aux élections municipales - A voté la motion tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Retire ses amendements et ne prendra part à aucun vote au cours de la première lecture - **Après l'art. 1^{er} A** (p. 1545, 1546) : extension du droit de saisine du Conseil constitutionnel - Saisine automatique du Conseil constitutionnel pour les traités - Référendum - Se déclare favorable à l'amendement n° 25 de M. Charles Pasqua (saisine du Conseil constitutionnel par soixante députés ou soixante sénateurs afin de statuer sur la constitutionnalité d'un engagement international).

Suite de la discussion - (16 juin 1992) - **Art. 2** (*insertion dans la Constitution d'un titre XIV : « Des Communautés européennes et de l'Union européenne »*) - **Art. 88-2 de la Constitution (droit de vote et éligibilité aux élections municipales des ressortissants communautaires résidant en France)** (p. 1708, 1709) : droit de vote et d'éligibilité des ressortissants communautaires aux élections municipales - (p. 1719) : se déclare favorable à l'amendement n° 26 de M. Charles Pasqua (limitation du droit de vote des ressortissants de la Communauté aux seules élections européennes) - (p. 1720) : électorat et éligibilité aux élections municipales - Vote des étrangers - Traité de Maastricht - (p. 1723) : sur l'amendement précité n° 14 de la commission, s'oppose au sous-amendement n° 47 de M. Claude Estier - Loi organique et loi relative au Sénat - Pouvoir constituant du Parlement.

- **Projet de loi relatif aux sociétés civiles de placement immobilier aux sociétés de crédit foncier et aux fonds communs de créances** [n° 271 (91-92)] - (19 juin 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1872, 1873) : modification du statut des sociétés civiles de placement immobilier, SCPI - Régime juridique des sociétés de crédit foncier - Fonds communs de créances - Amélioration de la loi du 31 décembre 1970 - Protection des épargnants - Importante augmentation du nombre de SCPI - (p. 1874) : renforcement des règles de constitution des SCPI - Agrément des sociétés de gestion par la commission des opérations de bourse, COB - Renforcement du contrôle exercé sur les SCPI - Aménagements du régime juridique des sociétés de crédit foncier - (p. 1875) : historique du Crédit foncier de France - Adaptation du statut des sociétés de crédit foncier - Introduction en France des fonds communs de créance par la loi du 23 décembre 1988 relative aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières, OPCVM - (p. 1876) : extension du champ de la titrisation aux créances détenues par les entreprises d'assurance - Souhaite la titrisation des créances commerciales - Au nom de la commission des lois, se déclare favorable à l'adoption de ce projet sous réserve de l'adoption de ses amendements - **Art. 1^{er}** (*définition de l'objet social*) (p. 1878) : son amendement n° 3 : possibilité pour les sociétés civiles de placement immobilier pour les besoins de la gestion de leur patrimoine immobilier de procéder à des travaux d'agrandissement, ou de reconstruction et de céder des éléments de leur patrimoine immobilier sous certaines conditions ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 1 de M. Xavier de Villepin (possibilité pour les sociétés civiles de placement immobilier de détenir à titre exceptionnel des parts de société civile immobilière domiciliée à l'étranger et ayant un objet social identique) - **Art. 2** (*souscription du capital social minimum par les membres fondateurs - garantie bancaire*) (p. 1880) : son amendement n° 4 : réduction de la durée de l'inaliénabilité des parts souscrites par les fondateurs de cinq ans à trois ans ; adopté - **Art. 3** (*capital social minimum*) : son amendement de forme n° 5 ; adopté - **Art. 5** (*sociétés de gestion*) (p. 1881) : ses amendements, rédactionnel n° 6 et de coordination n° 7 ; adoptés - **Art. 6** (*garanties offertes par les sociétés de gestion*) : son amendement n° 8 : suppression du renvoi à un décret pour la réévaluation ultérieure du capital minimum des sociétés de gestion des sociétés civiles de placement immobilier ; adopté - (p. 1882) : son amendement n° 9 : suppression de la garantie financière imposée aux sociétés de gestion faute de précision quant à son champ d'application et à sa justification ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° 2 de M. Xavier de Villepin (possibilité pour les sociétés de gestion des sociétés civiles de placement immobilier qui ont obtenu l'agrément de la commission des opérations de bourse d'effectuer des opérations de démarchage auprès du public) - **Art. 8** (*état annexe aux comptes*)

(p. 1883) : son amendement de coordination n° 10 ; adopté - (p. 1884) : son amendement n° 11 : définition et mode de calcul de la valeur de reconstitution ; adopté - **Art. 9** (*détermination des prix de souscription et de cession des parts*) (p. 1885) : ses amendements rédactionnels n° 12, n° 13 et n° 14 ; adoptés - Son amendement de coordination n° 15 ; adopté - (p. 1886) : son amendement rédactionnel n° 16 ; adopté - **Art. 10** (*faillite d'un associé*) : son amendement rédactionnel n° 17 ; adopté - **Art. 11** (*gestion de la trésorerie*) : son amendement rédactionnel n° 18 ; adopté - **Art. 15** (*contrôle des commissaires aux comptes*) (p. 1887) : son amendement de forme n° 19 ; adopté - **Art. 16** (*sanction des interdictions de gérer*) : son amendement n° 20 : alignement des peines sanctionnant les infractions à l'interdiction de gérer sur celles qui s'appliquent à la profession bancaire ; adopté - **Art. 18** (*sanction des dirigeants d'une Société de gestion non agréée par la COB*) (p. 1888) : son amendement n° 21 : alignement des peines applicables aux dirigeants d'une Société de gestion non agréée par la COB sur celles dont sont passibles les dirigeants d'OPCVM exerçant leurs fonctions en l'absence d'agrément de la COB ; adopté - **Art. 19** (*formalités applicables à la cession de parts*) : son amendement rédactionnel n° 22 ; adopté - **Après l'art. 19** : son amendement n° 23 : dispositions de coordination ; adopté - **Après l'art. 20** (p. 1890) : demande le retrait de l'amendement n° 33 de M. Emmanuel Hamel (régime fiscal applicable aux propriétaires d'immeubles ayant fait l'objet de travaux exécutés dans le cadre d'une opération groupée de restauration immobilière) - **Art. 21** (*nature des garanties susceptibles de se substituer à la garantie hypothécaire*) : son amendement n° 24 : extension de la zone géographique aux Etats membres de la CEE et aux membres de l'OCDE dans laquelle est autorisée l'extension du champ des garanties publiques susceptibles d'être acceptées par les sociétés de crédit foncier ; adopté - **Art. 22** (*dépassement de la quotité des prêts hypothécaires*) : son amendement rédactionnel n° 25 ; adopté - (p. 1891) : son amendement n° 26 : élargissement de la possibilité de dépassement de la quotité des prêts réalisés dans le cadre de conventions passées avec des Etats ou des collectivités territoriales de la zone géographique définie par le même article ; adopté - **Après l'art. 22** : son amendement n° 27 : modalités de remboursement des prêts hypothécaires ; réservé puis adopté (p. 1892) - **Art. 24** (*diversification des activités des sociétés de crédit foncier*) : son amendement n° 28 : diversification des activités des sociétés de crédit foncier et possibilité de consentir des prêts banalisés ; adopté - **Art. 25** (*prêts aux collectivités publiques ou avec leur garantie - obligations communales*) : son amendement de coordination n° 29 ; adopté - **Art. 27** (*rechargeabilité des fonds communs de créances*) (p. 1893) : son amendement n° 30 : extension du champ de titrisation des créances à celles détenues par les entreprises d'assurances ; adopté - **Après l'art. 27** : son amendement n° 31 : exercice du pouvoir de sanction disciplinaire par la commission des opérations de bourse ; retiré - (p. 1894) : son amendement n° 32 : possibilité pour les fonds communs de créances de déroger aux dispositions de la loi bancaire du 24 juin 1984 réservant aux seuls établissements de crédit la faculté de réaliser à titre habituel des opérations de crédit ; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 1894) : application des dispositions de ce projet aux territoires d'outre-mer.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique - Deuxième lecture** [n° 361 (91-92)] - (24 juin 1992) - **Art. 1^{er}** (réservé jusqu'après l'examen des articles du livre IV annexé) - **Art. 434-22-1 du code pénal (discrédit public sur une décision juridictionnelle)** (p. 1963) : sur l'amendement n° 33 de la commission (rétablissement du texte supprimé par l'Assemblée nationale), se déclare opposé au sous-amendement n° 47 de M. Michel Dreyfus-Schmidt et favorable à son n° 48 - **Art. 442-11-1 (interdiction du territoire)** (p. 1966) : se déclare favorable à l'amendement n° 39 de la commission (caractère obligatoire de l'interdiction du territoire envers les étrangers émettant de la fausse monnaie) - **Art. 443-6-1 (interdiction du territoire pour les étrangers coupables de falsification de titres émis par l'autorité publique)** (p. 1967) : pouvoir d'appréciation du juge.

- **Projet de loi relatif aux relations entre les médecins et l'assurance maladie** [n° 393 (91-92)] - (24 juin 1992) - **Question préalable** (p. 1993) : se déclare favorable à la motion n° 2 de la commission, tendant à opposer la question préalable -

Procédure utilisée par l'Assemblée nationale - Convention médicale et avenants.

- **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution [n° 433 (91-92)]** - (25 juin 1992) - **Après l'art. 3** (p. 2047) : se déclare favorable à l'amendement n° 4 de la commission (introduction du texte du projet de loi relatif à la modernisation du statut des huissiers dans la présente proposition de loi) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2049) : souhaite que le texte de cette proposition de loi soit définitivement adopté avant la fin de la session sinon ordinaire du moins extraordinaire.

- **Proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au conseil économique et social [n° 461 (91-92)]** - (30 juin 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec la proposition de loi organique de l'Assemblée nationale n° 24-69 (91-92) du 12 décembre 1992 de M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale) (p. 2242, 2243) : proposition de loi organique déposée le 12 décembre 1992 par M. Laurent Fabius et M. Alain Poher - Modification de la composition du Bureau - Représentation des activités économiques et sociales de l'outre-mer - Président du Conseil économique et social - Modification du règlement du Conseil - Administration interne du Conseil.

- **Regrette la date de publication tardive du décret d'application de la loi instituant le permis à points et les conséquences sur la circulation en France (7 juillet 1992)** (p. 2455).

- **Projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises - Nouvelle lecture [n° 2 (92-93)]** - (28 octobre 1992) - **Art. 1^{er}** (p. 2887) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de la commission (reprise des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture relatives à la fixation de la date de paiement devant figurer sur la facture) - (p. 2889) : se déclare favorable à l'amendement n° 2 de la commission (fixation du montant de l'amende en cas d'infraction à un montant de 100 000 francs au plus) - **Art. 1^{er} sexies B** : se déclare favorable à l'amendement n° 5 de la commission (suppression de cet article relatif à la présomption du caractère anormal d'une demande d'un acheteur) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2893) : au nom du groupe du RDE, se déclare favorable à l'adoption de ce projet - Avenir de l'amendement n° 6 adopté par le Sénat (exclusion du champ d'application de cet article de tous les produits dont la transformation par l'acheteur en modifie la nature, à l'exception des produits laitiers sous toutes leurs formes, qui devront être réglés à trente jours après la fin de la décade de livraison et en cas d'absence d'accords interprofessionnels dans un délai de soixante-dix jours fin de décade pour les achats de certaines boissons alcooliques) - Contrats de culture et contrats de campagne.

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale [n° 3 (92-93)] - Suite de la discussion** - (18 novembre 1992) - **Après l'art. 1^{er} B** (p. 3196) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de M. Michel Charasse (modification de l'article 16 du code de procédure pénale relatif aux fonctions des agents des douanes titulaires).

Suite de la discussion - (19 novembre 1992) - **Reprise du débat** (p. 3231, 3232) : examen de ce texte - Nombre d'amendements déposés.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques [n° 10 (92-93)]** - (1^{er} décembre 1992) - **Titre II (financement des campagnes électorales des partis politiques)** (p. 3557) : conséquences de l'adoption de l'amendement n° 110 de la commission (suppression du titre II et de son intitulé) sur la discussion des amendements visant à insérer des articles additionnels - **Avant l'art. 8 A** (p. 3559) : se déclare opposé à l'amendement n° 201 de M. Jean Dumont (possibilité pour les formations politiques présentant un candidat dans vingt circonscriptions de bénéficier des fonds publics) - (p. 3560) : dépôt à la Banque de France des fonds destinés au règlement de la campagne électorale.

Suite de la discussion - (2 décembre 1992) - **Art. 13 (prestations de publicité)** (p. 3595, 3596) : au nom du groupe du RDE,

se déclare favorable aux amendements identiques de suppression n° 125 de la commission et n° 88 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis.

Suite de la discussion - (3 décembre 1992) - **Avant l'art. 53** (p. 3685, 3686) : se déclare opposé à l'amendement n° 192 de M. Paul Girod (administration des sociétés d'économie mixte sous la forme de sociétés anonymes à directoire) - Sociétés anonymes à directoire avec des statuts types - Création d'un type de sociétés anonymes duales d'économie mixte.

- **Conclusions du rapport de M. Charles Jolibois**, fait au nom de la commission élue spécialement pour son examen conformément à l'article 86, alinéa 3, du règlement, sur la **proposition de résolution** (n° 49, 92-93) de M. Jacques Sourdille déposée avec plusieurs de ses collègues portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de Justice [n° 101 (92-93)] - (10 décembre 1992) - **Art. unique** (p. 3901) : se déclare opposé à l'amendement n° 1 de M. Marc Lauriol (renvoi de M. Laurent Fabius devant la commission d'instruction de la Haute Cour de justice).

- **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission des lois sur les **propositions de résolution** (n° 20, 92-93) de M. Michel Poniatowski et plusieurs de ses collègues, (n° 36, 92-93) de M. Jacques Larché, (n° 47, 92-93) de Mme Hélène Luc et plusieurs de ses collègues, **tendant à modifier le règlement du Sénat pour l'application de l'article 88-4 de la Constitution [n° 109 (92-93)]** - (15 décembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4064) : modification de la Constitution le 23 juin dernier - Actes communautaires comportant une disposition de nature législative étudiés par le Sénat - Remède au déficit démocratique - Respect du principe de subsidiarité - Nécessaire coopération entre le Gouvernement et les assemblées du Parlement - Délégation pour les Communautés européennes - (p. 4065) : préservation du rôle des commissions permanentes et de la délégation pour les Communautés européennes du Sénat - Présence du président de la délégation pour les Communautés européennes à la conférence des présidents - Insertion dans le règlement du Sénat d'un article 73 bis - Distribution et impression des propositions d'actes communautaires comportant des dispositions de nature législative - (p. 4066) : participation du président de la délégation des Communautés européennes aux travaux de la commission - Efforts pour réaliser un texte équilibré - Redoutable déficit démocratique constaté en matière d'actes communautaires - (p. 4068) : délai d'examen des textes d'origine communautaire - **Art. 1^{er} (dispositions nécessaires à la mise en oeuvre de l'article 88-4 de la Constitution)** (p. 4072) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Michel Poniatowski (impossibilité pour le Gouvernement d'imposer au Sénat des délais trop courts pour examiner les propositions d'actes communautaires) - (p. 4073) : demande le retrait de l'amendement rédactionnel n° 1 de M. Jacques Genton - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 16 de M. Charles Lederman (possibilité offerte aux commissions permanentes de saisir le président du Sénat afin qu'il demande au Gouvernement de soumettre à la Haute Assemblée la proposition d'actes communautaires que ce dernier n'estime pas relever du domaine législatif) - (p. 4075) : demande le retrait des amendements identiques, n° 2 de M. Jacques Genton, n° 6 de M. Michel Poniatowski, n° 11 de M. Claude Estier, n° 12 de M. Xavier de Villepin et n° 13 de M. Yves Guéna (possibilité pour la délégation pour les Communautés européennes de se saisir pour avis des propositions d'actes communautaires) - (p. 4078) : accepte les amendements identiques, n° 9 de M. Michel Poniatowski et n° 10 de M. Paul Masson (possibilité pour la délégation pour les Communautés européennes d'exprimer de façon autonome son avis en séance publique) - Demande le retrait de l'amendement n° 7 de M. Michel Poniatowski (suppression du quatrième alinéa du texte présenté par l'article 1^{er} pour l'article 73 bis du règlement du Sénat) - (p. 4080) : accepte l'amendement rédactionnel n° 3 de M. Jacques Genton - (p. 4081) : accepte les amendements identiques, n° 4 de M. Jacques Genton et n° 8 de M. Michel Poniatowski (possibilité offerte au président de la délégation des

communautés européennes de demander un examen en séance publique des textes communautaires) - (p. 4083) : s'oppose à l'amendement n° 14 de Mme Hélène Luc (possibilité d'examen en séance publique d'une proposition de résolution préalablement rejetée par la commission permanente compétente) - S'oppose à l'amendement n° 15 de Mme Hélène Luc (possibilité offerte à un président de groupe politique de demander l'inscription d'office d'une proposition de résolution ou d'une résolution de commission en séance publique).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique de sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine et modifiant le code de la santé publique** [n° 71 (92-93)] - (16 décembre 1992) - **Art. 5 (chapitre V (nouveau) du livre VI du code de la santé publique : « Des médicaments dérivés du sang et du Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies » - Art. L. 670-5 du code de la santé publique (renvoi à un décret en Conseil d'Etat des conditions d'application du chapitre V) (p. 4146) : son amendement n° 84 : définition par décret des conditions d'assistance ou de remplacement des pharmaciens au sein du Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies ; adopté - Après l'art. 10 (p. 4150) : se déclare favorable à l'amendement n° 111 de la commission (dépistage de l'infection par le virus du sida pour les personnes transfusées entre 1980 et 1985) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 4155, 4156) : vote de ce projet de loi par le groupe du RDE - Regrette les propos de M. Emmanuel Hamel se félicitant de la décision du Bureau du Sénat, que personnellement il déplore, de ne pas poursuivre le président-directeur-général des laboratoires Mérieux pour faux témoignage devant la commission d'enquête sur la transfusion sanguine.**

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° 87 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (18 décembre 1992) - **Art. 15 bis (par priorité) (dépenalisation de l'auto-avortement)** (p. 4271) : nouveau code pénal - Accord de la CMP - (p. 4272) : loi sur la contraception - Nécessité de maintenir le délit d'avortement - **Art. 19 (par priorité) (exercice des activités de laboratoire d'analyse de biologie sous forme de société et réglementation de la sous-traitance dans ce secteur)** (p. 4296) : sur l'amendement rédactionnel n° 136 du Gouvernement, sur sous-amendement n° 145, soutenu par M. Ernest Cartigny ; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1992** [n° 89 (92-93)] - (18 décembre 1992) - **Après l'art. 42 (p. 4390) : son amendement n° 65, soutenu par M. Pierre Laffitte : possibilité pour les associés de syndicats d'étalons d'amortir les parts de propriété indivise du cheval ; adopté - Art. 44 (régime fiscal des titres non cotés) (p. 4392) : son amendement n° 71, soutenu par M. Pierre Laffitte : modification de la date d'entrée en vigueur de ce nouveau régime fiscal ; retiré.**

- **Conclusions du rapport de M. Lucien Neuwirth, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 40, 92-93), déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à organiser les modalités d'une assistance juridique du Sénat au profit des collectivités locales** [n° 164 (92-93)] - (20 décembre 1992) - **Renvoi en commission (p. 4514) : se déclare favorable à la demande de renvoi en commission de M. Michel Dreyfus-Schmidt.**

- **Proposition de résolution portant saisine de la commission d'instruction prévue par l'ordonnance n° 59-1 du 2 janvier 1959 portant loi organique sur la Haute Cour de justice pour M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat à la santé auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** [n° 165 (92-93)] - (20 décembre 1992) - **Discussion générale (p. 4524) : au nom de la quasi-unanimité du groupe du RDE, se déclare favorable à l'adoption de cette proposition de résolution - Rejet par l'Assemblée nationale de la proposition de loi adoptée par le Sénat en première lecture - Nécessaire mise en oeuvre de la procédure de mise en cause devant la Haute Cour de justice avant la clôture de la session ordinaire - (p. 4525) : non assistance à personne en danger - Possibilité d'ajouter des incriminations nouvelles - Contrôle des finances du Centre national de transfusion sanguine - Recherche de la vérité réclamée par les hémophiles.**

- **Projet de loi relatif aux sociétés civiles de placement immobilier, aux sociétés de crédit foncier et aux fonds communs de créances - Deuxième lecture** [n° 125 (92-93)] - (20 décembre 1992) - **Rapporteur - Discussion générale (p. 4554, 4555) : élargissement de l'objet social des sociétés civiles de placement immobilier, SCPI - Possibilité de reconstruction - Assurance obligatoire des SCPI - Définition de la valeur de réalisation et de la valeur de reconstitution de la SCPI - Allègement de la procédure de cession de parts des SCPI - Introduction de deux articles additionnels sur proposition du Gouvernement relatifs à la titrisation - Au nom de la commission, propose au Sénat l'adoption de l'ensemble de ce projet - Souhaite que le Gouvernement précise le contenu du décret qui fixera les modalités de calcul des frais encourus pour la reconstitution du patrimoine de la SCPI - (p. 4556) : interprétation du caractère accessoire des travaux d'agrandissement ou de reconstruction - Définition de la valeur de reconstitution du patrimoine de la société - Extension de la titrisation à l'ensemble des créances commerciales - (p. 4557) : fixation à cinq mille francs de la valeur minimale des parts des fonds communs de créances - Nécessité de dynamiser le marché de titrisation des créances.**

- **Conclusions du rapport de M. Jean Arthuis, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de résolution (n° 90, 92-93), de M. Hubert Haenel tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire** [n° 151 (92-93)] - (20 décembre 1992) - **Rapporteur pour avis - Discussion générale (p. 4560) : article 11 du règlement du Sénat - (p. 4561) : rôle des commissions d'enquête - Au nom de la commission des lois, déclare que cette proposition de résolution, n'est pas contraire au principe de l'ordonnance du 17 novembre 1958 et conclut à sa recevabilité juridique.**

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social - Nouvelle lecture** [n° 175 (92-93)] - (22 décembre 1992) - **Art. 15 bis (dépenalisation de l'auto-avortement)** (p. 4711, 4712) : rôle de l'Assemblée nationale dans l'introduction et le maintien de cette disposition - **Loi Veil - Art. 19 sexies (proposition de dépistage de l'infection par le VIH à l'occasion des examens prénuptiaux et prénataux)** (p. 4715) : dépistage du Sida - Mentions portées sur le certificat prénuptial - **Art. 21 A (plan de reclassement des salariés licenciés)** (p. 4720, 4721) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 50 de la commission - Autorisation administrative de licenciement - Accord de l'inspection du travail sur le plan de reclassement - Réduction des embauches.

DARRAS (Michel), sénateur du Pas-de-Calais (S).

Décédé le 6 janvier 1992 (JO Lois et décrets du 8 janvier 1992)
Eloge funèbre le 14 avril 1992.

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des lois.

DAUGNAC (André), sénateur des Pyrénées-Orientales (UC).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

DAUNAY (Marcel), sénateur de l'Ille-et-Vilaine (rattaché administrativement au groupe UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Secrétaire de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes ; de nouveau secrétaire de cette délégation (JO Lois et décrets du 16 octobre 1992).

- Rapporteur de la commission d'enquête, visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées, jusqu'au 14 mai 1992.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête, visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées [n° 341 (91-92)] (14 mai 1992) - **Commissions d'enquête parlementaires**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques et de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur les conséquences de la réforme de la politique agricole commune pour l'agriculture française [n° 498 (91-92)] (8 juillet 1992) - **Communautés européennes**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Commerce extérieur** [n° 58 (92-93)] tome 9 (24 novembre 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 16 octobre 1992) (p. 2687) - Ministère : Agriculture - *Consolidation des positions européennes dans les négociations du GATT - Agriculture*.

Questions orales avec débat :

n° 35 (JO Débats du 3 octobre 1991) (p. 2562) - Ministère : Agriculture - *Mise en place d'un plan d'urgence pour les éleveurs* - (Caduque avril 1992) - **Elevage**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises - Nouvelle lecture** [n° 2 (92-93)] - (28 octobre 1992) - **Art. 1^{er}** (p. 2887) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de la commission (reprise des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture relatives à la fixation de la date de paiement devant figurer sur la facture).

- **Rappel au règlement** - (18 novembre 1992) (p. 3186) : attire l'attention du Gouvernement sur les dangers des négociations du GATT et de la réforme de la politique agricole commune et souhaite un entretien sur ces dossiers avec le président du Sénat.

- **Projet de loi de finances pour 1993** [n° 55 (92-93)].

Discussion générale :

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3439) : budget du commerce extérieur - Redressement du commerce extérieur de la France - Recul de l'excédent agro-alimentaire - Fragilité des progrès réalisés dans le domaine des échanges extérieurs - Conjoncture mondiale déprimée - Chute de l'investissement français - Crise du système monétaire européen - Négociations du GATT - (p. 3440) : réforme de la politique agricole commune - Compromis du Luxembourg - Principaux axes du budget du commerce extérieur pour 1993 - Avis défavorable sur les crédits du commerce extérieur.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur les négociations du GATT** [n° 69 (92-93)] - (26 novembre 1992)

(p. 3503) : son rapport publié en juillet 1992 soulignait les risques de faire payer l'agriculture communautaire deux fois - (p. 3504) : commission européenne déclare l'accord de Washington conforme à la réforme de la PAC - France sacrifiée sur l'autel du GATT - Quotas laitiers - Viande bovine - Céréales - Oléagineux - L'accord signé à Washington est un acte de trahison - Désertification du monde rural - Les conséquences sociales de l'accord de Washington - Régions françaises sinistrées - L'Europe doit refuser cet accord - Risque de remise en cause de l'aménagement du territoire - (p. 3505) : les Etats-Unis imposent un diktat à l'Europe - Demande de réunion exceptionnelle du Conseil des ministres européens - Utilisation du droit de veto par la France.

- **Rappel au règlement** - (22 décembre 1992) (p. 4677) : en son nom personnel et au nom du groupe de l'Union centriste, fait part de ses inquiétudes au sujet de l'Europe agricole et de l'agriculture française et demande au bureau du Sénat la réunion d'un groupe de travail sur la réforme de la politique agricole commune et les négociations du GATT.

DEBARGE (Marcel), secrétaire d'Etat au logement.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

Ministre délégué à la coopération et au développement le 2 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

En qualité de ministre délégué à la coopération

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Yvon Bourges : **Politique extérieure (Politique de la France à l'égard de la Bosnie-Herzégovine)** (JO Débats du 4 décembre 1992) (p. 3645).

de Mme Monique ben Guiga : **Enseignement (Crédits destinés à l'Agence de l'enseignement français à l'étranger)** (JO Débats du 4 décembre 1992) (p. 3647).

DEBAVELAERE (Désiré), sénateur du Pas-de-Calais (apparenté au groupe RPR).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux relations entre transporteurs routiers de marchandises donneurs d'ordres et sous-traitants (10 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du régime pétrolier (16 décembre 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 12 juin 1992) (p. 1570) - Ministère : Agriculture - *Réforme de la PAC et GATT - Politique agricole commune (PAC)*.

Questions orales sans débat :

n° 342 (JO Débats du 3 octobre 1991) (p. 2569) - Ministère : Agriculture - *Crise de l'agriculture* - (Retirée : janvier 1992) - **Agriculture**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement - Deuxième lecture [n° 362 (91-92)]** - (22 juin 1992) - **Art. 32** (p. 1925) : son amendement de suppression n° 2, soutenu par M. Bernard Hugo ; adopté.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement [n° 485 (91-92)]** - (2 juillet 1992) (p. 2366) : financement de la nouvelle politique agricole commune, PAC - Négociations du GATT - (p. 2367) : prix - Agriculture dynamique - Nouvelle réforme de la PAC.

DEJOIE (Luc), sénateur de la Loire-Atlantique (RPR).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Juge suppléant de la Haute Cour de justice ; de nouveau juge suppléant (*JO* Lois et décrets du 28 octobre 1992).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes ; de nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

Membre titulaire de la commission d'accès aux documents administratifs (*JO* Lois et décrets du 29 février 1992) jusqu'au 22 décembre 1992.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et à la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur (21 octobre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales (22 décembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois :

1) sur le projet de loi [n° 348 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale, modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales ;

2) sur la proposition de loi [n° 447 (90-91)] de M. André Rouvière et plusieurs de ses collègues, relative aux enfants déclarés sans vie à l'officier d'état civil [n° 76 (92-93)] (2 décembre 1992) - **Etat civil**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 150 (92-93)] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales [n° 174 (92-93)] (22 décembre 1992) - **Droit civil**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales [n° 184 (92-93)] (22 décembre 1992) - **Droit civil**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux**

affaires familiales [n° 348 (91-92)] - (8 décembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3730) : commission Allaer sur le contentieux familial - Intégration dans la législation française des dispositions de la convention relative aux droits de l'enfant adoptée par l'ONU en 1989 - **Projet de loi sur la bioéthique** - Liberté pour les père et mère de choisir les prénoms de leur enfant - Allègement de la procédure de changement de nom et de la procédure de francisation du nom - (p. 3731) : obligation alimentaire - Paternité génétique et paternité sociologique - Accouchement anonyme - Exercice conjoint de l'autorité parentale - Principe d'un juge unique : juge aux affaires familiales, JAF - (p. 3732) : reconnaissance d'un certain nombre de prérogatives à l'enfant mineur - Convention internationale sur les droits de l'enfant - Au nom de la commission des lois, se déclare favorable à l'adoption de ce projet, sous réserve de certaines modifications - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 3739) : accepte l'amendement de forme n° 53 de M. Charles de Cuttoli et, sur cet amendement, le sous-amendement n° 94 du Gouvernement - (p. 3740) : accepte l'amendement de forme n° 54 de M. Charles de Cuttoli - **Art. 1^{er} (libre choix des prénoms de l'enfant par les parents)** : accepte l'amendement n° 57 de M. Charles de Cuttoli (élévation à quinze jours du délai dans lequel une déclaration de naissance doit être faite en pays étranger) - Son amendement n° 1 : choix par les parents des prénoms dans l'intérêt de l'enfant ; adopté - (p. 3741) : sur son amendement n° 1, accepte le sous-amendement n° 89 du Gouvernement - S'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 65 (suppression par le juge sur le registre de l'état civil du prénom qui porte préjudice à l'intérêt de l'enfant) et n° 66 (aide juridictionnelle de droit pour les parents) - (p. 3742) : s'oppose à l'amendement n° 58 de M. Charles de Cuttoli (absence de prise en compte pour les Français nés à l'étranger, dans les actes et procédures en France, des énonciations et mentions des actes étrangers relatifs aux nom et prénoms qui seraient contraires à la loi française) - S'oppose à l'amendement n° 67 de M. Charles Lederman (obligation de mentionner toute naissance en marge de l'acte de naissance de chacun des auteurs de l'enfant déclaré ou reconnu) - **Art. 2 (changements de prénom et de nom) - Article 61 du code civil** (p. 3743) : son amendement n° 2 : autorisation de changement de nom par décret ; adopté - **Art. 61-1** (p. 3744) : son amendement de coordination n° 3 ; adopté - **Art. 61-2** (p. 3745) : son amendement n° 4 : réduction de six à deux mois du délai dans lequel tout intéressé peut faire opposition devant le Conseil d'Etat au décret portant changement de nom ; adopté - **Art. 61-4** : son amendement n° 5 : modification du nom d'un majeur liée au changement du lien de filiation et au consentement ; adopté - **Art. 61-6** : son amendement n° 6 : suppression de la détermination par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application de la présente section ; adopté - **Art. 3 (acte de reconnaissance d'un enfant naturel)** (p. 3746) : son amendement n° 7 : nouvelle rédaction de cet article garantissant la protection de l'anonymat de la mère si elle en a exprimé le souhait, en matière de reconnaissance d'un enfant naturel ; réservé puis adopté (p. 3760) - (p. 3747) : sur son amendement n° 7, s'oppose au sous-amendement n° 90 du Gouvernement - **Après l'art. 3** : accepte l'amendement n° 59 de M. Charles de Cuttoli (déclarations de décès dans les pays étrangers dans un délai de dix jours) - **Art. 4 (actes de naissance et de décès de l'enfant né vivant et viable)** (p. 3748) : accepte l'amendement n° 74 de M. Claude Estier (établissement par l'officier d'état civil d'un acte d'enfant sans vie dès lors qu'aucun certificat médical n'est produit à l'appui de la naissance vivante et viable de l'enfant) - **Après l'art. 4** (p. 3749) : accepte les amendements de M. Charles de Cuttoli, n° 60, n° 61 rédactionnels et n° 62 (extension de la procédure de rectification des erreurs matérielles commises lors de la rédaction des actes de naissance et de mariage de toute personne née à l'étranger aux mentions qui sont apportées à ces actes) - (p. 3751) : accepte l'amendement n° 63 de M. Charles de Cuttoli (simplification administrative des rectifications des actes d'état civil des Français ayant vécu en Algérie ou dans les anciens territoires français d'outre-mer) et, sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 95 du Gouvernement - (p. 3752) : accepte l'amendement n° 75 de M. Claude Estier (inscription sur le livret de famille de deux nouveaux époux, de l'enfant né et décédé avant le mariage) - **Art. 5 (francisation des noms et prénoms) - Article 11 de la loi n° 72-964 du 25 octobre 1972** (p. 3752) : son amendement n° 8 : réduction du délai de recours de six mois à deux mois pour la francisation

des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité française ; adopté - **Art. 12** : son amendement de coordination n° 52 ; adopté - **Art. 6 bis** (*consentement du mineur de plus de treize ans au port du nom d'usage*) (p. 3753) : son amendement de suppression n° 9 ; adopté - **Chapitre 1^{er} bis** (*l'obligation alimentaire*) (p. 3753) : son amendement n° 10 de suppression de cette division et de son intitulé ; adopté - **Art. 6 ter** (*obligation alimentaire découlant de la filiation*) : son amendement de suppression n° 11 ; adopté - **Art. 6 quater** (*obligation alimentaire entre alliés*) : son amendement de suppression n° 12 ; adopté - **Art. 6 quinquies** (*dispositions diverses*) : son amendement de suppression n° 13 ; adopté - **Art. 7 A** (*modification de terminologie*) (p. 3754) : son amendement de suppression n° 14 ; adopté - **Après l'art. 8** : son amendement n° 16 : ouverture à l'enfant majeur dans les deux années qui suivent sa majorité de l'action en rétablissement de la présomption de paternité ; adopté - **Art. 9** (*légitimation post-nuptias*) (p. 3755) : son amendement rédactionnel n° 17 ; adopté - **Art. 10** (*preuve judiciaire de la filiation légitime*) : son amendement de suppression n° 18 ; adopté - **Après l'art. 11** (*consentement de l'enfant majeur à la modification de son patronyme*) : son amendement n° 19 : absence d'effet sur son patronyme de la mention de la légitimation sur l'acte de naissance d'un enfant majeur si l'acte ne comporte pas en outre la mention du consentement de l'intéressé à la modification de son patronyme ; adopté - **Art. 12** (*nom de l'enfant légitimé*) (p. 3756) : son amendement rédactionnel n° 20 ; adopté - **Art. 13** (*déclaration du changement de nom de l'enfant naturel - consentement de l'enfant de plus de treize ans*) : son amendement n° 21 : contrôle de la réalité et de l'intégrité des consentements requis lors de la déclaration conjointe par le juge aux affaires familiales ; adopté - **Art. 15** (*suppression des cas d'ouverture de l'action en recherche de paternité naturelle*) : son amendement de suppression n° 22 ; adopté - **Art. 8** (*précédemment réservé*) (*suppression des fins de non recevoir de l'action en recherche de paternité naturelle*) (p. 3757) : son amendement de suppression n° 15 ; adopté - **Art. 15 bis** (*action en recherche de paternité en cas de procréation médicalement assistée*) : son amendement de suppression n° 23 ; adopté - (p. 3758) : s'oppose à l'amendement n° 76 de M. Claude Estier (exercice des actions en contestation de la filiation ou en réclamation d'état lorsque le mari ou le compagnon de la mère n'a pas consenti à la procréation assistée ou lorsqu'il est soutenu que l'enfant n'est pas issu de celle-ci) - **Art. 17** (*délais d'exercice de l'action en recherche de paternité*) (p. 3758) : son amendement de suppression n° 24 ; adopté - **Art. 18** (*preuve de la maternité naturelle*) : son amendement n° 25 : maintien des restrictions de l'action en recherche de la filiation mais suppression de la preuve par la possession d'état qui est désormais une preuve extra-judiciaire de la filiation naturelle ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 88 de M. Lucien Neuwirth - **Art. 19** (*action à fins de subsides et preuve de la non paternité*) (p. 3760) : son amendement de suppression n° 26 ; adopté - **Art. 23 quater** (*exercice de l'autorité parentale après divorce*) (p. 3761) : son amendement n° 27 : rôle du juge pour apprécier l'intérêt de l'enfant ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 91 du Gouvernement - **Art. 23 sexies** (*exercice de l'autorité parentale au sein des familles légitimes et naturelles*) (p. 3762) : son amendement n° 28 : exercice en commun de l'autorité parentale pour les enfants naturels reconnus ; adopté - (p. 3763) : s'oppose à l'amendement n° 78 de M. Claude Estier (conditions d'exercice en commun de l'autorité parentale pour les enfants naturels reconnus) - **Art. 23 nonies** (*exercice de l'autorité parentale en cas de séparation de corps*) (p. 3764) : son amendement n° 29 : exercice de l'autorité parentale en cas de séparation de corps selon l'intérêt de l'enfant soit en commun par les deux parents, soit par celui d'entre eux à qui le juge l'a confié ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 92 du Gouvernement - **Art. 23 undecies** (*autorité parentale sur un enfant naturel*) (p. 3765) : ses amendements, n° 30 rédactionnel, n° 31 : possibilité pour le juge aux affaires familiales d'accorder un droit de surveillance au parent qui n'a pas l'exercice de l'autorité parentale ; et n° 32 : contribution à l'entretien et à l'éducation à proportion de ses ressources et de celles de l'autre parent, du parent chez lequel les enfants ne résident pas habituellement en cas d'exercice en commun de l'autorité parentale ; adoptés - (p. 3766) : son amendement n° 97 : exercice de l'autorité

parentale par la mère ; toutefois elle peut être exercée en commun par les deux parents ; adopté - **Art. 23 terdecies** (*dispositions transitoires*) (p. 3766) : son amendement de coordination n° 33 ; adopté - **Art. 24** (*le juge aux affaires familiales juge de tous les divorces*) (p. 3768) : accepte l'amendement n° 81 de M. Claude Estier (compétence du juge aux affaires familiales dans tous les cas où elle est demandée par les avocats ou lorsqu'il ne s'agit que de constater l'accord des époux) et s'oppose à l'amendement n° 69 de M. Charles Lederman (compétence du juge aux affaires familiales pour prononcer le divorce quelle qu'en soit la cause et renvoi d'une affaire en l'état à une audience collégiale de droit si l'une des parties le demande) - **Art. 25** (*transferts de compétences au profit du juge aux affaires familiales*) (p. 3769) : accepte l'amendement de coordination n° 82 de M. Claude Estier - **Après l'art. 25** : accepte l'amendement de coordination n° 85 de M. Claude Estier - **Art. 26** (*institution d'un juge aux affaires familiales*) (p. 3770) : accepte l'amendement de coordination n° 86 de M. Claude Estier - Son amendement n° 41 : compétence du juge aux affaires familiales pour siéger au sein de l'instance collégiale en cas de renvoi ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 70 de M. Charles Lederman (possibilité pour les parties de voir leurs litiges jugés par une formation collégiale, y compris si une seule d'entre elles le demande) - **Art. 26 bis** (*dispense d'avocat pour certaines affaires soumises aux juges aux affaires familiales*) : son amendement de suppression n° 42 ; adopté - **Art. 26 ter** (*audition du mineur en justice*) (p. 3771) : son amendement n° 43 : suppression de la référence à l'appel de la décision qui refuse l'audition du mineur en justice, possibilité pour celui-ci d'être entendu seul et autorisation pour le juge de désigner une autre personne que celle choisie par l'enfant s'il lui paraît que le choix n'est pas conforme aux intérêts du mineur ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 93 du Gouvernement - (p. 3772) : s'oppose à l'amendement n° 71 de M. Charles Lederman (possibilité pour l'enfant d'être assisté par un avocat de son choix sous réserve pour celui-ci de n'être pas intervenu pour une autre partie dans la procédure) - **Art. 26 quater** (*audition du mineur en justice*) : son amendement de suppression pour coordination ; adopté - **Art. 26 quinquies** (*désignation d'un administrateur ad hoc pour représenter l'enfant en justice*) : son amendement rédactionnel n° 45 ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 87 de M. Claude Estier - **Art. 27 A** (*accomplissement par le mineur délinquant d'une activité de réparation*) (p. 3773) : son amendement de suppression n° 46 ; adopté - **Art. 27** (*abrogations*) : son amendement de coordination n° 47 ; adopté - **Art. 29** (*application de la loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte*) : son amendement n° 48 : suppression de la mention de l'extension au territoire de la Polynésie française des dispositions de ce texte ; adopté - **Après l'art. 29** : s'oppose à l'amendement n° 96 du Gouvernement (détermination par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application de la présente loi) - **Art. 30** (*entrée en vigueur de la loi*) (p. 3774) : ses amendements de coordination n° 49, n° 50 et n° 51 ; adoptés.

Deuxième lecture [n° 150 (92-93)] - (22 décembre 1992) - Rapporteur - Discussion générale (p. 4679) : navette parlementaire - Règles de l'état civil et procédure de changement de nom - (p. 4680) : juge aux affaires familiales et possibilité de renvoi de la cause à la formation collégiale - Audition du mineur en justice - Autorité parentale conjointe - **Art. 1^{er}** (p. 4681) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Charles Lederman (suppression du prénom du registre de l'état civil par le juge statuant en référé après un débat contradictoire avec les parents) - **Art. 2** (p. 4682) : son amendement n° 8 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 33 du Gouvernement (modification du patronyme des enfants majeurs avec leur consentement en cas de légitimation) - **Art. 4 ter** (*rectification administrative des actes de l'état civil*) (p. 4683) : actes d'état civil des Français de l'étranger - Nature des rectifications - **Art. 4 quinquies** (*légitimation des enfants naturels décédés sans descendants*) : son amendement n° 9 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 8** (p. 4684) : son amendement de suppression n° 10 ; adopté - **Art. 10** : son amendement de suppression n° 11 ; adopté - **Art. 15** : son amendement de suppression n° 12 ; adopté - **Art. 17** (p. 4685) : son amendement de suppression n° 13 ; adopté - **Art. 18** : son amendement n° 14 : rétablissement des

dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 19** (p. 4686) : son amendement de suppression n° 15 ; adopté - **Art. 23 quater** : son amendement n° 16 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 23 sexies** (p. 4687) : son amendement n° 17 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 23 septies A** (*preuve de la communauté de vie des parents lors de la reconnaissance de l'enfant*) : son amendement de suppression n° 18 ; adopté - **Art. 23 septies** : son amendement de coordination n° 19 ; adopté - **Art. 23 nonies** : son amendement n° 20 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 23 terdecies** (p. 4688) : son amendement de coordination n° 21 ; adopté - **Art. 24** : son amendement n° 22 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 25** (p. 4690) : ses amendements de conséquence n° 23 et n° 24 ; adoptés - **Art. 26** : son amendement n° 25 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Après l'art. 26** : accepte l'amendement n° 5 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (compétence du juge aux affaires familiales en matière d'aliments) - **Art. 26 bis** (p. 4691) : son amendement de suppression n° 26 ; adopté - **Art. 26 ter** : son amendement n° 27 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 26 quater A** (*aide juridictionnelle*) : son amendement n° 28 : possibilité pour le mineur d'être entendu avec un avocat ; adopté - **Art. 26 sexies A** (*assistance de l'enfant par un avocat*) (p. 4692) : son amendement de suppression n° 29 ; adopté - **Art. 26 sexies B** (*procédure applicable pour recueillir le consentement de l'enfant*) : son amendement de suppression n° 30 ; adopté - **Art. 27** : son amendement de coordination n° 31 ; adopté - **Art. 31** (*rapport d'information*) : son amendement de suppression n° 32 ; adopté.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 184 (92-93)] - (22 décembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** : son intervention présentée par M. Lucien Lanier (p. 4729, 4730).

DELANEAU (Jean), sénateur de l'Indre-et-Loire (UREI).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la commission des affaires économiques (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Juge suppléant de la Haute Cour de justice, puis juge titulaire (*JO Lois et décrets* du 28 octobre 1992).

Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes ; de nouveau membre de cette délégation (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992).

Membre titulaire du Conseil national de la cinématographie.

Membre titulaire du comité de l'éthique du loto sportif.

DÉPÔTS

Proposition de résolution, déposée avec MM. Michel Poniaowski et Philippe Nachbar, tendant à modifier le Règlement du Sénat pour l'application de l'article 88-4 de la Constitution [n° 20 (92-93)] (21 octobre 1992) - **Parlement**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France** [n° 227 (91-92)] - (16 janvier 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 235, 236) : immigration - Demandeurs d'asile - Avec la majorité du groupe de l'UREI votera le texte amendé par la commission.

- **Projet de loi relatif à la mise à disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipe-**

ment et à la prise en charge des dépenses de ces services [n° 412 (91-92)] - (20 octobre 1992) - **Art. 3 bis** (*retrait du département du parc de l'équipement*) (p. 2718) : absence de délai maximum pour régler le désengagement du parc de l'équipement.

- **Proposition de loi portant répartition des compétences dans le domaine du tourisme - Deuxième lecture** [n° 432 (91-92)] - (3 novembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2967) : avec le groupe de l'UREI, votera la proposition de loi.

DELEBARRE (Michel), ministre d'Etat, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (*JO Lois et décrets* du 3 avril 1992).

Ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives le 2 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (*JO Lois et décrets* du 3 avril 1992).

En qualité de ministre de la fonction publique

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Pierre Laffitte : **Services publics** (*Relocalisation des services publics*) (*JO Débats* du 15 mai 1992) (p. 1150).

DELELIS (André), sénateur du Pas-de-Calais (S).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 15 mai 1992) (p. 1155) - Ministère : Budget - **Révision des évaluations cadastrales - Cadastre**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités** [n° 356 (91-92)] - (11 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1594) : statuts des clubs professionnels ; attachement personnel au statut associatif « loi de 1901 » - Responsabilités des présidents de clubs - Se déclare favorable aux garanties d'emprunt par les collectivités territoriales - (p. 1595) : clubs de football - Formations sportives - Fédération française d'athlétisme - Sécurité dans les stades - Caractère prévisible de la catastrophe du stade de Furiani en Corse - Délinquance dans les stades - (p. 1596) : vote de ce projet de loi par le groupe socialiste.

DELEVOYE (Jean-Paul), sénateur du Pas-de-Calais (RPR).

Elu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion

du projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique du sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine, et modifiant le code de la santé publique (16 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage (18 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (18 décembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° 87 (92-93)] - Suite de la discussion** - (18 décembre 1992) - **Après l'art. 20** (p. 4319) : son amendement n° 97, soutenu par M. Jean Chérioux : garanties d'organismes susceptibles de mettre en oeuvre la retraite par rente pour les élus locaux ; adopté.

Nouvelle lecture [n° 173 (92-93)] - (22 décembre 1992) - **Art. 20 bis A (retraite par rente des élus locaux - supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 4716) : son amendement n° 1, soutenu par M. Alain Vasselle : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture dans une nouvelle rédaction ; adopté.

DELFAU (Gérard), sénateur de l'Hérault (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes ; de nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification ; de nouveau membre de cette délégation (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992) ; puis vice-président (*JO Lois et décrets* du 18 novembre 1992).

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé devant la Haute Cour de justice (*JO Lois et décrets* du 25 novembre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle et modifiant le code du travail (3 juillet 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la validation d'acquis professionnels pour la délivrance de diplômes et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale (1^{er} juillet 1992).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 428 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail [n° 447 (91-92)] (24 juin 1992) - **Formation professionnelle et promotion sociale.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)]

considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Enseignement technique** [n° 57 (92-93)] tome 7 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail [n° 428 (91-92)]** - (3 juillet 1992) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 2413) : stagnation de l'apprentissage - Rémunération de l'apprenti - Modulation de la durée du contrat d'apprentissage - Protection de l'apprenti - **Loi d'orientation sur l'éducation - Négociation entre les partenaires sociaux - Procédure d'agrément - Apprentissage dans le secteur public - Formation en alternance - Alternance sous statut scolaire - Taxe d'apprentissage** - (p. 2414) : crédit d'impôt - Petites et moyennes entreprises, PME - Bassins d'emploi et de formation - Propose l'adoption de ce projet de loi - **Après l'art. 1^{er} A (concours de l'apprentissage aux objectifs éducatifs de la nation)** (p. 2421) : son amendement n° 21 : mention de l'obtention de titres professionnels homologués ; retiré - **Art. 1^{er} (adaptation de la durée du contrat au niveau de compétence de l'apprenti)** (p. 2424) : son amendement rédactionnel n° 22 ; adopté - **Après l'art. 4** (p. 2429) : son amendement n° 23 : prise en compte des spécificités locales dans les programmes de formation ; retiré - **Art. 5 (procédure d'agrément de l'entreprise)** (p. 2432) : son amendement n° 24 : adjonction à la demande d'agrément d'une évaluation de la capacité d'accueil de l'entreprise en matière d'apprentissage ; adopté - **Après l'art. 8** (p. 2440) : son amendement n° 25 : participation expérimentale de certains IUFM à la formation des enseignants en centres de formation d'apprentis, CFA, et des maîtres d'apprentissage ; adopté après modification par le sous-amendement n° 78 du Gouvernement.

- **Projet de loi relatif à la partie législative du livre premier (nouveau) du code rural [n° 263 (91-92)]** - (14 octobre 1992) - **Art. 1^{er} (livre 1^{er} (nouveau) du code rural : « l'aménagement et l'équipement de l'espace rural »)** - **Art. L. 112-4 du code rural (chartes intercommunales de développement et d'aménagement)** (p. 2619) : intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (introduction des dispositions de l'article 31 de la loi du 7 janvier 1983 quant au rôle du département dans l'équipement routier et à l'élaboration de son programme d'aide).

- **Conclusions du rapport de M. Michel Souplet, fait au nom de la commission des affaires économiques et du Plan sur sa proposition de loi (n° 509, 1991-1992) déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à rendre obligatoire l'addition de 5 p. 100 de carburant d'origine agricole aux carburants pétroliers [n° 26 (92-93)]** - (4 novembre 1992) - **Art. unique (obligation d'incorporation)** (p. 3028) : mise en cause de l'action du Gouvernement - Obligation d'incorporation favorable à une catégorie d'agriculteurs - Problème de la jachère - Coût financier supplémentaire.

- **Proposition de loi tendant à assujettir les carrières aux dispositions de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et à créer la commission départementale des carrières [n° 480 (91-92)]** - (5 novembre 1992) - **Après l'art. 2** (p. 3081, 3082) : se déclare opposé à l'amendement n° 4 de la commission (délai de recours) - **Art. 3 (généralisation du régime d'autorisation à toutes les exploitations de carrières ; commission départementale et schéma départemental des carrières)** - **Après l'art. 16-2 de la loi du 19 juillet 1976** (p. 3088) : se déclare opposé à l'amendement n° 9 de la commission (refus possible d'une nouvelle autorisation à l'exploitant qui n'aurait pas satisfait aux obligations de remise en état d'une ancienne carrière).

DELGA (François), sénateur du Tarn (NI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national d'ophtalmologie des quinze-vingts (*JO Lois et décrets* du 13 juin 1992).

Membre titulaire du Conseil national du syndrome immunodéficientaire acquis (*JO Lois et décrets* du 19 décembre 1992).

- Membre de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme jusqu'au 12 juin 1992.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail (22 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux relations entre les médecins et l'assurance maladie (24 juin 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 4 décembre 1992) (p. 3650) - Ministère : Agriculture - *Adaptation de la réforme de la PAC à la région Midi Pyrénées - Politique agricole commune (PAC)*.

Questions orales sans débat :

n° 445 (*JO Débats* du 11 juin 1992) (p. 1548) - Ministère : Agriculture - *Adaptation nationale et aux diverses régions agricoles de la réforme de la politique agricole commune* - (20 juin 1992) (p. 1902) : **Politique agricole commune (PAC)**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant le livre V du code de la santé publique et relatif à la pharmacie et au médicament** [n° 23 (91-92)] - (19 mai 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1273) : votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif aux relations entre les médecins et l'assurance maladie** [n° 393 (91-92)] - (24 juin 1992) - **Question préalable** (p. 1995) : avec les sénateurs non inscrits, votera la motion n° 2 de la commission, tendant à opposer la question préalable.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 485 (91-92)] - (2 juillet 1992) (p. 2365) : région Midi-Pyrénées - Département du Tarn - Irrigation - Indemnisation liée aux jachères - Industries agro-alimentaires animales - Gel dans le Tarn - (p. 2366) : viticulteurs.

- **Questions orales avec débat jointes : industrie du textile et de l'habillement** - (15 décembre 1992) - Intervient à propos des questions de MM. Maurice Schumann, Christian Ponchelet, Ivan Renar et Guy Allouche sur l'industrie du textile et de l'habillement (p. 4020, 4027).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique de sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine et modifiant le code de la santé publique** [n° 71 (92-93)] - (16 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4106) : dépistage du sida.

DELONG (Jacques-Richard), sénateur de la Haute-Marne (RPR).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes jusqu'au 1^{er} octobre 1992.

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Education nationale et culture - I - Education nationale - I - Enseignement scolaire** [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 11 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 485 (91-92)] - (2 juillet 1992) (p. 2373) : réforme de la politique agricole commune, PAC - Elevage laitier herbager - Plan d'accompagnement - (p. 2374) : développement du milieu rural - Environnement.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1992** [n° 89 (92-93)] - (18 décembre 1992) - **Après l'art. 52** (p. 4399) : son amendement n° 9, soutenu par M. Emmanuel Hamel : réduction de 75 % du droit de consommation sur dix litres d'alcool pur pour les récoltants familiaux de fruits bouilleurs de cru ; rejeté.

DEMERLIAT (Jean-Pierre), sénateur de la Haute-Vienne (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre de la commission des affaires économiques (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

Membre suppléant de la Commission nationale d'urbanisme (*JO Lois et décrets* du 15 octobre 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 16 octobre 1992) (p. 2681) - Ministère : Agriculture - *Relations entre la PAC et le GATT - Politique agricole commune (PAC)*.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux procédures de passation de certains contrats dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications** [n° 506 (91-92)] - (28 octobre 1992) - **Art. 1^{er} (contrats et organismes assujettis)** (p. 2901) : au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'amendement n° 1 de la commission (extension du champ d'application des nouvelles dispositions aux établissements publics ayant un caractère industriel et commercial).

DEMESSINE (Michelle), sénateur du Nord (C).

Elue sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (*JO Lois et décrets* du 21 novembre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique du sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine et modifiant le code de la santé publique (16 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage (18 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (18 décembre 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 18 décembre 1992) (p. 4202) - Ministère : Intérieur - Lutte contre la drogue - Drogues et stupéfiants.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage** [n° 514 (91-92)] - (4 novembre 1992) - Discussion générale (p. 2988) : chômage - (p. 2989) : protection des salariés - Faible intérêt des salariés pour le travail à temps partiel - Négociations - Transformation de temps plein en temps partiel - Tutorat - Absence de garantie pour les salariés - (p. 2990) : exonération des cotisations - Conséquences de la fiscalisation des cotisations employeurs sur les ménages - Assurance chômage - Place des femmes dans la société - Avec le groupe communiste, s'oppose à ce projet de loi - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 2996) : son amendement n° 27 : réduction de la durée du travail sans diminution de salaire ; rejeté - (p. 2997) : ses amendements n° 28, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudou : initiative du salarié ; et n° 29 : établissement d'une durée plancher pour le travail à temps partiel ; rejetés - (p. 2998) : ses amendements n° 30, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : remplacement de l'avis du comité d'entreprise par l'accord de celui-ci ; n° 31, soutenu par Mme Paulette Fost : possibilité de prévoir par convention ou accord collectif d'entreprises ou d'établissements des dispositions plus favorables au salarié ; n° 32, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudou : alignement du contrat à temps partiel sur les contrats à durée indéterminée ; rejetés - (p. 2999) : ses amendements n° 33 : mentions obligatoires du contrat ; et n° 34 : fractionnement de la durée quotidienne du travail ; rejetés - **Art. 1^{er}** (régimes légal et conventionnel des heures complémentaires - Art. L. 214-4-3 du code du travail) : son amendement n° 35 : impossibilité pour une convention de prévoir une mesure défavorable aux salariés ; rejeté - (p. 3000) : son amendement n° 36, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : suppression des alinéas prévoyant la diminution du délai de prévenance par voie de convention ; rejeté - **Après l'art. 1^{er}** (p. 3002) : ses amendements, soutenus par Mme Paulette Fost n° 37 : recours aux heures complémentaires ; et n° 38 : dérogation à la durée hebdomadaire de temps partiel ; rejetés - **Avant l'art. 2** : son amendement n° 39 : reprise d'une disposition de l'ordonnance du 26 mars 1982 relative à la prise en compte des effectifs à temps partiel pour déterminer le nombre de représentants du personnel ; rejeté - **Art. 2** (régime des heures complémentaires pour les contrats de travail conclus avant la date de promulgation de la loi) : son amendement de suppression n° 40 ; rejeté - **Art. 3** (institution d'un abattement sur les cotisations sociales patronales - Division nouvelle et art. L. 322-12 nouveau du code du travail) (p. 3003) : son amendement de suppression n° 41 ; rejeté - **Art. 4** (rétroactivité des dispositions relatives à l'abattement de cotisations sociales) (p. 3005) : son amendement de suppression n° 42, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet ; rejeté - **Après l'art. 4** (p. 3006) : son amendement n° 43, soutenu par Mme Paulette Fost : litige relatif au nombre d'heures de travail effectuées ; rejeté - **Art. 5** (conventions de prétraitements progressives) (p. 3007) : son amendement n° 44 : suppression du caractère modulable sur un an du temps partiel ; rejeté - **Art. 6** (institution de l'allocation unique dégressive - Art. L. 351-2 du code du travail) (p. 3009) : son amendement de suppression n° 45 ; rejeté - **Art. 7** (modalités d'attribution et de calcul de l'allocation unique dégressive) (p. 3010) : son amendement de suppression n° 46 ; rejeté - **Après l'art. 8** (p. 3011) : son amendement n° 47 : charge pour l'employeur de la contribution Delalande en cas d'absence de faute grave ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3015) : lacunes de ce texte - Rôle des négociations - Avec le groupe communiste, votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1993** [n° 55 (92-93)].

Discussion générale :

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3464) : déreglementation globale de la législation du travail - Chômage - Travail précaire - Destructuration du système de protection sociale - Crise des hôpitaux publics - Condamnation du projet de budget du travail et de l'emploi.

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique de sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine et modifiant le code de la santé publique** [n° 71 (92-93)] - (16 décembre 1992) - **Art. 2** (chapitre II (nouveau) du code de la santé publique : « Du comité de sécurité transfusionnelle et de l'Agence française du sang ») - Art. L. 667-8 du code de la santé publique (statut du personnel de l'Agence française du sang) (p. 4130) : soutient l'amendement n° 51 de Mme Marie-Claude Beaudou (appartenance du personnel à la fonction publique).

- **Projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage - Deuxième lecture** [n° 97 (92-93)] - (17 décembre 1992) - **Art. 1^{er}** (p. 4225) : son amendement n° 41, soutenu par M. Jean-Luc Bécart ; suppression de la dernière phrase du premier alinéa et des deuxième et troisième alinéas du texte présenté par l'article premier ; rejeté - **Après l'art. 1^{er}** (p. 4226) : son amendement n° 42, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : légalisation et rémunération des heures complémentaires réalisées au-dessus du plafond de l'horaire contractuel pendant les stages de formation ; rejeté - **Art. 3** (p. 4228) : son amendement de suppression n° 43, soutenu par M. Jean-Luc Bécart ; rejeté - **Art. 4 bis** (p. 4230) : son amendement n° 45, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : bénéfique du doute en faveur du salarié ; rejeté - **Art. 14** (protection des libertés individuelles et de la vie privée) : son amendement n° 46, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : droits des personnes et libertés individuelles et collectives ; devenu sans objet - **Art. 18** (intervention du délégué du personnel en cas d'atteinte au droit des personnes ou aux libertés individuelles) (p. 4235) : ses amendements, soutenus par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° 51 : droits des personnes et libertés individuelles ; et n° 52 : décisions prises à l'initiative de l'inspection du travail ; n° 53, soutenu par M. Jean-Luc Bécart ; et n° 54, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : suppression de la collaboration entre l'employeur et le délégué ; n° 55, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudou : versement de l'astreinte à la victime ; devenus sans objet - **Art. 21** (reclassement ou licenciement d'un salarié devenu physiquement inapte à son emploi) (p. 4237) : ses amendements n° 56 et n° 57, soutenus par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : versement du salaire au profit du salarié ; rejetés - **Art. 22** (révision des conventions et accords collectifs) (p. 4238) : son amendement n° 58, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : modalités de révision des négociations collectives ; rejeté - **Art. 23** (ouverture du droit d'opposition aux avenants conclus antérieurement à la promulgation de la loi) (p. 4238) : son amendement de coordination n° 59, soutenu par M. Jean-Luc Bécart ; rejeté.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° 87 (92-93)] - (17 décembre 1992) - **Art. 2** (statut des personnes pratiquant la vente par démarchage) (p. 4250) : son amendement n° 101, identique à l'amendement n° 7 de la commission : suppression du paragraphe 1 bis de l'article 2, supprimant la présomption de protection sociale et celle de contrat de travail existant entre les artistes et les organisateurs de spectacles ; adopté - **Art. 4** (procédure complémentaire de reconnaissance des maladies professionnelles, fondée sur une expertise individuelle) (p. 4252) : son amendement n° 102, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudou : maintien du caractère professionnel d'une maladie ; rejeté - (p. 4253) : ses amendements n° 103, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudou : composition du comité régional de reconnaissance des maladies professionnelles ; et n° 105, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : possibilité de contre-expertise ; rejetés - Son amendement n° 104, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : motivations de la décision portée à la connaissance des salariés ; devenu sans objet - (p. 4254) : son amendement n° 106, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : examen de la victime par le comité régional ; rejeté.

Suite de la discussion - (18 décembre 1992) - **Art. 25** (par priorité) (retransmission des compétitions de sport méca-

nique (p. 4279) : souhait d'un débat sur le sport et sur son financement - Avec le groupe communiste, ne participera pas au vote sur l'amendement n° 140 du Gouvernement (absence de poursuite jusqu'à l'entrée en vigueur de la réglementation européenne) - **Art. 15 (par priorité)** (*sanction des entraves à l'interruption volontaire de grossesse*) (p. 4284) : son amendement n° 113 : suppression des précisions relatives à la contraception et à l'avortement ; devenu sans objet - **Art. 16 (par priorité)** (*adaptation de l'interdiction de partage d'honoraires à l'exercice des professions médicales sous forme de société*) (p. 4290) : son amendement de suppression n° 114, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau ; rejeté - **Art. 17 (par priorité)** (*garanties concernant la mise en oeuvre de systèmes d'information dans les établissements de santé*) (p. 4292) : son amendement n° 115, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : inutilité du caractère nominatif des transmissions de données médicales ; adopté - **Art. 19 (par priorité)** (*exercice des activités de laboratoire d'analyse de biologie sous forme de société et réglementation de la sous-traitance dans ce secteur*) (p. 4295) : son amendement n° 116, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : suppression de la possibilité pour certaines formes de société d'exercice libéral d'exploiter un laboratoire d'analyse de biologie médicale ; rejeté - **Art. 6 (conditions de l'ouverture des activités de réassurance aux institutions de prévoyance)** (p. 4303) : son amendement de suppression n° 107, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau ; rejeté - **Art. 6 bis (transfert du portefeuille de contrats entre institutions de prévoyance)** (p. 4304) : son amendement de suppression n° 108, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau et identique à l'amendement de suppression n° 121 du Gouvernement ; rejeté - **Art. 6 ter (possibilité de subrogation des institutions de prévoyance dans les droits d'un assuré pour le paiement des prestations à caractère indemnitaire)** (p. 4304) : son amendement de suppression n° 109, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau ; rejeté - **Art. 6 quater (émission de titres participatifs par les institutions de prévoyance)** (p. 4305) : son amendement de suppression n° 110, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau ; rejeté - **Art. 9 (statut social des correspondants locaux de presse)** (p. 4306) : son amendement n° 111, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : priorité donnée à la volonté contractuelle des parties ; rejeté - **Art. 13 (tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles)** (p. 4308) : son amendement n° 112 : suppression du paragraphe III de l'article 13 prévoyant un abattement du montant des cotisations pour les employeurs au titre de l'année 1993 ; rejeté - **Art. 20 (réforme des conditions de garantie et d'exercice de la réassurance applicable aux mutuelles)** (p. 4318) : son amendement de suppression n° 117, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau ; rejeté.

Nouvelle lecture [n° 173 (92-93)] - (22 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4701, 4702) : extension de la couverture sociale - Chômage - Procédure des licenciements économiques - Dépenalisation de l'auto-avortement - Le groupe communiste se déterminera à l'issue des débats - **Art. 4** (p. 4703) : son amendement n° 4 : reconnaissance du caractère professionnel d'une maladie non désignée dans le tableau même si celle-ci n'a pas entraîné le décès ou une incapacité permanente ; rejeté - **Art. 15** (p. 4710) : son amendement n° 5 : suppression des références à la contraception et à l'avortement ; devenu sans objet - Associations pouvant se constituer partie civile - Droit de grève des personnels hospitaliers - **Art. 15 bis (dépenalisation de l'auto-avortement)** (p. 4711) : se déclare opposée à l'amendement de suppression n° 35 de la commission - **Art. 20 quinquies (bilan de compétence et action de formation professionnelle pour les personnes bénéficiant d'un congé parental d'éducation)** (p. 4718) : se déclare opposée à l'amendement n° 48 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 21 A (plan de reclassement des salariés licenciés)** (p. 4719) : ses amendements n° 6 : reclassement de l'ensemble des salariés de l'entreprise ; et n° 7 : suppression de la mention des mesures d'aménagement de la durée du travail dans la liste des dispositions pouvant figurer dans le plan de reclassement ; devenus sans objet - Au nom du groupe communiste, se déclare opposée à l'amendement de suppression n° 50 de la commission - **Art. 21 B (institution de commissions départementales de la formation professionnelle, de l'emploi et de l'apprentissage)** (p. 4722) : son amendement n° 8 : fréquence des réunions de la commission ; devenu sans objet - **Explication de vote sur**

l'ensemble (p. 4729) : au nom du groupe communiste, votera contre ce projet de loi.

DESCOURS (Charles), sénateur de l'Isère (RPR).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires sociales.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992) ; puis secrétaire (*JO Lois et décrets* du 9 octobre 1992).

- Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes ; de nouveau membre de cette délégation (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992).

Membre titulaire du Conseil national du bruit.

Membre titulaire de la Commission des comptes de la sécurité sociale.

Membre suppléant de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; de nouveau membre suppléant de cet office (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992).

- Membre de la commission d'enquête sur le système trans-fusionnel français en vue de son éventuelle réforme jusqu'au 12 juin 1992.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail (22 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux relations entre les médecins et l'assurance maladie (24 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale (14 octobre 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 393 (91-92)] relatif aux relations entre les professions de santé et l'assurance maladie, considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, après déclaration d'urgence [n° 419 (91-92)] (17 juin 1992) - **Sécurité sociale.**

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux relations entre les professions de santé et l'assurance maladie [n° 454 (91-92)] (25 juin 1992) - **Sécurité sociale.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution - **Sécurité sociale** (problèmes généraux et équilibre financier) - [n° 60 (92-93)] tome 1 (24 novembre 1992).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 78 (92-93)] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, relatif aux relations entre les professions de santé et l'assurance maladie [n° 127 (92-93)] (16 décembre 1992) - **Sécurité sociale.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 12 juin 1992) (p. 1568) - Ministère : Agriculture - **Problème de la jachère - Exploitations agricoles.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux relations entre les médecins et l'assurance maladie** [n° 393 (91-92)] - (24 juin 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1976) : infirmières - (p. 1977) : absence de réflexion globale - Charges pour les professions de santé - Réactions des professionnels de la santé - Dispositifs contradictoires - Ambiguïté des avenants à la convention nationale - Mécanisme de régulation et taux prévisionnel - Revalorisation tarifaire des actes - (p. 1978) : assurance vieillesse des médecins - Taux d'évolution - Risque d'effets non souhaités - Collèges électoraux pour l'élection des membres des unions professionnelles - Protection sociale et conjoncture économique - (p. 1979) : protection sociale complémentaire - Rapport de la Cour des comptes - Budget global - Défendra la motion tendant à opposer la question préalable - **Question préalable** (p. 1992) : sa motion n° 2, tendant à opposer la question préalable ; adoptée - Procédure de l'examen du texte à l'Assemblée nationale - Lacunes du texte - Difficulté d'amender - Taux prévisionnel.

- **Projet de loi relatif aux relations entre les professions de santé et l'assurance-maladie - Nouvelle lecture** [n° 78 (92-93)] - (21 décembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4611) : déficit de la sécurité sociale - (p. 4612) : maîtrise médicalisée des dépenses - Codage des actes et des pathologies - Références médicales opposables aux médecins - (p. 4613) : unions de médecins exerçant à titre libéral - Objectifs prévisionnels d'évolution des dépenses médicales - (p. 4614) : propose l'adoption de ce projet de loi modifié par les amendements de la commission - **Art. 2 (contenu de la convention nationale des médecins)** (p. 4617, 4618) : ses amendements, n° 1 rédactionnel ; n° 2 : coordination des interventions des médecins généralistes et des médecins spécialistes dans le respect du libre choix du malade ; et n° 3 de coordination ; adoptés - Accepte les amendements de M. Claude Huriet, n° 18 (mécanisme de maîtrise de l'évolution des dépenses médicales) et n° 19 (utilisation pour l'application de la convention des informations relatives à l'activité des praticiens : avis du comité national paritaire de l'information médicale) - **Art. 4 (dispositif de maîtrise médicalisée)** - **Art. L. 162-6-1 du code de la sécurité sociale (détermination des objectifs prévisionnels d'évolution des dépenses médicales, des tarifs d'honoraires et des références médicales nationales)** (p. 4619) : ses amendements, n° 4 et n° 5 : concertation avec les syndicats représentatifs des professions de santé concernées ; adoptés - **Art. L. 162-6-3 (sanctions financières dans le cas du non-respect des références médicales)** (p. 4620) : accepte les amendements de M. Claude Huriet, n° 21 et n° 22, modifiant la rédaction - **Art. 6 (organisation des unions)** : son amendement n° 6 : collège unique ; adopté - **Art. 7 (sélection des membres des unions)** : ses amendements, n° 7 : suppression de la limitation aux médecins conventionnés ; n° 8 : collège unique ; et n° 9 de coordination ; adoptés - **Art. 9 (financements des unions)** (p. 4621) : son amendement n° 10 : suppression de la limitation aux médecins conventionnés ; adopté - **Art. 16 (dispositions relatives au codage des actes et des pathologies)** - **Art. L. 161-28 du code de la sécurité sociale (missions des caisses nationales des régimes d'assurance-maladie en matière de collecte et de vérification des informations relatives à leurs bénéficiaires et aux prestations servies)** (p. 4622) : son amendement de précision n° 14 ; adopté - **Art. L. 161-29 (communication aux organismes d'assurance-maladie du numéro de code des actes effectués et des pathologies)** : accepte l'amendement n° 24 de M. Claude Huriet (objectifs de santé publique) - (p. 4623, 4624) : demande le retrait des amendements de M. Claude Huriet, n° 25 (transmission des données résultant du codage aux unions des médecins) et n° 26 (préservation du secret médical par la limitation de l'accès aux données nominatives issues du traitement automatisé) - **Art. L. 161-30 (comité national paritaire de l'information médicale)** : accepte l'amendement n° 27 de M. Claude Huriet (domaines de consultation du comité) - Ses amendements, n° 28 de coordination, et n° 29 : élaboration du codage des pathologies ; participation des médecins à l'exclusion des autres professions de santé ; adoptés - **Art. 17 (validation de dispositions prises en application de la convention du 9 mars 1990)** (p. 4625) : son amendement n° 16 : prolongation du délai ; adopté - **Avant l'art. 1^{er} (précédemment réservé)** (p. 4626, 4627) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 30 du Gouvernement (organisation de la maîtrise des

dépenses de soins infirmiers définie par la convention nationale des infirmiers conclue le 23 juillet 1992) - - **Art. 11 (adaptation aux centres de santé)** : son amendement de coordination n° 11 ; retiré.

DESIRE (Rodolphe), sénateur de la Martinique (apparenté au groupe S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution - **Départements d'outre-mer** [n° 58 (92-93)] tome 22 (24 novembre 1992).

Proposition de loi tendant à financer le développement économique des régions d'Outre-mer par de nouvelles ressources fiscales [n° 192 (92-93)] (23 décembre 1992) - **Départements d'outre-mer**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (10 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1506) : Union européenne - Départements d'outre-mer - Martinique - (p. 1507) : régime de la taxe de l'octroi de mer - Traité de Maastricht et déclaration relative aux régions ultrapériphériques - Blocs américain et japonais - Souhaite la ratification du traité de Maastricht.

- **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle** [n° 402 (91-92)] - (29 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 2171) : bilan du RMI dans les DOM-TOM - Situation économique et de l'emploi des DOM-TOM - Projet économique global en faveur des DOM-TOM.

- **Projet de loi relatif à l'octroi de mer** [n° 411 (91-92)] - (1^{er} juillet 1992) - **Discussion générale** (p. 2295) : réaménagement de l'octroi de mer - Ressources des communes - Législation européenne - Affectation des ressources produites par le nouvel octroi de mer - (p. 2296) : marché régional antillou-guyanais - Décisions de la cour de justice des communautés européennes - Avis favorable sur ce texte amendé par le Sénat - **Art. 1^{er} (opérations taxables)** (p. 2302) : se déclare opposé à l'amendement n° 35 de M. Jean-Luc Bécart (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 2 (exonérations)** (p. 2303) : son amendement n° 32 : diminution du délai d'intégration au grand marché antillo-guyanais ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1993** [n° 55 (92-93)].

Discussion générale :

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3463) : budget des DOM-TOM - Malaise profond des Antilles - Crise de l'économie - Déficit budgétaire des collectivités territoriales - Insuffisance de la décentralisation dans les DOM - (p. 3464) : crise bananière.

DIEULANGARD (Marie-Madeleine), sénateur de Loire-Atlantique (S).

Elue sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992) ; puis secrétaire (*JO* Lois et décrets du 9 octobre 1992).

- Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale (14 octobre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage (18 décembre 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 18 décembre 1992) (p. 4206) - Ministère : Premier ministre - *Construction navale* - *Constructions navales*.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage** [n° 514 (91-92)] - (4 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 2991) : travail à temps partiel et lutte contre le chômage - Aspirations des salariés - Surcoût du travail à temps partiel pour les entreprises - Négociations contractuelles - Exonérations de cotisations patronales - Prérétraites progressives - (p. 2992) : tutorat - Rapport d'évaluation du Gouvernement - Avec le groupe socialiste, votera le texte présenté - **Question préalable** (p. 2995) : interviens contre la motion n° 26 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Responsabilité du législateur face au chômage - **Art. 1^{er}** (*régimes légal et conventionnel des heures complémentaires* - *Art. L. 214-4-3 du code du travail*) (p. 3000) : se déclare opposée à l'amendement n° 48 de M. Jean Madelain (possibilité de modifier la limite d'heures complémentaires par voie d'accords de branches étendus ou d'accords d'entreprises) - (p. 3001) : sur l'amendement n° 6 de la commission (dispositions relatives à l'initiative du temps partiel par le salarié et introduction de garanties nouvelles en faveur des salariés), soutient le sous-amendement n° 24 de M. Claude Estier - **Art. 4** (*rétroactivité des dispositions relatives à l'abatement de cotisations sociales*) (p. 3005, 3006) : élaboration d'une loi rétroactive - Procédure parlementaire - Accord des partenaires sociaux sur l'assurance chômage - Avec le groupe socialiste, votera l'article 4 - **Art. 5** (*conventions de préretraites progressives*) (p. 3008) : mission de tutorat en dehors des heures de travail - Formation en alternance - **Art. 8** (*modalités de financement de l'allocation d'assurance chômage* - *Art. L. 351-3-1 du code du travail*) (p. 3011) : se déclare opposée à l'amendement n° 18 de la commission (suppression, à partir du 1^{er} janvier 1993, de toute référence à la contribution forfaitaire pour frais de dossiers) - **Art. 11** (*généralisation de la déclaration préalable d'embauche auprès des organismes de protection sociale* - *Art. L. 320 du code du travail*) (p. 3014) : sur l'amendement rédactionnel n° 22 de la commission, soutient le sous-amendement n° 25 de M. Claude Estier - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3016) : avec le groupe socialiste, se rejoints de la qualité des travaux sur ce texte - Importance de la politique contractuelle - Souhaite l'adoption de ce texte.

Deuxième lecture [n° 97 (92-93)] - (17 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4223) : amélioration du texte - Organisation d'ensemble du travail dans l'entreprise - Avantages de ce texte pour les salariés et les entreprises - Exonération des charges sociales patronales - Rôle des directions départementales du travail et de l'emploi - Importance de la négociation collective - Recrutement et respect des libertés individuelles des salariés - Rôle des comités d'établissement.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° 87 (92-93)] - (17 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4245, 4246) : prise en charge de la dépendance chez les personnes âgées - Absence de dispositions sur la revalorisation des retraites - Protection sociale des veuves et des divorcées - Accidents du travail - Vie associative - Dispositions relatives au logement - Publicité sur le tabac et manifestations sportives - **Après l'art. 35** (par priorité) (p. 4248) : intervient sur l'amendement

n° 144 de la commission (modalités de calcul des pensions de réversion).

Nouvelle lecture [n° 173 (92-93)] - (22 décembre 1992) - **Art. 15 bis** (*dépénalisation de l'auto-avortement*) (p. 4712) : se déclare opposée à l'amendement de suppression n° 35 de la commission - **Art. 19 sexies** (*proposition de dépistage de l'infection par le VIH à l'occasion des examens prénuptiaux et prénataux*) (p. 4715) : se déclare favorable à l'amendement n° 42 de la commission (nouvelle rédaction) - Information et prévention - **Art. 21 A** (*plan de reclassement des salariés licenciés*) (p. 4721) : intérêt des dispositions de cet article - Nécessité d'un effort de reclassement de la part des entreprises - **Art. 25** (*retransmission des compétitions de sport mécanique*) (p. 4723) : au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'amendement n° 54 de la commission (suppression de la possibilité pour la presse écrite d'assurer les reportages de ces mêmes épreuves de compétition) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4728, 4729) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi - Dépénalisation de l'auto-avortement - Problème du logement - Législation du travail.

DILIGENT (André), sénateur du Nord (UC) Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Juge titulaire de la Haute Cour de justice ; de nouveau juge titulaire (*JO Lois et décrets* du 28 octobre 1992).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art (21 décembre 1992).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 347 (*JO Débats* du 3 octobre 1991) (p. 2570) - Ministère : Education - *Lutte contre la drogue à l'école* - (*Réponse : JO Débats* du 27 juin 1992) (p. 2100) - *Drogues et stupéfiants*.

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la presse et l'audiovisuel** [n° 331 (91-92)] - (12 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1074) : information télévisée - Démocratie - Ethique - (p. 1075) : culture - Presse écrite - Recettes publicitaires - Concentration et pluralisme - Réforme - (p. 1076) : économie des entreprises de presse - Presse locale - Francophonie.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (10 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1514) : référendum français - Union européenne - Allemagne réunifiée - (p. 1515) : relations internationales - Lutte contre le trafic de la drogue - Fondateurs et étapes de la construction européenne - (p. 1516) : intégration des Français de naissance d'origine étrangère.

DOUBIN (François), ministre délégué au commerce et à l'artisanat.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (*JO Lois et décrets* du 3 avril 1992).

DOUBLET (Michel), sénateur de la Charente-Maritime (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre de la commission des affaires économiques (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

DREYFUS-SCHMIDT (Michel), sénateur du Territoire-du-Belfort (S).

Vice-président du Sénat.

Réélu vice-président du Sénat (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Juge titulaire de la Haute Cour de justice ; de nouveau juge titulaire (JO Lois et décrets du 28 octobre 1992) ; puis vice-président (JO Lois et décrets du 18 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission consultative des archives audiovisuelles de la justice (JO Lois et décrets du 16 avril 1992).

- Membre de la commission d'enquête sur le système transfrontalier français en vue de son éventuelle réforme jusqu'au 12 juin 1992.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République (14 janvier 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature (15 janvier 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes (24 janvier 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens (3 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la Nation, l'Etat et la paix publique (24 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mise à la disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services (20 octobre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et à la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur (21 octobre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (3 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code civil et relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits (9 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives (10 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi portant réforme de la procédure pénale (11 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon (16 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales (22 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (16 janvier 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux (21 janvier 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives (18 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le titre IV du livre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire (21 décembre 1992).

INTERVENTIONS

En qualité de président de séance

- **Rappel au règlement, de M. Charles Lederman** - (22 avril 1992) (p. 723) : donne lecture de l'article 83 ter du règlement du Sénat et précise que la question de M. Charles Lederman a été portée à la connaissance du ministre compétent.

- **Hommage aux victimes de la catastrophe du stade de Furiani** (6 mai 1992) (p. 1002).

- **Lecture du décret du 1^{er} juillet 1992 décidant de soumettre au référendum conformément à l'article 11 de la Constitution, un projet de loi autorisant la ratification du traité sur l'Union européenne** (1^{er} juillet 1992) (p. 2325).

- **Rappel au règlement de M. Emmanuel Hamel** - (20 octobre 1992) (p. 2698, 2699) : rendra compte du rappel au règlement de M. Emmanuel Hamel relatif à la concomitance des réunions de commission et de la séance publique au nouveau Président du Sénat, et souhaite que les présidents de commission coordonnent les réunions de leur commission.

En qualité de sénateur

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 117 (91-92)]** - (9 janvier 1992) - **Art. 16 (consultation des électeurs de la communes)** (p. 64, 65) : sur l'amendement n° 206 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (nouvelle rédaction de l'article L. 125-1 du code des communes : substitution du mot « habitants » au mot « électeurs »), soutient le sous-amendement n° 263 de M. René Régnault.

Suite de la discussion - (14 janvier 1992) - **Après l'art. 56 terdecies** (p. 154) : son amendement n° 248, soutenu par M. Jacques Habert : harmonisation des dispositions applicables au détachement des personnels de la fonction publique territoriale auprès des parlementaires avec celles relatives aux fonctionnaires de la fonction publique hospitalière ; adopté.

- **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 227 (91-92)]** - (16 janvier 1992) - **Art. 3 (obligations et responsabilité**

du transporteur) (p. 217, 218) : se déclare favorable aux amendements de M. Claude Estier n° 11 (choix de l'autorité judiciaire pour prononcer l'amende) et de coordination n° 12 et n° 13 - **Art. 5** (*reconduite à la frontière*) (p. 220) : soutient l'amendement n° 14 de M. Claude Estier (délai accordé à l'étranger auquel le récépissé de la demande de carte de séjour a été retiré) - (p. 221) : soutient l'amendement n° 15 de M. Claude Estier (initiative de la décision de reconduite à la frontière d'un étranger non ressortissant d'un Etat-membre de la Communauté économique européenne par le préfet de police de Paris ou le représentant de l'Etat dans le département) - **Art. 7 bis** (*maintien en zone de transit de l'étranger non admis et du demandeur d'asile*) (p. 233) : se déclare favorable à l'amendement n° 17 de M. Claude Estier (délai plus court assorti d'un contrôle de l'autorité judiciaire) - Zones de transit - Liberté - (p. 234) : décisions du Conseil constitutionnel.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux** [n° 183 (91-92)] - *Suite de la discussion* - (21 janvier 1992) - **Après l'art. 36** (p. 371) : son amendement n° 154 : remboursement des frais de sécurité sociale ; adopté.

- **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 243 (91-92)] - (22 janvier 1992) - **Discussion générale** (p. 393) : rôle des associations et de la police.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux** - *Nouvelle lecture* [n° 246 (91-92)] - (24 janvier 1992) - **Art. 37** (*prestations versées en cas d'accident survenu dans l'exercice des fonctions*) (p. 491) : son amendement n° 17, soutenu par M. Guy Allouche : nouvelle rédaction de cet article ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

- **Projet de loi relatif à la responsabilité du fait des vols, pertes et détériorations des objets déposés dans les établissements de santé et certains établissements sociaux ou médico-sociaux, et à la vente des objets abandonnés dans ces établissements** [n° 475 (90-91)] - (15 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 649) : incapables majeurs - Avis favorable du groupe socialiste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens** - *Deuxième lecture* [n° 212 (91-92)] - (22 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 743) : coût des amendes - Peines maximum - (p. 744) : périodes de sûreté - Interdiction du territoire - Vol simple - Vandalisme - Travaux d'intérêt général - Insolvabilité - **Art. unique** (*les dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et des délits contre les biens sont fixées par le livre III annexé à la présente loi*) (réservé jusqu'après l'examen des articles du code pénal qui y sont annexés) - **Art. 301-3 du code pénal (vol simple)** (p. 745) : se déclare opposé à l'amendement n° 1 de la commission (peine maximale) - **Art. 301-4 (vol aggravé)** (p. 747) : avec le groupe socialiste, s'abstiendra sur l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement de la notion de vandalisme) - **Art. 301-5 (vols aggravés - sanctions du vol aggravé par des violences ayant entraîné une incapacité totale de travail pendant plus de huit jours)** : se déclare opposé à l'amendement n° 42 de M. Charles Lederman (suppression de la période de sûreté) - **Art. 301-12-1 (interdiction du territoire français)** (p. 749) : sur l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement du texte prévoyant le prononcé obligatoire de l'interdiction du territoire à l'encontre des étrangers coupables de vol grave), son sous-amendement n° 51 ; rejeté - **Art. 302-8-1 (interdiction du territoire)** (p. 751) : sur l'amendement n° 6 de la commission (rétablissement de l'article supprimé par l'Assemblée nationale), son sous-amendement n° 52 ; rejeté - (p. 752) : se déclare opposé à l'amendement n° 6 de la commission (rétablissement de l'article supprimé par l'Assemblée nationale) - **Art. 304-5 (organisation frauduleuse de l'insolvabilité - incrimination et peines applicables)** (p. 755) : se déclare opposé aux amendements n° 12 et n° 13 de la commission (prévision des peines complémentaires pour le délit d'escroquerie en coordination avec celles prévues pour les délits précédents) - **Après l'art. 305-6-1** (p. 757) : sur l'amendement n° 16 de la commission (interdiction du territoire français à l'encontre des étrangers coupables de recel), son sous-amendement n° 53 ; rejeté - **Chapitre VI** (*des destructions,*

dégradations et détériorations) (p. 758) : se déclare opposé à l'amendement n° 17 de la commission (nouvelle rédaction de l'intitulé : « du vandalisme et des destructions, dégradations et détériorations ») - **Art. 306-2 (destructions, dégradations et détériorations volontaires dangereuses pour les personnes)** (p. 760) : se déclare opposé à l'amendement de précision n° 46 de M. Charles Lederman - **Art. 306-2-1 (destructions dangereuses pour les personnes avec circonstance aggravante)** : se déclare opposé à l'amendement n° 26 de la commission (maintien des peines prévues par le Sénat en première lecture et rétablissement de la période de sûreté obligatoire) - **Art. 306-5-1 (interdiction du territoire)** (p. 764) : sur l'amendement n° 33 de la commission (rétablissement du texte supprimé par l'Assemblée nationale), son sous-amendement n° 54 ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 767) : vandalisme - Période de sûreté - Commission mixte paritaire - Interdiction du territoire - Avec le groupe socialiste, se prononce contre le texte ainsi amendé.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique** [n° 13 (91-92)] - (22 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 776) : intérêt de la réforme - (p. 777) : avec le groupe socialiste, suivra le Gouvernement.

Suite de la discussion - (23 avril 1992) - **Question préalable** (p. 791) : intervient contre la motion n° 151 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - **Terrorisme** - **Art. 1^{er}** (*les dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique, sont fixées par le livre IV annexé à la présente loi (réservé jusqu'après l'examen des articles du code pénal qui y sont annexés)*) - **Titre I^{er}** (*des atteintes aux intérêts fondamentaux de la nation*) - **Art. 410-1 du code pénal (intérêts fondamentaux de la Nation)** (p. 793) : se déclare opposé à l'amendement n° 1 de M. Charles de Cuttoli (protection des Français établis hors de France) - **Chapitre II** (*Des autres atteintes aux institutions de la République ou à l'intégrité du territoire national*) - **Section 3** (*De l'usurpation de commandement, de la levée de forces armées et de la provocation à s'armer illégalement*) - **Art. 412-8 (provocation à la guerre civile)** (p. 799) : se déclare opposé à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement du texte initial du Gouvernement) - **Chapitre III** (*Des autres atteintes à la défense nationale*) - **Section 2** (*Des atteintes au secret de la défense nationale*) - **Art. 413-10 (atteintes au secret de la défense nationale par le dépositaire d'un secret)** (p. 803) : s'abstiendra sur l'amendement n° 21 de la commission (incrimination de la divulgation) - **Chapitre IV** (*Dispositions particulières*) - **Art. 414-6 (interdiction du territoire français)** (p. 805) : se déclare opposé aux amendements de la commission n° 24 et n° 25 (caractère obligatoire de l'interdiction du territoire) - (suppression de la limitation de l'interdiction du territoire à certaines infractions) - **Demande de priorité** (p. 806) : demande l'examen en priorité de l'article 2 et de son amendement n° 149 - **Titre II** (*du terrorisme*) (p. 808) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 158 de M. Charles Lederman - **Procédure** - **Art. 2 (par priorité) (définition de l'arme)** (p. 810) : se déclare opposé à l'amendement n° 175 de M. Charles Lederman (restriction de la définition de l'arme par destination) - (p. 811) : se déclare opposé à l'amendement n° 148 de la commission (définition de l'arme simulée) - **Après l'art. 2 (par priorité)** : son amendement n° 149 : détention d'armes ; adopté - **Titre II (suite)** - **Chapitre II** (*Dispositions particulières*) - **Art. 422-1 (repentis ayant tenté de commettre un acte de terrorisme)** (p. 816) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 161 de M. Charles Lederman - **Art. 422-5 (interdiction du territoire français)** : se déclare opposé à l'amendement n° 31 de la commission (caractère obligatoire de l'interdiction du territoire en matière de terrorisme) - **Titre III** (*des atteintes à l'autorité de l'Etat*) - **Chapitre I^{er}** (*Des atteintes à la paix publique*) - **Section 1** (*De la participation délictueuse à un attroupement*) - **Art. 431-2 (participation d'une personne non armée à un attroupement)** (p. 820) : se déclare opposé à l'amendement n° 35 de la commission (aggravation de la sanction) - **Chapitre II** (*Des atteintes à l'administration publique commises par des personnes exerçant une fonction publique*) - **Section 3** (*Des manquements au devoir de probité*) - **Art. 432-12 (délit d'ingérence)** (p. 831) : se déclare opposé au 2° de l'amendement n° 150 de M. Charles Jolibois (délit d'ingérence) - **Petites communes** - **Chapitre III** (*Des atteintes à l'administration*

publique commises par les particuliers) - **Section 1** (De la corruption active et du trafic d'influence commis par les particuliers) - Après l'art. 433-3 (p. 836) : intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (corruption des médecins) - **Section 3** (De la rébellion) - Art. 433-5 (rébellion) (p. 839) : se déclare opposé à l'amendement n° 169 de M. Charles Lederman - Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (définition de la rébellion commise en réunion et de la rébellion armée) - Art. 433-6 (rébellion armée) (p. 840) : se déclare opposé à l'amendement n° 76 de la commission (aggravation des peines en cas de rébellion armée commise en réunion) - **Section 10** (Peines complémentaires et responsabilité des personnes morales) - Art. 433-18 (peines complémentaires) (p. 845) : se déclare opposé à l'amendement n° 90 de la commission (interdiction de séjour) - Après l'art. 433-19 : se déclare opposé à l'amendement n° 93 de la commission (interdiction du territoire) - **Chapitre IV** (Des atteintes à l'action de la justice) - **Section 1** (Des entraves à la saisine de la justice) - Après l'art. 434-1 (p. 847) : se déclare opposé à l'amendement n° 94 de la commission (incrimination de la non-dénonciation d'actes d'espionnage) - Défaut de dénonciation en cas de trahison ou d'espionnage - Art. 434-2 (défaut d'informer les autorités des sévices ou privations à mineurs ou à personnes spécialement vulnérables) : sur l'amendement n° 95 de la commission (définition des personnes vulnérables), son sous-amendement n° 179 ; rejeté - Art. 434-7-1 (corruption passive ou active dans une procédure judiciaire) (p. 848) : indépendance des magistrats - **Section 3** (Des atteintes à l'autorité de la justice) - Art. 434-22-1 (discrédit public sur une décision juridictionnelle) (p. 852) : liberté de la presse - Décision de justice - Se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 174 de M. Charles Lederman - **Titre IV** (Des atteintes à la confiance publique) - **Chapitre I^{er}** (Des faux) - Art. 441-4 (faux et usage de faux en écriture publique ou authentique) (p. 858) : se déclare opposé aux amendements de la commission n° 122 et n° 123 (aggravation de la peine) - Art. 441-8 (corruption en vue de l'établissement de faux certificats ou attestations) (p. 860) : intervient sur l'amendement de coordination n° 128 de la commission - Art. 441-11 (peines complémentaires) (p. 861) : interdiction de séjour et interdiction du territoire - Intervient sur l'amendement n° 131 de la commission (1°) peine de confiscation ; 2°) interdiction de séjour - Après l'art. 441-11 (p. 862) : se déclare opposé à l'amendement n° 132 de la commission (interdiction du territoire) - **Chapitre IV** (De la falsification des marques de l'autorité) - Après l'art. 444-7 (p. 865) : se déclare opposé à l'amendement n° 141 de la commission (interdiction du territoire français) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 867) : amendements répétitifs de la commission - Interdiction de séjour - Interdiction du territoire - Décisions de justice - Avec le groupe socialiste, votera contre le projet de loi.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - Suite de la discussion - (10 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1511) : défense commune - Validité du traité de Maastricht - Construction européenne - Réforme constitutionnelle - Amendements de l'Assemblée nationale - (p. 1512) : avis du Parlement sur les actes communautaires - Union économique et monétaire - Droit de vote et d'éligibilité des ressortissants communautaires aux élections municipales - Droit de vote de tous les étrangers aux élections locales - (p. 1513, 1514) : décision du Conseil constitutionnel - Fonctions de maire et élections sénatoriales - Loi organique relative au Sénat - Art. 1^{er} A (consécration constitutionnelle de la langue française comme langue de la République) (p. 1538) ; Parlement.

Suite de la discussion - (16 juin 1992) - Art. 2 (insertion dans la Constitution d'un titre XIV : « Des Communautés européennes et de l'Union européenne ») - Art. 88-2 de la Constitution (droit de vote et éligibilité aux élections municipales des ressortissants communautaires résidant en France) (p. 1709) : droit de vote et d'éligibilité des ressortissants de la Communauté aux élections municipales - Notion de citoyenneté élargie et intégration - Union européenne - (p. 1717) : sur l'amendement n° 14 de la commission (possibilité d'accorder aux seuls citoyens de l'Union résidant en France le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales et détermination des conditions d'application du présent article par une loi organique votée dans les mêmes termes par les deux assemblées), soutient les sous-amendements n° 45 et n° 46 de M. Claude

Estier - (p. 1722) : sur l'amendement précité n° 14 de la commission, soutient le sous-amendement n° 47 de M. Claude Estier - Loi organique et loi relative au Sénat - (p. 1727) : au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'amendement n° 14 de la commission (possibilité d'accorder aux seuls citoyens de l'Union résidant en France le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales et détermination des conditions d'application du présent article par une loi organique votée dans les mêmes termes par les deux assemblées) - Art. 88-3 de la Constitution (avis des assemblées parlementaires sur les propositions d'actes communautaires comportant des dispositions de nature législative) (p. 1732, 1733) : intervient sur l'amendement n° 19 de M. Claude Estier (détermination dans le règlement de chacune des assemblées des conditions dans lesquelles elles pourront étudier les propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement) - Résolution et avis - Délégation du Sénat pour les Communautés européennes - Intersession - Actes communautaires du « domaine de la loi » - A défaut d'adoption de l'amendement précité, le groupe socialiste votera l'amendement n° 15 de la commission (vote de résolution selon des modalités déterminées par le règlement de chaque assemblée) - Sur ce dernier, se déclare opposé au sous-amendement n° 17 de M. Jacques Genton.

- **Rappels au règlement** - (17 juin 1992) (p. 1757, 1758) : propos tenus en Conseil des ministres par M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, déclarant non conforme à la Constitution l'article 88-2 du projet de loi de révision constitutionnelle, tel qu'il a été voté après l'adoption d'un amendement du Sénat.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique - Deuxième lecture** [n° 361 (91-92)] - (24 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1947) : interdiction du territoire - Peines non appliquées - Décisions judiciaires - Art. 1^{er} (réservé jusqu'après l'examen des articles du livre IV du code pénal annexé) - Art. 413-10 du code pénal (p. 1950) : se déclare favorable à l'amendement n° 15 de la commission (sanction de la reproduction d'un document couvert par le secret de la défense nationale) - Avant l'art. 421-1 (p. 1951) : intervient sur l'amendement n° 2 de M. Charles Lederman (suppression du texte présenté pour la division « Titre II » et son intitulé) - Art. 433-6 (p. 1960) : se déclare opposé à l'amendement n° 30 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture) - Art. 433-17 (bigamie) : se déclare opposé à l'amendement n° 31 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture) - Art. 434-22-1 (p. 1962) : liberté de la presse - Se déclare opposé à l'amendement n° 33 de la commission (rétablissement du texte supprimé par l'Assemblée nationale) - Sur ce dernier, ses sous-amendements n° 47, n° 48 et n° 49 ; rejetés.

- **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution** [n° 433 (91-92)] - (25 juin 1992) - Après l'art. 3 (p. 2048) : ses amendements soutenus par M. Jean-Pierre Bayle n° 7 : institution et rôle du juge de l'exécution ; et n° 8 : prorogation de l'article 95 de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution ; retirés.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions générales du code pénal - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 256 (90-91)] - (7 juillet 1992) - **Discussion générale** (p. 2461 à 2463) : difficultés de réforme du code pénal - Montant des amendes - Responsabilité des personnes morales - Temps de parole - Avortement et loi Veil ; maintien du principe de l'incrimination mais suppression de la poursuite - Echelle des peines - Décisions judiciaires - Avec le groupe socialiste, votera le texte proposé.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 477 (91-92)] - (7 juillet 1992) - **Discussion générale** (p. 2487, 2488) : se déclare opposé à un vote négatif du texte - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2501) : concessions - Dépistage du SIDA - Avec le groupe socialiste, votera le texte issu des travaux de la CMP.

- **Projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et à la modification de certaines dispositions de**

droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur [n° 487 (91-92)] - (21 octobre 1992) - **Discussion générale** (p. 2752) : nouveau code pénal - Trafic de drogue - Cour d'assises professionnelle - Responsabilité des personnes morales - (p. 2753) : casier judiciaire des personnes morales - Fermeture d'établissements - Mesures de réparation imposées à un mineur - Entrave à l'action de la CNIL - Contraventions - Travaux du Parlement - Entrée en vigueur - (p. 2754) : mineurs - Travaux de la commission mixte paritaire - **Question préalable** (p. 2757) : auto-avortement - Nouveau code pénal - Organisations syndicales et ouvrières - **Après l'art. 16** (p. 2761) : se déclare favorable à l'amendement n° 91 du Gouvernement (possibilité d'une expertise psychologique) - **Après l'art. 67** (p. 2770) : se déclare opposé à l'amendement n° 15 de la commission (règle relative à la composition et au fonctionnement de la cour d'assises antiterroriste) - **Art. 68 (trafic de stupéfiants et proxénétisme)** (p. 2772) : intervient à propos des amendements identiques n° 122 de M. Charles Lederman et n° 16 de la commission (composition et fonctionnement de la cour d'assises) - **Art. 76 (aménagement de la période de sûreté)** (p. 2776) : se déclare opposé à l'amendement n° 19 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 103 bis (extrait du casier judiciaire d'une personne morale)** (p. 2780) : se déclare opposé à l'amendement n° 21 de la commission (insertion des condamnations à une peine d'amende, de confiscation ou d'affichage dans la liste des peines ne figurant pas au bulletin n° 2) - **Art. 104 bis (délivrance du bulletin n° 2 du casier judiciaire d'une personne morale)** (p. 2782) : intervient à propos des amendements de la commission n° 22 (administration chargée de l'assainissement des professions agricoles, commerciales, industrielles ou artisanales) et n° 23 (commission des opérations de bourse en ce qui concerne les personnes morales faisant appel public à l'épargne) et demande la réserve du vote de l'article 104 bis jusqu'au vote sur l'ensemble du projet de loi - **Art. 104 ter (communication du relevé intégral des mentions du bulletin n° 2 du casier judiciaire au représentant légal de toute personne morale justifiant de sa qualité)** (p. 2783) : intervient à propos de l'amendement de suppression n° 24 de la commission - **Après l'art. 110** (p. 2784) : se déclare opposé à l'amendement n° 28 de la commission (mécanisme de réhabilitation des personnes morales analogue à celui qui existe pour les personnes physiques) - **Art. 155 (atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation en temps de guerre) - Art. 476-7 du code de justice militaire (fait d'entretenir directement ou par intermédiaire des relations commerciales avec les ressortissants ou les agents d'une puissance en guerre avec la France)** (p. 2790) : intervient à propos de l'amendement n° 38 de la commission (fait d'entretenir des relations financières avec l'ennemi) - **Art. 185 (fermeture administrative des lieux ouverts au public pour infraction à la législation sur les stupéfiants)** (p. 2795) : se déclare opposé à l'amendement n° 44 de la commission (fermeture de l'établissement où l'infraction a été commise même s'il n'en était ni l'auteur, ni le complice) - **Art. 213 ter (entraves à l'action de la CNIL)** (p. 2800) : se déclare opposé à l'amendement n° 53 de la commission (réduction de la peine) - **Après l'art. 221** (p. 2804) : intervient à propos de l'amendement n° 90 de M. Charles de Cuttoli (funérailles et volonte du défunt) - **Art. 245 unvicies (adaptations)** (p. 2808) : numérotation latine - **Art. 249 (maintien du caractère délictuel des infractions punies d'une peine d'emprisonnement de deux à six mois)** (p. 2809) : son amendement de suppression n° 130 ; rejeté - **Après l'art. 260** (p. 2816) : se déclare favorable à l'amendement n° 85 de la commission (incrimination de déni de justice) - **Art. 262 (entrée en vigueur)** (p. 2819) : se déclare opposé à l'amendement n° 87 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Avant le titre I^{er}** (p. 2821) : intervient à propos de l'amendement n° 117 de M. Charles Lederman (auto-avortement) - **Rappel au règlement** (p. 2822) : article 43, alinéa 3, du règlement du Sénat - Invoque l'exception d'irrecevabilité à l'encontre des amendements du groupe communiste - (p. 2823) : se déclare opposé à l'amendement n° 120 de M. Charles Lederman (peine minimale en matière correctionnelle ou criminelle) - **Art. 104 bis (suite)** : se déclare favorable à l'amendement n° 129 du Gouvernement (suppression du dernier alinéa de cet article relatif aux personnes destinataires du bulletin n° 2).

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale [n° 3 (92-93)]** - (17 novembre 1992) - **Discussion générale**

(p. 3173, 3174) : examen du projet de loi - Garde à vue - Présence d'un avocat - Inculpation - (p. 3175) : mise en examen - Secret de l'instruction - Rôle de la presse - Collégialité - (p. 3176) : échevins - Intervention de non-professionnels - Mise en détention - Nullités - Débat contradictoire - (p. 3177) : privilèges de juridiction - Frais de justice.

Suite de la discussion - (18 novembre 1992) - **Art. 1^{er} A (constitution de partie civile des associations de lutte contre la délinquance routière et d'assistance aux victimes de cette délinquance)** (p. 3189) : se déclare opposé à l'amendement n° 338 du Gouvernement (substitution des mots de « les délits d'homicide ou de blessures involontaires » à ceux de « les infractions prévues par les articles L. 1^{er} et L. 19 du code de la route et des infractions d'homicide ou de blessures involontaires) - **Après l'art. 1^{er} A** : soutient l'amendement n° 224 de M. Claude Estier (application devant les juridictions pénales des règles de procédure civile relatives aux mesures d'instruction) - **Art. 1^{er} (contrôle de la garde à vue par le procureur de la République)** (p. 3201) : soutient l'amendement n° 324 de M. Claude Estier (contrôle des locaux de garde à vue) - **Art. 1^{er} bis (médiation pénale)** (p. 3202) : son amendement de suppression n° 15 ; adopté - **Art. 3 (garde à vue en cas d'infraction flagrante)** (p. 3203) : sur l'amendement n° 18 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), soutient les sous-amendements n° 225 et n° 227 de M. Claude Estier ; soutient les amendements n° 226 (suppression du deuxième alinéa de cet article proposé pour l'article 63 relatif aux personnes à l'encontre desquelles il n'existe aucun élément de nature à modifier l'exercice des poursuites) et n° 325 de M. Claude Estier (présentation de la personne gardée à vue) - **Art. 4 (information du gardé à vue sur ses droits) - Art. 63-1 du code de procédure pénale (obligation pour l'officier de police judiciaire d'informer immédiatement le gardé à vue des dispositions relatives à la garde à vue et de ses droits)** (p. 3209) : soutient l'amendement n° 327 de M. Claude Estier (fixation du modèle du document écrit d'information par décret en Conseil d'Etat) - **Art. 63-3 du code précité** (p. 3210) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 228 (possibilité pour la personne gardée à vue d'être examinée par un médecin désigné par le procureur de la République), n° 229 (substitution des mots de « son avocat, son conjoint, un membre de sa famille en ligne directe » à ceux de « un membre de sa famille ») n° 231 (médecin choisi sur une liste arrêtée par le procureur de la République), n° 329 (certificat médical établi par le médecin), n° 328 (possibilité pour le médecin désigné de prendre contact avec le médecin traitant de la personne gardée à vue) et n° 232 rédactionnel - **Après l'art. 63-4 du code précité** (p. 3219) : soutient l'amendement n° 238 de M. Claude Estier (cas de refus opposé à la personne gardée à vue de communiquer librement avec un avocat au motif qu'une prolongation n'est pas envisagée).

Suite de la discussion - (19 novembre 1992) - **Art. 5 (procès-verbaux d'audition)** (p. 3232) : soutient l'amendement n° 315 de M. Claude Estier (cas où le procureur ou le juge chargé de l'instruction s'opposerait à ce que la famille soit prévenue) - **Art. 9 (procès-verbaux des commissions rogatoires)** (p. 3235) : soutient l'amendement rédactionnel n° 239 de M. Claude Estier - **Après l'art. 10** (p. 3237) : soutient l'amendement n° 333 de M. Claude Estier (traitement de la personne gardée à vue) - **Art. 11 (désignation du juge d'instruction)** (p. 3239) : se déclare opposé à l'amendement n° 31 de la commission (désignation des juges adjoints sur la demande du juge chargé de l'information) - **Art. 12 (hypothèse où le tribunal ne compte qu'un seul juge d'instruction)** : intervient à propos de l'amendement n° 33 de la commission (suppression de la seconde phrase du texte présenté pour cet article pour l'article 83-1 du code de procédure pénale relatif à la présence d'un greffier auprès de chaque juge) - **Art. 15 (saisine du juge d'instruction, mise en examen et notification des charges) - Art. 80-1 du code de procédure pénale (réquisitoire)** (p. 3241) : soutient l'amendement n° 316 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 80-3 du code précité (ordonnance de notification de charges)** : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 319 (nouvelle rédaction de cet article) et n° 240 (suppression de la possibilité d'appel en cas de notification de charges) - **Après l'art. 15** (p. 3247) : soutient l'amendement n° 241 de M. Claude Estier (secret d'une mise en examen) - **Art. 16 (demande d'examen médical)** : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 242, rédac-

tionnel, et n° 243 (prescription de l'examen psychiatrique et de l'examen médico-psychologique par deux psychiatres et deux médecins) - **Art. 18** (*droits nouveaux reconnus aux parties*) (p. 3249) : intervient à propos de l'amendement n° 44 de la commission (diminution du premier délai à trois mois) - **Art. 19** (*information ouverte sur plainte avec constitution de partie civile*) (p. 3250) : soutient l'amendement n° 244 de M. Claude Estier (rôle du juge d'instruction qui fait connaître ses droits à la personne mise en examen) - **Art. 19 bis** (*constitution de partie civile*) (p. 3251) : soutient l'amendement de précision n° 245 de M. Claude Estier - **Art. 20** (*témoign assisté*) : soutient l'amendement n° 246 de M. Claude Estier (cas d'absence d'indices graves et concordants) - **Art. 22** (*auditions et confrontations ; communication du dossier*) (p. 3252) : soutient l'amendement n° 247 de M. Claude Estier (augmentation du délai à cinq jours) - p. (3253) : soutient l'amendement rédactionnel n° 248 de M. Claude Estier - Son amendement n° 51 : suppression du droit pour les personnes non assistées d'un avocat d'obtenir une copie des pièces et des actes du dossier ; adopté - Se déclare opposé à l'amendement n° 50 de la commission (rétablissement du texte initial) - **Art. 24** (*interrogation de première comparution*) (p. 3255) : soutient l'amendement rédactionnel n° 249 de M. Claude Estier - **Art. 27 bis** (*information des parties*) (p. 3256) : soutient l'amendement n° 250 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 28** (*communication aux parties des conclusions des experts*) (p. 3257) : soutient l'amendement rédactionnel n° 251 de M. Claude Estier - **Après l'art. 28** (p. 3260) : se déclare favorable à l'amendement n° 58 de la commission (demande au juge d'instruction de prononcer le renvoi devant la juridiction de jugement) - **Art. 32** (*droit d'appel reconnu aux parties*) (p. 3261) : soutient l'amendement n° 253 de M. Claude Estier (motivation de l'ordonnance du président de la chambre d'accusation) - **Art. 32 bis** (*secret de l'instruction*) (p. 3262) : soutient l'amendement de coordination n° 254 de M. Claude Estier - **Art. 32 ter** (*protection de la présomption d'innocence ; insertion d'une rectification ou diffusion d'un communiqué aux fins de faire cesser l'atteinte à la présomption d'innocence*) : soutient l'amendement n° 336 de M. Claude Estier (décision d'insertion du juge si le droit d'insertion forcée prévu à l'article 13 de la loi de 1881 n'est pas exercé) - **Art. 32 quater** (*publication de la décision de non-lieu*) (p. 3264) : intervient à propos de l'amendement n° 341-I du Gouvernement (restitution au juge d'instruction d'un pouvoir d'appréciation) - (p. 3266) : intervient à propos de l'amendement n° 67 de la commission (publication de la décision par le juge d'instruction en limitant celle-ci aux journaux périodiques ou services de communication audiovisuelle dans lesquels l'intéressé a été présenté comme coupable) - **Après l'art. 32 sexies** (p. 3270) : soutient l'amendement n° 257 de M. Claude Estier (délit de refus d'insertion) - **Art. 32 septies** (*action fondée sur une atteinte au respect de la présomption d'innocence*) (p. 3272) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 258 et n° 259 rédactionnels, et n° 260 (délai de prescription) - **Art. 32 octies** (*imputation susceptible de porter atteinte à l'honneur de la réputation d'une personne physique ou morale diffusée dans le cadre d'une activité de communication audiovisuelle*) (p. 3273) : soutient l'amendement n° 261 de M. Claude Estier (délai des actions) - **Art. 32 decies** (*journaliste entendu comme témoin*) (p. 3276) : sur l'amendement n° 75 de la commission (liberté pour le journaliste entendu comme témoin sur des informations recueillies dans l'exercice de son activité de ne pas en révéler l'origine), son sous-amendement n° 360 ; adopté - **Après l'art. 32 decies** (p. 3277) : sur les amendements du Gouvernement, se déclare opposé aux n° 345 (abrogation des troisième et quatrième alinéas de l'article 38 de la loi du 29 juillet 1881) et n° 347 (abrogation de l'interdiction faite à la presse de publier avant décision judiciaire toute information relative à des constitutions de partie civile) et favorable au n° 346 (abrogation des cas prévus aux paragraphes B et C de l'article 35 de la présente loi) - **Art. 34 bis** (*port de menottes*) (p. 3285) : soutient l'amendement n° 269 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 39** (*durée de la détention provisoire en matière correctionnelle*) (p. 3288) : soutient l'amendement n° 272 de M. Claude Estier (impossibilité de maintenir une personne en détention provisoire au-delà de deux ans) - **Après l'art. 41** (p. 3291) : soutient l'amendement n° 275 de M. Claude Estier (cas de l'inculpé placé sous contrôle judiciaire qui ne réside pas dans le ressort de la juridiction compétente) - (p. 3292) :

soutient l'amendement n° 276 de M. Claude Estier (cas d'un avocat qui n'exerce pas dans la ville où siège la chambre d'accusation) - **Titre V bis** (*des débats à l'audience de jugement*) (p. 3296) : intervient à propos de l'amendement de suppression n° 101 de la commission - **Après l'art. 53 quater** (p. 3298) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 296 (lecture au début des débats de la cour d'assises, non pas de l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation mais du réquisitoire définitif) et n° 297 (observations présentées par les avocats de la partie civile puis de la défense sur l'arrêt de renvoi) - **Art. 53 undecies** (*identité du prévenu et lecture de l'acte qui a saisi le tribunal*) (p. 3300) : intervient à propos de l'amendement de suppression n° 111 de la commission - **Avant l'art. 53 duodevices** (p. 3301) : soutient l'amendement n° 301 de M. Claude Estier (ordre dans lequel les parties en cause ont la parole).

Suite de la discussion - (20 novembre 1992) - **Titre V** (*du régime des nullités de l'information*) (p. 3315) : soutient l'amendement n° 278 de M. Claude Estier (suppression de cette division et de son intitulé) - **Art. 43** (*régime des nullités*) - **Art. 171 du code de procédure pénale (cas de nullité)** (p. 3317) : sur l'amendement n° 91 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), son sous-amendement n° 363 ; adopté - **Art. 174 du code précité (rôle de la chambre d'accusation)** (p. 3319) : soutient l'amendement rédactionnel n° 291 de M. Claude Estier - **Art. 44 (règlement de l'information)** (p. 3320) : soutient l'amendement rédactionnel n° 292 de M. Claude Estier - **Après l'art. 60 decies** (p. 3328) : sur l'amendement n° 134 de la commission (possibilité pour les mineurs de bénéficier d'une mesure ou d'une activité d'aide ou de réparation à l'égard de la victime dans l'intérêt de la collectivité), se déclare opposé au sous-amendement n° 358 du Gouvernement - **Art. 63 (constitution de partie civile abusive)** (p. 3330) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 304 (possibilité accordée à la personne ayant fait l'objet du non lieu de demander la publicité de l'audience) et n° 305, rédactionnel - **Art. 81 (droit fixe de procédure)** (p. 3332) : soutient l'amendement n° 307 de M. Claude Estier (suppression du droit fixe de procédure en matière d'ordonnance pénale) - **Art. 92 (composition de la commission chargée d'allouer l'indemnité pour détention provisoire abusive)** (p. 3335) : soutient l'amendement n° 309 de M. Claude Estier (présidence de la commission ou des formations qui la composent) - **Art. 94 (exécution d'une ordonnance pénale)** (p. 3337) : soutient l'amendement n° 311 de M. Claude Estier (délai de trente jours dans le cas où la lettre ne parvient pas à son destinataire) - **Art. 96 (recouvrement et réclamation)** (p. 3338) : soutient l'amendement rédactionnel n° 312 de M. Claude Estier - **Art. 97 (irrecevabilité constatée par le ministère public)** : soutient l'amendement n° 313 de M. Claude Estier (nécessité de signifier l'irrecevabilité) - **Art. 98 (prescription de la peine en matière d'amende)** (p. 3340) : soutient l'amendement n° 314 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction de cet article) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3350) : garde à vue - Droit de la presse - Nullités - Privilèges de juridiction - (p. 3351) : collégialité - Débat contradictoire - Avis défavorable du groupe socialiste sur le texte tel qu'il résulte des travaux du Sénat.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques [n° 10 (92-93)]** - (1^{er} décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3539) : lutte contre la corruption - Rapport Bouchery - Service central de prévention de la corruption - Financement des campagnes électorales et des partis politiques - (p. 3540) : biens sociaux - Plafond du financement des campagnes électorales - Répartition de l'aide publique - (p. 3541) : délégations de service public et entreprises étrangères - Déplora le conservatisme des commissions saisies et indique que le groupe socialiste soutiendra ce projet de loi.

Suite de la discussion - (2 décembre 1992) - **Après l'art. 9** (p. 3583) : se déclare favorable à l'amendement n° 240 de M. Charles Lederman (consultation des représentants du personnel et accord des organes dirigeants et associés pour les dons effectués par les personnes morales à un candidat) - **Art. 11 (communication du barème des prix et des conditions de vente des prestataires de service)** (p. 3590) : intervient sur l'amendement n° 120 de la commission (nouvelle rédaction du premier paragraphe de cet article relatif à l'application du prin-

cipe de transparence aux prestations de service) - Professions juridiques et judiciaires - Transparence des relations entre les annonceurs, les intermédiaires et les supports.

- **Projet de loi modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales** [n° 348 (91-92)] - (8 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3732) : inscription à l'état civil des enfants nés viables mais décédés avant leur déclaration - Légitimation possible des enfants décédés - Preuve de la filiation - Recherche en paternité - Accouchement secret - (p. 3733) : création et compétences du juge aux affaires familiales, JAF - Exercice de l'autorité parentale sur les enfants naturels - Reconnaissance de l'enfant avant l'âge de six mois - Contribution aux charges de ménage et obligation alimentaire - (p. 3734) : attachement à la collégialité en matière de divorce - Se déclare favorable à l'adoption de ce projet, sous réserve de certaines modifications - **Art. 1^{er}** (*libre choix des prénoms de l'enfant par les parents*) (p. 3743) : au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'amendement n° 67 de M. Charles Lederman (obligation de mentionner toute naissance en marge de l'acte de naissance de chacun des auteurs de l'enfant déclaré ou reconnu) - **Art. 4** (*actes de naissance et de décès de l'enfant né vivant et viable*) (p. 3748) : soutient l'amendement n° 74 de M. Claude Estier (établissement par l'officier d'état civil d'un acte d'enfant sans vie dès lors qu'aucun certificat médical n'est produit à l'appui de la naissance vivante et viable de l'enfant) - **Après l'art. 4** (p. 3750) : intervient sur l'amendement n° 62 de la commission (extension de la procédure de rectification des erreurs matérielles commises lors de la rédaction des actes de naissance et de mariage de toute personne née à l'étranger aux mentions qui sont apportées à ces actes) - (p. 3751) : abstention du groupe socialiste sur le sous-amendement n° 95 du Gouvernement à l'amendement n° 63 de M. Charles de Cuttoli (simplification administrative des rectifications des actes d'état civil des Français ayant vécu en Algérie ou dans les anciens territoires français d'outre-mer) - Soutient l'amendement n° 75 de M. Claude Estier (inscription sur le livret de famille des nouveaux époux, de l'enfant né et décédé avant le mariage) - **Art. 7 A** (*modification de terminologie*) (p. 3754) : abstention du groupe socialiste sur l'amendement n° 14 de la commission - **Après l'art. 8** : se déclare favorable à l'amendement n° 16 de la commission (ouverture à l'enfant majeur dans les deux années qui suivent sa majorité de l'action en rétablissement de la présomption de paternité) - **Art. 10** (*preuve judiciaire de la filiation légitime*) (p. 3755) : intervient sur l'amendement de suppression n° 18 de la commission - **Art. 15** (*suppression des cas d'ouverture de l'action en recherche de paternité naturelle*) (p. 3757) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 22 de la commission - **Art. 15 bis** (*action en recherche de paternité en cas de procréation médicalement assistée*) : soutient l'amendement n° 76 de M. Claude Estier (exercice des actions en contestation de la filiation ou en réclamation d'état lorsque le mari ou le compagnon de la mère n'a pas consenti à la procréation assistée ou lorsqu'il est soutenu que l'enfant n'est pas issu de celle-ci) - **Art. 18** (*preuve de la maternité naturelle*) (p. 3759) : sur l'amendement n° 25 de la commission (maintien des restrictions de l'action en recherche de la filiation mais suppression de la preuve par la possession d'état qui est désormais une preuve extra-judiciaire de la filiation naturelle), s'oppose au nom du groupe socialiste au sous-amendement n° 88 de M. Lucien Neuwirth - **Art. 19** (*action à fins de subsides et preuve de la non paternité*) (p. 3760) : se déclare opposé, au nom du groupe socialiste, à l'amendement de suppression n° 26 de la commission - **Art. 23 quater** (*exercice de l'autorité parentale après divorce*) (p. 3762) : sur l'amendement n° 27 de la commission (rôle du juge pour apprécier l'intérêt de l'enfant), se déclare favorable, au nom du groupe socialiste, au sous-amendement n° 91 du Gouvernement - **Art. 23 sexies** (*exercice de l'autorité parentale au sein des familles légitimes et naturelles*) : soutient l'amendement n° 78 de M. Claude Estier (conditions d'exercice en commun de l'autorité parentale pour les enfants naturels reconnus) - (p. 3764) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° 28 de la commission (exercice en commun de l'autorité parentale pour les enfants naturels reconnus) - **Art. 23 undecies** (*autorité parentale sur un enfant naturel*) (p. 3765) : soutient l'amendement n° 79 de M. Claude Estier (exercice de l'autorité parentale par la mère sauf à être exercée en commun par les

deux parents) - (p. 3766) : sur l'amendement n° 32 de la commission (contribution à l'entretien et à l'éducation à proportion de ses ressources et de celles de l'autre parent, du parent chez lequel les enfants ne résident pas habituellement en cas d'exercice en commun de l'autorité parentale), son sous-amendement n° 98 ; adopté - **Art. 23 terdecies** (*dispositions transitaires*) (p. 3767) : intervient sur l'amendement de coordination n° 33 de la commission - **Art. 24** (*le juge aux affaires familiales, juge de tous les divorces*) (p. 3767) : soutient l'amendement n° 81 de M. Claude Estier (compétence du juge aux affaires familiales dans tous les cas où elle est demandée par les avocats ou lorsqu'il ne s'agit que de constater l'accord des époux) - **Art. 25** (*transferts de compétences au profit du juge aux affaires familiales*) (p. 3769) : soutient l'amendement de coordination n° 82 de M. Claude Estier - **Après l'art. 25** : soutient l'amendement de coordination n° 85 de M. Claude Estier - Abstention du groupe socialiste sur l'amendement n° 41 de la commission (compétence du juge aux affaires familiales pour siéger au sein de l'instance collégiale en cas de renvoi) - **Art. 26** (*institution d'un juge aux affaires familiales*) (p. 3770) : soutient l'amendement de coordination n° 86 de M. Claude Estier - **Art. 26 bis** (*dispense d'avocat pour certaines affaires soumises au juge aux affaires familiales*) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 42 de la commission - **Art. 26 quinquies** (*désignation d'un administrateur ad hoc pour représenter l'enfant en justice*) (p. 3772) : sur l'amendement rédactionnel n° 45 de la commission, soutient le sous-amendement n° 87 de M. Claude Estier.

- **Projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et à la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 64 (92-93)] - (9 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3790) : malgré l'accord en CMP sur l'ensemble du nouveau code pénal, se déclare défavorable aux dispositions sanctionnant l'auto-avortement.

- **Projet de loi modifiant le code civil et relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits** - *Deuxième lecture* [n° 11 (92-93)] - (9 décembre 1992) - **Art. 1^{er}** (*de la responsabilité du fait de défaut de sécurité des produits*) - *Art. 1386-10 du code civil (causes d'exonération)* (p. 3823) : se déclare favorable à l'amendement n° 8 de la commission (suppression de l'exonération pour risques de développement).

- **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly, fait au nom de la commission des lois sur les propositions de résolution** (n° 20, 92-93) de M. Michel Poniatowski et plusieurs de ses collègues, (n° 36, 92-93) de M. Jacques Larché, (n° 47, 92-93) de Mme Hélène Luc et plusieurs de ses collègues, **tendant à modifier le règlement du Sénat pour l'application de l'article 88-4 de la Constitution** [n° 109 (92-93)] - (15 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4067) : travail de la commission des lois - Part importante prise par le groupe socialiste dans la réforme de la Constitution - Nécessité pour la délégation de rester dans la limite de ses missions - (p. 4068) : problème posé par la longueur des délais prévus pour l'examen des textes d'origine communautaire - **Art. 1^{er}** (*dispositions nécessaires à la mise en oeuvre de l'article 88-4 de la Constitution*) (p. 4075) : soutient l'amendement n° 11 de M. Claude Estier (possibilité pour la délégation pour les Communautés européennes de se saisir pour avis des propositions d'actes communautaires) - (p. 4080) : se déclare opposé à l'amendement n° 7 de M. Michel Poniatowski (suppression du quatrième alinéa du texte présenté par l'article 1^{er} pour l'article 73 bis du règlement du Sénat) - (p. 4081) : se déclare opposé aux amendements identiques, n° 4 de M. Jacques Genton et n° 8 de M. Michel Poniatowski (possibilité offerte au président de la délégation des communautés européennes de demander un examen en séance publique des textes communautaires) - (p. 4083) : intervient sur l'amendement n° 15 de Mme Hélène Luc (possibilité offerte à un président de groupe politique de demander l'inscription d'office d'une proposition de résolution ou d'une résolution de commission en séance publique) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4084) : le groupe socialiste ne prendra pas part au vote.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° 87 (92-93)] - (17 décembre 1992) - **Après l'art. 1^{er}**

(p. 4249) : son amendement n° 118 : compétence du tribunal d'instance en matière d'obligation alimentaire ; adopté.

Suite de la discussion - (18 décembre 1992) - **Art. 15 bis (par priorité) (dépenalisation de l'auto-avortement)** (p. 4271) : accord de la commission mixte paritaire sur le nouveau code pénal - Se déclare opposé aux amendements identiques de suppression n° 24 de la commission et n° 58 de la commission saisie pour avis - **Après l'art. 25 (par priorité)** (p. 4282) : sur l'amendement n° 5 de M. Michel Charasse (exclusion de la presse professionnelle du champ d'application de la loi relative à la publicité sur le tabac), son sous-amendement n° 146 ; retiré - **Demande de priorité** (p. 4285) : demande l'examen en priorité de l'article 8 bis - **Art. 8 bis (par priorité) (unification du régime des accidents de la circulation liés au travail)** (p. 4286) : nécessité d'un traitement identique pour les accidents de la circulation et les accidents de trajet - Proposition de loi de 1991, tendant à ouvrir de nouvelles possibilités de recours aux victimes de certains accidents du travail - (p. 4287) : souhaite des explications sur la position du Gouvernement en faveur de l'amendement de suppression n° 68 de M. Jacques Machet auquel il se déclare opposé et en demande le retrait - Rapport Dorion - (p. 4289) : nécessité de rétablir une égalité entre les salariés victimes d'un accident de la circulation.

- **Conclusions du rapport de M. Lucien Neuwirth**, fait au nom de la commission des lois, sur la **proposition de résolution** (n° 40, 92-93), déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à organiser les modalités d'une assistance juridique du Sénat au profit des collectivités locales** [n° 164 (92-93)] - (20 décembre 1992) - **Renvoi en commission** (p. 4514) : au nom du groupe socialiste, demande le renvoi en commission du texte de la proposition de résolution.

- **Projet de loi modifiant le code civil relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales - Deuxième lecture** [n° 150 (92-93)] - (22 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4680) : satisfaction du groupe socialiste de voir ses propositions retenues par le Sénat puis par l'Assemblée nationale - **Art. 1^{er}** (p. 4681, 4682) : se déclare favorable à l'amendement n° 6 de M. Charles Lederman (suppression du prénom du registre de l'état civil par le juge statuant en référé après un débat contradictoire avec les parents) - Prise en compte de l'intérêt de l'enfant ou d'un tiers - Possibilité pour les parents de choisir un autre prénom - **Art. 2 (changement de prénoms et de nom)** (p. 4683) : se déclare opposé à l'amendement n° 33 du Gouvernement (modification du patronyme des enfants majeurs avec leur consentement en cas de légitimation) - **Art. 4 quinquies (légitimation des enfants naturels décédés sans descendants)** : son amendement n° 1 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; retiré au profit de l'amendement identique n° 9 de la commission - **Art. 10** : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 11 de la commission - **Art. 18** (p. 4685) : se déclare opposé à l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - Système actuel prévu par le code de la santé - Filiation adoptive - **Art. 23 quater** (p. 4686) : se déclare opposé à l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 24** (p. 4688, 4689) : se déclare favorable à l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - Renvoi à une audience collégiale - Compétence du juge aux affaires familiales en matière de divorce - **Après l'art. 26** (p. 4690) : son amendement n° 5 : compétence du juge aux affaires familiales en matière d'aliments ; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 4693) : hommage aux rapporteurs des commissions des deux assemblées - Souhaite un accord en CMP.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 184 (92-93)] - (22 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4730, 4731) : compromis acceptable - Rapport du Gouvernement - Le groupe socialiste votera les conclusions de la CMP.

DUBOSCQ (Franz), sénateur des Pyrénées-Atlantiques (RPR).
N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.
- Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 15 mai 1992) (p. 1158) - Ministère : Intérieur - *Politique de sécurité intérieure - Sécurité publique.*

INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités** [n° 356 (91-92)] - (11 juin 1992) - **Art. 11 bis (conditions d'agrément des manifestations sportives par les fédérations délégataires)** (p. 1612) : son amendement n° 93, soutenu par M. Emmanuel Hamel : nouvelle rédaction ; adopté.

DUFAUT (Alain), sénateur de Vaucluse (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992) ; puis secrétaire (JO Lois et décrets du 9 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités (12 juin 1992).

DUMAS (Pierre), sénateur de la Savoie (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

DUMAS (Roland), ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères le 2 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

DÉPÔTS

- En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi autorisant la ratification du Traité d'amitié et de solidarité entre la République française et la République de Pologne [n° 248 (91-92)] (28 janvier 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 24 janvier 1992) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'adhésion au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires [n° 249 (91-92)] (28 janvier 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 24 janvier 1992) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'adhésion à l'accord relatif à un programme international de l'énergie (tel qu'amendé au 19 mai 1980) [n° 256 (91-92)] (12 février 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation de coopération et de développement économiques relatif à la protection sociale des membres du personnel employés par ladite organisation sur le territoire français, signé à Paris le 24 septembre 1991 [n° 257 (91-92)] (12 février 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation des statuts du Groupe d'étude international du cuivre [n° 267 (91-92)] (12 mars 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation des statuts du Groupe d'étude international de l'étain [n° 268 (91-92)] (12 mars 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation des statuts du Groupe d'étude international du nickel [n° 269 (91-92)] (12 mars 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992) - Traités et conventions.

Projet de loi relatif aux circonscriptions électorales pour l'élection des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger [n° 285 (91-92)] (9 avril 1992) - Français de l'étranger.

Projet de loi autorisant l'adhésion de la France à la convention pour la reconnaissance mutuelle des inspections concernant la fabrication des produits pharmaceutiques [n° 315 (91-92)] (30 avril 1992) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Emirats arabes unis relative à l'entraide judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale [n° 338 (91-92)] (13 mai 1992) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats unis du Mexique en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu [n° 339 (91-92)] (13 mai 1992) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière civile et commerciale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay [n° 340 (91-92)] (13 mai 1992) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble une déclaration) [n° 421 (91-92)] (17 juin 1992) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre la République française et les Emirats arabes unis sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole interprétatif) [n° 422 (91-92)] (17 juin 1992) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation du protocole au Traité sur l'Antarctique, relatif à la protection de l'environnement [n° 510 (91-92)] (20 août 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant la ratification du Traité entre la France et la Russie [n° 511 (91-92)] (20 août 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à la conciliation et à l'arbitrage au sein de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe [n° 193 (92-93)] (23 décembre 1992) - Traités et conventions.

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. François Louisy : **Départements et territoires d'outre-mer** (*Situation du BTP en Guadeloupe*) (JO Débats du 18 décembre 1992) (p. 4210).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - (2 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1421) ; historique - (p. 1422) ; répartition des compétences entre la Communauté et les Etats membres - Union économique et monétaire - Monnaie unique - Banque centrale européenne - Politique de défense et de sécurité commune - Démocratie - (p. 1423) ; droit de vote et d'éligibilité des ressortissants de la Communauté aux élections locales et européennes - Souveraineté nationale - Citoyenneté européenne - Situation économique et politique de la France - (p. 1446) ; référendum danois et refus de ratification du traité de Maastricht - (p. 1447) ; travaux du Sénat - (p. 1448) ; position du Gouvernement danois - (p. 1449) ; position de la présidence de la Communauté et de la présidence de la Commission de Bruxelles - Travaux du Sénat.

Suite de la discussion - (3 juin 1992) - **Rappel au règlement de M. Daniel Hoefel** (p. 1455 à 1457) ; référendum danois et refus de ratification du traité de Maastricht - Possibilité pour le Danemark de rejoindre ultérieurement l'Union européenne - Entrée en vigueur à onze du traité signé à douze - Modifications rédactionnelles - Poursuite du débat sur le projet de révision de la Constitution - Référendum - **Discussion générale** (p. 1460) ; poursuite du débat sur la révision constitutionnelle - Réunion des ministres des affaires étrangères à Oslo - Travaux du Sénat.

Suite de la discussion - (9 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1480) ; réunion des ministres des affaires étrangères à Oslo - Poursuite du processus de ratification du traité de Maastricht - Danemark - Référence explicite au traité signé à Maastricht - (p. 1481) ; poursuite du débat sur la révision constitutionnelle.

- **Rappel au règlement de M. Jean Simonin** - (11 juin 1992) ; cinquantième anniversaire de la bataille de Bir Hakeim et place de l'histoire dans l'enseignement primaire (11 juin 1992) (p. 1557).

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (11 juin 1992) - **Art. 2 (insertion dans la Constitution d'un nouveau titre XIV : « des Communautés européennes et de l'Union européenne »)** - **Art. 88-1 A de la Constitution (exercice en commun, librement consenti par les Etats, de certaines de leurs compétences)** (p. 1562) ; révision de la Constitution - Saisine du Conseil constitutionnel par le Président de la République - Amendement de l'Assemblée nationale - (p. 1563) ; réunion des douze ministres des affaires étrangères à Oslo - Poursuite à onze du traité négocié à douze - Jurisprudence du Conseil européen à propos de l'Europe sociale - (p. 1564) ; juristes - Danemark - Traité sur l'Union européenne - Accord du gouvernement danois pour poursuivre à onze le traité négocié à douze - Communiqué consécutif à la réunion des ministres des affaires étrangères à Oslo.

Suite de la discussion - (16 juin 1992) - **Art. 2 (insertion dans la Constitution d'un titre XIV : « Des Communautés européennes et de l'Union européenne »)** - **Art. 88-1 de la Constitution (transferts des compétences nécessaires à l'établissement de l'Union économique et monétaire et à la politique commune des visas)** (p. 1696) ; accepte l'amendement n° 44 de la commission (référence aux modalités du traité sur l'Union européenne signé le 7 février 1992) - **Art. 88-2 (droit de vote et éligibilité aux élections municipales des ressortissants communautaires résidant en France)** (p. 1704) ; élection au Parlement européen et élection municipale - Citoyenneté européenne - (p. 1705) ; élection sénatoriale - Loi organique -

(p. 1715) : s'oppose à l'amendement n° 14 de la commission (possibilité d'accorder aux seuls citoyens de l'Union résidant en France le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales et détermination des conditions d'application du présent article par une loi organique votée dans les mêmes termes par les deux assemblées), et sur ce dernier, au sous-amendement n° 42 de M. Charles Pasqua - (p. 1716) : intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (possibilité d'accorder aux seuls citoyens de l'Union résidant en France le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales et détermination des conditions d'application du présent article par une loi organique votée dans les mêmes termes par les deux assemblées) - Négociations du traité de Maastricht - Saisine du Conseil constitutionnel - (p. 1717) : sur l'amendement précité n° 14 de la commission, accepte les sous-amendements n° 45 et n° 46 de M. Claude Estier - (p. 1721) : sur l'amendement précité n° 14 de la commission, accepte le sous-amendement n° 40 de M. Ernest Cartigny - (p. 1725) : sur l'amendement précité n° 14 de la commission, accepte le sous-amendement n° 47 de M. Claude Estier - Loi organique et loi relative au Sénat - (p. 1726) : saisine du Conseil constitutionnel - Equilibre des institutions - **Seconde délibération - Art. 1^{er} A B (article additionnel)** (saisine du Conseil constitutionnel par soixante députés ou soixante sénateurs afin de statuer sur la constitutionnalité d'un engagement international) (p. 1734, 1735) : son amendement n° 1 : suppression de la saisine du Conseil constitutionnel pour le contrôle de constitutionnalité d'une proposition d'acte communautaire ou l'approbation de la proposition d'acte communautaire ; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 1739) : réunion du Parlement en Congrès - Ratification du traité de Maastricht - Construction de l'Union européenne.

DUMONT (Jean), sénateur des Deux-Sèvres (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes jusqu'au 1^{er} octobre 1992.

Délégué suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (JO Lois et décrets du 22 octobre 1992).

Membre suppléant de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

- Membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur les conditions dans lesquelles il a été décidé d'admettre sur le territoire français M. Georges Habache, dirigeant du Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.) (JO Lois et décrets du 23 avril 1992) ; puis vice-président (JO Lois et décrets du 30 avril 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 18 décembre 1992) (p. 4204) - Ministère : Affaires européennes - *Conséquences du Conseil européen d'Edimbourg* - Communauté économique européenne (CEE).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'élimination des déchets** ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement [n° 385 (91-92)] - (22 juin 1992) - Discussion générale (p. 1931) : forêts - Déchets ménagers - Déchets industriels - Données chiffrées - Déchets nucléaires - Décharges - Installations de traitement des déchets - Education du public - Collectes sélectives - Centres collectifs de traitement des déchets industriels - Communes - Moyens financiers - « Déchetteries » - Départements - Déchets hospitaliers - Infor-

mation du public - Fiscalité - Industries françaises de récupération des vieux papiers - Recyclage des emballages - Avis favorable du groupe de l'UREI sur ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques** [n° 10 (92-93)] - (1^{er} décembre 1992) - Avant l'art. 8 A (p. 3558) : son amendement n° 201 : possibilité pour les formations politiques présentant un candidat dans vingt circonscriptions de bénéficier des fonds publics ; rejeté.

DUPONT (Ambroise), sénateur du Calvados (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes ; de nouveau membre de cette délégation (JO Lois et décrets du 16 octobre 1992).

Membre titulaire du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (26 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'installation de réseaux de distribution par câble de services de radiodiffusion sonore et de télévision (26 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique (22 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art (21 décembre 1992).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Environnement** [n° 57 (92-93)] tome 3 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux** [n° 183 (91-92)] - (20 janvier 1992) - Art. 1^{er} (garanties accordées aux conseillers municipaux dans l'exercice de leur mandat) - Art. L. 121-38 du code des communes (crédits d'heures accordés au salarié membre d'un conseil municipal) (p. 287) : soutient l'amendement n° 133 de M. Marcel Lucotte (communes situées en zone de montagne).

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la presse et l'audiovisuel** [n° 331 (91-92)] - (12 mai 1992) - Discussion générale (p. 1076) : paysage audiovisuel français - Information - Indépendance politique des chaînes de télévision - La Cinq - ARTE - (p. 1077) : CSA - Réglementation - Financement - Radios FM - Câble - Ethique.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit** [n° 35 (92-93)] - (9 décembre 1992) - Discussion générale (p. 3833) : initiatives prises dans le domaine de la lutte contre le bruit par

M. Hubert Martin, ancien sénateur, ancien rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles sur l'environnement - Bruit et santé - Bruit en milieu urbain - (p. 3834) : bruit lié aux aéroports : annulation par le Conseil d'Etat des décrets de 1984 relatifs à la redevance pour atténuation des nuisances phoniques - Riverains des infrastructures de transport terrestre - Amélioration de l'isolation acoustique des logements d'habitation - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3872) : vote de ce projet de loi par le groupe de l'UREI.

- **Projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques** [n° 85 (92-93)] - (15 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4034) : altération des paysages par la révolution industrielle - Bref historique des lois votées pour la protection des monuments et des paysages - Nécessité d'assurer la qualité des paysages de demain - (p. 4035) : projet de loi faiblement novateur - Accroissement du rôle des architectes des Bâtiments de France - Collectivités locales négligées par le projet de loi - Atteinte au principe de la décentralisation - Exemple du golfe de Girolata en Corse - Exemple du tunnel du Somport - Volonté de voter ce projet de loi amendé par la commission des affaires économiques - **Art. 6** (*prise en compte du respect et de la mise en valeur du paysage par l'aménagement foncier rural*) (p. 4046) : son amendement n° 20 : prise en compte de la valeur écologique des surfaces apportées ; retiré - **Art. 6 bis** (*obligation de réaliser une étude comportant un volet environnemental et paysager*) (p. 4047) : son amendement n° 35 : création d'une bourse d'arbres ; retiré - **Art. 7** (*composition des commissions d'aménagement foncier*) (p. 4048) : son amendement n° 37 : précision sur le profil des personnes associées à la commission d'aménagement foncier ; retiré - **Après l'art. 12** (p. 4052) : soutient l'amendement n° 39 de M. Marcel Lucotte (taxation des commissaires enquêteurs et des membres des commissions d'enquête).

DURAND-CHASTEL (Hubert), sénateur des Français établis hors de France (NI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.
- Membre de la commission des affaires étrangères (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992) - Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992) puis secrétaire (*JO Lois et décrets* du 28 octobre 1992).
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (26 juin 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 421 (91-92)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble une déclaration) [n° 27 (92-93)] (28 octobre 1992) - **Traité et conventions**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 15 mai 1992) (p. 1141) - Ministère : Affaires étrangères - *Union européenne et Français de l'étranger* - Français de l'étranger.

Questions orales sans débat :

n° 411 (*JO Débats* du 18 avril 1992) (p. 687) - Ministère : Francophonie - *Bourses scolaires pour les élèves français des*

établissements d'enseignement français à l'étranger - (Réponse : *JO Débats* du 16 mai 1992) (p. 1194) - Français de l'étranger.

n° 414 (*JO Débats* du 29 avril 1992) (p. 923) - Ministère : Justice - *Délais de délivrance des certificats de nationalité aux Français résidant à l'étranger* - (Réponse : *JO Débats* du 16 mai 1992) (p. 1195) - Français de l'étranger.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique** [n° 13 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (23 avril 1992) - **Art. 1^{er}** (*les dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique, sont fixées par le livre IV annexé à la présente loi*) (*réserve jusqu'après l'examen des articles du code pénal qui y sont annexés*) - **Titre I^{er}** (*des atteintes aux intérêts fondamentaux de la nation*) - **Art. 410-1 du code pénal** (*intérêts fondamentaux de la nation*) (p. 793) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de M. Charles de Cuttoli (protection des Français établis hors de France).

- **Projet de loi modifiant le régime du travail dans les ports maritimes** [n° 349 (91-92)] - (26 mai 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1409) : au nom de la réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (9 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1485) : Union européenne - Corps de défense franco-allemand - Acte unique - Débat sur la révision constitutionnelle - Droit de vote et d'éligibilité des ressortissants de la Communauté aux élections municipales - Association du Parlement aux décisions communautaires - Association européenne de libre-échange, AELE - Agriculture - (p. 1486) : souhaite l'adoption du projet de révision constitutionnelle.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu** [n° 339 (91-92)] - (15 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1665).

- **Projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement - Deuxième lecture** [n° 362 (91-92)] - (22 juin 1992) - **Art. 6** (*définition du confinement*) (p. 1919) : se déclare, au nom de la réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe, favorable à l'amendement n° 3 de la commission (dossier d'information mis à la disposition du public).

- **Conclusions du rapport de M. Michel Souplet, fait au nom de la commission des affaires économiques et du Plan sur sa proposition de loi** (n° 509, 1991-1992) déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à rendre obligatoire l'addition de 5 p. 100 de carburant d'origine agricole aux carburants pétroliers [n° 26 (92-93)] - (4 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3022) : exonération de la taxe intérieure sur les produits pétroliers pour les biocarburants - Position des sociétés pétrolières - Ecotaxe proposée par la commission européenne - Position du congrès mondial de l'environnement de Rio Janeiro en faveur des biocarburants - Avantages des biocarburants - Votera les conclusions présentées par la commission des affaires économiques sur la proposition de loi - **Art. unique** (*obligation d'incorporation*) (p. 3029) : avec le groupe des non inscrits, votera la proposition de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble une déclaration)** [n° 421 (91-92)] - (12 novembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3128, 3129).

DURIEUX (Bruno), ministre délégué à la santé.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (*JO Lois et décrets* du 3 avril 1992).

ministre délégué au commerce extérieur le 3 juin 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (*JO Lois et décrets* du 4 juin 1992).

En qualité de ministre délégué au commerce extérieur

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 430 de M. Robert Vizet : **Fonction publique** (*Statut de l'Imprimerie nationale*) (*JO Débats* du 20 juin 1992) (p. 1895).

n° 434 de M. Robert Calmejane : **Catastrophes naturelles** (*Respect par les compagnies d'assurance des obligations découlant des arrêtés reconnaissant un état de catastrophe naturelle*) (*JO Débats* du 20 juin 1992) (p. 1896).

n° 438 de M. Adrien Gouteyron : **Routes** (*Travaux sur la route nationale 88 relatifs au franchissement de la vallée du Lignon*) (*JO Débats* du 20 juin 1992) (p. 1897).

n° 442 de M. Joël Bourdin : **Autoroutes** (*Décision relative au tracé de l'autoroute A 28*) (*JO Débats* du 20 juin 1992) (p. 1898).

n° 448 de M. Robert Vizet : **Communauté économique européenne (CEE)** (*Conséquences pour EDF-GDF des propositions de la Commission européenne pour le secteur de l'énergie*) (*JO Débats* du 20 juin 1992) (p. 1899).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'octroi de mer [n° 411 (91-92)] - Suite de la discussion** - (1^{er} juillet 1992) - **Discussion générale** (p. 2300, 2301) : situation des communes et des départements d'outre-mer - Délai de répartition de la dotation - Indice de progression de la dotation des communes - Marché guyano-antillais - Frais d'assiette - Décisions communautaires - Réforme sur les prix - Répartition de la dotation aux communes - Conseils régionaux - Nouvel octroi de mer - **Art. 1^{er} (opérations taxables)** (p. 2302) : s'oppose à l'amendement n° 35 de M. Jean-Luc Bécart (nouvelle rédaction de cet article) - Accepte le n° 2 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) et sur ce dernier, s'oppose aux sous-amendements n° 36 et n° 38 de M. Jean-Luc Bécart et n° 39 de M. Henri Bangou - **Art. 2 (exonérations)** (p. 2303) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 27 de M. Roger Lise et n° 32 de M. Rodolphe Désiré (diminution du délai d'intégration au grand marché antillo-guyanais) - (p. 2304) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 3 de la commission (exonérations décidées par les conseils régionaux) ainsi que pour le n° 19 de M. Roger Lise (valeur des marchandises introduites en franchise de taxes) - Accepte l'amendement n° 4 de la commission (suppression du paragraphe III relatif à l'exonération par les conseils régionaux de l'introduction de marchandises destinées à l'accomplissement des missions d'administration des collectivités locales et des établissements publics administratifs) - **Art. 3 (personnes assujetties)** (p. 2305) : accepte les amendements de la commission n° 5 et n° 6, rédactionnels et n° 7, de coordination - **Art. 10 (taux de l'octroi de mer)** (p. 2306) : accepte les amendements de la commission n° 8, rédactionnel et n° 9, de précision - (p. 2307) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 10 de la commission (délai pendant lequel il peut y avoir un niveau et un nombre de taux supérieur aux limites fixées par le projet de loi) et s'oppose aux amendements de M. Paul Moreau, n° 1 (fixation des exonérations) et n° 18 (possibilité de faire appel à une commission d'arbitrage en cas de contestation) - **Après l'art. 11** (p. 2309) : s'oppose aux amendements identiques n° 20 de M. Roger Lise et n° 33 de M. Serge Vinçon (institution d'un taux unique de prélèvement au profit de l'Etat pour les quatre départements) - **Art. 13 (modalités de constatation, de contrôle et de recouvrement de l'octroi de mer)** : son amendement n° 42 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - **Art. 14 (répartition du produit de l'octroi de mer)** (p. 2310) : accepte l'amendement rédactionnel

n° 11 de la commission - (p. 2311) : s'oppose à l'amendement n° 41 de M. Henri Bangou (prise en compte des cinq dernières années pour l'indexation des ressources) et accepte le n° 21 de M. Louis Virapoullé (indexation des ressources) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 14 de la commission - **Art. 15 (répartition de la dotation globale garantie)** (p. 2312) : accepte l'amendement n° 15 de la commission (transmission de la proposition au représentant de l'Etat dans la région) - (p. 2313) : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Roger Lise (caractère exécutoire de la délibération du conseil régional, passé ce délai) - **Art. 16 (fonds régional pour le développement et l'emploi)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 16 de la commission et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 24 de M. Roger Lise (affectation des ressources du fonds aux aides des communes en faveur du développement économique et de l'emploi dans le secteur productif et pour les investissements) - (p. 2314) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 25 de M. Roger Lise (précision des attributions des aides) et accepte l'amendement n° 17 de la commission (publication par le conseil régional d'un rapport sur l'utilisation du fonds qui rappelle les critères objectifs d'attribution et précise la répartition des aides) - **Art. 18 (abrogations et application de la loi)** (p. 2315) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 26 de M. Roger Lise et accepte les amendements n° 34 de M. Serge Vinçon (régime d'exonération fiscale et douanière dont bénéficient les îles du Nord, Saint-Barthélémy et Saint-Martin) et n° 31 de M. François Louisy (substitution des mots de « communes de » à ceux de « îles du Nord de la Guadeloupe »).

DURRIEU (Josette), sénateur des Hautes-Pyrénées (S).

Elue sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Délégué suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (*JO Lois et décrets* du 22 octobre 1992).

DUSSAUT (Bernard), sénateur de la Gironde (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

E

EGU (André), sénateur d'Ille-et-Vilaine (rattaché administrativement au groupe UC, puis UC),

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur les conditions dans lesquelles il a été décidé d'admettre sur le territoire français M. Georges Habache, dirigeant du Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.) (*JO Lois et décrets* du 23 avril 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique (22 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'installation de réseaux de distribution par câble de services de radiodiffusion sonore et de télévision (26 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la validation d'acquis professionnels pour la délivrance de diplômes et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale (1^{er} juillet 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités (12 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (26 juin 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 18 décembre 1992) (p. 4204) - Ministère : Collectivités locales - *Statut des communautés de communes - Communautés de communes.*

Questions orales sans débat :

n° 413 (*JO Débats* du 24 avril 1992) (p. 870) - Ministère : Education - *Pouvoir d'appréciation des architectes des bâtiments de France en matière d'urbanisme* - (Réponse : *JO Débats* du 27 juin 1992) (p. 2100) - Architecture.

EMIN (Jean-Paul), sénateur de l'Ain (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre de la commission des affaires économiques (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992) ; puis secrétaire (*JO Lois et décrets* du 9 octobre 1992).

- Membre titulaire de la Commission nationale d'urbanisme (*JO Lois et décrets* du 15 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux relations entre transporteurs routiers de marchandises donneurs d'ordres et sous-traitants (10 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du régime pétrolier (16 décembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 77 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif aux relations de sous-traitance dans le domaine du transport routier de marchandises [n° 91 (92-93)] (8 décembre 1992) - **Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux relations de sous-traitance dans le domaine du transport routier de marchandises [n° 149 (92-93)] (18 décembre 1992) - **Transports.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux relations de sous-traitance dans le domaine du transport routier de marchandises** [n° 77 (92-93)] - (10 décembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3917) : relations de sous-traitance dans le domaine du transport routier de marchandises - Conséquences de la grève des chauffeurs routiers de l'été dernier - Importance de l'essor du transport routier de marchandises depuis vingt ans - Existence d'une tarification routière obligatoire, TRO, jusqu'en 1986 - Effets néfastes de la concurrence - Permis à points - (p. 3918) : souhaite la modération des peines d'amende et la prévention des risques de délation - Rétablissement d'une concurrence harmonieuse - Dépôt de quatre amendements par la commission des affaires économiques - **Art. 4 (répression des donneurs d'ordres qui contractent à un prix insuffisant)** : son amendement n° 1 : abaissement à trois cent mille francs et en cas de récidive à six cent mille francs de l'amende sanctionnant les donneurs d'ordres qui contractent à un prix insuffisant ; adopté - (p. 3922) : son amendement n° 2 : suppression du 7^{ème} alinéa de cet article relatif à la possibilité pour le transporteur ou le loueur évincé en raison d'un prix trop bas de se porter partie civile ; rejeté - **Art. 5 (conditions de constatation des infractions)** (p. 3923) : son amendement rédactionnel n° 3 ; adopté - **Art. 6 (rapport sur l'application de la loi)** : son amendement n° 4 : définition des conditions d'application de la loi aux transports internationaux par décret en Conseil d'Etat ; adopté.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 149 (92-93)] - (20 décembre 1992) - Rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 4544) : accord en commission mixte paritaire, CMP - Fixation des niveaux de l'amende - Application de la loi aux transports intérieurs et aux contrats comportant à la fois des opérations de transport intérieur et de transport international - Application de la loi par décrets.

ESTIER (Claude), sénateur de Paris (président du groupe S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères ; en démissionne, puis membre de la commission des lois (*JO Lois et décrets* du 22 mai 1992) ; en démissionne, puis membre de la commission des affaires étrangères (*JO Lois et décrets* du 25 juin 1992).

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Vice-président de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes ; de nouveau membre de cette délégation, puis vice-président (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992).

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice (JO Lois et décrets du 25 novembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 511 (91-92)] autorisant la ratification du Traité entre la France et la Russie [n° 30 (92-93)] (28 octobre 1992) - *Traités et conventions*.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, et les membres du groupe socialiste, apparenté et rattachés administrativement, tendant à reconnaître le 16 juillet journée nationale de commémoration des persécutions et crimes racistes antisémites et xénophobes perpétrés par l'Etat français de Vichy [n° 73 (92-93)] (1^{er} décembre 1992) - *Anciens combattants et victimes de guerre*.

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 8 (JO Débats du 16 avril 1992) (p. 657) - Ministère : Premier ministre - *Politique générale du Gouvernement* - (Réponse : JO Débats du 17 avril 1992) (p. 672) - *Politique générale*.

INTERVENTIONS

- *Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France* [n° 227 (91-92)] - (16 janvier 1992) - *Art. 3 (obligations et responsabilité du transporteur)* (p. 215) : son amendement n° 11, soutenu par M. Guy Allouche : choix de l'autorité judiciaire pour prononcer l'amende ; rejeté - (p. 216) : ses amendements de coordination n° 12, soutenu par M. Guy Allouche et n° 13, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; retirés - *Art. 5 (reconduite à la frontière)* (p. 220) : son amendement n° 14, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : délai accordé à l'étranger auquel le récépissé de la demande de carte de séjour a été retiré ; rejeté - (p. 221) : son amendement n° 15, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : initiative de la décision de reconduite à la frontière d'un étranger non ressortissant d'un Etat-membre de la Communauté économique européenne par le préfet de police de Paris ou le représentant de l'Etat dans le département ; rejeté - *Art. 7 bis (maintien en zone de transit de l'étranger non admis et du demandeur d'asile)* (p. 227) : son amendement n° 17, soutenu par M. Guy Allouche : délai plus court assorti d'un contrôle de l'autorité judiciaire ; rejeté.

- *Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux* [n° 183 (91-92)] - (20 janvier 1992) - *Art. 1^{er} (garanties accordées aux conseillers municipaux dans l'exercice de leur mandat) - Art. L. 121-36 du code des communes (autorisations d'absence accordées aux salariés membres d'un conseil municipal)* (p. 279) : sur l'amendement rédactionnel n° 23 de la commission, son sous-amendement n° 135, soutenu par M. René Régnauld ; rejeté.

Suite de la discussion - (21 janvier 1992) - *Art. 17 (régime indemnitaire des élus municipaux)* (p. 322) : ses amendements, soutenus par M. René Régnauld, n° 137 : indemnités des élus qui siègent dans des structures de coopération des syndicats intercommunaux et des districts ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 19 ; et n° 136 : régime maladie, maternité, invalidité, retraite des élus qui exercent des responsabilités dans les structures de coopération ; retiré - (p. 323) : son amendement n° 138, soutenu par M. René Régnauld : possibilité d'un prélèvement forfaitaire et libératoire dont le taux est fixé chaque année par la loi de finances ; devenu sans objet - *Art. 17 (suite)* (p. 334) : son amendement n° 137, soutenu par M. René Régnauld ; devenu sans objet - *Art. 24 (indemnités des conseillers généraux) - Art. 14 de la loi du 10 août 1871 (régime indemnitaire des membres des conseils généraux)* : (p. 337)

son amendement n° 139, soutenu par M. René Régnauld : prélevement libératoire pour la fiscalisation des indemnités ; retiré - *Art. 35 (dotations particulières en vue du financement des charges spécifiques résultant de la présente loi)* (p. 366) : son amendement n° 140, soutenu par M. René Régnauld : nouvelle rédaction de cet article ; devenu sans objet - *Après l'art. 35* (p. 368) : son amendement n° 141, soutenu par M. René Régnauld : rapport annuel présenté par le Gouvernement au comité des finances locales sur les conditions d'application de l'article 35 de la présente loi ; adopté.

- *Conférence des présidents* - (7 février 1992) (p. 504) : au nom du groupe socialiste, votera contre les conclusions de la conférence des présidents - Commission d'enquête parlementaire.

- *Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement* [n° 251 (91-92)] - *Suite de la discussion* - (11 février 1992) - *Discussion générale* (p. 513) : report du débat sur la déclaration du Gouvernement - *Affaire Habache* - *Rôle de la presse* - (p. 514) : bilan gouvernemental - *Place de la France dans les relations internationales* - *Opinion publique*.

- *Questions orales avec débat jointes : politique générale du Gouvernement* - (16 avril 1992) - Présente sa question (p. 665, 666 et 677).

- *Projet de loi relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique* [n° 310 (91-92)] - (25 mai 1992) - *Discussion générale* (p. 1363) : décentralisation - *Bibliothèque de France - Bibliothèques* - *Salles de cinéma* - *Aide des communes et des départements aux exploitants de salles de cinéma* - *Bibliothèques municipales à vocation régionale* - *Limitation de l'octroi de subventions à certaines catégories de salles de cinéma* - *Achèvement du programme d'équipement prévu dans la dotation globale de décentralisation, DGD* - Favorable, au nom du groupe socialiste, au projet de loi en l'état - *Art. 2 (répartition des crédits transférés entre la dotation générale de décentralisation des départements et la dotation générale de décentralisation des communes)* (p. 1367) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé aux amendements identiques de suppression n° 2 de la commission et n° 11 de la commission saisie pour avis - *Explication de vote sur l'ensemble* (p. 1371) : regrette la suppression de l'article 2 - *Abstention du groupe socialiste lors du vote sur l'ensemble de ce projet*.

- *Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »* [n° 334 (91-92)] - *Suite de la discussion* - (3 juin 1992) - *Discussion générale* (p. 1458) : s'associe au rapporteur pour demander une suspension de séance - *Référendum danois et refus de ratification du traité de Maastricht* - *Entrée en vigueur à onze du traité signé à douze* - (p. 1459) : débat sur la révision constitutionnelle - *Réunion des ministres des affaires étrangères à Oslo*.

- *Conférence des présidents* - (5 juin 1992) (p. 1466) : au nom du groupe socialiste, indique qu'il souscrit totalement aux conclusions de la conférence des présidents relatives à la poursuite du débat sur le projet de révision constitutionnelle.

- *Projet de loi relatif au dépôt légal - Deuxième lecture* [n° 351 (91-92)] - (5 juin 1992) - *Discussion générale* (p. 1471) : travaux parlementaires - *Décrets d'application relatifs à l'étendue du dépôt légal et au mode de collecte des documents* - *Financement du dépôt légal* - *Le groupe socialiste votera le projet de loi tel qu'il a été voté par l'Assemblée nationale*.

- *Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »* [n° 334 (91-92)] - *Suite de la discussion* - (10 juin 1992) - *Art. 1^{er} A (consécration constitutionnelle de la langue française comme langue de la République)* (p. 1539, 1540) : son amendement n° 18 : inversion de la formulation ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 13 de la commission - *Francophonie* - *Sur l'amendement n° 13 précité, se déclare défavorable au sous-amendement n° 16 de M. Henri Goetschy* - *Après l'art. 1^{er} A* (p. 1546) : au nom du groupe socialiste, se déclare défavorable à l'amendement n° 25 de M. Charles Pasqua (saisine du Conseil constitutionnel par soixante députés ou soixante sénateurs afin de statuer sur la constitutionnalité d'un engagement international) - *Saisine du Conseil constitutionnel* - *Validité du traité de Maastricht*.

– **Projet de loi relatif à l'installation de réseaux de distribution par câble de services de radiodiffusion sonore et de télévision [n° 318 (91-92)]** - (15 juin 1992) - **Art. 4 (article 23 et 24 de la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990)** (p. 1687) : son amendement n° 13, soutenu par M. Jean-Pierre Bayle : fixation possible au-delà de deux ans des délais s'appliquant aux spécifications techniques d'ensemble ; adopté - **Après l'art. 4** : son amendement n° 14, soutenu par M. Jean-Pierre Bayle : modifications de la loi n° 66-457 du 2 juillet 1966 relative à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion ; rejeté.

– **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne » [n° 334 (91-92)]** - **Suite de la discussion** - (16 juin 1992) - **Art. 2 (insertion dans la Constitution d'un titre XIV : « Des Communautés européennes et de l'Union européenne »)** - **Art. 88-2 de la Constitution (droit de vote et éligibilité aux élections municipales des ressortissants communautaires résidant en France)** (p. 1717) : sur l'amendement n° 14 de la commission (possibilité d'accorder aux seuls citoyens de l'Union résidant en France le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales et détermination des conditions d'application du présent article par une loi organique votée dans les mêmes termes par les deux assemblées), ses sous-amendements n° 45 et n° 46, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; retirés - (p. 1719) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° 26 de M. Charles Pasqua (limitation du droit de vote des ressortissants de la Communauté aux seules élections européennes) - **Droit de vote et d'éligibilité des ressortissants de la Communauté aux élections municipales et traité de Maastricht** - (p. 1722) : sur l'amendement précité n° 14 de la commission, son sous-amendement n° 47, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; rejeté - **Art. 88-3 de la Constitution (avis des assemblées parlementaires sur les propositions d'actes communautaires comportant des dispositions de nature législative)** (p. 1728) : son amendement n° 19 : détermination dans le règlement de chacune des assemblées des conditions dans lesquelles elles pourront étudier les propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1736, 1737) : révision constitutionnelle - **Traité de Maastricht** - **Construction européenne** - **Union économique et monétaire** - **Citoyenneté européenne** - Le groupe socialiste votera l'adoption du projet de loi constitutionnelle.

– **Projet de loi sur la zone d'attente des ports et des aéroports et portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 386 (91-92)]** - (17 juin 1992) - **Art. 1^{er} (zone d'attente)** (p. 1767 à 1772) : ses amendements, soutenus par M. Guy Allouche, n° 1 : immédiate information de l'étranger de ses droits et de ses devoirs ; adopté ; n° 2 : réduction du délai d'intervention du juge judiciaire ; retiré ; n° 3, de conséquence, n° 4 : audience publique dans une salle aménagée sur l'emprise portuaire ou aéroportuaire et possibilité de prononcer le huis clos ; adoptés ; et n° 5 : possibilité pour les juges de vérifier sur place à tout moment les conditions du maintien en zone d'attente ; rejeté.

– **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « Des Communautés européennes et de l'Union européenne » - Congrès du Parlement** - (23 juin 1992) - **Explication de vote** (p. 5 et 6) : vote négatif du Danemark - **Adhésion de l'Irlande à la construction européenne** - **Marche progressive vers une union économique et monétaire et vers une monnaie unique**

– **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail** - **Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 441 (91-92)]** - (26 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 2077) : travaux de la CMP - **Qualité d'accueil des enfants mineurs** - **Situation des professionnels** - **Avis favorable du groupe socialiste sur ce projet de loi.**

– **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle [n° 402 (91-92)]** - (29 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 2165) : bilan du RMI - (p. 2166, 2167) : **Commission nationale d'évaluation du RMI** - **Aide aux jeunes** - **Loi Besson sur le logement** - **Disparité entre les départements** -

Contrats emploi-solidarité et de retour à l'emploi - **Volet insertion du RMI** - **Contribution « Delalande »** - **Licencement des salariés de plus de 55 ans** - **Régime de l'UNEDIC** - **Le groupe socialiste votera ce projet de loi** - **Art. 1^{er} (aménagement du dispositif d'insertion)** - **Art. 41 de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 (procédure de reports de crédits)** (p. 2193) : son amendement n° 129 : possibilité pour le préfet d'affecter à des actions d'insertion, après avis du conseil départemental d'insertion, une part des crédits non consommés ; rejeté - **Art. 42-4 (nature et échéancier du contrat)** (p. 2200) : son amendement n° 130, soutenu par Mme Maryse Bergé-Lavigne ; implication des intervenants locaux dans la mise en oeuvre de l'insertion ; rejeté - **Avant l'art. 43-5** (p. 2206) : son amendement n° 132, soutenu par M. François Louisy : suppression du mot « minimum » ; rejeté.

– **Projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités** - **Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 460 (91-92)]** - (30 juin 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2222) : travaux de la CMP - **Avis favorable du groupe socialiste sur ce projet de loi.**

– **Projet de loi relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique** - **Nouvelle lecture [n° 459 (91-92)]** - (30 juin 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2227) : action culturelle des collectivités locales - **Librairies** - **Avis défavorable du groupe socialiste sur ce texte ainsi amendé par le Sénat.**

– **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle [n° 402 (91-92)]** - **Suite de la discussion** - (30 juin 1992) - **Après l'art. 25 (par priorité)** (p. 2240) : son amendement n° 131, soutenu par M. Claude Pradille : titularisation des personnels non titulaires affectés à la mise en oeuvre du dispositif du RMI au cours des années d'expérimentation et en fonction à la date du renouvellement de la loi ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2260) : au nom du groupe socialiste, votera contre le projet de loi.

– **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail [n° 428 (91-92)]** - (3 juillet 1992) - **Après l'art. 10 bis** (p. 2444) : son amendement n° 36, soutenu par M. Jacques Bellanger : nouvelle rédaction de l'article L. 211-5 du code du travail et de l'article L. 58 du code des débits de boissons afin de permettre l'emploi des jeunes filles mineures dans les débits de boissons, et l'accès aux formations préparant au CAP café-brasserie ; adopté.

– **Projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage [n° 514 (91-92)]** - (4 novembre 1992) - **Art. 1^{er} (régimes légal et conventionnel des heures complémentaires)** - (Art. L. 214-4-3 du code du travail) (p. 3001) : sur l'amendement n° 6 de la commission (dispositions relatives à l'initiative du temps partiel par le salarié et introduction de garanties nouvelles en faveur des salariés), son sous-amendement n° 24, soutenu par Mme Marie-Madeleine Dieulangard ; adopté - **Art. 11 (généralisation de la déclaration préalable d'embauche auprès des organismes de protection sociale)** - (Art. L. 320 du code du travail) (p. 3014) : sur l'amendement rédactionnel n° 22 de la commission, son sous-amendement n° 25, soutenu par Mme Marie-Madeleine Dieulangard ; adopté.

– **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la France et la Russie [n° 511 (91-92)]** - (12 novembre 1992) - **Rapporteur** - **Discussion générale** (p. 3137, 3138).

– **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale [n° 3 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (18 novembre 1992) - **Après l'art. 1^{er} A** (p. 3189) : son amendement n° 224, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : application devant les juridictions pénales des règles de procédure civile relatives aux mesures d'instruction ; rejeté - **Art. 1^{er} (contrôle de la garde à vue par le procureur de la République)** (p. 3201) : son amendement n° 324, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : contrôle des locaux de garde à vue ; rejeté - **Art. 3 (garde à vue en cas d'infraction flagrante)** (p. 3203) : sur l'amendement

n° 18 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), ses sous-amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 225 ; adopté ; n° 227 ; rejeté - Ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 226 : suppression du deuxième alinéa de cet article proposé pour l'article 63 relatif aux personnes à l'encontre desquelles il n'existe aucun élément de nature à modifier l'exercice des poursuites ; et n° 325 : présentation de la personne gardée à vue ; devenus sans objet - **Art. 4 (information du gardé à vue sur ses droits)** - **Art. 63-1 (obligation pour l'officier de police judiciaire d'informer immédiatement le gardé à vue des dispositions relatives à la garde à vue et de ses droits)** (p. 3209) : son amendement n° 327, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : fixation du modèle du document écrit d'information par décret en Conseil d'Etat ; adopté - **Art. 63-3 du code précité (intervention d'un médecin si le gardé à vue le demande)** (p. 3210) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 228 : possibilité pour la personne gardée à vue d'être examinée par un médecin désigné par le procureur de la République ; n° 229 : substitution des mots de « son avocat, son conjoint, un membre de sa famille en ligne directe » à ceux de « un membre de sa famille » ; n° 231 : médecin choisi sur une liste arrêtée par le procureur de la République ; n° 329 : certificat médical établi par le médecin ; retirés ; n° 328 : possibilité pour le médecin désigné de prendre contact avec le médecin traitant de la personne gardée à vue ; et n° 232, rédactionnel ; rejetés - **Art. 63-4 du code précité (possibilité pour la personne gardée à vue de s'entretenir après vingt heures de garde à vue avec un avocat de son choix ou commis d'office par le bâtonnier)** (p. 3213) : son amendement n° 233, soutenu par Mme Françoise Seligmann : nouvelle rédaction de cet article ; devenu sans objet - Ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 234 : présence d'un avocat ; n° 235 ; droit pour la personne gardée à vue d'avoir un avocat ; n° 236 : cas où la personne gardée à vue n'a pas autorisé l'avocat à faire état de l'entretien ; et n° 237 : cas de refus opposé à la personne gardée à vue de communiquer librement avec un avocat au motif qu'une prolongation n'est pas envisagée ; devenus sans objet - **Après l'art. 63-4 du code précité** (p. 3219) : son amendement n° 238, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : possibilité pour le bâtonnier ou son délégué de se rendre sur les lieux de la garde à vue pour en constater les conditions ; adopté.

Suite de la discussion - (19 novembre 1992) - **Art. 5 (procès-verbaux d'auditions)** (p. 3232) : son amendement n° 315, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : cas où le procureur ou le juge chargé de l'instruction s'opposerait à ce que la famille soit prévenue ; rejeté - **Art. 9 (procès-verbaux des commissions rogatoires)** (p. 3235) : son amendement rédactionnel n° 239, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; rejeté - **Après l'art. 10** (p. 3237) : son amendement n° 333, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : traitement de la personne gardée à vue ; rejeté - **Art. 15 (saisine du juge d'instruction, mise en examen et notification des charges)** - **Art. 80-1 du code de procédure pénale (réquisitoire)** (p. 3241) : son amendement n° 316, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : nouvelle rédaction de cet article ; rejeté - **Art. 80-3 du code précité (ordonnance de notification de charges)** (p. 3246) : ses amendements soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 319 : nouvelle rédaction de cet article ; et n° 240 : suppression de la possibilité d'appel en cas de notification de charges ; devenus sans objet - **Après l'art. 15** (p. 3247) : son amendement n° 241, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : secret d'une mise en examen ; retiré - **Art. 16 (demande d'examen médical)** (p. 3248) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 242, rédactionnel ; adopté ; et n° 243 : prescription de l'examen psychiatrique et de l'examen médico-psychologique par deux psychiatres et deux médecins ; rejeté - **Art. 19 (information ouverte sur plainte avec constitution de partie civile)** (p. 3250) : son amendement n° 244, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : rôle du juge d'instruction qui fait connaître ses droits à la personne mise en examen ; retiré - **Art. 19 bis (constitution de partie civile)** : son amendement de précision n° 245, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; adopté - **Art. 20 (témoin assisté)** (p. 3251) : son amendement n° 246, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : cas d'absence d'indices graves et concordants ; adopté - **Art. 22 (auditions et confrontations ; communication du dossier)** (p. 3252) : son amendement n° 247, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : augmentation du délai à cinq jours ; adopté

- (p. 3253) : son amendement rédactionnel n° 248, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; adopté - **Art. 24 (interrogation de première comparution)** (p. 3255) : son amendement rédactionnel n° 249, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; adopté - **Art. 27 bis (information des parties)** (p. 3256) : son amendement n° 250, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - **Art. 28 (communication aux parties des conclusions des experts)** (p. 3257) : son amendement rédactionnel n° 251, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; devenu sans objet - **Art. 32 (droit d'appel reconnu aux parties)** (p. 3261) : son amendement n° 253, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : motivation de l'ordonnance du président de la chambre d'accusation ; adopté - **Art. 32 bis (secret de l'instruction)** (p. 3262) : son amendement de coordination n° 254, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt, retiré - **Art. 32 ter (protection de la présomption d'innocence ; insertion d'une rectification ou diffusion d'un communiqué aux fins de faire cesser l'atteinte à la présomption d'innocence)** : son amendement n° 336, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : décision d'insertion du juge si le droit d'insertion forcée prévu à l'article 13 de la loi de 1881 n'est pas exercé ; retiré - **Art. 32 quater (publication de la décision de non-lieu)** (p. 3264) : son amendement n° 255, soutenu par Mme Françoise Seligmann : désignation par le juge des supports de la publication ; retiré - **Avant l'art. 32 sexies** (p. 3269) : son amendement n° 320, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : sanction du refus de droit d'insertion ; devenu sans objet - **Après l'art. 32 sexies** (p. 3270) : son amendement n° 257, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : délit de refus d'insertion ; adopté - **Art. 32 septies (action fondée sur une atteinte au respect de la présomption d'innocence)** (p. 3271) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 258 et n° 259 rédactionnels, et n° 260 : délai de prescription ; devenus sans objet - **Art. 32 octies (imputation susceptible de porter atteinte à l'honneur de la réputation d'une personne physique ou morale diffusée dans le cadre d'une activité de communication audiovisuelle)** (p. 3272) : son amendement n° 261, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : délai des actions ; devenu sans objet - **Art. 32 nonies (perquisitions dans les locaux d'une entreprise de presse ou de communication audiovisuelle)** (p. 3273) : son amendement n° 262, soutenu par Mme Françoise Seligmann : domicile d'un journaliste salarié ; rejeté - **Art. 33 (chambre compétente pour ordonner le placement en détention provisoire)** (p. 3279) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 264 : prescription et prolongation de la détention provisoire ; n° 265 : chambre de la détention provisoire ; n° 266 : demandes de mise en liberté faites par des détenus provisoires ; n° 267 : modification de la dénomination ; et n° 268 de coordination ; devenus sans objet - **Art. 34 bis (port de menottes)** (p. 3285) : son amendement n° 269, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - **Art. 39 (durée de la détention provisoire en matière correctionnelle)** (p. 3288) : son amendement n° 272, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : impossibilité de maintenir une personne en détention provisoire au-delà de deux ans ; devenu sans objet - **Après l'art. 41** (p. 3291) : son amendement n° 275, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : cas de l'inculpé placé sous contrôle judiciaire qui ne réside pas dans le ressort de la juridiction compétente ; adopté - (p. 3292) : son amendement n° 276, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : cas d'un avocat qui n'exerce pas dans la ville où siège la chambre d'accusation ; adopté - **Après l'art. 53 quater** (p. 3298) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 296 : lecture au début des débats de la cour d'assises, non pas de l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation mais du réquisitoire définitif ; et n° 297 : observations présentées par les avocats de la partie civile puis de la défense sur l'arrêt de renvoi ; rejetés - **Avant l'art. 53 duodeviciés** (p. 3301) : son amendement n° 301, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : ordre dans lequel les parties en cause ont la parole ; adopté.

Suite de la discussion - (20 novembre 1992) - **Titre V (du régime des nullités de l'information)** (p. 3315) : son amendement n° 278, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de cette division et de son intitulé ; retiré - **Art. 43 (régime des nullités)** - **Art. 174 du code de procédure pénale (rôle de la chambre d'accusation)** (p. 3319) : son amendement rédactionnel n° 291, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; adopté - **Art. 44 (règlement de l'information)** (p. 3320) : son

amendement rédactionnel n° 292, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; adopté - **Art. 63** (*constitution de partie civile abusive*) (p. 3330) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 304 : possibilité accordée à la personne ayant fait l'objet du non-lieu de demander la publicité de l'audience ; et n° 305, rédactionnel ; adoptés - **Art. 70** (*liquidation des frais par ordonnance pénale du tribunal de police*) (p. 3331) : son amendement n° 306, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; suppression des mots « ainsi que la durée de la contrainte par corps » ; retiré - **Art. 81** (droit fixe de procédure) (p. 3332) : son amendement n° 307, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; suppression du droit fixe de procédure en matière d'ordonnance pénale ; retiré - **Art. 84** (*lecture des arrêts de la chambre d'accusation*) (p. 3334) : son amendement n° 308, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : maintien de la collégialité lors de la lecture de l'arrêt de la chambre d'accusation ; adopté - **Art. 92** (*composition de la commission chargée d'allouer l'indemnité pour détention provisoire abusive*) (p. 3335) : son amendement n° 309, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : présidence de la commission ou des formations qui la composent ; devenu sans objet - **Art. 94** (*exécution d'une ordonnance pénale*) (p. 3337) : son amendement n° 311, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : délai de trente jours dans le cas où la lettre ne parvient pas à son destinataire ; adopté - **Art. 96** (*recouvrement et réclamation*) (p. 3338) : son amendement rédactionnel n° 312, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; adopté - **Art. 97** (*irrecevabilité constatée par le ministère public*) : son amendement n° 313, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : nécessité de signifier l'irrecevabilité ; adopté - **Art. 98** (*prescription de la peine en matière d'amende*) : son amendement n° 314, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : nouvelle rédaction de cet article ; adopté.

- **Rappel au règlement** - (24 novembre 1992) (p. 3371) : article 86, alinéa 3 du Règlement du Sénat : dénomination de la commission élue spécialement pour l'examen des propositions de résolution.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques** [n° 10 (92-93)] - (1^{er} décembre 1992) - **Avant l'art. 8 A** (p. 3559) : son amendement n° 204, soutenu par M. Paul Loridant ; placement des fonds destinés au règlement de la campagne électorale ; rejeté - **Art. 8 A** (*dévolution du solde d'actif des associations de financement électorales ou des mandataires financiers*) (p. 3562) : son amendement n° 205, soutenu par M. Paul Loridant : interdiction des reversements d'un compte de campagne à un autre compte de campagne pour une même élection ; devenu sans objet.

Suite de la discussion - (2 décembre 1992) - **Après l'art. 13** (p. 3596) : son amendement n° 206, soutenu par M. Jean-Louis Carrère ; réglementation du cumul des mandats ; rejeté.

Suite de la discussion - (3 décembre 1992) - **Art. 27** (*appel public de candidatures*) (p. 3631) : ses amendements, soutenus par M. Robert Laucourmet, n° 207 : conditions de soumission à une offre des candidats étrangers ; et n° 208 : rétablissement de l'adverbe « notamment » ; devenus sans objet - **Art. 28** (*durée et renouvellement des conventions de délégation de service public*) (p. 3634) : son amendement n° 209, soutenu par M. Robert Laucourmet : possibilité pour l'assemblée délibérante de la collectivité de prolonger la durée de la convention sans avoir à recourir de nouveau à l'appel d'offres annuel mais à la condition expresse de se prononcer chaque année par un vote sur certaines conventions dont le montant est fixé par arrêté ministériel et notamment pour les transports scolaires ; retiré - **Art. 46** (*collecte du « 1 % logement »*) (p. 3676) : son amendement n° 210, soutenu par M. Robert Laucourmet : rétablissement de l'obligation de transfert à une association agréée dans des délais raisonnables de l'intégralité des éléments d'actif et de passif résultant de l'encaissement des ressources au titre de la participation des employeurs ; rejeté - **Art. 56 bis** (*procédure devant la Cour des comptes et les chambres régionales des comptes*) (p. 3690) : son amendement de suppression n° 211, soutenu par M. Robert Laucourmet ; adopté.

- **Projet de loi modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales** [n° 348 (91-92)] - (8 décembre 1992) - **Art. 4** (*actes de naissance et de décès de l'enfant né vivant et*

viable) (p. 3748) : son amendement n° 74, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; établissement par l'officier d'état civil d'un acte de naissance d'enfant sans vie dès lors qu'aucun certificat médical n'est produit à l'appui de la naissance vivante et viable de l'enfant ; adopté - **Après l'art. 4** (p. 3751) : son amendement n° 75, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : inscription sur le livret de famille des nouveaux époux, de l'enfant né et décédé avant le mariage ; adopté - **Art. 15 bis** (*action en recherche de paternité en cas de procréation médicalement assistée*) (p. 3757) : son amendement n° 76, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : exercice des actions en contestation de la filiation ou en réclamation d'état lorsque le mari ou le compagnon de la mère n'a pas consenti à la procréation assistée ou lorsqu'il est soutenu que l'enfant n'est pas issu de celle-ci ; retiré - **Art. 23 sexies** (*exercice de l'autorité parentale au sein des familles légitimes et naturelles*) (p. 3762) : son amendement n° 78, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : conditions d'exercice en commun de l'autorité parentale pour les enfants naturels reconnus ; devenu sans objet - **Art. 23 undecies** (*autorité parentale sur un enfant naturel*) (p. 3765) : son amendement n° 79, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : exercice de l'autorité parentale par la mère sauf à être exercée en commun par les deux parents ; retiré - **Art. 24** (*le juge aux affaires familiales, juge de tous les divorces*) (p. 3767) : son amendement n° 81, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : compétence du juge aux affaires familiales dans tous les cas où elle est demandée par les avocats ou lorsqu'il ne s'agit que de constater l'accord des époux ; adopté - **Art. 25** (*transferts de compétences au profit du juge aux affaires familiales*) (p. 3769) : son amendement de coordination n° 82, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; adopté - **Après l'art. 25** : son amendement de coordination n° 85, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; adopté - **Art. 26** (*institution d'un juge aux affaires familiales*) : son amendement de coordination n° 86, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; adopté - **Art. 26 quinquies** (*désignation d'un administrateur ad hoc pour représenter l'enfant en justice*) (p. 3772) : sur l'amendement rédactionnel n° 45 de la commission, son sous-amendement n° 87, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; adopté.

- **Conclusions du rapport de M. Charles Jolibois**, fait au nom de la commission élue spécialement pour son examen conformément à l'article 86, alinéa 3, du règlement, sur la proposition de résolution (n° 49, 92-93) de M. Jacques Sourdille déposée avec plusieurs de ses collègues portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de Justice [n° 101 (92-93)] : (10 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3894) : affaire du sang contaminé - Respect du principe de la présomption d'innocence - Imposition des tests de dépistage par décision de M. Laurent Fabius en 1985 - Existence de controverses jusqu'au 15 juin 1985 quant au danger des produits non chauffés et à l'efficacité des produits chauffés - (p. 3895) : rappelle que le 20 juin 1985, la commission consultative de la transfusion sanguine proposait à l'unanimité l'utilisation de produits non chauffés jusqu'au 1^{er} octobre 1985 - Principe de non-rétroactivité scientifique - Au nom du groupe socialiste, se déclare défavorable au rapport de la commission spéciale - **Art. unique** (p. 3900) : abstention du groupe socialiste sur l'amendement n° 1 de M. Marc Lauriol (renvoi de M. Laurent Fabius devant la commission d'instruction de la Haute Cour de justice).

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale - Deuxième lecture** [n° 70 (92-93)] - (11 décembre 1992) - **Après l'art. 1^{er} AA** (p. 3952) : son amendement n° 102, soutenu par Mme Françoise Seligmann : introduction des règles de la procédure civile dans le code de procédure pénale ; rejeté - **Art. 1^{er} bis** (*médiation pénale*) (p. 3953) : son amendement de suppression n° 103, soutenu par Mme Françoise Seligmann ; adopté - **Art. 3** (p. 3954) : ses amendements, soutenus par Mme Françoise Seligmann, n° 104 : garde à vue des témoins ; n° 106 : nécessité d'indices de culpabilité graves et concordants ; rejetés ; n° 105 : possibilité de placer un témoin en garde à vue dans le cadre de l'enquête de flagrance ; adopté ; et n° 107 : possibilité pour le procureur de la République en cas

d'éloignement de plus de trois kilomètres de déléguer le juge d'instance pour accorder l'autorisation de prolongation de la garde à vue ; devenu sans objet - **Art. 4 - Art. 63-1 du code de procédure pénale** (p. 3955) : son amendement de précision n° 108, soutenu par Mme Françoise Seligmann ; rejeté - **Art. 63-3 du code précité** (p. 3956, 3957) : ses amendements, soutenus par Mme Françoise Seligmann, n° 109 : possibilité pour le médecin désigné de prendre contact avec le médecin traitant de la personne gardée à vue et n° 110 : substitution des mots de « son avocat, son conjoint, un membre de sa famille en ligne directe » à ceux de « un membre de sa famille » ; retirés ; et n° 112, rédactionnel ; rejeté - **Après l'art. 63-4 du code précité** (p. 3970) : son amendement n° 116, soutenu par Mme Françoise Seligmann : possibilité pour le bâtonnier ou son délégué de se rendre sur les lieux de la garde à vue pour en constater les conditions ; retiré - **Après l'art. 4** : son amendement n° 117, soutenu par Mme Françoise Seligmann : traitement de la personne gardée à vue ; retiré - **Art. 5** (p. 3971) : son amendement n° 118, soutenu par Mme Françoise Seligmann : motif des refus ; retiré - **Art. 15 - Art. 80-1 du code précité** (p. 3974) : son amendement n° 119, soutenu par Mme Françoise Seligmann : nouvelle rédaction de cet article ; rejeté - **Après l'art. 15** (p. 3976) : son amendement n° 124, soutenu par Mme Françoise Seligmann : peines applicables à toute personne faisant ou laissant faire état publiquement d'une mise en examen ; rejeté - **Art. 16** : son amendement n° 126, soutenu par Mme Françoise Seligmann : prescription des examens psychiatriques et médico-psychologiques ; retiré - **Art. 19** (p. 3977) : son amendement n° 127, soutenu par Mme Françoise Seligmann : rôle du juge d'instruction lors de la mise en examen ; rejeté - **Après l'art. 32 sexes** (p. 3981) : son amendement n° 130, soutenu par Mme Françoise Seligmann : délit de refus d'insertion ; retiré - **Art. 32 septies** (p. 3982) : ses amendements, soutenus par Mme Françoise Seligmann, n° 131 de précision, et n° 132 : délai de prescription pour l'exercice de l'action civile ; retirés - **Art. 32 decies (journaliste entendu comme témoin)** : son amendement n° 133, soutenu par Mme Françoise Seligmann : journalistes entendus comme témoins ; retiré - **Art. 33** (p. 3983) : ses amendements, soutenus par Mme Françoise Seligmann, n° 135 : nécessité pour le juge d'instruction chargé de prolonger l'information de faire partie de la chambre de détention provisoire ; n° 136 : possibilité pour la personne placée en détention préventive de solliciter sa mise en liberté provisoire ; n° 137 et n° 138 de coordination ; retirés - **Art. 38** (p. 3985) : son amendement n° 139, soutenu par Mme Françoise Seligmann : délai maximum de deux jours ouvrables ; devenu sans objet - **Titre V** (p. 3986) : son amendement n° 140, soutenu par Mme Françoise Seligmann : sup-

pression de cette division et de son intitulé ; retiré - **Art. 43 - Art. 174 du code précité** (p. 3988) : son amendement n° 143, soutenu par Mme Françoise Seligmann : suppression du premier alinéa du texte présenté par l'article 43 et par l'article 174 du code de procédure pénale ; retiré - **Art. 84** (p. 3998) : son amendement n° 156, soutenu par Mme Françoise Seligmann : suppression du paragraphe I relatif à la possibilité de lecture de la décision par le président ou l'un des conseillers en l'absence des autres conseillers ; adopté - **Art. 97** (p. 3999) : son amendement n° 159, soutenu par Mme Françoise Seligmann : nécessité d'informer le contrevenant ; rejeté.

- **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission des lois sur les propositions de résolution (n° 20, 92-93) de M. Michel Poniatowski et plusieurs de ses collègues, (n° 36, 92-93) de M. Jacques Larché, (n° 47, 92-93) de Mme Hélène Luc et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le règlement du Sénat pour l'application de l'article 88-4 de la Constitution [n° 109 (92-93)] - (15 décembre 1992) - **Art. 1^{er} (dispositions nécessaires à la mise en oeuvre de l'article 88-4 de la Constitution)** (p. 4074) : son amendement n° 11 : possibilité pour la délégation pour les Communautés européennes de se saisir pour avis des propositions d'actes communautaires ; retiré.

- **Proposition de résolution portant saisine de la commission d'instruction prévue par l'ordonnance n° 59-1 du 2 janvier 1959 portant loi organique sur la Haute Cour de justice pour M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat à la santé auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** [n° 165 (92-93)] - (20 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4522) : inadaptation de la procédure de la Haute Cour de justice - Demande par M. Laurent Fabius de sa mise en accusation - Non assistance à personne en danger - (p. 4523) : présomption d'innocence - Recherche de la vérité - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de cette proposition de résolution.

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique du sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine et modifiant le code de la santé - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 160 (92-93)] - (21 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4601) : vote des conclusions de la CMP par le groupe socialiste.

F

FATOUS (Léon), sénateur du Pas-de-Calais (S).

Elu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

FAUCHON (Pierre), sénateur du Loir-et-Cher (UC).

Elu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission d'accès aux documents administratifs (JO Lois et décrets du 22 décembre 1992).

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice (JO Lois et décrets du 25 novembre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code civil et relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits (9 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mise à la disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services (20 octobre 1992):

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et à la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur (21 octobre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la procédure pénale (11 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales (22 décembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 11 (92-93)] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, modifiant le code civil et relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits [n° 51 (92-93)] (18 novembre 1992) - **Responsabilité civile**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code civil et relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits [n° 124 (92-93)] (15 décembre 1992) - **Responsabilité civile**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale [n° 3 (92-93)] - Suite de la discussion** - (18 novembre 1992) -

Art. 4 (information du gardé à vue sur ses droits) - Art. 63-4 du code de procédure pénale (possibilité pour la personne gardée à vue de s'entretenir après vingt heures de garde à vue avec un avocat de son choix ou commis d'office par le bâtonnier) (p. 3218) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 22 de la commission.

Suite de la discussion - (19 novembre 1992) - **Art. 11 (désignation du juge d'instruction)** (p. 3239) : intervient à propos de l'amendement n° 31 de la commission (désignation des juges adjoints sur la demande du juge chargé de l'information) - **Après l'art. 28** (p. 3259) : se déclare favorable à l'amendement n° 58 de la commission (demande au juge d'instruction de prononcer le renvoi avant la juridiction du jugement) - **Art. 32 quater (publication de la décision de non-lieu)** (p. 3267) : intervient à propos de l'amendement n° 341-II du Gouvernement (substitution des mots « écrits périodiques » à ceux de « écrits périodiques ou services de communication audiovisuelle ») - **Art. 33 (chambre compétente pour ordonner le placement en détention provisoire)** (p. 3283) : intervient à propos de l'amendement n° 77 de la commission (possibilité pour le juge d'instruction qui envisage un placement en détention de demander l'avis du président du tribunal ou de son délégué et d'un magistrat du siège) - **Titre V bis (des débats à l'audience de jugement)** (p. 3297) : intervient à propos de l'amendement de suppression n° 101 de la commission.

- **Projet de loi modifiant le code civil et relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits - Deuxième lecture [n° 11 (92-93)]** - (9 décembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3814, 3815) : directive européenne du 25 juillet 1985 - Définition du produit défectueux - Exonération de responsabilité pour risque de développement - Inclusion des produits agricoles dans le champ d'application du projet de loi - Assimilation du vendeur ou du fournisseur au producteur - (p. 3816) : cumul du nouveau régime de responsabilité avec celui actuellement applicable - Normalisation - Opposition à l'exonération de responsabilité pour risque de développement - Jurisprudence de la Cour de cassation - (p. 3817) : difficultés d'application, pratiques et éthiques ; sang contaminé - Innovation - (p. 3818) : couverture éventuelle des risques de développement par l'assurance - Désaccord avec le Gouvernement sur les délais de prescription - Propose l'adoption de ce projet de loi, assorti des amendements de la commission - **Art. 1^{er} (de la responsabilité du fait de défaut de sécurité des produits)** - Art. 1386-5 du code civil (définition de la mise en circulation) (p. 3820, 3821) : ses amendements, n° 5 : mise en circulation unique du produit ; et n° 6 de coordination ; adoptés - Art. 1386-6-1 (responsabilité du vendeur, du loueur ou de tout autre fournisseur) : accepte l'amendement n° 18 du Gouvernement (recours du fournisseur contre le producteur ; bénéfice du cumul des régimes de responsabilité) - Art. 1386-9 (exonération pour conformité aux règles impératives émanant des pouvoirs publics) : son amendement de suppression n° 7 ; adopté - Art. 1386-10 (causes d'exonération) (p. 3822 à 3824) : ses amendements n° 8 : suppression de l'exonération pour risques de développement ; et n° 9 rédactionnel ; adoptés - Art. 1386-14 (prohibition et clauses limitatives ou exonératoires de responsabilité) (p. 3825) : son amendement n° 10, de suppression pour coordination ; adopté - Art. 1386-15 (extinction de la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits) : son amendement de suppression n° 11 ; adopté - (p. 3826) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Jean Garcia (organisation du délai de prescription dans le sens d'une meilleure protection du consommateur) - Art. 1386-16 (prescription de trois ans pour l'action en réparation) : son amendement de suppression n° 12 ; adopté - **Art. 2 (entrée en vigueur du régime de responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits)** (p. 3827) : son amendement de coordination n° 13 ; adopté - **Art. 7 (extension de la garantie au louage de meubles)** (p. 3827) : son amendement de suppression n° 14 ; adopté - **Art. 8 (extension de la garantie au prêt à usage)** : son amendement de suppression n° 15 ; adopté - **Après l'art. 8** (p. 3828) : accepte l'amendement n° 17 du Gouvernement (recouvrement des recettes par les créanciers publics), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 20 ; adopté - Critique le recours par le Gouvernement au système des amendements « cavaliers » - **Art. 9 (application aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte)** (p. 3629) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour

l'amendement n° 19 du Gouvernement (exclusion de l'article additionnel adopté après l'article 8).

- **Projet de loi modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire [n° 83 (92-93)]** - (21 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4636, 4637) : respect d'une déontologie et absence d'esprit mercantile - Première réforme de 1986 insuffisante - Absence de remise en cause du monopole communal - Bilan négatif de l'enquête de 1989 - Nécessité d'accroître la qualité et la moralité de la profession - Renforcement de la liberté de choix et des garanties accordées aux familles - Préoccupations quant à la période transitoire - Inquiétude des petites entreprises de pompes funèbres - Régime dérogatoire des départements d'Alsace-Moselle - Avec le groupe de l'Union centriste, votera ce projet de loi - **Art. 22 bis (application de la loi dans les départements d'Alsace et de Moselle)** (p. 4655) : soutient l'amendement de suppression n° 2 de M. Daniel Hoeffel.

FAURE (Jean), sénateur de l'Isère (UC).

Secrétaire du Sénat.

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

Elu vice-président du Sénat (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission des affaires sociales (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques jusqu'au 1^{er} octobre 1992.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications jusqu'au 3 novembre 1992.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République (14 janvier 1992).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi d'orientation [n° 117 (91-92)] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, relatif à l'administration territoriale de la République [n° 232 (91-92)] (8 janvier 1992) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, déposé en sa qualité de vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, sur les sciences de la vie et les droits de l'homme : bouleversement sans contrôle ou législation à la française, établi par M. Franck Sérusclat au nom de cet office [n° 262 (91-92)] (28 février 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992) - **Ethique et déontologie médicales**.

Rapport, déposé en sa qualité de vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, sur la gestion des déchets très faiblement radioactifs, établi par M. Jean-Yves Le Déaut, député, au nom de cet office [n° 309 (91-92)] (23 avril 1992) - **Energie nucléaire**.

Rapport, déposé en sa qualité de vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur la biodiversité et la préservation du patrimoine génétique, établi par M. Daniel Chevallier, député, au nom de cet office [n° 365 (91-92)] (26 mai 1992) - **Génie génétique**.

Rapport, déposé en sa qualité de vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technolo-

giques, sur le contrôle de la sûreté et de la sécurité des installations nucléaires, sur l'éventualité du redémarrage de superphénix et l'avenir des réacteurs à neutrons rapides, établi par M. Claude Birraux, député, au nom de cet office [n° 399 (91-92)] (10 juin 1992) - **Energie**.

INTERVENTIONS

En qualité de président de séance

- **Ajournement du Sénat** (23 décembre 1992) (p. 4756)

En qualité de sénateur

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 117 (91-92)]** - (9 janvier 1992) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 23) : aménagement du territoire - Zones rurales - Communes - Coopération intercommunale - (p. 24) : dotation de développement rural - Revalorisation de la deuxième part de la dotation globale d'équipement, DGE, des communes - Proposition de la commission relative à la dotation globale de fonctionnement, DGF.

Suite de la discussion - (10 janvier 1992) - Rapporteur pour avis - **Art. 63 ter (exercice du droit d'option pour la deuxième part de la dotation globale d'équipement DGE)** (p. 88) : se déclare favorable à l'amendement n° 198 de la commission des finances saisie pour avis (suspension de la possibilité d'option pendant la dernière année du mandat des conseils municipaux) - **Après l'art. 64 bis** (p. 92 à 94) : son amendement n° 230 : révision du mode de calcul de la dotation de base de la dotation globale de fonctionnement ; adopté - Dotation de solidarité urbaine, DSU - Espace rural - **Art. 64 ter (majoration de la dotation de compensation au profit de certaines communes de moins de 2 000 habitants)** (p. 95) : son amendement n° 231 : montant pour 1993 ; retiré - (p. 96) : son amendement n° 232 : rapport du Gouvernement sur une simulation du nouveau mode de calcul du potentiel fiscal par hectare de surface agricole utile ; retiré - **Art. 64 quater (développement de la solidarité en milieu rural)** (p. 96, 97) : son amendement n° 233 : exonération d'une nouvelle catégorie de communes ; rejeté - **Art. 64 sexies (fonds de compensation pour la TVA au profit des communautés de communes et des communautés de villes)** (p. 100) : son amendement n° 234 : modification du dispositif : attribution d'une part aux communes de moins de 3 500 habitants ; commission de répartition entre les collectivisés et les groupements bénéficiaires ; devenu sans objet - (p. 102) : aménagement du territoire ; espace rural - Scrutin public.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux [n° 183 (91-92)]** - **Suite de la discussion** - (21 janvier 1992) - **Art. 18 bis (barème de l'indemnité des maires)** (p. 331) : son amendement n° 120, soutenu par M. Henri Le Breton : substitution du critère de population telle qu'elle est calculée pour l'attribution de la dotation globale de fonctionnement à celui de population totale municipale ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République - Nouvelle lecture [n° 245 (91-92)]** - (23 janvier 1992) - **Art. 64 sexies** (p. 446) : son amendement n° 206 : répartition de la dotation de développement rural ; rejeté.

- **Conclusions du rapport de M. Charles Jolibois**, fait au nom de la commission élue spécialement pour son examen conformément à l'article 86, alinéa 3, du règlement, sur la proposition de résolution (n° 49, 92-93) de M. Jacques Sourdille déposée avec plusieurs de ses collègues portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de Justice [n° 101 (92-93)] - (10 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3895) : recherche de la vérité - Lutte contre l'état d'esprit d'irresponsabilité - Responsabilité des hommes politiques - Au nom du groupe de l'Union centriste, se déclare favorable aux conclusions de la commission spéciale.

FORTIER (Marcel), sénateur de l'Indre-et-Loire (RPR).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale.

Membre titulaire du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

FOSSET (André), sénateur des Hauts-de-Seine (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire du conseil d'administration de la Société nationale de programme Antenne 2 (A2), puis membre titulaire de France 2 (JO Lois et décrets du 10 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et télécommunications (JO Lois et décrets du 4 novembre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux relations entre transporteurs routiers de marchandises donneurs d'ordres et sous-traitants (10 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du régime pétrolier (16 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le bruit (15 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques (15 décembre 1992).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Postes et télécommunications** - [n° 58 (92-93)] tome 21 (24 novembre 1992).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 16 (JO Débats du 16 mai 1992) (p. 1236) - Ministère : **Educ**ation - **Enseignement des langues anciennes** - **Langues anciennes**.

Questions orales sans débat :

n° 506 (JO Débats du 21 novembre 1992) (p. 3367) - Ministère : Premier ministre - **Délocalisation du laboratoire inter-régional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes** - (Réponse : JO Débats du 5 décembre 1992) (p. 3707) - **Consommation**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - Suite

de la discussion - (10 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1509) : Danemark - Poursuite du processus de ratification du traité de Maastricht - Citoyenneté européenne - Ressortissants portugais - Construction européenne.

FOST (Paulette), sénateur de Seine-Saint-Denis (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Services du Premier ministre - III - Conseil économique et social** - [n° 56 (92-93)] tome 3, annexe 31 (24 novembre 1992).

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution - **Journaux officiels** - [n° 56 (92-93)] tome 3, annexe 38 (24 novembre 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 16 octobre 1992) (p. 2682) - Ministère : Premier ministre - **Politique de l'emploi** - **Emploi**.

Questions orales sans débat :

n° 450 (JO Débats du 17 juin 1992) (p. 1690) - Ministère : Premier ministre - **Dégradation des conditions de vie en milieu urbain** - (Réponse : JO Débats du 27 juin 1992) (p. 2096) - **Villes**.

n° 490 (JO Débats du 13 novembre 1992) (p. 3147) - Ministère : Affaires sociales - **Traitement des analyses biologiques des centres de santé par des laboratoires privés** - (Réponse : JO Débats du 21 novembre 1992) (p. 3362) - **Centres de soins**.

n° 492 (JO Débats du 13 novembre 1992) (p. 3148) - Ministère : Logement - **Situation du logement social** - (Réponse : JO Débats du 21 novembre 1992) (p. 3360) - **Logement social**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République - Nouvelle lecture** [n° 245 (91-92)] - (23 janvier 1992) - **Art. 48 (coopération intercommunale)** (p. 431) : soutient l'amendement n° 212 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (principe de la coopération intercommunale).

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique** [n° 13 (91-92)] - Suite de la discussion - (23 avril 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 867) : avec le groupe communiste, votera contre ce projet de loi - **Libertés** - **Conservatisme** du texte.

- **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail** [n° 270 (91-92)] - (28 avril 1992) - **Après l'art. 5** (p. 908) : soutient l'amendement n° 35 de Mme Marie-Claude Beaudou (contribution financière de l'Etat) - **Art. 11 (coordination)** (p. 912) : soutient l'amendement n° 42 de Mme Marie-Claude Beaudou (maintien des indemnités pour les assistantes maternelles accueillant des enfants à titre permanent de façon intermittente) - **Après l'art. 11** (p. 913) : soutient l'amendement n° 43 de Mme Marie-Claude Beaudou (droit aux congés payés pour les assistantes maternelles) - **Après l'art. 14** (p. 916) : soutient

l'amendement n° 50 de Mme Marie-Claude Beaudou (extension aux assistantes maternelles employées par des personnes morales de droit privé des droits élémentaires de l'ensemble des salariés).

- **Projet de loi relatif à l'octroi de mer [n° 411 (91-92)] - Suite de la discussion** - (1^{er} juillet 1992) - **Discussion générale** (p. 2298) : difficultés rencontrées par les départements d'outre-mer - Accroissement du nombre de bénéficiaires du RMI - Fiscalité locale - Productions locales - Produit de l'octroi de mer - Ressources des communes - (p. 2299) : décisions du conseil des Communautés européennes.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1990 [n° 465 (91-92)]** - (29 octobre 1992) - **Discussion générale** (p. 2915, 2916) : politique économique et financière du Gouvernement - Chômage - Nécessaire taxation des revenus spéculatifs et de la circulation des capitaux à l'intérieur de la CEE - Déficit budgétaire - Vote des sénateurs du groupe communiste contre ce projet de loi.

- **Proposition de loi organique modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances pour instituer un contrôle du Parlement sur la participation de la France au budget des Communautés européennes [n° 479 (91-92)]** - (29 octobre 1992) - **Discussion générale** (p. 2926, 2927) : traité de Maastricht - Croissance de la contribution de la France au budget des Communautés européennes - Restriction de la liberté d'action budgétaire des Etats membres - Propositions du groupe communiste pour l'Europe - Vote du groupe communiste contre cette proposition de loi organique sans portée quant au contrôle parlementaire sur la contribution de la France au budget de la CEE - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 2929, 2930) : ses amendements, n° 7 : institution d'une loi d'orientation budgétaire ; et n° 8 : fixation par une loi de finances rectificative du plafond du prélèvement sur recettes de l'Etat opéré pour l'année suivante au profit du budget de la CEE ; rejetés.

- **Projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage [n° 514 (91-92)]** - (4 novembre 1992) - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 2998) : soutient l'amendement n° 31 de Mme Michelle Demessine (possibilité de prévoir par convention ou accord collectif d'entreprises ou d'établissements des dispositions plus favorables au salarié) - **Après l'art. 1^{er}** (p. 3002) : soutient les amendements n° 37 (recours aux heures complémentaires) et n° 38 (dérogation à la durée hebdomadaire de temps partiel) de Mme Michelle Demessine - **Après l'art. 4** (p. 3006) : soutient l'amendement n° 43 de Mme Michelle Demessine (litige relatif au nombre d'heures de travail effectuées).

- **Projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)].**

Discussion générale :

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3419) : problèmes économiques que connaissent les collectivités locales - Destruction de l'industrie et de l'agriculture française - (p. 3420) : transfert de charges imposé à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales - Taxe professionnelle - Allègement des charges des entreprises - Allègement de l'impôt sur les sociétés - Augmentation des impôts locaux - Endettement des collectivités territoriales - (p. 3421) : nécessité d'une réforme de la taxe professionnelle.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° 87 (92-93)] - Suite de la discussion** - (18 décembre 1992) - **Art. 21 B (commission départementale de la formation professionnelle, de l'emploi et de l'apprentissage)** (p. 4325) : fonds alloués à l'emploi et à la formation professionnelle - Souhaite le maintien de l'article 21 B - **Après l'art. 25** (p. 4328) : se déclare opposée à l'amendement n° 128 du Gouvernement (recrutement à temps incomplet de salariés en entreprises pour participer à l'enseignement dans des établissements publics d'enseignement technologique et professionnel) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4337) : caractère « anti-social » de la politique du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1992 [n° 89 (92-93)]** - (18 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4402) : avec le groupe communiste, se prononce contre ce texte.

- **Projet de loi modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire [n° 83 (92-93)]** - (21 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4634, 4635) : inadaptation de la législation funéraire à la situation actuelle - Caractère mercantile de l'organisation des funérailles - Souhait de la suppression du monopole communal et de la prise en charge par les communes ou les syndicats intercommunaux de la gestion du service public des pompes funèbres - Création d'un office national de thanatologie - Sort des petites entreprises en face de la concurrence des grandes - Projet de loi conduisant à une concentration des entreprises - (p. 4636) : rôle néfaste de l'habilitation nationale pour une entreprise de carrure départementale - Réforme préjudiciable aux personnels des régies communales - Risque de déstabiliser le service public des pompes funèbres - Conséquences pour les familles - Renforcement de la concurrence avec la loi de 1986 - Avec le groupe communiste, se déclare opposée à ce texte - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 4638) : soutient l'amendement n° 35 de M. Robert Pagès (principes de l'activité funéraire) - **Art. 1^{er} (organisation du service public des pompes funèbres)** (p. 4639) : soutient les amendements de M. Robert Pagès, n° 36 (nouvelle rédaction de l'article définissant le service public des pompes funèbres et création d'un office nationale de thanatologie), n° 37 (maintien du service extérieur des pompes funèbres sous la responsabilité des municipalités) et n° 39 (habilitation des sociétés ou associations au même titre que les entreprises) - **Après l'art. 1^{er}** (p. 4641) : soutient l'amendement n° 38 de M. Robert Pagès (création d'un office public national de thanatologie) - **Art. 2 (règlement national et règlement municipal)** - **Art. L. 362-1-1 du code des communes (institution d'un règlement national des pompes funèbres)** (p. 4642) : soutient l'amendement n° 40 de M. Robert Pagès (détermination des conditions tarifaires par le règlement national) - Se déclare opposée à l'amendement n° 7 de la commission (nouvelle rédaction de l'article et définition des obligations des entreprises et des modalités d'information de celles-ci dans le règlement national) - **Après l'art. 2** (p. 4643) : soutient l'amendement n° 41 de M. Robert Pagès (établissement des principes de tarification des prestations fournies par les régies chargées de l'exécution du service public des pompes funèbres) - **Art. 4 (délivrance de l'habilitation)** (p. 4644) : soutient l'amendement n° 42 de M. Robert Pagès (suppression de l'habilitation pour les régies municipales) - (p. 4645) : soutient les amendements n° 43 (modalités d'accord de l'habilitation) ; et n° 44 de M. Robert Pagès (suppression du dernier alinéa de l'article 4 donnant au préfet le pouvoir d'accorder une habilitation pour l'ensemble du territoire national) - **Art. 6 (suspension et retrait de l'habilitation)** (p. 4647) : se déclare opposée à l'amendement n° 16 de la commission (suppression de l'obligation faite aux préfets de retirer l'habilitation en cas de récidive) - **Art. 7 (Conseil national des opérations funéraires)** : soutient l'amendement n° 45 de M. Robert Pagès (représentation des salariés au Conseil national des opérations funéraires) - (p. 4648) : soutient l'amendement n° 46 de M. Robert Pagès (inscription de l'évolution des tarifs pratiqués par les professionnels dans le rapport publié par le Conseil national des opérations funéraires) - **Après l'art. 15 ter** (p. 4651) : soutient l'amendement n° 47 de M. Robert Pagès (sanctions à l'encontre du dirigeant d'entreprise de pompes funèbres reconnu coupable d'infractions à la législation funéraire) - **Art. 23 (période de transition)** (p. 4657) : se déclare opposée à l'amendement n° 33 de la commission (période transitoire égale pour les régies et les concessions) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4658, 4659) : déplore le caractère mercantile du texte - Malgré les aménagements apportés, avec le groupe communiste, se déclare opposée à ce projet de loi.

- **Projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques - Nouvelle lecture [n° 169 (92-93)]** - (21 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4662) : vote du groupe communiste contre ce projet de loi dénature par le Sénat.

FOURCADE (Jean-Pierre), sénateur des Hauts-de-Seine (UREI).

NOMINATIONS

- Président de la commission des affaires sociales.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets du 8 octobre 1992*) ; puis président (*JO Lois et décrets du 9 octobre 1992*).

- Membre *ès qualités* de la Commission nationale de l'équipement sanitaire.

Membre suppléant de la commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution des aides financées par le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord en situation de chômage de longue durée, âgés de plus de cinquante-sept ans (*JO Lois et décrets du 24 janvier 1992*).

Membre titulaire du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale créé en application de la loi n° 91-748 du 31 décembre 1991 portant réforme hospitalière (*JO Lois et décrets du 11 juillet 1992*).

- Membre de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme jusqu'au 12 juin 1992.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail (22 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux relations entre les médecins et l'assurance maladie (24 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre le chômage d'exclusion (30 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle et modifiant le code du travail (3 juillet 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale (14 octobre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique du sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine, et modifiant le code de la santé publique (16 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage (18 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (18 décembre 1992).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 3 au 5 février 1992 par une délégation chargée d'étudier les régimes de protection sociale dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle [n° 420 (91-92)] (17 juin 1992) - **Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à instituer une procédure de médiation préalable et à assurer un service minimal en cas de grève

dans les services publics [n° 189 (92-93)] (23 décembre 1992) - **Transports**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République - Deuxième lecture** [n° 117 (91-92)] - (9 janvier 1992) - **Discussion générale** (p. 31) : à titre personnel, rôle de l'Etat dans la solidarité interrégionale - Fiscalité locale - Prélèvement direct sur les ressources fiscales des collectivités territoriales - (p. 32) : solidarité entre collectivités territoriales - Dotation de développement rural - Dotation globale de fonctionnement, DGF - Dotation de solidarité urbaine - (p. 33) : Fonds de péréquation de la taxe professionnelle.

Suite de la discussion - (10 janvier 1992) - **Art. 64 sexies (création de la dotation de développement rural)** (p. 103) : intervient sur l'amendement n° 166 de la commission des finances (nouvelle rédaction de ce texte, en harmonie avec les dispositions adoptées par le Sénat relatives à la coopération intercommunale) - Coopération intercommunale - Aménagement du territoire ; espace rural - Scrutin public - (p. 104) : comité des finances locales - Coopération intercommunale.

- **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail** [n° 270 (91-92)] - (28 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 894) : charges des collectivités locales - Décentralisation - Article 40 de la Constitution - (p. 895) : charges des collectivités - **Art. 2 (régime des agréments)** - **Art. 123-1-5 du code de la famille et de l'aide sociale (sanctions en cas d'absence d'agrément)** (p. 902) : dépôt tardif des amendements du Gouvernement, n° 68 de coordination et n° 69 (obligation à l'assistante maternelle de communiquer aux présidents de conseils généraux les coordonnées des familles confiant des enfants) - **Art. 13 (indemnités d'attente)** (p. 914) : demande le vote par division de l'amendement n° 65 de M. Franck Sérusclat (prise en compte de certaines situations : 1°) sur les mots « dans les meilleurs délais » ; adopté ; 2°) : sur les mots « après consultation de l'assistante maternelle » ; rejeté) - **Art. 18 (régime transitoire des assistantes maternelles à titre permanent)** (p. 919) : position du Gouvernement sur le délai de formation.

- **Projet de loi modifiant le livre V du code de la santé publique et relatif à la pharmacie et au médicament** [n° 23 (91-92)] - (19 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1250) : projet de loi relatif à l'Agence du médicament - Procédure d'urgence - Commissions mixtes paritaires.

- **Projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale** [n° 314 (91-92)] - (21 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1334) : abus d'autorité en matière sexuelle sur le lieu de travail - Chômage - Introduction du harcèlement sexuel dans le code du travail - Sanctions des dénonciations calomnieuses - Favorable à une procédure juridictionnelle à huis clos - (p. 1335) : rôle des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, CHSCT - Conseil d'Etat - Introduction dans la législation du travail de la répression de l'abus d'autorité en matière sexuelle - Se déclare favorable à l'adoption de ce projet - **Art. 1^{er} (définition des actes de harcèlement sexuel réprimés par le projet de loi)** - **Art. L. 122-46 du code du travail (protection du salarié contre l'abus d'autorité en matière sexuelle)** (p. 1340) : demande l'adoption du sous-amendement n° 33 de M. Guy Robert sur l'amendement n° 1 de la commission (nouvelle rédaction de l'article L. 122-46 du code du travail afin de l'harmoniser avec la rédaction adoptée par le Sénat lors de la réforme du code pénal).

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (10 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1516) : Union économique et monétaire - Droit de vote des citoyens européens aux élections municipales - (p. 1517) : « déficit démocratique » - Principe de subsidiarité - Rôle du Parlement français lors de l'instruction des directives - Elargissement de la Communauté européenne - Rôle de la France - **Après l'art. 1^{er} A** (p. 1546) : saisine du Conseil constitutionnel par soixante députés ou soixante sénateurs en vue du contrôle de constitutionnalité des traités - Propositions d'actes commu-

nautaires - Blocage du fonctionnement des institutions communautaires - Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Charles Pasqua (saisine du Conseil constitutionnel par soixante députés ou soixante sénateurs afin de statuer sur la constitutionnalité d'un engagement international).

Suite de la discussion - (16 juin 1992) - **Art. 2 (insertion dans la Constitution d'un titre XIV : « Des Communautés européennes et de l'Union européenne »)** - **Art. 88-1 de la Constitution (transferts des compétences nécessaires à l'établissement de l'Union économique et monétaire et à la politique commune des visas)** (p. 1703) : se déclare favorable à l'amendement n° 12 de M. Jacques Oudin (impossibilité de transférer les compétences dévolues au Parlement en matière fiscale et budgétaire) - Système monétaire européen - Union économique et monétaire - Conception libérale de l'Europe.

- **Projet de loi relatif aux relations entre les médecins et l'assurance maladie [n° 393 (91-92)]** - (24 juin 1992) - **Question préalable** (p. 1993) : demande l'adoption de la motion n° 2 de la commission, tendant à opposer la question préalable - Absence de maîtrise concertée - Danger de la régulation proposée - Rapport de la Cour des comptes - Nécessité de la négociation - Procédure utilisée par l'Assemblée nationale.

- **Projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale - Deuxième lecture [n° 434 (91-92)]** - (29 juin 1992) - **Art. 1^{er} - Art. L. 122-46 du code du travail** (p. 2147) : intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (infraction de dénonciation calomnieuse) - **Art. 5 (pouvoirs du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail)** (p. 2150) : demande l'adoption de l'amendement de suppression n° 6 de la commission - **Art. 7 (possibilité de huis clos à la demande de la victime)** (p. 2151) : demande l'adoption de l'amendement n° 8 de la commission (possibilité de huis clos à la demande de l'une ou l'autre partie).

- **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle [n° 402 (91-92)]** - (29 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 2174, 2175) : articulation entre l'Etat, les caisses d'allocations familiales et les collectivités locales - Décentralisation et rôle du département - Insertion sociale et insertion économique - Contrats emploi-solidarité - DOM-TOM - Aide médicale - Mesures en faveur des jeunes et formation scolaire - Impôt de solidarité sur la fortune - **Art. 1^{er} (aménagement du dispositif d'insertion) - Art. 36 de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 (programme annuel départemental d'insertion, PDI)** (p. 2184, 2185) : se déclare favorable à l'amendement n° 80 de la commission saisie pour avis (relation du président du conseil général et du préfet avec le CDI) - **Art. 41 (procédure de reports de crédits)** (p. 2194, 2195) : décentralisation - Relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales - **Demande de priorité** (p. 2207) : demande l'examen en priorité des articles 18 à 25.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail [n° 428 (91-92)]** - (3 juillet 1992) - **Discussion générale** (p. 2414) : apprentissage ; compétence des régions ; répartition des financements - Insuffisance des programmes de formation générale des centres de formation d'apprentis, CFA - (p. 2415) : collègues - Elargissement souhaitable de l'apprentissage - **Après l'art. 1^{er}** (p. 2426) : demande l'adoption de l'amendement n° 5 de la commission (fixation de la fraction de la taxe d'apprentissage destinée à l'apprentissage) - **Art. 9 (inspection de l'apprentissage)** (p. 2442, 2443) : intervient sur cet article - Chambre des métiers.

- **Projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 6 (92-93)]** - (22 octobre 1992) - **Discussion générale** (p. 2841) : huis clos - Rôle du CHSCT - Compromis.

- **Projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)].**

Discussion générale :

(24 novembre 1992) (p. 3390) : volume des dépenses sociales - (p. 3391) : méthode discutable de l'action gouvernementale -

Revenu minimum d'insertion, RMI - Budget annexe des prestations agricoles, BAPSA - Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, CNRACL - Budget des anciens combattants - Logement social - Départements et territoires d'outre-mer - Politique de l'immigration - Politique de la transfusion sanguine - Dégradation du système de protection sociale - Déséquilibre de l'assurance vieillesse - (p. 3392) : réforme hospitalière - Aggravation du chômage - UNEDIC - Charges sociales et coût du travail - Contribution sociale généralisée - (p. 3393) : opposition au projet de loi de finances pour 1993.

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique de sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine et modifiant le code de la santé publique [n° 71 (92-93)]** - (16 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4109) : contamination des hémophiles et des transfusés par le virus du sida - Prolifération d'organismes administratifs créés par le texte en projet - (p. 4110) : risque thérapeutique - Compagnies d'assurance - Directives européennes - Principe du bénévolat du don et passage à l'économie de marché.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° 87 (92-93)] - Suite de la discussion** - (18 décembre 1992) - **Demande de priorité** (p. 4273) : demande l'examen en priorité de l'article 25, ainsi que des amendements identiques, n° 5 de M. Michel Charasse, n° 48 de M. Michel Pontiatowski et n° 79 de M. Jean Cluzel (exclusion de la presse professionnelle du champ d'application de la loi relative à la publicité sur le tabac) - **Art. 25 (par priorité) (retransmission des compétitions de sport mécanique)** : modification du système législatif mis en place par la loi Veil de 1976 et la loi Evin de 1991 - Construction coûteuse du circuit automobile de Magny-Cours - Difficulté d'organiser des compétitions automobiles sans publicité - Subvention pour compenser les pertes de recettes dues à l'interdiction de la publicité - Retransmission en France de manifestations automobiles à l'étranger faisant apparaître de la publicité pour le tabac - (p. 4274) : mise en place d'une directive européenne - Augmentation du prix du tabac - S'oppose à tout amendement tendant à rétablir la publicité pour le tabac lors des compétitions automobiles se déroulant en France.

- **Proposition de résolution portant saisine de la commission d'instruction prévue par l'ordonnance n° 59-1 du 2 janvier 1959 portant loi organique sur la Haute Cour de justice pour M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat à la santé auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale [n° 165 (92-93)]** - (20 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4522) : au nom du groupe de l'UREI, se déclare favorable à la proposition de résolution émanant de l'Assemblée nationale - Recherche de la vérité - Nécessité de ne pas interrompre le processus de renvoi devant la Haute Cour - Rôle du professeur Montagnier - Non assistance à personne en danger - Possibilité d'élargir le domaine des chefs d'inculpation - Défense de l'intérêt public.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'attribution de la carte de combattant [n° 106 (92-93)]** - (21 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4588) : extension du bénéfice de la carte de combattant à certains militaires qui servent en Afrique du Nord - Retraite mutualiste - Demande au Sénat le vote conforme du texte de ce projet.

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique de sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine et modifiant le code de la santé - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 160 (92-93)]** - (21 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4591, 4592) : Agence du médicament - Demande l'adoption des conclusions de la CMP.

- **Projet de loi relatif aux relations entre les professions de santé et l'assurance-maladie - Nouvelle lecture [n° 78 (92-93)]** - (21 décembre 1992) - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 4626, 4627) : intervient sur l'amendement n° 30 du Gouvernement (organisation de la maîtrise des dépenses de soins infirmiers définie par la convention nationale des infirmiers conclue le 23 juillet 1992) - **Sur l'ensemble** (p. 4628, 4629) : régulation des dépenses de santé - Infirmières - Demande le vote de ce projet de loi.

FOY (Alfred), sénateur du Nord (NI).

Elu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la mise à disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services** [n° 412 (91-92)] - (20 octobre 1992) - **Art. 8** (*dépenses de personnel*) (p. 2726) : soutient l'amendement n° 49 de M. Philippe Adnot (remise à jour du niveau des effectifs pour le calcul de la compensation financière du transfert de charges opéré dans le cadre du projet de loi en matière de direction départementale de l'équipement) - **Art. 9** (*droit d'option des agents non titulaires*) (p. 2728) : son amendement n° 43 ; vocation de titularisation du personnel non titulaire et parité entre les fonctions publiques ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit** [n° 35 (92-93)] - (9 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3844) : riverains des aéroports - Transport aérien français.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° 87 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (18 décembre 1992) - **Après l'art. 35** (p. 4334) : son amendement n° 91, soutenu par M. André Maman : mesures en faveur des avocats et experts comptables exerçant conjointement la profession d'administrateur judiciaire et de mandataire judiciaire à la liquidation des entreprises ; adopté.

FRANCOIS (Philippe), sénateur de Seine-et-Marne (RPR).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992) ; puis vice-président (*JO Lois et décrets* du 9 octobre 1992).

- Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes ; de nouveau membre de cette délégation (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992).

Membre titulaire du conseil d'administration de la commission consultative pour la production de carburants de substitution.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers.

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des gens du voyage créée en application du décret n° 92-262 du 24 mars 1992 (*JO Lois et décrets* du 13 mai 1992).

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice (*JO Lois et décrets* du 25 novembre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises (2 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code forestier (9 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le bruit (15 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques (15 décembre 1992).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques, à la suite d'une mission effectuée aux Etats-Unis du 15 au 27 septembre 1991, pour étudier la situation actuelle de l'économie américaine, notamment son agriculture, et la position de ce pays dans le cadre des négociations du GATT [n° 254 (91-92)] (24 janvier 1992) - **Etats-Unis**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 300 (91-92)] modifié par l'Assemblée nationale modifiant le code forestier [n° 304 (91-92)] (22 avril 1992) - **Forêts**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi, modifiant le code forestier et portant diverses dispositions en matière de chasse [n° 423 (91-92)] (17 juin 1992) - **Forêts**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 480 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale, tendant à assujettir les carrières aux dispositions de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et à créer la commission départementale des carrières [n° 33 (92-93)] (29 octobre 1992) - **Mines et carrières**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur le droit communautaire de l'alimentation [n° 46 (92-93)] (12 novembre 1992) - **Communautés européennes**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 84 (92-93)] adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, relative aux carrières [n° 98 (92-93)] (9 décembre 1992) - **Mines et carrières**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant le code forestier - Deuxième lecture** [n° 300 (91-92)] - (30 avril 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 953, 954) : débroussaillage - Fédérations départementales des chasseurs - dégâts de gibier - Permis de chasse - (p. 955) : indemnisation des dégâts de gibier causés aux peuplements forestiers - Avis favorable de la commission des affaires économiques sous réserve de l'adoption de ses amendements - **Art. 1^{er}** (*définition du débroussaillage*) (p. 959) : son amendement n° 1 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 5** (*extension des obligations de débroussaillage*) (p. 960) : à titre personnel, accepte l'amendement n° 17 du Gouvernement (limitation aux seules zones urbaines de la faculté d'imposer à leurs propriétaires le débroussaillage de terrains boisés) - Son amendement n° 2 : suppression du certificat de débroussaillage ; adopté - **Art. 7** (*accès aux propriétés privées*) : son amendement n° 3 : délai d'affichage en mairie de deux mois ; adopté - **Après l'art. 11** (p. 963) : accepte l'amendement n° 12 de M. Robert Vigouroux (institution d'un fonds national de restauration des espaces naturels détruits par les incendies d'ampleur exceptionnelle) et demande le retrait de l'amendement n° 13 de M. Louis Minetti (mise en place d'un plan de reboisement des espaces forestiers méditerranéens détruits par des incendies) - **Art. 13** (*dispositions en matière de chasse*) (p. 964, 965) : ses amendements n° 4 : paiement de la cotisation fédérale par les chasseurs ; n° 14 : indemnisation des dégâts causés par le gibier aux peuplements forestiers ; n° 5, rédactionnel ; n° 15 : rapport du Gouvernement sur la réforme du système actuel d'indemnisation ; et n° 16 : limitation dans le temps de l'application de l'article 13 ; adoptés - **Après l'art. 13** (p. 966) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 9 de M. Pierre Lacour (fixation des conditions de création et d'extension des ateliers de productions

agricoles) - **Intitulé du projet de loi** : son amendement n° 8 : ajout des mots « et portant diverses dispositions en matière de chasse » ; adopté.

- **Rappel au règlement** - (26 mai 1992) (p. 1375) : conséquences ruineuses pour l'agriculture française de la réforme de la politique agricole commune, PAC, proposée par la Commission européenne et acceptée par les Etats membres - Constate que le Parlement français est mis devant un fait accompli.

- **Projet de loi modifiant le code forestier et portant diverses dispositions en matière de chasse** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 423 (91-92)]* - (24 juin 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1970, 1971) : dispositions relatives à la chasse - Dispositif transitoire - Lutte contre les incendies de forêts.

- **Projet de loi relatif à l'octroi de mer [n° 411 (91-92)]** - **Suite de la discussion** - (1^{er} juillet 1992) - **Après l'art. 11** (p. 2309) : soutient l'amendement n° 33 de M. Serge Vinçon (institution d'un taux unique de prélèvement au profit de l'Etat pour les quatre départements) - **Art. 18 (abrogations et application de la loi)** (p. 2315) : soutient l'amendement n° 34 de M. Serge Vinçon (régime d'exonération fiscale et douanière dont bénéficient les îles du Nord, Saint-Barthélemy et Saint-Martin).

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement [n° 485 (91-92)]** - (2 juillet 1992) (p. 2382, 2383) : soutien des prix - Réforme de la politique agricole commune, PAC - « Désresponsabilisation » de l'exploitant agricole - Coût de la réforme - Bovins mâles - Grandes cultures - Mesures d'accompagnement - (p. 2384) : cotisations sociales agricoles - Négociations du GATT - « Compromis Dunkel ».

- **Conclusions du rapport de M. Michel Souplet, fait au nom de la commission des affaires économiques et du Plan sur sa proposition de loi (n° 509, 1991-1992) déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à rendre obligatoire l'addition de 5 p. 100 de carburant d'origine agricole aux carburants pétroliers [n° 26 (92-93)]** - (4 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3024) : comparaison avec les Etats-Unis - Prix des produits destinés aux biocarburants - **Art. unique (obligation d'incorporation)** (p. 3028) : hostilité du gouvernement à l'utilisation des biocarburants dans le domaine de l'énergie - Avec le groupe du RPR, votera en faveur de ce texte.

- **Projet de loi portant réforme du régime pétrolier [n° 517 (91-92)]** - (5 novembre 1992) - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 3051) : son amendement n° 1 : incorporation obligatoire et progressive de biocarburants dans les essences, supercarburants, gazole et fioul domestique ; réservé jusqu'à la fin du débat puis retiré (p. 3055) - (p. 3055) : procédure du vote unique - Agriculture française - Vote du texte relatif au pavillon français.

- **Proposition de loi tendant à assujettir les carrières aux dispositions de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et à créer la commission départementale des carrières [n° 480 (91-92)]** - (5 novembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3074, 3075) : passage du code minier à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement - Image de la profession dans l'opinion publique et auprès des élus locaux - Activités d'exploitation de carrières - Protection de l'environnement - Dispositions spécifiques aux carrières - (p. 3076) : commission départementale des carrières - Avis favorable de la commission sur cette proposition de loi, sous réserve de l'adoption de ses amendements - **Après l'art. 1^{er}** (p. 3079) : accepte l'amendement n° 65 du Gouvernement (rassemblement des dispositions portant sur les garanties financières et relatives aux trois activités différentes des établissements classés) - **Après l'art. 2** : son amendement n° 1 : consultations préalables à l'exploitation de carrières ; adopté - (p. 3080) : ses amendements, n° 2 : possibilité pour le ministre chargé des installations classées d'édicter des règles générales sur la prévention et la réduction des risques d'accidents et de pollution ainsi que des mesures techniques pour une bonne insertion dans le paysage et la remise en état des lieux ; et n° 3 : servitudes d'utilité publique ; adoptés - (p. 3081) : son amendement n° 4 : délai de recours ; adopté - (p. 3082) : son amendement n° 5 : dispositif transitoire applicable aux installations classées régulièrement mises en service et soumises à

l'avenir à autorisation ou à déclaration ; adopté - **Art. 3 (généralisation du régime d'autorisation à toutes les exploitations de carrières ; commission départementale et schéma départemental des carrières)** - *Art. 16-1 A de la loi du 19 juillet 1976 (régime d'autorisation d'exploitation de carrières)* (p. 3083) : son amendement n° 6 : limitation de la durée maximale d'exploitation des carrières à quinze ans et procédure de renouvellement d'autorisation ; adopté - (p. 3084) : sur ce dernier, accepte les sous-amendements n° 49 de M. Jacques de Menou, n° 47 et n° 62 de M. Jean Simonin, n° 43 de M. Gérard Miquel - (p. 3085) : s'oppose à l'amendement n° 63 (limitation aux parties boisées d'une carrière de l'ajustement de la durée d'exploitation autorisée au titre des installations classées sur celle du défrichement) du Gouvernement - *Art. 16-1 (commission départementale des carrières)* (p. 3086, 3087) : son amendement n° 7 : nouvelle rédaction ; adopté - Sur ce dernier, s'oppose aux sous-amendements n° 39 de M. Pierre Lacour, n° 64 du Gouvernement, n° 45 et n° 46 de M. Félix Leyzour - Demande le retrait du sous-amendement n° 60 de M. Jacques Machet - *Art. 16-2 (schéma départemental de carrières)* : son amendement n° 8 : nouvelle rédaction ; adopté - (p. 3088) : sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 48 de M. Jean Simonin - *Après l'art. 16-2* (p. 3089) : ses amendements n° 9 : refus possible d'une nouvelle autorisation à l'exploitant qui n'aurait pas satisfait aux obligations de remise en état d'une ancienne carrière ; adopté ; et n° 10 : garanties financières couvrant la remise en état du site, les interventions en cas d'atteinte à l'environnement mais excluant les indemnités dues aux tiers qui pourraient subir un préjudice du fait de l'installation ; retiré - Accepte l'amendement n° 66 du Gouvernement (obligation pour les carrières existantes de se mettre en conformité avec l'obligation de garantie financière dans un délai de cinq ans) - **Art. 3 bis (commission départementale consultative)** : son amendement de suppression n° 11 ; adopté - **Art. 3 ter (refus d'autorisation)** : son amendement de coordination n° 12 ; adopté - **Art. 3 quater (constitution de garanties financières)** (p. 3090) : son amendement de coordination n° 13 ; adopté - **Art. 5 (délai de recours)** : son amendement de suppression n° 14 ; adopté - **Après l'art. 5** : son amendement n° 15 : institution d'une taxe parafiscale sur les granulats permettant le financement d'actions de recherche et de valorisation des sites anciens de carrières ; retiré - (p. 3091) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 67 du Gouvernement (contentieux de pleine juridiction) - **Art. 11 (permis d'exploitation de carrières)** (p. 3092) : ses amendements n° 16 : limitation des motifs du recours à l'article 109 du code minier aux seuls besoins de l'économie nationale ou régionale ; et n° 17 : soumission de la délimitation des zones où s'appliquera l'article 109 du code minier à l'avis de la ou des commissions départementales des carrières concernées ; adoptés - **Après l'art. 11** : son amendement de coordination n° 18 ; adopté - **Art. 13 (coordination)** : son amendement de coordination n° 19 ; adopté - **Art. 14 (coordination)** (p. 3093) : son amendement de coordination n° 20 ; adopté - **Après l'art. 14** : ses amendements de coordination n° 21, n° 22 et n° 23 ; adoptés - **Art. 15 (coordination)** : son amendement n° 24 : rétablissement de la référence à l'article 109 du code minier ; adopté - **Après l'art. 15** : ses amendements de coordination n° 25 et n° 26 ; adoptés - **Art. 16 (régime des halles et terrils de mines et déchets d'exploitation de carrières)** (p. 3094) : son amendement n° 27 : opérations de dragage ; adopté - **Art. 18 ter (modification de l'article L. 311-1 du code forestier)** : son amendement n° 28 : caractère obligatoire de la pratique actuelle des plans de défrichement ; adopté - (p. 3095) : sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 68 du Gouvernement et demande le retrait du sous-amendement n° 42 de M. Pierre Lacour - **Art. 19 (dispositions transitoires)** (p. 3096) : ses amendements n° 29 de coordination et n° 30 : nouvelle rédaction des conditions transitoires mises à l'application des nouvelles règles aux exploitations existantes ; adoptés - **Art. 20 (entrée en vigueur de la loi)** (p. 3097) : son amendement n° 31 : entrée en vigueur six mois après la publication au Journal officiel ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 69 du Gouvernement (application immédiate des articles de la loi non spécifiques aux carrières) - **Intitulé de la proposition de loi** : son amendement n° 32 : « Proposition de loi relative aux carrières » ; adopté.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur les négociations du GATT [n° 69 (92-93)]** - (26 novembre 1992)

(p. 3494, 3495) : clause de paix - Le Gouvernement recherche l'appui du Parlement - Position des communistes - Illusion sur la solidarité européenne - Appel à l'union nationale - Négociations du GATT menées de façon désastreuse par la commission de Bruxelles - Isolement de la Communauté européenne - Volonté d'hégémonie économique des Etats-Unis - Concept de guerre économique - (p. 3496) : facture de la guerre du Golfe - Réforme de la PAC et négociations du GATT - Plan d'accompagnement de juillet 1992 - Isolement de la France - (p. 3497) : impossibles négociations de puissance à puissance entre l'Europe et les Etats-Unis - Politique gouvernementale néfaste pour l'agriculture française.

- **Projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques [n° 85 (92-93)]** - (15 décembre 1992) - **Art. 1^{er} bis (parcs naturels régionaux)** (p. 4042) : son amendement n° 32 : versement d'indemnisations pour les contraintes liées aux nouvelles directives ; retiré - **Art. 5 bis (terrains de camping et de stationnement de caravanes dans les zones soumises à un risque naturel ou écologique prévisible)** (p. 4045) : intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (zones à risques définies par le préfet) et se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 47 du Gouvernement.

- **Proposition de loi tendant à assujettir les carrières aux dispositions de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et à créer la commission départementale des carrières - Deuxième lecture [n° 84 (92-93)]** - (15 décembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4059, 4060) : améliorations apportées par le Sénat - Délais de recours contre les autorisations d'exploitation - Sous réserve de ses amendements, la commission demande au Sénat d'adopter la présente proposition de loi - **Art. 1^{er} bis (obligation de constituer des garanties financières)** (p. 4061) : demande le retrait de l'amendement n° 5 de M. Pierre Lacour (définition des installations dangereuses et constitution de garanties financières) - **Après l'art. 2 quater** : demande le retrait de l'amendement n° 6 de M. Pierre Lacour (renforcement des dispositions relatives au secret professionnel) - **Art. 2 quinquies (délai de recours entre les autorisations d'exploitation de carrières)** : son amendement n° 1 : fixation du début du délai de recours à l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet ; adopté - **Art. 3** (p. 4062) : ses amendements, n° 2 : rétablissement de la parité des quatre collèges composant la commission départementale des carrières ; et n° 3 de cohérence ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 7 de M. Félix Leyzour (droit de veto des communes sur l'exploitation d'une carrière sur leur territoire) - **Art. 18 ter** (p. 4063) : son amendement rédactionnel n° 4 ; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1992 [n° 89 (92-93)]** - (18 décembre 1992) - **Après l'art. 40** (p. 4388) : son amendement n° 11, soutenu par M. Emmanuel Hamel : possibilité pour les groupements de communes d'instituer la taxe professionnelle de zones ou la taxe professionnelle communautaire dès l'exercice fiscal 1993 ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques - Nouvelle lecture [n° 152 (92-93)]** - (19 décembre 1992) - **Après l'art. 49** (p. 4445) : ses amendements, soutenus par M. Emmanuel Hamel, n° 3 : possibilité pour le créancier ou un groupe de créanciers détenant au moins 15 % des créances de désigner une ou plusieurs personnes de leur choix pour la défense de leurs intérêts auprès du tribunal et du mandataire désigné par lui ; n° 4 : cas des créanciers bénéficiaires d'un nantissement ou d'une hypothèque ; et n° 5 : insertion d'un chapitre additionnel relatif aux entreprises ; adoptés.

FRANCOIS-PONCET (Jean), sénateur du Lot-et-Garonne (RDE) Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Président de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992) ; puis président (*JO* Lois et décrets du 9 octobre 1992).

- Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes ; de nouveau membre de cette délégation (*JO* Lois et décrets du 16 octobre 1992).

Membre titulaire au sein du Conseil national d'aménagement du territoire.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises (2 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code forestier (9 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement (26 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le bruit (15 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques (15 décembre 1992).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques et de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur les conséquences de la réforme de la politique agricole commune pour l'agriculture française (comptes rendus des auditions communes) [n° 502 (91-92)] (10 juillet 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992) - **Communautés européennes**.

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 22 (*JO* Débats du 24 juin 1992) (p. 1995) - Ministère : Agriculture - *Réforme de la politique agricole commune* - (Retirée : octobre 1992) - **Politique agricole commune (PAC)**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 117 (91-92)]** - (9 janvier 1992) - **Discussion générale** (p. 24, 25) : aménagement du territoire - Zones rurales - Deuxième part de la dotation globale d'équipement, DGE, des communes - Dotation globale de fonctionnement, DGF - Solidarité entre collectivités territoriales et désengagement de l'Etat - Coopération intercommunale.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne » [n° 334 (91-92)]** - (2 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1436, 1437) : construction européenne - Nationalismes - Modifications géopolitiques - Concurrence internationale - Allemagne - Elargissement de l'Europe - Souveraineté nationale - (p. 1438) : union économique et monétaire - Politique étrangère et de défense commune - Droit de vote et d'éligibilité des ressortissants de la communauté aux élections locales - Vote des étrangers - Europe politique - Principe de subsidiarité.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 485 (91-92)] - (2 juillet 1992) (p. 2355) : aide aux agriculteurs - Production céréalière - (p. 2356) : cloisonnement du marché agricole - Négociations du GATT - Exportations - (p. 2357) : politique nationale d'accompagnement - Allègement des charges fiscales - Cotisations sociales - Aides communautaires aux oléagineux - Avenir de l'espace rural.

- **Projet de loi de finances pour 1993** [n° 55 (92-93)].

Discussion générale :

(24 novembre 1992) (p. 3388) : excédent de la balance des échanges industriels français - **Projet de budget artificiel - Aménagement du territoire** - (p. 3389) : crédits de paiement et autorisations de programme de l'aménagement du territoire - Absence de récapitulation de l'ensemble des actions engagées par l'Etat en faveur de l'aménagement du territoire - Politique agricole commune - Schéma autoroutier - Réseau TGV - Schéma « université 2000 » - Délocalisation de services et d'entreprises publiques - (p. 3390) : schéma directeur de la région d'Ile-de-France - Recensement de 1989 - Inquiétude des Français.

FRAYSSE-CAZALIS (Jacqueline), sénateur des Hauts-de-Seine (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

Membre de la commission des affaires sociales (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République (14 janvier 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale (14 octobre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux (21 janvier 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République - Deuxième lecture** [n° 117 (91-92)] - (9 janvier 1992) - **Discussion générale** (p. 26) : droits des communes - **Projet d'extension du quartier d'affaires de la Défense, à Nanterre** - **Coopération intercommunale** - **Finances locales** - (p. 27) : dotation de développement rural - **Démocratie locale** ; consultation des électeurs - **Menace sur l'existence des communes** - **Déconcentration** - **Vote du groupe communiste contre ce projet de loi - Art. 53 (par priorité) (communautés des communes)** (p. 41) : son amendement de suppression n° 222, soutenu par M. Louis Minetti ; adopté - **Son amendement n° 223** : respect de la volonté exprimée par le conseil municipal ; devenu sans objet - **Art. 54 (par priorité) (règles de fonctionnement des communautés urbaines)** (p. 45, 46) : ses amendements n° 224, de suppression ; adopté ; et n° 225 : respect de la volonté exprimée par le conseil municipal ; devenu sans objet - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 50) : son amendement n° 204 : définition de principes ; rejeté - **Art. 4 (rôle des préfets de région et rattachement au Premier ministre)** (p. 53) : son amendement de suppression n° 205, soutenu par M. Louis Minetti ; rejeté - **Art. 16 (consultation des électeurs de la commune)** (p. 62, 63) : se déclare opposé à l'amendement n° 35 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat) - **Son amendement n° 206** : nouvelle rédaction de l'article L. 125-1 du code des communes : substitution du mot « habitants » au mot « électeurs » ; rejeté - (p. 65) : sur l'amendement n° 36 de la commission (rétablissement partiel du texte adopté en première lecture par le Sénat),

vote par le groupe communiste du sous-amendement n° 163 de M. René Régnault.

Suite de la discussion - (10 janvier 1992) - **Art. 57 (par priorité) (régime fiscal des communautés de ville)** (p. 76) : son amendement de suppression n° 226, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - **Art. 64 (fonds de compensation pour la TVA au profit des communautés de commune et des communautés de villes)** (p. 89) : son amendement n° 227, soutenu par M. Robert Vizet : extension de la disposition proposée à toutes les collectivités territoriales ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Avant l'art. 37** (p. 129) : son amendement n° 207, soutenu par M. Robert Vizet : région : principes et orientations ; rejeté - **Art. 37 - Art. 38 - Art. 39 - Art. 40 - Art. 41 - Art. 42 - Art. 43 - Art. 44 - Art. 45 - Art. 46** : ses amendements de suppression, soutenus par M. Robert Vizet, n° 208, n° 209, n° 210, n° 211, n° 212, n° 213, n° 214, n° 215, n° 216 et n° 217 ; adoptés.

Suite de la discussion - (14 janvier 1992) - **Art. 49 (commission départementale de la coopération intercommunale)** (p. 141) : son amendement de suppression n° 218, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - **Art. 50 (schéma départemental de la coopération intercommunale)** (p. 143) : son amendement de suppression n° 219, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - **Art. 50 bis, art. 50 ter (créations des communautés de communes et des communautés de villes prévues par le schéma départemental)** (p. 146) : ses amendements de suppression, soutenus par M. Robert Vizet, n° 220 et n° 221 ; adoptés.

Nouvelle lecture [n° 245 (91-92)] - (23 janvier 1992) - **Discussion générale** (p. 410, 411) : atteinte à l'autonomie des collectivités territoriales sous prétexte de coopération - **Communes rurales** - **Vote du groupe communiste contre ce texte - Avant l'art. 1^{er}** (p. 411) : son amendement n° 208 : définition de principe ; rejeté - **Art. 16** (p. 417) : son amendement n° 209 : substitution du mot « habitants » au mot « électeurs » ; retiré - **Art. 48 (principes du progrès de la coopération intercommunale)** (p. 431) : son amendement n° 212, soutenu par Mme Paulette Fost : principe de la coopération intercommunale ; rejeté.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (11 juin 1992) - **Art. 1^{er} (nouvelle numérotation des titres XIV et XV de la Constitution)** (p. 1558, 1559) : référendum danois et refus de ratification du traité de Maastricht - **Caducité du traité de Maastricht** - **Europe des nations** - **Le groupe communiste retire ses amendements.**

- **Projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage - Deuxième lecture** [n° 97 (92-93)] - (17 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4224) : sujets divers des amendements du Gouvernement - Conséquences de ce texte favorables pour les employeurs et défavorables pour les salariés - **Situation économique** - **Partage du travail** - **Nécessité de distinguer les responsabilités du chef d'entreprise et celles des délégués du personnel** - **Révision des conventions et accords collectifs** - **Après l'art. 1^{er}** (p. 4226) : soutient l'amendement n° 42 de Mme Michelle Demessine (légalisation et rémunération des heures complémentaires réalisées au-dessus du plafond de l'horaire contractuel pendant les stages de formation) - **Art. 4 bis (information du tribunal en cas de litige sur les horaires de travail)** (p. 4231) : soutient l'amendement n° 45 de Mme Michelle Demessine (bénéfice du doute en faveur du salarié) - **Art. 18 (intervention du délégué du personnel en cas d'atteinte au droit des personnes ou aux libertés individuelles)** (p. 4235) : soutient les amendements n° 51 (droits des personnes et libertés individuelles), n° 52 (décisions prises à l'initiative de l'inspection du travail) et n° 54 (suppression de la collaboration entre l'employeur et le délégué) de Mme Michelle Demessine - **Art. 21 (reclassement ou licenciement d'un salarié devenu physiquement inapte à son emploi)** (p. 4237) : soutient les amendements n° 56 et n° 57 de Mme Michelle Demessine (versement du salaire au profit du salarié).

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° 87 (92-93)] - (17 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4246, 4247) : nombre de licenciements - **Responsabilité du licenciement économique** - **Reclassement** - **Transparence dans l'utilisation des fonds publics** - **Sanction de l'interruption de**

grossesse pratiquée par une femme sur elle-même - Mesures en faveur de la santé - Publicité sur le tabac - Avec le groupe communiste, sous réserve du maintien de certaines dispositions, votera le projet de loi - **Art. 4 (procédure complémentaire de reconnaissance des maladies professionnelles fondée sur une expertise individuelle)** (p. 4254) : soutient les amendement n° 106 (examen de la victime par le comité régional), n° 104 (motivations de la décision portée à la connaissance des salariés) et n° 105 (possibilité de contre-expertise) de Mme Michelle Demessine.

- **Projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage - Nouvelle lecture [n° 167 (92-93)]** - (20 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4554) : absence de création d'emploi - Bouversement de l'organisation du travail - Insuffisantes dispositions relatives à l'assurance chômage - Au nom du groupe communiste, se déclare opposée à l'adoption de ce projet.

- **Projet de loi relatif aux relations entre les professions de santé et l'assurance-maladie - Nouvelle lecture [n° 78 (92-93)]** - (21 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4614, 4615) : unions de médecins exerçant à titre libéral - Codage

des actes et des pathologies - Références médicales opposables aux médecins - Médecine à deux vitesses - Prévention - Difficultés de financement de la sécurité sociale liées à l'aggravation du chômage et à la politique économique - Cotisations - Vote du groupe communiste contre ce projet de loi - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4628) : infirmiers - Vote du groupe communiste contre ce texte.

FUZIER (Claude), sénateur de Seine-Saint-Denis (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission des affaires culturelles (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Vice-président de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme jusqu'au 12 juin 1992.

G

GALLET (Henri), sénateur du Pas-de-Calais (NI puis S).

Remplace le 7 janvier 1992 en qualité de sénateur, M. Michel Darras, décédé (JO Lois et décrets du 8 janvier 1992).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois (JO Lois et décrets du 9 avril 1992).

GARCIA (Aubert), sénateur du Gers (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice (JO Lois et décrets du 25 novembre 1992) ; puis vice-président (JO Lois et décrets du 27 novembre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques (15 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement (26 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux relations entre transporteurs routiers de marchandises donneurs d'ordres et sous-traitants (10 décembre 1992).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques, à la suite d'une mission effectuée aux Etats-Unis du 15 au 27 septembre 1991, pour étudier la situation actuelle de l'économie américaine, notamment son agriculture, et la position de ce pays dans le cadre des négociations du GATT [n° 254 (91-92)] (24 janvier 1992) - **Etats-Unis d'Amérique**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Industries agricoles et alimentaires** - [n° 58 (92-93)] tome 3 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte de diverses dispositions intervenues en matière électorale** [n° 57 (91-92)] - (29 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 930, 931) : plafond des dépenses électorales - Entrée en vigueur de la loi - Se

déclare favorable à ce texte sous réserve de l'adoption des amendements du Gouvernement.

- **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 272, 91-92) de M. Roger Chinaud, tendant à modifier l'article 47 bis du règlement du Sénat [n° 320 (91-92)] - (14 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1139, 1140) : ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances - Procédure de discussion budgétaire - Vote du groupe socialiste contre cette proposition de résolution.

- **Projet de loi portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit** [n° 316 (91-92)] - (20 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1291) : transposition des directives européennes en matière d'assurance et de crédit - Ouverture du capital des entreprises d'assurance publiques et augmentation des fonds propres - Lutte contre le chômage - (p. 1292) : marché unique de l'assurance sur la vie - Libre prestation de services, LPS, «active ou passive» - Europe bancaire - Protection des consommateurs - Rémunération des comptes courants - Avis favorable du groupe socialiste - **Art. 1^{er} (alignement de la composition du capital des entreprises publiques d'assurance sur le droit commun du secteur public)** (p. 1298) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 33 de M. Robert Vizet et à l'amendement n° 5 de la commission (suppression de l'appartenance au secteur public) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1318) : suppression de l'appartenance au secteur public des sociétés centrales d'assurance - Le groupe socialiste s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail - Deuxième lecture** [n° 359 (91-92)] - (17 juin 1992) - **Art. 2 - Art. 123-1-1 du code de la famille et de l'aide sociale** (p. 1780) : se déclare opposé à l'amendement n° 3 de la commission (modification ou retrait de l'agrément : suppression de la commission consultative paritaire départementale) - **Après l'art. 18** (p. 1787) : se déclare opposé à l'amendement n° 9 de la commission (dispense de l'obligation de formation pour les assistantes maternelles à titre permanent et non permanent).

- **Projet de loi portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit - Deuxième lecture** [n° 409 (91-92)] - (25 juin 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2016) : avancée importante pour les secteurs de l'assurance et de la banque - Refus de maintenir dans le secteur public des sociétés d'assurance - Abstention du groupe socialiste sur ce texte.

- **Projet de loi relatif à la partie législative du livre premier (nouveau) du code rural** [n° 263 (91-92)] - (14 octobre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2665) : vote de ce projet de loi par le groupe socialiste.

- **Proposition de loi portant répartition des compétences dans le domaine du tourisme - Deuxième lecture** [n° 432 (91-92)] - (3 novembre 1992) - **Art. 6 (offices de tourisme)** (p. 2965) : se déclare favorable à l'amendement n° 12 de la commission (compétence des structures de coopération intercommunale dans le domaine du tourisme) - Aspect positif de l'intercommunalité - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2967) : remerciements au rapporteur - Travail constructif - Avec le groupe socialiste, votera ce texte.

- **Conclusions du rapport de M. Charles Jolibois**, fait au nom de la commission élue spécialement pour son examen conformément à l'article 86, alinéa 3, du règlement, sur la proposition de résolution (n° 49, 92-93) de M. Jacques Sourdille déposée avec plusieurs de ses collègues portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de Justice [n° 101 (92-93)] - (10 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3897) : recherche de la vérité - Problème de la certitude dans le domaine médical - (p. 3898) : décision de la commission consultative de la transfusion sanguine du 20 juin 1985 de laisser concurremment en vente jusqu'au 1^{er} octobre les produits chauffés et non chauffés - Se déclare opposé au texte de la proposition de résolution.

- **Projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 142 (92-93)] - (20 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4534) : intégration du paysage dans les décisions d'aménagement - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable au texte de la commission mixte paritaire ainsi amendé par le Gouvernement.

- **Projet de loi portant réforme du régime pétrolier** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 148 (92-93)] - (20 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4544) : modernisation de la législation pétrolière - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

- **Projet de loi relatif aux relations de sous-traitance dans le domaine du transport routier de marchandises** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 149 (92-93)] - (20 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4545) : au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage** - *Nouvelle lecture* [n° 167 (92-93)] - (20 décembre 1992) - **Art. 8** (p. 4551) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4553) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'adoption de ce texte, tel qu'il ressort des travaux du Sénat - Transformation du temps partiel en précarisation du statut des salariés - (p. 4554) : favorable au temps partiel sur la base du volontariat.

- **Projet de loi relatif aux sociétés civiles de placement immobilier, aux sociétés de crédit foncier et aux fonds communs de créances** - *Deuxième lecture* [n° 125 (92-93)] - (20 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4559) : renforcement de la sécurité du marché - Protection des épargnants - Modernisation de la législation sur les sociétés de crédit foncier - Adaptation de la législation sur la titrisation - Mobilisation de l'épargne par le secteur de l'immobilier - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

GARCIA (Jean), sénateur de la Seine-Saint-Denis (C).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992) ; puis secrétaire (*JO Lois et décrets* du 9 octobre 1992).

- Secrétaire de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes ; de nouveau secrétaire de cette délégation (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national relatives à la réserve du service militaire (21 décembre 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 4 décembre 1992) (p. 3655) - Ministère : Travail - *Politique de lutte contre la pauvreté et le chômage* - *Politique sociale*.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours** [n° 312 (91-92)] - (13 mai 1992) - **Art. 1^{er}** (*champ d'application de la loi* (p. 1103) (p. 1101) : soutient l'amende-

ment n° 38 de M. Louis Minetti (activité des guides-interprètes ou des accompagnateurs) - **Art. 10** (*limites du champ de l'agrément*) (p. 1109) : soutient l'amendement n° 44 de M. Louis Minetti (suppression de la mention des associations et organismes sans but lucratif dans la décision accordant l'agrément à leur fédération ou à leur union) - **Art. 11** (*réglementation applicable aux organismes locaux de tourisme*) : soutient l'amendement n° 45 de M. Louis Minetti (rôle d'intérêt général des organismes locaux de tourisme et concertation avec l'ensemble des intervenants dans le domaine touristique situé sur leur territoire) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1117) : le groupe communiste et apparenté s'abstiendra.

- **Projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale** [n° 314 (91-92)] - (21 mai 1992) - **Art. 2** (*application des dispositions sanctionnant le harcèlement sexuel à la gestion du personnel dans l'entreprise*) (p. 1343) : soutient les amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau n° 20 (prise en compte dans la liste des interdictions du domaine de la sanction disciplinaire) et n° 23 (nullité de plein droit des actes illicites).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant n° 2 à la convention générale du 20 janvier 1972 sur la sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Turquie, signé à Ankara le 17 avril 1990** [n° 343 (91-92)] - (15 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1669).

- **Projet de loi relatif à l'installation de réseaux de distribution par câble de services de radiodiffusion sonore et de télévision** [n° 318 (91-92)] - (15 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1681) : nouvel essor du réseau de distribution audiovisuel par câble - Câblage des immeubles anciens et des lotissements - Lancement du plan câble en 1982 - Choix de la fibre optique - (p. 1682) : insuffisance du nombre d'abonnements - Abandon du câble fibre optique pour le câble coaxial - Lente progression du câble depuis six ans - Insuffisante qualité des programmes proposés - Souligne les succès de TF 1 et Canal Plus en raison des conditions avantageuses et privilégiées concédées par l'Etat au détriment de la Cinq, de M 6 et des chaînes câblées - (p. 1683) : rôle de France Télécom - Relance du plan câble et préservation des droits des usagers - Institution d'une servitude de câblage dans les lotissements et les immeubles collectifs - Estime que le câble doit être un outil de communication et de diffusion de la culture - Abstention du groupe communiste sur ce projet.

- **Projet de loi relatif au code de la propriété intellectuelle (partie législative)** - *Deuxième lecture* [n° 392 (91-92)] - (15 juin 1992) - **Art. 1^{er}** (p. 1689) : sauvegarde des auteurs et de la création - Défense de la chanson française - Au nom du groupe communiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

- **Projet de loi relatif aux sociétés civiles de placement immobilier aux sociétés de crédit foncier et aux fonds communs de créances** [n° 271 (91-92)] - (19 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1876, 1877) : modification des statuts des sociétés civiles de placement immobilier, SCPI - Augmentation du nombre de SCPI - Protection de l'épargne investie dans les SCPI - Conséquences du développement des SCPI pour le plan d'épargne populaire, PEP, et le livret A - Aménagements du régime juridique des sociétés de crédit foncier - Fonds communs de créances - Abstention du groupe communiste sur ce projet.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail** [n° 428 (91-92)] - (3 juillet 1992) - **Art. 1^{er}** (*adaptation de la durée du contrat au niveau de compétence de l'apprenti*) (p. 2424) : soutient l'amendement de suppression n° 39 de M. Paul Souffrin - **Après l'art. 1^{er}** (p. 2425) : soutient l'amendement n° 41 de M. Paul Souffrin (centres de formation d'apprentis, CFA : définition de principes et contrôle pédagogique de l'éducation nationale) - **Art. 4** (*intervention des branches professionnelles dans la fixation de la durée de la formation*) (p. 2428) : soutient les amendements de M. Paul Souffrin n° 45, de suppression, et n° 46 (fixation de la durée minimale des cours) - **Art. 5** (*procédure d'agrément de l'entreprise*) (p. 2431) : soutient l'amendement n° 49 de M. Paul Souffrin (conditions requises de l'entreprise) - **Après**

l'art. 7 (p. 2437, 2438) : soutient les amendements de M. Paul Souffrin, n° 54 (interdiction des dérogations à la durée légale du travail pour les apprentis), n° 55 (interdiction du travail de nuit), n° 56 (représentation des apprentis au sein des CFA) et n° 57 (droits syndicaux).

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole au traité sur l'Antarctique, relatif à la protection de l'environnement [n° 510 (91-92)]** - (12 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3134).

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale [n° 3 (92-93)] - Suite de la discussion** - (19 novembre 1992) - **Art. 21** (*interdiction d'entendre comme témoin une personne à l'encontre de laquelle il existe des indices graves et concordants de culpabilité*) (p. 3251) : soutient l'amendement n° 202 de M. Charles Lederman (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 22** (*auditions et confrontations ; communication du dossier*) (p. 3252) : soutient l'amendement n° 203 de M. Charles Lederman (augmentation de quatre à huit jours du délai de convocation des avocats avant l'interrogatoire ou l'audition, ainsi que le délai de mise à leur disposition de la procédure).

- **Projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)].**

Discussion générale ;

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3431) : budget de la sécurité publique - Criminalité et délinquance en augmentation - Budget de la justice - Manque en moyens techniques et en personnels - Conflits dans le secteur pénitentiaire.

- **Conférence des présidents** - (3 décembre 1992) (p. 3663 à 3665) : regrette que le ministre de l'environnement n'ait pas joint au projet de loi relatif à la lutte contre le bruit les propositions de loi de Mmes Hélène Luc et Marie-Claude Beaudeau relatives à la lutte contre le bruit des aéronaves.

- **Projet de loi modifiant le code civil et relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits - Deuxième lecture [n° 11 (92-93)]** - (9 décembre 1992) - **Art. 1^{er}** (*de la responsabilité du fait de défaut de sécurité des produits*) - **Art. 1386-15 du code civil** (*extinction de la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits*) (p. 3825) : soutient l'amendement n° 16 de M. Robert Pagès (organisation du délai de prescription dans le sens d'une meilleure protection du consommateur) - Produits pharmaceutiques ; affaire du distilbène - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3829) : abstention du groupe communiste.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit [n° 35 (92-93)]** - (9 décembre 1992) - **Art. 10** (*prise en compte des objectifs de lutte contre le bruit pour les nouvelles infrastructures de transport terrestre*) (p. 3855) : transport routier - Autoroutes en milieu urbain en Ile-de-France.

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale - Deuxième lecture [n° 70 (92-93)]** - (11 décembre 1992) - **Art. 45** (*renvoi devant le tribunal de police*) (p. 3989) : soutient l'amendement de suppression n° 100 de M. Charles Lederman - **Art. 46** (*renvoi devant le tribunal correctionnel*) (p. 3990) : soutient l'amendement n° 101 de M. Charles Lederman (suppression du paragraphe II de cet article relatif au fait que l'ordonnance de présomption de charges prononçant le renvoi couvre les vices de la procédure antérieure) - **Art. 60 bis** (*garde à vue des mineurs*) (p. 3996) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'amendement n° 81 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4005) : avis défavorable du groupe communiste sur ce texte.

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique de sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine et modifiant le code de la santé publique [n° 71 (92-93)]** - (16 décembre 1992) - **Art. 1^{er}** (*livre VI du code de la santé publique ; chapitre 1^{er} : « De la collecte du sang humain et de ses composants, et de la préparation de leurs produits dérivés »*) - **Art. L. 666-10 du code de la santé publique** (*autorisation des importations de produits labiles*) (p. 4124) : soutient l'amendement n° 48 de Mme Marie-Claude Beaudeau (limitation au sang et aux produits dérivés collectés suivant les règles du non-profit et du bénévolat).

GAUD (Gérard), sénateur de la Drôme (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

GAUDIN (Jean-Claude), sénateur des Bouches-du-Rhône (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 7 (*JO Débats* du 16 avril 1992) (p. 657) - Ministère : Premier ministre - *Politique générale du Gouvernement* - (Réponse : 17 avril 1992) (p. 672) - *Politique générale*.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République - Nouvelle lecture [n° 245 (91-92)]** - (23 janvier 1992) - **Avant l'art. 56 undecies** (p. 436) : se déclare favorable aux amendements n° 210 et n° 211 de M. Robert-Paul Vigouroux (bataillon de sapeurs-pompiers de Marseille).

- **Questions orales avec débat jointes : politique générale du Gouvernement** - (16 avril 1992) - Présente sa question (p. 671, 672).

GAULLE (Philippe de), sénateur de Paris (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national relatives à la réserve du service militaire (21 décembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 117 (91-92)] - Suite de la discussion** - (10 janvier 1992) - **Art. 36 terdecies** (*commission départementale des sites et paysages littoraux ; supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 129) : soutient l'amendement n° 236 de M. Jacques Oudin ; retiré au profit de l'amendement n° 88 sur le même objet de la commission.

- **Projet de loi portant réforme du régime pétrolier [n° 517 (91-92)]** - (5 novembre 1992) - **Art. 11** (*pouvoirs du Gouvernement en cas de crise*) (p. 3065) : sur l'amendement n° 16 de la commission (nouvelle rédaction), son sous-amendement n° 52 ; adopté.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° 87 (92-93)] - Suite de la discussion** - (18 décembre 1992) - **Art. 8 bis** (*par priorité*) (*unification du régime des accidents de la circulation liés au travail*) (p. 4290) : intervient sur l'amendement de suppression n° 68 de M. Jacques Machet - **Après l'art. 12** (p. 4308) : se déclare favorable à l'amendement n° 16 de la commission (possibilité du cumul emploi-retraite pour les préretraités militaires).

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national relatives à la réserve du service militaire [n° 115 (92-93)]** - (21 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4609, 4610) : vote de ce projet de loi par le groupe du RPR.

GENTON (Jacques), sénateur du Cher (UC).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Président de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes ; de nouveau président de cette délégation (*JO* Lois et décrets du 16 octobre 1992).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national relatives à la réserve du service militaire (21 décembre 1992).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée sur le traité de l'Union européenne [n° 307 (91-92)] (23 avril 1992) - **Communautés européennes**.

Participation au rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée sur la VI^e Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires qui s'est tenue à Lisbonne les 4 et 5 mai 1992 [n° 401 (91-92)] (11 juin 1992) - **Communautés européennes**.

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques et de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur les conséquences de la réforme de la politique agricole commune pour l'agriculture française (comptes rendus des auditions communes) [n° 502 (91-92)] (10 juillet 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992) - **Communautés européennes**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur la VII^e Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires qui s'est tenue à Londres les 10 et 11 novembre 1992 [n° 65 (92-93)] (26 novembre 1992) - **Communautés européennes**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, en application de l'article 22, premier alinéa du Règlement, sur la programmation des équipements militaires pour les années 1992-1994 [n° 96 (92-93)] (9 décembre 1992) - **Défense**.

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 5 (*JO* Débats du 23 mai 1991) (p. 1004) - Ministère : Défense - **Conséquences des nouvelles technologies dans le domaine de la défense** - (Caduque avril 1992) - **Armes et munitions**.

Questions orales européennes avec débat :

n° 9 (*JO* Débats du 3 avril 1992) (p. 525) - Ministère : Affaires européennes - **Portée du traité de l'Union européenne résultant du Conseil européen de Maastricht** - **Communauté économique européenne (CEE)** - (Caduque avril 1992).

n° 1 (*JO* Débats du 8 avril 1992) (p. 532) - Ministère : Affaires européennes - **Portée du traité de l'Union européenne résultant du Conseil européen de Maastricht** - **Marché unique européen**.

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : portée du traité sur l'Union européenne résultant du Conseil européen de Maastricht** - (22 avril 1992) (p. 724 à 726) : présente sa question.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne » [n° 334 (91-92)]** - Suite de la discussion - (16 juin 1992) - **Art. 2 (insertion dans la Constitution d'un titre XIV : « Des Communautés européennes et de l'Union européenne »)** - **Art. 88-3 de la Constitution (avis des assemblées parlementaires sur les propositions d'actes communautaires comportant des dispositions de nature législative)** (p. 1730, 1731) : sur l'amendement n° 15 de la commission (vote de résolution selon des modalités déterminées par le règlement de chaque assemblée), son sous-amendement n° 17 ; rejeté.

- **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission des lois sur les propositions de résolution (n° 20, 92-93) de M. Michel Poniatowski et plusieurs de ses collègues, (n° 36, 92-93) de M. Jacques Larché, (n° 47, 92-93) de Mme Hélène Luc et plusieurs de ses collègues, **tendant à modifier le règlement du Sénat pour l'application de l'article 88-4 de la Constitution [n° 109 (92-93)]** - (15 décembre 1992) - **Art. 1^{er} (dispositions nécessaires à la mise en oeuvre de l'article 88-4 de la Constitution)** (p. 4072) : son amendement rédactionnel n° 1 ; retiré - (p. 4074) : son amendement n° 2 : possibilité pour la délégation pour les Communautés européennes de se saisir pour avis des propositions d'actes communautaires ; retiré - (p. 4080) : ses amendements, rédactionnel n° 3, et n° 4 : possibilité offerte au président de la délégation des communautés européennes de demander un examen en séance publique des textes communautaires ; adoptés.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1992 [n° 89 (92-93)]** - (18 décembre 1992) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 4345) : composition du collectif budgétaire - Amputation des crédits de certains titres - Financement des opérations extérieures - Avec la commission des affaires étrangères, émet un avis défavorable sur ce projet de loi.

GERARD (Alain), sénateur du Finistère (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

GERBAUD (François), sénateur de l'Indre (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992) ; puis secrétaire (*JO* Lois et décrets du 9 octobre 1992).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux relations entre transporteurs routiers de marchandises donneurs d'ordres et sous-traitants (10 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du régime pétrolier (16 décembre 1992).

DÉPÔTS

Proposition de loi portant modification de l'article 87 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 63 (90-91)] (30

octobre 1990) - Reprise par son auteur le 17 avril 1992 - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, portant création des contrats de protection de l'environnement, des cahiers des charges de la protection du patrimoine naturel, des contrats de protection du patrimoine naturel, d'une rubrique « environnement » dans les contrats de plan Etat-Régions, d'un fonds national de soutien à l'innovation dans le domaine de la protection du patrimoine naturel et de mesures diverses [n° 321 (91-92)] (6 mai 1992) - **Environnement.**

GIACOBBI (François), sénateur de la Haute-Corse (RDE).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des lois.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992) ; puis vice-président (*JO Lois et décrets* du 9 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code civil et relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits (9 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la procédure pénale (11 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mise à la disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services (20 octobre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques** [n° 85 (92-93)] - (15 décembre 1992) - **Après l'art. 13** (p. 4056) : soutient l'amendement n° 63 de la commission (éclaircissement sur les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique, ZNIEFF).

GILLIBERT (Michel), secrétaire d'Etat aux handicapés et accédés de la vie.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (*JO Lois et décrets* du 3 avril 1992).

Secrétaire d'Etat aux handicapés le 4 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (*JO Lois et décrets* du 5 avril 1992).

GINESY (Charles), sénateur des Alpes-Maritimes (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre suppléant du Conseil national du tourisme.

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Tourisme** - [n° 58 (92-93)] tome 16 (24 novembre 1992).

GIRAULT (Jean-Marie), sénateur du Calvados (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités (12 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code civil et relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits (9 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la procédure pénale (11 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République (14 janvier 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (16 janvier 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux (21 janvier 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes (24 janvier 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives (10 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon (16 décembre 1992).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 356 (91-92)], adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités [n° 397 (91-92)] (10 juin 1992) - **Sports.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 3 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale, portant réforme de la procédure pénale [n° 44 (92-93)] (12 novembre 1992) - **Procédure pénale.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 70 (92-93)] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant réforme de la procédure pénale [n° 94 (92-93)] (9 décembre 1992) - **Procédure pénale.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la procédure pénale [n° 121 (92-93)] (15 décembre 1992) - **Procédure pénale.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 156 (92-93)] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, portant réforme de la procédure pénale [n° 157 (92-93)] (18 décembre 1992) - Procédure pénale.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement [n° 184 (91-92)]** - (20 janvier 1992) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 183) - Voir intervention sous le projet-n° 183 (p. 257 à 259).

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux [n° 183 (91-92)]** - (20 janvier 1992) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 184) (p. 257) : indemnités - Parlement - (p. 258) : autorisations d'absence - Congé de formation - Décentralisation - Fiscalisation des indemnités - Interruption de l'activité professionnelle - (p. 259) : activité professionnelle des élus locaux - Indemnité parlementaire - Frais professionnels.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne » [n° 334 (91-92)]** - Suite de la discussion - (9 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1490) : poursuite du débat sur la révision constitutionnelle - Validité du traité de Maastricht - (p. 1491) : construction européenne - Souveraineté nationale - Pays de l'Europe de l'Est - Votera la révision constitutionnelle.

Suite de la discussion - (10 juin 1992) - **Après l'art. 1^{er} A** (p. 1545) : saisine automatique du Conseil constitutionnel pour les directives et règlements communautaires - Se déclare favorable à l'amendement n° 25 de M. Charles Pasqua (saisine du Conseil constitutionnel par soixante députés ou soixante sénateurs afin de statuer sur la constitutionnalité d'un engagement international).

- **Projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités [n° 356 (91-92)]** - (11 juin 1992) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 1591) : tutelle de l'Etat sur les fédérations sportives - Sport professionnel - Approuve la substitution de sociétés d'économie mixte et de sociétés à objet sportif aux associations « loi 1901 » - Profession d'intermédiaire - Défaillances humaines à l'origine de la catastrophe de Furiani en Corse, malgré une réglementation satisfaisante - (p. 1592) : réserves sur l'introduction de l'homologation préfectorale - Sport professionnel ; fédérations sportives - Accord de la commission des lois sur l'exclusion des garanties et des cautionnements d'emprunt par les collectivités territoriales - **Art. 2 (organisation du sport professionnel)** (p. 1602) : sur l'amendement n° 2 de la commission (amélioration de la rédaction), son sous-amendement n° 51 ; retiré - **Art. 5 (capital social des sociétés à but sportif et des sociétés d'économie mixte sportives)** (p. 1605) : sur l'amendement n° 8 de la commission (cessions d'actions et appel à l'épargne publique), son sous-amendement n° 53 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 96 de Mme Hélène Luc (possibilité pour chaque membre de l'association sportive de demander la communication de tout contrat aux commissaires aux comptes) - **Art. 6 (interdiction d'être actionnaire de plusieurs sociétés sportives)** (p. 1606, 1607) : sur l'amendement n° 9 de la commission (nullité des cessions d'actions non conformes aux dispositions de la loi), ses sous-amendements n° 56 et n° 59 ; adoptés ; n° 58 et n° 60 ; retirés - **Art. 10 (contrôle de légalité des actes des fédérations délégataires)** (p. 1611) : ses amendements n° 61 et n° 62 : procédure de sursis à exécution ; devenus sans objet.

Suite de la discussion - (12 juin 1992) - Rapporteur pour avis - **Art. 13 (rôle des collectivités territoriales)** (p. 1630, 1631) : son amendement n° 63 : exclusion de la possibilité d'accorder des garanties d'emprunt et des cautionnements aux clubs sportifs ; retiré au profit de l'amendement n° 22 de la commission, sur le même objet - **Art. 17 ter (sécurité des équipements et des manifestations sportives)** - **Art. 42-4 de la loi du 16 juillet 1984 (accès de personnes en état d'ivresse à une enceinte où se déroule une manifestation sportive)** (p. 1637) : son amendement n° 64 : amélioration de la rédaction ; adopté - **Art. 42-5 (introduction de boissons alcoolisées dans une enceinte où se**

déroule une manifestation sportive) (p. 1638) : son amendement n° 65 : relèvement du montant de l'amende ; adopté.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne » [n° 334 (91-92)]** - Suite de la discussion - (16 juin 1992) - **Art. 2 (insertion dans la Constitution d'un titre XIV : « Des Communautés européennes et de l'Union européenne »)** - **Art. 88-1 de la Constitution (transferts des compétences nécessaires à l'établissement de l'Union économique et monétaire et à la politique commune des visas)** (p. 1697) : intervient sur l'amendement n° 44 de la commission - Révision constitutionnelle indépendante du traité de Maastricht - **Art. 88-2 de la Constitution (droit de vote et éligibilité aux élections municipales des ressortissants communautaires résidant en France)** (p. 1724) : intervient sur le sous-amendement n° 47 de M. Claude Estier portant sur l'amendement n° 14 de la commission (possibilité d'accorder aux seuls citoyens de l'Union résidant en France le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales et détermination des conditions d'application du présent article par une loi organique votée dans les mêmes termes par les deux assemblées) - Loi organique et loi relative au Sénat.

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale [n° 3 (92-93)]** - (17 novembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3158) : liberté du ministère public - Droit d'injonction du Garde des sceaux - (p. 3159) : garde à vue - Présence d'un avocat - Respect des droits de la défense - Témoins - (p. 3160) : juge d'instruction - Secret de l'instruction - Inculpation - Présomption d'innocence - (p. 3161) : caractère contradictoire de l'instruction - Presse - Chambre d'accusation - Détention provisoire - (p. 3162) : échevins - Régime des nullités - Privilèges de juridiction - Procédure accusatoire - (p. 3163) : frais de justice - Travaux de la commission.

Suite de la discussion - (18 novembre 1992) - Rapporteur - **Avant l'art. 1 A** (p. 3188) : son amendement n° 7 : insertion d'une division additionnelle ainsi rédigée : « Titre 1^{er} A - De l'action publique » ; adopté - **Art. 1^{er} A (constitution de partie civile des associations de lutte contre la délinquance routière et d'assistance aux victimes de cette délinquance)** (p. 3189) : son amendement de suppression n° 8 ; adopté - **Après l'art. 1^{er} A** (p. 3190) : s'oppose à l'amendement n° 224 de M. Claude Estier (application devant les juridictions pénales des règles de procédure civile relatives aux mesures d'instruction) - **Titre 1^{er} (des enquêtes de police judiciaire et de la garantie des droits des personnes gardées à vue)** ; son amendement n° 9 : suppression de cette division et de son intitulé ; adopté - **Art. 1^{er} B (avancement des officiers de police judiciaire)** : son amendement n° 10 : importance de la notation judiciaire pour la carrière des officiers de police judiciaire ; adopté - **Après l'art. 1^{er} B** (p. 3191) : son amendement n° 11 : attribution au directeur départemental de la police territoriale de la qualité d'officier de police judiciaire ; adopté - (p. 3193) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Michel Charasse (modification de l'article 16 du code de procédure pénale relatif aux fonctions des agents des douanes titulaires) - **Avant l'art. 1^{er} C** (p. 3197) : son amendement n° 12 : précision des pouvoirs du Parquet ; retiré - **Art. 1^{er} C (relations entre le Garde des sceaux et le Parquet)** (p. 3200) : son amendement n° 13 : instructions du ministre ; retiré - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 3201) : son amendement de coordination n° 14 ; adopté - **Art. 1^{er} (contrôle de la garde à vue par le procureur de la République)** : s'oppose à l'amendement n° 324 de M. Claude Estier (contrôle des locaux de garde à vue) - **Art. 1^{er} bis (médiation pénale)** (p. 3202) : son amendement de suppression n° 15 ; retiré puis repris par M. Michel Dreyfus-Schmidt, sous le même numéro - **Art. 1^{er} ter (perquisition chez une personne tenue au secret professionnel)** : son amendement de suppression n° 16 ; adopté - **Art. 2 (audition des témoins en cas de crimes ou délits flagrants)** (p. 3203) : son amendement n° 17 : rétablissement de la rédaction initiale du projet de loi qui prévoyait que pendant la garde à vue un témoin n'est pas tenu de déposer ; adopté - **Art. 3 (garde à vue en cas d'infraction flagrante)** : son amendement n° 18 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - (p. 3206) : sur son amendement n° 18, s'oppose aux sous-amendements n° 225 et n° 227 de M. Claude Estier - **Art. 4 (information du gardé à vue sur ses droits)** (p. 3209) : son amendement de coordination n° 19 ; adopté (p. 3219 ; précédemment réservé p. 3209) - **Art. 63-1 du code**

de procédure pénale (obligation pour l'officier de police judiciaire d'informer immédiatement le gardé à vue des dispositions relatives à la garde à vue et de ses droits) : son amendement de coordination n° 20 ; adopté (p. 3219) ; précédemment réservé p. 3209) - **Art. 63-3 du code précité (intervention d'un médecin si le gardé à vue le demande)** (p. 3210) : son amendement n° 21 : choix du médecin susceptible d'intervenir pendant la garde à vue sur une liste établie par le procureur de la République ; adopté - (p. 3212) : s'oppose à l'amendement n° 328 de M. Claude Estier (certificat médical établi par le médecin) - **Art. 63-4 du code précité (possibilité pour la personne gardée à vue de s'entretenir après vingt heures de garde à vue avec un avocat de son choix ou commis d'office par le bâtonnier)** (p. 3213) : son amendement de suppression n° 22 ; adopté - **Après l'art. 63-4 du code précité** (p. 3219) : accepte l'amendement n° 238 de M. Claude Estier (cas de refus opposé à la personne gardée à vue de communiquer librement avec un avocat au motif qu'une prolongation n'est pas envisagée).

Suite de la discussion - (19 novembre 1992) - rapporteur - **Art. 5 (procès-verbaux d'auditions)** (p. 3232) : son amendement de coordination n° 23 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 315 de M. Claude Estier (cas où le procureur ou le juge chargé de l'instruction s'opposerait à ce que la famille soit prévenue) - **Art. 6 bis et 6 ter (suppression de l'intervention du juge dans l'enquête de flagrance)** : ses amendements de coordination n° 24 et n° 25 ; adoptés - **Art. 7 (garde à vue en cas d'enquête préliminaire)** (p. 3233) : son amendement n° 26 : nouvelle rédaction de cet article ; rejeté - (p. 3234) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 198 (insertion après les mots « des indices » de l'expression « graves et concordants ») et n° 199 (suppression de la seconde phrase du troisième alinéa du texte proposé par l'article 7 pour l'article 77 du code de procédure pénale, relative au cas où la personne ne peut être présentée au procureur de la République) - **Art. 8 (comparution des témoins dans le cas de l'enquête préliminaire)** (p. 3235) : ses amendements, n° 27 : suppression de l'obligation pour le témoin de déposer ; adopté ; et n° 28 de coordination ; rejeté - **Art. 9 (procès-verbaux des commissions rogatoires)** : son amendement de précision n° 29 ; adopté - **Art. 10 (garde à vue dans le cas d'une commission rogatoire)** : son amendement n° 30 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - **Art. 11 (désignation du juge d'instruction)** (p. 3238) : son amendement n° 31 : désignation des juges adjoints sur la demande du juge chargé de l'information ; rejeté - Accepte l'amendement n° 339 du Gouvernement (possibilité pour le président du tribunal de grande instance d'établir un tableau de roulement aux fins de désignation des juges d'instruction) - (p. 3239) : son amendement n° 32 : collégialité pour la mise en détention provisoire ; adopté (p. 3284) ; précédemment réservé p. 3239) - **Art. 12 (hypothèse où le tribunal ne compte qu'un seul juge d'instruction)** : son amendement n° 33 : suppression de la seconde phrase du texte présenté par cet article pour l'article 83-1 du code de procédure pénale relatif à la présence d'un greffier auprès de chaque juge ; adopté - **Art. 15 (saisine du juge d'instruction, mise en examen et notification des charges)** - **Art. 80-1 du code de procédure pénale (réquisitoire)** (p. 3241) : ses amendements n° 35 : transfert du procureur de la République au juge d'instruction de l'obligation de donner connaissance à la personne poursuivie des réquisitions à son encontre ; n° 36 : substitution des mots « des réquisitions du procureur de la République » à ceux de « ses réquisitions » ; n° 37 : suppression de la dernière phrase du deuxième alinéa du texte présenté par cet article ; et n° 38, n° 39 et n° 40 de coordination ; adoptés - **Art. 80-3 du code précité (ordonnance de notification de charges)** : son amendement de suppression n° 41 ; adopté - **Titre III (de la mise en examen de la notification de charges et du droit des parties au cours de l'instruction (précédemment réservé p. 3240))** : son amendement de coordination n° 34 ; adopté - **Art. 16 (demande d'examen médical)** (p. 3248) : son amendement de conséquence n° 42 ; adopté - Sur les amendements de M. Claude Estier, accepte le n° 242, rédactionnel, et s'oppose au n° 243 (prescription de l'examen psychiatrique et de l'examen médico-psychologique par deux psychiatres et deux médecins) - **Art. 18 (droits nouveaux reconnus aux parties)** (p. 3249) : son amendement n° 44 : diminution du premier délai à trois mois ; adopté - **Art. 19 (information ouverte sur plainte avec constitution de partie civile)** (p. 3250) : ses amendements n° 45 et n° 46 de conséquence, et n° 47 rédactionnel ;

adoptés - **Art. 19 bis (constitution de partie civile)** : son amendement de précision n° 48 ; adopté - **Art. 20 (témoin assisté)** (p. 3251) : accepte l'amendement n° 246 de M. Claude Estier (cas d'absence d'indices graves et concordants) - **Art. 21 (interdiction d'entendre comme témoin une personne à l'encontre de laquelle il existe des indices graves et concordants de culpabilité)** : s'oppose à l'amendement n° 202 de M. Charles Lederman (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 22 (auditions et confrontations ; communication du dossier)** (p. 3252) : ses amendements n° 49, rédactionnel, et n° 50 : rétablissement du texte initial ; adoptés - Accepte l'amendement n° 247 de M. Claude Estier (augmentation du délai à cinq jours) et s'oppose au n° 203 de M. Charles Lederman (augmentation de quatre à huit jours du délai de convocation des avocats avant l'interrogatoire ou l'audition, ainsi que le délai de mise à leur disposition de la procédure) - (p. 3253) : son amendement n° 51 : suppression du droit pour les personnes non assistées d'un avocat d'obtenir une copie des pièces et des actes du dossier ; retiré puis repris sous le même numéro par M. Michel Dreyfus-Schmidt - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 51 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression du droit pour les personnes non assistées d'un avocat d'obtenir une copie des pièces et des actes du dossier) et accepte l'amendement rédactionnel n° 248 de M. Claude Estier - (p. 3254) : son amendement de conséquence n° 52 ; adopté - **Art. 24 (interrogation de première comparution)** (p. 3255) : s'oppose à l'amendement n° 204 de M. Charles Lederman (suppression des deuxième et troisième phrases du deuxième alinéa du texte présenté par cet article pour l'article 216 du code de procédure pénale relatives aux déclarations) - Son amendement rédactionnel n° 53 ; adopté - **Art. 25 (interrogatoire immédiat ou confrontations justifiés par l'urgence)** : son amendement de coordination n° 54 ; adopté - (p. 3256) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 205 de M. Charles Lederman (rédaction du procès-verbal) - **Art. 27 bis (information des parties)** : son amendement n° 55 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - **Art. 28 (communication aux parties des conclusions des experts)** (p. 3257) : ses amendements, n° 56 de conséquence, et n° 57 rédactionnel ; devenus sans objet - Accepte l'amendement n° 340 du Gouvernement (possibilité pour le juge d'instruction de notifier les conclusions d'expertises aux personnes détenues, soit à l'occasion d'un interrogatoire, soit par l'intermédiaire du chef de l'établissement pénitentiaire) - **Après l'art. 28** : son amendement n° 58 : demande au juge d'instruction de prononcer le renvoi devant la juridiction de jugement ; adopté - **Art. 29 (examen par le juge d'instruction des charges relevées à l'encontre de la personne mise en cause)** (p. 3260) : son amendement de conséquence n° 59 ; adopté - **Art. 30 (ordonnance de non-lieu)** : son amendement de conséquence n° 60 ; adopté - **Art. 31 (droit d'appel reconnu aux parties)** (p. 3261) : son amendement de conséquence n° 61 ; adopté - **Art. 32 (droit d'appel reconnu aux parties)** : ses amendements, n° 63 de conséquence ; adopté ; et n° 64 : motivation de l'ordonnance du président de la chambre d'accusation dans le seul cas où ce dernier décide de ne pas saisir la chambre d'accusation de l'appel ; retiré - Accepte l'amendement n° 253 de M. Claude Estier (motivation de l'ordonnance du président de la chambre d'accusation) - **Art. 32 bis (secret de l'instruction)** (p. 3262) : ses amendements de coordination n° 65 et n° 66 ; adoptés - **Art. 32 ter (protection de la présomption d'innocence ; insertion d'une rectification ou diffusion d'un communiqué aux fins de faire cesser l'atteinte à la présomption d'innocence)** (p. 3263) : accepte l'amendement n° 206 de M. Charles Lederman (possibilité pour le magistrat de demander à la personne responsable de supporter les frais d'insertion) - **Art. 32 quater (publication de la décision de non-lieu)** : son amendement n° 67 : publication de la décision par le juge d'instruction en limitant celle-ci aux journaux périodiques ou services de communication audiovisuelle dans lesquels l'intéressé a été présenté comme coupable ; adopté - (p. 3264) : s'oppose aux amendements du Gouvernement, n° 341-I (restitution au juge d'instruction d'un pouvoir d'appréciation) et n° 341-II (substitution des mots « écrits périodiques » à ceux de « écrits périodiques ou services de communication audiovisuelle ») - **Art. 32 quinquies (rôle de la chambre d'accusation)** (p. 3268) : son amendement de coordination n° 68 ; adopté - **Après l'art. 32 sexies** (p. 3269) : son amendement n° 70 : sanction du refus de droit d'insertion ; adopté - **Art. 32 sexies (action en insertion forcée menée par une personne nommée**

ou désignée dans un journal ou écrit périodique) : son amendement n° 69 : point de départ du délai ; adopté - **Après l'art. 32 sexies (suite)** (p. 3270) ; son amendement n° 356 : cumul des actions que peut entreprendre une personne qui se sent visée par des publications ; adopté - (p. 3271) ; s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 257 de M. Claude Estier (délit de refus d'insertion) - **Art. 32 septies (action fondée sur une atteinte au respect de la présomption d'innocence)** : son amendement n° 71 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - **Art. 32 octies (imputation susceptible de porter atteinte à l'honneur de la réputation d'une personne physique ou morale diffusée dans le cadre d'une activité de communication audiovisuelle)** (p. 3272) ; ses amendements n° 72 rédactionnel et n° 73 de précision ; adoptés - **Après l'art. 32 octies** (p. 3273) : son amendement de coordination n° 357 ; adopté - **Art. 32 nonies (perquisitions dans les locaux d'une entreprise de presse ou de communication audiovisuelle)** (p. 3275) ; son amendement n° 74 : introduction du qualificatif « injustifiés » après les substantifs « obstacle » et « retard » ; adopté - S'oppose aux amendements n° 262 de M. Claude Estier (domicile d'un journaliste salarié), n° 208 de M. Charles Lederman (renforcement de la protection de la libre information) et n° 5 de M. Jean Cluzel (présence d'un avocat lors d'une perquisition dans une entreprise de presse) - **Art. 32 decies (journaliste entendu comme témoin)** (p. 3276) : son amendement n° 75 : liberté pour le journaliste entendu comme témoin sur des informations recueillies dans l'exercice de son activité de ne pas en révéler l'origine ; adopté - Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 360 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - S'oppose à l'amendement rédactionnel n° 6 de M. Jean Cluzel - **Après l'art. 32 decies** (p. 3277) ; accepte les amendements du Gouvernement, n° 345 (abrogation des troisième et quatrième alinéas de l'article 38 de la loi du 29 juillet 1881), n° 346 (abrogation des cas prévus aux paragraphes B et C de l'article 35 de la présente loi) et n° 347 (abrogation de l'interdiction faite à la presse de publier avant décision judiciaire toute information relative à des constitutions de parties civiles) - **Titre IV (de la détention provisoire de la chambre compétente en la matière)** (p. 3278) : son amendement de coordination n° 76 ; adopté (p. 3284 ; précédemment réservé p. 3278) - **Art. 33 (collège compétent pour ordonner le placement en détention provisoire)** : son amendement n° 77 : possibilité pour le juge d'instruction qui envisage un placement en détention de demander l'avis du président du tribunal ou de son délégué et d'un magistrat du siège ; adopté - (p. 3284) : son amendement de coordination n° 76 ; adopté - **Art. 11 (suite)** : son amendement de coordination n° 32 ; adopté (précédemment réservé p. 3239) - **Art. 17 (acte d'instruction requis par le procureur de la République)** (p. 3284 ; précédemment réservé p. 3249) : son amendement de coordination n° 43 ; adopté - **Art. 34 (mandats délivrés par le juge d'instruction)** : ses amendements n° 78 de coordination ; adopté ; n° 79 de conséquence ; devenu sans objet - Accepte les amendements du Gouvernement, n° 349 (mandat d'amener ou d'arrêt contre les personnes qui, du fait de leur fuite, n'auraient pu être préalablement mises en examen) et n° 350 et n° 351 de coordination - **Art. 34 bis (port de menottes)** (p. 3285) : accepte l'amendement n° 269 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 35 (mandat de dépôt)** (p. 3286) : son amendement de coordination n° 80 ; adopté - **Art. 36 (hypothèse de la personne qui se soustrait aux obligations du contrôle judiciaire)** : son amendement de coordination n° 81 ; adopté - **Art. 37 (conditions du placement en détention provisoire)** : ses amendements n° 82 et n° 84 de conséquence et n° 83 rédactionnel ; adoptés - **Art. 38 (décision de placement en détention provisoire)** (p. 3287) : son amendement de suppression n° 85 ; adopté - **Art. 31 (suite)** : son amendement de coordination n° 62 ; adopté (p. 3288 ; précédemment réservé p. 3261) - **Art. 39 (durée de la détention provisoire en matière correctionnelle)** (p. 3288) : son amendement de coordination n° 86 ; adopté - Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 361 du Gouvernement - **Art. 40 (durée de la détention provisoire en matière criminelle)** : son amendement de conséquence n° 87 ; adopté - (p. 3290) ; s'oppose à l'amendement n° 210 de M. Charles Lederman (durée du maintien en détention provisoire de la personne qui aurait fait l'objet d'une ordonnance de notification de charges) - Son amendement de coordination n° 88 ; adopté - **Art. 41 (permis de visite)** ; son amendement de conséquence n° 89 ; adopté - **Après l'art. 41** (p. 3291) : accepte l'amendement n° 275 de M. Claude Estier

(cas de l'inculpé placé sous contrôle judiciaire qui ne réside pas dans le ressort de la juridiction compétente) et s'oppose au n° 354 du Gouvernement (possibilité pour le ministère public de faire appel de toutes les décisions juridictionnelles qui pourront être rendues au cours de l'information) - (p. 3292) ; accepte l'amendement n° 276 de M. Claude Estier (cas d'un avocat qui n'exerce pas dans la ville où siège la chambre d'accusation) - **Art. 42 (compétence de la chambre d'accusation)** : son amendement de suppression n° 90 ; adopté - **Demande de priorité** : demande l'examen en priorité du titre V bis relatif aux procédures de jugement par les cours d'assises et les tribunaux correctionnels - **Titre V bis (des débats à l'audience de jugement) (par priorité)** : son amendement de suppression n° 101 ; retiré - **Art. 53 bis (police de l'audience)** (p. 3297) : son amendement de suppression n° 102 ; adopté - S'oppose à l'amendement de précision n° 214 de M. Charles Lederman - **Art. 53 ter (questions posées aux témoins et à toutes personnes appelées à la barre)** : son amendement de suppression n° 103 ; adopté - **Art. 53 quater (intitulé de la section III du chapitre VI du titre premier du livre deuxième du code de procédure pénale relatif à l'instruction à l'audience, à la production et à la discussion des preuves)** : son amendement de suppression n° 104 ; adopté - **Après l'art. 53 quater** (p. 3298) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 296 (lecture au début des débats de la cour d'assises, non pas de l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation mais du réquisitoire définitif) et n° 297 (observations présentées par les avocats de la partie civile puis de la défense sur l'arrêt de renvoi) - **Art. 53 quinquies (contenu des débats)** (p. 3299) : son amendement de suppression n° 105 ; adopté - **Art. 53 sexies (audition des témoins)** : son amendement de suppression n° 106 ; adopté - **Art. 53 septies (interrogation du témoin)** : son amendement de suppression n° 107 ; adopté - **Art. 53 octies (coordination)** : son amendement de suppression n° 108 ; adopté - **Art. 53 nonies (présentation des pièces à conviction)** : son amendement de suppression n° 109 ; adopté - **Art. 53 decies (police de l'audience et bon déroulement des débats)** (p. 3300) : son amendement de suppression n° 110 ; adopté - **Art. 53 undecies (identité du prévenu et lecture de l'acte qui a saisi le tribunal)** : son amendement de suppression n° 111 ; adopté - **Art. 53 duodecies (intitulé du paragraphe 3 de la section IV du titre II du livre deuxième du code de procédure pénale relatif à l'instruction à l'audience et à l'administration de la preuve)** : son amendement de suppression n° 112 ; adopté - **Art. 53 terdecies (exposition des faits reprochés au prévenu)** : son amendement de suppression n° 113 ; adopté - **Art. 53 quaterdecies (abrogation de l'article 442 du code de procédure pénale)** : son amendement de suppression n° 114 ; adopté - **Art. 53 quindecies (témoignage des personnes proposées par les parties qui sont présentes à l'ouverture des débats sans avoir été régulièrement citées)** : son amendement de suppression n° 115 ; adopté - **Art. 53 sexdecies (serment des témoins)** (p. 3301) : son amendement de suppression n° 116 ; adopté - **Art. 53 septemdecies (possibilité pour le président et les assesseurs d'interroger les témoins)** : son amendement de suppression n° 117 ; adopté - **Avant l'art. 53 duodecies** : accepte l'amendement n° 301 de M. Claude Estier (ordre dans lequel les parties en cause ont la parole) - **Art. 53 duodecies (présentation au prévenu ou aux témoins des pièces à conviction)** : son amendement de suppression n° 118 ; adopté - **Art. 53 undecies (coordination)** : son amendement de suppression n° 119 ; adopté - **Art. 53 vicies (application des dispositions du présent titre)** (p. 3202) ; son amendement de suppression n° 120 ; adopté.

Suite de la discussion - (20 novembre 1992) - Rapporteur - **Titre V (du régime des nullités de l'information)** (p. 3315) : s'oppose à l'amendement n° 278 de M. Claude Estier (suppression de cette division et de son intitulé) - **Art. 43 (régime des nullités)** - **Art. 171 du code de procédure pénale (cas de nullité)** : son amendement n° 91 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 363 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - **Art. 172 du code précité (nullité lorsque la méconnaissance des formalités substantielles a porté atteinte aux intérêts de la partie qu'elle concerne)** (p. 3318) : son amendement n° 92 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - **Art. 173 du code précité (rôle du juge d'instruction lorsqu'un acte ou une pièce de la procédure est frappée de nullité)** (p. 3319) : son amendement n° 93 : information des parties de la saisine de la chambre d'accusa-

tion par le procureur de la République aux fins d'annulation de la procédure ; adopté - Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 364 du Gouvernement - **Art. 174 du code précité (rôle de la chambre d'accusation)** : ses amendements rédactionnels n° 94 et n° 95 ; adoptés - **Art. 44 (règlement de l'information)** (p. 3320) : ses amendements n° 96 rédactionnel et n° 97 : délai prévu pour que les parties puissent présenter les requêtes avant communication du dossier au procureur de la République ; adoptés - **Art. 45 (renvoi devant le tribunal de police)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 212 de M. Charles Lederman - **Art. 46 (renvoi devant le tribunal correctionnel)** (p. 3321) : son amendement n° 98 : suppression du paragraphe I de cet article relatif à la mise en détention provisoire du prévenu ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 213 de M. Charles Lederman (suppression du paragraphe 2 de cet article relatif à l'ordonnance de renvoi) - **Art. 49 (constatation des nullités par le tribunal correctionnel)** (p. 3322) : son amendement de coordination n° 99 ; adopté - **Art. 53 (portée des nullités)** : son amendement n° 100 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - **Art. 57 (renvoi pour cause d'interruption du cours de la justice)** (p. 3323) : ses amendements n° 121 : possibilité pour les parties de demander le renvoi en cas d'interruption du cours de la justice ; n° 122 : possibilité pour les parties de présenter leur observation lorsqu'une requête aux fins de renvoi pour interruption du cours de la justice est formulée ; et n° 362 de conséquence ; adoptés - **Art. 58 (nouvelle demande de renvoi après rejet)** : son amendement n° 123 : possibilité de présenter après un premier rejet une nouvelle demande hors renvoi pour suspicion légitime fondée sur des faits nouveaux ; adopté - **Art. 60 bis (garde à vue d'un mineur)** (p. 3324) : son amendement de coordination n° 124 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 216 de M. Charles Lederman I (impossibilité de placer un mineur de treize ans en garde à vue) et II de coordination - (p. 3325) : son amendement de précision n° 125 ; adopté - **Art. 60 ter (assistance d'un avocat)** : ses amendements n° 126 rédactionnel et n° 127 : désignation de l'avocat d'un mineur faisant l'objet de poursuites non pas par le procureur de la République ni par le juge mais par le bâtonnier ; adoptés - **Art. 60 septies (pouvoir du juge des enfants)** (p. 3326) : son amendement de conséquence n° 128 ; adopté - **Art. 60 octies (coordination avec la suppression de l'inculpation)** : son amendement de conséquence n° 129 ; adopté - **Art. 60 nonies (assistance obligatoire d'un avocat lors de la première comparution)** ; ses amendements n° 130 rédactionnel, n° 131 et n° 132 de coordination ; adoptés - **Art. 60 decies (mise en détention provisoire d'un mineur)** (p. 3327) : son amendement de suppression n° 133 ; adopté - S'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 218 (mise en détention provisoire des mineurs) et n° 219 (nécessité pour la liste de comprendre les noms de personnes présentées par des associations s'occupant des problèmes de l'enfance) - **Après l'art. 60 decies** : son amendement n° 134 : possibilité pour les mineurs de bénéficier d'une mesure ou d'une activité d'aide ou de réparation à l'égard de la victime dans l'intérêt de la collectivité ; adopté - Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 358 du Gouvernement - **Art. 60 undecies (maintien des règles relatives à l'audience devant le tribunal pour enfants)** : son amendement de suppression n° 135 ; adopté - **Art. 61 (prise en charge par l'Etat des frais de justice pénale)** (p. 3329) : son amendement n° 136 : suppression des mots « et sans recours envers les condamnés » ; adopté - **Après l'art. 62** : son amendement n° 138 : rétablissement de la consignation ; adopté - **Art. 63 (constitution de partie civile abusive)** (p. 3330) : son amendement de coordination n° 139 ; adopté - Accepte les amendements de M. Claude Estier n° 304 (choix accordé à la personne ayant fait l'objet du non lieu de demander la publicité de l'audience) et n° 305, rédactionnel - (p. 3331) : s'oppose à l'amendement n° 220 de M. Charles Lederman (prix pratiqué par les journaux dans lesquels doit paraître une insertion) - **Art. 64 (cautionnement)** : son amendement de coordination n° 140 ; adopté - **Art. 81 (droit fixe de procédure)** (p. 3332) : son amendement n° 141 : maintien à 50 francs du droit fixe de procédure en matière d'ordonnance pénale ; adopté - **Art. 83 (abrogations)** (p. 3333) : son amendement de coordination n° 142 ; adopté - **Art. 62 (formalité du dépôt de plainte avec constitution de partie civile)** : son amendement de suppression n° 137 ; adopté (p. 3333 ; précédemment réservé p. 3329) - **Art. 84 (lecture des arrêtés de la chambre d'accusation)** (p. 3334) : son amendement n° 143 : maintien de la collégialité lors de la lecture de l'arrêt de la chambre d'accusation ; adopté - **Art. 88 (casier**

judiciaire) : son amendement de suppression n° 144 ; adopté - **Art. 92 (composition de la commission chargée d'allouer l'indemnité pour détention provisoire abusive)** (p. 3335) : son amendement n° 146 : présidence de la commission ou des formations qui la composent ; adopté - **Après l'art. 93** (p. 3336) : son amendement n° 147 : répartition par le président du tribunal après avis du procureur de la République, des affaires entre les différentes formations et fixation du rôle des audiences ; retiré - **Art. 94 (exécution d'une ordonnance pénale)** (p. 3337) : son amendement n° 148 : décompte du délai d'opposition ; adopté - Accepte l'amendement n° 311 de M. Claude Estier (délai de trente jours dans le cas où la lettre ne parvient pas à son destinataire) - **Art. 96 (recouvrement et réclamation)** (p. 3338) : accepte l'amendement rédactionnel n° 312 de M. Claude Estier et s'oppose à l'amendement n° 222 de M. Charles Lederman (délai accordé à l'intéressé pour former une réclamation) - **Art. 97 (irrecevabilité constatée par le ministère public)** : accepte l'amendement n° 313 de M. Claude Estier (nécessité de signifier l'irrecevabilité) - **Après l'art. 97** (p. 3339) : son amendement n° 149 : révision des procès-verbaux ; adopté - **Art. 98 (prescription de la peine en matière d'amende)** (p. 3340) : accepte l'amendement n° 314 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 98 bis (application outre-mer)** : son amendement de suppression n° 150 ; adopté - **Art. 99 à 102 (coordination)** : ses amendements de coordination n° 151, n° 152 et n° 153 ; adoptés - **Art. 104 et 105 (coordination)** : ses amendements de coordination n° 154 et n° 155 ; adoptés - **Art. 119 à 122 - Après l'art. 122 - Art. 123 à 162 (coordination)** : ses amendements de coordination n° 156 à n° 189 ; adoptés - **Après l'art. 165** : accepte l'amendement n° 223 de M. Camille Cabana (poursuite de l'action publique) - **Art. 166 (substitution au sein du code de procédure pénale du terme « avocat » à celui de « conseil »)** (p. 3347) : son amendement de suppression n° 190 ; adopté - **Après l'art. 166** (p. 3347) : son amendement n° 191 : condition d'entrée en vigueur du projet de loi ; adopté - **Seconde délibération** (p. 3348) : demande qu'il soit procédé à une seconde délibération sur les articles 3, 7 et 8 ; seconde délibération ordonnée - **Art. 3** (p. 3349) : son amendement n° 1 : suppression des mots « autre que les témoins auxquels il est fait application des dispositions de l'article 78 » ; adopté - **Art. 7** : son amendement n° 2 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - **Art. 8** : son amendement n° 3 : suppression du deuxième alinéa du texte présenté par cet article pour l'article 78 du code de procédure pénale relatif aux personnes à l'encontre desquelles il n'existe pas d'indices faisant présumer qu'elles ont commis ou tenté de commettre une infraction ; adopté.

Deuxième lecture [n° 70 (92-93)] - (11 décembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3945) : garde à vue - (p. 3946) : présence de l'avocat lors de la garde à vue - Témoins placés en garde à vue - Mise en examen - Détention provisoire - Collégialité - Audience de jugement - (p. 3947) : rôle des présidents de cours d'assises - Régime des nullités - (p. 3948) ; équilibre entre les prérogatives du Parquet et celles des douanes - Trafic de drogue - Coopération communautaire - **Art. 1^{er} AA** (p. 3949) : son amendement de suppression n° 3 ; adopté - **Après l'art. 1^{er} AA** (p. 3951) : accepte l'amendement n° 2 de M. Michel Charasse (rôle des agents des douanes) - **Après l'art. 1^{er} A** (p. 3953) : s'oppose à l'amendement n° 102 de M. Claude Estier (introduction des règles de la procédure civile dans le code de procédure pénale) - **Art. 1^{er} CA (directeurs départementaux de la police territoriale)** - **supprimé par l'Assemblée nationale** (p. 3953) : son amendement n° 4 : attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux directeurs départementaux de la police territoriale ; adopté - **Art. 1^{er} bis** : accepte l'amendement de suppression n° 103 de M. Claude Estier - **Art. 1^{er} ter** : son amendement de suppression n° 5 ; adopté - **Art. 3** (p. 3954) : ses amendements n° 6 : rétablissement de la possibilité de placer un témoin en garde à vue dans le cadre de l'enquête de flagrance ; et n° 7 : maintien du droit actuel sur la prolongation de la garde à vue avec toutefois la possibilité d'une prolongation inférieure à vingt-quatre heures ; adoptés - S'oppose aux amendements de M. Claude Estier n° 104 (garde à vue des témoins), n° 106 (nécessité d'indices de culpabilité graves et concordants) et n° 107 (possibilité pour le procureur de la République en cas d'éloignement de plus de trois kilomètres de déléguer le juge d'instance pour accorder l'autorisation de prolongation de la garde à vue) -

Art. 4 - Art. 63-1 du code de procédure pénale (p. 3955) : son amendement de coordination n° 8 ; adopté (p. 3957) ; précédemment réservé (p. 3955) - **Art. 63-2 du code précité** (p. 3956) : son amendement n° 9 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 63-3 du code précité** (p. 3957) : s'oppose aux amendements n° 99 de M. Charles Lederman (possibilité pour la personne gardée à vue de choisir librement un médecin qui peut être son médecin de famille ou un médecin spécialiste de son affection), n° 109 (possibilité pour le médecin désigné de prendre contact avec le médecin traitant de la personne gardée à vue) et n° 112, rédactionnel de M. Claude Estier - **Art. 63-4 du code précité** : son amendement de suppression n° 10 ; adopté - **Après l'art. 63-4 du code précité** (p. 3970) : s'oppose à l'amendement n° 116 de M. Claude Estier (possibilité pour le bâtonnier ou son délégué de se rendre sur les lieux de la garde à vue pour en constater les conditions) - **Art. 63-5 du code précité** : son amendement n° 11 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Après l'art. 4** (p. 3971) : s'oppose à l'amendement n° 117 de M. Claude Estier (traitement de la personne gardée à vue) - **Art. 5** : son amendement de coordination n° 12 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 118 de M. Claude Estier (motif des refus) - **Art. 6 bis et 6 ter** : ses amendements de suppression n° 13 et n° 14 ; adoptés - **Art. 7** (p. 3972) : ses amendements n° 15 : nécessité pour l'officier de police judiciaire d'informer le procureur de la République lorsqu'il est amené à garder une personne à sa disposition ; et n° 16 de coordination ; adoptés - **Art. 8** : son amendement n° 17 : rétablissement de la possibilité de placer un témoin en garde à vue ; adopté - **Art. 10** (p. 3973) : ses amendements, n° 18 rédactionnel, et n° 19 de coordination ; adoptés - **Art. 11** : son amendement n° 20 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Titre III** : son amendement n° 22 : rétablissement de la rédaction adoptée par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 15 - Art. 80-1 du code précité** (p. 3974) : ses amendements, n° 23 : substitution des mots « juge d'instruction » à ceux de « procureur de la République » ; n° 24 de précision ; n° 25 et n° 26 rédactionnels et n° 27 de coordination ; adoptés - **Art. 80-3 du code précité** (p. 3976) : son amendement de suppression n° 28 ; adopté - **Après l'art. 15** : s'oppose à l'amendement n° 124 de M. Claude Estier (peines applicables à toute personne faisant ou laissant faire état publiquement d'une mise en examen) - **Art. 16** : s'oppose à l'amendement n° 126 de M. Claude Estier (prescription des examens psychiatriques et médico-psychologiques) - **Art. 19** (p. 3977) : ses amendements, n° 30 et n° 31 de coordination, et n° 32 rédactionnel ; adoptés - **Art. 22** (p. 3978) : son amendement n° 33 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 25** : ses amendements, n° 34 de coordination, et n° 35 rédactionnel ; adoptés - **Art. 28 bis (clôture de l'instruction) (supprimé par l'Assemblée nationale)** : son amendement n° 36 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture en retenant toutefois le délai d'un an ; adopté - **Art. 32** (p. 3979) : son amendement de conséquence n° 37 ; adopté - **Art. 32 quater** (p. 3980) : son amendement n° 38 : limitation de la publication aux seuls supports où la personne a été présentée comme coupable ; adopté - **Art. 32 quinquies** : son amendement n° 39 : cas où la chambre d'accusation est amenée à publier la rectification qui s'impose lorsqu'une personne est présentée comme coupable ; adopté - **Art. 32 septies B (protection de la présomption d'innocence)** (p. 3981) : son amendement n° 40 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; retiré - **Art. 32 septies C (protection de présomption d'innocence)** : son amendement n° 41 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 32 septies** : son amendement n° 42 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - **Art. 32 decies** : son amendement n° 44 : journalistes entendus comme témoins ; adopté - **Art. 33** (p. 3983) : son amendement n° 45 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - (p. 3984) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 135 (nécessité pour le juge d'instruction chargé de prolonger l'information de faire partie de la chambre de détention provisoire) et n° 136 (possibilité pour la personne placée en détention préventive de solliciter sa mise en liberté provisoire), n° 137 et n° 138 de coordination - **Art. 11 (suite)** : son amendement de coordination n° 21 ; adopté (précédemment réservé p. 3973) - **Art. 17 (suite)** (p. 3984) : son amendement de coordination n° 29 ;

adopté (précédemment réservé p. 3977) - **Art. 33 bis (composition du tribunal correctionnel)** : son amendement de suppression n° 46 ; adopté - **Art. 34** : son amendement de coordination n° 47 ; adopté - **Art. 35** (p. 3985) : son amendement de suppression n° 48 ; adopté - **Art. 38** : son amendement de suppression n° 49 ; adopté - **Art. 39** (p. 3986) : son amendement n° 50 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 40** : son amendement de coordination n° 51 ; adopté - **Art. 42** : son amendement de suppression n° 52 ; adopté - **Titre V** (p. 3987) : s'oppose à l'amendement n° 140 de M. Claude Estier (suppression de cette division et de son intitulé) - **Art. 43 - Art. 171 du code précité** (p. 3987) : son amendement n° 53 : définition de la nullité ; adopté - **Art. 172 du code précité** (p. 3988) : son amendement de conséquence n° 54 ; adopté - **Art. 174 du code précité** : son amendement de conséquence n° 55 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 143 de M. Claude Estier (suppression du premier alinéa du texte présenté par l'article 43 et par l'article 174, du code de procédure pénale) - **Art. 44** : son amendement n° 56 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - **Art. 45** (p. 3989) : son amendement de coordination n° 57 ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 100 de M. Charles Lederman - **Art. 46** (p. 3990) : ses amendements, n° 58 de conséquence, et n° 59 de coordination ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 101 de M. Charles Lederman (suppression du paragraphe II de cet article relatif au fait que l'ordonnance de présomption de charges prononçant le renvoi couvre les vices de la procédure antérieure) - **Art. 49** : son amendement de conséquence n° 60 ; adopté - **Art. 53** (p. 3991) : son amendement de conséquence n° 61 ; adopté - **Art. 53 bis** : son amendement de suppression n° 62 ; adopté - **Art. 53 ter** : son amendement de suppression n° 63 ; adopté - **Art. 53 quater - 53 quinquies - 53 sexes - 53 septies et 53 octies** (p. 3993) : ses amendements de suppression, n° 64, n° 65, n° 66, n° 67 et n° 68 ; adoptés - **Art. 53 nonies - 53 decies - 53 undecies - 53 duodecies - 53 terdecies - 53 quaterdecies et 53 quindecies** (p. 3994) : ses amendements de suppression, n° 69, n° 70, n° 71, n° 72, n° 73, n° 74 et n° 75 ; adoptés - **Art. 53 sexdecies - 53 septemdecies - 53 duodevices et 53 undevices** (p. 3995) : ses amendements de suppression n° 76, n° 77, n° 78 et n° 79 ; adoptés - **Art. 57** : son amendement n° 80 : possibilité pour les parties de demander le renvoi quand le cours de la justice est interrompu ; adopté - **Art. 60 bis** (p. 3996) : son amendement n° 81 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 60 decies** : son amendement de suppression n° 82 ; adopté - **Art. 60 undecies A (activités ou mesures d'aide ou de réparation accomplies par un mineur délinquant)** (p. 3997) : son amendement n° 83 : accord préalable du mineur ; retiré - **Art. 60 undecies** : son amendement de suppression n° 84 ; adopté - **Art. 84** (p. 3998) : son amendement n° 85 : suppression du paragraphe I relatif à la possibilité de lecture de la décision par le président ou l'un des conseillers en l'absence des autres conseillers ; adopté - **Art. 94** : son amendement n° 86 : substitution des mots « à compter de la date de réception de la lettre » à ceux de « à compter de la date d'envoi de la lettre » ; retiré - **Art. 97** (p. 3999) : s'oppose à l'amendement n° 159 de M. Claude Estier (nécessité d'informer le contrevenant) - **Art. 97 bis A (révision) (supprimé par l'Assemblée nationale)** : son amendement n° 89 : rétablissement de cet article ; retiré - **Art. 98** (p. 4000) : son amendement n° 160 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; retiré - **Art. 98 bis** : son amendement de suppression n° 90 ; adopté - **Art. 100** : son amendement de suppression n° 91 ; adopté - **Art. 102** : son amendement de suppression n° 92 ; adopté - **Art. 122** (p. 4001) : son amendement de coordination n° 93 ; adopté - **Art. 122 bis (coordination)** : son amendement de coordination n° 94 ; adopté - **Art. 131** : son amendement de coordination n° 95 ; adopté - **Art. 166** (p. 4002) : son amendement de suppression n° 96 ; adopté - **Art. 167 (entrée en vigueur - Application outre-mer)** (p. 4003) : son amendement n° 97 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 1 de M. Lucien Lanier - **Après l'art. 167** : accepte l'amendement n° 161 du Gouvernement (fixation des conditions d'application de la présente loi à compter du 1^{er} septembre 1994 à Mayotte et aux territoires d'outre-mer, après consultation des assemblées, par une loi ultérieure).

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° 87 (92-93)] - Suite de la discussion** - (18 décembre 1992) - **Après l'art. 35 (par priorité)** (p. 4315) : se déclare opposé au paragraphe III de l'amendement n° 120 de M. Michel Charasse (exclusion des départements de plus de 500 000 habitants ayant départementalisé les matériels et dotés d'un centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (CODIS) et d'un centre de transmission de l'alerte (CTA)) - (p. 4316) : problèmes de départementalisation.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques - Nouvelle lecture [n° 152 (92-93)]** - (19 décembre 1992) - En remplacement de M. Christian Bonnet, rapporteur - **Art. 52 (communication des avis et observations des chambres régionales des comptes aux assemblées délibérantes des collectivités locales)** (p. 4446) : son amendement n° 67 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 53 (contrôle des sociétés d'économie mixte locales)** : son amendement n° 68 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 54 bis (astreintes prononcées en matière administrative et exécution des jugements par les personnes morales de droit public)** : son amendement n° 69 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 56 (délit d'obstacle à l'exercice des pouvoirs des membres de la Cour des comptes ou des chambres régionales des comptes)** : son amendement n° 70 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 58 (effet suspensif attribué aux demandes de sursis à exécution du préfet)** (p. 4447) : son amendement de suppression n° 71 ; adopté - **Art. 58 ter** : son amendement de suppression n° 72 ; adopté - **Intitulé du projet de loi** (p. 4448) : son amendement n° 73 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté.

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale - Nouvelle lecture [n° 156 (92-93)]** - (19 décembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4449, 4450) : échanges entre l'Assemblée nationale et le Sénat - Présence de l'avocat lors de la garde à vue - Collégialité en matière de détention provisoire - Régime des nullités - Détention préventive - Jugement contradictoire - Présomption d'innocence - Secret de l'instruction - (p. 4451) : indépendance des Parquets - Garde à vue - **Art. 1^{er} AA à 182** : son intervention présentée par M. Jean-Pierre Tizon (p. 4452 à 4477).

GIROD (Paul), sénateur de l'Aisne (RDE).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des finances.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992) ; puis vice-président (*JO* Lois et décrets du 9 octobre 1992).

- Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public Autoroutes de France.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République (14 janvier 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mise à la disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services (20 octobre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1993 (2 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1992 (18 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi relatif aux produits soumis à certaines restrictions de circulation (20 décembre 1992).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des finances, sur le projet de loi d'orientation [n° 117 (91-92)] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, relatif à l'administration territoriale de la République [n° 231 (91-92)] (8 janvier 1992) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à transférer aux départements, la responsabilité de l'élimination des déchets des ménages [n° 290 (91-92)] (10 avril 1992) - **Déchets**.

Avis, présenté au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 412 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif à la mise à la disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services [n° 8 (92-93)] (15 octobre 1992) - **Départements**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Intérieur** - Administration centrale et sécurité - [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 22 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République (Première lecture - voir table nominative, sessions de 1991) - Deuxième lecture [n° 117 (91-92)]** - (9 janvier 1992) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 21) : deuxième lecture à l'Assemblée nationale - Coopération intercommunale - Taxe professionnelle - (p. 22) : solidarité entre collectivités territoriales - Dotation globale d'équipement, DGE - Dotation de solidarité rurale - Taxe professionnelle - (p. 23) : cantons ruraux - (p. 36) : coopération intercommunale.

Suite de la discussion - (10 janvier 1992) - Rapporteur pour avis - **Art. 57 (par priorité)** (p. 78) : ses amendements, n° 172, n° 173 et n° 174 : reprise du texte adopté en première lecture par le Sénat ; adoptés - **Art. 57 bis A (prélèvement au profit du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle)** (p. 79) : ses amendements de coordination, n° 175 et n° 176 ; adoptés - **Art. 57 bis** : son amendement de suppression n° 177 ; adopté - **Art. 58** (p. 80) : son amendement n° 178 de coordination ; adopté - **Art. 59** : son amendement de suppression n° 179 ; adopté - **Art. 59 bis** : son amendement de coordination n° 180 ; adopté - **Art. 59 ter A (recettes des districts) - Art. 59 ter B (recettes des communautés de communes et des communautés de villes) - Art. 59 ter - Art. 59 quater** (p. 81, 82) : ses amendements de suppression n° 181, n° 182, n° 183, n° 184 ; adoptés - **Après l'art. 59 quater** : intervient sur l'amendement n° 257 du Gouvernement (délai dans lequel doivent être prises les délibérations instituant une zone d'activité économique ou en fixant le périmètre) - **Art. 61** : son amendement de suppression n° 185 ; adopté - **Art. 61 bis (validation législative du versement transports en commun dans l'île de la Réunion)** : son amendement de suppression n° 186 ; retiré ; puis repris par la commission saisie au fond - **Art. 62** : son amendement de coordination n° 187 ; adopté - **Art. 63** (p. 84, 85) : ses amendements de coordination, n° 188 à n° 194 ; adoptés - **Art. 63 bis A et B (prélèvement sur les communes et groupements de communes au profit du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle, FNPTP)** : ses amendements de suppression n° 195 et n° 196 ; adoptés - **Art. 63 bis C (rapport au Parlement sur la réforme du FNPTP)** : son amendement n° 197 : allongement du délai ; adopté - **Art. 63 ter (exercice du droit d'option pour la deuxième part de la DGE)** (p. 88) : son amendement n° 198 : suspension de la possibilité d'option pendant la dernière année du mandat des conseils municipaux ; adopté - **Art. 63 quinquies (majoration de la première part de la DGE)** : son amendement de suppression n° 199 ; adopté - **Art. 64** (p. 89) : son amendement de suppression n° 200 ; adopté - **Après l'art. 64** : soutient à titre personnel l'amendement n° 237 de M. Jacques Oudin (dispositif de mutualisation de taxe professionnelle à l'intérieur des groupements à fiscalité propre) - **Après**

l'art. 64 bis A (p. 90, 91) : son amendement n° 201 : régime d'écrêtement au profit du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle des communes membres d'un district ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 262 du Gouvernement - **Art. 64 bis** : son amendement de rétablissement n° 202 ; adopté - Se déclare favorable à l'amendement n° 230 de la commission des affaires économiques saisié pour avis (révision du mode de calcul de la dotation de base de la dotation globale de fonctionnement) - (p. 93) : solidarité entre collectivités - **Art. 64 sexies** (*création de la dotation de développement rural*) (p. 99) : son amendement n° 166 : nouvelle rédaction de ce texte, en harmonie avec les dispositions adoptées par le Sénat relatives à la coopération intercommunale ; adopté - (p. 100) : son amendement n° 167 : attribution aux chefs-lieux de canton de moins de 5 000 habitants sans condition de potentiel fiscal ; adopté - (p. 103) : scrutin public - (p. 105) : ses amendements de coordination, n° 168, n° 169 et n° 170 ; adoptés - **Art. 64 decies** (*quote-part de la dotation de développement rural en faveur des communes et groupements des territoires d'outre-mer et de Mayotte*) (p. 106) : son amendement n° 203 : relèvement du taux de majoration ; adopté.

Suite de la discussion - (14 janvier 1992) - Rapporteur pour avis - **Art. 56 quaterdecies** (p. 154) : son amendement de suppression n° 171 ; adopté - **Art. 56 septemdecies** (*route express de l'agglomération lyonnaise*) (p. 156) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 158 de la commission - **Après l'art. 56 septemdecies** (p. 158) : déclare l'article 40 de la Constitution non applicable à l'amendement n° 159 de la commission (régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux) - (p. 159) : votera l'amendement précité.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux** [n° 183 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (21 janvier 1992) - **Avant l'art. 24** (p. 337) : son amendement n° 105, soutenu par M. Raymond Bouvier : cas des membres du Gouvernement titulaires de mandats électoraux ; adopté.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (10 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1505) : projet de révision constitutionnelle et traité de Maastricht - Rôle du Parlement - (p. 1506) : culture européenne - Construction européenne - Droit international - Danemark - Référence à la date du traité de Maastricht - Suffrage universel - Congrès - Votera le projet de révision constitutionnelle - **Art. 1^{er} A** (*consécration constitutionnelle de la langue française comme langue de la République*) (p. 1541) : se déclare favorable à l'amendement n° 13 de la commission (inversion de la formulation proposée).

Suite de la discussion - (11 juin 1992) - **Art. 2** (*insertion dans la Constitution d'un nouveau titre XIV : « des Communautés européennes et de l'Union européenne »*) - **Art. 88-1 A de la Constitution** (*exercice en commun, librement consenti par les Etats, de certaines de leurs compétences*) (p. 1563) : soumission des onze au traité de Maastricht et du Danemark au traité de Rome.

Suite de la discussion - (16 juin 1992) - **Art. 2** (*insertion dans la Constitution d'un titre XIV : « Des Communautés européennes et de l'Union européenne »*) - **Art. 88-1 de la Constitution** (*transferts des compétences nécessaires à l'établissement de l'Union économique et monétaire et à la politique commune des visas*) (p. 1699) : inconstitutionnalité du traité de Maastricht - **Art. 88-2 de la Constitution** (*droit de vote et éligibilité aux élections municipales des ressortissants communautaires résidant en France*) (p. 1714) : son amendement n° 3 : détermination des conditions d'application du présent article par une loi organique selon la procédure de l'article 46 ; retiré au profit de l'amendement n° 14 (possibilité d'accorder aux seuls citoyens de l'Union résidant en France le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales et détermination des conditions d'application du présent article par une loi organique votée dans les mêmes termes par les deux assemblées) de la commission - (p. 1723) : sur l'amendement précité n° 14 de la commission, s'oppose au sous-amendement n° 47 de M. Claude Estier - Loi organique et loi relative au Sénat.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 485 (91-92)] - (2 juillet 1992) (p. 2389, 2390) :

mécontentement des agriculteurs - Agriculture française - Prix - « Désresponsabilisation » des chefs d'exploitation - Politique agricole commune, PAC.

- **Projet de loi relatif à la mise à disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services** [n° 412 (91-92)] - (20 octobre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2703) : procédure d'urgence - Relations financières entre les départements et l'Etat - Directions départementales de l'équipement, DDE - (p. 2704, 2705) : mise à disposition ou transfert des services des DDE aux départements - Régime forfaitaire ou conventionnel de mise en oeuvre des prestations des parcs départementaux de l'équipement et des subdivisions territoriales - Commission nationale d'évaluation des charges - Personnels - Sous réserve de l'adoption des amendements des deux commissions, invite le Sénat à voter ce projet de loi - **Art. 2** (*activités du parc de l'équipement*) (p. 2713) : ses amendements n° 31 ; mise en place d'un compte de commerce ; et n° 32 : surveillance des opérations par la commission d'évaluation des charges ; adoptés - **Art. 3 bis** (*retrait du département du parc de l'équipement*) (p. 2719) : se déclare favorable à l'amendement n° 12 de la commission (réduction du délai prévu pour régler le désengagement du parc) - **Art. 10** (*par priorité*) (*compensation financière des transferts de charge*) (p. 2725) : son amendement n° 41 : rétablissement des dispositions supprimées par l'Assemblée nationale dans une nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 8** (*dépenses de personnel*) (p. 2726) : ses amendements n° 33 de conséquence et n° 34 de coordination ; adoptés - (p. 2727) : ses amendements n° 35 et n° 36 faisant référence aux effectifs du département ; n° 37 : communication des vacances de postes par le préfet et intervention de la commission instituée par l'article 94 de la loi du 7 janvier 1983 en cas de désaccord ; adoptés - **Art. 9** (*droit d'option des agents non titulaires*) (p. 2728) : ses amendements de coordination n° 38 et n° 39 ; adoptés - (p. 2729) : son amendement de coordination n° 40 ; adopté - **Après l'art. 11** : son amendement n° 42 : prise en compte de la réouverture du délai de conclusion de convention entre le département et l'Etat ; adopté.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 34 (92-93)] - (12 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3141) : favorable à l'adoption du texte de ce projet qui demeure imparfait - Date de référence à prendre en compte pour l'avant-calcul de la compensation financière due par les départements - Insuffisance du personnel départemental - (p. 3142) : imbrication des services travaillant pour l'Etat et des services travaillant pour le département - Détermination de l'année de référence en matière de compensation financière d'un transfert, aux termes des lois de décentralisation.

- **Projet de loi de finances pour 1993** [n° 55 (92-93)].

Discussion générale :

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3446) : crise économique - Déficit budgétaire - Mauvaise évaluation du déficit - Déficit utilisé pour financer les dépenses de fonctionnement - (p. 3447) ; budget du ministère de l'intérieur - Accords Durafour - Appel aux finances locales - Sécurité civile - Favorable à la question préalable.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur les négociations du GATT** [n° 69 (92-93)] - (26 novembre 1992) (p. 3505) : la France doit refuser l'accord de Washington.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques** [n° 10 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (2 décembre 1992) - **Art. 21** (*composition des commissions départementales d'équipement commercial*) (p. 3611) : son amendement n° 186 : modification de la composition de la commission départementale d'équipement commercial dans les départements autres que Paris ; retiré.

Suite de la discussion - (3 décembre 1992) - **Art. 50** (*exploitation en régie par les communes de services d'intérêt public à caractère administratif*) (p. 3680, 3681) : collectivités territoriales et sociétés d'économie mixte - Elus locaux - (p. 3683) : financement des groupes politiques par les collectivités territoriales - **Avant l'art. 53** (p. 3685) : son amendement n° 192 : administration des sociétés d'économie mixte sous la forme de

sociétés anonymes à directoire ; retiré - (p. 3686) : retire l'ensemble de ses amendements relatifs aux sociétés d'économie mixte compte tenu de l'engagement de la commission des lois et de l'intervention de M. Etienne Dailly.

GLAVANY (Jean), secrétaire d'Etat à l'enseignement technique le 4 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (JO Lois et décrets du 5 avril 1992).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Louis de Catuelan : **Enseignement (Répartition des charges de financement des écoles publiques)** (JO Débats du 12 juin 1992) (p. 1576).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la validation d'acquis professionnels, pour la délivrance de diplômes et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale [n° 456 (91-92)]** - (1^{er} juillet 1992) - **Discussion générale** (p. 2317) : nouvelle voie d'accès aux savoirs - Diplômes - (p. 2318) : validation des acquis professionnels - Education nationale - Etablissements universitaires - Croissance des effectifs - Assouplissement des calendriers scolaires - Biens meubles des établissements - Enseignement privé - Accord entre l'Etat et l'enseignement privé - (p. 2319) : « paix scolaire » - (p. 2322) : validation des acquis professionnels - Accords signés avec l'enseignement privé - Méthode d'actualisation du forfait d'externat - Professeurs d'université - Présence de professionnels dans les jurys de validation - **Question préalable** (p. 2324) : s'oppose à la motion n° 17 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable - **Art. 1^{er}** (validation d'acquis professionnels pour l'obtention des diplômes de l'enseignement supérieur) (p. 2327) : ses amendements n° 1 : choix des personnalités extérieures membres du jury de validation ; n° 2 : vérification des connaissances ; et n° 30 : épreuve conduisant à des formations ou le nombre de places est réglementairement limité ; devenus sans objet - S'oppose aux amendements identiques n° 7 de la commission et n° 18 de Mme Hélène Luc (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 2** (validation des acquis professionnels pour l'obtention de diplômes de l'enseignement technologique) (p. 2329) : ses amendements n° 3 : membres non enseignants des jurys de validation ; adopté ; et n° 4 de cohérence ; devenu sans objet - Sur les amendements de Mme Hélène Luc, s'oppose au n° 19 (insertion des mots « pour les formations allant jusqu'au niveau V ») et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 20 (vérification des connaissances par le jury) - **Art. 3** (création de commissions paritaires d'établissements) (p. 2330) ; s'oppose aux amendements de Mme Hélène Luc, n° 21 (recrutement et promotion des ingénieurs) et n° 22, de coordination - **Art. 4** (statut dérogatoire des universités nouvelles) ; s'oppose aux amendements n° 23 de suppression de Mme Hélène Luc, et n° 9 de la commission (rétablissement du délai initial de cinq ans) - **Art. 5** (délégation des pouvoirs aux présidents d'université en matière de recrutement et de gestion des personnels) (p. 2331) : s'oppose aux amendements de suppression identiques n° 10 de la commission et n° 24 de Mme Hélène Luc - **Art. 6** (participation de personnalités extérieures au recrutement d'enseignants-chercheurs des grands établissements) (p. 2332) : s'oppose à l'amendement n° 25 de Mme Hélène Luc (dérogation aux dispositions de l'article 37 de la loi de 1984 pour la seule Ecole nationale des Chartes tout en confirmant la disposition similaire prise en faveur du Conservatoire national des arts et métiers) - **Après l'art. 6** : accepte l'amendement n° 26 de Mme Hélène Luc (accès pour les directeurs de l'Ecole pratique des hautes études à l'éméritat) - **Art. 10** (limitation d'âge des enseignants-chercheurs) (p. 2333) : s'oppose aux amendements n° 27 de Mme Hélène Luc (report de l'âge normal de la retraite jusqu'à la fin de l'année universitaire avec l'accord des personnels intéressés) et n° 11 de M. Jean-Pierre Camoin (substitution des mots de « jusqu'à la fin de l'année universitaire au plus tard à ceux de « jusqu'au 31 août ») - **Art. 12** (acquisition de la propriété des biens des établissements publics locaux d'enseignement) (p. 2334) : s'oppose à l'amen-

dement n° 12 de la commission (droit de remboursement au titre du fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) - **Art. 13** (sort des biens en cas de dissolution de l'établissement ou de fermeture d'une formation spécialisée) : s'oppose à l'amendement n° 13 de la commission (droit à remboursement au titre du fonds de compensation pour la TVA - **Après l'art. 13** (p. 2335) : s'oppose à l'amendement n° 28 de Mme Hélène Luc (établissements à caractère médical, sanitaire ou social) - **Art. 13 bis** (sort des biens en cas de dissolution de l'établissement ou de fermeture d'une formation spécialisée) : son amendement de suppression n° 5 ; rejeté - **Après l'art. 13 bis** : s'oppose à l'amendement n° 14 de la commission (possibilité pour les départements et les régions de bénéficiaire du fonds de compensation pour la TVA au titre des subventions versées aux collèges et aux lycées pour leurs dépenses d'équipement en matériel) - **Art. 14** (extension de la durée de l'année scolaire) (p. 2336) ; s'oppose à l'amendement n° 29 de Mme Hélène Luc (nouvelle rédaction de cet article) - **Avant l'art. 15** : s'oppose à l'amendement n° 15 de la commission (subvention des collectivités territoriales aux établissements privés) - **Art. 18** (extension du principe de parité au cas des documentalistes et des directeurs d'école) (p. 2339) : son amendement n° 6 : personnel de documentation ; adopté - Oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 16 de la commission (avantages financiers et décharges de service liés à la direction des écoles publiques).

Nouvelle lecture [n° 496 (91-92)] - (8 juillet 1992) - **Discussion générale** (p. 2512) : réforme globale du système éducatif français - Promotion sociale - Qualité des diplômes universitaires - Rémunération de la gestion des personnels universitaires - Enseignement catholique - Statut des professeurs de lycées professionnels - **Art. 1^{er}** (p. 2514) : s'oppose aux amendements n° 1 de Mme Hélène Luc (présentation d'un bilan de l'application de cette loi par le Gouvernement devant le Parlement dans le délai de six mois) et n° 5 de la commission (information des étudiants sur les possibilités de validation des acquis professionnels et personnels offertes par le droit existant) - **Art. 4** (p. 2515) : s'oppose aux amendements, de suppression n° 2 de Mme Hélène Luc, et n° 6 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 5** : s'oppose aux amendements, de suppression n° 3 de Mme Hélène Luc, et n° 7 de la commission (limitation aux personnels non enseignants des possibilités de délégation de pouvoir prévues à cet article) - **Art. 6 bis** : s'oppose à l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 10** (p. 2516) : s'oppose aux amendements, n° 4 de Mme Hélène Luc, et n° 9 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 12** : s'oppose à l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 13 - Art. 13 bis A - Art. 13 ter - Art. 14 bis** (p. 2517) : s'oppose aux amendements de la commission, n° 11, n° 12, n° 13 et n° 14 (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture).

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 491 (91-92)]** - (8 juillet 1992) - **Discussion générale** (p. 2519) : succès de la commission mixte paritaire - Intégration de nombreux amendements - Compétence des régions en matière d'apprentissage et renforcement de la responsabilité des entreprises, des partenaires sociaux et des chambres consulaires - Formation plus attractive offerte aux jeunes - Fixation au 1^{er} septembre 1992 de la date d'application de l'annualisation de la rémunération versée aux apprentis - (p. 2520) : possibilité pour un apprenti d'effectuer une partie des formations en entreprise dans une entreprise d'un autre Etat membre de la CEE - Consultation du comité d'entreprise sur les conventions d'aide au choix professionnel - Expérimentation de l'apprentissage dans le secteur public.

- **Projet de loi relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art [n° 512 (91-92)]** - (27 octobre 1992) - **Discussion générale** (p. 2864) : expositions temporaires et collections permanentes - Allègement des coûts d'assurance des grandes expositions - (p. 2865) : dispositif complémentaire de l'assurance commerciale - Prix du marché de l'art - Risque minimum pour

les finances publiques - Industrie française de l'assurance - Garantie de l'Etat assortie d'un seuil - **Art. 1^{er}** (*champ d'application et portée de la garantie accordée par l'Etat aux expositions temporaires*) (p. 2869) : s'oppose à l'amendement n° 3 de la commission (substitution au texte proposé d'un mécanisme reposant sur la sélection des oeuvres qui bénéficieraient de la garantie de l'Etat) et sur celui-ci, accepte le sous-amendement n° 10 de M. Pierre-Christian Taittinger ; sur les amendements de M. Ivan Renar, s'oppose au n° 7 (élargissement du champ d'application de la loi) et oppose l'article 40 de la Constitution aux n° 8 et n° 9 (abaissement du seuil de 300 millions de francs) - **Après l'art. 1^{er}** (p. 2872) : oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements n° 1 de Mme Françoise Seligmann (extension de la garantie accordée aux établissements publics nationaux, aux structures décentralisées d'exposition), n° 4 de la commission (extension aux expositions temporaires organisées par les musées des collectivités territoriales du bénéfice de la garantie de l'Etat) et sur celui-ci au sous-amendement n° 11 de M. Pierre-Christian Taittinger - **Art. 2** (*procédure d'agrément des expositions bénéficiant de la garantie de l'Etat*) (p. 2873) : accepte l'amendement n° 5 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) et sur celui-ci, le sous-amendement n° 12 de M. Pierre-Christian Taittinger - **Art. 3** (*décret d'application*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 6 de la commission - (p. 2874) : souhaite le vote sur l'ensemble du texte - **Sur l'ensemble** (p. 2875) : souhaite la poursuite de la procédure législative.

GOETSCHY (Henri), sénateur du Haut-Rhin (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire du comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) et du comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDESTOM).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'octroi de mer (1^{er} juillet 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 411 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif à l'octroi de mer et portant mise en oeuvre de la décision du Conseil des ministres des Communautés européennes n° 89-688 du 22 décembre 1989 [n° 443 (91-92)] (24 juin 1992) - **Départements d'outre-mer**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'octroi de mer et portant mise en oeuvre de la décision du Conseil des ministres des Communautés européennes n° 89-688 du 22 décembre 1989 [n° 492 (91-92)] (7 juillet 1992) - **Départements d'outre-mer**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Départements et territoires d'outre-mer** - [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 6 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement** [n° 184 (91-92)] - (20 janvier 1992) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 183) - Voir intervention sous le projet n° 183 (p. 269 à 270).

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux** [n° 183 (91-92)] - (20 janvier 1992) - **Discussion**

générale (commune avec celle du projet n° 184) (p. 269) : gestion des collectivités territoriales - Indemnité de l'élu local - Disponibilité - Fiscalité - Régime indemnitaire - Exemple de la Suisse et de l'Allemagne - (p. 270) : crédits d'heures - Conseillers généraux - Retraites - **Art. 1^{er}** (*garanties accordées aux conseillers municipaux dans l'exercice de leur mandat*) - **Art. L. 121-37 du code des communes (compensation des pertes de revenu subies du fait des absences)** (p. 285) : intervient à propos des amendements identiques de suppression n° 27 de la commission et n° 159 de M. Paul Souffrin.

Suite de la discussion - (21 janvier 1992) - **Art. 13 (droit des élus départementaux à la formation)** - **Art. 13 de la loi du 10 août 1871 (voyages d'étude)** (p. 318) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 59 de la commission - **Art. 17 (régime indemnitaire des élus municipaux)** (p. 321) : son amendement n° 121 : calcul des indemnités ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Après l'art. 18 bis** (p. 333) : son amendement n° 122 : temps partiel, tiers temps et mi-temps ; retiré - **Après l'art. 21** (p. 334) : son amendement n° 125 : vice-présidents ; retiré - **Après l'art. 19** (p. 336) : son amendement n° 123 : indemnité versée par l'Etat pour honorer les fonctions et missions d'Etat ; adopté - **Après l'art. 21 (suite)** (p. 337) : son amendement n° 124 : indemnités des conseillers délégués ; retiré - **Art. 24 (indemnités des conseillers généraux)** - **Art. 14 de la loi du 10 août 1871 (régime indemnitaire des membres des conseils généraux)** (p. 338) : ses amendements, n° 131 : taux calculé en fonction de quatre strates de population ; retiré ; n° 126 : indemnités de fonction votées par le conseil général ou par le Conseil de Paris pour les fonctions de président ; adopté - **Après l'art. 24** (p. 343) : son amendement n° 127 : absence des conseillers généraux en séance de session ou de commission ; retiré.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (10 juin 1992) - **Art. 1^{er} A (consécration constitutionnelle de la langue française comme langue de la République)** (p. 1539) : sur l'amendement n° 13 de la commission (inversion de la formulation proposée), son sous-amendement n° 16 ; retiré - Langues régionales - Charte européenne des langues régionales - (p. 1540) : statut des langues régionales.

- **Projet de loi relatif à l'octroi de mer** [n° 411 (91-92)] - (30 juin 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2279) : octroi de mer - Produit de l'octroi de mer - Economies locales - (p. 2280) : production locale - Echange entre les départements d'outre-mer - Communauté économique européenne, CEE - Confirmation de l'octroi de mer actuel - Elargissement de l'assiette - Exonérations - Modalités de répartition - Complexité du texte - Application de différents taux - (p. 2281) : exonérations - Communes.

Suite de la discussion - (1^{er} juillet 1992) - Rapporteur - **Art. 1^{er} (opérations taxables)** (p. 2301) : son amendement n° 2 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - (p. 2302) : s'oppose à l'amendement n° 35 de M. Jean-Luc Bécart (nouvelle rédaction de cet article) ainsi que sur son amendement n° 2 (nouvelle rédaction de cet article) aux sous-amendements n° 36 et n° 38 de M. Jean-Luc Bécart et n° 39 de M. Henri Bangou - **Art. 2 (exonérations)** (p. 2303) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 27 de M. Roger Lise et n° 32 de M. Rodolphe Désiré (diminution du délai d'intégration au grand marché antillo-guyanais) - Son amendement n° 3 : exonérations décidées par les conseils régionaux ; adopté - (p. 2304) : son amendement n° 4 : suppression du paragraphe III relatif à l'exonération par les conseils régionaux de l'introduction de marchandises destinées à l'accomplissement des missions d'administration des collectivités locales et des établissements publics administratifs ; adopté - Accepté l'amendement n° 19 de M. Roger Lise (valeur des marchandises introduites en franchise de taxes) - **Art. 3 (personnes assujetties)** (p. 2305) : ses amendements n° 5 et n° 6, rédactionnels ; et n° 7, de coordination ; adoptés - **Art. 10 (taux de l'octroi de mer)** (p. 2306) : ses amendements n° 8, rédactionnel et n° 9, de précision ; adoptés - (p. 2307) : son amendement n° 10 : délai pendant lequel il peut y avoir un niveau et un nombre de taux supérieur aux limites fixées par le projet de loi ; adopté - S'oppose aux amendements de M. Paul Moreau n° 1 (fixation des exonérations) et n° 18 (possibilité de faire appel à une commission d'arbitrage en cas de contestation) -

Après l'art. 11 (p. 2309) : accepte les amendements identiques n° 20 de M. Roger Lise et n° 33 de M. Serge Vinçon (institution d'un taux unique de prélèvement au profit de l'Etat pour les quatre départements) - **Art. 13** (*modalités de constatation, de contrôle et de recouvrement de l'octroi de mer*) (p. 2309) : à titre personnel, accepte l'amendement n° 42 du Gouvernement (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 14** (*répartition du produit de l'octroi de mer*) (p. 2310) : ses amendements n° 11, rédactionnel et n° 12 : indexation de la dotation globale garantie affectée aux communes sur l'évolution du PIB en valeur et non sur son évolution en volume ; retiré - (p. 2311) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 41 de M. Henri Bangou (prise en compte des cinq dernières années pour l'indexation des ressources) et accepte le n° 21 de M. Louis Virapoullé (indexation des ressources) - Son amendement rédactionnel n° 14 ; adopté - **Art. 15** (*répartition de la dotation globale garantie*) : son amendement n° 15 : transmission de la proposition au représentant de l'Etat dans la région ; adopté - (p. 2312) : accepte l'amendement n° 23 de M. Roger Lise (caractère exécutoire de la délibération du conseil régional, passé ce délai) - **Art. 16** (*fonds régional pour le développement et l'emploi*) (p. 2313) : son amendement rédactionnel n° 16 ; adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 24 de M. Roger Lise (affectation des ressources du fonds aux aides des communes en faveur du développement économique et de l'emploi dans le secteur productif et pour les investissements) - (p. 2314) : son amendement n° 17 : publication par le conseil régional d'un rapport sur l'utilisation du fonds qui rappelle les critères objectifs d'attribution et précise la répartition des aides ; adopté - Accepte l'amendement n° 25 de M. Roger Lise (précision des attributions des aides) - **Art. 18** (*abrogations et application de la loi*) (p. 2315) : accepte les amendements n° 26, de coordination de M. Roger Lise, n° 34 de M. Serge Vinçon (régime d'exonération fiscale et douanière dont bénéficient les îles du Nord, Saint-Barthélémy et Saint-Martin) et n° 31 de M. François Louisy (substitution des mots de « communes de » à ceux de « îles du Nord de la Guadeloupe »).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 492 (91-92)] - (8 juillet 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** : son intervention présentée par M. Emmanuel Hamel (p. 2558, 2559).

SOLLINET (Jacques), sénateur de Haute-Savoie (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992),

- Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes ; de nouveau membre de cette délégation (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992).

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (*JO Lois et décrets* du 22 octobre 1992).

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice (*JO Lois et décrets* du 25 novembre 1992).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national relatives à la réserve du service militaire (21 décembre 1992)

ÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi [n° 510 (91-92)] autorisant l'approbation du

Protocole au Traité sur l'Antarctique, relatif à la protection de l'environnement [n° 29 (92-93)] (28 octobre 1992) - **Traités et conventions**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 112 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif aux contrôles frontaliers et à la police, à la coopération judiciaire en matière pénale, à la sécurité civile et à l'assistance mutuelle concernant la liaison fixe trans-Manche [n° 131 (92-93)] (16 décembre 1992) - **Traités et conventions**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 113 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant l'exercice de la pêche et la protection des milieux aquatiques dans la partie du Doubs formant frontière entre les deux Etats (ensemble un annexe, un règlement d'application et une délibération) [n° 132 (92-93)] (16 décembre 1992) - **Traités et conventions**.

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (15 avril 1992) (p. 636) : s'associe à la protestation élevée contre le non-lieu prononcé dans l'affaire Touvier, et fait part de l'indignation des résistants qui ont lutté contre l'action de la milice.

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole au traité sur l'Antarctique, relatif à la protection de l'environnement** [n° 510 (91-92)] - (12 novembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3133, 3134).

GOULET (Daniel), sénateur de l'Orne (RPR).

Elu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

GOURNAY (Marie-Fanny), sénateur du Nord (RPR).

N'était pas candidate aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle et modifiant le code du travail (3 juillet 1992).

GOUSSEBAIRE-DUPIN (Yves), sénateur des Landes (UREI).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

GOUTEYRON (Adrien), sénateur de la Haute-Loire (RPR).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Délégué titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale ; de nouveau délégué titulaire de ces assemblées (JO Lois et décrets du 22 octobre 1992).

Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; de nouveau membre suppléant de cet office (JO Lois et décrets du 16 octobre 1992).

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique (22 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'installation de réseaux de distribution par câble de services de radiodiffusion sonore et de télévision (26 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (3 décembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 318 (91-92)] relatif à l'installation de réseaux de distribution par câble de services de radiodiffusion sonore et de télévision [n° 382 (91-92)] (3 juin 1992) - **Communication audiovisuelle.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'installation de réseaux de distribution par câble de services de radiodiffusion sonore et de télévision [n° 467 (91-92)] (30 juin 1992) - **Communication audiovisuelle.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles, à la suite d'une mission d'information chargée, en application de l'article 21 du Règlement, d'étudier la mise en place et le fonctionnement des Instituts universitaires de formation des maîtres [n° 23 (92-93)] (27 octobre 1992) - **Enseignement.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Communication** - [n° 57 (92-93)] tome 10 (24 novembre 1992).

Avis, déposé au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 10 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques [n° 62 (92-93)] (25 novembre 1992) - **Vie politique et sociale.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 4 décembre 1992) (p. 3661) - Ministère : Equipement - **Crise du secteur du bâtiment - Bâtiment et travaux publics.**

Questions orales sans débat :

n° 428 (JO Débats du 15 mai 1992) (p. 1177) - Ministère : Agriculture - **Reconnaissance du caractère de calamité agricole de la sécheresse dans le département de la Haute-Loire** - (Réponse : JO Débats du 20 juin 1992) (p. 1901) - **Calamités agricoles.**

n° 429 (JO Débats du 15 mai 1992) (p. 1177) - Ministère : Santé - **Avenir du système français de transfusion sanguine**

face à l'échéance européenne - (Réponse : JO Débats du 20 juin 1992) (p. 1905) - **Sang et organes humains.**

n° 438 (JO Débats du 6 juin 1992) (p. 1476) - Ministère : Equipement - **Travaux sur la route nationale 88 relatifs au franchissement de la vallée du Lignon** - (Réponse : JO Débats du 20 juin 1992) (p. 1897) - **Routes.**

n° 439 (JO Débats du 6 juin 1992) (p. 1476) - Ministère : Agriculture - **Conséquences des décisions communautaires en matière de quotas laitiers pour les producteurs de la Haute-Loire** - (Réponse : JO Débats du 20 juin 1992) (p. 1902) - **Lait et produits laitiers.**

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** : article 36 du règlement du Sénat - Demande un débat sur la situation de l'audiovisuel (9 janvier 1992) (p. 13).

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la presse et l'audiovisuel** [n° 331 (91-92)] - (12 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1060) : paysage audiovisuel français - Politique des pôles - TF 1 - La Cinq - Financement de l'audiovisuel public - (p. 1061) : développement des deux chaînes du secteur public - FR 3 - Politique des supports - Câble - (p. 1062) : réseau hertzien - Satellites - Pluralisme de l'information - Ethique - Quotas de diffusion - CSA - (p. 1063) : indépendance politique des chaînes publiques - Presse écrite - Diffusion de la presse française à l'étranger - (p. 1083) : réglementation - Quotas de diffusion - CSA.

- **Projet de loi relatif à l'installation de réseaux de distribution par câble de services de radiodiffusion sonore et de télévision** [n° 318 (91-92)] - (15 juin 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1679) : câblage des immeubles et des lotissements - Stagnation du taux de raccordement - Mauvais résultats financiers de France Télécom - (p. 1680) : multiplication des chaînes hertziennes après le lancement du plan câble, la Cinq et M 6 - Création de Canal Plus grâce au soutien des pouvoirs publics - Affectation du cinquième canal hertzien à ARTE - Programmation de films par les chaînes thématiques consacrées au cinéma - Assouplissement des quotas de diffusion d'oeuvres d'expression originale française et européenne par le Conseil supérieur de l'audiovisuel, CSA - Diminution du prix des abonnements - Câblage obligatoire des immeubles neufs - Câblage des HLM - Loi du 14 décembre 1985 et amendement « Tour Eiffel » - (p. 1681) : au nom de la commission des affaires culturelles, sous réserve de l'adoption de ses amendements, se déclare favorable à l'adoption de ce projet - **Art. 2 (article 34 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication)** (p. 1683) : ses amendements rédactionnels, n° 2 et n° 3 ; adoptés - **Après l'art. 2** (p. 1684) : son amendement n° 4 : extension du régime de déclaration préalable de l'article 43 de la loi du 30 septembre 1986 à l'exploitation de certains réseaux ; adopté - **Art. 3 (article 34-3 nouveau inséré dans la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986)** (p. 1685) : son amendement n° 5 : 1°) : installation des câbles et équipements annexes de manière non dommageable aux propriétés ; adopté ; 2°) : installation des câbles et équipements annexes de manière non dommageable à la qualité esthétique des lieux ; adopté - (p. 1686) : ses amendements, n° 6 : possibilité pour les syndicats de copropriété de convoquer les assemblées générales pour informer les copropriétaires des modalités de la servitude pendant un délai de trois mois ; n° 7 rédactionnel ; et n° 8 : détermination par décret en Conseil d'Etat des conditions d'accès des agents mandatés par le bénéficiaire de la servitude aux parties des immeubles affectés à un usage commun ; adoptés - **Art. 4 (article 23 et 24 de la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990)** (p. 1687) : à titre personnel, se déclare favorable à l'amendement n° 13 de M. Claude Estier (fixation possible au-delà de deux ans des délais s'appliquant aux spécifications techniques d'ensemble) - **Après l'art. 4** (p. 1688) : se déclare opposé, à titre personnel, à l'amendement n° 14 de M. Claude Estier (modifications de la loi n° 66-457 du 2 juillet 1966 relative à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 467 (91-92)] - (1^{er} juillet 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2316).

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures**

publiques [n° 10 (92-93)] - (1^{er} décembre 1992) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 3532) : réforme du marché publicitaire - Concurrence - Système des remises sur achat d'espaces - Tarifs et facturations - (p. 3533) : situation des médias vendeurs d'espaces publicitaires - Rapport Bouchery et abas de consultation des professionnels - Transparence des transactions publicitaires et information des annonceurs - (p. 3534) : absence de nécessité de ce texte.

Suite de la discussion - (2 décembre 1992) - Rapporteur pour avis - **Art. 13 (prestations de publicité)** (p. 3593) : son amendement de suppression n° 88 ; adopté - **Art. 14 (prestations de publicité)** (p. 3598) : son amendement de suppression n° 89 ; adopté - **Art. 15 (prestations de publicité)** (p. 3599) : son amendement n° 90 : suppression de la « surcommission de préconisation » pour tous les prestataires de conseil en plan média ou de préconisation de support ; devenu sans objet - **Art. 16 (prestations de publicité)** (p. 3600) : ses amendements n° 91, n° 92 et n° 93, relatifs au contrôle contractuel de la diffusion des messages publicitaires ; devenus sans objet - **Art. 18 ter (prestations de publicité)** (p. 3602) : son amendement n° 101 : fixation de la date d'application des articles 11 à 18 bis ; retiré au profit de l'amendement n° 132 de la commission (fixation de la date d'entrée en vigueur des articles 11 et 12) - **Art. 18 quater (prestations de publicité)** (p. 3604) : son amendement n° 102 : nouvelle rédaction ; adopté.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° 87 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (18 décembre 1992) - **Après l'art. 13 sexies** (p. 4312) : son amendement n° 96, soutenu par M. Emmanuel Hamel et analogue à l'amendement n° 21 de la commission (compensation de l'incidence sur la pension de retraite de la perte de revenus subie par certains administrateurs des organismes de sécurité sociale) ; retiré au profit de celui-ci.

GRANDON (Jean), sénateur d'Eure-et-Loire (NI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées, jusqu'au 14 mai 1992.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 12 juin 1992) (p. 1571) - Ministère : Intérieur - **Lutte contre l'implantation de la mafia en France - Terrorisme.**

Questions orales sans débat :

n° 402 (*JO* Débats du 8 avril 1992) (p. 536) - Ministère : Agriculture - **Devenir du salon de l'agriculture et Agriculture.**

GRAZIANI (Paul), sénateur des Haut-de-Seine (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale

de la République (14 janvier 1992) Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (16 janvier 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi d'orientation [n° 117 (91-92)] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, relatif à l'administration territoriale de la République [n° 230 (91-92)] (8 janvier 1992) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République [n° 242 (91-92)] (20 janvier 1992) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République (Première lecture - voir table nominative, sessions de 1991) - Deuxième lecture [n° 117 (91-92)]** - (9 janvier 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 19) : deuxième lecture à l'Assemblée nationale - Déconcentration - Démocratie locale - Transparence dans la gestion financière des collectivités - Institution par le Sénat d'une délégation parlementaire à la décentralisation - (p. 20) : opposition aux ententes interrégionales - Schéma départemental de la coopération intercommunale - Demande la décentralisation de l'enseignement supérieur - Nécessaire assouplissement des possibilités de concours des collectivités territoriales à l'enseignement privé - Propose la détermination par les collectivités du régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux - **Titre III - Chapitre III** (par priorité) (p. 40) : son amendement n° 111 : Intitulé : « Des districts » ; adopté - **Art. 53** (p. 41) : son amendement de suppression n° 112 ; adopté - S'oppose aux amendements n° 223 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (respect de la volonté exprimée par le conseil municipal) et n° 243 et n° 244 de M. René Régnauld (conditions de majorité au sein des communautés de communes) - **Art. 53 bis, ter, quater, quinquies, sexies, septies, octies, nonies, decies et undecies (aménagement du régime des districts)** (p. 41 à 44) : ses amendements de rétablissement de ces articles supprimés par l'Assemblée nationale, n° 113 à n° 122 ; adoptés - **Chapitre IV** (par priorité) (p. 44) : son amendement n° 123 : Intitulé : « Des communautés urbaines » ; adopté - **Art. 54 B (règles de fonctionnement des communautés urbaines)** : son amendement de suppression n° 124 ; adopté - **Art. 54** (p. 45, 46) : son amendement de suppression n° 125 ; adopté - S'oppose aux amendements n° 225 de Mme Fraysse-Cazalis (respect de la volonté exprimée par le conseil municipal) et n° 245 de M. René Régnauld (règles de majorité pour les communautés de villes) - **Art. 54 bis A (nombre de vice-présidents d'une communauté urbaine)** : son amendement de suppression n° 126 ; adopté - **Art. 54 bis, ter, quater, quinquies, sexies, septies, octies, nonies, decies, undecies, duodecies, terdecies et quaterdecies (régime des communautés urbaines)** (p. 46 à 50) : ses amendements n° 127 à n° 139, de rétablissement de ces articles supprimés par l'Assemblée nationale ; adoptés - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 50) : s'oppose à l'amendement n° 204 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (définition de principes) - **Art. 1^{er}** : son amendement de suppression n° 1 ; adopté - **Art. 2** (p. 51) : son amendement de suppression n° 2 ; adopté - **Art. 2 bis** (p. 52) : son amendement de suppression n° 3 ; adopté - **Art. 3** : son amendement de suppression n° 4 ; adopté - **Art. 4** (p. 53) : son amendement n° 5 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 5** : son amendement de suppression n° 6 ; adopté - **Art. 5 bis** : son amendement n° 7 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 6** (p. 54) : ses amendements n° 8 et n° 9 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 6 bis** : son amendement de suppression n° 10 ; adopté - **Art. 6 ter** : son amendement n° 11 : rétablissement de cet article dans le texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 7** (p. 55) : son amendement de suppression n° 12 ; adopté - **Art. 8** (p. 56) : son amendement n° 13 : réta-

blissement du texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 9** (p. 58, 59) : ses amendements n° 14 à n° 19 : rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat ; adoptés - Son amendement n° 261 : accès aux documents budgétaires : cas des subventions apportées par la commune à des organismes ; adopté - Estime satisfait par cet amendement l'amendement n° 254, sur le même objet, du Gouvernement - S'oppose à l'amendement n° 241 de M. René Régnault (accès aux documents budgétaires : mention des garanties d'emprunt aux sociétés d'économie mixte) - **Art. 10** (p. 60) : ses amendements n° 20, de coordination, et n° 21 : rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat ; adoptés - **Art. 11** : ses amendements de coordination n° 22 et n° 23 ; adoptés - **Art. 12** : ses amendements n° 24 et n° 25 : rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat ; adoptés - **Art. 12 bis** (p. 61) : son amendement n° 26 : rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat ; adopté - **Art. 13** : ses amendements n° 27, n° 28, n° 29, n° 30 de coordination et n° 31 : rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat ; adoptés - **Art. 14** (p. 62) : ses amendements de coordination n° 32 et n° 33 ; adoptés - **Art. 15** : son amendement n° 34 : rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat ; adopté - **Art. 16** : son amendement n° 35 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - (p. 63) : s'oppose à l'amendement n° 206 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (nouvelle rédaction de l'article L. 125-1 du code des communes : substitution du mot « habitants » au mot « électeurs ») - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 263 de M. René Régnault - Son amendement n° 36 : rétablissement partiel du texte adopté en première lecture par le Sénat ; adopté - (p. 65) : sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 264 de M. René Régnault.

Suite de la discussion - (10 janvier 1992) - Rapporteur - **Art. 57** (par priorité) (p. 78) : s'oppose aux amendements n° 226 de suppression de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° 255 de précision du Gouvernement et n° 250 de M. Roger Quilliot (possibilité de réduction du délai d'harmonisation de taxes professionnelles) - Accepte les amendements de la commission des finances saisiés pour avis, n° 172, n° 173 et n° 174 (reprise du texte adopté en première lecture par le Sénat) - **Art. 57 bis A** (*prélèvement au profit du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle*) (p. 79) : accepte les amendements de coordination, n° 175 et n° 176 de la commission des finances - **Art. 57 bis** : accepte l'amendement de suppression n° 177 de la commission des finances - **Art. 58** (p. 80) : accepte l'amendement de coordination n° 178 de la commission des finances - **Art. 59** : accepte l'amendement de suppression n° 179 de la commission des finances et s'oppose à l'amendement de précision n° 256 du Gouvernement - **Art. 59 bis** : accepte l'amendement de coordination n° 180 de la commission des finances - **Art. 59 ter A** (*recettes des districts*) - **Art. 59 ter B** (*recettes des communautés de communes et des communautés de villes*) - **Art. 59 ter** - **Art. 59 quater** (p. 81, 82) : accepte les amendements de suppression n° 181, n° 182, n° 183 et n° 184 de la commission des finances - **Après l'art. 59 quater** : s'oppose à l'amendement n° 257 du Gouvernement (délai dans lequel doivent être prises les délibérations instituant une zone d'activité économique ou en fixant le périmètre) - **Art. 61** : accepte l'amendement de suppression n° 185 de la commission des finances - **Art. 61 bis** (*validation législative du versement transports en commun dans l'île de la Réunion*) (p. 83) : reprend l'amendement de suppression n° 186 retiré par la commission des finances ; rejeté - **Art. 62** : accepte l'amendement de coordination n° 187 de la commission des finances - **Art. 63** (p. 85) : accepte les amendements de coordination de la commission des finances, n° 188 à n° 194 - Accepte l'amendement de précision n° 260 du Gouvernement - **Art. 63 bis A et B** (*prélèvement sur les communes et groupements de communes au profit du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle, FNPTP*) : accepte les amendements de suppression n° 195 et n° 196 de la commission des finances - **Art. 63 ter** (*exercice du droit d'option pour la deuxième part de la DGE*) (p. 88) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 198 de la commission des finances (suspension de la possibilité d'option pendant la dernière année du mandat des conseils municipaux) - **Art. 63 quinquies** (*majoration de la première part de la DGE*) (p. 89) : accepte l'amendement de suppression n° 199 de la

commission des finances - **Art. 64** (*fonds de compensation pour la TVA au profit des communautés de communes et des communautés de villes*) (p. 89) : accepte l'amendement n° 200 de suppression de la commission des finances et s'oppose à l'amendement n° 227 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (extension de la disposition proposée à toutes les collectivités territoriales) - **Après l'art. 64 A** : accepte l'amendement n° 237 de M. Jacques Oudin (dispositif de mutualisation de taxe professionnelle à l'intérieur des groupements à fiscalité propre) - **Après l'art. 64 bis** (p. 91) : accepte l'amendement n° 201 de la commission des finances (régime d'écrêtement au profit du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle des communes membres d'un district) - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 262 du Gouvernement - **Art. 64 bis** : accepte l'amendement de rétablissement n° 202 de la commission des finances - **Après l'art. 64 bis** (p. 92) : s'oppose à l'amendement n° 240 de M. Roger Quilliot (possibilité d'harmonisation volontaire des taux de taxe professionnelle communale au sein des structures de coopération intercommunale dotées d'une fiscalité propre) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 230 de la commission des affaires économiques saisié pour avis (révision du mode de calcul de la dotation de base de la dotation globale de fonctionnement) - **Art. 64 ter** (*majoration de la dotation de compensation au profit de certaines communes de moins de 2 000 habitants*) (p. 95) : s'oppose aux amendements n° 231 de la commission des affaires économiques (montant pour 1993) et n° 258 du Gouvernement (entrée en vigueur de cette dotation en 1993) - **Art. 64 quater** (p. 97) : s'oppose à l'amendement n° 233 de la commission des affaires économiques (exonération d'une nouvelle catégorie de communes) - **Art. 64 sexies** (*création de la dotation de développement rural*) (p. 100) : sur les amendements des commissions saisiés pour avis, accepte les n° 166 (nouvelle rédaction de ce texte, en harmonie avec les dispositions adoptées par le Sénat relatives à la coopération intercommunale) et n° 167 (attribution aux chefs-lieux de canton de moins de 5 000 habitants sans condition de potentiel fiscal) de la commission des finances et s'oppose au n° 234 de la commission des affaires économiques (modification du dispositif : attribution d'une part aux communes de moins de 3 500 habitants ; commission de répartition entre les collectivités et les groupements bénéficiaires) - (p. 105) : accepte les amendements de coordination de la commission des finances, n° 168, n° 169 et n° 170 - **Art. 64 décies** (*quote-part de la dotation de développement rural en faveur des communes et groupements des territoires d'outre-mer et de Mayotte*) (p. 106) : accepte l'amendement n° 203 de la commission des finances (relèvement du taux de majoration) - **Art. 16** (*suite*) - **Art. L. 125-2 du code des communes** (*initiative de l'organisation d'une consultation*) (p. 106, 107) : son amendement de conséquence n° 37 ; adopté - **Art. L. 125-8** (*application par décret en Conseil d'État*) : son amendement de rétablissement n° 38 ; adopté - **Art. 16 bis** : son amendement de rétablissement n° 39 ; adopté - **Art. 17** (p. 108) : son amendement de suppression n° 40 ; adopté - **Art. 18 bis** (*dénomination des comités économiques et sociaux*) : son amendement de suppression n° 41 ; adopté - **Art. 19** (p. 109) : ses amendements, n° 42 et n° 43 : rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat ; adoptés - **Art. 20** : son amendement de suppression n° 44 ; adopté - **Art. 21** - **Art. L. 318-1 du code des communes** (*annexes mobiles de la mairie*) (p. 110) : son amendement de suppression n° 45 ; adopté - **Art. L. 318-2** (*utilisation des locaux communaux par les associations, les syndicats et partis politiques*) : son amendement n° 46 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. L. 318-3** (*local pour les conseillers municipaux minoritaires*) : son amendement de suppression n° 47 ; adopté - **Art. 23** (p. 111) : son amendement n° 48 : rétablissement du dispositif voté par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 24** : ses amendements, n° 49 de coordination ; n° 50 : rétablissement du texte voté en première lecture par le Sénat pour l'article n° L. 121-10 du code des communes relatif aux convocations du conseil municipal ; et n° 51 de coordination ; adoptés - **Art. 25** (p. 112) : son amendement n° 52 : rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat ; adopté - **Art. 26 à 26 quater** (*composition du bureau d'adjudication et des commissions d'appels d'offres des communes, des départements et des régions*) (p. 112 à 114) : ses amendements de suppression, n° 53 à n° 56 ; adoptés - **Art. 26 quinquies** (*application des dispositions relatives aux droits des élus aux établissements*

publics de coopération intercommunale et aux syndicats mixtes) : ses amendements de coordination n° 57 et n° 58 ; adoptés - **Art. 27 et 28** (p. 115, 116) : ses amendements de suppression n° 59 et n° 60 ; adoptés - **Art. 29** : son amendement de coordination n° 61 ; adopté - **Art. 30** : son amendement de suppression n° 62 ; adopté - **Art. 30 bis** (p. 117) : son amendement n° 63 : rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat ; adopté - (p. 118) : sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 242 de M. René Régnauld - **Art. 31 bis** : son amendement de rétablissement n° 64 ; adopté - **Art. 32 bis** (*conséquences du règlement du budget d'une commune par le préfet*) - (p. 119) : son amendement n° 65 : conditions de transmission du budget primitif de l'exercice suivant ; adopté - **Art. 33** (p. 120) : son amendement n° 66 : rétablissement de la plus grande partie du texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - Estime l'amendement n° 164 de M. René Régnauld satisfait par cet amendement - **Art. 33 bis A** (*modification des délais en matière budgétaire*) : son amendement de suppression n° 67 ; adopté - **Art. 33 bis** (*droit pour tous les élus d'assister aux adjudications et au choix des offres ; supprimé par l'Assemblée nationale*) : son amendement de rétablissement n° 68 ; adopté - **Chapitre V** (p. 121) : son amendement n° 69 : intitulé : « De la délégation parlementaire d'évaluation de la décentralisation » ; adopté - **Art. 36** (p. 122) : son amendement n° 70 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - **Titre II bis** (« répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ») (p. 122) : son amendement de rétablissement n° 71 ; adopté - **Avant le chapitre 1^{er}** : ses amendements n° 72 et n° 73 ; introduction d'un chapitre additionnel intitulé « des principes des transferts de compétences et de charges » ; adoptés - **Chapitre 1^{er} avant l'art. 36 bis** (« de la décentralisation de l'enseignement supérieur ») - **Art. 36 bis** - **Art. 36 ter** - **Art. 36 quater** - **Art. 36 quinquies** (p. 123 à 126) : ses amendements de rétablissement n° 74 à n° 78 ; adoptés - **Après l'art. 36 quinquies** : son amendement n° 79 : compensation du transfert de compétences aux régions en matière d'enseignement supérieur ; adopté - **Art. 36 à 36 nonies** : ses amendements de rétablissement n° 80 à n° 83 ; adoptés - **Chapitre II avant l'art. 36 decies** (« dispositions diverses ») (p. 127) : son amendement de rétablissement n° 84 ; adopté - **Art. 36 decies** (*contribution des collectivités territoriales au financement des dépenses d'investissement des établissements d'enseignement privé sous contrat*) : son amendement n° 85 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat et extension aux territoires d'outre-mer ; adopté - **Art. 36 undecies** (*pouvoir de police municipale à Paris*) (p. 129) : son amendement de rétablissement n° 86 ; adopté - **Art. 36 duodecies** (*infractions au règlement de police applicables dans les parcs et jardins départementaux*) : son amendement de rétablissement n° 87 ; adopté - **Art. 36 terdecies** (*commission départementale des sites et paysages littoraux*) : son amendement de rétablissement n° 88 ; adopté - **Chapitre 1^{er} du Titre III** (*De la coopération internationale*) : son amendement de suppression n° 89 ; adopté - **Avant l'art. 37** (p. 130) : s'oppose à l'amendement n° 207 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (région : principes et orientations) - **Art. 37 à 46 bis** (p. 130 à 133) : ses amendements de suppression n° 90 à n° 99 et n° 165 ; adoptés.

Suite de la discussion - (14 janvier 1992) - Rapporteur - **Chapitre 1^{er} bis** - **Art. 46 ter** (*coopération interdépartementale*) (p. 140) : ses amendements de suppression n° 100 et n° 101 ; adoptés - **Art. 48** : son amendement n° 102 : rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat ; adopté - **Art. 49** (p. 142) : ses amendements n° 103, n° 104, n° 105, n° 106 et n° 107 : rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat ; adoptés - S'oppose à l'amendement de suppression n° 218 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et à l'amendement n° 253 du Gouvernement (représentation du conseil régional au sein de la commission départementale de coopération intercommunale) - **Art. 50** (p. 144, 145) : s'oppose à l'amendement n° 219 de suppression de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - Son amendement n° 108 : rétablissement avec modification des dispositions adoptées en première lecture par le Sénat ; adopté - **Art. 50 bis et 50 ter** (p. 146) : ses amendements de suppression n° 109 et n° 110 ; adoptés - **Art. 56 bis AA** (*nombre des vice-présidents de conseil général ou régional*) (p. 146, 147) : son amendement n° 140 : augmentation du nombre de vice-présidents uniquement pour le conseil régio-

nal ; adopté - Estime l'amendement analogue n° 246 de M. René Régnauld satisfait par cet amendement - **Après l'art. 56 bis AA** : accepte l'amendement n° 252 du Gouvernement (retrait du président lors du vote des comptes administratifs dans les conseils généraux et les conseils régionaux) - **Art. 56 bis AB** (*délégation d'attribution du conseil d'une communauté urbaine à son bureau*) et **Art. 56 bis AC** (*transformation d'un établissement public de coopération intercommunale non doté d'une fiscalité propre*) : ses amendements de suppression n° 141 et n° 142 ; adoptés - **Art. 56 bis B** (*promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion d'une collectivité*) (p. 148) : son amendement de rétablissement n° 143 ; adopté - **Avant l'art. 56 bis** (p. 149) : accepte l'amendement n° 161 de M. Michel Souplet (présidents des chambres départementales de l'agriculture) - **Art. 56 bis et 56 ter** : ses amendements de suppression n° 144 et n° 145 ; adoptés - **Art. 56 quater** (p. 150) : son amendement n° 146 : suppression du paragraphe II de cet article ; adopté - **Art. 56 quinquies, 56 sexies, 56 septies et 56 octies** : ses amendements de suppression n° 147, n° 148, n° 149 et n° 150 ; adoptés - **Art. 56 nonies** (p. 151) : son amendement de suppression n° 151 ; retiré - (p. 152) : s'oppose à cet amendement, repris par M. Robert Vizet - **Art. 56 undecies et 56 duodecies** (p. 153) : ses amendements de suppression n° 152 et n° 153 ; adoptés - **Art. 56 terdecies** (p. 154) : son amendement n° 154 : rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat ; adopté - **Après l'art. 56 terdecies** : accepte l'amendement n° 248 bis de M. Michel Dreyfus-Schmidt (harmonisation des dispositions applicables au détachement des personnels de la fonction publique territoriale auprès des parlementaires avec celles relatives aux fonctionnaires de la fonction publique hospitalière) - **Art. 56 quaterdecies** : son amendement de suppression n° 155 ; adopté - **Art. 56 quindecies** (*statut du personnel d'assainissement des départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne*) et **56 sedecies** (*suppression des sections électorales dans les communes de 3500 à 30 000 habitants*) : ses amendements de rétablissement n° 156 et n° 157 ; adoptés - **Art. 56 septemdecies** (*route express de l'agglomération lyonnaise*) (p. 156) : son amendement de suppression n° 158 ; rejeté - **Après l'art. 56 septemdecies** (p. 157) : son amendement n° 159 : régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux ; adopté après modification par le sous-amendement n° 265 de M. Jacques Machet, pour lequel il s'en remet à la sagesse du Sénat - **Art. 66** (p. 159) : son amendement de suppression n° 160 ; adopté - **Sur l'ensemble** : remerciements.

Nouvelle lecture [n° 245 (91-92)] - (23 janvier 1992) - Rapporteur - **Discussion générale et discussion des articles** : son intervention et ses amendements présentés par M. Lucien Lanier (p. 408 à 465).

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques** [n° 10 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (3 décembre 1992) - **Après l'art. 58** (p. 3693) : son amendement n° 213 : création des communautés de communes en zone urbaine ; adopté.

GRIMALDI (Roland), sénateur du Nord (S).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires économiques.

- Vice-président de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

- Vice-président de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées, jusqu'au 14 mai 1992.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification, sur le bilan d'exécution du Xe Plan [n° 327 (91-92)] (7 mai 1992) - **Plan**.

GRUILLOT (Georges), sénateur du Doubs (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées, jusqu'au 14 mai 1992.

GUENA (Yves), sénateur de la Dordogne (RPR).

Elu vice-président du Sénat (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

Membre de la commission des affaires étrangères (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes ; de nouveau membre de cette délégation (*JO* Lois et décrets du 16 octobre 1992).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée sur le traité de l'Union européenne [n° 307 (91-92)] (23 avril 1992) - **Communautés européennes**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 339 (91-92)] autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu [n° 378 (91-92)] (3 juin 1992) - **Traités et conventions**.

Participation au rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée sur la VIe Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires qui s'est tenue à Lisbonne les 4 et 5 mai 1992 [n° 401 (91-92)] (11 juin 1992) - **Communautés européennes**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 18 décembre 1992) (p. 4196) - Ministère : Agriculture - **Retraites agricoles** - **Exploitants agricoles**.

INTERVENTIONS

En qualité de président de séance

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires africains** (3 décembre 1992) (p. 3646)

En qualité de sénateur

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - Suite

de la discussion - (9 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1486) : Danemark - Référendum français - Caducité du traité de Maastricht - Souveraineté nationale - (p. 1487) contenu du traité de Maastricht - Processus de ratification - Politique étrangère - (p. 1488) : union monétaire - Pays de l'Europe de l'Est - Extension des pouvoirs communautaires - Parlements nationaux - (p. 1489) : refuse la révision constitutionnelle ainsi que la ratification du traité de Maastricht - Supranationalité.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu** [n° 339 (91-92)] - (15 juin 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** : son intervention présentée par M. Emmanuel Hamel (p. 1664, 1665).

- **Proposition de loi organique modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances pour instituer un contrôle du Parlement sur la participation de la France au budget des Communautés européennes** [n° 479 (91-92)] - (29 octobre 1992) - **Art. 1^{er}** (*inscription dans la loi de finances de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) (p. 2933) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de la commission (fixation par le Parlement du montant prévisionnel) - **Contrôle démocratique des actes de la CEE** - **Art. 2** (*information du Parlement sur le budget des Communautés européennes*) (p. 2935) : se déclare favorable à l'amendement n° 2 de la commission (information du Parlement sur les versements en retour des Communautés européennes vers la France).

- **Décision du bureau sur la recevabilité de la proposition de résolution**, présentée par M. Jacques Sourdille et plusieurs de ses collègues portant mise en accusation devant la Haute Cour de justice de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat chargé de la santé - La proposition est déclarée recevable (17 novembre 1992) (p. 3151).

- **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission des lois sur les propositions de résolution (n° 20, 92-93) de M. Michel Poniatowski et plusieurs de ses collègues, (n° 36, 92-93) de M. Jacques Larché, (n° 47, 92-93) de Mme Hélène Luc et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le règlement du Sénat pour l'application de l'article 88-4 de la Constitution [n° 109 (92-93)] - (15 décembre 1992) - **Art. 1^{er}** (*dispositions nécessaires à la mise en oeuvre de l'article 88-4 de la Constitution*) (p. 4074) : son amendement n° 13 : possibilité pour la délégation pour les Communautés européennes de se saisir pour avis des propositions d'actes communautaires ; retiré.

GUIGOU (Elisabeth), ministre délégué aux affaires européennes.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (*JO* Lois et décrets du 3 avril 1992).

ministre délégué aux affaires européennes le 2 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (*JO* Lois et décrets du 3 avril 1992).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Hubert Durand-Chastel : **Français de l'étranger** (*Union européenne et Français de l'étranger*) (*JO* Débats du 15 mai 1992) (p. 1141).

de M. Paul Loridant : **Relations internationales** (*Plan de paix au Sahara occidental*) (*JO* Débats du 15 mai 1992) (p. 1144).

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : portée du traité sur l'Union européenne résultant du**

Conseil européen de Maastricht - (22 avril 1992) (p. 726 à 729 ; 736 à 738 ; 739) : intervient dans le débat consécutif à la question de M. Jacques Genton.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (10 juin 1992) - **Après l'art. 1^{er} A** (p. 1542) : traité de Rome - Rôle du Parlement français - S'oppose à l'amendement n° 11 de M. Jacques Oudin (détermination par le Parlement français de la contribution au budget de la Communauté) - (p. 1544) : saisine du Conseil constitutionnel en vue du contrôle de constitutionnalité d'un engagement international - (p. 1547) : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Charles Pasqua (saisine du Conseil constitutionnel par soixante députés ou soixante sénateurs afin de statuer sur la constitutionnalité d'un engagement international), et sur ce dernier, au sous-amendement n° 43 de M. Christian de la Malène.

Suite de la discussion - (16 juin 1992) - **Art. 2 (insertion dans la Constitution d'un titre XIV : « Des Communautés européennes et de l'Union européenne »)** - **Art. 88-1 de la Constitution (transferts des compétences nécessaires à l'établissement de l'Union économique et monétaire et à la politique commune des visas)** (p. 1698) : intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (référence aux modalités du traité sur l'Union européenne signé le 7 février 1992) - **Renégociation du traité de Maastricht - Traité de Rome - Politique commune des visas et ordre public intérieur** - (p. 1701) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Jacques Oudin (impossibilité de transférer les compétences dévolues au Parlement en matière fiscale et budgétaire) - **Notion de déficit public excessif - Compétence du Parlement français en matière fiscale et budgétaire - Contrôle du Parlement français sur le budget communautaire** - **Art. 88-2 de la Constitution (droit de vote et éligibilité aux élections municipales des ressortissants communautaires résidant en France)** (p. 1715) : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Charles Pasqua (limitation du droit de vote des ressortissants de la Communauté aux seules élections européennes) - **Art. 88-3 de la Constitution (avis des assemblées parlementaires sur les propositions d'actes communautaires comportant des dispositions de nature législative)** (p. 1731) : contrôle exercé par le Parlement sur les actes communautaires - **Loi Josselin** - **Accepte l'amendement n° 19 de M. Claude Estier** (détermination dans le règlement de chacune des assemblées des conditions dans lesquelles elles pourront étudier les propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement) - (p. 1732) : s'oppose aux amendements de M. Jacques Thyraud, n° 21 (détermination des actes communautaires comportant des dispositions de nature législative par le Gouvernement après avis du Conseil d'Etat) et n° 23 (détermination des conditions d'application du présent article par une loi organique) - **S'oppose à l'amendement n° 15 de la commission** (vote de résolution selon des modalités déterminées par le règlement de chaque assemblée) et, sur ce dernier, au sous-amendement n° 17 de M. Jacques Genton.

- **Déclaration du Gouvernement sur les négociations du GATT suivie d'un débat** [n° 69 (92-93)] - (26 novembre 1992) (p. 3505) : plaidoyer des sénateurs en faveur de l'agriculture - **Eviter la désertification de l'espace rural - Compromis de Washington inacceptable et incompatible avec la réforme de la politique agricole commune - Réunion prochaine des ministres des affaires étrangères et des ministres de l'agriculture - Utilisation possible du droit de veto** - (p. 3506) : action positive de M. Delors au sein de la Commission de Bruxelles.

- **Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 146 (92-93)] - (19 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4478) : accord de la CMP - **Modernisation du droit des départements d'outre-mer, des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon.**

- **Projet de loi relatif aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane** [n° 118 (92-93)] - (19 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4480,

4481) : contrôle des agents des douanes sur certains échanges intracommunautaires de marchandises - **Protection de la sécurité publique, de la santé publique et des produits végétaux** - (p. 4482, 4483) : biens culturels et régime de certificat - **Contrôles sanitaires des animaux vivants - Libre circulation des personnes et sécurité publique - Ouverture de l'accès aux fichiers informatiques européens - Complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane - Pouvoir de retenue provisoire** - **Art. 1^{er} (exportations et importations d'armement)** (p. 4489) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (clarification de la notion d'importations) - **Art. 2 (exportation des biens à double usage, civil et militaire)** (p. 4490) : accepte la 1^{ère} partie de l'amendement n° 2 de la commission (nouvelle rédaction du dispositif définitif) et s'oppose à la 2^{ème} partie de cet amendement (nouvelle rédaction du dispositif définitif) - **Art. 3 (armes de chasse et de tir, explosifs à usage civil)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 3 de la commission - **Art. 5 (délivrance d'un certificat pour l'exportation de biens culturels n'ayant pas le caractère de trésor national)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 17 de la commission saisie pour avis et sur ce dernier, le sous-amendement n° 29 de la commission - (p. 4491) : son amendement n° 25 : maintien à titre transitoire du régime d'avis aux exportateurs ; adopté - Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 34 de la commission saisie pour avis - **Art. 6 (présentation du certificat sur réquisition des agents des douanes)** : accepte l'amendement n° 5 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 7 (refus de délivrance du certificat)** : accepte l'amendement n° 30 de la commission (remplacement des mots « en France » par les mots « dans le territoire douanier ») - (p. 4492) : s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 18 de la commission saisie pour avis - Son amendement n° 26 : suppression de la motivation dans le cas de décision favorable ; rejeté - **Art. 10 (exportation des trésors nationaux)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 19 de la commission saisie pour avis et, sur ce dernier, le sous-amendement n° 31 de la commission - **Art. 12 (exportation définitive ou temporaire de biens culturels autres que les trésors nationaux vers les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon)** : accepte l'amendement de suppression n° 32 de la commission - **Art. 15 (sanctions applicables à toute personne ayant exporté ou tenté d'exporter des biens culturels)** : s'oppose à l'amendement n° 20 de la commission saisie pour avis (nouvelle rédaction) - **Art. 16 (date d'effet des abrogations prévues)** : son amendement n° 27 : prise en compte de la date de publication du décret ; adopté - (p. 4494) : sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 35 de la commission saisie pour avis - **Art. 17 (régime des oeuvres cinématographiques)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 21 de la commission saisie pour avis - **Après l'art. 17** : s'oppose à l'amendement n° 22 de la commission saisie pour avis (fixation d'un terme à l'application des articles 4 à 15 et rapport du Gouvernement sur l'application de ces dispositions) - **Art. 18 (importation et exportation de produits classés comme stupéfiants ou psychotropes)** (p. 4495) : accepte l'amendement rédactionnel n° 7 de la commission - **Art. 19 (importation des médicaments à usage humain)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 8 de la commission - **Après l'art. 19** : accepte l'amendement n° 9 de la commission (extension du contrôle douanier aux organes, tissus, cellules ou gamètes issus du corps humain) - **Art. 20 (mesures de protection prévues par l'article 115 du traité de Rome)** (p. 4496) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Robert Vizet (aménagement des documents commerciaux accompagnant la circulation des marchandises) - **Art. 21 (champ d'application)** : accepte l'amendement de coordination n° 10 de la commission - Son amendement n° 36 : référence à l'article 19 bis du projet de loi ; adopté - **Art. 24 (importation et exportation sans déclaration de marchandises prohibées)** (p. 4497) : accepte l'amendement n° 11 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 26 (droit de consignation)** : s'oppose à l'amendement n° 12 de la commission (imputation au propriétaire des frais d'analyses ayant permis de montrer qu'il y avait infraction aux règles de prohibition sur les médicaments et les stupéfiants) - **Art. 27 (déclaration unique douanière)** (p. 4498) : son amendement n° 28 : cas où la personne à laquelle l'administration adresse une demande de renseignements s'abstient de répondre ; adopté - **Art. 34 (rôle des fonctionnaires chargés du contrôle phytosanitaire)** (p. 4499) : accepte l'amendement n° 13 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 35 (contrôle du passe-**

port phytosanitaire par les agents des douanes et de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes) : accepte l'amendement n° 14 de la commission (délimitation du champ d'application de l'article par référence à l'article 56 du code rural définissant les végétaux, produits végétaux ou autres objets concernés) - **Art. 36** (*droit de retenue provisoire des personnes signalées dans le cadre de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985*) (p. 4500) : accepte l'amendement n° 15 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 37** (*droit de retenue provisoire des personnes signalées dans le cadre de la Convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes*) (p. 4501) : accepte l'amendement n° 33 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 38** (*rapport sur les conditions d'application de la loi*) : accepte l'amendement n° 16 de la commission (nouvelle rédaction).

GUILLAUME (Robert), sénateur de la Nièvre (S).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

GUYARD (Jacques), secrétaire d'Etat à l'enseignement technique.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (*JO* Lois et décrets du 3 avril 1992).

GUYOMARD (Bernard), sénateur de Paris (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargée de la santé, devant la Haute Cour de justice (*JO* Lois et décrets du 25 novembre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national relatives à la réserve du service militaire (21 décembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur les projets de loi :

- [n° 267 (91-92)] autorisant l'approbation des statuts du groupe d'étude international du cuivre ;

- [n° 268 (91-92)] autorisant l'approbation des statuts du groupe d'étude international de l'étain ;

- [n° 269 (91-92)] autorisant l'approbation des statuts du groupe d'étude international du nickel [n° 298 (91-92)] (15 avril 1992) - **Traité et conventions**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 347 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification du **Traité d'entente et**

d'amitié entre la République française et la République fédérative tchèque et slovaque [n° 372 (91-92)] (27 mai 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 26 mai 1992) - **Traité et conventions**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Affaires étrangères** - [n° 59 (92-93)] tome 1 (24 novembre 1992).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 114 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'un accord de coopération pour la protection des côtes et des eaux de l'Atlantique du Nord-Est contre la pollution [n° 133 (92-93)] (16 décembre 1992) - **Traité et conventions**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation des statuts du Groupe d'étude international du cuivre** [n° 267 (91-92)] - (29 avril 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle des projets n° 268 et n° 269) (p. 935).

- **Projet de loi autorisant l'approbation des statuts du Groupe d'étude international du nickel** [n° 269 (91-92)] - (29 avril 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle des projets n° 267 et n° 268) (p. 935).

- **Projet de loi autorisant l'approbation des statuts du Groupe d'étude international de l'étain** [n° 268 (91-92)] - (29 avril 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle des projets n° 267 et n° 269) (p. 935).

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe d'Egypte relatif au régime de protection sociale des étudiants, signé à Paris le 13 avril 1990** [n° 344 (91-92)] - (15 juin 1992) - En remplacement de M. Xavier de Villepin, rapporteur - **Discussion générale** (p. 1670, 1671).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente et d'amitié entre la République française et la République de Hongrie** [n° 345 (91-92)] - (15 juin 1992) - En remplacement de M. Michel Crucis, rapporteur - **Discussion générale** (commune avec les projets n° 347 et n° 346) (p. 1673, 1674).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente et d'amitié entre la République française et la République fédérative tchèque et slovaque** [n° 347 (91-92)] - (15 juin 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec les projets n° 345 et n° 346) (p. 1674).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Emirats arabes unis relative à l'entraide judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale** [n° 338 (91-92)] - (12 novembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3125).

H

HABERT (Jacques), sénateur des Français établis hors de France (délégué de la réunion administrative des NI).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

Membre de la commission des affaires étrangères (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Secrétaire de la délégation parlementaire pour les communautés européennes ; de nouveau secrétaire de cette délégation (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992).

Membre suppléant de la commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution des aides financées par le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord en situation de chômage de longue durée, âgés de plus de cinquante-sept ans (*JO Lois et décrets* du 24 janvier 1992).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités (12 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique (22 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'installation de réseaux de distribution par câble de services de radiodiffusion sonore et de télévision (26 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la validation d'acquis professionnels pour la délivrance de diplômes et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale (1^{er} juillet 1992).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 11 (*JO Débats* du 16 avril 1992) (p. 657) - Ministère : Premier ministre - *Politique générale du Gouvernement* - (Réponse : *JO Débats* du 17 avril 1992) (p. 672) - *Politique générale*.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 117 (91-92)] - Suite de la discussion** - (14 janvier 1992) - **Après l'art. 56 terdecies** (p. 154) : soutient l'amendement n° 248 bis de M. Michel Dreyfus-Schmidt (harmonisation des dispositions applicables au détachement des personnels de la fonction publique territoriale auprès des parlementaires avec celles relatives aux fonctionnaires de la fonction publique hospitalière) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 160) : vote de ce texte par les sénateurs non inscrits.

- **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 227 (91-92)]** - (16 janvier 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 237, 238) : contrôle des flux migratoires - Accord entre le Gouvernement et la commission des lois - Avec le groupe des non inscrits votera le texte issu des travaux du Sénat.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à**

l'indemnité des membres du Parlement [n° 184 (91-92)] - (20 janvier 1992) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 183) - Voir intervention sous le projet n° 183 (p. 261, 262).

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux [n° 183 (91-92)]** - (20 janvier 1992) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 184) (p. 261) : Français de l'étranger - (p. 262) : Conseil supérieur des Français de l'étranger, CSFE.

Suite de la discussion - (21 janvier 1992) - **Après l'art. 31** (p. 358) : se déclare favorable à l'amendement n° 95 de la commission (indemnité des membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 375) : au nom des sénateurs non inscrits, se déclare favorable au texte tel qu'il résulte des travaux du Sénat - Elus du Conseil supérieur des Français de l'étranger - Commission mixte paritaire.

- **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 243 (91-92)]** - (22 janvier 1992) - **Discussion générale** (p. 393) : zones de transit - Accord du Sénat avec le Gouvernement - Soutien de la majorité sénatoriale aux dispositions proposées par le Gouvernement - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 396) : votera ce texte avec l'ensemble de majorité sénatoriale.

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République - Nouvelle lecture [n° 245 (91-92)]** - (23 janvier 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 465) : votera ce texte.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux - Nouvelle lecture [n° 246 (91-92)]** - (24 janvier 1992) - **Art. 31 ter (membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger)** (p. 486) : intervient à propos de l'amendement n° 13 de la commission (indemnité des membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger).

- **Questions orales avec débat jointes : politique générale du Gouvernement** - (16 avril 1992) - Présente sa question (p. 667 à 669).

- **Projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement [n° 5 (91-92)]** - (21 avril 1992) - **Art. 20 (conditions de communication des informations fournies à l'appui des demandes d'autorisation, de dissémination et de mise sur le marché)** (p. 713) : sur l'amendement n° 14 de la commission (protection des données confidentielles et transmission de ces données à Bruxelles), son sous-amendement n° 20 ; adopté.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens - Deuxième lecture [n° 212 (91-92)]** - (22 avril 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 767) : avec les sénateurs non inscrits, votera l'ensemble du texte.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique [n° 13 (91-92)]** - **Suite de la discussion** - (23 avril 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 867, 868) : remerciements au rapporteur - Concordanse entre la position du Gouvernement et celle de la majorité sénatoriale - Avec la majorité sénatoriale, votera le texte ainsi amendé.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la presse et l'audiovisuel [n° 331 (91-92)]** - (12 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1073) : télévisions étrangères - La Cinq - Francophonie - TV 5 - Etats-Unis - ARTE - CSA - (p. 1074) : télévision éducative.

- **Projet de loi relatif aux circonscriptions électorales pour l'élection des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger [n° 285 (91-92)]** - (13 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1119) : tableau des circonscriptions électorales - Etats baltes - Votera ce projet de loi.

- **Conclusions du rapport de M. Charles de Cuttoli, fait au nom de la commission des lois, sur sa proposition de loi**

(n° 255, 91-92), déposée avec plusieurs de ses collègues, relative aux conditions d'exercice du mandat des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger [n° 283 (91-92)] - (13 mai 1992) - Discussion générale (p. 1124) : remboursement des frais des membres élus du CSFE - Mode de scrutin des membres élus du CSFE - Les sénateurs représentant les Français de l'étranger voteront cette proposition de loi.

- **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 272, 91-92) de M. Roger Chenaud, tendant à modifier l'article 47 bis du règlement du Sénat [n° 320 (91-92)] - (14 mai 1992) - Art. unique (*non-application des dispositions de l'article 47 bis du règlement du Sénat à la discussion des projets de loi de finances rectificative*) (p. 1141) : vote de cette proposition de résolution par la majorité sénatoriale.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - Suite de la discussion - (10 juin 1992) - Art. 1^{er} A (*consécration constitutionnelle de la langue française comme langue de la République*) (p. 1541) : se déclare favorable à l'amendement n° 13 de la commission (inversion de la formulation proposée) - Francophonie.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités** [n° 356 (91-92)] - (11 juin 1992) - Art. 12 (*dispositions relatives à la cession des droits d'exploitation des événements sportifs et à l'accès à l'information sportive*) - Art. 18-2 de la loi du 16 juillet 1984 (*droit à l'information sportive*) (p. 1614) : sur l'amendement n° 100 de Mme Hélène Luc (compétence du Conseil supérieur de l'audiovisuel), son sous-amendement n° 111 ; retiré après transformation de l'amendement n° 100 en sous-amendement à l'amendement n° 18 de la commission (renforcement du droit de citation).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République des Philippines, signée à Manille le 7 février 1990** [n° 342 (91-92)] - (15 juin 1992) - Discussion générale (p. 1667, 1668).

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe d'Égypte relatif au régime de protection sociale des étudiants, signé à Paris le 13 avril 1990** [n° 344 (91-92)] - (15 juin 1992) - Discussion générale (p. 1671, 1672).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente et d'amitié entre la République française et la République de Hongrie** [n° 345 (91-92)] - (15 juin 1992) - Discussion générale (communé avec les projets n° 347 et n° 346) (p. 1675, 1676).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente amicale et de coopération entre la République française et la Roumanie** [n° 346 (91-92)] - (15 juin 1992) - Discussion générale (commune avec les projets n° 345 et n° 347) (p. 1675, 1676).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente et d'amitié entre la République française et la République fédérative tchèque et slovaque** [n° 347 (91-92)] - (15 juin 1992) - Discussion générale (commune avec les projets n° 345 et n° 346) (p. 1675, 1676).

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - Suite de la discussion - (16 juin 1992) - Art. 2 (*insertion dans la Constitution d'un titre XIV : « Des Communautés européennes et de l'Union européenne »*) - Art. 88-2 de la Constitution (*droit de vote et éligibilité aux élections municipales des ressortissants communautaires résidant en France*) (p. 1719) : non-ingérence des Français de l'étranger dans les affaires locales - Choix entre la participation aux élections dans le pays de résidence ou en France - Population étrangère - Se déclare favorable à l'amendement n° 26 de M. Charles Pasqua (limitation du droit de vote des ressortissants de la Communauté aux seules élections européennes),

- **Projet de loi relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle ciné-**

matographique - Nouvelle lecture [n° 459 (91-92)] - (30 juin 1992) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 2227) : avis favorable sur ce texte.

- **Projet de loi relatif à la partie législative du livre premier (nouveau) du code rural** [n° 263 (91-92)] - (14 octobre 1992) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 2665) : votera ce projet de loi - Négociations du GATT.

- **Projet de loi relatif à la mise à disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services** [n° 412 (91-92)] - (20 octobre 1992) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 2730) : équilibre entre les pouvoirs de l'Etat et ceux des directions départementales et des autorités locales - Votera le projet de loi amendé par le Sénat.

- **Projet de loi relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art** [n° 512 (91-92)] - (27 octobre 1992) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 2875) : regrette que ce texte n'ait pas été étendu aux collectivités territoriales et souhaite son rejet.

- **Proposition de loi portant répartition des compétences dans le domaine du tourisme - Deuxième lecture** [n° 432 (91-92)] - (3 novembre 1992) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 2967) : remerciements au rapporteur - Amélioration du texte - Se réjouit de l'adoption de cette proposition de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre la République française et les Emirats arabes unis sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole interprétatif)** [n° 422 (91-92)] - (12 novembre 1992) - Discussion générale (p. 3127).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble une déclaration)** [n° 421 (91-92)] - (12 novembre 1992) - Discussion générale (p. 3129).

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole au traité sur l'Antarctique, relatif à la protection de l'environnement** [n° 510 (91-92)] - (12 novembre 1992) - Discussion générale (p. 3135).

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale** [n° 3 (92-93)] - (17 novembre 1992) - Discussion générale (p. 3170) : difficulté de la réforme - Examen du projet de loi - (p. 3171) : accroissement des charges de l'instruction judiciaire - Protection de la présomption d'innocence.

- **Projet de loi de finances pour 1993** [n° 55 (92-93)].

Discussion générale :

(24 novembre 1992) (p. 3401) : accroissement du déficit des finances publiques - Prévisions de croissance - (p. 3402) : favorable à la question préalable - Impossibilité d'élaborer un contre-budget - Suppression de crédits à la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques au ministère des affaires étrangères en 1992 - Censure de la politique du Gouvernement.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques** [n° 10 (92-93)] - (1^{er} décembre 1992) - Titre II (*financement des campagnes électorales des partis politiques*) (p. 3557) : conséquences de l'adoption de l'amendement n° 110 de la commission (suppression du titre II et de son intitulé) sur la discussion des amendements visant à insérer des articles additionnels - Avant l'art. 8 A (p. 3558) : se déclare favorable à l'amendement n° 201 de M. Jean Dumont (possibilité pour les formations politiques présentant un candidat dans vingt circonscriptions de bénéficier des fonds publics).

Suite de la discussion - (2 décembre 1992) - Art. 9 bis (*modification des règles d'attribution de l'aide financière de l'Etat aux partis politiques*) (p. 3583) : se déclare favorable aux amendements identiques de suppression n° 117 de la commission et n° 252 de M. Robert Vigouroux.

- **Projet de loi modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux**

affaires familiales [n° 348 (91-92)] - (8 décembre 1992) - **Art. 2 (changements de prénom et de nom)** - *Art. 61-2 du code civil* (p. 3745) : se déclare opposé à l'amendement n° 4 de la commission (réduction de six à deux mois du délai dans lequel tout intéressé peut faire opposition devant le conseil d'Etat au décret portant changement de nom) - **Après l'art. 3** (p. 3747) : se déclare favorable à l'amendement n° 59 de M. Charles de Cuttoli (déclarations de décès dans les pays étrangers dans un délai de dix jours).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit** [n° 35 (92-93)] - (9 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3844, 3845) : riverains des aéroports - Nuisances sonores liées à l'usage des motocyclettes - Avertisseurs sonores.

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale - Deuxième lecture** [n° 70 (92-93)] - (11 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4005) : travaux du Sénat et de la commission - (p. 4006) : avis favorable de la majorité sénatoriale sur le projet de loi tel qu'il ressort des travaux du Sénat.

- **Projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques** [n° 85 (92-93)] - (15 décembre 1992) - **Après l'art. 13** (p. 4057) : se déclare favorable à l'amendement n° 72 du Gouvernement (droit de préemption des SAFER) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4058) : nécessité pour tous de travailler à la sauvegarde des paysages français - Le groupe des non inscrits votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° 87 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (18 décembre 1992) - **Art. 25 (par priorité) (retransmission des compétitions de sport mécanique)** (p. 4279) : nécessité de prendre en compte les conséquences de la loi Evin - Se déclare favorable à l'amendement n° 140 du Gouvernement (absence de poursuite jusqu'à l'entrée en vigueur de la réglementation européenne) - **Après l'art. 25 (par priorité)** (p. 4282) : se déclare favorable à l'amendement n° 5 de M. Michel Charasse (exclusion de la presse professionnelle du champ d'application de la loi relative à la publicité sur le tabac) - **Art. 15 (par priorité) (sanction des entraves à l'interruption volontaire de grossesse)** (p. 4285) : se déclare favorable à l'amendement n° 23 de la commission (répression de l'entrave au fonctionnement des établissements sanitaires) - **Après l'art. 35** (p. 4333) : se déclare favorable à l'amendement n° 47 de la commission (suppression de l'application de la cotisation rétroactive réclamée aux personnes s'affiliant à la caisse des Français de l'étranger) - (p. 4334) ; se déclare favorable à l'amendement n° 85 de M. Jacques Machet (détrogation aux dispositions en faveur du parrainage).

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques - Nouvelle lecture** [n° 152 (92-93)] - (19 décembre 1992) - **Art. 8 ter A (audition de la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques)** (p. 4429) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 18 de la commission.

- **Projet de loi relatif aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane** [n° 118 (92-93)] - (19 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4486, 4487) : examen tardif et hâtif de ce projet de loi - Protection du patrimoine national - Restitution des trésors nationaux - Contrôle des exportations de biens culturels - Pense qu'il ne votera pas ce projet de loi.

- **Proposition de résolution portant saisine de la commission d'instruction prévue par l'ordonnance n° 59-1 du 2 janvier 1959 portant loi organique sur la Haute Cour de justice pour M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat à la santé auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** [n° 165 (92-93)] - (20 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4524) : au nom de la réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe, se déclare favorable à la nouvelle résolution soumise au Sénat portant saisine de la commission d'instruction de la Haute Cour de justice pour MM. Laurent Fabius,

Edmond Hervé, et Mme Georgina Dufoix - Recherche de la vérité.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'attribution de la carte de combattant** [n° 106 (92-93)] - (21 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4580) : conditions d'attribution de la carte du combattant - Anciens combattants des brigades internationales d'Espagne - Création d'un titre de reconnaissance de la nation pour les anciens d'Afrique du Nord - (p. 4581) : attribution du titre de reconnaissance de la nation aux soldats de la seconde guerre mondiale et de la guerre de 1914-1918 - **Art. 1^{er} (procédure et critères d'attribution de la carte du combattant)** (p. 4585) : non-attribution de la carte du combattant pour les anciens des brigades internationales d'Espagne - Neutralité de la France lors de la guerre civile en Espagne - **Art. 2 (transfert de certaines attributions concernant la carte du combattant de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre, ONAC, au secrétariat d'Etat)** : maintien du fonctionnement de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre, ONAC.

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national relatives à la réserve du service militaire** [n° 115 (92-93)] - (21 décembre 1992) - **Art. 4 (périodes d'exercice ; possibilité d'utilisation de réservistes volontaires pour occuper une fonction militaire dans les armées)** (p. 4607, 4608) : son amendement n° 5 : possibilité pour les réservistes et les appelés volontaires de servir sur un théâtre d'intervention extérieur ; rejeté - Guerre du Golfe.

- **Projet de loi modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire** [n° 83 (92-93)] - (21 décembre 1992) - **Art. 23 (période de transition)** (p. 4656) : soutient les amendements de M. Charles Ornano, n° 48 (période transitoire permettant aux entreprises d'assurer l'amortissement de leurs investissements) et n° 49 (uniformisation de la durée de la période transitoire pour les régies et les concessions) - (p. 4658) : soutient l'amendement n° 50 de M. Charles Ornano (sanctions en cas de violation du privilège d'exclusivité pendant la période transitoire) - A titre personnel, sur l'amendement n° 33 de la commission (période transitoire égale pour les régies et les concessions), se déclare favorable au sous-amendement n° 75 du Gouvernement - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4659) : remerciements au rapporteur et au secrétaire d'Etat - Votera le projet de loi ainsi modifié.

HAENEL (Hubert), sénateur du Haut-Rhin (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Président de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques jusqu'au 11 juin 1992.

- Membre de la commission d'enquête, chargée de recueillir tous les éléments d'information sur les conditions dans lesquelles il a été décidé d'admettre sur le territoire français M. Georges Habache, dirigeant du Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.) (*JO* Lois et décrets du 23 avril 1992), jusqu'au 18 juin 1992.

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire (*JO* Lois et décrets du 23 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature (15 janvier 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 233 (91-92)] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 236 (91-92)] (14 janvier 1992) - **Magistrature**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 241 (91-92)] (20 janvier 1992) - **Magistrature**.

Proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances afin de permettre le dépôt au Trésor ou dans un établissement financier des disponibilités des collectivités territoriales et des établissements publics [n° 58 (90-91)] (25 octobre 1990) - Reprise par son auteur le 28 avril 1992 - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à reconnaître d'intérêt général la préservation des paysages ruraux [n° 221 (90-91)] (4 février 1991) - **Environnement** - Reprise le 29 octobre 1992.

Proposition de loi, déposée avec M. Roger Besse, relative au droit d'installation dans l'artisanat, et à la protection des consommateurs [n° 308 (90-91)] (30 avril 1992) - **Commerce et artisanat** - Reprise le 29 octobre 1992.

Proposition de loi, déposée avec MM. Jean Huchon et Roland du Luart, tendant à créer une commission départementale chargée d'examiner les missions, l'organisation, le fonctionnement et l'implantation des services publics [n° 331 (90-91)] (22 mai 1991) - **Services publics** - Reprise le 29 octobre 1992.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire [n° 90 (92-93)] (8 décembre 1992) - **Commissions d'enquête parlementaires**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature** (*Première lecture : voir table nominative, sessions de 1991 - Deuxième lecture* [n° 233 (91-92)] - (15 janvier 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 170, 171) : indépendance de la justice - Nomination et carrière des magistrats - Statut du parquet - Conseil supérieur de la magistrature - Budget de la justice - **Art. 1^{er}** (p. 172) : son amendement n° 1 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 4** (p. 174) : son amendement n° 2 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 6** (p. 175) : ses amendements n° 3 : présentation par ordre de mérite ; et n° 4 : notification des listes de présentation aux magistrats réunissant les conditions requises pour pouvoir prétendre à l'inscription sur les tableaux d'avancement ; adoptés - **Art. 7 bis** (*conditions de nomination du procureur général près la Cour de cassation et du procureur général près la Cour d'appel de Paris*) : nomination de l'ensemble des procureurs généraux en conseil des ministres - **Art. 8** : son amendement de suppression pour coordination n° 5 ; adopté - **Art. 9** (p. 176) : son amendement de coordination n° 6 ; adopté - **Art. 9 bis** (*conséquences de la suppression des groupes*) : son amendement de coordination n° 7 ; adopté - **Art. 10** : son amendement n° 8 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 21 bis** (*recrutement direct des auditeurs de justice*) (p. 177) : ses amendements n° 9 : conséquences du recrutement des auditeurs de justice sur titre ; et n° 10 : ouverture du recrutement direct des auditeurs de justice sur titre aux cadres du secteur privé ayant quatre années d'expérience professionnelle ; adoptés - **Après l'art. 21 bis** : son amendement n° 11 : limites d'âge et scolarité des auditeurs de justice recrutés sur titre ; adopté - **Art. 23** (p. 178) : son amendement de coordination n° 12 ; adopté - **Art. 23 - Art. 23 de l'ordonnance du 22**

décembre 1958 : son amendement de coordination n° 13 ; adopté - **Art. 24 de l'ordonnance précitée** : son amendement de coordination n° 14 ; adopté - **Art. 25-1 de l'ordonnance précitée** : ses amendements de coordination n° 15 et n° 16 ; adoptés - **Art. 25-2 de l'ordonnance précitée** : ses amendements de coordination n° 17 et n° 18 ; adoptés - **Art. 25-3 de l'ordonnance précitée** : son amendement de coordination n° 19 ; adopté - **Art. 25-4 de l'ordonnance précitée** (p. 179) : son amendement de coordination n° 20 ; adopté - **Art. 25** : son amendement de coordination n° 21 ; adopté - **Art. 26** : son amendement n° 22 : suppression de la possibilité donnée à l'inspecteur général et au directeur des services judiciaires de se faire représenter à la commission d'avancement ; adopté - **Art. 28** (p. 180) : son amendement n° 23 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 29 - Art. 36-1 de l'ordonnance précitée** (p. 181) : son amendement n° 24 : dérogation à la règle de l'avis obligatoire de la commission consultative du parquet pour les nominations aux emplois de procureur général près la Cour de cassation et de procureur général près des cours d'appels ; adopté - **Art. 36-2 de l'ordonnance précitée** (p. 182) : son amendement n° 25 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 36-3 de l'ordonnance précitée** : ses amendements de coordination n° 26 et n° 27 ; adoptés - **Art. 31 - Art. 41-7 de l'ordonnance précitée** (*exercice de la discipline à l'égard des détachés judiciaires*) (p. 183) : son amendement n° 28 : exercice exclusif du pouvoir disciplinaire à l'encontre des détachés judiciaires par les organes compétents de la magistrature ; retiré - **Art. 37** (p. 184) : son amendement n° 29 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 38** : son amendement de coordination n° 30 ; adopté - **Art. 39 B** (p. 185) : son amendement n° 31 : précisions relatives au juge du livre foncier ; adopté - **Art. 43** : son amendement de coordination n° 32 ; adopté.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 241 (91-92)] - (22 janvier 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 383) : avancement à l'ancienneté - Nomination des procureurs généraux, des présidents et procureurs de la République - Recrutement direct - Commission consultative du Parquet - (p. 384) : insuffisance de la réforme - Malaise judiciaire - Privilège de juridiction - Demande au Sénat d'adopter les conclusions de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit** [n° 316 (91-92)] - (20 mai 1992) - **Après l'art. 26 quater** (p. 1308, 1309) : son amendement n° 31, soutenu par M. Emmanuel Hamel : dispositions relatives aux assurances fluviales et lacustres ; adopté.

HAMEL (Emmanuel), sénateur du Rhône (RPR).

Elu secrétaire du Sénat (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des finances.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes ; de nouveau secrétaire de cette délégation (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992).

Membre suppléant de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la notification de la valeur du point de pension instituée par l'article L. 8 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

- Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire (*JO Lois et décrets* du 23 décembre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux caisses de crédit municipal (5 mai 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant mise en oeuvre par la République française de la directive du conseil des communautés européennes CEE n° 91-680 complétant le système commun de la taxe sur la valeur ajoutée et modifiant, en vue de la suppression des contrôles aux frontières, la directive CEE n° 77-388 et de la directive CEE n° 92-12 relative au régime général, à la détention, à la circulation et au contrôle des produits soumis à accise (18 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'anticipation de la suppression du taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée (18 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'octroi de mer (1^{er} juillet 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux produits soumis à certaines restrictions de circulation (20 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit (25 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au plan d'épargne en actions (25 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1993 (2 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1992 (18 décembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Travail, emploi et formation professionnelle et services communs aux affaires sociales et au travail** [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 35 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République** - *Deuxième lecture* [n° 117 (91-92)] - (9 janvier 1992) - **Art. 4 (rôle des préfets de région et rattachement au Premier ministre)** (p. 53) : votera l'amendement n° 5 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture).

Suite de la discussion - (10 janvier 1992) - **Art. 63 bis C (rapport au Parlement sur la réforme du FNPTP)** (p. 87) : se déclare favorable à l'amendement n° 197 de la commission des finances (allongement du délai).

Suite de la discussion - (14 janvier 1992) - **Art. 56 nonies (services publics locaux de distribution du gaz)** (p. 152) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 151 de M. Robert Vizet - **Art. 56 septemdecies (route express de l'agglomération lyonnaise)** (p. 156) : se déclare favorable à l'adoption de cet article.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature** - *Deuxième lecture* [n° 233 (91-92)] - (15 janvier 1992) - **Art. 28 (mobilité territoriale exigée pour l'inscription au tableau d'avancement)** (p. 180) : se déclare opposé à l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Sur l'ensemble** (p. 185) : remerciements adressés au rapporteur.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux** [n° 183 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (21 janvier 1992) - **Art. 10 (droit des élus municipaux à la formation)** - *Après l'art. L. 121-46 du code des communes* (p. 313) : intervient à propos de l'amendement n° 174 de M. Paul Souffrin (association d'élus et organismes de formation) - **Art. 26 (indemnités des membres des conseils régionaux)** (p. 344) : soutient l'amendement n° 21 de M. Josselin de Rohan (indemnité du président et des membres du Conseil économique et social) - **Après l'art. 28** (p. 353) : soutient l'amendement n° 22 de M. Josselin de Rohan (instauration d'une indemnité de retraite minimale pour les maires ayant effectué au moins deux mandats) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 374) : travaux du Sénat - Commission mixte paritaire - Amélioration du statut de l' élu.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 241 (91-92)] - (22 janvier 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 388) : remerciements - Réforme de la magistrature - Au nom du groupe du RPR, votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 243 (91-92)] - (22 janvier 1992) - **Discussion générale** (p. 394) : votera les conclusions de la commission mixte paritaire - Protection des frontières.

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République** - *Nouvelle lecture* [n° 245 (91-92)] - (23 janvier 1992) - **Art. 56 septemdecies** (p. 452) : se déclare opposé à l'amendement n° 158 de la commission.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux** - *Nouvelle lecture* [n° 246 (91-92)] - (24 janvier 1992) - **Art. 31 ter (membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger)** (p. 486) : intervient à propos de l'amendement n° 13 de la commission (indemnité des membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger).

- **Projet de loi modifiant les articles L. 393, L. 394, L. 395, L. 402, L. 404 et L. 405 et abrogeant l'article L. 401 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre** [n° 240 (91-92)] - (15 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 640) : dotation pour le plan de modernisation - Droits à pension - (p. 641) : carte de combattant - Harkis - Anciens combattants d'Afrique du Nord chômeurs en fin de droit - Evadés des trains de déportation - Patriotes résistants à l'occupation, PRO - Pensions des veuves de guerre - Retraite mutualiste - Rapport constant - Nécropole de Fréjus.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens** - *Deuxième lecture* [n° 212 (91-92)] - (22 avril 1992) - **Art. unique (les dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et des délits contre les biens sont fixées par le livre III annexé à la présente loi) (réservé jusqu'après l'examen des articles du code pénal qui y sont annexés)** - **Art. 301-3 du code pénal (vol simple)** (p. 745) : avec le groupe du RPR, se déclare favorable à l'amendement n° 1 de la commission (peine maximale) - **Art. 302-8-1 (interdiction du territoire)** (p. 751) : se déclare favorable à l'amendement n° 6 de la commission (rétablissement de l'article supprimé par l'Assemblée nationale).

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique** [n° 13 (91-92)] - (22 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 773) : paix civile - (p. 774) : nécessité de la réforme - Lacunes du texte - Intérêts fondamentaux de la nation - Avec le groupe du RPR, votera le texte amendé par la commission des lois.

- **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail** [n° 270 (91-92)] - (28 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 892) : statut et fonction des assistantes maternelles - (p. 893) : agrément - Formation - Charges pour les départements - Retraites - **Art. 17 (régime**

provisoire des assistantes maternelles à titre non permanent (p. 918) : son amendement n° 25 : réduction de la durée des agréments ; rejeté - **Après l'art. 19** (p. 920) : son amendement n° 26 : dépôt au Parlement par le Gouvernement d'un rapport sur le régime des retraites d'assistantes maternelles ; retiré.

- **Projet de loi modifiant le code forestier - Deuxième lecture** [n° 300 (91-92)] - (30 avril 1992) - **Sur l'ensemble** (p. 967) : indemnisation des dégâts causés par le gibier - Financement du reboisement des forêts détruites par les incendies.

- **Projet de loi relatif aux caisses de crédit municipal** [n° 292 (91-92)] - (5 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 988) : déclaration d'urgence - Rapport de l'inspection générale des finances - Crise de liquidité - Concertation - (p. 989) : refinancement - Le groupe du RPR déterminera son vote en fonction de l'adoption des amendements de la commission des finances et des réponses gouvernementales - **Après l'art. 4** (p. 997) : se déclare favorable à l'amendement n° 17 du Gouvernement (validation de l'ensemble des actes réglementaires relatifs à la gestion des personnels parisiens pris sur la base d'un décret de 1988 annulé par le Conseil d'État) - Coopération entre le Gouvernement et la ville de Paris.

- **Projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives - Deuxième lecture** [n° 306 (91-92)] - (6 mai 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1012, 1013) : au nom du groupe du Rassemblement pour la République, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

- **Projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises - Deuxième lecture** [n° 308 (91-92)] - (7 mai 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1039) : remerciements au rapporteur - Problèmes viticoles - Le groupe du RPR votera ce texte.

- **Rappel au règlement** - (12 mai 1992) (p. 1050, 1051) : demande qu'une protestation soit émise par le bureau du Sénat à la suite des déclarations du président de la commission des Communautés européennes, rapportées par le *Journal du Dimanche* du 10 mai 1992.

- **Projet de loi fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours** [n° 312 (91-92)] - (13 mai 1992) - **Art. 13** (*conditions d'exercice de la profession de guide-interprète*) (p. 1112) : présente l'intervention de M. Roger Besse, sénateur du Cantal - Visites guidées - Edifices et musées locaux.

- **Projet de loi modifiant le livre V du code de la santé publique et relatif à la pharmacie et au médicament** [n° 23 (91-92)] - (19 mai 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1273) : avec le groupe du RPR, votera ce texte ainsi amendé.

- **Projet de loi portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit** [n° 316 (91-92)] - (20 mai 1992) - **Après l'art. 26 quater** (p. 1309) : soutient l'amendement n° 31 de M. Hubert Haenel (dispositions relatives aux assurances fluviales et lacustres).

- **Projet de loi modifiant le régime du travail dans les ports maritimes** [n° 349 (91-92)] - (26 mai 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1410) : concomitance des travaux de la commission des finances avec la séance publique.

- **Rappel au règlement** - (2 juin 1992) (p. 1439) : annonce les premiers résultats du référendum danois et le refus de ratification du traité de Maastricht, puis demande s'il y a lieu de poursuivre le débat sur la révision constitutionnelle.

- **Rappel au règlement** - (5 juin 1992) (p. 1473) : s'étonne de voir que l'ordre du jour prioritaire prévoit la poursuite du débat sur le projet de révision constitutionnelle, alors que, selon lui, le traité de Maastricht est devenu caduc.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (10 juin 1992) - **Après l'art. 1^{er} A** (p. 1541, 1542) : soutient l'amendement n° 11 de M. Jacques Oudin (détermination par le Parlement français de la contribution au budget de la Communauté) - Prélèvements de la Communauté européenne - Lois de finances.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités** [n° 356 (91-92)] - (11 juin 1992) - **Art. 11 bis** (*conditions d'agrément des manifestations sportives par les fédérations délégataires*) (p. 1612) : soutient l'amendement n° 93 de M. Franz Duboscq (nouvelle rédaction).

Suite de la discussion - (12 juin 1992) - **Après l'art. 16** (p. 1632) : soutient l'amendement n° 94 de M. Serge Vinçon (construction obligatoire par les collectivités territoriales des installations sportives nécessaires à l'éducation physique et sportive) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1649) : votera ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu** [n° 339 (91-92)] - (15 juin 1992) - En remplacement de M. Yves Guéna, rapporteur - **Discussion générale** (p. 1664, 1665).

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe d'Egypte relatif au régime de protection sociale des étudiants, signé à Paris le 13 avril 1990** [n° 344 (91-92)] - (15 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1672).

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (16 juin 1992) - **Art. 2** (*insertion dans la Constitution d'un titre XIV : « Des Communautés européennes et de l'Union européenne »*) - **Art. 88-1 de la Constitution** (*transferts des compétences nécessaires à l'établissement de l'Union économique et monétaire et à la politique commune des visas*) (p. 1702) : intervient sur l'amendement n° 12 de M. Jacques Oudin (impossibilité de transférer les compétences dévolues au Parlement en matière fiscale et budgétaire), dont il est co-signataire - Système bancaire européen - Politique monétaire européenne.

- **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail - Deuxième lecture** [n° 359 (91-92)] - (17 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1777, 1778) : retraite des assistantes maternelles.

- **Conclusions du rapport de M. Jacques de Menou, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur sa proposition de loi** (n° 317, 91-92), déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à faciliter le développement du tourisme rural [n° 381 (91-92)] - (17 juin 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1794) : vote de cette proposition de loi par le groupe du RPR.

- **Projet de loi relatif à l'abolition des frontières fiscales à l'intérieur de la communauté économique européenne en matière de taxe sur la valeur ajoutée et de droits indirects** [n° 373 (91-92)] - (18 juin 1992) - **Après l'art. 55** (p. 1839) : son amendement n° 35 : application de la contribution sociale de solidarité aux entreprises du commerce international ; retiré.

- **Projet de loi relatif aux sociétés civiles de placement immobilier aux sociétés de crédit foncier et aux fonds communs de créances** [n° 271 (91-92)] - (19 juin 1992) - **Après l'art. 20** (p. 1889) : son amendement n° 33, soutenu par M. Paul d'Ornano : régime fiscal applicable aux propriétaires d'immeubles ayant fait l'objet de travaux exécutés dans le cadre d'une opération groupée de restauration immobilière ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la validation d'acquis professionnels, pour la délivrance de diplômes et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale** [n° 456 (91-92)] - (1^{er} juillet 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2339) : travaux de la commission.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 485 (91-92)] - (2 juillet 1992) (p. 2393, 2394) : politique agricole commune, PAC - Décisions européennes - Négociations du GATT - Céréales - Fourrages séchés - Production des oléagineux - Prime à la vache allaitante - Production bovine - (p. 2395) : réduction des quotas laitiers.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 466 (91-92)] - (7 juillet 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2479) : votera le texte élaboré par la CMP pour le livre IV.

- **Projet de loi relatif à l'octroi de mer et portant mise en oeuvre de la décision du Conseil des ministres des Communautés européennes n° 89-688 du 22 décembre 1989** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 492 (91-92)] - (8 juillet 1992) - En remplacement de M. Henri Goetschy, rapporteur - **Discussion générale** (p. 2558) : prise en compte des modifications apportées par le Sénat - Niveau du prélèvement pour frais d'assiette et de recouvrement opéré par l'Etat - Principe d'un taux unique - Statut fiscal de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy - (p. 2559) : énumération des différentes modifications apportées - Se déclare favorable à l'adoption du texte adopté par la commission paritaire, CMP - (p. 2561) : élévation de 1,32 à 2,5 % des prélèvements opérés par l'Etat, pour frais d'assiette et de recouvrement.

- **Projet de loi relatif à la partie législative du livre premier (nouveau) du code rural [n° 263 (91-92)]** - (14 octobre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2665) : vote de ce projet de loi par le groupe du RPR - Négociations du GATT.

- **Rappel au règlement** - (20 octobre 1992) (p. 2698) : concomitance des réunions de commission et de la séance publique.

- **Projet de loi relatif aux procédures de passation de certains contrats dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications [n° 506 (91-92)]** - (28 octobre 1992) - **Après l'art. 10** (p. 2906) : se déclare favorable à l'amendement n° 13 du Gouvernement (application du principe de subsidiarité en matière de concurrence) - (p. 2907) : concomitance des réunions de commissions et de la séance publique.

- **Proposition de loi organique modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances pour instituer un contrôle du Parlement sur la participation de la France au budget des Communautés européennes [n° 479 (91-92)]** - (29 octobre 1992) - **Discussion générale** (p. 2928, 2929) ; traité de Maastricht - Principe de subsidiarité - « Déficit démocratique » dans le fonctionnement de la CEE - Votera cette proposition de loi organique assortie des amendements de la commission des finances - **Art. 1^{er}** (*inscription dans la loi de finances de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) (p. 2932) : votera l'amendement n° 1 de la commission (fixation par le Parlement du montant prévisionnel) - **Art. 2** (*information du Parlement sur le budget des Communautés européennes*) (p. 2934) : se déclare favorable à l'amendement n° 2 de la commission (information du Parlement sur les versements en retour des Communautés européennes vers la France) - **Après l'art. 2** (p. 2939) : se déclare favorable à l'amendement n° 5 de la commission (extension des pouvoirs des rapporteurs spéciaux de la commission des finances au contrôle des flux financiers entre la France et les Communautés européennes).

- **Proposition de loi portant répartition des compétences dans le domaine du tourisme - Deuxième lecture** [n° 432 (91-92)] - (3 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 2956) : comités départementaux du tourisme - **Art. 1^{er}** (*établissement d'un schéma d'aménagement touristique départemental*) (p. 2961) : se déclare opposé à l'amendement n° 6 de la commission (suppression de la notion de définition des actions à mener en matière de développement touristique dans les zones rurales par le schéma départemental) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2967) : remerciements au rapporteur et au ministre - Votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage [n° 514 (91-92)]** - (4 novembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3015) : situation de l'emploi - Intérêt du travail à temps partiel - Avec le groupe du RPR, votera ce texte - Remerciements au rapporteur et au ministre.

- **Conclusions du rapport de M. Michel Souplet, fait au nom de la commission des affaires économiques et du Plan sur**

sa proposition de loi (n° 509, 1991-1992) déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à rendre obligatoire l'addition de 5 p. 100 de carburant d'origine agricole aux carburants pétroliers [n° 26 (92-93)] - (4 novembre 1992) - **Art. unique** (*obligation d'incorporation*) (p. 3029) : avec le groupe du RPR, votera le texte.

- **Proposition de loi tendant à assujettir les carrières aux dispositions de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et à créer la commission départementale des carrières [n° 480 (91-92)]** - (5 novembre 1992) - **Art. 3** (*généralisation du régime d'autorisation à toutes les exploitations de carrières ; commission départementale et schéma départemental des carrières*) - **Art. 16-1 A de la loi du 19 juillet 1976** (*régime d'autorisation d'exploitation de carrières*) (p. 3083, 3084) : sur l'amendement n° 6 de la commission (limitation de la durée maximale d'exploitation des carrières à quinze ans et procédure de renouvellement d'autorisation), soutient les sous-amendements n° 49 de M. Jacques de Menou ainsi que les n° 47 et n° 62 de M. Jean Simonin - **Art. 16-2** (*schéma départemental de carrières*) (p. 3087) : sur l'amendement n° 8 de la commission (nouvelle rédaction), soutient le sous-amendement n° 48 de M. Jean Simonin - (p. 3088) : défense de l'environnement et intérêt national - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3097, 3098) : le groupe du RPR votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole au traité sur l'Antarctique, relatif à la protection de l'environnement [n° 510 (91-92)]** - (12 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3135).

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale [n° 3 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (19 novembre 1992) - **Art. 32 nonies** (*perquisitions dans les locaux d'une entreprise de presse ou de communication audiovisuelle*) (p. 3275) : soutient l'amendement n° 5 de M. Jean Cluzel (présence d'un avocat lors d'une perquisition dans une entreprise de presse) - **Art. 32 decies** (*journaliste entendu comme témoin*) (p. 3275) : soutient l'amendement rédactionnel n° 6 de M. Jean Cluzel.

Suite de la discussion - (20 novembre 1992) - **Après l'art. 165** (p. 3346) ; soutient l'amendement n° 223 de M. Camille Cabana (poursuite de l'action publique) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3351) : difficultés de ce débat - Liberté des personnes - Droits de la défense - Avis favorable du groupe du RPR sur le texte tel qu'il ressort des travaux du Sénat.

- **Projet de loi modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales [n° 348 (91-92)]** - (8 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3737) ; accouchement secret - Convention internationale sur le droit de l'enfant adoptée par l'ONU - Etat civil - Paternité - Famille naturelle - Cohabitation - Reconnaissance de l'enfant - Francisation du nom - Choix du prénom - Recherche de la filiation - Obligation alimentaire - Autorité parentale - Audition de l'enfant en justice - Institution d'un juge aux affaires familiales, JAF - Au nom du groupe du RPR, se déclare favorable au texte de ce projet, tel qu'il ressort des travaux de la commission des lois - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3774) : au nom du groupe du RPR, se déclare favorable à l'adoption de ce projet tel qu'il a été amendé par le Sénat.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit [n° 35 (92-93)]** - (9 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3872) : vote de ce texte.

- **Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certains mandats électoraux ou fonctions électives [n° 13 (92-93)]** - (10 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3915) : renforcement de la moralité de la démocratie - Se déclare favorable à l'adoption de cette proposition de loi.

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale - Deuxième lecture [n° 70 (92-93)]** - (11 décembre 1992) - **Après l'art. 1^{er} AA** (p. 3952) : se déclare favorable à l'amendement n° 2 de M. Michel Charasse (rôle des agents des douanes).

- **Projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en**

matière d'enquêtes publiques [n° 85 (92-93)] - (15 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4058) : paysages enlaidis - Devoir de développer le respect, la défense et la promotion des paysages français - Le groupe du RPR votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique de sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine et modifiant le code de la santé publique [n° 71 (92-93)]** - (16 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4154) : décision prise par le Bureau du Sénat suite à l'audition du président-directeur-général des laboratoires Mérieux par la commission d'enquête sénatoriale sur la transfusion sanguine - Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° 87 (92-93)]** - Suite de la discussion - (18 décembre 1992) - **Art. 15 bis (par priorité) (dépenalisation de l'auto-avortement)** (p. 4270) : nécessité du maintien de la pénalisation de l'auto-avortement - Se déclare favorable aux amendements identiques de suppression n° 24 de la commission et n° 58 de la commission saisie pour avis - **Art. 25 (par priorité) (retransmission des compétitions de sport mécanique)** (p. 4279) : décès liés à la consommation de tabac - Se déclare opposé à l'amendement n° 140 du Gouvernement (absence de poursuite jusqu'à l'entrée en vigueur de la réglementation européenne) - **Après l'art. 12** (p. 4307) : se déclare favorable à l'amendement n° 14 de la commission (introduction du texte de la proposition lui déposée par M. Jacques de Menou et tendant à faciliter le développement du tourisme rural) - Activités de tourisme rural des agriculteurs retraités et préretraités - **Après l'art. 13 sexies** (p. 4312) : soutient l'amendement n° 96 de M. Adrien Gouteyron (compensation de l'incidence sur la pension de retraite de la perte de revenus subie par certains administrateurs des organismes de sécurité sociale) - **Après l'art. 25** (p. 4328) : se déclare opposé à l'amendement n° 128 du Gouvernement (recrutement à temps incomplet de salariés en entreprises pour participer à l'enseignement dans des établissements publics d'enseignement technologique et professionnel).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1992 [n° 89 (92-93)]** - (18 décembre 1992) - **Art. 19 (harmonisation des droits d'accises en matière d'alcool et de boissons alcooliques)** (p. 4363) : ses amendements, n° 51 : exonération de droits d'accises sur les produits alcooliques utilisés dans la production d'armes alimentaires ; adopté ; et n° 52 : modification de l'article 403 du code général des impôts consécutive à son amendement n° 51 ; retiré - (p. 4364) : soutient l'amendement n° 50 de M. Gérard César (taux d'accises des vins mousseux) - **Art. 29 A (extension de l'imputation sur le revenu global des déficits fonciers aux frais indissociables des travaux engagés dans le cadre d'opérations groupées de restauration immobilière)** (p. 4372) : soutient l'amendement n° 3 de M. Jacques Valade (rétablissement des dispositions de la loi Malraux, plus favorables aux propriétaires investisseurs dans les secteurs sauvegardés) - **Après l'art. 31** (p. 4381) : soutient l'amendement n° 4 de M. Jean Chérioux (bénéfice pour les particuliers faisant des dons aux centres communaux d'action sociale, aux caisses des écoles ou, aux associations culturelles, des avantages analogues à ceux qui consentent des dons aux associations reconnues d'utilité publique) - **Art. 32 (régime fiscal des transferts d'actifs réalisés par une entreprise)** (p. 4384) : soutient l'amendement n° 10 de M. Auguste Cazalet (application des dispositions de l'article aux éléments d'actif transférés à compter du 1^{er} janvier 1993) - **Après l'art. 38** (p. 4386) : son amendement n° 53 : application à l'indemnisation des victimes du sida décidée par les tribunaux de la même exonération de l'actif successoral prévue pour les sommes allouées au fonds d'indemnisation des transfusés ; retiré - **Après l'art. 52** (p. 4387) : soutient l'amendement n° 12 de M. Auguste Cazalet (prolongation du délai d'écoulement des immeubles en franchise de droit de mutation jusqu'au 31 décembre 1995) - **Après l'art. 40** (p. 4388) : soutient l'amendement n° 11 de M. Philippe François (possibilité pour les groupements de communes d'instituer la taxe professionnelle de zones ou la taxe professionnelle communautaire dès l'exercice fiscal 1993) - **Art. 46 (conditions d'exercice du droit de communication et modification du régime des sanctions)** (p. 4394) : soutient l'amendement n° 7 de M. Jacques Oudin (suppression du paragraphe II de l'article relatif à l'aménagement du régime des sanctions en matière de droit de communication) - **Après**

l'art. 46 (p. 4395) : soutient l'amendement n° 8 de M. Roger Romani (transmission par l'administration fiscale aux collectivités locales des rôles généraux des impôts directs locaux comportant des impositions émises à leur profit) - **Après l'art. 47** : soutient les amendements de M. Alain Vasselle, n° 47 (possibilité pour les centres de gestion agréés agricoles de tenir la comptabilité d'adhérents ayant une activité agricole), n° 48 (substitution des commissaires aux comptes aux experts comptables de leur rôle de vérification des dossiers des centres de gestion) et n° 49 (modalités de centralisation des documents comptables des adhérents des centres de gestion agréés) - **Après l'art. 52** (p. 4399) : soutient l'amendement n° 9 de M. Jacques Delong (réduction de 75 % du droit de consommation sur dix litres d'alcool pur pour les récoltants familiaux de fruits bouilleurs de cru).

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques - Nouvelle lecture [n° 152 (92-93)]** - (19 décembre 1992) - **Après l'art. 49** (p. 4445) : soutient les amendements de M. Philippe François n° 3 (possibilité pour le créancier ou un groupe de créanciers détenant au moins 15 % des créances de désigner une ou plusieurs personnes de leur choix pour la défense de leurs intérêts auprès du tribunal et du mandataire désigné par lui), n° 4 (cas des créanciers bénéficiaires d'un nantissement ou d'une hypothèque) et n° 5 (insertion d'un chapitre additionnel relatif aux entreprises) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4448) : affirme, publiquement devant le Sénat qu'il n'a pas reçu un centime de la personnalité parisienne qui, selon deux hebdomadaires publiés cette semaine, aurait déclaré lui avoir versé quatre millions de francs lorsqu'il était député.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 143 (92-93)]** - (20 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4540) : au nom du groupe du RPR, se déclare favorable au texte de la commission mixte paritaire, CMP.

- **Projet de loi relatif aux sociétés civiles de placement immobilier, aux sociétés de crédit foncier et aux fonds communs de créances - Deuxième lecture [n° 125 (92-93)]** - (20 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4559) : au nom du groupe du RPR, se déclare favorable à l'adoption de ce projet - Diminution de la crise du logement.

- **Conclusions du rapport de M. Jean Arthuis, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de résolution (n° 90, 92-93), de M. Hubert Haenel tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire [n° 151 (92-93)]** - (20 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4562) : souhaite que la commission d'enquête examine les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public et soit attentive aux problèmes matériels et psychologiques des cheminots.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'attribution de la carte de combattant [n° 106 (92-93)]** - (21 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4587) : attribution de la carte du combattant aux membres des forces armées et aux civils ayant pris part aux conflits ou opérations visés par le présent projet - Attribution de la retraite mutualiste majorée aux anciens de la guerre d'Algérie - Au nom du groupe du RPR, se déclare favorable à l'adoption de ce projet qui renforce la solidarité de la nation.

- **Projet de loi modifiant le code civil relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales - Deuxième lecture [n° 150 (92-93)]** - (22 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4693) : hommage au rapporteur de la commission des lois - Souhaite un accord en CMP.

- **Projet de loi modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 179 (92-93)]** - (22 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4697) : petites et moyennes entreprises de pompes funèbres et période transitoire.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social - Nouvelle lecture** [n° 173 (92-93)] - (22 décembre 1992) - **Art. 20 bis A (retraite par rente des élus locaux - supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 4717) : se déclare favorable aux amendements identiques n° 46 de la commission et n° 1 de M. Jean-Paul Delevoye (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture dans une nouvelle rédaction) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4729) : au nom du groupe du RPR, votera le projet de loi ainsi amendé.

HAUTECLOCQUE (Nicole de), sénateur de Paris (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

HEINIS (Anne), sénateur de la Manche (UREI).

Elue sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le bruit (15 décembre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques (15 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux relations entre transporteurs routiers de marchandises donneurs d'ordres et sous-traitants (10 décembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique de sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine et modifiant le code de la santé publique** [n° 71 (92-93)] - (16 décembre 1992) - **Art. 2 (chapitre II (nouveau) du code de la santé publique** : « Du comité de sécurité transfusionnelle et de l'Agence française du sang ») - **Art. L. 667-6 du code de la santé publique (administration de l'Agence française du sang)** (p. 4129) : son amendement n° 81, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : représentation des établissements publics de santé au sein du conseil d'administration ; adopté.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° 87 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (18 décembre 1992) - **Art. 25 (par priorité) (retransmission des compétitions de sport mécanique)** (p. 4274) : soutient l'amendement n° 49 de M. Michel Poniatowski (possibilité de parrainage des courses automobiles par les entreprises du tabac jusqu'à l'intervention d'une réglementation européenne) - (p. 4278) : se déclare favorable à l'amendement n° 140 du Gouvernement (absence de poursuite jusqu'à l'entrée en vigueur de la réglementation européenne) - **Après l'art. 25 (par priorité)** (p. 4282) : soutient l'amendement n° 48 de M. Michel Poniatowski (exclusion de la presse professionnelle du champ d'application de la loi relative à la publicité sur le tabac) - **Après l'art. 18 (par priorité)** (p. 4293) : son amendement n° 92 : exonération des établissements publics de santé du paiement de la taxe sur les salaires ; rejeté.

- **Projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques - Conclusions du rapport de la**

commission mixte paritaire [n° 142 (92-93)] - (20 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4535) : au nom du groupe de l'UREI, se déclare opposée à l'adoption de ce texte tel qu'il a été amendé par le Gouvernement.

HENRY (Marcel), sénateur de Mayotte (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

HERMENT (Rémi), sénateur de la Meuse (UC).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes jusqu'au 1^{er} octobre 1992.

Membre titulaire de la commission consultative pour la production de carburants de substitution.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre de la commission d'enquête, visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées, jusqu'au 14 mai 1992.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique, déposée avec MM. Edouard Le Jeune et Guy Robert, visant à assurer la représentation du monde combattant au sein du Conseil économique et social [n° 266 (90-91)] (9 avril 1991) - **Anciens combattants et victimes de guerre** - Reprise le 21 octobre 1992.

Proposition de loi, déposée avec MM. Guy Robert, Edouard Le Jeune et Pierre Vallon, tendant à assouplir les critères d'accès à la retraite au bénéfice des anciens combattants ayant servi en Afrique du Nord entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962 [n° 229 (90-91)] (4 mars 1991) - **Anciens combattants et victimes de guerre** - Reprise le 27 octobre 1992.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 26 (*JO Débats* du 14 juin 1991) (p. 1665) - Ministère : Agriculture - **Problèmes laitiers** - (Caduque avril 1992) - **Lait et produits laitiers**.

n° 5 (*JO Débats* du 11 avril 1992) (p. 595) - Ministère : Agriculture - **Problèmes laitiers** - **Lait et produits laitiers**.

n° 25 (*JO Débats* du 16 octobre 1992) (p. 2689) - Ministère : Agriculture - **Problèmes laitiers** - **Lait et produits laitiers**.

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 485 (91-92)] - (2 juillet 1992) (p. 2384) : baisse des revenus - Producteurs de lait - Quotas de primes - Plan national d'accompagnement.

HOEFFEL (Daniel), sénateur du Bas-Rhin (président du groupe UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux (21 janvier 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives (10 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes (24 janvier 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens (3 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives (18 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la Nation, l'Etat et la paix publique (24 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mise à la disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services (20 octobre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (3 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon (16 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales (22 décembre 1992).

DÉPÔTS

Proposition de résolution, déposée avec MM. Marcel Lucotte, Charles Pasqua et Ernest Cartigny, tendant à créer une commission d'enquête sur l'accueil en France, le mercredi 29 janvier 1992, du dirigeant d'une organisation terroriste [n° 252 (91-92)] (7 février 1992) - **Commissions d'enquête parlementaires.**

Proposition de loi, déposée avec les membres du groupe de l'Union centriste et rattachés administrativement, relative au transfert de compétence aux régions de l'enseignement scolaire et à l'autonomie des établissements publics locaux d'enseignement [n° 507 (91-92)] (3 août 1992; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992) - **Enseignement.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 18 décembre 1992) (p. 4210) - Ministère : Affaires étrangères - **Politique de la France à l'égard de la Yougoslavie - Politique extérieure.**

Questions orales avec débat :

n° 4 (JO Débats du 9 avril 1992) (p. 579) - Ministère : Premier ministre - **Politique générale du Gouvernement** - (Réponse : JO Débats du 17 avril 1992) (p. 672) - **Politique économique.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux [n° 183 (91-92)] - Suite de la discussion** - (21 janvier 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 373) : autorisations d'absence - Régime indemnitaire - Communes rurales - Au nom du groupe de l'Union centriste, se déclare favorable au texte tel qu'il résulte des travaux du Sénat.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement [n° 251 (91-92)] - Suite de la discussion** - (1 février 1992) - **Discussion générale** (p. 509) : affaire Habache - Politique française au Moyen-Orient - (p. 510) : responsabilité du Gouvernement - Institutions - Opinion publique - Bilan gouvernemental - Rôle de la presse - (p. 511) : autorité de la France.

- **Questions orales avec débat jointes : politique générale du Gouvernement** - (16 avril 1992) - Présente sa question (p. 670, 671).

- **Rappel au règlement** - (5 mai 1992) (p. 976) : demande au Gouvernement français d'agir pour que soit mis fin au drame yougoslave.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne » [n° 334 (91-92)]** - (2 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1448) : référendum danois et refus de ratification du traité de Maastricht - Travaux du Sénat.

Suite de la discussion - (3 juin 1992) - **Rappel au règlement** (p. 1455) : conséquences du référendum danois et du refus de ratification du traité de Maastricht - **Discussion générale** (p. 1459) : référendum danois et refus de ratification du traité de Maastricht - Réunion des ministres des affaires étrangères à Oslo - Validité du traité de Maastricht.

Suite de la discussion - (9 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1483) : au nom du groupe centriste, demande une suspension de séance - Suggère que les groupes se réunissent avant la commission des lois - (p. 1489) : poursuite du débat sur la révision constitutionnelle et du processus de ratification du traité de Maastricht - Construction européenne - Pays de l'Europe de l'Est - Union économique et monétaire - Politique commune des visas - (p. 1490) : citoyenneté européenne - Droit de vote et d'éligibilité des ressortissants communautaires aux élections municipales - Technocratie - Association des parlements nationaux aux décisions communautaires - Souveraineté nationale - Rôle de la France.

Suite de la discussion - (16 juin 1992) - **Art. 2 (insertion dans la Constitution d'un titre XIV : « Des Communautés européennes et de l'Union européenne ») - Art. 88-2 de la Constitution (droit de vote et éligibilité aux élections municipales des ressortissants communautaires résidant en France)** (p. 1724) : intervient sur le sous-amendement n° 47 de M. Claude Estier portant sur l'amendement n° 14 de la commission (possibilité d'accorder aux seuls citoyens de l'Union résidant en France le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales et détermination des conditions d'application du présent article par une loi organique votée dans les mêmes termes par les deux assemblées) - Loi organique et loi relative au Sénat - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1738) : ratification du traité de Maastricht - Construction européenne - Le groupe de l'Union centriste votera le projet de révision constitutionnelle.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « Des Communautés européennes et de l'Union européenne » - Congrès du Parlement** - (23 juin 1992) - **Explication de vote** (p. 5) : rôle de Robert Schumann, Jean Monnet et du Général de Gaulle pour une Europe unie - Participation des Français à la construction européenne par le référendum - Revalorisation du rôle du Parlement - Au nom du groupe de l'Union centriste, se déclare favorable au texte de la réforme constitutionnelle

- **Conclusions du rapport de M. Jacques Oudin, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi n° 376 rectifiée (91-92), déposée avec M. Roger Husson, tendant à remplacer le régime complémentaire de retraite institué au profit des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques par un nouveau régime complémentaire de retraite et de prévoyance [n° 442 (91-**

92) - (30 juin 1992) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 2278) : situation de l'institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques, IRCANTEC - Avis favorable du groupe de l'Union centriste sur cette proposition de loi.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 477 (91-92)] - (7 juillet 1992) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 2501) : avec le groupe de l'UC votera le texte élaboré par la CMP.

- **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle** - *Nouvelle lecture* [n° 489 (91-92)] - (8 juillet 1992) - **Discussion générale** (p. 2528) : bilan de l'action départementale d'insertion - Concertation entre les conseils généraux, les préfets, les communes et les mouvements associatifs - Départements et décentralisation.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal** - *Nouvelle lecture* [n° 488 (91-92)] - (8 juillet 1992) - **Discussion générale** (p. 2557) : favorable à la suspension de la taxe départementale sur le revenu - Au nom du groupe de l'Union centriste, se déclare favorable aux conclusions présentées par le rapporteur.

- **Projet de loi de finances pour 1993** [n° 55 (92-93)].

Discussion générale :

Question préalable - Suite de la discussion - (26 novembre 1992) - **Question préalable** (p. 3483) : se déclare en faveur de la motion n° 1 tendant à opposer la question préalable - Justification du vote de la question préalable - (p. 3484) : contexte international - Maîtrise de l'inflation - Stabilisation de la monnaie - Situation économique malsaine - Déficit budgétaire - Hypothèses économiques trop optimistes - Europe - Manque de souffle du projet de budget.

- **Proposition de résolution portant saisine de la commission d'instruction prévue par l'ordonnance n° 59-1 du 2 janvier 1959 portant loi organique sur la Haute Cour de justice pour M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat à la santé auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** [n° 165 (92-93)] - (20 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4523) : saisine de la commission d'instruction de la Haute Cour de justice - Recherche de la vérité - Article 63 du code de procédure pénale et non assistance à personne en danger - Au nom du groupe de l'Union centriste, se déclare favorable à l'adoption de cette proposition de résolution.

- **Projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 142 (92-93)] - (20 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4534) : coopération entre l'Etat et les collectivités territoriales pour la protection de l'environnement - Elaboration de chartes de l'environnement - Hommage au travail des élus locaux - Se déclare favorable aux conclusions du rapporteur qui s'oppose aux amendements du Gouvernement.

- **Projet de loi relatif aux relations de sous-traitance dans le domaine du transport routier de marchandises** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 149 (92-93)] - (20 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4546) : au nom du groupe de l'Union centriste, se déclare favorable à l'adoption de ce texte - Importance du transport routier malgré les contraintes internationales.

- **Projet de loi modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire** [n° 83 (92-93)] - (21 décembre 1992) - **Art. 22 bis (application de la loi dans les départements d'Alsace et de Moselle)** (p. 4655) : son amendement de suppression n° 2, soutenu par M. Pierre Fauchon ; retiré.

- **Projet de loi modifiant le code civil relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux**

affaires familiales - *Deuxième lecture* [n° 150 (92-93)] - (22 décembre 1992) - **Sur l'ensemble** (p. 4693) : hommage au rapporteur de la commission des lois, au nom du groupe de l'Union centriste - Souhaite un accord en CMP.

- **Projet de loi modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 179 (92-93)] - (22 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4697) : prise en compte des vœux exprimés par les élus d'Alsace-Moselle - Au nom du groupe de l'Union centriste, votera les conclusions de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** - *Nouvelle lecture* [n° 173 (92-93)] - (22 décembre 1992) - **Art. 35 quater (service départemental d'incendie et de secours)** (p. 4725) : se déclare favorable à l'amendement n° 64 de M. Philippe Adnot (suppression de la référence au seuil des 500 000 habitants) - Départementalisation des personnels et des équipements - Sapeurs-pompier volontaires.

- **Projet de loi modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 184 (92-93)] - (22 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4731) : au nom du groupe de l'Union centriste, votera les conclusions de la CMP.

HUCHON (Jean), sénateur du Maine-et-Loire (UC).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992) ; puis vice-président (*JO Lois et décrets* du 9 octobre 1992).

- Membre titulaire du Conseil national de l'habitat.

Membre suppléant de la Commission nationale d'urbanisme (*JO Lois et décrets* du 15 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises (2 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement (26 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (3 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le bruit (15 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques (15 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code forestier (9 juin 1992).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques, à la suite d'une mission effectuée aux Etats-Unis du 15 au 27 septembre 1991, pour

étudier la situation actuelle de l'économie américaine, notamment son agriculture, et la position de ce pays dans le cadre des négociations du GATT [n° 254 (91-92)] (24 janvier 1992) - **Etats-Unis d'Amérique.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 149 (91-92)] relatif à la distribution et à l'application par des prestataires de services, des produits antiparasitaires à usage agricole et des produits assimilés [n° 279 (91-92)] (8 avril 1992) - Agriculture.

Proposition de loi, déposée avec MM. Hubert Haenel et Roland du Luart, tendant à créer une commission départementale chargée d'examiner les missions, l'organisation, le fonctionnement et l'implantation des services publics [n° 331 (90-91)] (22 mai 1991) - Services publics - Reprise le 29 octobre 1992.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 10 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques [n° 53 (92-93)] (18 novembre 1992) - Vie politique et sociale.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 515 (91-92)] de M. Louis Minetti et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête sur le marché des fruits et légumes de la production à la consommation [n° 74 (92-93)] (2 décembre 1992) - Commissions d'enquête parlementaires.

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 34 (JO Débats du 3 octobre 1992) (p. 2562) - Ministère : Agriculture - *Réforme de la politique agricole commune* - (Caduque avril 1992) - Agriculture.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 117 (91-92)]** - (9 janvier 1992) - **Discussion générale** (p. 33, 34) : structures de coopération intercommunale - Zones rurales - Dotation de développement rural - Dotation globale de fonctionnement, DGF ; dotation de compensation des petites communes - Fonction publique territoriale ; rémunérations ; secrétaires de mairie.

- **Projet de loi relatif à la responsabilité du fait des vols, pertes et détériorations des objets déposés dans les établissements de santé et certains établissements sociaux ou médico-sociaux, et à la vente des objets abandonnés dans ces établissements [n° 475 (90-91)]** - (15 avril 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 655) : le groupe de l'Union centriste votera le projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la distribution et à l'application par des prestataires de services, des produits antiparasitaires à usage agricole et des produits assimilés [n° 149 (91-92)]** - (5 mai 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 977) : profession agricole - Environnement - Mise sur le marché, distribution et application des produits phytosanitaires - (p. 978) : santé - Agrément des distributeurs et applicateurs de produits phytosanitaires - Sanctions - Taxe - Groupements de défense des cultures - Avis favorable de la commission sous réserve de l'adoption de ses amendements - **Art. 1^{er} (agrément du distributeur)** (p. 979) : ses amendements, n° 1 : harmonisation avec la rédaction de l'article 1^{er} de la loi de 1943 ; n° 2 : suppression de la mention de l'article 2 de la loi de 1943 ; et n° 3, rédactionnel ; adoptés - **Art. 2 (agrément du prestataire de services)** : son amendement n° 4 : définition de l'ensemble des produits antiparasitaires et assimilés visés ; adopté - **Art. 3 (conditions d'octroi de l'agrément)** : son amendement n° 5 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 4 (certificat attestant la qualification)** (p. 980) : son amendement de coordination n° 6 ; adopté - **Art. 5 (droit d'agrément)** : son amendement de suppression n° 7 ; adopté - **Art. 6 (suspension ou retrait de l'agrément ou du certificat)** : son amendement rédactionnel n° 8 ; adopté - **Art. 7 (recherche et constatation des infractions)** (p. 982) : son amendement n° 9 : nouvelle rédaction ;

adopté - **Art. 8 (sanctions en cas d'absence d'agrément ou de non-respect des conditions permettant l'octroi de l'agrément)** : son amendement de coordination n° 10 ; adopté - **Art. 10 (décret en Conseil d'Etat)** : ses amendements, n° 11 : suppression de la fixation par décret de la date à laquelle les organismes et entreprises devront satisfaire aux exigences de la loi ; et n° 12 : date d'entrée en vigueur de la présente loi ; adoptés.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques [n° 10 (92-93)]** - (1^{er} décembre 1992) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 3534) : conditions d'élaboration de ce texte - Actualisation de la loi Royer et amélioration de la transparence des procédures d'urbanisme commercial - Composition, compétences et décisions des commissions départementales et nationales - (p. 3535) : commission nationale d'équipement commercial - Amélioration de la transparence des transactions immobilières.

Suite de la discussion - (2 décembre 1992) - Rapporteur pour avis - **Art. 19 (dépôt des contrats conclus à l'occasion d'opérations d'équipement commercial auprès du préfet et de la chambre régionale des comptes)** (p. 3607) : ses amendements n° 50, rédactionnel, n° 51 : délai de communication des contrats passés à l'intérieur d'une opération d'urbanisme commercial au préfet et à la chambre régionale des comptes ; et n° 52 : plafond de l'amende ; devenus sans objet - **Art. 20 (critères de décision des commissions départementales ; identification des enseignes)** (p. 3608) : sur l'amendement n° 135 de la commission (suppression du critère de la nécessité de la concurrence entre chaque forme de commerce), son sous-amendement n° 53 ; adopté - (p. 3609) : son amendement n° 54 : prise en compte des travaux de l'observatoire départemental d'équipement commercial par la commission départementale d'équipement commercial statuant sur les demandes d'autorisation ; adopté - (p. 3610) : son amendement rédactionnel n° 55 ; adopté - **Art. 21 (composition des commissions départementales d'équipement commercial)** (p. 3612) : ses amendements n° 56 de coordination ; n° 59 et n° 60, rédactionnels ; retirés - Sur l'amendement n° 138 de la commission (modification de la composition de la commission départementale d'équipement commercial dans les départements autres que Paris), ses sous-amendements n° 57 ; adopté ; et n° 59 ; retiré - **Art. 23 (décisions des commissions départementales d'équipement commercial)** (p. 3614, 3615) : ses amendements n° 63, rédactionnel, et n° 64 : impossibilité pour les commissions d'autoriser ou de refuser partiellement les projets présentés ; adoptés ; n° 65, de coordination ; retiré - **Art. 24 (composition de la commission nationale d'équipement commercial)** (p. 3616) : son amendement n° 66 : institution d'une instance de recours régionale et composition de celle-ci ; rejeté - **Art. 26 (dispositions transitoires)** (p. 3619) : son amendement n° 68 : suppression du délai de mise en conformité de deux mois ; rejeté.

Suite de la discussion - (3 décembre 1992) - Rapporteur pour avis - **Art. 35 (contrats des sociétés d'économie mixte, des organismes privés d'HLM et des sociétés d'économie mixte de construction de logements sociaux)** (p. 3639) : à titre personnel, son amendement n° 217 : soumission des contrats passés par des organismes privés d'HLM à des règles de publicité et de mise en concurrence suivant des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat ; adopté - **Art. 38 (publicité des cessions de terrains constructibles ou de droits de construire des collectivités locales)** (p. 3666, 3667) : ses amendements, n° 72 : suppression de l'obligation de préciser le lieu de réception des propositions des candidats, leur délai et leur forme pour les ventes de terrains ou de droits à construire ; et n° 73 : exclusion des zones d'aménagement concerté du champ d'application des règles de publicité ; devenus sans objet - **Art. 40 (participation des constructeurs à la réalisation d'équipements publics dans le cadre d'opérations d'aménagement)** (p. 3669) : son amendement de suppression n° 74 ; adopté - **Art. 41 (participations d'urbanisme ponctuelles)** (p. 3671) : son amendement de suppression n° 75 ; adopté - **Art. 42 (publicité des contributions et actions en répétition)** - **Art. L. 332-28 du code de l'urbanisme (publicité des contributions)** (p. 3672) : son amendement n° 76 : fait générateur des participations demandées pour la réalisation des services publics industriels ou commerciaux ; retiré au profit de l'amendement n° 162 de la commission (admission de la demande de raccordement

comme fait générateur de la participation demandée pour la réalisation des services publics industriels ou commerciaux) - **Art. 45 (opérations sur le capital social des organismes privés d'habitation à loyer modéré)** (p. 3674) : son amendement n° 77 : nature des organismes privés d'HLM concernés ; adopté - **Après l'art. 45** (p. 3675) : son amendement n° 78 : règles de plafonnement du prix de cession des actions des sociétés immobilières dont 50 % au moins du capital ont été souscrits ou acquis au titre du 1 % patronal ; adopté - **Art. 46 (collecte du « 1 % logement »)** (p. 3676) : son amendement n° 79 : cas du retrait d'agrément ; retiré - (p. 3677) : ses amendements, n° 80 et n° 81 rédactionnels, n° 82 : situation particulière des sociétés anonymes de crédit immobilier et des entreprises publiques soumises au contrôle de l'Etat ; adoptés - **Art. 46 ter (dissolution administrative d'un CIL)** (p. 3678) : son amendement de suppression n° 83 ; adopté - **Art. 46 quater (dissolution administrative d'un CIL)** : son amendement de suppression n° 84 ; adopté - **Art. 48 (application aux salariés des CIL et de l'ANPEEC des interdictions frappant les administrateurs de ces organismes)** (p. 3679) : son amendement n° 85 : extension de ces règles déontologiques aux autres organismes collecteurs du 1 % ; adopté.

HUGO (Bernard), sénateur de l'Ardèche (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification ; de nouveau membre de cette délégation (JO Lois et décrets du 16 octobre 1992) ; puis vice-président (JO Lois et décrets du 18 novembre 1992).

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre suppléant du Conseil national des transports.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement (26 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le bruit (15 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques (15 décembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification, sur les aspects économiques des politiques d'environnement [n° 326 (91-92)] (7 mai 1992) - **Environnement**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 385 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement [n° 417 (91-92)] (17 juin 1992) - **Environnement**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement [n° 462 (91-92)] (29 juin 1992) - **Environnement**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux

termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Environnement** - [n° 58 (92-93)] tome 17 (24 novembre 1992).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques,

1 - sur le projet de loi [n° 35 (92-93)] relatif à la lutte contre le bruit,

2 - sur la proposition de loi [n° 32 (92-93)] de Mme Hélène Luc et plusieurs de ses collègues, tendant à renforcer le droit des riverains des aéroports à participer à la lutte contre le bruit,

3 - sur la proposition de loi [n° 48 (92-93)] de M. Pierre Vallon relative à la lutte contre le bruit.

[n° 75 (92-93)] (2 décembre 1992) - **Environnement**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le bruit [n° 143 (92-93)] (16 décembre 1992) - **Environnement**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques, à la suite d'une mission effectuée en Espagne, chargée de suivre les travaux de la XVe Conférence mondiale de l'énergie et d'étudier l'évolution de l'économie espagnole dans le contexte européen [n° 147 (92-93)] (18 décembre 1992) - **Espagne**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à la reconnaissance du statut de prisonnier de guerre détenu par les Japonais après le coup de force du 9 mars 1945 [n° 159 (92-93)] (19 décembre 1992) - **Anciens combattants et victimes de guerre**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement - Deuxième lecture** [n° 362 (91-92)] - (22 juin 1992) - **Art. 32** (p. 1925) : soutient l'amendement de suppression n° 2 de M. Désiré Debavelaere.

- **Projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement** [n° 385 (91-92)] - (22 juin 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1928, 1929) : déchets ménagers - Déchets industriels - Opinion publique - Importations de déchets - Europe - Traitement des déchets - Déchets spéciaux - Dépôts abandonnés de déchets industriels - Données chiffrées - Réduction de la production des déchets - (p. 1930) : recyclage et récupération - Décret sur les emballages - Directives européennes - Financement de la politique des déchets - Information du public - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ADEME - Fiscalité - (p. 1931) : avis favorable sur ce texte, sous réserve de l'adoption de ses amendements.

Suite de la discussion - (26 juin 1992) - Rapporteur **Art. 1^{er}** (*modification de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets*) - **Paragraphe I (objectifs de la loi)** (p. 2085) : ses amendements rédactionnels n° 1 et 2 ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 83 de Mme Danielle Bidard-Reydet (technologies) - (p. 2086) : s'oppose à l'amendement n° 84 de Mme Danielle Bidard-Reydet (stockage de déchets provenant de pays étrangers) - **Paragraphe II (définition du déchet ultime)** : son amendement rédactionnel n° 3 ; adopté - **Paragraphe III (stockage des seuls déchets ultimes à compter du 1^{er} juillet 2002)** : son amendement n° 4 : nouvelle rédaction de ce paragraphe ; adopté - (p. 2087) : s'oppose à l'amendement n° 70 de M. Jean Simonin (nouvelle rédaction de ce paragraphe) - **Paragraphe IV (utilisation et recouvrement des sommes consignées et pouvoir du préfet d'imposer des déchets refusés)** : son amendement n° 5 : transfert de dispositions ; adopté - Accepte l'amendement n° 95 du Gouvernement (possibilité pour le président du tribunal administratif de faire échec au caractère suspensif du recours formé contre une mesure de consignation) - S'oppose à l'amendement n° 85 de Mme Danielle Bidard-Reydet (suppression de l'expression « sur le territoire national ») et demande le retrait de l'amendement n° 63 de M. Alain Pluchet (substitution de l'expression

« le ministre chargé de l'environnement » à celle de « l'autorité administrative compétente ») - *Après le paragraphe IV* (p. 2088) : son amendement n° 6 : sort des déchets refusés ; adopté - Sur ce dernier, à propos des sous-amendements du Gouvernement, s'oppose au n° 97 et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 96 - *Paragraphe IV bis (contenu du droit à l'information)* : ses amendements, n° 7 : nouvelle rédaction de l'alinéa relatif à la communication de documents par l'exploitant ; et n° 8 : nouvelle rédaction de l'alinéa relatif aux commissions locales ; adoptés - Sur ce dernier, son sous-amendement n° 69 ; adopté - (p. 2090) : son amendement rédactionnel n° 9 ; adopté - *Paragraphe V (remboursement en cas d'incident ou d'accident)* : ses amendements n° 10 : remboursement des frais par les associations de protection de l'environnement ; et n° 11, rédactionnel ; adoptés - (p. 2091) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 98 du Gouvernement (remboursement des frais par des associations de protection de l'environnement) - *Paragraphe VI (étude d'impact)* : ses amendements n° 12, de précision, n° 13 et n° 14, rédactionnels et n° 15 de coordination ; adoptés - Demande le retrait des amendements identiques n° 64 de M. Alain Pluchet et n° 75 de M. Michel Souplet (examen des techniques avant d'envisager la solution de reprise des déchets) - *Paragraphe VII (garanties financières)* : son amendement rédactionnel n° 16 ; adopté - (p. 2092) : ses amendements n° 17 : affectation de deux tiers du produit des amendes à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ADEME ; et n° 18 : conditions dans lesquelles les installations existantes devront constituer leur garantie ; adoptés - Sur les amendements de M. Michel Souplet, accepte le n° 77 (description des garanties financières dans le dossier de demande d'autorisation lors de son dépôt) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 76 (amende exigée dans le cas de manquement à la constitution des garanties) - *Paragraphe IX (aliénation à titre onéreux d'une installation)* (p. 2093) : son amendement n° 19 : responsabilité en cas de dommages éventuels ; retiré - Accepte l'amendement de précision n° 99 du Gouvernement - *Paragraphe XI (information de l'administration sur le courtage et le négoce des déchets)* (p. 2094) : demande le retrait de l'amendement n° 78 de M. Michel Souplet (nouvelle rédaction de cet article) - *Paragraphe XII (réglementation du courtage, du négoce et du transport)* : son amendement rédactionnel n° 20 ; adopté - *Paragraphe XIV (plans pour l'élimination de déchets)* : son amendement n° 21 : nouvelle rédaction de ce paragraphe ; adopté - Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 100 du Gouvernement, ainsi que les sous-amendements identiques n° 65 de M. Alain Pluchet et n° 79 de M. Michel Souplet - *Paragraphe XIV bis (plans régionaux ou interrégionaux - plan national)* : son amendement n° 22 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - (p. 2096) : sur son amendement n° 22, à propos du sous-amendement n° 101 du Gouvernement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le paragraphe I (différentes catégories de plans), accepte le paragraphe II, rédactionnel, et s'oppose au paragraphe III (notion de déchets ultimes) - *Paragraphe XV (plans départementaux)* (p. 2117) ; son amendement de précision, n° 23 ; adopté - (p. 2118) : ses amendements n° 24 : suppression de la possibilité dans les plans de désigner les sites d'implantation d'installations nouvelles ; et n° 25 : précision des conditions de l'élaboration et de l'adoption des plans ; adoptés - Sur son amendement de précision n° 23, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 102 du Gouvernement et sur son amendement n° 25, accepte les sous-amendements n° 71 de M. Jean Simonin et n° 103 du Gouvernement - (p. 2119) : sur les amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, s'oppose au n° 87 (renforcement du rôle et du pouvoir des assemblées territoriales concernées) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 88 (mise en conformité avec la présente loi dans un délai de trois ans de tous les schémas au plan arrêtés antérieurement) - *Paragraphe XVI (décret en Conseil d'Etat)* : son amendement n° 26 : nouvelle rédaction de ce paragraphe ; adopté - (p. 2120) : sur son amendement n° 26, s'oppose au sous-amendement n° 109 du Gouvernement - **Art. 2 (modifications du code des communes)** : ses amendements n° 27 : substitution du mot de « régions » à ceux « d'établissements publics régionaux » ; et n° 113 : possibilité pour les collectivités territoriales d'exonérer de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères les personnes qui sont assujetties à la redevance spéciale ; adoptés - (p. 2121) : demande le retrait des amendements identiques n° 66 de M. Alain Pluchet et n° 80 de

M. Michel Souplet (suppression de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères lorsque la redevance spéciale est instituée) - **Art. 2 bis (institution d'une péréquation au profit des communes où sont entreposés ou traités les déchets)** : son amendement n° 28 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - (p. 2122) : s'oppose aux amendements n° 111 du Gouvernement (nouvelle rédaction de cet article) et n° 72 de M. Jean Simonin (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 3 (compétences des régions en matière de déchets)** (p. 2123) : ses amendements n° 29 : élargissement des modalités d'intervention des régions en matière de déchets industriels ; et n° 30, rédactionnel ; adoptés - Sur son amendement n° 29, accepte le sous-amendement n° 104 du Gouvernement - **Art. 5 (modifications de la loi 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement)** - *Avant le paragraphe I* (p. 2124) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 81 de M. Claude Huriet (notion de réversibilité d'un entreposage de longue durée) - *Paragraphe I (stockage souterrain de déchets)* (p. 2125) : ses amendement n° 31 : contenu du bilan écologique présenté par l'exploitant qui souhaite le renouvellement de l'autorisation de stockage ; n° 32, n° 33 rédactionnels et n° 34 : stockage souterrain de déchets ultimes ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 89 de Mme Danielle Bidard-Reydet (stockage souterrain en couche géologique profonde des produits dangereux) - (p. 2126) : sur ses amendements n° 32 et n° 34, accepte les sous-amendements du Gouvernement n° 105 et n° 110 - *Paragraphe II (autorisation du changement d'exploitant)* : son amendement n° 35 : rétablissement de la rédaction initiale ; adopté - Demande le retrait de l'amendement rédactionnel n° 82 de M. Michel Souplet - *Paragraphe IV (durée maximale d'exploitation)* (p. 2127) : son amendement n° 36 : installations de stockage et installations classées ; adopté - A titre personnel, s'oppose, sur ce dernier, au sous-amendement n° 112 du Gouvernement - (p. 2128) : s'oppose à l'amendement n° 90 de Mme Danielle Bidard-Reydet (prise en compte de tous les facteurs de nuisance des décharges et autres installations) - *Paragraphe V (périmètres de servitudes d'utilité publique)* : ses amendements n° 37 : précisions portant sur les servitudes d'utilité publique relatives à l'utilisation des sols ; adopté ; n° 38 : suppression du caractère automatique du dispositif prévoyant que les servitudes prennent fin dès le retrait des déchets ; retiré - *Paragraphe VI (information d'acheteur d'un terrain sur lequel était exploitée une installation autorisée)* : ses amendements rédactionnels n° 39 et n° 40 ; adoptés - *Paragraphe IX (remboursement en cas d'accident ou d'incident)* (p. 2129) : ses amendements n° 41 : suppression de la mention « des associations agréées » ; et n° 42 rédactionnel ; adoptés - Sur les amendements du Gouvernement, accepte le n° 106, de coordination et s'oppose au n° 107 (maintien des mots « de l'incident ou de l'accident ») - **Art. 6 (introduction de dispositions relatives aux stockages souterrains dans la loi du 15 juillet 1975)** - **Art. 11-1 A de la loi du 15 janvier 1975 (champ d'application)** (p. 2130) : son amendement rédactionnel n° 43 ; adopté - **Art. 11-1 de la loi précitée** : ses amendements n° 44 et n° 45, rédactionnels et n° 46 : concertation préalable à l'autorisation ; adoptés - **Art. 11-3 de la loi précitée (exploitation concomitante d'activité minière et de stockage)** (p. 2131) : ses amendements n° 47 : contrôle de l'exploitation concomitante par l'inspection des installations classées ; et n° 48 : suppression du second alinéa relatif aux cas de cessation d'activité d'une mine et avant ennoyage ; adoptés - Sur son amendement n° 47, accepte le sous-amendement n° 115 du Gouvernement - S'oppose à l'amendement n° 91 de Mme Danielle Bidard-Reydet (nécessité d'éviter toute concomanence entre le stockage des déchets et l'exploitation minière) - **Art. 11-4 de la loi précitée (application du code minier)** : son amendement rédactionnel n° 49 ; adopté - **Art. 7 (introduction de dispositions financières dans la loi du 15 juillet 1975)** - **Art. 22-1 de la loi précitée (définition des déchets industriels spéciaux)** (p. 2134) : son amendement de suppression n° 50 ; adopté - **Art. 22-2 de la loi précitée (taxe sur la mise en décharge)** : ses amendements n° 51 : assujettissement à la taxe des déchets ménagers et industriels banals qui sont déposés dans des décharges privées ou internes ; et n° 52 : limitation des transports de déchets qu'ils soient nationaux ou étrangers en application du principe de proximité ; adoptés - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 62 de M. Michel Souplet (dispense de la taxe de vingt francs par tonne pour les déchets déjà valorisés) - **Art. 22-3 de la loi précitée (déclaration du tonnage récep-**

tionné) (p. 2135) : s'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 92 (renforcement des moyens en personnels assermentés affectés dans les départements) et n° 93 (suppression de la troisième phrase du premier alinéa du paragraphe II relative à l'avis de passage des agents assermentés) - **Art. 22-4 de la loi précitée (création d'un fonds de modernisation de la gestion des déchets)** : ses amendements rédactionnels n° 53, n° 54 et n° 55 ; adoptés - (p. 2136) : son amendement n° 56 : installation intercommunale ; adopté - **Art. 22-5 de la loi précitée (groupements d'intérêt public)** : son amendement n° 57 : possibilité pour les groupements d'intérêt public d'agir au bénéfice direct des riverains des installations ; adopté - **Art. 8 (domaine d'intervention de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie)** : son amendement rédactionnel n° 58 ; adopté - **Après l'art. 8** : son amendement n° 114 : possibilité pour les sociétés de financement des économies d'énergie de participer, à l'aide de leurs moyens spécifiques, à une réalisation plus rapide de ces équipements ; adopté - **Art. 9 (modifications de l'article 24 de la loi du 15 juillet 1975)** (p. 2137) : ses amendements rédactionnels n° 59 et n° 60 ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 94 de Mme Danielle Bidard-Reydet (opposition au stockage des déchets étrangers sur le territoire français) - **Après l'art. 11** (p. 2138) : son amendement n° 61 : nécessité pour l'exploitant en cas de cessation d'activité d'une mine ou avant ennoyage de retirer tous les produits polluants ou déchets de toutes sortes résultant de l'exploitation passée ; adopté - Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 108 du Gouvernement.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 462 (91-92)] - (30 juin 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** : son intervention présentée par M. Henri Revol (p. 2263).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit [n° 35 (92-93)]** - (9 décembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3832) : bruit et santé - Homologation des matériels et engins bruyants - Riverains des infrastructures de transport terrestre nouvelles - (p. 3833) : bruit lié aux aéroports - Annulation par le Conseil d'Etat des décrets de janvier 1984 instituant une redevance pour nuisance phonique - Indemnisation des riverains d'aérodromes - Propose l'adoption de ce projet de loi - **Art. 1^{er} (objectifs de la loi)** (p. 3847) : son amendement n° 1 : nouvelle rédaction ; adopté - S'oppose aux amendements n° 84 de précision du Gouvernement et n° 57 de Mme Danielle Bidard-Reydet (priorité au développement de la recherche scientifique en matière de lutte contre les nuisances sonores) - **Intitulé du Titre I^{er}** : accepte l'amendement n° 58 de Mme Danielle Bidard-Reydet (« Prévention des nuisances sonores ») - **Avant le Chapitre I^{er}** : s'oppose à l'amendement n° 59 de Mme Hélène Luc (isolation phonique des locaux, d'habitation ou ouverts au public, à la charge des auteurs des nuisances sonores) - **Intitulé du Chapitre I^{er}** (p. 3849) : son amendement n° 2 : « Dispositions relatives aux objets et aux dispositifs destinés à réduire les émissions sonores » ; adopté - **Art. 2 (prescriptions applicables aux objets susceptibles de provoquer des nuisances sonores élevées)** : son amendement n° 3 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 3 (information de l'acheteur d'un objet sur ses caractéristiques acoustiques)** (p. 3850) : son amendement n° 4 : extension de l'obligation d'information aux loueurs professionnels et aux dispositifs de protection contre le bruit ; adopté après modification par le sous-amendement n° 85 du Gouvernement qu'il accepte - **Art. 4 (nullité d'un contrat de vente d'objets non homologués et certifiés)** : ses amendements n° 5 : extension aux dispositifs de protection contre le bruit ; et n° 6 de coordination ; adoptés - **Art. 5 (dérogation)** (p. 3851) : son amendement n° 7 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 6 (prescriptions applicables aux activités bruyantes)** : son amendement n° 8 : définition de catégories d'activités pouvant être soumises à autorisation ; adopté - (p. 3852) : ses amendements, n° 9 : consultation du Conseil national du bruit sur l'établissement de la nomenclature des activités bruyantes ; n° 10 : contenu des prescriptions générales ; n° 11 : études d'impact pour les activités soumises à autorisation ; et n° 12 : décret en Conseil d'Etat fixant les délais et conditions de mise en conformité des activités existantes ; adoptés - Sur l'amendement n° 10, s'oppose au sous-amendement n° 86 du Gouvernement - (p. 3853) : s'oppose aux amendements n° 53 de M. Roland Courteau (décret en Conseil d'Etat fixant les délais et conditions de mise en conformité des activités existantes) et n° 63 de Mme Danielle Bidard-Reydet

(délai de mise en conformité) - **Art. 7 (dérogation)** : ses amendements n° 13 : extension de la dérogation aux services publics de protection civile et de lutte contre l'incendie ; et n° 14 de coordination ; adoptés - **Après l'art. 7** (p. 3854) : accepte l'amendement n° 52 de M. Jean Simonin (réglementation du trafic d'hélicoptères) et, sur cet amendement, le sous-amendement n° 91 de M. Paul Caron - **Art. 8 (pouvoirs du maire à l'égard des activités s'exerçant sur la voie publique)** : son amendement de rectification n° 15 ; adopté - **Après l'art. 8** : son amendement n° 16 : pouvoirs du préfet à l'égard des activités s'exerçant sur la voie publique ; adopté - **Intitulé du Titre II** (p. 3855) : son amendement n° 17 : infrastructures de transports, d'urbanisme et de construction ; adopté - **Art. 10 (prise en compte des objectifs de lutte contre le bruit pour les nouvelles infrastructures de transport terrestre)** : ses amendements n° 18 rédactionnel et n° 19 : introduction dans le dossier de demande d'autorisation des mesures envisagées contre les nuisances sonores ; adoptés - **Art. 11 (classement des infrastructures de transport terrestre en fonction de leur impact sonore)** (p. 3856) : son amendement rédactionnel n° 20 ; adopté - Estime l'amendement n° 64 de Mme Danielle Bidard-Reydet satisfait par son amendement n° 10 (contenu des prescriptions générales) - **Intitulé du titre III** (p. 3857) : son amendement n° 21 : « Réparation des dommages causés par le bruit des transports » ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 88 du Gouvernement (« Protection des riverains des grandes infrastructures ») - **Avant l'art. 13** : son amendement n° 22 : division additionnelle : « Chapitre I^{er} : Bruit des transports terrestres » ; adopté - Son amendement n° 23 : rapport au Parlement sur le bilan des nuisances sonores résultant du transport routier et ferroviaire ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 89 du Gouvernement - (p. 3858) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 54 de M. Roland Courteau (fonds spécial de réparation des dommages résultant des nuisances phoniques pour les bâtiments d'habitation et recevant du public) - Son amendement n° 24 : division additionnelle : « Chapitre II : Bruit des transports aériens » ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 90 du Gouvernement (division additionnelle : « Chapitre II : Aide aux riverains des grands aérodromes ») - (p. 3859) : s'oppose aux amendements n° 65 (création d'une commission compétente pour les décisions de création ou d'extension d'infrastructures aéroportuaires après consultation des associations de riverains) et n° 66 (interdiction des atterrissages et décollages de nuit sur les aéroports situés à proximité des zones urbanisées) de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Art. 13 (institution d'une taxe d'atténuation des nuisances sonores au voisinage des aérodromes)** (p. 3860) : son amendement n° 25 : nouvelle rédaction ; adopté après modification par le sous-amendement n° 79 de M. Serge Vinçon, qu'il accepte - S'oppose à l'amendement n° 77 de M. Edouard Le Jeune (riverains des aérodromes militaires) - **Après l'art. 13** (p. 3861) : s'oppose à l'amendement n° 67 de Mme Danielle Bidard-Reydet (taxe d'atténuation des nuisances sonores au voisinage des héliports en milieu urbain) - **Art. 14 (taux de la taxe)** (p. 3862) : son amendement n° 26 : affectation du produit de la redevance à un compte spécial de prévention et de réparation des dommages résultant des nuisances phoniques ; adopté après modification par les sous-amendements n° 80 et n° 81 de M. Serge Vinçon, et n° 55 de M. Roland Courteau, qu'il accepte - **Art. 15 (modalités de recouvrement de la taxe)** (p. 3863) : son amendement n° 27 de suppression, pour coordination ; adopté - **Après l'art. 15** (p. 3864) : s'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 69 (participation des élus des départements et des communes exposés aux nuisances sonores, et des associations de riverains aux décisions concernant le développement et les conditions d'exploitation des aéroports), n° 70 (affectation au produit de la taxe au fonds d'aide aux riverains des grands aéroports) et n° 71 (commission d'atténuation des nuisances sonores) - (p. 3865) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 78 de M. Paul Caron (responsabilité de l'exploitant d'aéronefs, pour les dommages résultant du bruit causé par les atterrissages et les décollages, limitée à la responsabilité pour faute) - **Art. 16 (recherche et constatation des infractions)** : s'oppose à l'amendement n° 75 de Mme Françoise Seligmann (agents commissionnés : extension aux agents des services chargés de la culture et de la communication) - (p. 3866) : son amendement n° 28 : suppression de l'habilitation des agents des services de l'Etat chargés de la défense ; adopté - Ses amendements rédactionnels n° 29 et

n° 30 ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 72 de Mme Danielle Bidard-Reydet (non obligation d'information du procureur de la République dans le cas des agents des douanes) - **Art. 17** (*analyse et consignation des objets*) (p. 3867) : ses amendements n° 31, n° 32, n° 33, n° 34 et n° 35 : modification de la rédaction ; adoptés - **Intitulé du titre V** : son amendement n° 36 : « Sanctions » ; adopté - **Art. 18** : son amendement n° 37 : plafond des peines ; adopté - (p. 3868) : ses amendements n° 38 : cumul non obligatoire ; n° 39 : extension du doublement aux peines de prison ; n° 40, n° 41 et n° 42, de coordination ; n° 43, de rectification, et n° 44, de coordination ; adoptés - **Art. 19** (*procédure d'injonction sous astreinte*) (p. 3869) : son amendement n° 45 : nouvelle rédaction ; adopté - **Après l'art. 20** : au nom de la commission, se déclare opposé à l'amendement n° 56 de M. Roland Courteau (droit pour les associations agréées de se porter partie civile) - **Art. 21** (*sanctions administratives*) (p. 3870) : ses amendements n° 46 et n° 47 de coordination, n° 48, n° 49 et n° 50, rédactionnels ; et n° 51 de rectification - **Après l'art. 21** (p. 3871) : s'oppose à l'amendement n° 74 de Mme Danielle Bidard-Reydet (mise à l'étude de la construction d'un troisième aéroport pour la région d'Ile-de-France).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 143 (92-93)] - (20 décembre 1992) - Rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 4536) : accord en commission mixte paritaire, CMP - Survol des agglomérations par les hélicoptères - Possibilité pour les agents des collectivités locales de constater et de rechercher les infractions - Suppression des articles 13 B et 15 bis relatifs à la création d'un fonds spécial de réparation des dommages résultant des nuisances phoniques et au transfert de responsabilité des compagnies aériennes aux aérodromes - Aide aux riverains des aéroports - Insertion d'un article 14 bis A prévoyant l'affectation de la taxe à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ADEME - Définition des bénéficiaires des aides fixée pour chaque aérodrome par un plan de gêne sonore - Se déclare favorable au texte de la CMP.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1992 - Nouvelle lecture [n° 185 (92-93)]** - (23 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4746) : dégradation des conditions de travail du Sénat - Loi relative à la lutte contre le bruit.

HUGOT (Jean-Paul), sénateur de Maine-et-Loire (RPR).

Elu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles (*JO Lois et décrets du 8 octobre 1992*).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art (21 décembre 1992).

HUGUET (Roland), sénateur du Pas-de-Calais (S).

Elu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales (*JO Lois et décrets du 8 octobre 1992*).

HURIET (Claude), sénateur de la Meurthe-et-Moselle (UC).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires sociales.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets du 8 octobre 1992*) ; puis vice-président (*JO Lois et décrets du 9 octobre 1992*).

- Vice-président de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques ; de nouveau vice-président de cette délégation (*JO Lois et décrets du 16 octobre 1992*).

Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (*JO Lois et décrets du 16 octobre 1992*).

Membre titulaire du Conseil national du syndrome immunodéficientaire acquis (SIDA) jusqu'au 16 décembre 1992.

- Rapporteur de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme jusqu'au 12 juin 1992.

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice (*JO Lois et décrets du 25 novembre 1992*) ; puis vice-président (*JO Lois et décrets du 27 novembre 1992*).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage (18 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique du sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine, et modifiant le code de la santé publique (16 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (18 décembre 1992).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la coopération intercommunale et modifiant la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République [n° 377 (91-92)] (2 juin 1992) - **Communes**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à créer une possibilité de recours à l'égard des décisions des architectes des bâtiments de France [n° 404 (91-92)] (11 juin 1992) - **Patrimoine artistique, archéologique et historique**.

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme créée en vertu d'une résolution adoptée par le Sénat le 17 décembre 1991 [n° 406 (91-92)] (12 juin 1992) - **Santé**.

Proposition de loi relative à l'institution d'un fonds de concours à l'Etat pour le maintien des postes d'instituteurs en milieu rural [n° 439 (91-92)] (24 juin 1992) - **Enseignement**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 71 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif au don et à l'utilisation thérapeutique du sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine et modifiant le code de la santé [n° 95 (92-93)] (9 décembre 1992) - **Santé**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique du sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine et modifiant le code de la santé [n° 160 (92-93)] (19 décembre 1992) - **Santé**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant le livre V du code de la santé publique et relatif à la pharmacie et au médicament [n° 23 (91-92)]** - (19 mai 1992) - **Art. 6** (*Chapitre 1^{er} bis du Titre II du Livre V du code de la santé publique - règles applicables aux pharmacies à usage intérieur des établissements de santé*

et des établissements médico-sociaux traitant des malades) - Après l'art. L. 595-9 du code de la santé publique (p. 1263) : son amendement n° 45, soutenu par M. Jean Madelain : information du pharmacien d'un service de dialyse à domicile ou d'un établissement pénitentiaire en cas d'expérimentation envisagée sur des médicaments ; adopté - Art. 12 (Art. L. 596-1 - distribution et exportation des médicaments par des organismes humanitaires) (p. 1265) : son amendement n° 46, soutenu par M. Jean Madelain : avis du syndicat national de l'industrie pharmaceutique pour la création, auprès d'un organisme humanitaire, d'un établissement pharmaceutique ; retiré - Art. 18 (Art. L. 601-2 - dérogations au régime juridique de l'autorisation de mise sur le marché) (p. 1268) : sur l'amendement n° 25 de la commission (inscription dans la loi des trois cas de dérogation au régime de l'autorisation de mise sur le marché), ses sous-amendements n° 47 et n° 48, soutenus par M. Jean Madelain ; adoptés.

- **Projet de loi relatif aux relations entre les médecins et l'assurance maladie [n° 393 (91-92)]** - (24 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1986) : ambiguïtés de la convention nationale et de ses avenants - (p. 1987) : dialogue sur la maîtrise des dépenses - Taux d'évolution des dépenses - Remboursement des dépenses - Fixation du taux global - Dépassements d'honoraires - Collèges électoraux pour l'élection des membres des unions professionnelles - Codage des actes - Agence nationale d'évaluation médicale - **Question préalable** (p. 1994) : se déclare favorable à la motion n° 2 de la commission, tendant à opposer la question préalable - Procédure utilisée par l'Assemblée nationale - Taux prévisionnel - Codage des actes.

- **Projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement [n° 385 (91-92)]** - Suite de la discussion - (26 juin 1992) - Art. 5 (modifications de la loi 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) - Avant le paragraphe I (p. 2124) : son amendement n° 81, soutenu par M. Xavier de Villepin : notion de réversibilité d'un entreposage de longue durée ; adopté.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement [n° 485 (91-92)]** - (2 juillet 1992) (p. 2393) : colère des agriculteurs - Groupements agricoles d'exploitation en commun, GAEC - Politique agricole commune, PAC - Mesures d'accompagnement - Biocarburants - Lorraine - (p. 2401) : GAEC.

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique de sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine et modifiant le code de la santé publique [n° 71 (92-93)]** - (16 décembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4100, 4101) : directive européenne du 13 juin 1989 conférant aux produits stables dérivés du sang un statut de médicament - Agence française du sang - Financement de la collecte du sang - Produits de substitution issus des biotechnologies - (p. 4102) : Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies - Risque thérapeutique ; assurance - Agence du médicament - Propose l'adoption de ce projet de loi sous réserve de l'adoption des amendements de la commission - Avant l'art. 1^{er} (p. 4114, 4116) : son amendement n° 94 : titre additionnel relatif à l'Agence du médicament ; adopté - Art. 1^{er} (livre VI du code de la santé publique ; chapitre 1^{er} : « De la collecte du sang humain et de ses composants, et de la préparation de leurs produits dérivés ») - Premier alinéa et Art. L. 666-1 A du code de la santé publique (l'éthique transfusionnelle) (p. 4117) : son amendement n° 1 : modification de la rédaction et suppression de l'article L. 666-1 A ; adopté - Sur le même objet, s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 85 du Gouvernement - Art. L. 666-4 (interdiction des prélèvements sur les mineurs et les majeurs protégés) : son amendement rédactionnel n° 2 ; adopté - Art. L. 666-6 (modalités d'application du principe d'anonymat) (p. 4119) : son amendement rédactionnel n° 3 ; retiré au profit de l'amendement, sur le même objet, n° 86 du Gouvernement - Art. L. 666-7 (utilisation du sang et de ses composants) (p. 4120) : son amendement n° 4 : inscription des définitions des produits dérivés du sang ; adopté - Sur le même objet, s'oppose à l'amendement n° 91 du Gouvernement - (p. 4121) : s'oppose aux amendements n° 70 de M. Franck Sérusclat et n° 46 de Mme Marie-Claude Beaudeau supprimant l'assimilation des produits stables à des médicaments - Son amendement

n° 5 : dérogation en cas d'utilisation du sang à des fins de recherche ; adopté - Art. L. 666-8 (tarifs de cession des produits labiles) (p. 4122) : son amendement de coordination n° 6 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 47 de Mme Marie-Claude Beaudeau (réintroduction des produits dérivés) - Art. L. 666-9 (conservation, délivrance, distribution et utilisation des produits labiles) : son amendement n° 7, de coordination avec l'amendement n° 4 précédemment adopté par le Sénat ; adopté - (p. 4123) : ses amendements n° 82 : recours à décret pour la désignation de la section de l'Ordre national des pharmaciens dont le pharmacien doit relever ; et n° 8 : possibilité d'interdiction définitive de la distribution et de l'utilisation ; adoptés - Accepte l'amendement n° 71 de M. Franck Sérusclat (conservation des produits stables dans la pharmacie de l'établissement de santé qui ne dispose pas d'un établissement de transfusion sanguine) - Art. L. 666-10 (autorisation des importations de produits labiles) (p. 4124) : son amendement de coordination n° 9 ; adopté - S'oppose aux amendements n° 48 de Mme Marie-Claude Beaudeau (limitation au sang et aux produits dérivés collectés suivant les règles du non-profit et du bénévolat) et n° 72 de M. Franck Sérusclat (avis de l'Agence française du sang) - Art. L. 666-11 (hémovigilance) (p. 4125) : ses amendements, n° 10 de coordination ; adopté ; et n° 11 : définition de l'hémovigilance ; retiré au profit de l'amendement n° 73, sur le même objet, de M. Franck Sérusclat - S'oppose à l'amendement n° 49 de Mme Marie-Claude Beaudeau (application du dispositif d'hémovigilance aux produits stables comme aux produits dérivés du sang) - Art. 2 (chapitre II (nouveau) du code de la santé publique : « Du comité de sécurité transfusionnelle et de l'Agence française du sang ») - Art. L. 667-1 du code de la santé publique (comité de sécurité transfusionnelle) (p. 4127) : son amendement n° 12 : critères de compétences pour le choix des membres du comité ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 50 de Mme Marie-Claude Beaudeau (composition du comité) - Son amendement n° 13 : incompatibilité des fonctions de membre du comité avec celles de membre du conseil d'administration de l'Agence française du sang ; adopté - Art. L. 667-2 (fonctions du comité) (p. 4128) : son amendement rédactionnel n° 14 ; retiré au profit de l'amendement sur le même objet n° 109 du Gouvernement qu'il accepte - Art. L. 667-3 (saisine du comité - Rapport annuel) : s'oppose à l'amendement n° 74 de M. Franck Sérusclat (renforcement des pouvoirs du comité) - Art. L. 667-5 (fonctions de l'Agence française du sang) (p. 4129) : ses amendements, n° 15, n° 16, n° 17 et n° 18 : nouvelle rédaction précisant les missions de l'Agence ; adoptés - Art. L. 667-6 (administration de l'Agence française du sang) : accepte l'amendement n° 81 de Mme Anne Heinis (représentation des établissements publics de santé au sein du conseil d'administration) - Art. L. 667-8 (statut du personnel de l'Agence française du sang) (p. 4130) : s'oppose à l'amendement n° 51 de Mme Marie-Claude Beaudeau (appartenance du personnel à la fonction publique) et accepte l'amendement n° 95 du Gouvernement (contrats du personnel) - Son amendement n° 19 : retour à la rédaction initiale du Gouvernement ; adopté - Art. L. 667-9 (compétences des inspecteurs de l'Agence) : son amendement n° 20 : nouvelle rédaction ; adopté - Art. L. 667-10 (compétences du Laboratoire national de la santé) : accepte l'amendement de coordination n° 110 du Gouvernement - Art. L. 667-11 (création du fonds d'orientation de la transfusion sanguine) : son amendement n° 21 : affectation des ressources du fonds ; adopté - (p. 4132) : ses amendements, n° 22 et n° 23 : financement du fonds d'orientation ; contribution du Laboratoire français du fractionnement ; adoptés - Sur le même objet, s'oppose à l'amendement n° 75 de M. Franck Sérusclat et à l'amendement n° 52 de Mme Marie-Claude Beaudeau (suppression des dispositions prévoyant le financement du fonds d'orientation par une contribution des centres de transfusion) - Art. L. 667-12 (ressources de l'Agence) (p. 4133) : ses amendements, n° 24 : montant minimum de la contribution de l'Etat ; retiré ; et n° 25 rédactionnel ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 53 de Mme Marie-Claude Beaudeau (prise en charge totale par l'Etat) - Art. 3 (chapitre III (nouveau) du code de la santé publique : « Des établissements de transfusion sanguine ») - Art. L. 668-1 du code de la santé publique (activités et statut des établissements de transfusion sanguine) (p. 4135) : ses amendements, n° 26 rédactionnel, n° 27 : autorisation de distribution des médicaments dérivés du sang uniquement aux malades traités dans l'établissement ; n° 28 et n° 29 : procédure de constitution d'un

groupement d'intérêt public par les établissements de transfusion sanguine; adoptés - (p. 4136) : s'oppose à l'amendement n° 54 de Mme Marie-Claude Beaudou (régime de la loi de 1901 pour les associations entre établissements de transfusion) et accepte l'amendement n° 87 du Gouvernement (cohésion avec les dispositions de la loi hospitalière s'appliquant à certains grands établissements publics) - Art. L. 668-2 (conditions d'agrément des établissements de transfusion sanguine) : son amendement de coordination n° 30; adopté - Art. L. 668-4 (autorisation spécifique à l'exercice de certaines activités) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 55 de Mme Marie-Claude Beaudou - Art. L. 668-5 (conditions de recours à des produits labiles issus de collectes faites en dehors du territoire français) : son amendement de coordination n° 31; adopté - (p. 4137) : s'oppose à l'amendement n° 56 de Mme Marie-Claude Beaudou (autorisation limitée aux seuls produits collectés selon les principes du non-profit et du bénévolat) - Art. L. 668-8 (conditions de nomination des directeurs d'établissements de transfusion sanguine) : son amendement n° 83 : fixation par décret de la section de l'Ordre national des pharmaciens dont relèvent les pharmaciens mentionnés; adopté - Art. L. 668-11 (retrait des agréments et autorisations - procédure de suspension en cas d'urgence) (p. 4138) : ses amendements, proposant une nouvelle rédaction, n° 32; adopté après modification par le sous-amendement n° 76 de M. Franck Sérusclat qu'il accepte; n° 33, n° 34 et n° 35; adoptés - Art. 4 (chapitre IV (nouveau) du livre VI du code de la santé publique : « Des schémas d'organisation de la transfusion sanguine ») - Intitulé du chapitre IV (p. 4139) : s'oppose à l'amendement n° 57 de Mme Marie-Claude Beaudou (« Organisation de la transfusion sanguine ») - Art. L. 669-1 du code de la santé publique (ressorts territoriaux des schémas) (p. 4140) : son amendement n° 36 : conditions d'intervention du ministre chargé de la santé; adopté - S'oppose à l'amendement n° 58 de Mme Marie-Claude Beaudou (commissions départementales) - Art. L. 669-2 (conditions d'élaboration des schémas) (p. 4140) : s'oppose à l'amendement n° 59 de Mme Marie-Claude Beaudou (commissions régionales) - Art. L. 669-3 (contenu des schémas) : son amendement n° 37 : coopération entre les établissements de santé; adopté - S'oppose à l'amendement n° 60 de Mme Marie-Claude Beaudou (missions de l'Agence française du sang) - Sur les amendements de M. Franck Sérusclat, accepte le n° 77 (regroupement éventuel des établissements de transfusion sanguine) et demande le retrait du n° 78 (coordination des activités de recherche) - Art. L. 669-4 (commissions régionales et interrégionales d'organisation de la transfusion sanguine) (p. 4141) : ses amendements, n° 38 : représentants des associations des patients; et n° 39 de coordination; adoptés - S'oppose à l'amendement de suppression n° 61 de Mme Marie-Claude Beaudou - Art. 5 (chapitre V (nouveau) du livre VI du code de la santé publique : « Des médicaments dérivés du sang et du Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies ») - Intitulé du chapitre V (p. 4142) : s'oppose à l'amendement n° 62 de Mme Marie-Claude Beaudou (« Des produits dérivés du sang et des laboratoires de fractionnement ») - Art. L. 670-1 (application du régime des médicaments aux produits stables dérivés du sang) (p. 4143) : s'oppose à l'amendement n° 63 de Mme Marie-Claude Beaudou (non-assimilation à des médicaments des produits concernés) - Art. L. 670-2 (laboratoires français du fractionnement et des biotechnologies) : son amendement n° 40 : nouvelle rédaction; adopté après modification par le sous-amendement n° 96 du Gouvernement qu'il accepte - S'oppose à l'amendement n° 64 de Mme Marie-Claude Beaudou (application des règles de non-profit aux laboratoires de fractionnement) - Art. L. 670-3 (application des dispositions relatives à la préparation et à la vente en gros des produits pharmaceutiques) (p. 4144) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 65 de Mme Marie-Claude Beaudou - Art. L. 670-4 (conditions de délivrance des autorisations de mise sur le marché de médicaments dérivés du sang) (p. 4145) : son amendement de coordination n° 41; adopté - S'oppose à l'amendement n° 66 de Mme Marie-Claude Beaudou (nouvelle rédaction) - Accepte l'amendement n° 80 de M. Franck Sérusclat (limitation aux médicaments d'importation) - Art. L. 670-5 (renvoi à un décret en Conseil d'Etat des conditions d'application du chapitre V) (p. 4146) : accepte les amendements, n° 112 de coordination du Gouvernement, et n° 84 de M. Etienne Dailly (définition par décret des conditions d'assistance ou de remplacement

des pharmaciens au sein du Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies) - Art. 6 (chapitre VI (nouveau) du livre VI du code de la santé publique : « Dispositions pénales ») - Art. L. 671-5 du code de la santé publique (sanctions du non-respect des dispositions relatives à la modification des caractéristiques du sang) (p. 4147) : son amendement de coordination n° 42; adopté - Art. L. 671-6 (sanctions des atteintes au principe d'anonymat) : son amendement n° 43 : réduction de la peine prévue; adopté - Art. 7 (régime transitoire d'agrément des établissements de transfusion sanguine) : son amendement de coordination n° 44; adopté - Après l'art. 7 (p. 4148) : accepte l'amendement n° 88 du Gouvernement (cohésion avec les dispositions particulières figurant dans la loi hospitalière et s'appliquant à certains grands établissements publics) - Art. 9 (régime transitoire applicable aux produits dérivés stables) : son amendement rédactionnel n° 45; adopté - Accepte l'amendement n° 92 du Gouvernement (poursuite transitoire de l'activité des établissements de transfusion sanguine autorisés à fractionner le plasma) - Après l'art. 9 : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudou, n° 67 (diffusion des campagnes de promotion de don du sang par les médias audiovisuels) et n° 68 (collecte du sang en entreprise) - (p. 4149) : accepte l'amendement n° 93 du Gouvernement (règles particulières dans le cadre de la pharmacovigilance) - Après l'art. 10 : son amendement n° 111, soutenu par M. Jean Chérioux : dépistage de l'infection par le virus du sida pour les personnes transfusées entre 1980 et 1985; adopté - (p. 4151 à 4153) : accepte les amendements du Gouvernement, n° 89 (application des dispositions de la présente loi aux centres de transfusion sanguine des armées), n° 90 (extension directe de certaines dispositions aux territoires d'outre-mer), n° 108 et n° 99 de coordination avec l'amendement n° 94 de la commission adopté avant l'article 1^{er} (titre additionnel relatif à l'Agence du médicament); n° 100, n° 101, n° 102, n° 104, n° 105, n° 97, n° 103, n° 106 et n° 98 de cohérence - Intitulé du projet de loi (p. 4154) : accepte l'amendement n° 107 du Gouvernement (Projet de loi relatif à la sécurité en matière de transfusion sanguine et de médicaments).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 160 (92-93)] - (21 décembre 1992) - Rapporteur - Discussion générale (p. 4589) : financement des établissements de transfusion sanguine - Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies - Agence du médicament - Direction de la pharmacie - (p. 4590) ; produits sanguins - Taxe sur les eaux minérales - Laboratoire national de la santé - Propose l'adoption des conclusions de la CMP.

- **Projet de loi relatif aux relations entre les professions de santé et l'assurance-maladie - Nouvelle lecture [n° 78 (92-93)]** - (21 décembre 1992) - Discussion générale (p. 4616) : références médicales opposables aux médecins - Unions de médecins exerçant à titre libéral - Codification des actes et des pathologies - Secret médical - Votera ce texte assorti des amendements de la commission - Art. 2 (contenu de la convention nationale des médecins) (p. 4618) : ses amendements, n° 18 : mécanisme de maîtrise de l'évolution des dépenses médicales; et n° 19 : utilisation, pour l'application de la convention, des informations relatives à l'activité des praticiens : avis du comité national paritaire de l'information médicale; adoptés - Art. 4 (dispositif de maîtrise médicalisée) - Art. L. 162-6-3 du code de la sécurité sociale (sanctions financières dans le cas du non-respect des références médicales) (p. 4619) : ses amendements, modifiant la rédaction, n° 21; adopté; et n° 22; irrecevable (article 40 de la Constitution) - Art. 16 (dispositions relatives au codage des actes et des pathologies) - Art. L. 161-29 du code de la sécurité sociale (communication aux organismes d'assurance maladie du numéro de code des actes effectués et des pathologies) (p. 4622) : son amendement n° 24 : objectifs de santé publique; adopté - (p. 4623, 4624) : ses amendements, n° 25 : transmission des données résultant du codage aux unions des médecins; et n° 26 : préservation du secret médical par la limitation de l'accès aux données nominatives issues du traitement automatisé; retirés - Art. L. 161-30 (comité national paritaire de l'information médicale) : son amendement n° 27 : domaines de consultation du comité; adopté.

HUSSON (Roger), sénateur de la Moselle (RPR) - Secrétaire du Sénat.

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

Elu secrétaire du Sénat (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.
- Membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).
- Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification ; de nouveau membre de cette délégation (JO Lois et décrets du 16 octobre 1992).

Membre titulaire de la Commission nationale d'urbanisme (JO Lois et décrets du 15 octobre 1992).

- Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire (JO Lois et décrets du 23 décembre 1992).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Jacques Oudin, tendant à remplacer le régime complémentaire de retraite instituée au profit des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques par un nouveau régime complémentaire de retraite et de prévoyance [n° 376 (91-92)] (2 juin 1992) - **Fonctionnaires et agents publics.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 3 au 5 février 1992 par une délégation chargée d'étudier les régimes de protection sociale dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle [n° 420 (91-92)] (17 juin 1992) - **Sécurité sociale.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 471 (JO Débats du 21 octobre 1992) (p. 2732) - Ministère : Equipement - *Conditions de réalisation du TGV-Est* -

(Réponse : JO Débats du 7 novembre 1992) (p. 3108) - **Trains à grande vitesse (TGV).**

n° 512 (JO Débats du 26 novembre 1992) (p. 3473) - Ministère : Industrie - *Situation de la sidérurgie et des houillères en région Lorraine* - (Réponse : JO Débats du 12 décembre 1992) (p. 3965) - **Sidérurgie.**

n° 513 (JO Débats du 26 novembre 1992) (p. 3473) - Ministère : Anciens combattants - *Situation des anciens combattants d'Alsace-Moselle* - (Réponse : JO Débats du 12 décembre 1992) (p. 3966) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

INTERVENTIONS

- **Conclusions du rapport de M. Jacques Oudin**, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi n° 376 rectifiée (91-92), déposée avec M. Roger Husson, tendant à remplacer le régime complémentaire de retraite institué au profit des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques par un nouveau régime complémentaire de retraite et de prévoyance [n° 442 (91-92)] - (30 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 2273) : mission d'information sur la situation de l'institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques, IRCANTEC - Conseil d'administration - Population de l'IRCANTEC - Cotisations - (p. 2274) : situation financière - Données chiffrées - Mesures de titularisation - Augmentation des cotisations - Conseil d'administration de l'IRCANTEC - (p. 2275) : association nationale des contractuels du service public - Retraite complémentaire - Elus locaux - Avis favorable sur cette proposition de loi telle qu'elle ressort de la proposition de la commission des finances.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° 87 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (18 décembre 1992) - **Après l'art. 35** (p. 4334) : son amendement n° 98, soutenu par M. Jean Chérioux, analogue à l'amendement n° 91 de M. Alfred Foy (mesures en faveur des avocats et experts comptables exerçant conjointement la profession d'administrateur judiciaire et de mandataire judiciaire à la liquidation des entreprises) ; retiré.

J

JARROT (André), sénateur de Saône-et-Loire (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes ; de nouveau membre de cette délégation (JO Lois et décrets du 16 octobre 1992).

Juge suppléant de la Haute Cour de justice (JO Lois et décrets du 28 octobre 1992).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaires jusqu'au 14 octobre 1992.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée au Chili et en Argentine, du 23 janvier au 1^{er} février 1992 [n° 278 (91-92)] (2 avril 1992) - Amérique du Sud.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'adhésion au traité sur la non prolifération des armes nucléaires** [n° 249 (91-92)] - (29 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 944).

- **Projet de loi relatif aux conditions d'attribution de la carte de combattant** [n° 106 (92-93)] - (21 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4581) : anciens combattants des brigades internationales d'Espagne anciens combattants de la Résistance pour la plupart.

JEAMBRUN (Pierre), sénateur du Jura (RDE).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission des affaires culturelles (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Délégué titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale ; de nouveau délégué titulaire de ces assemblées (JO Lois et décrets du 22 octobre 1992).

Membre titulaire de la Commission nationale d'urbanisme commercial jusqu'au 15 octobre 1992.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'aviation marchande ; de nouveau membre titulaire de ce Conseil (JO Lois et décrets du 10 janvier 1992).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom des délégués élus par le Sénat sur les travaux de la Délégation française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale au cours de la 36^e session ordinaire (1990-1991) de cette Assemblée, adressé à M. le Président du Sénat, en application de l'article 108 du Règlement [n° 354 (91-92)] (20 mai 1992) - Union de l'Europe occidentale.

JEANNENEY (Jean-Noël), secrétaire d'Etat au commerce extérieur.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

secrétaire d'Etat à la communication le 4 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (JO Lois et décrets du 5 avril 1992).

En qualité de secrétaire d'Etat à la communication

DÉPÔTS

Projet de loi relatif à l'installation de réseaux de distribution par câble de services de radiodiffusion sonore et de télévision [n° 318 (91-92)] (6 mai 1992) - **Communication audiovisuelle**.

Déclaration du Gouvernement sur la presse et l'audiovisuel [n° 331 (91-92)] (12 mai 1992) - **Communication audiovisuelle**.

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 468 de M. Pierre-Christian Taittinger : **Sécurité publique** (Maintien de l'ordre et sécurité des spectateurs et des riverains du Parc des Princes) (JO Débats du 7 novembre 1992) (p. 3106).

n° 478 de M. Xavier de Villepin : **Enseignement** (Situation de l'enseignement français en Allemagne) (JO Débats du 11 novembre 1992) (p. 3105).

n° 487 de M. Gérard Larcher : **Télécommunications** (Restructuration du centre d'exploitation France Télécom de Rambouillet (Yvelines)) (JO Débats du 21 novembre 1992) (p. 3365).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au dépôt légal** [n° 247 (91-92)] - (14 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 603, 604) : historique - Organismes de gestion du dépôt légal - Champ d'application - Nouvelles techniques de communication - Films importés - Conseil scientifique du dépôt légal - Sanctions pénales - (p. 605) : exceptions - Critères et procédures de sélection des documents - Archives de la radio et de la télévision - Editions informatiques - Eléments chiffrés - (p. 612) : protection des sociétés d'auteurs et des éditeurs - Importation des films - Editions informatiques - (p. 613) : Institut national de l'audiovisuel, INA - Financement du dépôt légal - Intelligence artificielle - Unité et exhaustivité du dépôt légal - Archivage départemental ou régional - **Art. 1^{er}** (champ d'application du dépôt légal) (p. 614) : son amendement n° 27 : définition des matériels concernés par le dépôt légal ; devenu sans objet - (p. 615, 616) : s'oppose à l'amendement n° 1 de la commission (condition de subordination des logiciels et autres supports informatiques au dépôt légal et extension de la portée du dépôt légal des supports informatiques aux programmes sources) et sur ce dernier, aux sous-amendements de M. Jacques Thyraud, n° 25 et n° 26 - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 21 de M. Jacques Thyraud (dépôt légal volontaire de certains logiciels ou autres supports informatiques) - **Art. 2** (finalités du dépôt légal) (p. 617) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Jacques Thyraud (suppression de la référence à l'information des autorités de l'Etat) - **Art. 3** (modalités d'application du dépôt légal) (p. 618) : accepte les amendements de la commission, n° 2, n° 3 et n° 4, rédactionnels, ainsi que le n° 5 (suppression du terme de « procédés ») - **Art. 4** (dépôt des logiciels, des bases de données et des systèmes experts) (p. 619) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 6 de la commission - Ses amendements rédactionnels n° 28 et n° 29 ; devenus sans objet - **Art. 5** (détermination des personnes soumises à l'obligation de dépôt) : accepte l'amendement rédactionnel n° 7 de la commission - (p. 620) : accepte l'amendement rédactionnel n° 8 de la commission - Son amendement n° 30 : référence aux « autres produits de l'intelligence artificielle » ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement

n° 24 de M. Jacques Thyraud (extension aux producteurs des éditions informatiques de l'obligation du dépôt légal et exclusion des produits informatiques importés) - (p. 621) : accepte les amendements de la commission n° 9 et n° 10 rédactionnels ainsi que le n° 11 (rédaction désignant la future chaîne culturelle européenne) - **Art. 6 (organismes ou services responsables du dépôt légal)** (p. 622) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 12 de la commission - S'oppose à l'amendement n° 18 de M. Charles Lederman (octroi à la Bibliothèque nationale de la maîtrise du dépôt légal) - **Art. 9 (insertion d'un alinéa nouveau dans l'article 49 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986)** (p. 623) : accepte l'amendement n° 13 de la commission (missions de l'Institut national de l'audiovisuel) - **Art. 10 (codification des missions exercées par le Centre national de la cinématographie)** (p. 624) : accepte les amendements de la commission, n° 14 (missions du Centre national de la cinématographie) et n° 15 rédactionnel - **Art. 11 (applicabilité de la législation relative au dépôt légal dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte)** (p. 625) : procédure de consultation des territoires d'outre-mer - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 17 de M. Daniel Millaud (inapplicabilité à la Polynésie française) - **Art. 12 (abrogation de la loi du 21 juin 1943)** : accepte l'amendement n° 16 de la commission (abrogation également de l'article 55 de la loi n° 85-660 du 3 juillet 1985 relative aux droits d'auteurs et aux droits des artistes interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle) - **Après l'art. 12** (p. 626) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Charles Lederman (financement du dépôt légal gagé par un relèvement de l'impôt de solidarité sur la fortune) - **Sur l'ensemble** (p. 627) : collectivités territoriales.

- **Déclaration du Gouvernement sur la presse et l'audiovisuel, suivie d'un débat [n° 331 (91-92)]** - (12 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1051) : comparaisons internationales - Presse écrite - Publicité - Aides de l'Etat - (p. 1052) : concentration - Déontologie - Liberté de la presse - Radiodiffusion - Police des « fréquences » - (p. 1053) : Radio France - Radio France internationale - Radios privées - Mesures législatives - Télévision - Câble - (p. 1054) : secteurs privé et public de l'audiovisuel - Paysage audiovisuel français - La Cinq - Redressement d'Antenne 2 et de FR 3 - Chaîne culturelle européenne ARTE - (p. 1055) : coopération franco-allemande - Demande d'émissions culturelles - Cohérence de programmation entre Antenne 2, FR 3 et ARTE - (p. 1056, 1057) : projet de loi de finances rectificative pour 1992 - Production de programmes audiovisuels - INA - Télédiffusion de France - Canal France international, TV 5, satellites - Euronews - (p. 1078, 1079) : éthique - Presse écrite - Entreprises de presse - Distribution de la presse - Prêts bonifiés à intérêts différés - (p. 1080) : « lectorat » de la presse - Comparaisons internationales - Fonds d'aide à l'expansion de la presse à l'étranger - Radiodiffusion - Publicité de marque - (p. 1081) : CSA - Quotas de diffusion - TV 5 - Câble - ARTE - Redevance - (p. 1082) : financement de ARTE, d'Antenne 2 et de FR 3 - Recettes publicitaires - FR 3 - Langues régionales - CSA - ARTE - (p. 1084) : coopération franco-allemande - Euronews - ARTE - Télévision éducative - (p. 1085) : préemption par le Gouvernement de la fréquence de La Cinq au profit de ARTE.

- **Projet de loi relatif au code de la propriété intellectuelle (partie législative) [n° 301 (91-92)]** - (15 mai 1992) - **Débat restreint** (p. 1197) : Commission supérieure de codification - **Art. 1^{er} (code de la propriété intellectuelle)** - **Art. L. 112-2 du code de la propriété intellectuelle (liste des oeuvres considérées comme oeuvres de l'esprit donnant lieu à protection des droits des auteurs)** (p. 1229) : s'oppose à l'amendement n° 1 de la commission (mention des progiciels) - **Art. L. 132-3 (définition du contrat de compte à demi)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 2 de la commission - **Art. L. 411-4 (compétences du directeur de l'Institut national de la propriété industrielle)** : accepte l'amendement de forme n° 3 de la commission - **Art. L. 611-17 (liste de créations ou d'éléments non brevetable)** (p. 1230) : demande le retrait de l'amendement n° 4 de la commission (cas des organismes génétiquement modifiés) - **Art. L. 612-14 (rapport de recherche)** : accepte les amendements de la commission, n° 5 (simplification de la procédure par décret) et n° 6 de conséquence - **Art. L. 613-25 (nullité en matière de brevets)** (p. 1231) : demande le retrait de l'amendement n° 7 de la commission (suppression de la men-

tion de la décision de justice) - **Art. L. 623-9 (fixation par voie réglementaire de la liste des espèces végétales qui ne peuvent être divulguées et exploitées librement sans autorisation spéciale)** : demande le retrait de l'amendement n° 8 de la commission (arrêté conjoint du ministre de la défense et du ministre de l'agriculture) - **Art. L. 623-16 (redevances en matière d'obtentions végétales)** : s'oppose à l'amendement n° 9 de la commission (fixation du barème par arrêté conjoint du ministre de l'agriculture et du ministre de l'économie) - **Avant l'art. L. 722-1 - Art. L. 722-1 à L. 722-8 (chapitre II du titre II du livre VII de la deuxième partie du code : procédures judiciaires et de protection des appellations d'origine)** : accepte les amendements de la commission n° 11 à n° 19 (suppression de cette division de son intitulé et de ses articles) - **Avant l'art. L. 723-1 - Art. L. 723-1 à L. 723-4 (chapitre III : procédures administratives de protection des appellations d'origine)** : accepte les amendements de la commission, n° 20 à n° 24 (suppression de cette division, de son intitulé et de ses articles) - **Avant l'art. L. 724-1 - Art. L. 724-1 à Art. L. 724-3 (chapitre IV : sanctions pénales)** : accepte les amendements de la commission, n° 25 à n° 28 (suppression de cette division, de son intitulé et de ses articles) - **Art. 3 (théorie du code « pilote » et du code « suiveur »)** (p. 1234) : accepte l'amendement n° 29 de la commission (référence à la partie législative du code) - **Art. 4 (application dans les territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte)** : accepte l'amendement n° 30 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 5 (abrogations)** (p. 1235) : accepte l'amendement de conséquence n° 31 de la commission - **Après l'art. 5** : accepte l'amendement n° 32 de la commission (introduction dans la loi du 6 mai 1919 relative aux appellations d'origine d'une référence au code de la propriété intellectuelle) - **Sur l'ensemble** (p. 1236) : remerciements.

- **Projet de loi relatif au dépôt légal - Deuxième lecture [n° 351 (91-92)]** - (5 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1469, 1470) : travaux parlementaires - Dépôt légal des archives de l'audiovisuel à caractère régional ou local et des programmes du câble - Dépôt des programmes sources des éditions informatiques - Polynésie française - Dépôt légal minimal au ministère de l'intérieur - (p. 1471, 1472) : financement du dépôt légal - Accès des non-voyants aux documents déposés.

- **Projet de loi relatif à l'installation de réseaux de distribution par câble de services de radiodiffusion sonore et de télévision [n° 318 (91-92)]** - (15 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1677) : triplement du nombre d'abonnés au câble en France depuis deux ans - Avenir audiovisuel - (p. 1678) : augmentation du choix du téléspectateur grâce au câble - Services Educable et Odyssée - Télévisions locales - Radio France - Diminution du prix des abonnements grâce aux efforts de France Télécom - Attribution de régimes dérogatoires aux chaînes du câble par le Conseil supérieur de l'audiovisuel, CSA - Difficultés de raccordement des immeubles au réseau câblé - (p. 1679) : câblage des HLM - Mise en conformité technique des réseaux - Instauration d'un nouveau cadre juridique pour l'établissement des réseaux câblés dans les immeubles - Sauvegarde des droits des propriétaires - (p. 1683) : développement et renforcement de l'efficacité du plan câble - **Art. 2 (article 34 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication)** (p. 1683) : accepte les amendements rédactionnels de la commission, n° 2 et n° 3 - **Après l'art. 2** (p. 1684) : accepte l'amendement n° 4 de la commission (extension du régime de déclaration préalable de l'article 43 de la loi du 30 septembre 1986 à l'exploitation de certains réseaux) - **Art. 3 (article 34-3 nouveau inséré dans la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986)** (p. 1685) : s'oppose à la première partie de l'amendement n° 5 de la commission (installation des câbles et équipements annexes de manière non domageable aux propriétés) et accepte la deuxième partie de cet amendement (installation des câbles et équipements annexes de manière non domageable à la qualité esthétique des lieux) - Son amendement n° 15 : installation des câbles et équipements annexes de manière non domageable à la qualité esthétique des lieux ; devenu sans objet - (p. 1686) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 6 de la commission (possibilité pour les syndicats de copropriété de convoquer les assemblées générales pour informer les copropriétaires des modalités de la servitude pendant un délai de trois mois) et accepte son amendement rédactionnel n° 7 et son amendement n° 8 (détermination par

décret en Conseil d'Etat des conditions d'accès des agents mandatés par le bénéficiaire de la servitude aux parties des immeubles affectés à un usage commun) - **Art. 4 (article 23 et 24 de la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990)** (p. 1687) : accepte l'amendement n° 13 de M. Claude Estier (fixation possible au-delà de deux ans des délais s'appliquant aux spécifications techniques d'ensemble) - **Après l'art. 4** (p. 1688) : accepte l'amendement n° 14 de M. Claude Estier (modifications de la loi n° 66-457 du 2 juillet 1966 relative à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion).

- **Projet de loi relatif au code de la propriété intellectuelle (partie législative) - Deuxième lecture [n° 392 (91-92)]** - (15 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1688) : appellations d'origine - Rédaction de l'article 6 conforme aux méthodes de la commission supérieure de codification.

- **Projet de loi relatif à l'installation de réseaux de distribution par câble de services de radiodiffusion sonore et de télévision - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 467 (91-92)]** - (1^{er} juillet 1992) - **Discussion générale** (p. 2316).

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale [n° 3 (92-93)] - Suite de la discussion** - (19 novembre 1992) - **Art. 32 quater (publication de la décision de non-lieu)** (p. 3265) : ses amendements, n° 341-II : substitution des mots « écrits périodiques » à ceux de « écrits périodiques ou services de communication audiovisuelle » ; devenu sans objet ; et n° 342 : diffusion d'un communiqué par un service de communication audiovisuelle ; retiré - **Après l'art. 32 sexies** (p. 3269) : s'oppose à l'amendement n° 70 de la commission (sanction du refus de droit d'insertion) - **Art. 32 nonies (perquisitions dans les locaux d'une entreprise de presse ou de communication audiovisuelle)** (p. 3274) : s'oppose aux amendements n° 262 de M. Claude Estier (domicile d'un journaliste salarié) et n° 208 de M. Charles Lederman (renforcement de la protection de la libre information).

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques [n° 10 (92-93)] - Suite de la discussion** - (2 décembre 1992) - **Avant l'art. 11** (p. 3586, 3587) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 245 (mesure d'aide en faveur de la presse écrite), n° 246 (suppression des coupures publicitaires) et n° 247 (obligation pour les ministères ou les établissements publics nationaux d'acheter des espaces publicitaires dans la presse écrite) - **Art. 11 (communication du barème des prix et des conditions de vente des prestataires de service)** (p. 3589 à 3591) : sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 120 (nouvelle rédaction du premier paragraphe de cet article relatif à l'application du principe de transparence aux prestations de service) et n° 121 (suppression de la mention relative à l'établissement du contrat en autant d'exemplaires qu'il y a de parties) et accepte le n° 122 (limitation à cinq ans au plus de la peine d'exclusion des marchés publics) - **Art. 12 (sanctions pour absence de facturation ou pour omission d'une mention obligatoire sur une facture)** (p. 3592) : s'oppose à l'amendement n° 123 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 13 (prestations de publicité)** (p. 3594, 3595) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 125 de la commission et n° 88 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis - **Après l'art. 13** (p. 3596) : s'oppose à l'amendement n° 206 de M. Claude Estier (réglementation du cumul des mandats) - **Avant l'art. 14** (p. 3597) : s'oppose à l'amendement n° 250 de M. Philippe Marini (limitation des possibilités d'acquisition d'espaces publicitaires par un seul acheteur d'espaces publicitaires) - **Art. 14 (prestations de publicité)** (p. 3598) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 126 de la commission, n° 37 de M. Ernest Cartigny et n° 89 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis, ainsi qu'à l'amendement n° 11 de M. Xavier de Villepin (rétablissement de la commission d'agence) - **Art. 15 (prestations de publicité)** (p. 3599) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 127 de la commission et n° 38 de M. Ernest Cartigny, ainsi qu'à l'amendement n° 90 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis (suppression de la « sur-commission de préconisation » pour tous les prestataires de conseil en plan média ou de préconisation de support) - **Art. 16 (prestations de publicité)** (p. 3601) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 128 de la commis-

sion et n° 39 de M. Ernest Cartigny ; accepte les amendements n° 91, n° 92 et n° 93 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis, relatifs au contrôle contractuel de la diffusion des messages publicitaires - **Art. 18 (prestations de publicité)** (p. 3602) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 140 de la commission et n° 41 de M. Ernest Cartigny - **Art. 18 bis (prestations de publicité)** : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 131 de la commission et n° 42 de M. Ernest Cartigny - **Art. 18 ter (prestations de publicité)** (p. 3603) : s'oppose à l'amendement n° 132 de la commission (fixation de la date d'entrée en vigueur des articles 11 et 12) - **Art. 18 quater (prestations de publicité)** (p. 3604) : s'oppose à l'amendement n° 102 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis (nouvelle rédaction) - **Chapitre II (prestations de publicité)** (p. 3605) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 124 de la commission.

JOLIBOIS (Charles), sénateur du Maine-et-Loire (rattaché administrativement au groupe UREI, puis UREI).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire de la Commission d'accès aux documents administratifs jusqu'au 28 février 1992.

Membre titulaire de la commission consultative des archives audiovisuelles de la justice jusqu'au 16 avril 1992.

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice (*JO* Lois et décrets du 25 novembre 1992) ; puis rapporteur (*JO* Lois et décrets du 27 novembre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes (24 janvier 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature (15 janvier 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens (3 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives (18 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la Nation, l'Etat et la paix publique (24 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur (21 octobre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique du sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine, et modifiant le code de la santé publique (16 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (18 décembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° 451 (91-92)] (24 juin 1992) - Code pénal ; retiré le 1^{er} juillet 1992.

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes [n° 477 (91-92)] (1^{er} juillet 1992) - Code pénal.

Rapport, fait au nom de la commission élue spécialement pour son examen conformément à l'article 86, alinéa 3, du règlement sur la proposition de résolution [n° 49 (92-93)] de M. Jacques Sourdille et plusieurs de ses collègues, portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoux, ancien ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, chargé de la Santé, devant la Haute Cour de justice [n° 101 (92-93)] (9 décembre 1992) - **Commissions d'enquête parlementaires.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 87 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant diverses mesures d'ordre social [n° 128 (92-93)] (16 décembre 1992) - DMOS.

Rapport, fait au nom de la commission chargée de son examen conformément à l'article 86, alinéa 3 du règlement, sur la proposition de résolution [n° 165 (92-93)], adoptée par l'Assemblée nationale, portant saisine de la commission d'instruction prévue par l'ordonnance n° 59-1 du 2 janvier 1959 portant loi organique sur la Haute Cour de justice pour M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, Mme Georgina Dufoux, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat à la santé auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale [n° 166 (92-93)] (20 décembre 1992) - **Parlement.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique** [n° 13 (91-92)] - Suite de la discussion - (23 avril 1992) - **Art. 1^{er}** (les dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et des délits contre la nation, l'Etat et la paix publique sont fixées par le livre IV annexé à la présente loi) (réservé jusqu'après l'examen des articles du code pénal qui y sont annexés) - **Titre III** (des atteintes à l'autorité de l'Etat) - **Chapitre II** (Des atteintes à l'administration publique commises par des personnes exerçant une fonction publique) - **Section 3** (Des manquements au devoir de probité) - **Art. 432-12 du code pénal** (délit d'ingérence) (p. 828) : son amendement n° 150 : 1°) effets de l'érosion monétaire ; 2°) délit d'ingérence ; 3°) et 4°), rédactionnels ; adopté.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes** - **Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 477 (91-92)] - (7 juillet 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2484 à 2486) : accord de la CMP - Période de sùreté - Sanction de l'auto-avortement - Interdiction du territoire - Amendements du Gouvernement - Demande l'adoption des conclusions de la CMP assorties des amendements du Gouvernement - **Art. unique** (p. 2496) : accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement (entrée en vigueur du nouveau code pénal) - **Art. 211-4-1 à 227-21-1** (p. 2496 à 2500) :

accepte les amendements du Gouvernement de coordination n° 2 à n° 7, n° 9, n° 11 à n° 13, n° 16 à n° 19, n° 21 à n° 25, n° 26 et n° 27 ; les amendements rédactionnels n° 8 et n° 28, ainsi que les amendements n° 10 (renvoi à la définition des stupéfiants donnée dans le code de la santé publique), n° 14 (application des peines en cas de retrait de consentement en recherche biomédicale), n° 15 (application aux personnes physiques coupables d'infractions ayant mis en danger autrui, de la peine d'affichage ou de diffusion de la condamnation encourue par des personnes morales) et n° 20 (peine de confiscation du fonds de commerce) - **Sur l'ensemble** (p. 2501) : remerciements à M. le Président de la commission des lois.

- **Conclusions du rapport de M. Charles Jolibois**, fait au nom de la commission élue spécialement pour son examen conformément à l'article 86, alinéa 3, du règlement, sur la proposition de résolution (n° 49, 92-93) de M. Jacques Sourdille déposée avec plusieurs de ses collègues portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoux, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de Justice [n° 101 (92-93)] - (10 décembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3888) : création de la commission d'enquête fin 1991 à la suite de la pétition d'hémophiles contaminés - Articles 67 et 68 de la Constitution : mise en cause d'anciens ministres - Scandale de la transfusion sanguine - Description de la procédure de renvoi devant la Haute Cour de justice - Vote par le Parlement d'une résolution conforme des deux assemblées - (p. 3889) : principe de la présomption d'innocence définie à l'article IX de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen - Circulaire de la direction générale de la santé du 20 juin 1983 et élimination des dons du sang des personnes à risques - Découverte formelle en 1984 de la contamination des produits sanguins distribués par le Centre national de la transfusion sanguine - Retards dans la mise en place des moyens de dépistage - (p. 3890) : indemnisation prévue des victimes par la loi du 31 décembre 1991 - Condamnations de MM. Garetta, Allain et Roux - Proposition de résolution portant accusation de M. Laurent Fabius, Mme Georgina Dufoux et M. Edmond Hervé, déclarée recevable par le Bureau du Sénat - (p. 3891) : respect du principe de la présomption d'innocence et souci d'éviter un déni de justice - Affirmation du principe de la non-rétroactivité scientifique - Limitation à Mme Georgina Dufoux et à M. Edmond Hervé, de la procédure de renvoi devant la commission d'instruction de la Haute Cour de justice et exclusion de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de la proposition de résolution originelle - Exclusion du crime d'empoisonnement des incriminations et prise en compte des trois qualifications figurant dans la proposition de résolution initiale : non assistance à personne en danger, homicide et coups et blessures involontaires et fraude sur les produits entraînant un danger pour la santé de l'homme - (p. 3892) : recherche de la vérité - **Art. unique** (p. 3899) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Marc Lauriol (renvoi de M. Laurent Fabius devant la commission d'instruction de la Haute Cour de justice).

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° 87 (92-93)] - (17 décembre 1992) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 4243, 4244) : abrogation des dispositions du nouveau code pénal - Départementalisation des secours - Transmission d'un bail - Renouvellement du bail aux locataires en meublé - Code de la construction et de l'habitation - Gestion des carrières des ingénieurs - Sanction de l'IVG pratiquée par une femme sur elle-même - Suppression d'une disposition ayant fait l'objet d'un accord de CMP - Demande l'adoption des amendements présentés par la commission des lois.

Suite de la discussion - (18 décembre 1992) - Rapporteur pour avis - **Art. 15 bis (par priorité)** (dépenalisation de l'auto-avortement) (p. 4268) : son amendement de suppression n° 58, identique à l'amendement de suppression n° 24 de la commission ; adopté - Accord de la CMP lors de l'examen du nouveau code pénal - Amendements de l'Assemblée nationale - (p. 4272) : concessions pour parvenir à l'accord lors de la CMP - **Après l'art. 35 (par priorité)** (p. 4314) : son amendement n° 63, soutenu par M. Bernard Seillier : modification de la date d'entrée en vigueur des dispositions de l'article 89 de la

loi d'orientation relative à l'administration territoriale de la République ; retiré au profit de l'amendement n° 120 de M. Michel Charasse (report d'application des dispositions relatives à la départementalisation des services d'incendie de la loi d'orientation relative à l'administration territoriale de la République) (service départemental d'incendie de la ville de Marseille) (exclusion des départements de plus de 500 000 habitants ayant départementalisé les matériels et dotés d'un centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (CODIS) et d'un centre de transmission de l'alerte (CTA)) - **Art. 21 C** (maintien dans les lieux de toute personne partageant un logement avec un locataire en cas de décès de celui-ci) (p. 4325) : son amendement de suppression n° 59, soutenu par M. Bernard Seillier ; adopté - **Art. 24** (intégration d'ingénieurs des instruments de mesures dans le corps des ingénieurs des mines) (p. 4327) : son amendement n° 60, soutenu par M. Bernard Seillier ; rétablissement de l'article supprimé par l'Assemblée nationale ; adopté - **Art. 34** (maintien dans les lieux des clients des hôtels, pensions de famille et meublés) (p. 4331) : son amendement de suppression n° 61, soutenu par M. Bernard Seillier ; adopté - **Art. 35** (relogement des occupants d'un immeuble faisant l'objet d'un arrêté de péril) (p. 4332) : son amendement de suppression n° 62, soutenu par M. Bernard Seillier ; adopté.

- **Proposition de résolution portant saisine de la commission d'instruction prévue par l'ordonnance n° 59-1 du 2 janvier 1959 portant loi organique sur la Haute Cour de justice pour M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat à la santé auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale [n° 165 (92-93)]** - (20 décembre 1992) - Rapporteur de la commission chargée de l'examen de la proposition de résolution - **Discussion générale** (p. 4520) : rejet par l'Assemblée nationale de la proposition de résolution adoptée par le Sénat le 10 décembre dernier et adoption d'une nouvelle proposition de résolution tendant à la saisine de la commission d'instruction de la Haute Cour de justice de MM. Laurent Fabius, Edmond Hervé, et de Mme Georgina Dufoix - Rédaction de l'énoncé sommaire des faits et des qualifications retenues - Non assistance à personne en danger - (p. 4521) : affirmation du principe de la présomption d'innocence et prise en compte des connaissances scientifiques et médicales au moment des faits - Au nom de la commission, se déclare favorable à l'adoption de la proposition de résolution émanant de l'Assemblée nationale.

JOSPIN (Lionel), ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Déclaration de politique générale [n° 251 (91-92)] (7 février 1992) - **Politique générale.**

INTERVENTIONS

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat** [n° 251 (91-92)] - (7 février 1992) - **Discussion générale** (p. 497) : affaire Habache - Calendrier des consultations électorales - (p. 498) : affaires politiques - Affaire Habache - (p. 499) : Etat de droit - Transparence de la vie politique - Démagogie - Emplois - (p. 500) : politique industrielle - Economie - Formation professionnelle - Protection sociale - Comptes de la sécurité sociale - Assurance maladie - Retraite - (p. 501) : régions - Délocalisation des organismes publics - Politique rurale - Environnement - Equipement - Place de la France dans le monde - Communauté européenne - Accord de Maastricht - Politique étrangère - Economie mixte - Programme de la session ordinaire de printemps.

- **Conférence des présidents** - (7 février 1992) (p. 503) : indique que le ministre des relations avec le Parlement n'a pas

donné son accord à la modification de l'ordre du jour relative au débat sur la déclaration de politique générale du Gouvernement.

JOSSELIN (Charles), secrétaire d'Etat à la mer le 4 avril 1992 dans le Gouvernement Béréégovoy (JO Lois et décrets du 5 avril 1992).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Alphonse Arzel : **Mer et littoral** (*Application de la loi littoral et révision des POS*) (JO Débats du 18 décembre 1992) (p. 4199).

de M. Guy Cabanel : **Transports aériens** (*Difficultés du transport aérien intérieur*) (JO Débats du 18 décembre 1992) (p. 4205).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 433 de M. Xavier de Villepin : **Ports** (*Conséquences pour Djibouti de la paralysie des ports français*) (JO Débats du 13 juin 1992) (p. 1652).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant le régime du travail dans les ports maritimes** [n° 349 (91-92)] - (26 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1375, 1376) : ports - Dockers - Travail : conditions - Collectivités territoriales - Chambres de commerce et d'industrie - Manutention - Transports ferroviaires - Conteneurs - Carburants : prix - Desserte des grands ports - Modernisation de la gestion portuaire - (p. 1377) : adaptation des procédures douanières - Ports maritimes - Mensualisation - Déperéquation - Chômage des dockers intermittents - Amélioration de la formation professionnelle - Accidents du travail - (p. 1378) : revalorisation des retraites des dockers mensualisés - Droit du travail - Statut de 1947 - Rôle de la convention collective nationale de branche - Déperéquation du financement du régime de l'emploi des dockers - Mise en place d'un plan social à l'échelon national - (p. 1391, 1392) : urgente amélioration de la situation des ports français - Malaise social - Réduction constante des effectifs des dockers depuis 1978 - Statut de 1947 - Investissements en matière d'équipement portuaire - Développement des dessertes terrestres - Réforme des concessions portuaires - (p. 1393) : participation de l'Etat au financement des plans sociaux - Elaboration des décrets d'application en cours - Mise en place d'une procédure de suivi des évolutions économiques et sociales - Recul de la flotte française - Concurrence des armateurs asiatiques - Favorable à l'informatic portuaire - Relance des ports français - **Art. 1^{er}** (*modification du livre V de la première partie du code des ports maritimes*) (p. 1399) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Félix Leyzour (élargissement du champ d'application du livre V du code des ports maritimes) - (p. 1402) : sur la modification du paragraphe II de l'article L. 511-2 du code des ports maritimes relatif à la définition des catégories d'ouvriers dockers, s'oppose aux amendements de M. Robert Pagès, n° 6 et n° 13, de M. Félix Leyzour, n° 7 et n° 10, de M. Louis Minetti, n° 8 et n° 9, de M. Hector Viron, n° 11, et de M. Ivan Renar, n° 12 - (p. 1403) : s'oppose aux amendements n° 14 de M. Hector Viron (réinsertion dans le domaine législatif des opérations affectées exclusivement aux ouvriers dockers, telles qu'elles étaient prévues par la loi du 6 septembre 1947) et n° 16 de M. Félix Leyzour (nouvelle rédaction de l'article L. 511-5 du code des ports maritimes relatif au cas d'insuffisance du nombre de dockers professionnels intermittents) - (p. 1404) : financement du plan social d'un port par les entreprises nouvelles - Conventions collectives - S'oppose aux amendements n° 17 de M. Louis Minetti et n° 18 de M. Robert Pagès relatifs à la modification du paragraphe VII de cet article (article L. 521-4 du code des ports maritimes) sur les attributions de la Caisse nationale de garantie des ouvriers dockers - (p. 1405) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 19 de M. Ivan Renar - S'oppose à l'amendement n° 20 de M. Louis Minetti (représentation de tous les dockers au conseil d'administration

de la Caisse nationale de garantie des ouvriers dockers) - (p. 1406) : s'oppose aux amendements n° 21 et n° 22 de M. Félix Leyzour (modification du paragraphe IX de cet article (article L. 521-6 du code des ports maritimes) relatif aux ressources et charges des bureaux centraux de la main-d'oeuvre) - S'oppose aux amendements n° 23 de M. Félix Leyzour et n° 24 de M. Hector Viron (modification du paragraphe XI de cet article (article L. 521-8 du code des ports maritimes) relatif à la régulation localisée des effectifs) - (p. 1407) : s'oppose aux amendements n° 15 de M. Robert Pagès (suppression du paragraphe XII (article L. 521-9 du code des ports maritimes) relatif à l'abrogation de cet article), n° 25 de M. Hector Viron (modification du paragraphe XIII de cet article (article L. 531-1 du code des ports maritimes) relatif à la sanction des infractions) et n° 26 de M. Ivan Renar (modification du paragraphe XIII de cet article (article L. 531-1 du code des ports maritimes) relatif à la sanction des infractions) - (p. 1408) : s'oppose aux amendements n° 27 de M. Louis Minetti (modification du paragraphe XIII de cet article (article L. 531-1 du code des ports maritimes) relatif à la sanction des infractions) et n° 28 de M. Robert Pagès (aménagement d'une procédure d'appel au bénéfice des dockers ayant fait l'objet d'une sanction disciplinaire) - **Sur l'ensemble** (p. 1410) : dégradation des parts de marché des ports nationaux par rapport à leurs concurrents européens - Modernisation de l'ensemble de la filière portuaire - Mensualisation, déperéquation - (p. 1411) : progression du droit du travail depuis 1947 - Convention nationale collective - Inscription de ce projet dans le plan de lutte pour l'emploi.

- **Projet de loi portant réforme du régime pétrolier [n° 517 (91-92)]** - (5 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3045, 3046) : sécurité des approvisionnements pétroliers - Flotte pétrolière sous pavillon français - Capacité de transport maritime sous pavillon français des raffineurs - Immatriculation aux Terres australes et antarctiques françaises, dite immatriculation TAAF - **Art. 6 (obligation de pavillon)** (p. 3061) : s'oppose aux amendements de M. Jacques Rocca Serra n° 25 (nouvelle rédaction) et de M. Louis Minetti n° 42 (modification du taux) et n° 48 (maintien de la capacité de la flotte pétrolière à son niveau actuel) - Accepte l'amendement n° 26 de M. Guy Penne (retrait de l'assiette de l'obligation du pétrole extrait du sous-sol national ainsi que du pétrole non destiné à la consommation énergétique nationale) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 11 de la commission (suppression de l'énoncé des objectifs) - **Art. 13 (sanctions en cas de manquement à l'obligation de pavillon)** (p. 3068) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de la commission n° 19, de cohérence, et n° 20 (caractère facultatif de la décision ordonnant le paiement par le ministre chargé de la marine marchande), ainsi que pour l'amendement n° 45 de M. Louis Minetti (remplacement des mots « est mise à même de » par le mot « peut ») - **Sur l'ensemble** (p. 3072) : marine marchande française - **Projet EUROS** - Pavillon des Kerguelen - Commission d'enquête sur la marine marchande.

JOURDAIN (André), sénateur du Jura (RPR).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre du Conseil national de la montagne (JO Lois et décrets du 21 novembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail [n° 270 (91-92)]** - (28 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 887) : statut unique - Transfert de charges - Fermétures d'écoles en milieu rural - Formation - (p. 888) : coût d'application du dispositif - Avec le groupe du RPR, votera ce texte si les amendements présentés

par la commission des affaires sociales sont adoptés - **Art. 7 (formation des assistantes maternelles à titre non permanent)** (p. 910) : son amendement n° 22 : réduction de la durée minimale de formation ; adopté - **Art. 17 (régime provisoire des assistantes maternelles à titre non permanent)** (p. 918) : son amendement n° 24 : coordination avec son amendement n° 22 à l'article 7 ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 921) : avec le groupe du RPR, votera ce projet de loi.

JOXE (Pierre), ministre de la défense.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

Ministre de la défense le 2 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. François Lesein : **Défense nationale (Conséquences du plan Armée 2000 dans l'Aisne)** (JO Débats, du 16 octobre 1992) (p. 2673).

de M. André Vallet : **Industrie aéronautique (Problème de l'industrie aéronautique dans les Bouches-du-Rhône)** (JO Débats du 18 décembre 1992) (p. 4202).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 400 de M. Jean-Jacques Robert : **Sécurité publique (Insécurité à Marcoussis)** (JO Débats du 11 avril 1992) (p. 587).

JUNG (Louis), sénateur du Bas-Rhin (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

- De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Délégué titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale ; de nouveau délégué titulaire de ces assemblées (JO Lois et décrets du 22 octobre 1992).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom des délégués élus par le Sénat, sur les travaux de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe au cours de la 42^e session ordinaire (1990-1991) de cette assemblée, en application de l'article 108 du Règlement [n° 355 (91-92)] (20 mai 1992) - **Conseil de l'Europe**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 243 (91-92)]** - (22 janvier 1992) - **Discussion générale** (p. 393) : rôle de la police en Allemagne.

- **Projet de loi fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours [n° 312 (91-92)]** - (13 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1098) : formation des étrangers - Organisation de stages linguistiques.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne » [n° 334 (91-92)]** - Suite de la discussion - (16 juin 1992) - **Art. 2 (insertion dans la Constitution d'un titre XIV : « Des Communautés européennes**

et de l'Union européenne ») - Art. 88-2 de la Constitution (droit de vote et éligibilité aux élections municipales des ressortissants communautaires résidant en France) (p. 1709) : citoyenneté européenne - Démocratie - Sur l'ensemble (p. 1738) : construction européenne.

- Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques [n° 10 (92-93)] - (1^{er} décembre 1992) - Art. 8 (nouvelles règles applicables aux dons des personnes morales aux candidats aux élections publiques) (p. 3564) : se déclare favorable aux amendements identiques de suppression n° 113 de la commission et n° 9 de M. Xavier de Villepin.

K

KIEJMAN (Georges), ministre délégué à la communication.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1991 (*JO Lois et décrets* du 3 avril 1992).

Ministre délégué aux affaires étrangères le 2 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (*JO Lois et décrets* du 3 avril 1992).

En qualité de ministre délégué aux affaires étrangères

RÉPONSES AUX QUESTIONS.

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Jean Dumont : **Communauté économique européenne (CEE)** (*Conséquences du Conseil européen d'Edimbourg*) (*JO Débats* du 18 décembre 1992) (p. 4204).

de M. Daniel Hoeffel : **Politique extérieure** (*Politique de la France à l'égard de la Yougoslavie*) (*JO Débats* du 18 décembre 1992) (p. 4210).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 461 de Mme Danielle Bidard-Reydet : **Délocalisation** (*Délocalisation du Centre national du machinisme agricole et du génie rural des eaux et forêts d'Antony*) (*JO Débats* du 24 octobre 1992) (p. 2855).

n° 465 de M. Xavier de Villepin : **Ports** (*Situation sociale dans les ports français*) (*JO Débats* du 24 octobre 1992) (p. 2857).

n° 466 de M. Xavier de Villepin : **Communauté économique européenne (CEE)** (*Situation du franc CFA dans le traité sur l'Union européenne*) (*JO Débats* du 24 octobre 1992) (p. 2856).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation des statuts du Groupe d'étude international du cuivre** [n° 267 (91-92)] - (29 avril 1992) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets n° 268 et n° 269) (p. 934).

- **Projet de loi autorisant l'approbation des statuts du Groupe d'étude international du nickel** [n° 269 (91-92)] - (29 avril 1992) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets n° 267 et n° 268) (p. 934).

- **Projet de loi autorisant l'adhésion à l'accord relatif à un programme international de l'énergie (tel qu'amendé au 19 mai 1980)** [n° 256 (91-92)] - (29 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 935, 936).

- **Projet de loi autorisant l'approbation des statuts du Groupe d'étude international de l'étain** [n° 268 (91-92)] - (29 avril 1992) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets n° 267 et n° 269) (p. 935).

- **Projet de loi autorisant l'adhésion au traité sur la non prolifération des armes nucléaires** [n° 249 (91-92)] - (29 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 942, 946 et 947).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'organisation de coopération et de développement économiques relatif à la protection sociale des membres du personnel employés par ladite organisation sur le territoire français, signé à Paris le 24 septembre 1991** [n° 257 (91-92)] - (29 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 937).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention de coopération judiciaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine** [n° 222 (91-92)] - (29 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 938, 939).

- **Projet de loi autorisant la ratification du Traité d'amitié et de solidarité entre la République française et la République de Pologne** [n° 248 (91-92)] - (29 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 939, 940).

- **Projet de loi relatif aux circonscriptions électorales pour l'élection des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger** [n° 285 (91-92)] - (13 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1117) : tableau des circonscriptions électorales - Modifications géopolitiques - Hommage.

- **Conclusions du rapport de M. Charles de Cuttoli, fait au nom de la commission des lois, sur sa proposition de loi** (n° 255, 91-92), déposée avec plusieurs de ses collègues, relative aux conditions d'exercice du mandat des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger [n° 283 (91-92)] - (13 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1124) : mode de scrutin des délégués représentant les Français de l'étranger - Indemnisation des frais de séjour et des billets de transport - (p. 1125) : statut des délégués représentant les Français de l'étranger - Avis défavorable du Gouvernement sur cette proposition de loi - Irrecevabilité (article 40 de la Constitution) - Composition et attributions du CSFE - Indemnisation forfaitaire des membres du CSFE - Autorisations d'absence et droit local - (p. 1126) : budget du CSFE - **Art. 1^{er}** (*indemnités*) (p. 1127) : oppose l'article 40 de la Constitution - **Art. 2** (*autorisations d'absence des salariés élus*) (p. 1128) : élus locaux - Droit du travail local - Demande le retrait de l'article 2 - **Sur l'ensemble** (p. 1129) : crédits destinés aux Français de l'étranger - Certificats de nationalité.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des États-Unis du Mexique en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu** [n° 339 (91-92)] - (15 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1664).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République des Philippines, signée à Manille le 7 février 1990** [n° 342 (91-92)] - (15 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1666).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant n° 2 à la convention générale du 20 janvier 1972 sur la sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Turquie, signé à Ankara le 17 avril 1990** [n° 343 (91-92)] - (15 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1668, 1669).

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe d'Égypte relatif au régime de protection sociale des étudiants, signé à Paris le 13 avril 1990** [n° 344 (91-92)] - (15 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1670).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente et d'amitié entre la République française et la République de Hongrie** [n° 345 (91-92)] - (15 juin 1992) - **Discussion générale** (commune avec les projets n° 347 et n° 346) (p. 1672, 1673).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente amicale et de coopération entre la République française et la Roumanie** [n° 346 (91-92)] - (15 juin 1992) - **Discussion générale** (commune avec les projets n° 345 et n° 347) (p. 1672, 1673).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente et d'amitié entre la République française et la République fédérative tchèque et slovaque** [n° 347 (91-92)] - (15 juin 1992) - **Discussion générale** (commune avec les projets n° 345 et n° 346) (p. 1672, 1673).

- **Projet de loi autorisant l'adhésion de la France à la convention pour la reconnaissance mutuelle des inspections concernant la fabrication des produits pharmaceutiques** [n° 315 (91-92)] - (15 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1676, 1677).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le**

Gouvernement des Emirats arabes unis relative à l'entraide judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale [n° 338 (91-92)] - (12 novembre 1992) - Discussion générale (p. 3124).

- **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre la République française et les Emirats arabes unis sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole interprétatif) [n° 422 (91-92)] - (12 novembre 1992) - Discussion générale (p. 3126).**

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble une déclaration) [n° 421 (91-92)] - (12 novembre 1992) - Discussion générale (p. 3128, 3129).**

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière civile et commerciale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay [n° 340 (91-92)] - (12 novembre 1992) - Discussion générale (p. 3130).**

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole au traité sur l'Antarctique, relatif à la protection de l'environnement [n° 510 (91-92)] - (12 novembre 1992) - Discussion générale (p. 3131 à 3133).**

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la France et la Russie [n° 511 (91-92)] - (12 novembre 1992) - Discussion générale (p. 3136, 3137).**

KOUCHNER (Bernard), secrétaire d'Etat à l'action humanitaire.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

Ministre de la santé et de l'action humanitaire le 2 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

En qualité de ministre de la santé

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. James Bordas : **Action humanitaire (Droit d'ingérence humanitaire et intervention en Somalie)** (JO Débats du 18 décembre 1992) (p. 4207).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 398 de Mme Hélène Luc : **Enseignement primaire (Fermetures de classes à Choisy-le-Roi (Val-de-Marne))** (JO Débats du 18 avril 1992) (p. 685).

n° 405 de Mme Hélène Luc : **Santé publique (Disparition de l'Institut du cancer et d'immunogénétique de Villejuif (Val-de-Marne))** (JO Débats du 18 avril 1992) (p. 683).

n° 429 de M. Adrien Gouteyron : **Sang et organes humains (Avenir du système français de transfusion sanguine face à l'échéance européenne)** (JO Débats du 20 juin 1992) (p. 1905).

n° 440 de M. Gérard Larcher : **Handicapés (travail et reclassement) (Subvention en faveur de l'accueil des handicapés dans le département des Yvelines)** (JO Débats du 20 juin 1992) (p. 1904).

n° 520 de M. René-Pierre Signé : **Professions et activités paramédicales (Situation des prothésistes dentaires)** (JO Débats du 12 décembre 1992) (p. 3962).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant le livre V du code de la santé publique et relatif à la pharmacie et au médicament [n° 23**

(91-92)] - (19 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1242) : directives communautaires - Autorisation de mise sur le marché - Pharmacie hospitalière - Pharmacie des organismes à but non lucratif de dialyse à domicile - Pharmacie des établissements pénitentiaires - Nouvelles catégories d'établissements pharmaceutiques - Distribution de médicaments - (p. 1248) : projet de loi relatif à l'Agence du médicament - (p. 1249) : maîtrise des dépenses de santé - Directives communautaires - Autorisation de mise sur le marché - Actions humanitaires - Formulaire national - Pharmacie hospitalière - Industrie pharmaceutique - (p. 1250) : coût et remboursement des médicaments - Médicaments exportables - Pharmacie d'officine à Saint-Pierre-et-Miquelon - **Art. 1^{er} (Art. L. 511-1 du code de la santé publique - intégration de certaines directives européennes en droit français ; définitions)** (p. 1252, 1253) : sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 2 (définition de la préparation hospitalière) et accepte les n° 1 (précisions relatives à la définition de la préparation magistrale), n° 3 (introduction de la notion de produit officinal divisé) et rédactionnel n° 4 - **Art. 4 (Art. L. 568 du code de la santé publique - définition de l'officine)** (p. 1254) : accepte l'amendement n° 32 de M. Franck Sérusclat (précisions relatives au rôle du pharmacien) et s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 5 de la commission - **Après l'art. 4** (p. 1255) : accepte l'amendement n° 6 de la commission (obligation de détention de certains produits par l'officine) - **Art. 6 (Chapitre 1^{er} bis du Titre II du Livre V du code de la santé publique - règles applicables aux pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et des établissements médico-sociaux traitant des malades)** - **Art. L. 595-1 du code de la santé publique (établissements autorisés à créer une pharmacie à usage intérieur)** (p. 1257) : accepte l'amendement n° 7 de la commission (nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article L. 595-1 consécutive à la loi portant réforme hospitalière) et s'oppose à l'amendement n° 51 de M. Paul Souffrin (contrôle des établissements comportant des pharmacies à usage intérieur) - **Art. L. 595-2 (conditions de gérance des pharmacies à usage intérieur)** (p. 1258) : accepte l'amendement n° 8 de la commission (nouvelle rédaction de l'article L. 595-2 et notamment précisions du contenu de l'activité des pharmacies à usage intérieur) et sur celui-ci, les sous-amendements n° 38 et n° 39 de M. Franck Sérusclat ainsi que son amendement de coordination n° 34 - S'oppose à l'amendement n° 52 de M. Paul Souffrin (énumération des principales fonctions du pharmacien chargé d'assurer la gestion d'une pharmacie à usage intérieur) - **Art. L. 595-3 (création, transfert ou suppression d'une pharmacie à usage intérieur ; régime d'autorisation)** (p. 1259) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 9 de la commission (autorisation de la suppression d'une pharmacie par le représentant de l'Etat) - **Art. L. 595-4 (retrait et suspension de l'autorisation de création d'une pharmacie à usage intérieur)** : s'oppose à l'amendement n° 10 de la commission (réduction du délai permettant au représentant de l'Etat de fermer une pharmacie intérieure en cas d'urgence) - **Art. L. 595-5 (détention et délivrance de médicaments dans les établissements de santé ne disposant pas de pharmacie intérieure)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 11 de la commission - (p. 1260) : accepte les amendements de M. Franck Sérusclat, n° 42 de précision et n° 41 (responsabilité de la délivrance de médicaments confiée à un pharmacien), ainsi que les amendements de la commission n° 12 (gestion des médicaments par un pharmacien) et n° 13 (modalités d'entrée en vigueur d'une convention conclue entre une pharmacie et un établissement) et s'oppose à l'amendement n° 54 de M. Paul Souffrin (responsabilité du pharmacien attaché à l'établissement) - **Art. L. 595-6 (effets et expérimentations de médicaments dans les établissements)** (p. 1261) : accepte les amendements de la commission n° 14 et 15 rédactionnels ainsi que le n° 16 (information du pharmacien en cas d'essais s'appliquant aux matériels stériles) - **Art. L. 595-7 (cession exceptionnelle de médicaments, par une pharmacie à usage intérieur, à une autre pharmacie à usage intérieur ou au public)** : accepte les amendements de M. Franck Sérusclat n° 43 et n° 44 rédactionnels ainsi que le n° 36 (légalisation des actions humanitaires) et l'amendement n° 55 de M. Paul Souffrin (information de l'autorité départementale lorsque l'approvisionnement est réalisé avant la demande) - **Après l'art. L. 595-7** (p. 1263) : accepte l'amendement n° 17 de la commission (conditions de cession de médicaments au public par une pharmacie à usage intérieur) - **Après l'art. L. 595-9** : accepte l'amendement n° 45

de M. Claude Huriet (information du pharmacien d'un service de dialyse à domicile ou d'un établissement pénitentiaire en cas d'expérimentation envisagée sur des médicaments) - **Art. L. 595-10** (*mesures réglementaires d'application des dispositions relatives aux pharmacies à usage intérieur*) (p. 1264) : accepte l'amendement n° 18 de la commission (détermination par un décret en Conseil d'Etat, des critères arrêtant la liste des médicaments réservés à l'hôpital et pouvant être cédés au public) - **Après l'art. 6** : s'oppose à l'amendement n° 56 de M. Paul Souffrin (accession à la profession de préparateur en pharmacie) - **Art. 11** (**Art. L. 596** - *définition des établissements pharmaceutiques*) (p. 1265) : s'oppose à l'amendement n° 57 de M. Paul Souffrin (dérogation permettant à certains établissements publics de créer un établissement pharmaceutique) - **Art. 12** (**Art. L. 596-1** - *distribution et exportation des médicaments par des organismes humanitaires*) (p. 1266) : accepte l'amendement n° 46 de M. Claude Huriet (avis du syndicat national de l'industrie pharmaceutique pour la création, auprès d'un organisme humanitaire, d'un établissement pharmaceutique) ; sur les amendements rédactionnels de la commission, accepte les n° 19, n° 21 et n° 22 et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 20 - **Après l'art. 12** (p. 1267) : accepte l'amendement n° 23 de la commission (conditions d'organisation des collectes de médicaments inutilisés) - **Art. 17** (**Art. L. 601, 1^{er} et 2^{ème} alinéas** - *autorisation de mise sur le marché*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 24 de la commission - **Art. 18** (**Art. L. 601-2** - *dérogations au régime juridique de l'autorisation de mise sur le marché*) (p. 1269) : accepte l'amendement n° 25 de la commission (inscription dans la loi des trois cas de dérogation au régime de l'autorisation de mise sur le marché) et, sur celui-ci, les sous-amendements n° 47 et n° 48 de M. Claude Huriet et s'oppose à l'amendement n° 59 de M. Paul Souffrin (application des normes françaises aux médicaments importés) - **Art. 19** (**Art. L. 603** - *certification des médicaments destinés à l'exportation*) (p. 1270) : accepte les amendements de la commission n° 26 rédactionnel et n° 27 de coordination - S'oppose à l'amendement n° 60 de M. Paul Souffrin (autorisation de mise sur le marché national pour le médicament exporté) et accepte l'amendement n° 49 de M. Franck Sérusclat (déclaration, au ministre chargé de la santé par le fabricant dépourvu d'autorisation de mise sur le marché pour un médicament exporté, des raisons de l'absence d'autorisation) - **Art. 20** (**Art. L. 604 et L. 604-1** - *commercialisation et retrait de commercialisation ; déclaration administrative*) (p. 1271) : accepte les amendements de coordination n° 28 et n° 29 de la commission - **Art. 21** (*aménagement formels à divers-articles du code de la santé publique*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 62 de la commission - **Art. 23** (*fabrication industrielle de médicaments par les établissements publics de santé*) (p. 1272) : s'oppose à l'amendement n° 61 de M. Paul Souffrin (suppression de la référence à la date du 31 décembre 1991 impliquant que seuls les établissements fabricant industriellement des médicaments peuvent demander l'autorisation prévue) - **Après l'art. 23** : son amendement n° 63 : alignement du régime de fixation des prix des médicaments de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon sur celui des départements d'outre-mer ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 64 de la commission (délivrance des médicaments dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique de sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine et modifiant le code de la santé publique** [n° 71 (92-93)] - (16 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4098) : commission d'enquête sénatoriale sur la transfusion sanguine - (p. 4099) : règles éthiques applicables au don du sang - Hémovigilance - Comité de sécurité transfusionnelle - Agence française du sang - Etablissements de transfusion sanguine - Schémas régionaux ou interrégionaux d'organisation de la transfusion sanguine - (p. 4100) : directive européenne du 13 juin 1989 assimilant les produits stables dérivés du sang à des médicaments - Fractionnement du plasma - Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies - Risque thérapeutique - (p. 4110, 4111) : dispositif d'hémovigilance - Comité de sécurité transfusionnelle - Ethique transfusionnelle fondée sur le don et concurrence industrielle - Risque thérapeutique - (p. 4112) : marché européen et éthique transfusionnelle - Politique économique du médicament - Dépistage des donneurs de sang - (p. 4113) : collecte dans les prisons - Dépistage des transfusés - Caractère industriel du Laboratoire

français du fractionnement - Hémovigilance - (p. 4114) : corps d'inspecteurs - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 4116) : accepte l'amendement n° 94 de la commission (titre additionnel relatif à l'Agence du médicament) - **Art. 1^{er}** (*livre VI du code de la santé publique ; chapitre 1^{er} : « De la collecte du sang humain et de ses composants, et de la préparation de leurs produits dérivés »*) - **Premier alinéa et Art. L. 666-1 A** du code de la santé publique (*l'éthique transfusionnelle*) (p. 4118) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (modification de la rédaction et suppression de l'article L. 666-1 A) - Sur le même objet son amendement n° 85 ; devenu sans objet - **Art. L. 666-4** (*interdiction des prélèvements sur les mineurs et les majeurs protégés*) (p. 4119) : s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 2 de la commission et accepte l'amendement n° 69 de M. Franck Sérusclat (exception pour urgence thérapeutique : consentement du mineur) - **Art. L. 666-6** (*modalités d'application du principe d'anonymat*) : s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 3 de la commission - Sur le même objet, son amendement rédactionnel n° 86 ; adopté - **Art. L. 666-7** (*utilisation du sang et de ses composants*) (p. 4120) : s'oppose à l'amendement n° 4 de la commission (inscription des définitions des produits dérivés du sang) - Sur le même objet, son amendement n° 91 ; devenu sans objet - (p. 4121) : s'oppose aux amendements n° 70 de M. Franck Sérusclat et n° 46 de Mme Marie-Claude Beaudou supprimant l'assimilation des produits stables à des médicaments - (p. 4122) : accepte l'amendement n° 5 de la commission (dérogation en cas d'utilisation du sang à des fins de recherche) - **Art. L. 666-8** (*tarifs de cession des produits labiles*) : accepte l'amendement de coordination n° 6 de la commission et s'oppose à l'amendement n° 47 de Mme Marie-Claude Beaudou (réintroduction des produits dérivés) - **Art. L. 666-9** (*conservation, délivrance, distribution et utilisation des produits labiles*) : accepte l'amendement n° 7 de coordination de la commission - (p. 4123) : accepte les amendements de la commission, n° 82 (recours à décret pour la désignation de la section de l'Ordre national des pharmaciens dont le pharmacien doit relever) et n° 8 (possibilité d'interdiction définitive de la distribution et de l'utilisation) et s'oppose à l'amendement n° 71 de M. Franck Sérusclat (conservation des produits stables dans la pharmacie de l'établissement de santé qui ne dispose pas d'un établissement de transfusion sanguine) - **Art. L. 666-10** (*autorisation des importations de produits labiles*) (p. 4124) : s'oppose aux amendements n° 48 de Mme Marie-Claude Beaudou (limitation au sang et aux produits dérivés collectés suivant les règles du non-profit et du bénévolat), n° 72 de M. Franck Sérusclat (avis de l'Agence française du sang) et accepte l'amendement de coordination n° 9 de la commission - **Art. L. 666-11** (*hémovigilance*) (p. 4125) : accepte les amendements n° 10, de coordination, de la commission, et n° 73 de M. Franck Sérusclat (définition de l'hémovigilance) - S'oppose à l'amendement n° 49 de Mme Marie-Claude Beaudou (application du dispositif d'hémovigilance aux produits stables comme aux produits dérivés du sang) - **Art. 2** (*chapitre II (nouveau) du code de la santé publique : « Du comité de sécurité transfusionnelle et de l'Agence française du sang »*) - **Art. L. 667-1** du code de la santé publique (*comité de sécurité transfusionnelle*) : accepte l'amendement n° 12 de la commission (critères de compétences pour le choix des membres du comité) et s'oppose à l'amendement n° 50 de Mme Marie-Claude Beaudou (composition du comité) - (p. 4128) : accepte l'amendement n° 13 de la commission (incompatibilité des fonctions de membre du comité avec celles de membre du conseil d'administration de l'Agence française du sang) - **Art. L. 667-2** (*fonctions du comité*) : son amendement rédactionnel n° 109 ; adopté - **Art. L. 667-3** (*saisine du comité - Rapport annuel*) : s'oppose à l'amendement n° 74 de M. Franck Sérusclat (renforcement des pouvoirs du comité) - **Art. L. 667-5** (*fonctions de l'Agence française du sang*) (p. 4129) : accepte les amendements de la commission, n° 15, n° 16, n° 17 et n° 18 (nouvelle rédaction précisant les missions de l'Agence) - **Art. L. 667-6** (*administration de l'Agence française du sang*) : accepte l'amendement n° 81 de Mme Anne Heinié (représentation des établissements publics de santé au sein du conseil d'administration) - **Art. L. 667-8** (*statut du personnel de l'Agence française du sang*) (p. 4130) : son amendement n° 95 : contrats du personnel ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 51 de Mme Marie-Claude Beaudou (appartenance du personnel à la fonction publique) et accepte l'amendement n° 19 de la commission

(retour à la rédaction initiale du Gouvernement) - *Art. L. 667-9 (compétences des inspecteurs de l'Agence)* : accepte l'amendement n° 20 de la commission (nouvelle rédaction) - *Art. L. 667-10 (compétences du Laboratoire national de la santé)* : son amendement de coordination n° 110 ; adopté - *Art. L. 667-11 (création du fonds d'orientation de la transfusion sanguine)* (p. 4131) : accepte l'amendement n° 21 de la commission (affectation des ressources du fonds) - (p. 4132) : accepte les amendements n° 22 et n° 23 de la commission (financement du fonds d'orientation : contribution du Laboratoire français du fractionnement) - S'oppose à l'amendement n° 75 sur le même objet de M. Franck Sérusclat et à l'amendement n° 52 de Mme Marie-Claude Beaudou (suppression des dispositions prévoyant le financement du fonds d'orientation par une contribution des centres de transfusion) - *Art. L. 667-12 (ressources de l'Agence)* (p. 4133) : s'oppose à l'amendement n° 53 de Mme Marie-Claude Beaudou (prise en charge totale par l'Etat) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 25 rédactionnel de la commission - **Art. 3 (chapitre III (nouveau) du code de la santé publique : « Des établissements de transfusion sanguine »)** - *Art. L. 668-1 du code de la santé publique (activités et statut des établissements de transfusion sanguine)* (p. 4135, 4136) : son amendement n° 87 : cohésion avec les dispositions de la loi hospitalière s'appliquant à certains grands établissements publics ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 54 de Mme Marie-Claude Beaudou (régime de la loi de 1901 pour les associations entre établissements de transfusion) et accepte les amendements n° 28 et n° 29 de la commission (procédure de constitution d'un groupement d'intérêt public par les établissements de transfusion sanguine) - *Art. L. 668-2 (conditions d'agrément des établissements de transfusion sanguine)* : accepte l'amendement de coordination n° 30 de la commission - *Art. L. 668-4 (autorisation spécifique à l'exercice de certaines activités)* : s'oppose à l'amendement de suppression n° 55 de Mme Marie-Claude Beaudou - *Art. L. 668-5 (conditions de recours à des produits labiles issus de collectes faites en dehors du territoire français)* : accepte l'amendement de coordination n° 31 de la commission - (p. 4137) : s'oppose à l'amendement n° 56 de Mme Marie-Claude Beaudou (autorisation limitée aux seuls produits collectés selon les principes du non-profit et du bénévolat) - *Art. L. 668-8 (conditions de nomination des directeurs d'établissements de transfusion sanguine)* : accepte l'amendement n° 83 de la commission (fixation par décret de la section de l'Ordre national des pharmaciens dont relèvent les pharmaciens mentionnés) - **Art. 3 (chapitre III (nouveau) du code de la santé publique : « Des établissements de transfusion sanguine »)** - *Art. L. 668-11 (retrait des agréments et autorisations - procédure de suspension en cas d'urgence)* (p. 4138) : accepte les amendements de la commission, proposant une nouvelle rédaction, n° 32 à n° 35, ainsi que sur l'amendement n° 32 précité, le sous-amendement n° 76 de M. Franck Sérusclat - **Art. 4 (chapitre IV (nouveau) du livre VI du code de la santé publique : « Des schémas d'organisation de la transfusion sanguine »)** - *Intitulé du chapitre IV* (p. 4139) : s'oppose à l'amendement n° 57 de Mme Marie-Claude Beaudou (« Organisation de la transfusion sanguine ») - *Art. L. 669-1 du code de la santé publique (ressorts territoriaux des schémas)* (p. 4140) : accepte l'amendement n° 36 de la commission (conditions d'intervention du ministre chargé de la santé) et s'oppose à l'amendement n° 58 de Mme Marie-Claude Beaudou (commissions départementales) - *Art. L. 669-2 (conditions d'élaboration des schémas)* : s'oppose à l'amendement n° 59 de Mme Marie-Claude Beaudou (commissions régionales) - *Art. L. 669-3 (contenu des schémas)* (p. 4141) : accepte l'amendement n° 37 de la commission (coopération entre les établissements de santé) - Sur les amendements de M. Franck Sérusclat, accepte le n° 77 (regroupement éventuel des établissements de transfusion sanguine) et demande le retrait du n° 78 (coordination des activités de recherche) - S'oppose à l'amendement n° 60 de Mme Marie-Claude Beaudou - *Art. L. 669-4 (commissions régionales et interrégionales d'organisation de la transfusion sanguine)* : s'oppose à l'amendement de suppression n° 61 de Mme Marie-Claude Beaudou - Sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 38 (représentants des associations des patients) et accepte le n° 39 de coordination - **Art. 5 (chapitre V (nouveau) du livre VI du code de la santé publique : « Des médicaments dérivés du sang et du Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies »)** - *Intitulé du chapitre V* (p. 4142) :

s'oppose à l'amendement n° 62 de Mme Marie-Claude Beaudou (« Des produits dérivés du sang et des laboratoires de fractionnement ») - *Art. L. 670-1 (application du régime des médicaments aux produits stables dérivés du sang)* (p. 4143) : s'oppose à l'amendement n° 63 de Mme Marie-Claude Beaudou (non-assimilation à des médicaments des produits concernés) - *Art. L. 670-2 (laboratoires français du fractionnement et des biotechnologies)* : sur l'amendement n° 40 de la commission, qu'il accepte (nouvelle rédaction), son sous-amendement n° 96 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 64 de Mme Marie-Claude Beaudou (application des règles de non-profit aux laboratoires de fractionnement) - *Art. L. 670-3 (application des dispositions relatives à la préparation et à la vente en gros des produits pharmaceutiques)* (p. 4144) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 65 de Mme Marie-Claude Beaudou - *Art. L. 670-4 (conditions de délivrance des autorisations de mise sur le marché de médicaments dérivés du sang)* (p. 4145) : s'oppose à l'amendement n° 66 de Mme Marie-Claude Beaudou (nouvelle rédaction) - Accepte l'amendement n° 41 de coordination de la commission - Demande le retrait de l'amendement n° 80 de M. Franck Sérusclat (limitation aux médicaments d'importation) - *Art. L. 670-5 (renvoi à un décret en Conseil d'Etat des conditions d'application du chapitre V)* (p. 4146) : son amendement de coordination n° 112 ; adopté - Accepte l'amendement n° 84 de M. Etienne Dailly (définition par décret des conditions d'assistance ou de remplacement des pharmaciens au sein du Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies) - **Art. 6 (chapitre VI (nouveau) du livre VI du code de la santé publique : « Dispositions pénales »)** - *Art. L. 671-5 du code de la santé publique (sanctions du non-respect des dispositions relatives à la modification des caractéristiques du sang)* (p. 4147) : accepte l'amendement n° 42 de coordination de la commission - *Art. L. 671-6 (sanctions des atteintes au principe d'anonymat)* : accepte l'amendement n° 43 de la commission (réduction de la peine prévue) - **Art. 7 (régime transitoire d'agrément des établissements de transfusion sanguine)** : accepte l'amendement de coordination n° 44 de la commission - **Après l'art. 7** : son amendement n° 88 : cohésion avec les dispositions particulières figurant dans la loi hospitalière et s'appliquant à certains grands établissements publics ; adopté - **Art. 9 (régime transitoire applicable aux produits dérivés stables)** (p. 4148) : accepte l'amendement rédactionnel n° 45 de la commission - Son amendement n° 92 : poursuite transitoire de l'activité des établissements de transfusion sanguine autorisés à fractionner le plasma ; adopté - **Après l'art. 9** : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudou, n° 67 (diffusion des campagnes de promotion de dons du sang par les médias audiovisuels) et n° 68 (collecte du sang en entreprise) - (p. 4149) : son amendement n° 93 : règles particulières dans le cadre de la pharmacovigilance ; adopté - **Après l'art. 10** (p. 4150) : accepte l'amendement n° 111 de la commission (dépistage de l'infection par le virus du sida pour les personnes transfusées entre 1980 et 1985) - (p. 4151 à 4153) : ses amendements, n° 89 : application des dispositions de la présente loi aux centres de transfusion sanguine des armées ; n° 90 : extension directe de certaines dispositions aux territoires d'outre-mer ; n° 108 et n° 99, de coordination avec l'amendement n° 94 de la commission adopté avant l'article 1^{er} (titre additionnel relatif à l'Agence du médicament) ; n° 100, n° 101, n° 102, n° 104, n° 105, n° 97, n° 103, n° 106 et n° 98 de cohérence ; adoptés - **Intitulé du projet de loi** (p. 4154) : son amendement n° 107 : Projet de loi relatif à la sécurité en matière de transfusion sanguine et de médicaments ; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 4156) : remerciements.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° 87 (92-93)] - Suite de la discussion - (18 décembre 1992) - Art. 25 (par priorité) (retransmission des compétitions de sport mécanique)** (p. 4276) : décès liés à l'usage du tabac - Défense de la santé publique - (p. 4277) : création d'un fonds de soutien aux sports mécaniques alimenté par un prélèvement sur les droits du tabac - Son amendement n° 140 : absence de poursuite jusqu'à l'entrée en vigueur de la réglementation européenne ; adopté - (p. 4278) : augmentation du prix du tabac et lutte contre le tabagisme - **Après l'art. 25 (par priorité)** (p. 4282) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 5 de M. Michel Charasse (exclusion de la presse professionnelle du champ d'application de la loi relative à la publicité sur le tabac) - **Art. 14 (par priorité) (lutte contre les**

intoxications) - **Art. L. 145-1 du code de la santé publique** (p. 4283) : accepte l'amendement de coordination n° 119 de la commission - **Art. L. 145-2 du code précité** : son amendement n° 133 : organisme chargé de centraliser les informations ; adopté - **Art. L. 145-5 du code précité** (p. 4284) : accepte l'amendement de coordination n° 22 de la commission - **Art. 15 (par priorité) (sanction des entraves à l'interruption volontaire de grossesse)** (p. 4285) : s'oppose à l'amendement n° 23 de la commission (répression de l'entrave au fonctionnement des établissements sanitaires) et accepte l'amendement n° 113 de Mme Michelle Demessine (suppression des précisions relatives à la contraception et à l'avortement).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique du sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine et modifiant le code de la santé publique - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 160 (92-93)]** - (21 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4590, 4591) : Agence française du sang - Agence du médicament - Direction de la pharmacie - Demande l'adoption des conclusions de la CMP.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social - Nouvelle lecture [n° 173 (92-93)]** - (22 décembre 1992) - **Art. 15** (p. 4710) : s'oppose aux amendements n° 34 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) et n° 5 de Mme Michelle Demessine (suppression des références à la contraception et à l'avorte-

ment) - **Art. 15 bis (dépenalisation de l'auto-avortement)** (p. 4711) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 35 de la commission - (p. 4712) : loi Veil - Avortement et contraception - **Art. 18 (modifications rédactionnelles de la loi portant réforme hospitalière)** (p. 4713) : s'oppose aux amendements de la commission n° 36 (suppression du pouvoir discrétionnaire de l'administration lorsque des établissements de santé décident de se regrouper ou de se reconverter et que l'une ou l'autre de ces opérations a pour effet de réduire leur capacité) et n° 37 (modification de la référence à un article) - **Art. 18 bis (composition du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 38 de la commission - **Art. 19 quater (exercice de la profession de pharmacien)** : accepte l'amendement n° 39 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 19 quinquies (réglementation des relations entre les médecins et les entreprises)** (p. 4714) : sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 41 (examen des contrats par le conseil départemental) et accepte le n° 40 (utilisation de l'expression « établissement de santé ») - **Art. 19 sexies (proposition de dépistage de l'infection par le VIH à l'occasion des examens prénuptiaux et prénataux)** (p. 4715) : accepte l'amendement n° 42 de la commission (nouvelle rédaction) - Information - Accompagnement du malade - Problème des personnes transfusées entre 1981 et 1985 et circulaire adressée aux directeurs d'hôpitaux.

L

LABEYRIE (Philippe), sénateur des Landes (S).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

LACOUR (Pierre), sénateur de la Charente (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code forestier (9 juin 1992).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Territoires d'outre-mer** - [n° 58 (92-93)] tome 23 (24 novembre 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 15 mai 1992) (p. 1156) - Ministère : Environnement - **Politique communautaire de la chasse - Chasse.**

Questions orales sans débat :

n° 467 (*JO Débats* du 14 octobre 1992) (p. 2608) - Ministère : Environnement - **Difficultés d'application de l'article 16 de la loi du 6 juillet 1992 relatif à l'indemnisation des dégâts de gibier** - (*JO Débats* du 24 octobre 1992) (p. 2853) - Chasse.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant le code forestier - Deuxième lecture** [n° 300 (91-92)] - (30 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 956) : indemnisation des dégâts de gibier - Office national de la chasse - Surabondance du gros gibier - (p. 957) : permis de chasse - (p. 958) : dégâts causés par le gibier aux peuplements forestiers - Système de l'indemnisation administrative - **Art. 13 (dispositions en matière de chasse)** (p. 964) : son amendement de suppression n° 11 ; retiré - **Après l'art. 13** (p. 966) : ses amendements n° 9 : fixation des conditions de création et d'extension des ateliers de productions agricoles ; et n° 10 : soumission à autorisation préalable de la création ou de l'extension de capacité des ateliers de productions agricoles ; retiré.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 423 (91-92)] - (24 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1971, 1972) : dispositions relatives à la chasse et à la pêche - Dégâts de gibiers - Lacunes du nouveau dispositif d'indemnisation - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1974) : s'absentira lors du vote de ce texte.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 485 (91-92)] - (2 juillet 1992) (p. 2395) : « inté-

grisme écologique » - Politique agricole commune, PAC - Réglementation des boisements - Amélioration des biotopes - Opérations groupées d'aménagement foncier, OGAF - Loisirs « cynégétiques » - Utilisation des friches.

- **Proposition de loi tendant à assujettir les carrières aux dispositions de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et à créer la commission départementale des carrières** [n° 480 (91-92)] - (5 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3078) : rôle et composition des commissions départementales des carrières - Activités d'exploitation des carrières et protection des paysages - Enjeux économiques - Régime d'autorisation administrative - Union nationale des producteurs de granulats - **Après l'art. 2** (p. 3079, 3080) : son amendement n° 37 : suppression de l'avis obligatoire du conseil départemental d'hygiène ; retiré - **Art. 3 (généralisation du régime d'autorisation à toutes les exploitations de carrières ; commission départementale et schéma départemental des carrières)** - **Art. 16-1 de la loi du 19 juillet 1976 (commission départementale des carrières)** (p. 3085, 3086) : sur l'amendement n° 7 de la commission (nouvelle rédaction), son sous-amendement n° 39 ; retiré - Soutient le sous-amendement n° 60 de M. Jacques Machet - **Art. 3 ter (refus d'autorisation)** (p. 3089) : son amendement rédactionnel n° 34 ; retiré - **Art. 18 ter (modification de l'article L. 311-1 du code forestier)** (p. 3095) : sur l'amendement n° 28 de la commission (caractère obligatoire de la pratique actuelle des plans de défrichement), son sous-amendement n° 42 ; retiré - **Art. 19 (dispositions transitoires)** (p. 3096) : son amendement n° 36 : sort des demandes de permis d'exploitation déposées avant l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions légales ; retiré.

Deuxième lecture [n° 84 (92-93)] - (15 décembre 1992) - **Art. 1^{er} bis (obligation de constituer des garanties financières)** (p. 4060) ; son amendement n° 5 : définition des installations dangereuses et constitution de garanties financières ; retiré - **Après l'art. 2 quater** (p. 4061) : son amendement n° 6 : renforcement des dispositions relatives au secret professionnel ; retiré.

LAFFITTE (Pierre), sénateur des Alpes-Maritimes (RDE).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires culturelles.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992) ; puis vice-président (*JO Lois et décrets* du 9 octobre 1992).

- Secrétaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; de nouveau membre titulaire de cet Office (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992) ; puis secrétaire (*JO Lois et décrets* du 22 octobre 1992).

- Membre titulaire du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Membre titulaire du Conseil national des Fondations (*JO Lois et décrets* du 6 juin 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (26 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la validation d'acquis professionnels pour la délivrance de diplômes et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale (1^{er} juillet 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art (21 décembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 5 (91-92)] relatif au contrôle de l'utilisa-

tion et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement [n° 276 (91-92)] (1^{er} avril 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992) - **Recherche agronomique.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 362 (91-92)], modifié par l'Assemblée nationale, relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement [n° 426 (91-92)] (18 juin 1992) - **Recherche agronomique.**

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement [n° 468 (91-92)] (30 juin 1992) - **Recherche agronomique.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Recherche scientifique et technique** - [n° 57 (92-93)] tome 8 (24 novembre 1992).

Proposition de loi, déposée avec M. Ernest Cartigny, tendant à privatiser la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes [n° 181 (92-93)] (22 décembre 1992) - **Tabacs et allumettes.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 15 mai 1992) (p. 1150) - Ministère : Premier ministre - **Relocalisation des services publics - Services publics.**

(JO Débats du 4 décembre 1992) (p. 3651) - Ministère : Aménagement du territoire - **Politique d'aménagement du territoire - Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au dépôt légal** [n° 247 (91-92)] - (14 avril 1992) - **Art. 1^{er} (champ d'application du dépôt légal)** (p. 617) : votera l'article 1^{er} ainsi modifié - Institut national de la recherche en informatique et en automatique.

- **Projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement** [n° 5 (91-92)] - (21 avril 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 695) : génie génétique - (p. 696) : sauvegarde du patrimoine génétique - Commission de génie génétique - Dissémination - Directives européennes - Consultation du Parlement national - Confidentialité - (p. 697) : laboratoires de recherche - **Art. 1^{er} (définitions)** (p. 701) : accepte l'amendement n° 23 du Gouvernement (définition de la notion d'utilisation) - **Art. 2 (champ d'application de la loi)** : ses amendements, n° 1 : suppression du paragraphe III de l'article prévoyant la modification par décret en Conseil d'Etat des annexes à cet article ; et n° 2 : remplacement du mot : « protoplaste » par les mots : « de protoplastes » ; devenus sans objet - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 24 du Gouvernement (clarification du champ d'application de la loi) - **Art. 3 (organes consultatifs)** (p. 702) : son amendement n° 3 : satisfait par l'amendement n° 25 du Gouvernement ; retiré au profit de celui-ci - S'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 21 et n° 22 relatifs à la composition des commissions - **Art. 4 (classement des organismes et micro-organismes génétiquement modifiés)** (p. 703) : son amendement rédactionnel n° 4 ; adopté - **Art. 5 (utilisation confinée des organismes génétiquement modifiés)** : son amendement n° 5 : regroupement des dispositions figurant aux articles 5 et 6 ; adopté - **Art. 6 (définition du confinement)**

(p. 705) : son amendement n° 6 : prévision d'un dispositif spécifique de contrôle de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés dans le cadre des activités de recherche, d'enseignement et de développement ; adopté - Sur celui-ci, accepte les sous-amendements du Gouvernement, n° 27 et n° 29 et s'oppose aux n° 28 et n° 33 - **Art. 7 (modification de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement)** (p. 707) : son amendement n° 7 : nouvelle rédaction abrégée de l'article ; adopté - Sur celui-ci s'oppose au sous-amendement n° 30 du Gouvernement - **Après l'art. 7** (p. 708) : accepte l'amendement n° 19 de M. François Autain (coordination de la délivrance du permis de construire et de l'autorisation d'exploiter pour les établissements classés) - (p. 709) : accepte l'amendement n° 34 du Gouvernement (lien entre le permis de construire et l'autorisation de fonctionnement d'une installation classée) - **Art. 9 (définition de la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés)** : son amendement n° 8 : regroupement des éléments de définition des disséminations volontaires ; adopté - **Art. 10 (autorisation préalable des disséminations volontaires)** (p. 710) : son amendement de coordination n° 9 ; adopté - **Art. 11 (information du public sur les effets des disséminations volontaires)** : son amendement n° 10 : nouvelle rédaction de l'article ; adopté - **Art. 12 (contrôle des disséminations volontaires)** : son amendement n° 11 : compétences des agents et officiers de police judiciaire en matière de constatation de l'infraction ; adopté - Sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 31 du Gouvernement - **Art. 13 (définition de la mise sur le marché)** (p. 711) : son amendement rédactionnel n° 12 ; adopté - Sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 32 du Gouvernement - **Art. 19 (intervention de l'administration en cas de nouvelle appréciation des risques)** (p. 712) : son amendement de précision n° 13 ; adopté - **Art. 20 (conditions de communication des informations fournies à l'appui des demandes d'autorisation, de dissémination et de mise sur le marché)** : son amendement n° 14 : protection des données confidentielles et transmission de ces données à Bruxelles ; adopté - **Rôle de l'administration - Responsabilité de l'Etat** - Sur son amendement précité, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 20 de M. Jacques Habert - (p. 714) : protection de la propriété industrielle des chercheurs - **Art. 21 (versement représentatif des frais d'instruction)** : son amendement de suppression n° 15 ; retiré - (p. 715) : accepte l'amendement n° 35 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article 21 en conformité avec l'article 6) - **Art. 25 (recouvrement des sommes consignées ou avancées par l'Etat)** : son amendement rédactionnel n° 16 ; adopté - **Art. 27 (sanctions pénales applicables en cas de non-respect d'une mesure de suspension, de retrait, d'interdiction, de consignation ou d'une mise en demeure)** (p. 716) : son amendement rédactionnel n° 17 ; adopté - **Sur l'ensemble** : remerciements au Gouvernement et aux membres de la commission - Richesse du débat.

- **Projet de loi modifiant le code forestier - Deuxième lecture** [n° 300 (91-92)] - (30 avril 1992) - **Après l'art. 11** (p. 961) : soutient l'amendement n° 12 de M. Robert Vigouroux (institution d'un fonds national de restauration des espaces naturels détruits par les incendies d'ampleur exceptionnelle).

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la presse et l'audiovisuel** [n° 331 (91-92)] - (12 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1068) : télévision éducative - Programmes éducatifs - (p. 1069) : formation permanente et professionnelle - Services d'orientation - Pédagogie - Associations.

- **Projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement - Deuxième lecture** [n° 362 (91-92)] - (22 juin 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1915, 1916) : enquête publique - Délocalisation d'industries - Publication des projets - Information du public - Nouvelles autorisations - Permis de construire - Décisions en matière de taxes et d'impôts - Assujettissement des industries semencières à la taxe professionnelle - **Art. 3** (p. 1918) : s'oppose à l'amendement n° 13 de Mme Danielle Bidard-Reydet (présence des représentants des associations de consommateurs et d'associations de protection de l'environnement dans la composition de la commission du génie géné-

tique) - **Art. 6** : son amendement n° 3 : dossier d'information mis à la disposition du public ; adopté - Sur ce dernier, à propos des sous-amendements du Gouvernement, accepte les n° 20 et n° 21 et s'oppose au n° 22 - (p. 1920) : son amendement n° 4 : fixation par la loi du taux applicable pour le versement représentatif des frais d'instruction des demandes d'agrément ; adopté - Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 14 du Gouvernement - **Art. 7** (p. 1921) : ses amendements n° 5 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; et n° 6 : consultation du Conseil supérieur des installations classées ainsi que d'autres commissions administratives consultatives compétentes en matière de protection de l'environnement ; adoptés - (p. 1922) : son amendement n° 7 : suppression du paragraphe IV de cet article relatif aux contentieux des établissements classés ; adopté - Sur les amendements du Gouvernement, s'oppose au n° 16 (précision portant sur le paragraphe IV de cet article relatif aux contentieux des établissements classés) et accepte le n° 17, rédactionnel - **Art. 7 bis** (p. 1923) : son amendement n° 8 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - **Art. 11** : son amendement rédactionnel n° 9 ; adopté - **Art. 21** (p. 1924) : son amendement n° 10 : fixation par la loi d'un taux unique applicable jusqu'au 1^{er} janvier 1992 pour le versement représentatif des frais d'instruction des demandes ; adopté - Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 19 du Gouvernement - **Art. 25** : accepte l'amendement rédactionnel n° 23 du Gouvernement - **Art. 31** (p. 1925) : son amendement rédactionnel n° 11 ; adopté - **Art. 32** : son amendement de suppression n° 12 ; adopté - **Art. 20** (p. 1926 ; précédemment réservé p. 1923) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 18 du Gouvernement (suppression du second alinéa du paragraphe II de cet article relatif à la divulgation d'informations confidentielles).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 468 (91-92)] - (1^{er} juillet 1992) - Rapporteur - Discussion générale (p. 2325) - Accepte le texte de la CMP.

- **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle - Nouvelle lecture [n° 489 (91-92)]** - (8 juillet 1992) - Discussion générale (p. 2528) : évaluation des charges financières des départements - Solidarité entre départements riches et départements pauvres.

- **Proposition de loi tendant à assujettir les carrières aux dispositions de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et à créer la commission départementale des carrières [n° 480 (91-92)]** - (5 novembre 1992) - **Après l'art. 2** (p. 3080) : son amendement n° 50 : suppression de l'avis obligatoire du conseil départemental d'hygiène ; retiré - (p. 3081) : se déclare favorable à l'amendement n° 4 de la commission (délai de recours).

- **Projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)]**.

Discussion générale :

(24 novembre 1992) (p. 3402, 3403) : crise économique et sociale - Nombreuses difficultés à venir - Comptes spéciaux du Trésor - Création surprenante d'un nouveau compte d'affectation - Interrogation sur la rénovation du système éducatif et sur la formation professionnelle - Plan d'épargne en actions - Nécessité d'un grand projet pour la France - (p. 3404) : absence d'innovation et de souffle dans le projet de budget pour 1993.

Question préalable - Suite de la discussion - (26 novembre 1992) - **Question préalable** (p. 3485) : se déclare favorable à la motion n° 1 de M. Jean Arthuis, tendant à opposer la question préalable - Position nuancée du groupe du Rassemblement démocratique européen à l'égard de la question préalable - (p. 3486) : diverses raisons pour rejeter le projet de budget pour 1993 - Conjoncture internationale - Renforcer l'Etat dans ses fonctions régaliennes.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques [n° 10 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (2 décembre 1992) - **Art. 14 (prestations de publicité)** (p. 3598) : soutient l'amendement de suppression n° 37 de M. Ernest Cartigny - **Art. 15 (prestations de publicité)** : soutient l'amendement

de suppression n° 38 de M. Ernest Cartigny - **Art. 16 (prestations de publicité)** (p. 3600) : soutient l'amendement de suppression n° 39 de M. Ernest Cartigny - **Art. 17 (prestations de publicité)** (p. 3601) : soutient l'amendement de suppression n° 40 de M. Ernest Cartigny - **Art. 18 (prestations de publicité)** (p. 3602) : soutient l'amendement de suppression n° 41 de M. Ernest Cartigny - **Art. 18 bis (prestations de publicité)** : soutient l'amendement de suppression n° 42 de M. Ernest Cartigny - **Art. 18 ter (prestations de publicité)** : soutient l'amendement de suppression n° 43 de M. Ernest Cartigny - **Art. 18 quater (prestations de publicité)** (p. 3603) : soutient l'amendement de suppression n° 44 de M. Ernest Cartigny - **Art. 24 (composition de la commission nationale d'équipement commercial)** (p. 3618) : se déclare favorable à l'amendement n° 66 de la commission des affaires économiques saisie pour avis (institution d'une instance de recours régionale et composition de celle-ci).

Suite de la discussion - (3 décembre 1992) - **Art. 36 (extension de la compétence de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés (p. 3642))** : soutient l'amendement n° 46 de M. Jean-Marie Rausch (exclusion des établissements industriels et commerciaux non soumis aux règles de la comptabilité publique et exerçant leur activité dans des conditions proches de celles des entreprises privées).

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° 87 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (18 décembre 1992) - **Art. 15 (par priorité) (sanction des entraves à l'interruption volontaire de grossesse)** (p. 4285) : avec le groupe du RDE, se déclare favorable à l'amendement n° 23 de la commission (répression de l'entrave au fonctionnement des établissements sanitaires) - **Après l'art. 13** (p. 4310) : se déclare favorable à l'amendement n° 126 du Gouvernement (détermination des conditions d'affiliation des photographes-journalistes professionnels).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1992 [n° 89 (92-93)]** - (18 décembre 1992) - **Après l'art. 42** (p. 4391) : soutient l'amendement n° 65 de M. Etienne Dailly (possibilité pour les associés de syndicats d'étalons d'amortir les parts de propriété indivise du cheval) - **Art. 44 (régime fiscal des titres non cotés)** (p. 4392) : soutient l'amendement n° 71 du M. Etienne Dailly (modification de la date d'entrée en vigueur de ce nouveau régime fiscal) - **Art. 52 (taxe pour demande d'agrément d'utilisation, de dissémination ou de mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés)** (p. 4397) : ses amendements, n° 13 : rétablissement de l'affectation au ministère de la recherche des taxes perçues à l'occasion d'une demande d'utilisation des organismes génétiquement modifiés à des fins des recherches ; n° 16 : affectation du produit de la taxe au budget du ministère de l'environnement, selon des modalités définies par décret ; n° 17 : affectation du produit de la taxe destinée à couvrir les frais pour la commission d'études de la dissémination des produits au ministère de l'agriculture ; rejetés ; n° 14 : affectation de la taxe lors de la première utilisation des organismes génétiquement modifiés au ministère de l'environnement ; et n° 15 rédactionnel ; adoptés - Soutient les amendements de M. Ernest Cartigny, n° 66 identique à son n° 13, n° 67 identique à son n° 14, n° 68 identique à son n° 15, n° 69 identique à son n° 16, n° 70 identique à son n° 17.

LAGOURGUE (Pierre), sénateur de la Réunion (UC).

Elu sénateur du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes (*JO* Lois et décrets du 16 octobre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)]**.

Discussion générale :

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3445) : budget des départements d'outre-mer - Département de La Réunion -

Fonds d'investissements des départements d'outre-mer, FIDOM - Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer, ANT - Problèmes majeurs de l'emploi - Démographie - Habitat insalubre - Traité de Maastricht - Sécurité publique - Risque d'une explosion sociale.

- **Rappel au règlement** - (3 décembre 1992) (p. 3643, 3644) : souhaite attirer l'attention du Sénat sur les actes de délinquance commis à l'occasion d'une manifestation de transporteurs à Saint-Denis de la Réunion et demande au Gouvernement de prendre les mesures qui s'imposent.

LAINEL (André), secrétaire d'Etat à la ville et à l'aménagement du territoire.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (*JO Lois et décrets* du 3 avril 1992).

Secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire le 4 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (*JO Lois et décrets* du 5 avril 1992).

En qualité de secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Georges Mouly : **Aménagement du territoire** (*Avenir du monde rural*) (*JO Débats* du 12 juin 1992) (p. 1566).

de M. Louis Brives : **Communauté économique européenne (CEE)** (*Révision des zonages des fonds structurels communautaires*) (*JO Débats* du 12 juin 1992) (p. 1574).

LALONDE (Brice), ministre de l'environnement.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (*JO Lois et décrets* du 3 avril 1992).

LA MALENE (Christian de), sénateur de Paris (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (10 juin 1992) - **Après l'art. 1^{er} A** (p. 1542) : dépenses obligatoires - Lois de finances - Rôle du Parlement - Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Jacques Oudin (détermination par le Parlement français de la contribution au budget de la Communauté) - Sur l'amendement n° 25 de M. Charles Pasqua (saisine du Conseil constitutionnel par soixante députés ou soixante sénateurs afin de statuer sur la constitutionnalité d'un engagement international), son sous-amendement n° 43 : extension du contrôle de constitutionnalité aux propositions d'actes communautaires ; adopté.

LAMBERT (Alain), sénateur de l'Orne (rattaché administrativement au groupe UC).

Elu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - Justice - n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 25 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1993** [n° 55 (92-93)].

Discussion générale :

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3418) : crise de la justice - (p. 3419) : progression des crédits de la justice - Administration centrale - Services judiciaires - Juridictions administratives - Administration pénitentiaire - Protection judiciaire de la jeunesse - Nécessité d'un vrai projet pour la jeunesse.

LANG (Jack), ministre de la culture et de la communication, porte-parole du Gouvernement.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (*JO Lois et décrets* du 3 avril 1992).

Ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture le 2 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (*JO Lois et décrets* du 3 avril 1992).

En qualité de ministre de la culture

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif au dépôt légal [n° 247 (91-92)] (28 janvier 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 24 janvier 1992) - **Dépôt légal.**

En qualité de ministre de l'éducation nationale et de la culture

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Déclaration de politique générale [n° 280 (91-92)] (8 avril 1992) - **Gouvernement (déclarations).**

Projet de loi relatif à l'installation de réseaux de distribution par câble de services de radiodiffusion sonore et de télévision [n° 318 (91-92)] (6 mai 1992) - **Communication audiovisuelle.**

Projet de loi relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art [n° 512 (91-92)] (27 août 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992) - **Arts et spectacles.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Josselin de Rohan : **Enseignement privé** (*Enseignement privé*) (*JO Débats* du 15 mai 1992) (p. 1146).

de M. François LOUISY : **Enseignement** (*Crise du monde enseignant en Antilles-Guyane*) (*JO Débats* du 16 octobre 1992) (p. 2686).

INTERVENTIONS

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 280 (91-92)] - (8 avril 1992) - Lit à la tribune du Sénat le texte de la déclaration présentée à l'Assemblée nationale par M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre (p. 539 à 544).

- **Déclaration du Gouvernement sur les négociations du GATT** [n° 63 (92-93)] - (25 novembre 1992) - Lit à la tribune

du Sénat le texte de la déclaration présentée à l'Assemblée nationale par M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre (p. 3434 à 3436).

- **Projet de loi relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art - Deuxième lecture [n° 120 (92-93)]** - (20 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4516) : allègement du coût des assurances des grandes expositions d'oeuvres d'art - Octroi d'une garantie pour des expositions temporaires agréées par l'Etat - Dépôt tous les trois ans par le Gouvernement d'un rapport d'évaluation du mécanisme de garantie - Extension de la garantie aux collectivités territoriales - (p. 4517) : garantie de l'Etat britannique pour les musées nationaux instituée au lendemain de la seconde guerre mondiale - Favorable à une formule qui permettrait de ne pas pénaliser les grandes expositions internationales organisées hors de Paris - **Art. 1^{er}** (*caractéristiques de la garantie accordée par l'Etat aux expositions temporaires*) (p. 4518) : accepte l'amendement rédactionnel n° 1 de la commission et s'en remet à la sagesse du Sénat pour son amendement n° 2 (A2) - **Après l'art. 1^{er}** : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 3 de la commission (A3) - **Sur l'ensemble** (p. 4519) : création de la garantie d'Etat pour les grandes expositions internationales - Organisation par le centre Georges Pompidou d'une grande exposition sur Matisse.

LANIER (Lucien), sénateur du Val-de-Marne (apparenté RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mise à la disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services (20 octobre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code civil et relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits (9 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives (10 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la procédure pénale (11 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales (22 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République (14 janvier 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature (15 janvier 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658

du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (16 janvier 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux (21 janvier 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (3 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon (16 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire (21 décembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 412 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif à la mise à la disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services [n° 7 (92-93)] (15 octobre 1992) - **Départements**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mise à la disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services [n° 34 (92-93)] (4 novembre 1992) - **Départements**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République - Nouvelle lecture [n° 245 (91-92)]** - (23 janvier 1992) - En remplacement de M. Paul Graziani, rapporteur - **Discussion générale** (p. 408, 409) : échec de la CMP - Bilan des divergences entre l'Assemblée nationale et le Sénat - Démocratie locale - Coopération intercommunale - Propose le rétablissement du texte adopté en première et seconde lecture par le Sénat - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 411) : s'oppose à l'amendement n° 208 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (définition de principe) - **Soutient les amendements de la commission, tendant à rétablir le texte adopté en première et deuxième lecture par le Sénat** : - **Art. 1^{er}** à 16 (p. 412 à 417) : amendements n° 1 à n° 35 ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 209 sur l'article 16 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (substitution du mot « habitant » au mot « électeur ») - **Art. 16 bis à 48** (p. 417 à 431) : amendements n° 37 à 102 ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 212 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis sur l'article 48 (principes de la coopération intercommunale) - **Art. 49 à 53 septies** (p. 432 à 435) : amendements n° 103 à n° 118 ; adoptés - **Avant l'art. 56 undecies (par priorité)** (p. 436 à 440) : accepte les amendements de M. Robert-Paul Vigouroux n° 210 et n° 211 (bataillon des sapeurs-pompiers de Marseille) - **Art. 53 octies à 54 quaterdecies** (p. 440 à 445) : amendements n° 119 à n° 138 ; adoptés - **Art. 56 bis AAA (extension de la liste des bénéficiaires de la dotation centre-ville)** (p. 445) : amendement de suppression n° 139 ; adopté - **Art. 56 bis AAB (organisation administrative de Paris-Lyon-Marseille)** : amendement de suppression n° 140 ; adopté - **Art. 64 sexies (par priorité)** (p. 446) : amendement n° 199 ; rejeté - Amendements n° 200 à n° 203 ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 206 de M. Jean Faure (répartition de la dotation de développement rural) - **Art. 56 Bis AA à 56 sedecies** (p. 449 à 451) : amendements n° 141 à n° 157 ; adoptés - **Art. 56 septemdecies** (p. 452) : amendement n° 158 ; rejeté - **Art. 56 duodecies à art. 59 ter A** : amendements n° 159 à n° 169 ; adoptés - **Art. 59 ter BA (modifications par la loi**

portant modification du statut des agglomérations nouvelles) : amendement de suppression n° 170 ; rejeté - **Art. 59 ter B à 66** (p. 458 à 464) : amendements n° 171 à n° 205 ; adoptés.

- **Projet de loi relatif au code de la propriété intellectuelle (partie législative) - Deuxième lecture** [n° 392 (91-92)] - (15 juin 1992) - En remplacement de M. Jacques Thyraud - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1688) : codification du droit en vigueur en matière de droits d'auteur, de brevets, de marques, de dessins et modèles, d'obtentions végétales et de droits voisins - Travail considérable de la commission supérieure de codification - (p. 1689) : appellations d'origine - Dissociation des appellations industrielles et des appellations agricoles - Conditions d'intervention du pouvoir réglementaire - Au nom de la commission des lois, se déclare favorable à l'adoption sans modification de ce projet.

- **Projet de loi relatif à la mise à disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services** [n° 412 (91-92)] - (20 octobre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2701) : décentralisation - Organisation et mission des directions départementales de l'équipement, DDE - (p. 2702) : transfert ou mise à disposition des services des DDE aux départements - Etat, départements et communes - Statut des personnels - (p. 2703) : relations financières entre l'Etat et le département - Dépenses des départements et situations exceptionnelles - Conventions relatives aux prestations du parc départemental de l'équipement - Commission nationale de conciliation - Avis favorable de la commission des lois, sous réserve du vote de ses amendements - **Art. 1^{er}** (mise à disposition du département) (p. 2713) : ses amendements rédactionnels n° 1, n° 2 et n° 3 ; adoptés - **Art. 2** (activités du parc de l'équipement) (p. 2714) : s'oppose à l'amendement n° 44 de M. Félix Leyzour (mention de l'activité du parc de l'équipement dans un compte d'activité particulier) et accepte les amendements de la commission saisie pour avis n° 31 (mise en place d'un compte de commerce) et n° 32 (surveillance des opérations par la commission d'évaluation des charges) - **Art. 3** (convention relative au parc de l'équipement) (p. 2715) : ses amendements n° 4 rédactionnel, n° 5 : remplacement des mots « représentant de l'Etat dans le département » par le mot « préfet » ; et n° 53 rédactionnel ; adoptés - Son amendement de coordination n° 54 ; réservé puis adopté (p. 2716) - Ses amendements n° 55 : assouplissement de la limitation de l'évolution annuelle du montant des prestations du département afin de prendre en compte les situations exceptionnelles ; et n° 6 : soumission pour information du projet de convention et du projet d'avenant au comité technique paritaire de la direction départementale de l'équipement ; adoptés - (p. 2717) : ses amendements n° 7 : report de la date limite pour la signature de la convention ; et n° 8 : ouverture d'un nouveau délai pour la signature de la convention ; adoptés - **Art. 3 bis** (retrait du département du parc de l'équipement) (p. 2718) : ses amendements n° 9 rédactionnel, n° 10 : remplacement des mots « représentant de l'Etat dans le département » par le mot « préfet » ; n° 11 rédactionnel et n° 12 : réduction du délai prévu pour régler le désengagement du parc ; adoptés - (p. 2719) : ses amendements n° 13 de cohérence et n° 14 rédactionnel ; adoptés - **Art. 4** (absence de convention relative au parc de l'équipement) : ses amendements n° 15, de coordination, n° 16, rédactionnel, et n° 17, de coordination avec l'amendement n° 8 ; adoptés - **Art. 5** (convention relative à la mise à disposition des services de l'équipement) (p. 2720) : ses amendements n° 18, rédactionnel, n° 19 : remplacement des mots « représentant de l'Etat dans le département » par le mot « préfet » ; n° 56 : prorogation de la date d'expiration de la convention ; n° 20 : report de la date limite pour la signature de la convention ; et n° 21 : ouverture d'un nouveau délai pour la conclusion de la convention après le prochain renouvellement des conseils généraux ; adoptés - **Art. 6** (adaptation de l'organisation des services) (p. 2722) : ses amendements n° 22 : réduction de six à trois mois du délai dont dispose le préfet pour établir le projet d'organisation ; n° 23, n° 57 et n° 25, tendant à remplacer les mots « représentant de l'Etat dans le département » par le mot « préfet » ; n° 24, rédactionnel, et n° 26 : durée du délai à l'expiration duquel le projet d'organisation est réputé rejeté ; adoptés - S'oppose à l'amendement de suppression n° 45 de M. Félix Leyzour, et accepte l'amendement n° 46 de M. Camille Cabana (possibilité pour le conseil général, s'il estime que le projet d'organisation ne répond pas

aux conditions posées par le présent article, de saisir la Commission nationale de conciliation) - **Art. 7** (absence de convention relative à la mise à disposition des services de l'équipement) : ses amendements n° 27 : report de la date limite pour la signature de la convention ; n° 28, rédactionnel ; et n° 29 : conséquence de l'ouverture d'un nouveau délai pour la signature des conventions relatives aux services de l'équipement autres que le parc ; adoptés - **Après l'art. 7** (p. 2724) : son amendement n° 30 : création d'une commission nationale de conciliation ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 52 de M. Jean-Louis Carrère (création d'une instance de conciliation et caractère suspensif du recours devant cette instance) - **Art. 10** (par priorité) (compensation financière des transferts de charge) (p. 2725) : accepte l'amendement n° 41 de la commission saisie pour avis (rétablissement des dispositions supprimées par l'Assemblée nationale dans une nouvelle rédaction) - **Art. 8** (dépenses de personnel) (p. 2726, 2727) : sur les amendements de la commission saisie pour avis, accepte le n° 33 de conséquence, le n° 34 de coordination, les n° 35 et n° 36 faisant référence aux effectifs du département ainsi que le n° 37 (communication des vacances de postes par le préfet et intervention de la commission instituée par l'article 94 de la loi du 7 janvier 1983 en cas de désaccord) - Accepte l'amendement n° 49 de M. Philippe Adnot (remise à jour du niveau des effectifs pour le calcul de la compensation financière du transfert de charges opéré dans le cadre du projet de loi en matière de direction départementale de l'équipement) - **Art. 9** (droit d'option des agents non titulaires) (p. 2728) : accepte les amendements de coordination n° 38 et n° 39 de la commission saisie pour avis - (p. 2729) : s'oppose à l'amendement n° 43 de M. Alfred Foy (vocation de titularisation du personnel non titulaire et parité entre les fonctions publiques) et accepte l'amendement de coordination n° 40 de la commission saisie pour avis - **Après l'art. 11** : accepte l'amendement n° 42 de la commission saisie pour avis (prise en compte de la réouverture du délai de conclusion de convention entre le département et l'Etat).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 34 (92-93)] - (12 novembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3139) : accord en commission mixte paritaire, CMP - Retour à un délai de dix ans pour le retrait du département du parc de l'équipement - Reprise de l'appellation de « préfet » - Signature des conventions avant le 1^{er} juillet 1993 - Création de la Commission nationale pour une durée limitée au 1^{er} janvier 1995 - Compétences de la Commission nationale sur le projet d'organisation des services - Ajustement de la compensation financière - (p. 3140) : avis du comité technique paritaire pour les projets de convention et d'avenant - Exercice du droit d'option des agents non titulaires - Rétablissement à six mois du délai laissé aux préfets pour élaborer le projet de réorganisation des services - Se déclare favorable à l'adoption de ce projet amélioré par les travaux du Sénat.

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale** [n° 3 (92-93)] - Suite de la discussion - (18 novembre 1992) - **Après l'art. 1^{er} B** (p. 3196) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de M. Michel Charasse (modification de l'article 16 du code de procédure pénale relatif aux fonctions des agents des douanes titulaires) - **Art. 3** (garde à vue en cas d'infraction flagrante) (p. 3203) : sur l'amendement n° 18 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), son sous-amendement n° 321, soutenu par M. Serge Vinçon, retiré.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques** [n° 10 (92-93)] - (1^{er} décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3537) : caractère hétéroclite de ce texte - Service central de prévention de la corruption - (p. 3638) : financement des campagnes électorales et des partis politiques - Loi « Rocard » - Transparence des activités des collectivités locales, des prestations publicitaires, des prestations de services, et des procédures d'urbanisme commercial - Réforme du système des délégations de service public - (p. 3539) : le groupe du RPR votera ce projet de loi assorti des amendements proposés.

Suite de la discussion - (2 décembre 1992) - **Art. 12** (sanctions pour absence de facturation ou pour omission d'une mention obligatoire sur une facture) (p. 3592) : sur l'amendement n° 123 de la commission (nouvelle rédaction), ses sous-amendements n° 203 et n° 258 ; retirés.

- **Projet de loi modifiant le code civil et relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits - Deuxième lecture** [n° 11 (92-93)] - (9 décembre 1992) - **Art. 1^{er}** (de la responsabilité du fait de défaut de sécurité des produits) - **Art. 1386-10 du code civil (causes d'exonération)** (p. 3823) : se déclare opposé à l'amendement n° 8 de la commission (suppression de l'exonération pour risques de développement).

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale - Deuxième lecture** [n° 70 (92-93)] - (11 décembre 1992) - **Après l'art. 1^{er} AA** (p. 3952) : se déclare favorable à l'amendement n° 2 de M. Michel Charasse (rôle des agents des douanes) - **Art. 167 (entrée en vigueur - Application outre-mer)** (p. 4003) : sur l'amendement n° 97 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), son sous-amendement n° 1 ; retiré.

- **Projet de loi modifiant le code civil relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales - Deuxième lecture** [n° 150 (92-93)] - (22 décembre 1992) - **Art. 18 (preuve de la maternité naturelle)** (p. 4685, 4686) : se déclare favorable à l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Accouchement « sous X » et anonymat irrévocable - Protection de la mère et de l'enfant - Filiation adoptive.**

- **Projet de loi modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 179 (92-93)] - (22 décembre 1992) - En remplacement de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur - **Discussion générale** (p. 4695, 4696) : intérêt des familles - Règlement national et règlements municipaux sur les pompes funèbres - Régime d'habilitation - Dispositions applicables en Alsace et en Moselle - Période transitoire - Demande au Sénat d'adopter le texte issu des travaux de la CMP.

- **Projet de loi modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 184 (92-93)] - (22 décembre 1992) - En remplacement de M. Luc Dejoie, rapporteur - **Discussion générale** (p. 4729, 4730) : examen hâtif de ce projet de loi - Procédure de changement de nom - Légitimation des enfants décédés sans descendants par le mariage de leurs parents - Recherche judiciaire de la filiation légitime ou naturelle - Autorité parentale - Juge aux affaires familiales - Audition de l'enfant en justice - Invite le Sénat à adopter les conclusions de la commission mixte paritaire.

LARCHE (Jacques), sénateur de la Seine-et-Marne (UREI).

NOMINATIONS

- Président de la commission des lois.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992) ; puis président (*JO* Lois et décrets du 9 octobre 1992).

- Juge titulaire de la Haute Cour de justice (*JO* Lois et décrets du 28 octobre 1992).

- Membre ès qualités du Comité national de la publication des travaux préparatoires des institutions de la Ve République.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République (14 janvier 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature (15 janvier 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (16 janvier 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux (21 janvier 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes (24 janvier 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens (3 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives (18 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la Nation, l'Etat et la paix publique (24 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mise à la disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services (20 octobre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur (21 octobre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (3 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code civil et relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits (9 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives (10 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la procédure pénale (11 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon (16 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire (21 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales (22 décembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 252 (91-92)] de MM. Marcel Lucotte, Charles Pasqua, Daniel Hoeffel et Ernest Cartigny, tendant à créer une commission d'enquête sur l'accueil en France, le mercredi 29 janvier 1992, du dirigeant d'une organisation terroriste [n° 253 (91-92)] (7 février 1992) - **Commissions d'enquête parlementaires.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi constitutionnelle [n° 334 (91-92)] adoptée par l'Assemblée nationale, ajoutant à la Constitution un titre : « Des Communautés européennes et de l'Union européenne » [n° 375 (91-92)] (27 mai 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 26 mai 1992) - **Constitution.**

Proposition de loi, tendant à insérer dans le Règlement du Sénat les dispositions nécessaires à la mise en oeuvre de l'article 88-4 de la Constitution sur les résolutions européennes [n° 36 (92-93)] (5 novembre 1992) - **Parlement.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République - Deuxième lecture** [n° 117 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (10 janvier 1992) - **Art. 36** *decies* (*contribution des collectivités territoriales au financement des dépenses d'investissement des établissements d'enseignement privé sous contrat*) (p. 128) : intervient sur l'amendement n° 85 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat et extension aux territoires d'outre-mer).

- Précise que le président de la commission nationale consultative des droits de l'homme a été reçu par le rapporteur du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945, modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France après que la commission des lois ait reçu l'avis de ladite commission (16 janvier 1992) (p. 194).

- **Conclusions du rapport de M. Jacques Larché**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 252, 91-92) de MM. Marcel Lucotte, Charles Pasqua, Daniel Hoeffel et Ernest Cartigny, tendant à créer une commission d'enquête sur l'accueil en France, le mercredi 29 janvier 1992, du dirigeant d'une organisation terroriste [n° 253 (91-92)] - (15 avril 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 656) : « affaire Habache » - Déclaration de politique générale - Ordre du jour de la session extraordinaire - « Visas hospitaliers » - Responsabilité personnelle des ministres - (p. 657) : contrôle du Gouvernement par le Parlement.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - (2 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1426) : révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Maastricht - Pouvoir constituant du Sénat - (p. 1427) : procédure de révision de la Constitution - Décision du Conseil constitutionnel - Amendements de l'Assemblée nationale - (p. 1428) : amendements de la commission des lois du Sénat - Citoyenneté européenne - Droit de vote et d'éligibilité des ressortissants communautaires aux élections locales et européennes - Loi organique - Association du Parlement français au processus de la décision communautaire - (p. 1429) : droit communautaire - Avis favorable de la commission des lois sous réserve des amendements déposés - (p. 1446) : référendum danois et refus de ratification du traité de Maastricht - Travaux du Sénat - (p. 1447) : validité du traité de Maastricht - Débat sur la révision constitutionnelle.

Suite de la discussion - (3 juin 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1457) : caducité du traité de Maastricht - Dispositions du traité relatives au Danemark - Demande une suspension de séance - Réunion des ministres des affaires étrangères à Oslo.

Suite de la discussion - (9 juin 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1481, 1482) : réunion des ministres des affaires étrangères à Oslo - Danemark - Référence explicite au traité signé à Maastricht - Validité du traité de Maastricht - Au nom de la commission des lois, demande une suspension de

séance - (p. 1484) : durée de la suspension de séance - Indique que la commission des lois a décidé, à la majorité, de poursuivre le débat sur la révision constitutionnelle - **Rappel au règlement de M. Charles Lederman** (p. 1486) : estime que son rôle se limite à annoncer la décision prise par la commission des lois et relative à la poursuite du débat sur la révision constitutionnelle.

Suite de la discussion - (10 juin 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1505) : organisation des débats - (p. 1512, 1513) : droit de vote et d'éligibilité des seuls citoyens de l'Union européenne - Validité du traité de Maastricht - Pouvoir constituant du Sénat - **Art. 1^{er} A** (*consécration constitutionnelle de la langue française comme langue de la République*) (p. 1539) : son amendement n° 13 : inversion de la formulation proposée ; adopté - Francophonie - (p. 1540) : diversité culturelle et linguistique de la France - Demande le retrait du sous-amendement n° 16 de M. Henri Goetschy portant sur l'amendement n° 13 précité - **Après l'art. 1^{er} A** (p. 1542) : lois de finances - Demande le retrait de l'amendement n° 11 de M. Jacques Oudin (détermination par le Parlement français de la contribution au budget de la Communauté) - (p. 1543, 1544) : « déficit démocratique » - Saisine du Conseil constitutionnel par soixante députés ou soixante sénateurs en vue du contrôle de constitutionnalité des traités et des propositions d'actes communautaires - (p. 1547) : accepte l'amendement n° 25 de M. Charles Pasqua (saisine du Conseil constitutionnel par soixante députés ou soixante sénateurs afin de statuer sur la constitutionnalité d'un engagement international) et, sur celui-ci, le sous-amendement n° 43 de M. Christian de la Malène (extension du contrôle de constitutionnalité aux propositions d'actes communautaires).

Suite de la discussion - (11 juin 1992) - Rapporteur - **Art. 1^{er} B** (*compétence de la loi organique pour la détermination des statuts des territoires d'outre-mer*) (p. 1558) : unanimité de la commission des lois sur cet article.

Suite de la discussion - (16 juin 1992) - Rapporteur - **Art. 2** (*insertion dans la Constitution d'un titre XIV : « Des Communautés européennes et de l'Union européenne »*) - **Art. 88-1 de la Constitution** (*transferts des compétences nécessaires à l'établissement de l'Union économique et monétaire et à la politique commune des visas*) (p. 1695, 1696) : son amendement n° 44 : référence aux modalités du traité sur l'Union européenne signé le 7 février 1992 ; adopté - Monnaie unique - Politique commune des visas - Droit de vote et d'éligibilité - (p. 1697) : « déficit démocratique » - Renégociation du Traité de Maastricht - (p. 1698) : extension du droit de saisine du Conseil constitutionnel à soixante députés ou à soixante sénateurs pour le contrôle de constitutionnalité des engagements internationaux et des propositions d'actes communautaires - (p. 1701) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Jacques Oudin (impossibilité de transférer les compétences dévolues au Parlement en matière fiscale et budgétaire) - Loi de finances - Traité de Rome - Union économique et monétaire - Notion de déficit public excessif - « Déficit démocratique » - **Art. 88-2 de la Constitution** (*droit de vote et éligibilité aux élections municipales des ressortissants communautaires résidant en France*) (p. 1711) : son amendement n° 14 : possibilité d'accorder aux seuls citoyens de l'Union résidant en France le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales et détermination des conditions d'application du présent article par une loi organique votée dans les mêmes termes par les deux assemblées ; adopté - Citoyenneté européenne - (p. 1712) : droit de vote de tous les étrangers - Loi organique et loi relative au Sénat - Danemark - (p. 1714, 1715) : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Charles Pasqua (limitation du droit de vote des ressortissants de la Communauté aux seules élections européennes) - Sur son amendement précité n° 14, s'oppose au sous-amendement n° 42 de M. Charles Pasqua - (p. 1716) : définit son amendement n° 14 comme un amendement de précaution - (p. 1717) : sur son amendement précité n° 14, s'oppose au sous-amendement n° 45 et n° 46 de M. Claude Estier - (p. 1721, 1722) : sur son amendement précité n° 14, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 40 de M. Ernest Cartigny et s'oppose au sous-amendement n° 47 de M. Claude Estier - Loi organique et loi relative au Sénat - (p. 1725) : équilibre constitutionnel entre les assemblées parlementaires - Révision constitutionnelle - **Art. 88-3 de la Constitution** (*avis des assemblées parlementaires sur les propositions*

d'actes communautaires comportant des dispositions de nature législative (p. 1729) : son amendement n° 15 : vote de résolution selon des modalités déterminées par le règlement de chaque assemblée ; adopté - Actes communautaires comportant des dispositions de nature législative - Assemblées consultatives - Négociations internationales - (p. 1730) : travaux du Parlement - Inter-session - (p. 1731) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Claude Estier (détermination dans le règlement de chacune des assemblées des conditions dans lesquelles elles pourront étudier les propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement) ainsi qu'aux amendements de M. Jacques Thyraud, n° 21 (détermination des actes communautaires comportant des dispositions de nature législative par le Gouvernement après avis du Conseil d'Etat) et n° 23 (détermination des conditions d'application du présent article par une loi organique) - Sur son amendement précité n° 15, s'oppose au sous-amendement n° 17 de M. Jacques Genton - (p. 1732) : Conseil des ministres des Communautés européennes - **Seconde délibération - Art. 1^{er} A B (article additionnel)** (*saisine du Conseil constitutionnel par soixante députés ou soixante sénateurs afin de statuer sur la constitutionnalité d'un engagement international*) (p. 1734) : accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement (suppression de la saisine du Conseil constitutionnel pour le contrôle de constitutionnalité d'une proposition d'acte communautaire ou l'approbation de la proposition d'acte communautaire).

- **Projet de loi relatif à l'abolition des frontières fiscales à l'intérieur de la communauté économique européenne en matière de taxe sur la valeur ajoutée et de droits indirects [n° 373 (91-92)]** - (18 juin 1992) - **Art. 108** (*institution d'un droit d'enquête en entreprise et d'un droit de contrôle des véhicules à usage professionnel*) - **Art. L. 80 F** du livre des procédures fiscales (*droit d'enquête*) (p. 1851 ; précédemment réservé p. 1844) : son amendement n° 33, soutenu par M. Roger Chinaud : substitution de la notion de comptes rendus d'audition à celle de procès-verbaux d'audition ; adopté - **Art. L. 80 I** du livre précité (*possibilité d'intervention de l'administration des douanes*) (p. 1854) : son amendement n° 34, soutenu par M. Roger Chinaud : contestation soulevée à propos de l'application du présent article ; retiré.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions générales du code pénal - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 256 (90-91)]** - (7 juillet 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2456, 2457) : données statistiques - **Projet de loi d'adaptation - Modernisation du droit pénal - Echelle des peines - Coopération entre l'Assemblée nationale, le Sénat et le Gouvernement - Droit d'amender du Gouvernement - Travail parlementaire** - (p. 2462) : temps de parole - **Adoption du texte de la CMP - Art. unique** : accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement (date d'entrée en vigueur des dispositions) - **Art. 113-11, 131-5, 131-7, 131-13, 131-14** : accepte les amendements du Gouvernement, de précision n° 2, rédactionnels n° 3, n° 4, n° 5 et n° 6, de précision n° 7, rédactionnel n° 8, et de précision n° 9 - **Art. 131-17** (p. 2470) : accepte l'amendement n° 10 du Gouvernement (application de la peine de travail d'intérêt général pour certaines contraventions de cinquième classe) - **Travail d'intérêt général - Après l'art. 131-28, art. 131-33, art. 131-34, après l'art. 132-15** : accepte les amendements du Gouvernement n° 11 et n° 12 de coordination, n° 13 de précision et n° 14 de coordination - **Art. 132-22, après l'art. 132-72** : accepte les amendements du Gouvernement n° 15 (modalités de détermination du montant de la peine d'amendes) et n° 16 (définition de l'arme).

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale [n° 3 (92-93)] - Suite de la discussion** - (19 novembre 1992) - **Art. 33** (*collège compétent pour ordonner le placement en détention provisoire*) (p. 3281) : intervient à propos de l'amendement n° 77 de la commission (possibilité pour le juge d'instruction qui envisage un placement en détention de demander l'avis du président du tribunal ou de son délégué et d'un magistrat du siège) - **Titre V bis (des débats à l'audience de jugement)** (p. 3295) : intervient à propos de l'amendement de suppression n° 101 de la commission.

- **Projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et à la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 64 (92-93)]** - (9 décembre

1992) - **Discussion générale** (p. 3788, 3791) : remise en cause d'un accord difficilement obtenu en CMP par l'inscription de dispositions relatives à l'auto-avortement dans le DMOS déposé à l'Assemblée nationale.

- **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission des lois sur les **propositions de résolution** (n° 20, 92-93) de M. Michel Poniatowski et plusieurs de ses collègues, (n° 36, 92-93) de M. Jacques Larché, (n° 47, 92-93) de Mme Hélène Luc et plusieurs de ses collègues, **tendant à modifier le règlement du Sénat pour l'application de l'article 88-4 de la Constitution [n° 109 (92-93)]** - (15 décembre 1992) - **Art. 1^{er}** (*dispositions nécessaires à la mise en oeuvre de l'article 88-4 de la Constitution*) (p. 4075) : se déclare opposé aux amendements identiques, n° 2 de M. Jacques Genton, n° 6 de M. Michel Poniatowski, n° 11 de M. Claude Estier, n° 12 de M. Xavier de Villepin, et n° 13 de M. Yves Guéna (possibilité pour la délégation pour les Communautés européennes de se saisir pour avis des propositions d'actes communautaires) - (p. 4079) : se déclare opposé à l'amendement n° 7 de M. Michel Poniatowski (suppression du quatrième alinéa du texte présenté par l'article 1^{er} pour l'article 73 bis du règlement du Sénat) - (p. 4081) : se déclare favorable aux amendements identiques, n° 4 de M. Jacques Genton et n° 8 de M. Michel Poniatowski (possibilité offerte au président de la délégation des communautés européennes de demander un examen en séance publique des textes communautaires) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4084) : abstention, à titre personnel, sur ce texte.

LARCHER (Gérard), sénateur des Yvelines (RPR) - Secrétaire du Sénat.

Réélu secrétaire du Sénat (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications ; de nouveau membre titulaire de cette Commission (*JO Lois et décrets* du 4 novembre 1992).

- Membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur les conditions dans lesquelles il a été décidé d'admettre sur le territoire français M. Georges Habache, dirigeant du Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.) (23 avril 1992) ; puis nommé rapporteur (*JO Lois et décrets* du 30 avril 1992), jusqu'au 18 juin 1992.

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice (25 novembre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code forestier (9 juin 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur les conditions dans lesquelles il a été décidé d'admettre sur le territoire français M. Georges Habache, dirigeant du Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.), créée en vertu d'une résolution adoptée par le Sénat le 15 avril 1992 [n° 424 (91-92)] (18 juin 1992) - **Ordre public**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la politique de la ville [n° 107 (92-93)] (10 décembre 1992) - **Urbanisme**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 12 juin 1992) (p. 1579) - Ministère : Justice - **Comportement de hauts magistrats - Magistrature**.

Questions orales sans débat :

n° 399 (JO Débats du 8 avril 1992) (p. 535) - Ministère : Intérieur - *Construction d'un nouveau commissariat de police à Rambouillet (Yvelines)* - (Réponse : JO Débats du 11 avril 1992) (p. 591) - **Police (personnel de)**.

n° 403 (JO Débats du 8 avril 1992) (p. 536) - Ministère : Environnement - *Classement en site écologique d'intérêt national du massif de Rambouillet (Yvelines)* - (JO Débats du 11 avril 1992) (p. 593) - **Environnement**.

n° 440 (JO Débats du 10 juin 1992) (p. 1501) - Ministère : Affaires sociales - *Subvention en faveur de l'accueil des handicapés dans le département des Yvelines* - (Réponse : JO Débats du 20 juin 1992) (p. 1904) - **Handicapés (travail et reclassement)**.

n° 453 (JO Débats du 18 juin 1992) (p. 1796) - Ministère : Postes - *Position du Gouvernement concernant le Livre vert postal* - (Réponse : JO Débats du 27 juin 1992) (p. 2113) - **Postes et télécommunications**.

n° 462 (JO Débats du 3 octobre 1992) (p. 2584) - Ministère : Intérieur - *Construction d'un nouveau commissariat de police à Rambouillet* - (Réponse : JO Débats du 24 octobre 1992) (p. 2851) - **Police**.

n° 463 (JO Débats du 3 octobre 1992) (p. 2584) - Ministère : Agriculture - *Situation des éleveurs de chevaux de course* - (Réponse : JO Débats du 24 octobre 1992) (p. 2851) - **Elevage**.

n° 487 (JO Débats du 11 novembre 1992) (p. 3118) - Ministère : Postes - *Restructuration du centre d'exploitation France Télécom de Rambouillet (Yvelines)* - (Réponse : JO Débats du 21 novembre 1992) (p. 3365) - **Télécommunications**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 227 (91-92)]** - (16 janvier 1992) - **Discussion générale** (p. 202) : difficultés du contrôle de l'immigration - **Problème des banlieues** - (p. 203) : responsabilité du transporteur et conséquence pour les compagnies aériennes - **Zones de transit** - **Politique de l'immigration** - **Politique d'intégration** - (p. 209) : demande de droit d'asile - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 236, 237) : ratification de la convention de Schengen - **Identité nationale** - **Intégration** - Avec le groupe du RPR, votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République - Nouvelle lecture [n° 245 (91-92)]** - (23 janvier 1992) - **Avant l'art. 56 undecies** (p. 440) : se déclare favorable aux amendements n° 210 et n° 211 de M. Robert-Paul Vigouroux (bataillon de sapeurs-pompiers de Marseille).

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne » [n° 334 (91-92)] - Suite de la discussion** - (10 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1522) : validité du traité de Maastricht - **Construction européenne** - **Europe des Nations** - **Danemark** - **Révision constitutionnelle** - **Transferts de souveraineté** - **Droit de vote des ressortissants communautaires aux élections municipales** - **Citoyenneté et nationalité** - **Elections cantonales** - **Vote aux élections européennes des citoyens européens résidents** - (p. 1524) : référendum français - **Démocratie**.

Suite de la discussion - (16 juin 1992) - **Rappel au règlement** (p. 1704) : concomitance des réunions de commissions et de la séance publique.

- **Rappels au règlement** - (17 juin 1992) (p. 1757, 1758) : propos tenus en Conseil des ministres par M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, déclarant non conforme à la Constitution l'article 88-2 du projet de loi de révision constitutionnelle, tel qu'il a été voté après l'adoption d'un amendement du Sénat.

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale [n° 3 (92-93)] - Suite de la discussion** - (18 novembre 1992) - **Après l'art. 1^{er} B** (p. 3195) : intervient à propos de l'amendement n° 1 de M. Michel Charasse (modification de l'article 16 du code de procédure pénale relatif aux fonctions des agents des douanes titulaires).

LARUE (Tony), sénateur de la Seine-Maritime (S).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des finances.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Secrétaire-rapporteur de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes ; de nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992), puis secrétaire-rapporteur (JO Lois et décrets du 9 octobre 1992).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Equipement, logement, transport et mer** - IV - Mer - Ports maritimes - [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 20 (24 novembre 1992).

LAUCOURNET (Robert), sénateur de la Haute-Vienne (S).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992) ; puis vice-président (JO Lois et décrets du 9 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises (2 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement (26 juin 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 506 (91-92)] relatif aux procédures de passation de certains contrats dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications [n° 15 (92-93)] (21 octobre 1992) - **Marchés publics**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Energie** - [n° 58 (92-93)] tome 5 (24 novembre 1992).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 31 (JO Débats du 2 décembre 1992) (p. 3565) - Ministère : Logement - *Situation du logement social* - **Logement social**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises [n° 174 (91-92)]** - (9 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 554, 555) : réduction des délais de paiement - **Usages commerciaux** - **Règles de facturation** - **Transparence des conditions de règlement** - **Morale des affaires** - **Ville de Limoges**.

- **Projet de loi relatif à la distribution et à l'application par des prestataires de services, des produits antiparasitaires à usage agricole et des produits assimilés [n° 149 (91-92)]** - (5 mai 1992) - **Art. 5 (droit d'agrément)** (p. 981) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement de sup-

pression n° 7 de la commission - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 983) : santé - Environnement - Profession agricole - Avis favorable du groupe socialiste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail - Deuxième lecture** [n° 359 (91-92)] - (17 juin 1992) - **Art. 1^{er}** (art. 123-1 du code de la famille et de l'aide sociale - Principe de l'agrément préalable) (p. 1778) : se déclare opposé à l'amendement n° 2 de la commission (suppression de la motivation du refus d'agrément) - **Après l'art. 18** (p. 1786) : se déclare opposé à l'amendement n° 9 de la commission (dispense de l'obligation de formation pour les assistantes maternelles à titre permanent et non permanent) - **Seconde délibération - Art. 18** (p. 1788) : s'oppose à l'amendement n° 2 de la commission (suppression de la motivation du refus d'agrément).

- **Conclusions du rapport de M. Jacques de Menou, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur sa proposition de loi** (n° 317, 91-92), déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à faciliter le développement du tourisme rural** [n° 381 (91-92)] - (17 juin 1992) - **Art. 1^{er}** (dérogation à l'interdiction du cumul emploi-retraite, des salariés) (p. 1792, 1793) : soutient l'amendement n° 1 de M. Fernand Tardy (activité d'hébergement réalisé sur des biens patrimoniaux) - **Art. 2** (dérogation à l'interdiction du cumul emploi-retraite des exploitants agricoles) : soutient l'amendement n° 2 de M. Fernand Tardy (même objet que l'amendement n° 1) - **Art. 3** (dérogation à l'interdiction du cumul emploi-préretaire agricole) : soutient l'amendement n° 3 de M. Fernand Tardy (même objet que les amendements n° 1 et n° 2).

- **Projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement** [n° 385 (91-92)] - (22 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1932, 1933) : gestion des déchets - Décharges - Pénurie des sites - Élimination des déchets - Élaboration de plans régionaux et départementaux - Exemple de la Haute-Vienne - « Déchetteries » - Éducation du public - Formation aux techniques de l'environnement - (p. 1934) : avis favorable du groupe socialiste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi modifiant le chapitre III du titre II du livre V du code de la santé publique relatif à la pharmacie vétérinaire - Deuxième lecture** [n° 396 (91-92)] - (26 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 2080) : distribution des médicaments vétérinaires - Fabrication et mise sur le marché des médicaments - Directives communautaires - Aliments médicamenteux - Avis favorable du groupe socialiste sur ce texte - **Art. 2 bis** (p. 2081) : soutient l'amendement n° 6 de M. William Chervy (nouvelle rédaction de cet article).

- **Projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement** [n° 385 (91-92)] - Suite de la discussion - (26 juin 1992) - **Art. 1^{er}** (modification de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets) - **Paragraphe I** (objectifs de la loi) (p. 2085) : se déclare opposé à l'amendement rédactionnel n° 1 de la commission - **Paragraphe III** (stockage des seuls déchets ultimes à compter du 1^{er} juillet 2002) (p. 2087) : se déclare opposé à l'amendement n° 70 de M. Jean Simonin (nouvelle rédaction de ce paragraphe) - **Après le paragraphe IV** (p. 2088) : se déclare favorable à l'amendement n° 6 de la commission (sort des déchets refusés) et sur ce dernier, au sous-amendement n° 97 du Gouvernement - **Paragraphe IV bis** (contenu du droit à l'information) (p. 2089) : se déclare favorable à l'amendement n° 8 (nouvelle rédaction de l'alinéa relatif aux commissions locales) et au sous-amendement n° 69 de la commission - **Paragraphe V** (remboursement en cas d'incident ou d'accident) (p. 2090) : se déclare opposé à l'amendement n° 10 de la commission (remboursement des frais par les associations de protection de l'environnement) - **Paragraphe XIV** (plans pour l'élimination de déchets) (p. 2095) : sur l'amendement n° 21 de la commission (nouvelle rédaction de ce paragraphe), se déclare opposé aux sous-amendements identiques n° 65 de M. Alain Pluchet et n° 79 de M. Michel Souplet - **Paragraphe XV** (plans départementaux) (p. 2119) : sur l'amendement n° 25 de la commission (précision des conditions de l'élaboration et de l'adoption des plans), se déclare opposé au sous-amendement n° 71 de M. Jean Simonin - **Art. 2 bis** (institution d'une péréquation au

profit des communes où sont entreposés ou traités les déchets) (p. 2121) : se déclare favorable à l'amendement n° 111 du Gouvernement (nouvelle rédaction de cet article) et opposé au n° 28 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 5** (modifications de la loi 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) - **Paragraphe IX** (aliénation à titre onéreux d'une installation) (p. 2129) : se déclare favorable aux amendements n° 41 de la commission (suppression de la mention « des associations agréées ») et n° 106 de coordination du Gouvernement - **Art. 7** (introduction de dispositions financières dans la loi du 15 juillet 1975) - **Art. 22-2 de la loi du 15 juillet 1975** (taxe sur la mise en décharge) (p. 2135) : se déclare opposé aux amendements de la commission n° 51 (assujettissement à la taxe des déchets ménagers et industriels banals qui sont déposés dans des décharges privées ou internes) et n° 52 (limitation des transports de déchets qu'ils soient nationaux ou étrangers en application du principe de proximité) et au n° 62 de M. Michel Souplet (dispense de la taxe de vingt francs par tonne pour les déchets déjà valorisés) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2138) : souhaite un accord en commission mixte paritaire.

- **Projet de loi relatif aux procédures de passation de certains contrats dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications** [n° 506 (91-92)] - (28 octobre 1992) - **Rapporteur - Discussion générale** (p. 2895) : transposition en droit interne d'une partie des dispositions de la directive des communautés du 17 septembre 1990 - Ouverture des marchés publics à la concurrence communautaire - (p. 2896) : définition des personnes et des actes considérés par le Gouvernement comme devant être assujettis par la loi aux obligations de publicité et de mise en concurrence instituées par la directive communautaire - Contrats et organismes susceptibles d'entrer dans le champ d'application de la directive - Soumission de la passation de certains contrats à des règles de publicité et de mise en concurrence - Conditions d'application du texte - (p. 2897) : établissements publics à caractère industriel et commercial, EPIC - **Art. 1^{er}** (contrats et organismes assujettis) (p. 2900) : son amendement n° 1 : extension du champ d'application des nouvelles dispositions aux établissements publics ayant un caractère industriel et commercial ; adopté - (p. 2902) : son amendement de coordination n° 2 ; adopté - **Art. 2** (activités concernées) : son amendement rédactionnel n° 3 ; adopté - **Art. 4** (précisions relatives aux contrats visés) (p. 2903) : ses amendements rédactionnels, n° 4 et n° 5, son amendement n° 6 : absence d'obligation de fixer la quantité de fournitures ou de travaux qu'il est projeté d'acquiescir ou de réaliser, par les accords-cadres conclus pour plusieurs années entre un adjudicateur et plusieurs fournisseurs ou entrepreneurs ; adoptés - **Art. 5** (conditions d'exclusion de certains contrats) (p. 2904) : son amendement n° 7 : absence d'application du droit communautaire pour des considérations de sécurité ou de protection des intérêts essentiels de l'Etat ; adopté - Ses amendements n° 8, n° 9, n° 10 et n° 11 : élargissement de l'exemption de l'application des dispositions de la présente loi aux contrats définis à l'article 4 lorsqu'ils sont passés par certains organismes de droit privé ; adoptés - **Art. 6** (offres de fournitures provenant d'un pays tiers) : son amendement n° 12 : limitation de la liberté des entreprises adjudicatrices dans les seuls cas où elles doivent accorder leur préférence à une offre ne provenant pas d'un pays extérieur à la communauté ; adopté - **Après l'art. 10** : sur l'amendement n° 13 du Gouvernement qu'il accepte, ses sous-amendements n° 14 et n° 15 ; adoptés.

- **Conclusions du rapport de M. Michel Souplet, fait au nom de la commission des affaires économiques et du Plan sur sa proposition de loi** (n° 509, 1991-1992) déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à rendre obligatoire l'addition de 5 p. 100 de carburant d'origine agricole aux carburants pétroliers** [n° 26 (92-93)] - (4 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3023) : souligne l'attachement du groupe socialiste à la promotion de l'utilisation de produits agricoles à des fins énergétiques - Exonération de la taxe intérieure sur les produits pétroliers pour les biocarburants - Réforme de la PAC - Jachère - Mission confiée à M. Raymond Lévy, ancien président de Renault - Prise en compte des partenaires européens - Proposition de création d'une commission spéciale par un amendement.

- **Projet de loi portant réforme du régime pétrolier** [n° 517 (91-92)] - (5 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3050) : politique d'indépendance énergétique - Sécurité des approvisionnements pétroliers - Marché unique européen - Libéralisation de l'activité pétrolière - (p. 3051) : stocks stratégiques - Obligation d'information des pouvoirs publics - Flotte pétrolière sous pavillon français - Pavillon EUROS - Le groupe socialiste soutiendra ce projet de loi - **Art. 6 (obligation de pavillon)** (p. 3060) : soutient l'amendement n° 26 de M. Guy Penne (retrait de l'assiette de l'obligation du pétrole extrait du sous-sol national ainsi que du pétrole non destiné à la consommation énergétique nationale) - **Art. 8 (notification des opérations relatives aux installations de raffinage)** (p. 3064) : se déclare opposé à l'amendement n° 15 de la commission (nouvelle rédaction).

- **Projet de loi de finances pour 1993** [n° 55 (92-93)].

Discussion générale :

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3453) : condamnation de l'absence de contre-budget - Amélioration significative de la politique du logement - Mobilisation inégale des collectivités locales - Mesures de soutien à la construction - (p. 3454) : accroissement des crédits affectés à la politique de la ville - Crise du logement - Nécessité d'améliorer l'efficacité de la politique du logement - Soutien à l'action du Gouvernement.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques** [n° 10 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (2 décembre 1992) - **Art. 15 (prestations de publicité)** (p. 3599, 3600) : se déclare opposé aux amendements identiques de suppression n° 137 de la commission et n° 38 de M. Ernest Cartigny - **Art. 19 (dépôt des contrats conclus à l'occasion d'opérations d'équipement commercial auprès du préfet et de la chambre régionale des comptes)** (p. 3606) : urbanisme commercial - Au nom du groupe socialiste, souhaite le maintien du texte initial - **Art. 20 (critères de décision des commissions départementales ; identification des enseignes)** (p. 3608) : se déclare opposé à l'amendement n° 135 de la commission (suppression du critère de la nécessité de la concurrence entre chaque forme de commerce) et, sur ce dernier, au sous-amendement n° 53 de la commission des affaires économiques saisie pour avis - **Art. 24 (composition de la commission nationale d'équipement commercial)** (p. 3617) : se déclare opposé à l'amendement n° 66 de la commission des affaires économiques saisie pour avis (institution d'une instance de recours régionale et composition de celle-ci).

Suite de la discussion - (3 décembre 1992) - **Art. 27 (appel public de candidatures)** (p. 3631) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 207 (conditions de soumission à une offre des candidats étrangers) et n° 208 (rétablissement de l'adverbe « notamment ») - Au nom du groupe socialiste, se déclare opposé aux amendements identiques de suppression, n° 146 de la commission et n° 249 de M. Charles Lederman - **Art. 28 (durée et renouvellement des conventions de délégation de service public)** (p. 3634) : soutient l'amendement n° 209 de M. Claude Estier (possibilité pour l'assemblée délibérante de la collectivité de prolonger la durée de la convention sans avoir à recourir de nouveau à l'appel d'offres annuel mais à la condition expresse de se prononcer chaque année par un vote pour certaines conventions dont le montant est fixé par arrêté ministériel et notamment pour les transports scolaires) - **Art. 35 (contrats des sociétés d'économie mixte, des organismes privés d'HLM et des sociétés d'économie mixte de construction de logements sociaux)** (p. 3640) : se déclare opposé aux amendements identiques n° 217 de M. Jean Huchon et n° 218 de M. José Balarello (soumission des contrats passés par des organismes privés d'HLM à des règles de publicité et de mise en concurrence suivant des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat) - **Art. 36 (extension de la compétence de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés)** (p. 3642) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 158 de la commission - **Art. 38 (publicité des cessions de terrains constructibles ou de droits de construire des collectivités locales)** (p. 3666) : transparence des transactions immobilières - « 1 % logement » - **Art. 46 (collecte du « 1 % logement »)** (p. 3676) : soutient l'amendement n° 210 de M. Claude Estier (rétablissement de l'obligation de transfert à

une association agréée dans des délais raisonnables de l'intégralité des éléments d'actif et de passif résultant de l'encaissement des ressources au titre de la participation des employeurs) - **Art. 56 bis (procédure devant la Cour des comptes et les chambres régionales des comptes)** (p. 3690) : soutient l'amendement de suppression n° 211 de M. Claude Estier - **Intitulé du projet de loi** (p. 3694) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° 181 de la commission (« projet de loi portant diverses dispositions relatives à certaines activités économique et à certaines procédures publiques ») - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3695) : le groupe socialiste votera contre le projet de loi ainsi amendé - Suppression des dispositions fondamentales du texte.

LAURENT (Bernard), sénateur de l'Aube (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois ; puis secrétaire (*JO Lois et décrets* du 24 avril 1992).

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992) ; puis vice-président (*JO Lois et décrets* du 9 octobre 1992).

- Membre titulaire du Conseil national des services publics départementaux et communaux.

Membre titulaire du Haut Conseil du secteur public jusqu'au 16 mai 1992.

- Membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques, jusqu'au 11 juin 1992.

Membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur les conditions dans lesquelles il a été décidé d'admettre sur le territoire français M. Georges Habache, dirigeant du Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.) (*JO Lois et décrets* du 23 avril 1992) ; puis nommé président (*JO Lois et décrets* du 30 avril 1992), jusqu'au 18 juin 1992.

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice (*JO Lois et décrets* du 25 novembre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (16 janvier 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes (24 janvier 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens (3 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives (18 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal

relatives à la répression des crimes et délits contre la Nation, l'Etat et la paix publique (24 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit (25 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mise à la disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services (20 octobre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur (21 octobre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la procédure pénale (11 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon (16 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire (21 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République (14 janvier 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature (15 janvier 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux (21 janvier 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code civil et relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits (9 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives (10 décembre 1992).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 316 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale, portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit [n° 337 (91-92)] (13 mai 1992) - **Banques et établissements financiers.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 487 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et à la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur [n° 5 (92-93)] (14 octobre 1992) - **Code pénal.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 260 (91-92)] de M. Ernest Cartigny tendant à

modifier l'article L. 112-16 du code de la construction et de l'habitation pour ce qui concerne les nuisances dues à certaines activités [n° 50 (91-92)] (18 novembre 1992) - **Environnement.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et à la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur [n° 64 (92-93)] (25 novembre 1992) - **Code pénal.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 459 (JO Débats du 3 octobre 1992) (p. 2583) - Ministère : Travail - *Fiscalité applicable aux créations d'entreprises* - (Réponse : JO Débats du 24 octobre 1992) (p. 2854) - **Entreprises nouvelles.**

n° 522 (JO Débats du 19 décembre 1992) (p. 4404) - Ministère : Agriculture - *Financement de la politique forestière* - **Bois et forêts.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 243 (91-92)]* - (22 janvier 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 396) : votera les conclusions de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises [n° 174 (91-92)]** - (9 avril 1992) - **Art. 2 (dispositions spécifiques)** (p. 565) : se déclare opposé à l'amendement n° 18 de la commission (application d'un délai de paiement de trente jours nets aux achats de produits alimentaires périssables) - **Petits producteurs.**

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens** - *Deuxième lecture [n° 212 (91-92)]* - (22 avril 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 766) : modifications apportées aux texte - Avec le groupe de l'UC, votera le texte ainsi amendé.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique [n° 13 (91-92)]** - (22 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 774) : dispositions obsolètes - Délits nouveaux - Nécessité de la réforme - Intérêts fondamentaux de la nation - Terrorisme - Autorité de l'Etat - (p. 775) : échelle des peines - Précisions relatives aux incriminations - Avec le groupe de l'Union centriste, votera le texte amendé par le Sénat.

Suite de la discussion - (23 avril 1992) - **Art. 1^{er} (les dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique, sont fixées par le livre IV annexé à la présente loi (réservé jusqu'après l'examen des articles du code pénal qui y sont annexés))** - **Titre I^{er} (des atteintes aux intérêts fondamentaux de la nation)** - **Art. 410-1 du code pénal (intérêts fondamentaux de la nation)** (p. 793) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de M. Charles de Cuttoli (protection des Français établis hors de France) - **Titre II (du terrorisme)** - **Art. 422-1 (repentis ayant tenté de commettre un acte de terrorisme)** (p. 816) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 161 de M. Charles Lederman - **Délation.**

- **Projet de loi portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit [n° 316 (91-92)]** - (20 mai 1992) - **Rapporteur pour avis** - **Discussion générale** (p. 1289) : transposition de la directive européenne relative à la libre prestation de services, LPS, en assurance sur la vie - (p. 1290) : historique - LPS «active ou passive» - Assurance sur la vie et capitalisation - Assurance de dommages - (p. 1291) : sous réserve de l'adoption de ses amendements, la commission saisie pour avis émet un avis

favorable sur les chapitres II, III et IV du titre I^{er} - **Art. 9** (*transposition de diverses dispositions de la deuxième directive du conseil des Communautés Européennes du 8 novembre 1990 relative à la libre prestation des services en assurance-vie*) - **Art. L. 353-11 du code des assurances** (transfert de portefeuille des contrats souscrits en libre prestation de services) (p. 1303) : son amendement n° 1 : mécanisme de transfert d'un portefeuille de contrats conclus en libre prestation de services par un cédant qui est établi dans un Etat autre que la France ; adopté - **Art. 21 bis** (*limitation des possibilités de rachat dans les contrats d'assurance-retraite*) (p. 1306) : son amendement n° 2 : nouvelle rédaction ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 12 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 24** (*extension des possibilités de souscription d'une assurance auprès d'une entreprise non communautaire, et intégration d'assurances de responsabilité civile dans le champ d'application de la libre prestation de services*) (p. 1307) : son amendement n° 32 : numérotation d'alinéas ; adopté - **Art. 26 bis** (*procédure d'expertise dans le cadre d'une indemnisation au titre de la garantie de catastrophe naturelle*) : son amendement de suppression n° 3 ; adopté - **Art. 26 ter** (*prise en charge du coût des études géotechniques préalables à la remise en état d'habitats affectés par une catastrophe naturelle*) (p. 1308) : son amendement de suppression n° 4 ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la validation d'acquis professionnels, pour la délivrance de diplômes et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale [n° 456 (91-92)]** - (1^{er} juillet 1992) - **Avant l'art. 15** (p. 2337) : se déclare favorable à l'amendement n° 15 de la commission (subvention des collectivités territoriales aux établissements privés).

- **Rappel au règlement** - (8 juillet 1992) (p. 2523) : article 42 du règlement du Sénat - Conséquences du conflit des transporteurs routiers.

- **Projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et à la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur [n° 487 (91-92)]** - (21 octobre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2748) : délibérations du Parlement - Nouveau code pénal - Livre V - (p. 2749) : nouvelle numérotation des articles - Responsabilité pénale des personnes morales - Placement sous contrôle judiciaire - Nouvelle échelle des peines - « Judiciarisation » de l'interdiction de séjour - Modifications du droit en vigueur - Trafic de stupéfiants - (p. 2750) : proxénétisme - Délit de tenue d'une maison de jeux - Code de justice militaire - Abrogation formelle de l'actuel code pénal - Date d'entrée en vigueur du nouveau code pénal - Amendements de la commission - Application dans les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte - **Question préalable** (p. 2757) : s'oppose à la motion n° 111 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable - **Avant le titre I^{er}** (p. 2758, 2759) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 112 (insertion après les mots « de l'Etat » de l'expression « des partis politiques, des syndicats, des institutions représentatives du personnel et des associations à but non lucratif »), n° 113 (définition de l'auteur de l'infraction en cas de délégation) et n° 114 (suppression de toute référence à la notion de légitime défense des biens) - **Après l'art. 16** (p. 2761) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 91 du Gouvernement (possibilité d'une expertise psychologique) - **Art. 23** (*vote de la cour d'assises sur la peine*) (p. 2762) : s'oppose à l'amendement n° 121 de M. Charles Lederman (précision de l'échelle des peines applicable à l'espèce) - (p. 2763) : accepte l'amendement n° 92 du Gouvernement (cas où la peine de trente ans de réclusion criminelle n'a pas recueilli la majorité des voix) - **Art. 28** (*solidarité des co-condamnés pour le paiement des dommages-intérêts*) : ses amendements n° 2 rédactionnel, et n° 3 : paiement des frais ; adoptés - **Après l'art. 29** : son amendement n° 4 : tribunaux compétents pour le jugement du délit d'abandon de famille ; adopté - **Après l'art. 35** (p. 2764) : son amendement rédactionnel n° 5 ; adopté - **Art. 36** (*prise en charge des frais et dépens en matière correctionnelle*) : son amendement rédactionnel n° 6 ; adopté - **Après l'art. 36** : son amendement rédactionnel n° 7 ; adopté - **Art. 37** (*solidarité des co-condamnés pour le paiement des dommages-intérêts en matière correctionnelle*) (p. 2765) : accepte l'amendement n° 93 du Gouvernement (possibilité pour le tribunal d'ordonner que le prisonnier qui s'est entouré de co-auteurs ou de complices

insolvables soit tenu solidairement des amendes et des frais) - **Art. 50 bis** (*procédure applicable aux personnes morales étrangères*) : son amendement n° 9 : nouvelle rédaction présentée pour l'article 562 du code de procédure pénale ; adopté - **Art. 54** (*compétence des juridictions françaises*) - **Avant l'art. 689-6 du code de procédure pénale** (p. 2767) : son amendement n° 10 : déplacement des règles de compétence en matière de piraterie aérienne du code de l'aviation civile au code de procédure pénale ; adopté - **Art. 56** (*exercice des poursuites et détermination de la juridiction territorialement compétente*) (p. 2768) : son amendement de coordination n° 11 ; adopté - **Art. 62** (*mécanisme du relèvement*) (p. 2769) : son amendement rédactionnel n° 12 ; adopté - **Art. 64** (*catégories d'infractions soumises à une juridiction spécialisée*) : son amendement n° 13 : infraction en matière de violation des secrets de fabrique ; adopté - **Art. 67** (*coordination*) : son amendement n° 14 : cas de l'association de malfaiteurs à caractère terroriste ; adopté - **Après l'art. 67** (p. 2770) : son amendement n° 15 : règle relative à la composition et au fonctionnement de la cour d'assises antiterroriste ; adopté - **Art. 68** (*trafic de stupéfiants et proxénétisme*) (p. 2772) : son amendement n° 16 : composition et fonctionnement de la cour d'assises ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 122 de M. Charles Lederman (composition et fonctionnement de la cour d'assises) - **Art. 69** (*poursuites, instruction et jugement des infractions commises par les personnes morales*) (p. 2774) : s'oppose à l'amendement n° 123 de M. Charles Lederman (exclusion des partis politiques, des syndicats et des institutions représentatives du personnel et des associations à but non lucratif de l'application de cet article) - Son amendement de précision n° 17 ; adopté - **Art. 71** (*confusion des peines*) : son amendement rédactionnel n° 18 ; adopté - **Art. 76** (*aménagement de la période de sûreté*) (p. 2775) : son amendement n° 19 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - **Après l'art. 83** (p. 2776) : accepte l'amendement rédactionnel n° 94 du Gouvernement - **Art. 92** (*sanctions de l'inobservation des obligations de mise à l'épreuve*) (p. 2777) : son amendement rédactionnel n° 20 ; adopté - **Art. 103 B et 103 C** (*casier judiciaire des personnes morales*) (p. 2779) : s'oppose aux amendements n° 124 et n° 125 de M. Charles Lederman (exclusion de la procédure des partis politiques, des syndicats, des institutions représentatives du personnel et des associations à but non lucratif) - **Après l'art. 103 C** : accepte l'amendement n° 110 de Mme Françoise Seligmann (casier judiciaire d'un mineur lorsqu'il atteint sa majorité) - **Art. 103 bis** (*extrait du casier judiciaire d'une personne morale*) (p. 2780) : son amendement n° 21 : insertion des condamnations à une peine d'amende, de confiscation ou d'affichage dans la liste des peines ne figurant pas au bulletin n° 2 ; rejeté - **Art. 104 bis** (*délivrance du bulletin n° 2 du casier judiciaire d'une personne morale*) (p. 2781) : son amendement n° 22 : administration chargée de l'assainissement des professions agricoles, commerciales, industrielles ou artisanales ; adopté - (p. 2782) : son amendement n° 23 : commission des opérations de bourse en ce qui concerne les personnes morales faisant appel public à l'épargne ; adopté - **Art. 104 ter** (*communication du relevé intégral des mentions du bulletin n° 2 du casier judiciaire au représentant légal de toute personne morale justifiant de sa qualité*) : son amendement de suppression n° 24 ; adopté - **Après l'art. 110** (p. 2783) : ses amendements n° 27 et n° 28 : mécanisme de réhabilitation des personnes morales analogue à celui qui existe pour les personnes physiques ; adoptés - (p. 2784) : ses amendements n° 25 et n° 26 : dispositions portant création d'un livre V du code pénal ; adoptés - **Avant le chapitre I^{er} du titre II** (p. 2785) : ses amendements rédactionnels n° 29 et n° 30 ; adoptés - **Avant l'art. 111** : son amendement de conséquence n° 31 ; adopté - **Art. 115** (*infractions diverses commises dans le domaine de l'aviation civile*) : son amendement rédactionnel n° 32 ; adopté - **Art. 121 A et 121 B** (*obstacles mis à l'exercice du droit de visite*) (p. 2786) : ses amendements rédactionnels n° 33 et n° 34 ; adoptés - **Avant l'art. 127** : son amendement n° 35 : peine de six mois d'emprisonnement et de 50 000 F d'amende pour les agents des brigades révoqués qui n'ont pas quitté le rayon des douanes ; adopté - **Après l'art. 127** (p. 2787) : son amendement de précision n° 36 ; adopté - **Avant l'art. 131** : son amendement n° 37 : modification de l'article 3 du code de la famille et de l'aide sociale qui habilite l'Union nationale et les unions départementales des associations familiales à exercer l'action civile devant toutes les juridictions, pour les faits de nature à

nuire aux intérêts moraux et matériels des familles ; adopté - **Art. 155** (atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation en temps de guerre) - **Art. 476-7** du code de justice militaire (fait d'entretenir directement ou par intermédiaire des relations commerciales avec les ressortissants ou les agents d'une puissance en guerre avec la France) (p. 2790) : son amendement n° 38 : fait d'entretenir des relations financières avec l'ennemi ; adopté - **Après l'art. 163 ter** (p. 2791) : accepte les amendements de M. Charles de Cuttoli, n° 88 et n° 89 (dispositions modifiant le code de la nationalité) - **Art. 172 bis** (relèvement d'une mesure de suspension de permis de conduire pour le seul exercice de l'activité professionnelle) (p. 2792) : ses amendements n° 39 de coordination et n° 40 rédactionnel ; adoptés - (p. 2793) : son amendement n° 41 : suspension du permis de conduire plus longue dans le cas d'infraction routière ayant entraîné mort ou blessure d'homme que dans celui d'infraction d'homicide ou de blessure par simple imprudence commis hors de toute violation des règles de la circulation ; adopté - **Art. 173** (sérvices graves ou actes de cruauté envers les animaux) : son amendement n° 42 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - **Après l'art. 180** (p. 2794) : son amendement rédactionnel n° 43 ; adopté - **Art. 185** (fermeture administrative des lieux ouverts au public pour infraction à la législation sur les stupéfiants) (p. 2795) : son amendement n° 44 : fermeture de l'établissement où l'infraction a été commise même s'il n'en était ni l'auteur, ni le complice ; adopté - **Demande de réserve** (p. 2797) : demande la réserve de l'article 200 jusqu'après l'examen de l'article 260 ; réserve ordonnée - **Art. 202 bis et 202 ter** (obstacles aux visites d'inspection de l'autorité en matière de construction et de loisement) : ses amendements rédactionnels n° 46 et n° 47 ; adoptés - **Art. 203** (sanctions des infractions commises par voie de presse) (p. 2798) : ses amendements, n° 127 rédactionnel, et n° 48 : suppression du paragraphe V de cet article qui abroge le cinquième alinéa de l'article 24 de la loi du 29 juillet 1881 sanctionnant les cris et chants séditieux proférés dans des lieux de réunion publique ; et n° 49 de coordination ; adoptés - **Art. 204** (publicité des décisions de justice) : son amendement de coordination n° 50 ; adopté - **Après l'art. 208** (p. 2799) : son amendement n° 51 : possibilité de prescrire à un mineur une activité d'aide ou de réparation à l'égard de la victime dans l'intérêt de la collectivité ; retiré - **Art. 211** (peines applicables aux mineurs) - **Art. 20-5** de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 (travail d'intérêt général et sursis assorti d'un travail d'intérêt général appliqués aux mineurs) : son amendement rédactionnel n° 52 ; adopté - **Art. 213 ter** (entraves à l'action de la CNIL) (p. 2800) : son amendement n° 53 : réduction de la peine ; adopté - **Art. 216** (infractions relatives aux jeux de hasard) - **Art. 2** de la loi n° 83-628 du 12 juillet 1983 (peines prévues et dérogations) (p. 2801) : son amendement rédactionnel n° 54 ; adopté - **Art. 3** de la loi précitée (peines complémentaires) : ses amendements de coordination, n° 56 et n° 55 ; adoptés - **Art. 217** (banqueroute) - **Art. 200** de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 (peines complémentaires) (p. 2802) : ses amendements de coordination, n° 57 et n° 58 ; adoptés - **Après l'art. 221** (p. 2803) : accepte l'amendement n° 90 de M. Charles de Cuttoli (funérailles et volonté du défunt) - **Art. 228** (faux témoignages et subornation de témoins devant les commissions d'enquête parlementaires) (p. 2805) : son amendement rédactionnel n° 59 ; adopté - **Art. 232** (entraves à l'action des inspecteurs ou agents de la répression des fraudes) : son amendement rédactionnel n° 60 ; adopté - **Art. 241** (mauvais traitements à animaux) (p. 2806) : son amendement de coordination n° 61 ; adopté - **Art. 243** (hausses ou baisses artificielles des prix par des personnes physiques) : ses amendements de coordination n° 62 et n° 63 ; adoptés - **Après l'art. 245** (p. 2807) ; accepte l'amendement n° 96 du Gouvernement (conséquences de l'insertion dans le livre IV du nouveau code pénal de l'infraction prévue par l'article 7 de la loi n° 91-3 du 3 janvier 1991 relative à la transparence et à la régularité des procédures de marchés et soumettant la taxation de certains contrats à des règles de publicité et de mise en concurrence) - **Art. 245 viciés** (remplacement au premier alinéa de l'article 2 de la loi n° 88-70 du 22 janvier 1988 sur les bourses de valeurs des mots « premier alinéa de l'article 408 » par l'expression « à l'article 304-1 ») (p. 2808) : son amendement de suppression n° 65 ; adopté - **Art. 249** (maintien du caractère délictuel des infractions punies d'une peine d'emprisonnement de deux à six mois) (p. 2809) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 130 de

M. Michel Dreyfus-Schmidt - **Art. 250** (taux des amendes contraventionnelles) (p. 2810) : ses amendements rédactionnels, n° 66 et n° 67 ; adoptés - **Après l'art. 250** : son amendement de coordination n° 68 ; adopté - **Art. 251** (amendes proportionnelles) : son amendement de coordination n° 69 ; adopté - **Art. 252** (délits frappés de peines d'amende) : son amendement de coordination n° 70 ; adopté - **Art. 254** (affichage) (p. 2811) : son amendement rédactionnel n° 71 ; adopté - **Art. 259** (interdictions, déchéances ou incapacités) : son amendement de coordination n° 72 ; adopté - **Après l'art. 260** (p. 2812) : ses amendements, n° 73 : mécanisme de confiscation ; n° 74 : peine de placement sous surveillance judiciaire ; adoptés - Accepte les amendements du Gouvernement, n° 97 (interdiction d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction), n° 98 (confiscation du « corps du délit ») et n° 99 (suspension du délai pendant lequel le travail d'intérêt général doit être accompli en raison du service national ou de l'incarcération du condamné) (p. 2813) : ses amendements, n° 75 : mission de surveillance du mandataire désigné ; et n° 76 : sursis applicable aux personnes morales ; adoptés - Accepte les amendements de la commission, n° 100 (infraction en concours), n° 101 (droit de grâce) et n° 102 (révocation du sursis avec mise à l'épreuve) - (p. 2814) : ses amendements rédactionnels n° 77 et n° 78 ; adoptés - Sur les amendements du Gouvernement, accepte le n° 103 de précision et s'oppose au n° 104 (maintien de la mention des condamnations réhabilitées au bulletin n° 1 du casier judiciaire) - (p. 2815) : ses amendements, n° 79 : blanchiment des fonds issus du trafic de stupéfiants ; et n° 80 : sécurité d'un aéronef en vol ou d'un navire en mer ; et n° 83 rédactionnel ; adoptés - Accepte l'amendement n° 105 du Gouvernement (confiscation pour infraction d'atteinte à la vie privée) - (p. 2816) : ses amendements, n° 84 : mise en péril des institutions de la République ; et n° 85 : incrimination de déni de justice ; adoptés - Accepte l'amendement n° 106 du Gouvernement (acte discriminatoire commis par un fonctionnaire) - **Art. 200** (dispositions du code pénal applicables aux conseils de prud'hommes) (p. 2817) : son amendement n° 45 : suppression de l'applicabilité aux conseils de prud'hommes et à leurs membres des articles 126, 127 et 185 de l'actuel code pénal relatifs respectivement aux entraves à l'administration de la justice, à l'immixtion par un juge dans le domaine législatif ou réglementaire et au déni de justice ; adopté - **Après l'art. 260** (suite) : son amendement n° 86 ; régime transitoire pour l'interdiction des droits civiques, civils et de famille ; adopté - Accepte les amendements du Gouvernement, n° 107 (non-réintégration à l'issue d'une permission de sortir, d'un déplacement extérieur ou d'une semi-liberté) et n° 108 (violation des obligations de la peine de travail d'intérêt général) - **Art. 262** (entrée en vigueur) (p. 2818) : son amendement n° 87 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté, et sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 128 du Gouvernement - **Avant le titre 1^{er}** (suite) (p. 2820) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 115 (suppression de la peine d'interdiction de séjour), n° 116 (notion de période de sûreté) et n° 117 (auto-avortement) - (p. 2822) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 118 (droit de grève), n° 119 (délit d'atteinte au respect de la justice) et n° 120 (peine minimale en matière correctionnelle ou criminelle) - **Art. 104 bis** (suite) (p. 2823) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 129 du Gouvernement (suppression du dernier alinéa de cet article relatif aux personnes destinataires du bulletin n° 2).

- **Projet de loi de finances pour 1993** [n° 55 (92-93)].

Discussion générale :

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) - (p. 3428, 3429) : budget du ministère de l'intérieur - Administration territoriale - Déconcentration insuffisante - **Projet de loi relatif à la corruption** - Favorable à la question préalable.

- **Projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et à la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur** - **Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 64 (92-93)] - (9 décembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3792, 3793) : accord en CMP, concluant la réforme du code pénal - **Compromis sur la date d'entrée en vigueur** - Controverse sur l'auto-

avortement - Accompagnement de la réforme : action de formation et d'information des personnes chargées d'appliquer le nouveau code pénal.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit** [n° 35 (92-93)] - (9 décembre 1992) - **Avant l'art. 13** (p. 3859) : se déclare opposé à l'amendement n° 66 de Mme Danielle Bidard-Reydet (interdiction des atterrissages et décollages de nuit sur les aéroports situés à proximité des zones urbanisées).

- **Discussion des conclusions du rapport de M. Bernard Laurent**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 260, 91-92) de M. Ernest Cartigny, tendant à modifier l'article L. 112-16 du code de la construction et de l'habitation pour ce qui concerne les nuisances dues à certaines activités [n° 50 (92-93)] - (9 décembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3872, 3873) : urbanisme autour des aérodromes - Plan d'exposition au bruit - Servitudes aéronautiques de dégagement - Servitudes aéronautiques de balisage - Jurisprudence relative au droit à réparation des riverains des aérodromes - (p. 3874) : extension aux activités aéronautiques de l'exonération légale au régime général de réparation des troubles de voisinage prévue pour certaines activités - Propose l'extension aux nuisances dues à des activités touristiques, culturelles ou sportives.

LAURIN (René-Georges), sénateur du Var (RPR).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des lois.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992) ; puis secrétaire (JO Lois et décrets du 9 octobre 1992).

- Membre titulaire du Conseil national des services publics départementaux et communaux.

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice (JO Lois et décrets du 25 novembre 1992).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature (15 janvier 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (16 janvier 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République - Deuxième lecture** [n° 117 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (14 janvier 1992) - **Art. 56 nonies (services publics locaux de distribution du gaz)** (p. 153) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 151 de M. Robert Vizet.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux** [n° 183 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (21 janvier 1992) - **Après l'art. 16** (p. 320) : soutient l'amendement n° 19 de M. Josselin de Rohan (rapport présenté par le ministre de l'intérieur devant le Parlement sur l'application des titres I^{er} et II de la présente loi) - **Art. 17 (régime indemnitaire des élus municipaux)** (p. 324) : soutient l'amendement n° 106 de M. Jacques de Menou (cas des communes de moins de 3 500 habitants).

LAURIOL (Marc), sénateur des Yvelines (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur les conditions dans lesquelles il a été décidé d'admettre sur le territoire français M. Georges Habache, dirigeant du Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.) (JO Lois et décrets du 23 avril 1992), jusqu'au 18 juin 1992.

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de Justice (JO Lois et décrets du 25 novembre 1992).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, portant création du conseil des utilisateurs de musique et relative aux comptes des sociétés de perception et de répartition de droits [n° 325 (91-92)] (7 mai 1992) - **Propriété littéraire et artistique.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à modifier les dispositions légales relatives aux activités sociales et culturelles des comités d'entreprise (n° 79 (92-93)] (2 décembre 1992) - **Entreprises.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article L. 321-13 du code du travail afin d'adapter cette disposition à la spécificité des particuliers employeurs [n° 80 (92-93)] (2 décembre 1992) - **Charges sociales.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (10 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1524) : révision constitutionnelle et ratification du traité de Maastricht - Europe « intégriste » - Principe de subsidiarité - « Déficit démocratique » - Politique de défense commune et Union de l'Europe occidentale, UEO - Economie libérale - (p. 1525) : industrie européenne - Interdiction des concentrations d'entreprises et concurrence mondiale - Elargissement de la Communauté européenne.

Suite de la discussion - (16 juin 1992) - **Art. 2 (insertion dans la Constitution d'un titre XIV : « Des Communautés européennes et de l'Union européenne »)** - **Art. 88-1 de la Constitution (transferts des compétences nécessaires à l'établissement de l'Union économique et monétaire et à la politique commune des visas)** (p. 1697) : intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (référence aux modalités du traité sur l'Union européenne signé le 7 février 1992) - Survivance du traité de Rome et traité de Maastricht.

- **Conclusions du rapport de M. Charles Jolibois**, fait au nom de la commission élue spécialement pour son examen conformément à l'article 86, alinéa 3, du règlement, sur la proposition de résolution (n° 49, 92-93) de M. Jacques Sourdille déposée avec plusieurs de ses collègues portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de Justice [n° 101 (92-93)] - (10 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3892, 3893) : principe de la présomption d'innocence - Dépôt d'une pétition par l'association des hémophiles - Estime que M. Laurent Fabius est visé au même titre que les deux autres ministres - Obliga-

tions de respecter le droit pénal - (p. 3894) : dépôt par le groupe du RPR d'un amendement tendant à joindre le cas de M. Laurent Fabius à celui des autres ministres - **Art. unique** (p. 3899) : son amendement n° 1 : renvoi de M. Laurent Fabius devant la commission d'instruction de la Haute Cour de justice ; rejeté.

- **Proposition de résolution portant saisine de la commission d'instruction prévue par l'ordonnance n° 59-1 du 2 janvier 1959 portant loi organique sur la Haute Cour de justice pour M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat à la santé auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale [n° 165 (92-93)]** - (20 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4525) : suppression d'une inégalité injustifiée entre M. Laurent Fabius et deux ministres de son gouvernement - Recherche de la vérité - Restriction du nombre des infractions adoptée par l'Assemblée nationale - Non assistance à personne en danger - Présomption d'innocence - Au nom du groupe du RPR, se déclare favorable à l'adoption de la proposition de résolution.

LE BRETON (Henri), sénateur du Morbihan (UC).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification ; de nouveau membre de cette délégation (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail (22 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux relations entre les médecins de l'assurance maladie (24 juin 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux [n° 183 (91-92)]** - (20 janvier 1992) - **Art. 1^{er}** (*garanties accordées aux conseillers municipaux dans l'exercice de leur mandat*) - **Art. L. 121-37 du code des communes** (*compensation des pertes de revenus subies du fait des absences*) (p. 284) : ses amendements n° 107 : cas des non salariés ; et n° 108 : compensation des nouvelles dépenses par une augmentation de la DGF ; devenu sans objet - **Art. L. 121-38** (*crédits d'heures accordés au salarié membre d'un conseil municipal*) (p. 287) : son amendement n° 109 : pris en charge par l'Etat des dépenses entraînées pour les entreprises du fait de la rémunération des crédits d'heures ; retiré - **Art. 6** (*garanties accordées aux membres de conseils généraux*) - **Art. 3 de la loi du 10 août 1871** (*crédits d'heures*) (p. 297) : son amendement de coordination n° 110 ; rejeté.

Suite de la discussion - (21 janvier 1992) - **Art. 10** (*droit des élus municipaux à la formation*) - **Art. L. 121-47 du code des communes** (*conditions financières d'exercice du droit à la formation*) (p. 314) : son amendement n° 111 : partage des dépenses entre l'Etat et les communes ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 13** (*droit des élus départementaux à la formation*) - **Art. 11 de la loi du 10 août 1871** (*mode de calcul de la compensation de la perte de revenu*) (p. 317) : son amendement n° 112 : partage des dépenses entre les départements, les régions et l'Etat ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 17** (*régime indemnitaire des élus municipaux*) (p. 322) : son amendement n° 113 : fiscalisation des indemnités ; rejeté - **Art. 18 bis** (*barème de l'indemnité des*

maires) (p. 331) : soutient l'amendement n° 120 de M. Jean Faure (substitution du critère de population telle qu'elle est calculée pour l'attribution de la dotation globale de fonctionnement à celui de population totale municipale) - Son amendement n° 114 : relèvement des indemnités des élus communaux ; retiré - **Art. 19** (*indemnité des autres membres des conseils municipaux*) (p. 334) : son amendement n° 115 : indemnité complémentaire des conseillers municipaux auxquels le maire délègue une partie de ses fonctions ; devenu sans objet - **Art. 24** (*indemnités des conseillers généraux*) - **Art. 14 de la loi du 10 août 1871** (*régime indemnitaire des membres des conseils généraux*) (p. 338) : son amendement de coordination n° 116 ; rejeté - **Art. 28** (*retraite des élus municipaux*) (p. 349) : ses amendements, soutenus par M. Jacques Machet, n° 118 : rachat des points de retraite ; et n° 117 : dotation particulière réglée sur les recettes de l'Etat ; retirés - **Avant l'art. 32** (p. 362) : son amendement n° 130, soutenu par M. Jacques Machet : possibilité pour les maires délégués des communes associées de bénéficier de l'honorariat ; adopté - **Art. 35** (*dotations particulières en vue du financement des charges spécifiques résultant de la présente loi*) (p. 365) : son amendement n° 119, soutenu par M. Jacques Machet : nouvelle rédaction de cet article ; devenu sans objet.

LECANUET (Jean), sénateur de la Seine-Maritime (UC).

NOMINATIONS

- Président de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992) ; puis président (*JO Lois et décrets* du 9 octobre 1992).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, en application de l'article 22, premier alinéa, du Règlement, sur le Traité de l'Union européenne [n° 445 (91-92)] (24 juin 1992) - **Communautés européennes**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne » [n° 334 (91-92)]** - (2 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1433) : pouvoir constituant du Sénat - Votera le projet de loi constitutionnel modifié - Construction communautaire - Modifications géopolitiques - Politique étrangère et de défense commune - (p. 1434, 1435) : union économique et monétaire - Souveraineté nationale - Economie libérale - Droit de vote et d'éligibilité des ressortissants communautaires aux élections municipales - Citoyenneté européenne - Principe de subsidiarité - Association du Parlement français au processus de la décision communautaire.

LECLERC (Dominique), sénateur d'Indre-et-Loire (RPR).

Elu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

LEDERMAN (Charles), sénateur du Val-de-Marne (C).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des lois.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992) ; puis secrétaire (*JO Lois et décrets* du 9 octobre 1992).

- Juge titulaire de la Haute Cour de justice, de nouveau juge titulaire (*JO Lois et décrets* du 28 octobre 1992).

Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature (15 janvier 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (16 janvier 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes (24 janvier 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens (3 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la Nation, l'Etat et la paix publique (24 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code civil et relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits (9 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la procédure pénale (11 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales (22 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives (18 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur (21 octobre 1992).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec les membres du groupe communiste, relative à la reconnaissance des crimes contre l'humanité commis par le régime de Vichy [n° 41 (92-93)] (10 novembre 1992) - **Droits de l'homme**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 16 octobre 1992) (p. 2675) - Ministère : Premier ministre - *Conséquences des résultats du référendum du 20 septembre 1992 sur la politique européenne de la France - Référendum*.

Question orale européenne avec débat :

n° 5 (*JO Débats* du 18 avril 1992) (p. 686) - Ministère : Affaires européennes - *Politique monétaire européenne - Politique monétaire*.

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (15 janvier 1992) (p. 168) : art. 36, alinéa 3 du règlement du Sénat : proteste contre la délocalisation de l'Ecole nationale vétérinaire de Maisons-Alfort et demande l'arrêt de toute poursuite judiciaire engagée contre certains étudiants arrêtés lors de la manifestation du 13 janvier 1992.

- **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France** [n° 227 (91-92)] - (16 janvier 1992) - **Question préalable** (p. 210) : soutient la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Harmonisation des législations - Convention de Schengen - Droit d'asile - (p. 211) : immigration - Conséquences de l'immigration clandestine - Libertés - Recours auprès du Conseil constitutionnel - Racisme - (p. 212) : droit d'asile - Non ressortissants de la CEE - Responsabilité des transporteurs - Commission nationale consultative des droits de l'homme - **Art. 1^{er}** (*formes et conséquences du refus d'entrée opposé à un étranger en application de l'article 5 de la convention du 19 juin 1990*) (p. 213) : son amendement de suppression n° 20 ; rejeté - **Art. 2** (*délit d'entrée et de séjour irréguliers en France*) (p. 214) : son amendement de suppression n° 21 ; rejeté - **Art. 3** (*obligations et responsabilité du transporteur*) (p. 215) : son amendement de suppression n° 22 ; rejeté - (p. 216) : ses amendements n° 23 : exclusion de la responsabilité des transporteurs en cas de demande d'asile formulée par des étrangers communautaires ; et n° 24 : garanties pour les entreprises de transport routier semblables à celles des compagnies aériennes et maritimes ; rejetés - **Art. 5** (*reconduite à la frontière*) (p. 219) : ses amendements n° 25 : exclusion d'une éventuelle reconduite à la frontière d'un étranger entré irrégulièrement en France mais dont la situation a été régularisée ; et n° 26 : délai accordé à tout étranger auquel a été retiré le récépissé de la demande de carte de séjour ; rejetés - **Après Art. 5** (p. 223) : son amendement n° 27 : recours suspensif pour les expulsés ; rejeté - (p. 224) : ses amendements n° 28 : bénéfice de l'aide juridictionnelle pour les étrangers demandeurs de droit d'asile titulaires d'un titre de séjour ; et n° 29 : obligation d'un entretien préalable à l'accueil de la demande d'asile ; rejetés - **Art. 6** (*reconduite à la frontière de l'étranger répertorié au système d'information central Schengen*) (p. 226) : son amendement de suppression n° 30 ; rejeté - **Art. 7** (*obligation de rapatriement pesant sur le transporteur*) : son amendement de suppression n° 31 ; rejeté - (p. 227) : son amendement n° 32 : protection des transporteurs contre leur responsabilité de statuer sur les demandes d'asile ; rejeté - **Art. 7 bis** (*maintien en zone de transit de l'étranger non admis et du demandeur d'asile*) : son amendement de suppression n° 33 ; rejeté - (p. 228) : ses amendements n° 34 : compétence de la décision du prolongement du délai de maintien en zone de transit ; n° 35 : suppression de la possibilité de réunion de l'audience à l'intérieur de la zone de transit ; et n° 36 : obligation de la communication du dossier de l'intéressé ; rejetés - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 237) : étrangers à la Communauté et étrangers ressortissants de la Communauté - Compagnies aériennes - Droit d'asile - Avec le groupe communiste, votera contre ce texte.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 241 (91-92)] - (22 janvier 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 388) : insuffisance de la réforme - Indépendance de la magistrature - Malaise judiciaire - Le groupe communiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 243 (91-92)] - (22 janvier 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 395, 396) : opposition à toute immigration - Souveraineté nationale - Droit d'asile - Avec le groupe communiste, refuse le texte proposé.

- **Rappel au règlement** - (14 avril 1992) (p. 603) : art. 36, alinéa 3 du règlement du Sénat ; s'élève solennellement contre le non-lieu rendu par la cour d'appel de Paris dans l'affaire Touvier.

- **Projet de loi relatif au dépôt légal** [n° 247 (91-92)] - (14 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 611) : nouvelles techniques de communication - Principe de l'unité et de l'exhaustivité du dépôt légal - (p. 612) : financement du dépôt légal - Le groupe communiste déterminera son vote en fonction des réponses apportées à ses questions - **Art. 3 (modalités d'application du dépôt légal)** (p. 618) : intervient sur l'amendement rédactionnel n° 3 de la commission - **Art. 6 (organismes ou services responsables du dépôt légal)** (p. 622) : son amendement n° 18 : octroi à la Bibliothèque nationale de la maîtrise du dépôt légal ; rejeté - **Art. 11 (applicabilité de la législation relative au dépôt légal dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte)** (p. 625) : intervient sur l'amendement n° 17 de M. Daniel Millaud (inapplicabilité à la Polynésie française) - Procédure de consultation des territoires d'outre-mer - Vide juridique - **Après l'art. 12** : son amendement n° 19 : financement du dépôt légal gagé par un relèvement de l'impôt de solidarité sur la fortune ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 627) : unité et maîtrise du dépôt légal - Exhaustivité - Financement - Le groupe communiste s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Rappel au règlement** - (22 avril 1992) (p. 723, 724) : s'élève contre l'impossibilité de poser une question connexe à la question orale avec débat portant sur un sujet européen et contre l'interprétation de l'article 83 ter du règlement du Sénat.

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : portée du traité sur l'Union européenne résultant du Conseil européen de Maastricht** - (22 avril 1992) (p. 729, 730) : intervient dans le débat consécutif à la question de M. Jacques Genton.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens - Deuxième lecture** [n° 212 (91-92)] - (22 avril 1992) - **Art. unique (les dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et des délits contre les biens sont fixées par le livre III annexé à la présente loi)** (réservé jusqu'après l'examen des articles du code pénal qui y sont annexés) - **Art. 301-3 du code pénal (vol simple)** (p. 745) : son amendement n° 39, soutenu par M. Robert Pagès : diminution du montant de l'amende ; devenu sans objet - **Après l'art. 301-3** : son amendement n° 40, soutenu par M. Robert Pagès : diminution de la sanction pour vol simple ; rejeté - **Art. 301-4 (vol aggravé)** : son amendement n° 41, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de la référence à la notion de bande organisée ; rejeté - **Art. 301-5 (vols aggravés - sanctions du vol aggravé par des violences ayant entraîné une incapacité totale de travail pendant plus de huit jours)** : son amendement n° 42 : suppression de la période de sûreté ; rejeté - **Art. 301-12 (peines complémentaires applicables aux personnes physiques)** (p. 748) : son amendement n° 43, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de la peine complémentaire constituée par l'interdiction de séjour ; rejeté - **Art. 301-13 (responsabilité des personnes morales)** : son amendement n° 44 : exclusion des partis politiques et des syndicats de la responsabilité des personnes morales ; rejeté - **Art. 302-4 (extorsion commise en bande organisée)** (p. 750) : son amendement de suppression n° 45, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - **Art. 306-2 (destructions, dégradations et détériorations volontaires dangereuses pour les personnes)** (p. 760) : son amendement de précision n° 46, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - **Art. 306-3 (cas où le crime prévu à l'article 306-2 est réalisé en bande organisée)** (p. 761) : son amendement n° 47, soutenu par M. Robert Pagès : suppression du premier alinéa de l'article relatif à la bande organisée, circonstance aggravante de la destruction, dégradation et détérioration volontaire d'un bien appartenant à autrui ; rejeté - **Art. 306-5 (peines complémentaires)** (p. 763) : son amendement n° 48, soutenu par M. Robert Pagès : dérogation à l'application de la peine complémentaire d'interdiction d'exercer une fonction publique ou une activité professionnelle ou sociale en cas de conflit social ; rejeté - **Art. 306-6 (responsabilité pénale des personnes morales pour vandalisme, destructions, dégradations ou détériorations)** (p. 764) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 49 : exclusion des partis politiques et des syndicats du champ de la responsabilité des personnes morales ; n° 50 : champ d'application de la responsabilité pénale des personnes morales ; rejetés.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique** [n° 13 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (23 avril 1992) - **Question préalable** (p. 788) : soutient la motion n° 151 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Précipitation et confusion de l'examen du texte - Organisation du débat - Archaïsme de la réforme - (p. 789) : définition et criminalisation du terrorisme - Libertés - (p. 790) : atteintes aux droits politiques et syndicaux - Droit de manifestation - (p. 792) : souveraineté nationale - Dispositions obsolètes - Répression - **Art. 1^{er} (les dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique, sont fixées par le livre IV annexé à la présente loi) (réservé jusqu'après l'examen des articles du code pénal qui y sont annexés) - Titre I^{er} (des atteintes aux intérêts fondamentaux de la nation) - Art. 410-1 du code pénal (intérêts fondamentaux de la nation)** (p. 793) : se déclare opposé à l'amendement n° 1 de M. Charles de Cuttoli (protection des Français établis hors de France) - **Chapitre I^{er} (De la trahison et de l'espionnage) - Section 3 (De la livraison d'informations à une puissance étrangère) - Art. 411-6 (livraison d'informations)** (p. 796) : son amendement n° 152, soutenu par M. Robert Pagès : précision relative à la notion de mise à disposition d'informations ; rejeté - **Section 4 (Du sabotage) - Art. 411-9 (sabotage)** (p. 797) : ses amendements, n° 153 et n° 154, soutenus par M. Robert Pagès : référence aux intérêts d'une puissance étrangère ; rejetés - **Chapitre III (Des autres atteintes à la défense nationale) - Section 1 (Des atteintes à la sécurité des forces armées et aux zones protégées intéressant la défense nationale) - Art. 413-3 (provocation de militaires à la désobéissance)** (p. 801) : son amendement de suppression n° 155, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - **Art. 413-4 (entreprise de démoralisation de l'armée)** : son amendement de suppression n° 156, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - **Art. 413-6 (entrave au fonctionnement des organismes intéressant la défense nationale)** (p. 802) : son amendement de suppression n° 157, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - **Titre II (du terrorisme)** (p. 806) : son amendement de suppression n° 158 ; rejeté - Actes de terrorisme - Libertés publiques - (p. 808) : aggravation des peines - **Art. 2 (par priorité)** (p. 809) : se déclare opposé à l'amendement n° 146 de la commission (insertion du « procédé » dans l'assimilation à une arme) - (p. 810) : son amendement n° 175 : restriction de la définition de l'arme par destination ; rejeté - (p. 811) : se déclare opposé à l'amendement n° 148 de la commission (définition de l'arme simulée) - **Titre II (suite) - Chapitre I^{er} (Des actes de terrorisme) - Art. 421-1 (actes de terrorisme)** (p. 812) : ses amendements n° 159 de suppression ; et n° 160 : définition des actes de terrorisme ; rejetés - Terrorisme et manifestations syndicales - **Chapitre II (Dispositions particulières) - Art. 422-1 (repentis ayant tenté de commettre un acte de terrorisme)** (p. 815) : son amendement de suppression n° 161 ; rejeté - **Art. 422-2 (repentis ayant participé à un groupement terroriste)** (p. 817) : son amendement de suppression n° 162 ; rejeté - **Art. 422-3 (peine privative de liberté encourue par un repentis)** : son amendement de suppression n° 163 ; rejeté - **Art. 422-6 (responsabilité pénale des personnes morales)** (p. 818) : son amendement n° 164 : suppression de tout élément intentionnel à l'implication d'une personne morale dans un acte terroriste ; rejeté - **Titre III (des atteintes à l'autorité de l'Etat) - Chapitre I^{er} (Des atteintes à la paix publique) - Section 1 (De la participation délictueuse à un attroupement) - Art. 431-1 (définition de l'attroupement)** (p. 819) : son amendement n° 165 : modification de la liste des autorités compétentes pour faire les sommations ; rejeté - **Art. 431-4 (provocation à un attroupement)** (p. 821) : attroupement non armé - **Section 2 (Des manifestations illicites et de la participation délictueuse à une manifestation ou à une réunion publique) - Art. 431-5 (manifestations illicites)** (p. 822) : distinction entre l'attroupement, la manifestation et la réunion publique - **Section 3 (Des groupes de combat et des mouvements dissous) - Art. 431-7 A (groupes de combat)** (p. 823) : son amendement n° 167 ; précisions relatives aux groupes de combat ; rejeté - **Chapitre II (Des atteintes à l'administration publique commises par des personnes exerçant une fonction publique) - Section 1 (Des abus d'autorité dirigés contre l'administration) - Art. 432-1 (mesures destinées à faire échec à l'exécution de la loi)** (p. 824) : son amendement de suppression n° 168 ; rejeté - **Après l'art. 432-1** (p. 825) : se déclare opposé à l'amendement n° 43 de la commission (aggravation

de la peine en cas de concertation pour commettre l'infraction prévue à l'article 432-1) - Droit de grève - Art. 432-3 (atteinte à la liberté individuelle commise par l'autorité) (p. 825) : notion d'acte attentatoire à la liberté individuelle - Art. 432-12 (délit d'ingérence) (p. 831) : se déclare opposé au 2° de l'amendement n° 150 de M. Charles Jolibois (délit d'ingérence) - Petites communes - **Chapitre III (Des atteintes à l'administration publique commises par les particuliers)** - **Section 1 (De la corruption active et du trafic d'influence commis par les particuliers)** - Après l'art. 433-3 (p. 836) : se déclare opposé à l'amendement n° 65 de la commission (corruption des médecins) - Droit des salariés - **Section 2 (De l'outrage)** - Art. 433-4 (outrage) (p. 837) : se déclare opposé à l'adoption de cet article - **Section 3 (De la rébellion)** - Art. 433-5 (rébellion) (p. 838) : son amendement de suppression n° 169 ; rejeté - (p. 839) : se déclare opposé à l'amendement n° 74 de la commission (définition de la rébellion commise en réunion et de la rébellion armée) - Après l'art. 433-5 (p. 840) : se déclare opposé à l'amendement n° 75 de la commission (sanction à l'encontre de la rébellion) - Art. 433-7 (provocation à la rébellion) (p. 841) : son amendement de suppression n° 170 ; rejeté - **Section 4 (De l'opposition à l'exécution de travaux publics)** - Art. 433-8 (délit d'opposition à l'exécution de travaux publics) (p. 842) : son amendement n° 171 : suppression de la référence aux voies de fait ; rejeté - **Section 9 (Des atteintes à l'état civil des personnes)** - Art. 433-17 (bigamie) (p. 844) : se déclare opposé à l'amendement n° 86 de la commission (maintien de la peine de prison) - **Section 10 (Peines complémentaires et responsabilité des personnes morales)** - Art. 433-18 (peines complémentaires) (p. 845) : se déclare opposé à l'amendement n° 90 de la commission (interdiction de séjour) - Art. 433-20 (responsabilité pénale des personnes morales) (p. 846) : partis politiques, syndicats ou institutions représentatives du personnel - **Chapitre IV (Des atteintes à l'action de la justice)** - **Section 1 (Des entraves à la saisine de la justice)** - Après l'art. 434-1 : se déclare opposé à l'amendement n° 94 de la commission (incrimination de la non-dénonciation d'actes d'espionnage) - Répression - Art. 434-8 (délit de fuite) (p. 849) : son amendement n° 172 : réduction de la peine d'amende ; rejeté - **Section 3 (Des atteintes à l'autorité de la justice)** - Art. 434-22 (outrage à magistrat ou à juré) (p. 850) : son amendement n° 173 : diminution des peines ; rejeté - Art. 434-22-1 (discrédit public sur une décision juridictionnelle) (p. 851) : son amendement de suppression n° 174 ; rejeté - Liberté de la presse - Art. 434-24 (définition de l'évasion) (p. 853) : se déclare opposé à l'amendement n° 104 de la commission (suppression des alinéas énumérant les situations où une personne est considérée comme détenue) - Après l'art. 434-24 : se déclare opposé à l'amendement n° 105 de la commission (rétablissement de la définition de la personne détenue et de la situation de garde à vue).

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - (2 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1442) : projet de révision constitutionnelle et projet de ratification du traité de Maastricht - Construction européenne - Crise socio-économique - (p. 1443) : Europe de développement et de coopération industrielle - Europe de la paix - Souveraineté nationale - (p. 1444) : transferts de compétences - Droit européen - Démocratie - Banque centrale européenne - Principe de subsidiarité - (p. 1445) : Cour de justice des communautés européennes - Comité des régions - Citoyenneté européenne - Droit de vote des ressortissants de la communauté aux élections municipales - Droit de vote de tous les étrangers - Union économique et monétaire - Europe sociale - (p. 1446) : politique agricole commune - Politique diplomatique et de défense commune - Modes de votation.

Suite de la discussion - (3 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1460) : caducité du traité de Maastricht - Réunion des ministres des affaires étrangères à Oslo - Débat sur la révision constitutionnelle.

- **Conférence des présidents** - (5 juin 1992) (p. 1466) : au nom du groupe communiste, indique son désaccord sur la décision de la conférence des présidents de poursuivre la discussion sur le projet de révision constitutionnelle, alors qu'il estime que le traité de Maastricht est devenu caduc.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - **Suite**

de la discussion - (9 juin 1992) - **Rappel au règlement** (p. 1486) : demande que le Sénat soit plus amplement informé sur la discussion de la commission des lois relative à la poursuite du débat sur la révision constitutionnelle.

Suite de la discussion - (10 juin 1992) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1530) : soutient la motion n° 41 de M. Paul Masson tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Le groupe communiste et apparenté votera l'exception d'irrecevabilité - Caducité du traité de Maastricht - (p. 1531) : réunion des ministres des affaires étrangères à Oslo - Référence à la date du traité de Maastricht - Démocratie - Déficit social - Coopération européenne - **Après l'art. 1^{er} A** (p. 1544, 1545) : « déficit démocratique » - Rôle du Parlement - Conseil constitutionnel - « Gouvernement des juges » - Se déclare défavorable à l'amendement n° 25 de M. Charles Pasqua (saisine du Conseil constitutionnel par soixante députés ou soixante sénateurs afin de statuer sur la constitutionnalité d'un engagement international).

Suite de la discussion - (16 juin 1992) - **Art. 2 (insertion dans la Constitution d'un titre XIV : « Des Communautés européennes et de l'Union européenne »)** - Art. 88-1 de la Constitution (transferts des compétences nécessaires à l'établissement de l'Union économique et monétaire et à la politique commune des visas) (p. 1696) : caducité du traité de Maastricht - Se déclare opposé à l'amendement n° 44 de la commission (référence aux modalités du traité sur l'Union européenne signé le 7 février 1992) et demande au Sénat de s'y opposer également - (p. 1699) : révision de la Constitution et traité de Maastricht - Dérive technocratique - Cour de justice des Communautés européennes - (p. 1702, 1703) : Union économique et monétaire - Compétence du Parlement français en matière budgétaire - Caducité du traité de Maastricht - Transfert de souveraineté - Art. 88-2 de la Constitution (droit de vote et éligibilité aux élections municipales des ressortissants communautaires résidant en France) (p. 1707, 1708) : droit de vote et d'éligibilité des ressortissants de la Communauté aux élections locales - Droit de vote de tous les étrangers - Racisme.

- **Projet de loi sur la zone d'attente des ports et des aéroports et portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France** [n° 386 (91-92)] - (17 juin 1992) - **Art. 1^{er} (zone d'attente)** (p. 1767 à 1772) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 6 : réduction du délai de maintien en zone d'attente ; n° 7 : décision de maintien : accord nécessaire d'un membre de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, OFPRA ; rejetés ; n° 8 : présence d'office d'un interprète ; retiré ; n° 9 : délai de huit jours non renouvelable ; n° 10 : concours d'un interprète et communication du dossier à l'intéressé avant l'audience ; n° 11 : délai de décision en appel ; n° 12 : caractère suspensif de l'appel ; et n° 13 : assistance d'un interprète et d'un avocat en cas d'appel ; rejetés ; n° 14, de conséquence ; retiré ; n° 16 : présence des associations humanitaires ; rejeté - **Art. 2 (modifications de l'ordonnance du 2 novembre 1945)** : son amendement n° 17, soutenu par M. Robert Pagès : caractère suspensif de l'appel ; retiré.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « Des Communautés européennes et de l'Union européenne »** - **Congrès du Parlement** - (23 juin 1992) - **Explication de vote** (p. 7) : vote négatif du Danemark - Caducité du traité de Maastricht - Fixation du cadre précis de la révision par décision du Conseil constitutionnel du 9 avril dernier - (p. 8) : abandons de souveraineté - Article 3 de la Constitution - Au nom du groupe communiste, se déclare opposé au texte de ce projet

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique** - **Deuxième lecture** [n° 361 (91-92)] - (24 juin 1992) - **Art. 1^{er}** (réserve jusqu'après l'examen des articles du livre IV annexé) - Art. 414-8 du code pénal (extension de dispositions relatives aux atteintes à la sûreté de l'Etat au bénéfice des puissances signataires du traité de l'Atlantique Nord) (p. 1950) : son amendement de suppression n° 1, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - Art. 421-1 (p. 1951) : son amendement n° 2, soutenu par M. Robert Pagès : suppression du texte présenté pour la division « Titre II » et son intitulé ; rejeté - Art. 421-1 (p. 1952) : ses amende-

ments, soutenus par M. Robert Pagès, n° 3 de suppression et n° 4 : définition des actes de terrorisme ; rejetés - *Art. 422-1* : son amendement de suppression n° 5, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - *Art. 422-3* : son amendement de suppression n° 6 ; rejeté - *Art. 422-6* : son amendement n° 7, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de tout élément intentionnel à l'implication d'une personne morale dans un acte terroriste ; rejeté - *Art. 431-1* (p. 1955) : son amendement n° 8, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de l'alinéa relatif à l'intervention des forces de l'ordre en vue de dissiper un attroupelement ; rejeté - *Art. 432-1* (p. 1957) : son amendement de suppression n° 9, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - *Art. 433-5* (p. 1959) : son amendement de suppression n° 10, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - *Art. 433-7* (p. 1960) : son amendement de suppression n° 11, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - *Art. 434-24-1* (p. 1964) : son amendement n° 12, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de l'assimilation de la garde à vue à la détention ; rejeté.

- **Projet de loi modifiant le code civil et relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits** [n° 408 (91-92)] - (25 juin 1992) - *Art. 1^{er} (de la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits) - Art. 1386-4 du code civil (définition du défaut de sécurité)* (p. 2056) : son amendement n° 24, soutenu par M. Robert Vizet : produit considéré comme défectueux lorsqu'il porte atteinte à la santé des personnes ; rejeté - *Art. 1386-7 (dommage causé par un produit incorporé)* (p. 2057) : son amendement n° 25, soutenu par M. Robert Vizet : possibilité pour le consommateur et les fabricants de composants d'ester conjointement en justice ; devenu sans objet - *Art. 1386-8 (charge de la preuve)* (p. 2058) : son amendement n° 26, soutenu par M. Robert Vizet : substitution au maintien de la charge classique de la preuve par la victime de la présomption de responsabilité du producteur ; rejeté - *Après l'art. 1386-8* : son amendement n° 27, soutenu par M. Robert Vizet : possibilité pour les associations de consommateurs d'offrir leurs services aux victimes en leur fournissant une aide au stade de la constitution des preuves ; rejeté - *Art. 1386-10 (causes d'exonération)* (p. 2058) : ses amendements, soutenus par M. Robert Vizet, de suppression n° 28 ; n° 29 : rôle des salariés dans l'appréciation des dangers potentiels d'un produit avant même sa mise en circulation ; rejetés ; et n° 30 : absence d'exonération du producteur de sa responsabilité en matière de risque de développement dans le domaine de l'industrie pharmaceutique ; devenu sans objet.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions générales du code pénal - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 256 (90-91)] - (7 juillet 1992) - **Discussion générale** (p. 2459, 2460) : travail du Parlement - Réflexion nécessaire - Principe d'égalité - Responsabilité pénale des personnes morales - Liberté et indépendance des syndicats et partis politiques - Echelle des peines - Avec le groupe communiste, ne votera pas ce texte - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2471) : avec le groupe communiste, votera contre l'adoption des dispositions figurant dans le livre 1^{er} du code pénal.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 466 (91-92)] - (7 juillet 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2479) : atteinte à la liberté du travail - Avec le groupe communiste, votera contre la rédaction du livre IV résultant du texte élaboré par la CMP.

- **Projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et à la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur** [n° 487 (91-92)] - (21 octobre 1992) - **Question préalable** (p. 2755, 2756) : soutient la motion n° 111 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Nouveau code pénal - Répression - Amendements du groupe communiste - Crise profonde de la société française - Inégalités sociales - Banlieues - Livre V - Responsabilité pénale des personnes morales - Responsabilité des chefs d'entreprises - « Légitime défense des biens » - Grève - Période de sûreté - Circonstances atténuantes - Délaissements de mineurs - Auto-avortement - Répression - Avant le titre I^{er} (p. 2758, 2759) : ses amendements n° 112 : insertion après les mots « de l'Etat »

de l'expression « des partis politiques, des syndicats, des institutions représentatives du personnel et des associations à but non lucratif » ; n° 113 : définition de l'auteur de l'infraction en cas de délégation ; et n° 114 : suppression de toute référence à la notion de légitime défense des biens ; rejetés - **Après l'art. 16** (p. 2761) : se déclare opposé à l'amendement n° 91 du Gouvernement (possibilité d'une expertise psychologique) - *Art. 23 (vote de la cour d'assises sur la peine)* (p. 2762) : son amendement n° 121, soutenu par M. Robert Pagès : précision de l'échelle des peines applicable à l'espèce ; rejeté - *Art. 68 (trafic de stupéfiants et proxénétisme)* (p. 2772) : son amendement n° 122, soutenu par M. Robert Pagès : composition et fonctionnement de la cour d'assises ; rejeté - *Art. 69 (poursuites, instruction et jugement des infractions commises par les personnes morales)* (p. 2774) : son amendement n° 123, soutenu par M. Robert Pagès : exclusion des partis politiques, des syndicats et des institutions représentatives du personnel et des associations à but non lucratif de l'application de cet article ; rejeté - *Art. 103 B et 103 C (casier judiciaire des personnes morales)* (p. 2778, 2779) : ses amendements n° 124 et n° 125, soutenus par M. Robert Pagès : exclusion de la procédure des partis politiques, des syndicats, des institutions représentatives du personnel et des associations à but non lucratif ; rejetés - **Avant le titre I^{er} (suite)** (p. 2820) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 115 : suppression de la peine d'interdiction de séjour ; n° 116 : notion de période de sûreté ; n° 117 : auto-avortement ; rejetés - (p. 2822) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 118 : droit de grève ; n° 119 : délit d'atteinte au respect de la justice ; et n° 120 : peine minimale en matière correctionnelle ou criminelle ; rejetés.

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale** [n° 3 (92-93)] - (17 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3168) : caractère répressif du code pénal - Situation pénitentiaire - Détention provisoire - Respect des libertés individuelles - Garde à vue - Intervention de l'avocat - (p. 3169) : garde à vue des mineurs de treize ans - Collégialité - Echevins - Dispositions ne comportant pas la sanction de nullité - Présentation de la personne gardée à vue au Procureur de la République - Instruction - Moyens de la justice - Inculpation - Présomption d'innocence - (p. 3170) : système accusatoire - Principe des nullités - Moyens de la justice - (p. 3176) : débat contradictoire.

Suite de la discussion - (18 novembre 1992) - *Art. 1^{er} C (relations entre le Garde des sceaux et le Parquet)* (p. 3200) : son amendement n° 192, soutenu par M. Robert Pagès : instruction du ministre de la justice ; retiré - *Art. 3 (garde à vue en cas d'infraction flagrante)* (p. 3203) : son amendement n° 193, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de la seconde phrase du 4^e alinéa du texte présenté par l'article 3 pour l'article 63 du code de procédure pénale qui prévoit que, à titre exceptionnel, le Procureur de la République peut prolonger la garde à vue de 24 heures par décision écrite sans présentation préalable de la personne ; devenu sans objet - *Art. 4 (information du gardé à vue sur ses droits) - Art. 63-1 du code de procédure pénale (obligation pour l'officier de police judiciaire d'informer immédiatement le gardé à vue des dispositions relatives à la garde à vue et de ses droits)* (p. 3209) : son amendement n° 194 : communication des droits énoncés à la personne gardée à vue dans la langue qu'elle parle et par l'intermédiaire d'un interprète si nécessaire ; retiré - *Art. 63-2 du code précité (droit pour le gardé à vue de faire prévenir un membre de sa famille qu'il est retenu)* : son amendement n° 195, soutenu par M. Robert Vizet : présence d'un avocat lors de la garde à vue ; devenu sans objet - *Art. 63-3 du code précité (intervention d'un médecin si le gardé à vue le demande)* : son amendement n° 196, soutenu par M. Robert Pagès : possibilité pour l'intéressé de choisir un médecin qui peut être un médecin de famille ou un médecin spécialiste de son affection ; devenu sans objet - *Art. 63-4 du code précité (possibilité pour la personne gardée à vue de s'entretenir après vingt heures de garde à vue avec un avocat de son choix ou commis d'office par le bâtonnier)* (p. 3213) : son amendement de conséquence n° 197, soutenu par M. Robert Vizet ; devenu sans objet.

Suite de la discussion - (19 novembre 1992) - *Art. 7 (garde à vue en cas d'enquête préliminaire)* (p. 3233) : ses amendements n° 198 : insertion après les mots « des indices » de l'expression « graves et concordants » ; et n° 199 : suppression

de la seconde phrase du troisième alinéa du texte proposé par l'article 7 pour l'article 77 du code de procédure pénale, relative au cas où la personne ne peut être présentée au procureur de la République ; rejetés - **Art. 10** (*garde à vue dans le cas d'une commission rogatoire*) (p. 3236) : son amendement n° 200 : présentation obligatoire de la personne ; devenu sans objet - **Après l'art. 10** (p. 3237) : se déclare favorable à l'amendement n° 333 de M. Claude Estier (traitement de la personne gardée à vue) - **Art. 11** (*désignation du juge d'instruction*) (p. 3238) : conduite de l'information - Choix des juges - **Art. 12** (*hypothèse où le tribunal ne compte qu'un seul juge d'instruction*) (p. 3240) : intervient à propos de l'amendement n° 33 de la commission (suppression de la seconde phrase du texte présenté par cet article pour l'article 83-1 du code de procédure pénale relatif à la présence d'un greffier auprès de chaque juge) - **Art. 15** (*seizine du juge d'instruction, mise en examen et notification des charges*) - **Art. 80-1 du code de procédure pénale (réquisitoire)** (p. 3245) : intervient à propos de l'amendement n° 316 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (nouvelle rédaction de cet article) ; rejeté - **Art. 21** (*interdiction d'entendre comme témoin une personne à l'encontre de laquelle il existe des indices graves et concordants de culpabilité*) (p. 3251) : son amendement n° 202, soutenu par M. Jean Garcia : nouvelle rédaction de cet article ; rejeté - **Art. 22** (*auditions et confrontations ; communication du dossier*) (p. 3252) : son amendement n° 203, soutenu par M. Jean Garcia : augmentation de quatre à huit jours du délai de convocation des avocats avant l'interrogatoire ou l'audition, ainsi que le délai de mise à leur disposition de la procédure ; rejeté - (p. 3254) : se déclare opposé à l'amendement n° 51 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression du droit pour les personnes non assistées d'un avocat d'obtenir une copie des pièces et des actes du dossier) - **Art. 24** (*interrogation de première comparution*) : son amendement n° 204 : suppression des deuxième et troisième phrases du deuxième alinéa du texte présenté par cet article pour l'article 216 du code de procédure pénale relatives aux déclarations ; rejeté - **Art. 25** (*interrogatoire immédiat ou confrontation justifiés par l'urgence*) : son amendement n° 205 : rédaction du procès-verbal ; adopté - **Après l'art. 28** (p. 3258) : intervient à propos de l'amendement n° 58 de la commission (demande au juge d'instruction de prononcer le renvoi devant la juridiction de jugement) - (p. 3260) : se déclare opposé à l'amendement n° 58 de la commission (demande au juge d'instruction de prononcer le renvoi devant la juridiction de jugement) - **Art. 32** (*droit d'appel reconnu aux parties*) (p. 3261) : intervient à propos de l'amendement n° 253 de M. Claude Estier (motivation de l'ordonnance du président de la chambre d'accusation) - **Art. 32 ter** (*protection de la présomption d'innocence ; insertion d'une rectification ou diffusion d'un communiqué aux fins de faire cesser l'atteinte à la présomption d'innocence*) (p. 3263) : son amendement n° 206 : possibilité pour le magistrat de demander à la personne responsable de supporter les frais d'insertion ; adopté - **Art. 32 quater** (*publication de la décision de non-lieu*) : son amendement n° 207 : frais de la procédure ; retiré - (p. 3267) : se déclare opposé à l'amendement n° 341-II du Gouvernement (substitution des mots « écrits périodiques » à ceux de « écrits périodiques ou services de communication audiovisuelle ») et intervient à propos de l'amendement n° 67 de la commission (publication de la décision par le juge d'instruction en limitant celle-ci aux journaux périodiques ou services de communication audiovisuelle dans lesquels l'intéressé a été présenté comme coupable) - **Après l'art. 32 sexies** (p. 3271) : se déclare opposé à l'amendement n° 257 de M. Claude Estier (délit de refus d'insertion) - **Art. 32 nonies** (*perquisitions dans les locaux d'une entreprise de presse ou de communication audiovisuelle*) (p. 3274) : son amendement n° 208 : renforcement de la protection de la libre information ; rejeté - **Art. 32 decies** (*journaliste entendu comme témoin*) (p. 3276) : intervient à propos de l'amendement rédactionnel n° 6 de M. Jean Cluzel - **Art. 33** (*collège compétent pour ordonner le placement en détention provisoire*) (p. 3278) : échevins - (p. 3282) : intervient à propos de l'amendement n° 77 de la commission (possibilité pour le juge d'instruction qui envisage un placement en détention de demander l'avis du président du tribunal ou de son délégué et d'un magistrat du siège) - **Art. 40** (*durée de la détention provisoire en matière criminelle*) (p. 3289) : son amendement n° 210 : durée du maintien en détention provisoire de la personne qui aurait fait l'objet d'une ordonnance de notification de charges ; rejeté - **Titre V bis** (*des débats à l'audience de*

jugement) (p. 3296) : intervient à propos de l'amendement de suppression n° 101 de la commission - **Art. 53 bis** (*police de l'audience*) (p. 3297) : son amendement de précision n° 214 ; devenu sans objet.

Suite de la discussion - (20 novembre 1992) - **Art. 43** (*régime des nullités*) - **Art. 171 du code de procédure pénale (cas de nullité)** (p. 3316) : son amendement n° 211, soutenu par M. Robert Vizet : nouvelle rédaction de cet article ; devenu sans objet - **Art. 172 du code précité (nullité lorsque la méconnaissance des formalités substantielles a porté atteinte aux intérêts de la partie qu'elle concerne)** (p. 3318) : sur l'amendement n° 92 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), son sous-amendement n° 332, soutenu par M. Robert Vizet ; retiré - **Art. 45** (*renvoi devant le tribunal de police*) (p. 3320) : son amendement de suppression n° 212, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - **Art. 46** (*renvoi devant le tribunal correctionnel*) (p. 3321) : son amendement n° 213, soutenu par M. Robert Vizet : suppression du paragraphe 2 de cet article relatif à l'ordonnance de renvoi ; rejeté - **Art. 60 bis** (*garde à vue d'un mineur*) (p. 3324) : ses amendements n° 216, I : impossibilité de placer un mineur de treize ans en garde à vue ; rejeté ; II : de coordination, et n° 217 : impossibilité pour le magistrat, s'il estime à titre exceptionnel devoir éviter de prévenir la famille du mineur de plus de treize ans retenu en garde à vue, d'excéder pour ce faire une durée maximale de 24 heures ; devenus sans objet - **Art. 60 decies** (*mise en détention provisoire d'un mineur*) (p. 3327) : ses amendements n° 218 : mise en détention provisoire des mineurs ; et n° 219 : nécessité pour la liste de comprendre les noms de personnes présentées par des associations s'occupant des problèmes de l'enfance ; devenus sans objet - **Après l'art. 60 decies** (p. 3328) : sur l'amendement n° 134 de la commission (possibilité pour les mineurs de bénéficier d'une mesure ou d'une activité d'aide ou de réparation à l'égard de la victime dans l'intérêt de la collectivité), sur lequel il s'abstient, se déclare opposé au sous-amendement n° 358 du Gouvernement - **Art. 63** (*constitution de partie civile abusive*) (p. 3330) : son amendement n° 220 : prix pratiqué par les journaux dans lesquels doit paraître une insertion ; rejeté - **Art. 96** (*recouvrement et réclamation*) (p. 3338) : son amendement n° 222 : délai accordé à l'intéressé pour former une réclamation ; rejeté - **Après l'art. 97** (p. 3339) : intervient à propos de l'amendement n° 149 de la commission (révision des procès-verbaux) - **Art. 98** (*prescription de la peine en matière d'amende*) (p. 3340) : se déclare opposé à l'amendement n° 314 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction de cet article) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3350) : répression - Garde à vue - Moyens budgétaires - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi tel qu'il résulte des travaux du Sénat.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques [n° 10 (92-93)]** - (1^{er} décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3544) : multiplication des débats au Parlement sur les rapports entre l'argent et la politique - Financement des partis politiques et des campagnes électorales par les personnes morales de droit privé - (p. 3545) : service central de prévention de la corruption - Financement des partis et des campagnes électorales - (p. 3546) : devenir de la publicité et de la presse écrite - Décentralisation - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi - **Titre I^{er}** (*service central de prévention de la corruption*) (p. 3554) : son amendement n° 219 : suppression du titre I^{er} et de son intitulé ; adopté - **Titre II** (*financement des campagnes électorales des partis politiques*) (p. 3556) : se déclare opposé à l'amendement n° 110 de la commission (suppression du titre II et de son intitulé) - **Art. 8** (*nouvelles règles applicables aux dons des personnes morales aux candidats aux élections publiques*) (p. 3563) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 220 : suppression du financement des campagnes électorales par les personnes morales privées ; n° 221, de coordination, et n° 222 de conséquence ; devenus sans objet.

Suite de la discussion - (2 décembre 1992) - **Après l'art. 8** (p. 3575) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 223 : limitation des dons des personnes morales dans leur ensemble à 50 000 francs ; n° 224 : limitation du financement des campagnes électorales par les entreprises privées ; et n° 225 : augmentation du montant minimal des dons en espèces

à un candidat ; rejetés - (p. 3576) : ses amendements n° 226 : suppression de la limitation du montant global des dons en espèces faits au candidat ; et n° 227 : suppression de la participation au financement des activités politiques par les sociétés dont l'Etat est actionnaire ; rejetés - (p. 3577) : ses amendements n° 228 : publication intégrale des comptes par la commission des comptes de campagne ; et n° 229 : adjonction aux membres de la commission des comptes de campagne d'un membre désigné par chaque formation ayant présenté plus de cinq candidats aux dernières élections législatives ; rejetés - (p. 3578) : ses amendements n° 230 : suppression de la possibilité donnée à la commission des comptes de campagne de demander à des officiers de police judiciaire de procéder à toute investigation jugée nécessaire pour l'exercice de sa mission ; n° 231 : modification de la répartition des sommes versées par l'Etat aux partis et groupements politiques ; et n° 232 : augmentation du montant minimal de la souscription populaire ; rejetés - **Art. 9 (nouvelles règles applicables aux dons des personnes morales aux partis et groupements politiques)** (p. 3580, 3581) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 233 : interdiction du financement des partis politiques par les entreprises privées ; n° 234 : limitation des ressources provenant des entreprises privées dans les budgets annuels des partis ; n° 235, de conséquence ; n° 236 : suppression de la déduction fiscale des dons émanant des personnes morales de droit privé ; n° 237 : suppression de dispositions établissant la conformité à l'objet social des dons consentis par une entreprise privée à des candidats ou partis politiques ; n° 238 et n° 239 de coordination ; devenus sans objet - **Après l'art. 9** (p. 3582) : son amendement n° 240, soutenu par M. Robert Pagès : consultation des représentants du personnel et accord des organes dirigeants et associés pour les dons effectués par les personnes morales à un candidat ; rejeté - **Après l'art. 10** (p. 3584) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 242 : répartition du temps d'antenne entre les groupes politiques ; et n° 243 : suppression des restrictions au droit d'affichage ; rejetés - **Art. 10 bis (report de la date d'entrée en vigueur des dispositions relatives au financement des campagnes électorales après les prochaines élections législatives)** (p. 3585) : son amendement de suppression n° 244, soutenu par M. Robert Pagès ; adopté - **Avant l'art. 11** (p. 3586, 3587) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 245 : mesure d'aide en faveur de la presse écrite ; n° 246 : suppression des coupures publicitaires ; et n° 247 : obligation pour les ministères ou les établissements publics nationaux d'acheter des espaces publicitaires dans la presse écrite - **Art. 24 (composition de la commission nationale d'équipement commercial)** (p. 3616) : son amendement de suppression n° 248, soutenu par M. Robert Vizet ; adopté.

Suite de la discussion - (3 décembre 1992) - **Art. 27 (appel public de candidatures)** (p. 3631) : son amendement de suppression n° 249 ; adopté - Intervient sur l'amendement n° 148 de la commission (possibilité pour les collectivités locales d'apprécier plus librement la durée des conventions de délégations de service public) - **Art. 29 (exceptions)** (p. 3636) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 150 de la commission - **Art. 36 (extension de la compétence de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés)** (p. 3642, 3643) : au nom du groupe communiste, se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 158 de la commission - **Intitulé du projet de loi** (p. 3694) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'amendement n° 181 de la commission (« projet de loi portant diverses dispositions relatives à certaines activités économique et à certaines procédures publiques ») - Suppression du mot « corruption » - **Explication de vote sur l'ensemble** : les sénateurs communistes et apparentés voteront contre le projet de loi - Financement des campagnes électorales et des partis par les entreprises.

- **Projet de loi modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales [n° 348 (91-92)]** - (8 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3734) : obligation alimentaire - Autorité parentale - Droits de l'enfant - Stimulation du sens des responsabilités des couples mariés ou non - (p. 3735) : institution et compétences du juge aux affaires familiales, JAF - Favorable à la collégialité des juges - Réserve la position du groupe communiste sur ce projet quant à son vote final - **Art. 1^{er} (libre choix des prénoms de l'enfant par les parents)**

(p. 3741) : ses amendements, n° 65 : suppression par le juge sur le registre de l'état civil du prénom qui porte préjudice à l'intérêt de l'enfant ; et n° 66 : aide juridictionnelle de droit pour les parents ; devenus sans objet - (p. 3742) : son amendement n° 67 : obligation de mentionner toute naissance en marge de l'acte de naissance de chacun des auteurs de l'enfant déclaré ou reconnu ; adopté - **Art. 2 (changements de prénom et de nom) - Article 61 du code civil** (p. 3744) : s'oppose à l'amendement n° 2 de la commission (autorisation de changement de nom par décret) - **Art. 61-1** : s'oppose à l'amendement de coordination n° 3 de la commission - **Art. 61-2** (p. 3745) : se déclare opposé à l'amendement n° 4 de la commission (réduction de six à deux mois du délai dans lequel tout intéressé peut faire opposition devant le conseil d'Etat au décret portant changement de nom) - **Après l'art. 3** (p. 3748) : s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 59 de M. Charles de Cuttoli (déclarations de décès dans les pays étrangers dans un délai de dix jours) - **Après l'art. 4** (p. 3750) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'amendement n° 62 de M. Charles de Cuttoli (extension de la procédure de rectification des erreurs matérielles commises lors de la rédaction des actes de naissance et de mariage de toute personne née à l'étranger aux mentions qui sont apportées à ces actes) - **Art. 23 undecies (autorité parentale sur un enfant naturel)** (p. 3765) : son amendement n° 68, soutenu par M. Louis Minetti : conditions d'exercice en commun de l'autorité parentale par le père et la mère non mariés dès lors que l'un et l'autre ont reconnu l'enfant ; rejeté - **Art. 24 (le juge aux affaires familiales, juge de tous les divorces)** (p. 3767) : son amendement n° 69, soutenu par M. Louis Minetti : compétence du juge aux affaires familiales pour prononcer le divorce quelle qu'en soit la cause et renvoi d'une affaire en l'état à une audience collégiale de droit si l'une des parties le demande ; devenue sans objet - **Art. 26 (institution d'un juge aux affaires familiales)** (p. 3770) : son amendement n° 70, soutenu par M. Louis Minetti : possibilité pour les parties de voir leurs litiges jugés par une formation collégiale, même si une seule d'entre elles le demande ; rejeté - **Art. 26 ter (audition du mineur en justice)** (p. 3771) : son amendement n° 71, soutenu par M. Louis Minetti : possibilité pour l'enfant d'être assisté par un avocat de son choix sous réserve pour celui-ci de n'être pas intervenu pour une autre partie dans la procédure ; devenu sans objet - **Art. 27 A (accomplissement par le mineur délinquant d'une activité de réparation)** (p. 3773) : son amendement de suppression n° 72, soutenu par M. Louis Minetti ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et à la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 64 (92-93)]** - (9 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3790, 3791) : nouveau code pénal, résultat d'un compromis entre la droite et le gouvernement socialiste - Auto-avortement - (p. 3793, 3794) : caractère archaïque et sécuritaire du nouveau code pénal - Auto-avortement - Vote du groupe communiste contre les conclusions de la CMP.

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale - Deuxième lecture [n° 70 (92-93)]** - (11 décembre 1992) - **Art. 4 - Art. 63-1 du code de procédure pénale** (p. 3955) : son amendement n° 98, soutenu par M. Robert Pagès : traduction des informations dans la langue que comprend la personne gardée à vue ; rejeté - **Art. 63-3 du code précité** (p. 3956) : son amendement n° 99, soutenu par M. Robert Pagès : possibilité pour la personne gardée à vue de choisir librement un médecin qui peut être son médecin de famille ou un médecin spécialiste de son affection ; rejeté - **Art. 45** (p. 3989) : son amendement de suppression n° 100, soutenu par M. Jean Garcia ; rejeté - **Art. 46** (p. 3990) : son amendement n° 101, soutenu par M. Jean Garcia : suppression du paragraphe II de cet article relatif au fait que l'ordonnance de présomption de charges prononçant le renvoi couvre les vices de la procédure antérieure ; rejeté.

- **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly, fait au nom de la commission des lois sur les propositions de résolution (n° 20, 92-93) de M. Michel Poniatowski et plusieurs de ses collègues, (n° 36, 92-93) de M. Jacques Larché, (n° 47, 92-93) de Mme Hélène Luc et plusieurs de ses collègues, tendant à**

modifier le règlement du Sénat pour l'application de l'article 88-4 de la Constitution [n° 109 (92-93)] - (15 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4068) : nécessité de mettre un terme aux abandons de souveraineté - Traité de Maastricht - (p. 4069) : nécessaire rééquilibrage des pouvoirs - Supériorité de la loi sur les actes communautaires - L'article 88-4 est insuffisant pour sauvegarder les droits du Parlement - Le groupe communiste est favorable aux dispositions votées à l'Assemblée nationale - (p. 4070) : nécessité de garantir les droits des minorités politiques lors des discussions des propositions de résolution relatives à des actes communautaires - Atteinte au droit d'amendement en séance plénière - Décision du Conseil constitutionnel - Renovation du Sénat - Nécessité d'opter pour des sessions permanentes au Parlement - Sommet européen d'Edimbourg - Référendum danois et traité de Maastricht - (p. 4071) : le groupe communiste votera contre les conclusions de la commission - **Art. 1^{er}** (*dispositions nécessaires à la mise en oeuvre de l'article 88-4 de la Constitution*) (p. 4073) : son amendement n° 16 : possibilité offerte aux commissions permanentes de saisir le président du Sénat afin qu'il demande au Gouvernement de soumettre à la Haute Assemblée la proposition d'actes communautaires que ce dernier n'estime pas relever du domaine législatif ; adopté - (p. 4078) : se déclare opposé aux amendements identiques, n° 9 de M. Michel Poniatowski et n° 10 de M. Paul Masson (possibilité offerte pour la délégation pour les Communautés européennes d'exprimer de façon autonome son avis en séance publique) - (p. 4081) : se déclare opposé aux amendements identiques, n° 4 de M. Jacques Genton et n° 8 de M. Michel Poniatowski (possibilité offerte au président de la délégation des communautés européennes de demander un examen en séance publique des textes communautaires) - (p. 4082) : soutient l'amendement n° 14 de Mme Hélène Luc (possibilité d'examen en séance publique d'une proposition de résolution préalablement rejetée par la commission permanente compétente) - (p. 4083) : soutient l'amendement n° 15 de Mme Hélène Luc (possibilité offerte à un président de groupe politique de demander l'inscription d'un office d'une proposition de résolution ou d'une résolution de commission en séance publique) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4084) : le groupe communiste ne votera pas cette proposition de résolution.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° 87 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (18 décembre 1992) - **Art. 15 bis (par priorité)** (*dépénalisation de l'auto-avortement*) (p. 4266) : avec le groupe communiste, se déclare opposé aux amendements identiques de suppression n° 24 de la commission et n° 58 de la commission saisie pour avis - Nouveau code pénal - (p. 4270) : avec le groupe communiste, se déclare opposé aux amendements identiques de suppression n° 24 de la commission et n° 58 de la commission saisie pour avis - (p. 4272) : accord de la CMP sur le nouveau code pénal à la suite de pressions.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques** - **Nouvelle lecture** [n° 152 (92-93)] - (19 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4425, 4426) : financement des candidats et des partis politiques par des personnes morales de droit privé - Pluralisme et démocratie - Publicité et presse écrite - Marché public et délégations de service public - Les sénateurs communistes et apparentés voteront contre ce projet de loi - **Titre II** (p. 4428) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'amendement n° 12 de la commission (suppression du Titre II et de son intitulé) - **Art. 8 ter A** (*audition de la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques*) (p. 4429) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 18 de la commission - **Art. 9 bis A** (p. 4430) : son amendement de suppression n° 76 ; adopté - **Art. 9 bis C** (p. 4431) : son amendement de suppression n° 77 ; adopté - **Art. 58 ter** (p. 4447) : son amendement de suppression n° 78, soutenu par M. Robert Pagès ; adopté.

- **Projet de loi modifiant le code civil relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales** - **Deuxième lecture** [n° 150 (92-93)] - (22 décembre 1992) - **Art. 1^{er}** (p. 4681) : son amendement n° 6 : suppression du prénom du registre de l'état civil par le juge statuant en référé après un débat contradictoire avec les parents ; rejeté - **Art. 24** (p. 4689) : intervient sur l'amende-

ment n° 22 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - Compétence du juge aux affaires familiales en matière de divorce - Renvoi à une audience collégiale - **Art. 26 quater A** (p. 4691, 4692) : intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (possibilité pour le mineur d'être entendu avec un avocat) - S'abstiendra lors du vote de cet article - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4693) : action en recherche de paternité ou de maternité - Accouchement « sous X » - Renvoi à une formation collégiale - Votera contre ce projet de loi.

LE DRIAN (Jean-Yves), secrétaire d'Etat à la mer.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (*JO Lois et décrets* du 3 avril 1992).

LEGENDRE (Jacques), Sénateur du Nord (RPR).

Elu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Francophonie** - n° 57 (92-93)] tome 12 (24 novembre 1992).

LEGRAND (Bernard), sénateur de la Loire-Atlantique (RDE).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. François Lesein, relative à l'aide aux victimes d'accidents thérapeutiques [n° 237 (91-92)] (15 janvier 1992) - **Responsabilité civile**.

LE GRAND (Jean-François), sénateur de la Manche (RPR).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Délégué suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale ; de nouveau délégué suppléant de ces assemblées (*JO Lois et décrets* du 22 octobre 1992).

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'aviation marchande (*JO Lois et décrets* du 28 novembre 1992).

- Membre de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatés, jusqu'au 14 mai 1992.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques (15 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le bruit (15 décembre 1992).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - Aviation civile et transport aérien - [n° 58 (92-93)] tome 19 (24 novembre 1992).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 85 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques [n° 99 (92-93)] (9 décembre 1992) - Environnement.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques [n° 142 (92-93)] (16 décembre 1992) - Environnement.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 169 (92-93)] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques [n° 171 (92-93)] (21 décembre 1992) - Environnement.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant le régime du travail dans les ports maritimes** [n° 349 (91-92)] - (26 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1383) : régime du travail dans les ports maritimes français - Grand marché intérieur, CEE - (p. 1384) ; coût du transport portuaire - Insuffisante capacité commerciale des ports français - Conditions douanières - Rigidités de la loi de 1947 portant statut des dockers - Important taux d'inemploi des dockers - Mensuralisation, déperquation et financement des indemnités d'inemploi - Dockers intermittents - Au nom du groupe du RPR, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit** [n° 35 (92-93)] - (9 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3838, 3839) : nuisances liées au transport - Caractère discriminatoire de la taxe frappant le transport aérien - Demande de la défense des compagnies nationales, surtout dans le cadre de la CEE - Vote par le groupe du RPR de ce projet de loi, assorti des amendements de la commission.

- **Projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques** [n° 85 (92-93)] - (15 décembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4031) : sauvegarde des paysages indispensable - (p. 4032) : la politique du paysage : une priorité des pouvoirs publics et des collectivités locales - Espoir d'une grande loi « paysage » démenti par l'actuel projet de loi - Adoption précipitée à l'Assemblée nationale - Projet de loi qui vise à réaffirmer et à compléter les dispositions existantes - Description des grandes lignes du projet de loi - Amendements de la commission des affaires économiques visant à améliorer la crédibilité des enquêtes publiques et à assurer l'indépendance des commissaires-enquêteurs - Les directives de protection et de mise en valeur des paysages constituent une remise en cause des principes de la décentralisation - (p. 4033) : confusion entre normes réglementaires et documents contractuels - Paysages mieux pris en compte lors d'opérations foncières - Modification de la composition des commissions d'aménagement - Portée limitée de certaines dispositions du projet de loi - Projet de loi qui ne s'accompagne

d'aucune mesure financière ou fiscale - Sorte de « projet portant diverses dispositions relatives à l'environnement » marqué par la précipitation - (p. 4034) : parcs naturels régionaux - Renforcement des règles de sécurité applicables aux terrains de camping - Extension des compétences du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres - Projet qui présente quelques éléments intéressants et dont la commission des affaires économiques propose l'adoption sous réserve de modifications - **Art. 1^{er}** (directives de protection et de mise en valeur des paysages) (p. 4038, 4039) : son amendement de suppression n° 1 ; adopté - **Art. 1^{er} bis** (parcs naturels régionaux) (p. 4041) : son amendement n° 57, rédactionnel ; adopté - (p. 4042) : son amendement n° 2 : compatibilité des documents d'urbanisme avec le contenu des chartes ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 32 de M. Philippe François (versement d'indemnités pour les contraintes liées aux nouvelles directives) et à l'amendement n° 45 du Gouvernement (parcs régionaux gérés par des établissements publics de coopération) - **Art. 3** (dispositions relatives au permis de construire) (p. 4043) : ses amendements rédactionnels n° 3 et n° 5 ; adoptés - Son amendement n° 4 : obligation de présenter des documents graphiques uniquement pour des constructions d'une certaine importance ; adopté - **Art. 5 bis** (terrains de camping et de stationnement de caravanes dans les zones soumises à un risque naturel ou écologique prévisible) (p. 4044) : son amendement n° 6 : zones à risques définies par le préfet ; adopté - (p. 4045) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 47 du Gouvernement - **Art. 6** (prise en compte du respect et de la mise en valeur du paysage par l'aménagement foncier rural) (p. 4046) : son amendement n° 7 rédactionnel ; adopté - S'oppose aux amendements n° 48 du Gouvernement et n° 20 de M. Ambroise Dupont (prise en compte de la valeur écologique des surfaces apportées) - **Art. 6 bis** (obligation de réaliser une étude comportant un volet environnemental et paysager) (p. 4047) : son amendement n° 8 : principe d'une étude d'aménagement intervenant très rapidement dans la procédure ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 35 de M. Ambroise Dupont (création d'une bourse d'arbres) - **Art. 7** (composition des commissions d'aménagement foncier) (p. 4048) : son amendement rédactionnel n° 9 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 37 de M. Ambroise Dupont (précision sur le profil des personnes associées à la commission d'aménagement foncier) - **Art. 8 bis** (interdiction ou autorisation préalable de certains travaux) (p. 4049) : son amendement rédactionnel n° 10 ; adopté - **Art. 9** (constatation des infractions) : son amendement n° 11 : reprise des dispositions retenues dans le projet de loi relatif à la lutte contre le bruit ; adopté - **Art. 10** (travaux connexes au remembrement relevant de la compétence de la commission communale d'aménagement foncier) (p. 4050) : ses amendements, n° 12 de coordination, et n° 13 rédactionnel ; adoptés - **Art. 11** (intervention des communes dans la réalisation de travaux connexes au remembrement) : ses amendements de coordination, n° 14 et n° 15 ; adoptés - **Art. 11 bis** (cession gratuite des biens du fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme au profit du conservatoire du littoral) : son amendement n° 16 : possibilité d'incorporation des biens forestiers du fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme au domaine forestier privé de l'Etat ; adopté - **Art. 11 ter** (protection des boisements linéaires, haies et plantations d'alignement) (p. 4051) : son amendement n° 17 : passation de contrat d'entretien entre l'Etat et le propriétaire et éventuelle exonération fiscale ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 54 du Gouvernement (prise en compte de la nouvelle codification) - **Art. 11 quinquies** (conventions d'exploitation dérogatoires aux statuts de fermage) (p. 4052) : son amendement n° 18 de suppression ; retiré - Accepte l'amendement n° 55 du Gouvernement (suppression de la seconde phrase de l'article 11 quinquies) - **Art. 12** (indemnisation des commissaires enquêteurs) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 56 du Gouvernement - **Après l'art. 12** : son amendement n° 58 : création d'une liste d'aptitude pour les commissaires enquêteurs et les membres des commissions d'enquête ; leur indemnisation fixée par le président du tribunal administratif ; adopté - Son amendement n° 59 : modification du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ; irrecevable (art. 40 de la Constitution) - **Après l'art. 13** (p. 4054) : son amendement n° 61 : droit de recours contre les avis des architectes des Bâtiments de France s'agissant des zones de protection du patrimoine architectural et urbain ; adopté - (p. 4055) : ses amendements n° 60 : recours à l'encontre des décisions des architectes

des Bâtiments de France s'agissant des secteurs sauvegardés et des alentours des sites inscrits ; et n° 62 : modification de la composition de la commission départementale des sites et de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages ; adoptés - (p. 4056) : son amendement n° 63, soutenu par M. François Giacobbi : éclaircissement sur les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique, ZNIEFF ; adopté - (p. 4057) : s'oppose à l'amendement n° 72 du Gouvernement (droit de préemption des SAFER) - **Sur l'ensemble** (p. 4059) : espoir que la commission mixte paritaire parvienne à un accord.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 142 (92-93)] - (20 décembre 1992) - Rapporteur de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 4527) : accord en commission mixte paritaire, CMP - Création des directives paysagères - Définition des directives en concertation avec les collectivités territoriales et les organisations professionnelles concernées - Modalités de révision de la charte constitutive des parcs naturels régionaux - Permis de construire - Composition des commissions intercommunales d'aménagement foncier - Renforcement de la représentation des élus au sein des commissions départementales et supérieures des sites, perspectives et paysages - Conditions d'élaboration des inventaires du patrimoine faunistique et floristique - Déploie le dépôt de deux amendements du Gouvernement sur les conclusions de la CMP - Remise en cause de la représentation nationale - (p. 4528) : existence de quatre lois d'aménagement et d'urbanisme - Loi « montagne » et loi « littoral » - Equilibre entre protection de l'environnement et des paysages et développement des territoires - Demandé au Sénat de repousser le texte de la CMP tel qu'il est amendé par le Gouvernement - (p. 4529) : estime qu'avec ce projet de loi, le Gouvernement s'arroge les pleins droits en matière de directives paysagères - **Art. 1^{er}** (p. 4530) : s'oppose à l'amendement n° 1 du Gouvernement (limitation aux seuls territoires soumis à des prescriptions particulières de l'exclusion du champ d'application des directives de protection et de mise en valeur des paysages prises par l'Etat) - **Art. 16** (p. 4533) : s'oppose à l'amendement n° 2 du Gouvernement (modification de la composition des commissions départementales des sites, perspectives et paysages ainsi que des conditions de désignation des personnalités qualifiées membres de ces commissions) .

- **Projet de loi modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire** [n° 83 (92-93)] - (21 décembre 1992) - **Art. 6** (*suspension et retrait de l'habilitation*) (p. 4647) : soutient l'amendement n° 52 de M. Jean Chérioux (extension du champ d'application des sanctions aux violations du règlement municipal) - **Art. 15** (*sanctions pénales*) (p. 4650) : soutient l'amendement de coordination n° 54 de M. Jean Chérioux - **Art. 17** (*chambres funéraires*) (p. 4653) : soutient l'amendement n° 55 de M. Jean Chérioux (maintien des compétences actuelles des communes en matière de création de chambres funéraires) - **Art. 20** (*crématoriums*) (p. 4654) : soutient l'amendement n° 56 de M. Jean Chérioux (soustraction des régions au principe de l'habilitation par l'Etat) - **Art. 23** (*période de transition*) (p. 4655) : soutient l'amendement n° 57 de M. Jean Chérioux (date d'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi).

- **Projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques - Nouvelle lecture** [n° 169 (92-93)] - (21 décembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4659, 4660) : directives paysagères - Lois « littoral » et « montagne » - Demandé le retour à la rédaction élaborée par la commission mixte paritaire - **Art. 1^{er}** : son amendement n° 1 : exclusion de la montagne et du littoral du champ d'application des directives paysagères ; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 4663) : remerciements.

LE JEUNE (Edouard), sénateur du Finistère (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Délégué suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (JO Lois et décrets du 22 octobre 1992).

DÉPÔTS

Proposition de loi organique, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à assurer la représentation des retraités au Conseil économique et social et dans les comités économiques et sociaux régionaux [n° 264 (91-92)] (5 mars 1992) ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992 - **Conseil économique et social**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à assouplir les conditions d'attribution de la Légion d'honneur aux anciens combattants de la guerre 1914-1918 [n° 265 (91-92)] (5 mars 1992 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992) - **Anciens combattants et victimes de guerre**.

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée au Chili et en Argentine, du 23 janvier au 1^{er} février 1992 [n° 278 (91-92)] (2 avril 1992) - **Amérique du Sud**.

Proposition de loi tendant à faire bénéficier les familles des allocations familiales à partir du premier enfant [n° 516 (91-92)] (22 septembre 1992 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992) - **Prestations familiales**.

Proposition de loi, déposée avec MM. Alphonse Arzel et Louis de Catuelan, visant à supprimer la répartition intercommunale des dépenses de fonctionnement des écoles publiques accueillant des enfants de plusieurs communes [n° 216 (90-91)] (31 janvier 1991) - **Communes** - Reprise le 21 octobre 1992.

Proposition de loi tendant à instituer une promotion spéciale dans l'ordre de la Légion d'honneur, dans l'ordre national du Mérite et un contingent spécial de médailles militaires pour les combattants volontaires de la Résistance titulaires de la carte de CVR et de la médaille de la Résistance [n° 230 (90-91)] (4 mars 1991) - **Anciens combattants et victimes de guerre** - Reprise le 21 octobre 1992.

Proposition de loi organique, déposée avec MM. Guy Robert et Remi Herment, visant à assurer la représentation du monde combattant au sein du Conseil économique et social [n° 266 (90-91)] (9 avril 1991) - **Anciens combattants et victimes de guerre** - Reprise le 21 octobre 1992.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à accorder le bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires anciens combattants d'Afrique du Nord [n° 277 (90-91)] (11 avril 1991) - **Anciens combattants et victimes de guerre** - Reprise le 21 octobre 1992.

Proposition de loi, déposée avec MM. Guy Robert, Rémi Herment et Pierre Vallon, tendant à assouplir les critères d'accès à la retraite au bénéfice des anciens combattants ayant servi en Afrique du Nord entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962 [n° 229 (90-91)] (4 mars 1991) - **Anciens combattants et victimes de guerre** - Reprise le 27 octobre 1992.

Proposition de loi tendant à compléter le code électoral en vue de la prise en considération du vote blanc [n° 22 (92-93)] (27 octobre 1992) - **Elections**.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 423 (JO Débats du 2 mai 1992) (p. 972) - Ministère : Anciens combattants - *Information des jeunes sur la période de l'Occupation* - (Réponse : JO Débats du 13 juin 1992) (p. 1656) - **Anciens combattants et victimes de guerre**.

n° 424 (JO Débats du 2 mai 1992) (p. 972) - Ministère : Anciens combattants - *Retraite mutualiste des anciens combattants* - (Réponse : JO Débats du 13 juin 1992) (p. 1657) - **Anciens combattants et victimes de guerre**.

n° 483 (JO Débats du 5 novembre 1992) (p. 3031) - Ministère : Intérieur - *Prélèvement sur le régime de retraite des agents des collectivités locales* - (Réponse : JO Débats du 21 novembre

1992) (p. 3355) - **Fonction publique territoriale n° 484** (*JO Débats* du 5 novembre 1992) (p. 3031) - Ministère : Anciens combattants - *Préoccupations des anciens combattants* - (Réponse : *JO Débats* du 21 novembre 1992) (p. 3351) - Anciens combattants et victimes de guerre.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail** [n° 428 (91-92)] - (3 juillet 1992) - **Discussion générale** (p. 2416, 2417) : centres de formation d'apprentis, CFA, dépendants des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers - Procédure d'agrément - Compétence des régions - Financement de l'apprentissage - Formation en alternance - **Art. 5** (*procédure d'agrément de l'entreprise*) (p. 2432) : son amendement n° 26, soutenu par M. Maurice Blin : artisanat : extension à l'ensemble de la France des procédures applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ; retiré - **Art. 8** (*financement de la formation des maîtres d'apprentissage*) (p. 2439) : son amendement n° 28, soutenu par M. Daniel Millaud : dispositions fiscales relatives aux entreprises artisanales ; retiré.

- **Proposition de loi portant répartition des compétences dans le domaine du tourisme - Deuxième lecture** [n° 432 (91-92)] - (3 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 2955) : avec le groupe de l'Union centriste, votera ce texte - Place prépondérante du tourisme.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit** [n° 35 (92-93)] - (9 décembre 1992) - **Art. 13** (*institution d'une taxe d'atténuation des nuisances sonores au voisinage des aérodromes*) (p. 3860) : son amendement n° 77, soutenu par M. Paul Caron : riverains des aérodromes militaires ; retiré.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'attribution de la carte de combattant** [n° 106 (92-93)] - (21 décembre 1992) - **Après l'art. 3** (p. 4587) : son amendement n° 4 : présentation par la commission instituée par l'article A. 134-1 du code des pensions militaires d'invalidité, au secrétaire d'Etat aux anciens combattants, d'un rapport annuel sur les combats et opérations de la Résistance ; retiré.

LEJEUNE (Max), sénateur de la Somme (RDE).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1993 (n° 55 (92-93)) considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Défense - Marine** [n° 59 (92-93)] tome 8 (24 novembre 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 15 mai 1992) (p. 1143) - Ministère : Equipement - *Schéma autoroutier de la Somme - Autoroutes*.

LEMAIRE (Guy), sénateur de Loire-Atlantique (RPR).

Elu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art (21 décembre 1992).

LENGLET (Charles-Edmond), sénateur de la Somme (RDE).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre suppléant du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement (26 juin 1992).

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur les négociations du GATT** [n° 69 (92-93)] - (26 novembre 1992) (p. 3493) : paysans opposés à la réforme de la PAC - (p. 3494) : persistance de la famine dans le monde - Accord désastreux pour les agriculteurs européens - Fermeté du Gouvernement - La relance de l'économie mondiale ne peut pas se construire sur le déclin agricole - Reboisement - Invocation du compromis de Luxembourg.

LE PENSEC (Louis), ministre des départements et territoires d'outre-mer.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (*JO Lois et décrets* du 3 avril 1992).

ministre des départements et territoires d'outre-mer le 2 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (*JO Lois et décrets* du 3 avril 1992).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Albert Pen : *Pêche (Conflit franco-canadien sur la pêche)* (*JO Débats* du 16 octobre 1992) (p. 2672).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte de diverses dispositions intervenues en matière électorale** [n° 57 (91-92)] - (29 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 928) : droit électoral - Décisions du Conseil d'Etat - Spécialité législative - Régime juridique des territoires d'outre-mer - (p. 929) : campagnes électorales - Moralisation de la vie politique - Propagande électorale télévisée - Inscriptions sur les listes électorales - Procédure de vote - Urnes transparentes - (p. 930) : élections législatives - Modification du code électoral - **Art. 3** (*extension aux territoires d'outre-mer et à Mayotte de certaines règles du code électoral relatives à la diffusion des messages de propagande ou des résultats partiels durant les opérations électorales*) (p. 931) : accepte l'amendement rédactionnel n° 1 de la commission - **Art. 5** (*inélégibilité au conseil général de Mayotte des secrétaires généraux de la chambre régionale des comptes de La Réunion*) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (fonctionnement des conseils généraux) - **Art. 8** (*extension aux territoires d'outre-mer et à Mayotte de la loi du 15 janvier 1990 sur la limitation des dépenses électorales et le financement des activités*

publiques) - Art. 28 de la loi n° 90- 55 du 15 janvier 1990 (extension à la Nouvelle-Calédonie et à la Polynésie française) (p. 932) : son amendement n° 6 : plafond des dépenses électorales dans les territoires d'outre-mer ; adopté - Après l'art. 30 de la loi précitée (p. 933) : accepte l'amendement n° 4 de la commission (exclusion du montant des dépenses électorales prises en compte dans le plafond des frais de transport supportés par les candidats aux élections territoriales) - Art. 10 (report de l'entrée en vigueur de différents articles du projet de loi) : son amendement n° 7 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'octroi de mer et portant mise en oeuvre de la décision du Conseil des ministres des Communautés européennes n° 89-688 du 22 décembre 1989 - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 492 (91-92)] - (8 juillet 1992) - Discussion générale (p. 2559) :** accord en commission mixte paritaire, CMP - Prise en compte des particularités de l'outre-mer - Utilisation du fonds régional pour l'investissement productif - Responsabilisation des élus en matière de politique économique dans le cadre de la décentralisation.

LESBROS (Marcel), sénateur des Hautes-Alpes (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Vice-Président de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification ; de nouveau membre de cette délégation (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992) ; puis vice-président (*JO Lois et décrets* du 28 octobre 1992).

- Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire (*JO Lois et décrets* du 23 décembre 1992).

LESEIN (François), sénateur de l'Aisne (RDE).

Elu secrétaire du Sénat (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre ès qualités de la commission nationale du sport de haut niveau.

Membre suppléant du comité de l'éthique du loto sportif (*JO Lois et décrets* du 9 décembre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités (12 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique (22 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'installation de réseaux de distribution par câble de service de radiodiffusion sonore et de télévision (26 juin 1992).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Bernard Legrand, relative à l'aide aux victimes d'accidents thérapeutiques [n° 237 (91-92)] (15 janvier 1992) - Responsabilité civile.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 356 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités [n° 383 (91-92)] (3 juin 1992) - Sports.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités [n° 460 (91-92)] (29 juin 1992) - Sports.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - Jeunesse et sports - [n° 57 (92-93)] tome 9 (24 novembre 1992).

Proposition de loi, déposée avec M. Etienne Dailly, tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des Assemblées parlementaires, en vue de réprimer les dépositions sciemment inexactes effectuées sous serment par les témoins entendus par les Commissions d'enquête parlementaires [n° 170 (92-93)] (20 décembre 1992) - Parlement.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 16 octobre 1992) (p. 2672) - Ministère : Défense - *Conséquences du plan Armée 2000 dans l'Aisne - Défense nationale.*

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au dépôt légal [n° 247 (91-92)] - (14 avril 1992) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 627) :** le groupe du RDE votera ce projet de loi.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités [n° 356 (91-92)] - (11 juin 1992) - Rapporteur - Discussion générale (p. 1587, 1588) :** statuts des clubs professionnels - Réserve sur la suppression des associations à statut renforcé - Sociétés anonymes à objet sportif - Retransmissions audiovisuelles des événements sportifs ; lutte contre le gel des droits - Sécurité des équipements - Catastrophe de Furiani en Corse - Code de la construction et de l'urbanisme - Se déclare défavorable à une procédure d'homologation préfectorale - Pouvoirs de police du maire - Prévention de la violence dans les stades - Commission nationale de la sécurité des enceintes sportives - (p. 1589) : répartition des compétences entre l'Etat, les collectivités territoriales et le mouvement sportif ; tutelle sur les fédérations - Reconnaissance de diplômés privés autorisant l'exercice rémunéré de professions relatives à l'enseignement, l'encadrement et l'animation des activités physiques et sportives - (p. 1600, 1601) : exclusion des garanties et cautionnements d'emprunts par les communes - **Art. 1^{er}** (*responsabilité de l'Etat dans le domaine des formations conduisant aux professions des activités physiques et sportives*) : son amendement n° 1 : nouvelle rédaction ; adopté après modification par le sous-amendement n° 67 du Gouvernement, qu'il accepte - **Art. 2** (*organisation du sport professionnel*) (p. 1602) : son amendement n° 2 : amélioration de la rédaction ; adopté - Sur cet amendement, demande le retrait du sous-amendement n° 51 de la commission des lois saisie pour avis et s'oppose au sous-amendement n° 68 du Gouvernement - **Art. 3** (*régime des associations sportives « à statut renforcé »*) (p. 1603) : son amendement n° 3 : référence à l'article 29, relatif à la procédure d'alerte, de la loi du 1^{er} mars 1984 relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises ; adopté après modification par le sous-amendement n° 69 du Gouvernement, qu'il accepte - Son amendement rédactionnel n° 4 ; adopté - **Art. 4** (*protection des marques des groupements sportifs*) : son amendement de coordination n° 5 ; adopté - **Après l'art. 4** (p. 1604) : s'oppose à l'amendement

n° 95 de Mme Hélène Luc (réglementation des transferts et des rémunérations des sportifs) - **Art. 5** (*capital social des sociétés à but sportif et des sociétés d'économie mixte sportives*) : ses amendements n° 6, de coordination ; retiré ; et n° 7 : rétablissement de l'intitulé initial des sociétés « à objet sportif » ; adopté - (p. 1605) : son amendement n° 8 : cessions d'actions et appel à l'épargne publique ; adopté après modification par les sous-amendements n° 70 du Gouvernement et n° 53 de la commission des lois saisie pour avis - S'oppose à l'amendement n° 96 de Mme Hélène Luc (possibilité pour chaque membre de l'association sportive de demander la communication de tout contrat aux commissaires aux comptes) - **Art. 6** (*interdiction d'être actionnaire de plusieurs sociétés sportives*) (p. 1606, 1607) : son amendement n° 9 : nullité des cessions d'actions non conformes aux dispositions de la loi ; adopté après modifications par les sous-amendements de la commission des lois saisie pour avis n° 56 et n° 59, qu'il accepte - S'oppose au sous-amendement n° 71 du Gouvernement - **Après l'art. 6** : son amendement n° 10 : conditions de participation des groupements sportifs aux compétitions nationales ; retiré - **Art. 7** (*contrôle des intermédiaires*) (p. 1608) : ses amendements n° 11 : obligation d'avoir un représentant établi en France pour les intermédiaires français ou étrangers établis hors de France ; et n° 12 : interdiction d'exercer la profession d'intermédiaire aux personnes ayant déjà fait l'objet d'une interdiction d'exercice des professions industrielles, commerciales ou libérales ; adoptés - **Art. 8** (*conventions d'objectifs conclues entre l'Etat et les fédérations ; règlement-type disciplinaire*) (p. 1609) : s'oppose aux amendements de Mme Hélène Luc n° 97 (droit des sportifs licenciés de faire appel des décisions disciplinaires prises par la fédération sportive à leur encontre devant le tribunal de grande instance) et n° 98 (élargissement de la possibilité de convention avec l'Etat à toutes les fédérations sportives) - Ses amendements n° 13 : extension de l'application du règlement-type et suppression de la référence à l'avis du Comité national olympique ; adopté ; et n° 14 : possibilité pour le ministre chargé des sports d'annuler les décisions disciplinaires prises par les fédérations sportives agréées dans le cadre de leur mission de service public ; retiré - **Art. 10** (*contrôle de légalité des actes des fédérations délégataires*) (p. 1610) : son amendement de suppression n° 15 ; adopté - (p. 1611) : s'oppose aux amendements n° 61 et n° 62 de la commission des lois saisie pour avis (procédure de sursis à exécution) - **Art. 11** (*protection des appellations « fédération française » et « fédération nationale »*) (p. 1612) : son amendement n° 16 : réduction du délai de suppression de l'appellation « fédération française » pour les fédérations qui n'ont pas de délégation ; adopté après modification par le sous-amendement n° 72 du Gouvernement - **Art. 11 bis** (*conditions d'agrément des manifestations sportives par les fédérations délégataires*) : accepte l'amendement n° 93 de M. Franz Duboscq (nouvelle rédaction) - **Art. 12** (*dispositions relatives à la cession des droits d'exploitation des événements sportifs et à l'accès à l'information sportive*) - **Art. 18-1 de la loi du 6 juillet 1984** (*droit d'exploitation des manifestations et compétitions sportives*) (p. 1613) : son amendement n° 17 : affirmation du droit d'expression des sportifs participant à la manifestation ou à la compétition ; adopté - **Art. 18-2** (*droit à l'information sportive*) : son amendement n° 18 : renforcement du droit de citation ; adopté - **Art. 18-3** (*prohibition du gel des droits*) (p. 1615) : son amendement n° 19 : fixation des modalités d'application par décret ; adopté - **Art. 18-4** (*droit d'accès des journalistes et des entreprises de communication au lieu où se déroule un événement sportif*) (p. 1616) : son amendement n° 20 : fixation par décret des modalités d'application ; adopté - (p. 1617) : sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 91 de Mme Françoise Seligmann.

Suite de la discussion - (12 juin 1992) - Rapporteur - **Art. 12 bis** (*procédure obligatoire de conciliation*) (p. 1629) : son amendement de suppression n° 21 ; adopté - **Art. 13** (*rôle des collectivités territoriales*) (p. 1630) : son amendement n° 22 : exclusion de la possibilité d'accorder des garanties d'emprunt et des cautionnements aux clubs sportifs ; adopté - **Art. 13 bis** (*rôle des comités d'entreprise*) (p. 1632) : son amendement n° 23 : participation au financement des activités physiques et sportives de l'entreprise ; adopté - **Art. 15** (*assurance sportive*) : s'oppose à l'amendement n° 101 de Mme Hélène Luc (dissociation du prêt de l'assurance du prix de la licence sportive) - **Après l'art. 16** (p. 1633) : s'oppose à

l'amendement n° 94 de M. Serge Vinçon (construction obligatoire par les collectivités territoriales des installations sportives nécessaires à l'éducation physique et sportive) - **Art. 17** (*modification de l'affectation des équipements sportifs financés partiellement par une collectivité publique*) : s'oppose à l'amendement n° 74 du Gouvernement (recours à décret) - **Art. 17 ter** (*sécurité des équipements et des manifestations sportives*) - **Avant l'art. 42-1 de la loi du 16 juillet 1984** (p. 1634) : son amendement n° 24 : commission nationale de sécurité des enceintes sportives ; rejeté - **Art. 42-1** (*homologation des enceintes sportives*) (p. 1635) : son amendement n° 25 : maintien et adaptation des procédures existantes ; adopté - (p. 1636) : s'oppose aux amendements du Gouvernement n° 76, n° 77 et n° 78 (modification de la rédaction) - **Art. 42-2** (*conditions d'autorisation d'ouverture au public des installations provisoires aménagées dans des enceintes sportives*) : son amendement n° 26 : compétences de la commission de sécurité ; adopté - **Art. 42-3** (*responsabilités des fédérations délégataires en matière d'organisation des manifestations sportives*) : son amendement de suppression n° 27 ; adopté - **Art. 42-4** (*accès de personnes en état d'ivresse à une enceinte où se déroule une manifestation sportive*) (p. 1637) : son amendement de suppression n° 28 ; retiré - **Art. 42-5** (*introduction de boissons alcoolisées dans une enceinte où se déroule une manifestation sportive*) (p. 1638) : accepte l'amendement n° 65 de la commission des lois saisie pour avis (relèvement du montant de l'amende) - **Art. 42-6** (*manifestations sportives organisées dans des enceintes non homologuées ou en violation de l'homologation*) : son amendement n° 29 : nouvelle rédaction prévoyant notamment l'extension du délit de « double billetterie » ; adopté - **Art. 42-7** (*incitation à la violence et à la haine dans les stades*) : son amendement de suppression n° 30 ; adopté - **Art. 42-8** (*droit des fédérations agréées et des associations de se porter partie civile*) : son amendement de suppression n° 31 ; retiré - **Art. 42-9** (*application de la procédure de l'homologation aux installations existantes*) : son amendement de suppression n° 32 ; adopté - **Art. 18** (*conditions d'accès à l'exercice rémunéré des professions des activités physiques et sportives*) (p. 1640) : son amendement n° 33 : liste des conditions d'homologation ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements n° 80 et n° 81 du Gouvernement, ainsi qu'au sous-amendement n° 102 de Mme Hélène Luc - Son amendement n° 34 : motif d'interdiction professionnelle : référence à l'article L. 630 du code de la santé publique relatif à l'incitation à l'usage des stupéfiants ; adopté - (p. 1641) : s'oppose à l'amendement n° 103 de Mme Hélène Luc (responsabilité pénale des dirigeants de club en cas d'infraction à la loi) - **Art. 19** (*autorisations spécifiques d'exercice rémunéré d'une profession relative aux activités physiques et sportives*) : s'oppose à l'amendement n° 104 de Mme Hélène Luc (extension de la dérogation à tous les ressortissants étrangers) - **Art. 20** (*conditions d'exploitation des établissements d'activités physiques et sportives*) : accepte l'amendement n° 92 de Mme Françoise Seligmann (substitution de la notion de pratique à la notion d'organisation des activités physiques et sportives) - **Art. 21** (*conditions d'application des articles 43, relatif aux conditions de diplôme, et 47, relatif à l'exploitation des établissements*) (p. 1642) : son amendement n° 35 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 25** (*recherche et constatation des infractions*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 106 de Mme Hélène Luc - **Art. 26** (*application de la loi du 16 juillet 1984 à la collectivité territoriale de Mayotte et à la Nouvelle-Calédonie*) (p. 1643) : accepte les amendements du Gouvernement n° 82 et n° 83 (non-application à la Nouvelle-Calédonie) - **Art. 27** (*régime fiscal des dépenses exposées par les sportifs de haut niveau pour l'acquisition d'un diplôme ou d'une qualification professionnelle*) (p. 1644) : accepte l'amendement n° 43 de la commission des finances saisie pour avis (notion de frais professionnels réels engagés dans la perspective d'une reconversion professionnelle par les personnes tirant un revenu de leur pratique sportive) et s'oppose à l'amendement n° 112 du Gouvernement (retour au texte initial du Gouvernement prévoyant l'établissement d'une liste de sportifs de haut niveau) - (p. 1645) : son amendement de coordination n° 36 ; devenu sans objet - **Art. 28** (*conditions d'assujettissement aux cotisations sociales des sommes attribuées par l'Etat, les collectivités territoriales, les fédérations sportives et les entreprises, aux sportifs de haut niveau*) : accepte l'amendement n° 45 de la commission des finances sai-

sie pour avis et, sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 85 du Gouvernement - **Après l'art. 31** (p. 1646) : s'oppose à l'amendement n° 107 de Mme Hélène Luc (relèvement du taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés pour les entreprises produisant des objets sportifs) - **Art. 32** (*modification de la loi du 29 juin 1989 relative à la prévention et à la répression de l'usage des produits dopants à l'occasion des compétitions et des manifestations sportives*) (p. 1647) : son amendement de coordination n° 37 ; retiré au bénéfice de l'amendement n° 86 du Gouvernement sur le même objet - **Art. 33** (*entrée en vigueur de la loi*) (p. 1647) : son amendement n° 38 : report au 1^{er} janvier 1996 de l'application des dispositions imposant aux clubs sportifs qui dépassent les seuils de se constituer en société ; rejeté - S'oppose à l'amendement n° 87 du Gouvernement (réduction du délai d'application de la loi) - (p. 1648) : son amendement n° 39 : date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à la reconnaissance des diplômes ; retiré - Son amendement de coordination n° 40 ; adopté - Son amendement n° 41 : suppression du paragraphe prévoyant l'abrogation de la loi du 16 juillet 1984 ; adopté - **Après l'art. 33** (p. 1649) : accepte l'amendement n° 108 de Mme Hélène Luc (augmentation du montant de l'abattement prévu pour la taxe sur les salaires due par les associations sportives) - **Sur l'ensemble** (p. 1649) : se félicite du débat sur ce projet de loi.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 460 (91-92)] - (30 juin 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** : son intervention présentée par M. Maurice Schumann (p. 2216, 2217) - (p. 2222) : développement du sport.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement [n° 485 (91-92)]** - (2 juillet 1992) (p. 2386) : aides directes - Départements de la Somme et de l'Aisne - Mise en jachère - Mesures d'accompagnement - Allègements fiscaux.

- **Projet de loi relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art [n° 512 (91-92)]** - (27 octobre 1992) - **Art. 1^{er}** (*champ d'application et portée de la garantie accordée par l'Etat aux expositions temporaires*) (p. 2868) : son amendement n° 2 : extension de la garantie de l'Etat aux établissements publics, régionaux, départementaux et communaux ; retiré - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2875) : à titre personnel, s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)]**.

Discussion générale :

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3427) : opposé à la question préalable - Budget de la jeunesse et des sports - Action prévue en faveur des jeunes - Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire, FONJEP - (p. 3428) : augmentation du projet de budget de la jeunesse et des sports - Regrets de ne pas débattre du projet de budget.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques [n° 10 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (3 décembre 1992) - **Art. 38** (*publicité des cessions de terrains constructibles ou de droits de construire des collectivités locales*) (p. 3667) : soutient l'amendement n° 255 de M. Jacques Rocca Serra (exclusion des zones d'aménagement concerté et des programmes d'aménagement des règles de publicité) - **Art. 53** (*contrôle des sociétés d'économie mixte locales*) (p. 3687) : soutient l'amendement n° 256 de M. Jacques Rocca Serra (subordination de la prise de participation d'une société d'économie mixte au capital d'une société commerciale à l'information et l'accord de la collectivité locale actionnaire majoritaire).

Nouvelle lecture [n° 152 (92-93)] - (19 décembre 1992) - **Art. 8 ter A** (*audition de la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques*) (p. 4429) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 18 de la commission.

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale - Nouvelle lecture [n° 156 (92-93)]** - (19 décembre 1992) - **Art. 1^{er} AB** - supprimé par l'Assemblée nationale (p. 4453) : se déclare favorable à l'amendement n° 110 de M. Michel Charasse (rétablissement de cet article).

- **Projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 142 (92-93)]** - (20 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4535) : modification du texte élaboré par la commission mixte paritaire - Classement des marais de La Souche - S'abstiendra lors du vote de ce texte amendé par le Gouvernement.

LEYZOUR (Félix), sénateur des Côtes-d'Armor (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Secrétaire de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées, jusqu'au 14 mai 1992.

- Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire (*JO Lois et décrets* du 23 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises (2 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement (26 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux relations entre transporteurs routiers de marchandises donneurs d'ordres et sous-traitants (10 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du régime pétrolier (16 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code forestier (9 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le bruit (15 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques (15 décembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la distribution et à l'application par des prestataires de services, des produits antiparasitaires à usage agricole et des produits assimilés [n° 149 (91-92)]** - (5 mai 1992) - **Art. 5** (*droit d'agrément*) (p. 981) : au nom du groupe communiste, se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 7 de la commission - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 983) : agrément des distributeurs et applicateurs de produits phytosanitaires - Taxe - Environnement - Santé - Avis favorable du groupe communiste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi modifiant le régime du travail dans les ports maritimes [n° 349 (91-92)]** - (26 mai 1992) - **Discussion générale**

rale (p. 1389) : modernisation de la gestion portuaire et de la manutention - Modification du statut des dockers de 1947 - Réduction de la flotte marchande française - Pratique des pavillons de complaisance - (p. 1390) : démantèlement de l'industrie de la construction et de la réparation navales - Chantiers de La Ciotat - Insuffisance desserte routière, ferroviaire et fluviale des ports français - Important développement de la conteneurisation - Réduction de la navigation fluviale française - Vétusté du réseau national - Insuffisance des investissements des ports français - Déperdition de la contribution nationale patronale à l'indemnisation du chômage des ouvriers dockers - (p. 1391) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'adoption de ce projet - **Art. 1^{er}** (modification du livre V de la première partie du code des ports maritimes) (p. 1399) : son amendement n° 5 : élargissement du champ d'application du livre V du code des ports maritimes ; rejeté - (p. 1401) : ses amendements n° 7 et n° 10 modifiant le paragraphe II de l'article L. 511-2 du code des ports maritimes relatif à la définition des catégories d'ouvriers dockers ; rejetés - Soutient l'amendement n° 11 de M. Hector Viron qui a le même objet - (p. 1403) : son amendement n° 16 : nouvelle rédaction de l'article L. 511-5 du code des ports maritimes relatif au cas d'insuffisance du nombre de dockers professionnels intermittents ; rejeté - (p. 1405) : ses amendements n° 21 et n° 22 : modification du paragraphe IX de cet article (article L. 521-6 du code des ports maritimes) relatif aux ressources et charges des bureaux centraux de la main-d'oeuvre ; rejetés - (p. 1406) : son amendement n° 23 : modification du paragraphe XI de cet article (article L. 521-8 du code des ports maritimes) relatif à la régulation localisée des effectifs ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (9 juin 1992) (p. 1479) : dénonce la politique agricole commune ; demande au Gouvernement de faire respecter une politique de justice à l'intérieur de la CEE et réclame des mesures nationales d'aide à l'agriculture.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne » [n° 334 (91-92)]** - Suite de la discussion - (10 juin 1992) - **Art. 1^{er} A (consécration constitutionnelle de la langue française comme langue de la République)** (p. 1540) : francophonie - Langues régionales - Au nom du groupe communiste, se déclare favorable à l'amendement n° 13 de la commission (inversion de la formulation proposée).

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement [n° 485 (91-92)]** - (2 juillet 1992) (p. 2372) : mécontentement et colère du monde agricole - Réforme de la politique agricole commune, PAC - Produits de substitution - Producteurs de lait - Eleveurs de bovins - Producteurs de légumes - Bretagne - Exportations américaines - (p. 2373) : réforme des cotisations sociales - Taux d'intérêt des prêts - Coopération.

- **Projet de loi relatif à la mise à disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services [n° 412 (91-92)]** - (20 octobre 1992) - **Discussion générale** (p. 2709) : services déconcentrés de l'Etat et décentralisation - Parcs de l'équipement et subdivisions territoriales - (p. 2710) : services publics de l'équipement - Système du compte de commerce - Relations financières entre l'Etat et le département - Convention pour la mise en oeuvre des prestations des parcs départementaux et des subdivisions territoriales - Disparition des parcs départementaux - Subdivisions territoriales - (p. 2711) : budget de l'équipement - **Art. 2 (activités du parc de l'équipement)** (p. 2713) : son amendement n° 44 : mention de l'activité du parc de l'équipement dans un compte d'activité particulier ; rejeté - (p. 2714) : se déclare opposé à l'amendement n° 31 de la commission saisi pour avis (mise en place d'un compte de commerce) - Services publics et activités de service public - **Art. 3 (convention relative au parc de l'équipement)** (p. 2716) : intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (assouplissement de la limitation de l'évolution annuelle du montant des prestations du département afin de prendre en compte les situations exceptionnelles) - Rôle du parc départemental - Se déclare opposé à l'amendement n° 6 de la commission (soumission pour information du projet de convention et du projet d'avenant au comité technique paritaire de la direction départementale de l'équipement) - (p. 2717) : se déclare favorable à l'amendement n° 8 de la commission (ouverture d'un nouveau délai pour la signature de la conven-

tion) - **Art. 3 bis (retrait du département du parc de l'équipement)** (p. 2718) : se déclare opposé à l'amendement n° 12 de la commission (réduction du délai prévu pour régler le désengagement du parc) - (p. 2719) : le groupe communiste votera contre cet article - **Art. 6 (adaptation de l'organisation des services)** (p. 2721) : son amendement de suppression n° 45 ; rejeté - **Art. 8 (dépenses de personnel)** (p. 2728) : s'oppose à l'amendement n° 37 de la commission saisi pour avis (communication des vacances de postes par le préfet et intervention de la commission instituée par l'article 94 de la loi du 7 janvier 1983 en cas de désaccord) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2730) : menaces pour le service public - Au nom du groupe communiste et apparenté, votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi portant réforme du régime pétrolier [n° 517 (91-92)]** - (5 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3048) : sécurité des approvisionnements pétroliers - Réforme du régime pétrolier français - (p. 3049) : bilan de la libéralisation de la filière pétrolière - Politique énergétique française - Stocks de sécurité - (p. 3050) : flotte pétrolière française - Immatriculation aux Terres australes et antarctiques françaises, dite immatriculation TAAF - Maîtrise par l'Etat de sa politique d'approvisionnement en produits pétroliers - **Art. 1^{er} (régime de liberté des produits pétroliers)** (p. 3054) : sur l'amendement n° 2 de la commission (inversion des termes de l'article), soutient le sous-amendement n° 39 de M. Louis Minetti - **Art. 2 (principe des stocks stratégiques)** (p. 3056) : soutient l'amendement n° 40 de M. Louis Minetti (promotion de l'activité du raffinage français) - **Art. 3 (gestion des stocks stratégiques)** (p. 3057) : soutient l'amendement n° 41 de M. Louis Minetti (contrôle de l'Etat sur les stocks stratégiques) - (p. 3058) : se déclare opposé aux amendements de la commission, n° 6 (suppression de la possibilité pour le comité professionnel d'emprunter) et n° 7 (suppression de la faculté, pour le comité professionnel, de recourir à la SAGESS (société anonyme de gestion des stocks de sécurité) pour des opérateurs agréés) - **Art. 4 (constitution des stocks stratégiques)** : se déclare opposé à l'amendement n° 10 de la commission (possibilité pour les opérateurs agréés de s'acquitter de la seconde part de leur obligation de stockage, soit par le versement de la rémunération au comité professionnel, soit par le recours aux services de la SAGESS) - **Art. 6 (obligation de pavillon)** (p. 3060, 3061) : soutient les amendements n° 48 (maintien de la capacité de la flotte pétrolière à son niveau actuel) et n° 42 (modification du taux) de M. Louis Minetti - Se déclare opposé aux amendements n° 25 (nouvelle rédaction) de M. Jacques Rocca Serra et n° 11 de la commission (suppression de l'énoncé des objectifs) - **Art. 11 (pouvoirs du Gouvernement en cas de crise)** (p. 3065) : se déclare favorable à l'amendement n° 16 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 12 (sanctions en cas de manquement aux obligations d'information)** (p. 3066, 3067) : sur l'amendement n° 17 de la commission, soutient le sous-amendement n° 49 de M. Louis Minetti - Soutient les amendements de M. Louis Minetti n° 43 (possibilité pour les agents du ministère chargé des hydrocarbures et pour les agents des douanes de contrôler les stocks stratégiques) et n° 44 (remplacement des mots « est mis à même de » par le mot « peut ») - **Art. 13 (sanctions en cas de manquement à l'obligation de pavillon)** : soutient l'amendement n° 45 de M. Louis Minetti (remplacement des mots « est mise à même de » par le mot « peut ») - **Art. 14 (sanctions en cas de manquement aux obligations de constitution de stocks stratégiques)** (p. 3069) : soutient l'amendement n° 46 de M. Louis Minetti (possibilité donnée aux agents des douanes de dresser procès-verbal) - **Après l'art. 19** (p. 3071) : soutient l'amendement n° 47 de M. Louis Minetti (rapport du Gouvernement sur les coûts de production, de transport et de transformation des produits pétroliers, sur la spéculation et la formation des prix) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3073) : marine marchande - Pavillon des Kerguelen - Le groupe communiste votera contre ce projet de loi.

- **Proposition de loi tendant à assujettir les carrières aux dispositions de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et à créer la commission départementale des carrières [n° 480 (91-92)]** - (5 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3076, 3077) : protection de l'environnement - Enjeux économiques - Passage du code minier à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement -

Activités d'exploitation de carrières - Image de la profession dans l'opinion publique - Accord des municipalités sur l'autorisation d'exploitation de carrières - Recours des tiers - Le vote du groupe communiste sera fonction de l'issue des débats - **Art. 3 (généralisation du régime d'autorisation à toutes les exploitations de carrières ; commission départementale et schéma départemental des carrières) - Art. 16-1 de la loi du 19 juillet 1976 (commission départementale des carrières) (p. 3087) :** sur l'amendement n° 7 de la commission (nouvelle rédaction), ses sous-amendements n° 45 et n° 46 ; rejetés - **Art. 5 (délai de recours) (p. 3090) :** son amendement de suppression n° 44 ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble (p. 3097) :** rôle des maires et des conseils municipaux - Le groupe communiste s'abstiendra lors du vote de cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif à la mise à la disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 34 (92-93)] - (12 novembre 1992) - Discussion générale (p. 3141) :** clarification des relations financières entre l'Etat et les conseils généraux - Atteinte au service public - Au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'adoption des conclusions de la commission mixte paritaire, CMP.

- **Projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)].**

Discussion générale :

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3440) : volet agricole du GATT - Coup mortel à l'agriculture française - (p. 3441) : lutte contre les accords de Washington - Chômage dans le monde rural - Aggravation des tendances actuelles - Inégalités - Chômage - Précarité - Vote du groupe communiste contre le budget.

- **Projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques [n° 85 (92-93)] - (15 décembre 1992) - Discussion générale (p. 4037) :** corps du texte décevant au regard de son intitulé - Les paysans victimes de l'« agrobusiness » - La spéculation immobilière corrompt les paysages - Périphérie des villes dégradée - Problème des décharges à proximité des villes - Commissaires-enquêteurs - (p. 4038) : interrogation sur les moyens financiers mis à disposition du ministère de l'environnement - Texte amputé de l'article premier - **Art. 12 (indemnisation des commissaires enquêteurs) (p. 4052) :** se déclare défavorable à l'amendement de suppression n° 56 du Gouvernement - **Après l'art. 12 :** se déclare favorable à l'amendement n° 58 de la commission (création d'une liste d'aptitude pour les commissaires enquêteurs et les membres des commissions d'enquête ; leur indemnisation fixée par le président du tribunal administratif) - **Explication de vote sur l'ensemble (p. 4058) :** interrogation sur la portée véritable de ce texte - Le groupe communiste ne votera pas ce projet de loi.

- **Proposition de loi tendant à assujettir les carrières aux dispositions de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et à créer la commission départementale des carrières - Deuxième lecture [n° 84 (92-93)] - (15 décembre 1992) - Discussion générale (p. 4060) :** regrette que les conseils municipaux ne puissent intervenir à l'occasion des choix concernant l'installation des carrières et votera contre cette proposition de loi si ce principe était maintenu - Démocratie locale - Composition de la commission départementale des carrières - **Art. 3 (p. 4062) :** son amendement n° 7 : droit de veto des communes sur l'exploitation d'une carrière sur leur territoire ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble (p. 4063) :** le groupe communiste s'abstiendra sur l'ensemble du texte.

LIENEMANN (Marie-Noëlle), ministre délégué au logement et au cadre de vie le 2 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à la protection des occupants et des acquéreurs de biens immeubles à usage d'habitation ou à usage pro-

fessionnel et d'habitation [n° 194 (92-93)] (24 décembre 1992) ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - **Logement.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Marcel Vidal : **Logement (Politique du logement) (JO Débats du 12 juin 1992) (p. 1577).**

de M. Adrien Gouteyron : **Bâtiment et travaux publics (Crise du secteur du bâtiment) (JO Débats du 4 décembre 1992) (p. 3661).**

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 404 de M. Henri Collette : **Marché unique européen (Avenir de la région Nord - Pas-de-Calais dans la perspective de l'ouverture des frontières européennes) (JO Débats du 16 mai 1992) (p. 1182).**

n° 419 de M. Henri Collette : **Logement social (Politique gouvernementale vis-à-vis du logement social) (JO Débats du 16 mai 1992) (p. 1183).**

n° 443 de M. Paul Alduy : **Trains à grande vitesse (TGV) (Avenir de la liaison TGV Montpellier-Perpignan-Barcelone) (JO Débats du 27 juin 1992) (p. 2110).**

n° 451 de M. Camille Cabana : **Urbanisme (Suite donnée au rapport du Conseil d'Etat consacré à la réforme du droit de l'urbanisme) (JO Débats du 27 juin 1992) (p. 2112).**

n° 453 de M. Gérard Larcher : **Postes et télécommunications (Position du Gouvernement concernant le Livre vert postal) (JO Débats du 27 juin 1992) (p. 2113).**

n° 481 de M. Jean Boyer : **Logement (Crise de l'immobilier) (JO Débats du 21 novembre 1992) (p. 3356).**

n° 486 de M. Robert Vizet : **Sang et organes humains (Réforme du système transfusionnel français et restructuration des établissements de transfusion sanguine) (JO Débats du 21 novembre 1992) (p. 3363).**

n° 490 de Mme Paulette Fost : **Centres de soins (Traitement des analyses biologiques des centres de santé par des laboratoires privés) (JO Débats du 21 novembre 1992) (p. 3362).**

n° 492 de Mme Paulette Fost : **Logement social (Situation du logement social) (JO Débats du 21 novembre 1992) (p. 3360).**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques [n° 10 (92-93)] - Suite de la discussion - (3 décembre 1992) - Art. 38 (publicité des cessions de terrains constructibles ou de droits de construire des collectivités locales) (p. 3666, 3667) :** son amendement n° 259 : dispense de la publicité préalable pour les cessions immobilières peu importantes ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement de suppression n° 160 de la commission ; aux amendements de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 72 (suppression de l'obligation de préciser le lieu de réception des propositions des candidats, leur délai et leur forme pour les ventes de terrains ou de droits à construire) et n° 73 (exclusion des zones d'aménagement concerté du champ d'application des règles de publicité), ainsi qu'à l'amendement n° 255 de M. Jacques Rocca Serra (exclusion des zones d'aménagement concerté et des programmes d'aménagement des règles de publicité) - **Après l'art. 39 (p. 3668, 3669) :** ses amendements n° 266 et n° 267 relatifs aux opérations réalisées par les marchands de biens ; rejetés - **Art. 40 (participation des constructeurs à la réalisation d'équipements publics dans le cadre d'opérations d'aménagement) :** s'oppose à l'amendement de suppression n° 74 de la commission des affaires économiques saisie pour avis - **Art. 41 (participations d'urbanisme ponctuelles) (p. 3671) :** s'oppose à l'amendement de suppression n° 75 de la commission des affaires économiques saisie pour avis - **Art. 42 (publicité des contributions et actions en répétition) - Art. L. 332-28 du code de l'urbanisme (publicité des**

contributions) (p. 3672) : son amendement n° 260 : fait générateur des participations demandées pour la réalisation des services publics industriels ou commerciaux ; retiré au profit de l'amendement n° 162 de la commission (admission de la demande de raccordement comme fait générateur de la participation demandée pour la réalisation des services publics industriels ou commerciaux) - *Art. L. 332-29 (publicité des contributions)* : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 163 de la commission (suppression de la référence aux mentions portées sur le registre) - *Art. L. 332-30 (actions en répétition)* : s'oppose aux amendements de la commission n° 164 (ouverture aux ayants droit de l'exercice de l'action en répétition) et n° 165 (prescription par dix ans de l'action en répétition) - *Après l'art. 42* (p. 3673) : son amendement n° 261 : exonération de la participation des constructions édifiées dans une zone d'aménagement concerté située dans le périmètre d'un programme d'aménagement d'ensemble ; adopté - *Art. 44 (cessions d'actions des sociétés anonymes d'HLM)* : son amendement rédactionnel n° 262 ; adopté - *Art. 45 (opérations sur le capital social des organismes privés d'habitation à loyer modéré)* (p. 3674) : s'oppose à l'amendement n° 77 de la commission des affaires économiques saisie pour avis (nature des organismes privés d'HLM concernés) - *Après l'art. 45* (p. 3675) : s'oppose à l'amendement n° 78 de la commission des affaires économiques saisie pour avis (règles de plafonnement du prix de cession des actions des sociétés immobilières dont 50 % au moins du capital ont été souscrits ou acquis au titre du 1 % patronal) - Son amendement n° 263 : règles de plafonnement du prix de cession des actions des sociétés immobilières dont 50 % au moins du capital ont été souscrits ou acquis au titre du 1 % et inscription dans les statuts desdites sociétés de clauses conformes à des clauses types fixées par décret ; devenu sans objet - *Art. 46 (collecte du « 1 % logement »)* (p. 3676) : cas de retrait d'agrément - (p. 3677) : s'oppose à l'amendement n° 210 de M. Claude Estier (rétablissement de l'obligation de transfert à une association agréée dans des délais raisonnables de l'intégralité des éléments d'actif et de passif résultant de l'encaissement des ressources au titre de la participation des employeurs) - Sur les amendements de la commission des affaires économiques saisie pour avis, accepte le n° 80 rédactionnel et s'oppose au n° 81 rédactionnel ainsi qu'au n° 82 (situation particulière des sociétés anonymes de crédit immobilier et des entreprises publiques soumises au contrôle de l'Etat) - *Art. 46 ter (dissolution administrative d'un CIL)* (p. 3678) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 166 de la commission et n° 83 de la commission des affaires économiques saisie pour avis - *Art. 46 quater (dissolution administrative d'un CIL)* : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 167 de la commission et n° 84 de la commission des affaires économiques saisie pour avis - *Art. 48 (application aux salariés des CIL et de l'ANPEEC des interdictions frappant les administrateurs de ces organismes)* (p. 3679) : accepte l'amendement n° 85 de la commission des affaires économiques saisie pour avis (extension de ces règles déontologiques aux autres organismes collecteurs du 1 %) - *Art. 49 (sanctions pénales)* : son amendement n° 264 : 1°) mention de l'intention délictueuse ; rejeté - 2°) délit commis à des fins personnelles ; devenu sans objet - (p. 3680) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 168 de la commission.

LISE (Roger), sénateur de la Martinique (UC).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires sociales.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992) ; puis secrétaire (JO Lois et décrets du 9 octobre 1992).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1993 (n° 55 (92-93)) considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - DOM-TOM (aspects sociaux) - [n° 60 (92-93)] tome 10 (24 novembre 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 4 décembre 1992) (p. 3657) - Ministère : Intérieur - *Fonctionnement du conseil régional de la Martinique - Départements et territoires d'outre-mer.*

Questions orales sans débat :

n° 493 (JO Débats du 13 novembre 1992) (p. 3148) - Ministère : Equipement - *Crise du secteur du bâtiment dans le département de la Martinique* - (Réponse : JO Débats du 28 novembre 1992) (p. 3519) - *Départements et territoires d'outre-mer.*

n° 510 (JO Débats du 25 novembre 1992) (p. 3412) - Ministère : Santé - *Situation du centre hospitalier régional Lamey-nard à la Martinique* - (Réponse : JO Débats du 5 décembre 1992) (p. 3712) - *Départements et territoires d'outre-mer.*

n° 516 (JO Débats du 3 décembre 1992) (p. 3621) - Ministère : Travail - *Situation de l'emploi en Martinique* - (Réponse : JO Débats du 12 décembre 1992) (p. 3967) - *Départements et territoires d'outre-mer.*

INTERVENTIONS

- *Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne » [n° 334 (91-92)] - Suite de la discussion* - (10 juin 1992) - *Discussion générale* (p. 1519, 1520) : départements d'outre-mer - Déclaration relative aux régions ultrapériphériques annexée au traité de Maastricht - Production de la banane - Votera le projet de loi constitutionnelle.

- *Projet de loi relatif à l'octroi de mer [n° 411 (91-92)] - Suite de la discussion* - (1^{er} juillet 1992) - *Discussion générale* (p. 2296) : nouvel octroi de mer - Marché de la banane - Décisions du conseil des communautés européennes - Exonérations - Répartition des ressources de l'octroi de mer - Chômage - Marché entre la Guyane et les Antilles - (p. 2297) : avis favorable sur ce texte - *Art. 2 (exonérations)* (p. 2303) : son amendement n° 27 : diminution du délai d'intégration au grand marché antillo-guyanais ; adopté - (p. 2304) : son amendement n° 19, soutenu par M. Louis Virapoullé : valeur des marchandises introduites en franchise de taxes ; adopté - *Après l'art. 11* (p. 2308) : son amendement n° 20 : institution d'un taux unique de prélèvement au profit de l'Etat pour les quatre départements ; adopté - *Art. 15 (répartition de la dotation globale garantie)* (p. 2311) : son amendement n° 22 : modification des modalités de répartition dans un délai d'un mois ; retiré - (p. 2312) : son amendement n° 23 : caractère exécutoire de la délibération du conseil régional, passé ce délai ; adopté - *Art. 16 (fonds régional pour le développement et l'emploi)* (p. 2313) : son amendement n° 24 : affectation des ressources du fonds aux aides des communes en faveur du développement économique et de l'emploi dans le secteur productif et pour les investissements ; adopté - (p. 2314) : son amendement n° 25 : précision des attributions des aides ; adopté - *Art. 18 (abrogations et application de la loi)* : son amendement de coordination n° 26 ; adopté.

- *Projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage [n° 514 (91-92)]* - (4 novembre 1992) - *Art. 3 (institution d'un abattement sur les cotisations sociales patronales - Division nouvelle et art. L. 322-12 nouveau du code du travail)* (p. 3004) : son amendement n° 23 : bénéfice d'un abattement de 30 % pour les agents non titulaires des collectivités territoriales d'outre-mer ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

- *Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° 87 (92-93)] - Suite de la discussion* - (18 décembre 1992) - *Après l'art. 35* (p. 4333) : son amendement n° 83, soutenu par M. Jean Madelain : droit à la mise en disponibilité du fonctionnaire exerçant un mandat d' élu local ; adopté.

LOMBARD (Maurice), sénateur de la Côte-d'Or (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire du Conseil national des transports.

Membre titulaire du Comité de liaison pour le transport des personnes handicapées.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement (26 juin 1992).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 470 (*JO Débats* du 21 octobre 1992) (p. 2732) - Ministère : Education - *Répercussions des décisions des autorités académiques sur l'organisation des transports scolaires* - (Réponse : *JO Débats* du 28 novembre 1992) (p. 3513) - Enseignement.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social - Nouvelle lecture** [n° 173 (92-93)] - (22 décembre 1992) - **Art. 35 quater (service départemental d'incendie et de secours)** (p. 4726) : services de secours et d'incendie - Se déclare favorable à l'amendement n° 64 de M. Philippe Adnot (suppression de la référence au seuil des 500 000 habitants).

LONCLE (François), secrétaire d'Etat à la ville le 3 juin 1992 dans le Gouvernement Béréngovoy (*JO Lois et décrets* du 4 juin 1992).

Fin de ses fonctions ministérielles le 26 décembre 1992 (*JO Lois et décrets* du 27 décembre 1992).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 435 de M. Henri Collette : **Villes (Application de la loi d'orientation sur la ville)** (*JO Débats* du 13 juin 1992) (p. 1650).

n° 347 de M. André Diligent : **Drogues et stupéfiants (Lutte contre la drogue à l'école)** (27 juin 1992) (p. 2100).

n° 413 de M. André Egu : **Architecture (Pouvoir d'appréciation des architectes des bâtiments de France en matière d'urbanisme)** (*JO Débats* du 27 juin 1992) (p. 2100).

n° 431 de M. Henri Bangou : **Départements et territoires d'outre-mer (Diminution du nombre d'étudiants en médecine originaires des DOM et notamment de Guadeloupe)** (*JO Débats* du 27 juin 1992) (p. 2101).

n° 450 de Mme Paulette Fost : **Villes (Dégradation des conditions de vie en milieu urbain)** (*JO Débats* du 27 juin 1992) (p. 2096).

n° 454 de Mme Danielle Bidard-Reydet : **Cinéma (Fermeture et vente du cinéma « Le Carrefour » à Pantin (Seine-Saint-Denis))** (*JO Débats* du 27 juin 1992) (p. 2103).

n° 455 de Mme Danielle Bidard-Reydet : **Enseignement primaire (Fermeture de deux classes maternelle et primaire à Pantin (Seine-Saint-Denis))** (*JO Débats* du 27 juin 1992) (p. 2104).

n° 456 de Mme Danielle Bidard-Reydet : **Sécurité publique (Prévention de la délinquance et surveillance du quartier des Courtilières à Pantin (Seine-Saint-Denis))** (*JO Débats* du 27 juin 1992) (p. 2106).

n° 460 de M. Louis Minetti : **Exploitants agricoles (Effondrement des cours des fruits et légumes)** (*JO Débats* du 7 novembre 1992) (p. 3103).

n° 514 de M. André Pourny : **Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) (Eligibilité au fonds de compensation de la TVA des investissements des collectivités locales relatifs à leurs activités d'aménagement et d'entretien des rivières)** (*JO Débats* du 12 décembre 1992) (p. 3960).

n° 517 de M. Jacques Machet : **Armée (Conséquences économiques du plan de restructuration des armées dans la Marne et dans l'Aube)** (*JO Débats* du 12 décembre 1992) (p. 3961).

n° 521 de Mme Hélène Luc : **Etablissements scolaires (Sécurité dans les établissements scolaires)** (*JO Débats* du 12 décembre 1992) (p. 3958).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art - Nouvelle lecture** [n° 176 (92-93)] - (23 décembre 1992)
 - **Discussion générale** (p. 4753, 4754) : échec de la CMP - Grandes expositions temporaires dans les établissements publics nationaux - Finances publiques - Evaluation de l'application de la loi - **Art. 1^{er} (caractéristiques de la garantie accordée par l'Etat aux expositions temporaires)** (p. 4755) : s'oppose aux amendements de la commission, n° 1 rédactionnel, et n° 2 (montant de la franchise applicable à la garantie de l'Etat) - **Après l'art. 1^{er}** : s'oppose à l'amendement n° 3 de la commission (extension de la garantie de l'Etat aux expositions temporaires organisées par les collectivités territoriales) - **Sur l'ensemble** (p. 4756) : expositions organisées par les grandes métropoles régionales.

LORIDANT (Paul), sénateur de l'Essonne (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; de nouveau membre suppléant de cet Office (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992).

Membre suppléant du Conseil national du crédit (*JO Lois et décrets* du 24 décembre 1992).

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice (*JO Lois et décrets* du 25 novembre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux caisses de crédit municipal (5 mai 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant mise en oeuvre par la République française de la directive du conseil des Communautés européennes CEE n° 91-680 complétant le système commun de la taxe sur la valeur ajoutée et modifiant, en vue de la suppression des contrôles aux frontières, la directive CEE n° 77-388 et de la directive CEE n° 92-12 relative au régime général, à la détention, à la circulation et au contrôle des produits soumis à accise (18 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'anticipation de la suppression du taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée (18 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit (25 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au plan d'épargne en actions (25 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'octroi de mer (1^{er} juillet 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1993 (2 décembre 1992).

DÉPÔTS

Proposition de loi organique, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à interdire le cumul de certaines fonctions électives par les députés et par les sénateurs [n° 179 (90-91)] (15 décembre 1990) - Reprise par ses auteurs le 10 avril 1992 - **Parlement**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à interdire le cumul de certaines fonctions électives avec le mandat de représentant à l'Assemblée des communautés européennes et, relative aux garanties accordées à ces fonctions électives [n° 180 (90-91)] (15 décembre 1990) - Reprise par ses auteurs le 10 avril 1992 - **Parlement**.

Rapport, fait avec M. Roger Chinaud au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 316 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale, portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit [n° 336 (91-92)] (13 mai 1992) - **Banques et établissements financiers**.

Rapport, fait avec M. Roger Chinaud, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 409 (91-92)] adopté avec modification par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit [n° 416 (91-92)] (17 juin 1992) - **Banques et établissements financiers**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, sur le développement de la notation des collectivités locales [n° 449 (91-92)] (24 juin 1992) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait avec M. Roger Chinaud, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit [n° 482 (91-92)] (2 juillet 1992) - **Banques et établissements financiers**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Equipement, logement, transports et espace - II - Transports - Routes et sécurité routière** - [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 17 (24 novembre 1992).

Proposition de loi, déposée avec M. Michel Charasse et les membres du groupe socialiste et apparentés, relative au recouvrement des créances publiques [n° 82 (92-93)] (2 décembre 1992) - **Créances**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 15 mai 1992) (p. 1144) - Ministère : Affaires étrangères - **Plan de paix au Sahara occidental - Relations internationales**.

Questions orales sans débat :

n° 412 (JO Débats du 23 avril 1992) (p. 777) - Ministère : Affaires étrangères - **Application du plan de paix accepté par**

le Maroc et la République sahraouie - (Retirée : avril 1992) - **Relations internationales**.

n° 472 (JO Débats du 21 octobre 1992) (p. 2732) - Ministère : Intérieur - **Dédommagement des personnes empêchées de poursuivre leur activité par suite de catastrophes naturelles** - (Réponse : JO Débats du 21 novembre 1992) (p. 3357) - **Catastrophes naturelles**.

n° 477 (JO Débats du 28 octobre 1992) (p. 2877) - Ministère : Santé - **Réforme du système transfusionnel français - Sang et organes humains**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit [n° 316 (91-92)]** - (20 mai 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1288) : transposition de la directive européenne introduisant la liberté de prestation de services, LPS, en assurance sur la vie - Historique - LPS « active ou passive » - Régime de licence unique - (p. 1289) : assurance sur la vie - Assurance de dommages - Conseil national des assurances - Europe des banques - Historique - « Passeport européen » - Libre établissement et LPS des établissements bancaires - **Art. 9** (transposition de diverses dispositions de la deuxième directive du Conseil des Communautés Européennes du 8 novembre 1990 relative à la libre prestation des services en assurance-vie) (p. 1302) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 37 de M. Robert Vizet - **Art. 9 - Art. L. 353-5 du code des assurances** (conditions d'exercice de la libre prestation de services « active ») : son amendement n° 7 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. L. 353-11 (transfert de portefeuille des contrats souscrits en libre prestation de services)** (p. 1303) : accepte l'amendement n° 1 de la commission saisie pour avis (mécanisme de transfert d'un portefeuille de contrats conclus en libre prestation de services par un cédant qui est établi dans un Etat autre que la France) - **Art. 16 (modifications des règles applicables aux contrats à capital variable)** (p. 1304) : ses amendements, n° 8 : liste des unités de compte pouvant être utilisées pour la souscription des contrats d'assurance sur la vie à capital variable ; n° 9 : remise de titres ayant la qualité d'être négociables à la sortie du contrat à capital variable ; et n° 10 : protection de l'assuré ; adoptés - **Art. 21 (complément à l'information annuelle du souscripteur d'un contrat à capital variable)** (p. 1305) : son amendement n° 11 : information sur l'évolution de la valeur des unités de compte à partir de la souscription du contrat ; adopté - **Art. 21 bis (limitation des possibilités de rachat dans les contrats d'assurance-retraite)** (p. 1306) : son amendement n° 12 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 24 (extension des possibilités de souscription d'une assurance auprès d'une entreprise non communautaire, et intégration d'assurances de responsabilité civile dans le champ d'application de la libre prestation de services)** (p. 1307) : accepte l'amendement n° 32 de la commission saisie pour avis (numérotation d'alinéas) - **Art. 26 bis (procédure d'expertise dans le cadre d'une indemnisation au titre de la garantie de catastrophe naturelle)** : son amendement n° 14 : possibilité pour l'assuré de se faire représenter au cours de la visite d'expertise ; devenu sans objet - Accepte l'amendement de suppression n° 3 de la commission saisie pour avis - **Art. 26 ter (prise en charge du coût des études géotechniques préalables à la remise en état d'habitations affectées par une catastrophe naturelle)** (p. 1308) : accepte l'amendement de suppression n° 4 de la commission saisie pour avis - **Art. 26 quater (possibilité pour le fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions d'intervenir devant la commission allouant les indemnités aux victimes)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 44 du Gouvernement - **Après l'art. 26 quater** (p. 1309) : accepte l'amendement n° 31 de M. Hubert Haenel (dispositions relatives aux assurances fluviales et lacustres) - **Art. 27 (transposition des règles d'application du principe de la reconnaissance mutuelle)** (p. 1311) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 38 de M. Robert Vizet - **Art. 27 - Art. 71-4 de la loi du 24 janvier 1984 (conditions de libre établissement et de libre prestation de services en France)** : son amendement n° 15 : précisions relatives à la politique monétaire et aux conditions d'application des règlements du comité de la réglementation bancaire ; introduction d'une référence à la liquidité des établissements ; adopté - Sur ce dernier, accepte le sous-

amendement n° 41 du Gouvernement - (p. 1312) : ses amendements n° 16 : suppression de la mention relative à l'application des règles nationales régissant les relations des banques avec leurs usagers aux établissements communautaires situés en France ; et n° 17 : suppression de la mention relative à l'application du droit du travail français aux établissements communautaires situés en France ; adoptés - **Art. 71-5 (conditions d'exercice du contrôle, en France, des établissements communautaires agissant en libre établissement ou en libre prestation de services)** : son amendement n° 18 : suppression de la fixation des pouvoirs de la commission bancaire vis-à-vis des établissements communautaires installés en France par décret en Conseil d'Etat ; adopté - **Après l'art. 71-5 (p. 1313)** : son amendement n° 19 : définition des principes selon lesquels s'exercera la compétence de la commission bancaire vis-à-vis des établissements communautaires installés en France ; adopté - **Art. 71-6 (conditions de libre établissement ou de libre prestation de services des établissements de crédit ayant leur siège social en France, dans un autre Etat de la Communauté)** : ses amendements n° 20 : retranscription des obligations des différentes parties prévues dans la deuxième directive pour la procédure d'établissement d'une succursale dans un autre Etat membre par un établissement de crédit ayant son siège social en France ; n° 21 et n° 22, de coordination ; adoptés - **Art. 71-7 (règles selon lesquelles les établissements financiers ayant leur siège social en France peuvent être autorisés à exercer leur activité dans un autre Etat membre, qu'il s'agisse de libre établissement ou de libre prestation de services)** : son amendement n° 23 : procédure d'accès au libre établissement des établissements financiers définis dans la directive comme étant des filiales à 90 % des établissements de crédit ; adopté - (p. 1314) : son amendement n° 24 : définition législative des établissements financiers ayant accès au régime de la deuxième directive ; adopté - Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 42 du Gouvernement et accepte le sous-amendement n° 43 du Gouvernement - (p. 1315) : ses amendements de coordination n° 25 et n° 26 ; adoptés - **Art. 28 (application de la règle de réciprocité vis-à-vis des pays tiers à la Communauté Economique Européenne)** : son amendement n° 27 : limitations ou suspensions apportées aux décisions d'agrément du comité des établissements de crédit sur demande expresse des autorités de Bruxelles ; adopté - **Art. 31 bis (assouplissement des conditions dans lesquelles les institutions financières spécialisées peuvent effectuer des opérations de banque)** (p. 1316) : son amendement de suppression n° 28 ; adopté - **Art. 33 (modification du statut des maisons de titres)** : son amendement n° 29 : suppression de la garantie solidaire des liquidités des maisons de titres ; adopté - **Art. 34 (échange d'informations entre les autorités de contrôle des organismes financiers)** : son amendement n° 30 : renforcement des règles relatives au secret professionnel ; adopté - Loi sur les chèques sans provision - Comptes joints.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne » [n° 334 (91-92)]** - Suite de la discussion - (11 juin 1992) - **Art. 2 (insertion dans la Constitution d'un nouveau titre XIV : « des Communautés européennes et de l'Union européenne »)** (p. 1561) : à titre personnel - Révision constitutionnelle - Citoyenneté européenne - Banque centrale européenne - Politique de défense commune.

Suite de la discussion - (16 juin 1992) - **Art. 2 (insertion dans la Constitution d'un titre XIV : « Des Communautés européennes et de l'Union européenne »)** - **Art. 88-1 de la Constitution (transferts des compétences nécessaires à l'établissement de l'Union économique et monétaire et à la politique commune des visas)** (p. 1701 à 1702) : à titre personnel, se déclare opposé à l'amendement n° 12 de M. Jacques Oudin (impossibilité de transférer les compétences dévolues au Parlement en matière fiscale et budgétaire) - Système bancaire européen.

- **Projet de loi portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit - Deuxième lecture [n° 409 (91-92)]** - (25 juin 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2007) : protection de l'épargne de l'assuré et des souscripteurs - (p. 2008) : modification de trois articles par l'Assemblée nationale sur les 24 articles adoptés par le Sénat - Rétablissement de deux articles et adoption d'un article additionnel - **Art. 16** (p. 2012) : ses amendements n° 3 et n° 4 : rétablissement des dispositions

adoptées par le Sénat en première lecture ; adoptés - **Art. 21 bis** : son amendement n° 5 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 26 bis** (p. 2013) : son amendement de suppression n° 6 ; adopté - **Art. 26 ter** : son amendement de suppression n° 7 ; adopté - **Art. 27 - Article 71-4 de la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984** : son amendement rédactionnel n° 8 ; adopté - **Art. 71-7** : son amendement n° 9 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - (p. 2015) : ses amendements de coordination, n° 10 et n° 11 ; adoptés - **Art. 34 bis** : conséquences des nouvelles dispositions pour le compte personnel des cotitulaires d'un compte collectif.

- **Projet de loi relatif au plan d'épargne en actions [n° 389 (91-92)]** - (25 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 2023) : institution du plan d'épargne en actions, PEA - Insuffisance des fonds propres des entreprises - Epargne trop orientée vers les placements à court terme - Liquidité de l'épargne des ménages - Orientation de l'épargne vers les entreprises - Fiscalisation de l'épargne - Aggravation de la fiscalité, sur les SICAV monétaires - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à la création du PEA.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal - Nouvelle lecture [n° 488 (91-92)]** - (8 juillet 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2557) : déplore le report de l'application de la taxe départementale sur le revenu, TDR - (p. 2558) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'adoption de ce projet.

- **Projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)].**

Discussion générale :

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3415) : refus de la droite de débattre de la loi de finances - Ralentissement économique mondial - (p. 3416) : cercle vertueux de la croissance française - Chômage - Politique monétaire et budgétaire - Progression de la dette - Taux d'intérêt trop élevés - Contrôle du déficit budgétaire - Le Gouvernement laisse jouer les stabilisateurs automatiques - (p. 3417) : propositions de la droite - Privatisations - Marge de manoeuvre - Mesures pour relancer la confiance des investisseurs et des ménages - Priorité des crédits affectés à la recherche - Prix Nobel - Politique spatiale - (p. 3418) : Agence spatiale européenne - Politique de la ville - Immigration - Absence de contre-projet de budget - Politique de relance après les élections de mars 1993.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques [n° 10 (92-93)]** - (1^{er} décembre 1992) - **Titre II (financement des campagnes électorales des partis politiques)** (p. 3557) : conséquences de l'adoption de l'amendement n° 110 de la commission (suppression du titre II et de son intitulé) sur la discussion des amendements visant à insérer des articles additionnels - **Avant l'art. 8 A** (p. 3560) : soutient l'amendement n° 204 de M. Claude Estier (placement des fonds destinés au règlement de la campagne électorale) - **Art. 8 A (dévolution du solde d'actif des associations de financement électorales ou des mandataires financiers)** (p. 3562) : soutient l'amendement n° 205 de M. Claude Estier (interdiction des versements d'un compte de campagne à un autre compte de campagne pour une même élection).

LOUECKHOTE (Simon), sénateur de Nouvelle-Calédonie (RPR).

Elu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

LOUISY (François), sénateur de la Guadeloupe (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail (22 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux relations entre les médecins et l'assurance maladie (24 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre le chômage d'exclusion (30 juin 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 16 octobre 1992) (p. 2686) - Ministère : Education - *Crise du monde enseignant en Antilles-Guyane - Enseignement.*

(JO Débats du 18 décembre 1992) (p. 4209) - Ministère : DOM-TOM - *Situation du BTP en Guadeloupe - Départements et territoires d'outre-mer.*

Questions orales sans débat :

n° 409 (JO Débats du 16 avril 1992) (p. 659) - Ministère : Equipement - *Garantie d'exploitation de la compagnie Air France à la compagnie Air Guadeloupe pour un B 737-300 - (Retirée : avril 1992) - Aviation civile.*

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle [n° 402 (91-92)]** - (29 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 2172) : bilan du RMI et de l'insertion en Guadeloupe - (p. 2173) : adaptation du principe de cogestion de l'Etat et du département - **Eléments chiffrés** - Insertion - Mesures spécifiques aux DOM-TOM - Développement économique de la Guadeloupe - (p. 2174) : votera ce projet de loi en souhaitant que soient pris en compte les amendements du groupe socialiste et ses remarques - **Art. 2 (Titre III bis nouveau de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 : lutte contre l'exclusion sociale) - Avant l'art. 43-5 de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988** (p. 2206) : soutient l'amendement n° 132 de M. Claude Estier (suppression du mot « minimum »).

- **Projet de loi relatif à l'octroi de mer [n° 411 (91-92)] - Suite de la discussion** - (1^{er} juillet 1992) - **Discussion générale** (p. 2294) : communautés européennes - Produit de l'octroi de mer - Collectivités locales - Emploi - Communes - Frais de personnels - Situation de la Guadeloupe - Fonds pour l'investissement et l'emploi - Fiscalité locale - Finances locales - Exonérations - (p. 2295) : marché antillo-guyanais - Création d'un fonds pour le développement et l'emploi - Règles communautaires - Avis favorable sur ce texte - **Art. 2 (exonérations)** (p. 2304) : son amendement n° 28 : précision des missions d'administration pour lesquelles il peut y avoir exonération ; retiré - **Art. 16 (fonds régional pour le développement et l'emploi)** (p. 2314) : ses amendements n° 29 et n° 30 : attribution des aides ; devenus sans objet - **Art. 18 (abrogations et application de la loi)** (p. 2315) : son amendement n° 31 : substitution des mots de « communes de » à ceux de « îles du Nord de la Guadeloupe » ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)].**

Discussion générale :

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3429) : budget des DOM-TOM - Situation difficile de l'outre-mer - Problème de la banane antillaise - Chômage en augmentation - (p. 3430) : grève des enseignants - Chute de l'activité touristique - Croissance démographique importante - Logements précaires et insalubres.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1992 [n° 89 (92-93)]** - (18 décembre 1992) - **Avant l'art. 17** (p. 4360) : son amendement n° 64 : taux de l'octroi de mer applicable aux marchandises introduites dans les régions de Guadeloupe et de Martinique à partir du 1^{er} janvier 1993 ; adopté.

- **Projet de loi relatif aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane [n° 118 (92-93)]** - (19 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4486) : marché unique européen - Contrôle de certains échanges intra-communautaires - Traité de Rome - Production bananière soumise à autorisation communautaire de restriction ou de surveillance - Le groupe socialiste votera ce projet de loi.

LOUVOT (Pierre), sénateur de la Haute-Saône (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques ; de nouveau membre de cette délégation (JO Lois et décrets du 16 octobre 1992).

Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification ; de nouveau membre de cette délégation (JO Lois et décrets du 16 octobre 1992).

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre le chômage d'exclusion (30 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale (14 octobre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail (22 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux relations entre les médecins et l'assurance maladie (24 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle et modifiant le code du travail (3 juillet 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage (18 décembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport, déposé avec M. Louis Souvet, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 402 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, après déclaration d'urgence, portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle [n° 440 (91-92)] (24 juin 1992) - **Politique économique et sociale.**

Rapport, fait avec M. Louis Souvet, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les disposi-

tions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle [n° 478 (91-92)] (2 juillet 1992) - **Politique économique et sociale.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux relations entre les médecins et l'assurance maladie** [n° 393 (91-92)] - (24 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1982) : convention nationale et avenants à cette convention - Risque d'effets non souhaités - Votera, avec le groupe de l'UREI, la motion tendant à opposer la question préalable.

- **Projet de loi modifiant le chapitre III du titre II du livre V du code de la santé publique relatif à la pharmacie vétérinaire** - *Deuxième lecture* [n° 396 (91-92)] - (26 juin 1992) - **Art. 2 bis** (p. 2080) : distribution des médicaments vétérinaires - Groupements de producteurs agréés - (p. 2081) : sur l'amendement n° 1 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), son sous-amendement n° 5 ; rejeté.

- **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 441 (91-92)] - (26 juin 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2079) : avis favorable du groupe de l'UREI sur ce projet de loi - Charges nouvelles pour les départements.

- **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle** [n° 402 (91-92)] - (29 juin 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2160) : lutte contre la pauvreté et l'exclusion - Rapport de la Commission nationale d'évaluation du RMI - Insertion - Compétences de l'Etat et des collectivités territoriales - (p. 2161) : allocation de soutien - Rôle des communes et des départements - Méfiance à l'égard des élus locaux - Mesures en faveur des jeunes - Aide médicale - (p. 2162) : assurance personnelle - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 2178, 2179) : ses amendements n° 5 : droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence ; adopté ; n° 6 : majoration du revenu minimum d'insertion par personne à charge ; et n° 7 : suppression du forfait logement pour les familles en charge d'au moins un enfant ; irrecevables (article 40 de la Constitution) - **Art. 1^{er}** (*aménagement du dispositif d'insertion*) - **Art. 34 de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 (direction conjointe du dispositif d'insertion par le préfet et par le président du conseil général)** (p. 2181) : son amendement n° 8 : nouvelle rédaction ; adopté - (p. 2182) : demande le retrait de l'amendement analogue n° 133 de M. Jean Chérioux - **Art. 35 (composition du conseil départemental d'insertion, CDI)** (p. 2183) : son amendement n° 9 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 36 (programme annuel départemental d'insertion, PDI)** (p. 2184) : s'oppose à l'amendement n° 135 de M. Jean Chérioux (nouvelle rédaction) - Accepte l'amendement n° 80 de la commission saisie pour avis (relation du président du conseil général et du préfet avec le CDI) - (p. 2185) : ses amendements n° 10 : rapport entre les CDI et les commissions locales d'insertion, CLI ; n° 11 : contenu du programme départemental d'insertion ; n° 12, rédactionnel ; et n° 13 : assouplissement de l'utilisation des crédits départementaux ; adoptés - (p. 2186) : ses amendements n° 14 : conséquences de l'assouplissement de l'utilisation des crédits départementaux ; et n° 15, de forme ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 112 de Mme Marie-Claude Beaudeau (association des entreprises à la formation professionnelle et à l'embauche par le canal du CDI) - Accepte l'amendement n° 81 de la commission saisie pour avis (rôle respectif du préfet, du président du conseil général et du CDI) - **Art. 37 (autres compétences du conseil départemental d'insertion et rôle en matière d'évaluation)** (p. 2188) : s'oppose à l'amendement n° 136 de M. Jean Chérioux (nouvelle rédaction) et accepte les amendements de coordination de la commission saisie pour avis, n° 83 et n° 84 - Ses amendements n° 16, de conséquence et n° 17 : clarification des rapports entre le CDI et les CLI ; adoptés - (p. 2189) : accepte l'amendement de coordination n° 86 de la commission saisie pour avis - Ses amendements n° 18, rédactionnel et n° 19 : réunion du CDI sur l'exécution du programme annuel ; adoptés -

Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 176 du Gouvernement - **Art. 38 (financement des actions inscrites au programme départemental d'insertion)** (p. 2190) : s'oppose à l'amendement n° 137 de M. Jean Chérioux (nouvelle rédaction) - Son amendement n° 20 : augmentation du pourcentage limite pour les imputations sur les crédits obligatoires et possibilité d'imputer sur ces crédits le financement des fonds d'aide aux jeunes ; adopté - **Après l'art. 38** (p. 2192) : s'oppose à l'amendement n° 138 de M. Jean Chérioux (suppression de la règle des reports obligatoires) - **Art. 39 (conventions pour la mise en oeuvre du programme départemental d'insertion)** (p. 2193) : s'oppose à l'amendement n° 139 de M. Jean Chérioux (nouvelle rédaction) - Son amendement n° 21 : référence à la formation professionnelle ; adopté - Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 177 du Gouvernement - Demande le retrait de l'amendement rédactionnel n° 89 de la commission saisie pour avis - **Art. 40 (décisions prises par arrêté en cas de désaccord entre le préfet et le président du conseil général ou de non-respect du délai d'adoption du programme départemental)** : accepte l'amendement de conséquence n° 90 de la commission saisie pour avis - **Art. 41 (procédure de reports de crédits)** (p. 2194) : s'oppose à l'amendement n° 129 de M. Claude Estier (possibilité pour le préfet d'affecter à des actions d'insertion, après avis du conseil départemental d'insertion, une part des crédits non consommés) - Son amendement n° 22 : affectation possible des crédits non engagés au fonds de solidarité en faveur du logement, aux actions d'aide sociale pour les bénéficiaires du RMI, ainsi qu'à des actions de formation professionnelle ; adopté - **Art. 42-1 (missions de la commission locale d'insertion, CLI)** (p. 2195) : ses amendements, n° 23 : clarification des rapports entre CDI et CLI ; et n° 24 : élaboration d'un programme local d'insertion en cohérence avec le programme départemental ; adoptés - (p. 2196) : demande le retrait de l'amendement n° 140 de M. Jean Chérioux (nouvelle rédaction) - Ses amendements, n° 25 : correction de référence ; et n° 26 : liberté laissée au président du conseil général et au préfet d'apprécier les limites du ressort des commissions locales d'insertion ; adoptés - Accepte l'amendement de cohérence n° 91 de la commission saisie pour avis - **Art. 42-2 (composition des commissions locales d'insertion)** (p. 2197) : son amendement n° 27 : composition de la commission locale d'insertion ; adopté - (p. 2198) : ses amendements, n° 28 : élection du président de la CLI par les membres de la CLI ; n° 29 : levée de l'anonymat lors de la présentation des dossiers individuels ; et n° 30 : rétablissement de la présence du maire de la commune ou de son représentant lors de la réunion du bureau ou de la CLI pour l'application du contrat d'insertion ; adoptés - Accepte l'amendement n° 92 de la commission saisie pour avis (composition du bureau) - **Art. 42-3 (élaboration du programme local d'insertion)** : accepte l'amendement de conséquence n° 93 de la commission saisie pour avis - (p. 2199) : son amendement n° 31 : clarification des rapports entre les CDI et les CLI et autorisation donnée aux CLI de passer convention avec les centres communaux et intercommunaux d'action sociale ; adopté - **Art. 42-4 (nature et échéancier du contrat)** : s'oppose à l'amendement n° 142 de M. Jean Chérioux (nouvelle rédaction) - Son amendement rédactionnel n° 32 ; adopté - (p. 2200) : s'oppose à l'amendement n° 130 de M. Claude Estier (implication des intervenants locaux dans la mise en oeuvre de l'insertion) - Son amendement n° 33 ; évaluation de l'insertion avec le seul allocataire du RMI ; adopté - **Art. 42-5 (actions pouvant faire l'objet d'un contrat d'insertion)** : son amendement n° 34 : nouvelle rédaction ; adopté - **Avant l'art. 42-6 de la loi précitée** : son amendement n° 35 : suppression du chapitre IV ; adopté - **Art. 42-6 (institution d'un accompagnateur pour chaque bénéficiaire du contrat d'insertion)** (p. 2201) : son amendement de suppression n° 36 ; adopté - **Avant l'art. 2** ; s'oppose à l'amendement n° 113 de Mme Marie-Claude Beaudeau (dépôt d'un projet de loi d'orientation sur l'ensemble des mesures à prendre pour combattre et prévenir les situations de pauvreté) - **Art. 2 (Titre III bis nouveau de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 : lutte contre l'exclusion sociale)** - **Art. 43 de la loi précitée (dispositif de réponse à l'urgence sociale et de lutte contre la pauvreté)** (p. 2202) : s'oppose à l'amendement n° 114 de Mme Marie-Claude Beaudeau (réaffirmation du droit de réquisition des maires sur les logements vacants) - (p. 2203) : demande le retrait de l'amendement n° 97 de la commission saisie pour avis (caractère facultatif des fonds d'aide aux jeunes) - Son amendement de coordination n° 37 ; réservé

jusqu'après l'examen de l'art. 43-4 de la loi précitée - **Art. 43-1 (conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 143 de M. Jean Chérioux - Ses amendements n° 38 : suppression de la mention de la représentation des seules associations ; et n° 39 : énumération des catégories représentées ; adoptés - **Art. 43-2 (p. 2204)** : son amendement de suppression n° 40 ; adopté - **Art. 43-2 (fonds départementaux d'aide aux jeunes en difficulté)** : son amendement de suppression n° 41 ; adopté - **Art. 43-3 (fonds locaux d'aide aux jeunes)** (p. 2205) : son amendement de suppression n° 42 ; adopté - **Art. 43-4 (financement du fonds départemental)** : son amendement de suppression n° 43 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 115 de Mme Marie-Claude Beaudeau (financement du fonds d'aide à l'insertion des jeunes en difficulté par l'Etat seul) - **Art. 43 (suite)** (p. 2206) : son amendement de coordination n° 37 ; adopté (précédemment réservé p. 2203) - **Art. 43-5** : s'oppose à l'amendement n° 132 de M. Claude Estier (suppression du mot « minimum ») - **Art. 43-5 (droit d'accès à une fourniture minimum d'eau et d'énergie)** : son amendement n° 44 : ouverture du droit à une fourniture d'eau et d'électricité aux personnes en état de grande précarité ; adopté - Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 103 de la commission saisie pour avis - (p. 2207) : s'oppose à l'amendement n° 116 de Mme Marie-Claude Beaudeau (ouverture du droit à une fourniture d'eau et d'énergie à tout allocataire du RMI et réglementation des coupures d'eau) - **Art. 43-6 (aides pour les dépenses d'électricité et de gaz)** : accepte l'amendement n° 105 de la commission saisie pour avis (suppression des transferts de charges en direction des collectivités).

Suite de la discussion - (30 juin 1992) - Rapporteur - **Après l'art. 5 (par priorité)** (p. 2235) : son amendement n° 59 : application du RMI dans les départements d'outre-mer ; adopté - **Art. 19 ter (par priorité) (application des dispositions du projet de loi aux départements d'outre-mer)** : son amendement de suppression n° 69 ; adopté - **Après l'art. 19 ter** (p. 2236) : accepte l'amendement n° 111 du Gouvernement (prorogation d'un an des différents délais fixés par la loi d'orientation pour la ville en rapport avec l'élaboration des programmes locaux de l'habitat) - **Art. 22 bis (par priorité) (rapport de la commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL)** (p. 2238) : ses amendements n° 70 : modification du délai prévu pour le dépôt du rapport de la CNIL ; et n° 71 ; rédactionnel ; adoptés - **Art. 23 (par priorité) (aides financières aux jeunes)** (p. 2240) : son amendement de suppression n° 72 ; adopté - **Art. 25 (par priorité) (rapport au Parlement sur les logements vacants dans les agglomérations)** : son amendement de suppression n° 73 ; adopté - **Après l'art. 25** (p. 2241) : s'oppose à l'amendement n° 131 de M. Claude Estier (titularisation des personnels non titulaires affectés à la mise en oeuvre du dispositif du RMI au cours des années d'expérimentation et en fonction à la date du renouvellement de la loi) - **Art. 2 bis (forfait pour jardin personnel)** (p. 2244) : son amendement rédactionnel n° 45 ; adopté - S'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 117 (suppression du forfait logement) et n° 118 (absence de prise en compte des allocations familiales dans le calcul du RMI) - **Art. 3 (prise en compte d'un enfant à naître pour l'attribution du RMI aux moins de vingt-cinq ans)** (p. 2245) : son amendement rédactionnel n° 46 ; adopté - (p. 2246) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 119 (extension du bénéfice du RMI aux jeunes ayant moins de vingt-cinq ans) et n° 120 (rapprochement entre le RMI et l'impôt de solidarité sur la fortune, ISF) - **Art. 4 (allocation de revenu minimum d'insertion : attribution, versement, suspension)** (p. 2247) : ses amendements, n° 47 rédactionnel, et n° 48 : rétablissement du maire dans sa mission de transmission des éléments d'information sur la situation des bénéficiaires du RMI et adjonction de nouveaux destinataires de ces informations ; adoptés - (p. 2248) : ses amendements, n° 49 rédactionnel, et n° 50 : suspension du versement de l'allocation pour non-établissement du contrat du fait de l'intéressé et sans motif légitime avec possibilité pour l'intéressé de faire connaître ses observations avant toute décision ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 121 de Mme Marie-Claude Beaudeau (suppression de la possibilité de suspension du versement de l'allocation si, dans les trois mois, un contrat d'insertion n'est pas conclu) - (p. 2249) : ses amendements, n° 51 : suspension du versement

de l'allocation lorsque la commission locale d'insertion est, du fait de l'intéressé et sans motif légitime, dans l'incapacité de rendre son avis sur la mise en oeuvre du contrat au moment du renouvellement de l'allocation avec possibilité pour l'intéressé de faire connaître ses observations ; n° 52 : suspension possible de l'allocation en cas de non-renouvellement du contrat ou de non-conclusion d'un nouveau contrat du fait de l'intéressé et sans motif légitime avec possibilité pour l'intéressé de faire connaître ses observations ; et n° 53 : délai d'un an à compter de la décision de mettre fin au droit ; adoptés - (p. 2250) : ses amendements n° 54 : suppression de la possibilité pour le préfet de déléguer ses compétences aux organismes payeurs en matière de RMI ; et n° 55 : destinataires de la transmission de la liste des allocataires du RMI ; adoptés - (p. 2251) : sur les amendements du Gouvernement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 108 (détermination par décret des informations à transmettre aux fins d'établissement de statistiques par les collectivités publiques et les organismes associés à la gestion du RMI) et, à titre personnel, s'oppose au n° 178 (suppression de l'obligation alimentaire pour les ressortissants français, enfants d'étrangers allocataires du RMI) - S'oppose à l'amendement n° 123 de Mme Marie-Claude Beaudeau (versement de l'allocation de RMI en cas d'hospitalisation) - **Après l'art. 4** : son amendement n° 56 : prise en charge du ticket modérateur et du forfait journalier pour les bénéficiaires du RMI ; adopté - (p. 2252) : son amendement n° 57 : prise en charge des cotisations d'assurance personnelle des jeunes âgés de dix-sept à vingt-cinq ans qui satisfont aux conditions de ressources et de résidence en France exigées pour accéder au RMI ; adopté - **Art. 5 (abrogations)** : son amendement de coordination n° 58 ; adopté - **Titre II (dispositions portant modification du code de la famille et de l'aide sociale)** : son amendement n° 60 : suppression du Titre II et de son intitulé ; adopté - **Art. 6 (réforme de l'aide médicale)** (p. 2255) : son amendement de suppression n° 61 ; adopté - (p. 2256) : s'oppose aux amendements du Gouvernement, n° 109 (obligation pour l'organisme choisi par le demandeur d'établir les dossiers de demande) et n° 110 (possibilité de dépôt de la demande d'aide médicale auprès des services sanitaires et sociaux du département de résidence), ainsi qu'à l'amendement n° 124 de Mme Marie-Claude Beaudeau (création d'un fonds national de l'aide médicale alimenté par une contribution sociale assise sur l'ensemble des revenus financiers) - **Art. 7 (modifications apportées au Titre III du code de la famille et de l'aide sociale)** : son amendement de suppression n° 62 ; adopté - **Art. 8 (modifications de dispositions du Titre IV du code de la famille et de l'aide sociale)** : son amendement de suppression n° 63 ; adopté - **Art. 12 (affiliation obligatoire au régime de l'assurance personnelle des personnes admises au bénéfice de l'aide médicale)** (p. 2257) : son amendement de suppression n° 64 ; adopté - **Art. 13 (prise en charge des cotisations de l'assurance personnelle pour les personnes admises au bénéfice de l'aide médicale)** : son amendement de suppression n° 65 ; adopté - (p. 2258) : s'oppose à l'amendement n° 125 de Mme Marie-Claude Beaudeau (création d'une cotisation spéciale assise sur les bénéfices que les compagnies d'assurance et les banques retirent de leurs activités liées à la protection sociale) - **Art. 15 (délégation par les départements, par voie de convention, de leur compétence en matière d'aide médicale aux organismes d'assurance-maladie)** : son amendement de suppression n° 66 ; rejeté - **Art. 16 (convention entre l'Etat et les organismes de sécurité sociale en matière d'aide sociale)** (p. 2259) : son amendement de suppression n° 67 ; adopté - **Art. 17 (vérification des déclarations pour l'admission à l'aide médicale)** : son amendement de suppression n° 68 ; adopté - (p. 2260) : estime que ce dernier satisfait l'amendement n° 126 de Mme Marie-Claude Beaudeau (suppression des dispositions relatives à l'informatisation des données nécessaires à l'attribution de l'aide médicale) - **Sur l'ensemble** (p. 2261) : compétences des départements et des communes - Aide aux jeunes - Réforme médicale - (p. 2262) : nouvelle pauvreté - Loi-cadre relative à l'action sociale et à la protection sociale.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement [n° 485 (91-92)]** - (2 juillet 1992) (p. 2385) : prix - Négociations du GATT - Secteur céréalier - Production laitière - Régions herbagères - Production de viande bovine - Franche-Comté - Allègements fiscaux - (p. 2366) : cotisations sociales agricoles - Installation des jeunes.

- **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle - Nouvelle lecture** [n° 489 (91-92)] - (8 juillet 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2524 à 2526) : accord entre l'Etat et le département - Crédits d'insertion - Réforme de l'aide médicale - Echec de la commission mixte paritaire - Contribution « Delalande » - Licenciements économiques - Avis favorable de la commission sur ce projet de loi, sous réserve de l'adoption de ses amendements - (p. 2527) : association des compétences de l'Etat et du département - **Art. 1^{er} A (droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence)** (p. 2529) : son amendement n° 1 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 1^{er} - Art. 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41 et 42-1 de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988** (p. 2531 à 2534) : ses amendements n° 2, n° 3, n° 4, n° 5, n° 6, n° 7, n° 8, n° 9 et n° 10 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adoptés - **Art. 42-2** (p. 2534) : accepte l'amendement n° 46 du Gouvernement (modification de la composition de la commission locale d'insertion) - Son amendement n° 11 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture sauf pour ce qui concerne la composition de la commission locale d'insertion ; adopté - **Art. 42-3** : son amendement n° 12 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 42-4** (p. 2535) : son amendement n° 13 : suppression des premiers mots du dernier alinéa du texte « la nature des engagements réciproques et » ; adopté - **Art. 42-5** : son amendement n° 14 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 2 - Art. 43 de la loi précitée** (p. 2536) : son amendement n° 15 : rétablissement des termes « fonds locaux » ; adopté - **Avant l'art. 43-2** : son amendement n° 19 : suppression du chapitre II et de son intitulé ; adopté - **Art. 43-2, 43-3, 43-4** : ses amendements de suppression n° 16, n° 17 et n° 18 ; adoptés - **Art. 43-5** : son amendement n° 20 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 43-6** (p. 2537) : son amendement n° 21 : suppression de la convention passée dans chaque département entre le préfet et le ou les représentants d'EDF-GDF relative aux modalités de gestion des aides et aux actions préventives éducatives en matière de maîtrise d'énergie ; adopté - **Art. 4** (p. 2538) : ses amendements n° 22, n° 23, n° 24, n° 25 et n° 26, tendant au rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture, adoptés - **Art. 4 bis et 4 ter (ticket modérateur des bénéficiaires du RMI et cotisation d'assurance personnelle des jeunes de moins de 25 ans) (supprimés par l'Assemblée nationale)** (p. 2539) : ses amendements de rétablissement n° 27 et n° 28 ; adoptés - **Art. 5** : son amendement n° 29 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Titre II** : son amendement n° 30 : suppression du titre II et de son intitulé ; adopté - **Art. 6, 7, 8, 12, 13, 16 et 17** (p. 2540 à 2542) : ses amendements de suppression n° 31, n° 32, n° 33, n° 34, n° 35, n° 36 et n° 37 ; adoptés - **Art. 22 bis** : son amendement n° 38 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 22 ter (augmentation temporaire de la contribution « Delalande »)** : son amendement n° 39 : exclusion des plans sociaux présentés aux comités d'entreprises ou aux délégués du personnel avant le 10 juin 1992 ; adopté - **Art. 22 quater (fixation par décret du montant de la contribution « Delalande » à compter du 1^{er} août 1992)** (p. 2543) : son amendement n° 40 : suppression de deux conditions d'exonération de la contribution « Delalande » ; adopté - **Art. 23 et 25** : ses amendements de suppression n° 41 et n° 42 ; adoptés - **Après l'art. 25** (p. 2544) : son amendement n° 43 : suppression de la représentation parlementaire dans certaines instances régionales ; adopté.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social - Nouvelle lecture** [n° 173 (92-93)] - (22 décembre 1992) - **Après l'art. 13 terdecies** (p. 4707, 4708) : soutient l'amendement n° 2 de M. Roland du Luart (option donnée aux agriculteurs d'asseoir leurs cotisations sur le revenu de la dernière année connue ; délai de formulation et durée de cette option).

LUART (Roland du), sénateur de la Sarthe (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre, puis secrétaire de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992).

Membre titulaire du comité consultatif pour la gestion du Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes jusqu'au 1^{er} octobre 1992.

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles de la section de l'assurance des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Membre de la commission des comptes de la sécurité sociale (*JO Lois et décrets* du 19 décembre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux caisses de crédit municipal (5 mai 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1992 (18 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant mise en oeuvre par la République française de la directive du conseil des Communautés européennes CEE n° 91-680 complétant le système commun de la taxe sur la valeur ajoutée et modifiant, en vue de la suppression des contrôles aux frontières, la directive CEE n° 77-388 et la directive CEE n° 92-12 relative au régime général, à la détention, à la circulation et au contrôle des produits soumis à accise (18 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'anticipation de la suppression du taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée (18 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'octroi de mer (1^{er} juillet 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1993 (2 décembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, sur la situation du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA) [n° 501 (91-92)] (8 juillet 1992) - **Agriculture**.

Proposition de loi, déposée avec MM. Hubert Haenel et Jean Huchon, tendant à créer une commission départementale chargée d'examiner les missions, l'organisation, le fonctionnement et l'implantation des services publics [n° 331 (90-91)] (22 mai 1991) - **Services publics** - Reprise le 29 octobre 1992.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, sur le bilan de la politique agricole menée depuis 1988 et les négociations du GATT [n° 54 (92-93)] (19 novembre 1992) - **Agriculture**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Prestations sociales agricoles** - [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 41 (24 novembre 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 16 octobre 1992) (p. 2683) - Ministère : Agriculture - *Conduite des négociations du GATT - GATT.*

Questions orales avec débat :

n° 12 (JO Débats du 24 mai 1991) (p. 1040) - Ministère : Environnement - *Développement de l'utilisation des matières plastiques biodégradables* - (Caduque avril 1992) - **Matières plastiques.**

n° 17 (JO Débats du 20 mai 1992) (p. 1273) - Ministère : Agriculture - *Fonds national de garantie des calamités agricoles* - **Calamités agricoles.**

n° 30 (JO Débats du 20 novembre 1992) (p. 3302) - Ministère : Agriculture - *Réforme de la politique agricole commune et les négociations du GATT* - **Politique agricole commune (PAC).**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (10 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1520) : souveraineté nationale - Politique agricole commune - Transferts de compétences - « Déficit démocratique » - Association du Parlement français à la politique communautaire - Vote des ressortissants de la Communauté aux élections municipales - (p. 1521) : politique agricole commune - Union européenne - Votera le projet de révision constitutionnelle présenté par la commission des lois.

- **Projet de loi modifiant le code forestier et portant diverses dispositions en matière de chasse** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 423 (91-92)] - (24 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1972, 1973) : indemnisation des dégâts de gibiers - Dispositions relatives à la chasse.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 485 (91-92)] - (2 juillet 1992) (p. 2374, 2375) : négociations du GATT - Réforme de la politique agricole commune, PAC - Aides directes aux agriculteurs - Taxes - Certifications de qualité - Complexité des procédures - (p. 2376) : projet individuel d'exploitation - Plan d'accompagnement - Excédent agro-alimentaire - Impôts et charges - Foncier non bâti - Manque d'investissements - Formation des agriculteurs - Département de la Sarthe.

- **Projet de loi de finances pour 1993** [n° 55 (92-93)].

Discussion générale :

(24 novembre 1992) (p. 3406) : bilan de la politique agricole - Manipulation des chiffres - Diminution du budget de l'agriculture - Financement par d'autres acteurs économiques des charges revenant à l'Etat - Menace de désertification du monde rural - (p. 3407) : baisse des crédits consacrés à l'aménagement du territoire - Délocalisation - Charges nouvelles imposées aux collectivités locales - Crédits communautaires versés aux zones rurales - Hausse des cotisations sociales agricoles - (p. 3408) : déficit du Budget annexe des prestations sociales agricoles, BAPSA - Réforme de la politique agricole commune - Absence de volonté de restructuration de l'agriculture - Diminution du nombre des exploitants - (p. 3409) : favorable à la question préalable.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur les négociations du GATT** [n° 69 (92-93)] - (26 novembre 1992) (p. 3497) : négociations de l'Uruguay Round - Erreurs du Gouvernement - Position de la France - Elections américaines - Le Gouvernement démontre l'impossibilité d'un compromis entre les accords du GATT et la nouvelle politique agricole commune - (p. 3498) : remise en cause du « oui à Maastricht » - Position des Etats-Unis - Quotas laitiers - Refus des agriculteurs d'être une nouvelle fois sacrifiés - Le groupe de l'UREI refuse de donner quitus au Gouvernement.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** - *Nouvelle lecture* [n° 173 (92-93)] - (22 décembre 1992) - **Après l'art. 13 terdecies** (p. 4708) : son amendement n° 2, soutenu par M. Pierre Louvot : option donnée aux agriculteurs

d'asseoir leurs cotisations sur le revenu de la dernière année connue ; délai de formulation et durée de cette option ; adopté.

LUC (Hélène), sénateur du Val-de-Marne (présidente du groupe C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités (12 juin 1992).

DÉPÔTS

Proposition de résolution, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête pour faire la clarté sur l'implantation de la mafia en France et la recherche de moyens nouveaux pour la combattre ainsi que sur les facilités que peut apporter à cette pénétration l'abolition des frontières dans le cadre du processus de Maastricht [n° 505 (91-92)] (22 juillet 1992 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992) - **Commissions d'enquête parlementaires.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à renforcer le droit des riverains des aéroports à participer à la lutte contre le bruit [n° 32 (92-93)] (29 octobre 1992) - **Environnement.**

Proposition de résolution, déposée avec les membres du groupe communiste, tendant à insérer dans le Règlement du Sénat les dispositions nécessaires à la mise en oeuvre de l'article 88-4 de la Constitution relatif à l'examen des actes communautaires par le Parlement [n° 47 (92-93)] (17 novembre 1992) - **Parlement.**

Proposition de loi d'orientation, déposée avec les membres du groupe communiste, sur les droits de la jeunesse [n° 111 (92-93)] (11 décembre 1992) - **Jeunesse.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 15 mai 1992) (p. 1146) - Ministère : Premier ministre - *Référendum sur le traité de Maastricht* - **Traités et conventions.**

Questions orales avec débat :

n° 43 (JO Débats du 3 avril 1992) (p. 524) - Ministère : Education - *Réforme des lycées et des premier et second cycles universitaires* - (Caduque avril 1992) - **Enseignement secondaire.**

n° 28 (JO Débats du 18 novembre 1992) (p. 3181) - Ministère : Equipement - *Nécessité d'un débat parlementaire sur l'avenir du transport aérien* - **Transports aériens.**

Questions orales sans débat :

n° 398 (JO Débats du 8 avril 1992) (p. 535) - Ministère : Education - *Fermures de classes à Choisy-le-Roi (Val-de-Marne)* - (Réponse : JO Débats du 18 avril 1992) (p. 685) - **Enseignement primaire.**

n° 405 (JO Débats du 11 avril 1992) (p. 596) - Ministère : Premier ministre - *Disparition de l'Institut du cancer et d'immunogénétique de Villejuif (Val-de-Marne)* - (Réponse : JO Débats du 18 avril 1992) (p. 683) - **Santé publique.**

n° 482 (JO Débats du 4 novembre 1992) (p. 2969) - Ministère : Intérieur - *Statut des inspecteurs départementaux des affaires*

sanitaires et sociales - (Réponse : JO Débats du 21 novembre 1992) (p. 3358) - **Fonction publique territoriale.**

n° 496 (JO Débats du 18 novembre 1992) (p. 3182) - Ministère : Equipement - *Augmentation du trafic de poids lourds traversant Choisy-le-Roi (Val-de-Marne)* - (Réponse : JO Débats du 5 décembre 1992) (p. 3716) - **Transports.**

n° 497 (JO Débats du 18 novembre 1992) (p. 3182) - Ministère : Equipement - *Modernisation de la ligne C du RER* - **Transports en commun.**

n° 521 (JO Débats du 4 décembre 1992) (p. 3702) - Ministère : Education - *Sécurité dans les établissements scolaires* - (Réponse : JO Débats du 12 décembre 1992) (p. 3958) - **Établissements scolaires.**

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (8 janvier 1992) (p. 6) : s'élève contre l'attitude du Gouvernement à l'égard des revendications des infirmières et des personnels hospitaliers et proteste contre leur expulsion du campement dressé sur la voie publique.

- **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 227 (91-92)]** - (16 janvier 1992) - **Question préalable** (p. 210) : sa motion n° 1, soutenue par M. Charles Lederman, tendant à opposer la question préalable ; rejetée - Harmonisation des législations - Convention de Schengen - Droit d'asile - (p. 211) : immigration - Conséquences de l'immigration clandestine - Libertés - Recours auprès du Conseil constitutionnel - Racisme - (p. 212) : droit d'asile - Non ressortissants de la CEE - Responsabilité des transporteurs - Commission nationale consultative des droits de l'homme.

- **Conférence des présidents** - (7 février 1992) (p. 504) : rôle du Parlement - Question de confiance - Souhaite la poursuite immédiate du débat sur la déclaration de politique générale du Gouvernement.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement [n° 251 (91-92)]** - **Suite de la discussion** - (11 février 1992) - **Discussion générale** (p. 512) : session extraordinaire - Bilan gouvernemental - Affaire Habache - Rôle de la presse - (p. 513) : traité de Maastricht - Politique sociale.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique [n° 13 (91-92)]** - **Suite de la discussion** - (23 avril 1992) - **Question préalable** (p. 788) : sa motion n° 151, soutenue par M. Charles Lederman, tendant à opposer la question préalable ; rejetée - Précipitation et confusion de l'examen du texte - Organisation du débat - Archaïsme de la réforme - (p. 789) : définition et criminalisation du terrorisme - Libertés - (p. 790) : atteintes aux droits politiques et syndicaux - Droit de manifestation.

- **Rappel au règlement** - (7 mai 1992) (p. 1018) : demande que le Parlement soit tenu informé de l'enquête du Gouvernement et de ses conclusions sur la catastrophe de Furiani.

- **Rappel au règlement** - (19 mai 1992) (p. 1241) : s'élève contre le retard au versement des indemnités de chômage par l'ASSEDIC du Val-de-Marne.

- **Rappel au règlement** - (25 mai 1992) (p. 1357) : s'indigne des violences dont a été victime M. Louis Bayeurte, maire de Fontenay-sous-Bois, de la part des forces de police sur l'esplanade de Vincennes - Atteinte aux droits de l'homme.

- **Projet de loi modifiant le régime du travail dans les ports maritimes [n° 349 (91-92)]** - (26 mai 1992) - **Question préalable** (p. 1394) : sa motion n° 1, soutenue par M. Robert Pagès, tendant à opposer la question préalable ; rejetée.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne » [n° 334 (91-92)]** - (2 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1448) : référendum danois et refus de ratification du traité de Maastricht - Référendum.

Suite de la discussion - (3 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1459) : s'associe au rapporteur pour demander une suspen-

sion de séance - Référendum danois et refus de ratification du traité de Maastricht - Caducité du traité de Maastricht - Débat sur la révision constitutionnelle - Référendum.

Suite de la discussion - (9 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1482) : référendum danois - Référendum français - (p. 1483) : caducité du traité de Maastricht - Débat sur la révision constitutionnelle - Processus de ratification - Demande de la levée de la séance.

Suite de la discussion - (10 juin 1992) - **Question préalable** (p. 1532) : sa motion n° 2, tendant à opposer la question préalable ; rejetée - Référendum danois et refus de ratification du traité de Maastricht - Caducité du traité de Maastricht - Transferts de souveraineté - Union économique et européenne - « Europe sociale » - (p. 1533) : politique agricole commune, PAC - Défense commune - Démocratie - Industrie française - Elargissement de la Communauté européenne - Référendum français - Demande un scrutin public.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités [n° 356 (91-92)]** - (11 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1596) : catastrophe du stade de Furiani en Corse - Gangrène du sport professionnel, notamment le football, par l'argent - (p. 1597) : caractère dérisoire du budget du sport - Pratique sportive de masse en France - Importance du bénévolat - Propositions du groupe communiste : crédits et subventions pour la rénovation et la mise en conformité des stades ; développement de l'éducation physique et sportive à l'école et à l'université - Engagement des collectivités territoriales : exemple du département du Val-de-Marne - (p. 1598) : responsabilités de l'Etat - **Après l'art. 4** (p. 1604) : son amendement n° 95, soutenu par M. Robert Vizet : réglementation des transferts et des rémunérations des sportifs ; rejeté - **Art. 5** (*capital social des sociétés à but sportif et des sociétés d'économie mixte sportives*) (p. 1605) : son amendement n° 96, soutenu par M. Robert Vizet : possibilité pour chaque membre d'une association sportive de demander la communication de tout contrat aux commissaires aux comptes ; rejeté - **Art. 8** (*conventions d'objectifs conclues entre l'Etat et les fédérations ; règlement-type disciplinaire*) (p. 1608, 1609) : ses amendements n° 97 : droit des sportifs licenciés de faire appel des décisions disciplinaires prises par la fédération sportive à leur encontre devant le tribunal de grande instance ; et n° 98 : élargissement de la possibilité de convention avec l'Etat à toutes les fédérations sportives ; rejetés - **Art. 12** (*dispositions relatives à la cession des droits d'exploitation des événements sportifs et à l'accès à l'information sportive*) - **Art. 18-2 de la loi du 16 juillet 1984 (droit à l'information sportive)** (p. 1613, 1614) : sur l'amendement n° 18 de la commission (renforcement du droit de citation), son sous-amendement n° 100 ; adopté.

Suite de la discussion - (12 juin 1992) - **Art. 15** (*assurance sportive*) : son amendement n° 101, soutenu par M. Robert Vizet : dissociation du prêt de l'assurance du prix de la licence sportive ; rejeté - **Art. 18** (*conditions d'accès à l'exercice rémunéré des professions des activités physiques et sportives*) (p. 1640) : sur l'amendement n° 33 de la commission (liste des conditions d'homologation), son sous-amendement n° 102, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - Son amendement n° 103, soutenu par M. Robert Vizet : responsabilité pénale des dirigeants de club en cas d'infraction à la loi ; rejeté - **Art. 19** (*autorisations spécifiques d'exercice rémunéré d'une profession rémunérée relative aux activités physiques et sportives*) (p. 1641) : son amendement n° 104, soutenu par M. Robert Vizet : extension de la dérogation à tous les ressortissants étrangers ; rejeté - **Art. 25** (*recherche et constatation des infractions*) (p. 1642) : son amendement de suppression n° 106, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté ; **Après l'art. 31** (p. 1646) : son amendement n° 107, soutenu par M. Robert Vizet : relèvement du taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés pour les entreprises produisant des objets sportifs ; rejeté - **Après l'art. 33** (p. 1648) : son amendement n° 108, soutenu par M. Robert Vizet : augmentation du montant de l'abattement prévu pour la taxe sur les salaires due par les associations sportives ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la validation d'acquis professionnels, pour la délivrance de diplômes et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale [n° 456 (91-92)]** -

(1^{er} juillet 1992) - **Question préalable** (p. 2323) : sa motion n° 17, soutenue par Mme Danielle Bidard-Reydet, tendant à opposer la question préalable ; rejetée - **Art. 1^{er}** (*validation d'acquis professionnels pour l'obtention des diplômes de l'enseignement supérieur*) (p. 2327) : son amendement n° 18, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - **Art. 2** (*validation des acquis professionnels pour l'obtention de diplômes de l'enseignement technologique*) (p. 2328) : son amendement n° 19, soutenu par M. Robert Pagès : insertion des mots « pour les formations allant jusqu'au niveau V » ; rejeté - (p. 2329) : son amendement n° 20, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : vérification des connaissances par le jury ; adopté - **Art. 3** (*création de commissions paritaires d'établissements*) (p. 2329) : ses amendements, soutenus par Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 21 : recrutement et promotion des ingénieurs ; et n° 22 de coordination ; rejetés - **Art. 4** (*statut dérogatoire des universités nouvelles*) : son amendement de suppression n° 23 soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - **Art. 5** (*délégation des pouvoirs aux présidents d'université en matière de recrutement et de gestion des personnels*) (p. 2331) : son amendement de suppression n° 24, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet ; adopté - **Art. 6** (*participation de personnalités extérieures au recrutement d'enseignants-chercheurs des grands établissements*) : son amendement n° 25, soutenu par M. Robert Pagès : dérogation aux dispositions de l'article 37 de la loi de 1984 pour la seule Ecole nationale des Chartres tout en confirmant la disposition similaire prise en faveur du Conservatoire national des arts et métiers ; rejeté - **Après l'art. 6** (p. 2332) : son amendement n° 26, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : accès pour les directeurs de l'Ecole pratique des hautes études à l'éméritat ; adopté - **Art. 10** (*limitation d'âge des enseignants-chercheurs*) : son amendement n° 27, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : report de l'âge normal de la retraite jusqu'à la fin de l'année universitaire avec l'accord des personnels intéressés ; rejeté - **Après l'art. 13** (p. 2334) : son amendement n° 28 : établissements à caractère médical, sanitaire ou social ; adopté - **Art. 14** (*extension de la durée de l'année scolaire*) (p. 2336) : son amendement n° 29, soutenu par M. Robert Pagès : nouvelle rédaction de cet article ; rejeté.

Nouvelle lecture [n° 496 (91-92)] - (8 juillet 1992) - **Art. 1^{er}** (p. 2514) : son amendement n° 1, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : présentation d'un bilan de l'application de cette loi par le Gouvernement devant le Parlement dans le délai de six mois ; rejeté - **Art. 4** : son amendement de suppression n° 2, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet ; rejeté - **Art. 5** (p. 2515) : son amendement de suppression n° 3, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet ; rejeté - **Art. 10** : son amendement n° 4, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : décision de report de l'âge normal de la retraite après accord des personnes intéressées ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (7 octobre 1992) (p. 2587) : article 3 du Règlement du Sénat : répartition des postes de vice-présidents du Sénat entre les six groupes.

- **Projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et à la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur** [n° 487 (91-92)] - (21 octobre 1992) - **Question préalable** (p. 2755) : sa motion n° 111, soutenue par M. Charles Lederman, tendant à opposer la question préalable ; rejetée.

- **Projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage** [n° 514 (91-92)] - (4 novembre 1992) - **Question préalable** (p. 2993) : sa motion n° 26, soutenue par Mme Marie-Claude Beaudeau, tendant à opposer la question préalable ; rejetée - Evolution du travail à temps partiel - Conséquences de l'exonération des charges - (p. 2994) : conséquences du projet de loi sur l'emploi - Statistiques du chômage - Chômage de longue durée - Propositions du groupe communiste - (p. 2995) : conséquences financières du projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1993** [n° 55 (92-93)].

Discussion générale :

(24 novembre 1992) (p. 3399) : chômage - Croissement des inégalités - Misé sous tutelle de la France - Difficultés de l'agriculture - Etats-Unis - Japon - Allemagne - (p. 3400) :

pays de l'Europe centrale et orientale - Pays du tiers monde - Situation de la France - Déficit public en augmentation - Licenciements - Partage du temps de travail - Privatisations - Refus de la question préalable - Education nationale - Délocalisation - Fonction publique - Collectivités territoriales - (p. 3401) : augmentation du SMIC - Réforme de la fiscalité - Réorientation des dépenses de l'Etat - Surarmement - Le groupe communiste votera contre ce projet de budget.

- **Rappel au règlement** - (3 décembre 1992) (p. 3644) : rappelle l'incendie du lycée Robert Schumann de Colombes et demande la reconstruction de tous les collèges et lycées à structures métalliques, ainsi qu'une dotation exceptionnelle aux collectivités territoriales.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit** [n° 35 (92-93)] - (9 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3840, 3841) : conséquences pour les riverains des aéroports de la déréglementation du transport aérien - Proposition de loi du groupe communiste - Circulation routière - Autoroute A86 dans le département du Val-de-Marne - Transport routier - Transport combiné rail-route - Marché d'intérêt national de Rungis - **Avant le Chapitre I^{er}** (p. 3848) : son amendement n° 59 : isolation phonique des locaux, d'habitation ou ouverts au public, à la charge des auteurs des nuisances sonores ; rejeté - **Art. 11** (*classement des infrastructures de transport terrestre en fonction de leur impact sonore*) (p. 3856) ; soutient l'amendement n° 64 de Mme Danielle Bidard-Reydet (renforcement du dispositif) - **Art. 14** (*taux de la taxe*) (p. 3862) : sur l'amendement n° 26 de la commission (affectation du produit de la redevance à un compte spécial de prévention et de réparation des dommages résultant des nuisances phoniques), soutient le sous-amendement n° 68 de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Après l'art. 15** (p. 3864) : soutient l'amendement n° 70 de Mme Danielle Bidard-Reydet (affectation au produit de la taxe au fonds d'aide aux riverains des grands aéroports).

- **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission des lois sur les propositions de résolution (n° 20, 92-93) de M. Michel Poniatowski et plusieurs de ses collègues, (n° 36, 92-93) de M. Jacques Larché, (n° 47, 92-93) de Mme Hélène Luc et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le règlement du Sénat pour l'application de l'article 88-4 de la Constitution [n° 109 (92-93)] - (15 décembre 1992) - **Art. 1^{er}** (*dispositions nécessaires à la mise en oeuvre de l'article 88-4 de la Constitution*) (p. 4082) : se déclare opposée aux amendements identiques, n° 4 de M. Jacques Genton et n° 8 de M. Michel Poniatowski (possibilité offerte au président de la délégation des communautés européennes de demander un examen en séance publique des textes communautaires) - Son amendement n° 14 : possibilité d'examen en séance publique d'une proposition de résolution préalablement rejetée par la commission permanente compétente ; rejeté - (p. 4083) : son amendement n° 15 : possibilité offerte à un président de groupe politique de demander l'inscription d'office d'une proposition de résolution ou d'une résolution de commission en séance publique ; rejeté.

LUCOTTE (Marcel), sénateur de la Saône-et-Loire (président du groupe UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

DÉPÔTS

Proposition de résolution, déposée avec MM. Charles Pasqua, Daniel Hoeffel et Ernest Cartigny, tendant à créer une commission d'enquête sur l'accueil en France, le mercredi 29 janvier 1992, du dirigeant d'une organisation terroriste [n° 252 (91-92)] (7 février 1992) - **Commissions d'enquête parlementaires**.

Proposition de loi, déposée avec M. Christian Bonnet et les membres du groupe de l'UREI, et rattachés administrative-

ment, relative à l'instauration d'une indemnité de retraite minimale pour les maires ayant effectué au moins deux mandats [n° 52 (90-91)] (18 octobre 1990) - Reprise par ses auteurs le 29 avril 1992 - Maires.

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (20 janvier 1992) (p. 246) : article 36 du règlement du Sénat - Rapidité de l'examen au Sénat du projet de loi sur l'exercice des mandats locaux.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux** [n° 183 (91-92)] - (20 janvier 1992) - **Art. 1^{er}** (*garanties accordées aux conseillers municipaux dans l'exercice de leur mandat*) - **Art. L. 121-38 du code des communes** (*crédits d'heures accordés au salarié membre d'un conseil municipal*) (p. 286) : son amendement n° 133, soutenu par M. Ambroise Dupont : communes situées en zone de montagne ; rejeté.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 251 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (11 février 1992) - **Discussion générale** (p. 515) : session extraordinaire - **Affaire Habache** - **Responsabilité du Gouvernement** - **Crise de la démocratie** - (p. 516) : rôle de la presse - **Opposition parlementaire** - **Administration** - **Affaire Habache** - **Institutions** - **Commission d'enquête** - (p. 517) : élections.

- **Projet de loi fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours** [n° 312 (91-92)] - (13 mai 1992) - **Art. 3** (*exclusion du champ d'application de la loi*) : son amendement n° 33, soutenu par M. Bernard Barbier : accroissement de la possibilité conférée aux transporteurs aériens ou ferroviaires de vendre d'autres titres de transport que ceux qu'ils vendent au titre de leur activité principale ; retiré.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (3 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1457) : s'associe au rapporteur pour demander une suspension de séance.

Suite de la discussion - (16 juin 1992) - **Art. 2** (*insertion dans la Constitution d'un titre XIV : « Des Communautés européennes et de l'Union européenne »*) - **Art. 88-2 de la Constitution** (*droit de vote et éligibilité aux élections municipales des ressortissants communautaires résidant en France*) (p. 1713) : son amendement n° 10 : nouvelle rédaction ; retiré - (p. 1724) : se déclare opposé au sous-amendement n° 47 de M. Claude Estier portant sur l'amendement n° 14 de la commission (possibilité d'accorder aux seuls citoyens de l'Union résidant en France le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales et détermination des conditions d'application du présent article par une loi organique votée dans les mêmes termes par

les deux assemblées) - **Loi organique et loi relative au Sénat - Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1736) : révision constitutionnelle - **Parlement** - **Construction européenne** - La majorité des sénateurs du groupe de l'UREI votera l'adoption du projet de loi constitutionnelle.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « Des communautés européennes et de l'Union européenne »** - **Congrès du Parlement** - (23 juin 1992) - **Explication de vote** (p. 12) : établissement de l'Union économique et monétaire européenne - **Droit de vote des ressortissants de la Communauté** - **Saisine du Conseil constitutionnel** sur tout engagement international avant sa ratification, par soixante députés ou soixante sénateurs - **Mécontentement des paysans** - **Réforme de la politique agricole commune, PAC** - **Europe libérale et sociale** - Se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

- **Projet de loi de finances pour 1993** [n° 55 (92-93)].

Discussion générale :

Question préalable - Suite de la discussion - (26 novembre 1992) - **Question préalable** (p. 3487) : se déclare en faveur de la motion n° 1 de M. Jean Arthuis, tendant à opposer la question préalable - **Budget inapplicable et inacceptable** - **Mauvaise gestion du Gouvernement** - **Déficit budgétaire croissant** - **Inquiétude des Français** - **Accroissement du chômage** - **Education nationale** - **Logement** - **Aménagement du territoire** - (p. 3488) : **justice** - **Défense nationale** - **Mépris du Gouvernement** pour les travaux du Sénat - **Absence de majorité** pour voter le projet de budget.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques** [n° 10 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (3 décembre 1992) - **Art. 35** (*contrats des sociétés d'économie mixte, des organismes privés d'HLM et des sociétés d'économie mixte de construction de logements sociaux*) (p. 3641) : organismes d'HLM.

- **Projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques** [n° 85 (92-93)] - (15 décembre 1992) - **Après l'art. 12** (p. 4052) : son amendement n° 39, soutenu par M. Ambroise Dupont : taxation des commissaires enquêteurs et des membres des commissions d'enquête ; retiré.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social - Nouvelle lecture** [n° 173 (92-93)] - (22 décembre 1992) - **Art. 21 A** (*plan de reclassement des salariés licenciés*) (p. 4720) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 50 de la commission - **Caractère utopique des dispositions de cet article** - (p. 4721) : licenciements à la SEITA et dans les usines Renault.

M

MACHET (Jacques), sénateur de la Marne (UC).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Juge titulaire de la Haute Cour de justice jusqu'au 27 octobre 1992.

Membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre le chômage d'exclusion (30 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle et modifiant le code du travail (3 juillet 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale (14 octobre 1992).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi n° 89-469 du 10 juillet 1989 relative à diverses dispositions en matière de sécurité routière et en matière de contraventions [n° 508 (91-92)] (6 août 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992) - **Circulation routière**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Politique en faveur des handicapés** [n° 60 (92-93)] tome 5 (24 novembre 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 12 juin 1992) (p. 1568) - Ministère : Agriculture - **Agro-industrie et avenir de l'agriculture - Industrie agro-alimentaire**.

Questions orales sans débat :

n° 447 (*JO Débats* du 11 juin 1992) (p. 1548) - Ministère : Agriculture - **Création à Reims d'un pôle de recherche intitulé « Sécurité et qualité alimentaire »** - (Réponse : *JO Débats* du 20 juin 1992) (p. 1903) - **Industrie agro-alimentaire**.

n° 517 (*JO Débats* du 3 décembre 1992) (p. 3621) - Ministère : Défense - **Conséquences économiques du plan de restructuration des armées dans la Marne et dans l'Aube** - (Réponse : *JO Débats* du 12 décembre 1992) (p. 3961) - **Armée**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République - Deuxième lecture** [n° 117 (91-92)] - Suite de la discussion - (14 janvier 1992) - Après l'art. 56 septemdecies

(p. 157) : sur l'amendement n° 159 de la commission (régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux), son sous-amendement n° 265 ; adopté (p. 159) : se déclare favorable à l'amendement n° 159 de la commission - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 160) : vote de ce texte par le groupe de l'Union centriste.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement** [n° 184 (91-92)] - (20 janvier 1992) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 183) - Voir intervention sous le projet n° 183 (p. 259, 261).

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux** [n° 183 (91-92)] - (20 janvier 1992) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 184) (p. 259, 260) : examen du projet de loi - Maires - Autorisations d'absence - Interruption de l'activité professionnelle - Formation - (p. 261) : communes rurales - Régime indemnitaire - Fiscalisation - Régime de retraite.

Suite de la discussion - (21 janvier 1992) - **Art. 28 (retraite des élus municipaux)** (p. 349) : soutient les amendements de M. Henri Le Breton, n° 118 (rachat des points de retraite) et n° 117 (dotation particulière réglée sur les recettes de l'Etat) - **Avant l'art. 32** (p. 362) : soutient l'amendement n° 130 de M. Henri Le Breton (possibilité pour les maires délégués des communes associées de bénéficier de l'honorariat) - **Art. 35 (dotations particulières en vue du financement des charges spécifiques résultant de la présente loi)** (p. 366) : soutient l'amendement n° 119 de M. Henri Le Breton (nouvelle rédaction de cet article).

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (10 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1521) : exemple de l'« intercommunalité » - Politique agricole commune - (p. 1522) : raffinerie végétale - Défense européenne - Votera le projet de révision constitutionnelle présenté par la commission des lois - Yougoslavie - Danemark.

- **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle** [n° 402 (91-92)] - (29 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 2170) : cogestion de l'Etat et des collectivités locales - Conseil départemental d'insertion, CDI, et commission locale d'insertion, CLI - Rôle du département - Aide médicale - (p. 2171) : mesures en faveur des jeunes - Au nom des présidents des conseils généraux et du président de leur association, déplore le manque de concertation avec les élus locaux dans l'élaboration de ce projet de loi - **Art. 1^{er} (aménagement du dispositif d'insertion)** - **Art. 34 de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 (direction conjointe du dispositif d'insertion par le préfet et par le président du conseil général)** (p. 2182) : se déclare favorable à l'amendement n° 8 de la commission (nouvelle rédaction) - Amendements de M. Paul Girod similaires à ceux de la commission et déposés au nom de l'association des présidents de conseils généraux.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 485 (91-92)] - (2 juillet 1992) (p. 2391) : situation de l'agriculture - Baisse des revenus des agriculteurs - Charges financières - Surproduction - Filière agro-industrielle - Raffinerie végétale - Céréales - (p. 2392) : jachère industrielle - Carburants bio-énergétiques.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail** [n° 428 (91-92)] - (3 juillet 1992) - **Après l'art. 10 bis** (p. 2445) : son amendement n° 37, soutenu par M. Daniel Millaud : nouvelle rédaction de l'article L. 211-5 du code du travail et de l'article L. 58 du code des débits de boissons afin de permettre aux jeunes filles mineures l'emploi dans les débits de boissons, et l'accès aux formations préparant au CAP café-brasserie ; adopté.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire. [n° 491 (91-92)] - (8 juillet 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2523) : au nom du groupe de l'Union centriste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

- **Projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage** [n° 514 (91-

92]] - (4 novembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3016) : avec le groupe de l'UC, votera ce texte.

- **Conclusions du rapport de M. Michel Souplet**, fait au nom de la commission des affaires économiques et du Plan sur sa proposition de loi (n° 509, 1991-1992) déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à rendre obligatoire l'addition de 5 p. 100 de carburant d'origine agricole aux carburants pétroliers [n° 26 (92-93)] - (4 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3021) : favorable au caractère obligatoire de l'addition de carburant agricole au carburant pétrolier - Réalité économique des biocarburants - Nécessité de prise en compte de la politique américaine en matière de biocarburant - Evolution du monde rural - Jachère.

- **Proposition de loi tendant à assujettir les carrières aux dispositions de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et à créer la commission départementale des carrières** [n° 480 (91-92)] - (5 novembre 1992) - **Art. 3 (généralisation du régime d'autorisation à toutes les exploitations de carrières ; commission départementale et schéma départemental des carrières)** - Art. 16-1 de la loi du 19 juillet 1976 (commission départementale des carrières) (p. 3085, 3086) : sur l'amendement n° 7 de la commission (nouvelle rédaction), son sous-amendement n° 60, soutenu par M. Pierre Lacour ; retiré.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° 87 (92-93)] - (17 décembre 1992) - **Art. 2 (statut des personnes pratiquant la vente par démarchage)** (p. 4250) : son amendement n° 64, identique à l'amendement n° 7 de la commission : suppression du paragraphe 1 bis de l'article 2, supprimant la présomption de protection sociale et celle de contrat de travail existant entre les artistes et les organisateurs de spectacles ; retiré - **Art. 3 bis (communication de renseignements à l'occasion d'un accident du travail)** (p. 4251) : son amendement de suppression n° 65 ; retiré au profit de l'amendement identique de suppression n° 8 de la commission - **Art. 4 (procédure complémentaire de reconnaissance des maladies professionnelles, fondée sur une expertise individuelle)** (p. 4252) : ses amendements n° 66 : suppression du second volet de la procédure de reconnaissance individuelle de maladie professionnelle ; et n° 67 : composition du collège d'experts médicaux ; retirés.

Suite de la discussion - (18 décembre 1992) - **Art. 8 bis (par priorité) (unification du régime des accidents de la circulation liés au travail)** (p. 4287) : son amendement de suppression n° 68, soutenu par M. Jean Madelain ; adopté - **Art. 5 (rétablissement du droit aux prestations de maladie ou de maternité en faveur des artisans ou commerçants dont l'entreprise est déclarée en redressement judiciaire)** (p. 4303) : son amendement n° 76, soutenu par M. Jean Madelain ; rétablissement automatique du droit aux prestations maladie-maternité après mise en place d'un échéancier de paiement ; adopté - **Art. 13 (tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles)** (p. 4308) ; son amendement n° 69, soutenu par M. Jean Madelain, et identique à l'amendement n° 17 de la commission (suppression du paragraphe II de l'article 13 tendant à valider rétroactivement la tarification des accidents du travail de 1989) ; retiré au profit de celui-ci - **Après l'art. 13 sexies** (p. 4311) : ses amendements, soutenus par M. Jean Madelain, n° 81, identique à l'amendement n° 18 de la commission (rattachement au régime agricole des personnes exerçant une activité de mandataire d'une caisse locale d'assurance mutuelle agricole) ; retiré au profit de celui-ci ; n° 88 identique à l'amendement n° 20 de la commission (affiliation au régime social de l'agriculture de professions occupées à la mise en état et à l'entretien des jardins ou parcs de loisirs) ; retiré au profit de celui-ci - (p. 4312) : son amendement n° 82, identique à l'amendement n° 19 de la commission et soutenu par M. Jean Madelain (rattachement au régime agricole des salariés de groupements agricoles) ; retiré au profit de celui-ci - **Art. 20 (réforme des conditions de garantie et d'exercice de la réassurance applicable aux mutuelles)** (p. 4318) : son amendement n° 77, soutenu par M. Jean Madelain : suppression du paragraphe III de cet article relatif à la caisse mutualiste de garantie ; retiré - **Art. 20 bis (protection de la femme enceinte pendant la période d'essai)** (p. 4321) : son amendement de suppression n° 70, soutenu par M. Jean Madelain ; retiré - **Art. 20 quater (autorisations d'absence pour les examens médicaux obligatoires dans le cadre de la surveillance médi-**

cale de la grossesse) : son amendement n° 71, soutenu par M. Jean Madelain : mise en conformité de l'article 20 quater avec la directive communautaire du 19 octobre 1992 ; adopté - **Art. 21 A (aménagement apportés à la procédure de licenciement économique)** (p. 4324) : son amendement de suppression n° 72, soutenu par M. Jean Madelain ; retiré - **Art. 21 B (commission départementale de la formation professionnelle, de l'emploi et de l'apprentissage)** (p. 4325) : son amendement de suppression n° 73, soutenu par M. Jean Madelain ; retiré - **Après l'art. 21 ter** (p. 4326) : son amendement n° 84, soutenu par M. Jean Madelain : détermination par un expert de la valeur des certificats coopératifs d'investissement distribués comme dividendes ; adopté - **Art. 31 (aides aux petites et moyennes entreprises embauchant des apprentis)** (p. 4329) : son amendement de suppression n° 74, soutenu par M. Jean Madelain ; retiré - **Après l'art. 32** (p. 4330) : son amendement n° 87, soutenu par M. Jean Madelain : bénéfice de la suspension de poursuites en faveur des rapatriés ; retiré - (p. 4331) : son amendement n° 86, soutenu par M. Jean Madelain : choix des enfants mineurs au moment du rapatriement ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Après l'art. 35** (p. 4334) : son amendement n° 85, soutenu par M. Jean Bernard : dérogation aux dispositions en faveur du parrainage ; rejeté.

Nouvelle lecture [n° 173 (92-93)] - (22 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4729) : au nom du groupe de l'Union centriste, votera ce projet de loi ainsi amendé - Remerciements divers.

MADELAIN (Jean), sénateur de l'Ille-et-Vilaine (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail (22 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux relations entre les médecins et l'assurance maladie (24 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre le chômage d'exclusion (30 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle et modifiant le code du travail (3 juillet 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale (14 octobre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique du sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine, et modifiant le code de la santé publique (16 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (18 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage (18 décembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 434 (91-92)] modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale [n° 444 (91-92)] (24 juin 1992) - Travail.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 428 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail [n° 446 (91-92)] (24 juin 1992) - Formation professionnelle et promotion sociale.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail [n° 491 (91-92)] (7 juillet 1992) - Formation professionnelle et promotion sociale.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale [n° 6 (92-93)] (15 octobre 1992) - Travail.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - Travail, emploi et formation professionnelle - [n° 60 (92-93)] tome 7 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail [n° 270 (91-92)]** - (28 avril 1992) - Discussion générale (p. 889) : décentralisation - Rôle du département - Avec le groupe de l'Union centriste votera le texte modifié par les amendements de la commission.

- **Projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives - Deuxième lecture [n° 306 (91-92)]** - (6 mai 1992) - Art. 25 (incorporation des réserves) (p. 1008) : se déclare favorable à l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 1012) ; au nom du groupe de l'Union centriste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

- **Projet de loi modifiant le livre V du code de la santé publique et relatif à la pharmacie et au médicament [n° 23 (91-92)]** - (19 mai 1992) - Art. 6 (Chapitre 1^{er} bis du Titre II du Livre V du code de la santé publique - règles applicables aux pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et des établissements médico-sociaux traitant des malades) - Après l'art. L. 595-9 du code de la santé publique (p. 1263) : soutient l'amendement n° 45 de M. Claude Huriet (information du pharmacien d'un service de dialyse à domicile ou d'un établissement pénitentiaire en cas d'expérimentation envisagée sur des médicaments) - Art. 12 (Art. L. 596-1 - distribution et exportation des médicaments par des organismes humanitaires) (p. 1266) : soutient l'amendement n° 46 de M. Claude Huriet (avis du syndicat national de l'industrie pharmaceutique pour la création, auprès d'un organisme humanitaire, d'un établissement pharmaceutique) - Art. 18 (Art. L. 601-2 - dérogations au régime juridique de l'autorisation de mise sur le marché) (p. 1268) : sur l'amendement n° 25 de la commission (inscription dans la loi des trois cas de dérogation au régime de l'autorisation de mise sur le marché), soutient les sous-amendements n° 47 et n° 48 de M. Claude Huriet - Explication de vote sur l'ensemble (p. 1273) : avec le groupe de l'Union centriste, votera l'ensemble de ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du**

travail et le code de procédure pénale - Deuxième lecture [n° 434 (91-92)] - (29 juin 1992) - Rapporteur - Discussion générale (p. 2145) : modifications apportées par l'Assemblée nationale en première lecture - Art. 1^{er} (définition des actes de harcèlement sexuel réprimés par le projet de loi) - Art. L. 122-46 du code du travail (protection du salarié contre l'abus d'autorité en matière sexuelle) (p. 2146) : son amendement n° 1 : infraction de dénonciation calomnieuse ; adopté - (p. 2147) : son amendement n° 2 : suppression du principe de nullité de plein droit de la mesure prise à l'encontre du salarié ; adopté - Art. L. 122-47 (responsabilité disciplinaire de l'employeur) : son amendement n° 3 : substitution des mots « tout salarié » aux mots « toute personne » ; adopté - Art. 2 (application des dispositions sanctionnant le harcèlement sexuel à la gestion du personnel dans l'entreprise) (p. 2148, 2149) : ses amendements n° 4 : suppression des dispositions relatives au contenu des entretiens d'embauche ou des questionnaires remplis par les demandeurs d'emploi ou les salariés ; et n° 5 : suppression, pour insertion dans un autre article, de la référence aux employés de maison ; adoptés - Art. 5 (pouvoirs du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) : son amendement de suppression n° 6 ; adopté - Art. 6 (extension des dispositions du projet de loi à la fonction publique) (p. 2151) : son amendement de coordination n° 7 ; adopté - Art. 7 (possibilité de huis clos à la demande de la victime) : son amendement n° 8 : possibilité de huis clos à la demande de l'une ou l'autre partie ; adopté - Art. 9 (affichage de la loi) (p. 2152) : son amendement de suppression n° 9 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 10 du Gouvernement (liste des articles du code du travail dont l'affichage est obligatoire).

- **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle [n° 402 (91-92)]** - Suite de la discussion - (30 juin 1992) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 2261) : le groupe de l'Union centriste votera le texte issu des travaux du Sénat.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail [n° 428 (91-92)]** - (3 juillet 1992) - Rapporteur - Discussion générale (p. 2412) : apprentissage ; compétence des régions - Financement ; crédit d'impôt ; taxe d'apprentissage - Formation en alternance sous statut scolaire - Contrat de qualification - Coopération avec l'éducation nationale - Revalorisation du statut de l'apprenti - Procédure d'agrément des entreprises - (p. 2413) : propose l'adoption de ce projet de loi - Art. 1^{er} A (concours de l'apprentissage aux objectifs éducatifs de la nation) (p. 2421) : son amendement n° 1 : référence, dans la loi du 10 juillet 1989 d'orientation sur l'éducation, à la qualification professionnelle obtenue par l'apprentissage et aux personnels d'enseignement des centres de formation d'apprentis, CFA ; adopté - Après l'art. 1^{er} A (p. 2422) : estime satisfait par l'amendement n° 1 précité les amendements sur le même objet n° 29 de M. Michel Alloncle, n° 21 de la commission saisie pour avis et n° 77 du Gouvernement (mention de l'obtention de titres professionnels homologués) - (p. 2423) : s'oppose à l'amendement n° 38 de M. Paul Souffrin (objectif d'obtention d'une première qualification professionnelle de niveau 5) - Art. 1^{er} B (parties au contrat d'apprentissage) : ses amendements n° 2 : référence au titre d'ingénieur ; adopté ; et n° 3 : autorisation du contrat d'apprentissage dans une entreprise d'un Etat membre de la CEE ; retiré au profit de l'amendement n° 70 du Gouvernement, sur le même objet, qu'il accepte - Art. 1^{er} (adaptation de la durée du contrat au niveau de compétence de l'apprenti) (p. 2424) : s'oppose aux amendements de M. Paul Souffrin n° 39, de suppression et n° 40 (alignement de la durée du contrat sur la durée du cycle de formation en faisant l'objet) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 22 de la commission saisie pour avis - Son amendement n° 4 : modulation de la durée du contrat : fixation des modalités par les conseils régionaux ; adopté - Après l'art. 1^{er} (p. 2425) : s'oppose à l'amendement n° 41 de M. Paul Souffrin (centres de formation d'apprentis, CFA : définition de principes et contrôle pédagogique de l'éducation nationale) - Son amendement n° 5 : fixation de la fraction de la taxe d'apprentissage destinée à l'apprentissage ; adopté - Art. 2 (délégation par le CFA de tout ou partie des enseignements) (p. 2427) : s'oppose aux amendements de M. Paul Souffrin, n° 42, de suppression, et n° 43 (suppression

de la possibilité offerte aux entreprises de dispenser elles-mêmes une partie des enseignements délivrés en centre de formation) - **Art. 3 (initiative de la création d'un CFA et contenu de la convention)** : ses amendements n° 6, rédactionnel, et n° 7 : groupements d'employeurs ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 44 de M. Paul Souffrin (représentation des organisations syndicales représentatives au sein du conseil de perfectionnement) - **Art. 4 (intervention des branches professionnelles dans la fixation de la durée de la formation)** (p. 2428) : s'oppose aux amendements de M. Paul Souffrin n° 45, de suppression, et n° 46 (fixation de la durée minimale des cours) - Ses amendements n° 8 : nouvelle rédaction renforçant le rôle de la région ; et n° 9, rédactionnel ; adoptés - Sur le même objet, s'oppose à l'amendement n° 71 du Gouvernement - **Après l'art. 4** (p. 2429) : demande le retrait de l'amendement n° 23 de la commission saisie pour avis (prise en compte des spécificités locales dans les programmes de formation) - (p. 2430) : s'oppose aux amendements de M. Paul Souffrin n° 47 (statut national des personnels enseignants des CFA) et n° 48 (mention de l'interdiction du travail du dimanche et du travail de nuit dans le contrat d'apprentissage) - (p. 2431) : son amendement n° 10 : nouvelle rédaction prenant en compte la taille de l'entreprise ; adopté après modification par le sous-amendement n° 72 du Gouvernement, qu'il accepte - (p. 2432) : s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Paul Souffrin (double agrément de l'entreprise et du maître d'apprentissage) - Accepte l'amendement n° 24 de la commission saisie pour avis (adjonction à la demande d'agrément d'une évaluation de la capacité d'accueil de l'entreprise en matière d'apprentissage) - S'oppose aux amendements identiques n° 26 de M. Edouard Le Jeune et n° 30 de M. Michel Alloncle (artisanat : extension à l'ensemble de la France des procédures applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle) - (p. 2433) : son amendement n° 11 : renvoi à décret pour la définition des conditions dans lesquelles l'agrément de l'employeur peut être transféré à l'entreprise ; référence au non-renouvellement ; adopté - Accepte l'amendement n° 31 de M. Michel Alloncle (raccourcissement des délais dans le cadre des retraits d'agrément) - **Art. 6 (procédure en cas de non-respect des règles d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail)** (p. 2434) : son amendement n° 12 : amélioration de la protection de l'apprenti par une nouvelle rédaction de l'article L. 117-5-1 nouveau du code du travail ; adopté après modification par les sous-amendements du Gouvernement, qu'il accepte, n° 73 à n° 76 - **Après l'art. 6** (p. 2435) : s'oppose à l'amendement n° 51 de M. Paul Souffrin (salaire des apprentis) - **Art. 7 (coordination et harmonisation - Rôle du maître d'apprentissage - Salaire de l'apprenti)** : son amendement rédactionnel n° 13 ; adopté - (p. 2436) ; demande le retrait des amendements identiques n° 32 de M. Michel Alloncle et n° 53 de M. Paul Souffrin (retour à la fixation semestrielle de la rémunération de l'apprenti) - Son amendement n° 14 : report au 1^{er} janvier 1993 de l'alignement de la rémunération du contrat d'apprentissage sur celle du contrat de qualification ; adopté - **Après l'art. 7** (p. 2437 à 2439) : s'oppose aux amendements de M. Paul Souffrin, n° 54 (interdiction des dérogations à la durée légale du travail pour les apprentis), n° 55 (interdiction du travail de nuit), n° 56 (représentation des apprentis au sein des CFA), n° 57 (droits syndicaux), n° 58 (participation des délégués syndicaux et du personnel), n° 59 (maîtres d'apprentissage au sein de l'entreprise), n° 60 (prise en compte des apprentis dans le calcul des effectifs des entreprises) et n° 61 (droit de vote et d'éligibilité aux élections professionnelles) - **Art. 8 (financement de la formation des maîtres d'apprentissage)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 62 de M. Paul Souffrin - Son amendement rédactionnel n° 80 ; adopté - (p. 2440) : accepte l'amendement n° 33 de M. Michel Alloncle (dispositions fiscales relatives aux entreprises artisanales) et, sur le même objet, l'amendement n° 28 de M. Edouard Le Jeune - **Après l'art. 8** (p. 2441) : accepte l'amendement n° 25 de la commission saisie pour avis (participation expérimentale de certains IUFM à la formation des enseignants en CFA et des maîtres d'apprentissage) et, sur cet amendement, le sous-amendement n° 78 du Gouvernement - S'oppose aux amendements de M. Paul Souffrin, n° 63 (nouveau système de financement de l'apprentissage) et n° 64 (suppression des exonérations patronales) - **Art. 9 (inspection de l'apprentissage)** (p. 2442) : s'oppose aux amendements n° 65 de M. Paul Souffrin et n° 34 de M. Michel Alloncle (inspection de l'apprentissage dans l'artisanat) - **Art. 10 (consultation et**

information du comité d'entreprise) (p. 2443) : ses amendements rédactionnels, n° 15 et n° 16 ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 66 de M. Paul Souffrin (pouvoir de délibération du comité d'entreprise) - Son amendement n° 17 : consultation du comité d'entreprise sur les conditions de mise en oeuvre de l'aide au choix professionnel des élèves de classe préparatoire à l'apprentissage ; adopté après modification par le sous-amendement n° 79 du Gouvernement qu'il accepte - S'oppose à l'amendement n° 67 de M. Paul Souffrin (extension des domaines de consultation du comité d'entreprise) - **Après l'art. 10 bis** (p. 2445) : accepte les amendements identiques, n° 36 de M. Claude Estier et n° 37 de M. Jacques Machet (nouvelle rédaction de l'article L. 211-5 du code du travail et de l'article L. 58 du code des débits de boissons afin de permettre aux jeunes filles mineures l'emploi dans les débits de boissons, et l'accès aux formations préparant au CAP café-brasserie) - **Art. 11 (introduction, à titre expérimental, de l'apprentissage dans le secteur public)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 68 de M. Paul Souffrin - **Art. 13 (dispositions spécifiques aux contrats d'apprentissage dans le secteur public)** (p. 2446) : s'oppose à l'amendement n° 69 de M. Paul Souffrin (salaire de l'apprenti) - Sur le même objet, son amendement n° 18 ; adopté - **Avant l'art. 15** (p. 2447) : son amendement n° 19 : contrôle des organismes chargés de réaliser le bilan de compétences ; adopté - **Art. 16 (droit au congé individuel de formation des salariés titulaires d'un contrat à durée déterminée)** : son amendement n° 20 : simplification du dispositif ; adopté.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 491 (91-92)] - (8 juillet 1992) - Rapporteur - Discussion générale (p. 2518) : élaboration d'un texte commun - Possibilité pour la région d'intervenir dans la fixation de la durée des formations - Financement de l'augmentation du nombre des apprentis - (p. 2519) : principe de la localisation dans la région d'une partie de la taxe d'apprentissage - Avis des chambres consulaires joint systématiquement à la demande d'agrément présentée par le chef d'établissement - Diverses modifications rédactionnelles - Rôle et responsabilité des régions en matière d'apprentissage - Meilleure adaptation des formations aux besoins locaux.

- **Projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 6 (92-93)] - (22 octobre 1992) - Rapporteur - Discussion générale (p. 2838, 2839) : accord de la commission mixte paritaire - Points de divergence - Dénonciation calomnieuse - Rôle du CHSCT - Souhaite l'adoption du texte établi par la CMP.**

- **Projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage [n° 514 (91-92)] - (4 novembre 1992) - Discussion générale (p. 2988) : portée limitée du projet de loi - Mise en oeuvre du temps partiel - Avec le groupe de l'UC, adoptera le projet de loi assorti des amendements de la commission des affaires sociales - **Art. 1^{er} (régimes légal et conventionnel des heures complémentaires - Art. L. 214-4-3 du code du travail)** (p. 2999) : son amendement n° 48 : possibilité de modifier la limite d'heures complémentaires par voie d'accords de branches étendus ou d'accords d'entreprises ; adopté.**

*Deuxième lecture [n° 97 (92-93)] - (17 décembre 1992) - Art. 1^{er} (p. 4225) : son amendement n° 26 : modalités de calcul des heures complémentaires ; retiré - Son amendement n° 28 : retour au texte initial du projet de loi ; retiré - **Art. 3 (institution d'un abattement sur les cotisations sociales patronales)** (p. 4228) : son amendement n° 29 : modalités de détermination du droit à abattement par le contrat ; retiré - **Art. 4 (rétroactivité des dispositions relatives à l'abattement des cotisations sociales)** (p. 4232) : son amendement n° 39, analogue à l'amendement n° 12 de la commission : modalités d'application de l'obligation d'embauche compensatoire ; retiré au profit de celui-ci - **Art. 4 bis (information du tribunal en cas de litige sur les horaires de travail)** : son amendement de suppression n° 33 ; retiré - **Après l'art. 10 bis** : son amendement n° 34 : exonération de la contribution Delalande en cas de rupture du contrat de travail pour inaptitude physique ; adopté - **Art. 21 (reclassement ou licenciement d'un salarié devenu physiquement inapte à son emploi)** (p. 4237) : son amendement de suppression n° 35 ; retiré - **Art. 24 (danger grave et***

imminent sur un chantier du secteur du bâtiment et des travaux publics (p. 4239) : son amendement de suppression n° 36 ; retiré au profit de l'amendement identique de suppression n° 23 de la commission.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° 87 (92-93)] - Suite de la discussion** - (18 décembre 1992) - **Après l'art. 25 (par priorité)** (p. 4282) : soutient l'amendement n° 79 de M. Jean Cluzel (exclusion de la presse professionnelle du champ d'application de la loi relative à la publicité sur le tabac) - **Art. 8 bis (par priorité) (unification du régime des accidents de la circulation liés au travail)** (p. 4287) : soutient l'amendement de suppression n° 68 de M. Jacques Machet - (p. 4288) : différence de traitement inexplicable entre les salariés victimes d'un accident - (p. 4289) : complexité des problèmes abordés par les DMOS - **Art. 5 (rétablissement du droit aux prestations de maladie ou de maternité en faveur des artisans ou commerçants dont l'entreprise est déclarée en redressement judiciaire)** (p. 4303) : soutient l'amendement n° 76 de M. Jacques Machet (rétablissement automatique au droit aux prestations maladie-maternité après mise en place d'un échéancier de paiement) - **Après l'art. 6** : son amendement n° 89 : développement de couvertures sociales complémentaires de prévoyance ; adopté - **Art. 13 (tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles)** (p. 4308) : soutient l'amendement n° 69 de M. Jacques Machet, identique à l'amendement n° 17 de la commission (suppression du paragraphe II de l'article 13 tendant à valider rétroactivement la tarification des accidents du travail de 1989) - **Après l'art. 13 sexies** (p. 4311) : soutient l'amendement n° 81 de M. Jacques Machet (rattachement au régime agricole des personnes exerçant une activité de mandataire d'une caisse locale d'assurance mutuelle agricole) - (p. 4312) : soutient les amendements de M. Jacques Machet n° 88 (affiliation au régime social de l'agriculture de professions occupées à la mise en état et à l'entretien des jardins ou parcs de loisirs) et n° 82 (rattachement au régime agricole des salariés de groupements agricoles) - **Après l'art. 35 (par priorité)** (p. 4314) : soutient l'amendement n° 80 de M. Jean Cluzel (modification de la date d'entrée en vigueur de l'article relatif à la départementalisation des services d'incendie de la loi d'orientation relative à l'administration territoriale de la République) - **Art. 20 bis (protection de la femme enceinte pendant la période d'essai)** (p. 4321) : soutient l'amendement de suppression n° 70 de M. Jacques Machet - **Art. 20 quater (autorisations d'absence pour les examens médicaux obligatoires dans le cadre de la surveillance médicale de la grossesse)** : soutient l'amendement n° 71 de M. Jacques Machet (mise en conformité de l'article 20 quater avec la directive communautaire du 19 octobre 1992) - **Art. 21 B (commission départementale de la formation professionnelle, de l'emploi et de l'apprentissage)** (p. 4325) : soutient l'amendement de suppression n° 73 de M. Jacques Machet - **Après l'art. 21 ter** (p. 4326) : soutient l'amendement n° 84 de M. Jacques Machet (détermination par un expert de la valeur des certificats coopératifs d'investissement distribués comme dividendes) - **Art. 24 (intégration d'ingénieurs des instruments de mesures dans le corps des ingénieurs des mines)** (p. 4327) : son amendement n° 90 : rétablissement de l'article supprimé par l'Assemblée nationale, dans le texte du Gouvernement ; retiré - **Art. 31 (aides aux petites et moyennes entreprises embauchant des apprentis)** (p. 4329) : soutient l'amendement de suppression n° 74 de M. Jacques Machet - **Après l'art. 32** (p. 4330) : soutient l'amendement n° 87 de M. Jacques Machet (bénéfice de la suspension de poursuites en faveur des rapatriés) - (p. 4331) : soutient l'amendement n° 86 de M. Jacques Machet (choix des enfants mineurs au moment du rapatriement) - **Après l'art. 35 (suite)** (p. 4333) : soutient l'amendement n° 83 de M. Roger Lise (droit à la mise en disponibilité du fonctionnaire exerçant un mandat d'élu local) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4337, 4338) : avec le groupe de l'Union centriste, votera le texte issu des travaux du Sénat.

MADRELLE (Philippe), sénateur de la Gironde (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

MALECOT (Kléber), sénateur du Loiret (UC).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Juge titulaire de la Haute Cour de justice ; de nouveau juge titulaire (*JO* Lois et décrets du 28 octobre 1992).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 498 (*JO* Débats du 18 novembre 1992) (p. 3182) - Ministère : Collectivités locales - *Recrutement direct d'assistants sociaux par les départements* - (Réponse : *JO* Débats du 5 décembre 1992) (p. 3714) - *Assistants sociaux*.

n° 499 (*JO* Débats du 18 novembre 1992) (p. 3182) - Ministère : Economie - *Réforme de la fiscalité immobilière* - (Réponse : *JO* Débats du 5 décembre 1992) (p. 3713) - *Impôts et taxes*.

MALVY (Martin), secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, porte-parole du Gouvernement le 4 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (*JO* Lois et décrets du 5 avril 1992).

Fin de ses fonctions ministérielles le 2 octobre 1992 (*JO* Lois et décrets du 3 octobre 1992).

Ministre du budget le 2 octobre 1992 (*JO* Lois et décrets du 3 octobre 1992).

En qualité de secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Jean Grandon : **Terrorisme** (*Lutte contre l'implantation de la mafia en France*) (*JO* Débats du 12 juin 1992) (p. 1571).

de M. Jean Clouet : **Logement** (*Campement de sans-logis au bois de Vincennes*) (*JO* Débats du 12 juin 1992) (p. 1573).

de M. Gérard Larcher : **Magistrature** (*Comportement de hauts magistrats*) (*JO* Débats du 12 juin 1992) (p. 1580).

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au conseil économique et social [n° 461 (91-92)]** - (30 juin 1992) - **Discussion générale** (commune avec la proposition de loi organique de l'Assemblée nationale n° 2469 (92-93) de M. Laurent Fabius) (p. 2242) : composition du Bureau - Définition du régime juridique de l'administration du Conseil économique et social.

En qualité de ministre du budget

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales [n° 81 (92-93)] (2 décembre 1992) - Collectivités territoriales.

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Jacques Mossion : **Collectivités locales (Fonds de compensation de la TVA)** (JO Débats du 16 octobre 1992) (p. 2684).

de M. Louis Brives : **Communauté économique européenne (CEE) (Renégociation des fonds de la CEE et XIe Plan)** (JO Débats du 4 décembre 1992) (p. 3645).

de M. François Delga : **Politique agricole commune (PAC) (Adaptation de la réforme de la PAC à la région Midi-Pyrénées)** (JO Débats du 4 décembre 1992) (p. 3651).

de M. Alain Pluchet : **Politique agricole commune (PAC) (Négociations du GATT)** (JO Débats du 4 décembre 1992) (p. 3653).

de M. Michel d'Aillières : **Fonction publique territoriale (Surcompensation entre régimes spéciaux)** (JO Débats du 4 décembre 1992) (p. 3657).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1990 [n° 465 (91-92)]** - (29 octobre 1992) - **Discussion générale** (p. 2914, 2915) ; procédures budgétaires - Rapport de la Cour des comptes - Information du Parlement - Inscription des charges de la dette - Déficit budgétaire - Recettes budgétaires.

- **Proposition de loi organique modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances pour instituer un contrôle du Parlement sur la participation de la France au budget des Communautés européennes [n° 479 (91-92)]** - (29 octobre 1992) - **Discussion générale** (p. 2922, 2923) : évolution des contributions de la France au budget communautaire - Traité de Maastricht - Contrôle parlementaire - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 2929, 2930) : s'oppose aux amendements de Mme Paulette Fost, n° 7 (institution d'une loi d'orientation budgétaire) et n° 8 (fixation par une loi de finances rectificative du plafond du prélèvement sur les recettes de l'Etat opéré pour l'année suivante au profit du budget de la CEE) - **Art. 1^{er}** (inscription dans la loi de finances de la participation de la France au budget des Communautés européennes) (p. 2931) : s'oppose à l'amendement n° 1 de la commission (fixation par le Parlement du montant prévisionnel) - **Art. 2** (information du Parlement sur le budget des Communautés européennes) (p. 2934) : s'oppose à l'amendement n° 2 de la commission (information du Parlement sur les versements en retour des Communautés européennes vers la France) - Sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 3 de précision et s'oppose au n° 4 (élargissement de la liste des documents susceptibles d'être communiqués au Parlement) - **Après l'art. 2** (p. 2937) : s'oppose à l'amendement n° 5 de la commission (extension des pouvoirs des rapporteurs spéciaux de la commission des finances au contrôle des flux financiers entre la France et les Communautés européennes) et sur cet amendement, au sous-amendement n° 6 de M. Jacques Oudin.

- **Projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)].**

Discussion générale :

(24 novembre 1992) (p. 3372) : dépenses - Recettes - Rigueur - Croissance en 1992 - Balance commerciale - Inflation - Chômage - (p. 3373) : déficit budgétaire - Perte de recettes fiscales - Prélèvements obligatoires - Dette publique - Croissance prévisible du PIB - Allègements fiscaux des ménages et des entreprises - (p. 3374) : maîtrise de l'évolution des dépenses - Police - Institutions judiciaires - Environnement - Politique de la ville - (p. 3375) : politique d'aménagement du territoire - Agriculture - Négociations du GATT - (p. 3376) : éducation nationale - Emploi - Contre-budget présenté par la droite - (p. 3377) : opposition à la question préalable.

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3466) : réalité économique dénaturée par la droite - Prévion de croissance

réaliste - Amélioration de l'investissement - (p. 3467) : prélèvements sur les entreprises - Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur, COFACE - Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, CNRACL - Charge de la dette - Aménagement du territoire - Problèmes du monde rural - (p. 3468) : encouragement à la construction sociale - Ministère de la justice - Crédits relatifs à la Fondation du littoral - Transports collectifs : privatisations - Budgétisation des prestations familiales - (p. 3469) : stabilisateurs économiques - Perte de recettes fiscales - Diminution des dépenses publiques - Budget de la défense - Education nationale - Politique de la recherche - Politique de la ville - Agriculture - Aide à la forêt - Fonds de solidarité pour les anciens combattants d'Afrique du Nord - Logement social et crise de l'immobilier - (p. 3470) : budget du Commissariat à l'énergie atomique, CEA - Budget de la jeunesse et des sports - Budget de la défense - Budget des DOM-TOM - Véritables raisons de la question préalable - Privatisations - Refus de la politique politicienne - Cohabitation - (p. 3471) : impossibilité pour la droite d'établir un contre-projet de budget.

- **Suite de la discussion** - (26 novembre 1992) - **Question préalable** (p. 3482) : s'oppose à la motion n° 1 de la commission, tendant à opposer la question préalable - Ralentissement de l'économie mondiale - (p. 3483) : perte de recettes fiscales - Déficit budgétaire - Chômage - Absence de contre-projet de budget.

Nouvelle lecture [n° 116 (92-93)] - (17 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4215, 4216) : prévisions de croissance de l'INSEE et de l'OCDE - Inflation - Rapport annuel de l'OCDE - Amélioration de la croissance française - **Question préalable** (p. 4218) : s'oppose à la motion n° 1 de la commission tendant à opposer la question préalable - Évaluation des recettes pour 1993.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1992 [n° 89 (92-93)]** - (18 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4338, 4339) : évaluations - Moins-values fiscales - Retournement de la conjoncture mondiale depuis le second semestre de 1990 - Inflation - Balance commerciale - Conséquences négatives des dévaluations à répétition - Rentrées de TVA - Faible évolution des prélèvements sur recettes - Croissance de la charge de la dette - Gestion rigoureuse des finances de l'Etat - (p. 4348) : caractère superflu d'un collectif plus précoce - Constat du ralentissement de l'économie mondiale - Perspectives d'évolution - Choix du Gouvernement - **Art. 4 et état A (équilibre général)** (p. 4355) : remercie la majorité sénatoriale de son vote - **Art. 13 (assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée de la fourniture d'eau dans le cadre du service public pour les regroupements de communes de plus de 3 000 habitants)** (p. 4358) : accepte l'amendement n° 23 de la commission (prise en compte des groupements de moins de 3 000 habitants) - **Après l'art. 14** (p. 4359) ; son amendement n° 72 : prorogation du dispositif prévoyant l'application du taux réduit de TVA aux oeuvres d'art originales et taxation en France des acquisitions intracommunautaires de biens réalisées par les particuliers ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° 24 de la commission (prorogation du dispositif prévoyant l'application du taux réduit de TVA aux oeuvres d'art originales) au profit de son amendement n° 72 - (p. 4360) : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Jean Cluzel (baisse du taux de TVA applicable à la pratique sportive) - **Avant l'art. 17** (p. 4361) : accepte l'amendement n° 64 de M. François Louisy (taux de l'octroi de mer applicable aux marchandises introduites dans les régions de Guadeloupe et de Martinique à partir du 1^{er} janvier 1993) - **Art. 19 (harmonisation des droits d'accises en matière d'alcool et de boissons alcooliques)** (p. 4362) : s'oppose à l'amendement n° 57 de M. Roland Courteau (maintien du tarif actuel des droits d'accises pour les vins aromatisés à 11 F. par litre) - (p. 4363) : s'oppose aux amendements de M. Emmanuel Hamel, n° 51 (exonération de droits d'accises sur les produits alcooliques utilisés dans la production d'arômes alimentaires) et n° 52 (modification de l'article 403 du code général des impôts consécutive à son amendement n° 51) - (p. 4364) : s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Gérard César (taux d'accises des vins mousseux) - S'oppose aux amendements de M. Roland Courteau, n° 59 (établissement du taux d'accises des vins mousseux à 37 F.) et n° 58 (établissement du taux d'accises des vins mousseux à 22 F.) - **Art. 22 (aménagement de la réglementation de la**

garantie sur les métaux précieux) (p. 4366) : s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 25 de la commission - **Art. 27** (transposition en droit français de la directive communautaire relative à l'harmonisation des structures des droits d'accises sur les huiles minérales) (p. 4369) : accepte l'amendement n° 26 de la commission (suppression de la référence à la taxe intérieure de consommation sur les denrées tropicales) - Son amendement n° 80 : application au « white spirit » du taux du fioul utilisé comme combustible à usage ménager ; adopté - **Après l'art. 28 bis** (p. 4370) : s'oppose aux amendements identiques n° 61 de M. Philippe Adnot et n° 62 de M. Jean-Pierre Masseret (transformation de l'exonération de taxe intérieure sur les produits pétroliers, TIPP, en une exonération de TIPP sur le mélange) - Texte communautaire - Développement de la production de biocarburants - **Avant l'art. 29 A** (p. 4371) : s'oppose à l'amendement n° 27 de la commission (exclusion partielle de la résidence principale de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) - **Art. 29 A** (extension de l'imputation sur le revenu global des déficits fonciers aux frais indissociables des travaux engagés dans le cadre d'opérations groupées de restauration immobilière) (p. 4372) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Jacques Valade (rétablissement des dispositions de la loi Malraux, plus favorables aux propriétaires investisseurs dans les secteurs sauvegardés) et accepte l'amendement n° 28 de la commission (possibilité de déduire les indemnités d'éviction, engagées ou versées et introduction d'une date d'entrée en vigueur des dispositions de l'article) - **Art. 30** (création de deux zones d'investissement privilégié dans certains cantons des départements du Nord et du Pas-de-Calais) (p. 4375) : s'oppose à l'amendement n° 63 de M. Philippe Adnot (extension de l'article 30) - Son amendement n° 82 : portée de l'interdiction communautaire relative au cumul d'aides dans les zones d'investissement privilégié créées par l'article 30 ; adopté - **Après l'art. 30** (p. 4379) : sur les amendements de M. Paul Caron, souhaite le retrait du n° 19 (prélèvement de taxes professionnelles d'un groupement de communes à fiscalité propre) et s'oppose au n° 22 (prélèvement par le conseil général sur le fonds départemental de la taxe professionnelle des sommes permettant le remboursement des emprunts contractés avant le 1^{er} janvier 1993) - (p. 4380) : s'oppose à l'amendement n° 29 de la commission (institution d'un fonds d'équipement et d'aménagement du territoire) - Moyens d'engagement de la DATAR - Crédits d'équipement du FIAT et du FIDAR - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 54 de M. Pierre Mauroy (indemnité des délégués des communautés urbaines) - **Après l'art. 31** (p. 4381) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Jean Chérioux (bénéfice pour les particuliers faisant des dons aux centres communaux d'action sociale, aux caisses des écoles ou aux associations culturelles, des avantages analogues à ceux qui consentent des dons aux associations reconnues d'utilité publique) - **Art. 31 bis** (imposition des porteurs de parts de fonds communs d'intervention sur les marchés à terme) : ses amendements de précision n° 73 et n° 74 ; adoptés - **Art. 32** (régime fiscal des transferts d'actifs réalisés par une entreprise) (p. 4382) : s'oppose à l'amendement n° 30 de la commission (application du dispositif aux seuls transferts d'actifs permettant de dispenser économiquement l'entreprise française d'un engagement lui incombant) - (p. 4383) : s'oppose aux amendements de la commission, n° 31 (prise en compte des retenues à la source) et n° 32 (régime de sanctions applicables en cas de non-respect des dispositions de l'article 32) - Sur ce dernier, son sous-amendement n° 84 ; rejeté - (p. 4384) : son amendement n° 83 : date d'entrée en vigueur de l'article 32 ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° 33 de la commission (date d'application des dispositions de l'article) - **Art. 34** (adaptation du régime fiscal des titres à revenu fixe détenus par les sociétés d'assurance et de capitalisation) (p. 4385) : accepte l'amendement rédactionnel n° 34 de la commission - **Art. 37** (option des sociétés civiles pour l'impôt sur les sociétés) (p. 4386) : s'oppose à l'amendement n° 35 de la commission (extension de l'option prévue par l'article 37 aux sociétés civiles professionnelles) - **Art. 38** (exonération du paiement des droits de timbre pour les victimes de pluies torrentielles) : son amendement n° 85 : extension de la mesure d'exonération aux victimes de dommages causés par les inondations du mois de septembre dans plusieurs départements ; adopté - **Après l'art. 38** : accepte l'amendement n° 81 de la commission (exonération des droits de succession pour toutes les indemnités versées ou dues à des personnes contaminées par le virus du

sida à l'occasion d'une transfusion sanguine) - **Art. 39** (droits d'examen et de délivrance des documents relatifs à la navigation intérieure et à la navigation maritime de plaisance) (p. 4387) : accepte l'amendement rédactionnel n° 36 de la commission - **Après l'art. 39 ou après l'art. 52** : son amendement n° 75, analogue à l'amendement n° 12 de M. Auguste Cazalet, le gage ayant été supprimé ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° 12 de M. Auguste Cazalet (prolongation du délai d'écoulement des immeubles en franchise de droit de mutation jusqu'au 31 décembre 1995) - **Art. 40** (conditions de suppression d'exonération de la part communale de taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 4388) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 37 de la commission - **Après l'art. 40** : son amendement n° 76 : maintien de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les agriculteurs partant à la retraite ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 11 de M. Philippe François (possibilité pour les groupements de communes d'instituer la taxe professionnelle de zones ou la taxe professionnelle communautaire dès l'exercice fiscal 1993) - **Après l'art. 40 bis** (p. 4389) : s'oppose à l'amendement n° 38 de la commission (relèvement du taux de la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers) - **Art. 41** (remplacement du régime de l'étalement pour les revenus exceptionnels ou différés par un système de caution) : s'oppose à l'amendement n° 39 de la commission (modalités de calcul de l'impôt pour la prise en compte des revenus exceptionnels et des revenus différés) - **Art. 42** (régime fiscal du « pécule » des footballeurs professionnels) (p. 4390) : s'oppose à l'amendement n° 40 de la commission (définition du régime fiscal des déductions faites sur les salaires mensuels en vue de constituer un pécule de départ en retraite) - **Après l'art. 42** (p. 4391) : accepte l'amendement n° 65 de M. Étienne Dailly (possibilité pour les associés de syndicats d'étalons d'amortir les parts de propriété indivise du cheval) - **Art. 42 bis** (prorogation du délai de transfert sur le PEA de titres détenus par le souscripteur) : accepte l'amendement n° 41 de la commission (retour à la rédaction initiale du projet de loi) - **Art. 43** (adaptation du statut fiscal des sociétés de développement régional et de certaines sociétés à statut particulier) : son amendement n° 77 : possibilité pour les sociétés de développement régional (SDR) d'opter pour le régime des sociétés de capital-risque ; rejeté - **Art. 44** (régime fiscal des titres non cotés) (p. 4392) : son amendement rédactionnel n° 78 ; adopté - **Après l'art. 44** : s'oppose à l'amendement n° 42 de la commission (aménagement du régime d'imposition des gains retirés de la cession de parts d'OPCVM de taux et abaissement à 25 % du taux de prélèvement sur les produits d'intermédiation bancaire) - **Art. 46** (conditions d'exercice du droit de communication et modification du régime des sanctions) (p. 4394) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 43 (annexion au procès-verbal des observations du contribuable et remise à l'intéressé d'une copie du procès-verbal) et s'oppose au n° 44 (suppression du paragraphe III de l'article relatif à la majoration du montant des amendes pour opposition à l'exercice du contrôle fiscal) - **Après l'art. 46** (p. 4395) : accepte l'amendement n° 8 de M. Roger Romani (transmission par l'administration fiscale aux collectivités locales des rôles généraux des impôts directs locaux comportant des impositions émises à leur profit) - **Art. 47** (dispositions applicables pour le contrôle des comptes à usage privé et professionnel) : son amendement n° 79 : inapplication du caractère rétroactif aux litiges en cours ; adopté - **Après l'art. 47** : s'oppose aux amendements de M. Alain Vasselle, n° 47 (possibilité pour les centres de gestion agréés agricoles de tenir la comptabilité d'adhérents ayant une activité agricole), n° 48 (substitution des commissaires aux comptes aux experts comptables de leur rôle de vérification des dossiers des centres de gestion) et n° 49 (modalités de centralisation des documents comptables des adhérents des centres de gestion agréés) - **Art. 49** (adaptation des modalités de recouvrement des taxes d'urbanisme) (p. 4396) : son amendement n° 86 : maintien du principe de l'exigibilité immédiate en cas de non-paiement dans les délais de la première fraction de la taxe et possibilité de surseoir pour la seconde ; rejeté - **Art. 50** (modification du plafond de la redevance relative à l'inscription sur la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables) : son amendement de suppression n° 87 ; adopté - **Art. 52** (taxe pour demande d'agrément d'utilisation, de dissémination ou de mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés) (p. 4399) : sur les amendements identiques de la commission des affaires culturelles et de M. Ernest Cartigny, s'oppose aux

n° 13 et n° 66 (rétablissement de l'affectation au ministère de la recherche des taxes perçues à l'occasion d'une demande d'utilisation des organismes génétiquement modifiés à des fins de recherche), n° 16 et n° 69 (affectation du produit de la taxe au budget du ministère de l'environnement, selon des modalités définies par décret), n° 17 et n° 70 (affectation du produit de la taxe destinée à couvrir les frais pour la commission d'études de la dissémination des produits au ministère de l'agriculture) et accepte les n° 15 et n° 68 rédactionnels, et n° 14 et n° 47 (affectation de la taxe lors de la première utilisation des organismes génétiquement modifiés au ministère de l'environnement) - **Après l'art. 52** (p. 4400) : s'oppose aux amendements, n° 9 de M. Jacques Delong (réduction de 75 % du droit de consommation sur dix litres d'alcool pur pour les récoltants familiaux de fruits bouilleurs de cru) et n° 46 de M. Robert Vizet (abattement pour charges de famille dans le calcul de la taxe d'habitation) - **Art. 58** (*liquidation de la Caisse nationale de l'énergie*) (p. 4401) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 20 (date de dissolution de la Caisse nationale de l'énergie), et n° 21 (sort des droits et obligations ainsi que des biens de la Caisse nationale de l'énergie après la dissolution de celle-ci) - **Après l'art. 58** (p. 4402) : accepte l'amendement n° 1 de M. Michel Charasse (possibilité pour les entreprises publiques d'émettre à l'encontre de leurs débiteurs des titres de recettes ayant force exécutoire).

- **Projet de loi relatif aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 177 (92-93)] - (23 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4741) : ouverture du marché unique et circulation de certains biens sensibles - Complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane - Remerciements adressés au Sénat au nom du ministre délégué aux affaires européennes.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1992 - Nouvelle lecture** [n° 185 (92-93)] - (23 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4747) : aménagement du territoire - Bâtiments et travaux publics - Réseau routier - Conditions du travail parlementaire - (p. 4748) : économie des grands pays industrialisés - Sécurité sociale - Politique économique du Gouvernement - Fiscalisation des indemnités des élus locaux et des parlementaires - Prix des cigarettes - Crise économique et chômage - Loi relative à la lutte contre le bruit.

MAMAN (André), sénateur des Français établis hors de France (NI).

Elu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992) ; puis secrétaire (*JO Lois et décrets* du 9 octobre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° 87 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (18 décembre 1992) - **Après l'art. 35** (p. 4335) : soutient l'amendement n° 91 de M. Alfred Foy (mesures en faveur des avocats et experts comptables exerçant conjointement la profession d'administrateur judiciaire et de mandataire judiciaire à la liquidation des entreprises).

MANET (Michel), sénateur de la Dordogne (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Economie et finances - Services financiers** - [n° 56 (92-93)] tome 3, annexe 8 (24 novembre 1992).

MARCHAND (Philippe), ministre de l'intérieur.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (*JO Lois et décrets* du 3 avril 1992).

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement**, de Mme Hélène Luc - (8 janvier 1992) (p. 6) : précise qu'au regard du ministère de l'intérieur, le campement des infirmières, dressé sur la voie publique, constitue une infraction à la réglementation.

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République - Deuxième lecture** [n° 117 (91-92)] - (9 janvier 1992) - **Discussion générale** (p. 14) : dotation de développement rural - Décentralisation - Déconcentration - Démocratie locale - (p. 15) : maires - Coopération intercommunale - Communautés de communes et de villes - Unification progressive des taux de taxe professionnelle - Ententes interrégionales - Renforcement des mécanismes de solidarité entre collectivités territoriales ; dotation globale de fonctionnement, DGF ; communes rurales - (p. 16) : dotation de développement rural - Aménagement du territoire - Décentralisation - (p. 17) : coopération intercommunale.

- **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France** [n° 227 (91-92)] - (16 janvier 1992) - **Question préalable** (p. 212) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - **Art. 1^{er}** (*formes et conséquences du refus d'entrée opposé à un étranger en application de l'article 5 de la convention du 19 juin 1990*) (p. 213) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 20 de M. Charles Lederman - **Art. 2** (*délit d'entrée et de séjour irréguliers en France*) (p. 214) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 21 de M. Charles Lederman - **Art. 3** (*obligations et responsabilité du transporteur*) (p. 215) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 22 de M. Charles Lederman - Accepte les amendements de la commission n° 2 rédactionnel, et n° 3 de coordination - (p. 216) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 11 (choix de l'autorité judiciaire pour prononcer l'amende), n° 12 et n° 13, de coordination - Accepte les amendements de coordination de la commission n° 4, n° 5 et n° 6 - S'oppose à l'amendement n° 23 de M. Charles Lederman (exclusion de la responsabilité des transporteurs en cas de demande d'asile formulée par des étrangers communautaires) - (p. 217) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Charles Lederman (garanties pour les entreprises de transport routier semblables à celles des compagnies aériennes et maritimes) - **Art. 4** (*rapport au Parlement*) (p. 218) : accepte les amendements de la commission n° 7 (dépôt d'un second rapport un an après l'entrée en vigueur de la convention de Schengen) et n° 8 de coordination - **Art. 5** (*reconduite à la frontière*) (p. 219) : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Charles Lederman (exclusion d'une éventuelle reconduite à la frontière d'un étranger entré irrégulièrement en France mais dont la situation a été régularisée) - (p. 221) : s'oppose aux amendements n° 14 de M. Claude Estier (délai accordé à l'étranger auquel le récépissé de la demande de carte de séjour a été retiré) et n° 26 de M. Charles Lederman (délai accordé à tout étranger auquel a été retiré le récépissé de la demande de carte de séjour) - (p. 222) : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Claude Estier (initiative de la décision de reconduite à la frontière d'un étranger non ressortissant d'un Etat-membre de la Communauté économique européenne par le préfet de police de Paris ou le représentant de l'Etat dans le département) - **Après l'art. 5** (p. 223) : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Charles Lederman (recours suspensif pour les expulsés) - (p. 224, 225) :

s'oppose aux amendements n° 28 (bénéfice de l'aide juridictionnelle pour les étrangers demandeurs de droit d'asile titulaires d'un titre de séjour) et n° 29 (obligation d'un entretien préalable à l'accueil de la demande d'asile) de M. Charles Lederman - **Art. 6** (*reconduite à la frontière de l'étranger répertorié au système d'information central Schengen*) (p. 226) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 30 de M. Charles Lederman - **Art. 7** (*obligation de rapatriement pesant sur le transporteur*) ; s'oppose à l'amendement de suppression n° 31 de M. Charles Lederman - (p. 227) : s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Charles Lederman (protection des transporteurs contre leur responsabilité de statuer sur les demandes d'asile) et accepte les amendements de coordination n° 9 et n° 10 de la commission - **Art. 7 bis** (*maintien en zone de transit de l'étranger non admis et du demandeur d'asile*) (p. 229) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 33 de M. Charles Lederman - (p. 231) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Claude Estier (délai plus court assorti d'un contrôle de l'autorité judiciaire). - Police de l'air et des frontières - S'oppose aux amendements n° 34 (compétence de la décision du prolongement du délai de maintien en zone de transit) et n° 35 (suppression de la possibilité de réunion de l'audience à l'intérieur de la zone de transit) de M. Charles Lederman - (p. 232) : s'oppose à l'amendement n° 36 de M. Charles Lederman (obligation de la communication du dossier de l'intéressé).

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement [n° 184 (91-92)]** - (20 janvier 1992) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 183) - Voir intervention sous le projet n° 183 (p. 247 à 250).

- **Rappel au règlement**, de M. Marcel Lucotte - (20 janvier 1992) (p. 246) : souhaite le maintien de l'ordre du jour qui porte sur l'examen du projet de loi relatif à l'exercice des mandats locaux.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux [n° 183 (91-92)]** - (20 janvier 1992) - **Discussion générale** (avec celle du projet n° 184) (p. 247) : origines du régime indemnitaire - Décentralisation - Statut - Accès aux fonctions électives - Autorisations d'absence - (p. 248) : interruption de l'activité professionnelle - Sécurité sociale - Licenciements - Formation professionnelle - Voyages d'étude - Retraites - (p. 249) : barème d'indemnités - Petites communes - Conseillers régionaux ou généraux - Fiscalisation des indemnités - (p. 250) : indemnisation - Débat à l'Assemblée nationale.

Suite de la discussion - (21 janvier 1992) - **Art. 26** (*indemnités des membres des conseils régionaux*) (p. 344) : s'oppose à l'amendement n° 80 de la commission (déplacement en dehors du département) et invoque l'article 40 de la Constitution contre l'amendement n° 21 de M. Josselin de Rohan (indemnité du président et des membres du Conseil économique et social) - **Art. 27** (*indemnités des membres des conseils régionaux d'outre-mer*) (p. 345) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 82 de la commission - **Art. 28** (*retraite des élus municipaux*) (p. 352) : sur les amendement de la commission, s'oppose aux n° 84 (affiliation au titre de régime de base de retraite), n° 85 (obligation de l'affiliation à un système de retraite), n° 86 (suppression du système de retraite par rente), n° 87 (institution de la Caisse autonome de retraite des élus locaux) et sur ce dernier, au sous-amendement n° 189 de M. Etienne Dailly ainsi qu'aux n° 88 (cotisations de retraite), n° 90 (rachat des points de retraite) et n° 83 (modification de l'intitulé de la section), s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 89, rédactionnel - **Après l'art. 31** (p. 354) : son amendement n° 197 : droits de retraite déjà acquis ; adopté - **Art. 30** (*retraite des conseillers généraux*) (p. 356) : accepte l'amendement de précision n° 10 de la commission saisie pour avis et s'oppose aux amendements de coordination, n° 11 de la commission saisie pour avis et n° 91, n° 92 et n° 93 de la commission - **Art. 31** (*retraite des conseillers régionaux*) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 94 de la commission - **Après l'art. 31** (suite) (p. 357) : s'oppose à l'amendement n° 95 de la commission (indemnité des membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger) - (p. 359) : s'oppose à l'amendement n° 96 de la commission (calcul de l'indemnité des élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger) - (p. 360) : s'oppose à l'amendement n° 4 de Mme

Paulette Brisepierre (autorisations d'absence des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger) - **Après l'art. 36** : s'oppose à l'amendement n° 142 de M. Jean-Pierre Bayle (application des dispositions du présent projet aux membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger après consultation de ce dernier) - **Avant l'art. 32** (p. 362) : s'oppose à l'amendement n° 15 de la commission saisie pour avis (possibilité pour les départements et les régions de conserver le système déjà mis en place) - Accepte l'amendement n° 130 de M. Henri Le Breton (possibilité pour les maires délégués des communes associées de bénéficier de l'honorariat) - **Après l'art. 33 bis** (p. 363) : accepte l'amendement n° 16 de la commission saisie pour avis (modification de la codification) - (p. 364) : s'oppose aux amendements de la commission n° 98 (inscription de la référence aux droits des fonctionnaires dans la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires) et n° 99 de coordination - **Art. 34** (*entrée en vigueur de la loi*) (p. 365) : s'oppose aux amendements n° 100 de suppression de la commission et n° 7 de Mme Paulette Brisepierre (application aux membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger) - (p. 367) : s'oppose à l'amendement n° 102 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Après l'art. 16** (suite) (p. 368) : s'oppose à l'amendement n° 182 de M. Paul Souffrin (participation de l'Etat à la formation des élus) - **Après l'art. 35** (p. 369) : accepte l'amendement n° 141 de M. Claude Estier (rapport annuel présenté par le Gouvernement au comité des finances locales sur les conditions d'application de l'article 35 de la présente loi) - **Art. 36** (*modalités de fiscalisation d'indemnités parlementaires*) (p. 370) : s'oppose aux amendements n° 152 de la commission (prélèvement libérateur) et n° 190 de M. Etienne Dailly (suppression de l'expression « dans les conditions de droit commun ») - **Après l'art. 36** (p. 372) : s'oppose à l'amendement n° 154 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (remboursement des frais de sécurité sociale) - **Intitulé** : s'oppose à l'amendement n° 103 de la commission (« projet de loi relatif aux conditions d'exercice du mandat des élus locaux et des membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger »).

- **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 243 (91-92)]** - (22 janvier 1992) - **Discussion générale** (p. 390, 391) : convention de Schengen - Police de l'air et des frontières - Amendements de l'Assemblée nationale relatifs aux associations - Zones de transit - Responsabilité du transporteur - (p. 394) : améliorations apportées au projet de loi initial.

MARINI (Philippe), sénateur de l'Oise (RPR).

Elu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire (*JO Lois et décrets* du 23 décembre 1992).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique du sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine, et modifiant le code de la santé publique (16 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (18 décembre 1992).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)]

considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Politique en faveur des personnes âgées** - [n° 60 (92-93)] tome 4 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme du régime pétrolier** [n° 517 (91-92)] - (5 novembre 1992) - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 3053) : sur l'amendement n° 1 de M. Philippe François (incorporation obligatoire et progressive de biocarburants dans les essences, supercarburants, gazole et fioul domestique), se déclare opposé au sous-amendement n° 50 de M. Jean-Pierre Masseret - (p. 3055) : texte concernant le pavillon français.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques** [n° 10 (92-93)] - (1^{er} décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3548, 3549) : législation de circonstance - Elus locaux - Relations des entreprises avec la politique - Publicité des dons - Décentralisation - Approuve les conclusions des commissions saisies.

Suite de la discussion - (2 décembre 1992) - **Avant l'art. 14** (p. 3597) : son amendement n° 250 : limitation des possibilités d'acquisition d'espaces publicitaires par un seul acheteur d'espaces publicitaires ; rejeté.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social - Nouvelle lecture** [n° 173 (92-93)] - (22 décembre 1992) - **Art. 20 bis A (retraite par rente des élus locaux)** - (*supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 4717) : se déclare favorable aux amendements identiques n° 46 de la commission et n° 1 de M. Jean-Paul Delevoye (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture dans une nouvelle rédaction) - Régime propre aux élus locaux - Retraite par capitalisation - **Après l'art. 20 decies** (p. 4719) : se déclare opposé à l'amendement n° 3 de M. Michel Charasse (intégration dans le corps des sous-préfets des fonctionnaires actuellement détachés comme sous-préfets mais n'appartenant pas à ce corps).

MARQUES (René), sénateur des Pyrénées-Orientales (UC).

Elu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

MARTIN (Hubert), sénateur de la Meurthe-et-Moselle (UREI).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

- Membre suppléant de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

Membre suppléant du Conseil national de la cinématographie.

- Membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur les conditions dans lesquelles il a été décidé d'admettre sur le territoire français M. Georges Habache, dirigeant du Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.) (*JO Lois et décrets* du 23 avril 1992) jusqu'au 18 juin 1992.

MASSERET (Jean-Pierre), sénateur de la Moselle (S).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992) ; puis vice-président (*JO Lois et décrets* du 9 octobre 1992).

- Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes jusqu'au 1^{er} octobre 1992.

Délégué suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale ; en démissionne, puis délégué titulaire (*JO Lois et décrets* du 16 avril 1992) ; de nouveau délégué titulaire (*JO Lois et décrets* du 22 octobre 1992).

Membre titulaire du Conseil national du crédit jusqu'au 23 décembre 1992.

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice (*JO Lois et décrets* du 25 novembre 1992).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire (*JO Lois et décrets* du 23 décembre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1993 (2 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux caisses de crédit municipal (5 mai 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux produits soumis à certaines restrictions de circulation (20 décembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Equipement, logement, transports et espace** - II - Transports - Transports terrestres - [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 16 (24 novembre 1992).

Proposition de résolution, déposée avec M. Charles Metzinger, tendant à créer une commission d'enquête sur l'avenir du bassin houiller [n° 110 (92-93)] (10 décembre 1992) - **Commissions d'enquête parlementaires.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 18 décembre 1992) (p. 4197) - Ministère : Industrie - *Perspectives du nouveau plan sidérurgique français* - Sidérurgie.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'anticipation de la suppression de la taxe majorée de la taxe sur la valeur ajoutée** [n° 364 (91-92)] - (18 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1807) : taux majoré de la TVA - Europe - Pouvoir d'achat des familles - Avis favorable du groupe socialiste sur ce projet de loi - **Après l'art. unique** (p. 1816) : son amendement n° 3 : suspension de l'application des dispositions des paragraphes II à VIII de l'article 56 modifié de la loi n° 90-669 du 30 juillet 1990 relative à la révision des évaluations des immeubles retenus pour la détermination des impôts directs locaux ; calcul de l'assiette de la taxe d'habitation ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'abolition des frontières fiscales à l'intérieur de la communauté économique européenne en matière de taxe sur la valeur ajoutée et de droits indirects** [n° 373 (91-92)] - (18 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1825, 1826) : nouvelles obligations administratives des entreprises - Transitaires en douane - Suppressions d'emplois -

Contrôles aux frontières - Lutte contre la fraude - Avis favorable du groupe socialiste sur ce projet de loi - **Après l'art. 114** (p. 1845) : son amendement n° 32 : sécurité maritime et lutte contre la pollution marine ; rejeté.

- **Conclusions du rapport de M. Michel Souplet**, fait au nom de la commission des affaires économiques et du Plan sur sa proposition de loi (n° 509, 1991-1992) déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à rendre obligatoire l'addition de 5 p. 100 de carburant d'origine agricole aux carburants pétroliers [n° 26 (92-93)] - (4 novembre 1992) - **Art. unique (obligation d'incorporation)** (p. 3027, 3028) : intérêt du texte - Problème des jachères - Nécessité de garantir les intérêts de tous les producteurs de biocarburants - Avec le groupe socialiste, s'abstiendra lors du vote du texte.

- **Projet de loi portant réforme du régime pétrolier** [n° 517 (91-92)] - (5 novembre 1992) - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 3052) : sur l'amendement n° 1 de M. Philippe François, son sous-amendement n° 50 ; retiré - (p. 3053) : filière diester-colza-tournesol.

- **Projet de loi de finances pour 1993** [n° 55 (92-93)].

Discussion générale :

(24 novembre 1992) (p. 3393) : ferme opposition à la question préalable - (p. 3394) : élections de mars 1993 - Programme politique de la droite - (p. 3395) : réduction des prélèvements obligatoires - Economie de gestion - Diminution des dépenses publiques - Politique de redistribution - Réduction de la dette publique - (p. 3396) : déréglementation des marchés financiers - Privatisations - Fiscalisation des allocations familiales - Démantèlement du système de protection sociale - Politique de désinflation compétitive - Lutte contre le chômage - Retour de la croissance - (p. 3397) : démocratie participative et social-démocrate.

Suite de la discussion - (26 novembre 1992) - **Question préalable** (p. 3480) : intervient contre la motion n° 1 de M. Jean Arthuis, tendant à opposer la question préalable - Devoir de débattre du projet de loi de finances - Question préalable non fondée - Difficulté de faire des prévisions - Pronostic du Gouvernement réaliste - Bonne santé économique de la France par rapport aux autres pays européens - Charge de la dette - (p. 3481) : circuit économique - Situation des entreprises - Courage d'affronter l'impopulairité - Efficacité économique et solidarité - GATT et agriculture - Aménagement du territoire - Crise de tous les grands pays occidentaux - Véritables raisons de la question préalable - Critique des arguments développés dans la question préalable.

Nouvelle lecture [n° 116 (92-93)] - (17 décembre 1992) - **Question préalable** (p. 4217) : intervient contre la motion n° 1 de la commission tendant à opposer la question préalable - Irréalisme des arguments du rapporteur général - Prise en compte des réalités existantes.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1992** [n° 89 (92-93)] - (18 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4346) : traduction du ralentissement de l'activité économique dans le projet de loi - Evolution du déficit : moins-values fiscales, charges nouvelles, déficit du budget social - (p. 4347) : propositions du groupe socialiste dans la lutte contre le chômage - Nécessité de ne pas aggraver le ralentissement de l'activité - Place de la France dans la compétition économique - Souci d'un maintien de cohésion sociale - Avec le groupe socialiste, soutient le projet de loi du Gouvernement - **Art. 4 et état A (équilibre général)** (p. 4354) : avec le groupe socialiste, ne prendra pas part au vote - **Après l'art. 28 bis** (p. 4370) : son amendement n° 62, identique à l'amendement n° 61 de M. Philippe Adnot (transformation de l'exonération de taxe intérieure sur les produits pétroliers, TIPP, en une exonération de TIPP sur le mélange) ; retiré - **Avant l'art. 29 A** (p. 4371) : se déclare opposé à l'amendement n° 27 de la commission (exclusion partielle de la résidence principale de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) - **Après l'art. 30** (p. 4376) : son amendement n° 55 : création de deux zones d'investissement privilégié dans certains cantons du département de la Moselle ; retiré - (p. 4380) : soutient l'amendement n° 54 de M. Pierre Mauroy (indemnité des délégués des communautés urbaines) - **Après l'art. 58** (p. 4402) : soutient l'amendement n° 1 de M. Michel Charasse (possibilité pour les

entreprises publiques d'émettre à l'encontre de leurs débiteurs des titres de recettes ayant force exécutoire) - **Explication de vote sur l'ensemble** : avec le groupe socialiste, compte tenu des modifications apportées au texte initial, vote contre ce texte.

MASSON (Paul), sénateur du Loiret (RPR).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes ; de nouveau membre de cette délégation (*JO* Lois et décrets du 16 octobre 1992).

Juge titulaire de la Haute Cour de justice (*JO* Lois et décrets du 28 octobre 1992).

Membre suppléant de la commission supérieure de codification.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (16 janvier 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes (24 janvier 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens (3 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives (18 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la Nation, l'Etat et la paix publique (24 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (3 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code civil et relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits (9 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la procédure pénale (11 décembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 227 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 235 (91-92)] (14 janvier 1992) - **Etrangers.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion

du, projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945, modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 243 (91-92)] (21 janvier 1992) - **Etrangers.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la Nation, l'Etat et la paix publique [n° 274 (91-92)] (1^{er} avril 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992) - **Code pénal.**

Participation au rapport d'information fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée sur le traité de l'Union européenne [n° 307 (91-92)] (23 avril 1992) - **Communautés européennes.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 386 (91-92)] sur la zone d'attente des ports et des aéroports et portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 410 (91-92)] (16 juin 1992) - **Etrangers.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 361 (91-92)], adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la Nation, l'Etat et la paix publique [n° 436 (91-92)] (24 juin 1992) - **Code pénal.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et des délits contre la Nation, l'Etat et la paix publique [n° 466 (91-92)] (30 juin 1992) - **Code pénal.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985, sur le trafic de la drogue dans l'espace Schengen et établi par M. Gérard Larcher [n° 72 (92-93)] (1^{er} décembre 1992) - **Communautés européennes.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France** [n° 227 (91-92)] - (16 janvier 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 198) : difficultés de la lutte contre l'immigration clandestine - Convention de Schengen - Zones de transit - (p. 199) : facilités de transport - Responsabilité du transporteur et clauses d'exonération - Zones de transit - (p. 200) : archaïsme de l'ordonnance du 2 novembre 1945 - Convention internationale de Chicago - (p. 201) : politique de l'immigration - Amendements proposés - (p. 208) : demandes de droit d'asile - **Question préalable** (p. 212) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - **Art. 1^{er} (formes et conséquences du refus d'entrée opposé à un étranger en application de l'article 5 de la convention du 19 juin 1990)** (p. 213) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 20 de M. Charles Lederman - **Art. 2 (délit d'entrée et de séjour irréguliers en France)** (p. 214) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 21 de M. Charles Lederman - **Art. 3 (obligations et responsabilité du transporteur)** (p. 215) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 22 de M. Charles Lederman - Ses amendements n° 2, rédactionnel ; et n° 3, de coordination ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 11 de M. Claude Estier (choix de l'autorité judiciaire pour prononcer l'amende) - (p. 216, 217) : s'oppose aux amendements de coordination n° 12 et n° 13 de M. Claude Estier - Ses amendements de coordination n° 4, n° 5 et n° 6 ; adoptés - S'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 23 (exclusion de la responsabilité des transporteurs en cas de demande d'asile formulée par des étrangers communautaires) et n° 24 (garanties pour les entreprises de transport routier semblables à celles des compagnies aériennes et maritimes) - **Art. 4 (rapport au Parlement)** (p. 218) : ses amendements n° 7 : dépôt d'un second rapport un an après l'entrée en vigueur de la convention de

Schengen ; et n° 8 de coordination ; adoptés - **Art. 5 (reconduite à la frontière)** (p. 219) : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Charles Lederman (exclusion d'une éventuelle reconduite à la frontière d'un étranger entré irrégulièrement en France mais dont la situation a été régularisée) - (p. 220) : s'oppose aux amendements n° 26 de M. Charles Lederman (délai accordé à tout étranger auquel a été retiré le récépissé de la demande de carte de séjour) et n° 14 de M. Claude Estier (délai accordé à l'étranger auquel le récépissé de la demande de carte de séjour a été retiré) - (p. 222) : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Claude Estier (initiative de la décision de reconduite à la frontière d'un étranger non ressortissant d'un Etat-membre de la Communauté économique européenne par le préfet de police de Paris ou le représentant de l'Etat dans le département) - **Après l'art. 5** (p. 223) : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Charles Lederman (recours suspensif pour les expulsés) - (p. 224, 225) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 28 (bénéfice de l'aide juridictionnelle pour les étrangers demandeurs de droit d'asile titulaires d'un titre de séjour) et n° 29 (obligation d'un entretien préalable à l'accueil de la demande d'asile) de M. Charles Lederman - **Art. 6 (reconduite à la frontière de l'étranger répertorié au système d'information central Schengen)** (p. 226) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 30 de M. Charles Lederman - **Art. 7 (obligation de rapatriement pesant sur le transporteur)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 31 de M. Charles Lederman - (p. 227) : s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Charles Lederman (protection des transporteurs contre leur responsabilité de statuer sur les demandes d'asile) - Ses amendements de coordination n° 9 et n° 10 ; adoptés - **Art. 7 bis (maintien en zone de transit de l'étranger non admis et du demandeur d'asile)** (p. 228) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 33 de M. Charles Lederman - (p. 230) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Claude Estier (délai plus court assorti d'un contrôle de l'autorité judiciaire) - **Demande d'entrée en France - Police de l'air et des frontières** - (p. 231) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 34 (compétence de la décision du prolongement du délai de maintien en zone de transit) et n° 35 (suppression de la possibilité de réunion de l'audience à l'intérieur de la zone de transit) - (p. 232) : s'oppose à l'amendement n° 36 de M. Charles Lederman (obligation de la communication du dossier de l'intéressé).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 243 (91-92)] - (22 janvier 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 388, 389) : responsabilité des transporteurs - Convention de Schengen - Accord entre le Sénat et le Gouvernement - Amendements de l'Assemblée nationale relatifs aux associations.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique** [n° 13 (91-92)] - (22 avril 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 771) : loi d'adaptation - Codification partielle - (p. 772) : intérêts fondamentaux de la nation - Infractions terroristes - Terrorisme écologique - Secret de défense nationale - Délits d'ingérence - (p. 773) : traité sur l'Union européenne - Sous réserve de l'adoption des amendements qu'il propose, demande le vote du projet de loi.

Suite de la discussion - (23 avril 1992) - Rapporteur - **Question préalable** (p. 790) : s'oppose à la motion n° 151 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Notion de Nation française - Lutte contre la corruption - **Art. 1^{er} (les dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique, sont fixées par le livre IV annexé à la présente loi (réservé jusqu'après l'examen des articles du code pénal qui y sont annexés))** - **Titre I^{er} (des atteintes aux intérêts fondamentaux de la Nation)** - **Art. 410-1 du code pénal (intérêts fondamentaux de la Nation)** (p. 793) : accepte l'amendement n° 1 de M. Charles de Cuttoli (protection des Français établis hors de France) - **Après l'art. 410-1** (p. 794) : ses amendements n° 2 : insertion d'un chapitre additionnel : « des atteintes aux droits et libertés proclamés par la Constitution commises par des personnes exerçant une fonction publique et des entraves à l'exercice des libertés d'expression, du travail, d'association, de réunion ou de manifestation » ; n° 7 : insertion d'un article additionnel réprimant les entraves à certaines libertés publiques ; adoptés -

Ses amendements n° 3, n° 4, n° 5 et n° 6 : insertion d'une section et de deux articles additionnels : « des atteintes aux droits et libertés proclamés par la Constitution commises par des personnes exerçant une fonction publique » ; retirés - **Chapitre I^{er} (De la trahison et de l'espionnage)** - **Section 3 (De la livraison d'informations à une puissance étrangère)** - Art. 411-6 (livraison d'informations) (p. 796) : s'oppose à l'amendement n° 152 de M. Charles Lederman (précision relative à la notion de mise à disposition d'informations) - **Section 4 (Du sabotage)** - Art. 411-9 (sabotage) (p. 797) : s'oppose aux amendements n° 153 et n° 154 de M. Charles Lederman (référence aux intérêts d'une puissance étrangère) - **Section 5 (De la fourniture de fausses informations)** - Art. 411-10 (fourniture de fausses informations) : son amendement n° 16 : peines identiques pour le délit et la tentative de délit ; adopté - **Chapitre II (Des autres atteintes aux institutions de la République ou à l'intégrité du territoire national)** - **Section 2 (Du mouvement insurrectionnel)** - Art. 412-4 (participation simple à un mouvement insurrectionnel) (p. 798) : ses amendements, n° 17 : insertion de la notion de ruse ; et n° 18 : suppression de la tentative ; adoptés - **Section 3 (De l'usurpation de commandement, de la levée de forces armées et de la provocation à s'armer illégalement)** - Art. 412-8 (provocation à la guerre civile) (p. 799) : son amendement n° 19 : rétablissement du texte initial du Gouvernement ; adopté - **Chapitre III (Des autres atteintes à la défense nationale)** - **Section 1 (Des atteintes à la sécurité des forces armées et aux zones protégées intéressant la défense nationale)** - Art. 413-3 (provocation de militaires à la désobéissance) (p. 801) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 155 de M. Charles Lederman - Art. 413-4 (entreprise de démolition de l'armée) : son amendement n° 20 : aggravation de la peine ; retiré - S'oppose à l'amendement de suppression n° 156 de M. Charles Lederman - Art. 413-6 (entrave au fonctionnement des organismes intéressant la défense nationale) (p. 802) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 157 de M. Charles Lederman - **Section 2 (Des atteintes au secret de la défense nationale)** - Art. 413-10 (atteintes au secret de la défense nationale par le dépositaire d'un secret) (p. 803) : son amendement n° 21 : incrimination de la divulgation ; adopté - **Chapitre IV (Dispositions particulières)** - Art. 414-5 (peines complémentaires) (p. 804) : son amendement n° 23 : insertion de l'interdiction de séjour dans la liste des peines complémentaires ; adopté - Art. 414-6 (interdiction du territoire français) (p. 805) : ses amendements n° 24 ; caractère obligatoire de l'interdiction du territoire ; et n° 25 : suppression de la limitation de l'interdiction du territoire à certaines infractions ; adoptés - *Après l'art. 414-7* (p. 806) : à titre personnel, accepte les amendements n° 176 et n° 177 du Gouvernement (extension de dispositions relatives aux atteintes à la sûreté de l'Etat au bénéfice des puissances signataires du traité de l'Atlantique Nord et au profit de la Suède) - **Titre II (du terrorisme)** (p. 807) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 158 de M. Charles Lederman - **Terrorisme - Aggravation des peines** - **Art. 2 (par priorité) (définition de l'arme)** (p. 809) : son amendement n° 146 ; insertion du « procédé » dans l'assimilation à une arme ; retiré - (p. 810) : s'oppose à l'amendement n° 175 de M. Charles Lederman (restriction de la définition de l'arme par destination) - (p. 811) : son amendement n° 148 : définition de l'arme simulée ; adopté - *Après l'art. 2 (par priorité)* (p. 812) : accepte l'amendement n° 149 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (définition d'armes) - **Titre II (suite) - Chapitre I^{er} (Des actes de terrorisme)** - Art. 421-1 (actes de terrorisme) (p. 813) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 159 de suppression et n° 160 (définition des actes de terrorisme) - Ses amendements n° 26 : remplacement de l'expression : « les atteintes à la liberté d'aller et de venir » par l'expression : « l'enlèvement, la détention et la séquestration » ; et n° 27 : introduction de la notion de vandalisme ; adoptés - Art. 421-3 (mécanisme d'aggravation) (p. 814) : son amendement n° 28 : extension de la période de sûreté obligatoire aux délits terroristes punis de dix ans d'emprisonnement ; adopté - Art. 421-5 (participation à un groupement terroriste) (p. 815) : son amendement n° 29 : aggravation des peines ; retiré - **Chapitre II (Dispositions particulières)** - Art. 422-1 (repentis ayant tenté de commettre un acte de terrorisme) (p. 816) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 161 de M. Charles Lederman - Art. 422-2 (repentis ayant participé à un groupement terroriste) (p. 817) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 162 de M. Charles Lederman - Art. 422-3 (peine privative

de liberté encourue par un repentis) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 163 de M. Charles Lederman - Art. 422-4 (peines complémentaires) (p. 818) : son amendement n° 30 : nouvelle rédaction de l'article ; adopté - Art. 422-5 (interdiction du territoire français) : son amendement n° 31 ; caractère obligatoire de l'interdiction du territoire en matière de terrorisme ; adopté - Art. 422-6 (responsabilité pénale des personnes morales) : s'oppose à l'amendement n° 164 de M. Charles Lederman (suppression de tout élément intentionnel à l'implication d'une personne morale dans un acte terroriste) - **Titre III (des atteintes à l'autorité de l'Etat)** - **Chapitre I^{er} (Des atteintes à la paix publique)** - **Section 1 (De la participation délictueuse à un attroupement)** - Art. 431-1 (définition de l'attroupement) (p. 819) : ses amendements n° 32 : définition de l'attroupement armé ; n° 33, rédactionnel ; et n° 34 ; précision relative aux terrains occupés par les forces de l'ordre en cas d'agression de ces dernières ; adoptés - Art. 431-2 (participation d'une personne non armée à un attroupement) (p. 820) : son amendement n° 35 : aggravation de la sanction ; adopté - *Après l'art. 431-4 (provocation à un attroupement)* (p. 821) : ses amendements n° 37 : peine complémentaire pour sanctionner l'attroupement armé ; et n° 38 : interdiction du territoire ; adoptés - **Section 2 (Des manifestations illicites et de la participation délictueuse à une manifestation ou à une réunion publique)** - *Après l'art. 431-6* (p. 822) : ses amendements n° 39 : peines complémentaires ; et n° 40 : interdiction du territoire ; adoptés - **Section 3 (Des groupes de combat et des mouvements dissous)** - Art. 431-7 A (groupes de combat) (p. 823) : s'oppose à l'amendement n° 167 de M. Charles Lederman (précisions relatives aux groupes de combat) - Art. 431-11 (peines complémentaires applicables aux personnes physiques) (p. 824) : son amendement n° 41 : ajout de l'interdiction de séjour au nombre des peines complémentaires ; adopté - Art. 431-12 (interdiction du territoire français) : son amendement n° 42 : caractère obligatoire de l'interdiction du territoire ; adopté - **Chapitre II (Des atteintes à l'administration publique commises par des personnes exerçant une fonction publique)** - **Section 1 (Des abus d'autorité dirigés contre l'administration)** - Art. 432-1 (mesures destinées à faire échec à l'exécution de la loi) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 168 de M. Charles Lederman - *Après l'art. 432-1* (p. 825) : son amendement n° 43 : aggravation de la peine en cas de concertation pour commettre l'infraction prévue à l'article 432-1 ; adopté - **Section 2 (Des abus d'autorité commis contre les particuliers)** - Art. 432-3 (atteinte à la liberté individuelle commise par l'autorité) : son amendement de coordination n° 44 ; adopté - Art. 432-4 (atteinte à la liberté individuelle portée à la connaissance de l'autorité publique) (p. 826) : son amendement de coordination n° 45 ; adopté - **Paragraphe II - Avant l'art. 432-6** : son amendement n° 46 : rédaction de l'intitulé du paragraphe II : « des discriminations » ; adopté - Art. 432-6 (discriminations) : son amendement de coordination n° 47 ; adopté - Art. 432-7 (violation de domicile) : ses amendements n° 48 de coordination ; et n° 49 ; élément constitutif de la violation de domicile ; adoptés - Art. 432-8 (atteinte au secret des correspondances) (p. 827) : son amendement de coordination n° 50 ; adopté - **Section 3 (Des manquements au devoir de probité)** - Art. 432-9 (concussion) : ses amendements n° 52 de coordination ; n° 53 : peine identique pour le délit et la tentative de délit ; adoptés - Art. 432-10 (corruption passive et trafic d'influence) (p. 828) : ses amendements n° 54 : rétablissement des peines de prison ; et n° 55 rédactionnel ; adoptés - Art. 432-12 (délict d'ingérence) (p. 829) : accepte les quatre parties de l'amendement n° 150 de M. Charles Jolibois (1^o) effets de l'érosion monétaire ; 2^o) délict d'ingérence ; 3^o) et 4^o), rédactionnels) - Art. 432-13 (prise illégale d'intérêts par un ancien fonctionnaire) (p. 832) : importance de cet article - Délict de « pantouflage » - Agents des établissements publics, des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte - *Après l'art. 432-13* (p. 833) : à titre personnel, s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 178 du Gouvernement (violation des règles du code des marchés publics) - Art. 432-14 (destruction, détournement ou soustraction de biens) (p. 834) : ses amendements n° 57, rédactionnel ; et n° 58 : maintien de la sanction de vingt ans ; adoptés - Art. 432-16 (peines complémentaires) : ses amendements n° 60, de coordination ; et n° 61, rédactionnel ; adoptés - **Chapitre III (Des atteintes à l'administration publique commises par les particuliers)** - **Section 1 (De la corruption active et du**

trafic d'influence commis par les particuliers) - Art. 433-1 (*corruption active*) (p. 835) : ses amendements n° 62 : maintien de la peine de dix ans d'emprisonnement ; n° 63 et n° 64, rédactionnels ; adoptés - *Après l'art. 433-3* : ses amendements n° 65 : corruption des médecins ; adopté ; et n° 66 : corruption privée ; retiré - (p. 837) : ses amendements n° 67 : division additionnelle : « section 1 bis : de la soustraction et du détournement de biens contenus dans un dépôt public » ; réservé jusqu'après l'examen de son amendement n° 68 ; puis adopté ; et n° 68 ; condamnation de la destruction, du détournement et de la soustraction par un tiers de titres ou de fonds remis à un dépositaire public ; adopté - **Section 2 (De l'outrage)** - Art. 433-4 (*outrage*) (p. 838) : ses amendements n° 69 : maintien d'un emprisonnement en cas d'outrage ; retiré ; n° 70 : modification de la liste des éléments constitutifs d'un outrage ; n° 71 et n° 72, de coordination ; adoptés - **Section 3 (De la rébellion)** - Art. 433-5 (*rébellion*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 169 de M. Charles Lederman - (p. 839) : ses amendements n° 73 de coordination et n° 74 : définition de la rébellion commise en réunion et de la rébellion armée ; adoptés - *Après l'art. 433-5* (p. 840) : son amendement n° 75 : sanction à l'encontre de la rébellion ; adopté - Art. 433-6 (*rébellion armée*) : son amendement n° 76 : aggravation des peines en cas de rébellion armée commise en réunion ; adopté - Art. 433-7 (*provocation à la rébellion*) (p. 841) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 170 de M. Charles Lederman - Son amendement n° 78 : peine de prison de trois mois ; adopté - **Section 4 (De l'opposition à l'exécution de travaux publics)** - Art. 433-8 (*délit d'opposition à l'exécution de travaux publics*) (p. 842) : s'oppose à l'amendement n° 171 de M. Charles Lederman (suppression de la référence aux voies de fait) - **Section 6 (De l'usurpation de signes réservés à l'autorité publique)** - Art. 433-11 (*délit d'usurpation de signes réservés à l'autorité publique*) : son amendement rédactionnel n° 82 ; adopté - **Section 8 (De l'usage irrégulier de qualité)** - Art. 433-15 (*délit d'usage irrégulier de qualité*) (p. 843) : son amendement n° 85 : modification de la liste des personnes dont le nom ou la qualité, dans la publicité d'une entreprise, constitue une infraction ; adopté - **Section 9 (Des atteintes à l'état civil des personnes)** - Art. 433-17 (*bigamie*) : son amendement n° 86 : maintien de la peine de prison ; adopté - **Section 10 (Peines complémentaires et responsabilité des personnes morales)** - Art. 433-18 (*peines complémentaires*) : ses amendements n° 89 : application des peines complémentaires à toutes les infractions concernant les atteintes à l'administration publique commises par les particuliers ; adopté ; et n° 90 : interdiction de séjour ; rejeté - Art. 433-19 (*confiscation des sommes irrégulièrement reçues pour atteinte à l'administration publique commise par des particuliers*) (p. 845) : son amendement de coordination n° 91 ; adopté - *Après l'art. 433-19* : ses amendements n° 92 : interdiction de port d'armes et confiscation des armes en cas de rébellion armée ; adopté ; et n° 93 : interdiction du territoire ; rejeté - **Chapitre IV (Des atteintes à l'action de la justice)** - **Section 1 (Des entraves à la saisine de la justice)** - *Après l'art. 434-1* (p. 846) : son amendement n° 94 : incrimination de la non-dénonciation d'actes d'espionnage ; adopté - Art. 434-2 (*défaut d'informer les autorités des sévices ou privations à mineurs ou à personnes spécialement vulnérables*) (p. 847) : son amendement n° 95 : définition des personnes vulnérables ; adopté - Sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 179 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - **Section 2 (Des entraves à l'exercice de la justice)** - Art. 434-7 (*pression sur les magistrats, les avocats ou les jurés par menace ou intimidation*) (p. 848) : son amendement n° 96 : extension aux personnes investies de fonctions juridictionnelles ; adopté - Art. 434-7-1 (*corruption passive ou active dans une procédure judiciaire*) : son amendement n° 97 : extension de l'incrimination de subornation de magistrats à des personnes chargées d'administrer la justice ; adopté - Art. 434-8 (*délit de fuite*) (p. 849) : s'oppose à l'amendement n° 172 de M. Charles Lederman (réduction de la peine d'amende) - Son amendement n° 98 : extension de la définition du délit de fuite ; retiré - **Section 3 (Des atteintes à l'autorité de la justice)** - Art. 434-22 (*outrage à magistrat ou à juré*) (p. 850) : ses amendements n° 100 : précisions relatives aux qualifications de l'outrage à magistrat ; n° 101 : extension de la protection des outrages pour toutes les personnes exerçant des fonctions juridictionnelles équivalentes ; et n° 102 : précisions relatives aux audiences ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 173 de M. Charles Lederman (diminution des peines) -

Art. 434-22-1 (*discrédit public sur une décision juridictionnelle*) (p. 851) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 174 de M. Charles Lederman - Liberté de la presse - Son amendement n° 103 : éléments constitutifs de l'atteinte à l'autorité de la justice ; adopté - Art. 434-24 (*définition de l'évasion*) (p. 853) : son amendement n° 104 : suppression des alinéas énumérant les situations où une personne est considérée comme détenue ; adopté - *Après l'art. 434-24* : son amendement n° 105 : rétablissement de la définition de la personne détenue et de la situation de garde à vue ; adopté - Art. 434-26 (*évasion aggravée*) : ses amendements n° 106 : assimilation à l'usage de substances explosives, de l'usage de substances incendiaires ou toxiques ; n° 107, rédactionnel ; et n° 108 : répression de l'évasion avec violence dans le cadre d'une action concertée analogue à l'évasion avec violence à l'aide d'une arme ; adoptés - Art. 434-28 (*concours à l'évasion d'autrui*) (p. 854) : son amendement n° 109 : assimilation à la fourniture à un détenu de substances explosives de la fourniture de substances incendiaires ou toxiques ; adopté - Art. 434-29 (*concours aggravé à l'évasion d'autrui*) : son amendement de coordination n° 110 ; adopté - Art. 434-31 (*remise ou sortie irrégulière d'objets à un détenu ou en provenance de celui-ci*) (p. 855) : ses amendements n° 111, de précision ; adopté ; et n° 112 : aggravation du délit et renforcement des sanctions ; retiré - Art. 434-37 (*violation des autres peines complémentaires*) (p. 856) : son amendement rédactionnel n° 114 ; adopté - **Section 4 (Peines complémentaires et responsabilité des personnes morales)** - Art. 434-39 (*peines complémentaires*) : ses amendements de coordination n° 115 et n° 117 ; adoptés - *Après l'art. 434-39* : son amendement n° 118 : interdiction du territoire français ; adopté - Art. 434-40 (*coresponsabilité des personnes morales pour certaines atteintes à la justice*) (p. 857) : son amendement de coordination n° 119 ; adopté - **Titre IV (Des atteintes à la confiance publique)** - **Chapitre I^{er} (Des faux)** - Art. 441-1 (*faux et usage de faux*) : son amendement n° 120 : aggravation de la peine de prison et de l'amende ; adopté - Art. 441-2 (*faux et usage de faux dans un document administratif*) : son amendement n° 121 : aggravation de la peine ; retiré - Art. 441-4 (*faux et usage de faux en écriture publique ou authentique*) (p. 858) : ses amendements n° 122 et n° 123 : aggravation de la peine ; adoptés - Art. 441-5 (*fourniture frauduleuse d'un document administratif*) (p. 859) : son amendement n° 124 : aggravation de la peine ; retiré - Art. 441-6 (*obtention induite d'un document administratif*) : son amendement n° 125 : assimilation d'une déclaration mensongère à l'obtention induite d'un document administratif ; adopté - Art. 441-7 (*faux dans certains certificats ou attestations*) : ses amendements n° 126 et n° 127 : aggravation de la peine ; adoptés - Art. 441-8 (*corruption en vue de l'établissement de faux certificats ou attestations*) (p. 860) : son amendement de coordination n° 128 ; adopté - Art. 441-9 (*déclaration mensongère en vue de l'obtention d'un avantage indu*) : son amendement de suppression n° 129 ; adopté - Art. 441-10 (*tentative*) : son amendement de coordination n° 130 ; adopté - Art. 441-11 (*peines complémentaires*) (p. 861) : son amendement n° 131 : 1°) peine de confiscation ; adopté ; 2°) interdiction de séjour ; rejeté ; l'ensemble de l'amendement est adopté - *Après l'art. 441-11* (p. 862) : son amendement n° 132 : interdiction du territoire ; rejeté - **Chapitre II (De la fausse monnaie)** - Art. 442-4 (*mise en circulation de monnaies non autorisées*) : son amendement rédactionnel n° 133 ; adopté - Art. 442-11 (*peines complémentaires applicables aux personnes physiques*) (p. 863) : son amendement n° 134 : insertion de l'interdiction de séjour ; adopté - Art. 442-11-1 (*interdiction du territoire*) : son amendement n° 135 : caractère obligatoire de l'interdiction du territoire ; adopté - Art. 442-12 (*confiscation*) : son amendement rédactionnel n° 136 ; adopté - **Chapitre III (De la falsification des titres ou autres valeurs fiduciaires émises par l'autorité publique)** - *Après l'art. 443-6* (p. 864) : son amendement n° 139 : interdiction du territoire ; adopté - **Chapitre IV (De la falsification des marques de l'autorité)** - Art. 444-1 (*contrefaçon ou falsification du sceau de l'Etat ou des marques nationales de l'autorité et usage du sceau ou des marques contrefaits ou falsifiés*) (p. 865) : son amendement n° 140 : renforcement des peines ; adopté - *Après l'art. 444-7* : son amendement n° 141 : interdiction du territoire français ; adopté - *Après l'art. 444-8* (p. 866) : ses amendements n° 142 : insertion d'une division additionnelle : « Titre V - De la participation à une association de malfaiteurs » ; réservé

jusqu'après l'examen de ses amendements n° 143, n° 144 et n° 145, puis adopté ; n° 143 : participation à une association de malfaiteurs ; n° 144 : exemption de peine ; et n° 145 : peine complémentaire ; adoptés - **Sur l'ensemble** (p. 867) : concordance entre la position du ministre et celle de la majorité sénatoriale.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne » [n° 334 (91-92)] - Suite de la discussion** - (10 juin 1992) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1527) : sa motion n° 41 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée - **Décision du Conseil constitutionnel** - Référendum français - Référence à la date du traité de Maastricht - **Traité de Rome - Validité du traité de Maastricht** - (p. 1528) : plébiscite - **Violations de la Constitution** - Indique que le RPR votera cette motion pour laquelle il demande un scrutin public - **Après l'art. 1^{er} A** (p. 1546) : soutient l'amendement n° 25 de M. Charles Pasqua (saisine du Conseil constitutionnel par soixante députés ou soixante sénateurs afin de statuer sur la constitutionnalité d'un engagement international).

Suite de la discussion - (11 juin 1992) - **Art. 2 (insertion dans la Constitution d'un nouveau titre XIV : « des Communautés européennes et de l'Union européenne »)** - **Art. 88-1 A de la Constitution (exercice en commun, librement consenti par les Etats, de certaines de leurs compétences)** (p. 1561, 1562) : caducité du traité de Maastricht - Le groupe du RPR ne participera pas au vote de cet article qu'il estime inexistant.

Suite de la discussion - (16 juin 1992) - **Art. 2 (suite) - Art. 88-1 de la Constitution (transferts des compétences nécessaires à l'établissement de l'Union économique et monétaire et à la politique commune des visas)** (p. 1696) : intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (référence aux modalités du traité sur l'Union européenne signé le 7 février 1992) - **Révision de la Constitution et renégociation du Traité de Maastricht - Politique commune des visas et ordre public intérieur - Art. 88-2 de la Constitution (droit de vote et éligibilité aux élections municipales des ressortissants communautaires résidant en France)** (p. 1710) : soutient l'amendement n° 26 de M. Charles Pasqua (limitation du droit de vote des ressortissants de la Communauté aux seules élections européennes) - **Droit de vote des ressortissants de la Communauté aux élections municipales - Missions d'ordre public du Maire - Elections sénatoriales - Cour de justice des Communautés européennes** - (p. 1711) : petites communes françaises - **Etrangers francophones installés en France** - (p. 1712, 1713) : sur l'amendement n° 14 de la commission (possibilité d'accorder aux seuls citoyens de l'Union résidant en France le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales et détermination des conditions d'application du présent article par une loi organique votée dans les mêmes termes par les deux assemblées), soutient le sous-amendement n° 42 de M. Charles Pasqua.

- **Projet de loi sur la zone d'attente des ports et des aéroports et portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 386 (91-92)]** - (17 juin 1992) - **Rapporteur - Discussion générale** (p. 1761, 1762) : décision du Conseil constitutionnel déclarant non conforme à la Constitution l'article 8 de la loi du 26 février 1992 créant des zones de transit - **Compétence du juge judiciaire - Délai de présentation au juge - Durée du séjour en zone d'attente - Demandeurs d'asile** - Propose l'adoption de ce projet de loi - **Art. 1^{er} (zone d'attente)** (p. 1767) : accepte l'amendement n° 1 de M. Claude Estier (immédiate information de l'étranger de ses droits et de ses devoirs) - (p. 1768) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 6 (réduction du délai de maintien en zone d'attente) et n° 7 (décision de maintien ; accord nécessaire d'un membre de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, OFPRA) - S'oppose à l'amendement n° 2 de M. Claude Estier (réduction du délai d'intervention du juge judiciaire) - (p. 1769) : demande le retrait de l'amendement n° 8 de M. Charles Lederman (présence d'office d'un interprète) - Accepte l'amendement de conséquence n° 3 de M. Claude Estier - (p. 1770, 1771) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 9 (délai de huit jours non renouvelable), n° 10 (concours d'un interprète et communication du dossier à l'intéressé avant l'audience), n° 11 (délai de décision en appel), n° 12 (caractère suspensif de l'appel) et n° 13 (assistance d'un interprète et d'un

avocat en cas d'appel) - Accepte l'amendement n° 4 de M. Claude Estier (audience publique dans une salle aménagée sur l'emprise portuaire ou aéroportuaire : possibilité de prononcer le huis clos) - (p. 1772) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Claude Estier (possibilité pour les juges de vérifier sur place à tout moment les conditions du maintien en zone d'attente) - S'oppose à l'amendement n° 16 de M. Charles Lederman (présence des associations humanitaires).

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique - Deuxième lecture [n° 361 (91-92)]** - (24 juin 1992) - **Rapporteur - Discussion générale** (p. 1945) : critiques constructives - (p. 1946) : décisions de justice - **Coopération judiciaire européenne en matière pénale - Art. 1^{er} (réservé jusqu'après l'examen des articles du livre IV annexé) - Avant l'art. 410-1-1 du code pénal** (p. 1949) : son amendement n° 13 : rétablissement d'une division additionnelle : « chapitre 1^{er} A - Des entraves à l'exercice des libertés d'expression, du travail, d'association, de réunion ou de manifestation » ; adopté - **Art. 410-1-1** : son amendement n° 14 : rétablissement de l'article réprimant les entraves à certaines libertés publiques ; adopté - **Art. 413-10** (p. 1950) : son amendement n° 15 : sanction de la reproduction d'un document couvert par le secret de la défense nationale ; adopté - **Art. 414-6** : son amendement n° 16 : caractère obligatoire de l'interdiction du territoire ; rejeté - **Art. 414-8 (extension de dispositions relatives aux atteintes à la sûreté de l'Etat au bénéfice des puissances signataires du traité de l'Atlantique Nord)** (p. 1951) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 1 de M. Charles Lederman - **Art. 421-1** : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Charles Lederman (suppression du texte présenté pour la division « Titre II » et son intitulé) - **Art. 421-1 (actes de terrorisme)** (p. 1952) : son amendement n° 17 : reprise des dispositions adoptées en première lecture ; adopté - S'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 3 de suppression et n° 4 (définition des actes de terrorisme) - **Art. 422-1** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 5 de M. Charles Lederman - **Art. 422-3** (p. 1953) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 6 de M. Charles Lederman - **Art. 422-5** : son amendement n° 18 : caractère obligatoire de l'interdiction du territoire en matière de terrorisme ; adopté - **Art. 422-6** : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Charles Lederman (suppression de tout élément intentionnel à l'implication d'une personne morale dans un acte terroriste) - **Demande de priorité** : demande l'examen en priorité de l'article 432-12 - **Art. 432-12 (par priorité)** (p. 1954) : ses amendements n° 25 et n° 26 : reprise du texte adopté par le Sénat en première lecture ; Sur son amendement n° 25, accepte le sous-amendement n° 46 de M. Philippe de Bourgoing - **Art. 431-1** (p. 1955) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Charles Lederman (suppression de l'alinéa relatif à l'intervention des forces de l'ordre en vue de dissiper un attroupelement) - **Art. 431-12** (p. 1956) : son amendement n° 19 : caractère obligatoire de l'interdiction du territoire ; adopté - **Art. 431-15** : son amendement n° 20 : suppression de la division « Section IV » et de son intitulé ; adopté - **Art. 431-15, 431-16 et 431-17** : ses amendements de suppression n° 21, n° 22 et n° 23 ; adoptés - **Art. 432-1** (p. 1957) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 9 de M. Charles Lederman - **Art. 432-1-1** : son amendement n° 24 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 432-14** (p. 1958) : son amendement n° 27 : niveau des sanctions ; adopté - **Art. 433-3** : son amendement n° 28 : suppression de la référence aux violences ou autres actes d'intimidation ; retiré - **Art. 433-5** (p. 1959) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 10 de M. Charles Lederman - **Son amendement n° 29** : définition de la rébellion armée ; adopté - **Art. 433-6** : son amendement n° 30 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 433-7** (p. 1960) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 11 de M. Charles Lederman - **Art. 433-17** : son amendement n° 31 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 433-20 (responsabilité pénale des personnes morales)** (p. 1961) : son amendement rédactionnel n° 32 ; adopté - **Art. 434-22-1** : son amendement n° 33 : rétablissement du texte supprimé par l'Assemblée nationale ; adopté - **Art. 434-24-1** (p. 1964) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Charles Lederman (suppression de l'assimilation de la garde à vue à la détention) - **Art. 434-39-1** : son amendement n° 34 : rétablissement du texte

supprimé par l'Assemblée nationale ; adopté - *Art. 434-40* (p. 1965) : son amendement rédactionnel n° 35 ; adopté - *Art. 441-8* : ses amendements rédactionnels n° 36 et n° 37 ; adoptés - *Après l'art. 441-11* (p. 1966) : son amendement n° 38 : interdiction du territoire pour les étrangers ayant utilisé des faux ; adopté - *Art. 442-11-1* : son amendement n° 39 : caractère obligatoire de l'interdiction du territoire envers les étrangers émettant de la fausse monnaie ; adopté - *Art. 443-6-1* (p. 1967) : son amendement n° 40 : rétablissement du texte supprimé par l'Assemblée nationale ; adopté - *Art. 447-7-1* : son amendement n° 41 : rétablissement du texte supprimé par l'Assemblée nationale ; adopté - *Avant l'art. 451-1* : ses amendements n° 42 : rétablissement du titre V : « De la participation à une association de malfaiteurs » ; n° 43, n° 44 et n° 45 : rétablissement des articles 451-1 à 451-3 supprimés par l'Assemblée nationale ; adoptés.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 466 (91-92)] - (7 juillet 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2471, 2472) : accord de la commission mixte paritaire - Décision de justice - Avis favorable des deux assemblées - Incrimination de terrorisme - Actualisation du texte - **Art. 1^{er}** (p. 2476) : accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement (modalités de l'entrée en vigueur des dispositions du projet de loi) - *Avant l'art. 410-1-1 à 444-7-1* : accepte les amendements de coordination n° 2 à n° 20 du Gouvernement - **Art. 2** : accepte l'amendement de conséquence n° 21 du Gouvernement.

- **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission des lois sur les propositions de résolution (n° 20, 92-93) de M. Michel Poniatowski et plusieurs de ses collègues, (n° 36, 92-93) de M. Jacques Larché, (n° 47, 92-93) de Mme Hélène Luc et plusieurs de ses collègues, **tendant à modifier le règlement du Sénat pour l'application de l'article 88-4 de la Constitution [n° 109 (92-93)]** - (15 décembre 1992) - **Art. 1^{er}** (*dispositions nécessaires à la mise en oeuvre de l'article 88-4 de la Constitution*) (p. 4075) : soutient l'amendement n° 13 de M. Yves Guéna (possibilité pour la délégation pour les Communautés européennes de se saisir pour avis des propositions d'actes communautaires) - (p. 4077) : son amendement n° 10 : possibilité pour la délégation pour les Communautés européennes d'exprimer de façon autonome son avis en séance publique ; adopté.

- **Projet de loi relatif aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane [n° 118 (92-93)]** - (19 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4501) : conditions d'adoption de ce projet de loi - Consultation du Conseil d'Etat - Au nom du groupe du RPR, votera le projet de loi ainsi amendé.

MATHIEU (François), sénateur de la Loire (UC).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

MATHIEU (Serge), sénateur du Rhône (UREI) - Secrétaire du Sénat.

Elu questeur du Sénat (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires économiques,

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire de la Commission nationale d'urbanisme commercial jusqu'au 14 octobre 1992.

MAURICE-BOKANOWSKI (Michel), sénateur des Hauts-de-Seine (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 474 (*JO Débats* du 22 octobre 1992) (p. 2835) - Ministère : Intérieur - *Autorisations du port d'armes par les policiers municipaux* - Police municipale.

MAUROY (Pierre), sénateur du Nord (S).

Elu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1992 [n° 89 (92-93)]** - (18 décembre 1992) - **Après l'art. 30** (p. 4380) : son amendement n° 54, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : indemnité des délégués des communautés urbaines ; rejeté.

MELENCHON (Jean-Luc), sénateur de l'Essonne (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992).

- Membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur les conditions dans lesquelles il a été décidé d'admettre sur le territoire français M. Georges Habache, dirigeant du Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.) (*JO Lois et décrets* du 23 avril 1992) jusqu'au 18 juin 1992.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à créer un contrat de partenariat civil [n° 503 (91-92)] (17 juillet 1992 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992) - **Droit civil**.

INTERVENTIONS

- **Conférence des présidents** - (7 février 1992) (p. 504, 505) : s'élève contre le report du débat sur la déclaration de politique générale du Gouvernement.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne » [n° 334 (91-92)]** - **Suite de la discussion** - (9 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1493, 1494) : Danemark - **Vote des étrangers aux élections locales** - **Traité de Maastricht** : « compromis de gauche » - Nation européenne - Monnaie unique - Citoyenneté européenne.

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole au traité sur l'Antarctique, relatif à la protection de l'environnement**.

ronnement [n° 510 (91-92)] - (12 novembre 1992) - Discussion générale (p. 3134, 3135).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit** [n° 35 (92-93)] - (9 décembre 1992) - Discussion générale (p. 3839) : bruit urbain - Coût social du bruit - (p. 3840) : responsabilité des choix économiques antérieurs dans les nuisances sonores : exemple du transport routier - Droit pour les associations de se porter partie civile - Riverains des aéroports - Règlements d'urbanisme - Vote de ce projet de loi par le groupe socialiste.

MELLICK (Jacques), secrétaire d'Etat à la défense.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

Secrétaire d'Etat à la défense le 4 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégofoy (JO Lois et décrets du 5 avril 1992).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Georges Treille : **Défense nationale** (*Avenir des sous-officiers*) (JO Débats du 4 décembre 1992) (p. 3661).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 432 de M. Xavier de Villepin : **Défense nationale** (*Conséquences de la création d'un corps d'armée franco-allemand*) (JO Débats du 13 juin 1992) (p. 1651).

INTERVENTIONS

- **S'associe à l'hommage rendu par M. le Président du Sénat à la mémoire de M. Michel Darras**, sénateur du Pas-de-Calais (14 avril 1992) (p. 600).

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national relatives à la réserve du service militaire** [n° 115 (92-93)] - (21 décembre 1992) - Discussion générale (p. 4601) : plan « Réserves 2000 » - Utilisation des réservistes en cas de situation de crise - (p. 4602) : périodes d'instruction - Contrat de volontariat dans les réserves élargi aux femmes - Recours à des réservistes volontaires pour exercer certaines fonctions dans l'armée - Statut du réserviste - (p. 4605) : statut du réserviste - Budget consacré aux réserves - Conscription - (p. 4606) : définition du temps de crise - Doctrine d'emploi des réservistes - **Art. 3 bis** (*libération des obligations du service militaire des hommes réservistes pères d'au moins quatre enfants*) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (extension aux femmes) - **Art. 4** (*périodes d'exercice ; possibilité d'utilisation de réservistes volontaires pour occuper une fonction militaire dans les armées*) (p. 4607) : sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 2 (suppression du mot « militaire ») et demande le retrait du n° 3 (possibilité pour les disponibles et les réservistes volontaires de servir lors d'opérations en dehors des territoires des Etats membres de l'UEO) ; s'oppose au n° 5 de M. Jacques Habert (possibilité pour les réservistes et les appelés volontaires de servir sur un théâtre d'intervention extérieur) - **Après l'art. 5** (p. 4609) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 4 de la commission (assimilation des périodes effectuées au titre de la réserve à des stages de formation professionnelle).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 173 (92-93)] - (22 décembre 1992) - Discussion générale (p. 4694) : remerciements divers - Adaptation du système de gestion des réserves à la nouvelle organisation de la défense - Statut et insertion des réservistes dans le monde professionnel - Concertation.

MENOU (Jacques de), sénateur du Finistère (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées jusqu'au 14 mai 1992.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à faciliter le développement du tourisme rural [n° 317 (91-92)] (5 mai 1992) - **Tourisme.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur sa proposition de loi [n° 317 (91-92)] déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à faciliter le développement du tourisme rural [n° 381 (91-92)] (3 juin 1992) - **Tourisme.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux** [n° 183 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (21 janvier 1992) - **Art. 17** (*régime indemnitaire des élus municipaux*) (p. 323) : son amendement n° 106, soutenu par M. René-Georges Laurin : cas des communes de moins de 3 500 habitants ; devenu sans objet - **Art. 24** (*indemnités des conseillers généraux*) - **Art. 14 de la loi du 10 août 1871** (*régime indemnitaire des membres des conseils généraux*) (p. 339) : soutient l'amendement n° 1 de M. Yvon Bourges (présidents des commissions permanentes) - **Art. 15 de la loi précitée** (*conditions d'indemnisation des membres du conseil général autres que les parlementaires pour leurs frais de déplacement dans le département*) (p. 342) : soutient l'amendement n° 3 de M. Yvon Bourges (application aux élus départementaux des régimes indemnitaires de la fonction publique et charges de fonctionnement des groupes politiques au sein des assemblées départementales).

- **Projet de loi modifiant le chapitre III du titre II du livre V du code de la santé publique, relatif à la pharmacie vétérinaire** [n° 286 (91-92)] - (14 mai 1992) - **Art. 3** (*préparation et délivrance des médicaments extemporanés*) (p. 1166) : son amendement n° 4 : exclusion des dispositions de cet article des aliments médicamenteux fabriqués dans les usines visées à l'article L. 615 du code de la santé publique ; retiré - **Art. 4** (*durée maximale de prescription d'aliments médicamenteux*) : ses amendements relatifs au plan sanitaire d'élevage, n° 6 ; retiré ; et n° 7 ; devenu sans objet - **Après l'art. 4** (p. 1168) : son amendement n° 8 : conditions permettant l'achat de médicaments vétérinaires par certains groupements ; retiré au profit de l'amendement n° 22 de la commission sur le même objet - **Art. 5** (*établissements soumis à autorisation administrative*) (p. 1169) : son amendement n° 10 : définition de l'exploitant de médicaments vétérinaires ; retiré - **Art. 11** (*substances faisant l'objet d'obligations particulières*) (p. 1171) : son amendement n° 11 : amélioration de la distinction entre les médicaments vétérinaires et les substances susceptibles d'entrer dans leur fabrication ; adopté après modification par le sous-amendement n° 47 du Gouvernement.

- **Conclusions du rapport de M. Jacques de Menou**, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur sa proposition de loi (n° 317, 91-92), déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à faciliter le développement du tourisme rural [n° 381 (91-92)] - (17 juin 1992) - Rapporteur - Discussion générale (p. 1789, 1790) : aménagement rural - Réglementation en matière de non-cumul emploi-retraite ou préretraite - Propose une dérogation pour l'exercice d'activités d'hébergement en milieu rural - (p. 1792) : bâtiments ruraux - **Art. 1^{er}** (*dérogation à l'interdiction du cumul emploi-retraite des salariés*) (p. 1793) : accepte l'amendement n° 1 de M. Fernand Tardy (activité d'hébergement réalisé sur des biens patrimoniaux) - **Art. 2** (*dérogation à l'interdiction du cumul emploi-retraite des exploitants agricoles*) : accepte l'amendement n° 2 de M. Fernand Tardy (même objet que l'amendement n° 1) - **Art. 3** (*dérogation à l'interdiction du cumul emploi-préretraite agricole*) : accepte l'amendement n° 3 de M. Fernand Tardy (même objet que les amendements n° 1 et n° 2) - **Après l'art. 3** (p. 1794) : accepte l'amendement n° 4 de M. Fernand Tardy (exclusion des revenus provenant de la gestion de biens patrimoniaux touristiques de l'assiette des cotisa-

tions de protection sociale agricole) - **Intitulé** : « Proposition de loi tendant à limiter l'interdiction du cumul emploi-retraite et emploi-préretaire des agriculteurs exerçant une activité de tourisme rural » ; adopté - **Sur l'ensemble** : remerciements.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 485 (91-92)] - (2 juillet 1992) (p. 2386) : négociations du GATT - (p. 2387) : financement de la politique agricole commune, PAC - Immobilisme - Disparité avec les autres Etats membres - Quotas par exploitation - Délocalisation - Légumes - Préretaire - Marché de l'échalote - Agriculture familiale - (p. 2402) : production légumière.

- **Proposition de loi tendant à assujettir les carrières aux dispositions de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et à créer la commission départementale des carrières** [n° 480 (91-92)] - (5 novembre 1992) - **Art. 3** (généralisation du régime d'autorisation à toutes les exploitations de carrières ; commission départementale et schéma départemental des carrières) - **Art. 16-1 A de la loi du 19 juillet 1976 (régime d'autorisation d'exploitation de carrières)** (p. 3083) : sur l'amendement n° 6 de la commission (limitation de la durée maximale d'exploitation des carrières à quinze ans et procédure de renouvellement d'autorisation), son sous-amendement n° 49, soutenu par M. Emmanuel Hamel ; adopté.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur les négociations du GATT** [n° 69 (92-93)] - (26 novembre 1992) (p. 3503) : volonté des Etats-Unis de reconquérir une hégémonie agricole perdue - La Commission européenne est favorable à l'accord de Washington - La France : grand pays exportateur des produits agroalimentaires - Bretagne durement frappée - Conséquences très graves de la réduction des exportations et de l'augmentation des importations - Chute des cours amorcée - Découragement du monde rural - Economie des régions françaises déstabilisée par cet accord - Utilisation du droit de veto français - Constat d'impuissance du Gouvernement - « Munich agricole ».

MERCIER (Louis), sénateur de la Loire (UC).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire du Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales.

MERMAZ (Louis), ministre de l'agriculture et de la forêt.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

Ministre de l'agriculture et de la forêt le 2 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

Fin de ses fonctions ministérielles le 2 octobre 1992 (JO Lois et décrets du 3 octobre 1992).

Ministre des relations avec le Parlement, porte-parole du Gouvernement le 2 octobre 1992 (JO Lois et décrets du 3 octobre 1992).

En qualité de ministre de l'agriculture

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à la partie législative du livre premier (nouveau) du code rural [n° 263 (91-92)] (5 mars 1992 ; rattaché

pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992) - **Code rural**.

Projet de loi modifiant le chapitre III du titre II du livre V du code de la santé publique relatif à la pharmacie vétérinaire [n° 286 (91-92)] (9 avril 1992) - **Pharmacie (industrie)**.

Déclaration du Gouvernement sur la réforme de la politique agricole communale [n° 485 (91-92)] (2 juillet 1992) - **Gouvernement (déclarations)**.

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Pierre Lacour : **Chasse (Politique communautaire de la chasse)** (JO Débats du 15 mai 1992) (p. 1156).

de M. Jean-Paul Chambriard : **Politique agricole commune (PAC) (Réforme de la PAC et zones de montagne)** (JO Débats du 12 juin 1992) (p. 1565).

de M. Michel Moreigne : **Politique agricole commune (PAC) (Réforme de la politique agricole commune)** (JO Débats du 12 juin 1992) (p. 1567).

de M. Jacques Machet : **Industrie agro-alimentaire (Agro-industrie et avenir de l'agriculture)** (JO Débats du 12 juin 1992) (p. 1568).

de M. Charles Descours : **Exploitations agricoles (Problème de la jachère)** (JO Débats du 12 juin 1992) (p. 1569).

de M. Ivan Renar : **Politique agricole commune (PAC) (Renégociation de la PAC)** (JO Débats du 12 juin 1992) (p. 1570).

de M. Désiré Debavelaere : **Politique agricole commune (PAC) (Réforme de la PAC et GATT)** (JO Débats du 12 juin 1992) (p. 1570).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant le code forestier - Deuxième lecture** [n° 300 (91-92)] - (30 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 953) : prévention des incendies de forêts - Servitude de passage des voies de défense des forêts contre l'incendie - Périmètres de travaux de protection et de reconstitution forestières - Refus d'autorisation de défrichement - Débroussaillage - **Art. 1^{er}** (définition du débroussaillage) (p. 959) : s'oppose à l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 5 (extension des obligations de débroussaillage)** (p. 960) : son amendement n° 17 : limitation aux seules zones urbaines de la faculté d'imposer à leurs propriétaires le débroussaillage de terrains boisés ; adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 de la commission (suppression du certificat de débroussaillage) - **Art. 7 (accès aux propriétés privées)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 3 de la commission (délai d'affichage en mairie de deux mois) - **Après l'art. 11** (p. 963) : oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements n° 12 de M. Robert Vigouroux (institution d'un fonds national de restauration des espaces naturels détruits par les incendies d'ampleur exceptionnelle) et n° 13 de M. Louis Minetti (mise en place d'un plan de reboisement des espaces forestiers méditerranéens détruits par des incendies) - **Art. 13 (dispositions en matière de chasse)** (p. 965, 966) : sur les amendements de la commission, s'oppose aux n° 4 (paiement de la cotisation fédérale par les chasseurs), n° 15 (rapport du Gouvernement sur la réforme du système actuel d'indemnisation) et n° 16 (limitation dans le temps de l'application de l'article 13) ; s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 14 (indemnisation des dégâts causés par le gibier aux peuplements forestiers) et accepte le n° 5, rédactionnel - **Après l'art. 13** (p. 966) : s'oppose aux amendements de M. Pierre Lacour n° 9 (fixation des conditions de création et d'extension des ateliers de productions agricoles) et n° 10 (soumission à autorisation préalable de la création ou de l'extension de capacité des ateliers de productions agricoles) - **Intitulé du projet de loi** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 8 de la commission (ajout des mots « et portant diverses dispositions en matière de chasse »).

- **Projet de loi relatif à la distribution et à l'application par des prestataires de services, des produits antiparasitaires à**

usage agricole et des produits assimilés [n° 149 (91-92)] - (5 mai 1992) - Discussion générale (p. 976) : santé - Environnement - Distribution et application des produits phytosanitaires - Directive européenne - (p. 977) : agriculteurs - Agrément des entreprises distribuant ou appliquant des produits phytosanitaires - Taxe - Art. 1^{er} (agrément du distributeur) (p. 979) : se déclare favorable aux amendements de la commission, n° 1 (harmonisation avec la rédaction de l'article 1^{er} de la loi de 1943), n° 2 (suppression de la mention de l'article 2 de la loi de 1943) et n° 3, rédactionnel - Art. 2 (agrément du prestataire de services) : accepte l'amendement n° 4 de la commission (définition de l'ensemble des produits antiparasitaires et assimilés visés) - Art. 3 (conditions d'octroi de l'agrément) (p. 980) : accepte l'amendement n° 5 de la commission (nouvelle rédaction) - Art. 4 (certificat attestant la qualification) : accepte l'amendement de coordination n° 6 de la commission - Art. 5 (droit d'agrément) (p. 981) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 7 de la commission - Son amendement n° 13 : barème applicable ; devenu sans objet - Art. 6 (suspension ou retrait de l'agrément ou du certificat) : accepte l'amendement rédactionnel n° 8 de la commission - Art. 7 (recherche et constatation des infractions) (p. 982) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 9 de la commission (nouvelle rédaction) - Art. 8 (sanctions en cas d'absence d'agrément ou de non-respect des conditions permettant l'octroi de l'agrément) : accepte l'amendement de coordination n° 10 de la commission - Art. 10 (décret en Conseil d'Etat) : accepte les amendements de la commission, n° 11 (suppression de la fixation par décret de la date à laquelle les organismes et entreprises devront satisfaire aux exigences de la loi) et n° 12 (date d'entrée en vigueur de la présente loi) - Sur l'ensemble (p. 983) : groupements de défense des cultures.

- **Projet de loi modifiant le chapitre III du titre II du livre V du code de la santé publique, relatif à la pharmacie vétérinaire** [n° 286 (91-92)] - (14 mai 1992) - Discussion générale (p. 1161, 1162) : directives communautaires relatives aux médicaments vétérinaires - Lois de 1975 et 1982 - Demande l'adoption de ce projet de loi - (p. 1163) : contrôle sanitaire des animaux et des viandes importés en provenance de pays à l'extérieur de la CEE - (p. 1164) : fièvre aphteuse - Situation sanitaire des élevages des pays d'Europe de l'Est - Mise en place de postes frontalières de contrôle sanitaire - Art. 1^{er} (définition du médicament vétérinaire immunologique et de l'auto-vaccin) (p. 1165) : accepte l'amendement n° 38 de M. Fernand Tardy (nouvelle rédaction), sous réserve de l'adoption de ses sous-amendements n° 45 et n° 46 ; adoptés - Art. 2 (définition des réactifs biologiques) (p. 1165) : accepte l'amendement rédactionnel n° 18 de la commission - Art. 3 (préparation et délivrance des médicaments extemporanés) : accepte les amendements de la commission, n° 19 (notion de lot d'animaux) et rédactionnel n° 20 - S'oppose à l'amendement n° 4 de M. Jacques de Menou (exclusion des dispositions de cet article des aliments médicamenteux fabriqués dans les usines visées à l'article L. 615 du code de la santé publique) - Art. 4 (durée maximale de prescription d'aliments médicamenteux) (p. 1167) : accepte l'amendement n° 21 de la commission (nouvelle rédaction) et s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Jacques de Menou (référence au plan sanitaire d'élevage) - Après l'art. 4 (p. 1168) : accepte l'amendement n° 22 de la commission (agrément des groupements ; programme sanitaire d'élevage) ; sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 40 ; rejeté - Art. 5 (établissements soumis à autorisation administrative) (p. 1169) : accepte les amendements de la commission, n° 23 rédactionnel et n° 24 de coordination - Demande le retrait de l'amendement n° 10 de M. Jacques de Menou (définition de l'exploitant de médicaments vétérinaires) - Art. 7 (conformité aux bonnes pratiques) (p. 1170) : accepte l'amendement de coordination n° 25 de la commission - Art. 8 (dérogation à l'autorisation préalable de mise sur le marché) : s'oppose à l'amendement n° 43 de la commission (création de l'agence nationale du médicament vétérinaire) - Art. 9 (définition du temps d'attente) (p. 1171) : accepte l'amendement de forme n° 26 de la commission - Art. 10 (limitation de la durée de l'autorisation de mise sur le marché) (p. 1171) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 44 de la commission - Art. 11 (substances faisant l'objet d'obligations particulières) (p. 1172) : accepte l'amendement n° 11 de M. Jacques de Menou (amélioration de la distinction entre les médicaments vétérinaires et les substances susceptibles

d'entrer dans leur fabrication), après modification par son sous-amendement n° 47 ; adopté - Accepte les amendements rédactionnels n° 27 et n° 28 de la commission - Art. 13 (abrogation des dispositions caduques) : son amendement n° 41 : maintien des dispositions transitoires ; adopté - Art. 14 (décrets en Conseil d'Etat) (p. 1173) : son amendement n° 42 : nouvelle rédaction ; adopté.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat** [n° 485 (91-92)] - (2 juillet 1992) (p. 2349) : accord du 20 mai 1992 - Agriculture française - Crise - Secteur céréalière - Négociations du GATT - (p. 2350) : production communautaire - Prix céréaliers - Echecs marquants de la politique agricole commune, PAC - Négociations du GATT - Champ d'application de la réforme - (p. 2351) : prix agricoles communautaires - Revenus des agriculteurs - Augmentation de la production de céréales - Prix des céréales communautaires - (p. 2352) : indemnisation de la jachère - Ethanol et diester - Régime des quotas laitiers - Achats publics de viande bovine - Prime à la vache allaitante - Prime au bovin mâle - Eleveurs ovins - Aides publiques aux agriculteurs - (p. 2353) : éleveurs de troupeaux mixtes - Rendement national et petites régions agricoles - Régionalisation des aides oléagineuses - Programme « agri-environnemental » - (p. 2354) : poids des charges fiscales - Taxe sur le foncier non bâti - Cotisations sociales - Endettement des agriculteurs - Installation des jeunes agriculteurs - Préretraite - (p. 2355) : zones rurales - Appellations d'origine - Montagne - Jeunes agriculteurs - « Désresponsabilisation » des agriculteurs - (p. 2356) : négociations du GATT - « Papier Dunkel » - (p. 2377) : négociations du GATT - Etats-Unis - Produits de substitution - Charges des exploitants - (p. 2378) : jachères - Aide alimentaire - Financement de la PAC - Négociations du GATT - Mesures d'accompagnement - Production de jeunes bovins - Secteur porcin - (p. 2379) : établissement des droits à prime - Emploi - Troupeaux mixtes - Zones herbagères - Revalorisation de la prime à la vache allaitante - Mesures « agri-environnementales » - Marché ovin - Aménagement du territoire - Biocarburants - (p. 2380) : jachères industrielles - Pétroliers - Dossier de la qualité - Condamnation des pratiques frauduleuses - Département du Tarn - Allemagne - Taxe sur le foncier non bâti - Quotas laitiers - Italie - Espagne - (p. 2398) : mesures d'accompagnement de la PAC - Mesures fiscales - Taxe sur le foncier non bâti - Droits de mutation à titre gratuit - (p. 2399) : réforme des cotisations sociales agricoles - Réforme du fonds des calamités agricoles - Extensification des élevages - Agrandissement des exploitations - Zones herbagères - Activité agro-touristique - Qualité des produits - Labels - (p. 2400) : élevage - Prime à la vache allaitante - Elevages mixtes - Biocarburants - Région Champagne-Ardenne - Environnement - Boisements - Aide au blé dur - Céréales - (p. 2401) : Bretagne - Situation légumière - PAC - Jachères - Aides compensatoires - groupements agricoles d'exploitations en commun, GAEC - (p. 2402) : jeunes agriculteurs - Propriétaires terriens - Taxe sur le foncier non bâti.

- **Rappel au règlement de M. Geoffroy de Montalembert** - (2 juillet 1992) (p. 2381) : explique pour quelles raisons il a souhaité répondre à une partie des orateurs avant la fin des débats sur la politique agricole commune.

METZINGER (Charles), sénateur de la Moselle (S).

Elu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique du sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine et modifiant le code de la santé publique (16 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (18 décembre 1992).

DÉPÔTS

Proposition de résolution, déposée avec M. Jean-Pierre Masseret, tendant à créer une commission d'enquête sur l'avenir du bassin houiller [n° 110 (92-93)] (10 décembre 1992) - Commissions d'enquête parlementaires.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1993** [n° 55 (92-93)].

Discussion générale :

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3458, 3459) : opposition à la question préalable - Budget de l'industrie - Défense des houillères - Politique du charbon - Difficultés économiques de la Lorraine.

MEXANDEAU (Louis), secrétaire d'Etat aux anciens combattants.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

Secrétaire d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre le 4 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (JO Lois et décrets du 5 avril 1992).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi modifiant les articles L. 393, L. 394, L. 395, L. 402, L. 404 et L. 405 et abrogeant l'article L. 401 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre [n° 240 (91-92)] (16 janvier 1992) - Anciens combattants et victimes de guerre.

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 423 de M. Edouard Le Jeune : **Anciens combattants et victimes de guerre** (*Information des jeunes sur la période de l'Occupation*) (JO Débats du 13 juin 1992) (p. 1656).

n° 424 de M. Edouard Le Jeune : **Anciens combattants et victimes de guerre** (*Retraite mutualiste des anciens combattants*) (JO Débats du 13 juin 1992) (p. 1657).

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement**, de M. Jacques Golliet - (15 avril 1992) (p. 637) : partage l'indignation suscitée parmi les survivants et les élus par le non-lieu prononcé dans l'affaire Touvier.

- **Projet de loi modifiant les articles L. 393, L. 394, L. 395, L. 402, L. 404 et L. 405 et abrogeant l'article L. 401 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre** [n° 240 (91-92)] - (15 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 637) : accès permanent des invalides de guerre aux emplois réservés - Actualisation des textes - Orphelins de guerre - (p. 638) : liste des organismes assujettis - Statistiques - Procédure d'attribution - Conditions d'aptitude - (p. 642) : délais d'attribution - Application des textes - (p. 643) : plan de modernisation - Droits à pensions - Carte de combattant - Retraite anticipée des anciens combattants d'Afrique du Nord chômeurs en fin de droit - Harkis - Evadés des trains de la déportation - Patriotes résistants à l'occupation, PRO - Retraite mutualiste - Rapport constant - Nécropole de Fréjus - Vercors - (p. 644) : délocalisation des services du secrétariat d'Etat aux anciens combattants - **Art. 1^{er}** (*pérennisation et mise à jour de la législation sur les emplois réservés*) - **Art. L. 393 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre (invalides de guerre)** : accepte l'amendement n° 1 de la commission (accession des invalides de guerre aux emplois publics de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon ainsi qu'à ceux des groupements des collectivités territo-

riales) - **Art. L. 394 (veuves de guerre)** : accepte l'amendement de coordination n° 2 de la commission - **Art. L. 395 (orphelins de guerre)** (p. 645) : son amendement n° 8 : extension du bénéfice des emplois réservés aux orphelins de guerre, aux enfants des militaires, policiers, douaniers, et plus généralement des agents appelés à participer à des missions d'assistance à personnes en danger, décédés en service ; adopté - **Art. L. 402 (nomenclature des emplois réservés)** : accepte l'amendement de coordination n° 4 de la commission - **Art. L. 405 (obligation d'emploi s'appliquant aux entreprises industrielles ou commerciales)** : accepte l'amendement n° 5 de la commission (harmonisation avec les dispositions du code du travail applicables aux travailleurs handicapés) - **Art. L. 406 (obligation d'emploi s'appliquant aux entreprises nationalisées)** (p. 646) : accepte l'amendement n° 6 de la commission (harmonisation avec les dispositions du code du travail) - **Intitulé** : accepte l'amendement n° 7 de la commission (référence à l'article L. 406 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre).

- **Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement** [n° 12 (92-93)] - (10 décembre 1992) - **Discussion générale** (commune avec la proposition de loi n° 13) (p. 3903, 3904) : modification des régimes de déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des parlementaires et d'un certain nombre d'élus - Transparence financière de la vie politique - Mise en cohérence des régimes de dépôt et d'instruction des déclarations - Renforcement du rôle de la commission pour la transparence financière - Extension du champ d'application du régime de déclarations de patrimoines à d'autres élus - Défavorable à l'extension au conjoint des élus de l'obligation de déclaration de patrimoine - **Art. 1^{er}** (*article L.O. 135-1 du code électoral*) (p. 3908) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 4 du Gouvernement (délai de déclaration de patrimoine d'un membre du Parlement) et n° 1 de M. Robert Pagès (prise en compte de la situation patrimoniale des enfants mineurs du déclarant) - Accepte l'amendement n° 5 de la commission (conditions de fixation du modèle du formulaire sur lequel doit être effectuée la déclaration du patrimoine) - (p. 3909) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 de M. Robert Pagès (publication au Journal officiel de l'état récapitulatif des biens et dettes du déclarant ainsi qu'éventuellement de ceux de son conjoint et de ses enfants mineurs dans les deux mois qui suivent l'entrée en fonction du déclarant) - Sur les amendements de la commission, accepte le n° 6, de conséquence et s'oppose au n° 7 (suppression de l'obligation d'adresser chaque année à la commission pour la transparence financière de la vie politique copie de la déclaration d'impôt) - **Après l'art. 1^{er}** : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Robert Pagès (abaissement du plafond des dépenses électorales pour les candidats à l'élection présidentielle) - **Art. 2 (modalités du transfert à la Commission pour la transparence financière de la vie politique et compétence jusqu'à présent exercée par les Bureaux des deux assemblées du Parlement)** (p. 3910) : accepte l'amendement n° 8 de la commission (application des dispositions de la présente loi organique pour les sénateurs au fur et à mesure du renouvellement des séries à compter du prochain renouvellement triennal du Sénat) - **Art. 3 (article L.O. 136-1 du code électoral)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 9 de la commission.

- **Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certains mandats électoraux ou fonctions électives** [n° 13 (92-93)] - (10 décembre 1992) - **Discussion générale** (commune avec la proposition de loi n° 12) : voir intervention sous le projet n° 12 (p. 3903, 3904) - **Art. 1^{er}** (*article premier de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique*) (p. 3911) : sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 7 (délai de déclaration du patrimoine d'un membre du Gouvernement) et s'oppose au n° 8 (suppression pour tout membre du Gouvernement de l'obligation d'adresser au plus tard le 2 avril de chaque année copie de la déclaration d'impôt au président de la Commission pour la transparence financière de la vie politique) - **Art. 2 (extension de l'obligation de déclaration de patrimoine aux parlementaires européens et à de nouvelles catégories d'élus locaux)** : accepte l'amendement n° 9 de la commission (suppression des conseillers généraux et régionaux de la liste des élus titulaires de fonctions électives soumis à l'obligation de déclaration de patrimoine) - (p. 3912) :

s'oppose à l'amendement n° 10 de la commission (suppression de l'obligation pour les membres du Parlement européen et les élus locaux d'adresser une copie de la déclaration annuelle de revenus au président de la Commission pour la transparence financière de la vie politique) - **Art. 3 (extension des pouvoirs d'investigation de la Commission pour la transparence financière de la vie politique)** : s'oppose à l'amendement n° 11 de la commission (suppression de la possibilité pour la Commission pour la transparence financière de la vie politique de demander toutes informations aux services de l'Etat chargés par la loi de procéder au contrôle du patrimoine ou des revenus des personnes) - (p. 3913) : s'oppose à l'amendement n° 12 de la commission (suppression du rapport de la Commission pour la transparence financière de la vie politique établi sur les conditions dans lesquelles chaque déclarant nommément désigné s'est acquitté de ses obligations) - **Art. 4 (article 4 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988)** : sur les amendements de coordination de la commission, s'oppose au n° 13 et accepte le n° 14 - **Art. 5 (article L. 195 du code électoral)** (p. 3914) : accepte l'amendement de coordination n° 15 de la commission - S'oppose à l'amendement n° 3 de M. Alain Vasselle (inéligibilité des membres du Gouvernement qui n'ont pas déposé la déclaration relative à la transparence financière de la vie politique) - **Après l'art. 5** (p. 3915) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 16 de la commission.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'attribution de la carte de combattant [n° 106 (92-93)]** - (21 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4575) : adaptation des conditions d'attribution du titre de combattant aux situations nouvelles d'intervention de la France - Nouveaux engagements dans le cadre de l'Organisation des Nations unies - Respect du droit international - (p. 4576) : reconnaissance des droits des résistants - Prise en compte des opérations de maintien de l'ordre décidées par l'Organisation des Nations unies ou par le Conseil de sécurité - Armée des Alpes - Ligne Maginot - Maquis des Glières ou du Vercors - Attribution du titre de reconnaissance de la nation à ceux qui ne remplissent pas les conditions exigées - Principe d'égalité entre les différentes générations du feu - Uniformisation des critères d'attribution de la carte du combattant - Inadaptation de la règle des quatre-vingt-dix jours - Participation personnelle à cinq actions de feu ou de combat - (p. 4577) : présence dans une unité combattante ayant connu neuf actions de feu ou de combat - Dépôt d'un amendement tendant à accorder une bonification de dix jours aux combattants volontaires de la Résistance - Respect de la rigueur nécessaire dans l'attribution de la carte du combattant - Droits du combattant assortis d'un certain nombre d'avantages sociaux - Constitution d'une rente mutualiste - (p. 4578) : fixation d'une date de forclusion pour l'ouverture des droits à la retraite mutualiste - Adaptation des conditions d'attribution de la carte du combattant aux situations nouvelles - (p. 4581) : attribution de la carte du combattant à l'armée des Alpes - Reconnaissance des combattants du secteur d'opérations « Flandres-Dunkerque » - Rôle des combattants polonais - Retraite anticipée à cinquante ans pour les chômeurs en fin de droits - Création d'un fonds de solidarité - (p. 4582) : prise en compte de la durée des services rendus en Algérie pour l'avancement de l'âge de la retraite - Maintien de la valeur de la carte du combattant - Attribution du titre de reconnaissance de la nation - Retraite mutualiste avec taux majoré par l'Etat - Egalité de droit entre les différentes générations du feu - Attribution de la Légion d'Honneur à titre exceptionnel à tous les survivants de la Grande Guerre - Elévation du plafond de la retraite mutualiste - Délai de forclusion pour l'ouverture des droits à la rente mutualiste - Possibilité d'allonger le délai jusqu'à dix ans, à partir de la date de constitution du dossier - (p. 4583) : fin des injustices et des inégalités dans l'attribution de la carte d'ancien combattant - **Art. 1^{er} (procédure et critères d'attribution de la carte du combattant)** (p. 4584) : intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (possibilité pour les anciens appelés d'Afrique du Nord de se voir reconnaître la qualité de combattant sous certaines conditions) et oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 5 de M. Robert Pagès (attribution de la qualité de combattant pour les anciens d'Afrique du Nord dont l'unité était stationnée dans le ressort territorial d'une compagnie ou brigade de gendarmerie reconnue combattante) - (p. 4585) : intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (attribution de la carte du combat-

tant pour les militaires qui ont appartenu durant la seconde guerre mondiale à une unité reconnue combattante au moment soit de la cessation des hostilités le 25 juin 1940, soit de l'armistice du 8 mai 1945 quelle que soit la durée de cette reconnaissance) - **Art. 2 (transfert de certaines attributions concernant la carte du combattant de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre, ONAC, au secrétariat d'Etat)** : maintien du rôle social de l'ONAC - **Art. 3 (conséquences des nouvelles dispositions en ce qui concerne la retraite mutualiste)** (p. 4586) : intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (pérennisation du délai de dix ans dans lequel peut être constituée la retraite mutualiste majorée par l'Etat à compter de la date d'obtention de la carte du combattant et indexation du plafond de la rente mutualiste sur le coût de la vie) - (p. 4587) : sort des combattants de Diégo-Suarez - **Après l'art. 3** : demande le retrait de l'amendement n° 4 de M. Edouard Le Jeune (présentation par la commission instituée par l'article A. 134-1 du code des pensions militaires d'invalidité, au secrétaire d'Etat aux anciens combattants, d'un rapport annuel sur les combats et opérations de la Résistance).

MILLAUD (Daniel), sénateur de la Polynésie française (UC).

Elu secrétaire du Sénat (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Juge suppléant de la Haute Cour de justice ; de nouveau juge suppléant (*JO* Lois et décrets du 28 octobre 1992).

Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes ; de nouveau membre de cette délégation (*JO* Lois et décrets du 16 octobre 1992).

Membre titulaire du conseil d'administration de la Société de radiodiffusion et de télévision France Outre-mer (RFO) ; de nouveau membre titulaire de cette société (*JO* Lois et décrets du 10 décembre 1992).

Membre titulaire du comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDESTOM).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon (16 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales (22 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur (21 octobre 1992).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information fait au nom de la délégation du Sénat pour les communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée sur le traité de l'Union européenne [n° 307 (91-92)] (23 avril 1992) - **Communautés européennes.**

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 5 (*JO* Débats du 15 octobre 1991) (p. 2297) - Ministère : Affaires européennes - *Association du territoire de la Polyné-*

sie française à la Communauté économique européenne - Départements et territoires d'outre-mer.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises [n° 174 (91-92)]** - (9 avril 1992) - **Discussion générale** : présente l'intervention de M. Louis de Catuelan - (p. 555) : crédits interentreprises - (p. 556) : défaillance des entreprises - Ordonnance du 1^{er} décembre 1986 relative à la liberté des prix et de la concurrence - Liberté contractuelle - Financement des entreprises - Réduction des délais de paiement - Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au dépôt légal [n° 247 (91-92)]** - (14 avril 1992) - **Art. 11 (applicabilité de la législation relative au dépôt légal dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte)** (p. 624, 625) ; son amendement n° 17 : inapplicabilité à la Polynésie française ; adopté - Procédure de consultation des territoires d'outre-mer.

- **Projet de loi relatif aux sociétés civiles de placement immobilier, aux sociétés de crédit foncier et aux fonds communs de créances [n° 271 (91-92)]** - (19 juin 1992) - **Art. 1^{er} (définition de l'objet social)** (p. 1878) : soutient l'amendement n° 1 de M. Xavier de Villepin (possibilité pour les sociétés civiles de placement immobilier de détenir à titre exceptionnel des parts de société civile immobilière domiciliée à l'étranger et ayant un objet social identique) - **Art. 6 (garanties offertes par les sociétés de gestion)** (p. 1882) : soutient l'amendement n° 2 de M. Xavier de Villepin (possibilité pour les sociétés de gestion des sociétés civiles de placement immobilier qui ont obtenu l'agrément de la commission des opérations de bourse d'effectuer des opérations de démarchage auprès du public) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1894) : au nom du groupe de l'Union centriste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet - Absence d'application des dispositions de ce projet aux territoires d'outre-mer.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail [n° 428 (91-92)]** - (3 juillet 1992) - **Art. 8 (financement de la formation des maîtres d'apprentissage)** (p. 2440) : soutient l'amendement n° 28 de M. Edouard Le Jeune (dispositions fiscales relatives aux entreprises artisanales) - **Après l'art. 10 bis** (p. 2445) : soutient l'amendement n° 37 de M. Jacques Machet (nouvelle rédaction de l'article L. 211-5 du code du travail et de l'article L. 58 du code des débits de boissons afin de permettre aux jeunes filles mineures l'emploi dans les débits de boissons, et l'accès aux formations préparant au CAP café-brasserie) .

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 477 (91-92)]** - (7 juillet 1992) - **Art. unique - Art. 223-11-1 B du code pénal** (p. 2498) : avortement - Contraception.

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale [n° 3 (92-93)] - Suite de la discussion** - (20 novembre 1992) - **Art. 94 (exécution d'une ordonnance pénale)** (p. 3337) : sur l'amendement n° 148 de la commission (décompte du délai d'opposition), soutient le sous-amendement n° 359 de M. Pierre Schiélé - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3350) : travaux du Parlement - Ordonnance de notification de charges - Bicamérisme - Avis favorable du groupe de l'Union centriste sur ce texte ainsi amendé.

- **Projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)].**

Discussion générale :

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3451) : Polynésie française - Arrêt des expérimentations nucléaires - Fonction publique - (p. 3452) : fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer, FIDES - Nécessité d'un pacte de progrès - Favorable à la question préalable.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit [n° 35 (92-93)]** - (9 décembre 1992) - **Art. 15 (modalités de recouvrement de la taxe)** (p. 3865) : son amendement n° 78, soutenu par

M. Paul Caron : responsabilité de l'exploitant d'aéronefs, pour les dommages résultant du bruit causé par les atterrissages et les décollages, limitée à la responsabilité pour faute ; adopté.

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale - Deuxième lecture [n° 70 (92-93)]** - (11 décembre 1992) - **Art. 167 (entrée en vigueur - Application outre-mer)** (p. 4004) : sur l'amendement n° 97 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), intervient à propos du sous-amendement n° 1 de M. Lucien Lanier.

- **Projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 92-11 du 4 janvier 1992 d'habilitation relative à l'adaptation de la législation applicable dans les départements d'outre-mer [n° 103 (92-93)]** - (16 décembre 1992) - **Art. unique (ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 92-11 du 4 janvier 1992 d'habilitation relative à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer)** (p. 4158) : vote de ce projet de loi par le groupe de l'Union centriste.

- **Projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 91-1380 du 28 décembre 1991 d'habilitation relative à l'adaptation de la législation applicable à la collectivité territoriale de Mayotte [n° 104 (92-93)]** - (16 décembre 1992) - **Art. unique (ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 91-1380 du 28 décembre 1991 d'habilitation relative à l'adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte)** (p. 4160) : vote de ce projet de loi par le groupe de l'Union centriste.

- **Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon [n° 105 (92-93)]** - (16 décembre 1992) - **Art. 24 bis (dispositions modifiant la législation électorale)** (p. 4169) : intervient sur l'amendement n° 8 du Gouvernement (modification de la date limite de déclaration des candidatures entre les deux tours de scrutin en Polynésie française) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4187) : vote de ce texte par le groupe de l'Union centriste - Assemblée territoriale de Polynésie.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° 87 (92-93)] - Suite de la discussion** - (18 décembre 1992) - **Art. 15 bis (par priorité) (dépenalisation de l'auto-avortement)** (p. 4271) : intervient à titre personnel sur les amendements identiques de suppression n° 24 de la commission et n° 58 de la commission saisie pour avis - Sanction du partenaire de la femme enceinte.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'attribution de la carte de combattant [n° 106 (92-93)]** - (21 décembre 1992) - **Art. 3 (conséquences des nouvelles dispositions en ce qui concerne la retraite mutualiste)** (p. 4586) : impôt du sang - Absence de réduction fiscale pour les retraites mutualistes des polynésiens qui résident fiscalement outre-mer.

MINETTI (Louis), sénateur des Bouches-du-Rhône (C).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992) ; puis secrétaire (*JO Lois et décrets* du 9 octobre 1992).

• Secrétaire de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification ; de nouveau membre de cette délégation (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992), puis secrétaire (*JO Lois et décrets* du 28 octobre 1992).

Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes jusqu'au 1^{er} octobre 1992.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code forestier (9 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi relatif à la lutte contre le bruit (15 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques (15 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises (2 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement (26 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux relations entre transporteurs routiers de marchandises donneurs d'ordres et sous-traitants (10 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du régime pétrolier (16 décembre 1992).

DÉPÔTS

Proposition de résolution, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête sur le marché des fruits et légumes de la production à la consommation [n° 515 (91-92)] (17 septembre 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992) - **Commissions d'enquête parlementaires.**

Proposition de loi, déposée avec les membres du groupe communiste, relative à la contribution de la France à la lutte contre la faim et pour le développement des régions très défavorisées [n° 37 (92-93)] (5 novembre 1992) - **Coopération.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Consommation et concurrence** - [n° 58 (92-93)] tome 8 (24 novembre 1992).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 18 (JO Débats du 12 juin 1992) (p. 1617) - Ministère : Agriculture - **Réforme de la politique agricole commune - Politique agricole commune (PAC).**

Questions orales sans débat :

n° 401 (JO Débats du 8 avril 1992) (p. 536) - Ministère : Agriculture - **Lutte contre les incendies de forêts : absence de publication du décret d'application de l'article 21 de la loi du 3 janvier 1991** - (Réponse : JO Débats du 11 avril 1992) (p. 592) - **Incendies.**

n° 415 (JO Débats du 29 avril 1992) (p. 923) - Ministère : Intérieur - **Sécurité et protection civile des régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon** - (Réponse : JO Débats du 16 mai 1992) (p. 1189) - **Sécurité publique.**

n° 425 (JO Débats du 6 mai 1992) (p. 998) - Ministère : Budget - **Financement de la préservation, de la restauration et du reboisement des espaces forestiers et ruraux méditerranéens** - (Réponse : JO Débats du 16 mai 1992) (p. 1191) - **Bois et forêts.**

n° 460 (JO Débats du 3 octobre 1992) (p. 2583) - Ministère : Premier ministre - **Effondrement des cours des fruits et légumes** - (Réponse : JO Débats du 7 novembre 1992) (p. 3103) - **Exploitants agricoles.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République - Deuxième lecture** [n° 117 (91-92)] - (9 janvier 1992) - **Art. 53 (par priorité) (communautés de communes)** (p. 41) : soutient l'amendement de suppression n° 222 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 4 (rôle des préfets de région et rattachement au Premier ministre)** (p. 53) : soutient l'amendement de suppression n° 205 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 7 (droit des habitants à être informés et consultés sur les affaires communales)** (p. 55) : vote du groupe communiste contre cet article - Vote par le groupe communiste de l'amendement de suppression n° 12 de la commission.

- **S'associe à l'hommage rendu par le Sénat aux victimes de la catastrophe aérienne en Alsace** (21 janvier 1992) (p. 308).

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux** [n° 183 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (21 janvier 1992) - **Après l'art. 9** (p. 310) : soutient l'amendement de l'amendement n° 173 de M. Paul Souffrin (financement du Titre 1^{er} de la présente loi) - **Art. 9 bis (stage de remise à niveau professionnel de l' élu à la fin de son mandat)** (p. 311) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 51 de la commission - **Art. 13 (droit des élus départementaux à la formation)** - **Art. 10 de la loi du 10 août 1871 (objet de la formation)** (p. 317) : soutient l'amendement n° 178 de M. Paul Souffrin (association d'élus et organismes de formation) - **Art. 12 de la loi précitée (fonction publique)** (p. 318) : soutient l'amendement de coordination n° 180 de M. Paul Souffrin.

- **Projet de loi modifiant le code forestier - Deuxième lecture** [n° 300 (91-92)] - (30 avril 1992) - **Après l'art. 11** (p. 961) : son amendement n° 13 : mise en place d'un plan de reboisement des espaces forestiers méditerranéens détruits par des incendies ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 13 (dispositions en matière de chasse)** (p. 965) : au nom du groupe communiste, se déclare favorable aux amendements de la commission n° 4 (paiement de la cotisation fédérale par les chasseurs), n° 5, rédactionnel, n° 14 (indemnisation des dégâts causés par le gibier aux peuplements forestiers), n° 15 (rapport du Gouvernement sur la réforme du système actuel d'indemnisation) et n° 16 (limitation dans le temps de l'application de l'article 13) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 967) : le groupe communiste votera ce texte - Ateliers de productions agricoles hors sol - Financement du reboisement des forêts méditerranéennes.

- **Projet de loi fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours** [n° 312 (91-92)] - (13 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1096) : industrie française du tourisme - Patrimoine historique - Tourisme social - Droits et garanties des consommateurs - (p. 1097) : profession de guide-interprète et d'accompagnateur de visites guidées - Concurrence européenne - Le groupe communiste et apparenté s'abstiendra sur ce texte à défaut d'approbation de ses amendements - **Art. 1^{er} (champ d'application de la loi)** (p. 1101) : son amendement n° 38, soutenu par M. Jean Garcia : activité des guides-interprètes ou des accompagnateurs ; rejeté - **Art. 4 (conditions d'exercice de la profession d'agents de voyages)** (p. 1104) : son amendement n° 39 : rétablissement de la notion de moralité ; rejeté - (p. 1105) : ses amendements n° 40 : interdiction pour les personnes ne remplissant pas les conditions requises en France de s'y installer après avoir obtenu une autorisation dans un autre pays de la CEE ; et n° 41 : introduction d'une clause de réciprocité pour la délivrance des autorisations d'exercer l'activité d'agent de voyages entre les pays membres de la CEE ; rejetés - (p. 1106) : son amendement n° 42 : exigence minimale d'une expérience de trois ans pour l'exercice de l'activité d'agent de voyages en France ; rejeté - Le groupe communiste votera contre l'article 4 - **Art. 6 (conventions de mandataire)** (p. 1107) : son amendement n° 43 : accroissement de l'exigence de capacités professionnelles pour l'exercice de l'activité d'agent de voyages ; rejeté - **Art. 10 (limites du champ de l'agrément)** (p. 1109) : son amendement n° 44, soutenu par M. Jean Garcia : suppression de la mention des associations et organismes sans but lucratif dans la décision accordant l'agrément à leur fédération ou à leur union ; retiré - **Art. 11 (réglementation applicable aux organismes locaux de tourisme)** ; son amendement n° 45, soutenu par M. Jean Gar-

cia : rôle d'intérêt général des organismes locaux de tourisme et concertation avec l'ensemble des intervenants dans le domaine touristique situé sur leur territoire ; devenu sans objet.

– **Projet de loi relatif au code de la propriété intellectuelle (partie législative) [n° 301 (91-92)]** - (15 mai 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1235, 1236) : audiovisuel - Vote de ce projet de loi par le groupe communiste.

– **Projet de loi modifiant le régime du travail dans les ports maritimes [n° 349 (91-92)]** - (26 mai 1992) - **Art. 1^{er} (modification du livre V de la première partie du code des ports maritimes)** (p. 1401) : ses amendements n° 8 et n° 9 modifiant le paragraphe II de l'article L. 511-2 du code des ports maritimes relatif à la définition des catégories d'ouvriers dockers ; rejetés - (p. 1404) : son amendement n° 17 : modifications du paragraphe VII de cet article (article L. 521-4 du code des ports maritimes) relatif aux attributions de la Caisse nationale de garantie des ouvriers dockers ; rejeté - (p. 1405) : son amendement n° 20 : représentation de tous les dockers au conseil d'administration de la Caisse nationale de garantie des ouvriers dockers ; rejeté - (p. 1407) : son amendement n° 27 : modification du paragraphe XIII de cet article (article L. 531-1 du code des ports maritimes) relatif à la sanction des infractions ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1408, 1409) : atteinte aux conditions de travail des salariés - **Projet de loi antisocial et anti-économique** - Insuffisance des crédits budgétaires de l'Etat en faveur des ports - Insuffisance des infrastructures ferroviaires, côtières et fluviales des ports maritimes - Le groupe communiste se déclare opposé à l'adoption de ce projet.

– **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle [n° 402 (91-92)]** - (29 juin 1992) - **Avant l'art. 2** (p. 2201) : soutient l'amendement n° 113 de Mme Marie-Claude Beaudeau (dépôt d'un projet de loi d'orientation sur l'ensemble des mesures à prendre pour combattre et prévenir les situations de pauvreté) - **Art. 2 (Titre III bis nouveau de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 : lutte contre l'exclusion sociale)** - **Art. 43 de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 (dispositif de réponse à l'urgence sociale et de lutte contre la pauvreté)** (p. 2202) : soutient l'amendement n° 114 de Mme Marie-Claude Beaudeau (réaffirmation du droit de réquisition des maires sur les logements vacants) - **Art. 43-4 de la loi précitée (financement du fonds départemental)** (p. 2205) : soutient l'amendement n° 115 de Mme Marie-Claude Beaudeau (financement du fonds d'aide à l'insertion des jeunes en difficulté par l'Etat seul).

– **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement [n° 485 (91-92)]** - (2 juillet 1992) (p. 2362, 2363) : colère du milieu rural - Politique agricole commune, PAC - Baisse des prix - Jachère - Revenu des agriculteurs - Abattoirs de France - Quotas laitiers - Négociations du GATT - (p. 2364) : abaissement des prix agricoles - Compensations - Fruits et légumes - Incendies dans le Midi - Installation des jeunes agriculteurs - (p. 2365) : lutte contre les produits de substitution.

– **Rappel au règlement** - (14 octobre 1992) (p. 2614) : manifestation des agriculteurs contre les accords du GATT - Articles 110 et 6 du Règlement du Sénat : représentation des groupes parlementaires du Sénat au sein des différentes délégations.

– **Projet de loi relatif à la partie législative du livre premier (nouveau) du code rural [n° 263 (91-92)]** - (14 octobre 1992) - **Discussion générale** (p. 2617, 2618) : accord du groupe communiste sur la codification des textes concernant l'aménagement et l'équipement de l'espace rural - Politique agricole commune, PAC - Négociations du GATT - Loi du 2 août 1960 concernant l'utilisation des eaux d'irrigation - **Art. 1^{er} (livre I^{er} (nouveau) du code rural) - Art. L. 112-5 (parc naturel régional)** (p. 2620) : se déclare favorable à l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement de la mention de « l'acte constitutif du parc naturel régional ») - **Sous-section 3 de la section 3 du titre V - Art. L. 151-42 à L. 151-47 (travaux pour l'utilisation des eaux d'irrigation)** (p. 2655, 2656) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 44 de la commission - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2665) : vote de

ce projet de loi par le groupe communiste - Négociations du GATT.

– **Proposition de loi portant répartition des compétences dans le domaine du tourisme - Deuxième lecture [n° 432 (91-92)]** - (3 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 2956) : comités départementaux, du tourisme - Associations de vacances et de loisirs - Amendements déposés par le groupe communiste - Politique du tourisme - (p. 2957) : souhaite l'adoption des amendements déposés par le groupe communiste - **Art. 1^{er} A (principe du partage des compétences en matière de tourisme)** (p. 2958) : se déclare favorable à l'amendement n° 2 de M. Marc Boeuf (protection de l'environnement dans le domaine du tourisme) - **Art. 1^{er} B (compétences de l'Etat dans le domaine du tourisme)** : son amendement n° 15 : place des associations de vacances et de loisirs ; rejeté - (p. 2959) : son amendement n° 16 : concours de l'Etat aux actions engagées par les associations de tourisme social et familial ; rejeté - **Art. 1^{er} (établissement d'un schéma d'aménagement touristique départemental)** (p. 2960) : son amendement n° 17 : participation du schéma départemental au développement complémentaire du tourisme et du loisir ; devenu sans objet - **Après l'art. 2** (p. 2961) : son amendement n° 18 : examen annuel du rapport financier du comité départemental du tourisme par le conseil général siégeant en séance plénière ; réservé jusqu'à l'examen de l'article 5 puis devenu sans objet (p. 2963) - **Art. 3 (nature juridique et composition du comité départemental du tourisme)** (p. 2962) : son amendement n° 19 : représentation équilibrée des intervenants en matière de tourisme dans le département ; rejeté - **Art. 4 (missions du comité départemental du tourisme)** : son amendement n° 20 : collaboration des associations de tourisme social et familial ; rejeté - **Art. 5 (ressources du comité départemental du tourisme)** (p. 2963) : son amendement n° 18 ; devenu sans objet (précédemment réservé p. 2961) - **Art. 6 (offices de tourisme)** (p. 2964) : son amendement n° 21 : collaboration des associations de tourisme et de loisirs ; retiré - (p. 2965) : se déclare favorable à l'amendement n° 25 du Gouvernement (examen du rapport financier annuel de l'office du tourisme par le conseil municipal ou l'organe délibérant du groupement de communes) - **Après l'art. 6** : son amendement n° 22 : composition des comités régionaux de tourisme ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2967) : avec le groupe communiste, s'abstiendra lors du vote de cette proposition de loi.

– **Projet de loi portant réforme du régime pétrolier [n° 517 (91-92)]** - (5 novembre 1992) - **Art. 1^{er} (régime de liberté des produits pétroliers)** (p. 3054) : sur l'amendement n° 2 de la commission (inversion des termes de l'article), son sous-amendement n° 39 ; non retenu dans le vote unique - **Art. 2 (principe des stocks stratégiques)** (p. 3056) : son amendement n° 40, soutenu par M. Félix Leyzour : promotion de l'activité du raffinage français ; rejeté - **Art. 3 (gestion des stocks stratégiques)** (p. 3057) : son amendement n° 41, soutenu par M. Félix Leyzour : contrôle de l'Etat sur les stocks stratégiques ; rejeté - **Art. 6 (obligation de pavillon)** (p. 3060) : ses amendements, soutenus par M. Félix Leyzour, n° 48 : maintien de la capacité de la flotte pétrolière à son niveau actuel ; et n° 42 : modification du taux ; devenus sans objet - **Art. 12 (sanctions en cas de manquement aux obligations d'information)** (p. 3066, 3067) : sur l'amendement n° 17 de la commission (nouvelle rédaction des paragraphes I et II de cet article), son sous-amendement n° 49, soutenu par M. Félix Leyzour ; rejeté - Ses amendements, soutenus par M. Félix Leyzour, n° 43 : possibilité pour les agents du ministère chargé des hydrocarbures et pour les agents des douanes de contrôler les stocks stratégiques ; devenu sans objet ; et n° 44 : remplacement des mots « est mis à même de » par le mot « peut » ; rejeté - **Art. 13 (sanctions en cas de manquement à l'obligation de pavillon)** (p. 3068) : son amendement n° 45, soutenu par M. Félix Leyzour : remplacement des mots « est mise à même de » par le mot « peut » ; rejeté - **Art. 14 (sanctions en cas de manquement aux obligations de constitution de stocks stratégiques)** (p. 3069) : son amendement n° 46, soutenu par M. Félix Leyzour : possibilité donnée aux agents des douanes de dresser procès-verbal ; devenu sans objet - **Après l'art. 19** (p. 3071) : son amendement n° 47, soutenu par M. Félix Leyzour : rapport du Gouvernement sur les coûts de production, de transport et de transformation des produits pétroliers, sur la spéculation et la formation des prix ; adopté.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur les négociations du GATT [n° 69 (92-93)]** - (26 novembre 1992) (p. 3492, 3493) : vote d'exigence du groupe communiste - Nécessaire utilisation du droit de veto - Rejet du compromis de Washington par le groupe communiste - Victoire des producteurs de bananes en lutte - Réforme de la PAC - Maastricht : traité en trompe-l'oeil - Accepter les accords de Washington ne permettra pas de résoudre la crise mondiale - Respect du principe de la préférence communautaire - Nécessité d'un nouvel ordre mondial.

- **Projet de loi modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales [n° 348 (91-92)]** - (8 décembre 1992) - **Après l'art. 8** (p. 3754) : au nom du groupe communiste, se déclare favorable à l'amendement n° 16 de la commission (ouverture à l'enfant majeur dans les deux années qui suivent sa majorité de l'action en rétablissement de la présomption de paternité) - **Art. 23 undecies (autorité parentale sur un enfant naturel)** (p. 3765) : soutient l'amendement n° 68 de M. Charles Lederman (conditions d'exercice en commun de l'autorité parentale par le père et la mère non mariés dès lors que l'un et l'autre ont reconnu l'enfant) - **Art. 24 (le juge aux affaires familiales juge de tous les divorces)** (p. 3768) : soutient l'amendement n° 69 de M. Charles Lederman (compétence du juge aux affaires familiales pour prononcer le divorce quelle qu'en soit la cause et renvoi d'une affaire en l'état à une audience collégiale de droit si l'une des parties le demande) - **Art. 26 (institution d'un juge aux affaires familiales)** (p. 3770) : soutient l'amendement n° 70 de M. Charles Lederman (possibilité pour les parties de voir leurs litiges jugés par une formation collégiale, y compris si une seule d'entre elles le demande) - **Art. 26 ter (audition du mineur en justice)** (p. 3771) : soutient l'amendement n° 71 de M. Charles Lederman (possibilité pour l'enfant d'être assisté par un avocat de son choix sous réserve pour celui-ci de n'être pas intervenu pour une autre partie dans la procédure) - **Art. 27 A (accomplissement par le mineur délinquant d'une activité de réparation)** (p. 3773) : soutient l'amendement de suppression n° 72 de M. Charles Lederman - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3774) : abstention du groupe communiste sur ce texte en raison du rejet de ses amendements.

MIQUEL (Gérard), sénateur du Lot (S).

Elu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre de la délégation parlementaire pour la planification (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992).

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à assujettir les carrières aux dispositions de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et à créer la commission départementale des carrières [n° 480 (91-92)]** - (5 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3077) ; exploitation des carrières et protection de l'environnement - Passage du code minier au régime des installations classées pour la protection de l'environnement - Dispositions spécifiques aux carrières - Département du Lot - **Art. 3 (généralisation du régime d'autorisation à toutes les exploitations de carrières ; commission départementale et schéma départemental des carrières)** - **Art. 16-1 A de la loi du 19 juillet 1976 (régime d'autorisation d'exploitation de carrières)** (p. 3085) : sur l'amendement n° 6 de la commission (limitation de la durée maximale d'exploitation des carrières à quinze ans et procédure de renouvellement d'autorisation), son sous-amendement n° 43 ; adopté.

Deuxième lecture [n° 84 (92-93)] - (15 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4060) : regrette l'uniformité de la procédure qui ne prend pas en compte les différentes catégories de carrières existantes.

MIROUDOT (Michel), sénateur de la Haute-Saône (UREI).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires culturelles.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992) ; puis vice-président (*JO Lois et décrets* du 9 octobre 1992).

- Secrétaire de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes jusqu'au 1^{er} octobre 1992.

Membre titulaire du conseil d'orientation du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou.

Membre titulaire du conseil d'administration de la société de programme France Régions 3 (FR3) ; de nouveau membre titulaire de France 3 (*JO Lois et décrets* du 10 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire de la commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution des aides financées par le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord en situation de chômage de longue durée, âgés de plus de cinquante-sept ans (*JO Lois et décrets* du 24 janvier 1992).

Membre titulaire du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé ; de nouveau membre titulaire de ce comité (*JO Lois et décrets* du 14 mars 1992).

Membre suppléant du Conseil national de la cinématographie (*JO Lois et décrets* du 20 novembre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la validation d'acquis professionnels pour la délivrance de diplômes et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale (1^{er} juillet 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux produits soumis à certaines restrictions de circulation (20 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art (21 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités (12 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (26 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'installation de réseaux de distribution par câble de services de radiodiffusion sonore et de télévision (26 juin 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 512 (91-92)] relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art [n° 19 (92-93)] (21 octobre 1992) - **Arts et spectacles**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes

de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - Culture - [n° 57 (92-93)] tome 1 (24 novembre 1992).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 120 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art [n° 130 (92-93)] (16 décembre 1992) - **Arts et spectacles**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 118 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane [n° 135 (92-93)] (16 décembre 1992) - **Commerce extérieur**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art [n° 183 (92-93)] (22 décembre 1992) - **Arts et spectacles**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 186 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art [n° 187 (92-93)] (23 décembre 1992) - **Arts et spectacles**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au dépôt légal** [n° 247 (91-92)] - (14 avril 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 627) : le groupe de l'UREI votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement - Deuxième lecture** [n° 362 (91-92)] - (22 juin 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1927) : avis favorable du groupe de l'UREI sur ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la validation d'acquis professionnels pour la délivrance de diplômes et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale - Nouvelle lecture** [n° 496 (91-92)] - (8 juillet 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2518) : au nom du groupe de l'UREI, se déclare favorable à l'adoption de ce projet, tel qu'il a été amendé par le Sénat.

- **Projet de loi relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art** [n° 512 (91-92)] - (27 octobre 1992) - **Rapporteur - Discussion générale** (p. 2865) : expositions temporaires et collections permanentes - Croissance exponentielle du budget des expositions - Coût de l'assurance - (p. 2866) : responsabilité financière de l'Etat - Conséquences du dispositif de garantie proposé par ce texte - Coût pour les compagnies d'assurance - Propositions de la commission des affaires culturelles - Inefficacité du système proposé dans le projet de loi - Souhaite le vote du projet de loi sous réserve de l'adoption des amendements proposés par la commission des affaires culturelles - **Art. 1^{er}** (*champ d'application et portée de la garantie accordée par l'Etat aux expositions temporaires*) (p. 2868, 2869) : son amendement n° 3 : substitution au texte proposé d'un mécanisme reposant sur la sélection des oeuvres qui bénéficieront de la garantie de l'Etat ; adopté ; sur celui-ci, accepte le sous-amendement n° 10 de M. Pierre-Christian Taittinger - S'oppose aux amendements de M. Ivan Renar n° 7 (élargissement du champ d'application de la loi), n° 8 et n° 9 (abaissement du seuil de 300 millions de francs) - **Après l'art. 1^{er}** (p. 2871) : son amendement n° 4 : extension aux expositions temporaires organisées par les musées des collectivités territoriales du bénéfice de la garantie de l'Etat ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - S'oppose à l'amendement n° 1 de Mme Françoise Seligmann (extension de la garantie accordée aux établissements publics nationaux, aux structures décentralisées d'exposition) - (p. 2872) : sur son amendement n° 4, accepte le sous-amendement n° 11 de M. Pierre-Christian Taittinger - **Art. 2** (*procédure d'agrément des expositions bénéficiant de la garantie de l'Etat*) (p. 2873) : son amendement n° 5 : nouvelle rédaction de l'article ; adopté - Sur celui-ci,

accepte le sous-amendement n° 12 de M. Pierre-Christian Taittinger - **Art. 3** (*décret d'application*) : son amendement rédactionnel n° 6 ; adopté - (p. 2875) : souhaitait le vote du projet de loi sous réserve de l'adoption de ses amendements ; en raison du sort réservé à ceux-ci, est partisan du renvoi du texte.

- **Projet de loi de finances pour 1993** [n° 55 (92-93)].

Discussion générale :

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3428) : budget de la culture - Erection du musée du Louvre en établissement public administratif - Circulation des oeuvres d'art dans l'espace communautaire européen - Fonctionnement de la future bibliothèque de France - Favorable à la question préalable.

- **Questions orales avec débat jointes : industrie du textile et de l'habillement** - (15 décembre 1992) - Intervient à propos des questions jointes de MM. Maurice Schumann, Christian Poncelet, Ivan Renar et Guy Allouche sur l'industrie du textile et de l'habillement (p. 4019).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique de sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine et modifiant le code de la santé publique** [n° 71 (92-93)] - (16 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4108, 4109) : recherche scientifique - Produits de substitution aux produits sanguins - Financement de l'Agence française du sang et du Laboratoire français du fractionnement - Avenir des centres de transfusion - Transposition de la directive européenne du 13 juin 1981 sur les médicaments dérivés du sang et du plasma humain - Hémovigilance - Risque thérapeutique.

- **Rappel au règlement** - (17 décembre 1992) (p. 4211) : donne lecture de la réponse du directeur général de France 3 à la suite de l'absence de la télévision lors de la séance des questions au Gouvernement du 3 décembre 1992.

- **Projet de loi relatif aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane** [n° 118 (92-93)] - (19 décembre 1992) - **Rapporteur - Discussion générale** (p. 4485, 4486) : réforme de la législation protectrice du patrimoine national - Biens culturels - Régime du certificat et procédure d'instruction de la demande - Emet un avis favorable sur les dispositions du titre II sous réserve de l'adoption de ses amendements - **Art. 5** (*délivrance d'un certificat pour l'exportation de biens culturels n'ayant pas le caractère de trésor national*) (p. 4490) : son amendement rédactionnel n° 17 ; adopté - Sur l'amendement n° 25 (maintien à titre transitoire du régime d'avis aux exportateurs) du Gouvernement, son sous-amendement n° 34 ; adopté - **Art. 7** (*refus de délivrance du certificat*) (p. 4491) : son amendement rédactionnel n° 18 ; adopté - **Art. 10** (*exportation des trésors nationaux*) (p. 4492) : son amendement rédactionnel n° 19 ; adopté - **Art. 15** (*sanctions applicables à toute personne ayant exporté ou tenté d'exporter des biens culturels*) (p. 4493) : son amendement n° 20 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 16** (*date d'effet des abrogations prévues*) : sur l'amendement n° 27 du Gouvernement (prise en compte de la date de publication du décret), son sous-amendement n° 35 ; adopté - **Art. 17** (*régime des oeuvres cinématographiques*) (p. 4494) : son amendement rédactionnel n° 21 ; adopté - **Après l'art. 17** : son amendement n° 22 : fixation d'un terme à l'application des articles 4 à 15 et rapport du Gouvernement sur l'application de ces dispositions ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art - Deuxième lecture** [n° 120 (92-93)] - (20 décembre 1992) - **Rapporteur - Discussion générale** (p. 4515) : allègement du coût de l'assurance des grandes expositions d'oeuvre d'art - Propose l'extension du champ d'application de ce projet aux expositions temporaires organisées par les collectivités territoriales - Sous réserve de l'adoption de ses amendements, se déclare favorable, au nom de la commission, à l'adoption de ce projet - **Art. 1^{er}** (p. 4518) : ses amendements, n° 1 rédactionnel, et n° 2 : couverture par la garantie de l'Etat de la fraction supérieure à trois cents millions de francs de dégâts ; adoptés - **Après l'art. 1^{er}** : son amendement n° 3 : extension du bénéfice de la garantie de l'Etat aux collectivités territoriales qui organisent des expositions temporaires d'oeuvres d'art ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

Nouvelle lecture [n° 176 (92-93)] - (23 décembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale - Art. 1^{er} et Art. additionnel après l'art. 1^{er}** : son intervention et ses amendements présentés par M. Maurice Schumann, président de la commission (p. 4754, 4755).

MISSOFFE (Hélène), sénateur du Val-d'Oise (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques jusqu'au 1^{er} octobre 1992.

Membre suppléant du comité national des retraités et des personnes âgées.

Membre titulaire du Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle et modifiant le code du travail (3 juillet 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique du sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine, et modifiant le code de la santé publique (16 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage (18 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (18 décembre 1992).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Politique de l'immigration et de l'intégration** - [n° 60 (92-93)] tome 6 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant le livre V du code de la santé publique et relatif à la pharmacie et au médicament** [n° 23 (91-92)] - (19 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1247) : projet de loi relatif à l'Agence du médicament - **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire**.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (10 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1507) : Danemark - Caducité du traité de Maastricht - Suffrage universel - (p. 1508) : Europe et traité de Maastricht - **Projet de loi constitutionnelle et traité de Maastricht** - Transferts de compétences - Dégagements au traité de Maastricht - Souveraineté et Europe fédérale - Elargissement et politique régionale de la Communauté européenne - Citoyenneté européenne - (p. 1509) : souhaite une Europe des nations et ne votera donc ni la révision de la Constitution, ni le traité de Maastricht.

- **Projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage** [n° 514 (91-92)] - (4 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 2992) : évolution du travail à temps partiel et du chômage - Exemples

étrangers - (p. 2993) : aspects positifs du travail à temps partiel - Avec le groupe du RPR, votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° 87 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (18 décembre 1992) - **Art. 25 (par priorité) (retransmission des compétitions de sport mécanique)** (p. 4281) : ressources affectées - Ne prendra pas part au vote de l'amendement n° 140 du Gouvernement (absence de poursuite jusqu'à l'entrée en vigueur de la réglementation européenne).

MOINARD (Louis), sénateur de la Vendée (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire de la Commission nationale d'urbanisme commercial ; de nouveau membre titulaire de cette commission (*JO Lois et décrets* du 15 octobre 1992).

- Membre de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées, jusqu'au 14 mai 1992.

Membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur les conditions dans lesquelles il a été décidé d'admettre sur le territoire français M. Georges Habache, dirigeant du Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.) (*JO Lois et décrets* du 23 avril 1992) jusqu'au 18 juin 1992.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises (2 juin 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 286 rect. (91-92)] modifiant le chapitre III du titre II du livre V du code de la santé publique relatif à la pharmacie vétérinaire [n° 324 (91-92)] (6 mai 1992) - **Pharmacie (industrie)**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 396 (91-92)] modifié par l'Assemblée nationale, modifiant le chapitre III du titre II du livre V du code de la santé publique relatif à la pharmacie vétérinaire [n° 418 (91-92)] (17 juin 1992) - **Pharmacie**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux** [n° 183 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (21 janvier 1992) - **Art. 24 (indemnités des conseillers généraux) - Art. 15 de la loi du 10 août 1871 (conditions d'indemnisation des membres du conseil général autres que les parlementaires pour leurs frais de déplacement dans le département)** (p. 341) : son amendement n° 129 : remboursement des frais de déplacement des parlementaires ; adopté.

- **Projet de loi modifiant le chapitre III du titre II du livre V du code de la santé publique, relatif à la pharmacie vétérinaire** [n° 286 (91-92)] - (14 mai 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1662, 1663) : directives communautaires relatives aux médicaments vétérinaires - Maintien des grands équilibres des lois de 1975 et 1982 - Santé publique - Elevage - Absence de création en France de postes de vétérinaires nécessaires aux contrôles sanitaires aux frontières de la CEE - Agence du médicament vétérinaire - Propose l'adoption du projet de loi sous réserve de l'adoption des amendements de la commission des affaires économiques - **Art. 1^{er} (définition du médicament vétérinaire immunologique et de l'autovaccin)**

(p. 1165) : accepte l'amendement n° 38 de M. Fernand Tardy (nouvelle rédaction) et, sur cet amendement, le sous-amendement n° 46 du Gouvernement ; s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 45 du Gouvernement - Ses amendements analogues n° 13, n° 14, n° 15, n° 16, n° 17 ; devenus sans objet - **Art. 2 (définition des réactifs biologiques)** : son amendement rédactionnel n° 18 ; adopté - **Art. 3 (préparation et délivrance des médicaments extemporanés)** : ses amendements n° 19 : notion de lot d'animaux ; et n° 20 rédactionnel ; adoptés - **Art. 4 (durée maximale de prescription d'aliments médicamenteux)** (p. 1167) : son amendement n° 21 : nouvelle rédaction ; adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 7 de M. Jacques de Menou (référence au plan sanitaire d'élevage) - **Après l'art. 4** (p. 1168) : son amendement n° 22 : agrément des groupements ; programme sanitaire d'élevage ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 40 du Gouvernement - **Art. 5 (établissements soumis à autorisation administrative)** (p. 1169) : ses amendements, n° 23, rédactionnel, et n° 24 de coordination ; adoptés - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 10 de M. Jacques de Menou (définition de l'exploitant de médicaments vétérinaires) - **Art. 7 (conformité aux bonnes pratiques)** (p. 1170) : son amendement de coordination n° 25 ; adopté - **Art. 8 (dérogation à l'autorisation préalable de mise sur le marché)** : son amendement n° 43 : création de l'agence nationale du médicament vétérinaire ; adopté - **Art. 9 (définition du temps d'attente)** (p. 1171) : son amendement de forme n° 26 ; adopté - **Art. 10 (limitation de la durée de l'autorisation de mise sur le marché)** : son amendement de coordination n° 44 ; adopté - **Art. 11 (substances faisant l'objet d'obligations particulières)** (p. 1172) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 11 de M. Jacques de Menou (amélioration de la distinction entre les médicaments vétérinaires et les substances susceptibles d'entrer dans leur fabrication) et, sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 47 du Gouvernement - Ses amendements rédactionnels, n° 27 et n° 28 ; adoptés - **Art. 13 (abrogation des dispositions caduques)** : accepte l'amendement n° 41 du Gouvernement (maintien des dispositions transitoires) - **Art. 14 (décret en Conseil d'Etat)** (p. 1173) : ses amendements n° 29 et n° 32 : nouvelle rédaction ; retirés au profit de l'amendement n° 42, sur le même objet, du Gouvernement - **Art. 15 (dérogations)** ; cas particuliers soulevés par les proliférations des pigeons ou des étourneaux.

Deuxième lecture [n° 396 (91-92)] - (26 juin 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2079, 2080) : travaux du Sénat - Contrôle aux frontières - Nouvelles dispositions - Distribution des médicaments - Préparation et délivrance de l'autovaccin - Avis favorable sur ce projet de loi sous réserve de l'adoption de ses amendements - **Art. 2 bis (distribution au détail du médicament vétérinaire)** (p. 2081) : son amendement n° 1 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 5 de M. Pierre Louvot - Demande le retrait de l'amendement n° 6 de M. William Chervy (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 8** (p. 2082) : agence du médicament vétérinaire - **Art. 12 (préparation et délivrance des autovaccins)** : son amendement n° 2 : suppression du second alinéa de cet article relatif à la délivrance des autovaccins à usage vétérinaire ; adopté.

MONORY (René), sénateur de la Vienne (UC).

Elu président du Sénat le 2 octobre 1992 (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances jusqu'au 1^{er} octobre 1992.

- Membre titulaire du comité des prix de revient des fabrications d'armement jusqu'en octobre 1992.

- Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes jusqu'au 1^{er} octobre 1992.

- Membre ès qualités du Comité d'honneur pour la commémoration de la naissance du maréchal Jean de Lattre de Tassigny.

- Membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques jusqu'au 11 juin 1992.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au plan d'épargne en actions (25 juin 1992).

DÉPÔTS

Allocution prononcée en sa qualité de Président du Sénat [n° 4 (92-93)] (13 octobre 1992) - **Allocutions.**

Allocution prononcée en sa qualité de Président du Sénat [n° 179 (92-93)] (22 décembre 1992) - **Allocutions.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (9 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1496) : construction européenne - Monnaie unique - Système monétaire européen - (p. 1497) : concurrence internationale - Défense européenne - Environnement - Principe de subsidiarité - Europe des cultures.

- **Allocution** (2 octobre 1992) (p. 2579, 2580) : hommage au président Alain Poher et à M. Geoffroy de Montalembert, doyen du Sénat.

- **Allocution** - (13 octobre 1992) (p. 2605) : définition du rôle du président du Sénat - Développement de l'Europe - Crise du pétrole - Croissance de l'Asie du Sud-Est - Démocratisation des pays de l'Est - Régression de l'Afrique - Evolution des technologies nouvelles - Accroissement de la coopération internationale - (p. 2606) : caractéristiques et rôle du Sénat - Travail des commissions du Sénat - Ratification du traité de Maastricht par la France - Démocratisation des institutions européennes - Préservation des droits du Parlement français - Aménagement du territoire - Décentralisation - Nouvelles technologies de communication - Protection sociale des Français - (p. 2607) : importance du chômage - Création de nouveaux emplois - Ouverture du Sénat sur le monde - Représentation au Sénat des départements et territoires d'outre-mer et des Français de l'étranger.

- **Allocution** - (22 décembre 1992) (p. 4675) : remerciements divers - Organisation des travaux du Sénat - Missions d'information et commissions d'enquête - (p. 4676) : travail des commissions - Questions au Gouvernement télévisées - Activité internationale du Sénat - Image du Sénat et plan de communication - Organisation d'un colloque sur les problèmes de société - Construction de l'Europe.

MONT (Claude), sénateur de la Loire (UC).

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

MONTALEMBERT (Geoffroy de), sénateur de la Seine-Maritime (RPR).

NOMINATIONS

- Vice-président d'honneur de la commission des finances.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992) ; puis vice-président d'honneur (*JO* Lois et décrets du 9 octobre 1992).

- Membre titulaire du comité de contrôle du Fonds forestier national.

- Membre de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées, jusqu'au 14 mai 1992.

- Président d'honneur de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques, jusqu'au 11 juin 1992.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1992 (18 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux caisses de crédit municipal (5 mai 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant mise en oeuvre par la République française de la directive du conseil des communautés européennes CEE n° 91-680 complétant le système commun de la taxe sur la valeur ajoutée et modifiant, en vue de la suppression des contrôles aux frontières, la directive CEE n° 77-388 et de la directive CEE n° 92-12 relative au régime général, à la détention, à la circulation et au contrôle des produits soumis à accise (18 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'anticipation de la suppression du taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée (18 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1993 (2 décembre 1992).

DÉPÔTS

Allocution prononcée en sa qualité de Président d'âge du Sénat [n° 1 (92-93)] (2 octobre 1992) - **Allocutions.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Services du Premier ministre** - V - Aménagement du territoire - [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 33 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

En qualité de président de séance

- **Ouverture de la première session ordinaire de 1992-1993** (2 octobre 1992) (p. 2577).

- **Allocution du président d'âge** (2 octobre 1992) (p. 2578) : hommage au président Alain Poher, rôle du Sénat

En qualité de sénateur

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 485 (91-92)] - (2 juillet 1992) (p. 2390, 2391) : crise du monde agricole - Propriétaires bailleurs - (p. 2401) : développement du fermage - Propriétaires terriens.

- **Rappel au règlement** - (2 juillet 1992) (p. 2381) : déroulement des débats ; règles de préséance.

MOREAU (Paul), sénateur de la Réunion (RPR).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 500 (*JO Débats* du 18 novembre 1992) (p. 2598) - Ministère : Economie - *Situation de la banque française commerciale Océan indien* - (Réponse : *JO Débats* du 28 novembre 1992) (p. 3518) - **Banques et établissements financiers.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'octroi de mer** [n° 411 (91-92)] - (1^{er} juillet 1992) - **Discussion générale** (p. 2292) : ressources des communes - Instauration des contrats emploi-solidarité - Entreprises - Exonération d'octroi de mer - **Art. 10 (taux de l'octroi de mer)** (p. 2307) : ses amendements n° 1 : fixation des exonérations ; et n° 18 : possibilité de faire appel à une commission d'arbitrage en cas de contestation ; rejetés.

MOREIGNE (Michel), sénateur de la Creuse (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées, jusqu'au 14 mai 1992.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux caisses de crédit municipal (5 mai 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit (25 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant mise en oeuvre par la République française de la directive du conseil des communautés européennes CEE n° 91-680 complétant le système commun de la taxe sur la valeur ajoutée et modifiant, en vue de la suppression des contrôles aux frontières, la directive CEE n° 77-388 et de la directive CEE n° 92-12 relative au régime général, à la détention, à la circulation et au contrôle des produits soumis à accise (18 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'anticipation de la suppression du taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée (18 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au plan d'épargne en actions (25 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'octroi de mer (1^{er} juillet 1992).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Services du Premier ministre** - IV - Plan - [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 32 (24 novembre 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 12 juin 1992) (p. 1567) - Ministère : Agriculture - *Réforme de la politique agricole commune* - **Politique agricole commune (PAC).**

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 485 (91-92)] - (2 juillet 1992) (p. 2371) : prime à la vache allaitante - Elevage - Grandes cultures - Elevages mixtes - Revalorisation des indemnités compensatrices - Installation des jeunes agriculteurs - Zones de montagne.

- **Projet de loi de finances pour 1993** [n° 55 (92-93)].

Discussion générale :

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3450) : budget d'aménagement du territoire - Décentralisation et place de l'Etat - Contrat de plan Etat-région - (p. 3451) : XIe Plan - Ressources financières des collectivités locales - Union européenne.

MOSSION (Jacques), sénateur de la Somme (UC) - Questeur du Sénat.

Puis élu secrétaire du Sénat (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la commission des finances (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; membre titulaire de cet Office (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992) ; puis président (*JO Lois et décrets* du 22 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (3 décembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport, déposé en sa qualité de président de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, sur les problèmes posés par le développement des activités liées à l'extraction des ressources minérales de l'Antarctique, établi par M. Jean-Yves Le Déaut, député, au nom de cet office [n° 42 (92-93)] (10 novembre 1992) - **Environnement**.

Avis, présenté au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 10 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques [n° 43 (92-93)] (12 novembre 1992) - **Vie politique et sociale**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Intérieur** - Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation - [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 23 (24 novembre 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 16 octobre 1992) (p. 2684) - Ministère : Budget - **Fonds de compensation de la TVA - Collectivités locales**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques** [n° 10 (92-93)] - (1^{er} décembre 1992) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 3535) : transparence des procédures budgétaires et comptables applicables aux collectivités locales - Transparence des décisions des chambres régio-

nales des comptes vis-à-vis des membres des assemblées délibérantes - (p. 3536, 3537) : extension de la compétence de la cour de discipline budgétaire et financière aux exécutifs locaux en cas d'irrégularités - Caractère contradictoire de la procédure applicable devant les juridictions financières - Amélioration du fonctionnement des institutions de la décentralisation par les dispositions étudiées sous réserve des amendements proposés.

Suite de la discussion - (3 décembre 1992) - Rapporteur - **Avant l'art. 55 et jusqu'à l'art. 56 ter** : ses amendements, présentés par M. Christian Bonnet (p. 3688 à 3691).

MOULIN (Arthur), sénateur du Nord (RPR).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

MOULY (Georges), sénateur de la Corrèze (RDE).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la commission des affaires sociales (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Vice-président de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification ; de nouveau membre de cette délégation (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992), puis vice-président (*JO Lois et décrets* du 28 octobre 1992).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant, en matière de retraite, à faire bénéficiaire de mesures particulières la mère d'un enfant handicapé, pour ce qui concerne les bonifications prévues au code des pensions civiles et militaires de retraite d'une part, et les majorations de durée d'assurance prévues au régime général de la sécurité sociale, d'autre part [n° 250 (91-92)] (4 février 1992 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 24 janvier 1992) - **Handicapés**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification sur les contrats de Plan Etat-Régions [n° 288 (91-92)] (9 avril 1992) - **Régions**.

Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, portant répartition des compétences dans le domaine du tourisme [n° 432 (91-92)] (22 juin 1992) - **Tourisme**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 12 juin 1992) (p. 1566) - Ministère : Aménagement du territoire - **Avenir du monde rural - Aménagement du territoire**.

(*JO Débats* du 16 octobre 1992) (p. 2679) - Ministère : Agriculture - **Opportunité des assises rurales - Agriculture**.

(*JO Débats* du 18 décembre 1992) (p. 4200) - Ministère : Equipement - **Autoroute A 89 Bordeaux-Clermont Ferrand - Autoroutes**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle** [n° 402 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (30 juin 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2260) : charges financières des départements - Aide aux

jeunes en difficulté - Aide médicale - S'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Proposition de loi portant répartition des compétences dans le domaine du tourisme - Deuxième lecture** [n° 432 (91-92)] - (3 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 2953) : rôle de l'Etat, de la région et du département - Comités départementaux du tourisme - (p. 2954) : rapport de la Cour des comptes - Schéma départemental - Importance du tourisme dans l'économie - **Art. 5 (ressources du comité départemental du tourisme)** (p. 2963) : se déclare favorable à l'amendement n° 24 du Gouvernement (examen du rapport financier du comité départemental du tourisme par le conseil général siégeant en séance plénière) - Exigence de transparence des deniers publics.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'attribution de la carte de combattant** [n° 106 (92-93)] - (21 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4588) : prise en considération des revendications des nombreuses catégories d'anciens combattants - Au nom du groupe du RDE, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

- **Projet de loi relatif aux relations entre les professions de santé et l'assurance-maladie - Nouvelle lecture** [n° 78 (92-93)] - (21 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4615, 4616) : régulation des dépenses de santé - Références médicales - Votera ce projet de loi assorti des amendements de la commission des affaires sociales.

MOUTET (Jacques), sénateur des Pyrénées-Atlantiques (rattaché administrativement au groupe UC).

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme, jusqu'au 12 juin 1992.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises (2 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement (26 juin 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux** [n° 183 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (21 janvier 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 372) : Pyrénées-Atlantiques - Petites communes - (p. 373) : formation - Dotation particulière aux communes rurales - Retraites - Votera le texte amendé par le Sénat.

N

NACHBAR (Philippe), sénateur de la Meurthe-et-Moselle (UREI).

Elu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992).

DÉPÔTS

Proposition de résolution, déposée avec MM. Michel Poniatowski et Jean Delaneau, tendant à modifier le règlement du Sénat pour l'application de l'article 83-4 de la Constitution [n° 20 (92-93)] (21 octobre 1992) - **Parlement**.

NALLET (Henri), garde des sceaux, ministre de la justice.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992) (*JO Lois et décrets* du 3 avril 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature** - Première lecture : voir table nominative des sessions de 1991 - *Deuxième lecture* [n° 233 (91-92)] - (15 janvier 1992) - **Discussion générale** (p. 169) : détachement judiciaire - Statut du parquet - Nomination et carrière des magistrats - Indépendance de la justice - **Art. 1^{er}** (p. 172, 173) : s'oppose à l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 4** (p. 174) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 6** (p. 175) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de la commission n° 3 (présentation par ordre de mérite) et n° 4 (notification des listes de présentation aux magistrats réunissant les conditions requises pour pouvoir prétendre à l'inscription sur les tableaux d'avancement) - **Art. 8** : s'oppose à l'amendement de suppression pour coordination n° 5 de la commission - **Art. 9** (p. 176) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 6 de la commission - **Art. 9 bis (conséquences de la suppression des groupes)** : s'oppose à l'amendement de coordination n° 7 de la commission - **Art. 10** : s'oppose à l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 21 bis (recrutement direct des auditeurs de justice)** (p. 177) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 9 (conséquences du recrutement des auditeurs de justice sur titre) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 10 (ouverture du recrutement direct des auditeurs de justice sur titre aux cadres du secteur privé ayant quatre années d'expérience professionnelle) - **Après l'art. 21 bis** : accepte l'amendement n° 11 de la commission (limites d'âge et scolarité des auditeurs de justice recrutés sur titre) - **Art. 23** (p. 178) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 12 de la commission - **Art. 23 - Art. 23 de l'ordonnance du 22 décembre 1958** : s'oppose à l'amendement de coordination n° 13 de la commission - **Art. 24 de l'ordonnance précitée** : s'oppose à l'amendement de coordination n° 14 de la commission - **Art. 25-1 de l'ordonnance précitée** : s'oppose aux amendements de coordination n° 15 et n° 16 de la commission - **Art. 25-2 de l'ordonnance précitée** : s'oppose aux amendements de coordination n° 17 et n° 18 de la commission - **Art. 25-3 de l'ordonnance précitée** (p. 179) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 19 de la commission - **Art. 25-4 de l'ordonnance précitée** : s'oppose à l'amendement

de coordination n° 20 de la commission - **Art. 25** : s'oppose à l'amendement de coordination n° 21 de la commission - **Art. 26** (p. 180) : s'oppose à l'amendement n° 22 de la commission (suppression de la possibilité donnée à l'inspecteur général et au directeur des services judiciaires de se faire représenter à la commission d'avancement) - **Art. 28** : s'oppose à l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 29 - Art. 36-1 de l'ordonnance précitée** (p. 181) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 24 de la commission (dérogation à la règle de l'avis obligatoire de la commission consultative du parquet pour les nominations aux emplois de procureur général près la Cour de cassation et de procureur général près des cours d'appels) - **Art. 36-2 de l'ordonnance précitée** (p. 182) : s'oppose à l'amendement n° 25 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 36-3 de l'ordonnance précitée** : s'oppose aux amendements de coordination de la commission n° 26 et n° 27 - **Art. 31 - Art. 41-7 de l'ordonnance précitée** (p. 183, 184) : demande le retrait de l'amendement n° 28 de la commission (exercice exclusif du pouvoir disciplinaire à l'encontre des détachés judiciaires par les organes compétents de la magistrature) - **Art. 37** : s'oppose à l'amendement n° 29 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 38** (p. 185) : accepte l'amendement de coordination n° 30 de la commission - **Art. 39 B** : s'oppose à l'amendement n° 31 de la commission (précisions relatives au juge du litige foncier) - **Art. 43** : s'oppose à l'amendement de coordination n° 32 de la commission.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 241 (91-92)] - (22 janvier 1992) - **Discussion générale** (p. 384, 385) : commission consultative du Parquet - Bonification d'ancienneté - Demande au Sénat d'adopter le texte issu des travaux de la commission mixte paritaire.

NATALI (Jean), sénateur de l'Oise (RPR).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises - Deuxième lecture** [n° 308 (91-92)] - (7 mai 1992) - **Art 1^{er} (contenu de la facture)** (p. 1023) : son amendement n° 2, soutenu par M. Serge Vinçon : pénalité applicable en cas de non-respect des délais de paiement ; retiré - **Après l'art. 1^{er}** (p. 1024) : son amendement n° 3, soutenu par M. Serge Vinçon : simplification des procédures de mise en recouvrement des créances contractuelles ; rejeté - **Après l'art. 3** (p. 1039) : son amendement n° 4, soutenu par M. Serge Vinçon : application en France de la convention de Vienne relative aux contrats de vente de marchandises ; retiré.

NEIERTZ (Véronique), secrétaire d'Etat aux droits des femmes.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (*JO Lois et décrets* du 3 avril 1992).

secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la consommation le 4 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (*JO Lois et décrets* du 5 avril 1992).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale [n° 314 (91-92)] (30 avril 1992) - **Travail**.

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de Mme Françoise Seligmann : **Politique sociale** (*Situation des centres d'IVG*) (JO Débats du 4 décembre 1992) (p. 3655).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 506 de M. André Fosset : **Consommation** (*Délocalisation du laboratoire interrégional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes*) (JO Débats du 5 décembre 1992) (p. 3707).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale** [n° 314 (91-92)] - (21 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1326) : harcèlement sexuel - Droits des victimes - Association européenne contre les violences faites aux femmes dans le travail, AVFT - Licenciements abusifs - Responsabilité de l'employeur - Modification du code du travail - (p. 1335) : progression des droits des femmes - **Art. 1^{er}** (*définition des actes de harcèlement sexuel réprimés par le projet de loi*) - **Art. L. 122-46 du code du travail** (*protection du salarié contre l'abus d'autorité en matière sexuelle*) (p. 1338) : sur l'amendement n° 1 de la commission (nouvelle rédaction de l'article L. 122-46 du code du travail afin de l'harmoniser avec la rédaction adoptée par le Sénat lors de la réforme du code pénal), son sous-amendement n° 39 ; adopté - (p. 1339) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 13 de Mme Marie-Claude Beaudeau - (p. 1341) : sur l'amendement n° 1 de la commission (nouvelle rédaction de l'article L. 122-46 du code du travail afin de l'harmoniser avec la rédaction adoptée par le Sénat lors de la réforme du code pénal), accepte le sous-amendement n° 33 de M. Guy Robert - **Art. L. 122-47** (*responsabilité disciplinaire de l'employeur*) (p. 1342) : s'oppose aux amendements n° 8 de M. Guy Robert (suppression du texte proposé par l'article L. 122-47 du code du travail) et n° 19 de Mme Marie-Claude Beaudeau (conditions d'exercice par l'employeur de son pouvoir de sanction à l'encontre des responsables d'actes de harcèlement) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 2 de la commission et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 18 de Mme Marie-Claude Beaudeau - **Après l'art. L. 122-47** : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Guy Robert (insertion à la fin de l'article 1^{er} des dispositions prévues à l'article 2) - **Art. 2** (*application des dispositions sanctionnant le harcèlement sexuel à la gestion du personnel dans l'entreprise*) (p. 1343) : sur l'amendement rédactionnel n° 3 de la commission, qu'elle accepte, son sous-amendement n° 35 ; rejeté - **Après l'art. 2** (p. 1344) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau n° 24 (prise en compte de la notion d'abus d'autorité dans le domaine sexuel dans le code pénal) et n° 25 (répression du harcèlement sexuel) - **Après l'art. 5** (p. 1345) : sur l'amendement n° 6 de la commission, qu'elle accepte (extension à la fonction publique des dispositions adoptées relatives à la protection d'un salarié victime ou témoin d'un harcèlement sexuel), ses sous-amendements n° 36, n° 37 et n° 38 ; adoptés - **Art. 3** (*droit de recours des organisations syndicales*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 4 de la commission - **Art. 4** (*droit de recours des associations*) (p. 1347) : accepte les amendements de la commission n° 34 (possibilité pour les associations de se porter partie civile lorsque la victime est un agent de la fonction publique) et, de coordination, n° 5 - **Après l'art. 5** : accepte l'amendement n° 7 de la commission (bénéfice de l'anonymat pendant l'enquête et du huis clos lors des débats pour les fonctionnaires victimes ou auteurs de harcèlement sexuel) - **Après l'art. 4** (p. 1348) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau n° 29 (affichage de droit sur les lieux de travail des condamnations prononcées à la suite des procédures engagées par les victimes) et n° 30 (extension à la fonction publique de l'affichage de droit sur le lieu de travail des condamnations prononcées lorsque des procédures sont engagées par les victimes) - **Art. 5** (*pouvoirs du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail*) (p. 1349) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 12 de M. Guy Robert et n° 31 de Mme Marie-Claude Beaudeau - **Après l'art. 5**

(p. 1350) : s'oppose à l'amendement n° 32 de Mme Marie-Claude Beaudeau (compétence des inspecteurs du travail en matière de protection des victimes du harcèlement sexuel) - **Sur l'ensemble** (p. 1351) : amélioration de ce texte - Possibilité d'ordonner le huis clos - Symétrie entre le secteur public et le secteur privé.

Deuxième lecture [n° 434 (91-92)] - (29 juin 1992) - **Art. 1^{er}** - **Art. L. 122-46 du code du travail** (p. 2146) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de la commission (infraction de dénonciation calomnieuse) - (p. 2147) : s'oppose à l'amendement n° 2 de la commission (suppression du principe de nullité de plein droit de la mesure prise à l'encontre du salarié) - **Art. L. 122-47** (p. 2148) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 3 de la commission (substitution des mots « tout salarié » aux mots « toute personne ») - **Art. 2** (p. 2149) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de la commission, n° 4 (suppression des dispositions relatives au contenu des entretiens d'embauche ou des questionnaires remplis par les demandeurs d'emploi ou les salariés) et n° 5 (suppression, pour insertion dans un autre article, de la référence aux employés de maison) - **Art. 5** : se déclare opposée à l'amendement de suppression n° 6 de la commission - **Art. 6** (*extension des dispositions du projet de loi à la fonction publique*) (p. 2151) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 7 de la commission - **Art. 7** (*possibilité de huis clos à la demande de la victime*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 8 de la commission (possibilité de huis clos à la demande de l'une ou l'autre partie) - **Art. 9** (*affichage de la loi*) (p. 2152) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 9 de la commission - Son amendement n° 10 : liste des articles du code du travail dont l'affichage est obligatoire ; devenu sans objet.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 6 (92-93)] - (22 octobre 1992) - **Discussion générale** (p. 2839, 2840) : remerciements pour la tenue des débats et la qualité du travail - Amélioration du projet initial - Dénonciation calomnieuse - Répression et prévention - Législation spécifique sur le harcèlement sexuel sur le lieu de travail en conformité avec les recommandations de la commission de Bruxelles - (p. 2841) : position des associations - Dénonciation calomnieuse - Huis clos - Rôle du CHSCT.

- **Projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises** - **Nouvelle lecture** [n° 2 (92-93)] - (28 octobre 1992) - **Discussion générale** (p. 2884) : importance en France des délais de paiement entre les entreprises - Réduction des délais de paiement après négociations interprofessionnelles - Ordonnance du 1^{er} décembre 1986 - Règles de facturation - (p. 2885) : accords entre distributeurs et fournisseurs - Cas des produits alimentaires périssables - **Art. 1^{er}** (p. 2886) : s'oppose à l'amendement n° 1 de la commission (reprise des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture relatives à la fixation de la date de paiement devant figurer sur la facture) - (p. 2888) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 de la commission (fixation du montant de l'amende en cas d'infraction à un montant de 100 000 francs au plus) - **Art. 1^{er} sexies A** (p. 2890) : s'oppose à l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour son amendement rédactionnel n° 8 et son amendement de coordination n° 4 - **Art. 1^{er} sexies B** : s'oppose à l'amendement n° 5 de la commission (suppression de cet article relatif à la présomption du caractère anormal d'une demande d'un acheteur) - **Art. 2** (p. 2893) : s'oppose à l'amendement n° 6 de la commission (exclusion du champ d'application de cet article de tous les produits dont la transformation par l'acheteur en modifie la nature, à l'exception des produits laitiers sous toutes leurs formes, qui devront être réglés à trente jours après la fin de la décade de livraison et en cas d'absence d'accords interprofessionnels dans un délai de soixante-dix jours fin de décade pour les achats de certaines boissons alcooliques).

- **Projet de loi relatif aux procédures de passation de certains contrats dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications** [n° 506 (91-92)] - (28 octobre 1992) - **Discussion générale** (p. 2894) : ouverture des marchés publics à la concurrence communautaire - Définition des règles communautaires et du champ d'application des nouvelles dispositions - (p. 2895) : régime dérogatoire pour les

organismes détenteurs de titres miniers de charbon, d'autres combustibles solides ou d'hydrocarbures - Clause de préférence communautaire - **Art. 1^{er}** (*contrats et organismes assujettis*) (p. 2901) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de la commission (extension du champ d'application des nouvelles dispositions aux établissements publics ayant un caractère industriel et commercial) - (p. 2902) : accepte l'amendement de coordination n° 2 de la commission - **Art. 2** (*activités concernées*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 3 de la commission - **Art. 3** (*conditions d'exclusion de certains organismes*) (p. 2903) : accord de la commission de Bruxelles pour la clause dérogatoire en faveur des organismes détenteurs de titres miniers de charbon, d'autres combustibles solides ou d'hydrocarbures liquides ou gazeux - **Art. 4** (*précisions relatives aux contrats visés*) (p. 2904) : accepte les amendements de la commission, n° 4 et n° 5 rédactionnels, et n° 6 (absence d'obligation de fixer la quantité de fournitures ou de travaux qu'il est projeté d'acquiescer ou de réaliser, par les accords-cadres conclus pour plusieurs années entre un adjudicateur et plusieurs fournisseurs ou entrepreneurs) - **Art. 5** (*conditions d'exclusion de certains contrats*) : accepte l'amendement n° 7 de la commission (absence d'application du droit communautaire pour des considérations de sécurité ou de protection des intérêts essentiels de l'Etat) - (p. 2905) : accepte les amendements de la commission, n° 8, n° 9, n° 10 et n° 11 (élargissement de l'exemption de l'application des dispositions de la présente loi aux contrats définis à l'article 4 lorsqu'ils sont passés par certains organismes de droit privé) - **Art. 6** (*offres de fournitures provenant d'un pays tiers*) : accepte l'amendement n° 12 de la commission (limitation de la liberté de concurrence ; adopté - (p. 2906) : sur son amendement n° 13, accepte les sous-amendements de la commission n° 14 et n° 15.

NEUWIRTH (Lucien), sénateur de la Loire (RPR) - Questeur du Sénat.

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

Elu questeur du Sénat (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre suppléant du comité des finances locales jusqu'au 7 mai 1992.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mise à la disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services (20 octobre 1992).

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à organiser les modalités d'une assistance juridique du Sénat au profit des collectivités locales [n° 40 (92-93)] (10 novembre 1992) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur sa proposition de résolution [n° 40 (92-93)] déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à organiser les modalités d'une assistance juridique du Sénat au profit des collectivités locales [n° 164 (92-93)] (19 décembre 1992) - **Collectivités territoriales**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 15 mai 1992) (p. 1157) - Ministère : Défense - **Industrie de l'armement - Défense nationale.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (16 juin 1992) - **Art. 2** (*insertion dans la Constitution d'un titre XIV : « Des Communautés européennes et de l'Union européenne »*) - **Art. 88-2 de la Constitution** (*droit de vote et éligibilité aux élections municipales des ressortissants communautaires résidant en France*) (p. 1706) : réforme constitutionnelle de circonstance - Traité de Maastricht - Confédération européenne - Culture - Droit de vote des ressortissants de la Communauté aux élections locales - Formules locales de participation des communautés étrangères à l'orientation des politiques municipales - Danemark.

- **Projet de loi relatif aux relations entre les médecins et l'assurance maladie** [n° 393 (91-92)] - (24 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1976) : importance du texte - Souhaite la réunion de la commission.

- **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle** [n° 402 (91-92)] - (29 juin 1992) - **Art. 1^{er}** (*aménagement du dispositif d'insertion*) (p. 2181) : blocage des fonds - Cogestion Etat-départements - Multiplication des procédures en faveur des exclus - Complémentarité entre l'insertion sociale et l'insertion économique - **Art. 1^{er}** (*aménagement du dispositif d'insertion*) - **Art. 36 de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 (programme annuel départemental d'insertion, PDI)** (p. 2187) : se déclare favorable à l'amendement n° 80 de la commission saisie pour avis (relation du président du conseil général et du préfet avec le CDI).

Suite de la discussion - (30 juin 1992) - **Sur l'ensemble** (p. 2261) : charges financières des communes et des départements - Utilisation des crédits d'insertion - Volonté de régler le problème de la pauvreté et de la précarité.

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale** [n° 3 (92-93)] - (17 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3175) : mise en examen - Notification de charges.

- **Projet de loi modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales** [n° 348 (91-92)] - (8 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3735, 3736) : droit de la femme à la maternité secrète - Convention internationale sur les droits de l'enfant - **Art. 18** (*preuve de la maternité naturelle*) (p. 3758) : sur l'amendement n° 25 de la commission (maintien des restrictions de l'action en recherche de la filiation mais suppression de la preuve par la possession d'état qui est désormais une preuve extra-judiciaire de la filiation naturelle), son sous-amendement n° 88 ; adopté.

- **Conclusions du rapport de M. Lucien Neuwirth**, fait au nom de la commission des lois, sur la **proposition de résolution** (n° 40, 92-93), déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à organiser les modalités d'une assistance juridique du Sénat au profit des collectivités locales** [n° 164 (92-93)] - (20 décembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4512) : attachement du Sénat aux collectivités locales - Droits et obligations nouvelles des collectivités locales - (p. 4513) : insuffisance des moyens juridiques des petites collectivités locales - Contrôle de légalité des actes des collectivités locales - Conditions d'intervention de la délégation du bureau du Sénat et de sa saisine - Au nom de la commission, se déclare favorable à l'adoption de la proposition de résolution dans sa nouvelle rédaction - **Renvoi en commission** (p. 4514, 4515) : Parlement souverain - Sénat, conseil des collectivités locales.



OLIVIER (Henri), sénateur de l'Orne (rattaché administrativement au groupe UREI).

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

ORNANO (Charles), sénateur de la Corse du Sud (NI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire [n° 83 (92-93)]** - (21 décembre 1992) - **Art. 23 (période de transition)** (p. 4656) : ses amendements, soutenus par M. Jacques Habert, n° 48 : période transitoire permettant aux entreprises d'assurer l'amortissement de leurs investissements ; et n° 49 : uniformisation de la durée de la période transitoire pour les régies et les concessions ; retirés - (p. 4657) : son amendement n° 50, soutenu par M. Jacques Habert : sanctions en cas de violation du privilège d'exclusivité pendant la période transitoire ; retiré.

ORNANO (Paul d'), sénateur des Français établis hors de France (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Délégué suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (*JO* Lois et décrets du 22 octobre 1992).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger.

Membre titulaire de la commission mixte chargée de donner un avis sur l'affectation et l'attribution des crédits du fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger.

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice (*JO* Lois et décrets du 25 novembre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national relatives à la réserve du service militaire (21 décembre 1992).

DÉPÔTS

Proposition de loi organique, déposée avec M. Charles de Cuttoli et Mme Paulette Brisepierre, tendant à modifier et

compléter la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République [n° 18 (90-91)] (9 octobre 1990) - Reprise par ses auteurs le 23 avril 1992 - **Elections.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, en application de l'article 22, alinéa 1, du Règlement, sur les modalités et les conséquences du retrait des FFA (Forces françaises en Allemagne) [n° 472 (91-92)] (1^{er} juillet 1992) - **Défense.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de **loi de finances** pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Coopération** - [n° 59 (92-93)] tome 3 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux [n° 183 (91-92)]** - **Suite de la discussion** - (21 janvier 1992) - **Après l'art. 31** (p. 358) : se déclare favorable à l'amendement n° 95 de la commission (indemnité des membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger).

- **Projet de loi relatif aux circonscriptions électorales pour l'élection des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger [n° 285 (91-92)]** - (13 mai 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1120) : le groupe du RPR votera ce projet de loi - Indemnités forfaitaires et autorisations d'absence des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger.

- **Conclusions du rapport de M. Charles de Cuttoli**, fait au nom de la commission des lois, sur sa **proposition de loi** (n° 255, 91-92), déposée avec plusieurs de ses collègues, **relative aux conditions d'exercice du mandat des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger [n° 283 (91-92)]** - (13 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1122) : bureau permanent du CSFE - Amendements du Sénat sur le projet de loi relatif à l'exercice des mandats locaux ; autorisations d'absence et indemnités des membres élus du CSFE - Mode de scrutin des membres élus du CSFE - (p. 1123) : comité du suivi - Le groupe du RPR votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif aux sociétés civiles de placement immobilier aux sociétés de crédit foncier et aux fonds communs de créances [n° 271 (91-92)]** - (19 juin 1992) - **Après l'art. 20** (p. 1889) : soutient l'amendement n° 33 de M. Emmanuel Hamel (régime fiscal applicable aux propriétaires d'immeubles ayant fait l'objet de travaux exécutés dans le cadre d'une opération groupée de restauration immobilière).

OSTERMANN (Joseph), sénateur du Bas-Rhin (NI puis RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission des affaires économiques (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle et modifiant le code du travail (3 juillet 1992).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 3 au 5 février 1992 par une délégation chargée d'étudier les régimes de protection sociale dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle [n° 420 (91-92)] (17 juin 1992) - **Sécurité sociale.**

OTHILY (Georges), sénateur de la Guyane (rattaché administrativement au groupe S, puis RDE).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes ; de nouveau membre de cette délégation (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992).

- Membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques, jusqu'au 11 juin 1992.

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice (*JO Lois et décrets* du 25 novembre 1992) ; puis secrétaire (*JO Lois et décrets* du 27 novembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon (16 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (3 décembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon** [n° 105 (92-93)] - (16 décembre 1992) - **Art. 48 ter (taxe spéciale de consommation dans les régions de Guadeloupe, Guyane, Martinique et de la Réunion)** (p. 4180, 4181) : son amendement n° 1 : augmentation de la part de la dotation affectée à la collectivité régionale ; rejeté.

LOUDIN (Jacques), sénateur de la Vendée (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992) ; puis secrétaire (*JO Lois et décrets* du 9 octobre 1992).

- Secrétaire de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes ; de nouveau membre, puis secrétaire de cette délégation (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992).

Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale.

Membre suppléant du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membre titulaire du comité des finances locales ; de nouveau membre titulaire de ce comité (*JO Lois et décrets* du 8 mai 1992).

- Membre de la commission d'enquête sur le système trans-fusionnel français en vue de son éventuelle réforme, jusqu'au 12 juin 1992.

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice (*JO Lois et décrets* du 25 novembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1993 (2 décembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, sur la gestion administrative et la situation financière de l'Institution de Retraite Complémentaire des Agents non Titulaires de l'Etat et des Collectivités Publiques (IRCANTEC) [n° 332 (91-92)] (12 mai 1992) - **Fonctionnaires et agents publics.**

Proposition de loi, déposée avec M. Roger Husson, tendant à remplacer le régime complémentaire de retraite institué au profit des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques par un nouveau régime complémentaire de retraite et de prévoyance [n° 376 (91-92)] (2 juin 1992) - **Fonctionnaires et agents publics.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 376 (91-92)] de MM. Jacques Oudin et Roger Husson, tendant à remplacer le régime complémentaire de retraite institué au profit des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques par un nouveau régime complémentaire de retraite et de prévoyance [n° 442 (91-92)] (24 juin 1992) - **Fonctionnaires et agents publics.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, sur les aspects financiers de la protection sociale [n° 31 (92-93)] (28 octobre 1992) - **Action sociale et solidarité nationale.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Affaires sociales et santé** - [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 3 (24 novembre 1992).

Proposition de loi constitutionnelle tendant à réaffirmer les principes démocratiques devant présider au contrôle de l'effort social de la Nation [n° 190 (92-93)] (23 décembre 1992) - **Parlement.**

Proposition de loi tendant à améliorer l'information du Parlement sur les comptes et la situation financière des régimes obligatoires de sécurité sociale [n° 191 (92-93)] (23 décembre 1992) - **Sécurité sociale.**

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

Questions orales européennes avec débat :

n° 10 (*JO Débats* du 3 avril 1992) (p. 525) - Ministère : Budget - **Financement de la Communauté européenne pour les années 1993-1997 - Communauté économique européenne (CEE).**

n° 2 (*JO Débats* du 8 avril 1992) (p. 532) - Ministère : Budget - **Financement de la Communauté européenne pour les années 1993-1997 - Communauté économique européenne (CEE).**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République - Deuxième lecture** [n° 117 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (10 janvier 1992) - **Après l'art. 64** (p. 89) : son amendement n° 237, soutenu par M. Paul Girod : dispositif de mutualisation de taxe professionnelle à l'intérieur des groupements à fiscalité propre ; adopté - **Art. 36 terdecies (commission départementale des sites et paysages littoraux ; supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 129) ; son amendement n° 236, soutenu par M. Philippe de Gaulle : composition de la commission ; retiré.

- **Projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises** [n° 174 (91-92)] - (9 avril 1992) - **Après l'art. 2** (p. 566) : son amendement n° 9 : préservation des droits de la défense en cas d'ordonnance rendue par le président du tribunal de grande instance ; adopté - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 567) : ses amendements n° 1 : définition du marché concerné par les acti-

vités irrégulières ; et n° 2 : soustraction à la réglementation sur les ententes et les abus de positions dominantes des concertations préalables à la présentation d'offres en vue de la conclusion de contrats de sous-traitance et de cotraitance ; adoptés (précédemment réservés p. 557) - (p. 568) : intérêt du débat sur l'ordonnance de 1986 - (p. 569) : son amendement n° 3 : amélioration de la motivation et de l'individualisation des sanctions prises par le conseil de la concurrence ; adopté (précédemment réservé p. 557) - Son amendement n° 4 : sursis à la publication des décisions du conseil de la concurrence dans la presse tant que la cour d'appel n'a pas statué définitivement ; retiré (précédemment réservé p. 557) - Son amendement n° 5 : indications relatives au début de la procédure devant le conseil de la concurrence ; retiré (précédemment réservé p. 557) - (p. 570) : son amendement n° 6 : possibilité pour l'une des parties de récuser le rapporteur du conseil de la concurrence ; retiré (précédemment réservé p. 557) - (p. 571) : son amendement n° 7 : information spécifique et motivée de l'ensemble des parties en cas d'abandon de procédure et caractère contradictoire de la totalité de la procédure ; adopté (précédemment réservé p. 557) - (p. 572) : son amendement n° 8 : amélioration de la transparence de l'information et de la procédure contractuelle ; adopté (précédemment réservé p. 557) - **Après l'art. 1^{er} (suite)** : son amendement n° 26 : révision des dispositions de l'ordonnance du 1^{er} décembre 1986 relative à la vente à perte ; retiré (précédemment réservé p. 563) - (p. 573) : son amendement n° 27 : transparence des prix et conditions de vente du fournisseur ; retiré au profit de l'amendement de cohérence n° 30 de la commission (précédemment réservé p. 563) - Son amendement n° 28 : sanction de l'octroi ou de l'obtention d'avantages tarifaires ; retiré (précédemment réservé p. 563).

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne » [n° 334 (91-92)]** - Suite de la discussion - (10 juin 1992) - Discussion générale (p. 1517; 1518) ; construction européenne - Europe fédérale - Dérive communautaire - Principe de subsidiarité - Rôle du Parlement français et politique communautaire - (p. 1519) : souveraineté - Transferts de compétences - Référendum français - **Après l'art. 1^{er} A** (p. 1541) : son amendement n° 11, soutenu par M. Emmanuel Hamel : détermination par le Parlement français de la contribution au budget de la Communauté ; rejeté.

Suite de la discussion - (16 juin 1992) - **Art. 2 (insertion dans la Constitution d'un titre XIV : « Des Communautés européennes et de l'Union européenne ») - Art. 88-1 de la Constitution (transferts des compétences nécessaires à l'établissement de l'Union économique et monétaire et à la politique commune des visas)** (p. 1700) : son amendement n° 12 : impossibilité de transférer les compétences dévolues au Parlement en matière fiscale et budgétaire ; rejeté - Union économique et monétaire - Traité de Rome et ressources propres - Loi de finances - Harmonisation - Fisicalité de l'environnement - Dépenses obligatoires - Loi organique - (p. 1701) : défense des parlements nationaux - (p. 1702) : compétence du Parlement en matière

fiscale et budgétaire - Contrôle du Parlement sur les dépenses européennes.

- **Conclusions du rapport de M. Jacques Oudin, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi n° 376 rectifiée (91-92), déposée avec M. Roger Husson, tendant à remplacer le régime complémentaire de retraite institué au profit des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques par un nouveau régime complémentaire de retraite et de prévoyance [n° 442 (91-92)]** - (30 juin 1992) - Rapporteur - Discussion générale (p. 2270) : institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques, IRCANTEC - Situation financière - Conseil d'administration de l'IRCANTEC - (p. 2271) : diversité et hétérogénéité des populations affiliées à l'IRCANTEC - Relations financières de l'IRCANTEC et des autres régimes complémentaires de retraite - Nouveau régime complémentaire de retraite et de prévoyance - Elus locaux et représentants à l'Assemblée des Communautés européennes - Association des institutions de retraite publique - Cotisations - (p. 2272) : avis favorable sur cette proposition de loi.

- **Proposition de loi organique modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances pour instituer un contrôle du Parlement sur la participation de la France au budget des Communautés européennes [n° 479 (91-92)]** - (29 octobre 1992) - **Après l'art. 2** (p. 2937) : sur l'amendement n° 5 de la commission (extension des pouvoirs des rapporteurs spéciaux de la commission des finances au contrôle des flux financiers entre la France et les communautés européennes), son sous-amendement n° 6 ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)].**

Discussion générale :

Question préalable - Suite de la discussion - (26 novembre 1992) - **Question préalable** (p. 3486) : se déclare en faveur de la motion n° 1 de M. Jean Arthuis, tendant à opposer la question préalable - Crise générale de l'économie française - Irréalisme des prévisions gouvernementales - Artifices du Gouvernement - Politique économique particulièrement désastreuse - Problème de la sincérité du Gouvernement - Budget de la sécurité sociale - Déficit catastrophique - Contribution sociale généralisée - (p. 3487) : rapport annuel sur la protection sociale qui n'a jamais été présenté au Parlement - Absence de comptes véritables de la sécurité sociale - Chiffres faux ou incomplets - Crise chronique de trésorerie de la sécurité sociale - Economie sinistrée.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1992 [n° 89 (92-93)]** - (18 décembre 1992) - **Art. 46 (conditions d'exercice du droit de communication et modification du régime des sanctions)** (p. 4394) : son amendement n° 7, soutenu par M. Emmanuel Hamel : suppression du paragraphe II de l'article relatif à l'aménagement du régime des sanctions en matière de droit de communication ; retiré.

P

PAGES (Robert), sénateur de Seine-Maritime (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre suppléant de la commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution des aides financées par le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord en situation de chômage de longue durée, âgés de plus de cinquante-sept ans (JO Lois et décrets du 24 janvier 1992).

- Secrétaire de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif, dans les administrations publiques, jusqu'au 11 juin 1992.

- Membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur les conditions dans lesquelles il a été décidé d'admettre sur le territoire français M. Georges Habache, dirigeant du Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.) (JO Lois et décrets du 23 avril 1992); puis secrétaire (JO Lois et décrets du 30 avril 1992), jusqu'au 18 juin 1992.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux (21 janvier 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives (18 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (3 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives (10 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire (21 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes (24 janvier 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens (3 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la Nation, l'Etat et la paix publique (24 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mise à la disposition des départements

des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services (20 octobre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon (16 décembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Deuxième lecture** [n° 233 (91-92)] - (15 janvier 1992) - Discussion générale (p. 171, 172) : indépendance de la magistrature - Conseil supérieur de la magistrature - Le groupe communiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France** [n° 227 (91-92)] - (16 janvier 1992) - Discussion générale (p. 204) : convention de Schengen - Conséquences de ce projet de loi sur la souveraineté nationale - Système informatique Schengen - Responsabilité des transporteurs - (p. 205) : demande d'asile - Zones de transit - Danger d'un tel texte - Avec le groupe communiste, votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux** [n° 183 (91-92)] - Suite de la discussion - (21 janvier 1992) **Art. 17 (régime indemnitaire des élus municipaux)** (p. 323) : soutient les amendements de M. Paul Souffrin, n° 183 (fiscalisation des indemnités) et n° 184 (élu de condition modeste) (p. 329) : intervient à propos de l'amendement n° 63 de la commission (fraction des indemnités de fonction versée aux élus municipaux) : soutient l'amendement n° 185 de M. Paul Souffrin (abattement à la base) - **Après l'art. 16 (suite)** (p. 368) : soutient l'amendement n° 182 de M. Paul Souffrin (participation de l'Etat à la formation des élus) - **Art. 36 (modalités de fiscalisation d'indemnités parlementaires)** (p. 371) : se déclare opposé à l'amendement n° 152 de la commission (prélèvement libératoire) et favorable au n° 190 de M. Etienne Dailly (suppression de l'expression « dans les conditions de droit commun ») - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 374) : décentralisation - Conjoncture économique - Démocratisation de la fonction élective - Droit à la formation - Participation financière de l'Etat - Fiscalisation - Retraites.

- **Projet de loi modifiant les articles L. 393, L. 394, L. 395, L. 402, L. 404 et L. 405 et abrogeant l'article L. 401 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre** [n° 240 (91-92)] - (15 avril 1992) - Discussion générale (p. 641, 642) : actualisation des textes - Accès permanent des invalides de guerre aux emplois réservés - Liste des organismes assujettis - Retraite anticipée des anciens combattants d'Afrique du Nord chômeurs en fin de droit - Procédure d'attribution - Délocalisation des services du secrétariat d'Etat aux anciens combattants - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 646) : le groupe communiste votera ce projet de loi - Anciens combattants.

- **Projet de loi relatif à la responsabilité du fait des vols, pertes et détériorations des objets déposés dans les établissements de santé et certains établissements sociaux ou médico-sociaux, et à la vente des objets abandonnés dans ces établissements** [n° 475 (90-91)] - (15 avril 1992) - Discussion générale (p. 649) : régime spécifique des dépôts effectués dans les établissements sanitaires et sociaux - (p. 650) : champ d'application - Nature des objets déposés - Responsabilité des établissements sanitaires et sociaux - Le groupe communiste estime ce projet de loi positif - **Art. 1^{er} (responsabilité objective des établissements sanitaires et sociaux)** : son amendement n° 16 : extension du champ d'application ; rejeté - (p. 651) : ses amendements n° 17 : cas des objets apportés par des tiers aux personnes hébergées ; rejeté ; n° 18 : dépôt de sommes d'argent ; retiré ; n° 19 : obligation de prévoir des aménagements nécessaires à la sécurité des objets déposés ; rejeté - **Art. 5 (responsabilité pour faute)** (p. 653) : son amendement n° 21 : responsabilité de plein droit dans certains cas de dépôt ; rejeté - **Art. 7 (vente des objets non réclamés)**

(p. 654) : son amendement n° 22 : notification écrite de la remise des objets non réclamés à la Caisse des dépôts et consignations à la personne intéressée ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 655) : le groupe communiste votera ce projet de loi en dépit du rejet de tous ses amendements.

- **Conclusions du rapport de M. Jacques Larché**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 252, 91-92) de MM. Marcel Lucotte, Charles Pasqua, Daniel Hoeffel et Ernest Cartigny, tendant à créer une commission d'enquête sur l'accueil en France, le mercredi 29 janvier 1992, du dirigeant d'une organisation terroriste [n° 253 (91-92)] - (15 avril 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 657) : le groupe des sénateurs communistes et apparenté ne participera pas au vote de la proposition de résolution.

- **Rappel au règlement** - (22 avril 1992) (p. 739, 740) : demande au Gouvernement le retrait de son projet de loi modifiant le régime de travail dans les ports maritimes.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens** - *Deuxième lecture* [n° 212 (91-92)] - (22 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 742) : réalités sociales et économiques - (p. 743) : causes de la délinquance - Prévention - Amendements - Interdiction de séjour - Responsabilité des personnes morales - **Art. unique** (les dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et des délits contre les biens sont fixées par le livre III annexé à la présente loi) (réservé jusqu'après l'examen des articles du code pénal qui y sont annexés) - **Art. 301-3 du code pénal (vol simple)** (p. 745) : soutient l'amendement n° 39 de M. Charles Lederman (diminution du montant de l'amende) - *Après l'art. 301-3* (p. 746) : soutient l'amendement n° 40 de M. Charles Lederman (diminution de la sanction pour vol simple) - **Art. 301-4 (vol aggravé)** : soutient l'amendement n° 41 de M. Charles Lederman (suppression de la référence à la notion de bande organisée) - **Art. 301-5 (vols aggravés - sanctions du vol aggravé par des violences ayant entraîné une incapacité totale de travail pendant plus de huit jours)** (p. 747) : soutient l'amendement n° 42 de M. Charles Lederman (suppression de la période de sûreté) - **Art. 301-12 (peines complémentaires applicables aux personnes physiques)** (p. 748) : soutient l'amendement n° 43 de M. Charles Lederman (suppression de la peine complémentaire constituée par l'interdiction de séjour) - **Art. 301-12-1 (interdiction du territoire français)** (p. 749) : se déclare opposé à l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement du texte prévoyant le prononcé obligatoire de l'interdiction du territoire à l'encontre des étrangers coupables de vol grave) - **Art. 301-13 (responsabilité des personnes morales)** : soutient l'amendement n° 44 de M. Charles Lederman (exclusion des partis politiques et des syndicats de la responsabilité des personnes morales) - **Art. 302-4 (extorsion commise en bande organisée)** (p. 750) : soutient l'amendement de suppression n° 45 de M. Charles Lederman - **Art. 306-2 (destructions, dégradations et détériorations volontaires dangereuses pour les personnes)** (p. 760) : soutient l'amendement de précision n° 46 de M. Charles Lederman - **Art. 306-3 (cas où le crime prévu à l'article 306-2 est réalisé en bande organisée)** (p. 761) : soutient l'amendement n° 47 de M. Charles Lederman (suppression du premier alinéa de l'article relatif à la bande organisée, circonstance aggravante de la destruction, dégradation et détérioration volontaire d'un bien appartenant à autrui) - **Art. 306-5 (peines complémentaires)** (p. 763) : soutient l'amendement n° 48 de M. Charles Lederman (dérogation à l'application de la peine complémentaire d'interdiction d'exercer une fonction publique ou une activité professionnelle ou sociale en cas de conflit social) - **Art. 306-6 (responsabilité pénale des personnes morales pour vandalisme, destructions, dégradations ou détériorations)** (p. 764) : soutient les amendements n° 49 (exclusion des partis politiques et des syndicats du champ de la responsabilité des personnes morales) et n° 50 (champ d'application de la responsabilité pénale des personnes morales) de M. Charles Lederman - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 766) : avec le groupe communiste, votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique** [n° 13 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (23 avril 1992) - **Art. 1^{er}** (les dispositions du code

pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique, sont fixées par le livre IV annexé à la présente loi) (réservé jusqu'après l'examen des articles du code pénal qui y sont annexés) - **Titre I^{er}** (des atteintes aux intérêts fondamentaux de la nation) - *Après l'art. 410-1 du code pénal* (p. 795) : avec le groupe communiste, se déclare opposé aux amendements n° 2 (insertion d'un chapitre additionnel : des atteintes aux droits et libertés proclamés par la Constitution commises par des personnes exerçant une fonction publique et des entraves à l'exercice des libertés d'expression, du travail, d'association, de réunion ou de manifestation) et n° 7 (insertion d'un article additionnel réprimant les entraves à certaines libertés publiques) de la commission - **Chapitre I^{er}** (De la trahison et de l'espionnage) - **Section 3** (De la livraison d'informations à une puissance étrangère) - **Art. 411-6 (livraison d'informations)** (p. 796) : soutient l'amendement n° 152 de M. Charles Lederman (précision relative à la notion de mise à disposition d'informations) - **Section 4 (Du sabotage)** - **Art. 411-9 (sabotage)** (p. 797) : soutient les amendements n° 153 et, n° 154 de M. Charles Lederman (référence aux intérêts d'une puissance étrangère) - **Chapitre III** (Des autres atteintes à la défense nationale) - **Section 1** (Des atteintes à la sécurité des forces armées et aux zones protégées intéressant la défense nationale) - **Art. 413-2 (entrave au fonctionnement du matériel militaire et au mouvement de personnel ou de matériel militaire)** (p. 801) : entrave au fonctionnement normal du matériel militaire - **Art. 413-3 (provocation de militaires à la désobéissance)** : soutient l'amendement de suppression n° 155 de M. Charles Lederman - **Art. 413-4 (entrave de démoralisation de l'armée)** : soutient l'amendement de suppression n° 156 de M. Charles Lederman - **Art. 413-6 (entrave au fonctionnement des organismes intéressant la défense nationale)** (p. 802) : soutient l'amendement de suppression n° 157 de M. Charles Lederman - **Art. 413-7 (pénétration dans des locaux intéressant la défense nationale)** : libertés syndicales - *Après l'art. 414-7* (p. 806) : intervient sur l'amendement n° 176 du Gouvernement (extension de dispositions relatives aux atteintes à la sûreté de l'Etat au bénéfice des puissances signataires du traité de l'Atlantique Nord et au profit de la Suède).

- **Projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives** - *Deuxième lecture* [n° 306 (91-92)] - (6 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1004, 1005) : solidarité - Mouvement coopératif - Charte de l'économie sociale - Institut de développement de l'économie sociale - Titres participatifs - Chômage - Au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'adoption de ce projet - **Art. 52 A (taux des rémunérations des parts des coopératives agricoles)** (p. 1010, 1011) : mouvement coopératif agricole - Réduction du nombre d'exploitants agricoles - Ouverture des associés extérieurs aux capitaux privés - Prix agricoles - Rôle du Crédit agricole - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1012) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'adoption de ce projet.

- **Projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale** [n° 314 (91-92)] - (21 mai 1992) - **Art. 1^{er}** (définition des actes de harcèlement sexuel réprimés par le projet de loi) - **Art. L. 122-46 du code du travail (protection du salarié contre l'abus d'autorité en matière sexuelle)** (p. 1340) : sur l'amendement n° 1 de la commission (nouvelle rédaction de l'article L. 122-46 du code du travail afin de l'harmoniser avec la rédaction adoptée par le Sénat lors de la réforme du code pénal), se déclare opposé au sous-amendement n° 33 de M. Guy Robert - **Après l'art. 2** (p. 1344) : soutient les amendements de Mme Marie-Claude Beaudou n° 24 (prise en compte dans le code pénal de la notion d'abus d'autorité en matière sexuelle) et n° 25 (répression du harcèlement sexuel) - (p. 1346) : soutient l'amendement n° 26 de Mme Marie-Claude Beaudou (protection des agents de la fonction publique) - **Après l'art. 5** (p. 1350) : soutient l'amendement n° 32 de Mme Marie-Claude Beaudou (compétence des inspecteurs du travail en matière de protection des victimes du harcèlement sexuel).

- **Projet de loi modifiant le régime du travail dans les ports maritimes** [n° 349 (91-92)] - (26 mai 1992) - **Question préalable** (p. 1394) : soutient la motion n° 1 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable - Coût excessif de la main-d'oeuvre portuaire - Compétitivité des ports maritimes -

Remise en cause du statut social - Régime de l'intermittence portuaire - (p. 1395) : mensualisation - Déperquation du financement des indemnités de garantie des dockers - Dénonce la politique d'abandon des voies navigables intérieures et le démantèlement de la marine marchande française - Conséquences dangereuses de ce texte pour l'avenir des activités portuaires - **Art. 1^{er}** (modification du livre V de la première partie du code des ports maritimes) (p. 1400) : ses amendements n° 6 et n° 13 modifiant le paragraphe II de l'article L. 511-2 du code des ports maritimes relatif à la définition des catégories d'ouvriers dockers ; rejetés - (p. 1404) : son amendement n° 18 : modifications du paragraphe VII de cet article (article L. 521-4 du code des ports maritimes) relatif aux attributions de la Caisse nationale de garantie des ouvriers dockers ; rejeté - (p. 1407) : son amendement n° 15 : suppression du paragraphe XII (article L. 521-9 du code des ports maritimes) relatif à l'abrogation de cet article ; rejeté - (p. 1408) : son amendement n° 28 : aménagement d'une procédure d'appel au bénéfice des dockers ayant fait l'objet d'une sanction disciplinaire ; rejeté.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne » [n° 334 (91-92)] - Suite de la discussion** - (10 juin 1992) - **Question préalable** (p. 1535) : soutient la motion n° 2 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - « Exceptionnalité » française - (p. 1536) : coopération européenne - Caducité du traité de Maastricht - Le groupe communiste votera la motion.

Suite de la discussion - (16 juin 1992) - **Art. 2** (insertion dans la Constitution d'un titre XIV : « Des Communautés européennes et de l'Union européenne ») - **Art. 88-3 de la Constitution** (avis des assemblées parlementaires sur les propositions d'actes communautaires comportant des dispositions de nature législative) (p. 1728) : droits du Parlement - Les sénateurs communistes refusent cet article.

- **Projet de loi sur la zone d'attente des ports et des aéroports et portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 386 (91-92)]** - (17 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1764, 1765) : immigration - Immigration clandestine - Accords de Schengen - Décision du Conseil constitutionnel déclarant non conforme à la Constitution l'article 8 de la loi du 26 février 1992, créant des zones de transit - Demandeurs d'asile - **Art. 1^{er}** (zone d'attente) (p. 1767) : demandeurs d'asile - Droits des étrangers - Saisine sans forme du président de la cour d'appel - (p. 1768 à 1772) : soutient les amendements de M. Charles Lederman n° 6 (réduction du délai de maintien en zone d'attente), n° 7 (décision de maintien : accord nécessaire d'un membre de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, OFPRA), n° 8 (présence d'office d'un interprète), n° 9 (délai de huit jours non renouvelable), n° 10 (concours d'un interprète et communication du dossier à l'intéressé avant l'audience), n° 11 (délai de décision en appel), n° 12 (caractère suspensif de l'appel), n° 13 (assistance d'un interprète et d'un avocat en cas d'appel), n° 14 de conséquence, et n° 16 (présence des associations humanitaires) - **Art. 2** (modifications de l'ordonnance du 2 novembre 1945) : soutient l'amendement n° 17 de M. Charles Lederman (caractère suspensif de l'appel) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1773) : abstention du groupe communiste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique - Deuxième lecture [n° 361 (91-92)]** - (24 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1948) : danger du livre IV - Libertés individuelles et collectives - **Art. 1^{er}** (réservé jusqu'après l'examen des articles du livre IV annexé) - **Art. 414-8 du code pénal** (extension de dispositions relatives aux atteintes à la sûreté de l'Etat au bénéfice des puissances signataires du traité de l'Atlantique Nord) (p. 1951) : soutient l'amendement de suppression n° 1 de M. Charles Lederman - **Avant l'art. 421-1** : soutient l'amendement n° 2 de M. Charles Lederman (suppression du texte présenté pour la division « Titre II » et son intitulé) - **Art. 421-1** (actes de terrorisme) (p. 1952) : soutient les amendements de M. Charles Lederman, n° 3 de suppression et n° 4 (définition des actes de terrorisme) - **Art. 422-1** (repentis ayant tenté de commettre un acte de terrorisme) : soutient l'amendement de suppression n° 5 de M. Charles Lederman - **Art. 422-3** (peines privatives de liberté encourues par un repentis) (p. 1953) : sou-

tient l'amendement de suppression n° 6 de M. Charles Lederman - **Art. 422-6** (responsabilité pénale des personnes morales) : soutient l'amendement n° 7 de M. Charles Lederman (suppression de tout élément intentionnel à l'implication d'une personne morale dans un acte terroriste) - **Art. 431-1** (définition de l'attoupelement) (p. 1955) : soutient l'amendement n° 8 de M. Charles Lederman (suppression de l'alinéa relatif à l'intervention des forces de l'ordre en vue de dissiper un attoupelement) - **Art. 432-1** (mesures destinées à faire échec à l'exécution de la loi) (p. 1957) : soutient l'amendement de suppression n° 9 de M. Charles Lederman - **Art. 433-5** (rébellion) (p. 1959) : soutient l'amendement de suppression n° 10 de M. Charles Lederman - **Art. 433-7** (provocation à la rébellion) (p. 1960) : soutient l'amendement de suppression n° 11 de M. Charles Lederman - **Art. 434-24-1** (définition de la personne détenue et de la situation de garde à vue) (p. 1964) : soutient l'amendement n° 12 de M. Charles Lederman (suppression de l'assimilation de la garde à vue à la détention) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1968) : avec le groupe communiste, votera contre le projet de réforme du livre IV du code pénal issu des travaux du Sénat.

- **Projet de loi modifiant le code forestier et portant diverses dispositions en matière de chasse - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 423 (91-92)]** - (24 juin 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1973, 1974) : insuffisance des dispositions adoptées - Avec le groupe communiste, votera ce texte.

- **Projet de loi relatif aux relations entre les médecins et l'assurance maladie [n° 393 (91-92)]** - (24 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1983) : transfert des charges relatives aux dépenses de santé - Désengagement progressif de l'Etat - Contribution sociale généralisée - Remboursement des médicaments - Mécanismes de régulation - Dotation globale - Médecine ambulatoire - Infirmiers - Plafonnement de l'activité - (p. 1984) : taux d'évolution - Collèges électoraux - Démographie médicale - Médecine hospitalière, médecine scolaire et médecine du travail - Médecine préventive - (p. 1985) : avec le groupe communiste, se déclare opposé à ce projet de loi - **Question préalable** (p. 1995) : avec le groupe communiste, ne participera pas au vote sur la motion n° 2 de la commission, tendant à opposer la question préalable.

- **Projet de loi relatif à l'octroi de mer [n° 411 (91-92)] - Suite de la discussion** - (1^{er} juillet 1992) - **Art. 1^{er}** (opérations taxables) (p. 2301) : soutient l'amendement n° 35 de M. Jean-Luc Bécart (nouvelle rédaction de cet article) et sur l'amendement n° 2 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), soutient les sous-amendements n° 36 et n° 38 de M. Jean-Luc Bécart et n° 39 de M. Henri Bangou - **Art. 10** (taux de l'octroi de mer) (p. 2308) : soutient l'amendement n° 40 de M. Jean-Luc Bécart (suppression du paragraphe V de cet article relatif au rôle de la commission des communautés européennes sur les demandes d'exonération de l'octroi de mer) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2315) : compétence de la commission des communautés européennes - Incidence de l'application de l'octroi de mer - Abstention du groupe communiste sur le projet tel qu'il ressort des travaux du Sénat.

- **Projet de loi relatif à l'installation de réseaux de distribution par câble de services de radiodiffusion sonore et de télévision - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 467 (91-92)]** - (1^{er} juillet 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** : abstention du groupe communiste sur ce texte (p. 2317).

- **Projet de loi relatif à la validation d'acquis professionnels, pour la délivrance de diplômes et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale [n° 456 (91-92)]** - (1^{er} juillet 1992) - **Discussion générale** (p. 2321) : développement des savoirs - Enseignement supérieur - Validation des acquis professionnels - Présence de professionnels dans les jurys de validation - Création de commissions paritaires d'établissements - (p. 2322) : enseignement supérieur - Enseignement privé - Education publique - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi - **Art. 2** (validation des acquis professionnels pour l'obtention de diplômes de l'enseignement technologique) (p. 2328) : soutient l'amendement n° 19 de Mme Hélène Luc (insertion des mots « pour les formations allant jusqu'au niveau V ») - **Art. 4** (statut dérogatoire des universités nouvelles) (p. 2330) : soutient l'amendement de

suppression n° 23 de Mme Hélène Luc - **Art. 6** (*participation de personnalités extérieures au recrutement d'enseignants-chercheurs des grands établissements*) (p. 2331) : soutient l'amendement n° 25 de Mme Hélène Luc (dérogation aux dispositions de l'article 37 de la loi de 1984 pour la seule Ecole nationale des Chartes tout en confirmant la disposition similaire prise en faveur du Conservatoire national des arts et métiers) - **Art. 9** (*preuve informatique des vœux d'affectation et de mutation*) (p. 2332) : commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL - **Art. 12** (*acquisition de la propriété des biens des établissements publics locaux d'enseignement*) (p. 2333) : remboursement en titres du fonds de compensation pour la TVA - **Art. 14** (*extension de la durée de l'année scolaire*) (p. 2336) : soutient l'amendement n° 29 de Mme Hélène Luc (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 15** (*validation préventive d'un arrêté fixant le montant du forfait d'externat dû aux établissements d'enseignement privé*) (p. 2338) : enseignement privé.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 466 (91-92)] - (7 juillet 1992) - **Discussion générale** (p. 2472, 2473) : délit d'atteinte au respect de la justice - Terrorisme.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 475 (91-92)] - (7 juillet 1992) - **Discussion générale** (p. 2480) : libertés publiques - Avec le groupe communiste, votera contre le texte issu de la CMP.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 477 (91-92)] - (7 juillet 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2500, 2501) : nécessité de prévention et de réinsertion - Avec les sénateurs communistes, votera contre les conclusions de la CMP sur le livre II du code pénal.

- **Projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et à la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur** [n° 487 (91-92)] - (21 octobre 1992) - **Discussion générale** (p. 2750, 2751) : nouveau code pénal - Répression - Libertés individuelles et publiques - Aide juridictionnelle - Justice - Chômage - Nombre de condamnations - Nouvelle numérotation des articles - Entrée en vigueur - (p. 2752) : circonstances atténuantes - Trafic de stupéfiants - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi - **Art. 23** (*vote de la cour d'assises sur la peine*) (p. 2762) : soutient l'amendement n° 121 de M. Charles Lederman (précision de l'échelle des peines applicable à l'espèce) - **Art. 68** (*trafic de stupéfiants et proxénétisme*) (p. 2772) : soutient l'amendement n° 122 de M. Charles Lederman (composition et fonctionnement de la cour d'assises) - **Art. 69** (*poursuites, instruction et jugement des infractions commises par les personnes morales*) (p. 2774) : soutient l'amendement n° 123 de M. Charles Lederman (exclusion des partis politiques, des syndicats et des institutions représentatives du personnel et des associations à but non lucratif de l'application de cet article) - **Art. 103 B et 103 C** (*casier judiciaire des personnes morales*) (p. 2779) : soutient les amendements n° 124 et n° 125 de M. Charles Lederman (exclusion de la procédure des partis politiques, des syndicats, des institutions représentatives du personnel et des associations à but non lucratif) - **Art. 203** (*sanctions des infractions commises par voie de presse*) (p. 2798) : se déclare opposé à l'amendement n° 48 de la commission (suppression du paragraphe V de cet article qui abroge le cinquième alinéa de l'article 24 de la loi du 29 juillet 1881 sanctionnant les cris et chants séditieux proférés dans des lieux de réunion publique) - **Art. 262** (*entrée en vigueur*) (p. 2819) : le groupe communiste ne participera pas au vote de l'amendement n° 87 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) ni à celui du sous-amendement n° 128 du Gouvernement - **Avant le titre I^{er}** (p. 2820) : soutient les amendements de M. Charles Lederman, n° 115 (suppression de la peine d'interdiction de séjour), n° 116 (notion de période de sûreté) et n° 117 (auto-avortement) - (p. 2822) : soutient les amendements de M. Charles Lederman, n° 118 (droit de grève), n° 119 (délict d'atteinte au respect de la justice) et n° 120 (peine mini-

male en matière correctionnelle ou criminelle) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2823, 2824) : avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises** - *Nouvelle lecture* [n° 2 (92-93)] - (28 octobre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2894) : nécessité des délais de paiement - Défavorable à leur allongement - Privilèges exorbitants des centrales d'achats au détriment des producteurs et des consommateurs - Abstention du groupe communiste lors du vote de ce projet.

- **Projet de loi relatif aux procédures de passation de certains contrats dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications** [n° 506 (91-92)] - (28 octobre 1992) - **Discussion générale** (p. 2897) : transposition dans le droit interne d'une partie de la directive européenne du 17 septembre 1990 - Ouverture des marchés publics français aux entreprises européennes - (p. 2898) : dessaisissement du Parlement - Elargissement du champ d'application de ce projet aux exploitants publics et aux établissements publics à caractère industriel et commercial, EPIC - Exacerbation de la concurrence sur les marchés publics - Conséquences néfastes pour l'emploi des baisses de la qualité des prestations fournies ou des travaux exécutés - (p. 2899) : création de situations discriminatoires à l'égard des entreprises françaises - Introduction d'une préférence communautaire insuffisante pour les marchés de fourniture et de travaux - Texte dangereux contraire à l'intérêt national - Au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'adoption de ce projet - **Art. 1^{er}** (*contrats et organismes assujettis*) (p. 2901) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'amendement n° 1 de la commission (extension du champ d'application des nouvelles dispositions aux établissements publics ayant un caractère industriel et commercial) - **Art. 3** (*conditions d'exclusion de certains organismes*) (p. 2903) : organismes détenteurs de titres miniers de charbon, d'autres combustibles solides ou d'hydrocarbures liquides ou gazeux dérivés - Clause dérogatoire à l'ouverture de la concurrence - Au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'adoption de cet article.

- **Rappel au règlement de M. Marcel Daunay** - (18 novembre 1992) (p. 3186) : négociations du GATT.

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale** [n° 3 (92-93)] - *Suite de la discussion* - (18 novembre 1992) - **Art. 1^{er} C** (*relations entre le Garde des sceaux et le Parquet*) (p. 3200) : soutient l'amendement n° 192 de M. Charles Lederman (instruction du ministre de la justice) - **Art. 3** (*garde à vue en cas d'infraction flagrante*) (p. 3206) : soutient l'amendement n° 193 de M. Charles Lederman (suppression de la seconde phrase du 4^e alinéa du texte présenté par l'article 3 pour l'article 63 du code de procédure pénale qui prévoit que, à titre exceptionnel, le Procureur de la République peut prolonger la garde à vue de 24 heures par décision écrite sans présentation préalable de la personne) - **Art. 4** (*information du gardé à vue sur ses droits*) - **Art. 63-1 du code de procédure pénale** (*obligation pour l'officier de police judiciaire d'informer immédiatement le gardé à vue des dispositions relatives à la garde à vue et de ses droits*) (p. 3209) : soutient l'amendement n° 194 de M. Charles Lederman (communication des droits énoncés à la personne gardée à vue dans la langue qu'elle parle et par l'intermédiaire d'un interprète si nécessaire) - **Art. 63-3** (*intervention d'un médecin si le gardé à vue le demande*) (p. 3211) : soutient l'amendement n° 196 de M. Charles Lederman (possibilité pour l'intéressé de choisir un médecin qui peut être un médecin de famille ou un médecin spécialiste de son affection).

- (18 novembre 1992) (p. 3200) : débat au Parlement sur les négociations du GATT.

- **Projet de loi de finances pour 1993** [n° 55 (92-93)].

Discussion générale :

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3460) : budget des anciens combattants et victimes de guerre - Fonds de solidarité au bénéfice des anciens combattants d'Afrique du Nord - Attribution de la carte du combattant - (p. 3461) : service du travail obligatoire, STO - Combattants de la Résistance - Secrétariat d'Etat aux anciens combattants - Opposition au budget des anciens combattants et victimes de guerre.

→ **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques** [n° 10 (92-93)] - (1^{er} décembre 1992) - **Art. 8 B** (*rapport annuel de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques*) (p. 3562) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 112 de la commission - **Art. 8** (*nouvelles règles applicables aux dons des personnes morales aux candidats aux élections publiques*) (p. 3563) : soutient les amendements de M. Charles Lederman n° 220 (suppression du financement des campagnes électorales par les personnes morales privées), n° 221, de coordination, et n° 222, de conséquence - (p. 3564) : se déclare opposé aux amendements identiques de suppression n° 113 de la commission et n° 9 de M. Xavier de Villepin.

Suite de la discussion - (2 décembre 1992) - **Après l'art. 8** (p. 3575 à 3578) : soutient les amendements de M. Charles Lederman n° 223 (limitation des dons des personnes morales dans leur ensemble à 50 000 francs), n° 224 (limitation du financement des campagnes électorales par les entreprises privées), n° 225 (augmentation du montant minimal des dons en espèces à un candidat), n° 226 (suppression de la limitation du montant global des dons en espèces faits au candidat), n° 227 (suppression de la participation au financement des activités politiques par les sociétés dont l'Etat est actionnaire), n° 228 (publication intégrale des comptes par la commission des comptes de campagne), n° 229 (adjonction aux membres de la commission des comptes de campagne d'un membre désigné par chaque formation ayant présenté plus de cinq candidats aux dernières élections législatives), n° 230 (suppression de la possibilité donnée à la commission des comptes de campagne de demander à des officiers de police judiciaire de procéder à toute investigation jugée nécessaire pour l'exercice de sa mission), n° 231 (modification de la répartition des sommes versées par l'Etat aux partis et groupements politiques) et n° 232 (augmentation du montant minimal de la souscription populaire) - **Art. 8 bis** (*abaissement du plafond des dépenses électorales pour l'élection des députés*) (p. 3579) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 114 de la commission - **Art. 8 ter** (*taux de prise en charge par l'Etat d'une fraction de certaines dépenses électorales des candidats ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés*) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 115 de la commission - **Art. 9** (*nouvelles règles applicables aux dons des personnes morales aux partis et groupements politiques*) (p. 3580, 3581) : soutient les amendements de M. Charles Lederman, n° 233 (interdiction du financement des partis politiques par les entreprises privées), n° 234 (limitation des ressources provenant des entreprises privées dans les budgets annuels des partis), n° 235 de conséquence, n° 236 (suppression de la déduction fiscale des dons émanant des personnes morales de droit privé), n° 237 (suppression de dispositions établissant la conformité à l'objet social des dons consentis par une entreprise privée à des candidats ou partis politiques), n° 238 et n° 239 de coordination - **Après l'art. 9** (p. 3582) : soutient l'amendement n° 240 de M. Charles Lederman (consultation des représentants du personnel et accord des organes dirigeants et associés pour les dons effectués par les personnes morales à un candidat) - **Après l'art. 10** (p. 3584) : soutient les amendements de M. Charles Lederman, n° 242 (répartition du temps d'antenne entre les groupes politiques) et n° 243 (suppression des restrictions au droit d'affichage) - **Art. 10 bis** (*report de la date d'entrée en vigueur des dispositions relatives au financement des campagnes électorales après les prochaines élections législatives*) (p. 3585) : soutient l'amendement de suppression n° 244 de M. Charles Lederman - **Avant l'art. 11** (p. 3586, 3587) : soutient les amendements de M. Charles Lederman, n° 245 (mesure d'aide en faveur de la presse écrite), n° 246 (suppression des coupures publicitaires) et n° 247 (obligation pour les ministères ou les établissements publics nationaux d'acheter des espaces publicitaires dans la presse écrite) - **Art. 11** (*communication du barème des prix et des conditions de vente des prestataires de service*) (p. 3587, 3588) - Commission d'agence - Crise du secteur publicitaire - Concurrence - Concertation.

→ **Projet de loi modifiant le code civil et relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits** - **Deuxième lecture** [n° 11 (92-93)] - (9 décembre 1992) - **Art. 1^{er}** (*de la responsabilité du fait de défaut de sécurité des produits*) - **Art. 1386-15 du code civil** (*extinction de la respon-*

sabilité du fait du défaut de sécurité des produits) (p. 3825) : son amendement n° 16 : organisation du délai de prescription dans le sens d'une meilleure protection du consommateur ; devenu sans objet.

- **Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement** [n° 12 (92-93)] - (10 décembre 1992) - **Discussion générale** (commune avec la proposition de loi n° 13) (p. 3906) : transparence des déclarations du patrimoine des membres du Parlement, des membres du Gouvernement et des titulaires de certains mandats électoraux - (p. 3907) : souhaite la publication au Journal officiel du patrimoine des responsables politiques - Favorable à la déclaration du patrimoine des conjoints de parlementaires et de leurs enfants mineurs - Limitation des dépenses des campagnes électorales - Au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'adoption de ces deux propositions de loi en l'état - **Art. 1^{er}** (*article L.O. 135-1 du code électoral*) (p. 3908) : ses amendements, n° 1 : prise en compte de la situation patrimoniale des enfants mineurs du déclarant ; devenu sans objet ; et n° 2 : publication au Journal officiel de l'état récapitulatif des biens et dettes du déclarant ainsi qu'éventuellement ceux de son conjoint et de ses enfants mineurs dans les deux mois qui suivent l'entrée en fonction du déclarant ; rejeté - **Après l'art. 1^{er}** (p. 3909) : son amendement n° 3 ; abaissement du plafond des dépenses électorales pour les candidats à l'élection présidentielle ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3910) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'adoption de cette proposition de loi organique.

- **Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certains mandats électoraux ou fonctions électives** [n° 13 (92-93)] - (10 décembre 1992) - **Discussion générale** (commune avec la proposition de loi n° 12) : voir intervention sous le projet n° 12 (p. 3906, 3907) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3915) : absence de publication du patrimoine des élus - Au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'adoption de cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif aux relations de sous-traitance dans le domaine du transport routier de marchandises** [n° 77 (92-93)] - (10 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3919) : assainissement des conditions de prix et de concurrence entre donneurs d'ordres et sous-traitants dans le domaine des transports routiers de marchandises - Libéralisation des tarifs en 1986 - Obligation de passer des contrats par écrit - (p. 3920) : défavorable aux amendements de la commission des affaires économiques qui amoindrissent les sanctions et avantagent les donneurs d'ordres - Amélioration de la sécurité routière et des conditions de travail des transporteurs - Importante augmentation du trafic marchandises prévu d'ici 2005 - Complémentarité des types de transports - Abstention du groupe communiste sur ce texte - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3923) abstention du groupe communiste sur ce texte.

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale** - **Deuxième lecture** [n° 70 (92-93)] - (11 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3948, 3949) : travaux de l'Assemblée nationale - Garde à vue des enfants de moins de treize ans - Présence d'un avocat dès le début de la garde à vue - Personnes gardées à vue ne comprenant pas le français - Choix d'un médecin - **Art. 4** - **Art. 63-1 du code de procédure pénale** (p. 3956) : soutient l'amendement n° 98 de M. Charles Lederman (traduction des informations dans la langue que comprend la personne gardée à vue après lecture ou traduction dans cette langue) - **Art. 63-3 du code précité** : soutient l'amendement n° 99 de M. Charles Lederman (possibilité pour la personne gardée à vue de choisir librement un médecin qui peut être son médecin de famille ou un médecin spécialiste de son affection) - **Art. 63-4 du code précité** (p. 3957) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 10 de la commission.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques** - **Nouvelle lecture** [n° 152 (92-93)] - (19 décembre 1992) - **Art. 58 ter** (p. 4447) : soutient l'amendement de suppression n° 78 de M. Charles Lederman - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4448) : subvention des partis politiques par les entreprises - Plafonnement du coût des campagnes électorales - Les sénateurs communistes et apparentés voteront contre ce projet de loi.

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale - Nouvelle lecture** [n° 156 (92-93)] - (19 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4451) : présence de l'avocat lors de la garde à vue - Interdiction de la garde à vue des mineurs de treize ans - Répression - Purge des nullités - Manque d'effectifs - **Art. 4 - Art. 63-4 du code de procédure pénale** (p. 4455) : se déclare opposé à l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 45** (p. 4466) : se déclare opposé à l'amendement n° 112 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4477) : interdiction de garder à vue les mineurs de treize ans - Présence de l'avocat lors de la garde à vue - Purge des nullités - Avis défavorable du groupe communiste sur le texte tel qu'il ressort des travaux du Sénat.

- **Projet de loi relatif aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane** [n° 118 (92-93)] - (19 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4487) : examen tardif et hâtif de ce projet de loi - Grand marché unique européen - Contrôle de certains échanges intracommunautaires de marchandises - (p. 4488) : trafic de stupéfiants - Transitaires en douane et agents des douanes - Rétablissement des documents commerciaux d'accompagnement - Les sénateurs communistes et apparentés ne voteront pas ce projet de loi - **Art. 20 (mesures de protection prévues par l'article 115 du traité de Rome)** (p. 4496) : soutient l'amendement n° 24 de M. Robert Vizet (aménagement des documents commerciaux accompagnant la circulation des marchandises).

- **Projet de loi relatif aux conditions d'attribution de la carte de combattant** [n° 106 (92-93)] - (21 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4579, 4580) : prise en compte des droits des anciens combattants et des résistants - Combattants des brigades internationales d'Espagne - Favorable à l'attribution d'une bonification de dix jours pour les combattants volontaires de la Résistance - Refus de la qualité de combattant pour les anciens appelés d'Afrique du Nord - Retraite mutualiste avec majoration par l'Etat - Indexation du plafond majorable sur le coût de la vie - **Art. 1^{er} (procédure et critères d'attribution de la carte du combattant)** (p. 4583) : son amendement n° 5 : attribution de la qualité de combattant pour les anciens d'Afrique du Nord dont l'unité était stationnée dans le ressort territorial d'une compagnie ou brigade de gendarmerie reconnue combattante ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4587, 4588) : retrait des trois amendements de la commission - Insatisfaction des associations d'anciens combattants - Au nom du groupe communiste, s'abstiendra sur ce projet.

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national relatives à la réserve du service militaire** [n° 115 (92-93)] - (21 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4604, 4605) : conscription - Recours aux réservistes : définition du temps de crise - Réservistes volontaires - Interventions militaires entreprises sous l'égide de l'ONU en Irak et en Somalie - Service national - Vote du groupe communiste contre ce projet de loi.

- **Projet de loi modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire** [n° 83 (92-93)] - (21 décembre 1992) - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 4638) : son amendement n° 35, soutenu par Mme Paulette Fost : principes de l'activité funéraire ; rejeté - **Art. 1^{er} (organisation du service public des pompes funèbres)** (p. 4639) : ses amendements, soutenus par Mme Paulette Fost, n° 36 : nouvelle rédaction de l'article définissant le service public des pompes funèbres et création d'un office national de thanatologie ; n° 37 : maintien du service extérieur des pompes funèbres sous la responsabilité des municipalités ; rejetés ; et n° 39 : habilitation des sociétés ou associations au même titre que les entreprises ; adopté - **Après l'art. 1^{er}** (p. 4641) : son amendement n° 38, soutenu par Mme Paulette Fost : création d'un office public national de thanatologie ; rejeté - **Art. 2 (règlement national et règlement municipal)** - **Art. L. 362-1-1 du code des communes (institution d'un règlement national des pompes funèbres)** : son amendement n° 40, soutenu par Mme Paulette Fost : détermination des conditions tarifaires par le règlement national ; devenu sans objet - **Après l'art. 2** (p. 4643) : son amendement n° 41, soutenu par Mme Paulette

Fost : établissement des principes de tarification des prestations fournies par les régies chargées de l'exécution du service public des pompes funèbres ; rejeté - **Art. 4 (délivrance de l'habilitation)** : son amendement n° 42, soutenu par Mme Paulette Fost : suppression de l'habilitation pour les régies municipales ; adopté - (p. 4645) : ses amendements, soutenus par Mme Paulette Fost, n° 43 : modalités d'accord de l'habilitation ; et n° 44 : suppression du dernier alinéa de l'article 4 donnant au préfet le pouvoir d'accorder une habilitation pour l'ensemble du territoire national ; rejetés - **Art. 7 (conseil national des opérations funéraires)** (p. 4647) : son amendement n° 45, soutenu par Mme Paulette Fost : représentation des salariés au conseil national des opérations funéraires ; rejeté - (p. 4648) : son amendement n° 46, soutenu par Mme Paulette Fost : inscription de l'évolution des tarifs pratiqués par les professionnels dans le rapport publié par le conseil national des opérations funéraires ; adopté - **Après l'art. 15 ter** (p. 4651) : son amendement n° 47, soutenu par Mme Paulette Fost : sanctions à l'encontre du dirigeant d'entreprise de pompes funèbres reconnu coupable d'infractions à la législation funéraire ; rejeté.

PAPILIO (Sosefo Makapé), sénateur de Wallis-et-Futuna (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

PASQUA (Charles), sénateur des Hauts-de-Seine (président du groupe RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

DÉPÔTS

Proposition de résolution, déposée avec MM. Marcel Lucotte, Daniel Hoeffel et Ernest Cartigny, tendant à créer une commission d'enquête sur l'accueil en France, le mercredi 29 janvier 1992, du dirigeant d'une organisation terroriste [n° 252 (91-92)] (7 février 1992) - **Commissions d'enquête parlementaires.**

Proposition de loi, déposée avec les membres du groupe du RPR, tendant au contrôle parlementaire des projets de règlements et de directives du Conseil des Communautés européennes [n° 116 (90-91)] (3 décembre 1990) - Reprise par ses auteurs le 10 avril 1992 - **Parlement.**

INTERVENTIONS

- **Conférence des présidents** - (7 février 1992) (p. 503) : souhaite que le débat sur la déclaration de politique générale du Gouvernement soit reporté - Commission d'enquête parlementaire.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 251 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (11 février 1992) - **Discussion générale** (p. 511) : session extraordinaire - Affaire Habache - Responsabilité du politique - Rôle du Parlement - Révision constitutionnelle - Institutions - (p. 512) : commission d'enquête - Opinion publique.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - (2 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1429) : pouvoir constituant du Sénat - Révision de la Constitution - (p. 1430) : décision du Conseil constitutionnel - Construction de l'Europe et accord de Maastricht - Rôle de la France - « Bloc de constitu-

tionnalité » - (p. 1431) : citoyenneté européenne - Droit de vote et d'éligibilité des ressortissants européens aux élections locales - Conseillers municipaux et élections sénatoriales - Cour de justice des Communautés européennes - (p. 1432) : droit de vote de tous les étrangers - Citoyenneté européenne - (p. 1433) : souveraineté nationale - (p. 1447, 1448) : référendum danois - Travaux du Sénat - Débat sur la révision constitutionnelle.

Suite de la discussion - (3 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1458) : caducité du traité de Maastricht - S'associe au rapporteur pour demander une suspension de séance - (p. 1460) : caducité du traité de Maastricht - Réunion des ministres des affaires étrangères à Oslo - Débat sur la révision constitutionnelle.

Suite de la discussion - (9 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1482) : Europe de l'« abus de pouvoir » - Danemark - Référendum irlandais - Au nom du groupe du RPR, demande une suspension de séance - (p. 1484) : durée de la suspension de séance.

Suite de la discussion - (10 juin 1992) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1530) : soutient la motion n° 41 de M. Paul Masson tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Caducité du traité de Maastricht - Débat de ratification britannique - Renégociation du traité de Maastricht - Le groupe du RPR votera l'exception d'irrecevabilité - **Après l'art. 1^{er} A** (p. 1546) : son amendement n° 25, soutenu par M. Paul Masson ; saisine du Conseil constitutionnel par soixante députés ou soixante sénateurs afin de statuer sur la constitutionnalité d'un engagement international ; adopté.

Suite de la discussion - (11 juin 1992) - **Art. 2 (insertion dans la Constitution d'un nouveau titre XIV : « des Communautés européennes et de l'Union européenne »)** - **Art. 88-1 A de la Constitution (exercé en commun, librement consenti par les Etats, de certaines de leurs compétences)** (p. 1563) : révision du traité de Rome - Poursuite à onze du traité négocié à douze - Position du Danemark lors de la réunion des ministres des affaires étrangères à Oslo - (p. 1564) : pouvoir constituant du Sénat - Droit international - Accord du gouvernement danois pour poursuivre à onze le traité négocié à douze - Communiqué consécutif, à la réunion des ministres des affaires étrangères à Oslo.

Suite de la discussion - (16 juin 1992) - **Art. 2 (insertion dans la Constitution d'un titre XIV : « Des Communautés européennes et de l'Union européenne »)** - **Art. 88-2 de la Constitution (droit de vote et éligibilité aux élections municipales des ressortissants communautaires résidant en France)** (p. 1708) : droit de vote des Français résidant en Europe aux élections locales, règle de la réciprocité - (p. 1710) : son amendement n° 26, soutenu par M. Paul Masson ; limitation du droit de vote des ressortissants de la Communauté aux seules élections européennes ; rejeté - (p. 1712, 1713) : sur l'amendement n° 14 de la commission (possibilité d'accorder aux seuls citoyens de l'Union résidant en France le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales et détermination des conditions d'application du présent article par une loi organique votée dans les mêmes termes par les deux assemblées), son sous-amendement n° 42, soutenu par M. Paul Masson ; adopté - (p. 1718) : droit de vote des ressortissants de la Communauté aux élections locales - Droit de vote de tous les étrangers - Population étrangère - Souveraineté nationale - (p. 1720) : citoyenneté européenne - Citoyenneté et droit de vote - Vote des ressortissants de la Communauté dans leur pays de résidence pour les élections européennes - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1737) : caducité du traité de Maastricht - Construction européenne - Révision de la Constitution - Droit de vote des ressortissants de la Communauté aux élections municipales - La quasi-totalité du groupe du RPR votera contre le projet de révision constitutionnelle.

PELLARIN (Bernard), sénateur de la Haute-Savoie (rattaché administrativement au groupe UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification ; de nouveau membre de cette délégation (JO Lois et décrets du 16 octobre 1992).

Membre de la Commission nationale du sport de haut niveau.

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Jeunesse et sports** - [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 24 (24 novembre 1992).

PEN (Albert), sénateur de Saint-Pierre-et-Miquelon (apparenté au groupe S, NI, puis de nouveau apparenté au groupe S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992) ; puis membre de la commission des lois (JO Lois et décrets du 12 décembre 1992).

- Membre titulaire du comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon (16 décembre 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 16 octobre 1992) (p. 2671) - Ministère : Premier ministre - **Conflit franco-canadien sur la pêche - Pêche.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon** [n° 105 (92-93)] - (16 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4163) : situation économique de Saint-Pierre-et-Miquelon - Conflit de pêche avec le Canada - Désenclavement de l'archipel - Demande une nouvelle piste aéroportuaire - (p. 4164) : tourisme - Centre de la francophonie - Activités financières - Demande un pavillon économique Saint-Pierre-et-Miquelon - Dockers - Extension à l'archipel du bénéfice de l'épargne-logement - **Après l'art. 47** (p. 4176) ; soutient l'amendement n° 9 du Gouvernement (application à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon du régime de l'épargne logement prévu aux articles L. 315-1 à L. 315-10 du code de la construction et de l'habitation) - **Après l'art. 47 ter** : son amendement n° 3 : plan social des dockers à Saint-Pierre-et-Miquelon ; retiré - (p. 4177) : son amendement n° 4 : autorisation d'ouverture de casinos à Saint-Pierre-et-Miquelon ; retiré au profit de l'amendement sur le même objet n° 19 du Gouvernement - Son amendement n° 5 : octroi au conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon de la compétence d'immatriculation de navires armés au commerce ; adopté - Situation économique de Saint-Pierre-et-Miquelon - (p. 4178) : situation de la marine marchande battant pavillon français - (p. 4179) : pêche - Attitude du secrétariat d'Etat à la mer - **Après l'art. 51** (p. 4185, 4186) : ses amendements n° 6 : compétences du président du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon en matière de relations internationales ; adopté ; et n° 7 : régime d'assurance-vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon ; garantie des droits des travailleurs intermittents, notamment les dockers ; retiré - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4187) : remerciements au nom de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 146 (92-93)] - (19 décembre 1992) - En remplacement de

M. Camille Cabana, rapporteur - **Discussion générale** (p. 4478) : accord de la CMP - Modifications formelles - Transfert de compétences de l'Etat au conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon en matière d'immatriculation des navires - Compétences du président du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon en matière de négociations internationales.

PENNE (Guy), sénateur des Français établis hors de France (S).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires sociales ; en démissionne ; puis membre de la commission des affaires étrangères (*JO Lois et décrets* du 9 avril 1992).

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992) ; puis vice-président (*JO Lois et décrets* du 9 octobre 1992).

- Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération.

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national d'ophtalmologie des Quinze-Vingts, jusqu'au 13 juin 1992.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national relatives à la réserve du service militaire (21 décembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 315 (91-92)] autorisant l'adhésion de la France à la convention pour la reconnaissance mutuelle des inspections concernant la fabrication des produits pharmaceutiques [n° 366 (91-92)] (27 mai 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 26 mai 1992) - **Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 346 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification du Traité d'entente amicale et de coopération entre la République française et la Roumanie [n° 371 (91-92)] (27 mai 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 26 mai 1992) - **Traités et conventions.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Affaires étrangères, relations culturelles extérieures** - [n° 59 (92-93)] tome 2 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Conclusions du rapport de M. Charles de Cuttoli**, fait au nom de la commission des lois, sur sa proposition de loi (n° 255, 91-92), déposée avec plusieurs de ses collègues, relative aux conditions d'exercice du mandat des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger [n° 283 (91-92)] - (13 mai 1992) - **Art. 2** (*autorisations d'absence des salariés élus*) (p. 1128) : le groupe socialiste s'abstiendra sur cet article - **Art. 3** (*autorisations d'absence des fonctionnaires et agents contractuels de l'Etat*) : le groupe socialiste s'abstiendra sur cet article - **Explication de vote sur l'ensemble** : au nom du groupe socialiste, s'abstiendra sur l'ensemble du texte - Membres du CSFE appartenant à la fonction publique.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente amicale et de coopération entre la République française et la Roumanie** [n° 346 (91-92)] - (15 juin 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec les projets n° 345 et n° 347) : son intervention présentée par M. Jean-Pierre Bayle (p. 1674, 1675).

- **Projet de loi autorisant l'adhésion de la France à la convention pour la reconnaissance mutuelle des inspections concernant la fabrication des produits pharmaceutiques** [n° 315 (91-92)] - (15 juin 1992) - Rapporteur - **Discussion**

générale : son intervention présentée par M. Jean-Pierre Bayle (p. 1677).

- **Projet de loi portant réforme du régime pétrolier** [n° 517 (91-92)] - (5 novembre 1992) - **Art. 6** (*obligation de pavillon*) (p. 3060) : son amendement n° 26, soutenu par M. Robert Laucourmet : retrait de l'assiette de l'obligation du pétrole extrait du sous-sol national ainsi que du pétrole non destiné à la consommation énergétique nationale ; adopté.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière civile et commerciale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay** [n° 340 (91-92)] - (12 novembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3130, 3131).

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° 87 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (18 décembre 1992) - **Art. 8 bis (par priorité)** (*unification du régime des accidents de la circulation liés au travail*) (p. 4289) : regrette la position du Gouvernement en faveur de l'adoption de l'amendement de suppression n° 68 de M. Jacques Machet et se déclare opposé à celui-ci - **Art. 18 ter (par priorité)** (*création d'un internat en odontologie*) (p. 4295) : évolution de la chirurgie dentaire - Réforme capitale pour cette discipline.

PEPIN (Jean), sénateur de l'Ain (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

- Membre de la commission des affaires économiques (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

PERCHERON (Daniel), sénateur du Pas-de-Calais (S).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

PERREIN (Louis), sénateur du Val-d'Oise (S).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des finances.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992) ; puis secrétaire (*JO Lois et décrets* du 9 octobre 1992).

- Membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, jusqu'au 1^{er} octobre 1992.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications ; de nouveau membre titulaire de cette Commission (*JO Lois et décrets* du 4 novembre 1992).

Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes (*JO Lois et décrets* du 16 avril 1992) ; de nouveau membre de cette délégation (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au plan d'épargne en actions (25 juin 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi de finances rectificative pour 1992 (18 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit (25 juin 1992).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Services du Premier ministre - II - Secrétariat général de la Défense nationale** - [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 30 (24 novembre 1992).

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Légion d'honneur - Ordre de la Libération** - [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 39 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature** - *Deuxième lecture* [n° 233 (91-92)] - (15 janvier 1992) - **Art. 1^{er} (hiérarchie du corps judiciaire et avancement)** (p. 173) : indépendance de la magistrature - Partis politiques.

- **Projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives** - *Deuxième lecture* [n° 306 (91-92)] - (6 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1004) : économie sociale - Associations sans but lucratif - Respect des principes coopératifs - Accroissement du financement en capitaux propres - Sortie contrôlée du statut coopératif - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet - Solidarité.

- **Projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises** - *Deuxième lecture* [n° 308 (91-92)] - (7 mai 1992) - **Art. 2 bis A (délai des paiements publics)** (p. 1035) : associations sans but lucratif - (p. 1036) : son amendement n° 17 : nouvelle rédaction relative aux engagements contractuels pris par l'Etat ou une collectivité territoriale avec une association sans but lucratif ; devenu sans objet - (p. 1037) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 10 de la commission - **Art. 2 ter A (rapport sur les délais de paiements publics)** (p. 1038) : sur l'amendement n° 11 de la commission (nouvelle rédaction) , son sous-amendement n° 24 ; adopté.

- **Projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 142 (92-93)] - (20 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4533, 4534) : rôle des élus locaux pour la protection de l'environnement et du paysage - Exemple de La Mongie - Se déclare favorable à l'adoption du texte de la commission mixte paritaire ainsi modifié.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 143 (92-93)] - (20 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4540) : aéroport de Roissy - Se déclare favorable au texte de la commission mixte paritaire, CMP, tout en souhaitant de nombreuses améliorations.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1992** - *Nouvelle lecture* [n° 185 (92-93)] - (23 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4746, 4747) : refus du Sénat d'exercer son droit constitutionnel de légiférer - Démocratie parlementaire - Echec des commissions mixtes paritaires à caractère financier.

- **Projet de loi relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art** - *Nouvelle lecture* [n° 176 (92-93)] - (23 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4755, 4756) : extension souhaitable de la garantie de l'Etat aux expositions organi-

sées par les collectivités territoriales - Rapport d'évaluation - Le groupe socialiste votera ce projet de loi.

PEYOU (Hubert), sénateur des Hautes-Pyrénées (RDE).

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

PEYRAFITTE (Jean), sénateur de la Haute-Garonne (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

PHILIBERT (Louis), sénateur des Bouches-du-Rhône (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

PIAT (Robert), sénateur de Seine-et-Marne (NI puis UC).

Remplace le 24 février 1992, en qualité de sénateur, M. Paul Séramy, décédé (*JO Lois et décrets* du 25 février 1992).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles (*JO Lois et décrets* du 8 avril 1992).

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre de la Commission supérieure des sites (*JO Lois et décrets* du 27 mai 1992).

PLUCHET (Alain), sénateur de l'Eure (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire de la Commission nationale d'urbanisme commercial, jusqu'au 14 octobre 1992.

Membre titulaire du comité consultatif du Fonds national des abattoirs.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz.

- Membre de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées, jusqu'au 14 mai 1992.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi portant réforme du régime pétrolier (16 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code forestier (9 juin 1992).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques, à la suite d'une mission effectuée aux Etats-Unis du 15 au 27 septembre 1991, pour étudier la situation actuelle de l'économie américaine, notamment son agriculture, et la position de ce pays dans le cadre des négociations du GATT [n° 254 (91-92)] (24 janvier 1992) - Etats-Unis d'Amérique.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 263 (91-92)] relatif à la partie législative du livre premier (nouveau) du code rural [n° 380 (91-92)] (3 juin 1992) - Code rural.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à compléter l'article 15 de la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République [n° 38 (92-93)] (10 novembre 1992) - Collectivités territoriales.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - Agriculture - [n° 58 (92-93)] tome 1 (24 novembre 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 4 décembre 1992) (p. 3653) - Ministère : Agriculture - Négociations du GATT - Politique agricole commune (PAC).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement** [n° 385 (91-92)] - Suite de la discussion - (26 juin 1992) - Art. 1^{er} (modification de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets) - Paragraphe IV (utilisation et recouvrement des sommes consignées et pouvoir du préfet d'imposer des déchets refusés) (p. 2087) : son amendement n° 63, soutenu par M. Jean Simonin : substitution de l'expression « le ministre chargé de l'environnement » à celle de « l'autorité administrative compétente » ; retiré - Paragraphe VI (étude d'impact) (p. 2091) : son amendement n° 64, soutenu par M. Jean Simonin : examen des techniques avant d'envisager la solution de reprise des déchets ; retiré - Paragraphe XIV (plans pour l'élimination de déchets) (p. 2094) : sur l'amendement n° 21 de la commission (nouvelle rédaction de ce paragraphe), son sous-amendement n° 65, soutenu par M. Jean Simonin ; adopté - Art. 2 (modifications du code des communes) (p. 2120) : son amendement n° 66, soutenu par M. Jean Simonin : suppression de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères lorsque la redevance spéciale est instituée ; retiré - Art. 5 (modifications de la loi 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) - Paragraphe IV (durée maximale d'exploitation) (p. 2127) : son amendement n° 67, soutenu par M. Jean Simonin : fixation par l'autorisation, soit de la durée maximale de l'exploitation, soit, pour les décharges, du volume maximal de déchets pouvant être stockés et les conditions de réaménagement du site à l'issue de l'exploitation ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la partie législative du livre premier (nouveau) du code rural** [n° 263 (91-92)] - (14 octobre 1992) - Rapporteur - Discussion générale (p. 2616) : « codification à droit constant » - Regroupement de textes législatifs intéressant l'aménagement et l'équipement de l'espace rural - (p. 2617) : abrogations - Déclassement systématique de dispositions législatives empiétant sur le domaine réglementaire - Propose l'adoption de ce projet de loi - Avant l'art. 1^{er}

(p. 2618) : son amendement n° 1 : abrogation de dispositions caduques du livre 1^{er} du code rural ; adopté - Art. 1^{er} (livre 1^{er} (nouveau) du code rural : « l'aménagement et l'équipement de l'espace rural ») - Art. L. 112-4 du code rural (chartes intercommunales de développement et d'aménagement) (p. 2619) : son amendement n° 2 : introduction des dispositions de l'article 31 de la loi du 7 janvier 1983 quant au rôle du département dans l'équipement routier et à l'élaboration de son programme d'aide ; adopté - Art. L. 112-5 (parc naturel régional) (p. 2620) : son amendement n° 3 : rétablissement de la mention de « l'acte constitutif du parc naturel régional » ; adopté - Art. L. 113-2 (mise en valeur pastorale et zones d'application de dispositions spécifiques) : ses amendements n° 70, rédactionnel, et n° 4 : insertion des dispositions de l'article 113-5 ; adoptés - Art. L. 113-3 (groupements pastoraux) (p. 2622) : ses amendements de coordination n° 5 et n° 6 ; adoptés - Art. L. 113-5 (zones d'application de dispositions spécifiques) : son amendement de coordination n° 7 ; adopté - Art. L. 113-6 (décret en Conseil d'Etat) : son amendement de suppression pour coordination n° 8 ; adopté - Art. L. 121-2 (institution d'une commission communale d'aménagement foncier) (p. 2623) : son amendement n° 9 : recours à décret pour le zonage mis en oeuvre en application de cet article ; adopté - Art. L. 122-7 (réclamations portées devant la commission communale d'aménagement foncier) (p. 2627) : son amendement de rectification n° 10 ; adopté - Art. L. 123-3 (fonds devant, en cas de remembrement, être restitués à leurs propriétaires) (p. 2628) : son amendement n° 11 : suppression du renvoi à l'article L. 13-15, paragraphe II, du code de l'expropriation ; adopté - Art. L. 123-19 (attribution des terres dans la surface affectée à l'urbanisation) (p. 2630) : son amendement de rectification n° 12 ; adopté - Art. L. 123-34 (inaccessibilité des droits de plantation) (p. 2632) : son amendement n° 14 : suppression de la mention du caractère d'inaccessibilité prévue par décret ; adopté - Art. L. 124-3 (échanges d'immeubles ruraux ; arbitrage de la commission départementale) : son amendement rédactionnel n° 71 ; adopté - Art. L. 124-5 (cessibilité d'un droit de plantation de vignes dans le cas d'un transfert de propriété résultant d'un échange amiable) (p. 2633) : son amendement n° 15 : suppression de la mention du caractère d'inaccessibilité prévue par décret ; adopté - Art. L. 125-10 (information des propriétaires) (p. 2635) : son amendement n° 16 : affichage en mairie à défaut d'identification ; adopté - Art. L. 125-12 (contestations relatives à l'état d'inculture) : son amendement rédactionnel n° 17 ; adopté - Art. L. 126-1 (aménagement agricole et forestier) (p. 2636) : son amendement rédactionnel n° 72 ; adopté - Art. L. 126-2 (mesures spécifiques dans certains périmètres) : son amendement n° 18 : fixation du barème des primes par arrêté conjoint du ministre de l'agriculture et du ministre de l'économie et des finances ; adopté - Art. L. 126-3 (apport d'un immeuble à un groupement forestier) (p. 2637) : son amendement rédactionnel n° 73 ; adopté - Section 4 - Art. L. 128-13 (dispositions particulières à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 2639) : ses amendements de suppression n° 19 et n° 20 ; adoptés - Chapitre IX - Art. L. 129-1 à L. 129-6 (partage des terres vaines et vagues de Bretagne) (p. 2640) : ses amendements de suppression n° 21 à n° 27 ; adoptés - Art. L. 133-5 (travaux effectués par les associations foncières de remembrement) (p. 2641, 2642) : ses amendements de rectification n° 28 et n° 29 ; adoptés - Art. L. 135-10 (cantonnement des droits de jouissance) (p. 2643) : son amendement rédactionnel n° 30 ; adopté - Avant l'art. L. 136-1 (p. 2644) : son amendement n° 31 : division additionnelle : Section 1 : « Dispositions communes » ; adopté - Avant l'art. L. 136-4 : son amendement n° 32 : division additionnelle : Section 2 : « Associations foncières agricoles autorisées » ; adopté - Art. L. 136-10 (distraction des terres) (p. 2645) : son amendement de rectification n° 33 ; adopté - Art. L. 143-10 (fixation du prix en cas de préemption) (p. 2649) : son amendement n° 34 : désignation des commissaires du Gouvernement comme l'autorité administrative ; adopté - Avant l'art. L. 144-1 : son amendement n° 74 : « Chapitre IV : Dispositions particulières aux départements d'outre-mer » ; adopté - Art. L. 144-2 (concours technique des SAFER dans les DOM) (p. 2650) : son amendement n° 35 : suppression de la mention d'un critère numérique de population ; adopté - Section 2 - Art. L. 144-6 (dispositions particulières à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon) : ses amendements de suppression n° 36 et n° 37 ; adoptés - Art. L. 151-5 (évaluation de la plus-value)

(p. 2651) : son amendement rédactionnel n° 38 ; adopté - *Art. L. 151-6 (cotisation afférente à chaque fonds)* : son amendement rédactionnel n° 39 ; adopté - *Art. L. 151-10 et L. 151-11 (travaux de recherche d'eau)* (p. 2652) : ses amendements n° 40 et n° 41 : rapprochement des dispositions actuellement en vigueur ; retirés - *Art. L. 151-19 (estimation de la valeur des fonds)* (p. 2653) : son amendement rédactionnel n° 42 ; adopté - *Intitulé de la sous-section 1 de la section 3 du titre V avant l'art. L. 151-36* (p. 2654) : son amendement n° 43 : « Travaux prescrits ou exécutés par les départements, les communes, leurs groupements et les syndicats mixtes ainsi que par les concessionnaires de ces collectivités » ; adopté - *Sous-section 3 de la section 3 du titre V - Art. L. 151-42 à L. 151-47 (travaux pour l'utilisation des eaux d'irrigation)* (p. 2655, 2656) : ses amendements de suppression n° 44, n° 45, n° 46, n° 47, n° 48, n° 49 et n° 50 ; adoptés - *Section 4 - Art. L. 151-48 (dispositions particulières à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon)* : ses amendements de suppression n° 51 et n° 52 ; adoptés - *Art. L. 152-8 (construction dans les zones soumises aux servitudes de passage des engins mécaniques et de dépôt pour l'entretien des canaux d'irrigation)* (p. 2658) : son amendement rédactionnel n° 75 ; adopté - *Art. L. 152-14 et Art. L. 152-15 (servitudes dites d'aqueduc)* (p. 2659) : ses amendements rédactionnels n° 53 et n° 54 ; adoptés - *Art. L. 152-20 (servitudes d'écoulement)* : son amendement rédactionnel n° 55 ; adopté - *Section 8 - Art. L. 152-24 (dispositions particulières à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon)* (p. 2660) : ses amendements de suppression n° 56 et n° 57 ; adoptés - *Chapitre III (opérations particulières) - Section 1 (suppression des étangs insalubres) - Art. L. 153-1* : ses amendements de suppression n° 76 et n° 77 ; adoptés - *Section 2 - Art. L. 153-2 à L. 153-5 (travaux de mise en valeur des marais et des terres incultes appartenant aux communes)* (p. 2661) : ses amendements de suppression n° 58, n° 59, n° 60, n° 61 et n° 62 ; adoptés - *Art. L. 161-14 (dispositions applicables à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon)* (p. 2662) : son amendement de suppression n° 63 ; adopté - *Art. L. 162-1 (chemins et sentiers d'exploitation)* (p. 2662) : son amendement rédactionnel n° 64 ; adopté - *Art. L. 162-6 (dispositions applicables à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon)* : son amendement de suppression n° 78 ; adopté - *Art. 3 (modification des dispositions d'autres codes reproduites)* (p. 2663) : son amendement n° 65 : limitation à la seule partie législative ; adopté - *Art. 4 (abrogation)* (p. 2664) : ses amendements n° 79 et n° 66 : exceptions ; n° 67 de rectification ; et n° 68 : abrogation ; adoptés - *Après l'art. 5* : son amendement n° 69 : reprise et codification des dispositions abrogées ; adopté.

POHER (Alain), sénateur du Val-de-Marne (UC) - Président du Sénat jusqu'au 1^{er} octobre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).
- Membre ès qualités du Comité d'honneur pour la commémoration de la naissance du maréchal Jean de Lattre de Tassigny, jusqu'au 1^{er} octobre 1992.

INTERVENTIONS

- **Ouverture de la deuxième session extraordinaire de 1991-1992** (8 janvier 1992) (p. 5).
- **Décès de M. Michel Darras**, sénateur du Pas-de-Calais (8 janvier 1992) (p. 5.).
- **Remplacement de M. Michel Darras**, décédé, par **M. Henri Gallet**, en qualité de sénateur du Pas-de-Calais (8 janvier 1992) (p. 8).
- **Ouverture de la seconde session ordinaire de 1991-1992** (2 avril 1992) (p. 523).
- **Souhaits de bienvenue à M. le Premier ministre** (2 avril 1992) (p. 523).
- **Décès de M. Paul Séramy**, sénateur de Seine-et-Marne, et de **M. Robert Pontillon**, sénateur des Hauts-de-Seine (2 avril 1992) (p. 523).

- **Remplacement de M. Marcel Rudloff**, nommé membre du Conseil constitutionnel, par **M. André Traband**, en qualité de sénateur du Bas-Rhin (2 avril 1992) (p. 523).

- **Remplacement de M. Paul Séramy**, décédé, par **M. Robert Piat**, en qualité de sénateur de Seine-et-Marne et de **M. Robert Pontillon**, décédé, par **Mme Françoise Seligmann**, en qualité de sénateur des Hauts-de-Seine (2 avril 1992) (p. 523).

- **Décès de M. André Traband**, sénateur du Bas-Rhin (8 avril 1992) (p. 539).

- **Prononce l'éloge funèbre de M. Michel Darras**, sénateur du Pas-de-Calais (14 avril 1992) (p. 600).

- **Prononce l'éloge funèbre de M. Paul Séramy**, sénateur de Seine-et-Marne (21 avril 1992) (p. 692, 693).

- **Prononce l'éloge funèbre de M. Robert Pontillon**, sénateur des Hauts-de-Seine (12 mai 1992) (p. 1049, 1050).

- **Assassinat de Mohamed Boudiaf**, président du Haut Comité d'Etat de la République algérienne (29 juin 1992) (p. 2175).

POIRIEUX (Guy), sénateur de la Loire (UREI).

Elu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

PONCELET (Christian), sénateur des Vosges (RPR).

NOMINATIONS

- Président de la commission des finances.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992) ; puis président (*JO* Lois et décrets du 9 octobre 1992).

- Membre ès qualités de la Commission des comptes et des budgets économiques de la Nation.

Membre titulaire de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations (*JO* Lois et décrets du 4 novembre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux caisses de crédit municipal (5 mai 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant mise en oeuvre par la République française de la directive du conseil des Communautés européennes CEE n° 91-680 complétant le système commun de la taxe sur la valeur ajoutée et modifiant, en vue de la suppression des contrôles aux frontières, la directive CEE n° 77-388 et de la directive CEE n° 92-12 relative au régime général, à la détention, à la circulation et au contrôle des produits soumis à accise (18 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'anticipation de la suppression du taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée (18 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit (25 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au plan d'épargne en actions (25 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'octroi de mer (1^{er} juillet 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1993 (2 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1992 (18 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux produits soumis à certaines restrictions de circulation (20 décembre 1992).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques et de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur les conséquences de la réforme de la politique agricole commune pour l'agriculture française (comptes rendus des auditions communes) [n° 502 (91-92)] (10 juillet 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992) - Communautés européennes.

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 26 (JO Débats du 4 novembre 1992) (p. 2968) - Ministère : Industrie - *Situation de l'industrie textile et de l'habillement* - (Réponse : JO Débats du 16 décembre 1992) (p. 4016) - Industrie textile.

n° 29 (JO Débats du 20 novembre 1992) (p. 3302) - Ministère : Agriculture - *Réforme de la politique agricole commune et les négociations du GATT* - Politique agricole commune (PAC).

Questions orales européennes avec débat :

n° 7 (JO Débats du 5 décembre 1991) (p. 2664) - Ministère : Agriculture - *Politique agricole commune* - Politique agricole commune (PAC) (Caduque avril 1992).

n° 3 (JO Débats du 8 avril 1992) (p. 533) - Ministère : Agriculture - *Politique agricole commune* - Politique agricole commune (PAC).

Questions orales sans débat :

n° 485 (JO Débats du 5 novembre 1992) (p. 3031) - Ministère : Industrie - *Situation de l'industrie textile et de l'habillement* - Industrie textile.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'anticipation de la suppression du taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée** [n° 364 (91-92)] (18 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1806) : aides maternelles - Frais de santé des bénéficiaires du RMI - **Après l'art. unique** (p. 1808) : amendements du Gouvernement - Réduction d'impôt pour les logements mis en location - Réduction d'impôt pour grosses réparations - Droits du Parlement - Avis du Conseil d'Etat - (p. 1809) : secteur du bâtiment - Grosses réparations - (p. 1819) : intervient à propos de l'amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Masseret (suspension de l'application des dispositions des paragraphes II à VIII de l'article 56 modifié de la loi n° 90-669 du 30 juillet 1990 relative à la révision des évaluations des immeubles retenus pour la détermination des impôts directs locaux ; calcul de l'assiette de la taxe d'habitation).

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes** - (24 Juin 1992) (p. 1969, 1970) : rapports particuliers sur des sujets d'actualité - Collectivités locales - Politique routière et autoroutière - Renforcement de la Cour des comptes - Collaboration entre la Cour et le Parlement - Recommandations de la Cour.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 485 (91-92)] - (2 juillet 1992) (p. 2357) : traité de Rome - Préservation du revenu des agriculteurs - Mise en jachère - (p. 2358) : baisse du prix des produits de substitution - Délocalisation des producteurs - Diversification de l'espace rural - Négociations du GATT - Réforme du foncier non bâti - (p. 2359) : endettement des exploitants agricoles - Prétraite - Fonds d'accompagnement national.

- **Proposition de loi organique modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances pour instituer un contrôle du Parlement sur la participation de la France au budget des Communautés européennes** [n° 479 (91-92)] - (29 octobre 1992) - **Discussion générale** (p. 2925) : croissance de la contribution française au budget des Communautés européennes - Contrôle parlementaire - Portée limitée de la proposition de loi organique ; engagements internationaux - (p. 2926) : article 88-4 de la Constitution - Rapport du Gouvernement au Parlement sur les relations financières avec les Communautés - Extension des compétences des rapporteurs spéciaux de la commission des finances - **Art. 1^{er}** (*inscription dans la loi de finances de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) (p. 2932) : soutient l'amendement n° 1 de la commission (fixation par le Parlement du montant prévisionnel) - **Après l'art. 2** (p. 2938) : intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (extension des pouvoirs des rapporteurs spéciaux de la commission des finances au contrôle des flux financiers entre la France et les Communautés européennes).

- **Projet de loi de finances pour 1993** [n° 55 (92-93)].

Discussion générale :

(24 novembre 1992) (p. 3383, 3384) : ouverture du grand marché européen - Déclin de la France - Dépression de la conjoncture mondiale - Absence du ministre de l'économie et des finances - Economies américaine, japonaise, européenne - Politique de désinflation compétitive - Monnaie forte - (p. 3385) : diminution de la consommation des ménages - Chômage - Investissement des entreprises - Faiblesse du tissu industriel - Projet de budget trop optimiste - Système monétaire européen - Taux d'intérêt - Surestimation des recettes - Dette publique - (p. 3386) : diminution de l'impôt sur les sociétés - Faillites - Economie de liberté - Réduction du train de vie de l'Etat - Création d'emplois de fonctionnaires - Fonctions régaliennes de l'Etat - Principe de subsidiarité - Réduction des prélèvements fiscaux - Allègement de la fiscalité de l'épargne - (p. 3387) : dotation globale de fonctionnement - Taxe sur le foncier non bâti - Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, CNRACL - Imposition locale - Refus de voter un mauvais budget.

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3471) : réflexions de la Cour des Comptes concernant la charge de la dette - Position identique du Rapporteur général de l'Assemblée nationale.

Question préalable - Suite de la discussion - (26 novembre 1992) - **Question préalable** - (p. 3480) : soutient la motion n° 1 de M. Jean Arthuis tendant à opposer la question préalable - Service de la dette - Erreurs dans la conduite des finances publiques.

- **Questions orales avec débat jointes : industrie du textile et de l'habillement** - (15 décembre 1992) - Présente sa question sur l'industrie du textile et de l'habillement (p. 4015, 4016, 4026).

- **Projet de loi de finances pour 1993 - Nouvelle lecture** [n° 116 (92-93)] - (17 décembre 1992) - **Question préalable** (p. 4218) : dispositif de reclassement consécutif aux licenciements - Fonds publics versés aux entreprises privées - Demande l'adoption de la motion n° 1 de la commission tendant à opposer la question préalable.

- **Ordre du jour** - (18 décembre 1992) (p. 4317, 4318) : regrette l'organisation des débats ainsi que la modification de l'ordre du jour pour les séances des samedi 19 et dimanche 20 décembre 1992.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1992** [n° 89 (92-93)] - (18 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4342) : dérive des finances publiques - Conséquences néga-

tives pour l'économie du déficit budgétaire et des comptes sociaux - (p. 4343) : importance des pertes de recettes fiscales - Alourdissement de la charge de la dette - Origine des recettes non fiscales - Nécessité d'une réflexion sur le rôle de l'Etat et réexamen de certaines dépenses systématiquement reconduites - (p. 4344) : contribution des collectivités locales - Assombrissement du tableau de l'économie française - Conséquences du ralentissement de l'investissement industriel - Consommation des ménages - Préoccupation du chômage - Nécessité de réduire le poids de la dette - Mise en place d'une politique budgétaire débouchant sur la croissance économique et le progrès social.

- **Projet de loi relatif aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 177 (92-93)] - (23 décembre 1992) - *Discussion générale* (p. 4741) : succès de la commission mixte paritaire et qualité du travail sénatorial.

PONIATOWSKI (Michel), sénateur du Val-d'Oise (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Vice-président de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes ; de nouveau membre, puis vice-président de cette délégation (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 248 (91-92)] autorisant la ratification du Traité d'amitié et de solidarité entre la République française et la République de Pologne [n° 294 (91-92)] (15 avril 1992) - **Traité et conventions.**

Proposition de résolution, déposée avec MM. Jean Delaneau et Philippe Nachbar, tendant à modifier le Règlement du Sénat pour l'application de l'article 88-4 de la Constitution [n° 20 (92-93)] (21 octobre 1992) - **Parlement.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur le principe de subsidiarité [n° 45 (92-93)] (12 novembre 1992) - **Communautés européennes.**

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 6 (*JO Débats* du 29 octobre 1992) (p. 2907) - Ministère : Affaires européennes - **Principe de subsidiarité** - **Communauté économique européenne (CEE).**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant la ratification du Traité d'amitié et de solidarité entre la République française et la République de Pologne** [n° 248 (91-92)] - (29 avril 1992) - Rapporteur - *Discussion générale* - Son intervention présentée par M. Michel d'Aillières (p. 940, 941).

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - *Suite de la discussion* - (10 juin 1992) - *Discussion générale* (p. 1509, 1510) : inconstitutionnalité et caducité du traité de Maastricht - Traité de Rome - Référendum - Vote des étrangers - Europe fédérale ou confédérale - Souhaite la renégociation du traité de Maastricht.

- **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission des lois sur les propositions de résolution

(n° 20, 92-93) de M. Michel Poniatowski et plusieurs de ses collègues, (n° 36, 92-93) de M. Jacques Larché, (n° 47, 92-93) de Mme Hélène Luc et plusieurs de ses collègues, **tendant à modifier le règlement du Sénat pour l'application de l'article 88-4 de la Constitution** [n° 109 (92-93)] - (15 décembre 1992) - *Discussion générale* (p. 4066) : proposition de résolution qui engage l'avenir des relations entre la France et la Communauté européenne - (p. 4067) : les commissions compétentes devraient se saisir des actes communautaires de leur ressort - Insuffisance du rôle dévolu à la délégation pour les Communautés européennes qui pourrait donner un avis - Mécanisme prévu par l'Assemblée nationale - **Art. 1^{er} (dispositions nécessaires à la mise en oeuvre de l'article 88-4 de la Constitution)** (p. 4071) : son amendement n° 5 : impossibilité pour le Gouvernement d'imposer au Sénat des délais trop courts pour examiner les propositions d'actes communautaires ; rejeté - (p. 4074) : son amendement n° 6 : possibilité pour la délégation pour les Communautés européennes de se saisir pour avis des propositions d'actes communautaires ; retiré - (p. 4077) ; son amendement n° 9 : possibilité pour la délégation pour les Communautés européennes d'exprimer de façon autonome son avis en séance publique ; adopté - (p. 4079) : son amendement n° 7 : suppression du quatrième alinéa du texte présenté par l'article 1^{er} pour l'article 73 bis du règlement du Sénat ; retiré - (p. 4081) : son amendement n° 8 : possibilité offerte au président de la délégation des Communautés européennes de demander un examen en séance publique des textes communautaires ; adopté.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° 87 (92-93)] - *Suite de la discussion* - (18 décembre 1992) - **Art. 25 (par priorité) (retransmission des compétitions de sport mécanique)** (p. 4274) : son amendement n° 49, soutenu par Mme Anne Heinis : possibilité de parrainage des courses automobiles par les entreprises du tabac jusqu'à l'intervention d'une réglementation européenne ; retiré - **Après l'art. 25 (par priorité)** (p. 4281) : son amendement n° 48, soutenu par Mme Anne Heinis : exclusion de la presse professionnelle du champ d'application de la loi relative à la publicité sur le tabac ; retiré au profit de l'amendement identique n° 5 de M. Michel Charasse.

PONTILLON (Robert), sénateur des Hauts-de-Seine (S).

Décédé le 20 mars 1992 (*JO Lois et décrets* du 21 mars 1992) - Eloge funèbre le 12 mai 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

- Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

Membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

POPEREN (Jean), ministre des relations avec le Parlement.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (*JO Lois et décrets* du 3 avril 1992).

INTERVENTIONS

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat** [n° 251 (91-92)] - *Suite de la discussion* - (11 février 1992) - *Discussion générale* (p. 517) : indique que le ministre de l'éducation nationale s'est exprimé au nom du Gouvernement lors de la précédente séance.

POUDONSON (Roger), sénateur du Pas-de-Calais (UC).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi [n° 338 (91-92)] autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Emirats arabes unis relative à l'entraide judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale [n° 413 (91-92)] (17 juin 1992) - **Traités et conventions.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit** [n° 316 (91-92)] - (20 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1293, 1294) : transposition des directives communautaires en matière d'assurance et de crédit - Ouverture du capital des entreprises publiques d'assurance et de la Caisse nationale de prévoyance - Eléments chiffrés - Lutte contre le chômage - Europe bancaire - Liberté d'établissement et liberté de prestation de services, LPS, des établissements de crédits - Concurrence - Avis favorable du groupe de l'Union centriste sous réserve des modifications suggérées par les deux commissions.

POUILLE (Richard), sénateur de la Meurthe-et-Moselle (UREI)
N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires économiques.

- Membre suppléant de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre suppléant de la Commission nationale d'urbanisme commercial.

Membre titulaire du Comité consultatif de l'utilisation de l'énergie.

Membre titulaire du comité de contrôle du Fonds de soutien aux hydrocarbures.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement (26 juin 1992).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 452 (JO Débats du 18 juin 1992) (p. 1796) - Ministère : Commerce extérieur - *Position du Gouvernement concernant la mise en oeuvre d'une écotaxe en Europe* (p. 2110) - (Réponse : JO Débats du 27 juin 1992) - **Energie.**

POURCHET (Jean), sénateur du Doubs (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 485 (91-92)] - (2 juillet 1992) (p. 2397) : amé-

nagement rural - Franche-Comté - Gel des terres - Production de viande - Production laitière - Zones défavorisées - Mesures d'accompagnement de la politique agricole commune, PAC - Département du Doubs.

POURNY (André), sénateur de Saône-et-Loire (UREI, puis rattaché administrativement ; de nouveau UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 514 (JO Débats du 2 décembre 1992) (p. 3566) - Ministère : Intérieur - *Eligibilité au fonds de compensation de la TVA des investissements des collectivités locales relatifs à leurs activités d'aménagement et d'entretien des rivières* - (Réponse : JO Débats du 12 décembre 1992) (p. 3960) - **Fonds de compensation de la TVA (FCTVA).**

PRADILLE (Claude), sénateur du Gard (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992) ; puis secrétaire (JO Lois et décrets du 9 octobre 1992) ; puis membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 12 décembre 1992).

- Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle** [n° 402 (91-92)] - *Suite de la discussion* - (30 juin 1992) - **Art. 18 (par priorité) (renouvellement des contrats emploi-solidarité et aménagement du dispositif de sortie pour certaines catégories de bénéficiaires)** (p. 2234) : au nom du groupe socialiste, se déclare défavorable à l'amendement n° 127 de Mme Marie-Claude Beaudeau (proposition d'un contrat à durée obligatoirement indéterminée à un salarié sortant d'un contrat emploi-solidarité) - **Art. 23 (par priorité) (aides financières aux jeunes)** (p. 2240) : au nom du groupe socialiste, se déclare défavorable aux amendements identiques de suppression n° 72 de la commission et n° 107 de la commission saisie pour avis - **Art. 25 (par priorité) (rapport au Parlement sur les logements vacants dans les agglomérations)** : au nom du groupe socialiste, se déclare défavorable à l'amendement de suppression n° 73 de la commission - **Après l'art. 25** (p. 2241) : soutient l'amendement n° 131 de M. Claude Estier (titularisation des personnels non titulaires affectés à la mise en oeuvre du dispositif du RMI au cours des années d'expérimentation et en fonction à la date du renouvellement de la loi).

PROUVOYEUR (Claude), sénateur du Nord (apparenté au groupe RPR) - Secrétaire du Sénat.

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre titulaire de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire de la commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution des aides financées par le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord en situation de chômage de longue durée, âgés de plus de cinquante-sept ans (*JO Lois et décrets* du 24 janvier 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 240 (91-92)] modifiant les articles L. 393, L. 394, L. 395, L. 402, L. 404 et L. 405 et abrogeant l'article L. 401 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre [n° 273 (91-92)] (31 mars 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992) - Anciens combattants et victimes de guerre.

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 3 au 5 février 1992 par une délégation chargée d'étudier les régimes de protection sociale dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle [n° 420 (91-92)] (17 juin 1992) - Sécurité sociale.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 422 (*JO Débats* du 2 mai 1992) (p. 971) - Ministère : Agriculture - Améliorations pour les retraites des non-salariés agricoles - (Réponse : *JO Débats* du 6 juin 1992) (p. 1467) - Exploitants agricoles.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au dépôt légal** [n° 247 (91-92)] - (14 avril 1992) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 627) : le groupe du RPR votera ce projet de loi.

- **Projet de loi modifiant les articles L. 393, L. 394, L. 395, L. 402, L. 404 et L. 405 et abrogeant l'article L. 401 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre** [n° 240 (91-92)] - (15 avril 1992) - Rapporteur - Discussion générale (p. 638, 639) : bénéficiaires des emplois réservés - Organismes assujettis - Procédure d'attribution - Respect des textes en vigueur - Accès permanent des invalides de guerre aux emplois réservés - (p. 640) : liste des organismes assujettis - Jeunes orphelins de guerre - Actualisation des textes - Propose l'adoption de ce projet de loi sous réserve de ses amendements - **Art. 1^{er}** (pérennisation et mise à jour de la législation sur les emplois réservés) - **Art. L. 393 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre (invalides de guerre)** (p. 644) : son amendement n° 1 : accession des invalides de guerre aux emplois publics de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon ainsi qu'à ceux des groupements des collectivités territoriales ; adopté - **Art. L. 394 (veuves de guerre)** : son amendement de coordination n° 2 ; adopté - **Art. L. 395 (orphelins de guerre)** (p. 645) : son amendement n° 3 : extension du bénéfice des emplois réservés aux orphelins de guerre, aux enfants des militaires, policiers, douaniers, et plus généralement des agents appelés à

participer à des missions d'assistance à personnes en danger, décédés en service ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 8 du Gouvernement qu'il accepte - **Art. L. 402 (nomenclature des emplois réservés)** : son amendement de coordination n° 4 ; adopté - **Art. L. 405 (obligation d'emploi s'appliquant aux entreprises industrielles ou commerciales)** : son amendement n° 5 ; harmonisation avec les dispositions du code du travail applicables aux travailleurs handicapés ; adopté - **Art. L. 406 (obligation d'emploi s'appliquant aux entreprises nationalisées)** (p. 646) : son amendement n° 6 : harmonisation avec les dispositions du code du travail ; adopté - **Intitulé** : son amendement n° 7 : référence à l'article L. 406 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la responsabilité du fait des vols, pertes et détériorations des objets déposés dans les établissements de santé et certains établissements sociaux ou médico-sociaux, et à la vente des objets abandonnés dans ces établissements** [n° 475 (90-91)] - (15 avril 1992) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 655) : le groupe du RPR votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif aux relations entre les médecins et l'assurance maladie** [n° 393 (91-92)] - (24 juin 1992) - Discussion générale (p. 1979) : exercice libéral de la profession d'infirmier - (p. 1980) : plafonnement de l'activité - Outils d'évaluation de pratiques médicales - Régulation des dépenses de santé.

PUECH (Jean), sénateur de l'Aveyron (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Délégué titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (*JO Lois et décrets* du 22 octobre 1992).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Aménagement du territoire** - [n° 58 (92-93)] tome 10 (24 novembre 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 18 décembre 1992) - (p. 4198) - Ministère : Affaires sociales - Dépendance des personnes âgées - Personnes âgées.

Q

A

QUILES (Paul), ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

ministre de l'intérieur et de la sécurité publique le 2 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

En qualité de ministre de l'intérieur

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi, présenté avec M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'État aux collectivités locales, relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique [n° 310 (91-92)] (28 avril 1992) - **Collectivités territoriales**.

Projet de loi sur la zone d'attente des ports et des aéroports et portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 386 (91-92)] (5 juin 1992) - **Etrangers**.

Projet de loi relatif à la colombophilie [n° 387 (91-92)] (5 juin 1992) - **Animaux**.

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Paul Alduy : **Sécurité publique** (*Vagabondage et mendicité*) (JO Débats du 15 mai 1992) (p. 1152).

de M. Franz Duboscq : **Sécurité publique** (*Politique de sécurité intérieure*) (JO Débats du 15 mai 1992) (p. 1158).

de Mme Michelle Demessine : **Drogues et stupéfiants** (*Lutte contre la drogue*) (JO Débats du 18 décembre 1992) (p. 4203).

de M. André Egu : **Communautés de communes** (*Statut des communautés de communes*) (JO Débats du 18 décembre 1992) (p. 4205).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 393 de M. Jean Simonin : **Aménagement du territoire** (*Prise en compte des problèmes de séparation des conjoints dans la politique d'aménagement du territoire*) (JO Débats du 11 avril 1992) (p. 590).

n° 396 de M. Henri Collète : **Police** (*Situation de la police nationale*) (JO Débats du 11 avril 1992) (p. 590).

n° 397 de M. Henri Collette : **Anciens combattants et victimes de guerre** (*Traitement des médaillés militaires*) (JO Débats du 11 avril 1992) (p. 589).

n° 399 de M. Gérard Larcher : **Police (personnel de)** (*Construction d'un nouveau commissariat de police à Rambouillet (Yvelines)*) (JO Débats du 11 avril 1992) (p. 591).

n° 415 de M. Louis Minetti : **Sécurité publique** (*Sécurité et protection civile des régions Provence - Alpes - Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon*) (JO Débats du 16 mai 1992) (p. 1189).

n° 420 de M. Henri Collette : **Postes et télécommunications** (*Avenir du service public de La Poste en milieu rural*) (JO Débats du 16 mai 1992) (p. 1189).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi sur la zone d'attente des ports et des aéroports et portant modification de l'ordonnance n° 45-2658**

du 2 novembre 1945 modifiée relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 386 (91-92)] - (17 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1759, 1760)B8; décision du Conseil constitutionnel en date du 25 février 1992 déclarant non conforme à la Constitution l'article 8 de la loi du 26 février 1992 - **Compétence du juge judiciaire** - Délai d'intervention du juge et durée totale du maintien - **Demandeurs d'asile** - (p. 1761) : associations humanitaires - **Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés** - **Aménagement de salles d'audience sur l'emprise portuaire ou aéroportuaire** - (p. 1766) : Commission nationale consultative des droits de l'homme - **Droit d'asile** - **Libre circulation des personnes au sein de la CEE** - **Art. 1^{er} (zone d'attente)** (p. 1767) : accepte l'amendement n° 1 de M. Claude Estier (immédiate information de l'étranger de ses droits et de ses devoirs) - (p. 1768) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 6 (réduction du délai de maintien en zone d'attente) et n° 7 (décision de maintien : accord nécessaire d'un membre de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, OFPRA) - (p. 1769) : demande le retrait de l'amendement n° 2 de M. Claude Estier (réduction du délai d'intervention du juge judiciaire) - **Demande le retrait de l'amendement n° 8 de M. Charles Lederman** (présence d'office d'un interprète) - **Accepte l'amendement de conséquence n° 3 de M. Claude Estier** - (p. 1770, 1771) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 9 (délai de huit jours non renouvelable), n° 10 (concours d'un interprète et communication du dossier à l'intéressé avant l'audience), n° 11 (délai de décision en appel), n° 12 (caractère suspensif de l'appel) et n° 13 (assistance d'un interprète et d'un avocat en cas d'appel) - **Accepte l'amendement n° 4 de M. Claude Estier** (audience publique dans une salle aménagée sur l'emprise portuaire ou aéroportuaire : possibilité de prononcer le huis clos) - (p. 1772) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Claude Estier (possibilité pour les juges de vérifier sur place à tout moment les conditions du maintien en zone d'attente) - **S'oppose à l'amendement n° 16 de M. Charles Lederman** (présence des associations humanitaires).

QUILLIOT (Roger), sénateur du Puy-de-Dôme (S).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 117 (91-92)] - Suite de la discussion** - (10 janvier 1992) - **Art. 57 (par priorité) (régime fiscal des communautés de villes)** (p. 77) : son amendement n° 250, soutenu par M. René Régnault : possibilité de réduction du délai d'harmonisation de taxes professionnelles ; devenu sans objet - **Après l'art. 64 bis** (p. 91) : son amendement n° 240 : possibilité d'harmonisation volontaire des taux de taxe professionnelle communale au sein des structures de coopération intercommunale dotées d'une fiscalité propre ; rejeté.

R

RAIN COURT (Henri de), sénateur de l'Yonne (UREI).

Secrétaire du Sénat.

Réélu secrétaire du Sénat (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises (2 juin 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code forestier (9 juin 1992).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Aménagement rural** - [n° 58 (92-93)] tome 2 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques** [n° 85 (92-93)] - (15 décembre 1992) - **Art. 5 ter (gardes champêtres intercommunaux)** (p. 4045) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 47 du Gouvernement.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social - Nouvelle lecture** [n° 173 (92-93)] - (22 décembre 1992) - **Après l'art. 13 terdecies** (p. 4708) : intervient sur l'amendement n° 2 de M. Roland du Luart (option donnée aux agriculteurs d'asseoir leurs cotisations sur le revenu de la dernière année connue ; délai de formulation et durée de cette option). - **Problème de l'assiette sociale par rapport à l'assiette fiscale des agriculteurs - Art. 35 quater (service départemental d'incendie et de secours)** (p. 4725, 4726) : se déclare favorable à l'amendement n° 64 de M. Philippe Adnot (suppression de la référence au seuil des 500 000 habitants) - Services de secours et d'incendie.

RAMASSAMY (Albert), sénateur de la Réunion (S).

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques, jusqu'au 11 juin 1992.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - Suite

de la discussion - (10 juin 1992) - **Art. 1^{er} A (consécration constitutionnelle de la langue française comme langue de la République)** (p. 1537) : langue française - Culture - Francophonie.

Suite de la discussion - (11 juin 1992) - **Art. 2 (insertion dans la Constitution d'un nouveau titre XIV : « des Communautés européennes et de l'Union européenne »)** (p. 1561) : construction de la Communauté européenne.

RAOULT (Paul), sénateur du Nord (S).

Elu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire (JO Lois et décrets du 23 décembre 1992).

RAUSCH (Jean-Marie), ministre délégué au commerce et à l'artisanat le 2 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

Démissionne de ses fonctions ministérielles le 2 octobre 1992 (JO Lois et décrets du 3 octobre 1992).

ministre délégué aux postes et télécommunications.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

En qualité de sénateur

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1992 [n° 55 (91-92)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Recherche et espace** - [n° 58 (92-93)] tome 6 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques** [n° 10 (92-93)] - Suite de la discussion - (3 décembre 1992) - **Art. 36 (extension de la compétence de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés)** (p. 3642) : son amendement n° 46, soutenu par M. Pierre Lafitte : exclusion des établissements industriels et commerciaux non soumis aux règles de la comptabilité publique et exerçant leur activité dans des conditions proches de celles des entreprises privées ; devenu sans objet.

REGNAULT (René), sénateur des Côtes-d'Armor (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; membre titulaire de cet office (JO Lois et décrets du 16 octobre 1992).

Membre titulaire de la commission supérieure du Crédit maritime mutuel.

- Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire (JO Lois et décrets du 23 décembre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1992 (18 décembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution. - **Équipement, logement, transport et mer - IV - Mer - Marine marchande - [n° 56 (92-93)]** tome 3 annexe 19 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République - Deuxième lecture** [n° 117 (91-92)] - (9 janvier 1992) - **Discussion générale** (p. 27, 28) : solidarité entre collectivités territoriales ; communes rurales - Démocratie locale - Déconcentration - Coopération intercommunale ; structures existantes ; communautés de villes et de communes - Dotation de développement rural - (p. 29) : dotation globale de fonctionnement, DGF - Dotation de développement rural - Cantons - Fonds de compensation de la taxe professionnelle - Dotation globale d'équipement, DGE - Accord du groupe socialiste du Sénat sur le texte issu des délibérations de l'Assemblée nationale - (p. 38) : communes rurales - Fiscalité locale - **Art. 53 (par priorité) (communautés de communes)** (p. 41) : ses amendements n° 243 et n° 244 : conditions de majorité au sein des communautés de communes ; devenu sans objet - **Art. 54 (par priorité) (communautés de villes)** (p. 46) : son amendement n° 245 : règles de majorité pour les communautés de villes ; devenu sans objet - **Art. 54 bis A (par priorité) (nombre de vice-présidents d'une communauté urbaine)** : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 126 de la commission - **Art. 2 (répartition des missions entre les administrations centrales et les services extérieurs)** (p. 51, 52) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 2 de la commission - **Art. 7 (droit des habitants à être informés et consultés sur les affaires communales)** (p. 56) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 12 de la commission - **Art. 8 (débat sur les orientations budgétaires au sein du conseil municipal)** (p. 57) : se déclare opposé à l'amendement n° 13 de la commission (retour au texte adopté par le Sénat en première lecture) - **Art. 9 (accès aux documents budgétaires)** (p. 59) : son amendement n° 241 : accès aux documents budgétaires ; mention des garanties d'emprunt aux sociétés d'économie mixte ; rejeté - **Art. 16 (consultation des électeurs de la commune)** (p. 63) : se déclare opposé à l'amendement n° 35 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture) - (p. 64) : sur l'amendement n° 206 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (nouvelle rédaction de l'article L. 125-1 du code des communes : substitution du mot « habitants » au mot « électeurs »), son sous-amendement n° 263, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; retiré - (p. 65) : sur l'amendement n° 36 de la commission (rétablissement partiel du texte adopté en première lecture par le Sénat), son sous-amendement n° 264 ; rejeté.

Suite de la discussion - (10 janvier 1992) - **Art. 57 (par priorité) (régime fiscal des communautés de villes)** (p. 78) : soutient l'amendement n° 250 de M. Roger Quilliot (possibilité de réduction du délai d'harmonisation de taxes professionnelles) - **Art. 61 bis (validation législative du versement transports en commun dans l'île de la Réunion)** (p. 83) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 186 de la commission - **Art. 63 bis C (rapport au Parlement sur la réforme du**

FNPTP) (p. 87) : se déclare opposé à l'amendement n° 197 de la commission des finances saisie pour avis (allongement du délai) - **Après l'art. 64** (p. 90) : se déclare opposé à l'amendement n° 237 de M. Jacques Oudin (dispositif de mutualisation de taxe professionnelle à l'intérieur des groupements à fiscalité propre) - **Après l'art. 64 bis** (p. 92) : soutient l'amendement n° 240 de M. Roger Quilliot (possibilité d'harmonisation volontaire des taux de taxe professionnelle communale au sein des structures de coopération intercommunale dotées d'une fiscalité propre) - (p. 94) : se déclare opposé à l'amendement n° 230 de la commission des affaires économiques saisie pour avis (révision du mode de calcul de la dotation de base de la dotation globale de fonctionnement) - Solidarité entre communes - Communes rurales - **Art. 64 ter (majoration de la dotation de compensation au profit de certaines communes de moins de 2 000 habitants)** (p. 96) : se déclare favorable à l'amendement n° 258 du Gouvernement (entrée en vigueur de cette dotation en 1993) - **Art. 64 quater (développement de la solidarité en milieu rural)** (p. 97) : se déclare opposé à l'amendement n° 233 de la commission des affaires économiques (exonération d'une nouvelle catégorie de communes) - **Art. 64 sexies (création de la dotation de développement rural)** (p. 103) : vote du groupe socialiste contre l'amendement n° 166 de la commission des finances (nouvelle rédaction de ce texte, en harmonie avec les dispositions adoptées par le Sénat relatives à la coopération intercommunale) - (p. 105) : au nom de M. Roland Courteau, souligne le problème posé par les cantons composés d'une ville ou d'une partie de ville importante et de petites communes rurales - **Art. 18 bis (dénomination des comités économiques et sociaux)** (p. 108) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 41 de la commission - **Art. 23 (réunion du conseil municipal à la demande d'une partie des conseillers municipaux)** - (p. 111) : se déclare opposé à l'amendement n° 48 de la commission (rétablissement du dispositif voté par le Sénat en première lecture) - **Art. 26 bis (représentation proportionnelle au sein des commissions municipales)** (p. 113, 114) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 54 de la commission - **Art. 30 (élection au conseil d'administration des autres communaux d'action sociale)** (p. 116, 117) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 62 de la commission - **Art. 30 bis (rémunération des représentants des collectivités locales aux conseils d'administration des sociétés d'économie mixte)** (p. 117) : sur l'amendement n° 63 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat), son sous-amendement n° 242 ; rejeté - **Art. 33 (saisine des chambres régionales des comptes)** (p. 120) : son amendement n° 164 : nouvelle rédaction ; devenu sans objet.

Suite de la discussion - (14 janvier 1992) - **Art. 48 (principes du progrès de la coopération intercommunale)** (p. 141) : se déclare opposé à l'amendement n° 102 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat) - **Art. 56 bis AA (nombre des vice-présidents de conseil général ou régional)** (p. 147) : son amendement n° 246 : augmentation du nombre de vice-présidents uniquement pour le conseil régional ; devenu sans objet - **Art. 56 bis B (promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion d'une collectivité ; supprimée par l'Assemblée nationale)** (p. 148) : se déclare opposé à l'amendement de rétablissement n° 143 de la commission - **Art. 56 nonies (services publics locaux de distribution du gaz)** (p. 152) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 151 de M. Robert Vizet - **Art. 56 undecies (départementalisation des secours)** (p. 153) : son amendement n° 247 : décret en Conseil d'Etat ; devenu sans objet - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 159, 160) : vote du groupe socialiste contre ce texte dénaturé par le Sénat.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement [n° 184 (91-92)]** - (20 janvier 1992) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 183) - Voir intervention sous le projet n° 183 (p. 265 à 266).

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux [n° 183 (91-92)]** - (20 janvier 1992) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 184) (p. 265) : décentralisation - (p. 266) : gestion des collectivités territoriales - Mission des maires - Régime indemnitaire - Fiscalisation - Petites communes - (p. 267) : fonds de solidarité - Retraites - Autorisations d'absence - Interruption

de l'activité professionnelle - Aménagement du territoire - Avis favorable du groupe socialiste sur ce projet de loi - **Art. 1^{er}** (*garanties accordées aux conseillers municipaux dans l'exercice de leur mandat*) - **Art. L. 121-36 du code des communes** (*autorisations d'absence accordées aux salariés membres d'un conseil municipal*) (p. 279) : sur l'amendement rédactionnel n° 23 de la commission, soutient le sous-amendement n° 135 de M. Claude Estier - **Art. L. 121-37** (*compensation des pertes de revenus subies du fait des absences*) (p. 286) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 27 de la commission et n° 159 de M. Paul Souffrin, ainsi qu'aux amendements de M. Henri Le Breton n° 107 (cas des non salariés) et n° 108 (compensation des nouvelles dépenses par une augmentation de la DGF).

Suite de la discussion - (21 janvier 1992) - **Art. 10** (*droits des élus municipaux à la formation*) - **Après l'art. L. 121-46 du code des communes** (p. 313) : se déclare opposé à l'amendement n° 174 de M. Paul Souffrin (association d'élus et organismes de formation) - **Art. 13** (*droit des élus départementaux à la formation*) - **Art. 13 de la loi du 10 août 1871** (*voyages d'étude*) (p. 318) : intervient à propos de l'amendement de suppression n° 59 de la commission - **Art. 17** (*régime indemnitaire des élus municipaux*) (p. 322) : soutient les amendements n° 137 (indemnités des élus qui siègent dans des structures de coopération des syndicats intercommunaux et des districts) et n° 136 (régime maladie, maternité, invalidité, retraite pour les élus qui exercent des responsabilités dans les structures de coopération) de M. Claude Estier - (p. 325) : soutient l'amendement n° 138 de M. Claude Estier (possibilité d'un prélèvement forfaitaire et libératoire dont le taux est fixé chaque année par la loi de finances) - (p. 328) : intervient à propos de l'amendement n° 63 de la commission (fraction des indemnités de fonction versée aux élus municipaux) - **Après l'art. 18 bis** (p. 333) : se déclare opposé à l'amendement n° 68 de la commission (indemnité minimale pour les maires des petites communes) - **Art. 24** (*indemnités des conseillers généraux*) - **Art. 14 de la loi du 10 août 1871** (*régime indemnitaire des membres des conseils généraux*) (p. 337) soutient l'amendement n° 139 de M. Claude Estier (prélèvement libératoire pour la fiscalisation des indemnités) - **Art. 34** (*entrée en vigueur de la loi*) (p. 365) : se déclare défavorable à l'amendement n° 100 de suppression de la commission - **Art. 35** (*dotations particulières en vue du financement des charges spécifiques résultant de la présente loi*) (p. 366) : soutient l'amendement n° 140 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction de cet article) - **Après l'art. 35** (p. 368) : soutient l'amendement n° 141 de M. Claude Estier (rapport annuel présenté par le Gouvernement au comité des finances locales sur les conditions d'application de l'article 35 de la présente loi) - **Art. 36** (*modalités de fiscalisation d'indemnités parlementaires*) (p. 371) : se déclare favorable à l'amendement n° 152 de la commission (prélèvement libératoire) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 373) : crédit d'heures - Régime indemnitaire - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République - Nouvelle lecture** [n° 245 (91-92)] - (23 janvier 1992) - **Discussion générale** (p. 409, 410) : échec de la CMP - Déconcentration - Démocratie locale - Coopération - Communes - **Art. 64 sexies** (p. 446) : se déclare opposé à l'amendement n° 206 de M. Jean Faure (répartition de la dotation de développement rural).

- **Projet de loi modifiant le régime du travail dans les ports maritimes** [n° 349 (91-92)] - (26 mai 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1409, 1410) : modernisation de la filière portuaire - Statut fiable - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

- **Projet de loi relatif au plan d'épargne en actions** [n° 389 (91-92)] - (25 juin 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2043) : mesures en faveur de l'emploi - Financement du logement social - Renforcement de l'investissement des entreprises - Amélioration de l'épargne longue - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

- **Conclusions du rapport de M. Jacques Oudin, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi n° 376 rectifiée (91-92), déposée avec M. Roger Husson, tendant à remplacer le régime complémentaire de retraite institué au profit des agents non titulaires de l'Etat et des col-**

lectivités publiques par un nouveau régime complémentaire de retraite et de prévoyance [n° 442 (91-92)] - (30 juin 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2277) : avis défavorable du groupe socialiste sur cette proposition de loi - Consultation du conseil d'administration de l'institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques, IRCANTEC.

- **Projet de loi relatif à la mise à disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services** [n° 412 (91-92)] - (20 octobre 1992) - **Discussion générale** (p. 2708) : adaptation des services déconcentrés du ministère de l'équipement aux lois de décentralisation - Attachement des communes rurales aux subdivisions territoriales de proximité - Statut des personnels - (p. 2709) : aménagement du territoire - Services et moyens techniques des petites communes - Concertation - Extinction du niveau des prestations du parc départemental de l'équipement - Instance de conciliation - Soutiendra ce projet de loi dans la rédaction proposée par le Gouvernement - (p. 2712) : unité du service public et maintien de subdivisions territoriales unitaires sous la responsabilité de fonctionnaires de l'Etat - **Art. 2** (*activités du parc de l'équipement*) (p. 2715) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° 32 de la commission saisie pour avis (surveillance des opérations par la commission d'évaluation des charges) - Commission nationale d'évaluation et avis du comité des finances locales - **Art. 3** (*convention relative au parc de l'équipement*) (p. 2716) : se déclare opposé à l'amendement n° 6 de la commission (soumission pour information du projet de convention et du projet d'avenant au comité technique paritaire de la direction départementale de l'équipement) - **Art. 3 bis** (*retrait du département du parc de l'équipement*) (p. 2718) : se déclare opposé à l'amendement n° 12 de la commission (réduction du délai prévu pour régler le désengagement du parc) - **Art. 6** (*adaptation de l'organisation des services*) (p. 2721) : rapports entre le conseil général et les services de l'équipement - Concertation sur les objectifs et la répartition des moyens entre les communes, les services de l'Etat et l'administration - (p. 2722) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 45 de M. Félix Leyzour - (p. 2723) : s'oppose aux amendements de la commission n° 22 (réduction de six à trois mois du délai dont dispose le préfet pour établir le projet d'organisation) et n° 26 (durée du délai à l'expiration duquel le projet d'organisation est réputé rejeté) - **Art. 10** (*par priorité*) (*compensation financière des transferts de charge*) (p. 2726) : s'oppose à l'amendement n° 41 de la commission saisie pour avis (rétablissement des dispositions supprimées par l'Assemblée nationale dans une nouvelle rédaction) - **Art. 8** (*dépenses de personnel*) (p. 2727) : s'oppose à l'amendement n° 37 de la commission saisie pour avis (communication des vacances de postes par le préfet et intervention de la commission instituée par l'article 94 de la loi du 7 janvier 1983 en cas de désaccord) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2730) : concertation - Commission nationale d'évaluation des charges - Le groupe socialiste s'abstiendra sur l'ensemble du projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1993** [n° 55 (92-93)].

Discussion générale :

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3437) : économie française performante - Chômage - Crise agricole - Rôle essentiel des collectivités territoriales - Aménagement du territoire - Description de la société future idéale - (p. 3438) : meilleure répartition des moyens financiers entre les collectivités territoriales - Fiscalité locale - Les « quatre vieilles » - Politique d'aménagement du territoire - (p. 3439) : opposition à la question préalable.

- **Projet de loi modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 179 (92-93)] - (22 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4697, 4698) : originalité du dispositif et prise en compte des intérêts moraux et économiques des familles - Au nom du groupe socialiste, votera les conclusions de la CMP.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social - Nouvelle lecture** [n° 173 (92-93)] - (22 décembre 1992) - **Art. 35 quater** (*service départemental d'incendie et de*

secours) (p. 4726) : intervient sur l'amendement n° 64 de M. Philippe Adnot (suppression de la référence au seuil des 500 000 habitants) - Délai d'application de ces dispositions.

RENAR (Ivan), sénateur du Nord (C).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre suppléant de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art (21 décembre 1992).

DÉPÔTS

Proposition de résolution, déposée avec les membres du groupe communiste, tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation financière des communes de moins de 3 500 habitants [n° 158 (92-93)] (18 décembre 1992) - Commissions d'enquête parlementaires.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 15 mai 1992) (p. 1154) - Ministère : Mer - *Revendications des dockers - Ports.*

(JO Débats du 12 juin 1992) (p. 1569) - Ministère : Agriculture - *Renégociation de la PAC - Politique agricole commune (PAC).*

Questions orales avec débat :

n° 12 (JO Débats du 18 avril 1992) (p. 686) - Ministère : Premier ministre - *Enseignement des langues anciennes - Langues anciennes n° 20* (JO Débats du 19 juin 1992) (p. 1859) - Ministère : Agriculture - *Réforme de la politique agricole commune - Politique agricole commune (PAC).*

n° 32 (JO Débats du 9 décembre 1992) (p. 3774) - Ministère : Industrie - *Situation de l'industrie textile et de l'habillement* - Réponse : JO Débats du 16 décembre 1992) (p. 4016) - *Industrie textile.*

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** : article 36 du règlement du Sénat - Demande un débat sur la situation de l'audiovisuel (9 janvier 1992) (p. 13).

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République - Deuxième lecture** [n° 117 (91-92)] - (9 janvier 1992) - **Discussion générale** (p. 34, 35) : aménagement du territoire - Dotation de développement rural - Coopération intercommunale - Zones rurales.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux** [n° 183 (91-92)] - (20 janvier 1992) - **Art. 1^{er}** (*garanties accordées aux conseillers municipaux dans l'exercice de leur mandat*) - **Art. L. 121-36 du code des communes** (*autorisations d'absence accordées aux salariés membres d'un conseil municipal*) (p. 280 et 281) : soutient les amendements de M. Paul Souffrin n° 155 (possibilité pour les élus salariés de bénéficier d'heures d'absence en vue de favoriser les contacts avec la population) et n° 157 (rémunération des heures passées en séances ou réunions) - **Art. L. 121-37** (*compensation des*

pertes de revenus subies du fait des absences) (p. 283) : soutient l'amendement de suppression n° 159 de M. Paul Souffrin - **Art. L. 121-44** (*extension à certains élus municipaux des dispositions du code du travail et du statut général de la fonction publique*) (p. 293) : soutient les amendements de M. Paul Souffrin, n° 165 (prise en compte des maires et adjoints des petites communes), n° 163 (stage de remise à niveau) et n° 164 (cas des élus fonctionnaires dont les déplacements et nominations viendraient entraver l'exercice de leur mandat) - **Art. L. 121-45** (*protection sociale des maires de certaines communes qui cessent leur activité professionnelle*) (p. 294) : soutient l'amendement de coordination n° 167 de M. Paul Souffrin.

Suite de la discussion - (21 janvier 1992) - **Art. 10** (*droit des élus municipaux à la formation*) - **Après l'art. L. 121-46 du code des communes** (p. 312) : soutient l'amendement n° 174 de M. Paul Souffrin (association d'élus et organismes de formation) - **Art. L. 121-48** (*institution d'un congé-formation*) (p. 315) : soutient l'amendement n° 177 de M. Paul Souffrin (durée de congé de formation pour les élus municipaux et départementaux).

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la presse et l'audiovisuel** [n° 331 (91-92)] - (12 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1057) : paysage audiovisuel français - Secteur audiovisuel privé - La Cinq - TF 1 - Canal Plus - Pluralisme - Ethique - (p. 1058) : service public de l'audiovisuel - Production de programmes audiovisuels - Financement - Indépendance politique des chaînes de télévision - ARTE - (p. 1059) : radiodiffusion - « Amendement SACEM » - Radio France - Presse écrite - Europe - Presse d'opinion - (p. 1060) : liberté de la presse.

- **Projet de loi modifiant le régime du travail dans les ports maritimes** [n° 349 (91-92)] - (26 mai 1992) - **Art. 1^{er}** (*modification du livre V de la première partie du code des ports maritimes*) (p. 1401) : son amendement n° 12 modifiant le paragraphe II de l'article L. 511-2 du code des ports maritimes relatif à la définition des catégories d'ouvriers dockers ; rejeté - (p. 1403) : soutient l'amendement n° 14 de M. Hector Viron (réinsertion dans le domaine législatif des opérations affectées exclusivement aux ouvriers dockers, telles qu'elles étaient prévues par la loi du 6 septembre 1947) - (p. 1405) : son amendement de coordination n° 19 ; rejeté - (p. 1406) : soutient l'amendement n° 24 de M. Hector Viron (modification du paragraphe XI de cet article (article L. 521-8 du code des ports maritimes) relatif à la régulation localisée des effectifs) - (p. 1407) : soutient l'amendement n° 25 de M. Hector Viron (modification du paragraphe XIII de cet article (article L. 531-1 du code des ports maritimes) relatif à la sanction des infractions) - Son amendement n° 26 : modification du paragraphe XIII de cet article (article L. 531-1 du code des ports maritimes) relatif à la sanction des infractions ; rejeté.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (10 juin 1992) - **Art. 1^{er} A** (*consécration constitutionnelle de la langue française comme langue de la République*) (p. 1536) : langue française - Eurodisney - Télévision française - Francophonie - Organisation des nations unies, ONU - (p. 1537) : politique étrangère et de défense indépendante.

- **Projet de loi relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art** [n° 512 (91-92)] - (27 octobre 1992) - **Discussion générale** (p. 2867) : budgets des expositions - Mesure en faveur des établissements publics nationaux - Pénalisation des musées des collectivités territoriales - Nécessité d'élargissement du champ d'application - **Art. 1^{er}** (*champ d'application et portée de la garantie accordée par l'Etat aux expositions temporaires*) (p. 2868) : ses amendements n° 7 : élargissement du champ d'application de la loi ; devenu sans objet ; n° 8 et n° 9 : abaissement du seuil de 300 millions de francs ; irrecevables (article 40 de la Constitution) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2875) : regrette l'exclusion du champ d'application de la loi pour les collectivités territoriales - Avec le groupe communiste, ne votera pas le texte.

- **Projet de loi de finances pour 1993** [n° 55 (92-93)].

Discussion générale :

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3452) : projet de budget de la culture - Régime d'assurance chômage des artistes - Enseignement artistique négligé par l'Education nationale - Décentralisation culturelle inachevée - Dégradation du paysage audiovisuel français - (p. 3453) : chaînes publiques - Recettes publicitaires - Création d'ARTE - Crise de la presse écrite.

- **Questions orales avec débat jointes : industrie du textile et de l'habillement** - (15 décembre 1992) - Présente sa question sur l'industrie du textile et de l'habillement (p. 4016 à 4018, 4026).

REVOL (Henri), sénateur de la Côte-d'Or (URED).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992) ; puis vice-président (JO Lois et décrets du 9 octobre 1992).

- Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification jusqu'au 1^{er} octobre 1992.

Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (JO Lois et décrets du 16 octobre 1992).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaires (JO Lois et décrets du 15 octobre 1992).

Membre titulaire du Comité consultatif de l'utilisation de l'énergie (JO Lois et décrets du 24 octobre 1992).

- Membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur les conditions dans lesquelles il a été décidé d'admettre sur le territoire français M. Georges Habache, dirigeant du Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.) (JO Lois et décrets du 23 avril 1992) jusqu'au 18 juin 1992 - Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises (2 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code forestier (9 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement (26 juin 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 4 décembre 1992) (p. 3648) - Ministère : Santé - *Déclarations mensongères relatives aux services des urgences - Hôpitaux.*

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 462 (91-92)] - (30 juin 1992) - En remplacement de M. Bernard Hugo, rapporteur - **Discussion générale** (p. 2263).

- **Projet de loi de finances pour 1993** [n° 55 (92-93)].

Discussion générale :

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3422) : progression du budget de la recherche - Crédits affectés au commissariat à l'énergie atomique - Fusion Thomson-CEA

industrie - (p. 3423) : centre d'expérimentation du Pacifique - Superphénix - Désengagement de l'Etat en ce qui concerne la recherche - Favorable à la question préalable.

RICHERT (Philippe), sénateur du Bas-Rhin (NI puis UC).

Elu sénateur le 27 septembre 1992, en remplacement de M. André Traband, décédé le 6 avril 1992 (JO Lois et décrets du 29 septembre 1992).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992) ; puis secrétaire (JO Lois et décrets du 9 octobre 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 18 décembre 1992) (p. 4208) - Ministère : Environnement - *Budget de l'Agence de l'environnement - Environnement.*

RIGAUDIERE (Roger), sénateur du Cantal (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension (JO Lois et décrets du 9 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution financées par le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord (JO Lois et décrets du 19 décembre 1992).

- Membre de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées, jusqu'au 14 mai 1992.

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 485 (91-92)] - (2 juillet 1992) (p. 2392) : zones d'élevage - Auvergne - Crise du monde rural - Département du Cantal - Production laitière - Groupement agricole d'exploitation en commun, GAEC - Indemnité spéciale de montagne, ISM - Indemnité compensatoire de handicap, ICH - Prime à l'extensification - (p. 2393) : zones défavorisées - Chômage - Problème des villes et des banlieues.

ROBERT (Guy), sénateur de la Vienne (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques ; de nouveau membre de cette délégation (JO Lois et décrets du 16 octobre 1992).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'Etablissement national des invalides de la marine.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office national des anciens combattants et victimes du guerre.

Membre titulaire de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire de la commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution des aides financées par le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord en situation de chômage de longue durée, âgés de plus de cinquante-sept ans (JO Lois et décrets du 24 janvier 1992).

- Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire (JO Lois et décrets du 23 décembre 1992).

DÉPÔTS

Proposition de loi organique, déposée avec MM. Edouard Le Jeune et Rémi Herment, visant à assurer la représentation du monde combattant au sein du Conseil économique et social [n° 266 (90-91)] (9 avril 1991) - **Anciens combattants et victimes de guerre** - Reprise le 21 octobre 1992.

Proposition de loi, déposée avec MM. Edouard Le Jeune et Rémi Herment et Pierre Vallon, tendant à assouplir les critères d'accès à la retraite au bénéfice des anciens combattants ayant servi en Afrique du Nord entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962 [n° 229 (90-91)] (4 mars 1991) - **Anciens combattants et victimes de guerre** - Reprise le 27 octobre 1992.

Proposition de loi visant à accorder aux orphelins de guerre et aux pupilles de la Nation, sans condition d'âge, la qualité de ressortissant de l'Office national des anciens combattants et des victimes de guerre [n° 231 (90-91)] (4 mars 1991) - **Anciens combattants et victimes de guerre** - Reprise le 27 octobre 1992.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Anciens combattants** - [n° 60 (92-93)] tome 9 (24 novembre 1992).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 106 (92-93)] (92-93) adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif aux conditions d'attribution de la carte du combattant [n° 122 (92-93)] (15 décembre 1992) - **Anciens combattants et victimes de guerre**.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 479 (JO Débats du 29 octobre 1992) (p. 2908) - Ministère : Santé - *Nécessité du maintien d'une pharmacie dans la commune de Romagne (Vienne)* - (Réponse : JO Débats du 7 novembre 1992) (p. 3110) - **Pharmacie**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail** [n° 270 (91-92)] - (28 avril 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 921) : avec le groupe de l'Union centriste, votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale** [n° 314 (91-92)] - (21 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1331) : abus d'autorité en matière sexuelle - Harcèlement sexuel - Préservation de l'anonymat des victimes et des témoins - **Art. 1^{er} (définition des actes de harcèlement sexuel réprimés par le projet de loi)** - **Art. L. 122-46 du code du travail (protection du salarié contre l'abus d'autorité en matière sexuelle)** (p. 1338) : sur l'amendement n° 1 de la commission (nouvelle rédaction de l'article L. 122-46 du code du travail afin de l'harmoniser avec la redac-

tion adoptée par le Sénat lors de la réforme du code pénal), son sous-amendement n° 33 ; adopté - **Art. L. 122-47 (responsabilité disciplinaire de l'employeur)** (p. 1341) : son amendement n° 8 : suppression du texte proposé par l'article L. 122-47 du code du travail ; rejeté - **Après l'art. L. 122-47** (p. 1342) : son amendement n° 9 : insertion à la fin de l'article 1^{er} des dispositions prévues à l'article 2 ; retiré - **Après l'art. 4** (p. 1347) : son amendement n° 11 : déclaration de droit du huis clos ; retiré - **Art. 5 (pouvoirs du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail)** (p. 1349) : son amendement de suppression n° 12 ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1350) : au nom du groupe de l'Union centriste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

- **Rappel au règlement** : négociations du GATT ; solidarité du groupe de l'Union centriste avec les agriculteurs français (14 octobre 1992) (p. 2614).

- **Projet de loi de finances pour 1993** [n° 55 (92-93)].

Discussion générale :

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3459) : projet de budget des anciens combattants et victimes de guerre - **Accroissement de la dette viagère - Veuves de guerre - Gel des plus hautes pensions - Fonds de solidarité pour les anciens combattants d'Afrique du Nord** - (p. 3460) : réduction d'emplois au secrétariat d'Etat aux anciens combattants - **Réduction des crédits affectés à la délégation à la mémoire**.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'attribution de la carte de combattant** [n° 106 (92-93)] - (21 décembre 1992) - **Rapporteur - Discussion générale** (p. 4578) : réforme des conditions d'attribution de la carte de combattant - Extension des conditions d'attribution de la carte aux nouveaux types de conflit - Attribution d'un titre de reconnaissance de la nation pour les militaires ayant pris part aux opérations d'Afrique du Nord pendant une certaine durée - Rôle du service départemental de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre - Critères d'obtention de la carte de combattant - Présence dans une unité combattante pendant quatre-vingt-dix jours ou pendant neuf actions de feu ou de combat - Participation personnelle à cinq actions de feu ou de combat - Généralisation du titre de reconnaissance de la nation - (p. 4579) : avantages sociaux de la carte de combattant - Retraite mutualiste - Armée des Alpes - Prise en compte des opérations menées sur les théâtres d'opérations extérieures - Reconnaissance de la qualité de combattant à certains appelés d'Afrique du Nord - Indexation du plafond majorable de la rente mutualiste sur le coût de la vie - **Art. 1^{er} (procédure et critères d'attribution de la carte de combattant)** (p. 4583) : son amendement n° 1 : possibilité pour les anciens appelés d'Afrique du Nord de se voir reconnaître la qualité de combattant sous certaines conditions ; retiré - (p. 4584) : son amendement n° 2 : attribution de la carte de combattant pour les militaires qui ont appartenu durant la seconde guerre mondiale à une unité reconnue combattante au moment soit de la cessation des hostilités le 25 juin 1940, soit de l'armistice du 8 juillet 1945, quelle que soit la durée de cette reconnaissance ; retiré - **Art. 3 (conséquences des nouvelles dispositions en ce qui concerne la retraite mutualiste)** (p. 4585) : son amendement n° 3 : pérennisation du délai de dix ans pendant lequel peut être constituée la retraite mutualiste majorée par l'Etat à compter de la date d'obtention de la carte de combattant et indexation du plafond de la rente mutualiste sur le coût de la vie ; retiré - **Après l'art. 3** : demande le retrait de l'amendement n° 4 de M. Edouard Le Jeune (présentation par la commission instituée par l'article A. 134-1 du code des pensions militaires d'invalidité, au secrétaire d'Etat aux anciens combattants, d'un rapport annuel sur les combats et opérations de la Résistance).

ROBERT (Jean-Jacques), sénateur de l'Essonne (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification, de nouveau membre de cette délégation (JO Lois et décrets du 16 octobre 1992).

Membre suppléant de la Commission nationale d'urbanisme (JO Lois et décrets du 15 octobre 1992).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'attribution de la Légion d'honneur aux anciens combattants de la Première Guerre mondiale, titulaires de la médaille militaire [n° 287 (91-92)] (9 avril 1992) - Anciens combattants et victimes de guerre.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 2 (92-93)] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, en nouvelle lecture, relatif aux délais de paiement entre les entreprises [n° 21 (92-93)] (22 octobre 1992) - Entreprises.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - Artisanat et commerce - [n° 58 (92-93)] tome 7 (24 novembre 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 16 octobre 1992) (p. 2684) - Ministère : Justice - *Situation dans les prisons - Prisons.*

(JO Débats du 18 décembre 1992) (p. 4209) - Ministère : Equipement - *Tracé pour l'interconnexion sud de l'Île-de-France - Transports ferroviaires.*

Questions orales sans débat :

n° 400 (JO Débats du 8 avril 1992) (p. 536) - Ministère : Défense - *Insécurité à Marcoussis* - (Réponse : JO Débats du 11 avril 1992) (p. 587) - Sécurité publique.

n° 418 (JO Débats du 30 avril 1992) (p. 949) - Ministère : Santé - *Inquiétude des infirmiers libéraux* - (Réponse : JO Débats du 16 mai 1992) (p. 1195) - Infirmiers et infirmières.

n° 495 (JO Débats du 13 novembre 1992) (p. 2553) - Ministère : Environnement - *Massacre de la faune en Méditerranée* - (Réponse : JO Débats du 28 novembre 1992) (p. 3516) - Nature (protection de la).

n° 494 (JO Débats du 18 novembre 1992) (p. 3181) - Ministère : Education - *Formation en alternance* - (Réponse : JO Débats du 28 novembre 1992) (p. 3515) - Étudiants.

n° 507 (JO Débats du 25 novembre 1992) (p. 3411) - Ministère : Education - *Scolarisation des enfants des gens du voyage* - (Réponse : JO Débats du 5 décembre 1992) (p. 3709) - Enseignement.

n° 511 (JO Débats du 25 novembre 1992) (p. 3412) - Ministère : Commerce et artisanat - *Autorisation d'ouverture du centre commercial régional Francilia en ville nouvelle de Sénart* - (Réponse : JO Débats du 12 décembre 1992) (p. 3968) - Commerce et artisanat.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises [n° 174 (91-92)]** - (9 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 555) : réduction des délais de paiement - Etat et collectivités locales - Livraisons - TVA - Concours bancaires - Rapport au Parlement - **Art. 1^{er}** (*contenu de la facture*) (p. 557) : intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (référence au caractère contractuel de la date) - **Après l'art. 1^{er}** (p. 561) : complexité du dispositif - Contrôle de la masse de facturation interentreprises - Se déclare favorable à l'amendement n° 12 de la commission pour permettre l'ouverture de la navette (sanction du non-respect de la parole donnée par une pénalité progressive et proportionnelle au retard constaté) - **Après l'art. 1^{er}** (*suite*) (p. 573, 574) : se déclare opposé aux amendements de M. Jacques Oudin n° 26 (révision des dispositions de l'ordonnance du 1^{er} décembre 1986 relative à la vente à perte) et n° 27 (transparence des prix et conditions de vente du fournisseur) - Se déclare favorable à l'amendement

de cohérence n° 30 de la commission - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 578) : réduction des délais de paiement - Conditions de paiement - Enquête économique - Au nom du groupe du RPR, votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif aux relations entre les médecins et l'assurance maladie [n° 393 (91-92)]** - (24 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1986) : maîtrise des remboursements - Conjoncture économique.

- **Projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises - Nouvelle lecture [n° 2 (92-93)]** - (28 octobre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2885) : échec de la commission mixte paritaire, CMP - Pénalités en cas de retard de paiement - Calcul des délais de paiement des produits alimentaires périssables - Exclusion du champ d'application des entreprises de transformation et de restauration collective - (p. 2886) : respect de la liberté des relations commerciales et des engagements - **Art. 1^{er}** : son amendement n° 1 : reprise des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture relatives à la fixation de la date de paiement devant figurer sur la facture ; adopté - (p. 2888) : son amendement n° 2 : fixation du montant de l'amende en cas d'infraction à un montant de 100 000 francs au plus ; adopté - **Art. 1^{er} sexies A** (p. 2889) : son amendement n° 3 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture ; adopté - Ses amendements, rédactionnel n° 8, de coordination n° 4 ; adoptés - **Art. 1^{er} sexies B** : son amendement n° 5 : suppression de cet article relatif à la présomption du caractère anormal d'une demande d'un acheteur ; adopté - **Art. 2** (p. 2892) : importance des délais de paiement dans le secteur viti-vinicole - Son amendement n° 6 : exclusion du champ d'application de cet article de tous les produits dont la transformation par l'acheteur en modifie la nature, à l'exception des produits laitiers sous toutes leurs formes, qui devront être réglés à trente jours après la fin de la décade de livraison et en cas d'absence d'accords interprofessionnels dans un délai de soixante-dix jours fin de décade pour les achats de certaines boissons alcooliques ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques [n° 10 (92-93)]** - Suite de la discussion - (2 décembre 1992) - **Art. 20** (*critères de décision des commissions départementales ; identification des enseignes*) (p. 3608) : sur l'amendement n° 135 de la commission (suppression du critère de la nécessité de la concurrence entre chaque forme de commerce) se déclare favorable au sous-amendement n° 53 de la commission des affaires économiques saisie pour avis - **Art. 24** (*composition de la commission nationale d'équipement commercial*) (p. 3617) : se déclare favorable à l'amendement n° 66 de la commission des affaires économiques saisie pour avis (institution d'une instance de recours régionale et composition de celle-ci).

Suite de la discussion - (3 décembre 1992) - **Art. 29** (*exceptions*) (p. 3635, 3636) : sociétés d'intérêt collectif agricole pour l'électrification - Régies et coopératives d'usagers pour l'exploitation directe des réseaux électriques - Son amendement n° 1 : exclusion du champ d'application du chapitre IV consacré aux délégations de service public des syndicats d'intérêt collectif agricole pour l'électrification ; retiré.

ROCCA SERRA (Jacques), sénateur des Bouches-du-Rhône (rattaché administrativement au groupe S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes (JO Lois et décrets du 16 octobre 1992).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code forestier (9 juin 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à**

l'indemnité des membres du Parlement [n° 184 (91-92)] - (20 janvier 1992) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 183) - Voir intervention sous le projet n° 183 (p. 273 à 274).

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux [n° 183 (91-92)]** - (20 janvier 1992) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 184) (p. 273) : formation - Retraites - Maires - Indemnités - (p. 274) : fiscalisation.

Suite de la discussion - (21 janvier 1992) - **Après l'art. 9 bis** (p. 311) : son amendement n° 143 : extension aux professions libérales et indépendantes des dispositions et garanties prévues au profit des salariés du secteur public ou privé ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 10 (droit des élus municipaux à la formation)** - **Art. L. 121-46 du code des communes (principe du droit à la formation des conseillers municipaux)** (p. 312) : son amendement n° 145 : cas des conseillers d'arrondissement des villes de Paris, Lyon et Marseille ; retiré.

- **Projet de loi portant réforme du régime pétrolier [n° 517 (91-92)]** - (5 novembre 1992) - **Art. 6 (obligation de pavillon)** (p. 3060) : son amendement n° 25, soutenu par M. Roland Courteau : nouvelle rédaction ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques [n° 10 (92-93)]** - (1^{er} décembre 1992) - **Discussion générale** : son intervention présentée par M. Robert-Paul Vigouroux (p. 3548).

Suite de la discussion - (2 décembre 1992) - **Art. 9 (nouvelles règles applicables aux dons des personnes morales aux partis et groupements politiques)** (p. 3580) : financement des partis politiques par les entreprises - (p. 3581, 3582) : soutient l'amendement n° 251 (limitation du plafonnement des dons des personnes morales à 25 % ou à 2 millions de francs) de M. Robert Vigouroux - **Art. 9 bis (modification des règles d'attribution de l'aide financière de l'Etat aux partis politiques)** (p. 3583) : soutient l'amendement de suppression n° 252 de M. Robert Vigouroux.

Suite de la discussion - (3 décembre 1992) - **Art. 38 (publicité des cessions de terrains constructibles ou de droits de construire des collectivités locales)** (p. 3667) : son amendement n° 255, soutenu par M. François Lesein : exclusion des zones d'aménagement concerté et des programmes d'aménagement des règles de publicité ; devenu sans objet - **Art. 53 (contrôle des sociétés d'économie mixte locales)** (p. 3687) : son amendement n° 256, soutenu par M. François Lesein : subordination de la prise de participation d'une société d'économie mixte au capital d'une société commerciale à l'information et l'accord de la collectivité locale actionnaire majoritaire ; devenu sans objet.

RODI (Nelly), sénateur des Yvelines (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre de la commission d'enquête sur le système transfrontalier français en vue de son éventuelle réforme, jusqu'au 12 juin 1992.

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice (*JO* Lois et décrets du 25 novembre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail (22 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux relations entre les médecins et l'assurance maladie (24 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion relatif à la lutte contre le chômage d'exclusion (30 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale (14 octobre 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 270 (91-92)] relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail [n° 291 (91-92)] (15 avril 1992) - **Action sanitaire et sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 359 (91-92)] modifié par l'Assemblée nationale, relatif aux assistants maternels et aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail [n° 379 (91-92)] (3 juin 1992) - **Action sanitaire et sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi [n° 270 (91-92)] relatif aux assistants maternels et assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail [n° 441 (91-92)] (24 juin 1992) - **Action sociale et solidarité nationale.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail [n° 270 (91-92)]** - (28 avril 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 885) : modes de garde des jeunes enfants - Rôle des assistantes maternelles - (p. 886) : statut unique - Procédures d'agrément - Formation initiale - Modes de rémunération - Aide aux familles employant une assistante maternelle agréée - (p. 887) : accroissement des charges des départements - Rémunérations - **Art. 1^{er} (agrément préalable)** (p. 896) : s'oppose aux amendements n° 56 (substitution du terme « assistant parental » à celui d'« assistante maternelle ») et n° 59 (accord de l'agrément à titre personnel) de M. Franck Sérusclat - S'oppose à l'amendement n° 27 de Mme Marie-Claude Beaudou (durée de l'agrément fixée à deux ans) - (p. 897) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 58 de M. Franck Sérusclat (substitution du terme « épanouissement » au terme « développement ») - Son amendement n° 7 : limitation du nombre des enfants accueillis par une assistante maternelle ; adopté - (p. 898) : demande le retrait de l'amendement n° 1 de M. Jean Chérioux (introduction de la notion de famille d'accueil) - **Art. 2 (régime des agréments)** - **Art. 123-1-1 du code de la famille et de l'aide sociale (délais d'instruction)** (p. 899) : son amendement n° 8, identique à l'amendement n° 2 de M. Jean Chérioux : délai de décision d'agrément tacite ; adopté - (p. 900) : s'oppose à l'amendement n° 30 de Mme Marie-Claude Beaudou (décision de l'agrément subordonnée à une formation initiale) ainsi qu'à l'amendement n° 61 de M. Franck Sérusclat (bénéfice d'un temps de formation avant l'accord de l'agrément) - **Art. 123-1-2 (validité de l'agrément en cas de déménagement)** (p. 901) : s'oppose à l'amendement n° 31 de Mme Marie-Claude Beaudou (garantie de la qualité de l'accueil) - **Art. 123-1-4 (information des parents et des organismes de sécurité sociale)** : son amendement n° 9 : responsabilité du département ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° 3 de M. Jean Chérioux (responsabilités du président du conseil général) au profit de son amendement n° 9 précité - **Art. 123-1-5 (sanctions en cas d'absence d'agrément)** (p. 902) : accepté l'amendement n° 4 de M. Jean

Chérioux (action du président du conseil général auprès des personnes accueillant des mineurs sans agrément) - Ses amendements n° 10 : modalités de mise en demeure d'une assistante maternelle dépourvue d'agrément par le président du conseil général ; et n° 11, de coordination ; adoptés - **Art. 3 (contrat d'accueil)** : son amendement n° 12 : précision relative à la conclusion du contrat ; adopté - (p. 904) : s'oppose à l'amendement n° 62 de M. Franck Sérusclat (remplacement des mots : « d'accueil » par les mots : « de séjour ») - Ses amendements n° 13 : définition de la notion de famille d'accueil ; adopté ; et n° 14 : extension de la mensualisation en cas d'alternance entre l'accueil familial et l'accueil en établissement spécialisé ; devenu sans objet - (p. 905) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Jean Chérioux (introduction de la notion d'accueil discontinu) - (p. 906) : s'oppose à l'amendement n° 67 de M. Franck Sérusclat (prise en compte des couples vivant en concubinage) - (p. 907) : accepte l'amendement n° 32 de Mme Marie-Claude Beaudou (consultation de l'assistante maternelle préalablement à la décision) - **Art. 4 (décret d'application)** : s'oppose à l'amendement n° 33 de Mme Marie-Claude Beaudou (accompagnement professionnel des assistantes maternelles employées par les centres de placement familiaux) - **Art. 5 (qualité d'agents non titulaires)** (p. 908) : s'oppose à l'amendement n° 34 de Mme Marie-Claude Beaudou (création d'une sous-commission du comité technique paritaire départemental pour prendre en charge le suivi de la profession) - **Art. 6 (compétence du service départemental de protection maternelle et infantile)** (p. 909) : s'oppose à l'amendement n° 36 de Mme Marie-Claude Beaudou (transfert à l'Etat du financement de la formation) - **Art. 7 (formation des assistantes maternelles à titre non permanent)** (p. 910) : s'oppose à l'amendement n° 39 de Mme Marie-Claude Beaudou (durée minimale des actions de formation) et accepte l'amendement n° 22 de M. André Jourdain (réduction de la durée minimale de formation) - **Art. 9 (rémunération des assistantes maternelles à titre permanent)** (p. 911) : son amendement n° 16 : garantie de la rémunération ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 40 de Mme Marie-Claude Beaudou (caractère mensuel de la rémunération) - **Art. 11 (coordination)** (p. 912) : s'oppose à l'amendement n° 42 de Mme Marie-Claude Beaudou (maintien des indemnités pour les assistantes maternelles accueillant des enfants à titre permanent de façon intermittente) - **Après l'art. 11** (p. 913) : s'oppose à l'amendement n° 43 de Mme Marie-Claude Beaudou (droit aux congés payés pour les assistantes maternelles) - **Avant l'art. 12** : s'oppose à l'amendement n° 44 de Mme Marie-Claude Beaudou (charge des congés payés) - **Art. 12 (cumul du salaire et des indemnités de congés payés)** (p. 914) : s'oppose à l'amendement n° 45 de Mme Marie-Claude Beaudou (majoration pour les congés et repos non pris en raison du maintien de l'enfant) - **Art. 13 (indemnités d'attente)** : s'oppose à l'amendement n° 46 de Mme Marie-Claude Beaudou (maintien de la rémunération et des droits aux congés payés pendant les deux premiers jours d'absence d'un enfant) - Sur l'amendement n° 65 de M. Franck Sérusclat, accepte la première partie et s'oppose à la seconde partie (prise en compte de certaines situations : 1°) sur les mots « dans les meilleurs délais » ; adoptée - 2°) sur les mots « après consultation de l'assistante maternelle » ; rejetée) - (p. 915) : s'oppose à l'amendement n° 47 de Mme Marie-Claude Beaudou (prise en compte des conditions de l'accueil intérieur) - Son amendement n° 17 : formation de l'assistante maternelle aux besoins d'enfants requérant des soins particuliers ; adopté - **Après l'art. 13** (p. 916) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudou, n° 48 (prolongation du délai pour la rupture du contrat de travail) et n° 49 (instauration d'une procédure préalable au licenciement) - **Après l'art. 14** : s'oppose à l'amendement n° 50 de Mme Marie-Claude Beaudou (extension aux assistantes maternelles employées par des personnes morales de droit privé des droits élémentaires de l'ensemble des salariés) - **Art. 15 (formation des assistantes maternelles à titre permanent)** (p. 917) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Jean Chérioux (substitution d'un délai de cinq ans au délai de deux ans pour la formation des assistantes maternelles) - Son amendement n° 71 : substitution d'un délai de trois ans au délai de deux ans pour la formation des assistantes maternelles à titre permanent ; adopté - **Art. 17 (régime provisoire des assistantes maternelles à titre non permanent)** (p. 918) : accepte l'amendement n° 24 de M. André Jourdain (coordination avec son amendement n° 22 à l'article 7) et s'oppose au

n° 25 de M. Emmanuel Hamel (réduction de la durée des agréments) - **Art. 18 (régime transitoire des assistantes maternelles à titre permanent)** (p. 919) : accepte l'amendement n° 70 du Gouvernement (allongement de la durée de formation pour les assistantes maternelles qui exercent depuis moins de cinq ans) - **Après l'art. 19** : son amendement n° 18 ; date d'entrée en vigueur de certains articles ; retiré - (p. 920) : son amendement n° 19 : adaptations des modalités de calcul de la dotation globale de fonctionnement versée aux départements ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 26 de M. Emmanuel Hamel (dépôt au Parlement par le Gouvernement d'un rapport sur le régime des retraites d'assistantes maternelles) - **Intitulé du projet de loi** (p. 921) : s'oppose à l'amendement n° 57 de M. Franck Sérusclat (dans l'intitulé du projet de loi, après les mots : « relatif aux », ajouter les mots : « assistants maternels etc »).

Deuxième lecture [n° 359 (91-92)] - (17 juin 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1775) : retrait ou modification de l'agrément : commission consultative paritaire départementale - Notion d'accueil continu - (p. 1776) : formation - Procédure de licenciement - **Art. 1^{er}** (p. 1778) : ses amendements n° 1 rédactionnel et n° 2 : suppression de la motivation du refus d'agrément ; adoptés - **Art. 2 - Art. 123-1-1 du code de la famille et de l'aide sociale** (p. 1779, 1780) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudou, n° 12 (suppression de l'agrément tacite) et n° 13 (subordination de l'agrément à une formation initiale) - Son amendement n° 3 : modification ou retrait de l'agrément : suppression de la commission consultative paritaire départementale ; rejeté - **Art. 3** (p. 1781) : son amendement n° 4 : notion d'accueil discontinu ; adopté - **Avant l'art. 7** (p. 1782) : s'oppose à l'amendement n° 14 de Mme Marie-Claude Beaudou (prise en charge par l'Etat des coûts de formation des assistantes maternelles imposés au département) - **Art. 7** : s'oppose à l'amendement n° 15 de Mme Marie-Claude Beaudou (augmentation de la durée de formation obligatoire) - **Art. 13** (p. 1783) : son amendement n° 5 : procédure de licenciement : suppression de l'entretien préalable ; rejeté - **Art. 14 bis (extension aux assistantes maternelles employées par les personnes morales de droit privé du droit d'expression reconnu aux salariés par le code du travail)** : son amendement de suppression n° 6 ; rejeté - **Art. 15** (p. 1784) : son amendement n° 7 : allongement du délai prévu pour la formation des assistantes maternelles accueillant des mineurs à titre permanent ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 16 de Mme Marie-Claude Beaudou (allongement de la durée de formation prévue) - **Art. 17** (p. 1785) : son amendement n° 8 : suppression de l'obligation de formation pour les assistantes maternelles à titre non permanent actuellement agréées ; réservé jusqu'après l'article 18 - S'oppose aux amendements n° 17, n° 18 et n° 19 du Gouvernement (dispositions transitoires et dérogatoires au profit des assistantes maternelles à titre non permanent) - **Art. 18** (p. 1786) : son amendement n° 10 : alignement du régime dérogatoire applicable aux assistantes maternelles accueillant des mineurs à titre permanent sur celui qui est applicable aux assistantes maternelles accueillant des mineurs à titre non permanent ; réservé jusqu'après l'article 18 - **Après l'art. 18** : son amendement n° 9 : dispense de l'obligation de formation pour les assistantes maternelles à titre permanent et non permanent ; rejeté - **Art. 17 (suite)** : son amendement n° 8 ; adopté (précédemment réservé, p. 1785) - **Art. 18 (suite)** : son amendement n° 10 ; adopté (précédemment réservé, p. 1786) - **Après l'art. 18 (suite)** : accepte l'amendement n° 11 du Gouvernement (prorogation du dispositif transitoire) - **Seconde délibération - Art. 17** (p. 1788) : son amendement de conséquence n° 1 ; adopté - **Art. 18** : son amendement n° 2 : dispense de formation des assistantes maternelles à titre permanent actuellement agréées ; adopté.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 441 (91-92)] - (26 juin 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2077) : refus d'agrément - Accueil continu et intermittent - Formation professionnelle

ROGER (Jean), sénateur du Tarn-et-Garonne (RDE).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Délégué suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale; de nouveau délégué suppléant de ces assemblées (*JO* Lois et décrets du 22 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux relations entre transporteurs routiers de marchandises donneurs d'ordres et sous-traitants (10 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du régime pétrolier (16 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le bruit (15 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques (15 décembre 1992).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques, à la suite d'une mission effectuée aux Etats-Unis du 15 au 27 septembre 1991, pour étudier la situation actuelle de l'économie américaine, notamment son agriculture, et la position de ce pays dans le cadre des négociations du GATT [n° 254 (91-92)] (24 janvier 1992) - **Etats-Unis**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République - Deuxième lecture** [n° 117 (91-92)] - (9 janvier 1992) - **Discussion générale** (p. 29, 30) : dotation de développement rural - Dotation globale de fonctionnement, DGF - Finances locales - Voirie communale des petites communes rurales - Taxe professionnelle ; inégalités de répartition - Communes rurales - Coopération intercommunale - (p. 31) : dotation de développement rural.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (16 juin 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1735) : politique agricole commune, PAC - Construction européenne - Votera contre l'adoption du projet de loi constitutionnelle.

ROHAN (Josselin de), sénateur du Morbihan (RPR).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission supérieure du Crédit mutuel.

Membre titulaire du comité directeur du Fonds d'investissement pour les départements d'outre-mer (FIDOM).

Membre titulaire du Conseil supérieur du cheval.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 289 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale, fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours [n° 312 (91-92)] (29 avril 1992) - **Tourisme**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques sur le projet de loi [n° 349 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, modifiant le régime du travail dans les ports maritimes [n° 353 (91-92)] (20 mai 1992) - **Mer et littoral**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 431 (91-92)], adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours [n° 435 (91-92)] (24 juin 1992) - **Tourisme**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 432 (91-92)] modifiée par l'Assemblée nationale, portant répartition des compétences dans le domaine du tourisme [n° 14 (92-93)] (20 octobre 1992) - **Tourisme**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Ports maritimes** - [n° 58 (92-93)] tome 13 (24 novembre 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 15 mai 1992) (p. 1145) - Ministère : Education - Enseignement privé - **Enseignement privé**.

(*JO* Débats du 18 décembre 1992) (p. 4201) - Ministère : Premier ministre - **Compromis du Luxembourg et négociations du GATT - Communautés européennes**.

Questions orales avec débat :

n° 27 (*JO* Débats du 18 novembre 1992) (p. 3181) - Ministère : Affaires étrangères - **Politique de la France à l'égard de la Bosnie-Herzégovine - Politique extérieure**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement** [n° 184 (91-92)] - (20 janvier 1992) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 183) - Voir intervention sous le projet n° 183 (p. 262 à 263).

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux** [n° 183 (91-92)] - (20 janvier 1992) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 184) (p. 262) : professionnalisation de la fonction - Autorisations d'absence - Interruption de l'activité professionnelle - (p. 263) : régime indemnitaire - Elus municipaux - Retraite - Petites communes - Cumul des mandats - Fiscalisation des indemnités.

Suite de la discussion - (21 janvier 1992) - **Art. 9 (garanties accordées aux membres des conseils régionaux)** (p. 308) : son amendement n° 17 : extension au président et aux membres du Conseil économique et social des dispositions relatives au crédit d'heures ; adopté - **Après l'art. 9** (p. 309) : son amendement n° 18 : fonds de formation pour les élus locaux ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Après l'art. 16** (p. 320) : son amendement n° 19 : rapport présenté par le ministre de l'intérieur devant le Parlement sur l'application des titres I^{er} et II de la présente loi ; adopté - **Art. 26 (indemnités des membres des conseils régionaux)** (p. 344) : son amendement n° 21, soutenu par M. Emmanuel Hamel : indemnité du président et des membres du Conseil économique et social ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Après l'art. 28** (p. 353) : son amendement n° 22, soutenu par M. Emmanuel Hamel : instauration d'une indemnité de retraite minimale pour les maires ayant effectué au moins deux mandats ; retiré.

- **Projet de loi fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours** [n° 312 (91-92)] - (13 mai 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1093) : secteur économique du tourisme - Réglementation - Décloisonnement partiel des activités de tourisme - Tourisme rural - Comités départementaux de tourisme - Directive européenne sur les voyages à forfait - (p. 1094) : information des parlements nationaux - Décrets d'application - Avis favorable de la commission des affaires économiques sous réserve de l'adoption de ses amendements - **Art. 1^{er}** (*champ d'application de la loi*) (p. 1101) : s'oppose à l'amendement n° 38 de M. Louis Minetti (activité des guides-interprètes ou des accompagnateurs) - Son amendement rédactionnel n° 1 ; adopté - **Art. 2** (*définition du forfait touristique*) : son amendement rédactionnel n° 2 ; adopté - **Art. 3** (*exclusion du champ d'application de la loi*) (p. 1102, 1103) : ses amendements n° 4 : référence à un « montant au plus équivalent » pour qualifier des prestations autres que celles qui correspondent à l'activité principale du transporteur aérien ; retiré ; et n° 3 rédactionnel ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 33 de M. Marcel Lucotte (accroissement de la possibilité conférée aux transporteurs aériens ou ferroviaires de vendre d'autres titres de transport que ceux qu'ils vendent au titre de leur activité principale) - (p. 1104) : son amendement de cohérence n° 6 ; adopté - **Art. 4** (*conditions d'exercice de la profession d'agents de voyages*) : s'oppose à l'amendement n° 39 de M. Louis Minetti (rétablissement de la notion de moralité) - Son amendement rédactionnel n° 7 ; adopté - (p. 1105) : accepte l'amendement n° 27 de M. Pierre Vallon (élargissement de la garantie à la délivrance de prestations de substitution), et s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Louis Minetti (interdiction pour les personnes ne remplissant pas les conditions requises en France de s'installer en France après avoir obtenu une autorisation dans un autre pays de la CEE) - (p. 1106) : s'oppose aux amendements de M. Louis Minetti, n° 41 (introduction d'une clause de réciprocité pour la délivrance des autorisations d'exercer l'activité d'agent de voyages entre les pays membres de la CEE) et n° 42 (exigence minimale d'une expérience de trois ans pour l'exercice de l'activité d'agent de voyages en France) - **Art. 6** (*conventions de mandataire*) (p. 1107) : s'oppose à l'amendement n° 43 de M. Louis Minetti (accroissement de l'exigence de capacités professionnelles pour l'exercice de l'activité d'agent de voyages) - **Art. 8** (*bénéficiaires des opérations*) : son amendement n° 8 ; remplacement du mot « ressortissants » par le mot « membres » ; retiré - (p. 1108) : son amendement n° 9 : limitation à un du nombre d'exemples de voyages donnés par les dites associations ; retiré - S'oppose à l'amendement n° 28 de M. Pierre Vallon (renvoi à une circulaire ou à un décret pour préciser les mentions figurant dans les brochures publicitaires des dites associations) - **Art. 9** (*conditions d'attribution de l'agrément*) : ses amendements n° 10 rédactionnel et n° 11 de précision ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 29 de M. Pierre Vallon (alignement du niveau de garantie des associations sur celui des agences de voyages) - **Art. 10** (*limites du champ de l'agrément*) (p. 1109) : s'oppose à l'amendement n° 44 de M. Louis Minetti (suppression de la mention des associations et organismes sans but lucratif dans la décision accordant l'agrément à leur fédération ou à leur union) - **Art. 11** (*réglementation applicable aux organismes locaux de tourisme*) : son amendement rédactionnel n° 13 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 45 de M. Louis Minetti (rôle d'intérêt général des organismes locaux de tourisme et concertation avec l'ensemble des intervenants dans le domaine touristique situé sur leur territoire) - **Art. 12** (*assouplissement du régime applicable aux personnes offrant des produits touristiques à titre complémentaire et non prépondérant*) (p. 1110) : son amendement n° 15 ; régime d'habilitation ; adopté - (p. 1111) : s'oppose à l'amendement n° 34 de M. Bernard Barber (référence aux organismes gestionnaires de palais ou centres de congrès) - **Titre IV (précédemment réservé p. 1110)** : son amendement n° 14 : « De l'habilitation à réaliser certaines opérations à titre non prépondérant ou complémentaire » ; adopté - **Art. 17** (*contenu du contrat*) (p. 1113) : ses amendements n° 16, n° 17 rédactionnels et n° 18 : transposition de la directive européenne sur les voyages à forfait ; adopté - **Art. 20** (*modification du contrat par le vendeur*) (p. 1114) : ses amendements n° 19 : amélioration de la protection du consommateur par une information écrite ; et n° 20 rédactionnel ; adoptés - **Art. 23** (*responsabilité vis-à-vis de l'acheteur*

(p. 1115) : son amendement n° 21 : cas supplémentaire d'exonération de responsabilité du vendeur ; adopté - **Art. 25** (*activités annexes*) : son amendement n° 22 : extension des activités annexes aux locations de meublés saisonniers à usage de vacances ; adopté - **Art. 29** (*sanctions pénales*) (p. 1116) : ses amendements n° 23 et n° 24 : extension de la lutte contre les pratiques illégales à l'égard de l'ensemble des professionnels du tourisme ; adoptés.

- **Rappel au règlement** - (21 mai 1992) : dégradations de biens de certains parlementaires à la suite de leurs prises de position sur le statut des dockers.

- **Projet de loi modifiant le régime du travail dans les ports maritimes** [n° 349 (91-92)] - (26 mai 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1378) : diminution de l'activité totale des ports français - Chute des importations d'hydrocarbures - (p. 1379) : augmentation du trafic de conteneurs - Manutention responsable des surcoûts de passage portuaire français - Qualité des équipements des ports français - Rapport Dupuydauby sur la filière portuaire de 1986 - Réforme du régime de travail dans les ports maritimes - Baisse du volume de travail depuis 1980 - Important taux d'inemploi des dockers - Conditions de travail anachroniques - Monopole d'embauche au profit de la CGT - (p. 1380) : régime d'indemnisation pour accident - Nombreuses suppressions d'emplois envisagées - Mensualisation des dockers - Gestion de l'emploi des dockers par les bureaux centraux de la main-d'oeuvre, BCMO - Dockers intermittents et dockers mensualisés - Indemnisation des dockers quittant la profession - Réforme de l'ensemble de la filière portuaire - (p. 1381) : concurrence des ports de l'Europe du Nord-Grand marché intérieur, CEE - **Question préalable** (p. 1396) : intervient contre la motion n° 1 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable : situation des ports français - Rapport Dupuydauby - Rapport Brossier - Grèves à répétition dans les ports - Avènement du marché unique - Mensualisation des travailleurs des entreprises de manutention - (p. 1397) : « communauté portuaire » favorable à ce projet - Nécessité de ramener rapidement la paix sociale dans les ports français - **Art. 1^{er}** (*modification du livre V de la première partie du code des ports maritimes*) (p. 1399) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Félix Leyzour (élargissement du champ d'application du livre V du code des ports maritimes) - (p. 1402) : sur la modification du paragraphe II de l'article L. 511-2 du code des ports maritimes relatif à la définition des catégories d'ouvriers dockers, s'oppose aux amendements de M. Robert Pagès, n° 6 et n° 13, de M. Félix Leyzour, n° 7 et n° 10, de M. Louis Minetti, n° 8 et n° 9, de M. Hector Viron, n° 11, et de M. Ivan Renar, n° 12 - (p. 1403) : s'oppose aux amendements n° 14 de M. Hector Viron (réinsertion dans le domaine législatif des opérations affectées exclusivement aux ouvriers dockers, telles qu'elles étaient prévues par la loi du 6 septembre 1947) et n° 16 de M. Félix Leyzour (nouvelle rédaction de l'article L. 511-5 du code des ports maritimes relatif au cas d'insuffisance du nombre de dockers professionnels intermittents) - (p. 1404) : s'oppose aux amendements n° 17 de M. Louis Minetti et n° 18 de M. Robert Pagès relatifs à la modification du paragraphe VII de cet article (article L. 521-4 du code des ports maritimes) sur les attributions de la Caisse nationale de garantie des ouvriers dockers - (p. 1405) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 19 de M. Ivan Renar - S'oppose à l'amendement n° 20 de M. Louis Minetti (représentation de tous les dockers au conseil d'administration de la Caisse nationale de garantie des ouvriers dockers) - (p. 1406) : s'oppose aux amendements n° 21 et n° 22 de M. Félix Leyzour (modification du paragraphe IX de cet article (article L. 521-6 du code des ports maritimes) relatif aux ressources et charges des bureaux centraux de la main-d'oeuvre) - S'oppose aux amendements n° 23 de M. Félix Leyzour et n° 24 de M. Hector Viron (modification du paragraphe XI de cet article (article L. 521-8 du code des ports maritimes) relatif à la régulation localisée des effectifs) - (p. 1407) : s'oppose aux amendements n° 15 de M. Robert Pagès (suppression du paragraphe XII (article L. 521-9 du code des ports maritimes) relatif à l'abrogation de cet article), n° 25 de M. Hector Viron (modification du paragraphe XIII de cet article (article L. 531-1 du code des ports maritimes) relatif à la sanction des infractions) et n° 26 de M. Ivan Renar (modification du paragraphe XIII de cet article (article L. 531-1 du code des ports maritimes) relatif à la sanction des infractions) - (p. 1408) : s'oppose aux amendements n° 27 de M. Louis Minetti (modification du paragraphe XIII de cet article (article

L. 531-1 du code des ports maritimes) relatif à la sanction des infractions) et n° 28 de M. Robert Pagès (aménagement d'une procédure d'appel au bénéfice des dockers ayant fait l'objet d'une sanction disciplinaire) - **Sur l'ensemble** (p. 1410) : réforme du régime de la manutention portuaire - Prise en compte de l'intérêt national - Souhaite une reprise rapide du trafic portuaire.

- **Projet de loi fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours** - *Deuxième lecture* [n° 431 (91-92)] - (30 juin 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2228).

- **Proposition de loi portant répartition des compétences dans le domaine du tourisme** - *Deuxième lecture* [n° 432 (91-92)] - (3 novembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2952) : rôle de l'Etat, de la région et du département - Office du tourisme - (p. 2953) : évolution des recettes touristiques - Equipement touristique - Sous réserve du vote des amendements de la commission, souhaite l'adoption de la proposition de loi - **Art. 1^{er} A** (*principe du partage des compétences en matière de tourisme*) (p. 2957) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Marc Boeuf (protection de l'environnement dans le domaine du tourisme) - **Art. 1^{er} B** (*compétences de l'Etat dans le domaine du tourisme*) (p. 2958) : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Louis Minetti (place des associations de vacances et de loisirs) - Son amendement de précision n° 4 ; adopté - (p. 2959) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Louis Minetti (concours de l'Etat aux actions engagées par les associations de tourisme social et familial) - **Art. 1^{er} D** (*coordination des interventions des collectivités territoriales dans le domaine du tourisme*) (p. 2960) : son amendement n° 5 : suppression du 1^{er} alinéa de l'article précisant les possibilités de coordination des interventions des collectivités territoriales dans le domaine du tourisme et rétablissement de l'ensemble des consultations rendues obligatoires par la loi du 29 juillet 1982 ; adopté - **Art. 1^{er}** (*établissement d'un schéma d'aménagement touristique départemental*) : son amendement n° 6 : suppression de la notion de définition des actions à mener en matière de développement touristique dans les zones rurales par le schéma départemental ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 17 de M. Louis Minetti (participation du schéma départemental au développement complémentaire du tourisme et du loisir) - (p. 2961) : objet du schéma départemental - Contrats de plan - Tourisme rural - **Après l'art. 2** : demande la réserve de l'amendement n° 18 de M. Louis Minetti (examen annuel du rapport financier du comité départemental du tourisme par le conseil général siégeant en séance plénière) jusqu'à l'examen de l'article 5 - **Art. 3** (*nature juridique et composition du comité départemental du tourisme*) (p. 2962) : son amendement rédactionnel n° 7 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 19 de M. Louis Minetti (représentation équilibrée des intervenants en matière de tourisme dans le département) - **Art. 4** (*missions du comité départemental du tourisme*) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Louis Minetti (collaboration des associations de tourisme social et familial) - Son amendement n° 8 : coordination des actions de promotion du comité départemental du tourisme avec celles du comité régional de tourisme ; adopté - **Art. 5** (*ressources du comité départemental du tourisme*) (p. 2963) : accepte l'amendement n° 24 du Gouvernement (examen du rapport financier du comité départemental du tourisme par le conseil général siégeant en séance plénière) - **Art. 6** (*offices de tourisme*) (p. 2964) : ses amendements n° 9 et n° 11, rédactionnels, et n° 10 ; référence à la loi du 13 juillet 1992 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 21 de M. Louis Minetti (collaboration des associations de tourisme et de loisirs) - (p. 2965) : son amendement n° 12 : compétence des structures de coopération intercommunale dans le domaine du tourisme ; adopté - Accepte l'amendement n° 25 du Gouvernement (examen du rapport financier annuel de l'office du tourisme par le conseil municipal ou l'organe délibérant du groupement de communes) - **Après l'art. 6** : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Louis Minetti (composition des comités régionaux de tourisme) - **Art. 7** (*dispositions spécifiques aux départements d'outre-mer*) (p. 2966) : son amendement n° 13 identique à l'amendement n° 3 de M. Marc Boeuf : organisations régionales et départementales du tourisme dans les régions et départements d'outre-mer ; adopté - Spécificité des régions d'outre-mer - **Après l'art. 7** : accepte

l'amendement n° 23 du Gouvernement (examen annuel du rapport financier du comité régional du tourisme par le conseil régional siégeant en séance plénière) - **Art. 8** (*décrets en Conseil d'Etat*) : son amendement de coordination n° 14 ; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 2967) : se déclare favorable à des textes structurés.

- **Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon** [n° 105 (92-93)] - (16 décembre 1992) - **Après l'art. 47 ter** (p. 4178) ; votera l'amendement n° 5 de M. Albert Pen (octroi au conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon de la compétence d'immatriculation de navires armés au commerce) - Situation de la marine marchande battant pavillon français - Pavillon des îles Kerguelen.

ROMANI (Roger), sénateur de Paris (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire du conseil d'orientation du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux caisses de crédit municipal (5 mai 1992).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Equipement, logement, transports et espace** - II - Transports - Transport aérien - III - Météorologie - [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 18 (24 novembre 1992).

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Aviation civile** [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 36 (24 novembre 1992).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 6 (*JO Débats* du 14 avril 1992) (p. 627) - Ministère : Premier ministre - *Politique générale du Gouvernement* - (Réponse : *JO Débats* du 17 avril 1993) (p. 672) - **Politique générale**.

INTERVENTIONS

- **Questions orales avec débat jointes : politique générale du Gouvernement** - (16 avril 1992) - Présente sa question (p. 669, 670 et 677).

- **Projet de loi de finances pour 1993** [n° 55 (92-93)].

Discussion générale :

(24 novembre 1992) (p. 3404) : absence de crédibilité du projet de budget pour 1993 - Equilibre en trompe-l'oeil - Privatisations pour financer l'emploi - Déficit budgétaire croissant - Bombes à retardement - Nombreuses erreurs de gestion - (p. 3405) : éducation nationale - Charges de la dette - Naufrage des finances publiques - Chômage - Investissement des entreprises - Consommation des ménages - Budgétisation des allocations familiales - Indispensable politique de redressement de la France - Favorable à la question préalable.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1992** [n° 89 (92-93)] - (18 décembre 1992) - **Après l'art. 46** (p. 4394) : son

amendement n° 8, soutenu par M. Emmanuel Hamel : transmission par l'administration fiscale aux collectivités locales des rôles généraux des impôts directs locaux comportant des impositions émises à leur profit ; adopté.

- **Conclusions du rapport de M. Lucien Neuwirth**, fait au nom de la commission des lois, sur la **proposition de résolution** (n° 40, 92-93), déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à organiser les modalités d'une assistance juridique du Sénat au profit des collectivités locales** [n° 164 (92-93)] - (20 décembre 1992) - **Renvoi en commission** (p. 4514) : se déclare opposé à la demande de renvoi en commission de M. Michel Dreyfus-Schmidt.

ROUJAS (Gérard), sénateur de la Haute-Garonne (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre suppléant de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux relations entre les médecins et l'assurance maladie (24 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle et modifiant le code du travail (3 juillet 1992).

ROUVIERE (André), sénateur du Gard (S).

Elu secrétaire du Sénat (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Secrétaire de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes ; de nouveau secrétaire de cette délégation (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992).

- Membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur les conditions dans lesquelles il a été décidé d'admettre sur le territoire français M. Georges Habache, dirigeant du Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.) (*JO Lois et décrets* du 23 avril 1992), jusqu'au 18 juin 1992.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée au Chili et en Argentine, du 23 janvier au 1^{er} février 1992 [n° 278 (91-92)] (2 avril 1992) - **Amérique du Sud**.

Participation au rapport d'information fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée sur le traité de l'Union européenne [n° 307 (91-92)] (23 avril 1992) - **Communautés européennes**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur les propositions de directives relatives au marché intérieur de l'électricité et du gaz [n° 499 (91-92)] (8 juillet 1992) - **Communautés européennes**.

ROUX (Olivier), sénateur des Français établis hors de France (UC).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

ROYAL (Ségolène), ministre de l'environnement le 2 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (*JO Lois et décrets* du 3 avril 1992).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit [n° 35 (92-93)] (4 novembre 1992) - **Environnement**.

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de Mme Danielle Bidard-Reydet : **Environnement** (*Sommet de Rio*) (*JO Débats* du 12 juin 1992) (p. 1578).

de M. Philippe Adnot : **Communautés de communes** (*Communautés de communes et parcs naturels régionaux*) (*JO Débats* du 18 décembre 1992) (p. 4200) de M. Philippe Richert : **Environnement** (*Budget de l'Agence de l'environnement*) (*JO Débats* du 18 décembre 1992) (p. 4208).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 401 de M. Louis Minetti : **Incendies** (*Lutte contre les incendies de forêts : absence de publication du décret d'application de l'article 21 de la loi du 3 janvier 1991*) (*JO Débats* du 11 avril 1992) (p. 592).

n° 403 de M. Gérard Larcher : **Environnement** (*Classement en site écologique d'intérêt national du massif de Rambouillet (Yvelines)*) (*JO Débats* du 11 avril 1992) (p. 593).

n° 470 de M. Maurice Lombard : **Enseignement** (*Répercussions des décisions des autorités académiques sur l'organisation des transports scolaires*) (*JO Débats* du 28 novembre 1992) (p. 3513).

n° 494 de M. Jean-Jacques Robert : **Etudiants** (*Formation en alternance*) (*JO Débats* du 28 avril 1992) (p. 3515).

n° 495 de M. Jean-Jacques Robert : **Nature** (*protection de la*) (*Massacre de la faune en Méditerranée*) (*JO Débats* du 28 novembre 1992) (p. 3516).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement** [n° 5 (91-92)] - (21 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 693) : office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques - Génie génétique - Environnement - (p. 694) : directives européennes du 23 avril 1990 - Mise en oeuvre des micro-organismes - Opérations de dissémination - Mise sur le marché des organismes modifiés - Secret industriel et scientifique - Grand marché de 1993 - Agriculture - Sommet de la terre de Rio-de-Janeiro - (p. 695) : lutte contre le sous-développement - (p. 700) : rôle du Parlement - Environnement - **Art. 3 (organes consultatifs)** (p. 702) : son amendement n° 25 : composition de la commission compétente ; adopté - S'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 21 et n° 22 relatifs à la composition des commissions - **Art. 4 (classement des organismes et micro-organismes génétiquement modifiés)** (p. 703) : accepte l'amendement rédactionnel n° 4 de la commission - **Art. 7** (p. 707) : sur l'amendement n° 7 de la

commission qu'elle accepte (nouvelle rédaction abrégée de l'article), son sous-amendement n° 30 ; rejeté - **Après l'art. 7** (p. 708) : demande le retrait de l'amendement n° 19 de M. François Autain (coordination de la délivrance du permis de construire et de l'autorisation d'exploiter pour les établissements classés) - (p. 709) : son amendement n° 34 : lien entre le permis de construire et l'autorisation de fonctionnement d'une installation classée ; adopté - **Art. 9 (définition de la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés)** : accepte l'amendement n° 8 de la commission (regroupement des éléments de définition des disséminations volontaires) - **Art. 10 (autorisation préalable des disséminations volontaires)** : accepte l'amendement de coordination n° 9 de la commission - **Art. 11 (information du public sur les effets des disséminations volontaires)** : s'oppose à l'amendement n° 10 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) - **Art. 12 (contrôle des disséminations volontaires) (p. 711)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 11 de la commission (compétences des agents et officiers de police judiciaire en matière de constatation de l'infraction) - Sur celui-ci, son sous-amendement n° 31 ; rejeté - **Art. 13 (définition de la mise sur le marché)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 12 de la commission - Sur celui-ci, son sous-amendement n° 32 ; rejeté - **Art. 19 (intervention de l'administration en cas de nouvelle appréciation des risques) (p. 712)** : accepte l'amendement de précision n° 13 de la commission - **Art. 20 (conditions de communication des informations fournies à l'appui des demandes d'autorisation, de dissémination et de mise sur le marché) (p. 713)** : s'oppose à l'amendement n° 14 de la commission (protection des données confidentielles et transmission de ces données à Bruxelles) et, sur celui-ci, au sous-amendement n° 20 de M. Jacques Habert - Directive communautaire - Règle de transparence.

Deuxième lecture [n° 362 (91-92)] - (22 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1913, 1914) : enquête publique - Notion de responsabilité sans faute de l'Etat - Documents confidentiels - Permis de construire - Installations classées - **Art. 3** (p. 1918) : s'oppose à l'amendement n° 13 de Mme Danielle Bidard-Reydet (présence des représentants des associations de consommateurs et d'associations de protection de l'environnement dans la composition de la commission du génie génétique) - **Art. 6** (p. 1919) : sur l'amendement n° 3 de la commission qu'elle accepte (dossier d'information mis à la disposition du public), ses sous-amendements n° 20, n° 21 et n° 22 ; adoptés - **Art. 7** (p. 1921) : sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 5 (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) et accepte le n° 6 (consultation du Conseil supérieur des installations classées ainsi que d'autres commissions administratives consultatives compétentes en matière de protection de l'environnement) - Son amendement n° 15 : consultation du Conseil supérieur des installations classées et d'autres commissions administratives consultatives compétentes en matière de protection de l'environnement ; retiré - (p. 1922) : ses amendements n° 16 ; précision portant sur le paragraphe IV de cet article relatif aux contentieux des établissements classés ; devenu sans objet, et n° 17, rédactionnel ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 7 de la commission (suppression du paragraphe IV de cet article relatif au contentieux des établissements classés) - **Art. 7 bis** (p. 1923) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 8 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 11** : accepte l'amendement rédactionnel n° 9 de la commission - **Art. 31** (p. 1925) : s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 11 de la commission - **Art. 32** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques de suppression n° 12 de la commission, n° 1 de M. Michel Souplet et n° 2 de M. Désiré Debavelaere.

- **Projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement [n° 385 (91-92)]** - (22 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1927) : production nationale d'ordures ménagères - Déchets industriels - Traitement des déchets - (p. 1928) : Europe - Information du public - Création d'une commission locale d'information - Création d'ensembles coordonnés d'installations d'élimination des déchets - Avenir des sites - Responsabilité de l'exploitant - Financement de la politique des déchets - Décret sur les emballages ménagers - Développement de la recherche - Importation des déchets - (p. 1935) : recyclage des emballages - Recherche technologique - Moyens

financiers - Collectes sélectives - Education du public - Opération « Eco Emballages » - Plastiques - (p. 1936) : déchets hospitaliers - Prévention - Industries.

Suite de la discussion - (26 juin 1992) - **Art. 1^{er} (modification de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets) - Paragraphe XV (plans départementaux)** (p. 2118) : sur l'amendement de précision n° 23 de la commission, qu'elle accepte, son sous-amendement n° 102 ; adopté - Accepte les amendements de la commission n° 24 (suppression de la possibilité dans les plans de désigner les sites d'implantation d'installations nouvelles) et n° 25 (précision des conditions de l'élaboration et de l'adoption des plans), et sur ce dernier, son sous-amendement n° 103 ; adopté - S'oppose au sous-amendement n° 71 de M. Jean Simonin - (p. 2119) : s'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 87 (renforcement du rôle et du pouvoir des assemblées territoriales concernées) et n° 88 (mise en conformité avec la présente loi dans un délai de trois ans de tous les schémas au plan arrêtés antérieurement) - **Paragraphe XVI (décret en Conseil d'Etat)** : sur l'amendement n° 26 de la commission (nouvelle rédaction de ce paragraphe), qu'elle accepte, son sous-amendement n° 109 ; rejeté - **Art. 2 (modifications du code des communes)** (p. 2120) : sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 27 (substitution du mot de « régions » à ceux « d'établissements publics régionaux ») et accepte le n° 113 (possibilité pour les collectivités territoriales d'exonérer de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères les personnes qui sont assujetties à la redevance spéciale) - (p. 2121) : s'oppose aux amendements identiques n° 66 de M. Alain Pluchet et n° 80 de M. Michel Souplet (suppression de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères lorsque la redevance spéciale est instituée) - **Art. 2 bis (institution d'une péréquation au profit des communes où sont entreposés ou traités les déchets)** : son amendement n° 111 : nouvelle rédaction de cet article ; rejeté - S'oppose aux amendements n° 28 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) et n° 72 de M. Jean Simonin (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 3 (compétences des régions en matière de déchets)** (p. 2123) : sur l'amendement n° 29 de la commission (élargissement des modalités d'intervention des régions en matière de déchets industriels), qu'elle accepte, son sous-amendement n° 104 ; adopté - Accepte l'amendement rédactionnel n° 30 de la commission - **Art. 5 (modifications de la loi 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) - Avant le paragraphe I** (p. 2124) : s'oppose à l'amendement n° 81 de M. Claude Huriet (notion de réversibilité d'un entreposage de longue durée) - **Paragraphe I (stockage souterrain de déchets)** (p. 2125) : sur l'amendement rédactionnel n° 32 de la commission qu'elle accepte, son sous-amendement n° 105 ; adopté - Sur l'amendement n° 34 de la commission (stockage souterrain de déchets ultimes) qu'elle accepte, son sous-amendement n° 110 ; adopté - Accepte les amendements de la commission n° 33, rédactionnel et n° 31 (contenu du bilan écologique présenté par l'exploitant qui souhaite le renouvellement de l'autorisation de stockage) - S'oppose à l'amendement n° 89 de Mme Danielle Bidard-Reydet (stockage souterrain en couche géologique profonde des produits dangereux) - **Paragraphe II (autorisation du changement d'exploitant)** : accepte l'amendement n° 35 de la commission (rétablissement de la rédaction initiale) et s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 82 de M. Michel Souplet - **Paragraphe IV (durée maximale d'exploitation)** (p. 2127) : sur l'amendement n° 36 de la commission (installations de stockage et installations classées), auquel elle s'oppose, son sous-amendement n° 112 ; rejeté - S'oppose à l'amendement n° 90 de Mme Danielle Bidard-Reydet (prise en compte de tous les facteurs de nuisance des décharges et autres installations) - **Paragraphe V (remboursement en cas d'incident ou d'accident)** (p. 2128) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 37 du Gouvernement (précisions portant sur les servitudes d'utilité publique relative à l'utilisation des sols) - **Paragraphe VI (étude d'impact)** (p. 2129) : accepte les amendements rédactionnels n° 39 et n° 40 de la commission - **Paragraphe IX (remboursement en cas d'accident ou d'incident)** : ses amendements n° 107 : maintien des mots « de l'incident ou de l'accident » ; devenu sans objet ; et n° 106 de coordination ; adopté - Sur les amendements de la commission, accepte le n° 41 (suppression de la mention « des associations agréées ») et s'oppose au n° 42 rédactionnel - **Art. 6 (introduction de dispositions rela-**

tives aux stockages souterrains dans la loi du 15 juillet 1975) - Art. 11-1 A de la loi du 15 juillet 1975 (*champ d'application*) (p. 2130) : accepte l'amendement rédactionnel n° 43 de la commission - Art. 11-1 de la loi précitée : accepte les amendements de la commission, n° 44 et n° 45, rédactionnels, et n° 46 (concertation préalable à l'autorisation) - Art. 11-3 de la loi précitée (*exploitation concomitante d'activité minière et de stockage*) (p. 2131) : sur l'amendement n° 47 de la commission (contrôle de l'exploitation concomitante par l'inspection des installations classées), son sous-amendement n° 115 ; adopté - Accepte l'amendement n° 48 de la commission (suppression du second alinéa relatif aux cas de cessation d'activité d'une mine et avant ennoyage) et s'oppose au n° 91 de Mme Danielle Bidard Reydet (nécessité d'éviter toute concomitance entre le stockage des déchets et l'exploitation minière) - Art. 11-4 de la loi précitée (*application du code minier*) (p. 2132) : accepte l'amendement rédactionnel n° 49 de la commission - Art. 7 (*introduction de dispositions financières dans la loi du 15 juillet 1975*) - Art. 22-1 de la loi précitée (*définition des déchets industriels spéciaux*) (p. 2134) : accepte l'amendement de suppression n° 50 de la commission - Art. 22-2 de la loi précitée : s'oppose aux amendements n° 62 de M. Michel Souplet (dispense de la taxe de vingt francs par tonne pour les déchets déjà valorisés), ainsi qu'aux amendements de la commission n° 51 (assujettissement à la taxe des déchets ménagers et industriels banals qui sont déposés dans des décharges privées ou internes) et n° 52 (limitation des transports de déchets qu'ils soient nationaux ou étrangers en application du principe de proximité) - Art. 22-3 de la loi précitée (*déclaration du tonnage réceptionné*) (p. 2135) : s'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 92 (renforcement des moyens en personnels assermentés affectés dans les départements) et n° 93 (suppression de la troisième phrase du premier alinéa du paragraphe II relative à l'avis de passage des agents assermentés) - Art. 22-4 de la loi précitée (*création d'un fonds de modernisation de la gestion des déchets*) : sur les amendements rédactionnels de la commission, accepte les n° 53 et n° 54, et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 55 - (p. 2136) : accepte l'amendement n° 56 de la commission (installation intercommunale) - Art. 22-5 de la loi précitée (*groupements d'intérêt public*) : accepte l'amendement n° 57 de la commission (possibilité pour les groupements d'intérêt public d'agir au bénéfice direct des riverains des installations) - Art. 8 (*domaine d'intervention de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 58 de la commission - Après l'art. 8 (p. 2137) : s'oppose à l'amendement n° 114 de la commission (possibilité pour les sociétés de financement des économies d'énergie de participer, à l'aide de leurs moyens spécifiques, à une réalisation plus rapide de ces équipements) - Art. 9 (*modifications de l'article 24 de la loi du 15 juillet 1975*) : sur les amendements rédactionnels de la commission, s'oppose au n° 59 et accepte le n° 60 - S'oppose à l'amendement n° 94 de Mme Danielle Bidard-Reydet (opposition au stockage des déchets étrangers sur le territoire français) - Après l'art. 11 (p. 2138) : sur l'amendement n° 61 de la commission (nécessité pour l'exploitant en cas de cessation d'activité d'une mine ou avant ennoyage de retirer tous les produits polluants ou déchets de toutes sortes résultant de l'exploitation passée), qu'elle accepte, son sous-amendement n° 108 ; adopté - Sur l'ensemble (p. 2139) : protection de l'environnement - Gestion des déchets - Réduction de la production des déchets.

- Proposition de loi tendant à assujettir les carrières aux dispositions de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et à créer la commission départementale des carrières [n° 480 (91-92)] - (5 novembre 1992) - Discussion générale (p. 3073, 3074) : protection de l'environnement et extraction de matériaux - Image de la profession dans l'opinion publique - Passage du code minier à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement - Dispositions spécifiques aux carrières - Schémas départementaux de carrières - Après l'art. 1^{er} (p. 3079) : son amendement n° 65 : rassemblement des dispositions portant sur les garanties financières et relatives aux trois activités différentes des établissements classés ; adopté - Après l'art. 2 (p. 3080 à 3082) : sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 1 (consultations préalables à l'exploitation de carrières), accepte les n° 2 (possibilité pour le ministre chargé des installations classées

d'édicter des règles générales sur la prévention et la réduction des risques d'accidents et de pollution ainsi que des mesures techniques pour une bonne insertion dans le paysage et la remise en état des lieux) et n° 3 (servitudes d'utilité publique) - S'oppose au n° 4 (délai de recours) et accepte le n° 5 (dispositif transitoire applicable aux installations classées régulièrement mises en service et soumises à l'avenir à autorisation ou à déclaration) - Art. 3 (*généralisation du régime d'autorisation à toutes les exploitations de carrières ; commission départementale et schéma départemental des carrières*) - Art. 16-1 A de la loi du 19 juillet 1976 (*régime d'autorisation d'exploitation de carrières*) (p. 3084, 3085) : s'oppose à l'amendement n° 6 de la commission (limitation de la durée maximale d'exploitation des carrières à quinze ans et procédure de renouvellement d'autorisation) et sur ce dernier, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 49 de M. Jacques de Menou et s'oppose aux sous-amendements de M. Jean Simonin, n° 47 et n° 62, ainsi qu'au sous-amendement n° 43 de M. Gérard Miquel - Son amendement n° 63 : limitation aux parties boisées d'une carrière de l'ajustement de la durée d'exploitation autorisée au titre des installations classées sur celle du défrichement ; devenu sans objet - Art. 16-1 (*commission départementale des carrières*) (p. 3086) : sur l'amendement n° 7 de la commission (nouvelle rédaction), son sous-amendement n° 64 ; rejeté - (p. 3087) : s'oppose aux sous-amendements de M. Félix Leyzour, n° 45 et n° 46 - S'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 47 de la commission - Art. 16-2 (*schéma départemental de carrières*) (p. 3088) : s'oppose à l'amendement n° 8 de la commission (nouvelle rédaction) et sur ce dernier, au sous-amendement n° 48 de M. Jean Simonin - Protection de l'environnement et développement économique - Après l'art. 16-2 : s'oppose à l'amendement n° 9 de la commission (refus possible d'une nouvelle autorisation à l'exploitant qui n'aurait pas satisfait aux obligations de remise en état d'une ancienne carrière) - (p. 3089) : son amendement n° 66 : obligation pour les carrières existantes de se mettre en conformité avec l'obligation de garantie financière dans un délai de cinq ans ; adopté - Art. 3 bis (*commission départementale consultative*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 11 de la commission - Art. 3 ter (*refus d'autorisation*) (p. 3090) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 12 de la commission - Art. 3 quater (*constitution de garanties financières*) : accepte l'amendement de coordination n° 13 de la commission - Art. 5 (*délai de recours*) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 14 de la commission et n° 44 de M. Félix Leyzour - Art. 5 (*délai de recours*) (p. 3091) : s'oppose à l'amendement n° 15 de la commission (institution d'une taxe parafiscale sur les granulats permettant le financement d'actions de recherche et de valorisation des sites anciens de carrières) - Son amendement n° 67 : contentieux de pleine juridiction ; adopté - Art. 11 (*permis d'exploitation de carrières*) (p. 3092) : accepte les amendements de la commission n° 16 (limitation des motifs du recours à l'article 109 du code minier aux seuls besoins de l'économie nationale ou régionale) et n° 17 (soumission de la délimitation des zones où s'appliquera l'article 109 du code minier à l'avis de la ou des commissions départementales des carrières concernées) - Après l'art. 11 : accepte l'amendement de coordination n° 18 de la commission - Art. 13 (*coordination*) : accepte l'amendement de coordination n° 19 de la commission - Art. 14 (*coordination*) (p. 3093) : accepte l'amendement de coordination n° 20 de la commission - Après l'art. 14 : accepte les amendements de coordination de la commission n° 21, n° 22 et n° 23 - Art. 15 (*coordination*) : accepte l'amendement n° 24 de la commission (rétablissement de la référence à l'article 109 du code minier) - Après l'art. 15 : accepte les amendements de coordination de la commission n° 25 et n° 26 - Art. 16 (*régime des halles et terrils de mines et déchets d'exploitation de carrières*) (p. 3094) : accepte l'amendement n° 27 de la commission (opérations de dragage) - Art. 18 ter (*modification de l'article L. 311-1 du code forestier*) (p. 3095) : accepte l'amendement n° 28 de la commission (caractère obligatoire de la pratique actuelle des plans de défrichement) - Sur ce dernier, son sous-amendement n° 68 ; adopté et s'oppose au sous-amendement n° 42 de M. Pierre Lacour - Art. 19 (*dispositions transitoires*) (p. 3096) : accepte les amendements de la commission n° 29 de coordination et n° 30 (nouvelle rédaction des conditions transitoires mises à l'application des nouvelles règles aux exploitations existantes) - Art. 20 (*entrée en vigueur de la loi*)

(p. 3097) : son amendement n° 69 : application immédiate des articles de la loi non spécifiques aux carrières ; retiré - **Intitulé de la proposition de loi** : accepte l'amendement n° 32 de la commission (« Proposition de loi relative aux carrières »).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit** [n° 35 (92-93)] - (9 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3830, 3831) : bruit et santé - Bruit et inégalités sociales - Bruit de voisinage - Education - Réglementation pour les engins et les activités bruyantes ; homologation des appareils - Isolation phonique - Limitation du bruit au voisinage des infrastructures de transport terrestre - Bruit lié aux aéroports - Sanctions pénales et administratives - (p. 3845) : fixation de normes sonores - Bruit des deux roues - Droit pour les associations agréées de se porter partie civile - Moyens financiers de lutte contre le bruit - (p. 3846) : pouvoirs des maires - Bruit dans l'entreprise - Comités d'hygiène et de sécurité des entreprises - Suppression du laboratoire de sensibilisation au bruit de l'hôpital Cochin - Dispositions fiscales - Bruit urbain - Riverains des aéroports ; création d'une taxe d'atténuation des nuisances sonores - (p. 3847) : nuisances liées à la circulation routière - Réglementation des nouvelles infrastructures - Projets d'extension de l'aéroport Charles de Gaulle - Nuisances sonores liées à l'usage des deux roues - **Art. 1^{er}** (*objectifs de la loi*) (p. 3847, 3848) : son amendement de précision n° 84 ; devenu sans objet - S'oppose aux amendements n° 1 de la commission (nouvelle rédaction) et n° 57 de Mme Danielle Bidard-Reydet (priorité du développement de la recherche scientifique en matière de lutte contre les nuisances sonores) - **Intitulé du Titre I^{er}** : accepte l'amendement n° 58 de Mme Danielle Bidard-Reydet (« Prévention des nuisances sonores ») - **Avant le Chapitre I^{er}** : s'oppose à l'amendement n° 59 de Mme Hélène Luc (isolation phonique des locaux, d'habitation ou ouverts au public, à la charge des auteurs des nuisances sonores) - **Intitulé du Chapitre I^{er}** (p. 3849) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (« Dispositions relatives aux objets et aux dispositifs destinés à réduire les émissions sonores ») - **Art. 2** (*prescriptions applicables aux objets susceptibles de provoquer des nuisances sonores élevées*) (p. 3850) : accepte l'amendement n° 3 de la commission (nouvelle rédaction) et s'oppose à l'amendement n° 60 de Mme Danielle Bidard-Reydet (mention des utilisateurs des objets visés) - **Art. 3** (*information de l'acheteur d'un objet sur ses caractéristiques acoustiques*) : accepte l'amendement n° 4 de la commission, sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 85 ; adopté - **Art. 4** (*nullité d'un contrat de vente d'objets non homologués et certifiés*) : accepte les amendements de la commission, n° 5 (extension aux dispositifs de protection contre le bruit) et n° 6 de coordination - **Art. 5** (*dérogation*) (p. 3851) : accepte l'amendement n° 61 de Mme Danielle Bidard-Reydet (maintien des dispositions des codes de l'aviation civile, de la route ou du travail quand elles sont plus protectrices) et s'oppose à l'amendement n° 7 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 6** (*prescriptions applicables aux activités bruyantes*) : accepte les amendements n° 8 de la commission (définition de catégories d'activités pouvant être soumises à autorisation) et n° 62 de Mme Danielle Bidard-Reydet (activités bruyantes exercées dans les entreprises) - (p. 3852, 3853) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 9 (consultation du Conseil national du bruit sur l'établissement de la nomenclature des activités bruyantes) ; accepte le n° 10 (contenu des prescriptions générales) sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 86 ; rejeté ; s'oppose au n° 10 précité, ainsi qu'au n° 11 (études d'impact pour les activités soumises à autorisation) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 12 (décret en Conseil d'Etat fixant les délais et conditions de mise en conformité des activités existantes) - (p. 3853) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 63 de Mme Danielle Bidard-Reydet (délai de mise en conformité) - Accepte l'amendement n° 53 de M. Roland Courteau (décret en Conseil d'Etat fixant les délais et conditions de mise en conformité des activités existantes) - **Art. 7** (*dérogation*) : sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 13 (extension de la dérogation aux services publics de protection civile et de lutte contre l'incendie) et accepte le n° 14 de coordination - **Après l'art. 7** (p. 3854) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 52 de M. Jean Simonin (réglementation du trafic d'hélicoptères) et, sur cet amendement, pour le sous-amendement n° 91 de M. Paul Caron - **Art. 8** (*pouvoirs du maire à l'égard des acti-*

ités s'exerçant sur la voie publique) : accepte l'amendement de rectification n° 15 de la commission - **Après l'art. 8** : accepte l'amendement n° 16 de la commission (pouvoirs du préfet à l'égard des activités s'exerçant sur la voie publique) - **Intitulé du Titre II** (p. 3855) : accepte l'amendement n° 17 de la commission (« Infrastructures de transports, d'urbanisme et construction ») - **Art. 10** (*prise en compte des objectifs de lutte contre le bruit pour les nouvelles infrastructures de transport terrestre*) : accepte les amendements de la commission, n° 18 rédactionnel, et n° 19 (introduction dans le dossier de demande d'autorisation des mesures envisagées contre les nuisances sonores) - **Art. 11** (*classement des infrastructures de transport terrestre en fonction de leur impact sonore*) (p. 3856) : accepte l'amendement rédactionnel n° 20 de la commission et s'oppose à l'amendement n° 64 de Mme Danielle Bidard-Reydet (renforcement du dispositif) - **Intitulé du titre III** (p. 3857) : son amendement n° 88 : « Protection des riverains des grandes infrastructures » ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° 21 de la commission (« Réparation des dommages causés par le bruit des transports ») - **Avant l'art. 13** : accepte l'amendement n° 22 de la commission (division additionnelle : « Chapitre I^{er} : Bruit des transports terrestres ») - Accepte l'amendement n° 23 de la commission (rapport au Parlement sur le bilan des nuisances sonores résultant du transport routier et ferroviaire), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 89 ; rejeté - S'oppose à l'amendement n° 23 précité - (p. 3858) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 54 de M. Roland Courteau (fonds spécial de réparation des dommages résultant des nuisances phoniques pour les bâtiments d'habitation et recevant du public) - Son amendement n° 90 : division additionnelle : « Chapitre II : Aide aux riverains des grands aérodromes » ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° 24 de la commission (division additionnelle : « Chapitre II : Bruit des transports aériens ») - S'oppose aux amendements n° 65 (création d'une commission compétente pour les décisions de création ou d'extension d'infrastructures aéroportuaires après consultation des associations de riverains) et n° 66 (interdiction des atterrissages et décollages de nuit sur les aéroports situés à proximité des zones urbanisées) de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Art. 13** (*institution d'une taxe d'atténuation des nuisances sonores au voisinage des aérodromes*) (p. 3860) : s'oppose à l'amendement n° 25 de la commission (nouvelle rédaction) et, sur cet amendement, au sous-amendement n° 79 de M. Serge Vinçon - **Après l'art. 13** (p. 3861) : s'oppose à l'amendement n° 67 de Mme Danielle Bidard-Reydet (taxe d'atténuation des nuisances sonores au voisinage des héliports en milieu urbain) - **Art. 14** (*taux de la taxe*) (p. 3863) : s'oppose à l'amendement n° 26 de la commission (affectation du produit de la redevance à un compte spécial de prévention et de réparation des dommages résultant des nuisances phoniques), ainsi qu'aux sous-amendements n° 80 à n° 83 de M. Serge Vinçon, n° 55 de M. Roland Courteau et n° 68 de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Art. 15** (*modalités de recouvrement de la taxe*) (p. 3863) : s'oppose à l'amendement n° 27 de la commission, de suppression pour coordination - **Art. 15** (*modalités de recouvrement de la taxe*) (p. 3864) : s'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 69 (participation des élus des départements et des communes exposés aux nuisances sonores, et des associations de riverains aux décisions concernant le développement et les conditions d'exploitation des aéroports), n° 70 (affectation au produit de la taxe au fonds d'aide aux riverains des grands aérodromes) et n° 71 (commission d'atténuation des nuisances sonores) - (p. 3865) : s'oppose à l'amendement n° 78 de M. Paul Caron (responsabilité de l'exploitant d'aéronefs, pour les dommages résultant du bruit causé par les atterrissages et les décollages, limitée à la responsabilité pour faute) - **Art. 16** (*recherche et constatation des infractions*) (p. 3866) : s'oppose à l'amendement n° 28 de la commission (suppression de l'habilitation des agents des services de l'Etat chargés de la défense) - Accepte l'amendement n° 75 de Mme Françoise Seligmann (agents commissionnés : extension aux agents des services chargés de la culture et de la communication) - Accepte les amendements rédactionnels n° 29 et n° 30 de la commission - S'oppose à l'amendement n° 72 de Mme Danielle Bidard-Reydet (non obligation d'information du procureur de la République dans le cas des agents des douanes) - **Art. 17** (*analyse et consignation des objets*) (p. 3867) : sur les amendements de la commission, établissant une nouvelle rédaction, accepte les n° 31, n° 32,

n° 33 et n° 34, et s'oppose au n° 35 - **Intitulé du titre V :** s'oppose à l'amendement n° 36 de la commission (« Sanctions ») - **Art. 18 :** accepte l'amendement n° 37 de la commission. (plafond des peines) - (p. 3868) : accepte les amendements de la commission n° 38 (cumul non obligatoire), n° 39 (extension du doublement aux peines de prison), n° 40, n° 41 et n° 42, de coordination ; n° 43 de rectification, et n° 44, de coordination - **Art. 19 (procédure d'injonction sous astreinte)** (p. 3869) : accepte l'amendement n° 45 de la commission (nouvelle rédaction), et s'oppose à l'amendement n° 73 de Mme Danielle Bidard-Reydet (ajournement de peine) - **Après l'art. 20 :** accepte l'amendement n° 56 de M. Roland Courteau (droit pour les associations agréées de se porter partie civile) - **Art. 21 (sanctions administratives)** (p. 3870) : accepte les amendements de la commission n° 46 et n° 47 de coordination, n° 48, n° 49 et n° 50, rédactionnels ; et n° 51 de rectification - **Après l'art. 21** (p. 3871) : s'oppose à l'amendement n° 74 de Mme Danielle Bidard-Reydet (mise à l'étude de la construction d'un troisième aéroport pour la région d'Ile-de-France) - **Sur l'ensemble :** remerciements.

- **Discussion des conclusions du rapport de M. Bernard Laurent,** fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 260, 91-92) de M. Ernest Cartigny, tendant à modifier l'article L. 112-16 du code de la construction et de l'habitation pour ce qui concerne les nuisances dues à certaines activités [n° 50 (92-93)] - (9 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3874) : s'oppose à cette proposition de loi.

- **Projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques [n° 85 (92-93)]** - (15 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4028) : diversité des paysages français - (p. 4029) : attachement des Français à leur paysage - Le paysage est un patrimoine commun à protéger - Le projet de loi soumis au Parlement a pour but de doter le paysage d'un véritable statut - L'Etat et les collectivités locales sont fautifs envers le paysage - Dégradation des paysages - Conséquences graves pour la faune et pour la flore du fait des remembrements - Le respect du paysage est créateur d'emplois et de développement - Plan d'occupation des sols - Réconciliation de l'aménagement du territoire et de la protection de l'environnement grâce à ce projet de loi - Permis de construire transformé en permis paysager - Valorisation des projets immobiliers s'intégrant dans les paysages - (p. 4030) : terrains de camping confrontés à des risques prévisibles - Travaux nécessaires pour assurer l'alerte et l'évacuation des occupants - Création des directives de protection et de mise en valeur des paysages - Si la dynamique intercommunale ne fonctionne pas, l'Etat doit fixer les grandes orientations paysagères - Protection des paysages ruraux et agricoles - Création des commissions communales et départementales analysant les enjeux en matière d'environnement et de paysages - (p. 4031) : champ d'action accru du conservatoire du littoral - Futur projet de loi relatif aux parcs naturels régionaux - Conflit entre le Gouvernement et l'Assemblée nationale sur la rémunération des commissaires enquêteurs - Nécessité de protéger le paysage français - **Art. 1^{er} (directives de protection et de mise en valeur des paysages)** (p. 4039) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 1 de la commission - **Art. 1^{er} bis (parcs naturels régionaux)** (p. 4040) : les parcs régionaux sont une des priorités du ministère de l'environnement - (p. 4041) : ses amendements n° 43 et n° 64, rédactionnels ; rejeté - Son amendement n° 44 : modalités des révisions des chartes des parcs régionaux ; rejeté - S'oppose à l'amendement rédactionnel n° 57 de la commission - (p. 4042) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (compatibilité des documents d'urbanisme avec le contenu des chartes) - S'oppose à l'amendement n° 32 de M. Philippe François (versement d'indemnités pour les contraintes liées aux nouvelles directives) - Son amendement n° 45 : parcs régionaux gérés par des établissements publics de coopération ; rejeté - **Art. 3 (dispositions relatives au permis de construire)** (p. 4043) : s'oppose aux amendements de la commission, n° 3 rédactionnel, et n° 4 : (obligation de présenter des documents graphiques uniquement pour des constructions d'une certaine importance) - (p. 4044) : s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 5 de la commission - **Art. 5 bis (terrains de camping et de stationnement de caravanes dans les zones soumises à un risque naturel ou écologique prévisible)** : s'oppose à l'amendement n° 6 de la commission (zones à risques définies par le pré-

fet) - **Art. 5 ter (gardes champêtres intercommunaux)** (p. 4045) : son amendement de suppression n° 47 ; rejeté - **Art. 6 (prise en compte du respect et de la mise en valeur du paysage par l'aménagement foncier rural)** : son amendement rédactionnel n° 48 ; rejeté - S'oppose aux amendements n° 7, rédactionnel, de la commission et n° 20 de M. Ambroise Dupont (prise en compte de la valeur écologique des surfaces apportées) - **Art. 6 bis (obligation de réaliser une étude comportant un volet environnemental et paysager)** (p. 4047) : accepte l'amendement n° 8 de la commission (principe d'une étude, d'aménagement intervenant très rapidement dans la procédure) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 35 de M. Ambroise Dupont (création d'une bourse d'arbres) - (p. 4048) : accepte l'amendement rédactionnel n° 9 de la commission - **Art. 8 bis (interdiction ou autorisation préalable de certains travaux)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 10 de la commission - **Art. 9 (constatation des infractions)** (p. 4049) : accepte l'amendement n° 11 de la commission (reprise des dispositions retenues dans le projet de loi relatif à la lutte contre le bruit) - **Art. 10 (travaux connexes au remembrement relevant de la compétence de la commission communale d'aménagement foncier)** (p. 4050) : accepte les amendements de la commission, n° 12 de coordination et n° 13 rédactionnel - **Art. 11 (intervention des communes dans la réalisation de travaux connexes au remembrement)** : accepte les amendements de coordination n° 14 et n° 15 de la commission - **Art. 11 bis (cession gratuite des biens du Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme au profit du conservatoire du littoral)** (p. 4051) : accepte l'amendement n° 16 de la commission (possibilité d'incorporation des biens forestiers du Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme au domaine forestier privé de l'Etat) - **Art. 11 ter (protection des boisements linéaires, haies et plantations d'alignement)** : son amendement n° 54 : prise en compte de la nouvelle codification ; rejeté - S'oppose à l'amendement n° 17 de la commission - **Art. 11 quinquies (conventions d'exploitation dérogatoires aux statuts de fermage)** (p. 4052) : son amendement n° 55 : suppression de la seconde phrase de l'article 11 quinquies ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 18 de la commission - **Art. 12 (indemnisation des commissaires enquêteurs)** : son amendement de suppression n° 56 ; rejeté - **Après l'art. 12 :** s'oppose à l'amendement n° 58 de la commission (création d'une liste d'aptitude pour les commissaires enquêteurs et les membres des commissions d'enquête ; leur indemnisation fixée par le président du tribunal administratif) - Oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 59 de la commission (modification du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique) - **Après l'art. 13** (p. 4054) : s'oppose à l'amendement n° 61 de la commission (droit de recours contre les avis des architectes des bâtiments de France s'agissant des zones de protection du patrimoine architectural et urbain) - (p. 4055) : s'oppose aux amendements de la commission n° 60 (recours à l'encontre des décisions des architectes des bâtiments de France s'agissant des secteurs sauvegardés et des alentours des sites inscrits) et n° 62 (modification de la composition de la commission départementale des sites et de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages) - (p. 4056) ; s'oppose à l'amendement n° 63 de la commission (éclaircissement sur les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique, ZNIEFF) - (p. 4057) : son amendement n° 72 ; droit de préemption des SAFER ; rejeté - **Sur l'ensemble** (p. 4058) : nouveaux crédits consacrés à l'action paysagère - Regret de la suppression des directives de protection et de mise en valeur des paysages.

- **Proposition de loi tendant à assujettir les carrières aux dispositions de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et à créer la commission départementale des carrières - Deuxième lecture [n° 84 (92-93)]** - (15 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4059) : activité économique et impératifs de protection de l'environnement - Rappel des dispositions principales - Loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées - Loi sur la protection des paysages - **Art. 2 quinquies (délai de recours entre les autorisations d'exploitation de carrières)** (p. 4062) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (fixation du début du délai de recours à l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet) - **Art. 3 :** accepte les amendements de la commission, n° 2 (rétablisse-

ment de la parité des quatre collèges composant la commission départementale des carrières) et n° 3 de cohérence - S'oppose à l'amendement n° 7 de M. Félix Leyzour (droit de veto des communes sur l'exploitation d'une carrière sur leur territoire) - **Art. 18 ter** (p. 4063) : accepte l'amendement rédactionnel n° 4 de la commission.

- **Projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 142 (92-93)]** - (20 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4528) : premier texte consacré aux paysages urbains et ruraux - Création d'un permis paysager - Renforcement des pouvoirs du ministère de l'environnement - Respect des paysages ruraux par les remembrements - Dépôt d'un amendement sur le rétablissement des directives paysagères - Couverture d'un tiers du paysage français par les lois « montagne » et « littoral » - Etablissement des directives paysagères en concertation avec les élus et par décret en Conseil d'Etat - Protection de l'environnement et aménagement - Classement de sites - (p. 4529) : spéculation et anarchie des constructions - Utilité des directives du paysage pour les élus locaux - **Art. 1^{er}** : son amendement n° 1 : limitation aux seuls territoires soumis à des prescriptions particulières de l'exclusion du champ d'application des directives de protection et de mise en valeur des paysages prises par l'Etat ; rejeté avec l'ensemble du texte (p. 4535) - **Art. 16** (p. 4533) : son amendement n° 2 : modification de la composition des commissions départementales des sites, perspectives et paysages ainsi que des conditions de désignation des personnalités qualifiées membres de ces commissions ; rejeté avec l'ensemble du texte (p. 4535) - **Sur l'ensemble** (p. 4534) : défense des moyens de protection de l'environnement - (p. 4535) : constate que les premières décisions des tribunaux administratifs annulent toutes les opérations d'aménagement en montagne et sur le littoral - Insuffisance des règles en matière d'aménagement et de construction - Réconciliation entre l'aménagement du territoire et la protection de l'environnement - Logiques d'aménagement des promoteurs privés guidés par le profit.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 143 (92-93)]** - (20 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4536) : loi attendue depuis vingt ans - Insonorisation des logements - Coût du bruit pour la collectivité - Contribution à la lutte contre l'inégalité en matière de cadre de vie - Renforcement des sanctions - (p. 4537) : nouveaux modes de constructions - Indemnisation des riverains des aérodromes - Lutte contre le bruit des cyclomoteurs - Droit au sommeil.

- **Projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques - Nouvelle lecture [n° 169 (92-93)]** - (21 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4659) : directives paysagères - Loi « littoral » - Demande le retour au texte initial du Gouvernement - **Art. 1^{er}** (p. 4660, 4661) : s'oppose à l'amendement n° 1 de la commission (exclusion de la montagne et du littoral du champ d'application des directives paysagères) - Dégradation du littoral et de la montagne - Procédure du classement de sites.

RUDLOFF (Marcel), sénateur du Bas-Rhin (UC).

Nommé membre du Conseil constitutionnel le 25 février 1992 (JO Lois et décrets du 26 février 1992) - Cessation de son mandat sénatorial le 5 mars 1992 (JO Lois et décrets du 7 mars 1992).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des lois.

- Membre titulaire de la commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité instituée en application de l'article 13 de la loi n° 91-646 du 10 juillet 1991 relative au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications.

Membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions

ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature (15 janvier 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République (14 janvier 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (16 janvier 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens [n° 261 (91-92)] (26 février 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992) - Code pénal.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Deuxième lecture [n° 233 (91-92)]** - (15 janvier 1992) - **Art. 1^{er}** (*hiérarchie du corps judiciaire et avancement*) (p. 173) : statut de la magistrature - Justice - Se déclare favorable à l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Sur l'ensemble** (p. 185) : remerciements adressés au rapporteur.

RUFIN (Michel), sénateur de la Meuse (apparenté au groupe RPR, puis RPR).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Juge suppléant de la Haute Cour de justice, puis juge titulaire (JO Lois et décrets du 28 octobre 1992).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'adoption.

Membre titulaire de la Commission supérieure de codification.

- Membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques, jusqu'au 11 juin 1992.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes (24 janvier 1992).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens (3 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives (18 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la Nation, l'Etat et la paix publique (24 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon (16 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire (21 décembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 475 (90-91)] relatif à la responsabilité du fait des vols, pertes et détériorations des objets déposés dans les établissements de santé et certains établissements sociaux ou médico-sociaux, et à la vente des objets abandonnés dans ces établissements [n° 282 (91-92)] (9 avril 1992) - **Hôpitaux publics**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 407 (91-92)] modifié par l'Assemblée nationale, relatif à la responsabilité du fait des vols, pertes et détériorations des objets déposés dans les établissements de santé et certains établissements sociaux ou médico-sociaux, et à la vente des objets abandonnés dans ces établissements [n° 437 (91-92)] (24 juin 1992) - **Hôpitaux publics**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la responsabilité du fait des vols, pertes et détériorations des objets déposés dans les établissements de santé et certains établissements sociaux ou médico-sociaux, et à la vente des objets abandonnés dans ces établissements [n° 475 (90-91)]** - (15 avril 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 648, 649) : régime spécifique des dépôts effectués dans les établissements sanitaires et sociaux - Responsabilité de plein droit ; limitation et causes d'exonération - Dispositions d'ordre public - Régime de saisissement et de vente des objets abandonnés - Avis favorable de la commission sur ce projet de loi - **Art. 1^{er} (responsabilité objective des établissements sanitaires et sociaux)** (p. 650) :

s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Robert Pagès (extension du champ d'application) - Son amendement rédactionnel n° 1 ; adopté - (p. 651) : ses amendements n° 2 : nature de la responsabilité encourue ; n° 3 : nature du dépôt exposant l'établissement à une responsabilité de plein droit ; et n° 4 de coordination ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 17 de M. Robert Pagès (cas des objets apportés par des tiers aux personnes hébergées) - (p. 652) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Robert Pagès (obligation de prévoir des aménagements nécessaires à la sécurité des objets déposés) - **Art. 3 (limitation de responsabilité)** : son amendement rédactionnel n° 6 ; adopté - **Art. 4 (cas de responsabilité illimitée)** : ses amendements n° 7 : modalités du dépôt lorsque la personne accueillie n'est pas en état de le faire ; et n° 8 rédactionnel ; adoptés - **Art. 5 (responsabilité pour faute)** (p. 653) : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Robert Pagès (responsabilité de plein droit dans certains cas de dépôt) - **Après l'art. 5** : son amendement n° 9 : causes d'exonération de la responsabilité ; adopté - **Art. 2 (précédemment réservé p. 652) (causes d'exonération)** : son amendement de suppression n° 5 ; adopté - **Art. 6 (objets abandonnés)** : son amendement de coordination n° 10 ; adopté - **Art. 7 (vente des objets non réclamés)** (p. 654) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Robert Pagès (notification écrite de la remise des objets non réclamés à la Caisse des dépôts et consignation) - **Art. 8 (information de la personne admise ou hébergée)** : son amendement n° 11 ; information éventuelle du représentant légal ; adopté - **Art. 9 (caractère d'ordre public des dispositions de la loi)** : son amendement de précision n° 12 ; adopté - **Art. 11 (modalités d'application)** (p. 655) : ses amendements rédactionnels n° 13 et n° 14 ; adoptés - **Après l'art. 11** : son amendement n° 15 : date d'entrée en vigueur de la présente loi ; adopté.

Deuxième lecture [n° 407 (91-92)] - (25 juin 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2044) : définition d'un régime spécifique aux dépôts effectués dans les établissements de santé et certains établissements sociaux ou médico-sociaux - Application du dispositif aux établissements sanitaires et sociaux, publics ou privés - Extension des causes d'exonération à l'exécution des actes médicaux ou des soins - Rectification d'une référence au code de la santé publique.

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale [n° 3 (92-93)]** - (17 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3172) : moyens budgétaires - Nombre de magistrats - Contrôle de la garde à vue - Intervention d'un avocat - Inculpation - (p. 3173) : mise en détention - Intervention d'assesseurs non professionnels - Procédure de type accusatoire - Ordonnance de notification de charges - Enfance délinquante.

S

SAPIN (Michel), ministre délégué à la justice.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (*JO Lois et décrets* du 3 avril 1992).

ministre de l'économie et des finances le 2 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (*JO Lois et décrets* du 3 avril 1992).

En qualité de ministre de l'économie

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale [n° 314 (91-92)] (30 avril 1992) - **Travail.**

Projet de loi relatif aux procédures de passation de certains contrats dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications [n° 506 (91-92)] (31 juillet 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992) - **Marchés publics.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement : —

de M. Lucien Neuwirth : **Défense nationale** (*Industrie de l'armement*) (*JO Débats* du 15 mai 1992) (p. 1157).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises** [n° 174 (91-92)] - (9 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 550) : petites et moyennes entreprises - Réduction des délais de paiement - Ordonnance du 1^{er} décembre 1986 relative à la liberté des prix et de la concurrence - Règles de facturation - (p. 551) : transparence des conditions de règlement - Règlement des denrées alimentaires périssables - (p. 556, 557) : réformes - Loi du 2 janvier 1981, dite « Loi Dailly » - *Projet de loi* relatif à la fiducie - Accords professionnels - **Art. 1^{er}** (*contenu de la facture*) (p. 557, 558) : sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 10 (référence au caractère contractuel de la date) et accepte les n° 29 (information des parties au contrat portant sur les taux annuels appliqués pour l'escompte et les agios) et n° 11 (mention indiquant que le règlement des agios et escomptes doit intervenir lors du règlement de la facture) - **Après l'art. 1^{er}** (p. 560) : principe et modalités d'application - S'oppose à l'amendement n° 12 de la commission (sanction du non-respect de la parole donnée par une pénalité progressive et proportionnelle au retard constaté) - **Art. 1^{er} (suite)** (p. 562, 563) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 13 (mention sur la facture des conditions d'application et des taux de la pénalité) et le n° 15 (relèvement du plancher de l'amende prévue), et demande le retrait du n° 16 (extension du champ d'application aux établissements publics, industriels et commerciaux de l'Etat et aux collectivités locales) - **Après l'art. 1^{er} (suite)** : sur les amendements de la commission, accepte le n° 14 (possibilité d'action devant les juridictions civile ou commerciale compétentes en raison des dispositions écrites relatives à la pénalité) et s'oppose au n° 31 (exclusion du champ d'application des articles 7 et 8 de l'ordonnance du 1^{er} décembre 1986 relatifs aux pratiques anticoncurrentielles, ententes et abus de position dominante, des accords professionnels et interprofessionnels en cours de négociation) - **Art. 2** (*dispositions spécifiques*) (p. 564, 565) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 17 (augmentation du montant minimal de l'amende) et s'oppose au n° 18 (application d'un délai de paiement de trente jours nets aux achats de produits alimentaires périssables) - **Cycles de production des entreprises** - **Après l'art. 2** : accepte l'amendement n° 19 de la commission (rapport au Parlement des conditions d'application

de la présente loi) - (p. 566) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Jacques Oudin (préservation des droits de la défense en cas d'ordonnance rendue par le président du tribunal de grande instance) - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 567, 568) : s'oppose aux amendements de M. Jacques Oudin, n° 1 (définition du marché concerné par les activités irrégulières) et n° 2 (soustraction à la réglementation sur les ententes et les abus de positions dominantes des concertations préalables à la présentation d'offres en vue de la conclusion de contrats de sous-traitance et de cotraitance) - Absence de lien entre les amendements et le projet de loi discuté - (p. 569) : sur les amendements de M. Jacques Oudin, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 3 (amélioration de la motivation et de l'individualisation des sanctions prises par le conseil de la concurrence), et demande le retrait du n° 4 (sursis à la publication des décisions du conseil de la concurrence dans la presse tant que la cour d'appel n'a pas statué définitivement) - (p. 570) : sur les amendements de M. Jacques Oudin, s'oppose au n° 5 (indications relatives au début de la procédure devant le conseil de la concurrence), et au n° 6 (possibilité pour l'une des parties de récuser le rapporteur du conseil de la concurrence) - (p. 571) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Jacques Oudin (information spécifique et motivée de l'ensemble des parties en cas d'abandon de procédure et caractère contradictoire de la totalité de la procédure) - (p. 572) : accepte l'amendement n° 8 de M. Jacques Oudin (amélioration de la transparence de l'information et de la procédure contractuelle) - **Après l'art. 1^{er} (suite)** (p. 573) : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Jacques Oudin (révision des dispositions de l'ordonnance du 1^{er} décembre 1986 relative à la vente à perte) - Proposition de loi relative à la liberté de la concurrence - (p. 574) : s'oppose à l'amendement de cohérence n° 30 de la commission - (p. 575) : s'oppose à l'amendement n° 28 de M. Jacques Oudin (sanction de l'octroi ou de l'obtention d'avantages tarifaires) - (p. 576, 577) : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Etienne Dailly (prise en compte par le juge de l'état de dépendance économique dans l'appréciation des infractions de revente à perte et de non respect des règles de facturation commises par les fabricants et caractère contraventionnel de l'amende) - **Art. 3** (*entrée en vigueur de la loi*) : accepte l'amendement n° 20 de la commission (modification de la date d'entrée en vigueur).

— **Rappel au règlement de Mme Hélène Luc** - (7 mai 1992) (p. 1018) ; fait part de la volonté du Gouvernement de faire la lumière sur les causes du drame de Furiani et indique qu'il transmettra la demande de Mme Hélène Luc relative à l'information du Parlement.

— **Projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises - Deuxième lecture** [n° 308 (91-92)] - (7 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1020) : réduction des délais de paiement - Négociations interprofessionnelles - Règles de facturation - Règlement des produits périssables - Paiements publics - **Art. 1^{er}** (p. 1023) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 5 de la commission (mention sur la facture du délai de paiement et des conditions d'application d'escomptes en cas de paiement anticipé) et s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Jean Natali (pénalité applicable en cas de non-respect des délais de paiement) - **Après l'art. 1^{er}** (p. 1025) : s'oppose aux amendements analogues n° 1 de M. Pierre Schiélé et n° 3 de M. Jean Natali (simplification des procédures de mise en recouvrement des créances contractuelles) - (p. 1026) : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Etienne Dailly (prise en compte par le juge de l'état de dépendance économique dans l'appréciation des infractions de revente à perte et de non-respect des règles de facturation commises par les fabricants et caractère contraventionnel de l'amende) - **Art. 1^{er} quater** (*accords professionnels et interprofessionnels*) (p. 1027) : s'oppose à l'amendement n° 6 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 1^{er} quinquies** (*unicité du barème de prix*) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 7 de la commission - **Après l'art. 1^{er} quinquies** (p. 1028) : ne s'oppose pas à l'amendement n° 8 de la commission (mention obligatoire dans les conditions de règlement des modalités d'application de la pénalité visée à l'article 1^{er} du projet de loi ; montant de la pénalité et amende) - **Art. 2** (p. 1033, 1034) : s'oppose à l'amendement n° 9 de la commission (introduction de la notion de délai de paiement de « trente jours après la fin de la décade » ; champ d'application et exceptions) et, sur ce dernier, aux sous-amendements n° 16 de M. Roland Courteau

et n° 21 et n° 22 de M. Robert Vizet - S'oppose à l'amendement n° 19 de M. Etienne Dailly (unification des délais de paiement à trente jours nets à l'exception des trente jours fin de mois pour les boissons alcooliques) - **Art. 2 bis A (délai des paiements publics)** (p. 1036, 1037) : accepte l'amendement de suppression n° 10 de la commission et s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Louis Perrein (nouvelle rédaction relative aux engagements contractuels pris par l'Etat ou une collectivité territoriale avec une association sans but lucratif) - **Art. 2 ter A (rapport sur les délais de paiements publics)** (p. 1038) : accepte l'amendement n° 11 de la commission (nouvelle rédaction) et, sur ce dernier, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 24 de M. Louis Perrein - **Art. 2 quater (vente à prix anormalement bas)** : accepte l'amendement de suppression n° 12 de la commission - **Art. 2 quinquies (discriminations commerciales)** (p. 1039) : accepte l'amendement de suppression n° 13 de la commission.

- S'associe à l'hommage rendu par M. le Président du Sénat à la mémoire de M. Robert Pontillon, sénateur des Hauts-de-Seine (12 mai 1992) (p. 1050).

- **Projet de loi portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit [n° 316 (91-92)]** - (20 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1282, 1283) : marché unique européen - Assurances - Eléments chiffrés - Ouverture du capital des entreprises publiques d'assurance - Cession d'actifs publics - Lutte contre le chômage de longue durée - Compagnie Total - (p. 1284) : Caisse nationale de prévoyance, CNP - Libre prestation de services, LPS, en assurance sur la vie - Assurance de dommages - Marché unique bancaire - (p. 1285) : LPS et libre établissement des établissements bancaires - Loi relative à la sécurité du chèque et comptes joints - (p. 1294, 1295) : cession d'actifs publics - Compagnie Total - Régime pétrolier - Affectation des produits de cessions d'actifs - Lutte contre le chômage de longue durée - (p. 1296, 1297) : capacité du marché financier - Evaluation de la CNP - Conseil national des assurances - Troisième directive européenne en matière d'assurance - Construction européenne - **Art. 1^{er} (alignement de la composition du capital des entreprises publiques d'assurance sur le droit commun du secteur public)** (p. 1298) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 33 de M. Robert Vizet et à l'amendement n° 5 de la commission (suppression de l'appartenance au secteur public) - **Art. 1^{er} bis (abrogation et modification de certaines dispositions du code des assurances)** (p. 1299) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 34 de M. Robert Vizet - **Art. 2 (transformation du statut de la Caisse nationale de prévoyance)** (p. 1300) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 35 de M. Robert Vizet - **Art. 4 (situation des personnels de la Caisse nationale de prévoyance)** : s'oppose à l'amendement n° 36 de M. Robert Vizet (accroissement des garanties données aux personnels de la Caisse nationale de prévoyance) - **Art. 7 (entrée en vigueur des dispositions prévues aux articles 5 et 6)** (p. 1301) : accepte l'amendement de cohérence n° 6 de la commission - **Art. 9 (transposition de diverses dispositions de la deuxième directive du Conseil des Communautés Européennes du 8 novembre 1990 relative à la libre prestation des services en assurance-vie)** (p. 1302) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 37 de M. Robert Vizet - **Art. 9 - Art. L. 353-5 du code des assurances (conditions d'exercice de la libre prestation de services « active »)** (p. 1303) : accepte l'amendement n° 7 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. L. 353-11 (transfert de portefeuille des contrats souscrits en libre prestation de services)** : accepte l'amendement n° 1 de la commission (saisie pour avis (mécanisme de transfert d'un portefeuille de contrats conclus en libre prestation de services par un cédant qui est établi dans un Etat autre que la France) - **Art. 16 (modifications des règles applicables aux contrats à capital variable)** (p. 1304, 1305) : sur les amendements de la commission, accepte les n° 8 (liste des unités de compte pouvant être utilisées pour la souscription des contrats d'assurance sur la vie à capital variable) et n° 9 (remise de titres ayant la qualité d'être négociables à la sortie du contrat à capital variable) et s'oppose au n° 10 (protection de l'assuré) - **Art. 21 (complément à l'information annuelle du souscripteur d'un contrat à capital variable)** : s'oppose à l'amendement n° 11 de la commission (information sur l'évolution de la valeur des unités de compte à partir de la souscription du contrat) - **Art. 21 bis (limitation des possibilités de rachat dans les contrats d'assurance-retraite)** (p. 1306) :

accepte l'amendement n° 12 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 24 (extension des possibilités de souscription d'une assurance auprès d'une entreprise non communautaire, et intégration d'assurances de responsabilité civile dans le champ d'application de la libre prestation de services)** (p. 1307) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 32 de la commission (saisie pour avis (numérotation d'alinéas) - **Art. 26 bis (procédure d'expertise dans le cadre d'une indemnisation au titre de la garantie de catastrophe naturelle)** : accepte l'amendement de suppression n° 3 de la commission (saisie pour avis) - **Art. 26 ter (prise en charge du coût des études géotechniques préalables à la remise en état d'habitations affectées par une catastrophe naturelle)** (p. 1308) : accepte l'amendement de suppression n° 4 de la commission (saisie pour avis) - **Art. 26 quater (possibilité pour le fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions d'intervenir devant la commission allouant les indemnités aux victimes)** : son amendement rédactionnel n° 44 ; adopté - **Après l'art. 26 quater** (p. 1309, 1310) : accepte l'amendement n° 31 de M. Hubert Haenel (dispositions relatives aux assurances fluviales et lacustres) - **Art. 27 (transposition des règles d'application du principe de la reconnaissance mutuelle)** (p. 1311) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 38 de M. Robert Vizet - **Art. 27 - Art. 71-4 de la loi du 24 janvier 1984 (condition de libre établissement et de libre prestation de services en France)** (p. 1312) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 15 (précisions relatives à la politique monétaire et aux conditions d'application des règlements du comité de la réglementation bancaire ; introduction d'une référence à la liquidité des établissements) et sur ce dernier, son sous-amendement n° 41 ; adopté ; ainsi que les n° 16 (suppression de la mention relative à l'application des règles nationales régissant les relations des banques avec leurs usagers aux établissements communautaires situés en France) et n° 17 (suppression de la mention relative à l'application du droit du travail français aux établissements communautaires situés en France) - **Art. 71-5 (conditions d'exercice du contrôle, en France, des établissements communautaires agissant en libre établissement ou en libre prestation de services)** : accepte l'amendement n° 18 de la commission (suppression de la fixation des pouvoirs de la commission bancaire vis-à-vis des établissements communautaires installés en France par décret en Conseil d'Etat) - **Après l'art. 71-5** (p. 1313) : accepte l'amendement n° 19 de la commission (définition des principes selon lesquels s'exercera la compétence de la commission bancaire vis-à-vis des établissements communautaires installés en France) - **Art. 71-6 (conditions de libre établissement ou de libre prestation de services des établissements de crédit ayant leur siège social en France dans un autre Etat de la Communauté)** : sur les amendements de la commission, accepte le n° 20 (retranscription des obligations des différentes parties prévues dans la deuxième directive pour la procédure d'établissement d'une succursale dans un autre Etat membre par un établissement de crédit ayant son siège social en France), ainsi que les n° 21 et n° 22, de coordination - **Art. 71-7 (règles selon lesquelles les établissements financiers ayant leur siège social en France peuvent être autorisés à exercer leur activité dans un autre Etat membre, qu'il s'agisse de libre établissement ou de libre prestation de services)** (p. 1314) : accepte l'amendement n° 23 de la commission (procédure d'accès au libre établissement des établissements financiers définis dans la directive comme étant des filiales à 90 % des établissements de crédit) - Sur ce dernier, ses sous-amendements n° 42 ; rejeté ; et n° 43 ; adopté - (p. 1315) : accepte les amendements de coordination de la commission n° 25 et n° 26 - **Art. 28 (application de la règle de réciprocité vis-à-vis des pays tiers à la Communauté Economique Européenne)** ; accepte l'amendement n° 27 de la commission (limitations ou suspensions apportées aux décisions d'agrément du comité des établissements de crédit sur demande expresse des autorités de Bruxelles) - **Art. 31 bis (assouplissement des conditions dans lesquelles les institutions financières spécialisées peuvent effectuer des opérations de banque)** (p. 1316) : accepte l'amendement de suppression n° 28 de la commission - **Art. 33 (modification du statut des maisons de titres)** (p. 1317) : accepte l'amendement n° 29 de la commission (suppression de la garantie solidaire des liquidités des maisons de titres).

- **Projet de loi relatif aux sociétés civiles de placement immobilier aux sociétés de crédit foncier et aux fonds communs de créances [n° 271 (91-92)]** - (19 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1871, 1872) : protection de l'épargnant - Développement de la place de Paris - Financement de l'immobilier - Sociétés civiles de placement immobilier, SCPI - Organismes de placement collectif en valeurs mobilières, OPCVM - Protection de l'épargne investie dans les SCPI - Agrément des sociétés de gestion par la commission des opérations de bourse, COB - Adaptation des sociétés de crédit foncier au marché unique européen - Développement de la titrisation et des fonds communs de créances - (p. 1877) : protection des petits épargnants - Titrisation des créances d'une durée inférieure à deux ans - Titrisation des créances commerciales ou industrielles - **Art. 1^{er}** (*définition de l'objet social*) (p. 1879) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Xavier de Villepin (possibilité pour les sociétés civiles de placement immobilier de détenir à titre exceptionnel des parts de société civile immobilière domiciliée à l'étranger et ayant un objet social identique) et accepte l'amendement n° 3 de la commission (possibilité pour les sociétés civiles de placement immobilier pour les besoins de la gestion de leur patrimoine immobilier de procéder à des travaux d'agrandissement, ou de reconstruction et de céder des éléments de leur patrimoine immobilier sous certaines conditions) - **Art. 2** (*souscription du capital social minimum par les membres fondateurs - garantie bancaire*) (p. 1880) : accepte l'amendement n° 4 de la commission (réduction de la durée de l'inaliénabilité des parts souscrites par les fondateurs de cinq ans à trois ans) - **Art. 3** (*capital social minimum*) : accepte l'amendement de forme n° 5 de la commission - **Art. 5** (*sociétés de gestion*) (p. 1881) : accepte les amendements de la commission, rédactionnel n° 6 et de coordination n° 7 - **Art. 6** (*garanties offertes par les sociétés de gestion*) (p. 1882) : accepte les amendements de la commission n° 8 (suppression du renvoi à un décret pour la réévaluation ultérieure du capital minimum des sociétés de gestion des sociétés civiles de placement immobilier) et n° 9 (suppression de la garantie financière imposée aux sociétés de gestion faute de précision quant à son champ d'application et à sa justification) - Demande le retrait de l'amendement n° 2 de M. Xavier de Villepin (possibilité pour les sociétés de gestion des sociétés civiles de placement immobilier qui ont obtenu l'agrément de la commission des opérations de bourse d'effectuer des opérations de démarchage auprès du public) - **Art. 8** (*état annexe aux comptes*) (p. 1883) : accepte l'amendement de coordination n° 10 de la commission - Son amendement n° 34 : production par la société de gestion d'un état annexe aux comptes ; retiré - (p. 1884) : accepte l'amendement n° 11 de la commission (définition et mode de calcul de la valeur de reconstitution) - **Art. 9** (*détermination des prix de souscription et de cession des parts*) (p. 1885) : accepte les amendements rédactionnels de la commission n° 12, n° 13 et n° 14 - (p. 1886) : accepte les amendements de la commission de coordination n° 15 et rédactionnel n° 16 - **Art. 10** (*faillite d'un associé*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 17 de la commission - **Art. 11** (*gestion de la trésorerie*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 18 de la commission - **Art. 15** (*contrôle des commissaires aux comptes*) (p. 1887) : accepte l'amendement de forme n° 19 de la commission - **Art. 16** (*sanction des interdictions de gérer*) (p. 1888) : accepte l'amendement n° 20 de la commission (alignement des peines sanctionnant les infractions à l'interdiction de gérer sur celles qui s'appliquent à la profession bancaire) - **Art. 18** (*sanction des dirigeants d'une société de gestion non agréée par la COB*) : accepte l'amendement n° 21 de la commission (alignement des peines applicables aux dirigeants d'une société de gestion non agréée par la COB sur celles dont sont passibles les dirigeants d'OPCVM exerçant leurs fonctions en l'absence d'agrément de la COB) - **Art. 19** (*formalités applicables à la cession de parts*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 22 de la commission - **Après l'art. 19** (p. 1889) : accepte l'amendement n° 23 de la commission (dispositions de coordination) - **Après l'art. 20** (p. 1890) : demande le retrait de l'amendement n° 33 de M. Emmanuel Hamel (régime fiscal applicable aux propriétaires d'immeubles ayant fait l'objet de travaux exécutés dans le cadre d'une opération groupée de restauration immobilière) - **Art. 21** (*nature des garanties susceptibles de se substituer à la garantie hypothécaire*) : accepte l'amendement n° 24 de la commission (extension de la zone géographique aux Etats membres de la CEE et aux membres de l'OCDE dans laquelle

est autorisée l'extension du champ des garanties publiques susceptibles d'être acceptées par les sociétés de crédit foncier) - **Art. 22** (*dépassement de la quotité des prêts hypothécaires*) (p. 1891) : accepte les amendements de la commission, rédactionnel n° 25 et n° 26 (élargissement de la possibilité de dépassement de la quotité des prêts réalisés dans le cadre de conventions passées avec des Etats ou des collectivités territoriales de la zone géographique définie par le même article) - **Après l'art. 22** (p. 1892) : accepte l'amendement n° 27 de la commission, précédemment réservé (modalités de remboursement des prêts hypothécaires) - **Art. 24** (*diversification des activités des sociétés de crédit foncier*) : accepte l'amendement n° 28 de la commission (diversification des activités des sociétés de crédit foncier et possibilité de consentir des prêts banalisés) - **Art. 25** (*prêts aux collectivités publiques ou avec leur garantie - obligations communales*) : accepte l'amendement de coordination n° 29 de la commission - **Art. 27** (*rechargeabilité des fonds communs de créances*) (p. 1893) : accepte l'amendement n° 30 de la commission (extension du champ de titrisation des créances à celles détenues par les entreprises d'assurances) - **Après l'art. 27** : demande le retrait de l'amendement n° 31 de la commission (exercice du pouvoir de sanction disciplinaire par la commission des opérations de bourse) - (p. 1894) : accepte l'amendement n° 32 de la commission (possibilité pour les fonds communs de créances de déroger aux dispositions de la loi bancaire du 24 juin 1984 réservant aux seuls établissements de crédit la faculté de réaliser à titre habituel des opérations de crédit) - **Sur l'ensemble** (p. 1895) : absence d'applicabilité de ce projet aux territoires d'outre-mer - Absence de société civile de placement immobilier dans les territoires d'outre-mer.

- **Projet de loi portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit - Deuxième lecture [n° 409 (91-92)]** - (25 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 2006) : entrée des trois grands groupes publics d'assurance dans le droit commun du secteur public - Caisse nationale de prévoyance, CNP - Transformation de la caisse centrale de réassurance, CCR, en société anonyme - Sécurité des chèques - Comptes joints - **Art. 1^{er}** (p. 2009) : s'oppose à l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - Enumère les diverses participations à la CNP : l'Etat, la Caisse des dépôts et consignations, La Poste et l'Ecureuil - **Art. 7 bis A** (p. 2011) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 2 de la commission - **Art. 16** (p. 2012) : sur les amendements de la commission tendant au rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture, s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 3 et s'oppose à l'amendement n° 4 - **Art. 21 bis** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 5 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 26 bis** (p. 2013) : accepte l'amendement de suppression n° 6 de la commission - **Art. 26 ter** : accepte l'amendement de suppression n° 7 de la commission - **Art. 27** - *Article 71-4 de la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984* : accepte l'amendement rédactionnel n° 8 de la commission - **Art. 71-7** (p. 2015) : s'oppose à l'amendement n° 9 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - Son amendement n° 13 : définition des conditions dans lesquelles les établissements financiers français peuvent accéder au libre établissement ou à la libre prestation de services dans les autres pays de la Communauté ; devenu sans objet - **Art. 34 bis** : transparence de la gestion du découvert - Nouvelles dispositions sur le compte personnel des cotitulaires d'un compte collectif.

- **Projet de loi relatif au plan d'épargne en actions [n° 389 (91-92)]** - (25 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 2017, 2018) : continuité de la politique de l'épargne - Amélioration de la rémunération de l'épargnant grâce à la désinflation - Création du plan d'épargne en actions, PEA, et incitation des particuliers à l'achat d'actions - Mesures fiscales en faveur des entreprises - Développement de la bourse - SICAV monétaires - Absence d'avantage fiscal à l'entrée - Définition et avantages du PEA - (p. 2019) : important développement des SICAV monétaires - Désaffectation du livret A - Réduction du seuil maximum de cession des SICAV de capitalisation pour le calcul des exonérations des plus-values - Dépôt de quatre amendements tendant à améliorer le fonctionnement du marché financier - (p. 2024) : PEA - Favorable à l'épargne longue dirigée

vers les entreprises - Réforme de la fiscalité des SICAV monétaires, mesure de réorientation - (p. 2025) : taux d'épargne des ménages - Instauration d'une prime à la sortie des PEA - Succès du PEA et de l'économie française - **Art. 1^{er}** (*conditions d'ouverture du plan d'épargne en actions*) (p. 2026) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Robert Vizet (réservation du plan d'épargne en actions aux personnes peu fortunées) - **Art. 2** (*emploi des versements effectués dans le plan*) (p. 2027) : accepte les amendements, n° 14 de M. Xavier de Villepin (incorporation des actions des sociétés d'investissement dont les actifs sont composés pour plus de 75 % d'actions, de certificats d'investissement ou de certificats coopératifs d'investissement de sociétés françaises à la liste des catégories de titres éligibles au PEA) et rédactionnel n° 3 de la commission - (p. 2028) : accepte l'amendement n° 4 de la commission (impossibilité pour les unités de compte dans lesquelles sont exprimés les actifs placés sur les contrats de capitalisation d'être constitués de titres ne répondant pas aux conditions fixées de façon générale par le code des assurances) - Son amendement n° 25 : éligibilité des titres des sociétés de développement régional et des sociétés de capital-risque aux plans d'épargne en actions ; adopté - (p. 2029) : accepte l'amendement de coordination n° 15 de M. Xavier de Villepin - Demande le retrait de l'amendement n° 16 de M. Xavier de Villepin (inclusion des titres des sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie dans les plans d'épargne en actions) - Accepte l'amendement n° 5 de la commission (possibilité pour les souscripteurs de parts de fonds communs de placement à risque d'opter entre l'avantage spécifique que la législation fiscale confère à la détention de ces titres et leur inscription sur un plan d'épargne en actions) - **Art. 3** (*avantages fiscaux du plan d'épargne en actions*) (p. 2030) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 18 de M. Robert Vizet - **Art. 4** (*effets de la sortie du plan d'épargne en actions*) (p. 2031) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 6 de la commission (réduction de 6 à 5 ans du délai au-delà duquel les retraits effectués sur le PEA n'entraînent plus l'imposition du gain net réalisé depuis l'ouverture du plan selon le régime des plus-values) - (p. 2032) : s'oppose à l'amendement n° 23 de la commission (absence de prélèvement fiscal dans certains cas limitativement énumérés sur le gain net d'une cession réalisée de façon anticipée) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour son amendement n° 7 (suppression du dispositif visant à imposer au taux de 25 % le gain net réalisé sur le PEA lorsque le retrait intervient avant l'expiration de la deuxième année) - **Art. 6** (*dérogation temporaire au principe du versement en numéraire*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 8 de la commission - **Après l'art. 6** (p. 2033) : s'oppose à l'amendement n° 9 de la commission (maintien du régime actuel du sursis d'imposition et abrogation du mécanisme institué par la loi du 26 juillet 1991 relatif au report en matière d'imposition des plus-values dégagées à l'occasion d'une opération d'échange de titres consécutifs à des fusions et opérations assimilées ou à des offres publiques) - **Art. 7** (*détermination des plus-values réalisées postérieurement à la clôture du plan*) (p. 2034) : accepte l'amendement n° 10 de la commission (interdiction d'exonérer à des fins d'exonération totale d'imposition les dispositions relatives à la taxation des plus-values sur cessions de titres postérieurement à leur retrait du PEA ou à la clôture du plan par les actionnaires bénéficiaires de sociétés) - **Art. 9** (*obligation déclarative*) : ouverture possible d'un PEA à compter du 15 septembre 1992 - **Après l'art. 9** (p. 2035) : accepte l'amendement n° 27 de la commission (possibilité d'ouvrir un PEA à compter du 14 septembre 1992) - **Art. 10** (*définition d'un seuil spécifique d'imposition pour les cessions de titres d'OPCVM de capitalisation court terme*) (p. 2035) : son amendement rédactionnel n° 26 ; adopté - (p. 2036) : demande le retrait de l'amendement n° 11 de la commission (abaissement du seuil d'imposition des plus-values) - (p. 2039) : s'oppose aux amendements n° 13 de M. Michel Caldagués (report de la date des dispositions de cet article au 1^{er} janvier 1996 lorsque le montant des cessions dont il s'agit provient de titres souscrits avant le 21 juin 1992 et aura été versé sur un PEA dans les trois mois de leur réalisation) et n° 1 de M. Xavier de Villepin (report du bénéfice de la franchise fiscale des cessions effectuées avant le 31 décembre 1993 lorsque leur montant est destiné à être transféré sur un PEA) - (p. 2040) : s'oppose à l'amendement n° 12 de la commission (abaissement de 35 % à 15 % du taux du prélèvement sur les revenus procurés par les placements bancaires non privilégiés)

- **Après l'art. 10** (p. 2041) : son amendement n° 19 : exonération à compter du 3 juin 1992 de l'imposition de l'annuité fictive applicable au régime fiscal des obligations pour les personnes physiques détenant des titres non inscrits à un actif professionnel ; adopté - (p. 2042) : ses amendements, n° 20 : exonération de droit de timbre des transactions sur obligations non cotées à Paris ; n° 21 : en cas de défaut de livraison de titres ou de règlement en espèces à la date prévue, la contrepartie de la partie défaillante est déliée de ses obligations de règlement ou de livraison ; et n° 22 : possibilité pour les obligations d'être libellées et payées en ECU ; adoptés.

Nouvelle lecture [n° 490 (91-92)] - (8 juillet 1992) - **Discussion générale** (p. 2561) : échec de la commission mixte paritaire, CMP - Accord sur le principe du plan d'épargne en actions, PEA - Réorientation de l'épargne courte vers l'épargne longue - Modification de la fiscalité des SICAV monétaires - **Art. 4** (p. 2565) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de la commission (suppression du deuxième alinéa du III de cet article relatif à l'imposition des gains réalisés en cas de retrait ou de rachat anticipé au cours des deux premières années suivant l'ouverture d'un PEA) - **Art. 6 bis** : s'oppose à l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement de cet article relatif au régime des échanges de titres réalisés dans le cadre de fusions ou d'opérations assimilées et d'offres publiques d'échange) - **Art. 10** (p. 2567) : s'oppose à l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture et fixation à compter du 1^{er} janvier 1993 d'un taux de 30 % au lieu de celui de 15 % initialement retenu lors de l'examen en première lecture).

- **Projet de loi portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 482 (91-92)] - (8 juillet 1992) - **Discussion générale** (p. 2568) : accord en commission mixte paritaire, CMP - Amélioration du texte par le Parlement.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques** [n° 10 (92-93)] - (1^{er} décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3524) : relation entre l'argent et la société - Prévention de la corruption et réglementation - (p. 3525) : transparence de la vie politique - Service central de lutte contre la corruption - Collectivités locales - Transparence de la vie économique - Marché de l'espace publicitaire ; rôle des intermédiaires ; circuits de paiement - (p. 3526, 3527) : procédures d'urbanisme commercial et instances de décision - Délégations de service public - Marchés publics - Transparence et moralisation des activités immobilières - (p. 3549, 3550) : accroissement des pratiques de détournement d'argent public ou des financements occultes - Dispositions relatives à la publicité - Nécessité de légiférer.

Suite de la discussion - (2 décembre 1992) - **Art. 19** (*dépôt des contrats conclus à l'occasion d'opérations d'équipement commercial auprès du préfet et de la chambre régionale des comptes*) (p. 3607) : accepte l'amendement n° 134 de la commission (nouvelle rédaction) et sur les amendements de la commission des affaires économiques saisie pour avis, estime que les n° 50, rédactionnel, et n° 51 (délai de communication des contrats passés à l'intérieur d'une opération d'urbanisme commercial au préfet et à la chambre régionale des comptes) sont satisfaits par l'amendement n° 134 de la commission (nouvelle rédaction) ; s'oppose au n° 52 (plafond de l'amende) - **Art. 20** (*critères de décision des commissions départementales ; identification des enseignes*) (p. 3608) : s'oppose à l'amendement n° 135 de la commission (suppression du critère de la nécessité de la concurrence entre chaque forme de commerce) et, sur ce dernier, au sous-amendement n° 53 de la commission des affaires économiques saisie pour avis - (p. 3609) : s'oppose aux amendements de la commission n° 136 (suppression de la prise en compte des travaux de l'observatoire départemental d'équipement commercial pour la décision prise par la commission départementale d'équipement commercial) et n° 137 (suppression de la référence à la taille des établissements pour l'obligation d'indication de l'enseigne du futur exploitant dans les projets soumis à la commission départementale), et accepte l'amendement n° 54 de la commission des affaires économiques saisie pour avis (prise en compte des travaux de l'observatoire départemental d'équipement

commercial par la commission départementale d'équipement commercial statuant sur les demandes d'autorisation) - (p. 3610) : accepte l'amendement rédactionnel n° 55 de la commission des affaires économiques saisie pour avis - **Art. 21 (composition des commissions départementales d'équipement commercial)** (p. 3612) : s'oppose à l'amendement n° 186 de M. Paul Girod (modification de la composition de la commission départementale d'équipement commercial dans les départements autres que Paris), ainsi qu'à l'amendement n° 138 de la commission (modification de la composition de la commission départementale d'équipement commercial dans les départements autres que Paris) - Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 57 de la commission des affaires économiques saisie pour avis - (p. 3614) : sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 139 (modification de la commission départementale d'équipement commercial dans le département de Paris) et accepte les n° 140, rédactionnel, et n° 141 (cas où l'un des membres de la commission a représenté certains intérêts) - **Art. 22 (votes au sein des commissions départementales d'équipement commercial)** : accepte l'amendement n° 142 de la commission (suppression de la mention de la signature du procès-verbal de la commission départementale par le président et le secrétaire) - **Art. 23 (décisions des commissions départementales d'équipement commercial)** (p. 3615) : sur les amendements de la commission des affaires économiques saisie pour avis, accepte les n° 63 rédactionnel, n° 64 (impossibilité pour les commissions d'autoriser ou de refuser partiellement les projets présentés) et s'oppose au n° 65 de coordination - **Art. 24 (composition de la commission nationale d'équipement commercial)** (p. 3616, 3617) : s'oppose à l'amendement n° 66 de la commission des affaires économiques saisie pour avis (institution d'une instance de recours régionale et composition de celle-ci), ainsi qu'à l'amendement de suppression n° 248 de M. Charles Lederman - Accepte l'amendement n° 143 de la commission (institution d'une commission nationale d'appel) - **Art. 26 (dispositions transitoires)** (p. 3619) : sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 144 (allongement du délai de conformité à quatre mois) et accepte le n° 145 (point de départ du délai de recours dans le cas d'une autorisation tacite) - Accepte l'amendement n° 68 de la commission des affaires économiques saisie pour avis (suppression du délai de mise en conformité de deux mois).

Nouvelle lecture [n° 152 (92-93)] - (19 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4423) : service central de prévention de la corruption - Financement de la vie politique par les personnes morales - (p. 4424, 4425) : publicité et « hors médias » - Urbanisme commercial - Délégations de service public - Lutte contre le blanchiment des capitaux issus du trafic de stupéfiants - Décentralisation - Sociétés d'économie mixte - **Titre I^{er} (service central de prévention de la corruption)** (p. 4427) : s'oppose aux amendements de suppression de la commission, n° 6, n° 7, n° 8, n° 9, n° 10 et n° 11 - **Art. 11 (communication du barème des prix et des conditions de vente des prestataires de service)** (p. 4432) : s'oppose à l'amendement n° 27 de la commission tendant au rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture - **Art. 12 (sanctions pour absence de facturation ou pour omission d'une mention obligatoire sur une facture)** : s'oppose à l'amendement n° 28 de la commission tendant au rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture - **Chapitre II (prestations de publicité)** : s'oppose à l'amendement n° 29 de la commission (suppression du chapitre II et de son intitulé) - **Art. 13, 14, 15, 16, 17, 18, 18 bis et 18 ter A (prestations de publicité)** (p. 4433, 4434) : s'oppose aux amendements de suppression de la commission n° 30, n° 31, n° 32, n° 33, n° 34, n° 35, n° 36 et n° 37 - **Art. 18 ter et 18 quater (prestations de publicité)** : s'oppose aux amendements de la commission n° 38 et n° 39 tendant au rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture - **Art. 19 et 20** (p. 4435) : sur les amendements de la commission tendant au rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture, accepte le n° 40 et s'oppose au n° 41 - **Art. 21** (p. 4436) : s'oppose aux amendements de la commission n° 42 et n° 43 tendant au rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture - **Art. 23** (p. 4437) : accepte les amendements de la commission n° 44 et n° 75 tendant au rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture - **Art. 24** : s'oppose à l'amendement n° 45 de la commission (rétablisse-

ment des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 27 (appel public de candidatures)** (p. 4438) : s'oppose à l'amendement n° 46 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 28 (durée et renouvellement des conventions de délégation de service public)** : s'oppose aux amendements de la commission n° 47 (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) et n° 48 (limitation à une seule fois de la possibilité de prolonger la délégation de service public) - **Art. 29 (exceptions)** (p. 4439) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 49 de la commission - **Art. 31 (appel public de candidature pour les délégations de service public des collectivités locales)** : s'oppose à l'amendement n° 50 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 32 (choix du délégataire)** (p. 4440) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 51 de la commission - **Art. 33 (négociations directes)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 52 de la commission - **Art. 34 bis (entrée en vigueur de la réglementation des délégations de service public)** : s'oppose à l'amendement n° 53 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 35 (contrats des sociétés d'économie mixte, des organismes privés d'HLM et des sociétés d'économie mixte de construction de logements sociaux)** : s'oppose aux amendements de la commission n° 54 et n° 55 tendant au rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture - **Art. 36 (extension de la compétence de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés)** (p. 4441) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 56 de la commission - **Art. 37 (extension du référé pré-contractuel)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 57 de la commission - **Art. 38 (publicité des cessions de terrains constructibles ou de droits de construire des collectivités locales)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 58 de la commission - **Art. 39 bis et 39 ter** (p. 4442) : s'oppose aux amendements de suppression de la commission n° 59 et n° 60 - **Art. 40 (participation des constructeurs à la réalisation d'équipements publics dans le cadre d'opérations d'aménagement)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 61 de la commission - **Art. 41 (participations d'urbanisme ponctuelles)** (p. 4443) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 62 de la commission - **Art. 45 ter** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 63 de la commission - **Art. 46 (collecte du « 1 % logement »)** (p. 4444) : s'oppose à l'amendement n° 64 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 46 ter et 46 quater (dissolution administrative d'un CIL)** : s'oppose aux amendements de suppression de la commission n° 65 et n° 74 - **Art. 46 quinquies (modalités du contrôle de l'Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction, ANPEEC, sur les organismes collecteurs du « 1 % logement »)** : s'oppose à l'amendement n° 66 de la commission (extension du contrôle de l'ANPEEC à l'ensemble des organismes collecteurs) - **Après l'art. 49** (p. 4445) : s'oppose aux amendements de M. Philippe François, n° 3 (possibilité pour le créancier ou un groupe de créanciers détenant au moins 15 % des créances de désigner une ou plusieurs personnes de leur choix pour la défense de leurs intérêts auprès du tribunal et du mandataire désigné par lui), n° 4 (cas des créanciers bénéficiaires d'un nantissement ou d'une hypothèque) et n° 5 (insertion d'un chapitre additionnel relatif aux entreprises).

- **Projet de loi relatif aux sociétés civiles de placement immobilier, aux sociétés de crédit foncier et aux fonds communs de créances - Deuxième lecture [n° 125 (92-93)]** - (20 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4554) : adoption par l'Assemblée nationale de deux amendements du Gouvernement concernant la titrisation - Elargissement de l'objet social des sociétés civiles de placement immobilier, SCPI - Amélioration de la mobilisation de l'épargne financière en faveur du secteur de l'immobilier - (p. 4556) : contenu du décret relatif aux travaux d'agrandissement ou de reconstruction, et aux équipements et installations nécessaires - Fixation à cinq mille francs de la valeur minimale des parts des fonds communs de créances - (p. 4557) : définition du « promoteur » - Titrisation des créances commerciales.

SARRE (Georges), secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1991 (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux le 4 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégofoy (JO Lois et décrets du 5 avril 1992).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Max Lejeune : **Autoroutes** (*Schéma autoroutier de la Somme*) (JO Débats du 15 mai 1992) (p. 1143).

de M. Guy Cabanel : **Transports ferroviaires** (*TGV Lyon-Turin*) (JO Débats du 15 mai 1992) (p. 1149).

de M. Marcel Bony : **Aménagement du territoire** (*Aménagement du territoire et transports terrestres*) (JO Débats du 15 mai 1992) (p. 1151).

de M. Henri Collette : **Ports** (*Politique portuaire de la France*) (JO Débats du 15 mai 1992) (p. 1153).

de M. Ivan Renar : **Ports** (*Revendications des dockers*) (JO Débats du 15 mai 1992) (p. 1154).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux relations de sous-traitance dans le domaine du transport routier de marchandises** [n° 77 (92-93)] - (10 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3920) : conditions de prix et de concurrence dans le secteur des transports routiers - Rapports entre transporteurs et sous-traitants - Transparence des prix - Respect des réglementations - Développement des voies navigables - Libéralisation excessive de la profession du transport routier - Concurrence sauvage - (p. 3921) : permis à points - Favorable à un débat général sur la politique des transports - Développement du transport combiné.

SAUNIER (Claude), sénateur des Côtes-d'Armor (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement** [n° 184 (91-92)] - (20 janvier 1992) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 183) - Voir intervention sous le projet n° 183 (p. 272 à 273).

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux** [n° 183 (91-92)] - (20 janvier 1992) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 184) (p. 272) : mandats locaux - Décentralisation - (p. 273) : élus locaux - Formation - Indemnités - Fiscalisation - Petites communes.

SCHIELE (Pierre), sénateur du Haut-Rhin (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

Membre titulaire du Conseil national des services publics départementaux et communaux.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

- Membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques, jusqu'au 11 juin 1992.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art (21 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique (22 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (26 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'installation de réseaux de distribution par câble de services de radiodiffusion sonore et de télévision (26 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la validation d'acquis professionnels pour la délivrance de diplômes et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale (1^{er} juillet 1992).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 502 (JO Débats du 19 novembre 1992) (p. 3222) - Ministère : Environnement - *Réalité de la contamination radioactive due à la catastrophe de Tchernobyl* - (Réponse : JO Débats du 5 décembre 1992) (p. 3710) - **Pollution et nuisances.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises** - *Deuxième lecture* [n° 308 (91-92)] - (7 mai 1992) - **Après l'art. 1^{er}** (p. 1024) : son amendement n° 1 : simplification des procédures de mise en recouvrement des créances contractuelles ; rejeté.

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale** [n° 3 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (20 novembre 1992) - **Art. 94** (*exécution d'une ordonnance pénale*) (p. 3337) : sur l'amendement n° 148 de la commission (décompte du délai d'opposition), son sous-amendement n° 359, soutenu par M. Daniel Millaud ; retiré.

SCHUMANN (Maurice), sénateur du Nord (RPR).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Président de la commission des affaires culturelles.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992) ; puis président (JO Lois et décrets du 9 octobre 1992).

- Membre titulaire du Conseil national de la cinématographie.

Membre à qualités du Haut comité du loisir social, de l'éducation populaire et des activités de pleine nature.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités (12 juin 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique (22 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (26 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'installation de réseaux de distribution par câble de services de radiodiffusion sonore et de télévision (26 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la validation d'acquis professionnels pour la délivrance de diplômes et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale (*JO Débats* du 1^{er} juillet 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art (21 décembre 1992).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 41 (*JO Débats* du 13 février 1992) (p. 339) - Ministère : Premier ministre - *Conséquences économiques et sociales de l'abolition des frontières fiscales et douanières* - (Retirée mars 1992) - **Marché unique européen.**

n° 42 (*JO Débats* du 3 avril 1992) (p. 524) - Ministère : Education - *Enseignement des langues anciennes* - (Caduque avril 1992) - **Enseignement.**

n° 1 (*JO Débats* du 8 avril 1992) (p. 532) - Ministère : Education - *Enseignement des langues anciennes* - **Enseignement.**

n° 24 (*JO Débats* du 14 octobre 1992) (p. 2306) - Ministère : Industrie - *Avenir des industries textiles et de l'habillement* - (Réponse : *JO Débats* du 16 décembre 1992) (p. 4013) - **Industrie textile.**

Questions orales sans débat :

n° 446 (*JO Débats* du 11 juin 1992) (p. 1548) - Ministère : Affaires étrangères (ministre délégué) - *Risques de catastrophe chimique liés au bombardement de l'usine de Tuzla en Yougoslavie* - (Retirée : octobre 1992) - **Relations internationales.**

n° 503 (*JO Débats* du 20 novembre 1992) (p. 3305) - Ministère : Affaires européennes - *Relèvement des accises sur la bière* - **Boissons alcoolisées.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au dépôt légal [n° 247 (91-92)]** - (14 avril 1992) - **Après l'art. 12** (p. 626) : intervient sur l'amendement n° 19 de M. Charles Lederman (financement du dépôt légal gagé par un relèvement de l'impôt de solidarité sur la fortune) - **Inscription budgétaire.**

- **Projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et**

modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement [n° 5 (91-92)] - (21 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 697) : compétence des parlementaires - Directives communautaires - Accords de Maastricht - Construction européenne - **Art. 20 (conditions de communication des informations fournies à l'appui des demandes d'autorisation, de dissémination et de mise sur le marché)** (p. 714) : intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (protection des données confidentielles et transmission de ces données à Bruxelles) et sur le sous-amendement n° 20 de M. Jacques Habert - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 716) : navettes - Chercheurs individuels.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la presse et l'audiovisuel [n° 331 (91-92)]** - (12 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1084) : explications sur les interventions de MM. Gouteyron et Cluzel - Préemption par le Gouvernement de la fréquence de La Cinq au profit de ARTE - (p. 1085) : secteur public audiovisuel.

- **Projet de loi relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique [n° 310 (91-92)]** - (25 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1364) : financement des bibliothèques municipales à vocation régionale - Programme d'équipement des bibliothèques centrales de prêt, BCP.

- **Projet de loi modifiant le régime du travail dans les ports maritimes [n° 349 (91-92)]** - (26 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1391) : statut des dockers de 1947 - Plan social - Problème des transports et des infrastructures portuaires - Se déclare favorable à l'adoption de ce projet et souhaite une élaboration rapide de la procédure réglementaire.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités [n° 356 (91-92)]** - (11 juin 1992) - **Art. 12 (dispositions relatives à la cession des droits d'exploitation des événements sportifs et à l'accès à l'information sportive)** - **Art. 18-3 de la loi du 16 juillet 1984 (prohibition du gel des droits)** (p. 1616) : intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (fixation des modalités d'application par décret).

Suite de la discussion - (12 juin 1992) - **Art. 17 ter (sécurité des équipements et des manifestations sportives)** - **Art. 42-4 de la loi du 16 juillet 1984 (accès de personnes en état d'ivresse à une enceinte où se déroule une manifestation sportive)** (p. 1637) : intervient sur les amendements n° 28, de suppression, de la commission et n° 64 de la commission des lois saisie pour avis (amélioration de la rédaction) - **Art. 42-9 (application de la procédure de l'homologation aux installations existantes)** (p. 1639) : urgence de la mise en place d'un dispositif spécifique de répression de la violence dans les stades - **Art. 27 (régime fiscal des dépenses exposées par les sportifs de haut niveau pour l'acquisition d'un diplôme ou d'une qualification professionnelle)** (p. 1644) : intervient sur l'amendement n° 43 de la commission des finances saisie pour avis (notion de frais professionnels réels engagés dans la perspective d'une reconversion professionnelle par les personnes tirant un revenu de leur pratique sportive).

- **Projet de loi relatif à l'installation de réseaux de distribution par câble de services de radiodiffusion sonore et de télévision [n° 318 (91-92)]** - (15 juin 1992) - **Après l'art. 4** (p. 1688) : en son nom personnel, se déclare opposé à l'amendement n° 14 de M. Claude Estier (modifications de la loi n° 66-457 du 2 juillet 1966 relative à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion).

- **Projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités** - **Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 460 (91-92)]** - (30 juin 1992) - En remplacement de M. François Lesein, rapporteur - **Discussion générale** (p. 2216, 2217).

- **Projet de loi relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique** - **Nouvelle lecture [n° 459 (91-92)]** - (30 juin 1992) - **Art. 3 (création d'un concours particulier pour les**

bibliothèques au sein de la dotation générale de décentralisation des départements) (p. 2225) : dotation générale de décentralisation départementale - Principe de la compensation intégrale.

- **Projet de loi relatif à la validation d'acquis professionnels, pour la délivrance de diplômes et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale [n° 456 (91-92)]** - (1^{er} juillet 1992) - **Question préalable** (p. 2324) : se déclare opposé à la motion n° 17 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable - **Après l'art. 13** (p. 2335) : se déclare favorable à l'amendement n° 28 de Mme Hélène Luc (établissements à caractère médical, sanitaire ou social) - **Avant l'art. 15** (p. 2337) : intervient à propos de l'amendement n° 15 de la commission (subvention des collectivités territoriales aux établissements privés).

- **Projet de loi relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art [n° 512 (91-92)]** - (27 octobre 1992) - **Art. 1** (*champ d'application et portée de la garantie accordée par l'Etat aux expositions temporaires*) (p. 2870) : exemples étrangers - Souhaite que le Sénat suive la commission des affaires culturelles - **Après l'art. 1^{er}** (p. 2872) : extension du principe aux collectivités territoriales - **Art. 3** (*décret d'application*) (p. 2874) : amendements relatifs aux collectivités territoriales et opposition de l'article 40 de la Constitution - Demande le report du vote sur l'ensemble - (p. 2875) : au nom de la commission des affaires culturelles, demande une deuxième lecture du texte - **Sur l'ensemble** (p. 2875) : demande au Sénat de prendre ses responsabilités - (p. 2876) : se déclare attaché à la poursuite de la discussion et demande un scrutin public sur l'ensemble du projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques [n° 10 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (2 décembre 1992) - **Art. 15** (*prestations de publicité*) (p. 3599) : se déclare opposé aux amendements identiques de suppression n° 137 de la commission et n° 38 de M. Ernest Cartigny.

- **Questions orales avec débat jointes : industrie du textile et de l'habillement** - (15 décembre 1992) - Présente sa question sur l'industrie du textile et de l'habillement (p. 4013 à 4015, 4026).

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale - Nouvelle lecture [n° 156 (92-93)]** - (19 décembre 1992) - **Art. 4** (*droits de la personne gardée à vue*) (p. 4455) : s'abstiendra sur l'ensemble de cet article - Protection de la garde à vue.

- **Projet de loi relatif aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane [n° 118 (92-93)]** - (19 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4488) : dispositions transitoires nécessaires et portée véritable du texte - Réclame la fixation d'un terme à l'application du projet de loi et le dépôt d'un rapport du Gouvernement sur l'application des dispositions pour que le Parlement puisse légiférer ultérieurement en connaissance de cause - **Après l'art. 17** (p. 4494) : intervient sur l'amendement n° 22 de la commission saisie pour avis (fixation d'un terme à l'application des articles 4 à 15 et rapport du Gouvernement sur l'application de ces dispositions) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4501) : votera ce projet de loi modifié par les amendements de la commission des affaires culturelles - Directives communautaires - Construction de l'Europe communautaire.

- **Projet de loi relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art - Deuxième lecture [n° 120 (92-93)]** - (20 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4517) : allègement des charges de l'Etat - Garanties accordées aux collectivités territoriales dans les mêmes conditions que celles accordées aux établissements publics nationaux - Accord unanime du Sénat sur les amendements de la commission - Application de l'article 40 à l'Assemblée nationale - Musées locaux anglais, principaux bénéficiaires de la garantie de l'Etat - **Sur l'ensemble** (p. 4519) : invite le Sénat à repousser l'ensemble du projet de loi.

Nouvelle lecture [n° 176 (92-93)] - (23 décembre 1992) - En remplacement de M. Michel Miroudot, rapporteur - **Discussion**

générale (p. 4754) : échec de la CMP sur l'extension aux collectivités territoriales de la garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art - Refus du Sénat d'adopter le texte issu de la nouvelle lecture de l'Assemblée nationale - Finances publiques - **Art. 1^{er}** (*caractéristiques de la garantie accordée par l'Etat aux expositions temporaires*) (p. 4755) : ses amendements, n° 1 rédactionnel, et n° 2 : montant de la franchise applicable à la garantie de l'Etat ; adoptés - **Après l'art. 1^{er}** : son amendement n° 3 : extension de la garantie de l'Etat aux expositions temporaires organisées par les collectivités territoriales ; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 4756) : remerciements.

SEILLIER (Bernard), sénateur de l'Aveyron (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Vice-président de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques jusqu'au 1^{er} octobre 1992).

Membre titulaire du Comité national des retraités et personnes âgées.

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice (*JO Lois et décrets* du 25 novembre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique du sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine, et modifiant le code de la santé publique (16 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage (18 décembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (18 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail (22 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux relations entre les médecins et l'assurance maladie (24 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre le chômage d'exclusion (30 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale (14 octobre 1992).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de

l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Budget annexe des prestations sociales agricoles** - [n° 60 (92-93)] tome 8 (24 novembre 1992).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 87 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant diverses mesures d'ordre social [n° 102 (92-93)] (10 décembre 1992) - **Politique économique et sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° 163 (92-93)] (19 décembre 1992) - **Politique économique et sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 175 (92-93)] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, portant diverses mesures d'ordre social [n° 182 (92-93)] (22 décembre 1992) - **Politique économique et sociale**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail** [n° 270 (91-92)] - (28 avril 1992) - **Art. 3 (contrat d'accueil)** (p. 906) : se déclare opposé à l'amendement n° 67 de M. Franck Sérusclat (prise en compte des couples vivant en concubinage) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 921) : avec le groupe de l'UREI, votera ce texte ainsi modifié.

- **Projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage** [n° 514 (91-92)] - (4 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 2986) : croissance du chômage - Evolution économique - Croissance démographique et consommation - Charges des entreprises - (p. 2987) : organisation du travail - Compétitivité - Maîtrise des investissements - Relations du travail - Formation professionnelle des jeunes - (p. 2988) : formations en alternance et apprentissage - Avec le groupe de l'UREI, votera le projet de loi assorti des amendements proposés par la commission des affaires sociales.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° 87 (92-93)] - (17 décembre 1992) - **Rapporteur - Discussion générale** (p. 4242, 4243) : regroupement de dispositions disparates - Articles additionnels adoptés par l'Assemblée nationale - Conditions de travail du législateur - Amendements du Gouvernement - Transposition de directives européennes - Législation en matière de droit du travail - Publicité en faveur du tabac et manifestations sportives - Protection sociale - Accidents du travail - Cumul emploi-retraite - Pensions militaires de retraite - IVG - Organismes mutualistes - **Demande de priorité** (p. 4248) : demande l'examen en priorité de son amendement n° 144, tendant à insérer un article additionnel après l'article 35 : modalités de calcul des pensions de réversion ; adopté - **Après l'art. 1^{er}** (p. 4249) : accepte l'amendement n° 118 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (compétence du tribunal d'instance en matière d'obligation alimentaire) - **Art. 2 (statut des personnes pratiquant la vente par démarchage)** : son amendement rédactionnel n° 6 ; adopté - (p. 4250) : son amendement n° 7, identique à l'amendement n° 101 de Mme Michelle Demessine : suppression du paragraphe 1 bis de l'article 2, supprimant la présomption de protection sociale et celle de contrat de travail existant entre les artistes et les organisateurs de spectacles ; adopté - **Art. 3 bis (communication de renseignements à l'occasion d'un accident du travail)** (p. 4251) : son amendement de suppression n° 8 ; adopté - **Art. 4 (procédure complémentaire de reconnaissance des maladies professionnelles, fondée sur une expertise individuelle)** : son amendement de coordination n° 9 ; adopté - (p. 4252) : son amendement n° 10 : travail de la victime, principale cause de la maladie ; adopté - S'oppose aux amendements n° 66 de M. Jacques Machet (suppression du second volet de la procédure de reconnaissance individuelle de maladie professionnelle) et n° 102 de Mme Michelle Demessine (maintien du caractère professionnel d'une maladie) - (p. 4253) : son amendement n° 11 : motivation de l'avis du comité de reconnaissance ; adopté - S'oppose aux amendements n° 67 de M. Jacques Machet (composition du collège d'experts médi-

caux), n° 103 (composition du comité régional de reconnaissance des maladies professionnelles) et n° 105 (possibilité de contre-expertise) de Mme Michelle Demessine - (p. 4254) : s'oppose à l'amendement n° 106 de Mme Michelle Demessine (examen de la victime par le comité régional) - **Demande de priorité** : demande l'examen en priorité de l'article 15 bis.

Suite de la discussion - (18 décembre 1992) - **Rapporteur - Art. 15 bis (par priorité) (dépenalisation de l'auto-avortement)** (p. 4268) : son amendement de suppression n° 24, identique à l'amendement de suppression n° 58 de la commission saisie pour avis ; adopté - (p. 4269) : s'oppose à l'amendement n° 52 de Mme Françoise Seligmann (suppression de la sanction de l'avortement pratiqué par la femme sur elle-même et développement de la prévention par la diffusion de l'information) - **Art. 25 (par priorité) (retransmission des compétitions de sport mécanique)** (p. 4276) : s'oppose aux amendements n° 49 de M. Michel Poniatowski (possibilité de parrainage des courses automobiles par les entreprises du tabac jusqu'à l'intervention d'une réglementation européenne) et n° 3 de M. Michel Charasse (établissement de règles transitoires jusqu'à l'entrée en vigueur d'une réglementation européenne) - **Après l'art. 25 (par priorité)** (p. 4282) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 5 de M. Michel Charasse (exclusion de la presse professionnelle du champ d'application de la loi relative à la publicité sur le tabac) - **Demande de priorité** : demande l'examen en priorité des articles 14 à 19 quater, ainsi que des amendements tendant à insérer des articles additionnels après l'article 19 quater - **Art. 14 (par priorité) (lutte contre les intoxications)** - **Art. L. 145-1 du code de la santé publique** (p. 4283) : son amendement de coordination n° 119 ; adopté - **Art. L. 145-2 du code précité** : accepte l'amendement n° 133 du Gouvernement (organisme chargé de centraliser les informations) - **Art. L. 145-5 du code précité** (p. 4284) : son amendement de coordination n° 22 ; adopté - **Art. 15 (par priorité) (sanction des entraves à l'interruption volontaire de grossesse)** : son amendement n° 23 : répression de l'entrave au fonctionnement des établissements sanitaires ; adopté - (p. 4285) : s'oppose à l'amendement n° 113 de Mme Michelle Demessine (suppression des précisions relatives à la contraception et à l'avortement) - **Art. 8 bis (par priorité) (unification du régime des accidents de la circulation liés au travail)** (p. 4287) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 68 de M. Jacques Machet - Son amendement n° 13 : nouvelle rédaction de l'article et exclusion de son champ d'application des accidents provoqués par des engins de chantier ; devenu sans objet - **Art. 16 (par priorité) (adaptation de l'interdiction de partage d'honoraires à l'exercice des professions médicales sous forme de société)** (p. 4290) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 114 de Mme Michelle Demessine - **Après l'art. 16 (par priorité)** (p. 4291) : s'oppose à l'amendement n° 134 du Gouvernement (accès d'une société d'exercice libéral limité aux médecins appartenant à la même discipline) - **Art. 17 (par priorité) (garanties concernant la mise en oeuvre de systèmes d'information dans les établissements de santé)** (p. 4292) : son amendement n° 25, identique à l'amendement n° 115 de Mme Michelle Demessine : inutilité du caractère nominatif des transmissions de données médicales ; retiré, puis repris par M. Franck Sérusclat - S'oppose aux amendements identiques, n° 25 de M. Franck Sérusclat et n° 115 de Mme Michelle Demessine - **Art. 18 (par priorité) (modifications rédactionnelles de la loi portant réforme hospitalière)** (p. 4293) : ses amendements, n° 26 : caractère automatique de l'autorisation de regroupement ; et n° 27 : suppression du paragraphe II de l'article 18 visant les modalités de refus de l'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux ; adoptés - **Après l'art. 18 (par priorité)** (p. 4294) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 92 de Mme Anne Heinis (exonération des établissements publics de santé du paiement de la taxe sur les salaires) - **Art. 18 bis (par priorité) (composition du conseil supérieur de la fonction publique hospitalière)** : son amendement de suppression n° 28 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 135 du Gouvernement (détermination des conditions de représentativité) - **Art. 19 (par priorité) (exercice des activités de laboratoire d'analyse de biologie sous forme de société et réglementation de la sous-traitance dans ce secteur)** (p. 4296) : s'oppose à l'amendement n° 116 de Mme Michelle Demessine (suppression de la possibilité pour certaines formes de société d'exercice libéral d'exploiter un laboratoire d'analyse de biologie médicale) -

Accepte l'amendement rédactionnel n° 136 du Gouvernement et, sur celui-ci, à titre personnel, le sous-amendement n° 145 de M. Étienne Dailly - Son amendement rédactionnel n° 142; adopté - **Art. 19 bis (par priorité) (institution d'une redevance sur les réactifs de laboratoires)** (p. 4297): son amendement de suppression n° 29, identique à l'amendement de suppression n° 137 du Gouvernement; adopté - **Art. 19 ter (par priorité) (mise en place d'une formation aux actes infirmiers pour les élèves officiers de la marine marchande)**: s'oppose à l'amendement de suppression n° 138 du Gouvernement - **Art. 19 quater (par priorité) (exercice de la profession de pharmacien)**: son amendement n° 30: précision et harmonisation de la nature du stage et de l'expérience complémentaire; adopté - **Après l'art. 19 quater (par priorité)** (p. 4298): s'oppose à l'amendement n° 55 de M. Franck Sérusclat (prise en compte du nouveau statut des pharmaciens à usage intérieur des établissements de santé publics ou privés) - (p. 4299): s'oppose à l'amendement n° 139 du Gouvernement (instauration d'une plus grande transparence dans les relations entre les professionnels de la santé et mise en place de moyens nécessaires à la recherche et à la constatation des infractions) - **Après l'art. 19 quater (par priorité)** (p. 4300): s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Michel Charasse (aide sociale mise à la charge des collectivités locales) - Allocation compensatrice accordée aux handicapés - Récupération sur succession en matière de RMI - **Art. 5 (rétablissement du droit aux prestations de maladie ou de maternité en faveur des artisans ou commerçants dont l'entreprise est déclarée en redressement judiciaire)** (p. 4303): s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 76 de M. Jacques Machet (rétablissement automatique du droit aux prestations maladie-maternité après mise en place d'un échéancier de paiement) - **Art. 6 (conditions de l'ouverture des activités de réassurance aux institutions de prévoyance)**: s'oppose à l'amendement de suppression n° 107 de Mme Michelle Demessine - **Après l'art. 6** (p. 4304): accepte l'amendement n° 89 de M. Jean Madelain (développement de couvertures sociales complémentaires de prévoyance) - **Art. 6 bis (transfert du portefeuille de contrats entre institutions de prévoyance)** (p. 4304): s'oppose aux amendements de suppression identiques, n° 108 de Mme Michelle Demessine et n° 121 du Gouvernement - **Art. 6 ter (possibilité de subrogation des institutions de prévoyance dans les droits d'un assuré pour le paiement des prestations à caractère indemnitaire)** (p. 4305): s'oppose à l'amendement de suppression n° 109 de Mme Michelle Demessine et accepte l'amendement de coordination n° 122 du Gouvernement - **Art. 6 quater (émission de titres participatifs par les institutions de prévoyance)**: s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 110 de Mme Michelle Demessine et n° 123 du Gouvernement - **Art. 7 (affiliation automatique et gratuite des bénéficiaires de l'assurance veuvage à l'assurance personnelle)**: son amendement n° 12: reconnaissance d'un véritable droit à la couverture maladie-maternité pour les bénéficiaires de l'allocation veuvage; adopté - **Art. 9 (statut social des correspondants locaux de presse)** (p. 4306): s'oppose à l'amendement n° 111 de Mme Michelle Demessine (priorité donnée à la volonté contractuelle des parties) - **Après l'art. 12**: son amendement n° 14: introduction du texte de la proposition de loi déposée par M. Jacques de Menou et tendant à faciliter le développement du tourisme rural; adopté - (p. 4307): ses amendements, n° 15: possibilité pour les personnes ayant exercé une activité mixte salariée et libérale de continuer leur activité au-delà de 65 ans; et n° 16: possibilité du cumul emploi-retraite pour les préretraités militaires; adoptés - **Art. 13 (tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles)** (p. 4308): son amendement n° 17: suppression du paragraphe II de l'article 13 tendant à valider rétroactivement la tarification des accidents du travail de 1989; adopté - (p. 4309): s'oppose à l'amendement n° 112 de Mme Michelle Demessine (suppression du paragraphe III de l'article 13 prévoyant un abattement du montant des cotisations pour les employeurs au titre de l'année 1993) - **Après l'art. 13**: s'oppose aux amendements du Gouvernement, n° 124 (augmentation du taux de la contribution due par les entreprises de préparation de médicaments) et n° 125 (reconduction pour 1993 de la contribution exceptionnelle due par les grossistes répartiteurs sur leur chiffre d'affaires de spécialités remboursables) - (p. 4310): accepte, à titre personnel, l'amendement n° 126 du Gouvernement (détermination des conditions d'affiliation des photographes-journalistes professionnels) - **Après**

l'art. 13 sexies (p. 4311): accepte les amendements de M. Jacques Bimbenet n° 100 (élargissement du champ d'action du fonds additionnel au fonds social) et n° 99 (création d'une ligne budgétaire au sein du BAPSA) - Son amendement n° 18: rattachement au régime agricole des personnes exerçant une activité de mandataire d'une caisse locale d'assurance mutuelle agricole; irrecevable (article 40 de la Constitution) - Son amendement n° 20: affiliation au régime social de l'agriculture de professions occupées à la mise en état et à l'entretien des jardins ou parcs de loisirs; adopté - (p. 4312): ses amendements, n° 19: rattachement au régime agricole des salariés de groupements agricoles; irrecevable (article 40 de la Constitution); et n° 21: compensation de l'incidence sur la pension de retraite de la perte de revenus subie par certains administrateurs des organismes de sécurité sociale; adopté - (p. 4313): s'oppose à l'amendement n° 95 de M. Marc Boeuf (titularisation des personnels non titulaires de la fonction publique affectés à la gestion du RMI) - **Après l'art. 35 (par priorité)**: s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Michel Charasse (intégration dans le corps des sous-préfets, de certains fonctionnaires détachés) - (p. 4314): soutient l'amendement n° 63 de la commission saisie pour avis (modification de la date d'entrée en vigueur des dispositions de l'article 89 de la loi d'orientation relative à l'administration territoriale de la République) - (p. 4315): sur l'amendement n° 120 de M. Michel Charasse, accepte les paragraphes I (report d'application des dispositions relatives à la départementalisation des services d'incendie de la loi d'orientation relative à l'administration territoriale de la République) et II (service départemental d'incendie de la ville de Marseille) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le paragraphe III (exclusion des départements de plus de 500 000 habitants ayant départementalisé les matériels et dotés d'un centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (CODIS) et d'un centre de transmission de l'alerte (CTA)) - Demande un vote de cet amendement par division - (p. 4316): après l'intervention de MM. Jean-Marie Girault et Michel Charasse, s'oppose au paragraphe III de l'amendement n° 120 de M. Michel Charasse (exclusion des départements de plus de 500 000 habitants ayant départementalisé les matériels et dotés d'un centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (CODIS) et d'un centre de transmission de l'alerte (CTA)) - **Art. 20 (réforme des conditions de garantie et d'exercice de la réassurance applicable aux mutuelles)** (p. 4318): ses amendements, n° 31: ouverture des opérations de réassurance à l'ensemble des organismes mutualistes; n° 32: impossibilité pour une fédération de détenir plus des deux cinquièmes des sièges au conseil d'administration; et n° 33 de coordination; adoptés - S'oppose aux amendements, n° 117 de suppression de Mme Michelle Demessine et n° 77 de M. Jacques Machet (suppression du paragraphe III de cet article relatif à la caisse mutualiste de garantie) - **Après l'art. 20** (p. 4320): accepte l'amendement n° 97 de M. Jean-Paul Delevoye (garanties d'organismes susceptibles de mettre en oeuvre la retraite par rente pour les élus locaux) - **Art. 20 bis (protection de la femme enceinte pendant la période d'essai)** (p. 4321): s'oppose à l'amendement de suppression n° 70 de M. Jacques Machet - Son amendement n° 34: dérogation au bénéfice de la femme enceinte; adopté - **Art. 20 quater (autorisations d'absence pour les examens médicaux obligatoires dans le cadre de la surveillance médicale de la grossesse)**: accepte l'amendement n° 71 de M. Jacques Machet (mise en conformité de l'article 20 quater avec la directive communautaire du 19 octobre 1992) - **Art. 20 quinquies (dispositions concernant les salariés en congé parental, à leur retour dans l'entreprise)**: ses amendements, n° 35: participation du salarié à une action de formation; n° 36 de coordination; et n° 37: adaptation de la terminologie en usage dans les actions de formation professionnelle; adoptés - **Après l'art. 20 quinquies**: son amendement n° 38 de coordination; adopté - **Après l'art. 20 octies** (p. 4323): ses amendements n° 39: élection des représentants des assistants et assistantes maternelles; et n° 40: date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à la réforme de l'aide médicale; adoptés - **Art. 21 A (aménagement apportés à la procédure de licenciement économique)** (p. 4324): son amendement de suppression n° 41; adopté - **Art. 21 B (commission départementale de la formation professionnelle, de l'emploi et de l'apprentissage)** (p. 4325): son amendement de suppression n° 42; adopté - **Art. 21 C (maintien dans les lieux de toute personne partageant un logement avec un locataire en cas de décès de celui-**

cf) : soutient l'amendement de suppression n° 59 de la commission saisie pour avis - **Après l'art. 21 ter** (p. 4326) : accepte l'amendement n° 84 de M. Jacques Machet (détermination par un expert de la valeur des certificats coopératifs d'investissement distribués comme dividendes) - Soutient l'amendement n° 93 de M. Philippe de Bourgoing (introduction dans les statuts des coopératives de consommateurs d'une clause de sauvegarde permettant de conserver la majorité simple pour les associés coopérateurs) - **Art. 24** (*intégration d'ingénieurs des instruments de mesures dans le corps des ingénieurs des mines*) (p. 4327) : soutient l'amendement n° 60 de la commission saisie pour avis (rétablissement de l'article supprimé par l'Assemblée nationale) - S'oppose à l'amendement n° 90 de M. Jean Madelain (rétablissement de l'article supprimé par l'Assemblée nationale, dans le texte du Gouvernement) - **Art. 22** (*précédemment réservé, p. 4328*) (*pensions et rentes viagères d'invalidité versées aux conjoints et orphelins des fonctionnaires appartenant aux personnels de surveillance de l'administration pénitentiaire*) (p. 4328) : s'oppose à l'amendement de précision n° 127 du Gouvernement - Son amendement n° 43 : extension du bénéfice des pensions et rentes viagères d'invalidité à l'ensemble des ayants droit des personnels de la fonction publique d'Etat ou de la fonction publique territoriale ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Après l'art. 25** (*suite*) : accepte l'amendement n° 128 du Gouvernement (recrutement à temps incomplet de salariés en entreprises pour participer à l'enseignement dans des établissements publics d'enseignement technologique et professionnel) - **Art. 30** (*reconnaissance de la qualité d'ayant droit pour la personne vivant avec un assuré social et n'étant ni son conjoint, ni son concubin*) (p. 4329) : son amendement de suppression n° 45 ; adopté - **Art. 31** (*aides aux petites et moyennes entreprises embauchant des apprentis*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 74 de M. Jacques Machet - **Après l'art. 32** (p. 4330) : accepte l'amendement n° 57 de M. Claude Cornac (extension de la mesure de suspension des poursuites en faveur des rapatriés) et demande le retrait de l'amendement n° 87 de M. Jacques Machet (bénéfice de la suspension de poursuites en faveur des rapatriés) - (p. 4331) : accepte l'amendement n° 86 de M. Jacques Machet (choix des enfants mineurs au moment du rapatriement) - **Art. 34** (*maintien dans les lieux des clients des hôtels, pensions de famille et meublés*) : soutient l'amendement de suppression n° 61 de la commission saisie pour avis - **Art. 35** (*relogement des occupants d'un immeuble faisant l'objet d'un arrêté de péril*) (p. 4332) : son amendement de suppression n° 46 ; adopté - Soutient l'amendement de suppression n° 62 de la commission saisie pour avis - **Après l'art. 35** (*suite*) : son amendement n° 47 ; suppression de l'application de la cotisation rétroactive réclamée aux personnes s'affiliant à la caisse des Français de l'étranger ; adopté - (p. 4334) : accepte l'amendement n° 83 de M. Roger Lise (droit à la mise en disponibilité du fonctionnaire exerçant un mandat d'élu local) - S'oppose à l'amendement n° 85 de M. Jacques Machet (dérogation aux dispositions en faveur du parrainage) - (p. 4335) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 91 de M. Alfred Foy (mesures en faveur des avocats et experts comptables exerçant conjointement la profession d'administrateur judiciaire et de mandataire judiciaire à la liquidation des entreprises) et s'oppose à l'amendement n° 129 du Gouvernement (simplification administrative) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 130 du Gouvernement (reconnaissance de la contribution des agents non titulaires chargés de l'entraînement des sportifs de haut niveau) - (p. 4336) : s'oppose à l'amendement n° 131 du Gouvernement (cessation progressive d'activité des fonctionnaires) - (p. 4337) : accepte l'amendement n° 141 du Gouvernement (harmonisation des modalités de versement des contributions des employeurs à la formation en alternance des jeunes) - Son amendement n° 143 : modalités de validation des listes d'aptitude aux fonctions de maître de conférences agrégé des universités, médecin, chirurgien, spécialiste ou biologiste des hôpitaux établies au titre de l'année 1984 ; adopté.

Nouvelle lecture [n° 173 (92-93)] - (22 décembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4701) : code de la mutualité - Répression des manifestations passives visant à entraver le fonctionnement de certains services hospitaliers - Diversité des dispositions - **Art. 2** (p. 4702) : ses amendements n° 18 : prise en considération des situations respectives des mandataires,

commissionnaires, revendeurs et courtiers ; et n° 19 : suppression du paragraphe écartant la présomption de salariat des artistes du spectacle ; adoptés - **Art. 3 bis** (p. 4703) : son amendement de suppression n° 20 ; retiré au profit de l'amendement n° 12 du Gouvernement (nouvelle rédaction des dispositions relatives à la communication des dossiers détenus par les caisses régionales d'assurance maladie lors de contentieux concernant les accidents du travail) - **Art. 4** : son amendement n° 21 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 4 de Mme Michelle Demessine (reconnaissance du caractère professionnel d'une maladie non désignée dans le tableau même si celle-ci n'a pas entraîné le décès ou une incapacité permanente) - **Art. 6 bis A** (*mutualisation des risques couverts par un organisme de prévoyance dans le cadre des conventions ou accords collectifs de branche*) (p. 4704) : son amendement n° 22 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 6 bis** : accepte l'amendement de coordination n° 10 du Gouvernement - **Art. 6 quater** : accepte l'amendement de coordination n° 11 du Gouvernement - **Art. 7** (p. 4705) : son amendement n° 23 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 8 bis** (*alignement sur le régime des accidents de trajet des accidents du travail qui revêtent le caractère d'un accident de la circulation*) : accepte l'amendement n° 13 du Gouvernement (ouverture d'une réparation complémentaire pour les accidents survenant sur les voies publiques) - **Art. 12 bis** (*possibilité de cumul emploi-retraite pour les personnes exerçant des activités d'hébergement en milieu rural*) : son amendement n° 24 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 12 ter** (*possibilité de cumul emploi-retraite pour les personnes qui exercent une activité mixte, salariée et libérale, au-delà de soixante-cinq ans*) (p. 4706) : son amendement n° 25 : possibilité de cumul emploi-retraite dès lors que la personne n'a pu obtenir de droits suffisants à la retraite au titre de son activité salariée ou de son activité libérale ; adopté - **Art. 12 quater** (*possibilité de cumuler une préretraite et des indemnités de chômage*) : son amendement n° 26 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat dans une nouvelle rédaction ; rejeté - **Art. 13** : son amendement n° 27 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 13 bis AA** (*rémunération des aides à domicile, employées par les associations agréées*) : son amendement n° 28 : modification de la date d'entrée en vigueur de ces dispositions ; adopté - **Après l'art. 13 terdecies** (p. 4707, 4708) : accepte l'amendement n° 2 de M. Roland du Luart (option donnée aux agriculteurs d'asseoir leurs cotisations sur le revenu de la dernière année connue ; délai de formulation et durée de cette option) - **Art. 13 nonies** (*augmentation du taux de la contribution sur les frais de publicité en faveur des médicaments remboursables*) : son amendement de suppression n° 30 ; adopté - **Art. 13 undecies** (*affiliation au régime des praticiens médicaux conventionnés dès étudiants en médecine effectuant des remplacements*) (p. 4709) : ses amendements n° 31 : maintien dans le régime de protection sociale des étudiants, des étudiants en médecine effectuant des remplacements et remplissant les conditions d'âge pour continuer à relever de ce régime étudiant ; et n° 32 : cotisations versées par les remplaçants de médecins à la Caisse nationale d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés ; adoptés - **Art. 13 duodécies** (*reconduction de la contribution exceptionnelle sur le chiffre d'affaires des établissements de vente en gros de spécialités pharmaceutiques*) : son amendement de suppression n° 33 ; adopté - **Art. 15** (p. 4710) : son amendement n° 34 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - Droit de grève et liberté de manifestation - **Art. 15 bis** (p. 4711) : son amendement de suppression n° 35 ; adopté - **Art. 18** (p. 4713) : ses amendements n° 36 : suppression du pouvoir discrétionnaire de l'administration lorsque des établissements de santé décident de se regrouper ou de se reconverter et que l'une ou l'autre de ces opérations a pour effet de réduire leur capacité ; et n° 37 : modification de la référence à un article ; adoptés - **Art. 18 bis** : son amendement de suppression n° 38 ; adopté - **Art. 19 quater** : son amendement n° 39 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 19 quinquies** (*réglementation des relations entre les médecins et les entreprises*) (p. 4714) : ses amendements n° 41 : examen des contrats par le conseil

départemental ; et n° 40 : utilisation de l'expression « établissement de santé » ; adoptés - **Art. 19 sexies** (*proposition de dépistage de l'infection par le VIH à l'occasion des examens prénuptiaux et prénataux*) : son amendement n° 42 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 20** (p. 4716) : ses amendements n° 43, n° 44 et n° 45 tendant au rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adoptés - **Art. 20 bis A** (*retraite par rente des élus locaux*) (*supprimé par l'Assemblée nationale*) : son amendement n° 46 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture dans une nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 20 quater** (p. 4717) : son amendement n° 47 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 20 quinquies** (p. 4718) : son amendement n° 48 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 20 decies** (*date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à l'aide médicale*) (*supprimé par l'Assemblée nationale*) : son amendement n° 49 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Après l'art. 20 decies** (p. 4719) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 3 de M. Michel Charasse (intégration dans le corps des sous-préfets des fonctionnaires actuellement détachés comme sous-préfets mais n'appartenant pas à ce corps) - **Art. 21 A** : son amendement de suppression n° 50 ; adopté - (p. 4720) ; s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine, n° 6 (reclassement de l'ensemble des salariés de l'entreprise) et n° 7 (suppression de la mention des mesures d'aménagement de la durée du travail dans la liste des dispositions pouvant figurer dans le plan de reclassement) - **Art. 21 B** (p. 4722) : son amendement de suppression n° 51 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 8 de Mme Michelle Demessine (fréquence des réunions de la commission) - **Art. 24** (*supprimé par l'Assemblée nationale*) : son amendement n° 53 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture dans une nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 25** (p. 4723) : ses amendements n° 54 : suppression de la possibilité pour la presse écrite d'assurer les reportages de ces mêmes épreuves de compétition ; et n° 55 : aménagement de la période transitoire avant l'apparition d'une réglementation européenne ; adoptés - **Art. 30** (*reconnaissance de la qualité d'ayant-droit pour la personne vivant avec un assuré social et n'étant ni son conjoint, ni son concubin*) : son amendement de suppression n° 56 ; adopté - **Art. 34** (p. 4724) : son amendement de suppression n° 57 ; adopté - **Art. 35** : son amendement de suppression n° 58 ; adopté - **Art. 35 ter** (*aggravation des pénalités s'appliquant à l'inobservation des règles posées par l'article L. 480-4 du code de l'urbanisme*) (p. 4725) : son amendement de suppression n° 59 ; adopté - **Art. 35 quater** (*service départemental d'incendie et de secours*) : accepte l'amendement n° 64 de M. Philippe Adnot (suppression de la référence au seuil des 500 000 habitants) - **Art. 36** (*modalités de liquidation des pensions de reversion*) - (*supprimé par l'Assemblée nationale*) : son amendement n° 61, soutenu par M. Jean Chérioux (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture dans une nouvelle rédaction) ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 38** (*régime de l'assurance volontaire des Français de l'étranger*) (*supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 4727) : son amendement n° 62 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Après l'art. 47** (p. 4728) : son amendement n° 63 : report de la date limite pour le droit d'option accordé aux agents de l'Etat en poste dans les services départementaux ; adopté.

SELIGMANN (Françoise), sénateur des Hauts-de-Seine (NI puis S).

Remplace le 21 mars 1992, en qualité de sénateur, M. Robert Pontillon, décédé (JO Lois et décrets du 25 mars 1992).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles (JO Lois et décrets du 9 avril 1992).

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique (22 juin 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités (12 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (26 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la validation d'acquis professionnels pour la délivrance de diplômes et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale (1^{er} juillet 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art (21 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'installation de réseaux de distribution par câble de services de radiodiffusion sonore et de télévision (26 juin 1992).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec les membres du groupe socialiste et apparenté, relative à l'interruption volontaire de grossesse et supprimant la pénalisation de l'auto-avortement [n° 108 (92-93)] (10 décembre 1992) - **Médecine**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 4 décembre 1992) (p. 3654) - Ministère : Droits des femmes - *Situation des centres d'IVG* - **Politique sociale**.

Questions orales sans débat :

n° 457 (JO Débats du 20 juin 1992) (p. 1907) - Ministère : Equipement - *Modernisation des équipements d'épuration et classement en zone sinistrée du département des Hauts-de-Seine* - (Retirée : juin 1992) - **Catastrophes naturelles**.

n° 458 (JO Débats du 20 juin 1992) (p. 1907) - Ministère : Environnement - *Conséquences pour l'environnement de la montée des eaux de la Seine* - (Retirée : juin 1992) - **Environnement**.

n° 480 (JO Débats du 29 octobre 1992) (p. 2908) - Ministère : Equipement - *Réalisation de l'autoroute A 86 à Antony (Hauts-de-Seine)* - (Réponse : JO Débats du 7 novembre 1992) (p. 3109) - **Autoroutes**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités** [n° 356 (91-92)] - (11 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1592, 1593) : statuts des clubs professionnels - **Activité d'intermédiaire** - **Sécurité dans les stades** - **Catastrophe du stade de Furiani** - **Conditions de retransmission audiovisuelle des événements sportifs** - **Mesures fiscales et sociales au bénéfice des sportifs de haut niveau** - **Droits de la défense des sportifs devant les instances disciplinaires fédérales** - **Protection de la santé des sportifs** - **Indépendance des**

médecins auprès des fédérations sportives - (p. 1594) : protection des sportifs de haut niveau de moins de 16 ans - Représentation des sportifs au sein de la Commission nationale des sportifs de haut niveau - Mission de service public des fédérations sportives - Vote par le groupe socialiste de ce projet de loi - **Art. 12** (*dispositions relatives à la cession des droits d'exploitation des événements sportifs et à l'accès à l'information sportive*) - **Art. 18-3 de la loi du 16 juillet 1984 (prohibition du gel des droits)** (p. 1614, 1615) : son amendement n° 90 : fixation des modalités d'application par décret ; devenu sans objet - **Art. 18-4 (droit d'accès des journalistes et des entreprises de communication au lieu où se déroule un événement sportif)** (p. 1616, 1617) : sur l'amendement n° 20 de la commission (fixation par décret des modalités d'application), son sous-amendement n° 91 ; rejeté.

Suite de la discussion - (12 juin 1992) - **Art. 20 (conditions d'exploitation des établissements d'activités physiques et sportives)** (p. 1641) ; son amendement n° 92 : substitution de la notion de pratique à la notion d'organisation des activités physiques et sportives ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et à la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur [n° 487 (91-92)]** - (21 octobre 1992) - **Après l'art. 103 C** (p. 2779) : son amendement n° 110 : casier judiciaire d'un mineur qui atteint sa majorité ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art [n° 512 (91-92)]** - (27 octobre 1992) - **Après l'art. 1^{er}** (p. 2870) : son amendement n° 1 : extension de la garantie accordée aux établissements publics nationaux, aux structures décentralisées d'exposition ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - Conditions de sécurité - Intérêt de l'exposition organisée - Octroi de la garantie - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2875) : utilité de l'extension du texte aux collectivités territoriales - Avec le groupe socialiste, votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale [n° 3 (92-93)]** - (17 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3166, 3167) : évolution de la justice - Garde à vue - Intervention de l'avocat - **Affaire Deshays** - (p. 3168) : affaire Tomasi - Exemples des pays européens.

Suite de la discussion - (18 novembre 1992) - **Art. 4 (information du gardé à vue sur ses droits)** - **Art. 63-4 du code de procédure pénale (possibilité pour la personne gardée à vue de s'entretenir après vingt heures de garde à vue avec un avocat de son choix ou commis d'office par le bâtonnier)** (p. 3214) : soutient l'amendement n° 233 de M. Claude Estier (possibilité pour le médecin désigné de prendre contact avec le médecin traitant de la personne gardée à vue).

Suite de la discussion - (19 novembre 1992) - **Art. 32 quater (publication de la décision de non-lieu)** (p. 3265) : soutient l'amendement n° 255 de M. Claude Estier (désignation par le juge des supports) - **Art. 32 nonies (perquisitions dans les locaux d'une entreprise de presse ou de communication audiovisuelle)** (p. 3274) : soutient l'amendement n° 262 de M. Claude Estier (domicile d'un journaliste salarié).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit [n° 35 (92-93)]** - (9 décembre 1992) - **Art. 16 (recherche et constatation des infractions)** (p. 3865) : son amendement n° 75, soutenu par M. Roland Courteau : agents commissionnés : extension aux agents des services chargés de la culture et de la communication ; rejeté.

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale - Deuxième lecture [n° 70 (92-93)]** - (11 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3949) : intervention d'un avocat dès le début de la garde à vue - Se déclare favorable au texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture - **Après l'art. 1^{er} AA** : soutient l'amendement n° 102 de M. Claude Estier (introduction des règles de la procédure civile dans le code de procédure pénale) - **Art. 1^{er} bis (médiation pénale)** (p. 3953) : soutient l'amendement de suppression n° 103 de M. Claude Estier - **Art. 3 (garde à vue en cas d'infraction flagrante)** (p. 3954) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 104 (garde à vue des témoins), n° 105 (possibilité de

placer un témoin en garde à vue dans le cadre de l'enquête de flagrance), n° 106 (nécessité d'indices de culpabilité graves et concordants) et n° 107 (possibilité pour le procureur de la République en cas d'éloignement de plus de trois kilomètres de déléguer le juge d'instance pour accorder l'autorisation de prolongation de la garde à vue) - **Art. 4 - Art. 63-1 du code de procédure pénale** (p. 3955) : soutient l'amendement de précision n° 108 de M. Claude Estier - **Après l'art. 63-4 du code précité** (p. 3970) : soutient l'amendement n° 116 de M. Claude Estier (possibilité pour le bâtonnier ou son délégué de se rendre sur les lieux de la garde à vue pour en constater les conditions) - **Après l'art. 4** (p. 3971) : soutient l'amendement n° 117 de M. Claude Estier (traitement de la personne gardée à vue) - **Art. 5 (procès-verbaux d'audition)** : soutient l'amendement n° 118 de M. Claude Estier (motif des refus) - **Art. 15 (saisine du juge d'instruction, mise en examen et notification des charges)** - **Art. 80-1 du code précité (réquisitoire)** (p. 3974) : soutient l'amendement n° 119 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction de cet article) - **Après l'art. 15** (p. 3976) : soutient l'amendement n° 124 de M. Claude Estier (peines applicables à toute personne faisant ou laissant faire état publiquement d'une mise en examen) - **Art. 16 (demande d'examen médical)** : soutient l'amendement n° 126 de M. Claude Estier (prescription des examens psychiatriques et médico-psychologiques) - **Art. 19 (information ouverte sur plainte avec constitution de partie civile)** (p. 3977) : soutient l'amendement n° 127 de M. Claude Estier (rôle du juge d'instruction lors de la mise en examen) - **Art. 32 septies (action fondée sur une atteinte au respect de la présomption d'innocence)** (p. 3982) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 131 de précision, et n° 132 (délai de prescription pour l'exercice de l'action civile) - **Art. 32 decies (journaliste entendu comme témoin)** : soutient l'amendement n° 133 de M. Claude Estier (journalistes entendus comme témoins) - **Art. 33 (chambre compétente pour ordonner le placement en détention provisoire)** (p. 3983) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 135 (nécessité pour le juge d'instruction chargé de prolonger l'information de faire partie de la chambre de détention provisoire), n° 136 (possibilité pour la personne placée en détention préventive de solliciter sa mise en liberté provisoire), n° 137 et n° 138 de coordination - **Art. 38 (décision de placement en détention provisoire)** (p. 3985) : soutient l'amendement n° 139 de M. Claude Estier (délai maximum de deux jours ouvrables) - **Titre V** (p. 3986) : soutient l'amendement n° 140 de M. Claude Estier (suppression de cette division et de son intitulé) - **Art. 43 (régime des nullités)** - **Art. 174 du code précité (rôle de la chambre d'accusation)** (p. 3988) : soutient l'amendement n° 143 de M. Claude Estier (suppression du premier alinéa du texte présenté par l'article 43 et par l'article 174 du code de procédure pénale) - **Art. 53 bis (police de l'audience)** (p. 3992) : intervient à propos de l'amendement de suppression n° 62 de la commission - **Art. 84 (lecture des arrêts de la chambre d'accusation)** (p. 3998) : soutient l'amendement n° 156 de M. Claude Estier (suppression du paragraphe I relatif à la possibilité de lecture de la décision par le président ou l'un des conseillers en l'absence des autres conseillers) - **Art. 97 (irrecevabilité constatée par le ministre public)** (p. 3999) : soutient l'amendement n° 159 de M. Claude Estier (nécessité d'informer le contrevenant) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4005) : travaux du Parlement - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce texte, tel qu'il ressort des travaux du Sénat.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [n° 87 (92-93)] - Suite de la discussion** - (18 décembre 1992) - **Art. 15 bis (par priorité) (dépenalisation de l'auto-avortement)** (p. 4268) : son amendement n° 52 : suppression de la sanction de l'avortement pratiqué par la femme sur elle-même et développement de la prévention par la diffusion de l'information ; devenu sans objet.

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale - Nouvelle lecture [n° 156 (92-93)]** - (19 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4451) : échec de la commission mixte paritaire - Amendements du groupe socialiste - Présence de l'avocat lors de la garde à vue - Collégialité en matière de détention provisoire - Mise en examen et ordonnance de présumption de charges - Avis défavorable du groupe socialiste sur le texte tel qu'il sortira des travaux du Sénat - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4478) : avis défavorable du groupe socialiste sur le texte tel qu'il ressort des travaux du Sénat.

- **Projet de loi relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art - Deuxième lecture** [n° 120 (92-93)] - (20 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4515, 4516) : au nom du groupe socialiste, approuve le projet de loi permettant aux établissements publics organisant des expositions d'oeuvres d'art de bénéficier d'une garantie de l'Etat lorsque la valeur d'assurance des oeuvres exposées sera supérieure à 300 millions de francs - Dépôt par le Gouvernement d'un rapport d'évaluation d'ici à trois ans - Se déclare favorable à l'adoption de ce projet

↳ **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4519) : au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 143 (92-93)] - (20 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4539) : conséquences du bruit sur la santé, préoccupation majeure des Français - Réglementation des augmentations brutales du niveau sonore de la télévision - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption du texte de la commission mixte paritaire, CMP.

SERAMY (Paul), sénateur de la Seine-et-Marne (UC).

Décédé le 23 février 1992 (JO Lois et décrets du 25 février 1992)
- Eloge funèbre le 21 avril 1992.

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires culturelles.
- Membre titulaire de la Commission supérieure des sites.

SERGENT (Michel), sénateur du Pas-de-calais (S).

Elu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Monnaies et Médailles** - [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 40 (24 novembre 1992).

SERUSCLAT (Franck), sénateur du Rhône (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992) ; puis vice-président (JO Lois et décrets du 9 octobre 1992).

- Membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; de nouveau membre titulaire de cet Office (JO Lois et décrets du 16 octobre 1992).

Membre titulaire du Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés.

Membre suppléant du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale créé en application de la loi n° 91-748 du 31 décembre 1991 portant réforme hospitalière (JO Lois et décrets du 11 juillet 1992).

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation, de M. Laurent

Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Gergina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice (JO Lois et décrets du 25 novembre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail (22 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre le chômage d'exclusion (30 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle et modifiant le code du travail (3 juillet 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale (14 octobre 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage (18 décembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport, établi au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, déposé par M. Jean Faure en tant que vice-président de cet Office sur les sciences de la vie et les droits de l'homme : bouleversement sans contrôle ou législation à la française [n° 262 (91-92)] (28 février 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992) - **Ethique et déontologie médicales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 314 (91-92)] relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale [n° 350 (91-92)] (19 mai 1992) - **Travail**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, portant modification du délai pendant lequel il est autorisé de demander à bénéficier du statut d'objecteur de conscience [n° 39 (92-93)] (10 novembre 1992) - **Service national**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail** [n° 270 (91-92)] - (28 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 888) : écoles maternelles Formation - Formes d'accueil Statut unique - (p. 889) : agrément - Formation - Avec le groupe socialiste, votera ce projet de loi - **Art. 1^{er} (agrément préalable)** (p. 896) ; son amendement n° 56 : substitution du terme « assistant parental » à celui d'« assistante maternelle » ; retiré - Son amendement n° 59 : accord de l'agrément à titre personnel ; rejeté - (p. 897) ; son amendement n° 58 : substitution du terme « épaulement » au terme « développement » ; adopté - (p. 898) ; se déclare opposé à l'amendement n° 7 de la commission (limitation du nombre des enfants accueillis par une assistante maternelle) - **Art. 2 (régime des agréments)** - **Art. 123-1-1 du code de la famille et de l'aide sociale (délais d'instruction)** (p. 900) ; son amendement n° 61 : bénéficie d'un temps de formation avant l'accord de l'agrément ; rejeté - **Art. 3 (contrat d'accueil)** (p. 904) ; son amendement n° 62 : remplacement des mots : « d'accueil » par les mots : « de séjour » ; retiré - Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (définition de la notion de famille d'accueil) + (p. 905) ; son amendement n° 67 : prise en compte des couples vivant en concubinage ;

rejeté - **Art. 7** (*formation des assistantes maternelles à titre non permanent*) (p. 910) : intervient sur les amendements n° 22 de M. André Jourdain (réduction de la durée minimale de formation) et n° 39 de Mme Marie-Claude Beaudeau (durée minimale des actions de formation) - **Art. 13** (*indemnités d'attente*) (p. 914) : son amendement n° 65 : prise en compte de certaines situations (première partie de l'amendement : sur les mots «dans les meilleurs délais»; adoptée) - (deuxième partie de l'amendement : sur les mots «après consultation de l'assistante maternelle»; rejetée); ensemble de l'amendement adopté - **Art. 18** (*régime transitoire des assistantes maternelles à titre permanent*) (p. 919) : se déclare favorable à l'amendement n° 70 du Gouvernement (allongement de la durée de formation pour les assistantes maternelles qui exercent depuis moins de cinq ans) - **Intitulé du projet de loi** (p. 921) : son amendement n° 57 : dans l'intitulé du projet de loi, après les mots : «relatif aux», ajouter les mots : «assistants maternels et»; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** : avec le groupe socialiste, votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au code de la propriété intellectuelle (partie législative)** [n° 301 (91-92)] - (15 mai 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1236) : vote de ce projet de loi par le groupe socialiste.

- **Projet de loi modifiant le livre V du code de la santé publique et relatif à la pharmacie et au médicament** [n° 23 (91-92)] - (19 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1244) : préparations officinales - Formulaire national - Pharmacie hospitalière - Matériel médico-pharmaceutique - (p. 1245) : action humanitaire - Conditionnement - Autorisation de mise sur le marché - Médicaments exportables - Avec le groupe socialiste, votera ce texte - **Art. 1^{er}** (*Art. L. 511-1 du code de la santé publique - intégration de certaines directives européennes en droit français; définitions*) (p. 1251) : son amendement n° 30 : définition de la préparation hospitalière; retiré - **Art. 2** (*Art. L. 512 du code de la santé publique - modifications formelles*) (p. 1253) : son amendement n° 31 : nature des objets dispensés en pharmacie; retiré - **Art. 4** (*Art. L. 568 du code de la santé publique - définition de l'officine*) (p. 1254) : ses amendements n° 32 : précisions relatives au rôle du pharmacien; adopté; n° 33 : coordination avec son amendement n° 31 à l'article 2; retiré - **Art. 6** (*Chapitre 1^{er} bis du Titre II du Livre V du code de la santé publique - règles applicables aux pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et des établissements médico-sociaux traitant des malades*) - **Art. L. 595-1 du code de la santé publique (établissements autorisés à créer une pharmacie à usage intérieur)** (p. 1256) : sur l'amendement n° 7 de la commission (nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article L. 595-1 consécutive à la loi portant réforme hospitalière), son sous-amendement n° 37; rejeté - **Art. L. 595-2 (conditions de gérance des pharmacies à usage intérieur)** (p. 1257) : sur l'amendement n° 8 de la commission (nouvelle rédaction de l'article L. 595-2 et notamment précisions du contenu de l'activité des pharmacies à usage intérieur), ses sous-amendements n° 38; adopté; et n° 39; rejeté - Son amendement de coordination n° 34; devenu sans objet - **Art. L. 595-5 (détention et délivrance de médicaments dans les établissements de santé ne disposant pas de pharmacie intérieure)** (p. 1260) : ses amendements n° 42, de précision, et n° 41 : responsabilité de la délivrance de médicaments confiée à un pharmacien; rejetés - **Art. L. 595-7 (cession exceptionnelle de médicaments par une pharmacie à usage intérieur à une autre pharmacie à usage intérieur ou au public)** (p. 1261) : ses amendements n° 43 et n° 44 rédactionnels; et n° 36; légalisation des actions humanitaires; adoptés - **Art. 19** (*Art. L. 603 - certification des médicaments destinés à l'exportation*) (p. 1270) : son amendement n° 49 : déclaration au ministre chargé de la santé, par le fabricant dépourvu d'autorisation de mise sur le marché pour un médicament exporté, des raisons de l'absence d'autorisation; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1273) : avec le groupe socialiste, votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale** [n° 314 (91-92)] - (21 mai 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1327) : harcèlement sexuel - Droits des femmes - Conseil d'Etat - Responsabilité de l'employeur - Rôle du comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail, CHSCT - Chômage des

femmes - (p. 1328) : droits des femmes - Egalité professionnelle - Dangers d'une banalisation du harcèlement sexuel - Licenciements abusifs - (p. 1329) : droits de l'homme - Avis favorable des organisations syndicales - Se déclare favorable, à titre personnel, à l'adoption de ce texte - **Art. 1^{er}** (*définition des actes de harcèlement sexuel réprimés par le projet de loi*) - **Art. L. 122-46 du code du travail (protection du salarié contre l'abus d'autorité en matière sexuelle)** (p. 1337) : son amendement n° 1 : nouvelle rédaction de l'article L. 122-46 du code du travail afin de l'harmoniser avec la rédaction adoptée par le Sénat lors de la réforme du code pénal; adopté - Sur cet amendement, accepte les sous-amendements n° 39 du Gouvernement et n° 33 de M. Franck Sérusclat, et s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 13, n° 14, n° 16 rédactionnels, n° 15 (extension de la définition des agissements fautifs aux allusions et aux suggestions) et n° 17 (fixation de la valeur de l'indemnité par le tribunal) - **Art. L. 122-47 (responsabilité disciplinaire de l'employeur)** (p. 1341) : son amendement rédactionnel n° 2; adopté - S'oppose à l'amendement n° 8 de M. Guy Robert (suppression du texte proposé par l'article L. 122-47 du code du travail) - S'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 18 rédactionnel, et n° 19 (conditions d'exercice par l'employeur de son pouvoir de sanction à l'encontre des responsables d'actes de harcèlement) - **Après l'art. L. 122-47** (p. 1342) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Guy Robert (insertion à la fin de l'article 1^{er} des dispositions prévues à l'article 2) - **Art. 2** (*application des dispositions sanctionnant le harcèlement sexuel à la gestion du personnel dans l'entreprise*) (p. 1343) : son amendement rédactionnel n° 3; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 35 du Gouvernement - **Après l'art. 2** (p. 1344) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau n° 24 (prise en compte de la notion d'abus d'autorité dans le domaine sexuel dans le code pénal) et n° 25 (répression du harcèlement sexuel) - **Après l'art. 5** (p. 1345) : son amendement n° 6 : extension à la fonction publique des dispositions adoptées relatives à la protection d'un salarié victime ou témoin d'un harcèlement sexuel; adopté - Sur cet amendement, accepte les sous-amendements du Gouvernement n° 36, n° 37 et n° 38 - **Art. 3** (*droit de recours des organisations syndicales*) (p. 1346) : son amendement rédactionnel n° 4; adopté - **Art. 4** (*droit de recours des associations*) (p. 1347) : ses amendements, n° 34 : possibilité pour les associations de se porter partie civile lorsque la victime est un agent de la fonction publique; et de coordination n° 5; adoptés - **Après l'art. 5** (p. 1347) : son amendement n° 7 : bénéfice de l'anonymat pendant l'enquête et du huis clos lors des débats pour les fonctionnaires victimes ou auteurs de harcèlement sexuel; adopté - **Après l'art. 4** (p. 1348) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau n° 29 (affichage de droit sur les lieux de travail des condamnations prononcées à la suite des procédures engagées par les victimes) et n° 30 (extension à la fonction publique de l'affichage de droit sur le lieu de travail des condamnations prononcées lorsque des procédures sont engagées par les victimes) - **Art. 5** (*pouvoirs du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail*) (p. 1349) : accepte les amendements identiques de suppression n° 12 de M. Guy Robert et n° 31 de Mme Marie-Claude Beaudeau - **Après l'art. 5** (p. 1350) : s'oppose à l'amendement n° 32 de Mme Marie-Claude Beaudeau (compétence des inspecteurs du travail en matière de protection des victimes du harcèlement sexuel).

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (10 juin 1992) - **Question préalable** (p. 1533) : intervient contre la motion n° 2 de Mme Hélène Luc - Validité du traité de Maastricht - (p. 1534) : poursuite de la révision constitutionnelle et du processus de ratification du traité de Maastricht - Référendum danois - « Europe sociale » - Nationalisme - Espace européen - (p. 1535) : « utopie sociale » - Citoyenneté européenne - Union européenne.

Suite de la discussion - (16 juin 1992) - **Art. 2** (*insertion dans la Constitution d'un titre XIV : « Des Communautés européennes et de l'Union européenne »*) - **Art. 88-2 de la Constitution (droit de vote et éligibilité aux élections municipales des ressortissants communautaires résidant en France)** (p. 1705, 1706) : droit de vote des ressortissants de la Communauté aux élections municipales - Citoyenneté européenne - « Déficit démocratique ».

– **Projet de loi relatif aux relations entre les médecins et l'assurance maladie** [n° 393 (91-92)] - (24 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1988) : maîtrise médicalisée - Rôle des visiteurs médicaux et des pharmaciens, de la sécurité sociale, du corps médical et paramédical - (p. 1989) : économie de la santé - Evaluations - Taux prévisionnel - Unions professionnelles - Médecins généralistes - Conception libérale de la médecine - Nécessité de l'adhésion de l'ensemble du corps médical - **Question préalable** (p. 1992) : intervient contre la motion n° 2 de la commission, tendant à opposer la question préalable.

– **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 491 (91-92)] - (8 juillet 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2523) : conciliation d'une formation pratique et technique, d'une part, et de la culture générale d'autre part - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

– **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle** - *Nouvelle lecture* [n° 489 (91-92)] - (8 juillet 1992) - **Discussion générale** (p. 2526) : rôle du préfet et du conseil général - Intérêt national et intérêt des collectivités territoriales.

– **Projet de loi modifiant le livre V du code de la santé publique et relatif à la pharmacie et au médicament** - *Deuxième lecture* [n° 470 (91-92)] - (4 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 2976, 2977) : respect de la langue française - **Projet de loi relatif à l'Agence du médicament** - Création de pharmacies d'officine.

– **Projet de loi de finances pour 1993** [n° 55 (92-93)].

Discussion générale :

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3442) : question préalable irrationnelle - (p. 3443) : budget de la santé - Lutte contre le Sida - Toxicomanie - Aurait souhaité débattre sur le budget des affaires sociales - (p. 3444) : projet de budget du travail - Absence de débat sur la solidarité - Travail à temps partiel - Opposition à la question préalable.

– **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique de sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine et modifiant le code de la santé publique** [n° 71 (92-93)] - (16 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4104) : contamination des hémophiles et des transfusés par le virus du sida - Risque thérapeutique - Statut pharmaceutique du Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies - Produits de substitution issus des biotechnologies - (p. 4105) : hémovigilance - Comité de sécurité transfusionnelle - Corps d'inspecteurs - Financement des centres de transfusion et du Laboratoire français du fractionnement - Agence du médicament - Vote de ce projet de loi par le groupe socialiste - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 4116) : se déclare favorable à l'amendement n° 94 de la commission (titre additionnel relatif à l'Agence du médicament) - **Art. 1^{er}** - *Art. L. 666-4 du code de la santé publique (interdiction des prélèvements sur les mineurs et les majeurs protégés)* (p. 4118) : son amendement n° 69 : exception pour urgence thérapeutique ; consentement du mineur ; devenu sans objet - *Art. L. 666-6 (modalités d'application du principe d'anonymat)* (p. 4119) : intervient sur l'amendement rédactionnel n° 86 du Gouvernement - *Art. L. 666-7 (utilisation du sang et de ses composants)* (p. 4121) : son amendement n° 70 : suppression de l'assimilation des produits stables aux médicaments ; rejeté - *Art. L. 666-9 (conservation, délivrance, distribution et utilisation des produits labiles)* (p. 4123) : son amendement n° 71 : conservation des produits stables dans la pharmacie de l'établissement de santé qui ne dispose pas d'un établissement de transfusion sanguine ; adopté - *Art. L. 666-10 (autorisation des importations de produits labiles)* (p. 4124) : son amendement n° 72 : avis de l'Agence française du sang ; rejeté - *Art. L. 666-11 (hémovigilance)* (p. 4125) : son amendement n° 73 : définition de l'hémovigilance ; adopté - **Art. 2 (chapitre II (nouveau) du code de la santé publique : « Du comité de sécurité transfusionnelle et de l'Agence française du sang »)** - *Art. L. 667-3 du code de la santé publique (saisine du comité - Rapport annuel)* (p. 4128) : son amendement n° 74 :

renforcement des pouvoirs du comité ; retiré - *Art. L. 667-5 (fonctions de l'Agence française du sang)* (p. 4129) : intervient sur les amendements de la commission, n° 15 à n° 18 (nouvelle rédaction précisant les missions de l'Agence) - *Art. L. 667-11 (création du fonds d'orientation de la transfusion sanguine)* (p. 4131, 4132) : son amendement n° 75 : financement du fonds d'orientation : contribution du Laboratoire français du fractionnement ; rejeté - **Votera l'amendement n° 22 de la commission (financement du fonds d'orientation : contribution du Laboratoire français du fractionnement)** - **Art. 3 (chapitre III (nouveau) du code de la santé publique : « Des établissements de transfusion sanguine »)** - *Art. L. 668-11 du code de la santé publique (retrait des agréments et autorisations - procédure de suspension en cas d'urgence)* (p. 4138) : sur l'amendement n° 32 de la commission (nouvelle rédaction), son sous-amendement n° 76 ; adopté - **Art. 4 (chapitre IV (nouveau) du livre VI du code de la santé publique : « Des schémas d'organisation de la transfusion sanguine »)** - *Art. L. 669-3 du code de la santé publique (contenu des schémas)* (p. 4140, 4141) : ses amendements, n° 77 : regroupement éventuel des établissements de transfusion sanguine ; adopté ; et n° 78 : coordination des activités de recherche ; retiré - *Art. L. 669-4 (commissions régionales et interrégionales d'organisation de la transfusion sanguine)* (p. 4141) : vote par le groupe socialiste de l'amendement n° 38 de la commission (représentants des associations des patients) - **Art. 5 (chapitre V (nouveau) du livre VI du code de la santé publique : « Des médicaments dérivés du sang et du Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies »)** - *Art. L. 670-2 du code de la santé publique (laboratoires français du fractionnement et des biotechnologies)* (p. 4144) : son amendement n° 79 : suppression du caractère industriel du groupement d'intérêt public dénommé Laboratoire français du fractionnement ; retiré au profit de l'amendement n° 40 de la commission (nouvelle rédaction) - *Art. L. 670-4 (conditions de délivrance des autorisations de mise sur le marché de médicaments dérivés du sang)* (p. 4145) : son amendement n° 80 : limitation aux médicaments d'importation ; retiré - **Après l'art. 9** (p. 4149) : se déclare favorable à l'amendement n° 93 du Gouvernement (règles particulières dans le cadre de la pharmacovigilance) - **Après l'art. 10** (p. 4150) : se déclare favorable à l'amendement n° 111 de la commission (dépistage de l'infection par le virus du sida pour les personnes transfusées entre 1980 et 1985) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4155) : vote de ce projet de loi par le groupe socialiste.

– **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° 87 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (18 décembre 1992) - **Art. 25 (par priorité) (retransmission des compétitions de sport mécanique)** (p. 4280) : santé publique - Respect de la loi Evvin - **Après l'art. 25 (par priorité)** (p. 4282) ; se déclare favorable à l'amendement n° 5 de M. Michel Charasse (exclusion de la presse professionnelle du champ d'application de la loi relative à la publicité sur le tabac) - **Art. 14 (par priorité) (lutte contre les intoxications)** - *Art. L. 145-1 du code de la santé publique* (p. 4283) : son amendement de coordination n° 51, analogue à l'amendement de coordination n° 119 de la commission ; retiré au profit de celui-ci - **Art. 15 (par priorité) (sanction des entraves à l'interruption volontaire de grossesse)** (p. 4285) : se déclare favorable à l'amendement n° 113 de Mme Michelle Demessine (suppression des précisions relatives à la contraception et à l'avortement) - **Art. 8 bis (par priorité) (unification du régime des accidents de la circulation liés au travail)** (p. 4289) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 68 de M. Jacques Machet - Position du Gouvernement - **Après l'art. 16 (par priorité)** (p. 4291) : amendement surprise au détour d'un DMOS - Se déclare opposé à l'amendement n° 134 du Gouvernement (accès d'une société d'exercice libéral limité aux médecins appartenant à la même discipline) - **Art. 17 (par priorité) (garanties concernant la mise en oeuvre de systèmes d'information dans les établissements de santé)** : son amendement de suppression n° 53 ; retiré - (p. 4292) : reprend l'amendement n° 25 de la commission, retiré par son auteur ; inutilité du caractère nominatif des transmissions de données médicales ; adopté - **Après l'art. 18 (par priorité)** (p. 4294) : se déclare opposé à l'amendement n° 92 de Mme Anne Heinis (exonération des établissements publics de santé du paiement de la taxe sur les salaires) - **Art. 18 bis (par priorité) (composition du conseil supérieur de la fonction publique hospitalière)** : son amendement de suppression n° 54 ;

retiré - Se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 28 de la commission - **Après l'art. 19 quater (par priorité)** (p. 4298) : son amendement n° 55, soutenu par M. Marc Boeuf : prise en compte du nouveau statut des pharmaciens à usage intérieur des établissements de santé publics ou privés ; retiré - **Art. 21 C (maintien dans les lieux de toute personne partageant un logement avec un locataire en cas de décès de celui-ci)** (p. 4325) : son amendement de coordination n° 56, soutenu par M. Marc Boeuf ; devenu sans objet.

SIGNE (René-Pierre), sénateur de la Nièvre (S).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission des affaires culturelles (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 489 (*JO Débats* du 11 novembre 1992) (p. 3118) - Ministère : Agriculture - *Accélération de la réforme de l'assiette des cotisations sociales agricoles* - (Réponse : *JO Débats* du 21 novembre 1992) (p. 3359) - **Exploitants agricoles.**

n° 519 (*JO Débats* du 4 décembre 1992) (p. 3702) - Ministère : Environnement - *Nécessité d'un projet de loi relatif aux parcs naturels régionaux* - **Parcs naturels.**

n° 520 (*JO Débats* du 4 décembre 1992) (p. 3702) - Ministère : Santé - *Situation des prothésistes dentaires* - (Réponse : *JO Lois et décrets* du 12 décembre 1992) (p. 3962) - **Professions et activités paramédicales.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques** [n° 85 (92-93)] - (15 décembre 1992) - **Art. 1^{er} bis (parcs naturels régionaux)** (p. 4039) : absence d'un véritable projet de loi relatif aux parcs régionaux - (p. 4040) : parcs régionaux et développement économique.

SIMONIN (Jean), sénateur de l'Essonne (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission des affaires étrangères (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire du conseil d'administration de la Cité des sciences et de l'industrie de la Villette.

- Membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques, jusqu'au 11 juin 1992.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement (26 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises (2 juin 1992).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi n° 82-1153 du 30 septembre 1982

d'orientation des transports intérieurs et relative au contrat de transport public de marchandises [n° 513 (91-92)] (1^{er} septembre 1992 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992) - **Transports.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Défense** - Forces terrestres - [n° 59 (92-93)] tome 6 (24 novembre 1992).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 392 (*JO Débats* du 12 décembre 1991) (p. 5248) - Ministère : Culture - *Motifs de la délocalisation de la Manufacture des Gobelins* - (Retirée : mai 1992) - **Délocalisation.**

n° 393 (*JO Débats* du 12 décembre 1991) (p. 5248) - Ministère : Ville (S.E.) - *Prise en compte des problèmes de séparation des conjoints dans la politique d'aménagement du territoire* - (Réponse : 11 avril 1992) (p. 590) - **Aménagement du territoire.**

n° 395 (*JO Débats* du 8 avril 1992) (p. 535) - Ministère : Premier ministre - *Suppression du traitement attaché à la médaille militaire* - (Retirée : mai 1992) - **Militaires.**

n° 426 (*JO Débats* du 13 mai 1992) (p. 1086) - Ministère : Economie - *Conséquences du Marché unique européen pour les personnels des douanes* - (Réponse : 6 juin 1992) (p. 1468) - **Marché unique européen.**

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (11 juin 1992) : cinquantième anniversaire de la bataille de Bir Hakeim et place de l'histoire dans l'enseignement primaire. (11 juin 1992) (p. 1557).

- **Projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement** [n° 385 (91-92)] - Suite de la discussion - (26 juin 1992) - **Art. 1^{er} (modification de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets)** - **Paragraphe III (stockage des seuls déchets ultimes à compter du 1^{er} juillet 2002)** (p. 2086) : son amendement n° 70 : nouvelle rédaction de ce paragraphe ; rejeté - **Paragraphe IV (utilisation et recouvrement des sommes consignées et pouvoir du préfet d'imposer des déchets refusés)** (p. 2087) : soutient l'amendement n° 63 de M. Alain Pluchet (substitution de l'expression « le ministre chargé de l'environnement » à celle de « l'autorité administrative compétente ») - **Paragraphe VI (étude d'impact)** (p. 2091) : soutient l'amendement n° 64 de M. Alain Pluchet (examen des techniques avant d'envisager la solution de reprise des déchets) - **Paragraphe XIV (plans pour l'élimination de déchets)** (p. 2094) : sur l'amendement n° 21 de la commission (nouvelle rédaction de ce paragraphe), soutient le sous-amendement n° 65 de M. Alain Pluchet - **Paragraphe XV (plans départementaux)** (p. 2118) : sur l'amendement n° 25 de la commission (précision des conditions de l'élaboration et de l'adoption des plans), son sous-amendement n° 71 ; adopté - **Art. 2 (modifications du code des communes)** (p. 2120) : soutient l'amendement n° 66 de M. Alain Pluchet (suppression de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères lorsque la redevance spéciale est instituée) - **Art. 2 bis (institution d'une péréquation au profit des communes où sont entreposés ou traités les déchets)** (p. 2121) ; son amendement n° 72 : nouvelle rédaction de cet article ; rejeté - **Art. 5 (modifications de la loi 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement)** - **Paragraphe IV (durée maximale d'exploitation)** (p. 2127) : soutient l'amendement n° 67 de M. Alain Pluchet (fixation par l'autorisation, soit de la durée maximale de l'exploitation, soit pour les décharges du volume maximal de déchets pouvant être stockés et les conditions de réaménagement du site à l'issue de l'exploitation) - **Art. 7 (introduction de dispositions financières dans la loi du 15 juillet 1975)** (p. 2133) : son amendement n° 73 : nouvelle rédaction de cet article ; retiré.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant**

le code du travail [n° 428 (91-92)] - (3 juillet 1992) - **Art. 1^{er} A (concours de l'apprentissage aux objectifs éducatifs de la nation)** (p. 2421) : soutient l'amendement n° 29 de M. Michel Alloncle (mention de l'obtention de titres professionnels homologués) - **Art. 5 (procédure d'agrément de l'entreprise)** (p. 2433) : soutient l'amendement n° 31 de M. Michel Alloncle (raccourcissement des délais dans le cadre des retraits d'agrément) - **Art. 7 (coordination et harmonisation - Rôle du maître d'apprentissage - Salaire de l'apprenti)** (p. 2436) : soutient l'amendement n° 32 de M. Michel Alloncle (retour à la fixation semestrielle de la rémunération de l'apprenti) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2448) : vote de ce projet de loi par le groupe du RPR.

- **Proposition de loi tendant à assujettir les carrières aux dispositions de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et à créer la commission départementale des carrières [n° 480 (91-92)]** - (5 novembre 1992) - **Art. 3 (généralisation du régime d'autorisation à toutes les exploitations de carrières ; commission départementale et schéma départemental des carrières)** - **Art. 16-1 A de la loi du 19 juillet 1976 (régime d'autorisation d'exploitation de carrières)** (p. 3083) : sur l'amendement n° 6 de la commission (limitation de la durée maximale d'exploitation des carrières à quinze ans et procédure de renouvellement d'autorisation), ses sous-amendements n° 47 et n° 62, soutenus par M. Emmanuel Hamel ; adoptés - **Art. 16-2 (schéma départemental de carrières)** (p. 3087) : sur l'amendement n° 8 de la commission (nouvelle rédaction), son sous-amendement n° 48, soutenu par M. Emmanuel Hamel ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit [n° 35 (92-93)]** - (9 décembre 1992) - **Après l'art. 7** (p. 3853, 3854) : son amendement n° 52 : réglementation du trafic d'hélicoptères ; adopté après modification par le sous-amendement n° 91 de M. Paul Caron - **Art. 10 (prise en compte des objectifs de lutte contre le bruit pour les nouvelles infrastructures de transport terrestre)** (p. 3855, 3856) : se déclare favorable à l'amendement n° 19 de la commission (introduction dans le dossier de demande d'autorisation des mesures envisagées contre les nuisances sonores) - Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme d'Ile-de-France, SDAURIF.

- **Projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 142 (92-93)]** - (20 décembre 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4535) : Gouvernement responsable de l'aménagement de la région Ile-de-France - Souhaite que la révision du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme, SDAU, respecte les conditions et le cadre de vie des habitants de l'Ile-de-France.

SOISSON (Jean-Pierre), ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et de la modernisation administrative.

Fin de ses fonctions ministérielles le 28 mars 1992 (JO Lois et décrets du 29 mars 1992).

ministre de l'agriculture et du développement rural le 2 octobre 1992 (JO Lois et décrets du 3 octobre 1992).

En qualité de ministre de l'agriculture

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Déclaration du Gouvernement, prononcée avec M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, sur les négociations du GATT [n° 63 (92-93)] (25 novembre 1992) - **Gouvernement (déclarations).**

Déclaration du Gouvernement, prononcée sur les négociations du GATT [n° 69 (92-93)] (25 novembre 1992) - **Gouvernement (déclarations).**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Georges Mouly : **Agriculture (Opportunité des assises rurales)** (JO Débats du 16 octobre 1992) (p. 2679).

de M. Jean-Pierre Demerliat : **Politique agricole commune (PAC) (Relations entre la PAC et le GATT)** (JO Débats du 16 octobre 1992) (p. 2682).

de M. Roland du Luart : **GATT (Conduite des négociations du GATT)** (JO Débats du 16 octobre 1992) (p. 2684).

de M. Marcel Daunay : **Agriculture (Consolidation des positions européennes dans les négociations du GATT)** (JO Débats du 16 octobre 1992) (p. 2687).

n° 472 de M. Paul Loridant : **Catastrophes naturelles (Dédommagement des personnes empêchées de poursuivre leur activité par suite de catastrophes naturelles)** (JO Débats du 21 novembre 1992) (p. 3357).

n° 482 de Mme Hélène Luc : **Fonction publique territoriale (Statut des inspecteurs départementaux des affaires sanitaires et sociales)** (JO Débats du 21 novembre 1992) (p. 3358).

n° 489 de M. René-Pierre Signé : **Exploitants agricoles (Accélération de la réforme de l'assiette des cotisations sociales agricoles)** (JO Débats du 21 novembre 1992) (p. 3359).

INTERVENTIONS

- **Rappels au règlement de MM. Guy Robert et Louis Minetti** : fermeté du Gouvernement dans les négociations du GATT et défense des agriculteurs français (14 octobre 1992) (p. 2614).

- **Projet de loi relatif à la partie législative du livre premier (nouveau) du code rural [n° 263 (91-92)]** - (14 octobre 1992)

- **Discussion générale** (p. 2616) : « codification à droit constant » - Regroupement des textes législatifs intéressant l'aménagement et l'équipement de l'espace rural - Abrogations demandées par la commission des affaires économiques - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 2618) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (abrogation de dispositions caduques du livre 1^{er} du code rural) - **Art. 1^{er} (livre 1^{er} (nouveau) du code rural : « l'aménagement et l'équipement de l'espace rural »)** - **Art. L. 112-4 du code rural (chartes intercommunales de développement et d'aménagement)** (p. 2619) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (introduction des dispositions de l'article 31 de la loi du 7 janvier 1983 quant au rôle du département dans l'équipement routier et à l'élaboration de son programme d'aide) - **Art. L. 112-5 (parc naturel régional)** (p. 2620) : accepte l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement de la mention de « l'acte constitutif du parc naturel régional ») - **Art. L. 113-2 (mise en valeur pastorale et zones d'application de dispositions spécifiques)** (p. 2621) : accepte les amendements de la commission n° 70, rédactionnel, et n° 4 (insertion des dispositions de l'article 113-5) - **Art. L. 113-3 (groupements pastoraux)** (p. 2622) : accepte les amendements de coordination n° 5 et n° 6 de la commission - **Art. L. 113-5 (zones d'application de dispositions spécifiques)** : accepte l'amendement de coordination n° 7 de la commission - **Art. L. 113-6 (décret en conseil d'Etat)** : accepte l'amendement de suppression pour coordination n° 8 de la commission - **Art. L. 121-2 (institution d'une commission communale d'aménagement foncier)** (p. 2623) : accepte l'amendement n° 9 de la commission (recours à décret pour le zonage mis en oeuvre en application de cet article) - **Art. L. 122-7 (réclamations portées devant la commission communale d'aménagement foncier)** (p. 2627) : accepte l'amendement de rectification n° 10 de la commission - **Art. L. 123-3 (fonds devant, en cas de remembrement, être restitués à leurs propriétaires)** (p. 2628) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 11 de la commission (suppression du renvoi à l'article L. 13-15, paragraphe II, du code de l'expropriation) - **Art. L. 123-19 (attribution des terres dans la surface affectée à l'urbanisation)** (p. 2630) : accepte l'amendement de rectification n° 12 de la commission - **Art. L. 123-34 (inaccessibilité des droits de plantation)** (p. 2632) : accepte l'amendement n° 14 de la commission (suppression de la mention du caractère d'inaccessibilité prévue par décret) - **Art. L. 124-3 (échanges d'immeubles ruraux ; arbitrage de la commission départementale)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 71 de la commission - **Art. L. 124-5 (cessibilité d'un droit de plantation de vignes dans le cas d'un transfert de propriété résultant d'un échange amiable)** : accepte l'amendement n° 15 de la commission (suppression de la mention du caractère d'inaccessibilité prévue par

décret) - *Art. L. 125-10 (information des propriétaires)* (p. 2635) : accepte l'amendement n° 16 de M. Alain Pluchet (affichage en mairie à défaut d'identification) - *Art. L. 125-12 (contestations relatives à l'état d'inculture)* : accepte l'amendement rédactionnel n° 17 de la commission - *Art. L. 126-1 (aménagement agricole et forestier)* (p. 2636) : accepte l'amendement rédactionnel n° 72 de la commission - *Art. L. 126-2 (mesures spécifiques dans certains périmètres)* : accepte l'amendement n° 18 de la commission (fixation du barème des primes par arrêté conjoint du ministre de l'agriculture et du ministre de l'économie et des finances) - *Art. L. 126-3 (apport d'un immeuble à un groupement forestier)* (p. 2637) : accepte l'amendement rédactionnel n° 73 de la commission - *Section 4 - Art. L. 128-13 (dispositions particulières de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon)* (p. 2639) : accepte les amendements de suppression de la commission n° 19 et n° 20 - *Chapitre IX - Art. L. 129-1 à L. 129-6 (partage des terres vaines et vagues de Bretagne)* (p. 2640) : accepte les amendements de suppression n° 21 à n° 27 de la commission - *Art. L. 133-5 (travaux effectués par les associations foncières de remembrement)* (p. 2641, 2642) : accepte les amendements de rectification de la commission n° 28 et n° 29 - *Art. L. 135-10 (cantonement des droits de jouissance)* (p. 2643) : accepte l'amendement rédactionnel n° 30 de la commission - *Avant l'art. L. 136-1* (p. 2644) : accepte l'amendement n° 31 de la commission (division additionnelle : Section 1 : « Dispositions communes ») - *Avant l'art. L. 136-4* : accepte l'amendement n° 32 de la commission (division additionnelle : Section 2 : « Associations foncières agricoles autorisées ») - *Art. L. 136-10 (distriction des terres)* (p. 2645) : accepte l'amendement de rectification n° 33 de la commission - *Art. L. 143-10 (fixation du prix en cas de préemption)* (p. 2649) : accepte l'amendement n° 34 de la commission (désignation des commissaires du Gouvernement comme l'autorité administrative) - *Avant l'art. L. 144-1* : accepte l'amendement n° 74 de la commission (« Chapitre IV : Dispositions particulières aux départements d'outre-mer ») - *Art. L. 144-2 (concours technique des SAFER dans les DOM)* (p. 2650) : accepte l'amendement n° 35 de la commission (suppression de la mention d'un critère numérique de population) - *Section 2 - Art. L. 144-6 (dispositions particulières à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon)* : accepte les amendements de suppression n° 36 et n° 37 de la commission - *Art. L. 151-5 (évaluation de la plus-value)* (p. 2651) : accepte l'amendement rédactionnel n° 38 de la commission - *Art. L. 151-6 (cotisation afférente à chaque fonds)* : accepte l'amendement rédactionnel n° 39 de la commission - *Art. L. 151-10 et L. 151-11 (travaux de recherche d'eau)* (p. 2652) : demande le retrait des amendements de la commission, n° 40 et n° 41 - *Art. L. 151-19 (estimation de la valeur des fonds)* (p. 2653) : accepte l'amendement rédactionnel n° 42 de la commission - *Intitulé de la sous-section 1 de la section 3 du titre V avant l'art. L. 151-36* (p. 2654) : accepte l'amendement n° 43 de la commission (« travaux prescrits ou exécutés par les départements, les communes, leurs groupements et les syndicats mixtes ainsi que par les concessionnaires de ces collectivités ») - *Sous-section 3 de la section 3 du titre V - Art. L. 151-42 à L. 151-47 (travaux pour l'utilisation des eaux d'irrigation)* (p. 2655, 2656) : accepte les amendements de suppression de la commission n° 44 à n° 50 - *Section 4 - Art. L. 151-48 (dispositions particulières à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon)* : accepte les amendements de suppression n° 51 et n° 52 de la commission - *Art. L. 152-8 (construction dans les zones soumises aux servitudes de passage des engins mécaniques et de dépôt pour l'entretien des canaux d'irrigation)* : accepte l'amendement rédactionnel n° 75 de la commission - *Art. L. 152-14 et Art. L. 152-15 (servitudes dites d'aqueduc)* (p. 2659) : accepte les amendements rédactionnels n° 53 et n° 54 de la commission - *Art. L. 152-20 (servitudes d'écoulement)* : accepte l'amendement rédactionnel n° 55 de la commission - *Section 8 - Art. L. 152-24 (dispositions particulières à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon)* (p. 2660) : accepte les amendements de suppression n° 56 et n° 57 de la commission - *Chapitre III (opérations particulières) - Section 1 (suppression des étangs insalubres) - Art. L. 153-1* : accepte les amendements de suppression n° 76 et n° 77 de la commission - *Section 2 - Art. L. 153-2 à L. 153-5 (travaux de mise en valeur des marais et des terres incultes appartenant aux communes)* (p. 2661) : accepte les amendements de suppression de la

commission, n° 58 à n° 62 - *Art. L. 161-14 (dispositions applicables à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon)* (p. 2662) : accepte l'amendement de suppression n° 63 de la commission - *Art. L. 162-1 (chemins et sentiers d'exploitation)* : accepte l'amendement rédactionnel n° 64 de la commission - *Art. L. 162-6 (dispositions applicables dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon)* (p. 2663) : accepte l'amendement de suppression n° 78 de la commission - *Art. 3 (modification des dispositions d'autres codes reproduites)* (p. 2663) : accepte l'amendement n° 65 de la commission (limitation à la seule partie législative) - *Art. 4 (abrogation)* : accepte les amendements de la commission, n° 79 et n° 66 (exceptions), n° 67 de rectification, et n° 68 (abrogation) - *Après l'art. 5* : accepte l'amendement n° 69 de la commission (reprise et codification des dispositions abrogées) - *Sur l'ensemble* (p. 2665, 2666) : se félicite du travail de codification accompli - Négociations du GATT.

- **Déclaration du Gouvernement sur les négociations du GATT suivie d'un débat [n° 69 (92-93)]** - (26 novembre 1992) (p. 3490) : problème de la conformité des accords de Washington avec la politique agricole commune - (p. 3491) : clause de paix - Volonté des Etats-Unis de démanteler la politique agricole commune - Rééquilibrage demandé par l'Allemagne - Incompatibilités formelles et incompatibilités d'ordre économique de l'accord de Washington avec la réforme de la PAC - Système des prélèvements variables appliqué à l'importation - Nouvelle clause de sauvegarde - Clause de l'accès minimum - Contingentement des exportations aidées - Fixation de la jachère - (p. 3492) : baisse des quotas laitiers - Viande bovine - Céréales - Secteur du vin - (p. 3505) : volonté farouche de défendre l'agriculture française.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social - Nouvelle lecture [n° 173 (92-93)]** - (22 décembre 1992) - **Après l'art. 13 terdecies** (p. 4707, 4708) : accepte l'amendement n° 2 de M. Roland du Luart (option donnée aux agriculteurs d'asseoir leurs cotisations sur le revenu de la dernière année connue ; délai de formulation et durée de cette option) - Durée de l'option - Délai de formulation de l'option - Problème du revenu fiscal et du revenu social.

SOUCARET (Raymond), sénateur du Lot-et-Garonne (RDE).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes, jusqu'au 1^{er} octobre 1992.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux relations entre transporteurs routiers de marchandises donneurs d'ordres et sous-traitants (10 décembre 1992).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du régime pétrolier (16 décembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement [n° 485 (91-92)]** - (2 juillet 1992) (p. 2370) : désarroi des paysans - Financement de la politique agricole commune, PAC - Aide spécifique de l'Europe - Cotisations sociales - Endettement des agriculteurs - Taxe sur le foncier non bâti - Jachères - Aggravation de la crise agricole - (p. 2371) : désertification du territoire.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur les négociations du GATT [n° 69 (92-93)]** - (26 novembre 1992) (p. 3502) : accord du GATT : coup de grâce pour les paysans -

Impensable d'accroître les « friches » alors que la famine sévit dans le monde - Le Gouvernement est coupable de n'avoir rien préparé pour sauver le monde rural - Révolte des campagnes - M. Delors accepte le compromis de Washington - Volonté farouche de défendre l'agriculture française.

SOUFFRIN (Paul), sénateur de la Moselle (C).

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.
- Secrétaire de la commission d'enquête sur le système trans-fusionnel français en vue de son éventuelle réforme, jusqu'au 12 juin 1992.
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre le chômage d'exclusion (30 juin 1992).
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux assistantes maternelles et modifiant le code de la famille et de l'aide sociale, le code de la santé publique et le code du travail (22 juin 1992).
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux relations entre les médecins et l'assurance maladie (24 juin 1992).
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle et modifiant le code du travail (3 juillet 1992).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 3 au 5 février 1992 par une délégation chargée d'étudier les régimes de protection sociale dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle [n° 420 (91-92)] (17 juin 1992) - Sécurité sociale.

QUESTIONS

Questions orales avec débat :
 n° 19 (JO Débats du 19 juin 1992) (p. 1859) - Ministère : Agriculture - Réforme de la politique agricole commune - Politique agricole commune (PAC).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement [n° 184 (91-92)]** - (20 janvier 1992) - Discussion générale (commune avec celle du projet n° 183) - Voir intervention sous le projet n° 183 (p. 264 à 265).
- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux [n° 183 (91-92)]** - (20 janvier 1992) - Discussion générale (commune avec celle du projet n° 184) (p. 264) : rôle des élus - Décentralisation - Transfert de charges - Communes rurales - Crédits d'heures - Autorisations d'absence - (p. 265) : protection et formation de l' élu - Formation des élus - Situation financière des collectivités territoriales - Transparence des revenus - Fiscalisation - **Art. 1^{er} (garanties accordées aux conseillers municipaux dans l'exercice de leur mandat)** - **Art. L. 121-36 du code des communes (autorisations d'absence accordées aux salariés membres d'un conseil municipal)** (p. 280, 281) : ses amendements n° 155, soutenu par

M. Ivan Renar : possibilité pour les élus salariés de bénéficier d'heures d'absence en vue de favoriser les contacts avec la population ; et n° 156 : participation aux associations d'élus ; et n° 157, soutenu par M. Ivan Renar : rémunération des heures passées en séances ou réunions ; rejetés - **Après l'art. L. 121-36** (p. 282) : son amendement n° 158 : possibilité pour des élus de la commune d'assister à des réunions dans l'enceinte de l'entreprise sur invitation des sections syndicales ; rejeté - **Art. L. 121-37 (compensation des pertes de revenus subies du fait des absences)** (p. 283) : son amendement de suppression n° 159, soutenu par M. Ivan Renar ; adopté - **Art. L. 121-38 (crédits d'heures accordés au salarié membre d'un conseil municipal)** (p. 287) : se déclare opposé à l'amendement n° 28 de la commission (absences simultanées de plusieurs élus municipaux) - **Art. L. 121-39 (majoration de la durée des crédits d'heures)** : son amendement n° 160 : suppression de cette limitation pour les maires des communes de plus de 10 000 habitants ; rejeté - **Art. L. 121-41 (modalités d'application)** (p. 290) : son amendement n° 161 : extension aux élus locaux des dispositions de protection au regard de l'emploi dont bénéficient les délégués du personnel ; devenu sans objet - **Après l'art. L. 121-41** (p. 291) : son amendement n° 162 : impossibilité de poursuivre des élus lorsqu'ils exercent des responsabilités dans la défense des intérêts de la population ; rejeté - **Art. L. 121-44 (extension à certains élus municipaux des dispositions du code du travail et du statut général de la fonction publique)** (p. 293) : ses amendements, soutenus par Ivan Renar, n° 165 : prise en compte des maires et adjoints des petites communes ; et n° 164 : cas des élus fonctionnaires dont les déplacements et nominations viendraient entraver l'exercice de leur mandat ; rejetés ; et n° 163 : stage de remise à niveau ; adopté - **Après l'art. L. 121-44** (p. 294) : son amendement n° 166 : détachement de plein droit pour l'exercice d'un mandat local ; rejeté - **Art. L. 121-45 (protection sociale des maires de certaines communes qui cessent leur activité professionnelle)** : son amendement de coordination n° 167, soutenu par M. Ivan Renar ; adopté - **Art. 6 (garanties accordées aux membres de conseils généraux)** - **Art. 2 de la loi du 10 août 1871 (régime d'autorisations d'absence)** (p. 296, 297) : ses amendements de coordination n° 168, n° 169 et n° 170 ; rejetés - **Après l'art. 6 de la loi précitée** (p. 298) : son amendement de coordination n° 171 ; adopté - **Art. 7 de la loi précitée (suspension du contrat de travail ou détachement en cas d'élection à certaines fonctions)** : son amendement n° 172 : extension à l'ensemble des conseillers généraux ; rejeté.

Suite de la discussion - (21 janvier 1992) - **Après l'art. 9** (p. 310) : son amendement n° 173, soutenu par M. Louis Minetti : financement du titre I^{er} de la présente loi ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 10 (droit des élus municipaux à la formation)** - **Après l'art. L. 121-46 du code des communes** (p. 312) : son amendement n° 174, soutenu par M. Ivan Renar : association d'élus et organismes de formation ; rejeté - **Art. L. 121-47 (conditions financières d'exercice du droit à la formation)** (p. 313, 314) : ses amendements, soutenus par M. Ivan Renar, n° 175 : compensation des charges supportées par l'employeur ; et n° 176 : participation de l'Etat ; rejetés - **Art. L. 121-48 (institution d'un congé-formation)** : son amendement n° 177, soutenu par M. Ivan Renar : durée du congé de formation pour les élus municipaux et départementaux ; rejeté - **Art. 13 (droit des élus départementaux à la formation)** - **Art. 10 de la loi du 10 août 1871 (objet de la formation)** (p. 317) : son amendement n° 178, soutenu par M. Louis Minetti : association d'élus et organismes de formation ; rejeté - **Art. 11 de la loi précitée (mode de calcul de la compensation de la perte de revenu)** : son amendement n° 179, soutenu par M. Louis Minetti : augmentation des temps de formation pour les conseillers généraux ; rejeté - **Art. 12 de la loi précitée (fonction publique)** (p. 318) : amendement de coordination n° 180 ; rejeté - **Après l'art. 16** (p. 320) : son amendement n° 182 : participation de l'Etat à la formation des élus ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 35 - **Art. 17 (régime indemnitaire des élus municipaux)** (p. 322, 323) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 183 : fiscalisation des indemnités ; rejeté ; n° 184 : élus de condition modeste ; devenu sans objet - (p. 329) : son amendement n° 185, soutenu par M. Robert Pagès : abattement à la base ; rejeté - **Art. 28 (retraite des élus municipaux)** (p. 350) : son amendement n° 186, soutenu par M. Robert Pagès : cas des élus qui n'étaient plus en fonction au 1^{er} janvier 1973 et qui totalisent plus de

douze années de mandat ; retiré - **Après l'art. 16 (suite)** (p. 368) : son amendement n° 182, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté.

- **Projet de loi modifiant le livre V du code de la santé publique et relatif à la pharmacie et au médicament [n° 23 (91-92)]** - (19 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1246) : définition et distribution des médicaments - Pharmacie hospitalière - Médicaments inutilisés - Autorisation de mise sur le marché - Médicaments exportables - Ouverture d'établissements pharmaceutiques - (p. 1247) : préparateurs en pharmacie - **Art. 1^{er}** (*Art. L. 511-1 du code de la santé publique - intégration de certaines directives européennes en droit français ; définitions*) (p. 1251) : son amendement n° 50 : définition des préparations effectuées dans les pharmacies des établissements de santé ; devenu sans objet - **Art. 6** (*Chapitre 1^{er} bis du Titre II du Livre V du code de la santé publique - règles applicables aux pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et des établissements médico-sociaux traitant des malades*) - **Art. L. 595-1 du code de la santé publique (établissements autorisés à créer une pharmacie à usage intérieur)** (p. 1256) : son amendement n° 51 : contrôle des établissements comportant des pharmacies à usage intérieur ; devenu sans objet - **Art. L. 595-2 (conditions de gérance des pharmacies à usage intérieur)** (p. 1257) : son amendement n° 52 : énumération des principales fonctions du pharmacien chargé d'assurer la gestion d'une pharmacie à usage intérieur ; devenu sans objet - **Art. L. 595-3 (création, transfert ou suppression d'une pharmacie à usage intérieur ; régime d'autorisation)** (p. 1259) : son amendement n° 53 : motivation du refus ; retiré - **Art. L. 595-5 (détention et délivrance de médicaments dans les établissements de santé ne disposant pas de pharmacie intérieure)** : son amendement n° 54 : responsabilité du pharmacien attaché à l'établissement ; devenu sans objet - **Art. L. 595-7 (cession exceptionnelle de médicaments, par une pharmacie à usage intérieur, à une autre pharmacie à usage intérieur ou au public)** (p. 1261) : son amendement n° 55 : information de l'autorité départementale lorsque l'approvisionnement est réalisé avant la demande ; retiré - **Après l'art. 6** (p. 1264) : son amendement n° 56 : accession à la profession de préparateur en pharmacie ; retiré - **Art. 11** (*Art. L. 596 - définition des établissements pharmaceutiques*) (p. 1265) : son amendement n° 57 : dérogation permettant à certains établissements publics de créer un établissement pharmaceutique ; rejeté - **Art. 13** (*Art. L. 598 - régime de l'autorisation d'ouverture d'un établissement pharmaceutique*) (p. 1267) : son amendement n° 58 : motivation du refus ; retiré - **Art. 18** (*Art. L. 601-2 - dérogations au régime juridique de l'autorisation de mise sur le marché*) (p. 1268) : son amendement n° 59 : application des normes françaises aux médicaments importés ; devenu sans objet - **Art. 19** (*Art. L. 603 - certification des médicaments destinés à l'exportation*) (p. 1270) : son amendement n° 60 : autorisation de mise sur le marché national pour le médicament exporté ; rejeté - **Art. 23** (*fabrication industrielle de médicaments par les établissements publics de santé*) (p. 1271) : son amendement n° 61 : suppression de la référence à la date du 31 décembre 1991 impliquant que seuls les établissements fabricant industriellement des médicaments peuvent demander l'autorisation prévue ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1273) : avec le groupe communiste, s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 460 (91-92)]** - (30 juin 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2222, 2223) : monde sportif et argent - Formation d'éducateurs compétents - Abstention du groupe communiste sur ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique - Nouvelle lecture [n° 459 (91-92)]** - (30 juin 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2227) : importance de la lecture publique - Villes moyennes - Transferts de charges - Salles d'art et d'essais - Abstention du groupe communiste sur ce texte.

- **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale**

et professionnelle [n° 402 (91-92)] - Suite de la discussion - (30 juin 1992) - Art. 18 (par priorité) (renouvellement des contrats emploi-solidarité et aménagement du dispositif de sortie pour certaines catégories de bénéficiaires) (p. 2233) : soutient l'amendement n° 127 de Mme Marie-Claude Beaudeau (proposition d'un contrat à durée obligatoirement indéterminée à un salarié sortant d'un contrat emploi-solidarité) - **Après l'art. 18** (p. 2234) : soutient l'amendement n° 128 de Mme Marie-Claude Beaudeau (possibilité pour l'usager des organismes paritaires exerçant une mission de service public de se faire accompagner par une personne de son choix) - **Après l'art. 19 ter (par priorité)** (p. 2236) : au nom du groupe communiste, se déclare défavorable à l'amendement n° 111 du Gouvernement (prorogation d'un an des différents délais fixés par la loi d'orientation pour la ville en rapport avec l'élaboration des programmes locaux de l'habitat) - **Art. 2 bis (forfait pour jardin personnel)** (p. 2244) : soutient les amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 117 (suppression du forfait logement) et n° 118 (absence de prise en compte des allocations familiales dans le calcul du RMI) - **Art. 3 (prise en compte d'un enfant à naître pour l'attribution du RMI aux moins de vingt-cinq ans)** (p. 2245) : soutient les amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 119 (extension du bénéfice du RMI aux jeunes ayant moins de vingt-cinq ans) et n° 120 (rapprochement entre le RMI et l'impôt de solidarité sur la fortune, ISF) - **Art. 4 (allocation de revenu minimum d'insertion : attribution, versement, suspension)** (p. 2248) : soutient l'amendement n° 121 de Mme Marie-Claude Beaudeau (suppression de la possibilité de suspension du versement de l'allocation si, dans les trois mois, un contrat d'insertion n'est pas conclu) - A défaut d'adoption de cet amendement, votera l'amendement n° 50 de la commission (suspension du versement de l'allocation pour non-établissement du contrat du fait de l'intéressé et sans motif légitime avec possibilité pour l'intéressé de faire connaître ses observations avant toute décision) - (p. 2249) : soutient l'amendement n° 122 de Mme Marie-Claude Beaudeau (suppression de la possibilité de suspension du versement de l'allocation pour non-renouvellement du contrat du fait de l'intéressé et sans motif légitime).

- **Projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 462 (91-92)]** - (30 juin 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2269, 2270) : environnement - Avis favorable du groupe communiste sur ce texte.

- **Conclusions du rapport de M. Jacques Oudin, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi n° 376 rectifiée (91-92), déposée avec M. Roger Husson, tendant à remplacer le régime complémentaire de retraite institué au profit des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques par un nouveau régime complémentaire de retraite et de prévoyance [n° 442 (91-92)]** - (30 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 2275) : situation de l'institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques, IRCANTEC - Conseil d'administration - Elus locaux - Emplois publics - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2278) : avis défavorable du groupe communiste sur ce texte.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail [n° 428 (91-92)]** - (3 juillet 1992) - **Après l'art. 1^{er} A** (p. 2422) : son amendement n° 38, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : objectif d'obtention d'une première qualification professionnelle de niveau 5 ; rejeté - **Art. 1^{er}** (*adaptation de la durée du contrat au niveau de compétence de l'apprenti*) : ses amendements n° 39, de suppression, soutenu par M. Jean Garcia ; rejeté ; et n° 40, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : alignement de la durée du contrat sur la durée du cycle de formation en faisant l'objet ; rejeté - **Après l'art. 1^{er}** (p. 2425) : son amendement n° 41, soutenu par M. Jean Garcia : centres de formation d'apprentis, CFA : définition de principes et contrôle pédagogique de l'éducation nationale ; rejeté - **Art. 2 (délégation par le CFA de tout ou partie des enseignements)** (p. 2426) : ses amendements, soutenus par Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 42, de suppression, et n° 43 : suppression de la possibilité offerte aux entreprises de dispenser elles-mêmes une partie des enseignements délivrés en centre de formation ; rejetés - **Art. 3 (initiative de**

la création d'un CFA et contenu de la convention) (p. 2427) : son amendement n° 44, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : représentation des organisations syndicales représentatives au sein du conseil de perfectionnement ; rejeté - **Art. 4 (intervention des branches professionnelles dans la fixation de la durée de la formation)** (p. 2428) : ses amendements, soutenus par M. Jean Garcia, n° 45 de suppression, et n° 46 : fixation de la durée minimale des cours ; rejetés - **Après l'art. 4** (p. 2430) : ses amendements, soutenus par Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 47 : statut national des personnels enseignants des CFA ; et n° 48 : mention de l'interdiction du travail du dimanche et du travail de nuit dans le contrat d'apprentissage ; rejetés - **Art. 5 (procédure d'agrément de l'entreprise)** (p. 2431) : ses amendements n° 49, soutenu par M. Jean Garcia : conditions requises de l'entreprise ; rejeté ; et n° 50, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : double agrément de l'entreprise et du maître d'apprentissage ; devenu sans objet - **Après l'art. 6** (p. 2435) : son amendement n° 51, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : salaire des apprentis ; rejeté - **Art. 7 (coordination et harmonisation - Rôle du maître d'apprentissage - Salaire de l'apprenti)** (p. 2436) : son amendement n° 53, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : retour à la fixation semestrielle de la rémunération de l'apprenti ; rejeté - **Après l'art. 7** (p. 2437 à 2439) : ses amendements, soutenus par M. Jean Garcia, n° 54 : interdiction des dérogations à la durée légale du travail pour les apprentis ; n° 55 : interdiction du travail de nuit ; n° 56 : représentation des apprentis au sein des CFA ; et n° 57 : droits syndicaux ; rejetés - Ses amendements, soutenus par Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 58 : participation des délégués syndicaux et du personnel ; n° 59 : maîtres d'apprentissage au sein de l'entreprise ; n° 60 : prise en compte des apprentis dans le calcul des effectifs des entreprises ; et n° 61 : droit de vote et d'éligibilité aux élections professionnelles ; rejetés - **Art. 8 (financement de la formation des maîtres d'apprentissage)** : son amendement de suppression n° 62, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet ; rejeté - **Après l'art. 8** (p. 2441) : ses amendements, soutenus par Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 63 : nouveau système de financement de l'apprentissage ; et n° 64 : suppression des exonérations patronales ; rejetés - **Art. 9 (inspection de l'apprentissage)** (p. 2442) : son amendement n° 65, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : suppression de la référence à l'enseignement supérieur ; rejeté - **Art. 10 (consultation et information du comité d'entreprise)** (p. 2443) : son amendement n° 66 : pouvoir de délibération du comité d'entreprise ; rejeté - (p. 2444) : son amendement n° 67, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : extension des domaines de consultation du comité d'entreprise ; rejeté - **Art. 11 (introduction, à titre expérimental, de l'apprentissage dans le secteur public)** (p. 2445) : son amendement de suppression n° 68, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet ; rejeté - **Art. 13 (dispositions spécifiques aux contrats d'apprentissage dans le secteur public)** (p. 2446) : son amendement n° 69, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : fixation du salaire minimum de l'apprenti ; rejeté.

SOUPLET (Michel), sénateur de l'Oise (UC).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, jusqu'au 1^{er} octobre 1992.

Membre suppléant du Conseil supérieur du cheval.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux relations entre transporteurs routiers de marchandises donneurs d'ordres et sous-traitants (10 décembre 1992).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement (26 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du régime pétrolier (16 décembre 1992).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à rendre obligatoire l'addition de 5 % de carburant d'origine agricole aux carburants pétroliers [n° 509 (91-92)] (6 août 1992 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992) - **Hydrocarbures**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur sa proposition de loi [n° 509 (91-92)] déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à rendre obligatoire l'addition de 5 % de carburant d'origine agricole aux carburants pétroliers [n° 26 (92-93)] (28 octobre 1992) - **Hydrocarbures**.

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 36 (JO Débats du 3 octobre 1991) (p. 2562) - Ministère : Agriculture - *Situation de l'agriculture et de l'élevage* - (Caduque avril 1992) - **Agriculture**.

n° 3 (JO Débats du 9 avril 1992) (p. 545) - Ministère : Agriculture - *Situation de l'agriculture et de l'élevage* - **Agriculture**.

Questions orales européennes avec débat :

n° 8 (JO Débats du 5 décembre 1991) (p. 2664) - Ministère : Affaires européennes - *Réforme de la politique agricole commune* - **Politique agricole commune (PAC)**.

n° 4 (JO Débats du 9 avril 1992) (p. 545) - Ministère : Affaires européennes - *Réforme de la politique agricole commune* - **Communauté économique européenne (CEE)**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République - Deuxième lecture [n° 117 (91-92)] - Suite de la discussion** - (14 janvier 1992) - **Avant l'art. 56 bis** (p. 148, 149) : son amendement n° 161 : présidents des chambres départementales de l'agriculture ; adopté.

- **Projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement - Deuxième lecture [n° 362 (91-92)]** - (22 juin 1992) - **Art. 32** (p. 1925) : son amendement de suppression n° 1 ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement [n° 385 (91-92)] - Suite de la discussion** - (26 juin 1992) - **Art. 1^{er}** (*modification de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets*) - **Paragraphe VI (étude d'impact)** (p. 2091) : son amendement n° 75, soutenu par M. Xavier de Villepin : examen des techniques avant d'envisager la solution de reprise des déchets ; retiré - **Paragraphe VII (garanties financières)** (p. 2092) : ses amendements, soutenus par M. Xavier de Villepin, n° 77 : description des garanties financières dans le dossier de demande d'autorisation lors de son dépôt ; et n° 76 : amende exigée dans le cas de manquement à la constitution des garanties ; adoptés - **Paragraphe XI (information de l'administration sur le courtage et le négoce des déchets)** (p. 2093) : son amendement n° 78, soutenu par M. Xavier de Villepin : nouvelle rédaction de cet article ; retiré - **Paragraphe XIV (plans pour l'élimination de déchets)** (p. 2094) : sur l'amendement n° 21 de la commission (nouvelle rédaction de ce paragraphe), son sous-amendement n° 79, soutenu par M. Xavier de Villepin ; adopté.

- **Art. 2 (modifications du code des communes)** (p. 2120) : son amendement n° 80, soutenu par M. Xavier de Villepin : suppression de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères lorsque la redevance spéciale est instituée ; retiré - **Art. 5 (modifications de la loi 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) - Paragraphe II (autorisation du changement d'exploitant)** (p. 2126) : son amendement rédactionnel n° 82, soutenu par M. Xavier de Villepin - **Art. 7 (introduction de dispositions financières dans la loi du 15 juillet 1975) - Art. 22-2 de la loi du 15 juillet 1975 (taxe sur la mise en décharge)** (p. 2134) : son amendement n° 62, soutenu par M. Xavier de Villepin : dispense de la taxe de vingt francs par tonne pour les déchets déjà valorisés ; adopté.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement [n° 485 (91-92)]** - (2 juillet 1992) (p. 2367) : négociations du GATT - Mobilisation du monde rural - (p. 2368) : consommateurs français - Chômage - Famine - Santé dans le monde - Jachères énergétiques - Biocarburants - Diversification des sources d'énergie.

- **Conclusions du rapport de M. Michel Souplet, fait au nom de la commission des affaires économiques et du Plan sur sa proposition de loi (n° 509, 1991-1992) déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à rendre obligatoire l'addition de 5 p. 100 de carburant d'origine agricole aux carburants pétroliers [n° 26 (92-93)]** - (4 novembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3016, 3017) : groupe de travail chargé d'étudier l'utilisation de la biomasse à des usages non alimentaires - Besoins nutritionnels de la planète - Suppression progressive du plomb dans les carburants et substitution de l'éthanol au plomb - Défisiscalisation de l'incorporation d'alcool dans un carburant non polluant - Gel des surfaces agricoles - Contradiction entre les déclarations en faveur des biocarburants et les obstacles mis à leur utilisation - Position des pétroliers en faveur de l'incorporation d'éthanol dans les essences - Réforme de la PAC et conséquence de la mise en jachère des terres - Nécessité de mise en place d'une grande filière des biocarburants - Bioéthanol - Huiles végétales - Bilan énergétique et écologique des biocarburants - (p. 3018) : diminution des utilisations d'intrants - Exonération de la taxe intérieure sur les produits pétroliers, TIPP, pour les biocarburants - Recommandations de l'Agence internationale de l'énergie, AIE - Production de biocarburants et remède à la crise actuelle - Coût global d'incorporation des carburants d'origine agricole dans les carburants pétroliers - Compensation des pertes de recettes - (p. 3027) : se réjouit de la volonté d'aboutir du Gouvernement - Nécessité de couvrir les besoins énergétiques - Réforme de la PAC - Négociations du GATT - Souhaite le vote à l'unanimité de la proposition - **Art. unique (obligation d'incorporation)** (p. 3029) : mise en place des usines d'alcool.

projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes (24 janvier 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens (3 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives (18 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la Nation, l'Etat et la paix publique (24 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1992 (18 décembre 1992).

DÉPÔTS

Proposition de résolution, déposée avec plusieurs de ses collègues, « portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice » [n° 49 (92-93)] (17 novembre 1992) - **Commissions d'enquête parlementaires.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Education nationale et culture** - II - Culture et communication - Culture - [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 12 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne » [n° 334 (91-92)] - Suite de la discussion** - (9 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1495) : citoyenneté européenne - Démocratie - Ardennes françaises - (p. 1496) : entente franco-allemande - Nation - Rôle du Sénat - Politique étrangère et de sécurité commune - Danemark - Construction européenne.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 477 (91-92)]* - (7 juillet 1992) - **Art. unique - Art. 222-18 du code pénal** (p. 2497) : dépistage systématique du SIDA - **Art. 223-11-1 B** (p. 2498) : application de la loi Veil - Introduction de la clause de détresse.

- **Conclusions du rapport de M. Charles Jolibois, fait au nom de la commission élue spécialement pour son examen conformément à l'article 86, alinéa 3, du règlement, sur la proposition de résolution (n° 49, 92-93) de M. Jacques Sourdille déposée avec plusieurs de ses collègues portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice [n° 101 (92-93)]** - (10 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3892) : principe de la présomption d'innocence - Exigence de vérité - Importante multiplication du nombre de séropositifs en France depuis sept ans - Droits et devoirs du contaminé - Rôle de la commission d'enquête sénatoriale pour la connaissance des faits - Nécessaire recherche de la vérité et du droit de justice - **Art. unique** (p. 3899) : à titre personnel, se déclare favorable à l'amendement n° 1 de M. Marc Lauriol (renvoi de M. Laurent Fabius devant la commission d'instruction de la Haute Cour de justice).

SOURDILLE (Jacques), sénateur des Ardennes (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

Membre de la commission des finances (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire de l'Office parlementaire des choix scientifiques et technologiques ; de nouveau membre titulaire de cet Office (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992).

- Président de la commission d'enquête sur le système transfroncier français en vue de son éventuelle réforme, jusqu'au 12 juin 1992.

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice (*JO Lois et décrets* du 25 novembre 1992), puis président (*JO Lois et décrets* du 27 novembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

– **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique de sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine et modifiant le code de la santé publique** [n° 71 (92-93)] - (16 décembre 1992) = **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4154, 4155) : prévention de la contamination par le virus du sida par voie sexuelle - Voter ce projet de loi.

– **Proposition de résolution portant saisine de la commission d'instruction prévue par l'ordonnance n° 59-1 du 2 janvier 1959 portant loi organique sur la Haute Cour de justice pour M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, Mme Georgina Dufoux, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat à la santé auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** [n° 165 (92-93)] - (20 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4521) : découverte des virus du SIDA par le professeur Montagnier dès 1983 - Importance du nombre de séropositifs en France - Mise en accusation de trois ministres ou de deux - (p. 4522) : rôle de la recherche et de la prévention de santé publique - Intégration sociale des contaminés.

SOUVET (Louis), sénateur du Doubs (RPR).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires sociales.

De nouveau membre de cette commission (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992) ; puis vice-président (*JO* Lois et décrets du 9 octobre 1992).

- Membre titulaire du Haut Conseil du secteur public.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre le chômage d'exclusion (30 juin 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale (14 octobre 1992).

DÉPÔTS

Rapport, déposé avec M. Pierre Louvot, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 402 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, après déclaration d'urgence, portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle [n° 440 (91-92)] (24 juin 1992) - **Politique économique et sociale**.

Rapport, fait avec M. Pierre Louvot, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle [n° 478 (91-92)] (2 juillet 1992) - **Politique économique et sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 514 (91-92)] relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage [n° 16 (92-93)] (21 octobre 1992) - **Travail**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la lutte contre la prolifération des graffitis en milieu urbain [n° 412 (90-91)] (25 juin 1991) - **Environnement** - Reprise le 23 octobre 1992.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Travail, emploi et formation professionnelle** - [n° 60 (92-93)] tome 7 (24 novembre 1992).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 97 (92-93)] modifié par l'Assemblée nationale, relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage [n° 123 (92-93)] (15 décembre 1992) - **Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage [n° 162 (92-93)] (19 décembre 1992) - **Travail**.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle** [n° 402 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (30 juin 1992) - Rapporteur - **Art. 18 (par priorité) (renouvellement des contrats emploi-solidarité et aménagement du dispositif de sortie pour certaines catégories de bénéficiaires)** (p. 2230) : chômage de longue durée - Politique d'exonération de charges et d'aides financières à l'emploi - Contrats emploi-solidarité, CES - Contrats de retour à l'emploi, CRE - (p. 2231) : déficit de l'assurance-chômage - Contribution « Delalande » - Affiliation obligatoire à l'assurance-chômage des employeurs publics engageant occasionnellement des intermittents du spectacle - Mesures de contrôle des demandeurs d'emplois - (p. 2233, 2234) : s'oppose à l'amendement n° 127 de Mme Marie-Claude Beaudou (proposition d'un contrat à durée obligatoirement indéterminée à un salarié sortant d'un contrat emploi-solidarité) - **Après l'art. 18** : s'oppose à l'amendement n° 128 de Mme Marie-Claude Beaudou (possibilité pour l'usager des organismes paritaires exerçant une mission de service public de se faire accompagner par une personne de son choix) - **Art. 19 (par priorité) (contrat de retour à l'emploi : fixation par décret des conditions de l'aide forfaitaire de l'Etat)** (p. 2235) : son amendement rédactionnel n° 74 ; adopté - **Art. 20 bis (par priorité) (prorogation du dispositif « exo-jeunes »)** : son amendement n° 75 ; prorogation de l'« exo-jeunes » jusqu'au 31 octobre 1992 ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 20 ter (par priorité) (élargissement de la notion de licenciement pour motif économique)** (p. 2237) : accepte l'amendement n° 1 de M. Xavier de Villepin (soumission à la procédure de licenciement collectif pour motif économique des licenciements s'inscrivant dans un plan concerté de compression des effectifs pour motif économique) - **Art. 21 (par priorité) (affiliation au régime de l'assurance-chômage des groupements d'intérêt public pour leurs agents non statutaires, et des employeurs publics pour les intermittents du spectacle qu'ils engagent occasionnellement)** : son amendement rédactionnel n° 76 ; adopté - **Art. 22 ter (par priorité) (augmentation temporaire de la contribution « Delalande »)** : ses amendements n° 77, de suppression ; adopté ; et n° 78 : exclusion du champ d'application des plans sociaux présentés aux comités d'entreprises ou aux délégués du personnel ou notifiés à l'autorité administrative compétente avant le 10 juin 1992 ; devenu sans objet - **Art. 22 quater (par priorité) (fixation par décret du montant de la contribution « Delalande » à compter du 1^{er} août 1992)** (p. 2239) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Xavier de Villepin (suppression de la référence à la date du 1^{er} août 1992) - Son amendement de coordination n° 79 ; adopté.

Nouvelle lecture [n° 489 (91-92)] - (8 juillet 1992) - Rapporteur - **Discussion générale et art. 22 ter et 22 quater** : son intervention et ses amendements présentés par M. Pierre Louvot, rapporteur (p. 2525 et 2526, 2542 et 2543).

– **Projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage** [n° 514 (91-92)] - (4 novembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2983, 2984) : temps partiel et lutte contre le chômage - Statistiques relatives au travail à temps partiel - Rapport de M. Jean Marimbert - Surcoût du travail à temps partiel pour les entreprises - Allègement des charges sociales et compensation de l'allègement - Nécessité d'un bilan - Propositions de la commission pour la mise en oeuvre du temps partiel - (p. 2985) : régimes de préretraite progressive - Dispositif de tutorat - Propositions de la commission dans le domaine de la préretraite - Assurance chômage - Déficit de l'UNEDIC -

Contribution forfaitaire pour frais de dossiers - Travail clandestin - Allègement des procédures - Souhaite l'adoption du projet de loi - **Question préalable** (p. 2995) : s'oppose à la motion n° 26 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Nécessité d'encourager le travail à temps partiel et de transcrire dans la loi l'accord du 18 juillet 1992 relatif à l'assurance chômage - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 2997 à 2999) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 27 (réduction de la durée du travail sans diminution de salaire), n° 28 (initiative du salarié), n° 29 (établissement d'une durée plancher pour le travail à temps partiel), n° 30 (remplacement de l'avis du comité d'entreprise par l'accord de celui-ci), n° 31 (possibilité de prévoir par convention ou accord collectif d'entreprises ou d'établissements des dispositions plus favorables au salarié), n° 32 (alignement du contrat à temps partiel sur les contrats à durée indéterminée), n° 33 (mentions obligatoires du contrat) et n° 34 (fractionnement de la durée quotidienne du travail) - **Art. 1^{er}** (*régimes légal et conventionnel des heures complémentaires - Art. L. 214-4-3 du code du travail*) (p. 3000) : s'oppose à l'amendement n° 35 de Mme Michelle Demessine (impossibilité pour une convention de prévoir une mesure défavorable aux salariés) et accepte l'amendement n° 48 de M. Jean Madelain (possibilité de modifier la limite d'heures complémentaires par voie d'accords de branches étendus ou par voie d'accords d'entreprises) - Son amendement n° 4 : répartition partielle des heures complémentaires sur l'année ; adopté - (p. 3001) : s'oppose à l'amendement n° 36 de Mme Michelle Demessine (suppression des alinéas prévoyant la diminution du délai de prévenance par voie de convention) - Ses amendements n° 5 : renforcement des garanties offertes aux salariés ; et n° 6 : dispositions relatives à l'initiative du temps partiel par le salarié et introduction de garanties nouvelles en faveur des salariés ; adoptés - **Après l'art. 1^{er}** (p. 3002) : s'oppose aux amendements n° 37 (recours aux heures complémentaires) et n° 38 (dérogation à la durée hebdomadaire de temps partiel) de Mme Michelle Demessine - **Avant l'art. 2** : s'oppose à l'amendement n° 39 de Mme Michelle Demessine (reprise d'une disposition de l'ordonnance du 26 mars 1982 relative à la prise en compte des effectifs à temps partiel pour déterminer le nombre de représentants du personnel) - **Art. 2** (*régime des heures complémentaires pour les contrats de travail conclus avant la date de promulgation de la loi*) (p. 3003) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 40 de Mme Michelle Demessine - **Art. 3** (*institution d'un abattement sur les cotisations sociales patronales - Division nouvelle et art. L. 322-12 nouveau du code du travail*) (p. 3004) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 41 de Mme Michelle Demessine - Ses amendements n° 7 : possibilité de répartition annuelle d'une partie des heures complémentaires ; n° 8 de coordination ; et n° 9 : inclusion, parmi les garanties mentionnées sur le contrat, d'une période minimale de travail continu et du nombre de coupures admises dans une même journée ; adoptés - Accepte l'amendement n° 23 de M. Roger Lise (bénéfice d'un abattement de 30 % pour les agents non titulaires des collectivités territoriales d'outre-mer) - **Art. 4** (*rétroactivité des dispositions relatives à l'abattement de cotisations sociales*) (p. 3005) : ses amendements n° 10, rédactionnel, et n° 11 : impossibilité de mettre en oeuvre le dispositif d'embauches compensatrices avant la promulgation de la loi ; adoptés - S'oppose à l'amendement de suppression n° 42 de Mme Michelle Demessine - **Après l'art. 4** (p. 3006) : s'oppose à l'amendement n° 43 de Mme Michelle Demessine (litige relatif au nombre d'heures de travail effectuées) - **Art. 5** (*conventions de préretraites progressives*) (p. 3007) : ses amendements n° 12 rédactionnel ; adopté ; et n° 13 : mode de calcul des prestations de sécurité sociale d'un salarié en préretraite progressive ; retiré - S'oppose à l'amendement n° 44 de Mme Michelle Demessine (suppression du caractère modulable sur un an du temps partiel) - **Après l'art. 5** (p. 3008) : son amendement n° 14 : introduction dans le code de la sécurité sociale des dispositions relatives à la protection sociale contre les accidents du travail des tuteurs bénévoles et renvoi à un décret ; adopté - **Art. 6** (*institution de l'allocation unique dégressive - Art. L. 351-2 du code du travail*) (p. 3009) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 45 de Mme Michelle Demessine - **Après l'art. 6** : son amendement de coordination n° 15 ; adopté - **Art. 7** (*modalités d'attribution et de calcul de l'allocation unique dégressive*) (p. 3010) : son amendement n° 16 : prise en compte de la durée d'affiliation au régime d'assurance chômage ; adopté - S'oppose à

l'amendement de suppression n° 46 de Mme Michelle Demessine et, à titre personnel, à l'amendement n° 50 du Gouvernement (prise en compte de la durée de l'activité salariée antérieure) - **Art. 8** (*modalités de financement de l'allocation d'assurance chômage - Art. L. 351-3-1 du code du travail*) : son amendement rédactionnel n° 17 ; adopté - (p. 3011) : son amendement n° 18 : suppression, à partir du 1^{er} janvier 1993, de toute référence à la contribution forfaitaire pour frais de dossiers ; adopté - **Après l'art. 8** : s'oppose à l'amendement n° 47 de Mme Michelle Demessine (charge pour l'employeur de la contribution Delalande en cas d'absence de faute grave) et sur celui-ci, au sous-amendement n° 51 du Gouvernement - **Art. 9** (*procédure de recouvrement par les ASSEDIC des contributions et majorations de retard - Art. L. 351-6, L. 353-2 et L. 143-11-6 du code du travail*) (p. 3012) : son amendement n° 19 : information de l'autorité administrative compétente des difficultés rencontrées par les ASSEDIC pour recouvrir les contributions ; retiré - (p. 3013) : son amendement n° 20 : délai de prescription de cinq ans à l'action civile en recouvrement des contributions et des majorations de retard ; adopté - Sur celui-ci, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 53 du Gouvernement - **Après l'art. 10** : accepte l'amendement n° 3 du Gouvernement (exonération de la contribution Delalande pour la rupture d'un contrat de travail d'un salarié de plus de cinquante ans) - Son amendement n° 21 : exonération de la contribution Delalande en cas d'incapacité physique au travail ; retiré - **Art. 11** (*généralisation de la déclaration préalable d'embauche auprès des organismes de protection sociale - Art. L. 320 du code du travail*) (p. 3014) : son amendement rédactionnel n° 22 ; adopté - Sur celui-ci, accepte le sous-amendement n° 25 de M. Claude Estier - **Après l'art. 11** (p. 3015) ; accepte les amendements du Gouvernement, n° 1 (prorogation, en faveur des associations, de la mesure portant exonération des charges sociales pour le premier salarié) et n° 2 (prorogation de la mesure exo-jeunes jusqu'au 31 décembre 1992).

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques [n° 10 (92-93)]** - (1^{er} décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3546) : prévention de la corruption et moralisation du financement des partis politiques - Impératifs conjoncturels - Loi d'amnistie - Service interministériel de lutte contre la corruption - (p. 3547) : décentralisation et marchés publics - Urbanisme commercial - Concessions de service public - Transparence des prestations publicitaires - Contrôle des dons des personnes morales aux partis politiques et réforme du système de financement public - (p. 3548) : caractère difficilement applicable de ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage - Deuxième lecture [n° 97 (92-93)]** - (17 décembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4221) : amendements du Gouvernement - Modifications relatives à l'annualisation des heures complémentaires - (p. 4222) : examen des articles introduits par voie d'amendements - Recrutement et libertés individuelles - Intermittents du spectacle - **Art. 1^{er}** (p. 4225) : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Jean Madelain (modalités de calcul des heures complémentaires) - (p. 4226) : ses amendements, n° 3 : possibilité d'annualiser, à titre exceptionnel, une partie des heures complémentaires ; et n° 4 de coordination ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 41 de Mme Michelle Demessine (suppression de la dernière phrase du premier alinéa et des deuxième et troisième alinéas du texte présenté par l'article premier) - **Après l'art. 1^{er}** : s'oppose à l'amendement n° 42 de Mme Michelle Demessine (légalisation et rémunération des heures complémentaires réalisées au-dessus du plafond de l'horaire contractuel pendant les stages de formation) - (p. 4227) : accepte, à titre personnel, l'amendement n° 61 du Gouvernement (dérogation au principe selon lequel la durée de la formation rémunérée ne peut être supérieure à la durée du travail réalisé normalement) - **Art. 3** (p. 4228) : son amendement n° 5 : rétablissement de la rédaction adoptée par le Sénat en première lecture ; adopté - (p. 4229) : ses amendements, n° 6 : rétablissement du texte voté par le Sénat en première lecture ; n° 7 : suppression de l'alinéa ajouté par l'Assemblée nationale relatif aux mentions écrites sur la transformation du contrat à temps plein en contrat à temps partiel ; n° 8 : cas de l'embauche résultant du licenciement d'un salarié sous contrat à durée indéterminée ; n° 9 : procédure de contrôle par l'admi-

nistration du respect par l'employeur des conditions ouvrant droit à l'abattement ; et n° 10 : délai de décision de l'administration ; adoptés - S'oppose aux amendements n° 43 de suppression de Mme Michelle Demessine, n° 29 de M. Jean Madelain (modalités de détermination du droit à abattement par le contrat) et n° 1 de M. Ernest Cartigny (inscription dans le contrat des clauses permettant le bénéfice de l'abattement) - **Art. 4** (p. 4230) : ses amendements n° 11 de coordination et n° 12 : modalités d'application de l'obligation d'embauche compensatoire ; adopté - **Art. 4 bis** : son amendement n° 13 : suppression de la deuxième phrase du premier alinéa de l'article L. 212-1-1 du code du travail relative à l'action du juge ; adopté - (p. 4231) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 33 de M. Jean Madelain ainsi qu'à l'amendement n° 45 de Mme Michelle Demessine (bénéfice du doute en faveur du salarié) - **Art. 8** : son amendement n° 14 : suppression de la référence à la contribution forfaitaire pour frais de dossier ; adopté - **Après l'art. 10 bis** (p. 4232) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 34 de M. Jean Madelain (exonération de la contribution Delalande en cas de rupture du contrat de travail pour inaptitude physique) - **Art. 11** : à titre personnel, accepte l'amendement n° 62 du Gouvernement (caractère obligatoire de la déclaration préalable d'embauche à compter du 1^{er} janvier 1994) - **Après l'art. 13** (p. 4233) : accepte l'amendement n° 60 du Gouvernement (exonération des employeurs des chargés sociaux pour l'embauche du deuxième et du troisième salarié dans les entreprises de zone rurale) - **Titre V (dispositions relatives au recrutement et aux libertés individuelles)** : son amendement n° 20 : suppression de la division et de son intitulé ; adopté - **Art. 14 (protection des libertés individuelles et de la vie privée)** : son amendement de suppression n° 15 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 46 de Mme Michelle Demessine (droits des personnes et libertés individuelles et collectives) - **Art. 15 (collecte d'informations et méthodes d'évaluation)** (p. 4234) : son amendement de suppression n° 16 ; adopté - **Art. 16 (non discrimination)** : son amendement de suppression n° 17 ; adopté - **Art. 17 (information du comité d'entreprise)** : son amendement de suppression n° 18 ; adopté - **Art. 18 (intervention du délégué du personnel en cas d'atteinte aux droits des personnes ou aux libertés individuelles)** (p. 4235) : son amendement de suppression n° 19 ; adopté - S'oppose aux amendements n° 51 (droits des personnes et libertés individuelles), n° 52 (décisions prises à l'initiative de l'inspection du travail), n° 53, n° 54 (suppression de la collaboration entre l'employeur et le délégué) et n° 55 (versement de l'astreinte à la victime) de Mme Michelle Demessine - **Avant l'art. 19** (p. 4236) : accepte l'amendement n° 40 de M. Charles de Cuttoli (prise en compte de la situation des salariés français à l'étranger lors de leur retour en France) - **Art. 20 (financement des centres de formation d'apprentis à recrutement national)** : son amendement n° 21 : initiative du conseil régional pour le financement des centres nationaux ; adopté - **Art. 21 (reclassement ou licenciement d'un salarié devenu physiquement inapte à son emploi)** (p. 4237) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 35 de M. Jean Madelain ainsi qu'aux amendements n° 56 et n° 57 de Mme Michelle Demessine (versement du salaire au profit du salarié) - **Art. 22 (révision des conventions et accords collectifs)** (p. 4238) : s'oppose à l'amendement n° 58 de Mme Michelle Demessine (modalités de révision des négociations collectives) - **Art. 23 (ouverture du droit d'opposition aux avenants conclus antérieurement à la promulgation de la loi)** (p. 4239) : son amendement n° 22 : impossibilité d'effet rétroactif par l'exercice du droit d'opposition ; adopté - S'oppose à l'amendement de coordination n° 59 de Mme Michelle Demessine - **Art. 24 (danger grave et imminent sur un chantier du secteur du bâtiment et des travaux publics)** : son amendement de suppression n° 23 ; adopté - **Art. 31 (conditions d'attribution des aides de l'Etat aux entreprises)** (p. 4240) : son amendement de suppression n° 24 ; adopté.

STRAUSS-KAHN (Dominique), ministre délégué à l'industrie et au commerce extérieur.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (*JO Lois et décrets* du 3 avril 1992).

ministre de l'industrie et du commerce extérieur le 2 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (*JO Lois et décrets* du 3 avril 1992).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi, portant réforme du régime pétrolier [n° 517 (91-92)] (23 septembre 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 8 juillet 1992) - **Hydrocarbures.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. François Autain : **Energie nucléaire (Problèmes de l'énergie nucléaire civile)** (*JO Débats* du 12 juin 1992) (p. 1575).

de M. Jean-Pierre Masseret : **Sidérurgie (Perspectives du nouveau plan sidérurgique français)** (*JO Débats* du 18 décembre 1992) (p. 4197).

de M. Serge Vincon : **Elevage (Clause secrète du compromis de Washington et marché asiatique de la viande bovine)** (*JO Débats* du 18 décembre 1992) (p. 4206).

de Mme Marie-Madeleine Dieulangard : **Constructions navales (Construction navale)** (*JO Débats* du 18 décembre 1992) (p. 4207).

INTERVENTIONS

- **Questions orales avec débat jointes : industrie du textile et de l'habillement** - (15 décembre 1992) - Intervient à propos des questions jointes de MM. Maurice Schumann, Christian Poncelet, Ivan Renar et Guy Allouche sur l'industrie du textile et de l'habillement (p. 4020 à 4025 et 4027, 4028).

SUEUR (Jean-Pierre), secrétaire d'Etat aux collectivités locales.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (*JO Lois et décrets* du 3 avril 1992).

secrétaire d'Etat aux collectivités locales le 4 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (*JO Lois et décrets* du 5 avril 1992).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi, présenté avec M. Paul Quilès, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique, relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique [n° 310 (91-92)] (28 avril 1992) - **Collectivités territoriales.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Jacques Bérard : **Catastrophes naturelles (Concours financiers aux communes sinistrées du Vaucluse)** (*JO Débats* du 16 octobre 1992) (p. 2673).

de M. Roland Courteau : **Catastrophes naturelles (Catastrophe naturelle dans les départements du Midi)** (*JO Débats* du 16 octobre 1992) (p. 2674).

de M. Bernard Barraux : **Bâtiment et travaux publics (Barrage de Chambonhard)** (*JO Débats* du 4 décembre 1992) (p. 3650).

de M. Pierre Laffitte : **Aménagement du territoire** (*Politique d'aménagement du territoire*) (JO Débats du 4 décembre 1992) (p. 3652).

de M. Roger Lise : **Départements et territoires d'outre-mer** (*Fonctionnement du conseil régional de la Martinique*) (JO Débats du 4 décembre 1992) (p. 3658).

n° 428 de M. Adrien Gouteyron : **Calamités agricoles** (*Reconnaissance du caractère de calamité agricole de la sécheresse dans le département de la Haute-Loire*) (JO Débats du 20 juin 1992) (p. 1901).

n° 439 de M. Adrien Gouteyron : **Lait et produits laitiers** (*Conséquences des décisions communautaires en matière de gestion des quotas laitiers pour les producteurs de la Haute-Loire*) (JO Débats du 20 juin 1992) (p. 1902).

n° 444 de M. Robert Vizet : **Finances locales** (*Contribution de la ville de Palaiseau à la dotation de solidarité urbaine (DSU)*) (JO Débats du 20 juin 1992) (p. 1900).

n° 445 de M. François Delga : **Politique agricole commune (PAC)** (*Adaptation nationale et aux diverses régions agricoles de la réforme de la politique agricole commune*) (JO Débats du 20 juin 1992) (p. 1902).

n° 447 de M. Jacques Machet : **Industrie agroalimentaire** (*Création à Reims d'un pôle de recherche intitulé « Sécurité et qualité alimentaire »*) (JO Débats du 20 juin 1992) (p. 1903).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République** (*Première lecture*) voir table des débats du Sénat nominative sessions 1991 - [*Deuxième lecture* (n° 117 (91-92))] - (9 janvier 1992) - **Discussion générale** (p. 17) : communes - Coopération intercommunale - (p. 18) : communautés de villes et de communes - Unification des taux de taxe professionnelle - Dotation de développement rural - Aménagement du territoire - Cantons ruraux - (p. 19) : dotation globale d'équipement, DGE - Communes rurales - (p. 35, 36) : fonction publique territoriale - Coopération intercommunale - Aménagement du quartier de la Défense à Nanterre - Communautés de villes et de communes - (p. 37) : zones rurales ; solidarité entre collectivités - Fiscalité locale - Fonds de péréquation de la taxe professionnelle - Dotation globale de fonctionnement, DGF - (p. 38) : dotation de solidarité urbaine, DSU - Dotation de compensation de la taxe professionnelle - Coopération intercommunale - (p. 39) : aménagement du territoire - Dotation de développement rural - Mécanismes de solidarité entre collectivités territoriales - **Art. 53** (p. 41) : s'oppose aux amendements de suppression n° 112 de la commission et n° 222 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, ainsi qu'à l'amendement n° 223 de ce dernier auteur (respect de la volonté exprimée par le conseil municipal) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 243 et n° 244 de M. René Régnauld (conditions de majorité au sein des communautés de communes) - **Art. 53 bis, ter, quater, quinquies, sexies, septies, octies, nonies, decies et undecies** (*aménagement du régime des districts*) (p. 41 à 44) : s'oppose aux amendements de la commission n° 113, à n° 122, de rétablissement de ces articles supprimés par l'Assemblée nationale - **Chapitre IV (par priorité)** (p. 44) : s'oppose à l'amendement n° 123 de la commission (intitulé : « Des communautés urbaines ») - **Art. 54 B (règles de fonctionnement des communautés urbaines)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 124 de la commission - **Art. 54** (p. 46) : s'oppose aux amendements de suppression n° 125 de la commission et n° 224 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, ainsi qu'à l'amendement n° 225 de ce dernier auteur (respect de la volonté exprimée par le conseil municipal) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 245 de M. René Régnauld (règles de majorité pour les communautés de villes) - **Art. 54 bis A (nombre de vice-présidents d'une communauté urbaine)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 126 de la commission - **Art. 54 bis, ter, quater, quinquies, sexies, septies, octies, nonies, decies, undecies, duodecies, terdecies et quaterdecies (régime des communautés urbaines)** (p. 47 à 50) : s'oppose aux amendements de la commission n° 127 à n° 139, de rétablissement de ces articles supprimés par l'Assemblée nationale - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 50) : s'oppose à l'amendement n° 204 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis

(définition de principes) - **Art. 1^{er}** (p. 51) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 1 de la commission - **Art. 2** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 2 de la commission - **Art. 2 bis** (p. 52) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 3 de la commission - **Art. 3** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 4 de la commission - **Art. 4** (p. 53) : s'oppose aux amendements n° 205 de suppression de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et n° 5 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat) - **Art. 5** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 6 de la commission - **Art. 5 bis** : s'oppose à l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat) - **Art. 6** (p. 54) : s'oppose aux amendements de la commission n° 8 et n° 9 (rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat) - **Art. 6 bis** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 10 de la commission - **Art. 6 ter** : accepte l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement de cet article dans le texte adopté par le Sénat en première lecture) - **Art. 7** (p. 55) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 12 de la commission - **Art. 8** (p. 56) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 13 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat) - **Art. 9** (p. 58, 59) : sur les amendements de la commission, reprenant le texte adopté en première lecture par le Sénat, s'en remet à la sagesse du Sénat pour les n° 14 et n° 19, s'oppose aux n° 15, n° 16 et n° 18, et accepte le n° 17 - Son amendement n° 254 : accès aux documents budgétaires : cas des subventions apportées par la commune à des organismes ; devenu sans objet - Sur le même objet, s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 261 de la commission - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 241 de M. René Régnauld (accès aux documents budgétaires : mention des garanties d'emprunt aux sociétés d'économie mixte) - **Art. 10** (p. 60) : sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 20 de coordination, et s'oppose au n° 21 (rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat) - **Art. 11** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de coordination n° 22 et n° 23 de la commission - **Art. 12** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de la commission n° 24 et n° 25 (rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat) - **Art. 12 bis** (p. 61) : s'oppose à l'amendement n° 26 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat) - **Art. 13** : sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour les n° 27, n° 28 et n° 30, de coordination ; s'oppose au n° 29, de coordination, ainsi qu'au n° 31 (rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat) - **Art. 14** (p. 62) : s'oppose aux amendements de coordination n° 32 et n° 33 de la commission - **Art. 15** : s'oppose à l'amendement n° 34 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat) - **Art. 16** : s'oppose à l'amendement n° 35 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture) - (p. 64) : s'oppose à l'amendement n° 206 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (nouvelle rédaction de l'article L. 125-1 du code des communes ; substitution du mot « habitants » au mot « électeurs ») et, sur cet amendement, au sous-amendement n° 263 de M. René Régnauld - S'oppose à l'amendement n° 36 de la commission (rétablissement partiel du texte adopté en première lecture par le Sénat) et, sur cet amendement, au sous-amendement n° 264 de M. René Régnauld.

- **Suite de la discussion** - (10 janvier 1992) - **Art. 57 (par priorité)** (p. 78, 79) : son amendement de précision n° 255 ; devenu sans objet - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 250 de M. Roger Quilliot (possibilité de réduction du délai d'harmonisation de taxes professionnelles) - S'oppose aux amendements n° 226 de suppression de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et n° 172, n° 173 et n° 174 de la commission des finances saisis pour avis (reprise du texte adopté en première lecture par le Sénat) - **Art. 57 bis A (prélèvement au profit du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle)** (p. 79) : s'oppose aux amendements de coordination n° 175 et n° 176 de la commission des finances - **Art. 57 bis** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 177 de la commission des finances - **Art. 58** (p. 80) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 178 de la commission des finances - **Art. 59** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 179 de la commission des finances - Son amendement de

précision n° 256 ; devenu sans objet - **Art. 59 bis** : s'oppose à l'amendement de coordination n° 180 de la commission des finances - **Art. 59 ter A** (*recettes des districts*) - **Art. 59 ter B** (*recettes des communautés de communes et des communautés de villes*) - **Art. 59 ter et Art. 59 quater** (p. 81, 82) : s'oppose aux amendements de suppression n° 181 à 184 de la commission des finances - **Après l'art. 59 quater** : son amendement n° 257 : délai dans lequel doivent être prises les délibérations instituant une zone d'activité économique ou en fixant le périmètre ; rejeté - **Art. 61** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 185 de la commission des finances - **Art. 61 bis** (*validation législative du versement transports en commun dans l'île de la Réunion*) (p. 83) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 186 de la commission - **Art. 62** (p. 83) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 187 de la commission des finances - **Art. 63** (p. 85) : s'oppose aux amendements de coordination de la commission des finances, n° 188 à n° 194 - Son amendement de précision n° 260 ; adopté - **Art. 63 bis A et B** (*prélèvement sur les communes et groupements de communes au profit du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle, FNPTP*) : accepte les amendements de suppression n° 195 et n° 196 de la commission des finances - **Art. 63 bis C** (*rapport au Parlement sur la réforme du FNPTP*) : s'oppose à l'amendement n° 197 de la commission des finances (allongement du délai) - **Art. 63 ter** (*exercice du droit d'option pour la deuxième part de la dotation globale d'équipement, DGE*) (p. 88) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 198 de la commission des finances (suspension de la possibilité d'option pendant la dernière année du mandat des conseils municipaux) - **Art. 63 quinquies** (*majoration de la première part de la DGE*) (p. 89) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 199 de la commission des finances - **Art. 64** (p. 89) : s'oppose à l'amendement n° 200 de suppression de la commission des finances et oppose à l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 227 de Mme Jacqueline Frayssé-Cazalis (extension de la disposition proposée à toutes les collectivités territoriales) - **Après l'art. 64** : s'oppose à l'amendement n° 237 de M. Jacques Oudin (dispositif de mutualisation de taxe professionnelle à l'intérieur des groupements à fiscalité propre) - **Après l'art. 64 bis A** (p. 91) : sur l'amendement n° 201 de la commission des finances (régime d'écrêtement au profit du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle des communes membres d'un district), son sous-amendement n° 262 ; rejeté - S'oppose à l'amendement n° 201 précité - **Art. 64 bis** (*fonds de compensation pour la TVA au profit des communautés de communes et des communautés de villes*) : s'oppose à l'amendement de rétablissement n° 202 de la commission des finances - **Après l'art. 64 bis** (p. 92) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 240 de M. Roger Quilliot (possibilité d'harmonisation volontaire des taux de taxe professionnelle communale au sein des structures de coopération intercommunale dotées d'une fiscalité propre) - (p. 93) : s'oppose à l'amendement n° 230 de la commission des affaires économiques saisi pour avis (révision du mode de calcul de la dotation de base de la dotation globale de fonctionnement) - Communes rurales - Solidarité entre collectivités - **Art. 64 ter** (*majoration de la dotation de compensation au profit de certaines communes de moins de 2 000 habitants*) (p. 95) : son amendement n° 258 : entrée en vigueur de cette dotation en 1993 ; rejeté - S'oppose à l'amendement n° 231 de la commission des affaires économiques (montant pour 1993) - **Art. 64 quater** (p. 97) : s'oppose à l'amendement n° 233 de la commission des affaires économiques (exonération d'une nouvelle catégorie de communes) - **Art. 64 sexies** (*création de la dotation de développement rural*) (p. 100, 101) : sur les amendements des commissions saisis pour avis, s'oppose à l'amendement n° 234 de la commission des affaires économiques (modification du dispositif : attribution d'une part aux communes de moins de 3 500 habitants ; commission de répartition entre les collectivités et les groupements bénéficiaires) ainsi qu'aux amendements de la commission des finances, n° 166 (nouvelle rédaction de ce texte, en harmonie avec les dispositions adoptées par le Sénat relatives à la coopération intercommunale) et n° 167 (attribution aux chefs-lieux de canton de moins de 5 000 habitants sans condition de potentiel fiscal) - Aménagement du territoire - (p. 102) : zones rurales - (p. 104) : comité des finances locales - Scrutin public - (p. 105) : s'oppose aux amendements de coordination de la commission, n° 168, n° 169 et n° 170 - **Art. 64 decies**

(*quote-part de la dotation de développement rural en faveur des communes et groupements des territoires d'outre-mer et de Mayotte*) (p. 106) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 203 de la commission des finances (relèvement du taux de majoration) - **Art. 16** (*suite*) - **Art. L. 125-2 du code des communes** (*initiative de l'organisation d'une consultation*) (p. 37) : s'oppose à l'amendement de conséquence n° 37 de la commission - **Art. L. 125-8** (*application par décret en Conseil d'Etat*) : s'oppose à l'amendement de rétablissement n° 38 de la commission - **Art. 16 bis** : s'oppose à l'amendement de rétablissement n° 39 de la commission - **Art. 17** (p. 108) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 40 de la commission - **Art. 18 bis** (*dénomination des comités économiques et sociaux*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 41 de la commission - **Art. 19** (p. 109) : sur les amendements de la commission, rétablissant le texte adopté en première lecture par le Sénat, s'oppose au n° 42 et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 43 - **Art. 20** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 44 de la commission - **Art. 21** - **Art. L. 318-1 du code des communes** (*annexes mobiles de la mairie*) (p. 110) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 45 de la commission - **Art. L. 318-2** (*utilisation des locaux communaux par les associations, les syndicats et partis politiques*) : s'oppose à l'amendement n° 46 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture) - **Art. L. 318-3** (*local pour les conseillers municipaux minoritaires*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 47 de la commission - **Art. 23** (p. 111) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 48 de la commission (rétablissement du dispositif voté par le Sénat en première lecture) - **Art. 24** : sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour les n° 49 et n° 51 de coordination et s'oppose au n° 50 (rétablissement du texte voté en première lecture par le Sénat pour l'article L. 121-10 du code des communes relatif aux convocations du conseil municipal) - **Art. 25** (p. 112) : s'oppose à l'amendement n° 52 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat) - **Art. 26 à 26 quater** (*composition du bureau d'adjudication et des commissions d'appels d'offres des communes, des départements et des régions*) (p. 114) : s'oppose aux amendements de suppression n° 53 à n° 56 de la commission - **Art. 26 quinquies** (*application des dispositions relatives aux droits des élus aux établissements publics de coopération intercommunale et aux syndicats mixtes*) : sur les amendements de coordination de la commission, s'oppose au n° 57 et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 58 - **Art. 27 et 28** (p. 115, 116) : s'oppose aux amendements de suppression n° 59 et n° 60 de la commission - **Art. 29** : accepte l'amendement de coordination n° 61 de la commission - **Art. 30** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 62 de la commission - **Art. 30 bis** (p. 118) : accepte l'amendement n° 63 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat) et sur cet amendement, le sous-amendement n° 242 de M. René Régnauld - **Art. 31 bis** : s'oppose à l'amendement de rétablissement n° 64 de la commission - **Art. 32 bis** (*conséquences du règlement du budget d'une commune par le préfet*) (p. 119) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 65 de la commission (conditions de transmission du budget primitif de l'exercice suivant) - **Art. 33** (*saisine des chambres régionales des comptes*) (p. 120) : s'oppose à l'amendement n° 66 de la commission (rétablissement de la plus grande partie du texte adopté par le Sénat en première lecture) et accepte l'amendement n° 164 de M. René Régnauld (nouvelle rédaction) - **Art. 33 bis A** (*modification des délais en matière budgétaire*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 67 de la commission - **Art. 33 bis** (*droit pour tous les élus d'assister aux adjudications et au choix des offres*) : s'oppose à l'amendement de rétablissement n° 68 de la commission - **Chapitre V** (p. 121) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 69 de la commission (Intitulé : « De la délégation parlementaire d'évaluation de la décentralisation ») - **Art. 36** (p. 122) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 70 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture) - **Titre II bis** (« répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ») (p. 122) : s'oppose à l'amendement de rétablissement n° 71 de la commission - **Avant le chapitre 1^{er}** : s'oppose aux amendements n° 72 et n° 73 de la commission (introduction d'un chapitre additionnel intitulé

« des principes des transferts de compétences et de charges » - **Chapitre 1^{er} avant l'art. 36 bis** (« de la décentralisation de l'enseignement supérieur ») - **Art. 36 bis à quinquies** (p. 123 à 126) : s'oppose aux amendements de rétablissement de la commission n° 74 à n° 78 - **Après l'art. 36 quinquies** : s'oppose à l'amendement n° 79 de la commission (compensation du transfert de compétences aux régions en matière d'enseignement supérieur) - **Art. 36 sexies à nonies** : s'oppose aux amendements de rétablissement n° 80 à n° 83 de la commission - **Chapitre II avant l'art. 36 decies** (« dispositions diverses ») ; (p. 127) : s'oppose à l'amendement de rétablissement n° 84 de la commission - **Art. 36 decies** (contribution des collectivités territoriales au financement des dépenses d'investissement des établissements d'enseignement privé sous contrat : s'oppose à l'amendement n° 85 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat et extension aux territoires d'outre-mer) - **Art. 36 undecies** (pouvoir de police municipale à Paris) (p. 129) : s'oppose à l'amendement de rétablissement n° 86 de la commission - **Art. 36 duodecies** (infractions au règlement de police applicable dans les parcs et jardins départementaux) : s'oppose à l'amendement de rétablissement n° 87 de la commission - **Chapitre 1^{er} du Titre III (De la coopération internationale)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 89 de la commission - **Avant l'art. 37** (p. 130) : s'oppose à l'amendement n° 207 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (région : principes et orientations) - **Art. 37 à 46** (p. 130 à 133) : s'oppose aux amendements de suppression n° 90 à n° 99 de la commission et n° 208 à n° 217 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 46 bis** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 165 de la commission.

Suite de la discussion - (14 janvier 1992) - **Chapitre 1^{er} bis - Art. 46 ter** (coopération interdépartementale) (p. 140) : s'oppose aux amendements de suppression n° 100 et n° 101 de la commission - **Art. 48** : s'oppose à l'amendement n° 102 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat) - **Art. 49** (p. 142) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 218 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - S'oppose aux amendements de la commission n° 103, n° 104, n° 105, n° 106 et n° 107 (rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat) - Son amendement n° 253 : représentation du conseil régional au sein de la commission départementale de coopération intercommunale ; rejeté - **Art. 50** (p. 144, 145) : accepte l'amendement n° 108 de la commission (rétablissement avec modification des dispositions adoptées en première lecture par le Sénat) et s'oppose à l'amendement n° 219 de suppression de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 50 bis et 50 ter** (p. 146) : s'oppose aux amendements de suppression n° 109 et n° 110 de la commission et n° 220 et n° 221 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 56 bis AA** (nombre des vice-présidents de conseil général ou régional) (p. 147) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements analogues n° 140 de la commission et n° 246 de M. René Régnault (augmentation du nombre de vice-présidents uniquement pour le conseil régional) - **Après l'art. 56 bis AA** : son amendement n° 252 : retrait du président lors du vote des comptes administratifs dans les conseils généraux et les conseils régionaux ; adopté - **Art. 56 bis AB** (délégation d'attribution du conseil d'une communauté urbaine à son bureau) et **Art. 56 bis AC** (transformation d'un établissement public de coopération intercommunale non doté d'une fiscalité propre) : accepte les amendements de suppression de la commission n° 141 et n° 142 - **Art. 56 bis B** (promotion publique des réalisations ou de la gestion d'une collectivité) (supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 148) : s'oppose à l'amendement de rétablissement n° 143 de la commission - **Avant l'art. 56 bis** (p. 149) : accepte l'amendement n° 161 de M. Michel Souplet (présidents des chambres départementales de l'agriculture) - **Art. 56 bis** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 144 de la commission - **Art. 56 ter** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 145 de la commission - **Art. 56 quater** (p. 150) : s'oppose à l'amendement n° 146 de la commission (suppression du paragraphe II de cet article) - **Art. 56 quinquies, 56 sexies, 56 septies et 56 octies** : s'oppose aux amendements de suppression n° 146 à n° 150 de la commission - **Art. 56 nonies** (p. 151, 152) : attachement au monopole d'EDF-GDF - Légalisation des régies existantes de gaz et d'électricité - S'oppose à l'amendement de suppression n° 151 de M. Robert Vizet - **Art. 56 undecies** (p. 153) : s'oppose à l'amendement de sup-

pression n° 152 de la commission et accepte l'amendement n° 247 de M. René Régnault - **Art. 56 duodecies** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 153 de la commission - **Art. 56 terdecies** (p. 154) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 154 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat) - **Après l'art. 56 terdecies** : accepte l'amendement n° 248 bis de M. Michel Dreyfus-Schmidt (harmonisation des dispositions applicables au détachement des personnels de la fonction publique territoriale auprès des parlementaires avec celles relatives aux fonctionnaires de la fonction publique hospitalière) - **Art. 56 quaterdecies** : s'oppose aux amendements de suppression n° 155 de la commission et n° 171 de la commission des finances - **Art. 56 quindecies** (statut du personnel d'assainissement des départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne) et **56 sedecies** (suppression des sections électorales dans les communes de 3500 à 30 000 habitants) : s'oppose aux amendements de rétablissement n° 156 et n° 157 de la commission - **Art. 56 septemdecies** (route express de l'agglomération lyonnaise) (p. 156) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 158 de la commission - **Après l'art. 56 septemdecies** (p. 158) : oppose l'article 40 de la Constitution, puis après avis contraire de la commission des finances, s'oppose à l'amendement n° 159 de la commission (régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux) - **Art. 66** (p. 159) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 160 de la commission - **Sur l'ensemble** (p. 160) : remerciements - Souhaite un accord en CMP.

- **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France** [n° 227 (91-92)] - (16 janvier 1992) - **Discussion générale** (p. 194) : ratification de la convention de Schengen - Lutte contre l'immigration irrégulière - (p. 195) : commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen - Dispositions de nature pénale - Déclaration obligatoire à la frontière - Mesures de nature administrative - Durée du visa - Renouvellement du titre - Refus de séjour - (p. 196) : responsabilité des transporteurs - Clauses d'exonération - Aménagement des aéroports - (p. 197) : statut légal de la zone de transit - Durée du maintien en zone de transit - Garanties offertes aux étrangers - (p. 207) : politique du Gouvernement en matière d'immigration - Rôle du Parlement - (p. 208) : visas - Contrôles aux frontières - Procédure des certificats d'hébergement - Lutte contre le travail clandestin - Eloignement des étrangers en situation irrégulière - (p. 209) : droit d'asile - OFPRA - Responsabilité des transporteurs - Zones de transit - (p. 210) : décisions des juges - Respect du droit et des libertés.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement** [n° 184 (91-92)] - (20 janvier 1992) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 183) - Voir intervention sous le projet n° 183 (p. 250 à 276).

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux** [n° 183 (91-92)] - (20 janvier 1992) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 184) (p. 250) : décentralisation - Europe - Autorisations d'absence - (p. 251) : coopération intercommunale - Interruption d'activité professionnelle - Formation - Barème indemnitaire - Retraites - (p. 252) : indemnisation - (p. 274) : examen du projet - Autorisations d'absence - Formation - (p. 275) : maires - Régime indemnitaire - Retraites - Fonctions électives - (p. 276) : conditions d'exercice des mandats locaux - Fiscalisation - Cumul d'indemnités - Mandat parlementaire - Formation - Français de l'étranger - (p. 277) : système de retraite - Fiscalisation - Petites communes - Maires et élus d'arrondissements - Accès aux fonctions électives - **Art. 1^{er}** (garanties accordées aux conseillers municipaux dans l'exercice de leur mandat) - **Art. L. 121-36 du code des communes** (autorisations d'absence accordées aux salariés membres d'un conseil municipal) (p. 279 à 282) : sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour les n° 23, rédactionnel et n° 24 (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions dans lesquelles l'élu municipal informera l'employeur de la date de la séance ou de la réunion), et s'oppose aux n° 25 (cas où les heures perdues ne sont pas payées) et n° 26 (régime des autorisations d'absence dans l'administration publique) - Sur

l'amendement rédactionnel n° 23 de la commission, accepte le sous-amendement n° 135 de M. Claude Estier - S'oppose aux amendements de M. Paul Souffrin n° 155 (possibilité pour les élus salariés de bénéficier d'heures d'absence en vue de favoriser les contacts avec la population), n° 156 (participation aux associations d'élus) et n° 157 (rémunération des heures passées en séances ou réunions) - *Après l'art. L. 121-36* (p. 283) : s'oppose à l'amendement n° 158 de M. Paul Souffrin (possibilité pour des élus de la commune d'assister à des réunions dans l'enceinte de l'entreprise sur invitation des sections syndicales) - *Art. L. 121-37 (compensation des pertes de revenu subies du fait des absences)* (p. 284) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 27 de la commission et n° 159 de M. Paul Souffrin, ainsi qu'aux amendements n° 107 (cas des non salariés) et n° 108 (compensation des nouvelles dépenses par une augmentation de la DGF) de M. Henri Le Breton - *Art. L. 121-38 (crédits d'heures accordés au salarié membre d'un conseil municipal)* (p. 287) : s'oppose à l'amendement n° 133 de M. Marcel Lucotte (communes situées en zone de montagne) ainsi qu'au n° 28 de la commission (absences simultanées de plusieurs élus municipaux) - (p. 288) : s'oppose aux amendements n° 109 de M. Henri Le Breton (prise en charge par l'Etat des dépenses entraînées pour les entreprises du fait de la rémunération des crédits d'heures) et n° 29 de coordination de la commission - *Art. L. 121-39 (majoration de la durée des crédits d'heures)* : s'oppose à l'amendement de suppression n° 30 de la commission - *Art. L. 121-40 (plafonnement du temps d'absence autorisé)* : s'oppose à l'amendement n° 31 de M. Jacques Thyraud (fixation des plafonnements au quart de l'année de travail) - (p. 289) : s'oppose à l'amendement n° 160 de M. Paul Souffrin (suppression de cette limitation pour les maires des communes de plus de 10 000 habitants) et au n° 187 de M. Etienne Dailly (cas des entreprises employant moins de 100 salariés où l'élu exerce en outre un mandat de délégué du personnel ou de délégué syndical) - *Art. L. 121-41 (modalités d'application)* (p. 291) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 32 de la commission et s'oppose à l'amendement n° 161 de M. Paul Souffrin (extension aux élus locaux des dispositions de protection au regard de l'emploi dont bénéficient les délégués du personnel) - *Après l'art. L. 121-41* : s'oppose à l'amendement n° 162 de M. Paul Souffrin (impossibilité de poursuivre des élus lorsqu'ils exercent des responsabilités dans la défense des intérêts de la population) - *Art. L. 121-42 (assimilation du temps d'absence à une durée de travail effectif pour la détermination des droits sociaux)* (p. 291, 292) : s'oppose aux amendements de la commission n° 33 (part des congés payés correspondant aux absences de l'élu municipal) n° 34 (montant de salaire pris en compte pour le calcul des allocations de chômage) et n° 35 de coordination - *Art. L. 121-43 (interdiction de toute sanction professionnelle en raison des absences autorisées)* : s'oppose à l'amendement n° 36 de la commission (extension à la fonction publique des dispositions prévues pour le secteur privé) - *Art. L. 121-44 (extension à certains élus municipaux des dispositions du code du travail et du statut général de la fonction publique)* (p. 293) : sur les amendements de M. Paul Souffrin, accepte le n° 163 (stage de remise à niveau) et s'oppose aux n° 165 (prise en compte des maires et adjoints des petites communes) et n° 164 (cas des élus fonctionnaires dont les déplacements et nominations viendraient entraver l'exercice de leur mandat) - *Après l'art. L. 121-44* (p. 294) : s'oppose à l'amendement n° 166 de M. Paul Souffrin (détachement de plein droit pour l'exercice d'un mandat local) - *Art. L. 121-45 (protection sociale des maires de certaines communes qui cessent leur activité professionnelle)* (p. 295) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 167 de M. Paul Souffrin ainsi qu'au n° 37 de la commission (calcul des cotisations de sécurité sociale) - *Art. 6 (garanties accordées aux membres de conseils généraux)* - *Art. 2 de la loi du 10 août 1871 (régime des autorisations d'absence)* (p. 296 et 297) : sur les amendements de coordination de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour les n° 38 et n° 39 et s'oppose aux n° 40 et n° 41 - S'oppose aux amendements de coordination n° 168, n° 169 et n° 170 et M. Paul Souffrin - *Art. 3 de la loi précitée (crédits d'heures)* : s'oppose aux amendements de coordination n° 110 de M. Henri Le Breton et n° 43 de la commission - *Art. 4 de la loi précitée (plafonnement du temps d'absence autorisé)* : s'oppose aux amendements de coordination, n° 44 de la commission et n° 188 de M. Etienne Dailly - *Art. 5 de la loi*

précitée (assimilation du temps d'absence à une durée de travail effectif pour la détermination des droits sociaux) (p. 298) : s'oppose aux amendements de coordination n° 45, n° 46, n° 47 de la commission - *Art. 6 de la loi précitée (interdiction de toute sanction professionnelle en raison des absences autorisées)* : s'oppose à l'amendement de coordination n° 48 de la commission - *Après l'art. 6 de la loi précitée* : s'oppose à l'amendement de coordination n° 171 de M. Paul Souffrin - *Art. 7 de la loi précitée (suspension du contrat de travail ou détachement en cas d'élection à certaines fonctions)* (p. 299) : s'oppose à l'amendement n° 172 de M. Paul Souffrin (extension à l'ensemble des conseillers généraux) - *Art. 9 de la loi précitée (décrets d'application)* : accepte l'amendement rédactionnel n° 50 de la commission.

- S'associe à l'hommage rendu par le Sénat aux victimes de la catastrophe aérienne en Alsace (21 janvier 1992) (p. 308).

« **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux [n° 183 (91-92)] - Suite de la discussion -** (21 janvier 1992) - **Art. 9 (garanties accordées aux membres des conseils régionaux)** (p. 309) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Josselin de Rohan (extension au président et aux membres du Conseil économique et social des dispositions relatives au crédit d'heures) - **Après l'art. 9** (p. 310) : invoque l'article 40 de la Constitution contre l'amendement n° 18 de M. Josselin de Rohan (fonds de formation pour les élus locaux) - (p. 311) : invoque l'article 40 de la Constitution contre l'amendement n° 173 de M. Paul Souffrin (financement du Titre 1^{er} de la présente loi) - **Art. 9 bis (stage de remise à niveau professionnel de l'élu à la fin de son mandat)** : accepte l'amendement de suppression n° 51 de la commission - **Après l'art. 9 bis** : invoque l'article 40 de la Constitution contre l'amendement n° 143 de M. Jacques Rocca Serra (extension aux professions libérales et indépendantes des dispositions et garanties prévues au profit des salariés du secteur public ou privé) - **Art. 10 (droit des élus municipaux à la formation)** - *Art. L. 121-46 du code des communes (principe du droit à la formation des conseillers municipaux)* (p. 312) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de précision n° 52 de la commission - *Après l'art. L. 121-46* : s'oppose à l'amendement n° 174 de M. Paul Souffrin (association d'élus et organismes de formation) - *Art. L. 121-47 (conditions financières d'exercice du droit à la formation)* (p. 314) : s'oppose aux amendements de M. Paul Souffrin, n° 175 (compensation des charges supportées par l'employeur) et n° 176 (participation de l'Etat) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 53 de la commission (suppression de la référence au SMIC) - (p. 315) : invoque l'article 40 de la Constitution contre l'amendement n° 111 de M. Henri Le Breton (partage des dépenses entre l'Etat et les communes) - *Art. L. 121-48 (institution d'un congé-formation)* : s'oppose aux amendements n° 177 de M. Paul Souffrin (durée de congé de formation pour les élus municipaux et départementaux) et n° 54 de la commission (extension de ces dispositions à la fonction publique) - *Art. L. 121-49 (régime des voyages d'études)* (p. 316) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 55 de la commission - **Art. 13 (droit des élus départementaux à la formation)** - *Art. 10 de la loi du 10 août 1871 (objet de la formation)* (p. 317) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 56 de la commission et s'oppose à l'amendement n° 178 de M. Paul Souffrin (association d'élus et organismes de formation) - *Art. 11 de la loi précitée (mode de calcul de la compensation de la perte de revenu)* : s'oppose à l'amendement n° 179 de M. Paul Souffrin (augmentation des temps de formation pour les conseillers généraux) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 57 de la commission - (p. 318) : invoque l'article 40 de la Constitution contre l'amendement n° 112 de M. Henri Le Breton (partage des dépenses entre les départements, les régions et l'Etat) - *Art. 12 de la loi précitée (fonction publique)* : s'oppose aux amendements de coordination n° 180 de M. Paul Souffrin et n° 58 de la commission - **Art. 15 (droits à la formation des élus régionaux)** (p. 319) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 60 de la commission - **Art. 16 (agrément des organismes de formation)** (p. 320) : s'oppose à l'amendement n° 61 de la commission (conseil national de la formation des élus locaux) - **Après l'art. 16** : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Josselin de Rohan (rapport présenté par le ministre de l'intérieur devant le Parlement sur l'application des titres I^{er} et II de la présente loi)

- **Art. 17** (*régime indemnitaire des élus municipaux*) (p. 321) : invoque l'article 40 de la Constitution contre l'amendement n° 121 de M. Henri Goetschy (calcul des indemnités) - (p. 326) : s'oppose aux amendements n° 113 de M. Henri Le Breton (fiscalisation des indemnités), n° 183 (fiscalisation des indemnités) et n° 184 (élu de condition modeste) de M. Paul Souffrin, n° 106 de M. Jacques de Menou (cas des communes de moins de 3 500 habitants) et n° 63 de la commission (fraction des indemnités de fonction versée aux élus municipaux) - (p. 329) : s'oppose à l'amendement n° 185 de M. Paul Souffrin (abattement à la base) - **Art. 18** (majorations d'indemnités) : s'oppose à l'amendement n° 64 de la commission (communes touristiques) - **Art. 18 bis** (*barème de l'indemnité des maires*) (p. 331) : s'oppose aux amendements n° 191 de M. Jacques Carat (nouvelle rédaction de cet article) et n° 65 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - S'oppose aux amendements identiques n° 120 de M. Jean Faure et n° 66 de la commission (substitution du critère de la population telle qu'elle est calculée pour l'attribution de la dotation globale de fonctionnement à celui de population totale municipale) - (p. 332) : s'oppose à l'amendement n° 114 de M. Henri Le Breton (relèvement des indemnités des élus communaux) - **Après l'art. 18 bis** : sur les amendements de la commission, invoque l'article 40 de la Constitution, contre le n° 67 (situation des maires des communes de plus de 200.000 habitants) et s'oppose au n° 68 (indemnité minimale pour les maires des petites communes) - **Art. 19** : sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 69 (adjoints aux maires des villes de plus de 100.000 habitants), accepte le n° 70, rédactionnel, et le n° 71 (indemnité complémentaire pour les conseillers municipaux auxquels le maire délègue une partie de ses fonctions) - S'oppose à l'amendement n° 115 de M. Henri Le Breton (indemnité complémentaire des conseillers municipaux auxquels le maire délègue une partie de ses fonctions) - **Après l'art. 19** (p. 335) : s'oppose à l'amendement n° 72 de la commission (situation des présidents de syndicats et des présidents de districts) - **Art. 17 (suite)** : s'oppose à l'amendement n° 137 de M. Claude Estier (indemnités des élus qui siègent dans des structures de coopération des syndicats intercommunaux et des districts) - **Après l'art. 19 (suite)** (p. 336) : s'oppose à l'amendement n° 123 de M. Henri Goetschy (indemnité versée par l'Etat pour honorer les fonctions et missions d'Etat) - **Avant l'art. 24** (p. 337) : s'oppose à l'amendement n° 105 de M. Paul Girod (cas des membres du Gouvernement titulaires de mandats électoraux) - **Art. 24** (*indemnités des conseillers généraux*) - **Art. 14 de la loi du 10 août 1871** (*régime indemnitaire des membres des conseils généraux*) (p. 340) : sur les amendements de la commission, invoque l'article 40 de la Constitution contre les n° 74 (application d'un taux en fonction de deux strates de population) et n° 76 (indemnités des conseillers généraux ou des conseillers de Paris qui exercent des mandats spéciaux) et s'oppose au n° 75 (indemnités du président du conseil général), n° 77 (écrêtement en faveur du département lorsque l'élu concerné n'est pas un élu municipal), et n° 78 (fraîs d'emploi) - Invoque l'article 40 de la Constitution contre l'amendement n° 1 de M. Yvon Bourges (présidents des commissions permanentes) - S'oppose aux amendements n° 116 de coordination de M. Henri Le Breton et n° 126 de M. Henri Goetschy (indemnités de fonction votées par le conseil général ou par le conseil de Paris pour les fonctions de président) - **Art. 15 de la loi précitée** (*conditions d'indemnisation des membres du conseil général autres que les parlementaires pour leurs frais de déplacement dans le département*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 79 de la commission, n° 2 de M. Yvon Bourges et n° 129 de M. Louis Moinard (remboursement des frais de déplacement des parlementaires) - Invoque l'article 40 de la Constitution contre l'amendement n° 80 de la commission (déplacement en dehors du département) - S'oppose à l'amendement n° 3 de M. Yvon Bourges (application aux élus départementaux des régimes indemnitaires de la fonction publique et charges de fonctionnement des groupes politiques au sein des assemblées départementales).

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République - Nouvelle lecture** [n° 245 (91-92)] - (23 janvier 1992) - **Discussion générale** (p. 407, 408) : échec de la CMP - Coopération intercommunale - Démocratie locale - Solidarité - (p. 411) : aménagement rural - Dotation de développement rural - **Avant l'art. 1^{er}** : s'oppose à l'amendement n° 208 de

Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (définition de principe) - **Sur les amendements de la commission tendant au rétablissement du texte adopté en première et deuxième lecture par le Sénat** : - **Art. 1 à 6 bis** (p. 412, 413) : s'oppose aux amendements n° 1 à n° 9 - **Art. 6 ter** : accepte le n° 10 - **Art. 7** : s'oppose au n° 11 - **Art. 8** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 12 - **Art. 9** (p. 414) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les n° 13 et n° 18 - S'oppose aux n° 14 et n° 16 et accepte le n° 17 - **Art. 10** : s'oppose au n° 20 - **Art. 11 et 12** (p. 415) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les n° 21, n° 22, n° 23 et n° 24 - **Art. 12 bis** : s'oppose au n° 25 - **Art. 13** (p. 416) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les n° 26, n° 27 et n° 29 - S'oppose au n° 28 et au n° 30 - **Art. 14 à 17** (p. 416 à 418) : s'oppose aux n° 31 à n° 38 ainsi qu'au n° 209 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis sur l'article 16 (substitution du mot « habitant » au mot « électeur ») - **Art. 18 bis** : accepte le n° 39 - **Art. 19 à 21** (p. 418, 419) : s'oppose aux n° 40 à n° 45 - **Art. 23 et 24** (p. 420) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les n° 46, n° 47, n° 48 et n° 49 - **Art. 25 à 26 bis** : s'oppose aux n° 50, n° 51 et n° 52 - **Art. 26 ter** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les n° 53 et n° 54 - **Art. 26 quinquies** : s'oppose au n° 55 et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 56 - **Art. 27 et 28** (p. 421, 422) : s'oppose aux n° 57 et n° 58 - **Art. 29** : accepte le n° 59 - **Art. 30 à 33 bis** (p. 422 à 424) : s'oppose aux n° 61 à n° 67 - **Chapitre V - art. 36** (p. 424, 425) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les n° 68 et n° 69 - **Titre II bis - Chapitre 1^{er} A - Art. 36 bis A à 36 terdecies** (p. 425 à 428) : s'oppose aux n° 70 à n° 87 - **Titre III - Chapitre 1^{er} - Art. 37 à 46 bis** (p. 428 à 431) : s'oppose aux n° 88 à n° 99 - **Chapitre 1^{er} bis - Art. 46 ter** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les n° 100 et n° 101 - **Art. 48** (p. 432) : s'oppose au n° 102 ainsi qu'au n° 212 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (principe de la coopération intercommunale) - **Art. 49** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les n° 105 et n° 106 et s'oppose aux n° 104 et n° 107 - **Art. 50 à 53 septies** (p. 433 à 435) : s'oppose aux n° 108 à n° 118 - **Avant l'art. 56 undecies (par priorité)** (p. 438 à 439) : s'oppose aux amendements de M. Robert-Paul Vigouroux n° 210 et n° 211 (bataillon des sapeurs-pompiers de Marseille) - **Art. 56 octies à 54 septies** (p. 440 à 443) : s'oppose aux n° 119 à n° 131 - **Art. 54 octies** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 132 - **Art. 54 nonies à 54 terdecies** (p. 444, 445) : s'oppose aux n° 133 à n° 138 - **Art. 56 bis AAA** (*extension de la liste des bénéficiaires de la dotation ville centre*) (p. 445) : s'oppose au n° 139 - **Art. 56 AAB** (*modification de l'organisation administrative de Paris-Lyon-Marseille*) : accepte le n° 140 - **Art. 64 sexies (par priorité)** (p. 448) : s'oppose à l'amendement n° 206 de M. Jean Faure (répartition de la dotation de développement rural) - S'oppose aux n° 199 à n° 203 - **Art. 56 bis AA** (p. 449) : s'oppose au n° 141 - **Art. 56 bis ABA** : accepte le n° 142 - **Art. 56 bis AC** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 143 - **Art. 56 bis AD** : s'oppose au n° 144 - **Art. 56 bis B, art. 56 bis** (p. 450) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les n° 145 et n° 146 - **Art. 56 ter** : s'oppose au n° 147 - **Art. 56 quater** : accepte le n° 148 - **Art. 56 quinquies à 56 terdecies** (p. 451) : s'oppose aux n° 149 à n° 154 - **Art. 56 quaterdecies** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 155 - **Art. 56 quindecies, sedecies, septemdecies et duo-decives** (p. 452) : s'oppose aux n° 156 à n° 159 - **Art. 57 à 59** (p. 453 à 456) : s'oppose aux n° 160 à n° 166 - **Art. 59 bis A** : accepte le n° 167 - **Art. 59 bis à 59 sexies** (p. 457, 458) : s'oppose aux n° 168 à n° 175 - **Art. 60 ter à 61 bis** (p. 459) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 176 à n° 178 - **Art. 62** : s'oppose au n° 179 - **Art. 63** (p. 460) : s'oppose aux n° 180 et n° 181 - S'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 182 - (p. 461) : s'oppose aux n° 183 et n° 184 - S'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 185 - S'oppose aux n° 186 et n° 187 - **Art. 63 bis C** : s'oppose au n° 188 - **Art. 63 ter** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les n° 189 et n° 190 - **Art. 64 à 64 ter 2** (p. 462, 463) : s'oppose aux n° 192 à n° 198 - **Art. 65 ter et 66** (p. 464) : s'oppose aux n° 204 et n° 205 - **Sur l'ensemble** (p. 465) : remerciements.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux - Nouvelle lecture** [n° 246 (91-92)] - (24 janvier 1992) - **Discussion générale** (p. 470) : retraites - Commission mixte paritaire - Communes de plus de dix mille habitants - Petites communes - Barème indemnitaire - (p. 471) : établissements publics de coopération intercommunale - Fiscalisation - Droit à la formation - Accidents survenus lors de l'exercice des

mandats locaux - Petites communes rurales - Création d'une caisse autonome de retraite - Cotisations - Décentralisation - (p. 474) ; examen de ce projet - Retraites - (p. 475) ; fiscalisation - **Art. 1^{er}** (p. 476) : s'oppose aux amendements de la commission n° 1 (remplacement du temps de travail perdu en raison des absences) et n° 2 (temps d'absence utilisé) - **Art. 6** (p. 477) : s'oppose aux amendements n° 3 et n° 4 de la commission (autorisations d'absence dans les départements) - **Art. 9** : s'oppose à l'amendement n° 5 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 18** (p. 479) : invoque l'article 40 de la Constitution contre l'amendement n° 6 de la commission (cas des communes touristiques et thermales) - **Art. 18 ter** (*communes de moins de deux mille habitants*) (p. 479) : s'oppose à l'amendement n° 7 de la commission (indemnité votée par les conseils municipaux) - **Art. 27 bis** (*fraction des indemnités de fonction représentative de frais d'emploi*) (p. 481) : s'oppose à l'amendement n° 8 de la commission (détermination de la fraction des indemnités de fonction versée aux élus locaux et représentative de frais d'emploi) - **Art. 28** (p. 483) : s'oppose à l'amendement n° 9 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 30** (p. 484) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 10 de la commission - **Art. 31** : s'oppose à l'amendement de coordination n° 11 de la commission - **Avant l'art. 31 ter** (p. 487) : s'oppose à l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement du titre IV bis relatif aux indemnités des élus du Conseil supérieur de l'étranger) - **Art. 31 ter** (*membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger*) (p. 485) : s'oppose à l'amendement n° 13 de la commission (indemnité des membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger) - **Art. 35** (p. 488) : s'oppose à l'amendement n° 14 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 36** (p. 491) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Etienne Dailly (adoption de l'expression « dans les conditions du droit commun des traitements et salaires ») - **Art. 37** (p. 492) : invoque l'article 40 de la Constitution contre l'amendement n° 17 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (nouvelle rédaction de cet article) - **Intitulé** : s'oppose à l'amendement n° 15 de la commission (« Projet de loi relatif aux conditions d'exercice du mandat des élus locaux et des membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger »).

- **Projet de loi relatif aux caisses de crédit municipal** [n° 292 (91-92)] - (5 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 984, 985) : caisses de crédit municipal - Concertation - Pouvoirs et responsabilités des communes-sièges - Prêts sur gages et services bancaires - Union centrale des caisses de crédit municipal - Fonction publique territoriale - Refinancement - (p. 989) : rapport de l'inspection des finances - Vocation sociale - Services bancaires - Décentralisation - Fonds de garantie - « Bancarisation » - (p. 990) : situation financière - Concertation - Refinancement - **Art. 1^{er}** (*statut et compétences des caisses de crédit municipal*) : accepte les amendements de la commission, n° 1 (rétablissement de l'adverbe « notamment » relatif à la mission de lutte contre l'usure des caisses de crédit municipal) et n° 2 (possibilité pour les caisses de crédit municipal d'effectuer avec les autres établissements de crédit toutes opérations) - (p. 991) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 3 (catégories de personnes morales susceptibles d'obtenir un prêt des caisses) et demande le retrait du n° 4 (absence d'obligation pour les caisses exerçant déjà une activité de crédit aux personnes physiques d'obtenir un agrément) - (p. 992) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 5 (remplacement du mot « filiale » par une formulation ne préjugant pas de la nature juridique de la structure créée par la caisse pour ses activités annexes) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 6 (suppression de la référence à l'impossibilité pour une caisse de céder la dénomination « crédit municipal ») - **Art. 2** (*contrôle des caisses et responsabilités des communes*) : accepte l'amendement n° 18 de la commission (octroi à l'organe de contrôle du titre de conseil d'orientation et de surveillance) - (p. 993) : accepte les amendements de la commission, n° 7 (composition et compétences du conseil d'orientation et de surveillance) et n° 8 (nature de la responsabilité financière des communes-sièges) - S'oppose à l'amendement n° 15 de M. Robert Vizet (suppression de la responsabilité financière des communes-sièges) - (p. 994) : s'oppose aux amendements identiques, n° 9 de M. François Trucy et n° 16 de M. Robert Vizet (suppression de la garantie des communes-sièges pour les emprunts obligataires émis avant l'entrée en vigueur de la

loi) - Accepte l'amendement n° 10 de la commission (suppression des dispositions permettant aux caisses de créer des « filiales » pour développer leurs activités annexes) - (p. 995) : accepte l'amendement n° 11 de la commission (information des conseils municipaux) - **Art. 3** (*dispositions diverses*) : accepte l'amendement n° 12 de la commission (suppression et transfert au début de l'article 4 des dispositions relatives à l'emploi de directeur d'une caisse de crédit municipal) - **Art. 4** (*dispositions transitoires relatives aux directeurs des caisses*) : accepte l'amendement de coordination n° 13 de la commission - (p. 996) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 14 de la commission (caractère fonctionnel de l'emploi de directeur d'une caisse de crédit municipal) - **Après l'art. 4** (p. 997) : son amendement n° 17 : validation de l'ensemble des actes réglementaires relatifs à la gestion des personnels parisiens pris sur la base d'un décret de 1988 annulé par le Conseil d'Etat ; adopté.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 330 (91-92)] - (20 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1281) : réussite de la commission mixte paritaire - Remerciements - Caisse de crédit municipal - Concertation.

- **Projet de loi relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique** [n° 310 (91-92)] - (25 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1358) : collectivités locales - Lecture publique - Cinéma - Bibliothèques centrales de prêt, BCP - Création de bibliothèques-médiathèques municipales à vocation régionale - Salles de cinéma - Baisse des entrées - Transferts de compétence dans le cadre de la dotation générale de décentralisation, DGD - (p. 1359) : lecture publique - BCP - Bibliothèques municipales à vocation régionale - Bibliothèques universitaires - Bibliothèque de France - Salles de spectacle cinématographique - Zones rurales - Culture - (p. 1364) : dotation générale de décentralisation, DGD - Création des bibliothèques municipales à vocation régionale - Décentralisation - Dotation financière des régions - Cas de la région Champagne-Ardenne - (p. 1365) : bibliothèques départementales de prêt - Bibliothèque de France - Financement des bibliothèques municipales à vocation régionale - DGD des communes - Etat du programme d'équipement des bibliothèques centrales de prêt - Développement d'une architecture novatrice - Réalisation d'une bibliothèque centrale de prêt par la collectivité territoriale de Mayotte - (p. 1366) : bibliothèques municipales à vocation régionale - Fréquentation des bibliothèques par les habitants des villes et du département - Cinéma dans les communes rurales - **Art. 1^{er}** (*intégration des crédits d'équipement des bibliothèques centrales de prêt dans la dotation générale de décentralisation*) : s'oppose aux amendements identiques n° 1 de la commission et n° 10 de la commission saisie pour avis (intégration des crédits liés à la compensation des charges d'investissement des bibliothèques centrales de prêt à la dotation générale de décentralisation des départements) - **Art. 2** (*répartition des crédits transférés entre la dotation générale de décentralisation des départements et la dotation générale de décentralisation des communes*) (p. 1367) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 2 de la commission et n° 11 de la commission saisie pour avis - **Art. 3** (*instauration d'un concours particulier pour les bibliothèques au sein de la dotation générale de décentralisation des départements*) (p. 1368) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 3 de la commission - **Art. 4** (*les bibliothèques municipales à vocation régionale*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 14 de la commission saisie pour avis (création et définition des bibliothèques municipales d'intérêt national) - **Art. 5** (*achèvement du programme de construction des bibliothèques centrales de prêt*) (p. 1369) : accepte l'amendement de précision n° 5 de la commission - **Après l'art. 5** : accepte l'amendement n° 15 de la commission saisie pour avis (substitution à l'actuelle dénomination « bibliothèque centrale de prêt » de celle de « bibliothèque départementale de prêt ») - **Art. 6** (*subventions versées par les communes aux entreprises d'exploitation cinématographique*) (p. 1370) : accepte les amendements de la commission n° 7 (exclusion du bénéfice des subventions versées par les communes aux entreprises d'exploitation cinématographique des établissements spécialisés dans la projection de films à caractère pornographique ou d'incitation à la violence) et n° 6 (attribution des subventions versées par les communes aux entreprises d'exploitation cinématographique qui, quel que soit le nombre de leurs salles, réa-

lisent en moyenne hebdomadaire moins de 2 200 entrées) et, sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 18 de la commission saisie pour avis - **Art. 7 (subventions versées par les départements aux entreprises d'exploitation cinématographique)** (p. 1371) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 17 de la commission saisie pour avis et accepte les amendements de la commission n° 8 (attribution des subventions versées par les départements aux entreprises d'exploitation cinématographique qui, quel que soit le nombre de leurs salles, réalisent en moyenne hebdomadaire moins de 2 200 entrées) et n° 9 (exclusion du bénéfice des subventions versées par les départements aux entreprises d'exploitation cinématographique que des établissements spécialisés dans la projection de films à caractère pornographique ou d'incitation à la violence).

Nouvelle lecture [n° 459 (91-92)] - (30 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 2223) - **Art. 1^{er}** (p. 2224) : s'oppose à l'amendement n° 1 de la commission (intégration des crédits correspondant à la compensation des charges d'investissement des bibliothèques centrales de prêts dont la compétence a été transférée aux départements dans la dotation générale de décentralisation des départements) - **Art. 2** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 2 de la commission - **Art. 3** (p. 2225) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 3 de la commission - **Art. 4** (p. 2226) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 4 de la commission (bibliothèques municipales à vocation régionale) ainsi que pour le sous-amendement n° 5 de M. Jean Clouet.

- **Projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 462 (91-92)]** - (30 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 2263, 2264).

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques [n° 10 (92-93)]** - (1^{er} décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3527) : financement des partis politiques et des campagnes électorales - Collectivités locales - (p. 3528) : mode de gestion des services publics administratifs par les collectivités locales - Transparence du contrôle budgétaire et chambre régionale des comptes - Sociétés d'économie mixte - Loi d'orientation sur l'administration territoriale de la République - (p. 3529) : contrôle de légalité du préfet - (p. 3550) : décentralisation et corruption - Elus locaux - Contrôle a priori des préfets - (p. 3551, 3552) : information des assemblées quant aux décisions des chambres régionales de comptes - Compétence de la cour de discipline budgétaire à l'égard des élus locaux - Délégations de service public - Financement public et privé de la vie politique - Décentralisation et tutelle - **Titre II (financement des campagnes électorales des partis politiques)** (p. 3556) : s'oppose à l'amendement n° 110 de la commission (suppression du titre II et de son intitulé) - **Avant l'art. 8 A** (p. 3558) : s'oppose à l'amendement n° 201 de M. Jean Dumont (possibilité pour les formations politiques présentant un candidat dans vingt circonscriptions de bénéficier des fonds publics) - (p. 3560) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 204 de M. Claude Estier (placement des fonds destinés au règlement de la campagne électorale) - (p. 3561) : s'oppose à l'amendement n° 215 de M. Jean Cluzel (pouvoir d'appréciation du juge pour sanctionner les infractions aux différentes élections) - **Art. 8 A (dévolution du solde d'actif des associations de financement électorales ou des mandataires financiers)** (p. 3562) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 111 de la commission et accepte l'amendement n° 205 de M. Claude Estier (interdiction des reversesments d'un compte de campagne à un autre compte de campagne pour une même élection) - **Art. 8 B (rapport annuel de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 112 de la commission - **Art. 8 (nouvelles règles applicables aux dons des personnes morales aux candidats aux élections publiques)** (p. 3564) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 113 de la commission et n° 9 de M. Xavier de Villepin, ainsi qu'aux amendements de M. Charles Lederman n° 220 (suppression du financement des campagnes électorales par les personnes morales privées), n° 221 de coordination et n° 222 de conséquence.

Suite de la discussion - (2 décembre 1992) - **Après l'art. 8** (p. 3575 à 3578) : s'oppose aux amendements de M. Charles

Lederman n° 223 (limitation des dons des personnes morales dans leur ensemble à 50 000 francs), n° 224 (limitation du financement des campagnes électorales par les entreprises privées), n° 225 (augmentation du montant minimal des dons en espèces à un candidat), n° 226 (suppression de la limitation du montant global des dons en espèces faits au candidat), n° 227 (suppression de la participation au financement des activités politiques par les sociétés dont l'Etat est actionnaire), n° 228 (publication intégrale des comptes par la commission des comptes de campagne), n° 229 (adjonction aux membres de la commission des comptes de campagne d'un membre désigné par chaque formation ayant présenté plus de cinq candidats aux dernières élections législatives), n° 230 (suppression de la possibilité donnée à la commission des comptes de campagne de demander à des officiers de police judiciaire de procéder à toute investigation jugée nécessaire pour l'exercice de sa mission) et n° 231 (modification de la répartition des sommes versées par l'Etat aux partis et groupements politiques) - **Art. 8 bis (abaissement du plafond des dépenses électorales pour l'élection des députés)** (p. 3579) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 114 de la commission - **Art. 8 ter (taux de prise en charge par l'Etat d'une fraction de certaines dépenses électorales des candidats ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 115 de la commission - **Art. 9 (nouvelles règles applicables aux dons des personnes morales aux partis et groupements politiques)** (p. 3582) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 233 (interdiction du financement des partis politiques par les entreprises privées), n° 234 (limitation des ressources provenant des entreprises privées dans les budgets annuels des partis), n° 235 de conséquence, n° 236 (suppression de la déduction fiscale des dons émanant des personnes morales de droit privé), n° 237 (suppression de dispositions établissant la conformité à l'objet social des dons consentis par une entreprise privée à des candidats ou partis politiques), n° 238 et n° 239 de coordination, ainsi qu'à l'amendement n° 251 de M. Robert Vigouroux (limitation du plafonnement des dons des personnes morales à 25 % ou à 2 millions de francs) - **Après l'art. 9** (p. 3583) : s'oppose à l'amendement n° 240 de M. Charles Lederman (consultation des représentants du personnel et accord des organes dirigeants et associés pour les dons effectués par les personnes morales à un candidat) - **Art. 9 bis (modification des règles d'attribution de l'aide financière de l'Etat aux partis politiques)** : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 117 de la commission et n° 252 de M. Robert Vigouroux - **Art. 10 (applicabilité à Mayotte)** (p. 3584) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 118 de la commission - **Après l'art. 10** : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 242 (répartition du temps d'antenne entre les groupes politiques) et n° 243 (suppression des restrictions au droit d'affichage) - **Art. 10 bis (report de la date d'entrée en vigueur des dispositions relatives au financement des campagnes électorales après les prochaines élections législatives)** (p. 3585) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 119 de la commission et n° 244 de M. Charles Lederman.

Suite de la discussion - (3 décembre 1992) - **Art. 50 (exploitation en régie par les communes de services d'intérêt public à caractère administratif)** (p. 3681 à 3684) : accepte l'amendement de précision n° 169 de la commission et s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Yvon Bourges (conditions du financement des groupes d'élus par les collectivités territoriales) - Législation relative aux indemnités correspondant à l'exercice des mandats locaux - Groupes dits politiques des assemblées des collectivités locales - Consultation de l'association des maires de France, de l'association des présidents de conseils généraux et de l'association des présidents des conseils régionaux - Position du préfet d'Ille-et-Vilaine - Financement des groupes dits politiques par les collectivités locales - **Art. 52 (communication des avis et observations des chambres régionales des comptes aux assemblées délibérantes des collectivités locales)** : s'oppose à l'amendement n° 170 de la commission (inscription à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante des observations de la chambre régionale des comptes et consultation de celles-ci au siège de la collectivité locale ou de l'organisme par tout membre de l'assemblée à sa demande) - **Avant l'art. 53** (p. 3685) : s'oppose à l'amendement n° 192 de M. Paul Girod (administration des sociétés d'économie mixte sous la forme de sociétés anonymes à directoire) - **Art. 53**

(*contrôle des sociétés d'économie mixte locales*) (p. 3687) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 171 (suppression de l'adverbe « notamment » et de la référence au cas où une société d'économie mixte exerce des prérogatives de puissance publique pour le compte de la collectivité) et s'oppose au n° 172 (information des collectivités locales actionnaires en cas de participation au capital d'une société commerciale sans information préalable à la prise de participation) - S'oppose à l'amendement n° 256 de M. Jacques Rocca Serra (subordination de la prise de participation d'une société d'économie mixte au capital d'une société commerciale à l'information et l'accord de la collectivité locale actionnaire majoritaire) - **Avant l'art. 55** (p. 3688) : s'oppose à l'amendement n° 28 de la commission des finances saisi pour avis (alignement sur le droit commun de la décentralisation du régime de la loi du 16 juillet 1980 relative aux astreintes prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public) - **Art. 55** (*extension de la compétence de la Cour de discipline budgétaire et financière aux autorités territoriales*) (p. 3689) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 29 de la commission des finances saisi pour avis (actes des élus locaux à raison desquels ils sont justiciables de la Cour de discipline budgétaire et financière) - Accepte les amendements de la commission, n° 173 (correction d'une erreur de référence) et n° 174 (soumission à la Cour de discipline budgétaire et financière du vice-président d'un groupement de collectivités locales dès lors qu'il bénéficie d'une délégation) - **Art. 56** (*délit d'obstacle à l'exercice des pouvoirs des membres de la Cour des comptes ou des chambres régionales des comptes*) (p. 3690) : s'oppose aux amendements de la commission des finances saisi pour avis, n° 32 et n° 33 qualifiant la faute d'intentionnelle - Son amendement n° 268 : simplification de la saisine des juridictions compétentes dans le cas du délit d'entrave aux investigations des magistrats financiers ; adopté - **Art. 56 bis** (*procédure devant la Cour des comptes et les chambres régionales des comptes*) : accepte les amendements identiques de suppression n° 34 de la commission des finances saisi pour avis, n° 175 de la commission et n° 211 de M. Claude Estier - **Art. 56 ter** (*procédure devant la Cour des comptes et les chambres régionales des comptes*) (p. 3691) : accepte l'amendement n° 35 de la commission des finances saisi pour avis (nouvelle rédaction) - **Art. 56 quater** (*associations subventionnées*) : s'oppose à l'amendement n° 178 de la commission (application du texte aux associations dont la subvention est supérieure à 500 000 F ou représente plus de 50 % du budget de l'association lorsque celui-ci atteint 250 000 F) - **Art. 57** (*contrôle de légalité des décisions des sociétés d'économie mixte locales exerçant des prérogatives de puissance publique*) (p. 3692) : accepte l'amendement n° 179 de la commission (exercice de prérogatives de puissance publique par les sociétés d'économie mixte pour le compte des groupements de collectivités locales) - **Art. 58** (*effet suspensif attribué aux demandes de sursis à exécution du préfet*) (p. 3693) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 180 de la commission et n° 22 de M. Xavier de Villepin - **Après l'art. 58** : accepte l'amendement n° 213 de M. Paul Graziani (création des communautés de communes en zone urbaine) - **Intitulé du projet de loi** (p. 3694) : s'oppose à l'amendement n° 181 de la commission (« projet de loi portant diverses dispositions relatives à certaines activités économique et à certaines procédures publiques »).

- **Projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 92-11 du 4 janvier 1992 d'habilitation relative à l'adaptation de la législation applicable dans les départements d'outre-mer [n° 103 (92-93)]** - (16 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4156, 4157) : ordonnances soumises à ratification - Procédure pénale - Indemnisation des victimes d'accidents de la circulation et des victimes d'infractions - Secret des correspondances - Ecoutes téléphoniques - Organisation judiciaire - Aide juridictionnelle.

- **Projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 91-1380 du 28 décembre 1991 d'habilitation relative à l'adaptation de la législation applicable à la collectivité territoriale de Mayotte [n° 104 (92-93)]** - (16 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4158, 4159) : demande l'adaptation de ce projet de loi.

- **Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et**

aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon [n° 105 (92-93)] - (16 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4160) : jurisprudence du Conseil d'Etat sur le principe de la spécialité législative des territoires d'outre-mer - (p. 4161) : consultation des assemblées d'outre-mer - Polynésie française : expropriation pour cause d'utilité publique - Droit du travail - Elections législatives - Nouvelle-Calédonie : répression du travail clandestin - Fonds intercommunaux de péréquation pour le fonctionnement et l'équipement des communes - Législation du travail à Wallis-et-Futuna - Saint-Pierre-et-Miquelon : règles budgétaires et comptables ; expropriation pour cause d'utilité publique ; code des douanes ; Société française des jeux - Conseils de la culture, de l'éducation et de l'environnement - Départements d'outre-mer ; taxe spéciale de consommation des carburants - Tribunal administratif de Mayotte - **Après l'art. 2** (p. 4165) : demande le retrait de l'amendement n° 12 de la commission (application à la collectivité territoriale de Mayotte de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications) - **Art. 12** (*adaptation de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication*) : accepte l'amendement de rectification n° 13 de la commission - **Art. 24 bis** (*dispositions modifiant la législation électorale*) (p. 4168, 4169) : son amendement n° 8 : modification de la date limite de déclaration des candidatures entre les deux tours de scrutin en Polynésie française ; adopté - **Art. 35 bis** (*adaptation de dispositions du code des douanes au territoire des îles Wallis-et-Futuna*) (p. 4171) : accepte l'amendement de rectification n° 14 de la commission - **Art. 44** (*installation du nouveau conseil d'administration de la caisse de prévoyance sociale de Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 4174) : demande le retrait de l'amendement n° 15 de la commission (réduction du délai) - **Après l'art. 47** (p. 4175, 4176) : son amendement n° 9, soutenu par M. Albert Pen : application à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon du régime de l'épargne logement prévu aux articles L. 315-1 à L. 315-10 du code de la construction et de l'habitation ; adopté - **Après l'art. 47 ter** (p. 4177) : demande le retrait de l'amendement n° 3 de M. Albert Pen (plan social des dockers à Saint-Pierre-et-Miquelon) - Son amendement n° 19 : autorisation d'ouverture de casinos à Saint-Pierre-et-Miquelon ; adopté - (p. 4178) ; s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Albert Pen (octroi au conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon de la compétence d'immatriculation de navires armés au commerce) - Pavillon français - Pavillon des îles Kerguelen - **Art. 48 A** (*extension du régime de la tutelle aux prestations sociales*) (p. 4179) : son amendement de suppression n° 10 ; adopté - **Art. 48 B** (*conseils de la culture, de l'éducation et de l'environnement dans les régions de Guadeloupe, Guyane, de Martinique et de la Réunion*) (p. 4180) : accepte l'amendement de rectification n° 16 de la commission - **Art. 48 ter** (*taxe spéciale de consommation dans les régions de Guadeloupe, Guyane, Martinique et de la Réunion*) (p. 4181, 4182) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Georges Othily (augmentation de la part de la dotation affectée à la collectivité régionale) - **Art. 49** (*adaptation de la loi n° 46-173 du 23 mai 1946 portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur*) (p. 4183) : s'oppose à l'amendement n° 17 de la commission (autorisation d'exercer en métropole pour les personnes non diplômées autorisées à exercer dans les DOM-TOM) - **Art. 50 bis** (*adaptation de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat*) (p. 4184) : accepte l'amendement n° 18 de la commission (commission départementale d'équipement commercial) - **Après l'art. 50 quater** (p. 4185) : son amendement n° 11 : extension aux DOM et à Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi du 25 octobre 1946 instituant le Centre national de la cinématographie ; adopté - **Après l'art. 51** (p. 4186, 4187) : sur les amendements de M. Albert Pen, s'oppose au n° 6 (compétences du président du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon en matière de relations internationales) et demande le retrait du n° 7 (régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon ; garantie des droits des travailleurs intermittents, notamment les dockers) - **Sur l'ensemble** (p. 4187) : concertation avec les assemblées territoriales.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques - Nouvelle lecture [n° 152 (92-93)]** - (19 décembre

1992) - **Titre II** (p. 4428) : s'oppose à l'amendement n° 12 de la commission (suppression du Titre II et de son intitulé) - **Art. 8 AA** (*pouvoir d'appréciation du juge pour la sanction des infractions aux différentes élections*) : s'oppose à l'amendement n° 13 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 8 A** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 14 de la commission - **Art. 8 B** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 15 de la commission - **Art. 8** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 16 de la commission - **Art. 8 bis** (p. 4429) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 17 de la commission - **Art. 8 ter A** (*audition de la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 18 de la commission - **Art. 8 ter et 9** (p. 4430) : s'oppose aux amendements de suppression de la commission n° 19 et n° 20 - **Art. 9 bis A** : accepte les amendements identiques de suppression n° 21 de la commission et n° 76 de M. Charles Lederman - **Art. 9 bis B** (p. 4431) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 22 de la commission - **Art. 9 bis C** : accepte les amendements de suppression n° 23 de la commission et n° 77 de M. Charles Lederman - **Art. 9 bis, 10 et 10 bis** : s'oppose aux amendements de suppression de la commission, n° 24, n° 25 et n° 26 - **Art. 52, 53, 54 bis** (*astreintes prononcées en matière administrative et exécution des jugements par les personnes morales de droit public*) et **56** (p. 4446) : s'oppose aux amendements de la commission n° 67, n° 68, n° 69 et n° 70 tendant au rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture - **Art. 58 et 58 ter** : s'oppose aux amendements de suppression de la commission n° 71, n° 72 et n° 78 de M. Charles Lederman - **Intitulé du projet de loi** (p. 4448) : s'oppose à l'amendement n° 73 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture).

- **Projet de loi modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire [n° 83 (92-93)]** - (21 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4629) : pratiques mortuaires : caractéristiques d'une civilisation - (p. 4630) : nécessité d'adapter la législation existante - Absence de base légale pour les sanctions pénales réprimant les infractions au monopole communal des pompes funèbres - Excessive dispersion des prix - Opacité du marché - Evolution des mentalités - Souhait de suppression du monopole existant - Evolution de la jurisprudence française et européenne - Redéfinition du service public - (p. 4631) : nécessité pour le service des pompes funèbres de rester un service public - Règlement national et règlement municipal - Renforcement de la procédure d'habilitation - Interdiction des actions de démarchage - Concertation - Extension des dispositions à l'Alsace et à la Moselle - (p. 4632) : équilibre entre concurrence et réglementation nouvelle - Règles de transparence - Mise en place d'une période transitoire de six ans pour les régies et de trois ans pour les concessions - (p. 4637) : souci des familles - Office national de thanatologie - Absence de respect du monopole - Transparence - Période transitoire - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 4638) : s'oppose à l'amendement n° 35 de M. Robert Pagès (principes de l'activité funéraire) - **Art. 1^{er}** (*organisation du service public des pompes funèbres*) (p. 4640) : sur les amendements de M. Robert Pagès, s'oppose au n° 36 (nouvelle rédaction de l'article définissant le service public des pompes funèbres et création d'un office national de thanatologie) et au n° 37 (maintien du service extérieur des pompes funèbres sous la responsabilité des municipalités) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 39 (habilitation des sociétés ou associations au même titre que les entreprises) - Sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 3 rédactionnel et au n° 4 (intégration des chambres funéraires dans le service public des pompes funèbres) et accepte les n° 5 rédactionnel et n° 6 (égalité sociale et fiscale pour toutes les entreprises, y compris les concessions) - **Après l'art. 1^{er}** (p. 4641) : s'oppose à l'amendement n° 38 de M. Robert Pagès (création d'un office public national de thanatologie) - **Art. 2** (*règlement national et règlement municipal*) - **Art. L. 362-1-1 du code des communes** (*institution d'un règlement national des pompes funèbres*) (p. 4642) : s'oppose aux amendements n° 40 de M. Robert Pagès (détermination des conditions tarifaires par le règlement national) et n° 7 de la commission (nouvelle rédaction de l'article et définition des obligations des entreprises et des modalités d'information de celles-ci dans le règle-

ment national) - **Art. L. 362-1-2 du code précité** (*possibilité pour les conseils municipaux d'arrêter un règlement municipal*) : accepte l'amendement n° 8 de la commission (nouvelle rédaction de l'article prévoyant le respect du règlement national par le règlement municipal et la suppression de la référence à l'observatoire local), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 63 ; rejeté - **Après l'art. 2** (p. 4643) : s'oppose à l'amendement n° 41 de M. Robert Pagès (établissement des principes de tarification des prestations fournies par les régies chargées de l'exécution du service public des pompes funèbres) - **Art. 4** (*délivrance de l'habilitation*) (p. 4644) : s'oppose aux amendements identiques n° 42 de M. Robert Pagès et n° 51 de M. Jean Chérioux (suppression de l'habilitation pour les régies municipales) - Sur l'amendement n° 9 de la commission (extension du champ d'application de l'habilitation) qu'il accepte, son sous-amendement n° 65 ; rejeté - (p. 4645) : s'oppose à l'amendement n° 43 de M. Robert Pagès (modalités d'accord de l'habilitation) et accepte les amendements n° 10 (suppression de la possibilité pour le ministre de l'intérieur de délivrer l'habilitation sans que le préfet soit averti) et n° 11 de coordination de la commission - Son amendement n° 64 : conditions de délivrance de l'habilitation ; adopté - (p. 4646) : s'oppose à l'amendement n° 44 de M. Robert Pagès (suppression du dernier alinéa de l'article 4 donnant au préfet le pouvoir d'accorder une habilitation pour l'ensemble du territoire national) - **Art. 5** (*moralité et nationalité des dirigeants*) : sur les amendements de la commission, accepte les n° 12 (intégration de la corruption passive dans la liste des infractions empêchant d'accéder à la fonction de dirigeant) et n° 13 (tribunal compétent pour apprécier la régularité de la condamnation) et s'oppose au n° 14 (suppression de la possibilité donnée aux réfugiés et apatrides de participer au service public des pompes funèbres) - **Art. 6** (*suspension et retrait de l'habilitation*) (p. 4647) : sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 15 (possibilité de retirer l'habilitation à une entreprise méconnaissant les dispositions du règlement municipal) et accepte le n° 16 (suppression de l'obligation faite aux préfets de retirer l'habilitation en cas de récidive) - S'oppose à l'amendement n° 52 de M. Jean Chérioux (extension du champ d'application des sanctions aux violations du règlement municipal) - **Art. 7** (*Conseil national des opérations funéraires*) (p. 4648) : sur les amendements de M. Robert Pagès, s'oppose au n° 45 (représentation des salariés au Conseil national des opérations funéraires) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 46 (inscription de l'évolution des tarifs pratiqués par les professionnels dans le rapport publié par le Conseil national des opérations funéraires) - **Art. 9** (*personnes dépourvues de ressources suffisantes*) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 17 de la commission - **Art. 11** (*confusion avec les services communaux*) : s'oppose à l'amendement n° 18 de la commission (principe de l'interdiction de certaines publicités) - (p. 4649) : son amendement rédactionnel n° 66 ; rejeté - **Art. 12** (*mentions sur la publicité*) : s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 19 de la commission - **Art. 13** (*démarchage*) : sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 73 de coordination et accepte le n° 20 (extension de l'interdiction du démarchage à toutes les offres de services liées à un décès) - Son amendement n° 67 : précisions relatives aux démarchages ; adopté - **Avant l'art. 15** : accepte l'amendement de coordination n° 22 de la commission - **Art. 15** (*sanctions pénales*) : accepte l'amendement n° 23 de la commission (nouvelle rédaction de l'article regroupant toutes les infractions commises par les personnes physiques à la législation funéraire) et s'oppose à l'amendement de coordination n° 54 de M. Jean Chérioux - **Art. 15 bis** (*sanctions pénales*) (p. 4651) : accepte l'amendement n° 24 de la commission (regroupement des peines applicables aux personnes morales) - **Art. 15 ter** (*sanctions pénales*) : accepte l'amendement de suppression n° 25 de la commission - **Après l'art. 15 ter** : s'oppose à l'amendement n° 47 de M. Robert Pagès (sanctions à l'encontre du dirigeant d'entreprise de pompes funèbres reconnu coupable d'infractions à la législation funéraire) - **Art. 15 quater** (*sanctions pénales*) (p. 4652) : accepte l'amendement de suppression n° 26 de la commission - **Après l'art. 15 quater** : son amendement n° 68 : possibilité pour les autorités publiques de choisir une entreprise en cas de circonstances exceptionnelles ; adopté - **Art. 17** (*chambres funéraires*) (p. 4653) : accepte les amendements de la commission n° 27 (suppression des dispositions ne relevant pas de la loi) et n° 74 (peine plancher en cas de méconnaissance des dis-

positions relatives aux chambres funéraires) - **Art. 18** (*chambres mortuaires*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 28 de la commission - **Art. 19** (*crématoriums*) : s'oppose à l'amendement n° 29 de la commission (suppression de la disposition prévoyant une enquête publique préalable pour la création d'un crématorium) - Son amendement n° 69 : valeur législative pour l'article du code des communes prévoyant la mise en usage d'un appareil crématoire à la suite d'une autorisation du préfet ; devenu sans objet - **Art. 20** (*crématoriums*) (p. 4654) : s'oppose à l'amendement n° 56 de M. Jean Chérioux (soustraction des régies au principe de l'habilitation par l'Etat) - **Art. 21** (*prescriptions techniques*) : accepte l'amendement de suppression n° 30 de la commission - **Avant l'art. 22** : son amendement n° 70 : modalités d'autorisation de fermeture du cercueil ; adopté - **Art. 22** (*conditions de transport de corps*) (p. 4655) : son amendement de coordination n° 76 ; adopté - **Art. 22 bis** (*application de la loi dans les départements d'Alsace et de Moselle*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 32 de la commission. - **Art. 23** (*période de transition*) (p. 4656, 4657) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 33 de la commission (période transitoire égale pour les régies et les concessions) et s'oppose aux amendements de M. Charles

Ornano, n° 48 (période transitoire permettant aux entreprises d'assurer l'amortissement de leurs investissements) et n° 49 (uniformisation de la durée de la période transitoire pour les régies et les concessions) - Accepte l'amendement n° 71 de la commission (sanctions applicables en cas de violation des droits d'exclusivité maintenus pendant la période transitoire), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 75 - (p. 4658) : sur l'amendement n° 71 de la commission (sanctions applicables en cas de violation des droits d'exclusivité maintenus pendant la période transitoire), son sous-amendement n° 75 ; adopté - Accepte l'amendement n° 72 de la commission (maintien, durant la période transitoire, des assouplissements apportés au droit d'exclusivité).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 179 (92-93)] - (22 décembre 1992) - Discussion générale (p. 4696, 4697) : intérêt des familles - Service public - Règlement national et règlements municipaux sur les pompes funèbres - Modalités de l'habilitation - Période transitoire - Dispositions applicables à l'Alsace et à la Moselle - Se félicite de l'accord intervenu en CMP - Petites et moyennes entreprises de pompes funèbres et période transitoire.

T

TAITTINGER (Pierre-Christian), sénateur de Paris (UREI) - Vice-président du Sénat jusqu'au 1^{er} octobre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire de la Commission nationale consultative des droits de l'homme.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à lutter contre le squattage des locaux d'habitation [n° 307 (90-91)] (29 avril 1991) - **Logement** - Reprise le 20 octobre 1992.

QUESTIONS

Questions orales avec débat ;

n° 44 (*JO Débats* du 3 avril 1992) (p. 525) - Ministère : Premier ministre - *Situation de « La Cinq »* - (Caduque avril 1992) - **Audiovisuel**.

n° 2 (*JO Débats* du 8 avril 1992) (p. 532) - Ministère : Premier ministre - *Situation de « La Cinq »* - **Audiovisuel**.

Questions orales sans débat :

n° 468 (*JO Débats* du 16 octobre 1992) (p. 2693) - Ministère : Intérieur - *Maintien de l'ordre et sécurité des spectateurs et des riverains du Parc des Princes* - (Réponse : *JO Débats* du 7 novembre 1992) (p. 3106) - **Sécurité publique**.

INTERVENTIONS

En qualité de président de séance

- **Hommage aux victimes de la catastrophe aérienne en Alsace** (21 janvier 1992) (p. 308).

- **Ajournement du Sénat** (24 janvier 1992) (p. 493).

- **Souhaits de bienvenue à M. le Président du Parlement européen** (21 avril 1992) (p. 704).

- **Conférence des présidents** - (5 juin 1992) (p. 1466) : donne acte à MM. Charles Lederman et Claude Estier de leurs propos relatifs aux conclusions de la conférence des présidents, fixant la poursuite du débat sur le projet de révision constitutionnelle - Indique que la conférence des présidents a simplement enregistré la demande de fixation de l'ordre du jour prioritaire par le Gouvernement.

- **Rappel au règlement** de M. Emmanuel Hamel - (5 juin 1992) (p. 1473) : indique que le Gouvernement a proposé au Sénat la poursuite du débat sur le projet de révision constitutionnelle, en application de l'article 48 de la Constitution relatif à l'ordre du jour des assemblées.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de la République d'Albanie** (25 juin 1992) (p. 2036)

En qualité de sénateur

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la presse et l'audiovisuel** [n° 331 (91-92)] - (12 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1066, 1067) : paysage audiovisuel français - Télévision - Information - Réglementation - Financement - Antenne 2 et FR 3 - (p. 1068) : La Cinq - ARTE - Production de programmes audiovisuels - CSA - Presse écrite.

- **Projet de loi relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres**

d'art [n° 512 (91-92)] - (27 octobre 1992) - **Art. 1^{er}** (*champ d'application et portée de la garantie accordée par l'Etat aux expositions temporaires*) (p. 2868) : sur l'amendement n° 3 de la commission (substitution au texte proposé d'un mécanisme reposant sur la sélection des oeuvres qui bénéficieront de la garantie de l'Etat), son sous-amendement n° 10 ; adopté - **Après l'art. 1^{er}** (p. 2871) : sur l'amendement n° 4 de la commission (extension aux expositions temporaires organisées par les musées des collectivités territoriales du bénéfice de la garantie de l'Etat), son sous-amendement n° 11 ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 2** (*procédure d'agrément des expositions bénéficiant de la garantie de l'Etat*) (p. 2873) : sur l'amendement n° 5 de la commission (nouvelle rédaction de l'article), son sous-amendement n° 12 ; adopté.

TAPIE (Bernard), ministre de la ville le 2 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (*JO Lois et décrets* du 3 avril 1992).

Fin de ses fonctions ministérielles le 23 mai 1992 (*JO Lois et décrets* du 24 mai 1992).

Ministre de la ville le 26 décembre 1992 (*JO Lois et décrets* du 27 décembre 1992).

TARDY (Fernand), sénateur des Alpes-de-Haute-Provence (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre suppléant du comité consultatif du Fonds national des abattoirs.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code forestier (9 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du régime pétrolier (16 décembre 1992).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 488 (*JO Débats* du 11 novembre 1992) (p. 3118) - Ministère : Agriculture - *Eventuelle redéfinition de la carte oléagineux* - **Produits agricoles et alimentaires**.

n° 501 (*JO Débats* du 19 novembre 1992) (p. 3222) - Ministère : Budget - *Application des décisions des commissions administratives de reclassement des fonctionnaires rapatriés anciens combattants* - **Anciens combattants et victimes de guerre**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant le chapitre III du titre II du livre V du code de la santé publique, relatif à la pharmacie vétérinaire** [n° 286 (91-92)] - (14 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1163) : élevage - Santé publique - Animaux domestiques - Directives communautaires - **Art. 1^{er}** (*définition du médicament vétérinaire immunologique et de l'autovaccin*) (p. 1164, 1665) : son amendement n° 38 : nouvelle rédaction ; adopté après modification par les sous-amendements du Gouvernement n° 45 et n° 46.

- **Conclusions du rapport de M. Jacques de Menou, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur sa proposition de loi** (n° 317, 91-92), déposée avec plusieurs de ses collègues, **tendant à faciliter le développement du tourisme rural** [n° 381 (91-92)] - (17 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1791) : tourisme rural - Aménagement rural - Aménagement nécessaire de la réglementation interdisant le cumul

emploi-retraite ou préretraite - **Art. 1^{er}** (*dérogation à l'interdiction du cumul emploi-retraite des salariés*) (p. 1792) : son amendement n° 1, soutenu par M. Robert Laucournet : activité d'hébergement réalisé sur des biens patrimoniaux ; adopté - **Art. 2** (*dérogation à l'interdiction du cumul emploi-retraite des exploitants agricoles*) (p. 1793) : son amendement n° 2, soutenu par M. Robert Laucournet : même objet que l'amendement n° 1 ; adopté - **Art. 3** (*dérogation à l'interdiction du cumul emploi-préretraite agricole*) ; son amendement n° 3, soutenu par M. Robert Laucournet : même objet que les amendements n° 1 et n° 2 ; adopté - **Après l'art. 3** : son amendement n° 4 : exclusion des revenus provenant de la gestion de biens patrimoniaux touristiques de l'assiette des cotisations de protection sociale agricole ; irrecevable (art. 40 de la Constitution).

- **Projet de loi de finances pour 1993** [n° 55 (92-93)].

Discussion générale :

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3423) : progression du budget de l'agriculture - Réforme de la politique agricole commune, PAC - Quatre priorités définies par le Gouvernement en faveur de l'agriculture - Points faibles du budget de l'agriculture - (p. 3424) : réforme de la politique agricole commune - Mesures d'accompagnement - Préservation du revenu des agriculteurs - Accords de Washington - Négociations du GATT - Soutien du groupe socialiste pour le projet de budget de l'agriculture.

↳ **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur les négociations du GATT** [n° 69 (92-93)] - (26 novembre 1992) (p. 3499) : effort budgétaire sans précédent pour aider les agriculteurs - Interrogation sur la mission donnée par la commission de Bruxelles aux négociateurs européens du GATT - Réduction des exportations de la Communauté - Céréales - Sucre - Viande - Produits laitiers - Viticulture - Le projet d'accord du GATT aggrave considérablement les dispositions contenues dans la réforme de la PAC - Produits de substitution - Compromis signé à Washington inacceptable - Arme alimentaire - Européens divisés - (p. 3500) : groupe socialiste favorable à l'utilisation du compromis de Luxembourg - Regret que l'unanimité ne se soit pas faite à l'Assemblée nationale - Les instances européennes doivent faire preuve de fermeté.

TASCA (Catherine), ministre délégué à la francophonie.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

Secrétaire d'Etat à la francophonie et aux relations culturelles extérieures le 4 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (JO Lois et décrets du 5 avril 1992).

En qualité de secrétaire d'Etat à la francophonie

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 406 de M. Xavier de Villepin : **Corps diplomatique et consulaire** (*Politique de fermeture des consulats de France à l'étranger*) (JO Débats du 16 mai 1992) (p. 1193).

n° 411 de M. Hubert Durand-Chastel : **Français de l'étranger** (*Bourses scolaires pour les élèves français des établissements d'enseignement français à l'étranger*) (JO Débats du 16 mai 1992) (p. 1194).

n° 414 de M. Hubert Durand-Chastel : **Français de l'étranger** (*Délais de délivrance des certificats de nationalité aux Français résidant à l'étranger*) (JO Débats du 16 mai 1992) (p. 1195).

n° 425 de M. Louis Minetti : **Bois et forêts** (*Financement de la préservation, de la restauration et du reboisement des espaces forestiers et ruraux méditerranéens*) (JO Débats du 16 mai 1992) (p. 1191).

n° 476 de Mme Monique Ben Guiga : **Français de l'étranger** (*Protection sociale des Français de l'étranger*) (JO Débats du 21 novembre 1992) (p. 3353).

n° 483 de M. Edouard Le Jeune : **Fonction publique territoriale** (*Prélèvement sur le régime de retraite des agents des collectivités locales*) (JO Débats du 21 novembre 1992) (p. 3355).

n° 484 de M. Edouard Le Jeune : **Anciens combattants et victimes de guerre** (*Préoccupations des anciens combattants*) (JO Débats du 21 novembre 1992) (p. 3351).

n° 491 de M. Xavier de Villepin : **Relations internationales** (*Mise en oeuvre du plan de paix au Cambodge*) (JO Débats du 21 novembre 1992) (p. 3353).

TAUGOURDEAU (Martial), sénateur d'Eure-et-Loir (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

TEULADE (René), ministre des affaires sociales et de l'intégration le 2 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

En qualité de ministre des affaires sociales

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Yves Guéna : **Exploitants agricoles** (*Retraites agricoles*) (JO Débats du 18 décembre 1992) (p. 4197).

de M. Jean-Luc Bécart : **Politique sociale** (*Politique de lutte contre la pauvreté*) (JO Débats du 18 décembre 1992) (p. 4198).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 417 de Mme Marie-Claude Beaudeau : **Handicapés (prestations et ressources)** (*Réévaluation du pouvoir d'achat des handicapés*) (JO Débats du 16 mai 1992) (p. 1187).

n° 418 de M. Jean-Jacques Robert : **Infirmiers et infirmières** (*Inquiétude des infirmiers libéraux*) (JO Débats du 16 mai 1992) (p. 1195).

n° 421 de M. Henri Collette : **Pensions de retraite** (*Avenir des retraites*) (JO Débats du 16 mai 1992) (p. 1184).

n° 441 de M. Henri Collette : **Institutions sociales et médico-sociales** (*Politique à l'égard des centres de formation des travailleurs sociaux*) (JO Débats du 27 juin 1992) (p. 2109).

n° 449 de M. Henri Collette : **Collectivités territoriales** (*Application de la loi relative aux conditions d'exercice des mandats locaux*) (JO Débats du 27 juin 1992) (p. 2106).

n° 452 de M. Richard Pouille : **Energie** (*Position du Gouvernement concernant la mise en oeuvre d'une écotaxe en Europe*) (JO Débats du 27 juin 1992) (p. 2110).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives - Deuxième lecture** [n° 306 (91-92)] - (6 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1002) : économie sociale - Texte adopté à l'unanimité par l'Assemblée nationale - (p. 1003) : associés extérieurs - Organismes de mutualité agricole - Sociétés coopératives ouvrières de production, SCOP - **Art. 11** (*revalorisation des parts sociales*) (p. 1006) : accepte l'amendement de coordination n° 5 de la commission - **Art. 12 ter** (*ouverture du capital des unions d'économie*

sociale) : accepte l'amendement n° 6 de la commission (incorporation des organismes de mutualité agricole dans la liste des sociétaires et suppression de toute référence à la quotité de capital détenu par les associés extérieurs) - **Art. 13 bis (certificats coopératifs d'associés)** (p. 1007) : son amendement de coordination n° 1 ; adopté - **Art. 19 (droits de vote d'une coopérative associée non coopérateur)** : son amendement rédactionnel n° 2 ; retiré au profit de l'amendement rédactionnel n° 7 de la commission - **Art. 25 (incorporation des réserves)** (p. 1008) : accepte l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 30 (revalorisation des parts sociales des associés sortants)** - (p. 1009) : accepte l'amendement n° 9 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture relatives aux modalités d'imputation des pertes sur le remboursement des parts sociales dans les sociétés coopératives artisanales).

- **Projet de loi relatif aux relations entre les médecins et l'assurance maladie [n° 393 (91-92)]** - (24 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1974) : dispositif de régulation - Négociations - Dispositions relatives aux infirmières - Maîtrise des dépenses de santé - (p. 1975) : prise en charge et coût réel - Accord de 1991 entre l'Etat et les caisses - Médecine ambulatoire - Taux d'évolution prévisionnel - Diminution des gaspillages - (p. 1976) : décentralisation de la maîtrise des dépenses de santé - Concertation et dialogue - Modification des comportements - (p. 1990) : réflexion et concertation - Maîtrise concertée et médicalisée - Revalorisations tarifaires - Codage des actes - Infirmières - Taux d'évolution prévisionnel - (p. 1991) : alternatives à l'hospitalisation - Protection sociale complémentaire et mutuelles - Système américain - Système libéral de santé - Politique d'éducation générale.

- **Projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 450 (91-92)]** - (29 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 2153) : accord en CMP.

- **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle [n° 402 (91-92)]** - (29 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 2155) : rapport de la Commission nationale d'évaluation du RMI - Eléments chiffrés - Financement du RMI - (p. 2156) : contrats de retour à l'emploi, d'insertion et emploi-solidarité - Principe de la co-responsabilité de l'Etat et du département - Conseil départemental d'insertion, CDI - Commission locale d'insertion, CLI - Départements - Programmé « neuf cent mille chômeurs de longue durée » - (p. 2157) : santé publique - Aide médicale - Logement social - Fonds départementaux d'aide aux jeunes - DOM-TOM - Travailleurs sociaux - Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - (p. 2175) : réalités économiques - Bilan de la mise en oeuvre du RMI par les départements - Aide médicale - (p. 2176) : droit à la santé - Mesures en faveur des jeunes - Insertion - Pauvreté - Concertation - Président de l'assemblée des présidents de conseils généraux - (p. 2177, 2178) : cogestion de l'Etat et des collectivités locales - Partenariat et décentralisation - Transfert de charges - Insertion sociale et insertion économique - DOM-TOM et développement économique - Formation - Marginalisation des jeunes - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 2179) : sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 5 (droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence) et oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements n° 6 (majoration du revenu minimum d'insertion par personne à charge) et n° 7 (suppression du forfait logement pour les familles en charge d'au moins un enfant) - **Art. 1^{er} (aménagement du dispositif d'insertion)** - **Art. 34 de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 (direction conjointe du dispositif d'insertion par le préfet et par le président du conseil général)** (p. 2182) : s'oppose à l'amendement n° 8 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 35 (composition du conseil départemental d'insertion, CDI)** (p. 2183) : s'oppose à l'amendement n° 9 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 36 (programme annuel départemental d'insertion, PDI)** (p. 2184) : s'oppose à l'amendement n° 135 de M. Jean Chérioux (nouvelle rédaction) et à l'amendement n° 80 de la commission saisie pour avis (relation du président du conseil général et du préfet avec le CDI) - (p. 2185) : plan départemental d'insertion - Sur les amendements de la

commission, s'oppose au n° 10 (rapport entre les CDI et les commissions locales d'insertion, CLI) et au n° 13 (assouplissement de l'utilisation des crédits départementaux) ; s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 11 (contenu du programme départemental d'insertion) et accepte le n° 12, rédactionnel - (p. 2186) : s'oppose à l'amendement n° 81 de la commission saisie pour avis (rôle respectif du préfet, du président du conseil général et du CDI) - Sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 14 (conséquences de l'assouplissement de l'utilisation des crédits départementaux) et accepte le n° 15 de forme - S'oppose à l'amendement n° 112 de Mme Marie-Claude Beaudeau (association des entreprises à la formation professionnelle et à l'embauche par le canal du CDI) - **Art. 37 (autres compétences du conseil départemental d'insertion et rôle en matière d'évaluation)** (p. 2188) : s'oppose à l'amendement n° 136 de M. Jean Chérioux (nouvelle rédaction) ainsi qu'aux amendements de coordination de la commission saisie pour avis n° 83 et n° 84 - Sur les amendements de la commission, accepte le n° 16 de conséquence et s'oppose au n° 17 (clarification des rapports entre le CDI et les CLI) - (p. 2189) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 86 de la commission saisie pour avis - Sur les amendements de la commission, accepte le n° 18, rédactionnel et le n° 19 (réunion du CDI sur l'exécution du programme annuel) - Sur ce dernier, son sous-amendement n° 176 ; rejeté - **Art. 38 (financement des actions inscrites au programme départemental d'insertion)** (p. 2190) : s'oppose à l'amendement n° 137 de M. Jean Chérioux (nouvelle rédaction) - (p. 2191) : s'oppose à l'amendement n° 20 de la commission (augmentation du pourcentage limite pour les imputations sur les crédits obligatoires et possibilité d'imputer sur ces crédits le financement des fonds d'aide aux jeunes) - **Après l'art. 38** (p. 2192) : s'oppose à l'amendement n° 138 de M. Jean Chérioux (suppression de la règle des reports obligatoires) - **Art. 39 (conventions pour la mise en oeuvre du programme départemental d'insertion)** (p. 2193) : s'oppose à l'amendement n° 139 de M. Jean Chérioux (nouvelle rédaction) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 21 de la commission (référence à la formation professionnelle) et sur ce dernier, son sous-amendement n° 177 ; rejeté - **Art. 40 (décisions prises par arrêté en cas de désaccord entre le préfet et le président du conseil général ou de non-respect du délai d'adoption du programme départemental)** : s'oppose à l'amendement de conséquence n° 90 de la commission saisie pour avis - **Art. 41 (procédure de reports de crédits)** (p. 2194) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 129 de M. Claude Estier (possibilité pour le préfet d'affecter à des actions d'insertion, après avis du conseil départemental d'insertion, une part des crédits non consommés) et s'oppose à l'amendement n° 22 de la commission (affectation possible des crédits non engagés au fonds de solidarité en faveur du logement, aux actions d'aide sociale pour les bénéficiaires du RMI, ainsi qu'à des actions de formation professionnelle) - (p. 2195) : destination des fonds de solidarité - **Art. 42-1 (missions de la commission locale d'insertion, CLI)** (p. 2196) : sur les amendements de la commission, accepte les n° 23 (clarification des rapports entre CDI et CLI) et n° 25 (correction de référence) et s'oppose au n° 24 (élaboration d'un programme local d'insertion en cohérence avec le programme départemental) et n° 26 (liberté laissée au président de conseil général et au préfet d'apprécier les limites du ressort des commissions locales d'insertion) - S'oppose à l'amendement de cohérence n° 91 de la commission saisie pour avis - **Art. 42-2 (composition des commissions locales d'insertion)** (p. 2198) : sur les amendements de la commission, s'oppose aux n° 27 (composition de la commission locale d'insertion) et n° 28 (élection du président de la CLI par les membres de la CLI) et accepte les n° 29 (levée de l'anonymat lors de la présentation des dossiers individuels) et n° 30 (rétablissement de la présence du maire de la commune ou de son représentant lors de la réunion du bureau ou de la CLI pour l'application du contrat d'insertion) - Accepte l'amendement n° 92 de la commission saisie pour avis (composition du bureau) - **Art. 42-3 (élaboration du programme local d'insertion)** (p. 2199) : s'oppose à l'amendement de conséquence n° 93 de la commission saisie pour avis, ainsi qu'à l'amendement n° 31 de la commission (clarification des rapports entre les CDI et les CLI et autorisation donnée aux CLI de passer convention avec les centres communaux et intercommunaux d'action sociale) - **Art. 42-4 (nature et échéancier du contrat)** : s'oppose à l'amendement n° 142 de M. Jean Chérioux (nouvelle rédaction)

- (p. 2200) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 32 rédactionnel et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 33 (évaluation de l'insertion avec le seul allocataire du RMI) - Accepte l'amendement n° 130 de M. Claude Estier (implication des intervenants locaux dans la mise en oeuvre de l'insertion) - Art. 42-5 (actions pouvant faire l'objet d'un contrat d'insertion) : accepte l'amendement n° 34 de la commission (nouvelle rédaction) - Avant l'art. 42-6 : accepte l'amendement n° 35 de la commission (suppression du chapitre IV) - Art. 42-6 (institution d'un accompagnateur pour chaque bénéficiaire du contrat d'insertion) (p. 2201) : accepte l'amendement de suppression n° 36 de la commission - Avant l'art. 2 : s'oppose à l'amendement n° 113 de Mme Marie-Claude Beau-deau (dépôt d'un projet de loi d'orientation sur l'ensemble des mesures à prendre pour combattre et prévenir les situations de pauvreté) - Art. 2 (Titre III bis nouveau de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 : lutte contre l'exclusion sociale) - Art. 43 de la loi précitée (dispositif de réponse à l'urgence sociale et de lutte contre la pauvreté) (p. 2202) : s'oppose à l'amendement n° 114 de Mme Marie-Claude Beau-deau (réaffirmation du droit de réquisition des maires sur les logements vacants) - Art. 43-1 (conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale) (p. 2203) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 143 de M. Jean Chérioux - Accepte les amendements de la commission n° 38 (suppression de la mention de la représentation des seules associations) et n° 39 (énumération des catégories représentées) - Avant l'art. 43-2 (p. 2204) : s'oppose aux amendements de suppression n° 40 de la commission et n° 98 de la commission saisie pour avis - Art. 43-2 (fonds départementaux d'aide aux jeunes en difficulté) (p. 2205) : s'oppose aux amendements de suppression n° 41 de la commission et n° 99 de la commission saisie pour avis - Art. 43-3 (fonds locaux d'aide aux jeunes) : s'oppose aux amendements de suppression n° 42 de la commission et n° 100 de la commission saisie pour avis - Art. 43-4 (financement du fonds départemental) : s'oppose aux amendements de suppression n° 43 de la commission et n° 101 de la commission saisie pour avis - Oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 115 de Mme Marie-Claude Beau-deau (financement du fonds d'aide à l'insertion des jeunes en difficulté par l'Etat seul) - Art. 43 (suite) (p. 2206) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 37 de la commission - Avant l'art. 43-5 : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 132 de M. Claude Estier (suppression du mot « minimum ») - Art. 43-5 (droit d'accès à une fourniture minimum d'eau et d'énergie) : s'oppose à l'amendement n° 44 de la commission (ouverture du droit à une fourniture d'eau et d'électricité aux personnes en état de grande précarité) et, sur ce dernier, au sous-amendement n° 103 de la commission saisie pour avis - (p. 2207) : s'oppose à l'amendement n° 116 de Mme Marie-Claude Beau-deau (ouverture du droit à une fourniture d'eau et d'énergie à tout allocataire du RMI et réglementation des coupures d'eau) - Art. 43-6 (aides pour les dépenses d'électricité et de gaz) : s'oppose à l'amendement n° 105 de la commission saisie pour avis (suppression des transferts de charges en direction des collectivités).

- Associe le Gouvernement à la déclaration de M. le Président du Sénat sur l'assassinat de Mohamed Boudiaf, président du Haut Comité d'Etat de la République algérienne (29 juin 1992) (p. 2175).

- **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle [n° 402 (91-92)] - Suite de la discussion - (30 juin 1992) - Art. 2 bis (forfait pour jardin personnel) (p. 2245) :** s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 45 de la commission - Oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements de Mme Marie-Claude Beau-deau, n° 117 (suppression du forfait logement) et n° 118 (absence de prise en compte des allocations familiales dans le calcul du RMI) - Art. 3 (prise en compte d'un enfant à naître pour l'attribution du RMI aux moins de vingt-cinq ans) : accepte l'amendement rédactionnel n° 46 de la commission - (p. 2246) : sur les amendements de Mme Marie-Claude Beau-deau, s'oppose au n° 119 (extension du bénéfice du RMI aux jeunes ayant moins de vingt-cinq ans), et oppose l'article 40 de la Constitution au n° 120 (rapprochement entre le RMI et l'impôt de solidarité sur la fortune, ISF) - Art. 4 (allocation de revenu minimum d'insertion : attribution, versement, suspen-

sion) (p. 2247) : accepte l'amendement rédactionnel n° 47 de la commission - (p. 2248) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 48 de la commission (rétablissement du maire dans sa mission de transmission des éléments d'information sur la situation des bénéficiaires du RMI et adjonction de nouveaux destinataires de ces informations) - Accepte les amendements de la commission, n° 49 rédactionnel, et n° 50 (suspension du versement de l'allocation pour non-établissement du contrat du fait de l'intéressé et sans motif légitime avec possibilité pour l'intéressé de faire connaître ses observations avant toute décision) - S'oppose à l'amendement n° 121 de Mme Marie-Claude Beau-deau (suppression de la possibilité de suspension du versement de l'allocation si, dans les trois mois, un contrat d'insertion n'est pas conclu) - (p. 2249) : s'oppose à l'amendement n° 122 de Mme Marie-Claude Beau-deau (suppression de la possibilité de suspension du versement de l'allocation pour non-renouvellement du contrat du fait de l'intéressé et sans motif légitime) - Sur les amendements de la commission, accepte les n° 51 (suspension du versement de l'allocation lorsque la commission locale d'insertion est, du fait de l'intéressé et sans motif légitime, dans l'incapacité de rendre son avis sur la mise en oeuvre du contrat au moment du renouvellement de l'allocation avec possibilité pour l'intéressé de faire connaître ses observations) et n° 52 (suspension possible de l'allocation en cas de non-renouvellement du contrat ou de non-conclusion d'un nouveau contrat du fait de l'intéressé et sans motif légitime avec possibilité pour l'intéressé de faire connaître ses observations) et s'oppose au n° 53 (délai d'un an à compter de la décision de mettre fin au droit) - (p. 2250) : s'oppose aux amendements de la commission, n° 54 (suppression de la possibilité pour le préfet de déléguer ses compétences aux organismes payeurs en matière de RMI) et n° 55 (destinataires de la transmission de la liste des allocataires du RMI) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de M. Jean Chérioux n° 145 (indication du département comme destinataire de la liste des allocataires du RMI) - Son amendement n° 108 : détermination par décret des informations à transmettre aux fins d'établissement de statistiques par les collectivités publiques et les organismes associés à la gestion du RMI ; devenu sans objet - (p. 2251) : son amendement n° 178 : suppression de l'obligation alimentaire pour les ressortissants français, enfants d'étrangers allocataires du RMI ; rejeté - S'oppose à l'amendement n° 123 de Mme Marie-Claude Beau-deau (versement de l'allocation de RMI en cas d'hospitalisation) - Après l'art. 4 (p. 2252) : s'oppose aux amendements de la commission, n° 56 (prise en charge du ticket modérateur et du forfait journalier pour les bénéficiaires du RMI) et n° 57 (prise en charge des cotisations d'assurance personnelle des jeunes âgés de dix-sept à vingt-cinq ans qui satisfont aux conditions de ressources et de résidence en France exigées pour accéder au RMI) - Art. 5 (abrogations) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 58 de la commission - Titre II (dispositions portant modification du code de la famille et de l'aide sociale) (p. 2253) : s'oppose à l'amendement n° 60 de la commission (suppression du Titre II et de son intitulé) - Art. 6 (réforme de l'aide médicale) (p. 2255) : ses amendements, n° 109 : obligation pour l'organisme choisi par le demandeur d'établir les dossiers de demande ; et n° 110 : possibilité de dépôt de la demande d'aide médicale auprès des services sanitaires et sociaux du département de résidence ; devenus sans objet - (p. 2256) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 61 de la commission et n° 106 de la commission saisie pour avis, ainsi qu'à l'amendement n° 124 de Mme Marie-Claude Beau-deau (création d'un fonds national de l'aide médicale alimenté par une contribution sociale assise sur l'ensemble des revenus financiers) - Art. 7 (modifications apportées au Titre III du code de la famille et de l'aide sociale) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 62 de la commission - Art. 8 (modifications de dispositions du Titre IV du code de la famille et de l'aide sociale) (p. 2257) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 63 de la commission - Art. 12 (affiliation obligatoire au régime de l'assurance personnelle des personnes admises au bénéfice de l'aide médicale) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 64 de la commission - Art. 13 (prise en charge des cotisations de l'assurance personnelle pour les personnes admises au bénéfice de l'aide médicale) (p. 2258) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 65 de la commission ainsi qu'à l'amendement n° 125 de Mme Marie-Claude Beau-deau (création d'une cotisation spéciale assise sur les bénéficiaires que les compagnies

d'assurance et les banques retirent de leurs activités liées à la protection sociale) - **Art. 15** (*délégation par les départements, par voie de convention, de leur compétence en matière d'aide médicale aux organismes d'assurance-maladie*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 66 de la commission - **Art. 16** (*convention entre l'Etat et les organismes de sécurité sociale en matière d'aide sociale*) (p. 2259) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 67 de la commission - **Art. 17** (*vérification des déclarations pour l'admission à l'aide médicale*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 68 de la commission ainsi qu'à l'amendement n° 126 de Mme Marie-Claude Beaudou (suppression des dispositions relatives à l'informatisation des données nécessaires à l'attribution de l'aide médicale) - **Sur l'ensemble** (p. 2262) : conseil départemental et commission locale d'insertion - Utilisation des crédits d'insertion - Aide aux jeunes - Aide médicale - Aide aux populations particulièrement vulnérables et défavorisées.

- **Conclusions du rapport de M. Jacques Oudin**, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi n° 376 rectifiée (91-92), déposée avec M. Roger Husson, tendant à remplacer le régime complémentaire de retraite institué au profit des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques par un nouveau régime complémentaire de retraite et de prévoyance [n° 442 (91-92)] - (30 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 2272) : institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques, IRCANTEC - Situation financière - Création de quatre institutions de retraite complémentaire - Retraite complémentaire et de prévoyance - Elus locaux - (p. 2273) : pouvoir de contrôle de l'Etat sur les paramètres du régime de l'IRCANTEC - Conseil d'administration de l'IRCANTEC - **Art. 26** - (*transfert de cotisations*) - (p. 2277) : s'oppose à cet article - Perte de ressources pour le budget de l'Etat - **Sur l'ensemble** (p. 2278) : s'oppose à cette proposition de loi.

- **Projet de loi modifiant le livre V du code de la santé publique et relatif à la pharmacie et au médicament** - *Deuxième lecture* [n° 470 (91-92)] - (4 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 2975) : renforcement des mesures relatives à l'exportation de médicaments - **Art. 6** (*règles applicables aux pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et des établissements médico-sociaux*) - *Art. L. 595-6 du code de la santé publique (essais et expérimentations de médicaments dans les établissements)* (p. 2978) : accepte l'amendement de précision n° 1 de la commission - **Art. 18** (*dérogations au régime d'autorisation de mise sur le marché*) (p. 2979) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture) - **Art. 19** (*certification des médicaments destinés à l'exportation*) (p. 2980) : s'oppose à l'amendement n° 6 de Mme Marie-Claude Beaudou (certification du médicament par le ministère).

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° 87 (92-93)] - (17 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4240, 4241) : amélioration de la protection sociale - Réforme des maladies professionnelles - Protection sociale des veuves - Accès aux soins - Modalités d'indemnisation des maladies professionnelles - Couverture des accidents du travail - Protection sociale du secteur associatif - Mesures en faveur de certaines professions - Mouvement mutualiste - Mesures relatives à la santé publique - **Après l'art. 35** (*par priorité*) (p. 4248) : s'oppose à l'amendement n° 144 de la commission (modalités de calcul des pensions de réversion) - **Après l'art. 1^{er}** (p. 4249) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 118 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (compétence du tribunal d'instance en matière d'obligation alimentaire) - **Art. 2** (*statut des personnes pratiquant la vente par démarchage*) (p. 4250) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 6 de la commission et accepte les amendements identiques n° 7 de la commission et n° 101 de Mme Michelle Demessine (suppression du paragraphe 1 bis de l'article 2, supprimant la présomption de protection sociale et celle de contrat de travail existant entre les artistes et les organisateurs de spectacles) - **Art. 3 bis** (*communication de renseignements à l'occasion d'un accident du travail*) (p. 4251) : accepte l'amendement de suppression n° 8 de la commission - **Art. 4** (*procédure complémentaire de reconnaissance des maladies professionnelles, fondée sur une expertise indivi-*

duelle) : accepte l'amendement de coordination n° 9 de la commission - (p. 4252) : s'oppose à l'amendement n° 66 de M. Jacques Machet (suppression du second volet de la procédure de reconnaissance individuelle de maladie professionnelle) ; oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 102 de Mme Michelle Demessine (maintien du caractère professionnel d'une maladie) et accepte l'amendement n° 10 de la commission (travail de la victime, principale cause de la maladie) - (p. 4253) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 11 de la commission (motivation de l'avis du comité de reconnaissance), s'oppose aux amendements n° 67 de M. Jacques Machet (composition du collège d'experts médicaux), n° 103 (103) et n° 105 (possibilité de contre-expertise) de Mme Michelle Demessine - (p. 4254) : s'oppose à l'amendement n° 106 de Mme Michelle Demessine (examen de la victime par le comité régional).

Suite de la discussion - (18 décembre 1992) - **Art. 8 bis** (*par priorité*) (*unification du régime des accidents de la circulation liés au travail*) (p. 4287) : accepte l'amendement de suppression n° 68 de M. Jacques Machet et s'oppose à l'amendement n° 13 de la commission (nouvelle rédaction de l'article et exclusion de son champ d'application des accidents provoqués par des engins de chantier) - (p. 4289) : nécessité d'améliorer les garanties - **Art. 16** (*par priorité*) (*adaptation de l'interdiction de partage d'honoraires à l'exercice des professions médicales sous forme de société*) (p. 4291) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 114 de Mme Michelle Demessine - **Après l'art. 16** (*par priorité*) : son amendement n° 134 : accès d'une société d'exercice libéral limité aux médecins appartenant à la même discipline ; rejeté - **Art. 17** (*par priorité*) (*garanties concernant la mise en oeuvre de systèmes d'information dans les établissements de santé*) (p. 4292) : s'oppose aux amendements identiques, n° 25 de la commission, retiré par son auteur puis repris par M. Franck Sérusclat, et n° 115 de Mme Michelle Demessine (inutilité du caractère nominatif des transmissions de données médicales) - **Art. 18** (*par priorité*) (*modifications rédactionnelles de la loi portant réforme hospitalière*) (p. 4293) : s'oppose aux amendements de la commission, n° 26 (caractère automatique de l'autorisation de regroupement) et n° 27 (suppression du paragraphe II de l'article 18 visant les modalités de refus de l'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux) - **Après l'art. 18** (*par priorité*) (p. 4294) : s'oppose à l'amendement n° 92 de Mme Anne Heinis (exonération des établissements publics de santé du paiement de la taxe sur les salaires) - **Art. 18 bis** (*par priorité*) (*composition du conseil supérieur de la fonction publique hospitalière*) (p. 4294) : s'oppose aux amendements de suppression, n° 28 de la commission et n° 54 de M. Franck Sérusclat - Son amendement n° 135 : détermination des conditions de représentativité ; devenu sans objet - **Art. 19** (*par priorité*) (*exercice des activités de laboratoire d'analyse de biologie sous forme de société et réglementation de la sous-traitance dans ce secteur*) (p. 4296) : s'oppose à l'amendement n° 116 de Mme Michelle Demessine (suppression de la possibilité pour certaines formes de société d'exercice libéral d'exploiter un laboratoire d'analyse de biologie médicale) - Son amendement rédactionnel n° 136 ; adopté - Sur celui-ci, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 145 de M. Etienne Dailly - **Art. 19 bis** (*par priorité*) (*institution d'une redevance sur les réactifs de laboratoires*) (p. 4297) : son amendement de suppression n° 137 ; adopté - **Art. 19 ter** (*par priorité*) (*mise en place d'une formation aux actes infirmiers pour les élèves officiers de la marine marchande*) : son amendement de suppression n° 138 ; rejeté - **Art. 19 quater** (*par priorité*) (*exercice de la profession de pharmacien*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 30 de la commission (précision et harmonisation de la nature du stage et de l'expérience complémentaire) - **Après l'art. 19 quater** (*par priorité*) (p. 4298) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 55 de M. Franck Sérusclat (prise en compte du nouveau statut des pharmaciens à usage intérieur des établissements de santé publics ou privés) - Son amendement n° 139 : instauration d'une plus grande transparence dans les relations entre les professionnels de la santé et mise en place de moyens nécessaires à la recherche et à la constatation des infractions ; rejeté - (p. 4300) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Michel Charasse (aide sociale mise à la charge des collectivités locales) - Récupération sur succession en matière de RMI - Allocation compensatrice aux per-

sonnes handicapées - (p. 4302) : réflexion menée sur l'allocation de dépendance des personnes âgées - Fonctionnement des COTOREP - **Art. 5** (rétablissement du droit aux prestations de maladie ou de maternité en faveur des artisans ou commerçants dont l'entreprise est déclarée en redressement judiciaire) (p. 4303) : s'oppose à l'amendement n° 76 de M. Jacques Machet (rétablissement automatique au droit aux prestations maladie-maternité après mise en place d'un échéancier de paiement) - **Art. 6** (conditions de l'ouverture des activités de réassurance aux institutions de prévoyance) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 107 de Mme Michelle Demessine - **Après l'art. 6** (p. 4304) : s'oppose à l'amendement n° 89 de M. Jean Madelain (développement de couvertures sociales complémentaires de prévoyance) - **Art. 6 bis** (transfert du portefeuille de contrats entre institutions de prévoyance) son amendement de suppression n° 121 ; rejeté - **Art. 6 ter** (possibilité de subrogation des institutions de prévoyance dans les droits d'un assuré pour le paiement des prestations à caractère indemnitaire) (p. 4305) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 109 de Mme Michelle Demessine - Son amendement de coordination n° 122 ; adopté - **Art. 6 quater** (émission de titres participatifs par les institutions de prévoyance) : son amendement de suppression n° 123 ; rejeté - **Art. 7** (affiliation automatique et gratuite des bénéficiaires de l'assurance veuvage à l'assurance personnelle) : s'oppose à l'amendement n° 12 de la commission (reconnaissance d'un véritable droit à la couverture maladie-maternité pour les bénéficiaires de l'allocation veuvage) - **Art. 9** (statut social des correspondants locaux de presse) (p. 4306) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 111 de Mme Michelle Demessine (priorité donnée à la volonté contractuelle des parties) - **Après l'art. 12** (p. 4307) : s'oppose à l'amendement n° 14 de la commission (introduction du texte de la proposition de loi déposée par M. Jacques de Menou et tendant à faciliter le développement du tourisme rural) - (p. 4307, 4308) : s'oppose aux amendements de la commission, n° 15 (possibilité pour les personnes ayant exercé une activité mixte salariée et libérale de continuer leur activité au-delà de 65 ans) et n° 16 (possibilité du cumul emploi-retraite pour les préretraités militaires) - **Art. 13** (tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles) (p. 4308) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 17 de la commission (suppression du paragraphe II de l'article 13 tendant à valider rétroactivement la tarification des accidents du travail de 1989) - (p. 4309) : s'oppose à l'amendement n° 112 de Mme Michelle Demessine (suppression du paragraphe III de l'article 13 prévoyant un abattement du montant des cotisations pour les employeurs au titre de l'année 1993) - **Après l'art. 13** : ses amendements, n° 124 : augmentation du taux de la contribution due par les entreprises de préparation de médicaments ; et n° 125 : reconduction pour 1993 de la contribution exceptionnelle due par les grossistes répartiteurs sur leur chiffre d'affaires de spécialités remboursables ; rejetés - Son amendement n° 126 : détermination des conditions d'affiliation des photographes-journalistes professionnels ; adopté - **Après l'art. 13 sexies** (p. 4311) : oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements de M. Jacques Bimbenet n° 100 (élargissement du champ d'action du fonds additionnel au fonds social) et n° 99 (création d'une ligne budgétaire au sein du BAPSA) ainsi qu'au n° 18 de la commission (rattachement au régime agricole des personnes exerçant une activité de mandataire d'une caisse locale d'assurance mutuelle agricole) - (p. 4312) : sur les amendements de la commission, accepte les n° 20 (affiliation au régime social de l'agriculture de professions occupées à la mise en état et à l'entretien des jardins ou parcs de loisirs) et n° 21 (compensation de l'incidence sur la pension de retraite de la perte de revenus subie par certains administrateurs des organismes de sécurité sociale) et oppose l'article 40 de la Constitution au n° 19 (rattachement au régime agricole des salariés de groupements agricoles) - (p. 4313) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 95 de M. Marc Boeuf (titularisation des personnels non titulaires de la fonction publique affectés à la gestion du RMI) - **Après l'art. 35** (par priorité) : accepte l'amendement n° 4 de M. Michel Charasse (intégration dans le corps des sous-préfets, de certains fonctionnaires détachés) - (p. 4315) : accepte l'amendement n° 120 de M. Michel Charasse (1° - report d'application des dispositions relatives à la départementalisation des services d'incendie de la loi d'orientation relative à l'administration territoriale de la République - 2° - service

départemental d'incendie de la ville de Marseille - 3° - exclusion des départements de plus de 500 000 habitants ayant départementalisé les matériels et dotés d'un centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (CODIS) et d'un centre de transmission de l'alerte (CTA)) - **Art. 20** (réforme des conditions de garantie et d'exercice de la réassurance applicable aux mutuelles) (p. 4319) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 117 de Mme Michelle Demessine ainsi qu'aux amendements de la commission, n° 31 (ouverture des opérations de réassurance à l'ensemble des organismes mutualistes) et n° 32 (impossibilité pour une fédération de détenir plus des deux cinquièmes des sièges au conseil d'administration) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 33 de coordination de la commission - **Après l'art. 20** (p. 4320) : s'oppose à l'amendement n° 97 de M. Jean-Paul Delevoy (garanties d'organismes susceptibles de mettre en oeuvre la retraite par rente pour les élus locaux) - **Art. 20 bis** (protection de la femme enceinte pendant la période d'essai) (p. 4321) : accepte l'amendement de suppression n° 66 de M. Jacques Machet et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 34 de la commission (dérogation au bénéfice de la femme enceinte) - **Art. 20 quater** (autorisations d'absence pour les examens médicaux obligatoires dans le cadre de la surveillance médicale de la grossesse) : accepte l'amendement n° 71 de M. Jacques Machet (mise en conformité de l'article 20 quater avec la directive communautaire du 19 octobre 1992) - **Art. 20 quinquies** (dispositions concernant les salariés en congé parental, à leur retour dans l'entreprise) : s'oppose aux amendements de la commission, n° 35 (participation du salarié à une action de formation), n° 36 de coordination et n° 37 (adaptation de la terminologie en usage dans les actions de formation professionnelle) - **Après l'art. 20 quinquies** : accepte l'amendement de coordination n° 38 de la commission - **Après l'art. 20 octies** (p. 4323) : sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 39 (élection des représentants des assistants et assistantes maternelles) et s'oppose au n° 40 (date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à la réforme de l'aide médicale) - **Art. 21 A** (aménagements apportés à la procédure de licenciement économique) (p. 4324) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 41 de la commission - **Art. 21 B** (commission départementale de la formation professionnelle, de l'emploi et de l'apprentissage) (p. 4325) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 42 de la commission - **Art. 21 C** (maintien dans les lieux de toute personne partageant un logement avec un locataire en cas de décès de celui-ci) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 59 de la commission saisie pour avis ainsi qu'à l'amendement de coordination n° 56 de M. Franck Sérusclat - **Après l'art. 21 ter** (p. 4326) : accepte les amendements n° 84 de M. Jacques Machet (détermination par un expert de la valeur des certificats coopératifs d'investissement distribués comme dividendes) et n° 93 de M. Philippe de Bourgoing (introduction dans les statuts des coopératives de consommateurs d'une clause de sauvegarde permettant de conserver la majorité simple pour les associés coopérateurs) - **Art. 24** (intégration d'ingénieurs des instruments de mesures dans le corps des ingénieurs des mines) (p. 4328) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 60 de la commission saisie pour avis (rétablissement de l'article supprimé par l'Assemblée nationale) et n° 90 de M. Jean Madelain (rétablissement de l'article supprimé par l'Assemblée nationale, dans le texte du Gouvernement) - **Art. 22** (pensions et rentes viagères d'invalidité versées aux conjoints et orphelins des fonctionnaires appartenant aux personnels de surveillance de l'administration pénitentiaire) (p. 4327) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 43 de la commission (extension du bénéfice des pensions et rentes viagères d'invalidité à l'ensemble des ayants droit des personnels de la fonction publique d'Etat ou de la fonction publique territoriale) - Son amendement de précision n° 127 ; rejeté - **Après l'art. 25** (suite) (p. 4328) : son amendement n° 128 : recrutement à temps incomplet de salariés en entreprises pour participer à l'enseignement dans des établissements publics d'enseignement technologique et professionnel ; adopté - **Art. 30** (reconnaissance de la qualité d'ayant droit pour la personne vivant avec un assuré social et n'étant ni son conjoint, ni son concubin) (p. 4329) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 45 de la commission - **Art. 31** (aides aux petites et moyennes entreprises embauchant des apprentis) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 74 de M. Jacques

Machet - **Art. 34** (*maintien dans les lieux des clients des hôtels, pensions de famille et meublés*) (p. 4331) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 61 de la commission saisie pour avis - **Art. 35** (*relogement des occupants d'un immeuble faisant l'objet d'un arrêté de péril*) (p. 4332) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 46 de la commission, et n° 62 de la commission saisie pour avis - **Après l'art. 35 (suite)** (p. 4333) : s'oppose à l'amendement n° 47 de la commission (suppression de l'application de la cotisation rétroactive réclamée aux personnes s'affiliant à la caisse des Français de l'étranger) - (p. 4334) : accepte l'amendement n° 83 de M. Roger Lise (droit à la mise en disponibilité du fonctionnaire exerçant un mandat d'élu local) - S'oppose à l'amendement n° 87 de M. Jacques Machet (dérogation aux dispositions en faveur du parrainage) - (p. 4335) : s'oppose à l'amendement n° 91 de M. Alfred Foy (mesures en faveur des avocats et experts comptables exerçant conjointement la profession d'administrateur judiciaire et de mandataire judiciaire à la liquidation des entreprises) - Son amendement n° 129 : simplification administrative ; rejeté - Son amendement n° 130 : reconnaissance de la contribution des agents non titulaires chargés de l'entraînement des sportifs de haut niveau ; adopté - (p. 4336) : ses amendements n° 131 : cessation progressive d'activité des fonctionnaires ; rejeté ; et n° 141 : harmonisation des modalités de versement des contributions des employeurs à la formation en alternance des jeunes ; adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 143 de la commission (modalités de validation des listes d'aptitude aux fonctions de maître de conférences agrégé des universités, médecin, chirurgien, spécialiste ou biologiste des hôpitaux établies au titre de l'année 1984).

- **Projet de loi relatif aux relations entre les professions de santé et l'assurance-maladie** - *Nouvelle lecture* [n° 78 (92-93)] - (21 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4610) : accord du 14 octobre 1992 entre le Gouvernement, les régimes d'assurance-maladie et les syndicats médicaux - Politique allemande de maîtrise des dépenses médicales - Syndicats médicaux - Infirmières - **Art. 2** (*contenu de la convention nationale des médecins*) (p. 4617, 4618) : accepte les amendements de la commission, n° 1 rédactionnel, n° 2 (coordination des interventions des médecins généralistes et des médecins spécialistes dans le respect du libre choix du malade) et n° 3 de coordination - S'oppose aux amendements de M. Claude Huriet, n° 18 (mécanisme de maîtrise de l'évolution des dépenses médicales) et n° 19 (utilisation pour l'application de la convention des informations relatives à l'activité des praticiens : avis du comité national paritaire de l'information médicale) - **Art. 4** (*dispositif de maîtrise médicalisée*) - **Art. L. 162-6-1 du code de la sécurité sociale (*détermination des objectifs prévisionnels d'évolution des dépenses médicales, des tarifs d'honoraires et des références médicales nationales*) (p. 4619) : s'oppose aux amendements de la commission n° 4 et n° 5 (concertation avec les syndicats représentatifs des professions de santé concernées) - **Art. L. 162-6-3** (*sanctions financières dans le cas du non-respect des références médicales*) : sur les amendements de M. Claude Huriet, modifiant la rédaction, accepte le n° 21 et oppose l'article 40 de la Constitution au n° 22 - **Art. 6** (*organisation des unions*) : s'oppose à l'amendement n° 6 de la commission (collège unique) - **Art. 7** (*sélection des membres des unions*) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 7 (suppression de la limitation aux médecins conventionnés) et s'oppose aux n° 8 (collège unique) et n° 9 de coordination - **Art. 9** (*financements des unions*) (p. 4621) : accepte l'amendement n° 10 de la commission (suppression de la limitation aux médecins conventionnés) - **Art. 16** (*dispositions relatives au codage des actes et des pathologies*) - **Art. L. 161-28 du code de la sécurité sociale** (*missions des caisses nationales des régimes d'assurance-maladie en matière de collecte et de vérification des informations relatives à leurs bénéficiaires et aux prestations servies*) (p. 4622) : accepte l'amendement de précision n° 14 de la commission - **Art. L. 161-29** (*communication aux organismes d'assurance-maladie du numéro de code des actes effectués et des pathologies*) : accepte l'amendement n° 24 de M. Claude Huriet (objectifs de santé publique) - (p. 4623, 4624) : demande le retrait des amendements de M. Claude Huriet, n° 25 (transmission des données résultant du codage aux unions des médecins) et n° 26 (préservation du secret médical par la limitation de l'accès aux données nominatives issues du traitement automa-**

tisé) - **Art. L. 161-30** (*comité national paritaire de l'information médicale*) : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Claude Huriet (domaines de consultation du comité) ; sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 28 de coordination, et s'oppose au n° 29 (élaboration du codage des pathologies : participation des médecins à l'exclusion des autres professions de santé) - **Art. 17** (*validation de dispositions prises en application de la convention du 9 mars 1990*) (p. 4625) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 16 de la commission (prolongation du délai) - **Avant l'art. 1^{er}** (*précédemment réservé*) (p. 4626, 4627) : son amendement n° 30 : organisation de la maîtrise des dépenses de soins infirmiers définie par la convention nationale des infirmiers conclue le 23 juillet 1992 ; adopté.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** - *Nouvelle lecture* [n° 173 (92-93)] - (22 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4701) : extension de la couverture sociale - Amélioration de la cohésion sociale et réduction des disparités - **Art. 2** (p. 4702) : sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 18 (prise en considération des situations respectives des mandataires, commissionnaires, revendeurs et courtiers) et accepte le n° 19 (suppression du paragraphe écartant la présomption de salariat des artistes du spectacle) - (p. 4703) : son amendement n° 12 : nouvelle rédaction des dispositions relatives à la communication des dossiers détenus par les caisses régionales d'assurance maladie lors de contentieux concernant les accidents du travail ; adopté - **Art. 4** : accepte l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) et s'oppose à l'amendement n° 4 de Mme Michelle Demessine (reconnaissance du caractère professionnel d'une maladie non désignée dans le tableau même si celle-ci n'a pas entraîné le décès ou une incapacité permanente) - **Art. 6 bis A** (*mutualisation des risques couverts par un organisme de prévoyance dans le cadre des conventions ou accords collectifs de branche*) (p. 4704) : s'oppose à l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 6 bis** : son amendement de coordination n° 10 ; adopté - **Art. 6 quater** : son amendement de coordination n° 11 ; adopté - **Art. 7** (p. 4705) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 8 bis** (*alignement sur le régime des accidents de trajet des accidents du travail qui revêtent le caractère d'un accident de la circulation*) : son amendement n° 13 : ouverture d'une réparation complémentaire pour les accidents survenant sur les voies publiques ; adopté - **Art. 12 bis** (*possibilité de cumul emploi-retraite pour les personnes exerçant des activités d'hébergement en milieu rural*) : s'oppose à l'amendement n° 24 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 12 ter** (*possibilité de cumul emploi-retraite pour les personnes qui exercent une activité mixte, salariée et libérale, au delà de soixante-cinq ans*) (p. 4706) : s'oppose à l'amendement n° 25 de la commission (possibilité de cumul emploi-retraite dès lors que la personne n'a pu obtenir de droits suffisants à la retraite au titre de son activité salariée ou de son activité libérale) - **Art. 12 quater** (*possibilité de cumuler une préretraite et des indemnités de chômage*) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 26 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat dans une nouvelle rédaction) - **Art. 13** : accepte l'amendement n° 27 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 13 bis AA** (*rémunération des aides à domicile, employées par les associations agréées*) : s'oppose à l'amendement n° 28 de la commission (modification de la date d'entrée en vigueur de ces dispositions) - **Art. 13 nonies** (*augmentation du taux de la contribution sur les frais de publicité en faveur des médicaments remboursables*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 30 de la commission - **Art. 13 undecies** (*affiliation au régime des praticiens médicaux conventionnés des étudiants en médecine effectuant des remplacements*) (p. 4709) : accepte les amendements de la commission n° 31 (maintien dans le régime de protection sociale des étudiants, des étudiants en médecine effectuant des remplacements et remplissant les conditions d'âge pour continuer à relever de ce régime étudiant) et n° 32 (cotisations versées par les remplaçants de médecins à la Caisse nationale d'assurance maladie et maternité des travailleurs non sala-

riés) - **Art. 13 duodecies** (*reconduction de la contribution exceptionnelle sur le chiffre d'affaires des établissements de vente en gros de spécialités pharmaceutiques*) (p. 4710) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 33 de la commission - **Art. 20** (p. 4716) : s'oppose aux amendements de la commission n° 43, n° 44 et n° 45 tendant au rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture.

THYRAUD (Jacques), sénateur du Loir-et-Cher (UREI).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (*JO Lois et décrets du 27 mars 1992*).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux (21 janvier 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens (3 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la Nation, l'Etat et la paix publique (24 juin 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur :

1 - le projet de loi [n° 183 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux - **Collectivités territoriales** ;

2 - le projet de loi organique [n° 184 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, modifiant l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement [n° 238 (91-92)] (15 janvier 1992) - **Parlement**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux [n° 244 (91-92)] (22 janvier 1992) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 301 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale, relatif au code de la propriété intellectuelle (partie législative) [n° 335 (91-92)] (13 mai 1992) - **Propriété industrielle**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 408 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale, modifiant le code civil et relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits [n° 425 (91-92)] (18 juin 1992) - **Responsabilité civile**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 433 (91-92)] adoptée par l'Assemblée nationale,

après déclaration d'urgence, tendant à modifier la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution [n° 438 (91-92)] (24 juin 1992) - **Procédure civile**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens [n° 452 (91-92)] (24 juin 1992) - **Code pénal** ; retiré le 1^{er} juillet 1992.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens [n° 475 (91-92)] (1^{er} juillet 1992) - **Code pénal**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement** [n° 184 (91-92)] - (20 janvier 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 183) - Voir intervention sous le projet n° 183 (p. 252 à 278).

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux** [n° 183 (91-92)] - (20 janvier 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 184) (p. 252) : rôle du Sénat - Consultation des élus locaux - Loi sur l'administration territoriale de la République - Décentralisation - (p. 253) : communes - Autorisations d'absence - Formation - Régime indemnitaire - Fiscalisation - (p. 254) : retraites - Cotisations - Travaux de l'Assemblée nationale - Fiscalisation - (p. 255) : avis favorable sur ce projet de loi, sous réserve de l'adoption de ses amendements - (p. 278) : petites communes - **Art. 1^{er}** (*garanties accordées aux conseillers municipaux dans l'exercice de leur mandat*) - **Art. L. 121-36 du code des communes (autorisations d'absence accordées aux salariés membres d'un conseil municipal)** (p. 279 à 282) : ses amendements n° 23, rédactionnel, n° 24 : fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions dans lesquelles l' élu municipal informera l'employeur de la date de la séance ou de la réunion ; n° 25 : cas où les heures perdues ne sont pas payées ; et n° 26 : régime des autorisations d'absence dans l'administration publique ; adoptés - Sur son amendement n° 23, s'oppose au sous-amendement n° 135 de M. Claude Estier - S'oppose aux amendements de M. Paul Souffrin n° 155 (possibilité pour les élus salariés de bénéficier d'heures d'absence en vue de favoriser les contacts avec la population), n° 156 (participation aux associations d'élus) et n° 157 (rémunération des heures passées en séances ou réunions) - *Après l'art. L. 121-36* (p. 283) : s'oppose à l'amendement n° 158 de M. Paul Souffrin (possibilité pour des élus de la commune d'assister à des réunions dans l'enceinte de l'entreprise sur invitation des sections syndicales) - **Art. L. 121-37 (compensation des pertes de revenu subies du fait des absences)** : son amendement de suppression n° 27 ; adopté - (p. 284) : s'oppose aux amendements n° 107 (cas des non salariés) et n° 108 (compensation des nouvelles dépenses par une augmentation de la DGF) de M. Henri Le Breton - **Art. L. 121-38 (crédits d'heures accordés au salarié membre d'un conseil municipal)** (p. 287) : s'oppose à l'amendement n° 133 de M. Marcel Lucotte (communes situées en zone de montagne) - Son amendement n° 28 : absences simultanées de plusieurs élus municipaux ; retiré - (p. 288) : s'oppose à l'amendement n° 109 de M. Henri Le Breton (prise en charge par l'Etat des dépenses entraînées pour les entreprises du fait de la rémunération des crédits d'heures) - Son amendement de coordination n° 29 ; adopté - **Art. L. 121-39 (majoration de la durée des crédits d'heures)** : son amendement de suppression n° 30 ; adopté - **Art. L. 121-40 (plafonnement du temps d'absence autorisé)** : son amendement n° 31 : fixation des plafonnements au quart de l'année de travail ; adopté - (p. 289) : s'oppose à l'amendement n° 160 de M. Paul Souffrin (suppression de cette limitation pour les maires des communes de plus de 10 000 habitants) et accepte l'amendement n° 187 de M. Etienne Dailly (cas des entreprises employant moins de 100 salariés où l' élu exerce en outre un mandat de délégué du personnel ou de délégué syndical) - **Art. L. 121-41 (modalités d'application)** (p. 290) : son amendement de coordination n° 32 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 161 de M. Paul Souffrin (extension aux élus

locaux des dispositions de protection au regard de l'emploi dont bénéficient les délégués du personnel) - *Après l'art. L. 121-41* (p. 291) : s'oppose à l'amendement n° 162 de M. Paul Souffrin (impossibilité de poursuivre des élus lorsqu'ils exercent des responsabilités dans la défense des intérêts de la population) - *Art. L. 121-42 (assimilation du temps d'absence à une durée de travail effectif pour la détermination des droits sociaux)* : ses amendements n° 33 : part des congés payés correspondant aux absences de l'élu municipal ; n° 34 : montant du salaire pris en compte pour le calcul des allocations de chômage ; et n° 35, de coordination ; adoptés - *Art. L. 121-43 (interdiction de toute sanction professionnelle en raison des absences autorisées)* (p. 292) : son amendement n° 36 : extension à la fonction publique des dispositions prévues pour le secteur privé ; adopté - *Art. L. 121-44 (extension à certains élus municipaux des dispositions du code du travail et du statut général de la fonction publique)* (p. 293) : s'oppose aux amendements de M. Paul Souffrin, n° 165 (prise en compte des maires et adjoints des petites communes) et n° 163 (stage de remise à niveau) et n° 164 (cas des élus fonctionnaires dont les déplacements et nominations viendraient entraver l'exercice de leur mandat) - *Après l'art. L. 121-44* (p. 294) : s'oppose à l'amendement n° 166 de M. Paul Souffrin (détachement de plein droit pour l'exercice d'un mandat local) - *Art. L. 121-45 (protection sociale des maires de certaines communes qui cessent leur activité professionnelle)* : accepte l'amendement de coordination n° 167 de M. Paul Souffrin - (p. 295) : son amendement n° 37 : calcul des cotisations de sécurité sociale ; retiré - *Art. 6 (garanties accordées aux membres de conseils généraux)* - *Art. 2 de la loi du 10 août 1871 (régime des autorisations d'absence)* (p. 296) : ses amendements de coordination n° 38, n° 39, n° 40 et n° 41 ; adoptés - S'oppose aux amendements de coordination n° 168, n° 169 et n° 170 de M. Paul Souffrin - *Art. 3 de la loi précitée (crédits d'heures)* : son amendement de coordination n° 43 ; adopté - S'oppose à l'amendement de coordination n° 110 de M. Henri Le Breton - *Art. 4 de la loi précitée (plafonnement du temps d'absence autorisée)* : son amendement de coordination n° 44 ; adopté - (p. 298) : accepte l'amendement de coordination n° 188 de M. Etienne Dailly - *Art. 5 de la loi précitée (assimilation du temps d'absence à une durée de travail effectif pour la détermination des droits sociaux)* : ses amendements de coordination n° 45, n° 46 et n° 47 ; adoptés - *Art. 6 de la loi précitée (interdiction de toute sanction professionnelle en raison des absences autorisées)* : son amendement de coordination n° 48 ; adopté - *Après l'art. 6 de la loi précitée* : accepte l'amendement de coordination n° 171 de M. Paul Souffrin - *Art. 7 de la loi précitée (suspension du contrat de travail ou détachement en cas d'élection à certaines fonctions)* (p. 299) : s'oppose à l'amendement n° 172 de M. Paul Souffrin (extension à l'ensemble des conseillers généraux) - *Art. 9 de la loi précitée (décrets d'application)* : son amendement rédactionnel n° 50 ; adopté.

Suite de la discussion - (21 janvier 1992) - Rapporteur - *Art. 9 (garanties accordées aux membres des conseils régionaux)* (p. 308) : accepte l'amendement n° 17 de M. Josselin de Rohan (extension au président et aux membres du Conseil économique et social des dispositions relatives au crédit d'heures) - *Après l'art. 9* (p. 309) : accepte l'amendement n° 18 de M. Josselin de Rohan (fonds de formation pour les élus locaux) - (p. 310) : s'oppose à l'amendement n° 173 de M. Paul Souffrin (financement du titre 1^{er} de la présente loi) - *Art. 9 bis (stage de remise à niveau professionnel de l'élu à la fin de son mandat)* (p. 311) : son amendement de suppression n° 51 ; adopté - *Après l'art. 9 bis* : s'oppose à l'amendement n° 143 de M. Jacques Rocca Serra (extension aux professions libérales et indépendantes des dispositions et garanties prévues au profit des salariés du secteur public ou privé) - *Art. 10 (droit des élus municipaux à la formation)* - *Art. L. 121-46 du code des communes (principe du droit à la formation des conseillers municipaux)* : son amendement de précision n° 52 ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° 145 de M. Jacques Rocca Serra (cas des conseillers d'arrondissement des villes de Paris, Lyon et Marseille) - *Après l'art. L. 121-46* : s'oppose à l'amendement n° 174 de M. Paul Souffrin (association d'élus et organismes de formation) - *Art. L. 121-47 (conditions financières d'exercice du droit à la formation)* (p. 314) : son amendement n° 53 : suppression de la référence au S.M.C. ; adopté - S'oppose aux amendements de

M. Paul Souffrin, n° 175 (compensation des charges supportées par l'employeur) et n° 176 (participation de l'Etat) - *Art. L. 121-48 (institution d'un congé-formation)* (p. 315) : son amendement n° 54 : extension de ces dispositions à la fonction publique ; adopté - *Art. L. 121-49 (régime des voyages d'études)* : son amendement de suppression n° 55 ; adopté - *Art. 13 (droit des élus départementaux à la formation)* - *Art. 10 de la loi du 10 août 1871 (objet de la formation)* (p. 317) : son amendement de coordination n° 56 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 178 de M. Paul Souffrin (association d'élus et organismes de formation) - *Art. 11 de la loi précitée (mode de calcul de la compensation de la perte de revenu)* : son amendement de coordination n° 57 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 179 de M. Paul Souffrin (augmentation des temps de formation pour les conseillers généraux) - (p. 318) : s'oppose à l'amendement n° 112 de M. Henri Le Breton (partage des dépenses entre les départements, les régions et l'Etat) - *Art. 12 de la loi précitée (fonction publique)* : son amendement de coordination n° 58 ; adopté - S'oppose à l'amendement de coordination n° 180 de M. Paul Souffrin - *Art. 13 de la loi précitée (voyages d'étude)* : son amendement de suppression n° 59 ; adopté - *Art. 15 (droits à la formation des élus régionaux)* (p. 319) : son amendement de coordination n° 60 ; adopté - *Art. 16 (agrément des organismes de formation)* : son amendement n° 61 : conseil national de la formation des élus locaux ; adopté - *Après l'art. 16* : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 19 de M. Josselin de Rohan (rapport présenté par le ministre de l'intérieur devant le Parlement sur l'application des titres I^{er} et II de la présente loi) - *Art. 17 (régime indemnitaire des élus municipaux)* (p. 321) : s'oppose à l'amendement n° 121 de M. Henri Goetschy (calcul des indemnités) - Son amendement n° 62 : écrêtement prévu ; adopté - (p. 322) : son amendement n° 63 : fraction des indemnités de fonction versée aux élus municipaux ; adopté - (p. 325) : s'oppose aux amendements n° 113 et n° 183 de M. Henri Le Breton (fiscalisation des indemnités), et n° 184 (élu de condition modeste) de M. Paul Souffrin, n° 106 de M. Jacques de Menou (cas des communes de moins de 3 500 habitants) et accepte le n° 138 de M. Claude Estier (possibilité d'un prélèvement forfaitaire et libératoire dont le taux est fixé chaque année par la loi de finances) - (p. 329) : s'oppose à l'amendement n° 185 de M. Paul Souffrin (abattement à la base) - *Art. 18 (majorations d'indemnités)* : son amendement n° 64 : communes touristiques ; adopté - *Art. 18 bis (barème de l'indemnité des maires)* (p. 330) : s'oppose à l'amendement n° 191 de M. Jacques Carat (nouvelle rédaction de cet article) - Son amendement n° 65 : nouvelle rédaction de cet article ; devenu sans objet - (p. 331) : son amendement n° 66 : substitution du critère de la population telle qu'elle est calculée pour l'attribution de la dotation globale de fonctionnement à celui de population totale municipale ; adopté - (p. 332) : s'oppose à l'amendement n° 114 de M. Henri Le Breton (relèvement des indemnités des élus communaux) - *Après l'art. 18 bis* : ses amendements n° 67 : situation des maires des communes de plus de 200.000 habitants ; retiré ; et n° 68 : indemnité minimale pour les maires des petites communes ; adopté - *Art. 19 (indemnité des autres membres des conseils municipaux)* : son amendement n° 69 : adjoints aux maires des villes de plus de 100.000 habitants ; adopté - (p. 334) : ses amendements n° 70, rédactionnel, et n° 71 : indemnité complémentaire pour les conseillers municipaux auxquels le maire délègue une partie de ses fonctions ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 115 de M. Henri Le Breton (indemnité complémentaire des conseillers municipaux auxquels le maire délègue une partie de ses fonctions) - *Après l'art. 19* : son amendement n° 72 : situation des présidents de syndicats et des présidents de districts ; adopté - *Art. 17 (suite)* (p. 335) : demande le retrait de l'amendement n° 137 de M. Claude Estier (indemnités des élus qui siègent dans des structures de coopération des syndicats intercommunaux et des districts) - *Après l'art. 19 (suite)* (p. 336) : s'oppose à l'amendement n° 123 de M. Henri Goetschy (indemnité versée par l'Etat pour honorer les fonctions et missions d'Etat) - *Art. 21 (indemnités des élus municipaux des villes de Paris, Lyon et Marseille)* : son amendement de coordination n° 73 ; retiré - *Avant l'art. 24* (p. 337) : s'oppose à l'amendement n° 105 de M. Paul Girod (cas des membres du Gouvernement titulaires de mandats électoraux) - *Art. 24 (indemnités des conseillers généraux)* - *Art. 14 de la loi du 10 août 1871 (régime indemnitaire des membres des conseils généraux)*

(p. 338) : ses amendements n° 74 : application d'un taux en fonction de deux strates de population ; irrecevable (article 40 de la Constitution) ; n° 75 : indemnités du président du conseil général ; devenu sans objet ; n° 76 : indemnités des conseillers généraux ou des conseillers de Paris qui exercent des mandats spéciaux ; irrecevable (article 40 de la Constitution) ; n° 77 : écrêtement en faveur du département lorsque l'élu concerné n'est pas un élu municipal ; et n° 78 : frais d'emploi ; adoptés - (p. 339) : s'oppose aux amendements n° 116 de M. Henri Le Breton de coordination et n° 126 de M. Henri Goetschy (indemnités de fonction votées par le conseil général ou par le conseil de Paris pour les fonctions de président) - *Art. 15 de la loi précitée (conditions d'indemnisation des membres du conseil général autres que les parlementaires pour leurs frais de déplacement dans le département)* (p. 341) : son amendement n° 79 : remboursement des frais de déplacement des parlementaires ; adopté - Son amendement n° 80 : déplacement en dehors du département ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - (p. 342) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Yvon Bourges (application aux élus départementaux des régimes indemnitaires de la fonction publique et charges de fonctionnement des groupes politiques au sein des assemblées départementales) - **Après l'art. 24** (p. 343) : s'oppose à l'amendement n° 127 de M. Henri Goetschy (absence des conseillers généraux en séance de session ou de commission) - **Art. 26 (indemnités des membres des conseils régionaux)** : son amendement n° 81 : taux appliqué selon deux strates de population ; adopté - Accepte l'amendement n° 21 de M. Josselin de Rohan (indemnité du président et des membres du Conseil économique et social) - **Art. 27 (indemnités des membres des conseils régionaux d'outre-mer)** (p. 345) : son amendement de suppression n° 82 ; adopté - **Art. 28 (retraite des élus municipaux)** (p. 346) : ses amendements n° 83 : modification de l'intitulé de la section ; n° 84 : affiliation au titre de régime de base de retraite ; n° 85 : obligation de l'affiliation à un système de retraite ; n° 86 : suppression du système de retraite par rente ; n° 87 : institution de la Caisse autonome de retraite des élus locaux ; sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 189 de M. Etienne Dailly ; et n° 89, rédactionnel ; adoptés - (p. 348) : son amendement n° 88 : cotisations de retraite ; adopté - (p. 350) : son amendement n° 90 : rachat des points de retraite ; adopté - (p. 351) : demande le retrait des amendements n° 192 et n° 193 de M. Jacques Carat (nouvelle rédaction de cet article), n° 118 (rachat des points de retraite) et n° 117 (dotation particulière réglée sur les recettes de l'Etat) de M. Henri Le Breton et n° 186 de M. Paul Souffrin (cas des élus qui n'étaient plus en fonction au 1^{er} janvier 1973 et qui totalisent plus de douze années de mandat) - **Après l'art. 28** (p. 353) ; s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Josselin de Rohan (instauration d'une indemnité de retraite minimale pour les maires ayant effectué au moins deux mandats) - (p. 355) : accepte l'amendement n° 197 du Gouvernement (droits de retraite déjà acquis) - **Art. 30 (retraite des conseillers généraux)** (p. 356) : ses amendements, de coordination n° 91, n° 92 et n° 93 ; adoptés - Sur les amendements de la commission saisie pour avis, accepte le n° 10 de précision et s'oppose aux n° 11 et n° 12 de coordination - **Art. 31 (retraite des conseillers régionaux)** : son amendement de coordination n° 94 ; adopté - **Après l'art. 31 (suite)** : son amendement n° 95 : indemnité des membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger ; adopté - (p. 358) : son amendement n° 96 : calcul de l'indemnité des élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger ; adopté - (p. 359) : accepte l'amendement n° 4 de Mme Paulette Brise-pierre (autorisations d'absence des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger) - **Après l'art. 36** : s'oppose à l'amendement n° 142 de M. Jean-Pierre Bayle (application des dispositions du présent projet aux membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger après consultation de ce dernier) - **Art. 31 (suite)** (p. 361) : sur les amendements de Mme Paulette Brise-pierre, s'oppose au n° 5 (protection particulière en faveur des membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger) et demande le retrait du n° 6 (séjour en France des membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger) - **Avant l'art. 32** (p. 362) : accepte les amendements n° 15 de la commission saisie pour avis (possibilité pour les départements et les régions de conserver le système déjà mis en place) et n° 130 de M. Henri Le Breton (possibilité pour les maires délégués des communes associées de bénéficier de l'honorariat) - **Après l'art. 33 bis** (p. 363) : accepte l'amendement n° 16 de la commission saisie pour avis (modification de

la codification) - (p. 364) : ses amendements n° 98 : inscription de la référence aux droits des fonctionnaires dans la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ; et n° 99 de coordination ; adoptés - **Art. 34 (entrée en vigueur de la loi)** : son amendement de suppression n° 100 ; retiré - (p. 365) : accepte l'amendement n° 7 de Mme Paulette Brise-pierre (application aux membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger) - **Art. 35 (dotations particulières en vue du financement des charges spécifiques résultant de la présente loi)** : son amendement n° 102 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - (p. 367) : s'oppose à l'amendement n° 119 de M. Henri Le Breton (nouvelle rédaction de cet article) - **Après l'art. 16 (suite)** (p. 368) : s'oppose à l'amendement n° 182 de M. Paul Souffrin (participation de l'Etat à la formation des élus) - **Après l'art. 35** : accepte l'amendement n° 141 de M. Claude Estier (rapport annuel présenté par le Gouvernement au comité des finances locales sur les conditions d'application de l'article 35 de la présente loi) - **Art. 36 (modalités de fiscalisation d'indemnités parlementaires)** (p. 369) : son amendement n° 152 : prélèvement libératoire ; adopté - (p. 372) : accepte l'amendement n° 154 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (remboursement des frais de sécurité sociale) - **Intitulé** : son amendement n° 103 : « projet de loi relatif aux conditions d'exercice du mandat des élus locaux et des membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger » ; adopté.

Nouvelle lecture [n° 246 (91-92)] - (24 janvier 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 471) : commission mixte paritaire - Décentralisation - (p. 472) : autorisations d'absence - Voyages d'étude - Indemnités - Organismes de coopération intercommunale - Régime fiscal - Frais d'emploi - Français de l'étranger - Participation de l'Etat - Retraite - (p. 473) : création d'une caisse autonome de retraite - Petites communes - Mission d'information sur la retraite des maires - Souhaite l'adoption de ses amendements - **Art. 1^{er}** (p. 476) : ses amendements n° 1 : remplacement du temps de travail perdu en raison des absences ; et n° 2 : temps d'absence utilisé ; adoptés - **Art. 6** (p. 477) : ses amendements n° 3 et n° 4 : autorisations d'absence dans les départements ; adoptés - **Art. 9** : son amendement n° 5 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 18** (p. 478) : son amendement n° 6 : cas des communes touristiques et thermales ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 18 ter (communes de moins de deux mille habitants)** : son amendement n° 7 : indemnité votée par les conseils municipaux ; adopté - **Art. 27 bis (fraction des indemnités de fonction représentative de frais d'emploi)** (p. 480) : son amendement n° 8 : détermination de la fraction des indemnités de fonction versées aux élus locaux représentative de frais d'emploi ; adopté - **Art. 28** (p. 481) : son amendement n° 9 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - **Art. 30** (p. 484) : son amendement de coordination n° 10 ; adopté - **Art. 31** : son amendement de coordination n° 11 ; adopté - **Avant l'art. 31 ter** : son amendement n° 12 : rétablissement du titre IV bis relatif aux indemnités des élus du Conseil supérieur de l'étranger ; adopté - **Art. 31 ter (membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger)** : son amendement n° 13 : indemnité des membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger ; adopté - **Art. 33 ter (création dans le code de la sécurité sociale d'une section relative aux élus locaux)** (p. 488) : demande au Sénat de repousser cet article - **Art. 35** : son amendement n° 14 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - **Art. 36** (p. 491) : accepte l'amendement n° 16 de M. Etienne Dailly (adoption de l'expression « dans les conditions du droit commun des traitements et salaires ») - **Art. 37** : accepte l'amendement n° 17 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (nouvelle rédaction de cet article) - **Intitulé** (p. 492) : son amendement n° 15 : « Projet de loi relatif aux conditions d'exercice du mandat des élus locaux et des membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger » ; adopté.

- **Projet de loi relatif au dépôt légal [n° 247 (91-92)]** - (14 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 610) ; mémoire de la France - Langage numérique - Logiciel - Dépôt légal sélectif - Programmes sources - (p. 611) : intelligence artificielle - Votera le texte résultant des travaux du Sénat - **Art. 1^{er} (champ d'application du dépôt légal)** (p. 614) : sur l'amendement n° 1 de la commission (condition de subordination des logiciels et autres supports informatiques au dépôt légal et extension de la portée du dépôt légal des supports informatiques aux programmes sources), ses sous-amendements n° 25 et n° 26 ; reje-

tés - (p. 615) : son amendement n° 20 : dépôt des documents concernés en leur état d'exploitation ; devenu sans objet - (p. 616) : son amendement n° 21 : dépôt légal volontaire de certains progiciels ou autres supports informatiques ; retiré - **Art. 2 (finalités du dépôt légal)** (p. 617) : son amendement n° 22 : suppression de la référence à l'information des autorités de l'Etat ; adopté - **Art. 5 (détermination des personnes soumises à l'obligation de dépôt)** (p. 620) : son amendement n° 24 : extension aux producteurs des éditions informatiques de l'obligation du dépôt légal et exclusion des produits informatiques importés ; retiré.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens - Deuxième lecture [n° 212 (91-92)] - (22 avril 1992) - Rapporteur - Discussion générale (p. 741) : hommage à M. Marcel Rudloff, ancien rapporteur, nommé membre du Conseil constitutionnel - (p. 742) : vandalisme - Travail d'intérêt général - Atteinte au système informatique - Art. unique (les dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et des délits contre les biens sont fixées par le livre III annexé à la présente loi) (réservé jusqu'après l'examen des articles du code pénal qui y sont annexés) - Art. 301-3 du code pénal (vol simple) (p. 745) : son amendement n° 1 : peine maximale ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 39 de M. Charles Lederman (diminution du montant de l'amende) - Après l'art. 301-3 (p. 746) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Charles Lederman (diminution de la sanction pour vol simple) - Art. 301-4 (vol aggravé) (p. 747) : s'oppose à l'amendement n° 41 de M. Charles Lederman (suppression de la référence à la notion de bande organisée) - Son amendement n° 2 : rétablissement de la notion de vandalisme ; adopté - Art. 301-5 (vols aggravés - sanctions du vol aggravé par des violences ayant entraîné une incapacité totale de travail pendant plus de huit jours) : s'oppose à l'amendement n° 42 de M. Charles Lederman (suppression de la période de sûreté) - Art. 301-10 (application des peines prévues pour violence) (p. 748) : son amendement n° 3 : rétablissement du texte adopté en première lecture stipulant que les violences servant à favoriser la fuite ou à assurer l'impunité doivent être retenues comme circonstance aggravante du vol ; adopté - Art. 301-12 (peines complémentaires applicables aux personnes physiques) : s'oppose à l'amendement n° 43 de M. Charles Lederman (suppression de la peine complémentaire constituée par l'interdiction de séjour) - Art. 301-12-1 (interdiction du territoire français) : son amendement n° 4 : rétablissement du texte prévoyant le prononcé obligatoire de l'interdiction du territoire à l'encontre des étrangers coupables de vol grave ; adopté - Sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 51 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - Art. 301-13 (responsabilité des personnes morales) (p. 750) : s'oppose à l'amendement n° 44 de M. Charles Lederman (exclusion des partis politiques et des syndicats de la responsabilité des personnes morales) et, à titre personnel, accepte l'amendement n° 55 du Gouvernement (rétablissement de la responsabilité pénale des personnes morales pour le vol simple) - Art. 302-4 (extorsion commise en bande organisée) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 45 de M. Charles Lederman - Art. 302-6 (application des peines prévues pour violence) (p. 751) : son amendement n° 5 : peines encourues lorsque les violences ont été commises après l'extorsion pour favoriser la fuite ou assurer l'impunité d'un auteur ; adopté - Art. 302-8-1 (interdiction du territoire) : son amendement n° 6 : rétablissement de l'article supprimé par l'Assemblée nationale ; adopté - Sur celui-ci s'oppose au sous-amendement n° 52 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - Art. 303-5 (peines complémentaires applicables aux personnes physiques pour des infractions voisines de l'escroquerie) (p. 753) : ses amendements n° 7, rédactionnel, et n° 8 : rétablissement de l'interdiction de séjour ; adoptés - Art. 303-6 (autres peines complémentaires applicables aux personnes physiques en matière d'escroquerie) : son amendement de coordination n° 9 ; adopté - Art. 304-3 (détournement de gage) (p. 754) : son amendement rédactionnel n° 10 ; adopté - Art. 304-4 (détournement d'objet saisi) : son amendement rédactionnel n° 11 ; adopté - Art. 304-5 (organisation frauduleuse de l'insolvabilité - incrimination et peines applicables) : ses amendements n° 12 et n° 13 : prévision des peines complémentaires pour le délit d'escroquerie en coordination avec celles prévues pour les délits précédents ; adoptés - Art. 305-1 (recel simple) (p. 756) : ses amendements n° 14 et n° 15 : nou-**

velle définition du recel ; retiré - Après l'art. 305-6-1 (p. 757) : son amendement n° 16 : interdiction du territoire français à l'encontre des étrangers coupables de recel ; adopté - Sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 53 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - **Chapitre VI (des destructions, dégradations et détériorations)** (p. 758) : son amendement n° 17 : nouvelle rédaction de l'intitulé : « du vandalisme et des destructions, dégradations et détériorations » ; adopté - **Section I (des destructions, dégradations et détériorations ne présentant pas de danger pour les personnes)** : son amendement n° 18 : modification de l'intitulé de la section I : « du vandalisme et des destructions, dégradations et détériorations ne présentant pas de danger pour les personnes » ; adopté - Art. 306-1 (destruction, dégradation ou détérioration d'un bien) : son amendement n° 19 : gradation dans les peines concernant la destruction, la dégradation ou la détérioration des biens appartenant à autrui ; adopté - Art. 306-1-1 A (destruction, dégradation, détérioration de monuments, d'objets d'intérêt public) : son amendement n° 21 : coordination avec son amendement n° 19 en ce qui concerne les destructions de biens publics ; adopté - Art. 306-1-1 (destruction, dégradation ou détérioration avec circonstance aggravante) : son amendement n° 23 : distinction par les sanctions entre le vandalisme et les autres cas de destruction ; adopté - Art. 306-2-A (incendie volontaire) : son amendement rédactionnel n° 24 ; adopté - Art. 306-2 (destructions, dégradations et détériorations volontaires dangereuses pour les personnes) (p. 760) : s'oppose à l'amendement de précision n° 46 de M. Charles Lederman - (p. 761) : son amendement n° 25 : maintien des peines prévues en première lecture par le Sénat ; adopté - Art. 306-2-1 (destructions dangereuses pour les personnes avec circonstance aggravante) : son amendement n° 26 : maintien des peines prévues par le Sénat en première lecture et rétablissement de la période de sûreté obligatoire ; adopté - Art. 306-3 (cas où le crime prévu à l'article 306-2 est réalisé en bande organisée) : s'oppose à l'amendement n° 47 de M. Charles Lederman (suppression du premier alinéa de l'article relatif à la bande organisée, circonstance aggravante de la destruction, dégradation et détérioration volontaire d'un bien appartenant à autrui) - Art. 306-5 A (infraction relative à la menace de commettre une destruction, une dégradation ou une détérioration) : son amendement n° 27 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture en tenant compte de la distinction entre vandalisme et autre destruction ; adopté - Art. 306-5 B (menace sous condition) : son amendement n° 28 : rétablissement de la rédaction adoptée par le Sénat en première lecture ; adopté - Art. 306-5 C (fausses alertes) : ses amendements n° 29, rédactionnel, et n° 30 de coordination ; adoptés - Art. 306-5 (peines complémentaires) (p. 763) : s'oppose à l'amendement n° 48 de M. Charles Lederman (dérogation à l'application de la peine complémentaire d'interdiction d'exercer une fonction publique ou une activité professionnelle ou sociale en cas de conflit social) - Ses amendements de coordination n° 31 et n° 32 ; adoptés - Art. 306-5-1 (interdiction du territoire) (p. 764) : son amendement n° 33 : rétablissement du texte supprimé par l'Assemblée nationale ; adopté ; sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 54 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - Art. 306-6 (responsabilité pénale des personnes morales pour vandalisme, destructions, dégradations ou détériorations) : s'oppose aux amendements n° 49 (exclusion des partis politiques et des syndicats du champ de la responsabilité des personnes morales) et n° 50 de M. Charles Lederman (champ d'application de la responsabilité pénale des personnes morales) - Art. 307-4 (falsification de documents informatisés) (p. 765) : son amendement n° 34 : rétablissement du texte supprimé par l'Assemblée nationale ; adopté - Art. 307-4-1 (usage de faux informatiques) : son amendement n° 35 : rétablissement du texte supprimé par l'Assemblée nationale ; adopté - Art. 307-4-2 (recel de données) : son amendement n° 36 : rétablissement du texte supprimé par l'Assemblée nationale ; retiré - Art. 307-4-3 (association de malfaiteurs en matière d'infraction informatique) (p. 766) : son amendement rédactionnel n° 37 ; adopté - Art. 307-8 (tentative) : son amendement rédactionnel n° 38 ; adopté.

- **Projet de loi relatif au code de la propriété intellectuelle (partie législative) [n° 301 (91-92)] - (15 mai 1992) - Rapporteur - Débat restreint (p. 1197) : commission supérieure de codification - Art. 1^{er} (code de la propriété intellectuelle) - Art. L. 112-2 du code de la propriété intellectuelle (liste des**

oeuvres considérées comme oeuvres de l'esprit donnant lieu à protection des droits des auteurs) (p. 1229) : son amendement n° 1 : mention des progiciels ; retiré - Art. L. 132-3 (définition du contrat de compte à demi) : son amendement rédactionnel n° 2 ; adopté - Art. L. 411-4 (compétences du directeur de l'Institut national de la propriété industrielle) : son amendement de forme n° 3 ; adopté - Art. L. 611-17 (liste de créations ou d'éléments non brevetable) (p. 1230) : son amendement n° 4 : cas des organismes génétiquement modifiés ; retiré - Art. L. 612-14 (rapport de recherche) ; ses amendements n° 5 : simplification de la procédure par décret ; et n° 6 de conséquence ; adoptés - Art. L. 613-25 (nullité en matière de brevets) : son amendement n° 7 : suppression de la mention de la décision de justice ; retiré - Art. L. 623-9 (fixation par voie réglementaire de la liste des espèces végétales qui ne peuvent être divulguées et exploitées librement sans autorisation spéciale) (p. 1231) : son amendement n° 8 : arrêté conjoint du ministre de la défense et du ministre de l'agriculture ; adopté - Art. L. 623-16 (redevances en matière d'obtentions végétales) : son amendement n° 9 : fixation du barème par arrêté conjoint du ministre de l'agriculture et du ministre de l'économie ; adopté - Avant l'art. L. 722-1 - Art. L. 722-1 à L. 722-8 (chapitre II du titre II du livre VII de la deuxième partie du code : procédures judiciaires et de protection des appellations d'origine) (p. 1232, 1233) : ses amendements, n° 11 à 19 : suppression de cette division, de son intitulé et de ses articles ; adoptés - Avant l'art. L. 723-1 - Art. L. 723-1 à L. 723-4 (chapitre III : procédures administratives de protection des appellations d'origine) : ses amendements n° 20 à 24 : suppression de cette division, de son intitulé et de ses articles ; adoptés - Avant l'art. L. 724-1 - Art. L. 724-1 à L. 724-3 (chapitre IV : sanctions pénales) (p. 1234) : ses amendements n° 25 à n° 28 : suppression de cette division, de son intitulé et de ses articles ; adoptés - Art. 3 (théorie du code « pilote » et du code « suiveur ») : son amendement n° 29 : référence à la partie législative du code ; adopté - Art. 4 (application dans les territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte) : son amendement n° 30 : nouvelle rédaction ; adopté - Art. 5 (abrogations) (p. 1235) : son amendement de conséquence n° 31 ; adopté - Après l'art. 5 : son amendement n° 32 : introduction dans la loi du 6 mai 1919 relative aux appellations d'origine d'une référence au code de la propriété intellectuelle ; adopté.

Deuxième lecture [n° 392 (91-92)] - (15 juin 1992) - Rapporteur - Discussion générale : son intervention présentée par M. Lucien Lanier (p. 1688, 1689).

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - Suite de la discussion - (16 juin 1992) - Art. 2 (insertion dans la Constitution d'un titre XIV : « Des Communautés européennes et de l'Union européenne ») - Art. 88-3 de la Constitution (avis des assemblées parlementaires sur les propositions d'actes communautaires comportant des dispositions de nature législative) (p. 1727) : influence des institutions européennes sur la législation interne - Parlement européen et parlement français - (p. 1728) : processus décisionnel communautaire - Consultation et coopération - Son amendement n° 21 : détermination des actes communautaires comportant des dispositions de nature législative par le Gouvernement après avis du Conseil d'Etat ; retiré - (p. 1731) : son amendement n° 23 : détermination des conditions d'application du présent article par une loi organique ; retiré.

- **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution** [n° 433 (91-92)] - (25 juin 1992) - Rapporteur - Discussion générale (p. 2045, 2046) : rôle des huissiers de justice - Date d'entrée en vigueur de la réforme le 1^{er} janvier 1993 - Modernisation du statut des huissiers de justice - Conditions d'exercice de la mise en demeure - Art. 3 (entrée en vigueur de la réforme) (p. 2047) : son amendement n° 3 : entrée en vigueur de la loi du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution le 1^{er} janvier 1993 ; adopté - Après l'art. 3 : son amendement n° 4 : introduction du texte du projet de loi relatif à la modernisation du statut des huissiers dans la présente proposition de loi ; adopté - (p. 2048) : son amendement n° 5 : modification de l'article 1153 du code civil relatif aux dommages-intérêts résultant du retard dans l'exécution d'obligations qui se bornent au paiement d'une somme ;

adopté - S'oppose à l'amendement n° 8 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (prorogation de l'article 95 de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution) - **Intitulé** (p. 2049) : son amendement n° 6 : « Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution et l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers de justice et comportant diverses dispositions relatives aux procédures civiles d'exécution ; adopté.

- **Projet de loi modifiant le code civil et relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits** [n° 408 (91-92)] - (25 juin 1992) - Rapporteur - Discussion générale (p. 2052) : principes de responsabilité civile - Accidents d'enfants - Conditions équivalentes de concurrence entre les producteurs européens - Exclusion des matières premières agricoles des lois de transposition - Définition du produit - « Loi Spinetta » - (p. 2053) : au nom de la commission des lois, se déclare favorable à l'adoption de ce projet sous réserve de l'adoption de ses amendements - Art. 1^{er} (de la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits) - Art. 1386-2 du code civil (dommages réparables) (p. 2055) : son amendement n° 1 : limitation de l'application du nouveau régime aux seuls biens privés ; adopté - Art. 1386-3 (définition du produit) : son amendement n° 2 : exclusion des matières premières agricoles n'ayant pas subi une première transformation des produits dont le défaut de sécurité sera susceptible d'engager la responsabilité du producteur ; adopté - Art. 1386-4 (définition du défaut de sécurité) (p. 2056) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Charles Lederman (produit considéré comme défectueux lorsqu'il porte atteinte à la santé des personnes) - Son amendement rédactionnel n° 3 ; adopté - Art. 1386-5 (définition de la mise en circulation) : son amendement n° 4 : possibilité pour un produit de ne faire l'objet que d'une seule mise en circulation ; adopté - Art. 1386-6-1 (responsabilité du vendeur, du loueur ou de tout autre fournisseur) : son amendement n° 5 : prise en compte de la seule responsabilité du producteur et, en titre subsidiaire, de celle du fournisseur ; adopté - Art. 1386-7 (dommage causé par un produit incorporé) : ses amendements, rédactionnel n° 6, et n° 7 : appréciation de la responsabilité des personnes tenues à réparation en fonction de la part de chacune dans la réalisation de la partie composante et dans l'incorporation de celle-ci au produit ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 25 de M. Charles Lederman (possibilité pour le consommateur et les fabricants de composants d'ester conjointement en justice) - Art. 1386-8 (charge de la preuve) (p. 2058) : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Charles Lederman (substitution au maintien de la charge classique de la preuve par la victime la présomption de responsabilité du producteur) - Après l'art. 1386-8 : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Charles Lederman (possibilité pour les associations de consommation d'offrir leurs services aux victimes en leur fournissant une aide au stade de la constitution des preuves) - Art. 1386-9 (exonération pour conformité aux règles impératives émanant des pouvoirs publics) : son amendement de suppression n° 8 ; réservé puis adopté (p. 2060) - Art. 1386-10 (causes d'exonération) (p. 2059) : ses amendements, rédactionnel n° 9, de coordination n° 10 ; adoptés ; n° 11 : exonération du producteur lorsque le défaut est dû au respect d'une règle impérative émanant des pouvoirs publics ; rejeté ; et n° 32 : absence de responsabilité du producteur de la partie composante s'il est établi que le défaut est imputable à la conception du produit ; adopté - S'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, de suppression n° 28, n° 29 (rôle des salariés dans l'appréciation des dangers potentiels d'un produit avant même sa mise en circulation) et n° 30 (absence d'exonération du producteur de sa responsabilité en matière de risque de développement dans le domaine de l'industrie pharmaceutique) - Art. 1386-11 (incidence de la faute de la victime dans la réalisation du dommage) (p. 2060) : ses amendements, n° 12 : prise en compte de la faute imprévisible de la victime ; et de coordination n° 13 ; adoptés - Art. 1386-12 (incidence de l'intervention d'un tiers dans la réalisation du dommage) : son amendement rédactionnel n° 14 ; adopté - Art. 1386-13 (obligation de suivi des produits) (p. 2061) : son amendement de suppression n° 15 ; rejeté - Art. 1386-14 (prohibition des clauses limitatives ou exonératoires de responsabilité) : ses amendements, n° 16 : toute clause contraire au présent titre est réputée non écrite ; rejeté ; et n° 17 : suppression du deuxième alinéa de cet article relatif à la responsabilité entre profession-

nels ; adopté - *Art. 1386-15 (extinction de la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits)* : son amendement n° 18 : élargissement à tous les actes interruptifs de prescription de la faculté d'interrompre le délai de dix ans au-delà duquel s'éteint la responsabilité du producteur pour défaut de sécurité des produits ; adopté - *Art. 1386-17 (non-cumul avec les règles du code civil ayant pour effet de garantir la victime contre un défaut de sécurité)* (p. 2062) : son amendement n° 19 : impossibilité d'engager des actions concomitantes en responsabilité ; adopté - Accepte l'amendement n° 31 du Gouvernement (suppression du délai de dix ans qui suit la mise en circulation du produit pour l'application de cet article) - *Art. 2 (entrée en vigueur du régime de responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits)* (p. 2063) : son amendement de coordination n° 20 ; adopté - *Art. 5 (délai pour agir)* : son amendement n° 21 : abaissement d'un an à six mois du délai de l'action en garantie des vices cachés ; rejeté - *Art. 7 (extension de la garantie aux louages de meubles)* : son amendement de suppression n° 22 ; adopté - *Art. 8 (extension de la garantie au prêt à usage)* (p. 2064) : son amendement de suppression n° 23 ; adopté.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 475 (91-92)] - (7 juillet 1992) - Rapporteur - Discussion générale (p. 2479) : clarté du texte - Apport de la CMP - Interdiction du territoire - Art. unique (p. 2483) : accepte l'amendement de coordination n° 1 du Gouvernement - Art. 301-12-1 à 307-5 (p. 2484) : accepte les amendements de coordination du Gouvernement n° 2 à n° 11.**

TIZON (Jean-Pierre), sénateur de la Manche (UREI).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Juge suppléant de la Haute Cour de justice (*JO Lois et décrets* du 28 octobre 1992).

- Vice-président de la commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudés ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées, jusqu'au 14 mai 1992.

- Membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques, jusqu'au 11 juin 1992.

Membre de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme (*JO Lois et décrets* du 10 avril 1992), jusqu'au 12 juin 1992.

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire (*JO Lois et décrets* du 23 décembre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature (15 janvier 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire (21 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République (14 janvier 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (16 janvier 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 57 (91-92)] portant extension aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte de diverses dispositions intervenues en matière électorale [n° 305 (91-92)] (22 avril 1992) - Elections.

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des lois, à la suite d'une mission effectuée à La Réunion et à Mayotte du 5 au 13 mars 1992 [n° 493 (91-92)] (7 juillet 1992) - La Réunion - Mayotte.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 83 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, modifiant le titre VI du titre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire [n° 126 (92-93)] (16 décembre 1992) - Cimetières et pompes funèbres.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 104 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 91-1380 du 28 décembre 1991 d'habilitation relative à l'adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte [n° 140 (92-93)] (16 décembre 1992) - Collectivités territoriales d'outre-mer.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire [n° 178 (92-93)] (22 décembre 1992) - Cimetières et pompes funèbres.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte de diverses dispositions intervenues en matière électorale [n° 57 (91-92)] - (29 avril 1992) - Rapporteur - Discussion générale (p. 930) : jurisprudence du Conseil d'Etat - Spécialité législative - Limitation des dépenses électorales - Clarification de la vie politique - Code électoral - Avis favorable sur ce projet de loi - Art. 3 (extension aux territoires d'outre-mer et à Mayotte de certaines règles du code électoral relatives à la diffusion des messages de propagande ou des résultats partiels durant les opérations électorales) : son amendement rédactionnel n° 1 ; adopté - Art. 5 (inelligibilité au conseil général de Mayotte des secrétaires généraux de la chambre régionale des comptes de La Réunion) : son amendement n° 2 : fonctionnement des conseils généraux ; adopté - Art. 8 (extension aux territoires d'outre-mer et à Mayotte de la loi du 15 janvier 1990 sur la limitation des dépenses électorales et le financement des activités publiques) - Art. 28 de la loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 (extension à la Nouvelle-Calédonie et à la Polynésie française) (p. 932) : accepte l'amendement n° 6 du Gouvernement (plafond des dépenses électorales dans les territoires d'outre-mer) - Après l'art. 30 de la loi précitée (p. 933) : son amendement n° 4 : exclusion du montant des dépenses électorales prises en compte dans le plafond des frais de transport supportés par les candidats aux élections territoriales ; adopté - Art. 10 (report de l'entrée en vigueur de différents articles du projet de loi) (p. 934) : accepte l'amendement n° 7 du Gouvernement (nouvelle rédaction de cet article).**

- **Projet de loi modifiant le régime du travail dans les ports maritimes [n° 349 (91-92)] - (26 mai 1992) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 1409) : gestion des coûts de la main-d'oeuvre intermittente port par port - Mensualisation des dockers - Modernisation du statut des dockers - Au nom du groupe de l'UREI, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.**

- **Conclusions du rapport de M. Jacques de Menou**, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur sa proposition de loi (n° 317, 91-92), déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à faciliter le développement du tourisme rural [n° 381 (91-92)] - (17 juin 1992) - Discussion générale (p. 1791, 1792) : aménagement rural - Pluriactivité en milieu agricole - Agritourisme - Aménagement nécessaire de la réglementation du non-cumul emploi-retraite ou préretraite.

- **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle** [n° 402 (91-92)] - (29 juin 1992) - Discussion générale (p. 2165) : rapport de la Commission nationale de l'évaluation du RMI - Insertion - Participation des collectivités locales à la mise en oeuvre du RMI - Contrats emploi-solidarité, contrats de qualification - Participation des maires aux réunions du bureau de la commission locale d'insertion, CLI - Loi Besson sur le logement - Emploi - Avec le groupe de l'UREI, votera le projet de loi amendé par la commission.

- **Projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 91-1380 du 28 décembre 1991 d'habilitation relative à l'adaptation de la législation applicable à la collectivité territoriale de Mayotte** [n° 104 (92-93)] - (16 décembre 1992) - Rapporteur - Discussion générale : son intervention présentée par M. Camille Cabana (p. 4159).

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale - Nouvelle lecture** [n° 156 (92-93)] - (19 décembre 1992) - En remplacement de M. Jean-Marie Girault, rapporteur - **Art. 1^{er} AA** (p. 4452) : son amendement de suppression n° 1 ; adopté - **Art. 1^{er} ter** (p. 4453) : son amendement de suppression n° 2 ; adopté - **Art. 3** (p. 4454) : ses amendements n° 3 : suppression du deuxième alinéa du texte présenté par cet article pour l'article 63 du code de procédure pénale ; et n° 4 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adoptés - **Art. 4 - Art. 63-1 du code de procédure pénale** : son amendement n° 5 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 63-2 du code précité** : son amendement n° 6 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 63-4 du code précité** : son amendement n° 7 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 63-5 du code précité** (p. 4455) - supprimé par l'Assemblée nationale : son amendement n° 8 : rétablissement de cet article ; adopté - **Art. 5** : son amendement de coordination n° 9 ; adopté - **Art. 6 bis et 6 ter** (p. 4456) : ses amendements de suppression n° 10 et n° 11 ; adoptés - **Art. 7** : ses amendements n° 12 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture ; et n° 13 de coordination ; adoptés - **Art. 8** : son amendement n° 14 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture ; adopté - **Art. 10** (p. 4457) : son amendement de coordination n° 15 ; adopté - **Art. 11** : ses amendements n° 16 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture ; et n° 17 de coordination ; adoptés - **Titre III** : son amendement n° 111 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture ; adopté - **Art. 14** : son amendement de coordination n° 18 ; adopté - **Art. 15 - Art. 80-1 du code précité** (p. 4458) : ses amendements, n° 19 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture ; n° 20, n° 21 et n° 23 de conséquence ; et n° 22 rédactionnel ; adoptés - **Art. 80-2 du code précité** (p. 4459) : son amendement n° 24 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture ; adopté - **Art. 80-3 du code précité** : son amendement de conséquence n° 25 ; adopté - **Art. 17** : son amendement de coordination n° 26 ; adopté - **Art. 19** : ses amendements, n° 27 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture ; n° 28 de conséquence, et n° 29 rédactionnel ; adoptés - **Art. 22** : son amendement n° 30 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture ; adopté - **Art. 25** : son amendement de coordination n° 31 ; adopté - **Art. 29** : son amendement n° 32 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture ; adopté - **Art. 32** : ses amendements n° 33 : appel de la décision de clôture ou de réserve ; n° 34 : conditions de l'appel des ordonnances du juge d'instruction intervenues en matière

d'expertise ; adoptés - **Art. 32 quater** : son amendement n° 35 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture ; adopté - **Art. 32 quinquies** ; son amendement n° 36 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture ; adopté - **Art. 32 septies C** (p. 4462) : son amendement n° 37 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture ; adopté - **Art. 32 septies D (modalités de l'action en justice)** : son amendement de suppression n° 38 ; adopté - **Art. 32 septies** : son amendement n° 39 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture ; adopté - **Art. 33** : son amendement n° 40 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture ; adopté - **Art. 33 bis** (p. 4463) : son amendement de suppression n° 41 ; adopté - **Art. 34, 35 et 36** : ses amendements de conséquence n° 42, n° 43 et n° 44 ; adoptés - **Art. 38** (p. 4464) : son amendement de suppression n° 45 ; adopté - **Art. 39** : son amendement de conséquence n° 46 ; adopté - **Art. 40** : son amendement de coordination n° 47 ; adopté - **Art. 42** : son amendement de suppression n° 48 ; adopté - **Art. 43 et 44** : ses amendements n° 49, n° 50 et n° 51 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture ; adoptés - **Art. 45** (p. 4466) : son amendement n° 112 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture ; adopté - **Art. 46** : son amendement de conséquence n° 52 ; adopté - **Art. 46 bis** : son amendement de suppression n° 53 ; adopté - **Art. 49 et 53** (p. 4467) : ses amendements de conséquence n° 54 et n° 55 ; adoptés - **Art. 53 bis, 53 ter, 53 quater et 53 quinquies** : ses amendements de suppression n° 56, n° 57, n° 58 et n° 59 ; adoptés - **Art. 53 sexies, 53 septies, 53 octies, 53 nonies, 53 decies, 53 undecies et 53 duodecies** (p. 4468) : ses amendements de suppression n° 60, n° 61, n° 62, n° 63, n° 64, n° 65 et n° 66 ; adoptés - **Art. 53 terdecies, 53 quaterdecies, 53 quinquedecies, 53 sedecies, 53 septemdecies et 53 duodevicies** (p. 4469) : ses amendements de suppression n° 67, n° 68, n° 69, n° 70, n° 71 et n° 72 ; adoptés - **Art. 53 undevicies** (p. 4470) : son amendement de suppression n° 73 ; adopté - **Art. 57** : son amendement n° 74 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture ; adopté - **Art. 60 bis** : son amendement n° 75 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture ; rejeté - **Art. 60 decies et 60 undecies** (p. 4471) : ses amendements de suppression n° 76 et n° 77 ; adoptés - **Art. 62 ter** : son amendement de suppression n° 78 ; retiré - **Art. 84** : son amendement n° 79 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture ; adopté - **Art. 98 bis A** : son amendement de suppression n° 80 ; retiré - **Art. 98 ter** (p. 4472) : son amendement de suppression n° 81 ; adopté - **Art. 100 et 102** : ses amendements de suppression n° 82 et n° 83 ; adoptés - **Art. 120** : ses amendements de coordination n° 84 et n° 85 ; adoptés - **Art. 122, 122 bis et 131** (p. 4473) : ses amendements de coordination n° 86, n° 87 et n° 88 ; adoptés - **Art. 167** (p. 4474) : son amendement n° 90 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture ; adopté - **Art. 167 bis, 167 ter, 167 quater et 167 quinquies (entrée en vigueur)** : ses amendements de suppression n° 91, n° 92, n° 93 et n° 94 ; adoptés - **Art. 168 (application à la collectivité territoriale de Mayotte et aux territoires d'outre-mer)** : son amendement de coordination n° 95 ; adopté - **Art. 169, 170, 171, 172 (entrée en vigueur)** : ses amendements de suppression n° 96, n° 97, n° 98 et n° 99 ; adoptés - **Art. 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181 et 182 (entrée en vigueur)** (p. 4476, 4477) : ses amendements de suppression n° 101, n° 102, n° 103, n° 104, n° 105, n° 106, n° 107, n° 108 et n° 109 ; adoptés.

- **Projet de loi modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire** [n° 83 (92-93)] - (21 décembre 1992) - Rapporteur - Discussion générale (p. 4632) : contestation du principe du monopole communal - (p. 4633) : décalage entre le droit et les faits - Place de la concurrence - Moralisation de la profession - Procédure d'habilitation - Sanctions administratives et pénales - Réglementation du démarchage et de la publicité - Renforcement du contrôle des pouvoirs publics - Problème de la période transitoire - Amendements de la commission dictés par l'intérêt général et par le respect dû aux familles - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 4638) : s'oppose à l'amendement n° 35 de M. Robert Pagès (principes de l'activité funéraire) - **Art. 1^{er} (organisation du service public des pompes funèbres)** (p. 4639) : ses amendements n° 3 et n° 5 rédactionnels ; n° 4 : intégration des

chambres funéraires dans le service public des pompes funèbres ; adoptés - (p. 4640) : son amendement n° 6 : égalité sociale et fiscale pour toutes les entreprises, y compris les concessions ; adopté - Sur les amendements de M. Robert Pagès, s'oppose aux n° 36 (nouvelle rédaction de l'article définissant le service public des pompes funèbres et création d'un office nationale de thanatologie) et n° 37 (maintien du service extérieur des pompes funèbres sous la responsabilité des municipalités) et accepte le n° 39 (habilitation des sociétés ou associations au même titre que les entreprises) - **Après l'art. 1^{er}** (p. 4641) : s'oppose à l'amendement n° 38 de M. Robert Pagès (création d'un office public national de thanatologie) - **Art. 2 (règlement national et règlement municipal)** - **Art. L. 362-1-1 du code des communes (institution d'un règlement national des pompes funèbres)** - (p. 4642) : son amendement n° 7 : nouvelle rédaction de l'article et définition des obligations des entreprises et des modalités d'information de celles-ci dans le règlement national ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 40 de M. Robert Pagès (détermination des conditions tarifaires par le règlement national) - **Art. L. 362-1-2 du code précité (possibilité pour les conseils municipaux d'arrêter un règlement municipal)** : son amendement n° 8 : nouvelle rédaction de l'article prévoyant le respect du règlement national par le règlement municipal et la suppression de la référence à l'observatoire local ; adopté - Sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 63 du Gouvernement - **Après l'art. 2** (p. 4643) : s'oppose à l'amendement n° 41 de M. Robert Pagès (établissement des principes de tarification des prestations fournies par les régies chargées de l'exécution du service public des pompes funèbres) - **Art. 4 (délivrance de l'habilitation)** (p. 4644) : accepte les amendements identiques n° 42 de M. Robert Pagès et n° 51 de M. Jean Chérioux (suppression de l'habilitation pour les régies municipales) - Son amendement n° 9 : extension du champ d'application de l'habilitation ; adopté - Sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 65 du Gouvernement - (p. 4645) : son amendement n° 10 : suppression de la possibilité pour le ministre de l'intérieur de délivrer l'habilitation sans que le préfet soit averti ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 43 de M. Robert Pagès (modalités d'accord de l'habilitation) - Son amendement de coordination n° 11 ; réservé, puis adopté (p. 4654) - (p. 4646) : s'oppose à l'amendement n° 44 de M. Robert Pagès (suppression du dernier alinéa de l'article 4 donnant au préfet le pouvoir d'accorder une habilitation pour l'ensemble du territoire national) - **Art. 5 (moralité et nationalité des dirigeants)** : ses amendements n° 12 : intégration de la corruption passive dans la liste des infractions empêchant d'accéder à la fonction de dirigeant ; n° 13 : tribunal compétent pour apprécier la régularité de la condamnation ; et n° 14 : suppression de la possibilité donnée aux réfugiés et apatrides de participer au service public des pompes funèbres ; adoptés - **Art. 6 (suspension et retrait de l'habilitation)** (p. 4647) : ses amendements n° 15 : possibilité de retirer l'habilitation à une entreprise méconnaissant les dispositions du règlement municipal ; et n° 16 : suppression de l'obligation faite aux préfets de retirer l'habilitation en cas de récidive ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 52 de M. Jean Chérioux (extension du champ d'application des sanctions aux violations du règlement municipal) - **Art. 7 (conseil national des opérations funéraires)** : s'oppose à l'amendement n° 45 de M. Robert Pagès (représentation des salariés au conseil national des opérations funéraires) - (p. 4648) : accepte l'amendement n° 46 de M. Robert Pagès (inscription de l'évolution des tarifs pratiqués par les professionnels dans le rapport publié par le conseil national des opérations funéraires) - **Art. 9 (personnes dépourvues de ressources suffisantes)** : son amendement de coordination n° 17 ; adopté - **Art. 11 (confusion avec les services communaux)** : son amendement n° 18 : principe de l'interdiction de certaines publicités ; adopté - (p. 4649) : s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 66 du Gouvernement - **Art. 12 (mentions sur la publicité)** : son amendement rédactionnel n° 19 ; adopté - **Art. 13 (démarchage)** : ses amendements, n° 73 de coordination, et n° 20 : extension de l'interdiction du démarchage à toutes les offres de services liées à un décès ; adoptés - (p. 4650) : accepte l'amendement n° 67 du Gouvernement (précisions relatives aux démarchages) - **Avant l'art. 15** : son amendement de coordination n° 22 ; adopté - **Art. 15 (sanctions pénales)** : son amendement n° 23 : nouvelle rédaction de l'article regroupant toutes les infractions à la législation funéraire commises par les personnes physiques ; adopté - **Art. 15 bis (sanctions pénales)** : son amendement

n° 24 : regroupement des peines applicables aux personnes morales ; adopté - **Art. 15 ter (sanctions pénales)** : son amendement de suppression n° 25 ; adopté - **Après l'art. 15 ter** : s'oppose à l'amendement n° 47 de M. Robert Pagès (sanctions à l'encontre du dirigeant d'entreprise de pompes funèbres reconnu coupable d'infractions à la législation funéraire) - **Art. 15 quater (sanctions pénales)** (p. 4652) : son amendement de suppression n° 26 ; adopté - **Après l'art. 15 quater** : accepte l'amendement n° 68 du Gouvernement (possibilité pour les autorités publiques de choisir une entreprise en cas de circonstances exceptionnelles) - **Art. 17 (chambres funéraires)** : son amendement n° 27 : suppression des dispositions ne relevant pas de la loi ; adopté - (p. 4653) : son amendement n° 74 : peine plancher en cas de méconnaissance des dispositions relatives aux chambres funéraires ; adopté - **Art. 18 (chambres mortuaires)** : son amendement de suppression n° 28 ; adopté - **Art. 19 (crématoriums)** : son amendement n° 29 : suppression de la disposition prévoyant une enquête publique préalable pour la création d'un crématorium ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 69 du Gouvernement (valeur législative pour l'article du code des communes prévoyant la mise en usage d'un appareil crématore à la suite d'une autorisation du préfet) - **Art. 20 (crématoriums)** (p. 4654) : accepte l'amendement n° 56 de M. Jean Chérioux (soustraction des régies au principe de l'habilitation par l'Etat) - **Art. 21 (prescriptions techniques)** : son amendement de suppression n° 30 ; adopté - **Avant l'art. 22** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 70 du Gouvernement (modalités d'autorisation de fermeture du cercueil) - **Art. 22 (conditions de transport de corps)** (p. 4655) : accepte l'amendement de coordination n° 76 du Gouvernement - Son amendement rédactionnel n° 31 ; retiré - **Art. 22 bis (application de la loi dans les départements d'Alsace et de Moselle)** : son amendement de suppression n° 32 ; adopté - **Art. 23 (période de transition)** (p. 4656) : son amendement n° 33 : période transitoire égale pour les régies et les concessions ; adopté - (p. 4657) : demande le retrait des amendements de M. Charles Ornano, n° 48 (période transitoire permettant aux entreprises d'assurer l'amortissement de leurs investissements) et n° 49 (uniformisation de la durée de la période transitoire pour les régies et les concessions) - Son amendement n° 71 : sanctions applicables en cas de violation des droits d'exclusivité maintenus pendant la période transitoire ; adopté - (p. 4658) : sur son amendement n° 71, se déclare, à titre personnel, favorable au sous-amendement n° 75 du Gouvernement - Son amendement n° 72 : maintien, durant la période transitoire, des assouplissements apportés au droit d'exclusivité ; adopté.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 179 (92-93)] - (22 décembre 1992) - Rapporteur - Discussion générale : son intervention présentée par M. Lucien Lanier (p. 4695, 4696).

TORRE (Henri), sénateur de l'Ardèche (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications ; de nouveau membre titulaire de cette commission (*JO Lois et décrets* du 4 novembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Postes et télécommunications** - [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 26 (24 novembre 1992).

TRABAND (André), sénateur du Bas-Rhin (UC).

Remplace le 6 mars 1992, en qualité de sénateur, M. Marcel Rudloff nommé membre du Conseil constitutionnel (*JO Lois et décrets* du 7 mars 1992).

Décédé le 6 avril 1992 (*JO Lois et décrets* du 8 avril 1992).

TRAVERT (René), sénateur de la Manche (UREI).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux [n° 183 (91-92)] - Suite de la discussion - (21 janvier 1992) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 374) :** petites communes - Retraites - Participation financière de l'Etat et des collectivités locales - Au nom du groupe de l'UREI, se déclare favorable au texte ainsi amendé par le Sénat.

TREGOUET (René), sénateur du Rhône (RPR).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission des finances (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Secrétaire de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes ; de nouveau membre de cette délégation (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992).

Membre titulaire du Conseil national de l'information statistique.

Membre titulaire du comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics (*JO Lois et décrets* du 4 novembre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises (2 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux produits soumis à certaines restrictions de circulation (20 décembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 174 (91-92)] relatif aux délais de paiement entre les entreprises [n° 275 (91-92)] (1^{er} avril 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992) - **Entreprises.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 308 (91-92)] modifié par l'Assemblée nationale, relatif aux délais de paiement entre les entreprises [n° 323 (91-92)] (6 mai 1992) - **Entreprises.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi [n° 174 (91-92)] relatif aux délais de paiement entre les entreprises [n° 398 (91-92)] (10 juin 1992) - **Entreprises.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Affaires étran-**

gères - Affaires européennes et article 36 - Evaluation de la participation française au budget des Communautés européennes [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 2 (24 novembre 1992).

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Services du Premier ministre - I - Services généraux - Fonction publique et réformes administratives - [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 29 (24 novembre 1992).**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 118 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane [n° 144 (92-93)] (17 décembre 1992) - **Commerce extérieur.***

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane [n° 177 (92-93)] (22 décembre 1992) - **Commerce extérieur.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises [n° 174 (91-92)] - (9 avril 1992) - Rapporteur - Discussion générale (p. 551) :** crédit interentreprises - Réduction des délais de paiement - Défaillance des entreprises - Usages commerciaux - Transparence des conditions de règlement - (p. 552) : liberté contractuelle - Réformes souhaitables - Avis favorable de la commission des affaires économiques - (p. 553) : sanction du non-respect des engagements commerciaux - Pénalité légale à taux progressif - Règlement des produits périssables - (p. 554) : ordonnance du 1^{er} décembre 1986 relative à la liberté des prix et de la concurrence - Morale des affaires - **Art. 1^{er} (contenu de la facture)** (p. 558) : ses amendements n° 10 : référence au caractère contractuel de la date ; n° 29 : information des parties au contrat portant sur les taux annuels appliqués pour l'escompte et les agios ; et n° 11 : mention indiquant que le règlement des agios et escomptes doit intervenir lors du règlement de la facture ; adoptés - **Après l'art. 1^{er}** (p. 559) : pénalité légale progressive - Agios - Conditions générales de vente - Date de livraison - (p. 560) : son amendement n° 12 : sanction du non-respect de la parole donnée par une pénalité progressive et proportionnelle au retard constaté ; adopté (par priorité) - (p. 561) : taux légal de la pénalité - Ethique des affaires - (p. 562) : flux financiers de l'entreprise - **Art. 1^{er} (suite)** (p. 562) : ses amendements n° 13 : mention sur la facture des conditions d'application et des taux de la pénalité ; n° 15 : relèvement du plancher de l'amende prévue ; adoptés ; et n° 16 : extension du champ d'application aux établissements publics, industriels et commerciaux de l'Etat et aux collectivités locales ; retiré - **Après l'art. 1^{er} (suite)** (p. 563) : ses amendements n° 14 : possibilité d'action devant les juridictions civile ou commerciale compétentes en raison des dispositions écrites relatives à la pénalité ; et n° 31 : exclusion du champ d'application des articles 7 et 8 de l'ordonnance du 1^{er} décembre 1986 relatifs aux pratiques anticoncurrentielles, ententes et abus de position dominante, des accords professionnels et interprofessionnels en cours de négociation ; adoptés - **Art. 2 (dispositions spécifiques)** : son amendement n° 17 : augmentation du montant minimal de l'amende ; adopté - (p. 564) : son amendement n° 18 : application d'un délai de paiement de trente jours nets aux achats de produits alimentaires périssables ; adopté - Produits revendus en l'état et produits transformés - (p. 565) : cycles de production des entreprises - **Après l'art. 2** : son amendement n° 19 : rapport au Parlement des conditions d'application de la présente loi ; adopté (par priorité) - (p. 566) : accepte l'amendement n° 9 de M. Jacques Oudin (préservation des droits de la défense en cas d'ordonnance rendue par le président du tribunal de grande instance) - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 567, 568) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 1 (définition du marché concerné par les activités irrégulières) et n° 2 (soustraction à la réglementation sur les ententes et les abus de positions dominantes des concertations préalables à la présentation d'offres en vue de la

conclusion de contrats de sous-traitance et de cotraitance) de M. Jacques Oudin - (p. 569) : sur les amendements de M. Jacques Oudin, accepte le n° 3 (amélioration de la motivation et de l'individualisation des sanctions prises par le conseil de la concurrence) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 4 (sursis à la publication des décisions du conseil de la concurrence dans la presse tant que la cour d'appel n'a pas statué définitivement) - (p. 570) : sur les amendements de M. Jacques Oudin, s'oppose au n° 5 (indications relatives au début de la procédure devant le conseil de la concurrence) et au n° 6 (possibilité pour l'une des parties de récuser le rapporteur du conseil de la concurrence) - (p. 571) : accepte l'amendement n° 7 de M. Jacques Oudin (information spécifique et motivée de l'ensemble des parties en cas d'abandon de procédure et caractère contradictoire de la totalité de la procédure) - (p. 572) : accepte l'amendement n° 8 de M. Jacques Oudin (amélioration de la transparence de l'information et de la procédure contractuelle) - **Après l'art. 1^{er} (suite)** (p. 573) : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Jacques Oudin (révision des dispositions de l'ordonnance du 1^{er} décembre 1986 relative à la vente à perte) - Proposition de loi relative à la liberté de la concurrence - Son amendement de cohérence n° 30 ; adopté (par priorité) (précédemment réservé p. 563) - (p. 575) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 28 de M. Jacques Oudin (sanction de l'octroi ou de l'obtention d'avantages tarifaires) - (p. 577) : accepte l'amendement n° 21 de M. Etienne Dailly (prise en compte par le juge de l'état de dépendance économique dans l'appréciation des infractions de revente à perte et de non respect des règles de facturation commises par les fabricants et caractère contraventionnel de l'amende) - **Art. 3 (entrée en vigueur de la loi)** : son amendement n° 20 : modification de la date d'entrée en vigueur ; adopté.

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : portée du traité sur l'Union européenne résultant du Conseil européen de Maastricht** - (22 avril 1992) (p. 730 à 732) : intervient dans le débat consécutif à la question de M. Jacques Genton.

- **Projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises - Deuxième lecture** [n° 308 (91-92)] - (7 mai 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1020) : crédit interentreprises - Sanctions du non-respect des engagements commerciaux - (p. 1021) : pénalités - Contexte européen - Règlement des produits périssables - Modifications apportées par l'Assemblée nationale - **Art. 1^{er}** (p. 1023) : son amendement n° 5 : mention sur la facture du délai de paiement et des conditions d'application d'escomptes en cas de paiement anticipé ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° 2 de M. Jean Natali (pénalité applicable en cas de non-respect des délais de paiement) - **Après l'art. 1^{er}** (p. 1025) : s'oppose aux amendements analogues n° 1 de M. Pierre Schiélé et n° 3 de M. Jean Natali (simplification des procédures de mise en recouvrement des créances contractuelles) - Demande le retrait des amendements n° 14 de M. Serge Vinçon (limitation du champ d'application de l'article 32 de la loi du 9 juillet 1991 aux créances non contractuelles) et n° 20 de M. Robert Vizet (mise à la charge du créancier des honoraires de toute nature occasionnés par le recouvrement) - (p. 1026) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 18 de M. Etienne Dailly (prise en compte par le juge de l'état de dépendance économique dans l'appréciation des infractions de revente à perte et de non-respect des règles de facturation commises par les fabricants et caractère contraventionnel de l'amende) - **Art. 1^{er} quater (accords professionnels et interprofessionnels)** (p. 1027) : son amendement n° 6 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 1^{er} quinquies (unicité du barème de prix)** : son amendement de suppression n° 7 ; adopté - **Après l'art. 1^{er} quinquies** (p. 1028) : son amendement n° 8 : mention obligatoire dans les conditions de règlement des modalités d'application de la pénalité visée à l'article 1^{er} du projet de loi ; montant de la pénalité et amende ; adopté - **Art. 2** (p. 1030, 1031) : son amendement n° 9 : introduction de la notion de délai de paiement de « trente jours après la fin de la décade » ; champ d'application et exceptions ; adopté - (p. 1032, 1033) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Etienne Dailly (unification des délais de paiement à trente jours nets à l'exception des trente jours fin de mois pour les boissons alcooliques) et, sur ce dernier, au sous-amendement n° 23 de M. Roland Courteau - Sur son amendement n° 9 précité,

accepte le sous-amendement n° 16 de M. Roland Courteau et s'oppose aux sous-amendements n° 21 et n° 22 de M. Robert Vizet - **Art. 2 bis A (délai des paiements publics)** (p. 1036) : son amendement de suppression n° 10 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 17 de M. Louis Perrein (nouvelle rédaction relative aux engagements contractuels pris par l'Etat ou une collectivité territoriale avec une association sans but lucratif) - **Art. 2 ter A (rapport sur les délais de paiements publics)** (p. 1037) : son amendement n° 11 : nouvelle rédaction ; adopté après modification par le sous-amendement n° 24 de M. Louis Perrein, qu'il accepte - **Art. 2 quater (vente à prix anormalement bas)** : son amendement de suppression n° 12 ; adopté - **Art. 2 quinquies (discriminations commerciales)** (p. 1039) : son amendement de suppression n° 13 ; adopté - **Après l'art. 3** : demande le retrait de l'amendement n° 4 de M. Jean Natali (application en France de la convention de Vienne relative aux contrats de vente de marchandises).

Nouvelle lecture [n° 2 (92-93)] - (28 octobre 1992) - **Art. 1^{er}** (p. 2887) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de la commission (reprise des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture relatives à la fixation de la date de paiement devant figurer sur la facture).

- **Projet de loi relatif aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane** [n° 118 (92-93)] - (19 décembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4483) : présentation tardive de ce texte au Parlement - Fondements de ce projet de loi - (p. 4484) : contrôle de certains échanges intracommunautaires pour des raisons de santé ou d'ordre public - Adaptation du code des douanes à l'ouverture des frontières : catégories de produits prohibés ; pouvoirs des agents des douanes - Omission de certains échanges - Libre circulation des personnes et droit de retenue provisoire - (p. 4485) : complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane - Examen hâtif de ce projet de loi - **Art. 1^{er} (exportations et importations d'armement)** (p. 4488) : son amendement n° 1 : clarification de la notion d'importations ; adopté - **Art. 2 (exportation des biens à double usage, civil et militaire)** (p. 4489) : son amendement n° 2 : 1° nouvelle rédaction du dispositif définitif ; et 2° nouvelle rédaction du dispositif transitoire ; adoptés - **Art. 3 (armes de chasse et de tir, explosifs à usage civil)** (p. 4490) : son amendement rédactionnel n° 3 ; adopté - **Art. 5 (délivrance d'un certificat pour l'exportation de biens culturels n'ayant pas le caractère de trésor national)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 17 de la commission saisie pour avis, et sur celui-ci, son sous-amendement n° 29 ; adopté - (p. 4491) : accepte l'amendement n° 25 du Gouvernement (maintien à titre transitoire du régime d'avis aux exportateurs) et sur ce dernier, le sous-amendement n° 34 de la commission saisie pour avis - **Art. 6 (présentation du certificat sur réquisition des agents des douanes)** : son amendement n° 5 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 7 (refus de délivrance du certificat)** : son amendement n° 30 : remplacement des mots « en France » par les mots « dans le territoire douanier » ; adopté - (p. 4492) : accepte l'amendement rédactionnel n° 18 de la commission saisie pour avis et s'oppose à l'amendement n° 26 du Gouvernement (suppression de la motivation dans le cas de décision favorable) - **Art. 10 (exportation des trésors nationaux)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 19 de la commission saisie pour avis, et sur ce dernier le sous-amendement n° 31 de la commission - **Art. 12 (exportation définitive ou temporaire de biens culturels autres que les trésors nationaux vers les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon)** (p. 4493) : son amendement de suppression n° 32 ; adopté - **Art. 15 (sanctions applicables à toute personne ayant exporté ou tenté d'exporter des biens culturels)** : accepte l'amendement n° 20 de la commission saisie pour avis (nouvelle rédaction) - **Art. 16 (date d'effet des abrogations prévues)** (p. 4494) : accepte l'amendement n° 27 du Gouvernement (prise en compte de la date de publication du décret) et, sur ce dernier, le sous-amendement n° 35 de la commission saisie pour avis - **Art. 17 (régime des oeuvres cinématographiques)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 21 de la commission saisie pour avis - **Après l'art. 17** : accepte l'amendement n° 22 de la commission saisie pour avis (fixation d'un terme à l'application des articles 4 à 15 et rapport du Gouvernement sur l'application de ces dispositions) - **Art. 18 (importation et exportation de produits classés comme stupéfiants ou psycho-**

tropes) (p. 4495) : son amendement rédactionnel n° 7 ; adopté - **Art. 19 (importation des médicaments à usage humain)** : son amendement rédactionnel n° 8 ; adopté - **Après l'art. 19** : son amendement n° 9 : extension du contrôle douanier aux organes, tissus, cellules ou gamètes issus du corps humain ; adopté - **Art. 20 (mesures de protection prévues par l'article 115 du traité de Rome)** (p. 4496) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Robert Vizet (aménagement des documents commerciaux accompagnant la circulation des marchandises) - **Art. 21 (champ d'application)** : son amendement de coordination n° 10 ; adopté - Accepte l'amendement n° 36 du Gouvernement (référence à l'article 19 bis du projet de loi) - **Art. 24 (importation et exportation sans déclaration de marchandises prohibées)** (p. 4497) : son amendement n° 11 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 26 (droit de consignation)** : son amendement n° 12 : imputation au propriétaire des frais d'analyses ayant permis de montrer qu'il y avait infraction aux règles de prohibition sur les médicaments et les stupéfiants ; retiré - **Art. 27 (déclaration unique douanière)** (p. 4498) : accepte l'amendement n° 28 du Gouvernement (cas où la personne à laquelle l'administration adresse une demande de renseignements s'abstient de répondre) - **Art. 34 (rôle des fonctionnaires chargés du contrôle phytosanitaire)** (p. 4499) : son amendement n° 13 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 35 (contrôle du passeport phytosanitaire par les agents des douanes et de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes)** : son amendement n° 14 : délimitation du champ d'application de l'article par référence à l'article 56 du code rural définissant les végétaux, produits végétaux ou autres objets concernés ; adopté - **Art. 36 (droit de retenue provisoire des personnes signalées dans le cadre de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985)** (p. 4500) : son amendement n° 15 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 37 (droit de réintention provisoire des personnes signalées dans le cadre de la Convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes)** (p. 4501) : son amendement n° 33 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 38 (rapport sur les conditions d'application de la loi)** : son amendement n° 16 : nouvelle rédaction ; adopté.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 177 (92-93)] (23 décembre 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4740, 4741) : restrictions à la liberté de circulation de produits sensibles - Examen précipité de ce texte - Rôle du Sénat dans la réussite de la CMP - Exportation de biens culturels - Rapport du Gouvernement - Renvoi des marchandises introduites illégalement - Contrôle des documents douaniers.

TREILLE (Georges), sénateur des Deux-Sèvres (rattaché administrativement au groupe UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 4 décembre 1992) (p. 3660) - Ministère : Défense - *Avenir des sous-officiers* - Défense nationale.

TRUCY (François), sénateur du Var (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992) ; puis secrétaire (JO Lois et décrets du 9 octobre 1992).

- Membre de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme jusqu'au 12 juin 1992.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux caisses de crédit municipal (5 mai 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux produits soumis à certaines restrictions de circulation (20 décembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 292 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif aux caisses de crédit municipal [n° 313 (91-92)] (29 avril 1992) - **Banques et établissements financiers**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux caisses de crédit municipal [n° 330 (91-92)] (12 mai 1991) - **Banques et établissements financiers**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Défense - Dépenses ordinaires** - [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 43 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux caisses de crédit municipal [n° 292 (91-92)]** - (5 mai 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 985) : responsabilité des communes-sièges - Rapport de l'inspection générale des finances - Lutte contre l'usure - Statut juridique - Crise de liquidité - (p. 986, 987) : concertation - Responsabilité financière des communes-sièges - Organes sociaux - Continuité de l'activité - Fonction publique territoriale - Avis favorable de la commission des finances sous réserve de l'adoption de ses amendements - **Art. 1^{er} (statut et compétences des caisses de crédit municipal)** (p. 990) : ses amendements, n° 1 : rétablissement de l'adverbe « notamment » relatif à la mission de lutte contre l'usure des caisses de crédit municipal ; et n° 2 : possibilité pour les caisses de crédit municipal d'effectuer avec les autres établissements de crédit toutes opérations ; adoptés - (p. 991) : ses amendements, n° 3 : catégories de personnes morales susceptibles d'obtenir un prêt des caisses ; et n° 4 : absence d'obligation pour les caisses exerçant déjà une activité de crédit aux personnes physiques d'obtenir un agrément ; retiré ; et n° 5 : remplacement du mot « filiale » par une formulation ne préjugant pas de la nature juridique de la structure créée par la caisse pour ses activités annexes ; adopté - (p. 992) : son amendement n° 6 : suppression de la référence à l'impossibilité pour une caisse de céder la dénomination « crédit municipal » ; adopté - **Art. 2 (contrôle des caisses et responsabilités des communes)** : ses amendements, n° 18 : octroi à l'organe de contrôle du titre de conseil d'orientation et de surveillance ; et n° 7 : composition et compétences du conseil d'orientation et de surveillance ; adoptés - (p. 993) : son amendement n° 8 : nature de la responsabilité financière des communes-sièges ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 15 de M. Robert Vizet (suppression de la responsabilité financière des communes-sièges) - (p. 994) : ses amendements, n° 9 : suppression de la garantie des communes-sièges pour les emprunts obligataires émis avant l'entrée en vigueur de la loi ; n° 10 : suppression des dispositions permettant aux caisses de créer des « filiales » pour développer leurs activités annexes ; et n° 11 : information des conseils municipaux ; adoptés - **Art. 3 (dispositions diverses)** : son amendement n° 12 : suppression et transfert au début de l'article 4 des dispositions relatives à l'emploi de directeur d'une caisse de crédit municipal ; adopté - **Art. 4 (dispositions transitoires relatives aux directeurs des caisses)** : son amendement de coordination n° 13 ; adopté - (p. 996) : son amendement n° 14 : caractère fonctionnel de l'emploi de directeur d'une caisse de crédit municipal ; adopté - **Après l'art. 4** (p. 997) : accepte l'amendement n° 17 du Gouvernement (validation de l'ensemble des actes réglementaires relatifs à la gestion des personnels parisiens pris sur la base d'un décret de 1988 annulé par le Conseil d'Etat).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 330 (91-92)] - (20 mai 1992) - Rapporteur - Discussion générale (p. 1280) : bénéficiaires d'un prêt d'une caisse de crédit municipal - Directeur de caisse de crédit municipal - (p. 1281) : propose au Sénat d'approuver les conclusions de la commission mixte paritaire - Communes-sièges.

- **Projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)].**

Discussion générale :

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3432) : budget de la défense nationale - (p. 3433) : opérations extérieures pour le maintien de la paix - Absence de loi de programmation pour la période 1992-1994 - Nécessité d'une défense européenne - Diminution des effectifs - Baisse des crédits consacrés à l'entretien des matériels - (p. 3434) : favorable à la question préalable.

TURK (Alex), sénateur du Nord (NI).

Elu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (*JO Lois et décrets* du 7 novembre 1992).

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice (*JO Lois et décrets* du 25 novembre 1992).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur (21 octobre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (3 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code civil et relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits (9 septembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives (10 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la procédure pénale (11 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon (16 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire (21 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales (22 décembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Conclusions du rapport de M. Charles Jolibois, fait au nom de la commission élue spécialement pour son examen conformément à l'article 86, alinéa 3, du règlement, sur la proposition de résolution (n° 49, 92-93) de M. Jacques Sourdille déposée avec plusieurs de ses collègues portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de Justice [n° 101 (92-93)] - (10 décembre 1992) - Discussion générale (p. 3896, 3897) : interrogation sur la limite du rôle imparti à la commission *ad hoc* - Défavorable à la dissociation de la procédure des trois personnalités mises en cause.**

U

UKEIWE (Dick), sénateur de la Nouvelle-Calédonie (RPR).

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

V

VALADE (Jacques), sénateur de la Gironde (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; de nouveau membre titulaire de cet Office (JO Lois et décrets du 16 octobre 1992).

- Membre de la commission d'enquête sur le système trans-fusionnel français en vue de son éventuelle réforme, jusqu'au 11 juin 1992.

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - Recherche et espace - [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 27 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1992** [n° 89 (92-93)] - (18 décembre 1992) - **Art. 29 A** (*extension de l'imputation sur le revenu global des déficits fonciers aux frais indissociables des travaux engagés dans le cadre d'opérations groupées de restauration immobilière*) (p. 4372) : son amendement n° 3, soutenu par M. Emmanuel Hamel : rétablissement des dispositions de la loi Malraux, plus favorables aux propriétaires investisseurs dans les secteurs sauvegardés ; devenu sans objet.

VALLET (André), sénateur des Bouches-du-Rhône (rattaché administrativement au groupe S).

Elu secrétaire du Sénat (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la commission des lois (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 18 décembre 1992) (p. 4202) - Ministère : Industrie - *Problèmes de l'industrie aéronautique dans les Bouches-du-Rhône* - Industrie aéronautique.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques** [n° 10 (92-93)] - (1^{er} décembre 1992) - Discussion générale : son intervention présentée par M. Robert-Paul Vigouroux (p. 3548).

VALLON (Pierre), sénateur du Rhône (UC).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992) ; puis vice-président (JO Lois et décrets du 9 octobre 1992).

- Membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; de nouveau membre titulaire de cet Office (JO Lois et décrets du 16 octobre 1992).

Membre titulaire du conseil de gestion du Fonds national pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme ; de nouveau membre titulaire de ce Conseil (JO Lois et décrets du 17 juin 1992).

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargée de la santé, devant la Haute Cour de justice (JO Lois et décrets du 25 novembre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art (21 décembre 1992).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec MM. Guy Robert, Edouard Le Jeune et Rémi Herment, tendant à assouplir les critères d'accès à la retraite au bénéfice des anciens combattants ayant servi en Afrique du Nord entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962 [n° 229 (90-91)] (4 mars 1991) - Anciens combattants et victimes de guerre - Reprise le 27 octobre 1992.

Proposition de loi relative à la lutte contre le bruit [n° 48 (92-93)] (17 novembre 1992) - Environnement.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - Enseignement scolaire - [n° 57 (92-93)] tome 4 (24 novembre 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours** [n° 312 (91-92)] - (13 mai 1992) - Discussion générale (p. 1097) : décloisonnement des activités de tourisme - Directive communautaire sur les voyages à forfait - (p. 1098) : droits et garanties des consommateurs - Diversification des professionnels du tourisme - Comités départementaux de tourisme - **Art. 3** (*exclusion du champ d'application de la loi*) (p. 1102) : son amendement n° 25 : limitation des possibilités de délivrance de billets de transport terrestre par les transporteurs aériens ; rejeté - **Art. 4** (*conditions d'exercice de la profession d'agents de voyages*) (p. 1105) : son amendement n° 27 : élargissement de la garantie à la délivrance de prestations de substitution ; adopté - **Art. 8** (*bénéficiaires des opérations*) (p. 1107, 1108) : son amendement n° 28 : renvoi à une circulaire ou à un décret pour préciser les mentions figurant dans les brochures publicitaires desdites associations ; retiré - **Art. 9** (*conditions d'attribution de l'agrément*) : son amendement n° 29 : alignement du niveau de garantie des associations sur celui des agences de voyages ; retiré.

VASSELLE (Alain), sénateur de l'Oise (RPR).

Elu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi organique modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux**

lois de finances pour instituer un contrôle du Parlement sur la participation de la France au budget des Communautés européennes [n° 479 (91-92)] - (29 octobre 1992) - Art. 2 (information du Parlement sur le budget des Communautés européennes) (p. 2934) : se déclare favorable à l'amendement n° 2 de la commission (information du Parlement sur les versements en retour des Communautés européennes vers la France).

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques** [n° 10 (92-93)] - Suite de la discussion - (2 décembre 1992) - Avant l'art. 11 (p. 3587) : se déclare opposé à l'amendement n° 246 de M. Charles Lederman (suppression des coupures publicitaires) - Réflexion nécessaire sur les coupures publicitaires.

Suite de la discussion - (3 décembre 1992) - Art. 35 (contrats des sociétés d'économie mixte, des organismes privés d'HLM et des sociétés d'économie mixte de construction de logements sociaux) (p. 3640) : organismes d'HLM - Art. 40 (participation des constructeurs à la réalisation d'équipements publics dans le cadre d'opérations d'aménagement) (p. 3670) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 74 de la commission des affaires économiques saisie pour avis - Art. 43 (cessions d'actions des sociétés anonymes d'HLM) (p. 3673) : encadrement des conditions de cession des parts sociales des organismes d'HLM et des sociétés anonymes.

- **Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certains mandats électoraux ou fonctions électives** [n° 13 (92-93)] - (10 décembre 1992) - Art. 2 (extension de l'obligation de déclaration de patrimoine aux parlementaires européens et à de nouvelles catégories d'élus locaux) (p. 3912) : intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (suppression des conseillers généraux et régionaux de la liste des élus titulaires de fonctions électives soumis à l'obligation de déclaration de patrimoine) - Art. 3 (extension des pouvoirs d'investigation de la Commission pour la transparence financière de la vie politique) (p. 3913) : son amendement n° 1 : suppression du rapport de la Commission pour la transparence financière de la vie politique établi sur les conditions dans lesquelles chaque déclarant nommé désigné s'est acquitté de ses obligations ; retiré au profit de l'amendement identique n° 12 de la commission - Art. 5 (article L. 195 du code électoral) (p. 3914) : son amendement n° 3 : inéligibilité des membres du Gouvernement qui n'ont pas déposé la déclaration relative à la transparence financière de la vie politique ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1992** [n° 89 (92-93)] - (18 décembre 1992) - Après l'art. 47 (p. 4395) : ses amendements, soutenus par M. Emmanuel Hamel, n° 47 : possibilité pour les centres de gestion agréés agricoles de tenir la comptabilité d'adhérents ayant une activité agricole ; n° 48 : substitution des commissaires aux comptes aux experts comptables de leur rôle de vérification des dossiers des centres de gestion ; et n° 49 : modalités de centralisation des documents comptables des adhérents des centres de gestion agréés ; retirés.

- **Projet de loi sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques** - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 142 (92-93)] - (20 décembre 1992) - Art. 1^{er} (p. 4530) : se déclare opposé à l'amendement n° 1 du Gouvernement (limitation aux seuls territoires soumis à des prescriptions particulières de l'exclusion du champ d'application des directives de protection et de mise en valeur des paysages prises par l'Etat).

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social - Nouvelle lecture** [n° 173 (92-93)] - (22 décembre 1992) - Art. 20 bis A (retraite par rente des élus locaux) (supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 4716) : soutient l'amendement n° 1 de M. Jean-Paul Delevoye (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture dans une nouvelle rédaction).

VAUZELLE (Michel), garde des sceaux, ministre de la justice le 2 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Jean-Jacques Robert : Prisons (Situation dans les prisons) (JO Débats du 16 octobre 1992) (p. 2685).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la responsabilité du fait des vols, pertes et détériorations des objets déposés dans les établissements de santé et certains établissements sociaux ou médico-sociaux, et à la vente des objets abandonnés dans ces établissements** [n° 475 (90-91)] - (15 avril 1992) - Discussion générale (p. 647) : code civil - Conservation des objets non réclamés - Régime spécifique des dépôts effectués dans les établissements sanitaires et sociaux - (p. 648) : responsabilité de plein droit et plafonnement du montant de l'indemnisation - Régime de dessaisissement et de vente des objets abandonnés - Dispositions d'ordre public - Art. 1^{er} (responsabilité objective des établissements sanitaires et sociaux) (p. 650) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Robert Pagès (extension du champ d'application) - (p. 651) : sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 1 rédactionnel, et accepte le n° 2 (nature de la responsabilité encourue), n° 3 (nature du dépôt exposant l'établissement à une responsabilité de plein droit) et n° 4 de coordination - S'oppose à l'amendement n° 17 de M. Robert Pagès (cas des objets apportés par des tiers aux personnes hébergées) - (p. 652) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Robert Pagès (obligation de prévoir des aménagements nécessaires à la sécurité des objets déposés) - Art. 3 (limitation de responsabilité) : accepte l'amendement rédactionnel n° 6 de la commission - Art. 4 (cas de responsabilité illimitée) : accepte les amendements de la commission, n° 7 (modalités du dépôt lorsque la personne accueillie n'est pas en état de le faire) et n° 8 rédactionnel - Art. 5 (responsabilité pour faute) : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Robert Pagès (responsabilité de plein droit dans certains cas de dépôt) - Après l'art. 5 : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 9 de la commission (causes d'exonération de la responsabilité) - Art. 2 (précédemment réservé p. 652) (causes d'exonération) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 5 de la commission - Art. 6 (objets abandonnés) : accepte l'amendement de coordination n° 10 de la commission - Art. 7 (vente des objets non réclamés) (p. 654) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Robert Pagès (notification écrite de la remise des objets non réclamés à la Caisse des dépôts et consignations à la personne intéressée) - Art. 8 (information de la personne admise ou hébergée) : accepte l'amendement n° 11 de la commission (information éventuelle du représentant légal) - Art. 9 (caractère d'ordre public des dispositions de la loi) : accepte l'amendement de précision n° 12 de la commission - Art. 11 (modalités d'application) (p. 655) : accepte les amendements rédactionnels n° 13 et n° 14 de la commission - Après l'art. 11 : accepte l'amendement n° 15 de la commission (date d'entrée en vigueur de la présente loi).

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens** - Deuxième lecture [n° 212 (91-92)] - (22 avril 1992) - Discussion générale (p. 740) : améliorations apportées par le Parlement - Actualisation du texte par le Sénat - Recel - Vol - Extorsion - (p. 741) : responsabilité pénale des personnes morales - Répression du vol simple - Vols aggravés - Délit de dégradation - (p. 744) : répression - Art. unique (les dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et des délits contre les biens sont fixées par le livre III annexé à la présente loi) (réservé jusqu'après l'examen des articles du code pénal qui y sont annexés) - Art. 301-3 du code pénal (vol simple) (p. 745) : s'oppose aux amendements n° 1 de la commission (peine maximale) et n° 39 de M. Charles Lederman (diminution du montant de l'amende) - Après l'art. 301-3 (p. 746) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Charles Lederman (diminution de la sanction pour vol simple) - Art. 301-4 (vol aggravé) (p. 747) : s'oppose à l'amendement n° 41 de

M. Charles Lederman (suppression de la référence à la notion de bande organisée) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement de la notion de vandalisme) - *Art. 301-5 (vols aggravés - sanctions du vol aggravé par des violences ayant entraîné une incapacité totale de travail pendant plus de huit jours)* : s'oppose à l'amendement n° 42 de M. Charles Lederman (suppression de la période de sûreté) - *Art. 301-10 (application des peines prévues pour violence)* (p. 748) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture stipulant que les violences servant à favoriser la fuite ou à assurer l'impunité doivent être retenues comme circonstance aggravante du vol) - *Art. 301-12 (peines complémentaires applicables aux personnes physiques)* : s'oppose à l'amendement n° 43 de M. Charles Lederman (suppression de la peine complémentaire constituée par l'interdiction de séjour) - *Art. 301-12-1 (interdiction du territoire français)* (p. 749) : s'oppose à l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement du texte prévoyant le prononcé obligatoire de l'interdiction du territoire à l'encontre des étrangers coupables de vol grave) et, sur celui-ci accepte le sous-amendement n° 51 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Art. 301-13 (responsabilité des personnes morales)* (p. 750) : s'oppose à l'amendement n° 44 de M. Charles Lederman (exclusion des partis politiques et des syndicats de la responsabilité des personnes morales) - Son amendement n° 55 : rétablissement de la responsabilité pénale des personnes morales pour le vol simple ; adopté - *Art. 302-4 (extorsion commise en bande organisée)* : s'oppose à l'amendement de suppression n° 45 de M. Charles Lederman - *Art. 302-6 (application des peines prévues pour violence)* (p. 751) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 5 de la commission (peines encourues lorsque les violences ont été commises après l'extorsion pour favoriser la fuite ou assurer l'impunité d'un auteur) - *Art. 302-8-1 (interdiction du territoire)* : s'oppose à l'amendement n° 6 de la commission (rétablissement de l'article supprimé par l'Assemblée nationale) et, sur celui-ci, accepte le sous-amendement n° 52 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Art. 303-5 (peines complémentaires applicables aux personnes physiques pour des infractions voisines de l'escroquerie)* (p. 753) : accepte les amendements de la commission, n° 7, rédactionnel, et n° 8 (rétablissement de l'interdiction de séjour) - *Art. 303-6 (autres peines complémentaires applicables aux personnes physiques en matière d'escroquerie)* (p. 754) : accepte l'amendement de coordination n° 9 de la commission - *Art. 304-3 (détournement de gage)* : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 10 de la commission - *Art. 304-4 (détournement d'objet saisi)* : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 11 de la commission - *Art. 304-5 (organisation frauduleuse de l'insolvabilité - incrimination et peines applicables)* (p. 755) : s'oppose aux amendements n° 12 et n° 13 de la commission (prévision des peines complémentaires pour le délit d'escroquerie en coordination avec celles prévues pour les délits précédents) - *Après l'art. 305-6-1* (p. 757) : s'oppose à l'amendement n° 16 de la commission (interdiction du territoire français à l'encontre des étrangers coupables de recel) et, sur celui-ci, accepte le sous-amendement n° 53 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - **Chapitre VI (des destructions, dégradations et détériorations)** (p. 758) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 17 de la commission (nouvelle rédaction de l'intitulé : « du vandalisme et des destructions, dégradations et détériorations ») - **Section I (des destructions, dégradations et détériorations ne présentant pas de danger pour les personnes)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 18 de la commission (modification de l'intitulé de la section I : « du vandalisme et des destructions, dégradations et détériorations ne présentant pas de danger pour les personnes ») - *Art. 306-1 (destruction, dégradation ou détérioration d'un bien)* (p. 759) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les premier et deuxième alinéas de l'amendement n° 19 de la commission et s'oppose au troisième alinéa de ce dernier (gradation dans les peines concernant la destruction, la dégradation ou la détérioration des biens appartenant à autrui) - *Art. 306-1-1 A (destruction, dégradation, détérioration de monuments, d'objets d'intérêt public)* : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 21 de la commission (coordination avec son amendement n° 19 en ce qui concerne les destructions de biens publics) - *Art. 306-1-1 (destruction, dégradation ou détérioration avec circonstance aggravante)*

(p. 760) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 23 de la commission (distinction par les sanctions entre le vandalisme et les autres cas de destruction) - *Art. 306-2-A (incendie volontaire)* : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 24 de la commission - *Art. 306-2 (destructions, dégradations et détériorations volontaires dangereuses pour les personnes)* (p. 760) : s'oppose à l'amendement de précision n° 46 de M. Charles Lederman - (p. 761) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 25 de la commission (maintien des peines prévues en première lecture par le Sénat) - *Art. 306-2-1 (destructions dangereuses pour les personnes avec circonstance aggravante)* : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 26 de la commission (maintien des peines prévues par le Sénat en première lecture et rétablissement de la période de sûreté obligatoire) - *Art. 306-3 (cas où le crime prévu à l'article 306-2 est réalisé en bande organisée)* (p. 762) : s'oppose à l'amendement n° 47 de M. Charles Lederman (suppression du premier alinéa de l'article relatif à la bande organisée, circonstance aggravante de la destruction, dégradation et détérioration volontaire d'un bien appartenant à autrui) - *Art. 306-5 A (infraction relative à la menace de commettre une destruction, une dégradation ou une détérioration)* : s'oppose à l'amendement n° 27 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture en tenant compte de la distinction entre vandalisme et autre destruction) - *Art. 306-5 B (menace sous condition)* : s'oppose à l'amendement n° 28 de la commission (rétablissement de la rédaction adoptée par le Sénat en première lecture) - *Art. 306-5 C (fausses alertes)* : s'oppose aux amendements de la commission n° 29, rédactionnel, et n° 30 de coordination - *Art. 306-5 (peines complémentaires)* (p. 763) : s'oppose à l'amendement n° 48 de M. Charles Lederman (dérogation à l'application de la peine complémentaire d'interdiction d'exercer une fonction publique ou une activité professionnelle ou sociale en cas de conflit social) et accepte les amendements de coordination n° 31 et n° 32 de la commission - *Art. 306-5-1 (interdiction du territoire)* (p. 764) : s'oppose à l'amendement n° 33 de la commission (rétablissement du texte supprimé par l'Assemblée nationale) et, sur celui-ci, accepte le sous-amendement n° 54 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Art. 306-6 (responsabilité pénale des personnes morales pour vandalisme, destructions, dégradations ou détériorations)* : s'oppose aux amendements n° 49 (exclusion des partis politiques et des syndicats du champ de la responsabilité des personnes morales) et n° 50 de M. Charles Lederman (champ d'application de la responsabilité pénale des personnes morales) - *Art. 307-4 (falsification de documents informatisés)* (p. 765) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 34 de la commission (rétablissement du texte supprimé par l'Assemblée nationale) - *Art. 307-4-1 (usage de faux informatiques)* : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 35 de la commission (rétablissement du texte supprimé par l'Assemblée nationale) - *Art. 307-4-3 (association de malfaiteurs en matière d'infraction informatique)* (p. 766) : accepte l'amendement rédactionnel n° 37 de la commission - *Art. 307-8 (tentative)* : accepte l'amendement rédactionnel n° 38 de la commission.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique [n° 13 (91-92)]** - (22 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 767) : codification - (p. 768) : consensus - Rénovation - Doléances des Etats généraux sur les atteintes à l'Etat - Incriminations - Contenu des infractions - Prise en compte des formes modernes de criminalité - Intitulé du livre - Jurisprudence - Efficacité de la répression - (p. 769) : conséquences des évolutions scientifiques et industrielles - Notion d'intérêts fondamentaux de la nation - Entreprises étrangères - Etat de siège et d'urgence - Atteintes aux systèmes informatiques - Puissances alliées de la France - Actes de terrorisme - (p. 770) : terrorisme écologique - Protection de l'environnement - Evolution du droit international - Corruption - Renforcement des peines - Protection des personnes vulnérables - Secret professionnel - (p. 771) : adaptation des peines - Aggravation de la répression - Interdiction du territoire.

Suite de la discussion - (23 avril 1992) - **Discussion générale (suite)** - (p. 787) : objectifs fondamentaux du Gouvernement - Ratification des accords de Maastricht - Valeurs de notre temps - (p. 788) : intérêts fondamentaux de la Nation - Infractions politiques - **Question préalable** (p. 790) : s'oppose à la

motion n° 151 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Réforme des dispositions obsolètes - (p. 791) : sauvegarde des libertés - Dispositions nouvelles - Terrorisme - Adaptation de la législation - **Art. 1^{er}** (*les dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique, sont fixées par le livre IV annexé à la présente loi (réservé jusqu'après l'examen des articles du code pénal qui y sont annexés)*) - **Titre I^{er}** (*des atteintes aux intérêts fondamentaux de la nation*) - **Art. 410-1** du code pénal (*intérêts fondamentaux de la Nation*) (p. 793) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de M. Charles de Cuttoli (protection des Français établis hors de France) - *Après l'art. 410-1* (p. 794) : s'oppose aux amendements n° 2 (insertion d'un chapitre additionnel : des atteintes aux droits et libertés proclamés par la Constitution commises par des personnes exerçant une fonction publique et des entraves à l'exercice des libertés d'expression, du travail, d'association, de réunion ou de manifestation) et n° 7 de la commission (insertion d'un article additionnel réprimant les entraves à certaines libertés publiques) - **Chapitre I^{er}** (*De la trahison et de l'espionnage*) - **Section 3** (*De la livraison d'informations à une puissance étrangère*) - **Art. 411-6** (*livraison d'informations*) (p. 796) : s'oppose à l'amendement n° 152 de M. Charles Lederman (précision relative à la notion de mise à disposition d'informations) - **Section 4** (*Du sabotage*) - **Art. 411-9** (*sabotage*) (p. 797) : s'oppose aux amendements n° 153 et n° 154 de M. Charles Lederman (référence aux intérêts d'une puissance étrangère) - **Section 5** (*De la fourniture de fausses informations*) - **Art. 411-10** (*fourniture de fausses informations*) : accepte l'amendement n° 16 de la commission (peines identiques pour le délit et la tentative de délit) - **Chapitre II** (*Des autres atteintes aux institutions de la République ou à l'intégrité du territoire national*) - **Section 2** (*Du mouvement insurrectionnel*) - **Art. 412-4** (*participation simple à un mouvement insurrectionnel*) (p. 798) : accepte les amendements de la commission, n° 17 (insertion de la notion de ruse) et n° 18 (suppression de la tentative) - **Section 3** (*De l'usurpation de commandement, de la levée de forces armées et de la provocation à s'armer illégalement*) - **Art. 412-8** (*provocation à la guerre civile*) (p. 799) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement du texte initial du Gouvernement) - **Chapitre III** (*Des autres atteintes à la défense nationale*) - **Section 1** (*Des atteintes à la sécurité des forces armées et aux zones protégées intéressant la défense nationale*) - **Art. 413-3** (*provocation de militaires à la désobéissance*) (p. 801) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 155 de M. Charles Lederman - **Art. 413-4** (*entreprise de démoralisation de l'armée*) (p. 802) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 156 de M. Charles Lederman - **Art. 413-6** (*entrave au fonctionnement des organismes intéressant la défense nationale*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 157 de M. Charles Lederman - **Section 2** (*Des atteintes au secret de la défense nationale*) - **Art. 413-10** (*atteintes au secret de la défense nationale par le dépositaire d'un secret*) (p. 803) : accepte l'amendement n° 21 de la commission (incrimination de la divulgation) - **Chapitre IV** (*Dispositions particulières*) - **Art. 414-5** (*peines complémentaires*) (p. 804) : accepte l'amendement n° 23 de la commission (insertion de l'interdiction de séjour dans la liste des peines complémentaires) - **Art. 414-6** (*interdiction du territoire français*) (p. 805) : s'oppose aux amendements de la commission, n° 24 (caractère obligatoire de l'interdiction du territoire) et n° 25 (suppression de la limitation de l'interdiction du territoire à certaines infractions) - *Après l'art. 414-7* : ses amendements n° 176 et n° 177 : extension de dispositions relatives aux atteintes à la sûreté de l'Etat au bénéfice des puissances signataires du traité de l'Atlantique Nord et au profit de la Suède ; adoptés - **Titre II** (*du terrorisme*) (p. 808) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 158 de M. Charles Lederman - **Terrorisme - Art. 2** (*par priorité*) (*définition de l'arme*) (p. 809) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 146 de la commission (insertion du « procédé » dans l'assimilation à une arme) - (p. 810) : s'oppose à l'amendement n° 175 de M. Charles Lederman (restriction de la définition de l'arme par destination) - (p. 811) : accepte l'amendement n° 148 de la commission (définition de l'arme simulée) - **Après l'art. 2** (*par priorité*) (p. 812) : s'oppose à l'amendement n° 149 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (détention d'armes) - **Titre II** (*suite*) - **Chapitre I^{er}** (*Des actes de terrorisme*) - **Art. 421-1** (*actes de terrorisme*) (p. 813) : s'oppose

aux amendements de M. Charles Lederman, n° 159 de suppression et n° 160 (définition des actes de terrorisme) - Sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 26 (remplacement de l'expression : « les atteintes à la liberté d'aller et de venir » par l'expression : « l'enlèvement, la détention et la séquestration ») et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 27 (introduction de la notion de vandalisme) - **Art. 421-3** (*mécanisme d'aggravation*) (p. 814) : accepte l'amendement n° 28 de la commission (extension de la période de sûreté obligatoire aux délits terroristes punis de dix ans d'emprisonnement) - **Art. 421-5** (*participation à un groupement terroriste*) (p. 815) : demande le retrait de l'amendement n° 29 de la commission (aggravation des peines) - **Art. 422-1** (*repentis ayant tenté de commettre un acte de terrorisme*) (p. 816) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 161 de M. Charles Lederman - **Art. 422-2** (*repentis ayant participé à un groupement terroriste*) (p. 817) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 162 de M. Charles Lederman - **Art. 422-3** (*peine privative de liberté encourue par un repentis*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 163 de M. Charles Lederman - **Art. 422-4** (*peines complémentaires*) (p. 818) : accepte l'amendement n° 30 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) - **Art. 422-5** (*interdiction du territoire français*) : s'oppose à l'amendement n° 31 de la commission (caractère obligatoire de l'interdiction du territoire en matière de terrorisme) - **Art. 422-6** (*responsabilité pénale des personnes morales*) : s'oppose à l'amendement n° 164 de M. Charles Lederman (suppression de tout élément intentionnel à l'implication d'une personne morale dans un acte terroriste) - **Titre III** (*des atteintes à l'autorité de l'Etat*) - **Chapitre I^{er}** (*Des atteintes à la paix publique*) - **Section 1** (*De la participation délictueuse à un attroupement*) - **Art. 431-1** (*définition de l'attroupement*) (p. 819) : sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 32 (définition de l'attroupement armé), accepte le n° 33, rédactionnel, et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 34 (précision relative aux terrains occupés par les forces de l'ordre en cas d'agression de ces derniers) - S'oppose à l'amendement n° 165 de M. Charles Lederman (modification de la liste des autorités compétentes pour faire les sommations) - **Art. 431-2** (*participation d'une personne non armée à un attroupement*) (p. 820) : s'oppose à l'amendement n° 35 de la commission (aggravation de la sanction) - *Après l'art. 431-4* (*provocation à un attroupement*) (p. 821) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 37 (peine complémentaire pour sanctionner l'attroupement armé) et s'oppose au n° 38 (interdiction du territoire) - **Section 2** (*Des manifestations illicites et de la participation délictueuse à une manifestation ou à une réunion publique*) - *Après l'art. 431-6* (p. 822) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 39 (peines complémentaires) et s'oppose au n° 40 (interdiction du territoire) - **Section 3** (*Des groupes de combat et des mouvements dissous*) - **Art. 431-7 A** (*groupes de combat*) (p. 823) : s'oppose à l'amendement n° 167 de M. Charles Lederman (précisions relatives aux groupes de combat) - **Art. 431-11** (*peines complémentaires applicables aux personnes physiques*) (p. 824) : accepte l'amendement n° 41 de la commission (ajout de l'interdiction de séjour au nombre des peines complémentaires) - **Art. 431-12** (*interdiction du territoire français*) : s'oppose à l'amendement n° 42 de la commission (caractère obligatoire de l'interdiction du territoire) - **Chapitre II** (*Des atteintes à l'administration publique commises par des personnes exerçant une fonction publique*) - **Section 1** (*Des abus d'autorité dirigés contre l'administration*) - **Art. 432-1** (*mesures destinées à faire échec à l'exécution de la loi*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 168 de M. Charles Lederman - *Après l'art. 432-1* (p. 825) : s'oppose à l'amendement n° 43 de la commission (aggravation de la peine en cas de concertation pour commettre l'infraction prévue à l'article 432-1) - **Section 2** (*Des abus d'autorité commis contre les particuliers*) - **Art. 432-3** (*atteinte à la liberté individuelle commise par l'autorité*) (p. 826) : accepte l'amendement de coordination n° 44 de la commission - **Art. 432-4** (*atteinte à la liberté individuelle portée à la connaissance de l'autorité publique*) : accepte l'amendement de coordination n° 45 de la commission - **Paragraphe II** - *Avant l'art. 432-6* : accepte l'amendement n° 46 de la commission (rédaction de l'intitulé du paragraphe II : « des discriminations ») - **Art. 432-6** (*discriminations*) : accepte l'amendement de coordination n° 47 de la commission - **Art. 432-7** (*violation de domicile*) (p. 827) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 48 de coordi-

nation et s'oppose au n° 49 (élément constitutif de la violation de domicile) - Art. 432-8 (atteinte au secret des correspondances) : accepte l'amendement de coordination n° 50 de la commission - **Section 3 (Des manquements au devoir de probité)** - Art. 432-9 (concussion) : accepte les amendements de la commission n° 52 de coordination et n° 53 (peine identique pour le délit et la tentative de délit) - Art. 432-10 (corruption passive et trafic d'influence) (p. 828) : accepte les amendements de la commission n° 54 (rétablissement des peines de prison) et n° 55, rédactionnel - Art. 432-12 (délit d'ingérence) (p. 829) : demande le vote par division de l'amendement n° 150 de M. Charles Jolibois - Sur ce dernier, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le 1° (effets de l'érosion monétaire), le 3° et le 4° rédactionnels et s'oppose au 2° (délit d'ingérence) - Art. 432-13 (prise illégale d'intérêts par un ancien fonctionnaire) (p. 832) : sens de l'Etat - Délit de « pantouflage » - Après l'art. 432-13 (p. 833) : son amendement n° 178 : violation des règles du code des marchés publics ; adopté - Art. 432-14 (destruction, détournement ou soustraction de biens) (p. 834) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 57, rédactionnel et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 58 (maintien de la sanction de vingt ans) - Art. 432-16 (peines complémentaires) : accepte les amendements de la commission n° 60 de coordination et n° 61, rédactionnel - **Chapitre III (Des atteintes à l'administration publique commises par les particuliers)** - **Section 1 (De la corruption active et du trafic d'influence commis par les particuliers)** - Art. 433-1 (corruption active) (p. 836) : accepte les amendements de la commission n° 62 (maintien de la peine de dix ans d'emprisonnement), n° 63 et n° 64, rédactionnels - Après l'art. 433-3 : sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 65 (corruption des médecins) et s'oppose au n° 66 (corruption privée) - (p. 837) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de la commission n° 67 (division additionnelle : « section 1 bis » de la soustraction et du détournement de biens contenus dans un dépôt public) et n° 68 (condamnation de la destruction, du détournement et de la soustraction par un tiers de titres ou de fonds remis à un dépositaire public) - **Section 2 (De l'outrage)** - Art. 433-4 (outrage) (p. 838) : sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 69 et accepte les n° 70 (modification de la liste des éléments constitutifs d'un outrage), n° 71 et n° 72 de coordination - **Section 3 (De la rébellion)** - Art. 433-5 (rébellion) (p. 839) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 169 de M. Charles Lederman et sur les amendements de la commission, accepte le n° 73 de coordination et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 74 (définition de la rébellion commise en réunion et de la rébellion armée) - Après l'art. 433-5 (p. 840) : accepte l'amendement n° 75 de la commission (sanction à l'encontre de la rébellion) - Art. 433-6 (rébellion armée) : s'oppose à l'amendement n° 76 de la commission (aggravation des peines en cas de rébellion armée commise en réunion) - Art. 433-7 (provocation à la rébellion) (p. 841) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 170 de M. Charles Lederman ainsi qu'à l'amendement n° 78 de la commission (peine de prison de trois mois) - **Section 4 (De l'opposition à l'exécution de travaux publics)** - Art. 433-8 (délit d'opposition à l'exécution de travaux publics) (p. 842) : s'oppose à l'amendement n° 171 de M. Charles Lederman (suppression de la référence aux voies de fait) - **Section 6 (De l'usurpation de signes réservés à l'autorité publique)** - Art. 433-11 (délit d'usurpation de signes réservés à l'autorité publique) : accepte l'amendement rédactionnel n° 82 de la commission - **Section 8 (De l'usage irrégulier de qualité)** - Art. 433-15 (délit d'usage irrégulier de qualité) (p. 843) : accepte l'amendement n° 85 de la commission (modification de la liste des personnes dont le nom ou la qualité, dans la publicité d'une entreprise, constitue une infraction) - **Section 9 (Des atteintes à l'état civil des personnes)** - Art. 433-17 (bigamie) (p. 844) : s'oppose à l'amendement n° 86 de la commission (maintien de la peine de prison) - **Section 10 (Peines complémentaires et responsabilité des personnes morales)** - Art. 433-18 (peines complémentaires) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 89 (application des peines complémentaires à toutes les infractions concernant les atteintes à l'administration publique commises par les particuliers) et s'oppose au n° 90 (interdiction de séjour) - Art. 433-19 (confiscation des sommes irrégulièrement reçues pour atteinte à l'administration publique commise par des particuliers) : accepte l'amendement de coordination n° 91 de la

commission - Après l'art. 433-19 (confiscation des sommes irrégulièrement reçues pour atteinte à l'administration publique commise par des particuliers) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 92 (interdiction de port d'armes et confiscation des armes en cas de rébellion armée) et s'oppose au n° 93 (interdiction du territoire) - **Chapitre IV (Des atteintes à l'action de la justice)** - **Section 1 (Des entraves à la saisine de la justice)** - Après l'art. 434-1 (p. 846) : accepte l'amendement n° 94 de la commission (incrimination de la non-dénonciation d'actes d'espionnage) - Art. 434-2 (défaut d'informer les autorités des sévices ou privations à mineurs ou à personnes spécialement vulnérables) (p. 847) : accepte l'amendement n° 95 de la commission (définition des personnes vulnérables) et sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 179 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - **Section 2 (Des entraves à l'exercice de la justice)** - Art. 434-7 (pression sur les magistrats, les avocats ou les jurés par menace ou intimidation) (p. 848) : accepte l'amendement n° 96 de la commission (extension aux personnes investies de fonctions juridictionnelles) - Art. 434-7-1 (corruption passive ou active dans une procédure judiciaire) : accepte l'amendement n° 97 de la commission (extension de l'incrimination de subordination de magistrats à des personnes chargées d'administrer la justice) - Art. 434-8 (délit de fuite) (p. 849) : s'oppose aux amendements n° 172 de M. Charles Lederman (réduction de la peine d'amende) et n° 98 de la commission (extension de la définition du délit de fuite) - **Section 3 (Des atteintes à l'autorité de la justice)** - Art. 434-22 (outrage à magistrat ou à juré) (p. 850) : accepte les amendements de la commission n° 100 (précisions relatives aux qualifications de l'outrage à magistrat), n° 101 (extension de la protection des outrages pour toutes les personnes exerçant des fonctions juridictionnelles équivalentes) et n° 102 (précisions relatives aux audiences) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 173 de M. Charles Lederman (diminution des peines) - Art. 434-22-1 (discrédit public sur une décision juridictionnelle) (p. 852) : accepte l'amendement n° 103 de la commission (éléments constitutifs de l'atteinte à l'autorité de la justice) - Art. 434-24 (définition de l'évasion) (p. 853) : accepte l'amendement n° 104 de la commission (suppression des alinéas énumérant les situations où une personne est considérée comme détenue) - Après l'art. 434-24 : accepte l'amendement n° 105 de la commission (rétablissement de la définition de la personne détenue et de la situation de garde à vue) - Art. 434-26 (évasion aggravée) (p. 853) : sur les amendements de la commission, accepte les n° 106 (assimilation à l'usage de substances explosives, de l'usage de substances incendiaires ou toxiques) et n° 107, rédactionnel, et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 108 (répression de l'évasion avec violence dans le cadre d'une action concertée analogue à l'évasion avec violence à l'aide d'une arme) - Art. 434-28 (concours à l'évasion d'autrui) : accepte l'amendement n° 109 de la commission (assimilation à la fourniture à un détenu de substances explosives de la fourniture de substances incendiaires ou toxiques) - Art. 434-29 (concours aggravé à l'évasion d'autrui) : accepte l'amendement de coordination n° 110 de la commission - Art. 434-31 (remise ou sortie irrégulière d'objets à un détenu ou en provenance de celui-ci) (p. 855) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 111, de précision, et s'oppose au n° 112 (aggravation du délit et renforcement des sanctions) - Art. 434-37 (violation des autres peines complémentaires) (p. 856) : accepte l'amendement rédactionnel n° 114 de la commission - **Section 4 (Peines complémentaires et responsabilité des personnes morales)** - Art. 434-39 (peines complémentaires) : accepte les amendements de coordination n° 115 et n° 117 de la commission - Après l'art. 434-39 : s'oppose à l'amendement n° 118 de la commission (interdiction du territoire français) - Art. 434-40 (coresponsabilité des personnes morales pour certaines atteintes à la justice) (p. 857) : accepte l'amendement de coordination n° 119 de la commission - **Titre IV (Des atteintes à la confiance publique)** - **Chapitre I^{er} (Des faux)** - Art. 441-1 (faux et usage de faux) : s'oppose à l'amendement n° 120 de la commission (aggravation de la peine de prison et de l'amende) - Art. 441-2 (faux et usage de faux dans un document administratif) : s'oppose à l'amendement n° 121 de la commission (aggravation de la peine) - Art. 441-4 (faux et usage de faux en écriture publique ou authentique) (p. 858) : s'oppose aux amendements de la commission n° 122 et n° 123 (aggravation de la peine) - Art. 441-5 (fourniture frauduleuse d'un document administra-

tif) (p. 859) : s'oppose à l'amendement n° 124 de la commission (aggravation de la peine) - Art. 441-6 (*obtention induue d'un document administratif*) : accepte l'amendement n° 125 de la commission (assimilation d'une déclaration mensongère à l'obtention induue d'un document administratif) - Art. 441-7 (*faux dans certains certificats ou attestations*) : s'oppose aux amendements n° 126 et n° 127 de la commission (aggravation de la peine) - Art. 441-8 (*corruption en vue de l'établissement de faux certificats ou attestations*) (p. 860) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 128 de la commission - Art. 441-9 (*déclaration mensongère en vue de l'obtention d'un avantage induue*) : accepte l'amendement de suppression n° 129 de la commission - Art. 441-10 (*tentative*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 130 de la commission - Art. 441-11 (*peines complémentaires*) (p. 861) : sur l'amendement n° 131 de la commission, accepte la première partie (1^o) (peine de confiscation) et s'oppose à la seconde partie (2^o) (interdiction de séjour) - Après l'art. 441-11 (p. 862) : s'oppose à l'amendement n° 132 de la commission (interdiction du territoire) - **Chapitre II (De la fausse monnaie)** - Art. 442-4 (*mise en circulation de monnaies non autorisées*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 133 de la commission - Art. 442-11 (*peines complémentaires applicables aux personnes physiques*) (p. 863) : accepte l'amendement n° 134 de la commission (insertion de l'interdiction de séjour) - Art. 442-11-1 (*interdiction du territoire*) : s'oppose à l'amendement n° 135 de la commission (caractère obligatoire de l'interdiction du territoire) - Art. 442-12 (*confiscation*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 136 de la commission - **Chapitre III (De la falsification des titres ou autres valeurs fiduciaires émises par l'autorité publique)** - Après l'art. 443-6 (p. 864) : s'oppose à l'amendement n° 139 de la commission (interdiction du territoire) - **Chapitre IV (De la falsification des marques de l'autorité)** - Art. 444-1 (*contrefaçon ou falsification du sceau de l'Etat ou des marques nationales de l'autorité et usage du sceau ou des marques contrefaits ou falsifiés*) (p. 865) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 140 de la commission (renforcement des peines) - Après l'art. 444-7 (p. 865) : s'oppose à l'amendement n° 141 de la commission (interdiction du territoire français) - Après l'art. 444-8 (p. 866) : accepte les amendements de la commission n° 142 (insertion d'une division additionnelle : « Titre V - De la participation à une association de malfaiteurs »), n° 143 (participation à une association de malfaiteurs), n° 144 (exemption de peine) et n° 145 (peine complémentaire) - **Sur l'ensemble** (p. 868) : remerciements pour la qualité des travaux.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - (2 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1423, 1424) : procédure de révision de la Constitution - Décision du Conseil constitutionnel - (p. 1425) : union économique et monétaire - Politique commune des visas - Droit de vote et d'éligibilité des ressortissants de la Communauté aux élections municipales et européennes - Fonctions de maire et élections sénatoriales - Citoyenneté européenne - (p. 1426) : souveraineté nationale - Constitution.

Suite de la discussion - (10 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1525) : révision de la Constitution et traité de Maastricht - Danemark - Union européenne - Référendum français - Droit de vote et d'éligibilité des ressortissants communautaires aux élections municipales - Transferts de compétences - (p. 1526) : fédéralisme - DOM-TOM - Programme d'actions spécifiques à l'éloignement et à l'insularité des départements d'outre-mer, POSEIDOM - Dérive communautaire et « déficit démocratique » - Référendum français - Poursuite du processus de ratification du traité de Maastricht - **Art. 1^{er} A (consécration constitutionnelle de la langue française comme langue de la République)** (p. 1540) : accepte l'amendement n° 13 de la commission (inversion de la formulation proposée) et, sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 16 de M. Henri Goetschy - (p. 1541) : langues régionales.

Suite de la discussion - (16 juin 1992) - **Art. 2 (insertion dans la Constitution d'un titre XIV : « Des Communautés européennes et de l'Union européenne »)** - Art. 88-2 de la Constitution (*droit de vote et éligibilité aux élections municipales des ressortissants communautaires résidant en France*) (p. 1724, 1725) : loi organique et loi relative au Sénat - Equilibre consti-

tutionnel entre les assemblées parlementaires - Révision de la Constitution.

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique - Deuxième lecture** [n° 361 (91-92)] - (24 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1944) : convergence entre le Sénat et l'Assemblée nationale - Points de divergence - Qualité du travail - (p. 1945) : souhait d'un accord en CMP - **Art. 1^{er}** (réservé jusqu'après l'examen des articles du livre IV annexé) - **Avant l'art. 410-1-1 du code pénal** (p. 1949) : s'oppose à l'amendement n° 13 de la commission (rétablissement d'une division additionnelle : « chapitre 1^{er} A - Des entraves à l'exercice des libertés d'expression, du travail, d'association, de réunion ou de manifestation ») - **Art. 410-1-1** : s'oppose à l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement de l'article réprimant les entraves à certaines libertés publiques) - **Art. 413-10** (p. 1950) : accepte l'amendement n° 15 de la commission (sanction de la reproduction d'un document couvert par le secret de la défense nationale) - **Art. 414-6** : s'oppose à l'amendement n° 16 de la commission (caractère obligatoire de l'interdiction du territoire) - **Art. 414-8 (extension de dispositions relatives aux atteintes à la sûreté de l'Etat au bénéfice des puissances signataires du traité de l'Atlantique Nord)** (p. 1951) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 1 de M. Charles Lederman - **Avant l'art. 421-1** : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Charles Lederman (suppression du texte présenté pour la division « Titre II » et son intitulé) - **Art. 421-1 (actes de terrorisme)** (p. 1952) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 3 de suppression et n° 4 (définition des actes de terrorisme) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 17 de la commission (reprise des dispositions adoptées en première lecture) - **Art. 422-1** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 5 de M. Charles Lederman - **Art. 422-3** (p. 1953) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 6 de M. Charles Lederman - **Art. 422-5** : s'oppose à l'amendement n° 18 de la commission (caractère obligatoire de l'interdiction du territoire en matière de terrorisme) - **Art. 422-6** : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Charles Lederman (suppression de tout élément intentionnel à l'implication d'une personne morale dans un acte terroriste) - **Art. 432-12** (p. 1954) : sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 25 et s'oppose au n° 26 (reprise du texte adopté par le Sénat en première lecture) ; sur le n° 25, accepte le sous-amendement n° 46 de M. Philippe de Bourgoing - **Art. 431-1** (p. 1955) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Charles Lederman (suppression de l'alinéa relatif à l'intervention des forces de l'ordre en vue de dissiper un attroupeement) - **Art. 431-12** (p. 1956) : s'oppose à l'amendement n° 19 de la commission (caractère obligatoire de l'interdiction du territoire) - **Avant l'art. 431-15** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 20 de la commission (suppression de la division « Section IV » et de son intitulé) - **Art. 431-15, 431-16 et 431-17** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de suppression de la commission n° 21, n° 22 et n° 23 - **Art. 432-1** (p. 1957) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 9 de M. Charles Lederman - **Art. 432-1-1** : s'oppose à l'amendement n° 24 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture) - **Art. 432-14** (p. 1958) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 27 de la commission (niveau des sanctions) - **Art. 433-3** : demande le retrait de l'amendement n° 28 de la commission (suppression de la référence aux violences ou autres actes d'intimidation) - **Art. 433-5** (p. 1959) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 10 de M. Charles Lederman et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 29 de la commission (définition de la rébellion armée) - **Art. 433-6** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 30 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture) - **Art. 433-7** (p. 1960) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 11 de M. Charles Lederman - **Art. 433-17** : s'oppose à l'amendement n° 31 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture) - **Art. 433-20 (responsabilité pénale des personnes morales)** (p. 1961) : s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 32 de la commission - **Art. 434-22-1** (p. 1962) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 33 de la commission (rétablissement du texte supprimé par l'Assemblée nationale), ainsi que pour les sous-amendements à ce dernier n° 47, n° 48 et n° 49 de

M. Michel Dreyfus-Schmidt - *Art. 434-24-1* (p. 1964) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Charles Lederman (suppression de l'assimilation de la garde à vue à la détention) - *Art. 434-39-1* : s'oppose à l'amendement n° 34 de la commission (rétablissement du texte supprimé par l'Assemblée nationale) - *Art. 434-40* (p. 1965) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 35 de la commission - *Art. 441-8* : accepte les amendements rédactionnels de la commission n° 36 et n° 37 - *Après l'art. 441-11* (p. 1966) : s'oppose à l'amendement n° 38 de la commission (interdiction du territoire pour les étrangers ayant utilisé des faux) - *Art. 442-11-1* : s'oppose à l'amendement n° 39 de la commission (caractère obligatoire de l'interdiction du territoire envers les étrangers émettant de la fausse monnaie) - *Art. 443-6-1* (p. 1967) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 40 de la commission (rétablissement du texte supprimé par l'Assemblée nationale) - *Art. 444-7-1* : s'oppose à l'amendement n° 41 de la commission (rétablissement du texte supprimé par l'Assemblée nationale) - *Avant l'art. 451-1* (p. 1968) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 42 (rétablissement du titre V : « De la participation à une association de malfaiteurs »), n° 43, n° 44 et n° 45 de la commission (rétablissement des articles 451-1 à 451-3 supprimés par l'Assemblée nationale).

- **Projet de loi modifiant le code forestier et portant diverses dispositions en matière de chasse - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 423 (91-92)]** - (24 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1971) : incendies de forêts - Dégâts de gibiers.

- **Projet de loi relatif à la responsabilité du fait des vols, pertes et détériorations des objets déposés dans les établissements de santé et certains établissements sociaux ou médico-sociaux, et à la vente des objets abandonnés dans ces établissements - Deuxième lecture [n° 407 (91-92)]** - (25 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 2044) : texte adopté en termes identiques par l'Assemblée nationale - Légères modifications de forme.

- **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution [n° 433 (91-92)]** - (25 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 2045) : compétence des huissiers de justice pour procéder à des mesures de contrainte sur les biens - Article 1244 du code civil et possibilité pour les juges d'accorder des délais - Entrée en vigueur de la réforme le 1^{er} janvier 1993 - Dispositions relatives au statut des huissiers de justice - **Art. 3** (p. 2047) : accepte l'amendement n° 3 de la commission (entrée en vigueur de la loi du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution le 1^{er} janvier 1993) - **Après l'art. 3** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 4 de la commission (introduction du texte du projet de loi relatif à la modernisation du statut des huissiers dans la présente proposition de loi) - (p. 2048) : accepte l'amendement n° 5 de la commission (modification de l'article 1153 du code civil relatif aux dommages-intérêts résultant du retard dans l'exécution d'obligations qui se bornent au paiement d'une somme) et s'oppose aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 7 (institution et rôle du juge de l'exécution) et n° 8 (prorogation de l'article 95 de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution) - **Intitulé** (p. 2049) : accepte l'amendement n° 6 de la commission (« Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution et l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers de justice et comportant diverses dispositions relatives aux « procédures civiles d'exécution »).

- **Projet de loi modifiant le code civil et relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits [n° 408 (91-92)]** - (25 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 2049) : transposition d'une directive communautaire du 25 juillet 1985 - Sécurité des consommateurs - Sécurité juridique dans les rapports entre professionnels et consommateurs - Loi du 21 juillet 1983 relative à la sécurité des consommateurs - (p. 2050) : distinction entre les responsabilités délictuelles et contractuelles - Application d'un régime unique - Simplification dans la mise en oeuvre du droit à indemnisation - Sécurité des usagers - Indemnisation intégrale sans franchise ni plafond - Faute de la victime - Exonération du producteur - Compétitivité économique des entreprises - (p. 2051) : exonération pour risque de

développement - Obligation de suivi du produit par le professionnel - Simplification de la mise en oeuvre du droit à indemnisation - Autorisation pour la victime de demander réparation à son choix au producteur, à l'importateur ou au vendeur - Aménagement de la garantie des vices cachés - Harmonisation européenne de la responsabilité en matière de produit défectueux - (p. 2052) : souci de la commission des lois de recentrer le projet de loi sur la directive - **Art. 1^{er}** (*de la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits*) - **Art. 1386-2 du code civil (dommages réparables)** (p. 2055) : s'oppose à l'amendement n° 1 de la commission (limitation de l'application du nouveau régime aux seuls biens privés) - **Art. 1386-3 (définition du produit)** (p. 2056) : s'oppose à l'amendement n° 2 de la commission (exclusion des matières premières agricoles n'ayant pas subi une première transformation des produits dont le défaut de sécurité sera susceptible d'engager la responsabilité du producteur) - **Art. 1386-4 (définition du défaut de sécurité)** : s'oppose aux amendements n° 24 de M. Charles Lederman (produit considéré comme défectueux lorsqu'il porte atteinte à la santé des personnes) et rédactionnel n° 3 de la commission - **Art. 1386-5 (définition de la mise en circulation)** (p. 2057) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 4 de la commission (possibilité pour un produit de ne faire l'objet que d'une seule mise en circulation) - **Art. 1386-6-1 (responsabilité du vendeur, du loueur ou de tout autre fournisseur)** : s'oppose à l'amendement n° 5 de la commission (prise en compte de la seule responsabilité du producteur et, à titre subsidiaire, de celle du fournisseur) - **Art. 1386-7 (dommage causé par un produit incorporé)** : accepte les amendements de la commission, rédactionnel n° 6, et n° 7 (appréciation de la responsabilité des personnes tenues à réparation en fonction de la part de chacune dans la réalisation de la partie composante et dans l'incorporation de celle-ci au produit) - S'oppose à l'amendement n° 25 de M. Charles Lederman (possibilité pour le consommateur et les fabricants de composants d'ester conjointement en justice) - **Art. 1386-8 (charge de la preuve)** (p. 2058) : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Charles Lederman (substitution au maintien de la charge classique de la preuve par la victime la présomption de responsabilité du producteur) - **Après l'art. 1386-8** : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Charles Lederman (possibilité pour les associations de consommation d'offrir leurs services aux victimes en leur fournissant une aide au stade de la constitution des preuves) - **Art. 1386-9 (exonération pour conformité aux règles impératives émanant des pouvoirs publics)** (p. 2060) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 8 de la commission - **Art. 1386-10 (causes d'exonération)** (p. 2059) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 28 de suppression, n° 29 (rôle des salariés dans l'appréciation des dangers potentiels d'un produit avant même sa mise en circulation) et n° 30 (absence d'exonération du producteur de sa responsabilité en matière de risque de développement dans le domaine de l'industrie pharmaceutique), aux amendements de la commission, n° 10 de coordination, n° 11 (exonération du producteur lorsque le défaut est dû au respect d'une règle impérative émanant des pouvoirs publics) et accepte ses amendements, n° 9, rédactionnel, et n° 32 (absence de responsabilité du producteur de la partie composante s'il est établi que le défaut est imputable à la conception du produit) - **Art. 1386-11 (incidence de la faute de la victime dans la réalisation du dommage)** (p. 2060) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 12 de la commission (prise en compte de la faute imprévisible de la victime) et accepte son amendement de coordination n° 13 - **Art. 1386-12 (incidence de l'intervention d'un tiers dans la réalisation du dommage)** (p. 2061) : accepte l'amendement rédactionnel n° 14 de la commission - **Art. 1386-13 (obligation de suivi des produits)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 15 de la commission - **Art. 1386-14 (prohibition des clauses limitatives ou exonératoires de responsabilité)** : s'oppose aux amendements de la commission, n° 16 (toute clause contraire au présent titre est réputée non écrite) et n° 17 (suppression du deuxième alinéa de cet article relatif à la responsabilité entre professionnels) - **Art. 1386-15 (extinction de la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits)** (p. 2062) : s'oppose à l'amendement n° 18 de la commission (élargissement à tous les actes interruptifs de prescription de la faculté d'interrompre le délai de dix ans au-delà duquel s'éteint la responsabilité du producteur pour défaut de sécurité des produits) - **Art. 1386-17 (non-cumul avec les règles du code civil ayant pour effet de garantir**

la victime contre un défaut de sécurité) : son amendement n° 31 : suppression du délai de dix ans qui suit la mise en circulation du produit pour l'application de cet article ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 19 de la commission (impossibilité d'engager des actions concomitantes en responsabilité) - **Art. 2** (entrée en vigueur du régime de responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits) (p. 2063) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 20 de la commission - **Art. 5** (délai pour agir) : s'oppose à l'amendement n° 21 de la commission (abaissement d'un an à six mois du délai de l'action en garantie des vices cachés) - **Art. 7** (extension de la garantie aux louages de meubles) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 22 du Gouvernement - **Art. 8** (extension de la garantie au prêt à usage) (p. 2064) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 23 de la commission.

- Affirme la préoccupation du Gouvernement quant aux difficultés de circulation en France (7 juillet 1992) (p. 2455).

- **Projet de loi portant réforme des dispositions générales du code pénal - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 256 (90-91)] - (7 juillet 1992) - Discussion générale** (p. 2457 à 2459) : adoption démocratique du code pénal par le Parlement - Qualité des travaux de la commission de révision du code pénal - Travail parlementaire - Amendements du Gouvernement - **Projet de loi d'adaptation et travaux consécutifs à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal - Extension du nouveau code pénal aux territoires d'outre-mer - Prise en compte des valeurs - Etat de droit - Rôle du juge - Art. unique** (p. 2468) : son amendement n° 1 : date d'entrée en vigueur des dispositions ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2471) - **Art. 113-11** (p. 2469) : son amendement de précision n° 2 ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2471) - **Art. 131-5** : ses amendements rédactionnels n° 3, n° 4, n° 5 et n° 6 ; adoptés avec l'ensemble du texte (p. 2471) - **Art. 131-7** : son amendement de précision n° 7 ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2471) - **Art. 131-13** : son amendement rédactionnel n° 8 ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2471) - **Art. 131-14** : son amendement de précision n° 9 ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2471) - **Art. 131-17** : son amendement n° 10 : application de la peine de travail d'intérêt général pour certaines contraventions de cinquième classe ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2471) - **Après l'art. 131-28** (p. 2470) : son amendement de coordination n° 11 ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2471) - **Art. 131-33** : son amendement de coordination n° 12 ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2471) - **Art. 131-34** : son amendement de précision n° 13 ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2471) - **Après l'art. 132-15** : son amendement de coordination n° 14 ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2471) - **Art. 132-22** (p. 2471) : son amendement n° 15 : modalités de détermination du montant de la peine d'amende ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2471) - **Après l'art. 132-72** : son amendement n° 16 : définition de l'arme ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2471).

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 466 (91-92)] - (7 juillet 1992) - Art. 1^{er}** (p. 2476) : son amendement n° 1 : modalités de l'entrée en vigueur des dispositions du projet de loi ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2479) - **Avant l'art. 410-1-1 à 444-7-1** : ses amendements de coordination n° 2 à n° 20 ; adoptés avec l'ensemble du texte (p. 2479) - **Art. 2** : son amendement de conséquence n° 21 ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2479).

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 475 (91-92)] - (7 juillet 1992) - Art. unique** (p. 2483) : son amendement de coordination n° 1 ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2484) - **Art. 301-12-1 à 307-5** (p. 2484) : ses amendements de coordination n° 2 à n° 11 ; adoptés avec l'ensemble du texte (p. 2484).

- **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 477 (91-92)] - (7 juillet 1992) - Discussion générale** (p. 2488) : auto-avortement - **Art. unique** (p. 2496) : son amendement n° 1 : entrée en vigueur du nouveau code pénal ;

adopté avec l'ensemble du texte (p. 2502) - **Art. 211-4-1 à 221-13** : ses amendements de coordination n° 2 à n° 7 ; adoptés avec l'ensemble du texte (p. 2502) - **Art. 222-19** (p. 2497) : ses amendements n° 8 rédactionnel, et n° 9 de coordination ; adoptés avec l'ensemble du texte (p. 2502) - **Après l'art. 222-34-3** : son amendement n° 10 : renvoi à la définition des stupéfiants donnée dans le code de la santé publique ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2502) - **Art. 222-37-1 à 223-2** : ses amendements de coordination n° 11 à n° 13 ; adoptés avec l'ensemble du texte (p. 2502) - **Art. 223-8** (p. 2498) : son amendement n° 14 : application des peines en cas de retrait de consentement en recherche biomédicale ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2502) - **Après l'art. 223-15** : son amendement n° 15 : application aux personnes physiques coupables d'infraction ayant mis en danger autrui, de la peine d'affichage ou de diffusion de la condamnation encourue par des personnes morales ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2502) - **Art. 224-9 à 225-25** : ses amendements de coordination n° 16 à n° 19 ; adoptés avec l'ensemble du texte (p. 2502) - **Art. 225-27** (p. 2499) : son amendement n° 20 : peine de confiscation du fonds de commerce ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2502) - **Art. 226-6 à 227-9-1** : ses amendements de coordination n° 21 à n° 25 ; adoptés avec l'ensemble du texte (p. 2502) - **Art. 227-17-1 bis** : son amendement rédactionnel n° 28 ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2502) - **Art. 227-21, 227-21-1** (p. 2500) : ses amendements de coordination n° 26 et n° 27 ; adoptés avec l'ensemble du texte (p. 2502) - **Sur l'ensemble** (p. 2502) : qualité du débat.

- **Projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et à la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur [n° 487 (91-92)] - (21 octobre 1992) - Discussion générale** (p. 2746) : réforme des livres I à IV du code pénal - Entrée en vigueur du nouveau code pénal - Procédure pénale - Travaux de la commission des lois - Abrogation de l'actuel code pénal - Code de justice militaire - Transfert de textes - Création d'un nouveau livre intitulé « Des autres crimes et délits » - Délit de mauvais traitements à animaux - Livre V du code pénal - Infractions relatives au trafic de stupéfiants - (p. 2747) : responsabilité pénale des personnes morales - Entrée en vigueur du nouveau code pénal - Extension du nouveau code dans les territoires d'outre-mer - Formation - Documentation juridique informatique - (p. 2748) : fichier « NADINF » - Amendements du Gouvernement - Report de l'entrée en vigueur du nouveau code pénal - Contraventions de cinquième classe - (p. 2754) : défense de la personne humaine - Difficulté des banlieues - **Avant le titre I^{er}** (p. 2758, 2759) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 112 (insertion après les mots « de l'Etat » de l'expression « des partis politiques, des syndicats, des institutions représentatives du personnel et des associations à but non lucratif »), n° 113 (définition de l'auteur de l'infraction en cas de délégation) et n° 114 (suppression de toute référence à la notion de légitime défense des biens) - **Après l'art. 16** (p. 2760) : son amendement n° 91 : possibilité d'une expertise psychologique ; rejeté - **Art. 23** (vote de la cour d'assises sur la peine) (p. 2762) : s'oppose à l'amendement n° 121 de M. Charles Lederman (précision de l'échelle des peines applicable à l'espèce) - Son amendement n° 92 : cas où la peine de trente ans de réclusion criminelle n'a pas recueilli la majorité des voix ; adopté - **Art. 28** (solidarité des co-condamnés pour le paiement des dommages-intérêts) (p. 2763) : accepte les amendements de la commission, n° 2 rédactionnel et n° 3 (paiement des frais) - **Après l'art. 29** : accepte l'amendement n° 4 de la commission (tribunaux compétents pour le jugement du délit d'abandon de famille) - **Après l'art. 35** (p. 2764) : accepte l'amendement rédactionnel n° 5 de la commission - **Art. 36** (prise en charge des frais et dépens en matière correctionnelle) : accepte l'amendement rédactionnel n° 6 de la commission - **Après l'art. 36** : accepte l'amendement rédactionnel n° 7 de la commission - **Art. 37** (solidarité des co-condamnés pour le paiement des dommages-intérêts en matière correctionnelle) (p. 2765) : son amendement n° 93 : possibilité pour le tribunal d'ordonner que le prisonnier qui s'est entouré de co-auteurs ou de complices insolvable soit tenu solidairement des amendes et des frais ; adopté - **Art. 50 bis** (procédure applicable aux personnes morales étrangères) : accepte l'amendement n° 9 de la commission (nouvelle rédaction présentée pour l'article 562 du code de procédure pénale) - **Art. 54** (compétence des juri-

dictions françaises) - Avant l'art. 689-6 du code de procédure pénale (p. 2767) : s'oppose à l'amendement n° 10 de la commission (déplacement des règles de compétence en matière de piraterie aérienne du code de l'aviation civile au code de procédure pénale) - **Art. 56** (*exercice des poursuites et détermination de la juridiction territoriale compétente*) (p. 2768) : accepte l'amendement de coordination n° 11 de la commission - **Art. 62** (*mécanisme du relèvement*) (p. 2769) : accepte l'amendement rédactionnel n° 12 de la commission - **Art. 64** (*catégories d'infractions soumises à une juridiction spécialisée*) : accepte l'amendement n° 13 de la commission (infraction en matière de violation des secrets de fabrique) - **Art. 67** (*coordination*) : accepte l'amendement n° 14 de la commission (cas de l'association de malfaiteurs à caractère terroriste) - **Après l'art. 67** (p. 2770) : accepte l'amendement n° 15 de la commission (règle relative à la composition et au fonctionnement de la cour d'assises antiterroriste) - **Art. 68** (*trafic de stupéfiants et proxénétisme*) (p. 2772) : accepte l'amendement n° 16 de la commission (composition et fonctionnement de la cour d'assises) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 122 de M. Charles Lederman (composition et fonctionnement de la cour d'assises) - **Art. 69** (*poursuites, instruction et jugement des infractions commises par les personnes morales*) (p. 2774) : s'oppose à l'amendement n° 123 de M. Charles Lederman (exclusion des partis politiques, des syndicats et des institutions représentatives du personnel et des associations à but non lucratif de l'application de cet article) et accepte l'amendement de précision n° 17 de la commission - **Art. 71** (*confusion des peines*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 18 de la commission - **Art. 76** (*aménagement de la période de sûreté*) (p. 2775) : s'oppose à l'amendement n° 19 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Après l'art. 83** (p. 2776) : son amendement rédactionnel n° 94 ; adopté - **Art. 92** (*sanctions de l'inobservation des obligations de mise à l'épreuve*) (p. 2777) : accepte l'amendement rédactionnel n° 20 de la commission - **Art. 103 B et 103 C** (*casier judiciaire des personnes morales*) (p. 2779) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 124 et n° 125 (exclusion de la procédure des partis politiques, des syndicats, des institutions représentatives du personnel et des associations à but non lucratif) - **Après l'art. 103 C** (p. 2780) : accepte l'amendement n° 110 de Mme Françoise Seligmann (casier judiciaire d'un mineur lorsqu'il atteint sa majorité) - **Art. 103 bis** (*extrait du casier judiciaire d'une personne morale*) (p. 2781) : accepte l'amendement n° 21 de la commission (insertion des condamnations à une peine d'amende, de confiscation ou d'affichage dans la liste des peines ne figurant pas au bulletin n° 2) - **Art. 104 bis** (*délivrance du bulletin n° 2 du casier judiciaire d'une personne morale*) (p. 2782) : accepte les amendements de la commission n° 22 (administration chargée de l'assainissement des professions agricoles, commerciales, industrielles ou artisanales) et n° 23 (commission des opérations de bourses en ce qui concerne les personnes morales faisant appel public à l'épargne) - **Art. 104 ter** (*communication du relevé intégral des mentions du bulletin n° 2 du casier judiciaire aux représentants légal de toute personne morale justifiant de sa qualité*) (p. 2783) : accepte l'amendement de suppression n° 24 de la commission - **Après l'art. 110** (p. 2784) : accepte les amendements de la commission n° 27, n° 28 (mécanisme de réhabilitation des personnes morales analogue à celui qui existe pour les personnes physiques), n° 25 et n° 26 (dispositions portant création d'un livre V du code pénal) - **Avant le chapitre I^{er} du titre II** (p. 2785) : accepte les amendements rédactionnels de la commission n° 29 et n° 30 - **Avant l'art. 111** : accepte l'amendement de conséquence n° 31 de la commission - **Art. 115** (*infractions diverses commises dans le domaine de l'aviation civile*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 32 de la commission - **Art. 121 A et 121 B** (*obstacles mis à l'exercice du droit de visite*) (p. 2786) : accepte les amendements rédactionnels n° 33 et n° 34 de la commission - **Avant l'art. 127** : accepte l'amendement n° 35 de la commission (peine de six mois d'emprisonnement et de 50 000 F d'amende pour les agents des brigades révoqués qui n'ont pas quitté le rayon des douanes) - **Après l'art. 127** (p. 2787) : accepte l'amendement de précision n° 36 de la commission - **Avant l'art. 131** : accepte l'amendement n° 37 de la commission (modification de l'article 3 du code de la famille et de l'aide sociale qui habilite l'union nationale et des unions départementales des associations familiales à exercer devant toutes les juridictions à l'action civile pour les faits

de nature à nuire aux intérêts moraux et matériels des familles) - **Art. 155** (*atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation en temps de guerre*) - **Art. 476-7 du code de justice militaire** (*fait d'entretenir directement ou par intermédiaire des relations commerciales avec les ressortissants ou les agents d'une puissance en guerre avec la France*) (p. 2790) : accepte l'amendement n° 38 de la commission (fait d'entretenir des relations financières avec l'ennemi) - **Après l'art. 163 ter** (p. 2791) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de M. Charles de Cuttoli, n° 88 et n° 89 (dispositions modifiant le code de la nationalité) - **Art. 172 bis** (p. 2792, 2793) : accepte les amendements de la commission n° 39 de coordination, n° 40 rédactionnel et n° 41 (suspension du permis de conduire plus longue dans le cas d'infraction routière ayant entraîné mort ou blessure d'homme que dans celui d'infraction, d'homicide ou de blessure par simple imprudence commis hors de toute violation des règles de la circulation) - **Art. 173** (*sérvices graves ou actes de cruauté envers les animaux*) : s'oppose à l'amendement n° 42 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Après l'art. 180** (p. 2794) : accepte l'amendement rédactionnel n° 43 de la commission - **Art. 185** (*fermeture administrative des lieux ouverts au public pour infraction à la législation sur les stupéfiants*) (p. 2795) : accepte l'amendement n° 44 de la commission (fermeture de l'établissement où l'infraction a été commise même s'il n'en était ni l'auteur, ni le complice) - **Demande de réserve** (p. 2797) : accepte la demande de réserve de l'article 200 formulée par la commission jusqu'après l'examen de l'article 260 - **Art. 202 bis et 202 ter** (*obstacles aux visites d'inspection de l'autorité en matière de construction et de lotissement*) : accepte les amendements rédactionnels de la commission n° 46 et n° 47 - **Art. 203** (*sanctions des infractions commises par voie de presse*) (p. 2798) : sur les amendements de la commission, accepte les n° 127 rédactionnel, et n° 49 de coordination, et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 48 (suppression du paragraphe V de cet article qui abroge le cinquième alinéa de l'article 24 de la loi du 29 juillet 1881 sanctionnant les cris et chants séditieux proférés dans des lieux de réunion publique) - **Art. 204** (*publicité des décisions de justice*) : accepte l'amendement de coordination n° 50 de la commission - **Art. 211** (*peines applicables aux mineurs*) - **Art. 20-5 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945** (*travail d'intérêt général et sursis assorti d'un travail d'intérêt général appliqués aux mineurs*) (p. 2800) : accepte l'amendement rédactionnel n° 52 de la commission - **Art. 213 ter** (*entraves à l'action de la CNIL*) : accepte l'amendement n° 53 de la commission (réduction de la peine) - **Art. 216** (*infractions relatives aux jeux de hasard*) - **Art. 2 de la loi n° 83-628 du 12 juillet 1983** (*peines prévues et dérogations*) (p. 2801) : accepte l'amendement rédactionnel n° 54 de la commission - **Art. 3 de la loi précitée** (*peines complémentaires*) : accepte les amendements de coordination, n° 56 et n° 55 de la commission - **Art. 217** (*banqueroute*) - **Art. 200 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985** (*peines complémentaires*) (p. 2802) : accepte les amendements de coordination de la commission, n° 57 et n° 58 - **Après l'art. 221** (p. 2803) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 90 de M. Charles de Cuttoli (funérailles et volonté du défunt) - **Art. 228** (*faux témoignages et subornation de témoins devant les commissions d'enquête parlementaires*) (p. 2805) : accepte l'amendement rédactionnel n° 59 de la commission - **Art. 232** (*entraves à l'action des inspecteurs ou agents de la répression des fraudes*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 60 de la commission - **Art. 241** (*mauvais traitements à animaux*) (p. 2806) : accepte l'amendement de coordination n° 61 de la commission - **Art. 243** (*hausses ou baisses artificielles des prix par des personnes physiques*) : accepte les amendements de coordination de la commission, n° 62 et n° 63 - **Après l'art. 245** (p. 2807) : son amendement n° 96 : conséquences de l'insertion dans le livre IV du nouveau code pénal de l'infraction prévue par l'article 7 de la loi n° 91-3 du 3 janvier 1991 relative à la transparence et à la régularité des procédures de marchés et soumettant la taxation de certains contrats à des règles de publicité et de mise en concurrence ; adopté - **Art. 245 viciés** (*remplacement au premier alinéa de l'article 2 de la loi n° 88-70 du 22 janvier 1988 sur les bourses de valeurs des mots « premier alinéa de l'article 408 » par l'expression « à l'article 304-1 »*) (p. 2808) : accepte l'amendement de suppression n° 65 de la commission - **Art. 245 unvicés** (*adaptations*) : numérotation latine - **Art. 249** (*maintien du caractère délictuel des infractions punies d'une peine*

d'emprisonnement de deux à six mois (p. 2809) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 130 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - **Art. 250** (*taux des amendes contraventionnelles*) (p. 2810) : accepte les amendements rédactionnels de la commission, n° 66 et n° 67 - **Après l'art. 250** : accepte l'amendement de coordination n° 68 de la commission - **Art. 251** (*amendes proportionnelles*) : accepte l'amendement de coordination n° 69 de la commission - **Art. 252** (*délits frappés de peines d'amende*) (p. 2811) : accepte l'amendement de coordination n° 70 de la commission - **Art. 254** (*affichage*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 71 de la commission - **Art. 259** (*interdictions, déchéances ou incapacités*) : accepte l'amendement de coordination n° 72 de la commission - **Après l'art. 260** : son amendement n° 97 : interdiction d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction ; adopté - (p. 2812) : ses amendements, n° 98 : confiscation du « corps du délit » ; et n° 99 : suspension du délai dans lequel le travail d'intérêt général doit être accompli en raison du service national ou de l'incarcération du condamné ; adoptés - Accepte les amendements de la commission, n° 73 (mécanisme de confiscation) et n° 74 (peine de placement sous surveillance judiciaire) - (p. 2813) : ses amendements, n° 100 : infraction en concours ; n° 101 : droit de grâce ; et n° 102 : révocation du sursis avec mise à l'épreuve ; adoptés - Accepte les amendements de la commission, n° 75 (mission de surveillance du mandataire désigné) et n° 76 (sursis applicable aux personnes morales) - (p. 2814) : ses amendements, n° 103 de précision ; adopté ; et n° 104 : maintien de la mention des condamnations réhabilitées au bulletin n° 1 du casier judiciaire ; rejeté - (p. 2815) : son amendement n° 105 : confiscation pour infraction d'atteinte à la vie privée ; adopté - Accepte les amendements de la commission, n° 79 (blanchiment des fonds issus du trafic de stupéfiants) et n° 80 (sécurité d'un aéronef en vol ou d'un navire en mer) et n° 83 rédactionnel - (p. 2816) : son amendement n° 106 : acte discriminatoire commis par un fonctionnaire ; adopté - Sur les amendements de la commission, accepte le n° 84 (mise en péril des institutions de la République) et s'oppose au n° 85 (incrimination de déni de justice) - **Art. 200** (p. 2817) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 45 de la commission (suppression de l'applicabilité aux conseils de prud'hommes et à leurs membres des articles 126, 127 et 185 de l'actuel code pénal relatifs respectivement aux entraves à l'administration de la justice, à l'immixtion par un juge dans le domaine législatif ou réglementaire et au déni de justice) - **Après l'art. 260 (suite)** : ses amendements, n° 107 : non-réintégration à l'issue d'une permission de sortir, d'un déplacement extérieur ou d'une semi-liberté ; et n° 108 : violation des obligations de la peine de travail d'intérêt général ; adopté - (p. 2818) : son amendement n° 109 : personnes reconnues coupables de crime ou de délit commis avant l'entrée en vigueur de la présente loi ; adopté - Accepte l'amendement n° 86 de la commission (régime transitoire pour l'interdiction des droits civiques, civils et de famille) - **Art. 262** (*entrée en vigueur*) : s'oppose à l'amendement n° 87 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - Sur ce dernier, son sous-amendement n° 128 ; rejeté - **Avant le titre 1^{er} (suite)** (p. 2820) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 115 (suppression de la peine d'interdiction de séjour), n° 116 (notion de période de sûreté) et n° 117 (auto-avortement) - (p. 2822) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 118 (droit de grève), n° 119 (délit d'atteinte au respect de la justice) et n° 120 (peine minimale en matière correctionnelle ou criminelle) - **Art. 104 bis (suite)** (p. 2823) : son amendement n° 129 : suppression du dernier alinéa de cet article relatif aux personnes destinataires du bulletin n° 2 ; adopté.

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale [n° 3 (92-93)]** - (17 novembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3151) : examen des textes - (p. 3152) : détention provisoire - Instruction préparatoire - Durée des procédures - Garde à vue de simples témoins - Equilibre entre les droits de la défense et de l'accusation - Siège et Parquet - Procureur de la République - Notion de politique pénale - (p. 3153) : coopération entre les Etats européens - Lien entre le Parquet et le ministre de la justice - Statut du Parquet - Garantie de la liberté individuelle - Contrôle de la garde à vue - Intervention de l'avocat lors de la garde à vue - (p. 3154) : comparaison des témoins - Détention provisoire - Présomption d'innocence - Echevins - Inculpation

- Comparution devant le juge d'instruction - Notification des charges - (p. 3155) : protection de la présomption d'innocence - Publication ou affichage d'un non-lieu - Diffamation - Presse - (p. 3156) : caractère contradictoire de la procédure d'instruction - Audience de jugement - Cause de nullité - Saisie de la chambre d'accusation d'une requête en nullité - Suppression des privilèges de juridiction - (p. 3157) : chèques sans provision - Création de postes de magistrats - Entrée en vigueur de la réforme de la procédure pénale - (p. 3178) : instruction - Action des juges d'instruction - Proposition de classement - Rôle du ministre - Travaux de la commission - Protection de la présomption d'innocence - (p. 3179) : collégialité - Présence de l'avocat lors de la garde à vue - Coût de la réforme - Violation du secret de l'instruction - Droits de la défense - Garde à vue des mineurs - Audience contradictoire - Ordonnance de notification de charges - Présence de l'avocat - Date d'examen du projet de loi - (p. 3180) : présence de l'avocat lors de la garde à vue - Manque de moyens de la justice - Examen de ce projet - Organisation des Parquets - Mise en examen - Mineurs délinquants - Principe de la collégialité - Frais de justice - Bicamérisme - Equilibre entre l'idéal de liberté et l'idéal de sûreté.

Suite de la discussion - (18 novembre 1992) - **Avant l'art. 1^{er} A** (p. 3189) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 7 de la commission (insertion d'une division additionnelle ainsi rédigée : « Titre 1^{er} A - De l'action publique ») - **Art. 1^{er} A** (*constitution de partie civile des associations de lutte contre la délinquance routière et d'assistance aux victimes de cette délinquance*) : son amendement n° 338 : substitution des mots de « les délits d'homicide ou de blessures involontaires » à ceux de « les infractions prévues par les articles L. 1^{er} et L. 19 du code de la route et des infractions d'homicide ou blessures involontaires » ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement de suppression n° 8 de la commission - **Après l'art. 1^{er} A** (p. 3190) : s'oppose à l'amendement n° 224 de M. Claude Estier (application devant les juridictions pénales des règles de procédure civile relatives aux mesures d'instruction) - **Titre 1^{er}** (*des enquêtes de police judiciaire et de la garantie des droits des personnes gardées à vue*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 9 de la commission (suppression de cette division et de son intitulé) - **Art. 1^{er} B** (*avancement des officiers de police judiciaire*) (p. 3191) : accepte l'amendement n° 10 de la commission (importance de la notation judiciaire pour la carrière des officiers de police judiciaire) - **Après l'art. 1^{er} B** : s'oppose à l'amendement n° 11 de la commission (attribution au directeur départemental de la police territoriale de la qualité d'officier de police judiciaire) - (p. 3192) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Michel Charasse (modification de l'article 16 du code de procédure pénale relatif aux fonctions des agents des douanes titulaires) - **Avant l'art. 1^{er} C** (p. 3198) : s'oppose à l'amendement n° 12 de la commission (précision des pouvoirs du Parquet) - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 3201) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 14 de la commission - **Art. 1^{er}** (*contrôle de la garde à vue par le procureur de la République*) : s'oppose à l'amendement n° 324 de M. Claude Estier (contrôle des locaux de garde à vue) - **Art. 1^{er} bis** (*médiation pénale*) (p. 3202) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 15 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - **Art. 1^{er} ter** (*perquisition chez une personne tenue au secret professionnel*) (p. 3203) : accepte l'amendement de suppression n° 16 de la commission - **Art. 2** (*audition des témoins en cas de crimes ou délits flagrants*) : accepte l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement de la rédaction initiale du projet de loi qui prévoyait que pendant la garde à vue un témoin n'est pas tenu de déposer) - **Art. 3** (*garde à vue en cas d'infraction flagrante*) (p. 3206) : s'oppose à l'amendement n° 18 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) et, sur ce dernier, aux sous-amendements n° 225 et n° 227 de M. Claude Estier - **Art. 4** (*information du gardé à vue sur ses droits*) - **Art. 63-3 du code de procédure pénale** (*intervention d'un médecin si le gardé à vue le demande*) (p. 3211) : s'oppose à l'amendement n° 21 de la commission (choix du médecin susceptible d'intervenir pendant la garde à vue sur une liste établie par le procureur de la République) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de M. Claude Estier, n° 328 (certificat médical établi par le médecin) et n° 232 rédactionnel - **Art. 63-4 du code précité** (*possibilité pour la personne gardée à vue de s'entretenir après vingt heures de garde à vue avec un*

avocat de son choix ou commis d'office par le bâtonnier (p. 3217) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 22 de la commission - *Après l'art. 63-4 du code précité* (p. 3219) : s'oppose à l'amendement n° 238 de M. Claude Estier (cas de refus opposé à la personne gardée à vue de communiquer librement avec un avocat au motif qu'une prolongation n'est pas envisagée).

Suite de la discussion - (19 novembre 1992) - **Reprise du débat** (p. 3231) : organisation des travaux du Sénat - **Art. 5 (procès-verbaux d'auditions)** (p. 3232) : accepte l'amendement de coordination n° 23 de la commission et s'oppose à l'amendement n° 315 de M. Claude Estier (cas où le procureur ou le juge chargé de l'instruction s'opposerait à ce que la famille soit prévenue) - **Art. 6 bis et 6 ter (suppression de l'intervention du juge dans l'enquête de flagrance)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de coordination n° 24 et n° 25 de la commission - **Art. 7 (garde à vue en cas d'enquête préliminaire)** (p. 3234) : s'oppose aux amendements n° 26 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) ainsi qu'à ceux de M. Charles Lederman, n° 198 (insertion après les mots « des indices » de l'expression « graves et concordants ») et n° 199 (suppression de la seconde phrase du troisième alinéa du texte proposé par l'article 7 pour l'article 77 du code de procédure pénale, relative au cas où la personne ne peut être présentée au procureur de la République) - **Art. 8 (comparution des témoins dans le cas de l'enquête préliminaire)** (p. 3235) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 27 (suppression de l'obligation pour le témoin de déposer) et s'oppose au n° 28 de coordination - **Art. 9 (procès-verbaux des commissions rogatoires)** (p. 3236) : accepte l'amendement de précision n° 29 de la commission et s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 239 de M. Claude Estier - **Art. 10 (garde à vue dans le cas d'une commission rogatoire)** (p. 3237) : accepte l'amendement n° 30 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Après l'art. 10** : s'oppose à l'amendement n° 333 de M. Claude Estier (traitement de la personne gardée à vue) - **Art. 11 (désignation du juge d'instruction)** (p. 3238) : son amendement n° 339 : possibilité pour le président du tribunal de grande instance d'établir un tableau de roulement aux fins de désignation des juges d'instruction ; adopté - (p. 3239) : s'oppose à l'amendement n° 31 de la commission (désignation des juges adjoints sur la demande du juge chargé de l'information) - **Art. 12 (hypothèse où le tribunal ne compte qu'un seul juge d'instruction)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 33 de la commission (suppression de la seconde phrase du texte présenté par cet article pour l'article 83-1 du code de procédure pénale relatif à la présence d'un greffier auprès de chaque juge) - **Art. 15 (saisine du juge d'instruction, mise en examen et notification des charges)** - **Art. 80-1 du code de procédure pénale (réquisitoire)** (p. 3243) : s'oppose à l'amendement n° 316 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction de cet article) et sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 35 (transfert du procureur de la République au juge d'instruction de l'obligation de donner connaissance à la personne poursuivie des réquisitions à son encontre), n° 36 (substitution des mots « des réquisitions », n° 37 (suppression de la dernière phrase du deuxième alinéa du texte présenté par cet article), n° 39 et n° 40 de coordination et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 38 de coordination - **Art. 80-3 du code précité (ordonnance de notification de charges)** (p. 3247) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 41 de la commission - **Titre III (de la mise en examen, de la notification de charges et du droit des parties au cours de l'instruction (précédemment réservé p. 3240))** : accepte l'amendement de coordination n° 34 de la commission - **Art. 16 (demande d'examen médical)** (p. 3248) : s'oppose à l'amendement de conséquence n° 42 de la commission et sur les amendements de M. Claude Estier, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 242, rédactionnel, et s'oppose au n° 243 (prescription de l'examen psychiatrique et de l'examen médico-psychologique par deux psychiatres et deux médecins) - **Art. 18 (droits nouveaux reconnus aux parties)** (p. 3249) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 44 de la commission (diminution du premier délai à trois mois) - **Art. 19 (information ouverte sur plainte avec constitution de partie civile)** (p. 3250) : sur les amendements de la commission, s'oppose aux n° 45 et n° 46 de conséquence, et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 47 rédactionnel - **Art. 19 bis**

(*constitution de partie civile*) (p. 3251) : accepte les amendements identiques de précision n° 48 de la commission et n° 245 de M. Claude Estier - **Art. 20 (témoin assisté)** : accepte l'amendement n° 246 de M. Claude Estier (cas d'absence d'indices graves et concordants) - **Art. 21 (interdiction d'entendre comme témoin une personne à l'encontre de laquelle il existe des indices graves et concordants de culpabilité)** : s'oppose à l'amendement n° 202 de M. Charles Lederman (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 22 (auditions et confrontations ; communication du dossier)** (p. 3252) : accepte les amendements de la commission, n° 49, rédactionnel, et n° 50 (rétablissement du texte initial), ainsi que le n° 247 de M. Claude Estier (augmentation du délai à cinq jours) - S'oppose à l'amendement n° 203 de M. Charles Lederman (augmentation de quatre à huit jours du délai de convocation des avocats avant l'interrogatoire ou l'audition, ainsi que le délai de mise à leur disposition de la procédure) - (p. 3253) : accepte l'amendement rédactionnel n° 248 de M. Claude Estier et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 51 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression du droit pour les personnes non assistées d'un avocat d'obtenir une copie des pièces et des actes du dossier) - **Art. 24 (interrogation de première comparution)** (p. 3255) : s'oppose à l'amendement n° 204 de M. Charles Lederman (suppression des deuxième et troisième phrases du deuxième alinéa du texte présenté par cet article pour l'article 216 du code de procédure pénale relatives aux déclarations) et accepte les amendements identiques rédactionnels n° 53 de la commission et n° 249 de M. Claude Estier - **Art. 25 (interrogatoire immédiat ou confrontations justifiés par l'urgence)** : accepte l'amendement de coordination n° 54 de la commission - (p. 3256) : s'oppose à l'amendement n° 205 de M. Charles Lederman (rédaction du procès-verbal) - **Art. 27 bis (information des parties)** (p. 3257) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 55 de la commission et n° 250 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 28 (communication aux parties des conclusions des experts)** : son amendement n° 340 : possibilité pour le juge d'instruction de notifier les conclusions d'expertises aux personnes détenues, soit à l'occasion d'un interrogatoire, soit par l'intermédiaire du chef de l'établissement pénitentiaire ; adopté - **Après l'art. 28** (p. 3258) : s'oppose à l'amendement n° 58 de la commission (demande au juge d'instruction de prononcer le renvoi devant la juridiction du jugement) - **Art. 32 (droit d'appel reconnu aux parties)** (p. 3261) : s'oppose à l'amendement de conséquence n° 63 de la commission et accepte l'amendement n° 253 de M. Claude Estier (motivation de l'ordonnance du président de la chambre d'accusation) - **Art. 32 bis (secret de l'instruction)** (p. 3262) : sur les amendements de coordination de la commission, accepte le n° 65 et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 66 - **Art. 32 ter (protection de la présomption d'innocence ; insertion d'une rectification ou diffusion d'un communiqué aux fins de faire cesser l'atteinte à la présomption d'innocence)** (p. 3263) : s'oppose à l'amendement n° 206 de M. Charles Lederman (possibilité pour le magistrat de demander à la personne responsable de supporter les frais d'insertion) - **Art. 32 quater (publication de la décision de non-lieu)** : son amendement n° 341-I : restitution au juge d'instruction d'un pouvoir d'appréciation ; rejeté - **Art. 32 quinquies (rôle de la chambre d'accusation)** : accepte l'amendement de coordination n° 68 de la commission - **Art. 32 sexies (action en insertion forcée menée par une personne nommée ou désignée dans un journal ou écrit périodique)** : s'oppose à l'amendement n° 69 de la commission (point de départ du délai) - **Après l'art. 32 sexies** (p. 3270) : s'oppose aux amendements n° 356 de la commission (cumul des actions que peut entreprendre une personne qui se sent visée par des publications) et n° 257 de M. Claude Estier (délit de refus d'insertion) - **Art. 32 septies (action fondée sur une atteinte au respect de la présomption d'innocence)** (p. 3272) : s'oppose à l'amendement n° 71 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 32 octies (imputation susceptible de porter atteinte à l'honneur ou à la réputation d'une personne physique ou morale diffusée dans le cadre d'une activité de communication audiovisuelle)** (p. 3273) : s'oppose aux amendements n° 261 de M. Claude Estier (délai des actions) ainsi qu'aux amendements de la commission n° 72 rédactionnel et n° 73 de précision - **Après l'art. 32 octies** : s'oppose à l'amendement de coordination n° 357 de la commission - **Art. 32 nonies (perquisitions dans les locaux d'une entreprise de presse ou de communica-**

tion audiovisuelle) (p. 3274) : s'oppose aux amendements n° 262 de M. Claude Estier (domicile d'un journaliste salarié), n° 208 de M. Charles Lederman (renforcement de la protection de la libre information), n° 74 de la commission (introduction du qualificatif « injustifiés » après les substantifs « obstacle » et « retard ») et n° 5 de M. Jean Cluzel (présence d'un avocat lors d'une perquisition dans une entreprise de presse) - **Art. 32 decies (journaliste entendu comme témoin)** (p. 3276) : s'oppose aux amendements, n° 6 de M. Jean Cluzel, rédactionnel, n° 75 de la commission (liberté pour le journaliste entendu comme témoin sur des informations recueillies dans l'exercice de son activité de ne pas en révéler l'origine) et, sur ce dernier, au sous-amendement n° 360 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - **Après l'art. 32 decies** (p. 3277) : ses amendements, n° 345 : abrogation des troisième et quatrième alinéas de l'article 38 de la loi du 29 juillet 1881 ; n° 346 : abrogation des cas prévus aux paragraphes B et C de l'article 35 de la présente loi ; et n° 347 : abrogation de l'interdiction faite à la presse de publier avant décision judiciaire toute information relative à des constitutions de parties civiles ; adoptés - **Titre IV (de la détention provisoire et de la chambre compétente en la matière)** (p. 3278) : accepte l'amendement de coordination n° 76 de la commission - **Art. 33 (collège compétent pour ordonner le placement en détention provisoire)** (p. 3279) : son amendement n° 348 : nouvelle rédaction de cet article ; devenu sans objet - (p. 3282) : s'oppose à l'amendement n° 77 de la commission (possibilité pour le juge d'instruction qui envisage un placement en détention de demander l'avis du président du tribunal ou de son délégué et d'un magistrat du siège) - **Art. 34 (mandats délivrés par le juge d'instruction)** (p. 3285) : ses amendements n° 349 : mandat d'amener ou d'arrêt contre les personnes qui, du fait de leur fuite, n'auraient pu être préalablement mises en examen ; et n° 350 et n° 351 de coordination ; adoptés - **Art. 34 bis (port de menottes)** : accepte l'amendement n° 269 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 36 (hypothèse de la personne qui se soustrait aux obligations du contrôle judiciaire)** (p. 3286) : son amendement de précision n° 352 ; devenu sans objet - **Art. 37 (conditions du placement en détention provisoire)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 83 de la commission - **Art. 38 (décision de placement en détention provisoire)** (p. 3287) : accepte l'amendement de suppression n° 85 de la commission - **Art. 31** (p. 3288) : accepte l'amendement de coordination n° 62 de la commission - **Art. 39 (durée de la détention provisoire en matière correctionnelle)** : sur l'amendement de coordination n° 86 de la commission, qu'il accepte, son sous-amendement n° 361 ; adopté - **Art. 40 (durée de la détention provisoire en matière criminelle)** (p. 3290) : s'oppose à l'amendement n° 210 de M. Charles Lederman (durée du maintien en détention provisoire de la personne qui aurait fait l'objet d'une ordonnance de notification de charges) - **Après l'art. 41** (p. 3291) : son amendement n° 354 : possibilité pour le ministère public de faire appel de toutes les décisions juridictionnelles qui pourront être rendues au cours de l'information ; rejeté - S'oppose à l'amendement n° 275 de M. Claude Estier (cas de l'inculpé placé sous contrôle judiciaire qui ne réside pas dans le ressort de la juridiction compétente) - (p. 3292) : s'oppose à l'amendement n° 276 de M. Claude Estier (cas d'un avocat qui n'exerce pas dans la ville où siège la chambre d'accusation) - **Demande de priorité** (p. 3292) : accepte la demande de priorité formulée par la commission portant sur le titre V bis relatif aux procédures de jugement par les cours d'assises et les tribunaux correctionnels - **Titre V bis (des débats à l'audience de jugement)** (p. 3294) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 101 de la commission - **Art. 53 bis (police de l'audience)** (p. 3297) : s'oppose aux amendements n° 102 de suppression de la commission et n° 214 de précision de M. Charles Lederman - **Art. 53 ter (questions posées aux témoins et à toutes personnes appelées à la barre)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 103 de la commission - **Art. 53 quater (intitulé de la section III du chapitre VI du titre premier du livre deuxième du code de procédure pénale relatif à l'instruction à l'audience, à la production et à la discussion des preuves)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 104 de la commission - **Après l'art. 53 quater** (p. 3298) : sur les amendements de M. Claude Estier, s'oppose au n° 296 (lecture au début des débats de la cour d'assises, non pas de l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation mais du réquisitoire définitif) et accepte le n° 297 (observations présentées par les avocats de la partie

civile puis de la défense sur l'arrêt de renvoi) - **Art. 53 quinquies (contenu des débats)** (p. 3299) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 105 de la commission - **Art. 53 sexies (audition des témoins)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 106 de la commission - **Art. 53 septies (interrogation du témoin)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 107 de la commission - **Art. 53 octies (coordination)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 108 de la commission - **Art. 53 nonies (présentation des pièces à conviction)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 109 de la commission - **Art. 53 decies (police de l'audience et bon déroulement des débats)** (p. 3300) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 110 de la commission - **Art. 53 undecies (identité du prévenu et lecture de l'acte qui a saisi le tribunal)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 111 de la commission - **Art. 53 duodecies (intitulé du paragraphe 3 de la section IV du titre II du livre deuxième du code de procédure pénale relatif à l'instruction à l'audience et à l'administration de la preuve)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 112 de la commission - **Art. 53 terdecies (exposition des faits reprochés au prévenu)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 113 de la commission - **Art. 53 quaterdecies (abrogation de l'article 442 du code de procédure pénale)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 114 de la commission - **Art. 53 quindecies (témoignage des personnes proposées par les parties qui sont présentes à l'ouverture des débats sans avoir été régulièrement citées)** (p. 3301) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 115 de la commission - **Art. 53 sexdecies (serment des témoins)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 116 de la commission - **Art. 53 septemdecies (possibilité pour le président et les assesseurs d'interroger les témoins)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 117 de la commission - **Avant l'art. 53 duodevices** : accepte l'amendement n° 301 de M. Claude Estier (ordre dans lequel les parties en cause ont la parole) - **Art. 53 duodevices (présentation au prévenu ou aux témoins des pièces à conviction)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 118 de la commission - **Art. 53 undevices (coordination)** (p. 3302) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 119 de la commission - **Art. 53 vicies (application des dispositions du présent titre)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 120 de la commission.

Suite de la discussion - (20 novembre 1992) - **Titre V (du régime des nullités de l'information)** (p. 3315) : s'oppose à l'amendement n° 278 de M. Claude Estier (suppression de cette division et de son intitulé) - **Art. 43 (régime des nullités)** - **Art. 171 du code de procédure pénale (cas de nullité)** (p. 3317) : s'oppose à l'amendement n° 91 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) et sur ce dernier, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 363 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - **Art. 172 du code précité (nullité lorsque la méconnaissance des formalités substantielles a porté atteinte aux intérêts de la partie qu'elle concerne)** (p. 3318) : s'oppose à l'amendement n° 92 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 173 du code précité (rôle du juge d'instruction lorsqu'un acte ou une pièce de la procédure est frappée de nullité)** (p. 3319) : sur l'amendement n° 93 de la commission (information des parties de la saisine de la chambre d'accusation par le procureur de la République aux fins d'annulation de la procédure), qu'il accepte, son sous-amendement n° 364 ; adopté - **Art. 174 du code précité (rôle de la chambre d'accusation)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques rédactionnels n° 94 de la commission et n° 291 de M. Claude Estier et accepte l'amendement rédactionnel n° 95 de la commission - **Art. 44 (règlement de l'information)** (p. 3320) : accepte les amendements identiques rédactionnels n° 96 de la commission et n° 292 de M. Claude Estier et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 97 de la commission (délai prévu pour que les parties puissent présenter les requêtes avant communication du dossier au procureur de la République) - **Art. 45 (renvoi devant le tribunal de police)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 212 de M. Charles Lederman - **Art. 46 (renvoi devant le tribunal correctionnel)** (p. 3321) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 98 de la commission (suppression du paragraphe 1 de cet article relatif à la mise en détention provisoire du prévenu) et s'oppose à l'amendement n° 213 de M. Charles Lederman (suppression du paragraphe 2 de cet article relatif à l'ordonnance de renvoi) - **Art. 49**

(constatation des nullités par le tribunal correctionnel) (p. 3322) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 99 de la commission - **Art. 53** (portée des nullités) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 100 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 57** (renvoi pour cause d'interruption du cours de la justice) (p. 3323) : sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 121 (possibilité pour les parties de demander le renvoi en cas d'interruption du cours de la justice) et accepte le n° 362 de conséquence - **Art. 58** (nouvelle demande de renvoi après rejet) (p. 3324) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 123 de la commission (possibilité de présenter après un premier rejet une nouvelle demande hors renvoi pour suspicion légitime fondée sur des faits nouveaux) - **Art. 60 bis** (garde à vue d'un mineur) (p. 3324, 3325) : accepte l'amendement n° 216 de M. Charles Lederman I (impossibilité de placer un mineur de treize ans en garde à vue) et II, de coordination et s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de la commission n° 124 de coordination et n° 125 de précision - **Art. 60 ter** (assistance d'un avocat) : accepte l'amendement n° 127 de la commission (désignation de l'avocat d'un mineur faisant l'objet de poursuites non pas par le procureur de la République ni par le juge mais par le bâtonnier) - **Art. 60 nonies** (assistance obligatoire d'un avocat lors de la première comparution) (p. 3326) : accepte l'amendement de coordination n° 131 de la commission - **Après l'art. 60 decies** (p. 3328) : sur l'amendement n° 134 de la commission (possibilité pour les mineurs de bénéficier d'une mesure ou d'une activité d'aide ou de réparation à l'égard de la victime dans l'intérêt de la collectivité), son sous-amendement n° 358 ; rejeté - **Art. 60 undecies** (maintien des règles relatives à l'audience devant le tribunal pour enfants) : accepte l'amendement de suppression n° 135 de la commission - **Art. 61** (prise en charge par l'Etat des frais de justice pénale) (p. 3329) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 136 de la commission (suppression des mots « et sans recours envers les condamnés ») - **Après l'art. 62** (p. 3330) : s'oppose à l'amendement n° 138 de la commission (rétablissement de la consignation) - **Art. 63** (constitution de partie civile abusive) (p. 3330, 3331) : accepte les amendements de M. Claude Estier n° 304 (choix accordé à la personne ayant fait l'objet du non lieu de demander la publicité de l'audience) et n° 305, rédactionnel, et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 220 de M. Charles Lederman (prix pratiqué par les journaux dans lesquels doit paraître une insertion) - **Art. 81** (droit fixe de procédure) (p. 3333) : s'oppose à l'amendement n° 141 de la commission (maintien à 50 francs du droit fixe de procédure en matière d'ordonnance pénale) - **Art. 62** (formalité du dépôt de plainte avec constitution de partie civile) : accepte l'amendement de suppression n° 137 de la commission - **Art. 84** (lecture des arrêts de la chambre d'accusation) (p. 3334) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 143 de la commission (maintien de la collégialité lors de la lecture de l'arrêt de la chambre d'accusation) et n° 308 de M. Claude Estier (maintien de la collégialité lors de la lecture de l'arrêt de la chambre d'accusation) - **Art. 88** (casier judiciaire) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 144 de la commission - **Art. 92** (composition de la commission chargée d'allouer l'indemnité pour détention provisoire abusive) (p. 3335) : accepte l'amendement n° 146 de la commission (présidence de la commission ou des formations qui la composent) - **Après l'art. 93** (p. 3336) : s'oppose à l'amendement n° 147 de la commission (répartition par le président du tribunal après avis du Procureur de la République, des affaires entre les différentes formations et fixation du rôle des audiences) - **Art. 94** (exécution d'une ordonnance pénale) (p. 3337, 3338) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 148 de la commission (décompte du délai d'opposition) et n° 311 de M. Claude Estier (délai de trente jours dans le cas où la lettre ne parvient pas à son destinataire) - **Art. 96** (recouvrement et réclamation) : s'oppose aux amendements n° 312, rédactionnel, de M. Claude Estier et n° 222 de M. Charles Lederman (délai accordé à l'intéressé pour former une réclamation) - **Art. 97** (irrecevabilité constatée par le ministère public) : s'oppose à l'amendement n° 313 de M. Claude Estier (nécessité de signifier l'irrecevabilité) - **Après l'art. 97** (p. 3339) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 149 de la commission (révision des procès-verbaux) - **Art. 98** (prescription de la peine en matière

d'amende) (p. 3340) : s'oppose à l'amendement n° 314 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction de cet article) - **Après l'art. 165** (p. 3347) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 223 de M. Camille Cabana (poursuite de l'action publique) - **Après l'art. 166** : son amendement n° 355 : entrée en vigueur du projet de loi ; devenu sans objet - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 191 de la commission (condition d'entrée en vigueur du projet de loi) - **Seconde délibération** (p. 3348) : accepte la demande de seconde délibération formulée par la commission sur les articles 3, 7 et 8 - **Sur l'ensemble** (p. 3351) : présomption d'innocence - Travaux du Sénat.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques [n° 10 (92-93)]** - (1^{er} décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3552) : rapport Bouchery - Service central chargé de la prévention et de la corruption : pouvoirs et missions - Juridictions spécialisées dans la lutte des trafics financiers illicites - Traitement du renseignement et de l'action contre les circuits financiers clandestins, TRACFIN - (p. 3553) : service central chargé de la prévention de la corruption : saisine, respect des principes fondamentaux de l'organisation judiciaire et des libertés individuelles - **Titre I^{er}** (service central de prévention de la corruption) (p. 3555) : s'oppose aux amendements identiques n° 103 de la commission et n° 219 de M. Charles Lederman (suppression du titre I^{er} et de son intitulé).

- **Projet de loi modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales [n° 348 (91-92)]** - (8 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3727) : lois de 1972 sur la filiation, de 1975 sur le divorce, de 1976 sur l'adoption et de 1987 sur l'autorité parentale - Liberté individuelle en matière d'état civil - Etablissement des liens de filiation en fonction des progrès scientifiques - Institution d'un juge unique de la famille - Législation sur les prénoms - Amélioration des procédures de changement de nom - (p. 3728) : droit des femmes à l'accouchement secret - Anonymat du don de sperme - Tests d'identification génétique - Etablissement judiciaire du lien de filiation - (p. 3729) : exercice conjoint de l'autorité parentale par la famille naturelle - Audition du mineur en justice - Droits de l'enfant - Convention des Nations unies du 20 novembre 1989 - Maintien de l'autorité parentale conjointe après le divorce - Alignement des règles de l'autorité parentale dans la famille naturelle sur celles qui s'appliquent à la famille légitime - Règle de l'égalité des filiations - Création du juge aux affaires familiales, JAF - (p. 3730) : compétences du JAF en matière d'exercice de l'autorité parentale, du droit de visite, d'hébergement et d'obligation alimentaire - (p. 3738) : possibilité pour l'enfant devenu majeur de retrouver son nom d'origine - Conditions d'exercice des actions de recherche de paternité ou de contestation de filiation - Action en désaveu du père - (p. 3739) : jugement déclaratif de naissance - Légitimation de l'enfant décédé - Souligne que l'institution du JAF n'est pas une création mais un transfert de contentieux - Contestation du choix d'un prénom - Secret des naissances et de l'accouchement « sous X » - Justice sociale - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 3739) : sur l'amendement de forme n° 53 de M. Charles de Cuttoli qu'il accepte, son sous-amendement n° 94 ; adopté - Accepte l'amendement de forme n° 54 de M. Charles de Cuttoli - **Art. 1^{er}** (libre choix des prénoms de l'enfant par les parents) (p. 3740) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 57 de M. Charles de Cuttoli (élévation à quinze jours du délai dans lequel une déclaration de naissance doit être faite en pays étranger) - (p. 3741) : sur l'amendement n° 1 de la commission qu'il accepte (choix par les parents des prénoms dans l'intérêt de l'enfant), son sous-amendement n° 89 ; adopté - S'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 65 (suppression par le juge sur le registre de l'état civil du prénom qui porte préjudice à l'intérêt de l'enfant) et n° 66 (aide juridictionnelle de droit pour les parents) - (p. 3742) : s'oppose à l'amendement n° 58 de M. Charles de Cuttoli (absence de prise en compte pour les Français nés à l'étranger, dans les actes et procédures en France, des énonciations et mentions des actes étrangers relatifs aux nom et prénoms qui seraient contraires à la loi française) - S'oppose à l'amendement n° 67 de M. Charles Lederman (obligation de mentionner toute naissance en marge de l'acte de naissance de chacun des auteurs de l'enfant déclaré ou reconnu) - **Art. 2** (changements de prénom et de nom) - **Article 61 du code civil** (p. 3744) : s'en remet à la

sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 de la commission (autorisation de changement de nom par décret) - Accepte l'amendement de coordination n° 3 de la commission - **Art. 61-2** (p. 3745) : accepte l'amendement n° 4 de la commission (réduction de six à deux mois du délai dans lequel tout intéressé peut faire opposition devant le conseil d'Etat au décret portant changement de nom) - **Art. 61-4** (p. 3746) : s'oppose à l'amendement n° 5 de la commission (modification du nom d'un majeur liée au changement du lien de filiation et au consentement) - **Art. 61-6** : accepte l'amendement n° 6 de la commission (suppression de la détermination par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application de la présente section) - **Art. 3 (acte de reconnaissance d'un enfant naturel)** (p. 3746) : s'oppose à l'amendement n° 7 de la commission (nouveau rédaction de cet article garantissant la protection de l'anonymat de la mère si elle en a exprimé le souhait, en matière de reconnaissance d'un enfant naturel) et, sur cet amendement, son sous-amendement n° 90 ; réservé puis rejeté (p. 3760) - **Après l'art. 3** (p. 3747) : s'oppose à l'amendement n° 59 de M. Charles de Cuttoli (déclarations de décès dans les pays étrangers dans un délai de dix jours) - **Art. 4 (actes de naissance et de décès de l'enfant né vivant et viable)** (p. 3748) : accepte l'amendement n° 74 de M. Claude Estier (établissement par l'officier d'état civil d'un acte d'enfant sans vie dès lors qu'aucun certificat médical n'est produit à l'appui de la naissance vivante et viable de l'enfant) - **Après l'art. 4** (p. 3749) : accepte l'amendement rédactionnel n° 61 de M. Charles de Cuttoli et s'oppose à son amendement n° 62 (extension de la procédure de rectification des erreurs matérielles commises lors de la rédaction des actes de naissance et de mariage de toute personne née à l'étranger aux mentions qui sont apportées à ces actes) - (p. 3751) : s'oppose à l'amendement n° 63 de M. Charles de Cuttoli (simplification administrative des rectifications des actes d'état civil des Français ayant vécu en Algérie ou dans les anciens territoires français d'outre-mer) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 95 ; rejeté - (p. 3752) : s'oppose à l'amendement n° 75 de M. Claude Estier (inscription sur le livret de famille de deux nouveaux époux, de l'enfant né et décédé avant le mariage) - **Art. 5 (francisation des noms et prénoms) - Article 11 de la loi n° 72-964 du 25 octobre 1972** : accepte l'amendement n° 8 de la commission (réduction du délai de recours de six mois à deux mois pour la francisation des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité française) - **Art. 12** : accepte l'amendement de coordination n° 52 de la commission - **Art. 6 bis (consentement du mineur de plus de treize ans au port du nom d'usage)** (p. 3753) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 9 de la commission - **Chapitre 1^{er} bis (l'obligation alimentaire)** (p. 3753) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 10 de la commission (suppression de cette division et de son intitulé) - **Art. 7 A (modification de terminologie)** (p. 3754) : accepte l'amendement de suppression n° 14 de la commission - Demande la réserve de l'article 8 et de l'amendement n° 15 jusqu'après l'examen de l'article 15 et de l'amendement n° 22 - **Après l'art. 8** (ouverture à l'enfant majeur de l'action en rétablissement de la présomption de paternité) : accepte l'amendement n° 16 de la commission (ouverture à l'enfant majeur dans les deux années qui suivent sa majorité de l'action en rétablissement de la présomption de paternité) - **Art. 9 (légitimation post-nuptias)** (p. 3755) : accepte l'amendement rédactionnel n° 17 de la commission - **Art. 10 (preuve judiciaire de la filiation légitime)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 18 de la commission - **Après l'art. 11 (consentement de l'enfant majeur à la modification de son patronyme)** (p. 3756) : accepte l'amendement n° 19 de la commission (absence d'effet sur son patronyme de la mention de la légitimation sur l'acte de naissance d'un enfant majeur si l'acte ne comporte pas en outre la mention du consentement de l'intéressé à la modification de son patronyme) - **Art. 12 (nom de l'enfant légitimé)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 20 de la commission - **Art. 13 (déclaration du changement de nom de l'enfant naturel - consentement de l'enfant de plus de treize ans)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 21 de la commission (contrôle de la réalité et de l'intégrité des consentements requis lors de la déclaration conjointe par le juge aux affaires familiales) - **Art. 15 (suppression des cas d'ouverture de l'action en recherche de paternité naturelle)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 22 de la commission - **Art. 8 pré-**

cédemment réservé) (*suppression des fins de non recevoir de l'action en recherche de paternité naturelle*) (p. 3757) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 15 de la commission - **Art. 15 bis (action en recherche de paternité en cas de procréation médicalement assistée)** (p. 3758) : accepte l'amendement de suppression n° 23 de la commission - **Art. 17 (délais d'exercice de l'action en recherche de paternité)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 24 de la commission - **Art. 18 (preuve de la maternité naturelle)** (p. 3759) : s'oppose à l'amendement n° 25 de la commission (maintien des restrictions de l'action en recherche de la filiation mais suppression de la preuve par la possession d'état qui est désormais une preuve extra-judiciaire de la filiation naturelle) et, sur cet amendement au sous-amendement n° 88 de M. Lucien Neuwirth - **Art. 19 (action à fins de subsides et preuve de la non paternité)** (p. 3760) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 26 de la commission - **Art. 23 quater (exercice de l'autorité parentale après divorce)** (p. 3761) : sur l'amendement n° 27 de la commission (rôle du juge pour apprécier l'intérêt de l'enfant), son sous-amendement n° 91 ; rejeté - **Art. 23 sexies (exercice de l'autorité parentale au sein des familles légitimes et naturelles)** (p. 3763) : s'oppose aux amendements, n° 28 de la commission (exercice en commun de l'autorité parentale pour les enfants naturels reconnus) et n° 78 de M. Claude Estier (conditions d'exercice en commun de l'autorité parentale pour les enfants naturels reconnus) - **Art. 23 nonies (exercice de l'autorité parentale en cas de séparation de corps)** (p. 3764) : s'oppose à l'amendement n° 29 de la commission (exercice de l'autorité parentale en cas de séparation de corps selon l'intérêt de l'enfant soit en commun par les deux parents, soit par celui d'entre eux à qui le juge l'a confié), et sur cet amendement, son sous-amendement n° 92 ; rejeté - **Art. 23 undecies (autorité parentale sur un enfant naturel)** (p. 3766) : s'oppose à l'amendement n° 68 de M. Charles Lederman (conditions d'exercice en commun de l'autorité parentale par le père et la mère non mariés dès lors que l'un et l'autre ont reconnu l'enfant) - Accepte les amendements de la commission, n° 30 rédactionnel, n° 31 (possibilité pour le juge aux affaires familiales d'accorder un droit de surveillance au parent qui n'a pas l'exercice de l'autorité parentale) et n° 32 (contribution à l'entretien et à l'éducation à proportion de ses ressources et de celles de l'autre parent, du parent chez lequel les enfants ne résident pas habituellement en cas d'exercice en commun de l'autorité parentale) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour son amendement n° 97 (exercice de l'autorité parentale par la mère ; toutefois elle peut être exercée en commun par les deux parents) - **Art. 23 terdecies (dispositions transitoires)** (p. 3767) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 33 de la commission - **Art. 24 (le juge aux affaires familiales juge de tous les divorces)** (p. 3768) : s'oppose aux amendements n° 81 de M. Claude Estier (compétence du juge aux affaires familiales dans tous les cas où elle est demandée par les avocats ou lorsqu'il ne s'agit que de constater l'accord des époux) et n° 69 de M. Charles Lederman (compétence du juge aux affaires familiales pour prononcer le divorce quelle qu'en soit la cause et renvoi d'une affaire en l'état à une audience collégiale de droit si l'une des parties le demande) - **Art. 25 (transferts de compétences au profit du juge aux affaires familiales)** (p. 3769) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 82 de M. Claude Estier - **Après l'art. 25** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 85 de M. Claude Estier - **Art. 26 (institution d'un juge aux affaires familiales)** (p. 3770) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 86 de M. Claude Estier - Accepte l'amendement n° 41 de la commission (compétence du juge aux affaires familiales pour siéger au sein de l'instance collégiale en cas de renvoi) - S'oppose à l'amendement n° 70 de M. Charles Lederman (possibilité pour les parties de voir leurs litiges jugés par une formation collégiale, y compris si une seule d'entre elles le demande) - **Art. 26 bis (dispense d'avocat pour certaines affaires soumises aux juges aux affaires familiales)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 42 de la commission - **Art. 26 ter (audition du mineur en justice)** : s'oppose à l'amendement n° 43 de la commission (suppression de la référence à l'appel de la décision qui refuse l'audition du mineur en justice, possibilité pour celui-ci d'être entendu seul et autorisation pour le juge de désigner une autre personne que celle choisie par l'enfant s'il lui paraît que le choix n'est pas conforme aux intérêts du mineur) et sur cet amendement, son sous-amendement n° 93 ; rejeté - **Art. 26**

quinquies (désignation d'un administrateur ad hoc pour représenter l'enfant en justice) (p. 3772) : accepte l'amendement rédactionnel n° 45 de la commission et sur cet amendement, le sous-amendement n° 87 de M. Claude Estier - **Art. 27 A** (accomplissement par le mineur délinquant d'une activité de réparation) (p. 3773) : accepte les amendements identiques de suppression n° 46 de la commission et n° 72 de M. Charles Lederman - **Art. 27** (abrogations) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 47 de la commission - **Art. 29** (application de la loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte) : accepte l'amendement n° 48 de la commission (suppression de la mention de l'extension au territoire de la Polynésie française des dispositions de ce texte) ; adopté - **Après l'art. 29** : son amendement n° 96 ; détermination par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application de la présente loi ; rejeté - **Art. 30** (entrée en vigueur de la loi) (p. 3774) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 50 de la commission et accepte son amendement de coordination n° 51.

- **Projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et à la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 64 (92-93)]** - (9 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3789) : s'engage à défendre les dispositions relatives à l'auto-avortement figurant dans le nouveau code pénal et remises en cause par un article du DMOS déposé à l'Assemblée nationale - (p. 3791) : consensus sur le nouveau code pénal - Dimension purement symbolique du maintien d'une incrimination d'auto-avortement - Demande l'adoption des conclusions de la CMP.

- **Projet de loi modifiant le code civil et relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits - Deuxième lecture [n° 11 (92-93)]** - (9 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3813, 3814) : exonération de responsabilité pour risque de développement - Cumul du régime de responsabilité actuellement applicable et du nouveau régime établi par le texte en discussion - Délais de prescription - **Art. 1^{er}** - **Art. 1386-5 du code civil** (p. 3820, 3821) : sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 5 (mise en circulation unique du produit) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 6 de coordination - **Art. 1386-6-1** : son amendement n° 18 : recours du fournisseur contre le producteur : bénéfice du cumul des régimes de responsabilité ; adopté - **Art. 1386-9** (p. 3822) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 7 de la commission - **Art. 1386-10 (causes d'exonération)** : s'oppose à l'amendement n° 8 de la commission (suppression de l'exonération pour risques de développement) - (p. 3824) : accepte l'amendement rédactionnel n° 9 de la commission - **Art. 1386-14** (p. 3825) : s'oppose à l'amendement de suppression pour coordination n° 10 de la commission - **Art. 1386-15 (extinction de la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits)** (p. 3826) : s'oppose aux amendements n° 11, de suppression, de la commission, et n° 16 de M. Robert Pagès (organisation du délai de prescription dans le sens d'une meilleure protection du consommateur) - **Art. 1386-16 (prescription de trois ans pour l'action en réparation)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 12 de la commission - **Art. 2** (p. 3827) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 13 de la commission - **Art. 7** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 14 de la commission - **Art. 8** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 15 de la commission - **Après l'art. 8** : son amendement n° 17 : recouvrement des recettes par les créanciers publics ; adopté après modification par le sous-amendement n° 20 de la commission, qu'il accepte - **Art. 9 (application aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte)** : son amendement n° 19 : exclusion de l'article additionnel adopté après l'article 8 ; adopté.

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale - Deuxième lecture [n° 70 (92-93)]** - (11 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3943) : garde à vue - Droits de la défense en cours d'information - Purge des nullités - Privilèges de juridiction - Présomption d'innocence - Presse - (p. 3944) : intervention d'un avocat en cours de garde à vue - Modalités de la mise en examen - Ordonnance de notification de charges - Collégialité - (p. 3945) : audience de jugement - Travaux de l'Assemblée nationale - **Art. 1^{er} AA** (p. 3949) : accepte l'amendement de suppression n° 3 de la commission - **Après**

l'art. 1^{er} A (p. 3951) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 de M. Michel Charasse (rôle des agents des douanes) - **Après l'art. 1^{er} A** (p. 3953) : s'oppose à l'amendement n° 102 de M. Claude Estier (introduction des règles de la procédure civile dans le code de procédure pénale) - **Art. 1^{er} CA (directeurs départementaux de la police territoriale)** (supprimé par l'Assemblée nationale) : s'oppose à l'amendement n° 4 de la commission (attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux directeurs départementaux de la police territoriale) - **Art. 1^{er} bis** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 103 de M. Claude Estier - **Art. 1^{er} ter** : accepte l'amendement de suppression n° 5 de la commission - **Art. 3** (p. 3954) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier n° 104 (garde à vue des témoins), n° 106 (nécessité d'indices de culpabilité graves et concordants) et n° 107 (possibilité pour le procureur de la République en cas d'éloignement de plus de trois kilomètres de déléguer le juge d'instance pour accorder l'autorisation de prolongation de la garde à vue) - Accepte les amendements identiques n° 6 de la commission et n° 105 de M. Claude Estier (possibilité de placer un témoin en garde à vue dans le cadre de l'enquête de flagrance) - (p. 3955) : s'oppose à l'amendement n° 7 de la commission (maintien du droit actuel sur la prolongation de la garde à vue avec toutefois la possibilité d'une prolongation inférieure à vingt-quatre heures) - **Art. 4 - Art. 63-1 du code de procédure pénale** (p. 3956) : s'oppose aux amendements n° 108 de précision de M. Claude Estier et n° 98 de M. Charles Lederman (traduction des informations dans la langue que comprend la personne gardée à vue après lecture ou traduction dans cette langue) - **Art. 63-2 du code précité** : s'oppose à l'amendement n° 9 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 63-3 du code précité** (p. 3957) : s'oppose aux amendements n° 99 de M. Charles Lederman (possibilité pour la personne gardée à vue de choisir librement un médecin qui peut être son médecin de famille ou un médecin spécialiste de son affection) et n° 112, rédactionnel de M. Claude Estier, et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 109 de M. Claude Estier (possibilité pour le médecin désigné de prendre contact avec le médecin traitant de la personne gardée à vue) - **Art. 63-4 du code précité** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 10 de la commission - **Art. 63-1 du code précité** : s'oppose à l'amendement de coordination n° 8 de la commission - **Après l'art. 63-4 du code précité** (p. 3970) : s'oppose à l'amendement n° 116 de M. Claude Estier (possibilité pour le bâtonnier ou son délégué de se rendre sur les lieux de la garde à vue pour en constater les conditions) - **Art. 63-5 du code précité** : s'oppose à l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Après l'art. 4** (p. 3971) : s'oppose à l'amendement n° 117 de M. Claude Estier (traitement de la personne gardée à vue) - **Art. 5** : s'oppose aux amendements n° 12 de coordination de la commission et n° 118 de M. Claude Estier (motif des refus) - **Art. 6 bis et 6 ter** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de suppression de la commission n° 13 et n° 14 - **Art. 7** (p. 3972) : s'oppose aux amendements de la commission, n° 15 (nécessité pour l'officier de police judiciaire d'informer le procureur de la République lorsqu'il est amené à garder une personne à sa disposition) et n° 16 de coordination - **Art. 8** : s'oppose à l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement de la possibilité de placer un témoin en garde à vue) - **Art. 10** (p. 3973) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 18 rédactionnel et s'oppose au n° 19 de coordination - **Art. 11** : accepte l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Titre III** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement de la rédaction adoptée par le Sénat en première lecture) - **Art. 15 - Art. 80-1 du code précité** (p. 3975) : s'oppose à l'amendement n° 119 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction de cet article) ainsi qu'aux amendements de la commission, n° 23 (substitution des mots « juge d'instruction » à ceux de « procureur de la République »), n° 24 de précision, n° 25 et n° 26 rédactionnels et n° 27 de coordination - **Art. 80-3 du code précité** (p. 3976) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 28 de la commission - **Après l'art. 15** : s'oppose à l'amendement n° 124 de M. Claude Estier (peines applicables à toute personne faisant ou laissant faire état publiquement d'une mise en examen) - **Art. 16** (p. 3977) : s'oppose à l'amendement n° 126 de M. Claude Estier (prescription des examens psychiatriques et médico-psy-

chologiques) - **Art. 19** : s'oppose aux amendements n° 127 de M. Claude Estier (rôle du juge d'instruction lors de la mise en examen) et n° 30 de coordination de la commission - Sur les amendements de la commission, accepte le n° 31 de coordination et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 32 rédactionnel - **Art. 22** (p. 3978) : accepte l'amendement n° 33 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 25** : sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 34 de coordination et accepte le n° 35 rédactionnel - **Art. 28 bis** (*clôture de l'instruction*) (*supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 3979) : s'oppose à l'amendement n° 36 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture en retenant toutefois le délai d'un an) - **Art. 32** : s'oppose à l'amendement de conséquence n° 37 de la commission - **Art. 32 quater** (p. 3980) : s'oppose à l'amendement n° 38 de la commission (limitation de la publication aux seuls supports où la personne a été présentée comme coupable) - **Art. 32 quinquies** (p. 3981) : s'oppose à l'amendement n° 39 de la commission (cas où la chambre d'accusation est amenée à publier la rectification qui s'impose lorsqu'une personne est présentée comme coupable) - **Art. 32 septies B** (*protection de la présomption d'innocence*) : s'oppose à l'amendement n° 40 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 32 septies C** (*protection de présomption d'innocence*) : s'oppose à l'amendement n° 41 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 32 septies D** (p. 3982) : s'oppose à l'amendement n° 42 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 32 decies** : accepte l'amendement n° 44 de la commission (journalistes entendus comme témoins) - **Art. 33** (p. 3984) : accepte l'amendement n° 45 de la commission, à l'exception du paragraphe II relatif à l'entrée en vigueur de ces dispositions (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 11** (*suite*) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 21 de la commission - **Art. 17** : s'oppose à l'amendement de coordination n° 29 de la commission - **Art. 33 bis** (*composition du tribunal correctionnel*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 46 de la commission - **Art. 34** : s'oppose à l'amendement de coordination n° 47 de la commission - **Art. 35** (p. 3985) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 48 de la commission - **Art. 38** : s'oppose aux amendements, n° 49 de suppression de la commission et n° 139 de M. Claude Estier (délai maximum de deux jours ouvrables) - **Art. 39** (p. 3986) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 50 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 40** : s'oppose à l'amendement de coordination n° 51 de la commission - **Art. 42** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 52 de la commission - **Titre V** (p. 3987) : s'oppose à l'amendement n° 140 de M. Claude Estier (suppression de cette division et de son intitulé) - **Art. 43** - **Art. 171 du code précité** : s'oppose à l'amendement n° 53 de la commission (définition de la nullité) - **Art. 172 du code précité** (p. 3988) : s'oppose à l'amendement de conséquence n° 54 de la commission - **Art. 174 du code précité** : s'oppose aux amendements n° 143 de M. Claude Estier (suppression du premier alinéa du texte présenté par l'article 43 et par l'article 174 du code de procédure pénale) et n° 55 de conséquence de la commission - **Art. 44** (p. 3989) : s'oppose à l'amendement n° 56 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 45** : s'oppose aux amendements, n° 100 de suppression de M. Charles Lederman et n° 57 de coordination de la commission - **Art. 46** (p. 3990) : s'oppose aux amendements de la commission, n° 58 de conséquence, et n° 59 de coordination, ainsi qu'à l'amendement n° 101 de M. Charles Lederman (suppression du paragraphe II de cet article relatif au fait que l'ordonnance de présomption de charges prononçant le renvoi couvre les vices de la procédure antérieure) - **Art. 49** : s'oppose à l'amendement de conséquence n° 60 de la commission - **Art. 53** (p. 3991) : s'oppose à l'amendement de conséquence n° 61 de la commission - **Art. 53 bis** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 62 de la commission - **Art. 53 ter** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 63 de la commission - **Art. 53 quater** - **53 quinquies** - **53 sexes** - **53 septies** et **53 octies** (p. 3993) : s'oppose aux amendements de suppression de la commission, n° 64, n° 65, n° 66, n° 67 et n° 68 - **Art. 53 nonies** - **53 decies** - **53 undecies** - **53 duodecies** - **53 terdecies** - **53 quaterdecies** et **53 quindecies** (p. 3994) : s'oppose aux amendements de suppression de la

commission, n° 69, n° 70, n° 71, n° 72, n° 73, n° 74 et n° 75 - **Art. 53 sexdecies** - **53 septemdecies** - **53 duodevicies** et **53 undevicies** (p. 3995) : s'oppose aux amendements de suppression de la commission, n° 76, n° 77, n° 78 et n° 79 - **Art. 57** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 80 de la commission (possibilité pour les parties de demander le renvoi quand le cours de la justice est interrompu) - **Art. 60 bis** (p. 3996) : s'oppose à l'amendement n° 81 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 60 decies** (*mise en détention provisoire d'un mineur*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 82 de la commission - **Art. 60 undecies A** (*activités ou mesures d'aide ou de réparation accomplies par un mineur délinquant*) : s'oppose à l'amendement n° 83 de la commission (accord préalable du mineur) - **Art. 60 undecies** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 84 de la commission - **Art. 84** (p. 3998) : s'oppose aux amendements identiques n° 85 de la commission et n° 156 de M. Claude Estier (suppression du paragraphe I relatif à la possibilité de lecture de la décision par le président ou l'un des conseillers en l'absence des autres conseillers) - **Art. 94** (p. 3999) : demande le retrait de l'amendement n° 86 de la commission (substitution des mots « à compter de la date de réception de la lettre » à ceux de « à compter de la date d'envoi de la lettre ») - **Art. 97** : s'oppose à l'amendement n° 159 de M. Claude Estier (nécessité d'informer le contrevenant) - **Art. 97 bis A** (*révision*) (*supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 4000) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 89 de la commission (rétablissement de cet article) - **Art. 98** : s'oppose à l'amendement n° 160 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 98 bis** (*application outre-mer*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 90 de la commission - **Art. 100** (*coordination*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 91 de la commission - **Art. 102** (*coordination*) (p. 4001) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 92 de la commission - **Art. 122** (*coordination*) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 93 de la commission - **Art. 122 bis** (*coordination*) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 94 de la commission - **Art. 131** (*coordination*) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 95 de la commission - **Art. 166** (*substitution au sein du code de procédure pénale du terme d'« avocat » au terme de « conseil »*) (p. 4002) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 96 de la commission - **Art. 167** (*entrée en vigueur - Application outre-mer*) (p. 4004) : s'oppose à l'amendement n° 97 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Après l'art. 167** (p. 4005) : son amendement n° 161 : fixation des conditions d'application de la présente loi à compter du 1^{er} septembre 1994 à Mayotte et aux territoires d'outre-mer, après consultation des assemblées, par une loi ultérieure ; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 4006) : qualité des travaux de la commission et du Sénat.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° 87 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (18 décembre 1992) - **Art. 15 bis** (*par priorité*) (*dépénalisation de l'auto-avortement*) (p. 4269) : accepte les amendements identiques de suppression n° 24 de la commission et n° 58 de la commission saisie pour avis - Compromis adopté en CMP sur le nouveau code pénal.

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale - Nouvelle lecture** [n° 156 (92-93)] - (19 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4448, 4449) : échec de la commission mixte paritaire - Accord des deux assemblées - Garde à vue - Réforme des nullités - Suppression des privilèges de juridiction - Liberté d'information - Divergence entre l'Assemblée nationale et le Sénat - Intervention d'un avocat au cours de la garde à vue - Mise en examen - Maintien par le Sénat du système actuel de l'inculpation - Mise en détention provisoire - Collégialité - Audience de jugement - **Art. 1^{er} AA** (p. 4452) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 1 de la commission - **Art. 1^{er} AB** - supprimé par l'Assemblée nationale (p. 4453) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 110 de M. Michel Charasse (rétablissement de cet article) - **Art. 1^{er} ter** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 2 de la commission - **Art. 3** (p. 4454) : s'oppose aux amendements de la commission n° 3 (suppression du deuxième alinéa du texte présenté par cet article pour l'article 63 du code de procédure pénale) et n° 4 (rétablisse-

ment des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 4** - *Art. 63-1 du code de procédure pénale* : s'oppose à l'amendement n° 5 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - *Art. 63-2 du code précité* : s'oppose à l'amendement n° 6 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - *Art. 63-4 du code précité* : s'oppose à l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - *Art. 63-5 du code précité (supprimé par l'Assemblée nationale)* (p. 4455) : s'oppose à l'amendement de rétablissement n° 8 de la commission - **Art. 5** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 9 de la commission - **Art. 6 bis et 6 ter** (p. 4456) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de suppression de la commission n° 10 et n° 11 - **Art. 7** : s'oppose aux amendements de la commission, n° 12 (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture) et n° 13 de coordination - **Art. 8** : s'oppose à l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture) - **Art. 10** (p. 4457) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 15 de la commission - **Art. 11** : sur les amendements de la commission, accepte le n° 16 (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture) et s'oppose au n° 17 de coordination - **Titre III** : s'oppose à l'amendement n° 111 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture) - **Art. 14** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 18 de la commission - **Art. 15** - *Art. 80-1 du code précité* (p. 4458) : s'oppose aux amendements de la commission, n° 19 (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture), n° 20, n° 21 et n° 23 de conséquence, et n° 22 rédactionnel - *Art. 80-2 du code précité* (p. 4459) : s'oppose à l'amendement n° 24 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture) - *Art. 80-3 du code précité* : s'oppose à l'amendement de conséquence n° 25 de la commission - **Art. 17** : s'oppose à l'amendement de coordination n° 26 de la commission - **Art. 19** : s'oppose aux amendements de la commission, n° 27 (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture), n° 28 de conséquence et n° 29 rédactionnel - **Art. 22** : s'oppose à l'amendement n° 30 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture) - **Art. 25** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 31 de la commission - **Art. 29** (p. 4461) : s'oppose à l'amendement n° 32 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture) - **Art. 32** : s'oppose aux amendements de la commission, n° 33 (appel de la décision de clôture ou de réserve) et n° 34 (conditions de l'appel des ordonnances du juge d'instruction intervenues en matière d'expertise) - **Art. 32 quater** : s'oppose à l'amendement n° 35 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture) - **Art. 32 quinquies** : s'oppose à l'amendement n° 36 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture) - **Art. 32 septies C** (p. 4462) : s'oppose à l'amendement n° 37 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture) - **Art. 32 septies D (modalités de l'action en justice)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 38 de la commission - **Art. 32 septies** : s'oppose à l'amendement n° 39 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture) - **Art. 33** (p. 4463) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 40 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture) - **Art. 33 bis** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 41 de la commission - **Art. 34 et 35** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de conséquence n° 42 et n° 43 de la commission - **Art. 36** : s'oppose à l'amendement de conséquence n° 44 de la commission - **Art. 38** (p. 4464) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 45 de la commission - **Art. 39** : s'oppose à l'amendement de conséquence n° 46 de la commission - **Art. 40** (p. 4465) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 47 de la commission - **Art. 42** (p. 4465) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 48 de la commission - **Art. 43** : s'oppose aux amendements de la commission n° 49 et n° 50 (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture) - **Art. 44** : s'oppose à l'amendement n° 51 de la commission (rétablissement des dispositions

adoptées par le Sénat en deuxième lecture) - **Art. 45** (p. 4466) : s'oppose à l'amendement n° 112 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture) - **Art. 46** : s'oppose à l'amendement de conséquence n° 52 de la commission - **Art. 46 bis** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 53 de la commission - **Art. 49 et 53** (p. 4467) : s'oppose aux amendements de conséquence de la commission, n° 54 et n° 55 - **Art. 53 bis - 53 ter - 53 quater et 53 quinquies** : s'oppose aux amendements de suppression de la commission, n° 56, n° 57, n° 58 et n° 59 - **Art. 53 sexes - 53 septies - 53 octies - 53 nonies - 53 decies - 53 undecies et 53 duodecies** (p. 4468) : s'oppose aux amendements de suppression de la commission n° 60, n° 61, n° 62, n° 63, n° 64, n° 65 et n° 66 - **Art. 53 terdecies - 53 quaterdecies - 53 quindecies - 53 sedecies - 53 septemdecies et 53 duodevicies** (p. 4469) : s'oppose aux amendements de suppression de la commission, n° 67, n° 68, n° 69, n° 70, n° 71 et n° 72 - **Art. 53 undevicies** (p. 4470) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 73 de la commission - **Art. 57** : s'oppose à l'amendement n° 74 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture) - **Art. 60 bis** : s'oppose à l'amendement n° 75 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture) - **Art. 60 decies et 60 undecies** (p. 4471) : s'oppose aux amendements de suppression de la commission, n° 76 et n° 77 - **Art. 62 ter** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 78 de la commission - **Art. 84** : s'oppose à l'amendement n° 79 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture) - **Art. 98 bis A** (p. 4472) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 80 de la commission - **Art. 98 ter** : accepte l'amendement de suppression n° 81 de la commission - **Art. 100 et 102** : s'oppose aux amendements de suppression de la commission, n° 82 et n° 83 - **Art. 120** : accepte les amendements de coordination de la commission n° 84 et n° 85 - **Art. 122, 122 bis et 131** (p. 4473) : s'oppose aux amendements de coordination de la commission n° 86, n° 87 et n° 88 - **Art. 167** (p. 4474) : s'oppose à l'amendement n° 90 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture) - **Art. 167 bis, 167 ter, 167 quater et 167 quinquies (entrée en vigueur)** : s'oppose aux amendements de suppression de la commission n° 91, n° 92, n° 93 et n° 94 - **Art. 168 (application à la collectivité territoriale de Mayotte et aux territoires d'outre-mer)** : s'oppose à l'amendement de coordination n° 95 de la commission - **Art. 169, 170, 171, 172 (entrée en vigueur)** : s'oppose aux amendements de suppression n° 96, n° 97, n° 98 et n° 99 - **Art. 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181 et 182 (entrée en vigueur)** (p. 4476, 4477) : s'oppose aux amendements de suppression de la commission n° 101, n° 102, n° 103, n° 104, n° 105, n° 106, n° 107, n° 108 et n° 109.

- **Projet de loi modifiant le code civil relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales - Deuxième lecture [n° 150 (92-93)]** - (22 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4678) : réforme attendue par les familles et les praticiens - Règles de l'état civil - Etablissement judiciaire de la filiation maternelle et paternelle - Autorité parentale dans la famille naturelle - (p. 4679) : institution du juge aux affaires familiales : compétence en matière de divorce et renvoi de la cause à la collégialité - Audition du mineur en justice - **Art. 1^{er}** (p. 4682) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Charles Lederman (suppression du prénom du registre de l'état civil par le juge statuant en référé après un débat contradictoire avec les parents) - **Art. 2** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - Son amendement n° 33 : modification du patronyme des enfants majeurs avec leur consentement en cas de légitimation ; rejeté - **Art. 4 quinquies (légitimation des enfants naturels décédés sans descendants)** (p. 4684) : s'oppose à l'amendement n° 9 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 8** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 10 de la commission - **Art. 10** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 11 de la commission - **Art. 15** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 12 de la commission - **Art. 17** (p. 4685) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 13 de la commission - **Art. 18** : s'oppose à l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le

Sénat en première lecture) - **Art. 19** (p. 4686) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 15 de la commission - **Art. 23 quater** : s'oppose à l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 23 sexies** (p. 4687) : s'oppose à l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 23 septies A** (*preuve de la communauté de vie des parents lors de la reconnaissance de l'enfant*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 18 de la commission - **Art. 23 septies** : s'oppose à l'amendement de coordination n° 19 de la commission - **Art. 23 nonies** (p. 4688) : s'oppose à l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 23 terdecies** : s'oppose à l'amendement de coordination n° 21 de la commission - **Art. 24** : s'oppose à l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 25** (p. 4690) : s'oppose aux amendements de conséquence de la commission n° 23 et n° 24 - **Art. 26** : s'oppose à l'amendement n° 25 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Après l'art. 26** (p. 4691) : accepte l'amendement n° 5 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (compétence du juge aux affaires familiales en matière d'aliments) - **Art. 26 bis** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 26 de la commission - **Art. 26 ter** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 27 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 26 quater A** (*aide juridictionnelle*) : accepte l'amendement n° 28 de la commission (possibilité pour le mineur d'être entendu avec un avocat) - **Art. 26 sexies A** (*assistance de l'enfant par un avocat*) (p. 4692) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 29 de la commission - **Art. 26 sexies B** (*procédure applicable pour recueillir le consentement de l'enfant*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 30 de la commission - **Art. 27** : s'oppose à l'amendement de coordination n° 31 de la commission - **Art. 31** (*rapport d'information*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 32 de la commission - **Sur l'ensemble** (p. 4693) : hommage au rapporteur de la commission des lois.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 184 (92-93)] - (22 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4730) : évolution et modernisation du droit de la famille - Droits nouveaux conférés à l'enfant - Autorité parentale dans la famille naturelle - Juge aux affaires familiales - Remerciements.

VECTEN (Albert), sénateur de la Marne (UC).

Réélu sénateur le 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles ; puis vice-président (*JO Lois et décrets* du 2 avril 1992).

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique (22 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (26 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'installation de réseaux de distribution par câble de services de radiodiffusion sonore et de télévision (26 juin 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi relatif à la validation d'acquis professionnels pour la délivrance de diplômes et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale (1^{er} juillet 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités (12 décembre 1992).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Enseignement agricole** - [n° 57 (92-93)] tome 5 (24 novembre 1992).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 475 (*JO Débats* du 22 octobre 1992) (p. 2409) - Ministère : Agriculture - *Difficultés financières de l'association de coordination technique pour l'industrie agroalimentaire* - **Recherche scientifique et technique**.

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 485 (91-92)] - (2 juillet 1992) (p. 2388) : politique agricole commune, PAC - Nouveaux débouchés - Alimentation - Carbone végétal - Utilisation de produits agricoles à des fins non alimentaires - Champagne-Ardenne - Recherche.

- **Projet de loi de finances pour 1993** [n° 55 (92-93)].

Discussion générale :

Suite de la discussion - (25 novembre 1992) (p. 3456) : projet de budget de l'enseignement agricole - Diminution de l'effort financier de l'Etat - Impossibilité de moderniser l'enseignement public et privé - (p. 3457) : second schéma national des formations agricoles - Adaptation de l'enseignement supérieur agricole - Développement de l'agro-industrie - Désengagement financier de l'Etat - Crise agricole.

VEZINHET (André), sénateur de l'Hérault (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

VIDAL (Marcel), sénateur de l'Hérault (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

- Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992).

Membre titulaire du conseil d'orientation du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou.

Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 12 juin 1992) (p. 1576) - Ministère : Logement - **Politique du logement** - **Logement**.

Questions orales avec débat :

n° 23 (*JO Débats* du 9 juillet 1992) (p. 2570) - Ministère : Logement - *Politique du logement social* - Logement social.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant le code forestier - Deuxième lecture** [n° 300 (91-92)] - (30 avril 1992) - **Discussion générale** (p. 955) : prévention des incendies de forêts - Débroussaillage - Sapeurs forestiers - Pâturages - (p. 956) ; forêts méditerranéennes - Aménagement de l'espace rural - Système d'intervention contre le feu.

VIGOUROUX (Robert-Paul), sénateur des Bouches-du-Rhône (rattaché administrativement au groupe S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992).

DÉPÔTS

Proposition de loi en vue d'assurer au bataillon des marins-pompiers de Marseille les moyens financiers de sa mission [n° 266 (91-92)] (7 mars 1992 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992) - **Sécurité civile**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République - Nouvelle lecture** [n° 245 (91-92)] - (23 janvier 1992) - **Avant l'art. 56 undecies (par priorité)** (p. 436 à 440) : ses amendements n° 210 et n° 211 : bataillon de sapeurs-pompiers de Marseille ; adoptés.

- **Projet de loi modifiant le code forestier - Deuxième lecture** [n° 300 (91-92)] - (30 avril 1992) - **Après l'art. 11** (p. 961) ; son amendement n° 12, soutenu par M. Pierre Lafitte : institution d'un fonds national de restauration des espaces naturels détruits par les incendies d'ampleur exceptionnelle ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques** [n° 10 (92-93)] - (1^{er} décembre 1992) - **Discussion générale** : présente avec son intervention celles de MM. Jacques Rocca Serra et André Vallet (p. 3548) : décentralisation et organisation des marchés publics - Financement des partis et des campagnes électorales - Démocratie et pluralité d'opinions.

Suite de la discussion - (2 décembre 1992) - **Art. 9 (nouvelles règles applicables aux dons des personnes morales aux partis et groupements politiques)** (p. 3581) : son amendement n° 251, soutenu par M. Jacques Rocca Serra : limitation du plafonnement des dons des personnes morales à 25 % ou à 2 millions de francs ; devenu sans objet - **Art. 9 bis (modification des règles d'attribution de l'aide financière de l'Etat aux partis politiques)** (p. 3583) : son amendement de suppression n° 252, soutenu par M. Jacques Rocca Serra ; adopté.

VILLEPIN (Xavier de), sénateur des Français établis hors de France (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1992) ; puis secrétaire (*JO Lois et décrets* du 9 octobre 1992).

• Vice-président de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes ; de nouveau membre, puis vice-

président de cette délégation (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1992).

Membre titulaire de la commission nationale des bourses de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger.

- Membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur les conditions dans lesquelles il a été décidé d'admettre sur le territoire français M. Georges Habache, dirigeant du Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.) (*JO Lois et décrets* du 23 avril 1992), jusqu'au 18 juin 1992.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national relatives à la réserve du service militaire (21 décembre 1992).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée sur le traité de l'Union européenne [n° 307 (91-92)] (23 avril 1992) - **Communautés européennes**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 344 (91-92)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe d'Egypte relatif au régime de protection sociale des étudiants, signé à Paris le 13 avril 1990 [n° 369 (91-92)] (27 mai 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 26 mai 1992) - **Traités et conventions**.

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, en application de l'article 22, alinéa 1 du Règlement, sur les modalités et les conséquences du retrait des FFA (Forces françaises en Allemagne) [n° 472 (91-92)] (1^{er} juillet 1992) - **Défense**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur les premières activités de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) [n° 500 (91-92)] (8 juillet 1992) - **Communautés européennes**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Défense - Nucléaire, espace et services communs** - [n° 59 (92-93)] tome 4 (24 novembre 1992).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 15 mai 1992) (p. 1144) - Ministère ; Affaires étrangères - *Situation du lycée de Tokyo* - **Lycées** (*JO Débats* du 16 octobre 1992) (p. 2677) - Ministère ; Premier ministre - *Conférence de Libreville* - **Francophonie**.

Questions orales avec débat :

n° 1 (*JO Débats* du 23 mai 1992) (p. 1003) - Ministère : Défense - *Importance des forces nucléaires françaises* - (Caduque avril 1992) - **Défense nationale**.

Questions orales sans débat :

n° 406 (*JO Débats* du 14 avril 1992) (p. 630) - Ministère : Affaires étrangères - *Politique de fermeture des consulats de France à l'étranger* - (Réponse : *JO Débats* du 16 mai 1992) (p. 1193) - **Corps diplomatique et consulaire**.

n° 432 (*JO Débats* du 2 juin 1992) (p. 1450) - Ministère : Défense - *Conséquences de la création d'un corps d'armée franco-allemand* - (Réponse : *JO Débats* du 13 juin 1992) (p. 1651) - **Défense nationale**.

n° 433 (*JO Débats* du 2 juin 1992) (p. 1450) - Ministère : Mer - *Conséquences pour Djibouti de la paralysie des ports français* - (Réponse : *JO Débats* du 13 juin 1992) (p. 1652) - **Ports**.

n° 465 (JO Débats du 14 octobre 1992) (p. 2608) - Ministère : Mer - *Situation sociale dans les ports français* - (Réponse : JO Débats du 24 octobre 1992) (p. 2857) - Ports.

n° 466 (JO Débats du 14 octobre 1992) (p. 2608) - Ministère : Affaires étrangères - *Situation du franc CFA dans le traité sur l'Union européenne* - (Réponse : JO Débats du 24 octobre 1992) (p. 2856) - Communauté économique européenne (CEE).

n° 478 (JO Débats du 29 octobre 1992) (p. 2908) - Ministère : Premier ministre - *Situation de l'enseignement français en Allemagne* - (Réponse : JO Débats du 7 novembre 1992) (p. 3105) - Enseignement.

n° 491 (JO Débats du 13 novembre 1992) (p. 3147) - Ministère : Affaires étrangères - *Mise en oeuvre du plan de paix au Cambodge* - (Réponse : JO Débats du 21 novembre 1992) (p. 3353) - Relations internationales.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux [n° 183 (91-92)] - Suite de la discussion** - (21 janvier 1992) - **Après l'art. 31** (p. 357) : se déclare favorable à l'amendement n° 95 de la commission (indemnité des membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger).

Nouvelle lecture [n° 246 (91-92)] - (24 janvier 1992) - **Art. 31 ter (membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger)** (p. 485) : intervient à propos de l'amendement n° 13 de la commission (indemnité des membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger).

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : portée du traité sur l'Union européenne résultant du Conseil européen de Maastricht** - (22 avril 1992) (p. 732, 733) : intervient dans le débat consécutif à la question de M. Jacques Genton.

- **Projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises - Deuxième lecture [n° 308 (91-92)]** - (7 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1021) : réduction des délais de paiement - Rôle des professionnels - Pénalités - Conditions de vente - Règlement des produits périssables - Vente déloyale - (p. 1022) : approuvera ce texte sous réserve des modifications souhaitées.

- **Conclusions du rapport de M. Charles de Cuttoli, fait au nom de la commission des lois, sur sa proposition de loi (n° 255, 91-92), déposée avec plusieurs de ses collègues, relative aux conditions d'exercice du mandat des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger [n° 283 (91-92)]** - (13 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1123) : mode de scrutin des membres élus du CSFE - Indemnités versées aux membres élus du CSFE - Enseignement français à l'étranger - Indemnisation des biens des Français de l'étranger - Fonds social - Consuls - Le groupe de l'Union centriste votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne » [n° 334 (91-92)] - Suite de la discussion** - (10 juin 1992) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1529) : intervient contre la motion n° 41 de M. Paul Masson tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Construction européenne - Union européenne - Droit de vote des ressortissants communautaires aux élections municipales - Union économique et monétaire - Fédération et coopération interétatique - Référence à la date du traité de Maastricht - Danemark - Validité du traité de Maastricht - (p. 1530) : poursuite du débat sur la révision constitutionnelle et du processus de ratification du traité de Maastricht - **Art. 1^{er} A (consécration constitutionnelle de la langue française comme langue de la République)** (p. 1536) : Association internationale des parlementaires de langue française, AIPLF - Francophonie.

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe d'Égypte relatif au régime de protection sociale des étudiants, signé à Paris le 13 avril 1990 [n° 344 (91-92)]** - (15 juin 1992) - Rapporteur - **Discussion générale** : son intervention présentée par M. Bernard Guyomard (p. 1670, 1671).

- **Projet de loi relatif aux sociétés civiles de placement immobilier aux sociétés de crédit foncier et aux fonds communs de créances [n° 271 (91-92)]** - (19 juin 1992) - **Art. 1^{er} (définition de l'objet social)** (p. 1878) : son amendement n° 1, soutenu par M. Daniel Millaud : possibilité pour les sociétés civiles de placement immobilier de détenir à titre exceptionnel des parts de société civile immobilière domiciliée à l'étranger et ayant un objet social identique ; retiré - **Art. 6 (garanties offertes par les sociétés de gestion)** (p. 1882) : son amendement n° 2, soutenu par M. Daniel Millaud : possibilité pour les sociétés de gestion des sociétés civiles de placement immobilier qui ont obtenu l'agrément de la commission des opérations de bourse d'effectuer des opérations de démarchage auprès du public ; retiré.

- **Projet de loi relatif au plan d'épargne en actions [n° 389 (91-92)]** - (25 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 2022) : institution du plan d'épargne en actions, PEA - Réduction de l'épargne investie sur des placements à court terme et monétaires - Soutien de la bourse - Succès des SICAV monétaires grâce à un traitement fiscal favorable, au détriment des placements en actions - Absence d'avantage fiscal à l'entrée du PEA - Souhaite la prise en considération du dossier des retraites - Elargissement du marché des actions françaises - Réalisation de véritables privatisations - Au nom du groupe de l'Union centriste, se déclare favorable à ce projet de loi - **Art. 2 (emploi des versements effectués dans le plan)** : son amendement n° 14 : incorporation des actions des sociétés d'investissement dont les actifs sont composés pour plus de 75 % d'actions, de certificats d'investissement ou de certificats coopératifs d'investissement de sociétés françaises à la liste des catégories de titres éligibles au PEA ; adopté - (p. 2028) : son amendement n° 2 : soumission des SICAV d'actions françaises des portefeuilles collectifs à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun ; retiré - Son amendement de coordination n° 15 ; adopté - (p. 2029) : son amendement n° 16 : inclusion des titres des sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie dans les plans d'épargne en actions ; retiré - **Art. 10 (définition d'un seuil spécifique d'imposition pour les cessions de titres d'OPCVM de capitalisation court terme)** (p. 2035) : son amendement n° 1 : report du bénéfice de la franchise fiscale des cessions effectuées avant le 31 décembre 1993 lorsque leur montant est destiné à être transféré sur un PEA ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2043) : aggravation de la crise - Amendements du groupe de l'Union centriste favorables au développement des entreprises.

- **Projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement [n° 385 (91-92)] - Suite de la discussion** - (26 juin 1992) - **Art. 1^{er} (modification de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets) - Paragraphe VI (étude d'impact)** (p. 2091) : soutient l'amendement n° 75 de M. Michel Souplet (examen des techniques avant d'envisager la solution de reprise des déchets) - **Paragraphe VII (garanties financières)** (p. 2092) : soutient les amendements de M. Michel Souplet n° 77 (description des garanties financières dans le dossier de demande d'autorisation lors de son dépôt) et n° 76 (amende exigée dans le cas de manquement à la constitution des garanties) - **Paragraphe XI (information de l'administration sur le courtage et le négoce des déchets)** (p. 2094) : soutient l'amendement n° 78 de M. Michel Souplet (nouvelle rédaction de cet article) - **Paragraphe XIV (plans pour l'élimination de déchets)** (p. 2095) : sur l'amendement n° 21 de la commission (nouvelle rédaction de ce paragraphe), soutient le sous-amendement n° 79 de M. Michel Souplet - **Art. 2 (modifications du code des communes)** (p. 2120) : soutient l'amendement n° 80 de M. Michel Souplet (suppression de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères lorsque la redevance spéciale est instituée) - **Art. 5 (modifications de la loi 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) - Avant le paragraphe I** (p. 2124) : soutient l'amendement n° 81 de M. Claude Hurief (notion de réversibilité d'un entreposage de longue durée) - **Paragraphe II (autorisation du changement d'exploitant)** (p. 2126) : soutient l'amendement rédactionnel n° 82 de M. Michel Souplet - **Art. 7 (introduction de dispositions financières dans la loi du 15 juillet 1975) - Art. 22-2 de la loi du 15 juillet 1975 (taxe sur la mise en décharge)** (p. 2134) : soutient l'amendement n° 62

de M. Michel Souplet (dispense de la taxe de vingt francs par tonne pour les déchets déjà valorisés).

- **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle [n° 402 (91-92)]** - Suite de la discussion - (30 juin 1992) - **Art. 20 ter (élargissement de la notion de licenciement pour motif économique)** (p. 2237) : son amendement n° 1 : soumission à la procédure de licenciement collectif pour motif économique des licenciements s'inscrivant dans un plan concerté de compression des effectifs pour motif économique ; adopté - **Art. 22 ter (par priorité) (augmentation temporaire de la contribution « Delalande »)** (p. 2238) : ses amendements n° 2 : suppression de l'effet rétroactif de la disposition portant de 3 mois à 6 mois la contribution « Delalande » ; et n° 3 : application de ces dispositions à compter de la promulgation de la loi ; devenus sans objet - **Art. 22 quater (par priorité) (fixation par décret du montant de la contribution « Delalande » à compter du 1^{er} août 1992)** (p. 2239) : son amendement n° 4 : suppression de la référence à la date du 1^{er} août 1992 ; retiré.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1990 [n° 465 (91-92)]** - (29 octobre 1992) - **Discussion générale** (p. 2916) : période 1988-1990 : augmentation des dépenses de fonctionnement et du déficit budgétaire. - Charge de la dette - Contrôle parlementaire - Refus du groupe de l'Union centriste d'accepter ce projet de loi.

- **Proposition de loi organique modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances pour instituer un contrôle du Parlement sur la participation de la France au budget des Communautés européennes [n° 479 (91-92)]** - (29 octobre 1992) - **Discussion générale** (p. 2927, 2928) : accord du groupe de l'Union centriste sur cette proposition de loi organique assortie des amendements proposés par la commission des finances.

- **Projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)]**.

Discussion générale :

(24 novembre 1992) (p. 3397) : essoufflement de l'économie mondiale - Crise financière - Solidarité du franc - Politique de désinflation compétitive - Ralentissement de l'économie française - Faiblesse des petites et moyennes entreprises - Recul de l'investissement industriel - (p. 3398) : importance des dépenses publiques - Charges qui pèsent sur les entreprises françaises - Augmentation des cotisations sociales - Fantaisie des hypothèses économiques - Charges de la dette - Drame du chômage - Education nationale - Nécessité de modifier le régime fiscal - Financement des retraites - (p. 3399) : privatisations - Création d'un « SMIC jeunes » - Allègement des charges fiscales et sociales - Modernisation de l'Etat - Initiative européenne de croissance - Favorable à la question préalable.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques [n° 10 (92-93)]** - (1^{er} décembre 1992) - **Avant l'art. 8 A** (p. 3560) : soutient l'amendement n° 215 de M. Jean Cluzel (pouvoir d'appréciation du juge pour sanctionner les infractions aux différentes élections) - **Art. 8 (nouvelles règles applicables aux dons des personnes morales aux candidats aux élections publiques)** (p. 3563) : son amendement de suppression n° 9 ; adopté.

Suite de la discussion - (2 décembre 1992) - **Art. 13 (prestations de publicité)** (p. 3594) : son amendement n° 23, soutenu par M. Paul Caron : suppression des dispositions relatives au contrat de mandat ; devenus sans objet - **Art. 14 (prestations de publicité)** (p. 3598) : son amendement n° 11, soutenu par M. Paul Caron ; rétablissement de la commission d'agence ; devenus sans objet - **Art. 21 (composition des commissions départementales d'équipement commercial)** (p. 3612) : son amendement n° 12 ; modification de la composition de la commission départementale d'équipement commercial dans les départements autres que Paris ; retiré.

Suite de la discussion - (3 décembre 1992) - **Art. 58 (effet suspensif attribué aux demandes de sursis à exécution du préfet)** (p. 3692) : son amendement de suppression n° 22 ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3694) ; procédure

d'urgence - Lutte contre la corruption - Les sénateurs de l'Union centriste voteront le projet de loi ainsi amendé.

- **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission des lois sur les **propositions de résolution** (n° 20, 92-93) de M. Michel Poniatowski et plusieurs de ses collègues, (n° 36, 92-93) de M. Jacques Larché, (n° 47, 92-93) de Mme Hélène Luc et plusieurs de ses collègues, **tendant à modifier le règlement du Sénat pour l'application de l'article 88-4 de la Constitution [n° 109 (92-93)]** - (15 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4071) : progrès important de la réforme engagée - Attachement du groupe de l'Union centriste à la construction européenne - Article 88-4 de la Constitution - Complémentarité des commissions permanentes et de la délégation pour les Communautés européennes - **Art. 1^{er} (dispositions nécessaires à la mise en oeuvre de l'article 88-4 de la Constitution)** (p. 4074) : son amendement n° 12 : possibilité pour la délégation pour les Communautés européennes de se saisir pour avis des propositions d'actes communautaires ; retiré.

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national relatives à la réserve du service militaire [n° 115 (92-93)]** - (21 décembre 1992) - En remplacement de M. Michel d'Aillières, rapporteur - **Discussion générale** (p. 4602, 4603) : plan « Réserves 2000 » - Organisation du travail parlementaire - Recours à des réservistes volontaires pour exercer des fonctions dans l'armée - Conditions de la participation éventuelle de réservistes à des opérations extérieures ; définition de la situation de crise - Déflation des effectifs des armées - **Demande de réserve de l'article 1^{er} (modification du code du service national)** (p. 4606) : demande par la commission de la réserve de l'article 1^{er} jusqu'après l'amendement n° 4 visant à insérer un article additionnel après l'article 5 ; réserve ordonnée - **Art. 3 bis (libération des obligations du service militaire des hommes réservistes pères d'au moins quatre enfants)** : soutient l'amendement n° 1 de la commission : extension aux femmes ; adopté - **Art. 4 (périodes d'exercice ; possibilité d'utilisation de réservistes volontaires pour occuper une fonction militaire dans les armées)** (p. 4607) : soutient les amendements de la commission, n° 2 : suppression du mot « militaire » ; adopté ; et n° 3 ; possibilité pour les disponibles et les réservistes volontaires de servir lors d'opérations en dehors des territoires des Etats membres de l'UEO ; retiré - **Après l'art. 5** (p. 4609) ; soutient l'amendement n° 4 de la commission : assimilation des périodes effectuées au titre de la réserve à des stages de formation professionnelle ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

VINCON (Serge), sénateur du Cher (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la commission des affaires étrangères (*JO* Lois et décrets du 8 octobre 1992).

- Membre de la commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques, jusqu'au 11 juin 1992.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (26 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités (12 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique (22 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'installation de réseaux de distribution par câble de services de radiodiffusion sonore et de télévision (26 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la validation d'acquis professionnels pour la délivrance de diplômes et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale (1^{er} juillet 1992).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative aux conditions d'attribution de l'allocation logement social pour les personnes âgées hébergées en service de long séjour [n° 299 (91-92)] (15 avril 1992) - **Personnes âgées.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 16 octobre 1992) (p. 2680) - Ministère : Equipement - *Situation d'Air France - Aviation civile.*

(JO Débats du 18 décembre 1992) (p. 4206) - Ministère : Agriculture - *Clause secrète du compromis de Washington et marché asiatique de la viande bovine - Elevage.*

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises - Deuxième lecture** [n° 308 (91-92)] - (7 mai 1992) - **Art 1^{er} (contenu de la facture)** (p. 1023) : soutient l'amendement n° 2 de M. Jean Natali (pénalité applicable en cas de non-respect des délais de paiement) - **Après l'art. 1^{er}** (p. 1024) : soutient l'amendement n° 3 de M. Jean Natali (simplification des procédures de mise en recouvrement des créances contractuelles) - (p. 1025) : son amendement n° 14 : limitation du champ d'application de l'article 32 de la loi du 9 juillet 1991 aux créances non contractuelles ; retiré - **Après l'art. 3** (p. 1039) : soutient l'amendement n° 4 de M. Jean Natali (application en France de la convention de Vienne relative aux contrats de vente de marchandises).

- **Projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités** [n° 356 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (12 juin 1992) - **Après l'art. 16** (p. 1632) : son amendement n° 94, soutenu par M. Emmanuel Hamel : construction obligatoire par les collectivités territoriales des installations sportives nécessaires à l'éducation physique et sportive ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à l'octroi de mer** [n° 411 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (1^{er} juillet 1992) - **Après l'art. 11** (p. 2308) : son amendement n° 33, soutenu par M. Philippe François : institution d'un taux unique de prélèvement au profit de l'Etat pour les quatre départements ; adopté - **Art. 18 (abrogations et application de la loi)** (p. 2315) : son amendement n° 34, soutenu par M. Philippe François : régime d'exonération fiscale, et douanière dont bénéficient les îles du Nord, Saint-Barthélemy et Saint-Martin ; adopté.

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale** [n° 3 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (18 novembre 1992) - **Art. 3 (garde à vue en cas d'infraction flagrante)** (p. 3204) : sur l'amendement n° 18 de la commission, soutient le sous-amendement n° 321 de M. Lucien Lanier.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit** [n° 35 (92-93)] - (9 décembre 1992) - **Art. 13 (institution d'une taxe d'atténuation des nuisances sonores au voisinage des aérodromes)** (p. 3860) : sur l'amendement n° 25 de la commission (nouvelle rédaction), son sous-amendement n° 79 ; adopté - **Art. 14 (taux de la taxe)** (p. 3862) : sur l'amendement n° 26 de la commission (affectation du produit de la redevance à un

compte spécial de prévention et de réparation des dommages résultant des nuisances phoniques), ses sous-amendements n° 80 et n° 81 ; adopté ; n° 82 et n° 83 ; devenus sans objet.

VIRAPOULLE (Louis), sénateur de la Réunion (UC).

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des lois.

- Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation de la parité sociale globale (départements d'outre-mer).

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'aviation marchande ; de nouveau membre suppléant de ce Conseil (JO Lois et décrets du 10 janvier 1992).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux (21 janvier 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes (24 janvier 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens (3 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives (18 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la Nation, l'Etat et la paix publique (24 juin 1992).

DÉPÔTS

Proposition de loi portant adaptation aux départements d'outre-mer de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication [n° 329 (91-92)] (12 mai 1992) - **Communication audiovisuelle.**

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 29 (JO Débats du 26 juin 1991) (p. 2101) - Ministère : Agriculture - *Situation des planteurs de canne à sucre du département de La Réunion* - (Caduque avril 1992) - **Départements et territoires d'outre-mer.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle** [n° 402 (91-92)] - (29 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 2171) ; mise en oeuvre du RMI à La Réunion - Logement social - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion - (p. 2172) ; insertion professionnelle - Développement économique de La Réunion.

Suite de la discussion - (30 juin 1992) - **Art. 4 (allocation de revenu minimum d'insertion ; attribution, versement, suspension)** (p. 2249) : se déclare favorable aux amendements de la commission, n° 51 (suspension du versement de l'allocation lorsque la commission locale d'insertion est, du fait de l'inté-

ressé et sans motif légitime, dans l'incapacité de rendre son avis sur la mise en oeuvre du contrat au moment du renouvellement de l'allocation avec possibilité pour l'intéressé de faire connaître ses observations) et n° 52 (suspension possible de l'allocation en cas de non-renouvellement du contrat ou de non-conclusion d'un nouveau contrat du fait de l'intéressé et sans motif légitime avec possibilité pour l'intéressé de faire connaître ses observations).

- **Projet de loi relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 462 (91-92)]** (30 juin 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2270) : avis favorable du groupe de l'Union centriste sur ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'octroi de mer [n° 411 (91-92)] - Suite de la discussion - (1^{er} juillet 1992) - Discussion générale** (p. 2292) : finances des communes et départements d'outre-mer - Europe - (p. 2293) : programme d'option spécifique à l'éloignement et à l'insularité des départements d'outre-mer, POSEIDOM - Dotation des communes - Secteur du bâtiment - Création d'un fonds régional pour le développement et l'emploi - Logement - Entreprises des départements d'outre-mer - **Art. 2 (exonérations)** (p. 2304) : soutient l'amendement n° 19 de M. Roger Lise (valeur des marchandises introduites en franchise de taxes) - **Art. 14 (répartition du produit de l'octroi de mer)** (p. 2310) : son amendement n° 21 : indexation des ressources ; adopté.

VIRON (Hector), sénateur du Nord (C).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires sociales.

- Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence pour l'amélioration des conditions de travail.

Membre suppléant de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle et modifiant le code du travail (3 juillet 1992).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant le régime du travail dans les ports maritimes [n° 349 (91-92)]** - (26 mai 1992) - **Art. 1^{er} (modification du livre V de la première partie du code des ports maritimes)** (p. 1400) : son amendement n° 11, soutenu par M. Félix Leyzour, modifiant le paragraphe II de l'article L. 511-2 du code des ports maritimes relatif à la définition des catégories d'ouvriers dockers ; rejeté - (p. 1403) : son amendement n° 14, soutenu par M. Ivan Renar ; réinsertion dans le domaine législatif des opérations affectées exclusivement aux ouvriers dockers, telles qu'elles étaient prévues par la loi du 6 septembre 1947 ; rejeté - (p. 1406) : son amendement n° 24, soutenu par M. Ivan Renar ; modification du paragraphe XI de cet article (article L. 521-8 du code des ports maritimes) relatif à la régulation localisée des effectifs ; rejeté - (p. 1407) : son amendement n° 25, soutenu par M. Ivan Renar ; modification du paragraphe XIII de cet article (article L. 531-1 du code des ports maritimes) relatif à la sanction des infractions ; rejeté.

VIVIEN (Alain), secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

VIZET (Robert), sénateur de l'Essonne (C) - Secrétaire du Sénat.

Réélu secrétaire du Sénat (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des finances.

De nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 8 octobre 1992) ; puis secrétaire (JO Lois et décrets du 9 octobre 1992).

- Membre titulaire de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice (JO Lois et décrets du 25 novembre 1992) ; puis secrétaire (JO Lois et décrets du 27 novembre 1992).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'octroi de mer (1^{er} juillet 1992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1993 (2 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux caisses de crédit municipal (5 mai 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant mise en oeuvre par la République française de la directive du conseil des Communautés européennes CEE n° 91-680 complétant le système commun de la taxe sur la valeur ajoutée et modifiant, en vue de la suppression des contrôles aux frontières, la directive CEE n° 77-388 et de la directive CEE n° 92-12 relative au régime général, à la détention, à la circulation et au contrôle des produits soumis à accise (18 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'anticipation de la suppression du taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée (18 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit (25 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au plan d'épargne en actions (25 juin 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1992 (18 décembre 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux produits soumis à certaines restrictions de circulation (20 décembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)]

considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Imprimerie nationale** - [n° 56 (92-93)] tome 3 annexe 37 (24 novembre 1992).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 9 (JO Débats du 16 avril 1992) (p. 657) - Ministère : Premier ministre - *Politique générale du Gouvernement* - (Réponse : JO Débats du 17 avril 1992) (p. 672) - **Politique générale**.

Questions orales sans débat :

n° 430 (JO Débats du 20 mai 1992) (p. 1275) - Ministère : Economie - *Statut de l'Imprimerie nationale* - (Réponse : JO Débats du 20 juin 1992) (p. 1895) - **Fonction publique**.

n° 444 (JO Débats du 11 juin 1992) (p. 1548) - Ministère : Collectivités locales - *Contribution de la ville de Palaiseau à la dotation de solidarité urbaine (DSU)* - (Réponse : JO Débats du 20 juin 1992) (p. 1900) - **Finances locales**.

n° 448 (JO Débats du 11 juin 1992) (p. 1549) - Ministère : Industrie - *Conséquences pour EDF-GDF des propositions de la Commission européenne pour le secteur de l'énergie* - (Réponse : JO Débats du 20 juin 1992) (p. 1899) - **Communauté économique européenne (CEE)**.

n° 464 (JO Débats du 3 octobre 1992) (p. 2584) - Ministère : Intérieur - *Sécurité des demandeurs du droit d'asile turcs d'origine kurde* - (Réponse : JO Débats du 24 octobre 1992) (p. 2849) - **Réfugiés**.

n° 486 (JO Débats du 11 novembre 1992) (p. 3118) - Ministère : Santé - *Réforme du système transfusionnel français et restructuration des établissements de transfusion sanguine* - (Réponse : JO Débats du 21 novembre 1992) (p. 3363) - **Sang et organes humains**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République** - *Première lecture* : voir table nominative des séances de 1991 - *Deuxième lecture* [n° 117 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (10 janvier 1992) - **Art. 57 (par priorité)** (p. 78) : soutient l'amendement de suppression n° 226 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 64 (fonds de compensation pour la TVA au profit des communautés de communes et des communautés de villes)** (p. 89) : soutient l'amendement n° 227 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (extension de la disposition proposée à toutes les collectivités territoriales) - **Art. 64 quater** (p. 97) : se déclare opposé à l'amendement n° 233 de la commission des affaires économiques saisie pour avis (exonération d'une nouvelle catégorie de communes) - **Art. 30 bis (rémunération des représentants des collectivités locales aux conseils d'administration des sociétés d'économie mixte)** : sur l'amendement n° 63 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat), se déclare favorable au sous-amendement n° 242 de M. René Régnault - **Chapitre 1^{er} avant l'art. 36 bis** (« de la décentralisation de l'enseignement supérieur ») (p. 124, 125) : s'oppose à l'amendement de rétablissement n° 74 de la commission - **Art. 36 décies (contribution des collectivités territoriales au financement des dépenses d'investissement des établissements d'enseignement privé sous contrat)** (p. 128) : se déclare opposé à l'amendement n° 85 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat et extension aux territoires d'outre-mer) - **Avant l'art. 37** (p. 129) : soutient l'amendement n° 207 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (région : principes et orientations) - **Art. 37 à 46** : soutient les amendements de suppression de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° 208 à n° 217.

Suite de la discussion - (14 janvier 1992) - **Art. 49** (p. 142) : soutient l'amendement de suppression n° 218 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 50 (schéma départemental de la coopération intercommunale)** (p. 143) : soutient l'amendement de suppression n° 219 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 50 bis, art. 50 ter** (p. 146) : soutient les amendements de suppression n° 220 et n° 221 de Mme Jacqueline Fraysse-Caza-

lis - **Art. 56 bis B (promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion d'une collectivité) (supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 148) : se déclare opposé à l'amendement de rétablissement n° 143 de la commission - **Art. 56 nonies** (p. 150, 151) : Gaz de France - Service public - (p. 152) : reprend l'amendement de suppression n° 151 de la commission ; rejeté - **Après l'art. 56 septemdecies** (p. 158, 159) : se déclare opposé à l'amendement n° 159 de la commission (régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 159) : vote du groupe communiste contre ce texte.

Nouvelle lecture [n° 245 (91-92)] - (23 janvier 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 465) : vote du groupe communiste contre ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux** - *Nouvelle lecture* [n° 246 (91-92)] - (24 janvier 1992) - **Discussion générale** (p. 473) : conditions de travail des parlementaires - Démocratie locale, - (p. 474) : autorisations d'absence - Protection de l'élu sur son lieu de travail - Droit à la formation - Fiscalisation - Participation de l'Etat - Retraites - Finances communales - Abstention du groupe communiste sur ce texte.

- **Projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises** [n° 174 (91-92)] - (9 avril 1992) - **Après l'art. 1^{er}** (p. 560) : fournisseurs - Se déclare opposé à l'amendement n° 12 de la commission (sanction du non-respect de la parole donnée par une pénalité progressive et proportionnelle au retard constaté) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 577) : crédits interentreprises - (p. 578) : grande distribution - Réduction des délais de paiement - Emploi - Le groupe des sénateurs communistes et apparentés s'abstiendra.

- **Questions orales avec débat jointes : politique générale du Gouvernement** - (16 avril 1992) - Présente sa question (p. 666, 667 et 677).

- **Projet de loi relatif aux caisses de crédit municipal** [n° 292 (91-92)] - (5 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 987) : « bancarisation » des caisses de crédit municipal - Responsabilité financière des communes-sièges - (p. 988) : finances communales - Décentralisation - Vocation sociale - Union centrale des caisses de crédit - Le groupe communiste votera contre ce texte - **Art. 2 (contrôle des caisses et responsabilités des communes)** (p. 993) : son amendement n° 15 : suppression de la responsabilité financière des communes-sièges ; rejeté - (p. 994) : son amendement n° 16 : suppression de la garantie des communes-sièges pour les emprunts obligataires émis avant l'entrée en vigueur de la loi ; adopté.

- **Projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises** - *Deuxième lecture* [n° 308 (91-92)] - (7 mai 1992) - **Art. 1^{er} (contenu de la facture)** (p. 1023) : au nom du groupe des sénateurs communistes et apparentés, se déclare favorable à l'amendement n° 5 de la commission (mention sur la facture du délai de paiement et des conditions d'application d'escomptes en cas de paiement anticipé) - **Après l'art. 1^{er}** (p. 1025) : son amendement n° 20 : mise à la charge du créancier des honoraires de toute nature occasionnés par le recouvrement ; retiré - **Art. 1^{er} quinquies (unicité du barème de prix)** (p. 1027) : notion de client potentiel - Irréalisme - Le groupe communiste et apparenté votera contre cet article - **Art. 2 (produits alimentaires périssables)** (p. 1028, 1029) : centrales d'achat des grandes surfaces de l'alimentation - Réduction des délais de règlement - Se déclare opposé à l'amendement n° 9 (introduction de la notion de délai de paiement de « trente jours après la fin de la décade » ; champ d'application et exceptions) de la commission - (p. 1031) : sur ce dernier, ses sous amendements n° 21 ; rejeté ; et n° 22 ; devenu sans objet - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1039, 1040) ; centrales d'achats de la grande distribution - Boissons alcooliques - Animaux destinés à la consommation humaine - Le groupe communiste et apparenté s'abstiendra sur ce texte.

- **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 272, 91-92) de M. Roger Chinaud, tendant à modifier l'article 47 bis du règlement du Sénat [n° 320 (91-92)]** - (14 mai 1992) - **Art. unique (non-application des dispositions de l'article 47 bis du règlement du Sénat à la discussion des projets de loi de finances rectificative)** (p. 1141) : abstention du groupe communiste sur cette proposition de résolution.

- **Projet de loi portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit** [n° 316 (91-92)] - (20 mai 1992) - **Discussion générale** (p. 1292) : transposition des directives européennes en matière d'assurance et de crédit - (p. 1293) : ouverture du capital des entreprises d'assurance publiques - Privatisations - Caisse nationale de prévoyance, CNP² - Lutte contre le chômage de longue durée - Europe des assurances - Europe bancaire - Le groupe communiste et apparenté se prononcera contre ce texte - **Art. 1^{er}** (*alignement de la composition du capital des entreprises publiques d'assurance sur le droit commun du secteur public*) (p. 1297) : son amendement de suppression n° 33 ; rejeté - (p. 1298) : démocratisation du service public - **Art. 1^{er} bis** (*abrogation et modification de certaines dispositions du code des assurances*) (p. 1299) ; son amendement de suppression n° 34 ; rejeté - **Art. 2** (*transformation du statut de la Caisse nationale de prévoyance*) : son amendement de suppression n° 35 ; rejeté - **Art. 4** (*situation des personnels de la Caisse nationale de prévoyance*) : son amendement n° 36 : accroissement des garanties données aux personnels de la Caisse nationale de prévoyance ; rejeté - **Art. 9** (*transposition de diverses dispositions de la deuxième directive du Conseil des Communautés européennes du 8 novembre 1990 relative à la libre prestation des services en assurance-vie*) (p. 1302) : son amendement de suppression n° 37 ; rejeté - **Art. 27** (*transposition des règles d'application du principe de la reconnaissance mutuelle*) (p. 1311) : son amendement de suppression n° 38 ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1317, 1318) : privatisation partielle des entreprises d'assurance publique - CNP - Marché unique bancaire - Le groupe communiste et apparenté votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et portant diverses dispositions relatives à ces activités** [n° 356 (91-92)] - (11 juin 1992) - **Après l'art. 4** (p. 1604) : soutient l'amendement n° 95 de Mme Hélène Luc (réglementation des transferts et des rémunérations des sportifs) - **Art. 5** (*capital social des sociétés à but sportif et des sociétés d'économie mixte sportives*) (p. 1605) : soutient l'amendement n° 96 de Mme Hélène Luc (possibilité pour chaque membre de l'association sportive de demander la communication de tout contrat aux commissaires aux comptes).

Suite de la discussion - (12 juin 1992) - **Art. 15** (*assurance sportive*) (p. 1632) : soutient l'amendement n° 101 de Mme Hélène Luc (dissociation du prêt de l'assurance du prix de la licence sportive) - **Art. 18** (*conditions d'accès à l'exercice rémunéré des professions des activités physiques et sportives*) (p. 1640) : sur l'amendement n° 33 de la commission (liste des conditions d'homologation), soutient le sous-amendement n° 102 de Mme Hélène Luc - (p. 1641) ; soutient l'amendement n° 103 de Mme Hélène Luc (responsabilité pénale des dirigeants de club en cas d'infraction à la loi) - **Art. 19** (*autorisations spécifiques d'exercice rémunéré d'une profession rémunérée relative aux activités physiques et sportives*) : soutient l'amendement n° 104 de Mme Hélène Luc (extension de la dérogation à tous les ressortissants étrangers) - **Art. 25** (*recherche et constatation des infractions*) (p. 1642) : soutient l'amendement de suppression n° 106 de Mme Hélène Luc - **Après l'art. 31** (p. 1646) : soutient l'amendement n° 107 de Mme Hélène Luc (relèvement du taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés pour les entreprises produisant des objets sportifs) - **Après l'art. 33** (p. 1648) : soutient l'amendement n° 108 de Mme Hélène Luc (augmentation du montant de l'abattement prévu pour la taxe sur les salaires due par les associations sportives) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1649) : Conseil national des activités physiques et sportives - Abstention du groupe communiste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre : « De l'Union européenne »** [n° 334 (91-92)] - **Suite de la discussion** - (16 juin 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1738) : caducité du traité de Maastricht - Libéralisme économique - Transfert de souveraineté - Europe sociale - Politique agricole commune, PAC - Le groupe communiste votera contre le projet de loi constitutionnelle.

↳ **Rappel au règlement** - (17 juin 1992) (p. 1757, 1758) : propos tenus en Conseil des ministres par M. Pierre Bérégovoy,

Premier ministre, déclarant non conforme à la Constitution l'article 88-2 du projet de loi de révision constitutionnelle, tel qu'il a été voté après l'adoption d'un amendement du Sénat.

- **Projet de loi relatif à l'anticipation de la suppression du taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée** [n° 364 (91-92)] - (18 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1807) : taux majoré de la TVA - Impôts indirects - Production automobile - (p. 1808) : réglementation communautaire - Produits horticoles et sylvicoles - Oeuvres d'art - Réforme du système fiscal - Abstention du groupe communiste sur ce texte - **Après l'art. unique** (p. 1815) : s'abstiendra dans le vote de l'amendement n° 1 du Gouvernement (doublement du taux de réduction d'impôt lorsque le propriétaire d'un logement neuf prend l'engagement de le louer pendant neuf ans à usage de résidence principale) - (p. 1816) : se déclare défavorable à l'amendement n° 2 du Gouvernement (extension de la réduction d'impôt pour grosses réparations aux dépenses d'équipement sanitaire élémentaire, aux travaux d'accessibilité des logements aux handicapés, à l'installation d'une porte blindée et d'un interphone en vue de renforcer la sécurité des immeubles) - (p. 1820) : s'abstiendra dans le vote de l'amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Masseret (suspension de l'application des dispositions des paragraphes II à VIII de l'article 56 modifié de la loi n° 90-669 du 30 juillet 1990 relative à la révision des évaluations des immeubles retenus pour la détermination des impôts directs locaux ; calcul de l'assiette de la taxe d'habitation).

- **Projet de loi relatif à l'abolition des frontières fiscales à l'intérieur de la communauté économique européenne en matière de taxe sur la valeur ajoutée et de droits indirects** [n° 373 (91-92)] - (18 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 1824, 1825) : suppressions d'emplois - Région de la Lorraine et du Nord-Pas-de-Calais - Réforme du système d'imposition - Contrôles aux frontières - Importance du service public douanier - Fraudes - Contrôle de la circulation des marchandises - Echange d'informations entre les Etats - Trafic de stupéfiants et d'armes - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi - **Art. 5** (*régime des prélèvements*) (p. 1828) : son amendement de suppression n° 25 ; rejeté - **Art. 6** (*localisation des livraisons de biens*) : son amendement n° 26 : application de la règle de la territorialité aux véhicules terrestres ; rejeté - **Art. 24** (*modalités d'exercice du droit à déduction*) (p. 1833) : son amendement n° 27 : possibilité pour les entreprises de produire des factures ; rejeté - **Art. 113 bis** (*application au territoire national des mesures douanières spécifiques en matière de lutte contre les stupéfiants*) (p. 1844) : combat contre la drogue - Suppression des contrôles douaniers - Se déclare défavorable à cet article - **Après l'art. 114** (p. 1845) : son amendement n° 30 : rôle des transitaires en douane ; rejeté - **Après l'art. 117** (p. 1848) : son amendement n° 31 : dépôt par le Gouvernement avant le 1^{er} janvier 1994 d'un rapport d'information sur les conditions d'application de la présente loi ; retiré - **Art. 108** (*institution d'un droit d'enquête en entreprise et d'un droit de contrôle des véhicules à usage professionnel*) - *Art. L. 80 I du livre des procédures fiscales (possibilité d'intervention de l'administration des douanes)* (p. 1853 ; précédemment réservé p. 1844) : son amendement n° 28 : possibilité pour les agents des douanes appartenant à la catégorie C d'enquêter ; rejeté - (p. 1854) : son amendement n° 29 : possibilité pour les agents des douanes d'engager des poursuites ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1859) : avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit - Deuxième lecture** [n° 409 (91-92)] - (25 juin 1992) - **Art. 7 bis A** (p. 2011) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 2 de la commission - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2016) : privatisation partielle de l'UAP, du GAN et des AGF - Transformation de la Caisse nationale de prévoyance, CNP, en société anonyme - Au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'adoption de ce projet.

↳ **Projet de loi relatif au plan d'épargne en actions** [n° 389 (91-92)] - (25 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 2023) : insuffisance de l'épargne et des fonds propres des entreprises - Défavorable au plan d'épargne en actions, PEA - Importante capitalisation boursière depuis dix ans - Dénonce les opérations financières scandaleuses - Petits porteurs, victimes du krach de 1987 - Réduction de la part du livret A - Préparation

d'un programme de privatisations - Augmentation du déficit budgétaire et du nombre de chômeurs - Modernisation et baisse souhaitable de la fiscalité des entreprises - Au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'adoption de ce projet - **Art. 1^{er} (conditions d'ouverture du plan d'épargne en actions)** (p. 2026) : son amendement n° 17 : réservation du plan d'épargne en actions aux personnes peu fortunées ; rejeté - **Art. 3 (avantages fiscaux du plan d'épargne en actions)** (p. 2030) : son amendement de suppression n° 18 ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2043) : capitalisation boursière excessive - Sort du livret A et du logement social - Annonce brutale par le Trésor du lancement d'une offre d'échange sur la vieille dette obligataire de l'Etat - Au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'adoption de ce projet.

- **Projet de loi relatif à la responsabilité du fait des vols, pertes et détériorations des objets déposés dans les établissements de santé et certains établissements sociaux ou médico-sociaux, et à la vente des objets abandonnés dans ces établissements - Deuxième lecture [n° 407 (91-92)]** (25 juin 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2045) : regrette le refus d'élargir le champ d'application de ce texte à l'ensemble des établissements de santé sociaux ou médico-sociaux - Au nom du groupe communiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet.

- **Projet de loi modifiant le code civil et relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits [n° 408 (91-92)]** - (25 juin 1992) - **Discussion générale** (p. 2053) : transposition d'une directive européenne dans le droit interne - Sécurité des consommateurs et loi du 21 juillet 1983 - Rôle de la douane française - Exonération de la responsabilité du producteur en vertu de la notion de risque de développement - Insuffisance de ce texte pour une entière protection du consommateur - **Art. 1^{er} (de la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits) - Art. 1386-4 du code civil (définition du défaut de sécurité)** (p. 2056) : soutient l'amendement n° 24 de M. Charles Lederman (produit considéré comme défectueux lorsqu'il porte atteinte à la santé des personnes) - **Art. 1386-7 (dommage causé par un produit incorporé)** (p. 2057) : soutient l'amendement n° 25 de M. Charles Lederman (possibilité pour le consommateur et les fabricants de composants d'ester conjointement en justice) - **Art. 1386-8 (charge de la preuve)** (p. 2058) : soutient l'amendement n° 26 de M. Charles Lederman (substitution au maintien de la charge classique de la preuve par la victime la présomption de responsabilité du producteur) - **Après l'art. 1386-8** : soutient l'amendement n° 27 de M. Charles Lederman (possibilité pour les associations de consommation d'offrir leurs services aux victimes en leur fournissant une aide au stade de la constitution des preuves) - **Art. 1386-10 (causes d'exonération)** (p. 2059) : soutient les amendements de M. Charles Lederman, n° 28 de suppression, n° 29 (rôle des salariés dans l'appréciation des dangers potentiels d'un produit avant même sa mise en circulation) et n° 30 (absence d'exonération du producteur de sa responsabilité en matière de risque de développement dans le domaine de l'industrie pharmaceutique) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2064) : au nom du groupe communiste, s'abstiendra sur ce projet en raison du rejet de ses amendements.

- **Projet de loi portant mise en oeuvre par la République française de la directive du Conseil des Communautés européennes n° 91/680/CEE complétant le système commun de la taxe sur la valeur ajoutée et modifiant, en vue de la suppression des contrôles aux frontières, la directive n° 77/388/CEE, et de la directive n° 92/12/CEE relative au régime général, à la détention, à la circulation et au contrôle des produits soumis à accise - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 473 (91-92)]** - (8 juillet 1992) - **Discussion générale** (p. 2546) : conséquences de la fixation contraignante du taux minimal normal de la TVA, à 15 % - Opposé à la fiscalité indirecte - Taux de TVA - Suppression des taux plafonds.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal - Nouvelle lecture [n° 488 (91-92)]** - (8 juillet 1992) - **Discussion générale** (p. 2556) : accord entre les deux assemblées - Opposé à la réduction uniforme du taux majoré de TVA - Report de la date d'application de la taxe départementale sur le revenu, TDR - Création d'un impôt territorial moderne - Refonte totale de la fiscalité locale - Abstention du groupe

communiste lors du vote de ce texte - Conséquences de la politique menée par le Gouvernement à l'échelon national sur la gestion de collectivités territoriales.

- **Projet de loi relatif au plan d'épargne en actions - Nouvelle lecture [n° 490 (91-92)]** - (8 juillet 1992) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2567) : insuffisance de l'épargne et des fonds propres des entreprises - Au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'adoption de ce projet.

- **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale [n° 3 (92-93)] - Suite de la discussion** - (18 novembre 1992) - **Art. 4 (information du gardé à vue sur ses droits) - Art. 63-2 du code de procédure pénale (droit pour le gardé à vue de faire prévenir un membre de sa famille qu'il est retenu)** (p. 3213) : soutient l'amendement n° 195 de M. Charles Lederman (présence d'un avocat lors de la garde à vue) - **Art. 63-4 du code précité (possibilité pour la personne gardée à vue de s'entretenir après vingt heures de garde à vue avec un avocat de son choix ou commis d'office par le bâtonnier)** : soutient l'amendement de conséquence n° 197 de M. Charles Lederman.

Suite de la discussion - (20 novembre 1992) - **Art. 43 (régime des nullités)** (p. 3316) ; principe de la purge des nullités - **Art. 171 du code de procédure pénale (cas de nullité)** (p. 3317) : soutient l'amendement n° 211 de M. Charles Lederman (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 172 du code précité (nullité lorsque la méconnaissance des formalités substantielles a porté atteinte aux intérêts de la partie qu'elle concerne)** (p. 3318) : sur l'amendement n° 92 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), soutient le sous-amendement n° 332 de M. Charles Lederman - **Art. 45 (renvoi devant le tribunal de police)** (p. 3320) : soutient l'amendement de suppression n° 212 de M. Charles Lederman - **Art. 46 (renvoi devant le tribunal correctionnel)** (p. 3321) : soutient l'amendement n° 213 de M. Charles Lederman (suppression du paragraphe 2 de cet article relatif à l'ordonnance de renvoi).

- **Projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)]**.

Discussion générale :

Question préalable - Suite de la discussion - (26 novembre 1992) - **Question préalable** (p. 3484) : intervient contre la motion n° 1 de M. Jean Arthuis, tendant à opposer la question préalable - Crise économique et sociale - Echec de la désinflation compétitive - Inquiétude des Français - Maastricht et négociations du GATT - Réforme de la politique agricole commune, PAC - (p. 3485) : capitulation de la France - Système monétaire européen - Soumission de la France à l'Allemagne - Caractère politicien de la question préalable - S'oppose au programme économique de la droite - Volonté du groupe communiste de discuter du projet de budget - Opposition au projet de budget présenté par le Gouvernement.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques [n° 10 (92-93)] - Suite de la discussion** - (2 décembre 1992) - **Art. 24 (composition de la commission nationale d'équipement commercial)** (p. 3616) : soutient l'amendement de suppression n° 248 de M. Charles Lederman.

- **Conclusions du rapport de M. Charles Jolibois, fait au nom de la commission élue spécialement pour son examen conformément à l'article 86, alinéa 3, du règlement, sur la proposition de résolution (n° 49, 92-93) de M. Jacques Sourdille déposée avec plusieurs de ses collègues portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de Justice [n° 101 (92-93)]** - (10 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 3896) : importance de l'épidémie du Sida - Drame des hémophiles - Danger des transfusions sanguines - Retard dans la mise en oeuvre du dépistage systématique et du chauffage du sang transfusé - Recherche de la vérité - Principe de la présomption d'innocence - Recherche médicale, objectif prioritaire de la Nation - Favorable à la réunion de la Haute Cour de justice pour juger M. Laurent Fabius, Mme Georgina Dufoix et M. Edmond Hervé - Exclusion de l'ancien Premier ministre de la procédure de mise en accusation par la majorité sénatoriale - Volonté

d'éviter toute opposition entre les deux assemblées - **Art. unique** (p. 3900) : au nom du groupe communiste, se déclare favorable à l'amendement n° 1 de M. Marc Lauriol (renvoi de M. Laurent Fabius devant la commission d'instruction de la Haute Cour de justice).

- **Projet de loi de finances pour 1993 - Nouvelle lecture** [n° 116 (92-93)] - (17 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4214) : conséquences de la désinflation. - Entreprises françaises - Construction de l'Europe - Négociations du GATT - Stagnation de l'investissement productif. - Impôt sur les sociétés - (p. 4215) : taxe professionnelle - Secteur du bâtiment - Situation financière des collectivités locales - Le groupe communiste, sans approuver ce projet de loi, votera contre la question préalable - **Question préalable** (p. 4218) : intervient contre la motion n° 1 de la commission tendant à opposer la question préalable - Prévisions de l'INSEE et de l'OCDE.

- **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social** [n° 87 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (18 décembre 1992) - **Art. 20** *quinquies* (*dispositions concernant les salariés en congé parental, à leur retour dans l'entreprise*) (p. 4322) : se déclare opposé aux amendements de la commission, n° 35 (participation du salarié à une action de formation) et n° 37 (adaptation de la terminologie en usage dans les actions de formation professionnelle) - **Art. 21 A** (*aménagements apportés à la procédure de licenciement économique*) (p. 4323) : coût des licenciements - Temps de travail - (p. 4324) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 41 de la commission.

- **Rappel au règlement** - (18 décembre 1992) (p. 4316) : souhaite le vote dans les plus brefs délais de la proposition de résolution portant mise en accusation des trois ministres concernés par l'affaire du sang contaminé devant la Haute Cour de justice.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1992** [n° 89 (92-93)] - (18 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4345) : récession - Pessimisme des organismes de prévisions économiques - Résultats du référendum du 20 septembre - (p. 4346) : situation de l'emploi - Moins-values fiscales à l'origine du déficit public - Charges de la dette - Nécessité de contrôle des fonds publics - Aide de soutien à l'emploi - Avec le groupe communiste, votera contre ce projet de loi - **Art. 4 et état A** (*équilibre général*) (p. 4354) : difficultés financières des collectivités territoriales - Avec les sénateurs communistes, votera contre cet article - **Art. 30** (*création de deux zones d'investissement privilégié dans certains cantons des départements du Nord et du Pas-de-Calais*) (p. 4375) : intervient sur l'amendement n° 63 de M. Philippe Adnot (extension de l'article 30) - **Après l'art. 52** (p. 4400) : son amendement n° 46 : abattement pour charges de famille dans le calcul de la taxe d'habitation ; rejeté - **Art. 58** (*liquidation de la Caisse nationale de l'énergie*) : son amendement n° 20 : date de dissolution de la Caisse nationale de l'énergie ; rejeté - (p. 4401) : son amendement n° 21 : sort des droits et obligations ainsi que des biens de la Caisse nationale de l'énergie après la dissolution de celle-ci ; rejeté.

- **Projet de loi relatif aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane** [n° 118 (92-93)] - (19 décembre 1992) - **Art. 20** (*mesures de protection prévues par l'article 115 du traité de Rome*) (p. 4496) : son amendement n° 24, soutenu par M. Robert Pagès : aménagement des documents commerciaux accompagnant la circulation des marchandises ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art - Deuxième lecture** [n° 120 (92-93)] - (20 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4516) : au nom du groupe communiste, se déclare favorable aux amendements de la commission visant à étendre le champ d'application de la loi aux musées des collectivités territoriales - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4519) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'adoption de ce projet.

- **Proposition de résolution portant saisine de la commission d'instruction prévue par l'ordonnance n° 59-1 du 2 janvier 1959 portant loi organique sur la Haute Cour de justice pour M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales**

et de la solidarité nationale, et M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat à la santé auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale [n° 165 (92-93)] - (20 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4523) : recherche de la vérité - Mode de fonctionnement de la Haute Cour de justice insatisfaisant - (p. 4524) : présomption d'innocence - Responsabilité politique et responsabilité pénale - Réintroduction de M. Laurent Fabius dans le champ d'application de la mise en accusation - Au nom du groupe communiste, se déclare favorable à l'adoption de cette proposition de résolution - Nécessaire effort de recherche.

- **Projet de loi modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 184 (92-93)] - (22 décembre 1992) - **Discussion générale** (p. 4731) : au nom du groupe communiste, votera les conclusions de la CMP.

VOILQUIN (Albert), sénateur des Vosges (UREI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

De nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets du 8 octobre 1992*).

- Vice-président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes ; de nouveau membre de cette commission (*JO Lois et décrets du 8 octobre 1992*) ; puis vice-président (*JO Lois et décrets du 9 octobre 1992*).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 55 (92-93)] considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution - **Défense** - Air [n° 59 (92-93)] tome 7 (24 novembre 1992).

VOISIN (André-Georges), sénateur de l'Indre-et-Loire (apparenté au groupe RPR).

N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 27 septembre 1992.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Membre titulaire du comité directeur du Fonds d'aide et de coopération.

Membre suppléant du comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDESTOM).

Y

YAMGNANE (Kofi), secrétaire d'Etat aux affaires sociales et à l'intégration.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 2 avril 1992 (JO Lois et décrets du 3 avril 1992).

secrétaire d'Etat à l'intégration le 4 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (JO Lois et décrets du 5 avril 1992).

En qualité de secrétaire d'Etat à l'intégration

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de Mme Marie-Claude Beaudeau : **Politique sociale** (*Politique de la recherche et de la prévention contre le SIDA*) (JO Débats du 4 décembre 1992) (p. 3648).

de M. Henri Revol : **Hôpitaux** (*Déclarations mensongères relatives aux services des urgences*) (JO Débats du 4 décembre 1992) (p. 3649).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives - Deuxième lecture [n° 306 (91-92)]** - (6 mai 1992) - **Art. 39** (p. 1009) : accepte l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture relatives au remboursement des parts sociales dans les sociétés coopératives maritimes) - **Après l'art. 46 bis** : son amendement n° 14 : modalités de calcul des frais de liquidation des prêts consentis aux accédants à la propriété sociale ; adopté - **Art. 49 bis** (*fonds de garantie des sociétés de caution mutuelle*) (p. 1010) : accepte l'amendement n° 11 de la commission (suppression du paragraphe II qui fixe les modalités de constitution du fonds de garantie) - **Après l'art. 51 quater** : accepte l'amendement de coordination n° 12 de la commission - **Art. 52 A** (*taux des rémunérations des parts des coopératives agricoles*) (p. 1011) : accepte l'amendement n° 13 de la commission (limitation de l'intérêt versé au capital souscrit par les associés coopérateurs).

Z

ZUCCARELLI (Emile), *ministre des postes et télécommunications* le 2 avril 1992 dans le Gouvernement Bérégovoy (*JO Lois et décrets* du 3 avril 1992).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. René Ballayer : **Services publics** (*Maintien des bureaux de poste en milieu rural*) (*JO Débats* du 12 juin 1992) (p. 1579).